

LES ÉTRANGERS EN FRANCE

*Etude géographique sur
leur rôle dans l'activité économique*

Thèse pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris
par

GEORGES MAUCO



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel - PARIS V°

—
1932

LES ÉTRANGERS EN FRANCE

*Etude géographique sur
leur rôle dans l'activité économique*

Thèse pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

GEORGES MAUCO



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel - PARIS V^e

—
1932



A mon maître

Monsieur A. DEMANGEON

Hommage respectueux



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547521_0010

AVANT-PROPOS

La France est devenue depuis quelques années un des premiers pays d'immigration et le problème de la main-d'œuvre étrangère y apparaît comme un des plus importants de l'heure actuelle. Problème relativement nouveau, au moins par son ampleur, qui a entraîné vers la France une population de près de trois millions d'étrangers. Problème difficile, qui pose une multitude de questions : recrutement, sélection, contrôles sanitaire et professionnel, concurrence, adaptation, assimilation, transfert des épargnes, danger des minorités, sans oublier toutes les questions d'ordre social, scolaire, religieux et moral que soulèvent toujours les grands déplacements de masses humaines et qui ne se posaient pas quand les étrangers pénétraient lentement, par une sorte d'osmose permettant une rapide fusion.

Aussi n'est-ce pas sans appréhension que nous avons abordé et que nous présentons un travail sur un phénomène aussi récent et d'une telle complexité. La tâche est d'autant plus délicate que trop souvent les documents font défaut. Aucun service spécialisé ne s'occupe en France de l'immigration. Il faut glaner à travers le pays, auprès des employeurs et des administrateurs, les renseignements et les chiffres nécessaires à un tel travail. Ces chiffres, du reste, se trouvent sans cesse modifiés, comme les masses humaines dont ils reproduisent les fluctuations. Fréquemment, lorsqu'ils sont fournis par des services administratifs, ils sont entachés d'une fantaisie qu'explique la négligence ou l'incompréhension des fonctionnaires et qui oblige à de constantes et souvent difficiles vérifications. De sorte que l'abondance un peu rebutante des chiffres dans cet ouvrage ne doit pas lui faire attribuer une précision mathématique, qui, au surplus, est impossible à obtenir dans des phénomènes humains aussi mouvants que les phénomènes migratoires.

Par ailleurs, le problème de l'immigration ouvrière est si vaste, si complexe, qu'on peut dire qu'il touche toujours par quelques-uns de ses côtés à l'ensemble de la vie sociale française et que, pour être complet, il faudrait, suivant l'expression de M. Oualid, examiner en fonction de l'immigration tous les problèmes économiques, poli-

tiques, juridiques, sociaux de la France actuelle. L'étendue même du sujet risque ainsi de donner à son étude soit une allure encyclopédique, soit au contraire la superficialité d'une table des matières. Enfin, ces phénomènes, comme toutes les formes de la vie humaine, se mêlent si étroitement, qu'on ne peut les sérier sans recourir à l'arbitraire et à l'artificiel, et qu'ici, comme dans tant d'autres domaines, « l'examen des faits pose plus de questions qu'il n'en résout ».

Aussi bien, n'avons-nous pas eu la prétention de traiter complètement le sujet, mais seulement d'en présenter un aperçu d'ensemble le moins incomplet qu'il fût possible. Nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant d'essayer de montrer l'importance du grave problème de la main-d'œuvre étrangère dans notre pays et d'attirer l'attention sur la grandeur d'un phénomène qui modifie silencieusement mais sûrement la structure humaine de la France. Nous avons voulu aussi montrer les conséquences de la restriction de la natalité et de la capillarité sociale qui font qu'en France « la plume chasse l'outil » et que se raréfient de plus en plus les travailleurs manuels. Ce triple phénomène de la diminution du nombre, de la montée sociale et de la venue de manœuvres étrangers, apparaît d'ailleurs comme une des caractéristiques de la civilisation moderne et gagne tous les pays évolués, comme le montrent les statistiques des populations dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale. C'est ici qu'il convient de rappeler l'expression de Goethe, que les nombres — et ce sera notre excuse d'y avoir tant recouru — s'ils ne régissent pas le monde, montrent au moins comment le monde est régi.

Nous avons été grandement aidé dans ce travail par l'obligeance de nombreuses personnalités qui, au cours de notre enquête de trois ans à travers toute la France, ont bien voulu nous fournir des renseignements et des chiffres. Trop longue serait la liste de celles à qui nous devons répéter notre gratitude. Qu'on nous permette de ne citer aucun nom et de dire ici, à tous ceux qui nous ont aidé, notre reconnaissance.

G. M.

CHAPITRE PREMIER

L'IMMIGRATION EN FRANCE JUSQU'À LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

La population française jusqu'à la fin du XVIII^e siècle

Toute situation démographique comporte deux variables essentielles : la population et les ressources. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, où débute pour l'Europe l'ère industrielle, les ressources furent presque exclusivement agricoles. La caractéristique du régime agricole est une certaine stabilité, une régularité relative de la production. Les variations saisonnières en effet ne provoquent pas des fluctuations comparables à celles que connaît le régime industriel. L'accroissement des ressources notamment y est bien plus limité et cela était surtout vrai dans le passé où le travail humain, pris dans un système traditionnel de culture, ignorait l'aide de la science moderne. D'autre part, des transports peu développés et des échanges restreints ne permettaient guère d'atténuer l'étroite dépendance de l'homme et de la terre sur laquelle il vivait. De sorte que dans un pays donné, la limite du peuplement se révélait par un équilibre entre la population et les ressources moyennes que le sol pouvait fournir. A l'origine cet équilibre pouvait être atteint par des mouvements migratoires, mais par la suite ceux-ci se restreignaient, la vie se localisait et l'équilibre se maintenait surtout par les variations de la mortalité, notamment de celles provoquées par la disette. C'est ce régime que l'on retrouve encore aux Indes et en Chine. C'est cette limitation réciproque du chiffre de la population et des ressources naturelles que l'on a justement appelée équilibre biologique (1).

A certaines époques et dans certaines régions la France a connu cet équilibre, cet optimum de population en regard des possibilités de subsistances. Dans les contrées les plus pauvres ou dans celles

(1) R. D. MACKENZIE. — *The evolving world economy*. 1928.

qui, à l'origine, avaient reçu un apport de population particulièrement important, il arriva que celle-ci atteignit l'extrême limite de son développement. Le niveau de vie s'y maintenait au minimum possible. La mendicité était très développée et des mouvements migratoires de la faim apparaissaient parfois (1). C'est ainsi qu'un grand nombre d'habitants des Alpes s'expatriaient il y a 150 ans pendant 6 à 7 mois de l'hiver pour gagner leur vie ou mendier, que les gens du Limousin et d'Auvergne allaient servir de manœuvres en Espagne pour faire subsister leurs familles et qu'en pays vignobles, chaque année, les vigneronns étaient en partie réduits à l'aumône durant la morte-saison. Jusqu'au début du XIX^e siècle l'importance des migrations intérieures révèle bien qu'en maintes régions les ressources locales ne suffisaient pas à nourrir une population trop nombreuse (2). L'histoire rappelle d'ailleurs, qu'à différentes époques la famine fit peser sur certaines contrées la hantise du nombre évoquée par Malthus. Au XVIII^e siècle même, qu'un accroissement sensible de population fait appeler « siècle de la disette », la famine de 1709 accroît la mortalité parisienne de près de moitié et réduit la natalité de 1/3 pour l'année suivante (3). Il serait aisé de multiplier les exemples de cette nature, car il est peu d'époques ou de régions qui n'en puissent offrir.

Faiblesse de l'accroissement de la population. — Toutefois il ne faudrait pas en conclure que la France connut avant le XIX^e siècle une saturation démographique. Les exemples cités demeurent des exemples locaux et sporadiques. Il semble même qu'au contraire le chiffre de la population française resta très souvent au-dessous des ressources possibles du pays. Les famines résultant de surpopulation furent rares et plus rarement encore atteignirent l'ensemble du pays. C'est que, bien souvent, avant de connaître la disette naturelle, la population était décimée par d'autres fléaux non moins meurtriers. Des épidémies effroyables ravageaient parfois le tiers et même dans cer-

(1) L'immense armée de la faim : braconniers, contrebandiers, bandits, mendiants et vagabonds, devait dès le début de la Révolution, contribuer selon l'expression de Taine à faire « l'anarchie spontanée ». Voir G. BLOCH : *Procès-verbaux et rapports du Comité de la Mendicité de la Constituante*. Paris 1911. Publication du Comité d'Histoire économique de la Révolution.

(2) On s'étonne aujourd'hui de trouver dans des régions ingrates, notamment dans le Lo, le Tarn, l'Aveyron, le Var, dans certaines vallées des Alpes, etc., des vestiges de constructions : ruines de villages ou de hameaux, petits murs de soutènement au flanc des montagnes, qui révèlent que des populations ont dû jadis y vivre et se contenter des maigres ressources de terres presque impropres à la culture. Le prodigieux aménagement du sol français est d'ailleurs un phénomène général et selon l'expression de M. HAUSER « La terre de France apparaît de moins en moins comme un don gratuit de la nature, de plus en plus comme une œuvre d'art, à laquelle ont collaboré des générations ».

(3) En 1709, il y eut à Paris, 29.188 morts contre 15 à 17.000 en période normale. La natalité tomba de 18 à 19.000 période normale, à 13.630 en 1710. BUFFON : *Supplément à l'Histoire Naturelle* (tome VII). On ne cesse de se plaindre au XVIII^e siècle des usurpations perpétuées sur les biens communaux principalement à l'orée des bois par de pauvres diables en quête d'un asile (G. LEFEVRE, *Annales d'Histoire économique et sociale*. Paris 15 octobre 1929).

taines régions la moitié de la population (1). La peste, nom générique de diverses maladies contagieuses, régna pendant 4 siècles à l'état endémique. La multiplication des hospices, lazarets, maladreries, restait bien peu efficace contre la propagation du mal (2). La mortalité, et surtout la mortalité infantile, était considérable (3). « Le tiers du genre humain, écrit Buffon, périt avant d'avoir 28 mois, la moitié du genre humain périt avant l'âge de 8 ans et les deux tiers avant l'âge de 39 ans » (4). Les hivers rigoureux contribuaient à accroître cette mortalité. L'hiver de 1740-41 augmente le nombre des décès de près des 2/3 à Paris (5). Les guerres, si fréquentes, étaient souvent terribles pour les populations. La guerre de Cent Ans et les guerres de religion firent le vide dans les campagnes. Le développement du célibat religieux, favorisé par le droit d'aînesse et les familles nombreuses, retranchait un grand nombre d'individus de la vie active : plus de 12 % estimait Colbert, environ 300.000 dit l'abbé St-Pierre en 1757. Bien d'autres causes, temporaires ou permanentes, contribuèrent à limiter la population (6), de sorte que malgré l'étonnante fécondité des familles et une natalité double de la natalité actuelle (7) la population fut souvent déficitaire (8).

Les chiffres qui permettraient une plus grande précision manquent

(1) Les épidémies de 1348, 1580, 1639 et 1720 furent particulièrement terribles. A FROMENT : *De la peste*. Grenoble 1926. BOUDET et R. GRAND. *Etudes historiques sur les épidémies de peste en Haute-Auvergne*. Paris 1902.

(2) On en venait à isoler les localités atteintes de sorte que, n'étant plus ravitaillées, les habitants du lieu pestiféré mouraient de faim.

(3) Registres paroissiaux de quelques communes du Gers : Aubiet, l'Isle-Jourdain, Auch, etc... E. GUIBERT. *Livres de raison* : registres de familles limousines et marchoises. Paris 1888.

(4) BUFFON : Tome VII du supplément à l'Histoire Naturelle. Cité par M. BADEY. *Annales de Géographie*, Mai 1929.

(5) 22.284 morts en 1740-41 contre 15 à 17.000 en période normale (Buffon).

(6) On pourrait, entre autres, citer les brigandages, émigrations, croisades, duels, révolutions de l'Édit de Nantes, etc... Certes ces phénomènes ne sont pas concomitants, mais sans entrer dans le détail de leurs variations et de leur influence sur la population aux différentes époques de notre histoire, on peut affirmer qu'il n'est guère de périodes qui en aient été complètement épargnées.

(7) La natalité était de 3,70 ‰ au XVIII^e siècle ; elle n'est que de 1,7 ‰ au XIX^e siècle. Le nombre des naissances par ménage est tombé de 4,2 au XVIII^e siècle à 2,3 au XIX^e.

(8) « Le défrichement, dit M. HAUSER (*Travailleurs et Marchands dans l'Ancienne France*), réclame des bras à l'heure même où les épidémies et les guerres en réduisent le nombre ». En Normandie le clergé se plaint « qu'on ne peut trouver serviteur pour cultiver et labourer » (L. DELISLE. *Etude sur la classe agricole en Normandie au Moyen Age*). Parfois la main-d'œuvre est si rare qu'il en résulte des hausses très fortes des salaires ruraux et que les rois à plusieurs reprises durent en fixer les maxima (Edits royaux des 13 mars 1330, 30 janvier 1350, 5 décembre 1360, etc...) « La hausse des salaires ruraux permet au vilain de réaliser son rêve, arrondir sa terre » (HAUSER, ouv. cité, p. 34). La royauté d'ailleurs à toutes les époques s'efforça de favoriser le développement de la population jugeant qu'il « n'est pire disette pour un État, que celle des hommes » (J.-J. Rousseau). Louis XI, Louis XII, Henri IV prirent des mesures spéciales pour lutter contre la diminution du nombre (ordonnances des Rois de France tome XVI, p. 13, 23, 82, 293 etc.). Colbert favorisa les familles nombreuses, exempta de la taille les jeunes mariés de 20 à 25 ans et de la tutelle, collecte et guet, les pères de familles nombreuses (Ordonnances de 1666 et 1667). La dotation des jeunes filles par le Roi était fréquente. Au XVIII^e siècle même, des parlements et municipalités s'inquiétèrent de la dépopulation. Le Parlement de Bordeaux dans un arrêt de 1765 se plaint « du dépeuplement de la Guyenne ». Mêmes plaintes au Parlement de Bourgogne en 1764, à la municipalité de Valence, en 1772 (MATHOREZ, ouv. cité).

malheureusement. Jusqu'au ^{xix}^e siècle on ne connaît pas de recensement de la population. Toutefois certaines indications permettent des évaluations, d'ailleurs très approximatives (1). L'état des subsides levés en 1328 par Philippe IV permet d'estimer à 20 ou 22 millions le chiffre de la population pour un territoire égal à celui de la France de 1792 (2). Vers 1700 les mémoires des intendants totalisent le même nombre d'habitants, ce qui laisserait croire que pendant trois siècles la population française n'a pas augmenté (3). En 1792 des dénombremments un peu plus serrés donnent des chiffres oscillant entre 23 et 25 millions. Il semble qu'au total, en 4 siècles, l'accroissement de la population française ait été insignifiant. Les études plus précises faites par des historiens sur les mouvements de la population depuis le moyen âge dans certaines régions aboutissent aux mêmes conclusions. Dans la prévôté de Pontoise le nombre d'habitants dénombrés en 1322 est égal à celui de 1859(4). Dans la Normandie, le Rouergue, le Dauphiné, la population reste de même sensiblement stationnaire et à maintes époques on constate des fléchissements considérables.

L'Immigration sous l'Ancien Régime

Cette faiblesse de l'accroissement de la population française, en la maintenant parfois au-dessous des ressources possibles du pays, devait être favorable à l'immigration étrangère. C'est notamment dans les activités nouvelles ou susceptibles de développement, comme l'industrie et le commerce, que le besoin devait plus particulièrement s'en faire sentir. La population française d'ailleurs pendant longtemps s'intéressa peu à ces activités. La noblesse craignait de déroger en s'y livrant et la bourgeoisie les abandonnait dès qu'elle pouvait acheter des charges et se « décroter dans la robe ». Aussi la royauté lorsqu'elle fut en état de s'occuper de l'économie du pays n'y trouva-t-elle pas toujours les éléments humains nécessaires. Elle dut souvent

(1) Sur les chiffres de la population dans l'ancienne France, voir : MOHEAU : Recherches et considérations sur la population de la France en 1778 (Ed. GONNARD. Paris 1912). Recensement ordonné par Necker en 1788. (BRET: documents relatifs à la convocation des États-Généraux de 1789). BUFFON : Histoire Naturelle. LEVASSEUR : Histoire de la population française avant 1789. Paris 1892. — MATHOREZ : Les étrangers en France, sous l'Ancien Régime (1919).

Aucun esprit scientifique ne présidait aux évaluations de population. D'après la méthode de Buffon, on multipliait les naissances par 25, par 26 si l'air était salubre et par 27 s'il s'agissait d'une ville épiscopale. Les estimations les plus connues sont celles du ^{xviii}^e siècle : Vauban 19.094.000 ; Expilly : 21.000.000 ; Mirabeau : 18.017.000 ; Buffon : 22.672.077 ; Moheau : 23.500.000 ; Necker : 24.725.000 ; Condorcet : 25.500.000.

(2) MATHOREZ : ouv. cité. et LEVASSEUR, ouv. cité.

(3) Communication de M. LEVASSEUR à la Société d'Économie Sociale (11 novembre 1889).

(4) de BOISLISLE. La prévôté et châtellerie de Pontoise en 1322. *Bulletin de la Société d'Histoire de France*, 1875, p. 235.

de BEAUREPAIRE. *Recherche sur la population de la généralité de Rouen* (1872).

BERARD : *La vie rurale dans le Sud de la Région parisienne de 1450 à 1560* (Paris 1929).

chercher à l'étranger les ingénieurs et ouvriers indispensables (1). Un autre mobile la poussait d'ailleurs à cette introduction de travailleurs étrangers : c'était la nécessité de faire l'éducation de la population indigène et d'enrichir l'économie nationale d'activités et de procédés nouveaux. De là, le caractère un peu spécial de l'immigration en France jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Elle alimente l'économie qui se développe, l'économie industrielle et commerciale, que la population française souvent déficitaire et habituée au régime agricole ne peut ou ne veut assurer. Et la royauté en cherchant à développer cette économie devait, par là même, favoriser l'immigration.

Les encouragements à l'immigration. — Les preuves de cette faveur pour l'immigration abondent. Dès 1309, Philippe-le-Bel accorde des privilèges aux Portugais qui s'établissent dans les ports français (2). Louis XI donne toute liberté aux Flamands qui s'installent à la Rochelle, aux Florentins banquiers à Lyon, aux Italiens et aux Grecs attirés pour les soieries de Tours (3), Henri IV multiplie les privilèges pour les Hollandais qui s'établissent en Vendée et au Poitou. Colbert donne aux Grecs et Arméniens qu'il installe à Marseille le titre de « bourgeois d'icelle ville et tous droits et privilèges et exemptions ». Jusque sous Louis XVI un arrêt du Conseil (1785) donne latitude aux fabricants de mousselines, de draps et de toiles, aux tanneurs et aux quincailliers étrangers de s'installer en France. Pour retenir l'homme on s'efforce même de faire venir sa famille. Colbert s'occupe du sort des femmes des mineurs allemands et de celles des charpentiers hollandais qu'il établit dans différents ports. Nos ambassadeurs essaient d'obtenir de Venise qu'elle laisse partir pour la France les familles des verriers de Murano qu'on a soudoyés et attirés à Paris. Les artistes, savants, imprimeurs, érudits, bénéficient à toutes les époques de faveurs spéciales, afin, selon l'expression de Louis XIV confirmant en 1671 le privilège des artistes logés au Louvre, « d'attirer plus facilement les étrangers qui estoient pour lors dans la plus grande réputation d'y exercer soit pour la peinture, sculpture, gravure, orfèvrerie et autres travaux ». Dans l'armée, où les étrangers furent appelés en si grand nombre qu'ils constituèrent souvent plus du tiers des effectifs, on leur accorde honneurs et avantages pour les inciter à rester en France et à y fonder une famille (4).

(1) « C'est la main-d'œuvre qualifiée surtout qui fait défaut ; pour fabriquer des articles nouveaux, pour appliquer des procédés encore presque ignorés, on manque d'artisans habiles, de contre-maîtres, voire d'ingénieurs : il faut les faire venir de l'étranger » (RENARD et WEULERSSE. *Le travail dans l'Europe moderne*, 1920).

(2) H. THIERRY. *Le Portugal et la Normandie jusqu'à la fin du XVI^e siècle*. Paris 1860.

(3) BOSSEBŒUF. *Histoire de l'Industrie de la soie à Tours* (1901).

(4) Dès 1346, à la bataille de Crécy, l'armée française compte 15.000 archers génois. De 1480 à 1589 la royauté opère 45 levées en Suisse totalisant 300.000 hommes. Richelieu recrute des Weimariens, des Suisses, des Italiens, et des cavaliers hongrois. — Aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1/3 au moins de l'armée française est composée de régiments allemands, irlandais, suisses, italiens, wallons, polonais, etc... Le rôle général des effectifs

Les rois ne furent pas seuls à attirer les étrangers en France. Les princes souverains, notamment aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, accordent des privilèges aux immigrés. Les ducs de Bourgogne, de Bretagne, le Roi René en Provence et en Anjou anoblissent les marchands étrangers qui fondent d'importants négoces. Les autorités locales suivent la même politique : les consuls d'Albi attirent les ouvriers étrangers et les exemptent d'impôts. Les échevins d'Angers et d'Orléans demandent aux Hollandais de créer des raffineries de sucre.

A côté de cette politique des autorités, d'autres causes favorisèrent en France l'établissement des étrangers : occupation de certaines régions telles que la Normandie et la Guyenne par les Anglais, la Franche-Comté par les Espagnols ; apport de population étrangère par osmose dans les Marches frontalières ; provinces venant au pays par héritage ou conquête et entraînant des éléments étrangers avec elles ; mariages princiers où les reines amènent leurs familles et attirent leurs compatriotes ; internationalisme intellectuel et artistique qui fait qu'à toutes les époques, savants, écrivains et artistes étrangers affluent en France, depuis le moyen âge avec ses « nations universitaires » jusqu'au ^{xviii}^e siècle avec sa société de philosophes ; alliances politiques enfin qui entraînent des échanges : Polonais depuis la désignation d'Henri de Valois au trône de Pologne (1), Hollandais sous Henri IV, Hongrois sous Louis XIV, etc..., sans compter les nombreux réfugiés politiques de toutes nationalités : Jacobites et Orangistes hollandais, Genevois, Neufchâtellois, Grecs opprimés par les Turcs, Morisques expulsés d'Aragon (2), Polonais confédérés, exilés ou réformateurs qui constituèrent à Paris une importante colonie au ^{xviii}^e siècle.

La population française, d'ailleurs, se montrait très accueillante pour les étrangers. Suivant une phrase du *Mercurius* en 1614 « Nostre France est une mère commune de tout le monde qui ne refuse nourriture et accroissement à personne ». Il y avait même un véritable engouement pour tout ce qui était étranger. Saint-Simon dit, en

en 1748 indique 68.420 étrangers sous les drapeaux. Quant aux faveurs accordées aux mercenaires, les exemples abondent. La lecture du catalogue des Actes de François I^{er} révèle bien sa générosité à leur égard, et Louis XIV faisait de Berwick un duc et pair, donnait Chambord à M. de Saxe. Suivant le mot de Choiseul : « un mercenaire nous sert pour 3 hommes : il en épargne un au royaume, il en ôte un aux ennemis et il nous sert pour un homme ».

(1) Rien de plus instructif à cet égard que l'allocation de l'évêque et duc de Langres recevant les ambassadeurs polonais à Metz en 1575 : « Ils sympathisent tellement en toutes leurs façons de faire que si le Polaque et le Français se rencontrent en quelque pais que ce soit, si tost que l'un a gousté l'humeur de l'autre, il faut par nécessité qu'ils jurent amitié ensemble, voire ligue offensive et défensive contre toute nation comme chacun fait. Or, nos voisins et tous les peuples qui sont faschez et troublez de la grandeur de vostre estat, quand ils auront entendus que les Polagues et les Français sont unis et incorporez en mesme amitié, pensez vous que jamais ils osent rien entreprendre contre l'état des uns ou des autres ? Si hardis de rien machiner et qui sera la nation si puissante qui ne craindra deux si grands peuples alliez en si bonne amitié les uns avec les autres ? » Harangue de messire Charles des Cars, Evêque et duc de Langres, Pair de France et conseiller du Roi en son privé conseil, prononcée aux magnifiques ambassadeurs de Pouloungue, estans à Metz le 8 août 1575. Jean BODIN. Lyon. 1783.

(2) Ils entrèrent en France au nombre de 50.000 dit le *Mercurius* Français et Henri IV dut en chasser un grand nombre.

parlant de Rosen, brave militaire de Livonie désireux de pousser son fils à la cour de Louis XIV : « Il connaissait le roi et son faible et celui de la nation pour les étrangers. Aussi reprochait-il à son fils qu'il parlait si bien français qu'il ne serait jamais qu'un sot » (1).

Le contrôle et l'assimilation des étrangers. — Ce n'est pas à dire qu'on ne trouvât parfois excessif le nombre des étrangers. Les Annales de la Cour et de Paris pour 1697 et 1698 se plaignent du renchérissement des logements dû à l'afflux des étrangers : dans le seul faubourg Saint-Germain on estime leur nombre à 36.000 ! La concurrence amène des difficultés entre Nantais et commerçants hollandais installés dans la ville (2), entre ouvriers métallurgistes allemands et français, et les corporations parfois se plaignent du trop grand nombre de travailleurs et fabricants étrangers. Mais ces plaintes restaient rares et en général le nationalisme de nos pères groupés en corporations était moins ombrageux que celui de nos ouvriers modernes.

Au surplus, la royauté surveillait et contrôlait la venue des étrangers. Henri II n'admet les juifs portugais que dans certaines villes du Midi. Richelieu refuse l'immigration massive de 400 familles hollandaises au Havre par crainte « d'établir une petite république dans un royaume ». On chassait de France les ressortissants des pays avec lesquels on était en guerre.

Par ailleurs, le gouvernement travaillait à l'assimilation des étrangers. De bonne heure il s'efforce de restreindre le droit d'aubaine qui faisait du seigneur, et du roi par la suite (droit de détraction), l'héritier de l'étranger et rendait ce dernier incapable d'acquérir ou de transmettre (3). Il accorda facilement le droit de mariage, exempta du droit de formariage, donna le droit de tester et de recevoir par testament. Dès le xiv^e siècle des lettres de naturalisation du roi donnent le titre de bourgeois de certaines villes à des aubains. Par la suite la naturalisation devient de plus en plus fréquente. On l'accorde pour services rendus à des colonies entières. Henri IV l'accorde aux dessiccateurs venus de Hollande, Colbert aux étrangers installés dans certains ports, Louis XIV à ceux qui servent 5 ans dans l'armée, etc... En 1738 la naturalisation est accordée à tous les Polonais de Lorraine. Cependant la naturalisation est une faveur précaire que le nouveau roi peut confirmer ou non. Henri III en 1587 et Louis XIII en 1639 en profitent pour taxer ceux qu'ils confirment dans leurs

(1) SAINT-SIMON. *Mémoires*, tome XI, page 23.

(2) « Ils ne permettent pas que les Français prennent part à leurs affaires et aux bénéfices qui se peuvent faire dans le négoce à tel point que les meilleures affaires passent par leurs mains et que le rebut est le plus honorable emploi des habitants ».

(3) Ce n'est toutefois qu'à la Révolution que fut supprimé le droit d'aubaine « contraire, dit le décret de la Constituante du 6 août 1790, aux principes de fraternité qui doivent lier les hommes quels que soient leur pays et leur gouvernement. La France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre ».

droits. Le nombre des naturalisations est assez important pour que dès le ^{xvi}^e siècle on se plaigne de la « dénationalisation de la France » et que les Etats de Blois en 1576 protestent contre la trop grande facilité des naturalisations. Les faveurs et les privilèges accordés par le roi pour attirer les étrangers contribuèrent également à hâter leur assimilation. De sorte que, à l'exception des juifs soumis à un régime spécial (1), les éléments étrangers se fondirent très vite dans la population française. Les noms mêmes des immigrés se francisèrent par suite des déformations ou traductions faites par les scribes et la population indigène.

Les principaux groupes d'immigrés et leur activité. — Il est naturellement impossible de se faire une idée, même approximative, du nombre des étrangers entrés en France sous la Monarchie (2). Quatre groupes d'immigrés semblent toutefois avoir occupé une place prépondérante dans l'immigration. Ce sont les Hollandais, les Allemands, les Italiens et les Espagnols. Le simple rappel de quelques faits concernant l'activité de ces immigrés à différentes époques suffira ici pour éclairer leur rôle dans l'économie du pays :

LES HOLLANDAIS. — Les Hollandais, confondus avec les Flamands, dès les ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles fréquentèrent les foires et les ports comme commerçants et navigateurs. Ils venaient notamment à Nantes, à la Rochelle et à Rouen. Les étudiants affluèrent nombreux dans les universités françaises grâce aux bourses accordées par les villes hollandaises. Aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles arrivent les humanistes et les imprimeurs dont un grand nombre s'installent à Paris, rue St-Jacques et dans les environs. Mais c'est surtout à partir d'Henri IV, qui avait reçu d'eux des hommes et de l'argent pendant les guerres de religion, que l'immigration hollandaise se développe en France.

(1) Les juifs, quoique relevant de plusieurs nationalités, constituaient en France une sorte de communauté distincte, soumise à un régime spécial. L'Eglise les défendait parfois pour conserver des témoins de l'ancienne loi et, par ailleurs, les maintenait dans un état d'abaissement et d'exception, signe de châtement du déicide. On les enfermait dans des ghettos, on les marquait par la rouelle ou un chaperon grotesque. Ils payaient le droit des « pieds fourchus » (imposé au bétail) pour entrer dans certaines villes, ils ne pouvaient loger sous le toit d'un chrétien etc... Certains métiers leur étaient interdits, la propriété foncière et par conséquent l'agriculture leur étaient inaccessibles. Plus aptes au négoce qu'aux travaux manuels, cette interdiction ne les gênait guère. Ils résidaient dans les villes comme petits artisans, commerçants et surtout banquiers. L'Eglise en défendant le prêt à intérêt écartait les chrétiens de la banque, aussi les juifs en eurent-ils le monopole pendant longtemps. Vers la fin du ^{xviii}^e siècle la population juive en France s'élevait à environ 60.000 âmes, réparties en 3 groupes principaux :

1° les juifs portugais dans le Sud-Ouest, notamment dans les faubourgs de Bayonne et Bordeaux ;

2° les juifs d'Avignon et du Comtat, enfermés dans les ghettos. ;

3° les juifs allemands de beaucoup les plus nombreux, et dont les 2/3 (29.000) se trouvaient en Alsace-Lorraine. A Metz, ils s'administraient eux-mêmes et avaient un syndic et un rabbin qui rendait la justice.

(2) Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, la variété des apports qui ont constitué la nation française. L'unité actuelle et le sentiment national sont aujourd'hui si forts qu'on a peine à imaginer combien les habitants de notre pays se sentaient mutuellement étrangers jadis. Les étudiants en Sorbonne au ^{xv}^e siècle se groupaient en corporations sans rapport avec les frontières nationales. Ceux de Normandie et de Picardie se joignaient aux Allemands et aux Anglais, et ceux de Franche-Comté, de Lyon et de Toulouse s'inscrivaient parmi les Italiens.

Le roi et Sully font appel à eux pour le dessèchement des marais de Guyenne, de Saintonge, du Poitou et de Picardie. Bradley, un immigré, devient « Maître des digues et canaux du Royaume ». Pour les encourager le roi leur accorde gratuitement la naturalisation, la suppression du droit d'aubaine et des privilèges fiscaux. Aujourd'hui encore en Vendée et en Poitou se trouvent de leurs descendants. Ils introduisirent dans ces régions une race de moutons plus forte que celle du pays et qui a conservé jusqu'à nos jours le nom de race flandrine (1). Comme les ouvriers hollandais étaient très recherchés par leurs qualités et leur expérience, Henri IV dut lutter contre le débauchage et l'instabilité. « Nous avons défendu et défendons à toutes personnes sous peine de mille livres d'amende, moitié de laquelle appartiendra (aux employeurs) et l'autre moitié à Nous et de plus grandes peines s'il y échoit de débaucher ou faire débaucher les gens ouvriers desdits entrepreneurs, et avons ordonné et ordonnons que les étrangers qu'ils auront fait venir en France à rester à leur service, où auront commencé à travailler pour eux et à leurs ateliers, et ne pourront de 3 ans après servir d'autres ni travailler » (2). Il est curieux de constater à ce sujet que la loi d'août 1926 et les règlements actuels sur l'immigration font revivre à notre époque les mêmes mesures contre les mêmes inconvénients.

Sully, puis après lui Richelieu et Mazarin, font venir des Hollandais comme seuls capables pour le travail des ports et des constructions navales. Ingénieurs, charpentiers, scieurs, perceurs, poulieurs, calfateurs, etc., furent introduits en France. Ils construisent le premier yacht privé connu en France (1564). Les Hollandais viennent aussi pour créer des raffineries de sucre et il semble que c'est à eux que la France doive l'introduction de cette industrie. Ils en installent notamment à Angers, à Saumur, à Rouen, à Bordeaux. Ils fondent des manufactures de papier, particulièrement en Charente (3). A Angoulême ils finissent par monopoliser le commerce du papier. Ils fournissent également de bons ouvriers drapiers, des lunetiers, des teinturiers, des faïenciers, des doreurs et des tailleurs. Ces derniers sont surtout nombreux à Paris. Dans le commerce les Hollandais accaparent l'exportation des vins. Ils constituent des colonies importantes à Bordeaux et à Nantes où ils participent à l'administration des villes et où on leur accorde des privilèges fiscaux et commerciaux. En 1661, l'ambassadeur de Hollande assure à J. de Witt que les vaisseaux des Provinces-Unies font les 2/3 de la navigation en France. A Bordeaux le trafic extérieur est assuré par 600 navires hollandais, tandis que les Français ne gardent que le cabotage et la pêche à la morue (4).

(1) MATHOREZ : *Les étrangers en France*, p. 240.

(2) Article 24 de l'édit de 1607. *Archives Nationales*, H¹ 1512.

(3) BOISSONNADE. *L'Industrie du papier en Charente*, 1890.

(4) A. LEROUX. *La colonie germanique de Bordeaux*. Bordeaux 1918, et MATHOREZ, *ouv. cité*.

Colbert, peu favorable pourtant aux Hollandais, reconnaît la nécessité de leur venue et lutte contre les préventions du Roi et de son entourage à l'égard des protestants. Il leur demande de restaurer les fabriques de toiles et de draps (1), les chantiers de constructions navales et les arsenaux. Il leur accorde des privilèges et des exemptions et les protège lors de la révocation de l'Edit de Nantes. Il entretient des intermédiaires avec lesquels correspondent nos ambassadeurs à la Haye et qui sont chargés de débaucher et de recruter des ouvriers. En 1687, afin de remplacer ceux partis après la révocation, Louis XIV accorde des primes à l'immigrant hollandais au moment où il se met en route et à son arrivée en France. A la fin du XVIII^e siècle, après la Révolution contre Guillaume V en 1787, près de 40.000 Hollandais se réfugient en Belgique et dans le Nord de la France. Le gouvernement français leur accorde des subventions. En 1792, les Hollandais formèrent dans l'armée française la légion batave et ils constituèrent à Boulogne et à St-Omer des groupes « de sans-culottes hollandais ».

LES ALLEMANDS. — Les Allemands alimentèrent une immigration particulièrement active. Au moyen-âge leur venue en France fut favorisée par les traités commerciaux avec les trois villes hanséatiques : Brême, Hambourg, Lübeck. Dans les universités la « nation germanique » devint rapidement une des plus importantes. L'affluence des étudiants allemands vers la France fut même dénoncée par quelques auteurs d'outre-Rhin comme l'une des causes de la corruption de la langue allemande. Mais ce n'est qu'au XVI^e siècle, avec la venue des imprimeurs, qu'une véritable émigration allemande se dessine. En 1444, Valdvogel, compagnon de Gutenberg, crée une première imprimerie à Avignon. Par la suite les imprimeries allemandes se multiplient, notamment à Paris dans le quartier de la rue Saint-Jacques et à Lyon (2). Les Allemands furent ainsi les véritables instigateurs de l'art typographique en France. Les banques allemandes se développèrent considérablement au XVI^e siècle, particulièrement à Lyon où Hanskleberg devint le président d'un véritable consortium financier qui alimenta souvent le trésor royal à des conditions onéreuses. François I^{er} dut leur accorder de nombreuses faveurs et leur payer un intérêt qui atteignait parfois 20 %. En 1650 le roi doit à 39 maisons allemandes la somme de 1.878.743 écus. Les Allemands, suivant les circonstances, étaient en concurrence ou se syndiquaient avec les banquiers italiens également très puissants et qui devaient finir par l'emporter sous Catherine de Médicis et Mazarin.

L'armée attira un grand nombre d'Allemands et les derniers Valois

(1) Il fait racoler notamment des drapiers capables de fabriquer des draps fins avec un tiers de moins de laine. (RENARD et WEULERSSE. *Le Travail dans l'Europe moderne*. 1920).

(2) BAUDRIER, *Bibliographie lyonnaise*.

devinrent « des quémandeurs de reîtres et de lansquenets » (1). Le peuple se plaint souvent de leurs excès et Henri III dut envoyer en 1585, deux armées contre les reîtres déchaînés qui ravageaient les campagnes. Aux XVII^e et XVIII^e siècles les Allemands continuent à alimenter l'armée et donnent des régiments renommés : Royal Allemand, Royal Bavière, etc... (2). Un certain nombre de ces mercenaires se fixèrent en France. Un exemple intéressant de leur fusion avec la population française nous est fourni par le duché d'Alençon. Le duché fut donné en gage par Henri IV au duc de Wurtemberg qui y envoya en 1604 une garnison. De 1604 à 1611, où le duché fut racheté par le roi, des soldats allemands épousèrent des brodeuses d'Alençon et se fixèrent dans le pays. Ils s'intéressèrent à la fabrication des points coupés et firent venir d'Allemagne, où cette industrie était plus avancée, des modèles de dessin. De plus, comme le fil d'Alençon était de mauvaise qualité, ce fut le fil allemand que l'on employa par la suite. Des officiers restèrent également dans la région et achetèrent des offices aux bourgeois de la ville (3).

Le rôle des Allemands fut particulièrement important dans la métallurgie. C'est à eux que l'on doit le premier développement de l'exploitation des mines et du traitement du minerai. Dès 1287 ils travaillent aux galeries souterraines des mines des Vosges appartenant aux Dominicains de Colmar et ce sont eux qui exploitent les mines de Ste-Marie (Vosges). Ils excellaient dans les travaux pénibles, aussi quand Jacques Cœur en fait venir pour les mines d'argent et de plomb du Beaujolais, il est stipulé que leurs gages seraient supérieurs à ceux des ouvriers romans leurs collaborateurs (4). François I^{er} eut recours aux Allemands pour « découvrir et exploiter dans le royaume les mines d'or, d'argent et autres métaux pendant trois ans » (5). Les Allemands étaient également très recherchés pour leur habileté à travailler les métaux et Henri Estienne parle de cette supériorité de la nation allemande « quant au fer duquel elle s'aide si bien et en tant de sortes d'ouvrages » (6). Sully et Henri IV, puis Colbert, firent venir non seulement des mineurs, mais des fondeurs, forgerons, orfèvres. Colbert envoya des agents recruteurs en Allemagne pour obtenir des ouvriers lamineurs de fer-blanc, marteleurs et fondeurs. Les armuriers allemands furent réputés en France et s'y réservèrent la plus grande partie de cette industrie. L'envahissement des indus-

(1) HAUZER, *Manuel des sources de l'Histoire de France au XVI^e*. Fascicule III. Le traité de 1558 avec les ducs de Savoie prévoit le recrutement de 3.000 reîtres.

(2) L'Allemagne fournit non seulement des soldats, mais des chefs réputés: Schoenberg, de Streiff, d'Erlingen, Martani dit Mortagne, de Saxe, Lowendal et sous la révolution Lückner, un Bavaïois qui fut généralissime des armées du Nord et du Rhin.

(3) MATHOREZ ouvrage cité p. 80.

(4) A. GIRODIE, *Des mines d'argent de la Croix aux mines de Lorraine*. Revue Lorraine illustrée. 1909.

(5) *Catalogue des actes de François I^{er}*, cité par J. MATHOREZ, ouv. cit.

(6) H. ESTIENNE. *La Précellence du langage français*. Éd. Garnier 1914 p. 271.

tries métallurgiques et minières par les Allemands est particulièrement sensible au XVIII^e siècle. En 1728, E. de Blumenstein reçoit le privilège exclusif d'exploiter les mines de métaux de la région du Forez. Blumenstein et Hollzendorf, nommés inspecteurs généraux des mines françaises, favorisèrent la venue de leurs compatriotes car « les ouvriers nationaux (français) sont grossiers, mutins et faibles ». En Bretagne les Allemands ont les mines de Poullaouen Huelgoat ; en Anjou celles de St-Georges ; à Nevers ils ont les fonderies et à Lyon les armureries.

Choiseul voulant coloniser la Guyane fit recruter en Allemagne les colons nécessaires. (1) L'afflux, plus important qu'on l'espérait, laissa un excédent de 6.500 individus que Choiseul décida d'employer au défrichement en France. Pour les y encourager il leur fit accorder des avantages : « Ils seront réputés regnicoles et comme tels jouiront de tous les avantages dont jouissent nos propres sujets. Voulons qu'ils puissent acquérir et disposer de tous biens, meubles et immeubles... renonçons tant pour nous que pour nos successeurs à tous droits d'aubaine, déshérence et à tous autres à Nous. » (2) On leur accorda même des avances en nature pour les aider à s'installer. L'état des dépenses pour l'établissement des colons allemands sur les terres incultes du seul marquisat de Certes (Gironde) s'éleva à 284.100 francs pour 500 familles représentant 2.600 personnes. On leur donna des hardes, outils, logements, 6 brebis par famille et une chapelle fut construite (3).

Les Allemands fournirent des travailleurs à un grand nombre de métiers et plus particulièrement à la bijouterie, à l'ébénisterie et aux tailleurs d'habits. L'engouement pour les musiciens d'outre-Rhin au XVIII^e siècle, attira non seulement des compositeurs et instrumentistes allemands à Paris, mais développa considérablement en France les industries allemandes de lutherie. A la cour, les Allemands vinrent nombreux et les unions entre familles des deux nationalités furent fréquentes, notamment aux XVII^e et XVIII^e siècles (4). Les Allemands formèrent des colonies particulièrement importantes à Paris où ils fondèrent la Confrérie de Saint-Germain-des-Prés, à Bordeaux où ils s'occupèrent surtout de commerce ainsi qu'à Rouen et à Lyon.

LES ITALIENS ET LES ESPAGNOLS. — A côté de l'immigration germanique hollando-allemande, on peut placer l'immigration latine italo-espagnole. L'importance de cette dernière s'explique par le voisinage et les nombreuses relations politiques et économiques qui

(1) Le voyage jusqu'à Rochefort leur était payé et ils recevaient 50 livres par famille à leur arrivée à la Guyane. En attendant leur embarquement ils étaient nourris et habillés aux frais du Roi.

(2) Déclaration du Roi enregistrée le 26 Juin 1767. Art. IX. Archives Nationales H. 1511.

(3) Archives Nationales H. 1512. Voir aussi, A. DEMANGEON. *Les sources de la Géographie de la France aux Archives Nationales*. 1905, et LEVASSEUR : *Bibliographie de l'Histoire des classes ouvrières en France jusqu'en 1789*, Paris 1903.

(4) Anne de Bavière épouse Jules de Bourbon, Charlotte-Élisabeth surnommée la Palatine épouse le duc d'Orléans, le Dauphin fils de Louis XV épouse Marie-Josèphe de Saxe. Les rois, d'ailleurs, favorisaient ces mariages.

en résultaient. Cependant une fusion plus aisée et plus rapide dans la population française, par suite d'une certaine analogie de tempérament et même de langue, diminuait d'autant l'originalité de leur influence. Aussi, il ne semble pas que les Italiens et les Espagnols aient joué un rôle comparable à celui des Hollandais et des Allemands dans la vie économique. Les rois, au surplus, firent moins volontiers appel à eux (1).

Italiens et Espagnols furent particulièrement nombreux dans les industries à tendances artistiques : manufactures de soie (2), verreries, notamment la verrerie fine (3), orfèvrerie, ébénisterie, imprimerie (4) et aussi dans la banque où très tôt les banquiers lombards et florentins concurrencèrent victorieusement les Allemands (5). Artistes et artisans italiens affluèrent en France à partir des guerres d'Italie et contribuèrent pour une large part au développement des industries de luxe. Dans le commerce, les Espagnols, Portugais et Italiens occupent une place extrêmement importante, surtout dans le commerce maritime (6). Ils étaient si nombreux dans les ports méditerranéens et depuis si longtemps, que très souvent on les distinguait à peine des populations locales. Certaines occupations de provinces laissèrent, par ailleurs, une importante population latine dans les régions frontalières, notamment des Espagnols en Franche-Comté, en Flandre, en Cerdagne et en Roussillon. L'armée (7) et les mariages royaux (8) en attirèrent également beaucoup en France.

En raison de leur rapide adaptation, Italiens et Espagnols parvenaient facilement à occuper des fonctions honorifiques et administratives. À côté des Broglie, des Strozzi, des Condi, des San Severino, des Gonzachi, qui reçoivent des propriétés et des bénéfices, des Concini des Mazarin, etc..., il y a la foule des échevins et consuls italiens ou espagnols dans tout le Midi de la France. Pendant plus d'un siècle, de 1450 à 1600, on trouve des prélats italiens à la tête de grands

(1) Henri IV jugeait les Italiens dangereux et intrigants et les considérait avec les Espagnols, comme des « suppôts de la papauté ». Louis XIII renvoie tous les Espagnols qui séjournaient à la cour. Les guerres fréquentes avec l'Espagne furent longtemps défavorables à une forte immigration, tandis qu'une politique constante de rapprochement avec les protestants germaniques favorisa la venue de ceux-ci. Les races latines au surplus avaient moins d'aptitude que les races nordiques pour l'activité industrielle.

(2) Dès le xv^e siècle Louis XI attire des Italiens à Tours pour ses manufactures de soie. H. HAUSER et RENAUDET. — *Les débuts de l'âge moderne* p. 329 du tome VIII de l'Histoire Générale Halphen et Sagnac, 1929.

(3) Les ouvriers bolonais apportèrent sous François I^{er} le secret de la verrerie fine, et Colbert fit venir de nombreux ouvriers spécialisés de Vénétie.

(4) Les imprimeurs vénitiens contribuèrent en France au développement de la typographie.

(5) Louis XI donna aux Italiens l'autorisation de tenir banque à Lyon dès le xv^e siècle. A. ROUCHE. *La Nation florentine à Lyon au commencement du xvi^e siècle*. Revue d'Histoire de Lyon. Janvier-février 1912. H. HAUSER. *Réflexions sur l'Histoire des banques à l'époque moderne*. Annales d'Histoire économique et sociale, Juillet 1929.

(6) Dès 1309, Philippe le Bel accorde des privilèges aux Portugais qui s'établissent à Harfleur, Rouen, Abbeville et la Rochelle. En 1364, les marchands castillans et en 1385, les marchands génois sont invités à s'installer dans le royaume.

(7) Les soldats italiens étaient très recherchés, notamment les arbalétriers génois très expérimentés.

(8) Lors des mariages royaux, les Italiens dressaient des états de « presentati » qui devaient aller à la cour : aussi y sont-ils particulièrement nombreux sous les Valois.

diocèses comme Auch, Cahors, Béziers, Lectoure, Agen, Mende, etc... Ces prélats amenèrent avec eux un grand nombre d'artistes et d'ouvriers : architectes, orfèvres, tisseurs, etc..., dont beaucoup se fixèrent en France (1).

Il serait facile de multiplier des exemples de cette nature pour d'autres nationalités (2). Les quelques indications précédentes, si sommaires soient-elles, suffisent cependant à montrer l'importance du rôle de l'immigration dans la vie économique du pays jusqu'au XIX^e siècle. Toutefois, cette immigration n'est en rien comparable à l'immigration des grandes masses prolétariennes qu'allaient connaître les XIX^e et XX^e siècles. Les encouragements donnés par les rois à l'entrée des étrangers visaient à attirer en France non des travailleurs ordinaires, mais des spécialistes, des cadres pour stimuler l'ardeur des nationaux et faire leur éducation par l'exemple. C'était surtout le souci d'enrichir et d'embellir le royaume par des activités délaissées ou ignorées des Français, qui les poussait à faire venir les artistes, les ingénieurs, les ouvriers et artisans habiles de l'industrie étrangère (3). Par son caractère éducatif l'immigration sous la monarchie diffère totalement de l'immigration moderne qui est essentiellement la venue de masses ouvrières dans un pays de cadres. Cette différence capitale s'explique par un changement considérable dans la situation démographique de la France. Si lent, en effet, qu'ait été l'accroissement de la population française et si utile que fût la venue des étrangers, la France resta cependant jusque vers 1.800 le plus grand réservoir d'hommes de l'Europe. Elle comptait à cette date 27 millions d'habitants, alors que l'Angleterre n'en avait que 14, l'Espagne, 10, l'Italie 17, la Belgique et la Hollande réunies 5. Au XIX^e siècle, elle devait perdre complètement cette supériorité et le renversement de sa situation démographique en Europe allait entraîner un changement profond dans la nature de son immigration. La population allait devenir si inférieure aux possibilités de ressources et de travail que l'immigration de *quantité* devait succéder à l'immigration de *qualité*.

(1) COMTE DE DIENNE. *Rapports de l'Agenais et de l'Italie aux XV^e et XVI^e siècles* (1903).

(2) Parmi les autres nationalités qui alimentèrent l'immigration jusqu'au XIX^e siècle, on peut citer les Grecs et Arméniens, persécutés par les Turcs et qui vinrent dans le Sud-Est. Ils étaient surtout commerçants, pêcheurs, brodeurs, tisseurs. A Marseille, Colbert leur accorda « les privilèges d'icelle ville ». Les Scandinaves, et notamment les Suédois, envoyèrent en France des ingénieurs, banquiers, officiers. Les Anglais vinrent nombreux dans l'industrie et jouèrent un grand rôle au XVIII^e siècle dans le développement du machinisme en France. Dans le textile notamment, les machines à filer et à tisser sont importées fréquemment d'Angleterre par des ingénieurs anglais. Dans la métallurgie, on fait venir des techniciens d'outre-Manche pour organiser des usines, entre autres celles du Creusot et d'Indret.

(3) Si on attirait les artisans étrangers pour naturaliser en France des industries nouvelles, inversement on punissait de prison les artisans transfuges qui tentaient de passer à l'étranger. Cette politique en matière d'émigration ouvrière était d'ailleurs à peu près celle de tous les États jusqu'au XVIII^e siècle. L'Angleterre, par exemple, punissait de mort dans certains cas, l'artisan qui portait son industrie à l'étranger.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION FRANÇAISE AU XIX^e SIÈCLE

L'industrialisation et la chute de la natalité

Le renversement si total et si subit de la situation démographique de la France en Europe au XIX^e siècle, s'explique par le développement du régime industriel et de la civilisation, développement qui amena des phénomènes différents, ou tout au moins bien plus précoces et bien plus accentués, en France que dans les autres pays.

Le dynamisme économique et démographique du régime industriel. — Au vieil équilibre de la population et des subsistances qui caractérise le régime agricole, et à l'économie relativement stable qui en résulte, succède une économie en incessante et rapide progression. La population ne dépend plus seulement des subsistances, mais des ressources industrielles et de leurs possibilités d'utilisation. L'énergie mécanique est devenue un élément essentiel de la répartition de la population et lui communique une étonnante mobilité. L'équilibre entre les ressources désormais changeantes et la population ne peut s'établir que par des mouvements migratoires, facilités d'ailleurs par le développement des transports inhérent au régime industriel. Il en résulte un équilibre démographique essentiellement dynamique. Ce n'est plus le taux de la mortalité qui mesure le degré de surpopulation, mais le chômage et l'importance des mouvements migratoires (1).

(1) L'Inde et les États-Unis illustrent cette différence des deux régimes économiques. Aux Indes, pays d'économie agricole, en état d'équilibre biologique, la statistique montre la stagnation de la population. Sur 42.700.000 personnes dans le gouvernement de Madras, 42.500.000 sont nées dans le pays. Il y a donc à peine 0,5 % d'immigrants. Or, aux États-Unis où le régime industriel est très développé, le tiers des États ont moins de 50 % de leurs habitants nés dans leur État, et 13 % des habitants sont nés à l'étranger. (D. MACKENZIE *The evolving world economy*, 1928).

Toute l'Europe industrialisée du ^{xix}e siècle connut cette mobilité économique et démographique. Les hommes se précipitèrent vers les nouveaux horizons qu'ouvrait l'industrie : « tout comme les foules primitives sur les terres vacantes et riches ». Ce fut d'abord un mouvement général des campagnes vers les villes et les usines. Les migrations continentales entraînèrent des foules sans cesse accrues vers les centres urbains et industriels d'Europe au détriment des pays agricoles. Ces mouvements se trouvèrent d'ailleurs favorisés par la liberté individuelle qui présida aux émigrations du ^{xix}e siècle et aussi par le développement du machinisme qui, en diminuant la nécessité et la longueur de l'apprentissage, élargit l'aire de déplacement de l'ouvrier en le rendant plus interchangeable.

Permettant le travail et la subsistance à des foules de plus en plus nombreuses et exigeant brusquement une main-d'œuvre considérable, l'essor industriel du ^{xix}e siècle provoquait en même temps un accroissement considérable de la population. L'optimum de peuplement au delà duquel toute augmentation amène un appauvrissement fut reporté fort loin et la loi du rendement non proportionnel, si implacable dans le régime agricole, perdit de sa rigueur dans le régime industriel où, grâce à l'échange, l'homme « peut vivre » non seulement de pain, mais de charbon, de fer, de papier, etc...(2). Aussi, en un siècle, l'Europe connut-elle un accroissement de population de 150 % en passant de 180 millions en 1800, à 420 millions en 1905 (3). L'Allemagne et l'Angleterre dans le même temps connaissaient une augmentation de 160 %.

Or, en France, par la plus étonnante des oppositions, le développement du régime industriel amena au contraire la diminution de l'accroissement de la population et vers la fin du ^{xix}e siècle celle-ci était devenue stationnaire et même déficitaire certaines années.

Il est difficile de situer dans le temps le début de l'évolution économique qui entraîna des phénomènes démographiques si différents en France et en Europe. Si la grande industrie se développe dès la fin du ^{xviii}e siècle, ce n'est toutefois qu'au ^{xix}e et surtout à partir de la monarchie de Juillet, qu'elle apparaît en France avec toutes ses possibilités et ses conséquences (4). « L'industrie, écrit

(1) « Si sur un champ de blé produisant 60 hectolitres, une famille de 6 personnes peut vivre largement (la ration par tête est de 10 hectolitres), 2,3, 6 personnes de plus ne pourront plus vivre de même, car, quoique chacune par son travail supplémentaire fasse donner un supplément de récolte, ce supplément serait moindre et décroissant avec le nombre ». (Ch. GIDE. *Revue Economique Internationale*, mars 1910).

(2) Ch. GIDE. Article cité.

(3) Dans le même temps, l'accroissement de la population en Asie, où domine le régime agricole, était insignifiant. (W.F. WILCOX. *The Expansion of Europe in Population*. Améric. Econom. Review. vol. V. 1915). De 1846 à 1924, l'Europe a pu fournir plus de 48 millions d'émigrants. Les seuls Etats-Unis en 1913, recevaient 1.220.000 émigrants sur les 2 millions qui quittaient l'Europe (*International Migrations*. vol. 1. B.I.T. Genève 1929).

(4) C'est à la fin du ^{xviii}e siècle que le mot industrie prend son sens actuel. Le développement des sciences appliquées, les encouragements de l'Etat soucieux d'accroître la production, l'influence des économistes, les progrès techniques du ma-

Blanqui en 1848, s'organise en usines immenses qui ressemblent à des casernes ou à des couvents, pourvues d'un matériel imposant, servies par des moteurs d'une puissance infinie. Les ouvriers s'y entassent par centaines, quelques fois par milliers ». A cette époque, l'industrie et le commerce n'occupent encore en France que 5 à 6 millions d'individus et la population urbaine ne forme que le quart de la population totale (1). Celle-ci, d'ailleurs, profitant du développement de la civilisation matérielle et de la diminution de la mortalité, s'est accrue et a pu satisfaire aux besoins nouveaux de main-d'œuvre : de 27 millions en 1800, elle passe à près de 36 millions en 1851. Soit en 50 ans une augmentation plus forte que celle de tout le XVIII^e siècle. Jusqu'à 1850 la France ne souffre donc pas d'une situation démographique exceptionnelle et elle participe encore au mouvement général d'accroissement de la population.

Il en va tout autrement dans la seconde moitié du XIX^e siècle. C'est dans cette période que la France connut le plein développement du régime industriel (2). Les voies ferrées de 3.000 kilomètres seulement en 1851 passent à 43.000 k. en 1901, entraînant un développement parallèle des échanges et des déplacements. La population urbaine de 9 millions en 1851, s'élève à 16 millions en 1901. Le commerce et l'industrie occupent 5 millions de travailleurs en 1844 et près de 10 millions en 1911 (3). Or, c'est précisément pendant cette période d'essor du régime industriel que l'accroissement de la population diminue rapidement jusqu'à disparaître certaines années. C'est au moment où l'industrie multiplie les ressources et les possibilités de travail, au moment où elle exige une main-d'œuvre toujours plus nombreuse,

chinisme, entraînent la création de grandes usines et le développement du commerce. Le seul commerce extérieur est quadruplé de 1715 à 1789. Il en résulte une amélioration de la civilisation matérielle et une augmentation de la population. Mais la révolution et dans une certaine mesure les guerres de l'Empire, gênent à la fois l'essor de l'industrie et l'accroissement de la population.

(1) En 1851, la petite industrie domine encore très nettement avec 1.548.000 patrons, et 2.804.000 travailleurs dont 1.434.000 ouvriers et 1.370.000 ouvrières. La grande industrie occupe 124.000 chefs d'établissements avec 675.000 ouvriers et 531.000 ouvrières.

(2) « Le triomphe de l'organisation capitaliste n'est pas antérieur au XIX^e siècle et même presque partout à la seconde moitié de ce siècle ». H. SÉE. *Les origines du capitalisme moderne*. Voir aussi : H. SÉE. *La vie économique de la France sous la Monarchie de Juillet*.

(3) En 1840, on compte 56.400 chevaux-vapeurs et en 1887 : 4.780.000, soit un accroissement de 1 à 80. Le nombre des brevets d'invention passe de 168 en 1820-22 à 7.230 en 1885-87, soit une augmentation de 4.300 %.

En laissant de côté les domestiques dont le classement a varié aux divers recensements, on obtient la répartition suivante de la population active en France en 1866, 1896 et 1911 :

	1866	%	1896	%	1911	%
Agriculture	7.233.000	52	8.501.000	47	8.517.000	41,8
Industrie	4.647.000	33,6	6.376.000	35	7.486.000	36,8
Commerce	972.000	7	1.655.000	9	2.486.000	12
Prof. lib. et serv. publics	999.000	7	1.498.000	8	1.842.000	9
	13.851.000		18.030.000		20.331.500	

que l'augmentation annuelle de la population française s'effondre littéralement :

de 1801 à 1821	augmentation annuelle de	4,9 %
1821 à 1841	—	5,6 %
1841 à 1861	—	3,4 %
1861 à 1881	—	2,7 %
1881 à 1901	—	1,8 %

Cette chute apparaissait d'autant plus sensible que les populations voisines au contraire augmentaient rapidement. Alors que la population française de 1875 à 1904 ne s'accroît que de 7 %, celle de l'Allemagne augmente de 40 %, celle de la Belgique de 41 %, celle de l'Angleterre de 30 %. Elle apparaît aussi d'autant plus accentuée que la plupart des fléaux qui gênaient l'accroissement de la population dans le passé, notamment les famines et les épidémies, avaient disparu partiellement ou en totalité au cours du XIX^e siècle. La mortalité avait considérablement diminué, tombant de 3 % au XVIII^e siècle à 1,9 % en 1905 (1). C'est donc à une cause nouvelle et particulièrement puissante qu'est attribuable la diminution relative de la population française.

La diminution de la natalité et la volonté de restriction des naissances. — C'est la rapide et énorme diminution de la natalité qui explique l'arrêt du développement de la population. De 3,1 % en 1802, elle tombe à 1,9 %, en 1911. En 1929, elle n'est que de 1,7 %. La baisse est donc de près de 50 % en un siècle. Le graphique numéro 1 rend bien cette chute impressionnante de la natalité que n'arrive pas à compenser la diminution de la mortalité.

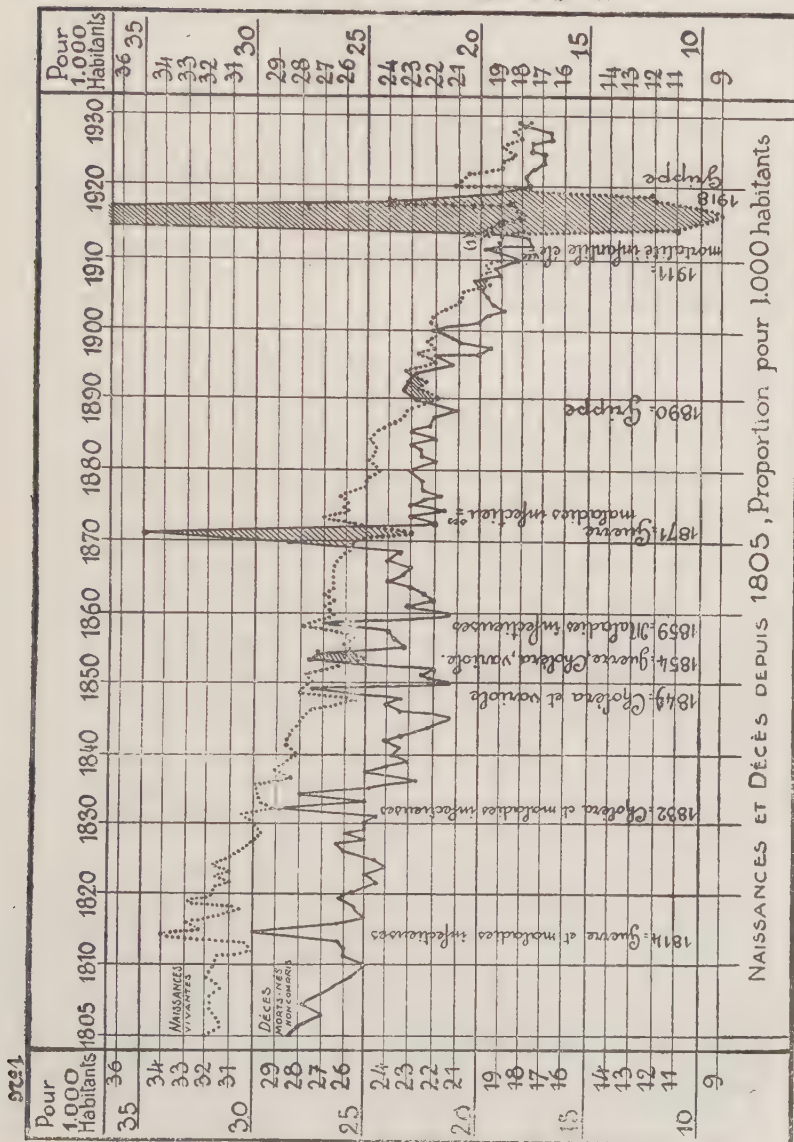
Il ne s'agit pas ici de stérilité physiologique, puisque la plupart des ménages ont un enfant ou deux (2). Non plus de misère, puisque la réduction de la natalité s'est accentuée alors que s'accroissaient les ressources. En un demi-siècle, la consommation du blé et de la viande est doublée, celle du coton est triplée alors que la population n'augmente que de 9 %. C'est donc la seule volonté humaine qui apparaît comme le facteur essentiel de la restriction des naissances (3).

(1) En 1923 la mortalité était tombée à 1,6 % et cela malgré le vieillissement considérable de la population résultant de la diminution des plus jeunes générations et de la présence de générations datant d'une époque de natalité élevée. Sans cette baisse de la mortalité, la population française aurait subi des réductions considérables au XIX^e siècle.

(2) Rapport des professeurs Pinard et Richet (dans BERTILLON. *La Dépopulation*) et Rapport du D^r Richet à l'Académie de médecine le 15 mai 1917.

(3) Sans vouloir traiter ici l'importante question de la réduction de la natalité, il est cependant utile de rappeler sommairement quelques-unes des caractéristiques du développement de ce phénomène dans la population, pour comprendre le rôle de l'immigration en France. Les considérations très générales qui suivent sont appuyées sur les observations faites au cours d'une enquête de 3 ans à travers toute la France, où nous avons été amené, en étudiant les besoins de main-d'œuvre, à considérer les variations de la natalité suivant les régions. La restriction des naissances apparaît si étendue, si généralisée et obéissant si constamment aux mêmes mobiles, qu'elle efface la plupart des particularités locales — et qu'il est possible, sans trop d'artifice, d'en dégager une

La chute de la natalité (....) est si rapide dans la seconde moitié du XIX^e siècle qu'elle devient inférieure à la mortalité (—) malgré la diminution considérable de celle-ci au cours du XIX^e siècle, et que la population française se trouve en déficit certaines années (1889-1890-1891-1892-1897-1901).



(1) *Mortalité de la population civile pendant la guerre.

La volonté de restriction des naissances apparaît essentiellement comme le résultat du développement de l'esprit de calcul et de prévoyance dans une civilisation riche et évoluée. Il peut paraître étrange au premier abord que la civilisation qui apporte à l'homme plus de sécurité et de richesses, puisse contribuer à développer ces dispositions d'esprit. La contradiction n'est qu'apparente, car si la civilisation apporte effectivement à l'homme plus de ressources et de savoir, elle accroît, par là même, plus fortement ses besoins, ses appétits, ses ambitions. Or l'homme, et c'est là le secret de son activité, ne proportionne pas ses besoins à ses ressources, mais à ses ambitions qui les dépassent toujours.

L'émancipation politique, intellectuelle et morale précipitée par la Révolution et par le développement de l'instruction, a libéré l'individu des anciennes disciplines et l'a rendu moins résigné à son sort (1). Elle lui a donné à la fois le goût et les moyens de s'élever. Alors que jadis, dans une société plus étroitement hiérarchisée, on se bornait plus volontiers à un horizon limité et que l'on multipliait sa famille sans consacrer ses ressources à l'exaltation de son individualité, aujourd'hui au contraire, c'est l'individu qui vit plus que la famille. La force d'expansion en largeur que l'on trouve encore dans les pays de castes fermées, comme l'Inde, et dans les couches très basses de la population où l'espoir et le désir de s'élever sont à peu près bannis, est devenue force d'expansion en hauteur, montée de l'individu, capillarité sociale. L'esprit d'ambition est d'autant plu vif que l'individu est plus évolué, plus armé intellectuellement, plus maître de lui et plus sollicité aussi par les exemples qu'il a sous les yeux. C'est pourquoi les masses prolétariennes sont restées les dernières fécondes. Elles sont plus spontanément prolifiques et moins habiles aux calculs que les classes supérieures où « la même habileté de l'homme économique qui y spéculé sur l'argent, a su y spéculer sur l'enfant sans attendre la propagande malthusienne » (2). Et dans les masses prolétariennes ce sont les plus frustes qui restent

théorie d'ensemble qui aide à mieux comprendre l'évolution de la population française et de l'immigration étrangère. Au surplus, ces vues se trouvent confirmées dans la majorité des ouvrages de démographie et notamment dans de nombreuses études régionales et monographies faites par des historiens, géographes ou sociologues, et dans le détail desquelles il ne nous appartient pas d'entrer ici.

(1) Le régime démocratique notamment, en développant l'esprit égalitaire, en l'exploitant même électoralement, a accru le sentiment de désadaptation, la croyance de chacun à l'infériorité de son état présent — et par là, le désir de s'élever, car psychologiquement la volonté d'égalité n'a qu'un sens : l'ambition, de même qu'économiquement elle se traduit par le désir d'enrichissement. Le développement de l'individu, de ses droits, de sa personnalité est d'ailleurs devenu l'idéal nouveau, l'individu est devenu fin au détriment de la famille. Il n'est pas jusqu'à la femme qui à force de revendiquer ses droits, n'ait compromis les devoirs de l'épouse. Cet idéal individualiste est, au surplus, nécessaire à la démocratie qui doit puiser ses cadres et ses chefs dans la masse. Mais l'accroissement des droits, des libertés et des avantages n'arrive pas à apaiser les inquiétudes et l'insatisfaction : il les augmente au contraire. « La situation absolue de la classe ouvrière, dit Lassalle, ne signifie rien, la seule qu'il faille envisager c'est sa situation par rapport aux autres classes. « L'homme est ainsi fait que la conscience de ce qu'il possède engendre chez lui, par comparaison avec autrui, le sentiment qu'il est malheureux ».

(2) VIALATAUX. *Conférences aux semaines sociales*. Grenoble 1923.

les plus prolifiques : carriers, mineurs, marins, manœuvres, journaliers, etc... (1). L'opinion d'ailleurs a vu pendant longtemps dans la multiplication des naissances un signe d'infériorité et un manque de maîtrise de soi (2).

L'avance des classes supérieures dans la voie de la sous-natalité a de grandes conséquences, car elle entraîne, pour éviter une sélection à rebours, une plus grande capillarité sociale. Sans cesse les classes inférieures, restées fécondes en raison de leur infériorité, doivent alimenter les couches supérieures qui s'anémient. Or, ce mouvement ascensionnel généralisé nuit à la natalité en faisant paraître plus lourdes et plus gênantes dans la montée sociale les charges familiales (3).

Toute la vie économique moderne encourage et sanctionne cet état d'esprit ambitieux et calculateur. Par l'augmentation de la production, par la mobilité de la richesse, elle donne à tous l'espoir d'atteindre celle-ci et l'inquiétude de n'y pas parvenir et dans tous les cas incite à fuir les charges de la famille. Elle enlève à la pauvreté cette stabilité relative, cet aspect presque héréditaire auquel on se résignait mieux dans le passé (4). Elle exige et favorise par tous les moyens l'accroissement de la consommation, et la publicité, qui vise à multiplier les besoins et à les démocratiser, est devenue un auxiliaire essentiel de la production. Elle développe chez les possédants le goût de l'épargne qui ne se borne pas à l'épargne de l'argent, mais tend à limiter les charges, fait craindre les partages et les risques et par conséquent les enfants (5). Mais surtout elle

(1) Les familles se font moins nombreuses au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'aristocratie ouvrière. « Il sort de nos patronages, dit M. Jordan, et de nos écoles libres, des générations d'ouvriers d'élites ou de petits employés laborieux, économes et d'une très bonne tenue sociale, et qui, précisément parce qu'ils tiennent à cette respectabilité, s'abstiennent d'avoir des enfants dont la charge les ferait déchoir. Pour eux le vice est la rançon de leurs réelles vertus ».

(2) Jusqu'à une époque récente, les familles nombreuses et les mères Gigogne, eurent le ridicule, voire le mépris pour elles. « On ne peut guère espérer, disait Stuart-Mill, que la moralité fasse des progrès tant que le fait de produire une famille nombreuse ne sera pas considéré avec le même sentiment que l'ivrognerie ou tout autre excès physique ». En 1899, un député, M. Aymard, en parlant à la Chambre française des familles nombreuses, y déchainait des rires.

(3) Une population, dit A. Dumont, a la natalité, non de la classe sociale à laquelle elle appartient, mais de celle à laquelle elle veut appartenir.

(4) Cette mentalité résignée s'est conservée longtemps dans certaines régions de féodalité industrielle, par exemple dans le canton de Lillebonne (Seine-Inférieure), étudié par A. Dumont. La classe riche y était infiniment au-dessus de la classe ouvrière et lui enlevait ou lui cachait les possibilités de s'élever. Résignée à son sort, celle-ci conservait une grande fécondité. Par contre, le luxe et les jouissances en pénétrant dans la masse y apportent la contagion de l'exemple, d'autant que la richesse ayant « perdu toute idée de naissance et de culture y est devenue étalage » (RAGEOT. *La Natalité*). Ici l'envie et la vanité viennent renforcer l'intérêt. Chez les peuples pauvres et primitifs au contraire, où les plaisirs sont réduits à la satisfaction de quelques instincts les mêmes pour tous, on ne songe guère à limiter la famille pour conquérir un bien-être supérieur qui n'existe pas encore (GONNARD. *La Dépopulation en France*, 1898).

(5) La commission de dépopulation en 1905, signalait comme dangereux l'eunese ragement à l'épargne qui risque « de contribuer à restreindre la natalité ». La richesocapitalisée est en effet plus stérilisante encore que la richesse à acquérir, car la prudence, qui correspond à un ralentissement de vie, convient à ceux qui ont à conserver. Tant que le paysan n'était que fermier ou métayer, il avait intérêt à se constituer une main-d'œuvre familiale nombreuse et docile. Devenu propriétaire, la question successorale s'est posée pour lui. Il a fallu unifier la postérité pour unifier l'héritage et éviter le

fait de la procréation une opération onéreuse, alors qu'elle était jadis non coûteuse ou même productive au sens économique du mot (1). La distribution des richesses ne se fait pas en fonction des charges, mais des individus. L'économie libérale ignore la famille, elle ne connaît que le libre jeu des intérêts et des calculs individuels, du salarié, du producteur, du capitaliste (2). Elle accorde ainsi une véritable prime au célibat et au mariage stérile et ne laisse aux travailleurs soucieux de fonder une famille, que la ressource de chercher dans une réduction de la natalité un refuge contre la misère relative ou l'inégalité choquante des charges. Ceci est si vrai, que sous la poussée des nécessités on a pu constater, depuis quelques années, une tendance vers une politique familiale de la rétribution. L'axe des salaires, orienté jusqu'ici vers l'individu, s'est lentement déplacé vers la famille, qui est apparue comme son nouveau centre d'attraction aux yeux des employeurs soucieux du renouvellement de leur main-d'œuvre. L'économie tend ainsi à se réadapter aux lois de la vie, de la famille, quitte à fausser les lois de l'économie pure (3). L'expérience des allocations et des sursalaires familiaux a montré que cette intervention était efficace en obtenant, dans certains cas, une natalité deux ou trois fois plus élevée (4). Il suffit donc de

morcellement du domaine si péniblement constitué. La statistique des successions laissées par les chefs de famille, montrent que les familles nombreuses sont celles ayant le moins d'avoir : 50 % des chefs de famille n'ayant qu'un enfant laissent un héritage, 20 % seulement des chefs de famille de 5 enfants laissent un héritage, et 17 % des chefs de famille de 7 enfants.

(1) « Une famille qui ne possède rien, dit Gumploviez (*Précis de Sociologie*, Livre v) s'augmente sans souci, car les membres à venir ne seront pas plus mal partagés, et même l'augmentation du nombre des travailleurs donne plus de bien-être à toute la famille ». Au contraire, dans une civilisation riche, la procréation apparaît comme susceptible, non seulement de gêner l'enrichissement, mais de faire déchoir d'un niveau de vie péniblement acquis. Les frais apparaissent d'autant plus considérables, que la famille à un genre d'existence plus relevé et doit assurer une éducation plus développée. Les lois sociales qui protègent l'enfant et diminuent l'autorité paternelle contribuent également à le rendre moins intéressant économiquement pour le chef de famille.

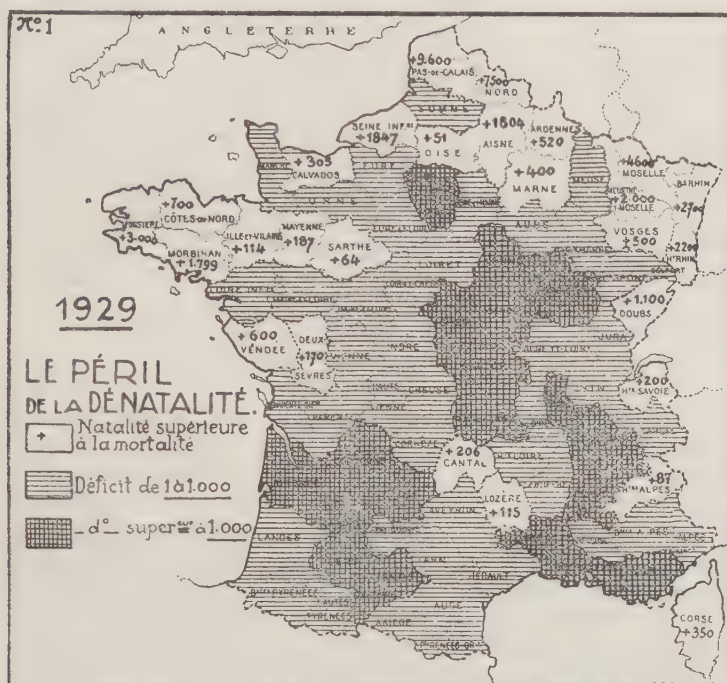
(2) « Laissez faire, laissez passer », telle est la formule de l'économie libérale qui prévaut au XIX^e siècle. Des deux forces qui sollicitent l'homme : l'espèce et lui-même, elle ne favorise que la seconde, c'est-à-dire l'égoïsme individuel. Elle ne connaît que « l'homme œconomus », et elle lui donne pour but « la recherche du maximum de satisfaction pour le minimum d'efforts » (Guyot, *La Science économique*). Mais dans son respect étroit de l'individu et de ses droits, elle ignore et sacrifie les droits de l'individu qui se fait : de l'enfant.

(3) Le salaire n'est, au point de vue économique, que le produit du travail à un taux fixé par libre contrat entre deux individus. Y introduire la notion familiale c'est fausser la loi économique de la rétribution suivant le travail. Toute l'évolution de la législation moderne du travail tend pourtant de plus en plus à introduire des notions d'ordre moral dans l'économie et à en faire une économie politique.

(4) Les expériences les plus connues sont celles des grandes Compagnies minières du Nord, de Carmaux, de l'Est, des syndicats mixtes d'Armentières, de la Compagnie des Chemins de fer du Nord, d'un certain nombre de grandes usines métallurgiques dans leurs cités ouvrières, de Michelin à Clermont-Ferrand, etc... Michelin accorde à ses ouvriers par an : 3.600 fr. pour 3 enfants, 4.800 pour 4 enfants, 6.000 pour 5 enfants, 10.260 pour 9, etc... Les familles bénéficient en outre de divers avantages en nature : logement, consultations, gouttes de lait, trousseaux, primes à la naissance, etc... Or en 1925, à Clermont-Ferrand, les 65.200 « non Michelin » ont eu 14,8 % enfants, et les Michelin 21,2 %. À Aubière (Puy-de-Dôme) la natalité était de 7,3 % chez les 3.100 « non Michelin » et de 28 % chez les Michelin. À Cournai les proportions sont réciproquement de 10 % et 52 %, à Lempdes de 12 %, et 42 %. Il est vrai que ces chiffres ne tiennent pas compte du fait que la population dite Michelin est composée d'éléments actifs, donc jeunes. Mais en ne comparant que les éléments actifs de 16 à 50 ans des deux populations, on obtient des chiffres qui restent encore très probants. À Cour-

substituer un calcul à un autre, de supprimer la prime économique à l'égoïsme individuel, pour que la volonté de restriction des naissances soit diminuée d'autant.

Les variations de la natalité suivant les régions vérifient bien l'influence stérilisante de la « civilisation » matérielle et intellectuelle dans une économie individualiste. Examinons, par exemple, la carte de la vitalité française en 1929, c'est-à-dire la répartition dépar-



tementale des excédents de naissances ou de décès. (Carte 1).²² De suite, il apparaît que les seules contrées où il y a excédent de naissances sur les décès sont les plus pauvres ou les plus retirées du

mon 277 familles-Michelin (16 à 50 ans) ont 24 enfants en 1924 et 813 familles non-Michelin (16 à 50 ans) ont 13 enfants ; soit une natalité trois fois plus forte chez les Michelin.

A la Banque de France et à la Banque d'Algérie le système d'allocations familiales a fait passer le nombre d'enfants par ménage de 1,4 à près de 2. Aux mines de Carmaux la natalité a presque doublé grâce aux allocations et à des primes de natalité allant de 1.200 fr. pour le 2^e enfant à 10.000 fr. pour le 10^e, de sorte qu'une famille de 10 enfants, outre l'allocation de 23 fr. 50 par jour de travail, a reçu une somme totale de 53.300 fr. de primes. La caisse de compensation de la région parisienne donne 360 fr. par an pour 1 enfant, 840 pour deux, 1.440 pour trois, 2.240 pour quatre, 3.360 pour cinq, etc... plus des primes à la naissance et d'allaitement, des layettes. Elle paie des vacances aux enfants, etc...

L'œuvre entreprise par le patronat français est donc en tous points remarquable. En 1929, les 232 caisses de compensation ont réparti près de 350 millions aux ouvriers chefs de famille et cela avec les seuls versements volontaires des employeurs occupant au total 1.820.000 salariés.

mouvement de la civilisation, comme la Bretagne, la Vendée, la Lozère, le Cantal, la Corse, les Hautes-Alpes, la Haute-Savoie et l'Alsace — et aussi les régions où les masses prolétariennes (mineurs et métallurgistes) et la main-d'œuvre étrangère sont particulièrement importantes comme dans le Nord et la Lorraine. Inversement, le déficit de naissances apparaît le plus accentué dans les régions relativement riches ou les plus évoluées : Bassin Aquitain, vallée du Rhône, littoral méditerranéen, Bourgogne, Limagne et dans les grands centres urbains. Et si l'on recherche les coins de France où la natalité atteint son maximum, on trouve, entre autres, les petits villages de pêcheurs de la côte boulonnaise, comme Etaples, Equihem, où la natalité se maintient à 4 ou 4,5 %, soit presque le triple de celle de la France entière. Or ces villages se signalent par leur isolement complet qui en fait des « oubliés de la civilisation », par des mœurs d'une simplicité toute primitive, par une absence totale d'ambition, une insouciance et une ignorance étonnantes, une emprise très forte des traditions et de la religion, un mépris profond enfin pour l'hygiène qui fait s'entasser les familles dans la pire promiscuité et dans les pires taudis. (1)

C'est donc bien, en dernier ressort, le développement de l'esprit de calcul et de prévision mis au service de l'individu qui s'oppose avec le plus de force à celui de la famille. Le régime industriel et l'évolution sociale et intellectuelle qui en est résultée, ont apporté à l'homme du XIX^e siècle des possibilités nouvelles et lui ont donné les moyens de les réaliser. Ils ont diminué le paupérisme et l'ignorance favorables à la résignation dans l'imprévoyance et l'insouciance. Ils ont précipité l'enrichissement et la capillarité sociale. Ils ont excité et favorisé les tendances essentielles de l'activité humaine : le désir de plus de jouissances et de considération. Mais dès lors la race a été sacrifiée à l'individu, car dans l'économie libérale, amoral par définition, le développement de la race en nombre « est en raison inverse de l'effort de l'individu vers son développement personnel, bien ou mal compris, en valeur ou en jouissance » (2).

On a pu s'étonner que ces phénomènes, qui sont d'ordre général et atteignent tous les pays de civilisation évoluée, se soient développés si précocement et si puissamment dans notre pays. C'est qu'en France, contrée de vieille civilisation, de race intelligente, et où, suivant l'expression de Lemaître, tout « arrive cent ans plus tôt qu'ailleurs », une foule de facteurs favorisaient l'esprit de calcul et de prévoyance : égalité politique, développement de la démocratie, inégalité économique assez forte pour solliciter l'effort et pas trop

(1) A. THÉRY. *Monographie dans Leçons de vie* (P. DASSONVILLE) et NAUDAUD. *Illustration* 1929. Voir aussi sur les questions démographiques les remarquables articles de M. JORDAN dans *Pour la Vie* (1928-1932).

(2) A. DUMONT. *Mémoires de la Société Anthropologique de Paris*. 1895.

pour le décourager (1), développement de l'instruction (2), déclin plus rapide de la religion (3), partage forcé (4), restrictions de l'autorité paternelle (5), propagande malthusienne plus active, richesse naturelle du pays et surtout importance exceptionnelle de la classe et de l'esprit bourgeois et aussi de l'individualisme [français] (6). Toute la psychologie, tout le mécanisme de la volonté malthusienne de la France du XIX^e siècle se trouvent condensés dans cette phrase d'un préfet du très bourgeois Louis-Philippe : « Il n'y a pas pour les familles pauvres deux manières de se tirer d'affaire. Elles ne peuvent s'élever qu'à force d'activité, de raison, d'économie et de prudence — de prudence surtout dans l'union conjugale et en évitant avec un soin extrême de rendre leur ménage plus fécond que leur industrie. » (7) Raison, économie, prudence, c'est toute la sagesse française, mais jouant ici contre la vitalité de la race. A cet égard on peut dire que la France a été victime de ses réelles qualités qui l'ont prématurément vieillie et anémiée. Par ailleurs, la sous-natalité se renforce d'elle-même par son propre développement en amollissant les parents

(1) L'égalité politique si favorable à l'ambition était inconnue en Russie, en Allemagne, et l'inégalité économique était souvent décourageante, parce que trop accentuée, en Russie, en Angleterre et en Italie.

(2) L'instruction a une influence considérable en élargissant l'horizon et en armant l'intelligence. Or, c'est le propre de l'être intelligent que de vouloir forger lui-même sa destinée. Une enquête faite en Italie a montré l'influence directe du développement de l'instruction sur la natalité. Dans les provinces où il y a beaucoup d'illettrés (82 %) la natalité était très forte (42 %); où il y avait 66 % d'illettrés la natalité était de 37 %; elle n'était que de 35 % où il y avait le moins d'illettrés (37 %). L'Italie et l'Espagne qui conservent une forte natalité ont 6 à 7 fois plus d'illettrés que la France. Au cours du XIX^e siècle, le pourcentage des conscrits français illettrés est tombé de 21 % en 1870 à 5 % en 1900.

(3) Le déclin de la religion a une influence en entraînant la disparition d'un idéal moral où la famille a une grande place et où l'esprit de résignation permet une acceptation plus docile du sort. En Vendée, en Bretagne, en Alsace même où l'influence du clergé est restée grande, la natalité demeure élevée au cours du XIX^e siècle. Il est d'ailleurs difficile de dire jusqu'à quel point la misère et l'ignorance favorisent la religion et la natalité, et jusqu'à quel point la religion contribue à maintenir un état favorable à la natalité.

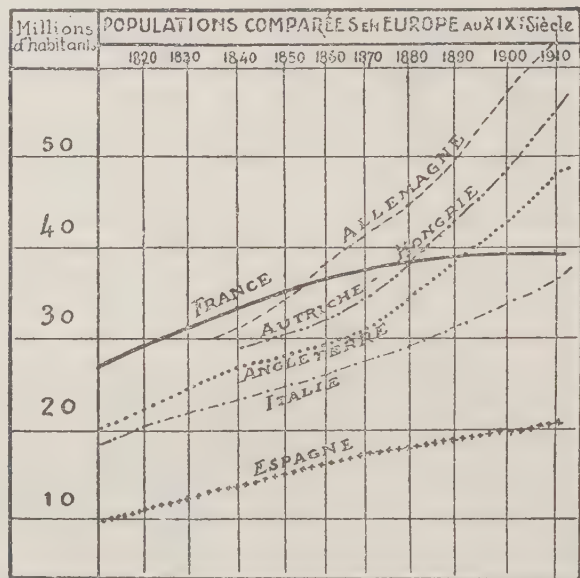
(4) Quoiqu'on ait parfois exagéré cette influence, il est certain que, très souvent, le paysan a préféré restreindre sa famille à partager son bien.

(5) Protéger l'enfant, a-t-on pu dire avec raison, c'est le raréfier, car le père a d'autant moins d'intérêt à avoir des enfants, qu'il en use moins à son gré et qu'ils renforcent moins sa puissance et sa richesse. A cet égard, les lois sociales sont défavorables à la natalité. Par ailleurs la famille perd en partie ses avantages dans la mesure où l'État se substitue à elle tant auprès des enfants que des vieillards.

(6) C'est un truisme de dire que la France est un pays de petits bourgeois, de petits possédants prudents et conservateurs. La Révolution a fait beaucoup à cet égard pour développer la classe des petits propriétaires ruraux et aussi pour développer l'individualisme épars dans toute la philosophie du XVIII^e siècle et qui devait pénétrer tout le XIX^e siècle. « Chez nous, dit M. Colrat, l'ambition de l'ouvrier, du paysan, est que ses enfants deviennent des bourgeois. Le cri « à bas les bourgeois » n'est pas un cri de haine mais d'envie. » En 1911, on comptait dans une population active de 20 millions d'individus, 8 millions 1/2 de patrons, soit presque autant de patrons que d'ouvriers. Or, dans ces classes, la prévoyance tenace et calculatrice est très développée. Pour garder leur indépendance et lutter contre la condition prolétarienne vers laquelle le capitalisme industriel les pousse, elles se sont accrochées aux conditions moyennes au prix d'une « patiente épargne et d'une craintive avarice des berceaux ». Cet état d'esprit avait fait du bourgeois français un être routinier, parcimonieux, calculateur, pour lequel le fonctionnaire, le retraité, le rentier était l'idéal. A cet égard, la bourgeoisie a beaucoup contribué au ralentissement de la vitalité française. Dans les autres pays au contraire (Allemagne, Italie, Angleterre), les masses prolétariennes plus misérables, plus imprévoyantes et plus fécondes constituaient une bien plus grande part de la population.

(7) Lettre du préfet de l'Allier en 1838 (HAURY. *Pour que la France vive*).

et les enfants uniques, en raréfiant les individus forts que trempent les charges et les soucis de la famille (1). Aussi la France a-t-elle vu son avance dans la voie de la sous-natalité s'accroître rapidement à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.



Le graphique traduit le ralentissement progressif de l'accroissement de la population française et l'augmentation rapide des autres populations, notamment dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Les conséquences de l'industrialisation et de la chute de la natalité sur la répartition professionnelle de la population.

La limitation des naissances apparaissant comme une conséquence du développement de l'individu, en valeur ou en jouissance, il s'en suit qu'à la diminution de la population doit correspondre

(1) Les parents tombent dans la sentimentalité et l'enfant unique élevé avec une tendresse amollissante perd de son caractère. Or, la vie domestique exige des individus forts : les faibles fuient les charges de la famille. On arrive ainsi à la phobie de l'enfant-charge, la femme a peur de la maternité et l'homme des soucis. Dès lors, on songe moins à l'avenir qu'à soi-même, moins à s'élever qu'à jouir, et l'ambition qui exige l'énergie s'efface. La « vie baisse de ton, elle tombe à la sensation » ; le foyer qui ne connaît pas l'effort cultive le plaisir ou, suivant l'expression du Dr Labat, se console d'une vie modeste, pourvu que ce soit celle de la moindre fatigue. *Et propter vitam, vivendi perdere causas* (Pour vivre, perdre ses raisons de vivre). C'est cet aboutissement extrême de la réduction de la famille que l'on peut constater dans certaines régions, notamment en Gascogne.

une nouvelle répartition professionnelle de celle-ci. Puisque c'est pour participer à l'énergie ascensionnelle qui entraîne la société du XIX^e siècle que le français réduit sa progéniture, il est amené à fuir à la fois les charges familiales et les occupations jugées inférieures. Autrement dit, la raréfaction de la population s'accompagne de son aristocratisation. Ces deux phénomènes sont d'ailleurs étroitement liés puisque découlant de la même tendance qui est le désir d'accroissement de la personnalité. Aussi évoluent-ils ensemble, se renforçant mutuellement : la diminution du nombre favorise la montée sociale et celle-ci aggrave la restriction des naissances en poussant à la réduction des charges familiales.

L'exode rural et les besoins de main-d'œuvre dans l'agriculture. — Le vieux et rude travail de la terre devait être naturellement le plus durement touché par cette tendance, d'autant que le développement industriel multipliait les emplois mieux rétribués ou plus considérés. Le citadin, l'ouvrier, l'employé, apparurent au paysan comme placés à un échelon plus élevé que le sien. L'exode rural fut un phénomène général et d'ailleurs nécessaire en Europe au XIX^e siècle, car l'accroissement de la population urbaine ne put suivre le développement prodigieux de l'industrie (1). Mais en France il parut particulièrement sensible par suite du non accroissement de la population qui obligea l'industrie à puiser toute sa main-d'œuvre dans la population rurale. Celle-ci, qui formait 75 % de la population totale en 1846, n'en constitue plus que 55 % en 1911. En 60 ans, de 1851 à 1910, elle perd 3.400.000 individus, cependant que la population urbaine gagne 8.000.000 (2). Et encore cette réduction est-elle plus accentuée, car dans la population rurale on comprend des éléments qui ne travaillent pas le sol : rentiers, médecins, fonctionnaires, commerçants, etc... dont le nombre s'est singulièrement accru (3). C'est surtout dans le groupe des salariés

(1) En Allemagne, la population agricole constituait 42 % de la population totale en 1882 et 28 % en 1927. En Angleterre, la population rurale dès 1881 ne représentait que 28 % et en 1911 : 22 %.

(2)

Recensements	Population urbaine	Population en milliers rurale	Pourcent. de la population urbaine	Pourcent. de la population rurale
1851 (86 départements)	9.130	26.600	25 %	74 %
1872 (87 départements)	11.230	24.860	31 %	68 %
1891 "	14.310	24.000	37 %	62 %
1911 "	17.500	22.000	44 %	55 %
1921 (90 départements)	18.200	21.000	46 %	53 %

(3) De 1881 à 1891, la population rurale totale diminua de 544.600 unités, tandis que la seule population purement agricole diminua de 813.300. Il est vrai qu'il faut tenir compte du fait que dans le passé une partie de la population rurale n'était pas occupée au travail de la terre et que c'était elle qui assurait le travail actuel des brasseurs,

que la diminution fut sensible, car pour eux l'appel de la ville et des salaires industriels était plus tentant. Ils n'étaient pas, comme le chef d'exploitation, retenus par l'amour de la terre et la crainte de perdre leur indépendance. Aussi, alors que de 1862 à 1892 le nombre des chefs d'exploitation s'accroît de 12 %, le nombre des salariés et journaliers baisse de 26 % (1). En 1913, on évaluait à 150.000 le déficit des salariés agricoles.

Si l'agriculture a été une des branches d'activité les plus atteintes, c'est que le régime industriel et l'évolution individualiste contribuèrent beaucoup à faire valoir son infériorité tant dans l'ordre social que dans l'ordre économique. Dans l'ordre social et moral, la facilité des voyages, la venue au pays d'émigrés qui étalaient les avantages de la vie urbaine, l'influence du régiment, de la presse, de l'école surtout qui fit du jeune paysan un déraciné sur place (2), tout contribua à faire sentir au terrien son isolement et à lui révéler sa situation comme inférieure. Or, rien ne pèse sur un homme comme le sentiment de son infériorité sociale, comme « cette impression qu'il fait partie d'une caste inférieure ou subordonnée » (3). Et ce qui est grave, c'est que ces influences jouèrent

tisseurs, briquetiers, tonneliers, menuisiers, etc... et fournissait la main-d'œuvre à un grand nombre de petits établissements industriels dispersés dans les campagnes. La grande industrie n'a fait que déplacer et concentrer cette main-d'œuvre. Il faut se rappeler aussi que les ouvriers des fabriques de machines agricoles, engrais, etc... relient indirectement du travail de la terre.

(1) « Ce qui disparaît des campagnes, écrit dès 1857, le préfet de la Meuse, c'est la classe des journaliers » (A. SCHMITT. *La population du département de la Meuse*. Nancy 1929). Les recensements donnent pour la France entière :

Années	Chefs d'exploitation	° / o	Salariés	° / o
1862	3.253.000	44	4.109.000	55
1882	3.460.000	50	3.459.000	50
1892	3.600.000	54	3.058.000	45

(2) L'école « entreprise de déclassement systématique » a-t-on pu dire, contribua beaucoup au sentiment de désadaptation, en développant les connaissances et l'intelligence du paysan, en lui permettant de comparer sa situation à celle de ses contemporains. En lui enseignant aussi une histoire qui dramatisait la vie de jadis, montrait le serf, le paysan, accablé de redevances, abruti, elle provoqua avec la haine du passé, la haine des occupations dont vécurent les ancêtres. En poussant d'accord avec l'orgueil naturel des parents, les bons élèves vers les diplômes et les emplois des cités et en considérant les mauvais élèves comme bons pour le travail de la terre, elle accrût encore le discrédit de celle-ci. En traitant le jeune rural comme un écolier abstrait, au lieu de le voir tel qu'il était, planté et vivant dans son milieu, en lui donnant un enseignement d'ordre général, intellectuel, et non un enseignement pratique et concret, elle contribua suivant l'expression du Dr Labat « à le tirer du milieu où il est né, où il doit vivre, elle fait émigrer son jeune cerveau ». De sorte que le développement de l'instruction eut pour conséquence de faire perdre à l'agriculture, avec son prestige, ses meilleurs éléments intellectuels, ceux capables de lutter contre la routine. Il accentua le déséquilibre entre la stagnation du village aux demeures et aux coutumes vieilles et l'évolution des esprits chez une génération avide de modernisme. Les jeunes qui se trouvèrent plus instruits que les anciens eurent à la fois l'impatience de leur autorité et l'orgueil de faire mieux et autre chose.

(3) Le paysan constatait le mépris dont l'opinion — au moins l'opinion populaire, la seule qu'il connaissait — entourait sa profession. Les brocards ou les malédictions pleuvent toujours facilement sur lui, suivant qu'on lui reproche sa grossièreté ou le prix jugé excessif des produits de la terre. L'urbomanie, le désir d'habiter la ville, n'avait parfois d'autre cause que le désir de fuir un milieu jugé inférieur. Telle famille ouvrière abandonne une habitation convenable dans un village pour un galetas nauséabond à la ville « parce que, dit la mère, je ne veux pas aller vivre avec les paysans » (VANDERVELDE : *L'exode rural*.)

non seulement sur l'ouvrier agricole, mais aussi sur les classes moyennes, sur les exploitants, et purent provoquer, comme dans le Midi, un véritable abandon de la terre (1).

Mais c'est surtout l'infériorité d'ordre économique qui apparaissait comme principal facteur de l'exode. Les influences d'ordre moral, la loi du moindre effort, « le luxe et les plaisirs » des villes qui attirent comme « la lumière attire les papillons » (2), auraient eu peu d'effet si les conditions économiques n'avaient justifié l'exode. Le paysan a trop de bon sens et de sens pratique pour ne pas mûrir un départ qui rompt tous les liens. Ici encore c'est l'esprit de calcul et de prévision qui domine. Un fait apparaît très net pour qui a étudié l'économie agricole : le travail de la terre est un de ceux qui rapportent le moins (3). Non seulement les gains de l'agriculture sont inférieurs, mais ils sont incertains et précaires. Ni le prix de revient ni le prix de vente n'y sont déterminables d'avance. Le cycle annuel y immobilise le capital plus longtemps que dans l'industrie et entraîne des intérêts plus lourds (4). La chute du prix de la terre dans certaines régions, les graves crises agricoles qui sévissent au XIX^e siècle, sont probantes à cet égard (5). Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les capitaux fuient l'agriculture, l'empêchant ainsi de s'adapter à la vie moderne et surtout d'accorder les avantages suffisants pour garder sa main-d'œuvre. Rien de plus évocateur sur la situation inférieure de la main-d'œuvre agricole que les enquêtes faites par le ministère de l'Agriculture au XIX^e siècle et qui révèlent des conditions de salaire, de durée du travail, de couchage, de nour-

(1) Les populations du Midi, à l'esprit vif, ont tellement subi ces influences d'ordre intellectuel, qu'on a pu dire avec quelque vraisemblance que la principale industrie du Midi était la politique et la fabrication des fonctionnaires.

(2) MÉLINE : *Le retour à la terre*. BAZIN : *La terre qui meurt*.

(3) Il y a plus de profits à divertir les hommes ou à leur procurer le superflu, qu'à les nourrir. De toutes les cultures ce sont celles de luxe : fleurs, fruits, etc., qui rapportent davantage. Si les régions agricoles proches des noyaux industriels et urbains sont favorisées, c'est qu'elles sont assurées d'une clientèle pour les denrées fines et périssables. « Les villes raffinées, dit M. Romier, préfèrent de plus en plus, les aliments légers et variés aux aliments lourds ». De là une baisse de la grosse production agricole, qui souffre, par ailleurs, de la concurrence étrangère, tandis que les intermédiaires et les transformateurs qui adaptent au goût du public gagnent de plus en plus.

(4) De là, le faible rendement du capital engagé dans l'agriculture. Ceci est d'ailleurs un phénomène mondial. En Suisse après la guerre, le capital en agriculture rapporte 4 à 5 %, contre 7 % dans l'industrie. En Allemagne, au Japon, même phénomène (*Revue Internationale d'agriculture*. Mars 1929. Rome). Les échecs des sociétés d'exploitation agricole en France sont probants. L'agriculture bourgeoise, celle où l'exploitant adopte des façons de vivre de l'industriel, avec chef de culture, comptable, matériel perfectionné, ne peut se maintenir. C'est pourquoi les fils de paysans préfèrent trop souvent un petit commerce ou une place d'employé. Même dans le vignoble, cependant plus favorisé, la rente reste faible. (Voir CAZIOT : *La vérité sur la richesse agricole*. 1925).

(5) Alors que la valeur locative à l'hectare de 1851 à 1879, avait augmenté de 49 %, elle baisse de 22 % et la valeur vénale diminue de 30 % de 1879 à 1908. A St-Christophe-le-Médoc une propriété de 59 hectares estimée 370.000 fr. en 1880 est vendue 62.000 fr. en 1910. Dans le Lot-et-Garonne à 11 km de Marmande, 32 hectares achetés 39.500 fr. en 1864, sont vendus 20.000 en 1907. Dans l'Armagnac (canton de Marciac), 133 hectares valent 140.000 fr. en 1883 et 35.000 en 1907. Un 3^e cru de Margaux tombe de 1.068.000 fr. en 1870, à 300.000 en 1901.

riture, telles, qu'à les lire « on croirait vivre dans un autre siècle » (1). La ville, l'industrie, offrent au contraire des conditions matérielles nettement supérieures. En groupant les travailleurs elles les rendent plus agissants au point de vue politique et syndical, plus aptes à défendre leurs intérêts que les ruraux impuissants par isolement et ignorance. Les populations industrielles se trouvaient ainsi bénéficier de tous les avantages des lois sociales dont l'industrie, d'ailleurs, supporte mieux le caractère précis et rigide que le travail des champs, complexe et variable dans le temps et dans l'espace (2). Elles étaient les premières à bénéficier des progrès matériels, du développement de l'hygiène ; elles monopolisaient les hôpitaux, les institutions de bienfaisance et d'assistance (3). La ville offrait en général, malgré de lamentables exceptions, des logements plus acceptables, ou du moins de meilleure apparence, que les écuries et les étables où couchaient trop souvent les salariés agricoles. Elle offrait un horizon de travail bien plus étendu et plus varié, où la morte-saison était moins à craindre que dans les campagnes où le chômage inévitable d'hiver se trouvait accru par la disparition des industries rurales et forestières et des habitudes communautaires. Bien d'autres causes vinrent diminuer la situation matérielle des travailleurs agricoles au XIX^e siècle : crise vinicole due au phylloxera (4), crise agricole par concurrence

(1) Des enquêtes des ministères de l'Agriculture en 1910 et du Travail en 1911, donnent les chiffres suivants pour les salaires : 2 à 4 fr. pour les ouvriers agricoles non nourris, pendant l'été, et 3 fr. 90 à 5 fr. pour les ouvriers d'industrie (salaires moyens aux chefs-lieux des départements pour 34 profes.). La différence du prix de la vie était loin d'être une explication suffisante à cette infériorité des salaires agricoles et même parfois les denrées de première nécessité étaient meilleur marché dans les villes qui drainent les produits des campagnes, comme l'a vérifié Joppé dans son étude sur les travailleurs agricoles du département du Nord (Lille 1910) :

Prix :	Huile (le kilo)	Pomme de terre (kilo)	Pain (kilo)	Bœuf (kilo)	Morue (kilo)	Oufs (douz.)	Beurre (kilo)	Haricots (kilo)
En ville	1,06	0,08	0,25	1,28	0,86	0,17	3,03	0,30
A la campagne	1,30	0,08	0,33	1,20	1,40	0,20	3	0,50

Il est vrai que la supériorité des salaires à la ville ne compensait pas toujours l'augmentation des dépenses qu'impose aux plus sages, le désir humain d'acquiescer ce que l'on voit étalé autour de soi. Mais cet étalage et ces tentations sont une source de plaisirs autant que de dépenses et par conséquent un appât plus qu'un frein pour l'exode.

Sur les conditions de logement et de nourriture, il est inutile de multiplier les exemples. Il suffit de rappeler que dans maintes régions le couchage à l'écurie domine, et qu'en 1904, les ouvriers agricoles dans le Midi, doivent se mettre en grève pour obtenir de la viande deux fois par semaine et un drap propre une fois par mois ; que toute vie de famille est impossible pour la plupart des salariés ; et que le petit exploitant, dur pour lui-même, est dur pour les autres. Un long passé imposait d'ailleurs à l'agriculture ses routines, sa rude manière de vivre et ses habitations misérables que sa pauvreté l'obligeait à conserver. (cf. SOUCHON. *La crise de la main-d'œuvre agricole* 1914)

(2) Les ouvriers agricoles se trouvaient notamment exclus des lois sociales sur le contrat d'apprentissage, le paiement des salaires, l'âge d'admission au travail, la durée du travail, le travail de nuit aux femmes et aux enfants, le repos hebdomadaire, les repos des apprentis et des femmes en couches, l'hygiène et la sécurité des travailleurs, l'inspection du travail, etc...

(3) En 1890 il n'y a qu'un tiers des communes au-dessous de 500 hts qui aient un bureau de bienfaisance, alors que les 2/3 de celles ayant plus de 1.000 habitants en ont un ou plusieurs.

(4) Des régions furent ruinées. La commune de St-Mitre qui comptait 984 habitants en 1872, n'en a plus que 499 en 1901; Peynier tombe de 1.047 hts. en 1872 à 642 en 1901

des pays neufs (1), surpopulation relative de certaines régions entraînant un niveau de vie inférieur rendu moins supportable par le développement de la civilisation matérielle, enfin dans d'autres régions influence de la raréfaction de la main-d'œuvre qui contribua à restreindre l'horizon de travail en favorisant le développement du machinisme et des cultures fourragères (2)

Si malgré tant d'infériorités d'ordre social et économique, l'agriculture française a pu néanmoins garder une place de choix dans l'économie du pays, c'est que sont intervenues en sa faveur des forces sentimentales. De même qu'il existe de belles familles dont les chefs n'ont pas reculé devant les charges, de même nombre d'agriculteurs achètent de la terre, moins pour ce qu'elle rapporte, que parce qu'ils l'aiment et qu'elle leur plaît. On peut dire sans exagération, que l'amour de la terre et aussi le désir d'indépendance, faussent entièrement le marché des terres (3). Mais ces forces sentimentales, qui ont peut-être sauvé l'agriculture d'une désertion effrayante, étaient insuffisantes pour compenser une trop lourde inégalité économique et pour adoucir de dures conditions de vie et d'isolement. Elles étaient notamment de peu d'effet sur le salarié, vraiment trop misérable, n'ayant ni sa terre ni son indépendance, et que sollicitaient la ville et le travail industriel (4). Elles seront encore plus impuissantes, comme nous le verrons par la suite, à retenir et fixer une main-d'œuvre étrangère.

(1) Les prix s'effondrèrent de 30 à 40 %. Le blé qui vaut 22 fr. 30 l'hectol. en 1870 tombe à 16 fr. 75 en 1900. Même baisse désastreuse sur l'avoine, la viande, les graines oléagineuses, etc..

(2) Le machinisme développé pour compenser la pénurie de travailleurs, enlève à ceux-ci une foule de petits travaux, notamment l'hiver (battage); il permet d'effectuer certains travaux à des prix bien inférieurs : le prix de revient de la moisson à la machine était de 28 fr., contre 45 fr. 80 à la main, pour 1 hectare en 1911. Le recul des céréales et des cultures industrielles qui exigent beaucoup de main-d'œuvre, de conséquence a pu devenir cause d'exode dans certaines régions. Les emblavures de 7 millions d'hec. en 1880, tombent à 6.550.000 en 1912, cependant que les cultures fourragères passent de 10 millions d'hec. en 1882 à 15 millions en 1910.

(3) C'est en agriculture, dit M. Romier, que les forces sentimentales ont le plus d'importance économique. Sur 10 champs ou propriétés il y en a à peine 2 ou 3 qui représentent pour leur possesseur un capital rigoureusement établi sur le revenu. Cet amour de la terre se renforce du sentiment d'indépendance, source de l'individualisme français et autre lien qui retient le paysan. Il y a, par ailleurs, la force de la tradition, tout un long passé qui apporte à la terre un capital social et moral qui l'aide à résister à la déchéance : « elle représente des millénaires de soins et de travaux, de peines accumulées, d'adaptations capitalisées » et tout cela, suivant l'expression de M. Vialatoux, ne meurt pas du jour au lendemain.

(4) De sorte que l'exode rural qui est né le plus souvent de nécessités économiques, a eu d'heureux effets quoiqu'on en ait dit. Il a entraîné une meilleure répartition de la population en regard du travail et des ressources. Il a obligé à une meilleure utilisation des bras, à une hausse des salaires et du bien-être de la main-d'œuvre raréfiée. Il a poussé au machinisme, à la modernisation de l'outillage. Le rendement s'en est accru et l'on a pu constater ce paradoxe : les emblavures reculant et la production augmentant ou se maintenant. En 30 ans, de 1883 à 1913, on constate un accroissement de 20 % dans le rendement des emblavures qui passent de 11 quintaux à l'hectare pour 1874-1883 à 13,5 quintaux pour 1904-1913, avec une réduction de 400.000 hectares. Par ailleurs, l'exode ne détruisait pas la force de travail qu'il enlevait aux campagnes : il a accru les débouchés et la consommation en développant l'urbanisation. Il y a donc de sérieuses compensations aux pertes subies par l'agriculture. Toutefois, il faut remarquer qu'il en est ici comme du phénomène lui-même de la dénatalité. Motivé par des raisons analogues d'amélioration du bien-être, le dépeuplement des campagnes a parfois dépassé son but en n'y maintenant plus le minimum d'hommes nécessaires à l'exploitation du sol.

Les besoins de main-d'œuvre de l'industrie. — L'exode rural entraîna donc des foules sans cesse accrues vers l'industrie et les centres urbains. Les besoins de main-d'œuvre rapidement croissants de l'industrie exigeaient d'ailleurs cet appel aux masses rurales qui constituaient, au début du xix^e siècle, les $4/5$ de la population totale. Ils l'exigeaient d'autant plus, qu'au développement industriel correspondit très vite en France l'arrêt de l'accroissement de la population et que c'était précisément dans les masses urbaines occupées par l'industrie que la volonté de restriction était la plus développée. La ville, en effet, renforce toutes les tendances qui favorisent la limitation de la famille : ambition surexcitée et moyens pour la satisfaire multipliés — sollicitation plus vive des plaisirs, surtout sur les déracinés — moralité diminuée (5 délits pour 1.000 habitants à la ville contre 3 à la campagne en 1910) — vie de famille plus difficile (1,3 divorce pour 1.000 habit. à Paris contre 0,3 à la campagne) — développement de l'intellectualisme — vie politique plus intense (1) — propagande néomalthusienne plus active et plus efficace — et au total natalité faible. De sorte que l'exode rural et l'afflux vers les centres urbains stérilisants ne fut pas seulement un transfert de main-d'œuvre, mais aussi pour l'avenir une diminution. D'un autre côté, les lois sur le travail des enfants et des femmes interdirent à l'industrie les ressources d'une main-d'œuvre abondante et bon marché où elle avait puisé au début du xix^e siècle.

Puis, très rapidement, l'industrie souffrit à son tour de la capillarité sociale. Les gros travaux, ceux jugés inférieurs, les plus rudes ou les plus salissants, furent désertés. Les terrassements, les travaux publics, les carrières, les mines, ne trouvèrent plus la main-d'œuvre nécessaire. L'industrie se trouva concurrencée sur le marché du travail, déjà insuffisant, par des activités plus évoluées, tout comme elle avait elle-même concurrencé le travail agricole. Elle cessa d'être au premier rang comme puissance attractive des foules et fut supplantée par les professions commerciales et libérales, et en général par toutes les fonctions des « mains blanches » (2). D'ailleurs, ni l'usine ni la mine avec leur discipline et leur travail rythmé n'étaient bien attirantes pour le travailleur des champs. Aussi l'exode se fit de moins en moins à leur profit. Si bien que l'industrie qui ne pouvait compter sur l'accroissement de sa population ouvrière anémiée par la vie stérilisante des villes et la montée des individus, ne put bientôt plus trouver dans la population rurale le nombre de travailleurs suffisants (3). Tout comme l'agriculture, et peut-être plus encore en

(1) « Faites des villes, vous ferez des socialistes » (CRUVELLI et LOUVET. *L'Australie et le Pacifique*).

(2) BRUNHES et VALIAUX. *Géographie de l'Histoire* (page 266).

(3) Roubaix en 1897, avait 3.837 naissances et seulement 2.568 en 1908, malgré un

raison de son rapide essor, l'industrie souffrit de la pénurie de main-d'œuvre.

L'affluence vers les occupations des « mains blanches ». —

Les besoins du commerce, des services publics, le développement de l'intellectualisme et des fonctions de cadres en général, mobilisèrent une partie de plus en plus grande de la population, et cela d'autant plus aisément que l'opinion situait ces occupations à un rang social plus élevé. Le commerce qui occupe 7 % de la population en 1866, en a 12 % en 1911. Les professions libérales et les services publics qui groupent 7 % de la population en 1866, en occupent 9 % en 1911 (1). Les seuls fonctionnaires des services administratifs passent de 250.000 environ en 1851, à 675.000 en 1911 (2). L'engouement pour les places d'employés, pour les fonctions publiques, si humbles fussent-elles, est une des caractéristiques de l'état d'esprit à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle en France. L'affluence est telle dans ces catégories professionnelles, qu'elle y maintient des salaires et des traitements très réduits. Dans les grandes administrations publiques les concours pour des petits emplois à 1 fr. à 2 fr. par jour (auxiliaires, classeurs-émargeurs, etc...) reçoivent un nombre de candidats qui dépasse de 5 à 6 fois le nombre de places offertes. Même affluence dans les banques, les grandes maisons de commerce, les compagnies de chemins de fer, la gendarmerie, etc. (3). Le désir de participer à la force ascensionnelle de l'époque se trouve renforcé ici par la recherche du moindre effort, par le souci de la sécurité, le désir de considération, le prestige de l'activité intellectuelle et le discrédit du travail manuel.

La nécessité de l'immigration.

L'économie entière du pays, sa force politique même, se trouverent touchées par l'appauvrissement démographique en regard des autres pays. Qui n'avance pas recule. Du second rang des grandes

gros accroissement de la population. Au Creusot, en 1893 il y a 855 naissances pour 20.000 habitants, soit 3 %; en 1904 il n'y en a que 502 pour 30.000 habitants, soit une diminution de 34 %. A Montceau-les-Mines, la natalité tombe de 3,2 % en 1896, à 1,4 % en 1912.

(1) Les élèves des écoles primaires supérieures et des cours complémentaires passent de 30.000 en 1881, à 87.600 en 1907. L'enseignement secondaire a 90.000 élèves en 1890 et 133.000 en 1913. Les étudiants dans l'enseignement supérieur passent de 16.000 en 1890 à 41.000 en 1910. Les licenciés-ès-lettres de 67 en 1850 passent à 503 en 1913 et les licenciés-ès-sciences de 91 à 377. Et ceci malgré la réduction relative du nombre des enfants.

(2) En 1851, le recensement donne 117.485 fonctionnaires de l'État, 60.249 fonctionnaires des départements et communes et 88.400 membres de l'enseignement.

(3) Les politiciens favorisaient d'ailleurs, par leurs interventions, cette tendance à la bureaucratisation cependant parfois moins favorable aux intérêts qu'à la vanité des postulants.

puissances en 1856, la France tombe au 7^e rang en 1910, par le nombre de ses habitants. Représentant 17 % de la population européenne en 1820, elle n'en représente que 8 % en 1911. C'est en partie à la suite de ce ralentissement de sa vitalité démographique que la France, de 2^e puissance économique en 1874, tombait au 4^e rang en 1911. Son commerce extérieur fut plus facilement concurrencé par celui de ses voisins (1). Alors qu'il restait sensiblement stationnaire de 1876 à 1896, celui de l'Allemagne doublait avec un accroissement de population de 11 millions. Et fait encore plus probant, la moyenne du commerce par tête d'habitants, qui était inférieure en Allemagne en 1874, devient supérieure à la moyenne en France en 1907 (2). La limitation du nombre y entraînait non seulement une limitation correspondante des producteurs, mais aussi des consommateurs et faisait perdre au marché intérieur son élasticité (3). En vain invoquera-t-on les économies réalisées par la diminution des frais d'éducation et l'accroissement de l'épargne en résultant. L'homme est le premier facteur de production, surtout avec les progrès de la science où de plus en plus il est producteur plus encore que consommateur. L'épargne, d'ailleurs, tout comme la réduction de la famille, est peu éducative au point de vue de l'énergie. Elle a un caractère négatif, elle procède par abstention, elle ne pousse pas l'homme vers l'effort, vers les entreprises et les risques (4). D'autre part, toute la population se trouvait vieillie par la réduction de la natalité. Il y avait en France 1 vieillard pour 4 producteurs, alors qu'on n'en comptait qu'un pour 6 ou 7 producteurs dans les autres pays. La mortalité par là même se trouvait augmentée, et d'une façon irréductible, dans une France qui tendait à devenir le « premier asile de vieillards de l'Europe » (5).

Toute la vie du pays, toute son activité économique, se trouva donc en définitive affectée par l'état d'esprit calculateur et ambitieux.

(1) La diminution de la population entraîne celle de l'émigration, de la langue et de l'influence française dans le monde. De là un recul du commerce. La librairie française notamment est atteinte, qui avait le 1/4 de l'Europe comme marché sous Voltaire et n'en a que le 1/10^e aujourd'hui.

(2) Moyenne par tête d'habitants : en 1874 : 195 fr. par tête en France et 170 fr. en Allemagne ;
en 1907 : 303 fr. par tête en France et 317 fr. en Allemagne.

(3) Les annuités successorales ont diminué de 260 millions pendant la période 1902-1906, par rapport à la période précédente, signe de l'arrêt de l'enrichissement. Le manque d'élasticité du marché intérieur aggravait les crises de mévente « alors que les grands Etats voisins trouvaient dans la progression de leur population et des producteurs et une clientèle assurée » (Rapport de la Commission Permanente des valeurs de Douanes 1911. *Annales du Commerce extérieur*).

(4) D^r LABAT. En Gascogne. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1910.

(5) Alors que la catégorie des personnes de plus de 60 ans, ne constituait que 8 % dans les populations allemande et anglaise, elle formait 15 % dans la population française au début du xx^e siècle. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner de la forte mortalité française, ni en espérer de fortes réductions. Plus de la moitié des français qui meurent sont âgés de plus de 60 ans. L'âge moyen de la population française était passé de 30 à 32 ans de 1851 à 1911.

La population réduite et inférieure aux besoins, se concentrait vers les échelons supérieurs. Les activités les plus directement productives s'en trouvèrent gênées, leur essor ou leur adaptation handicapés. La tête du pays s'accrût, se congestionna, au détriment du corps. Comme toute la population subissait cette double tendance à la réduction du nombre et à la montée des individus, et que, par ailleurs, la fluidité sociale ne joue que dans le sens de l'élévation (1), il semblait que la France ne pouvait trouver en elle-même de remède immédiat contre cette évolution. Seule l'introduction d'éléments nouveaux, venus de l'extérieur, apparaissait comme susceptible d'alimenter à la base l'édifice démographique et économique du pays. Dès lors, l'immigration, et une immigration de masse, une immigration essentiellement ouvrière, s'affirmait comme une nécessité. Seule elle pouvait fournir à la France les travailleurs prêts à produire et à rendre possible le rôle de cadres que s'assignait, de plus en plus, sa population restreinte.

(1) Il est très difficile par exemple, sinon impossible, d'utiliser des chômeurs à un travail qu'ils jugent inférieur à leur condition habituelle. Pour cette raison, les chômeurs urbains sont inemployables dans l'agriculture.

CHAPITRE III

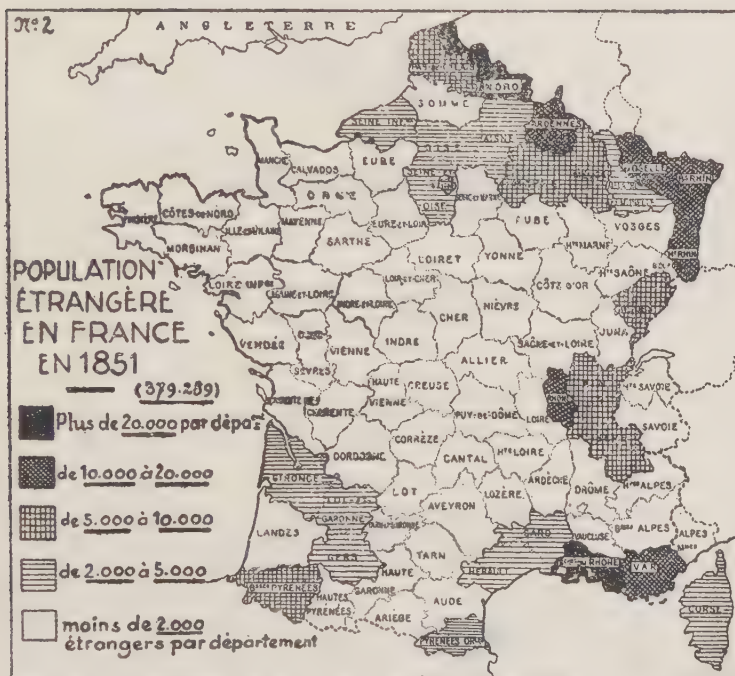
L'IMMIGRATION EN FRANCE AU XIX^e SIÈCLE

La double évolution de la population française vers la réduction en nombre et l'ascension sociale que nous venons d'esquisser, permet de comprendre à la fois l'importance et le rôle d'appoint de l'immigration étrangère au XIX^e siècle. Il ne s'agit plus désormais d'une immigration de spécialistes, mais d'ouvriers manuels. Ce sont les bras, non plus les têtes, qui viennent en France. En conséquence, le mouvement de l'immigration se trouve étroitement lié aux besoins de main-d'œuvre du pays et suit le développement du régime industriel et la baisse de la natalité.

Il n'est pas possible, faute de chiffres précis, de suivre l'influence de l'industrialisation et du développement des transports sur l'immigration en France dans la première moitié du XIX^e siècle. Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette influence ait été considérable. En 1851, il n'y avait que 380.000 étrangers, soit 1 % seulement de la population. La presque totalité de ces immigrés restaient cantonnés dans les régions frontalières : belges et hollandais dans le Nord, allemands et suisses dans l'Est, italiens dans le Sud-Est, espagnols dans le Midi pyrénéen. Le groupe hollando-belge représentait à lui seul près de la moitié de la population étrangère d'alors. Le groupe allemand venait ensuite à côté du groupe italien. On retrouvait dans cette immigration les caractéristiques de l'immigration sous l'Ancien Régime : prédominance des éléments germaniques, attirance des grandes villes et des ports où le négoce, la banque et les petits métiers occupaient un grand nombre d'étrangers. L'immigration purement ouvrière restait encore assez faible, limitée aux régions frontalières, sans véritable pénétration à l'intérieur du pays, comme le montre la carte n° 2.

Les industriels trouvèrent d'ailleurs tout d'abord leur main-d'œuvre dans la population française encore prolifique dans la 1^{re} moitié du XIX^e siècle. Ils puisèrent notamment dans la partie

misérable de la population et parmi les femmes et les enfants (1). Les classes rurales pauvres que la suppression ou la diminution de vieux avantages tels que vaine pâture, communaux, glanage, coupes de bois, etc..., avaient laissées encore plus démunies depuis la Révolution, fournirent une main-d'œuvre particulièrement abondante et bon marché (2). D'ailleurs, au milieu du XIX^e siècle l'industrie et le commerce n'occupaient encore que 5 à 6 millions d'indi-



vidus et la population française s'était précisément accrue du même chiffre depuis le début du siècle. Ce n'est que dans la seconde moitié du XIX^e siècle que les facteurs favorables à la venue des étrangers : arrêt de l'accroissement de la population, essor de l'industrie et des transports, apparaissent dans leur plein développement et influent à la fois sur le nombre et sur la répartition économique des travailleurs français et étrangers.

(1) Les grands établissements de plus de 10 ouvriers emploient en 1847, 254.000 femmes et 131.000 enfants pour 672.000 hommes (Archives Nationales F 20 501.)

(2) Longtemps le développement de l'industrie apparut comme le meilleur moyen de venir au secours des pauvres, et sous la Révolution on déclarait « que c'était vers l'industrie que devait se tourner l'indigent des campagnes et qu'à le pourvoir de terres on priverait précisément de main-d'œuvre le fabricant et le négociant ». (G. LEFEBVRE *La place de la Révolution dans l'Histoire Agricole de la France. Annales d'Histoire économique et sociale*, Octobre 1929).

LES ÉTRANGERS EN FRANCE DE 1851 A 1911

Nationalités	1851	1866	1876	1881	1886	1891	1896	1901	1906	1911
Allemands	57.061	106.606	59.028	81.986	100.114	83.333	90.746	89.772	87.836	102.271
Austro-hongrois	128.103	275.888	7.498	12.090	11.817	12.909	10.952	11.730	13.021	17.851
Belges	20.357	29.856	374.498	432.265	482.261	465.860	395.498	333.390	310.433	287.126
Britanniques	29.736	32.650	30.077	37.008	36.134	39.687	36.249	36.948	35.990	40.378
Espagnols	—	16.158	62.437	73.781	79.550	77.736	76.819	80.485	80.914	105.760
Hollandais	—	—	18.099	21.232	37.149	9.778	—	6.615	—	6.418
Luxembourgeois	—	—	—	—	—	31.248	—	21.199	—	19.193
Italiens	63.307	99.624	165.313	240.733	284.568	286.082	291.886	330.465	377.638	419.234
Portugais	—	—	1.237	852	1.282	1.331	1.280	719	—	1.262
Sujets russes	9.338	12.164	7.992	10.489	11.980	14.357	15.251	16.061	25.605	35.016
Suisses	23.485	42.270	50.303	66.281	78.584	83.117	74.735	72.042	68.892	73.422
Scandinaves	—	1.226	1.622	2.223	2.423	2.811	—	3.012	—	3.793
Grecs	—	720	892	1.252	1.287	2.035	1.705	2.225	—	2.902
Roum. Serb. Bul.	—	369	702	857	1.148	1.677	—	—	—	8.080
Turcs	—	565	1.174	1.494	1.612	1.851	2.362	2.727	—	8.132
Africains	—	—	—	—	—	813	692	1.150	—	3.120
Asiatiques	—	—	417	510	355	433	342	—	—	1.458
Divers	45.902	36.940	20.465	18.039	16.257	15.943	28.904	39.238	46.576	24.419
Total	379.289	655.036	801.754	1.001.090	1.126.531	1.130.211	1.027.421	1.037.778	1.046.905	1.159.835
°/o de la popul.	1,05 °/o	1,7 °/o	2,1 °/o	2,6 °/o	2,9 °/o	2,8 °/o	2,6 °/o	2,6 °/o	2,5 °/o	2,86 °/o

(1) Recensement de 1911. Tome I, 2^e partie, Tableau VI, page 94.

Les mouvements de l'immigration de 1851 à 1914

C'est à partir de 1851 que l'on possède des recensements réguliers des étrangers. A cette date il y a 380.000 immigrés de toutes nationalités en France. En 1876 il y en a 801.700, en 1886 : 1.126.500 et en 1911 : 1.159.800. Le pourcentage des étrangers par rapport à la population totale, passe de 1,05 % en 1851, à 2,87 % en 1891 et 1911, et à plus de 3,3 % en y comprenant les naturalisés. En un demi-siècle la population étrangère a donc triplé, alors que la population indigène s'accroissait de moins de 1/5. De sorte qu'en 40 ans, de 1851 à 1891, l'augmentation de la population en France est due en grande partie (exactement 39 %) à l'augmentation du nombre des étrangers. A partir de 1891 on constate un certain ralentissement dans l'immigration. Sous l'influence de ce ralentissement d'une part, et de la multiplication des naturalisations d'autre part (1), le chiffre de la population étrangère reste sensiblement le même avec 1.130.000 en 1891 et 1.159.800 en 1911.

Ce sont les pays voisins : Belgique, Allemagne, Suisse, Italie et Espagne qui alimentèrent pour plus de 85 % cette immigration.

Les Belges proches de nos grandes régions industrielles, furent particulièrement nombreux dès le début de la seconde moitié du siècle. Ils quadruplèrent leurs effectifs de 1851 à 1881. Dès 1876 ils étaient 374.500. Mais ils diminuèrent par la suite, notamment après la loi de 1889 sur les naturalisations qui les toucha plus que d'autres, en raison de l'ancienneté de leur séjour en France. En 1911 ils n'étaient que 287.000 contre 482.000 en 1881, et ils ne représentaient plus que 25 % de la population étrangère totale, alors qu'en 1872 ils en formaient 46 %, soit près de la moitié.

Les Italiens, moins nombreux au début, connurent au contraire un accroissement rapide et continu à la fin du siècle. De 63.000 en 1851 ils passent à 419.000 en 1911, soit une augmentation de plus de 700 %. Leur part dans l'immigrations s'élève de 16 % en 1851, à 36 % en 1911.

Les Espagnols accroissent régulièrement leur nombre. De 29.000 en 1851 ils s'élèvent à 105.000 en 1911, soit 9 % du total de la population étrangère, contre 7 % en 1851.

Les Allemands connurent des fluctuations importantes. De 53.000 en 1851, ils tombent à 39.000 après la guerre de 1870. Mais, ils reviennent vite et en 1911 ils sont 102.000 en France. Cependant leur accroissement reste faible comparé à celui des autres nationalités.

(1) Surtout après la loi de 1889 sur les naturalisations d'office. Cette loi attribue de plein droit, la qualité de Français aux personnes nées en France de parents étrangers, et résidant en France au moment de leur majorité. La loi militaire du 15 juillet 1889 a établi que les individus nés en France d'étrangers y résidant seraient inscrits sur les listes de recrutement et deviendraient, par là même, Français, sauf à en être rayés sur leur réclamation.

Leur pourcentage dans l'immigration tombe de 15 % en 1851 à 9 % en 1911.

Les Suisses connurent une augmentation régulière, mais très lente. De 25.000 en 1851, ils s'élèvent à 73.000 en 1911. Ils maintiennent ainsi leur pourcentage dans la population étrangère totale avec 6,7 % en 1851 et 6,5 % en 1911.

Les autres nationalités : *Anglais, Russes-Polonais, Hollandais, Luxembourgeois, Austro-Hongrois*, etc... ne fournissaient qu'un nombre bien plus réduit de travailleurs. En 1891, les Hollandais-Luxembourgeois réunis ne constituent que 3,6 % de la population étrangère, et les Anglais 3,5 %. Au début du *xx^e* siècle, sous l'influence du développement des communications, on note un accroissement sensible dans la venue des étrangers des pays éloignés. C'est ainsi que le nombre des Russes (y compris les Polonais-Russes) passe de 16.000 en 1901 à 35.000 en 1911, soit plus du double. Celui des Austro-Hongrois de 11.700 en 1901, s'élève à 17.800 en 1911. Par contre, les nationalités qui fournissaient peu d'ouvriers et où dominait l'élément touriste, ne s'accroissaient guère. Les Anglais qui sont 37.000 en 1881, sont 40.000 en 1911. Même lenteur d'accroissement chez les Américains.

Le tableau suivant indique la part proportionnelle de chaque nationalité dans le nombre total des étrangers à différentes époques :

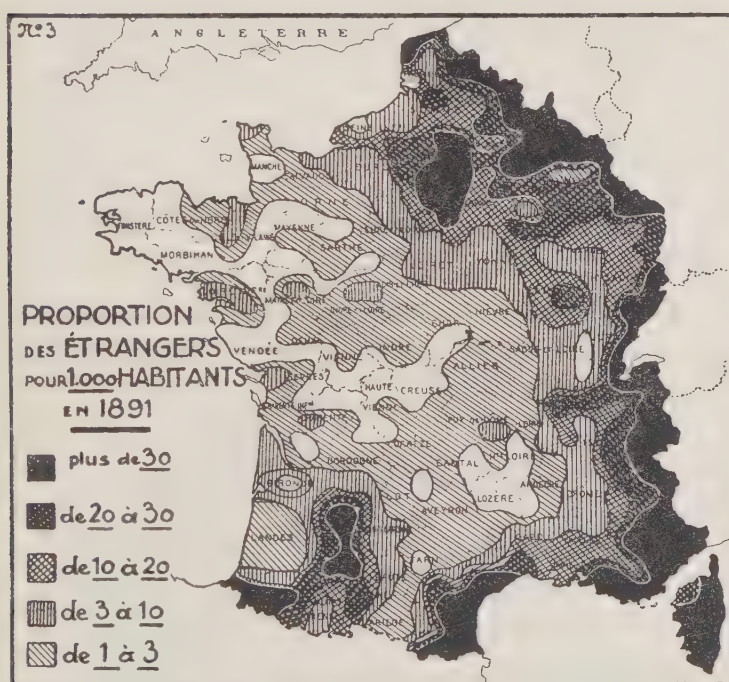
Nationalités	1851	1872	1881	1891	1911
Belges	33 %	46 %	43 %	41 %	25 %
Italiens	16 %	15 %	24 %	25 %	36 %
Allemands	15 %	14 %	8 %	7 %	9 %
Espagnols	7 %	7 %	7 %	7 %	9 %
Suisses	6 %	5 %	6 %	7 %	6 %
Russes(et Polon.)	2 %	1 %	1 %	1 %	3 %
Anglais	5 %	3 %	3 %	3 %	3 %
Austro-Hongrois	— %	0,7 %	1,2 %	1 %	1,5 %

C'est parmi les nationalités qui fournissent des travailleurs pour les gros travaux que l'accroissement est le plus fort. Les Italiens, les Espagnols, les Russo-Polonais qui donnent surtout des manœuvres, des terrassiers ou des ouvriers agricoles, voient leur pourcentage augmenter, tandis que les Allemands, les Anglais et même les Suisses gardent le leur ou même enregistrent une réduction sensible.

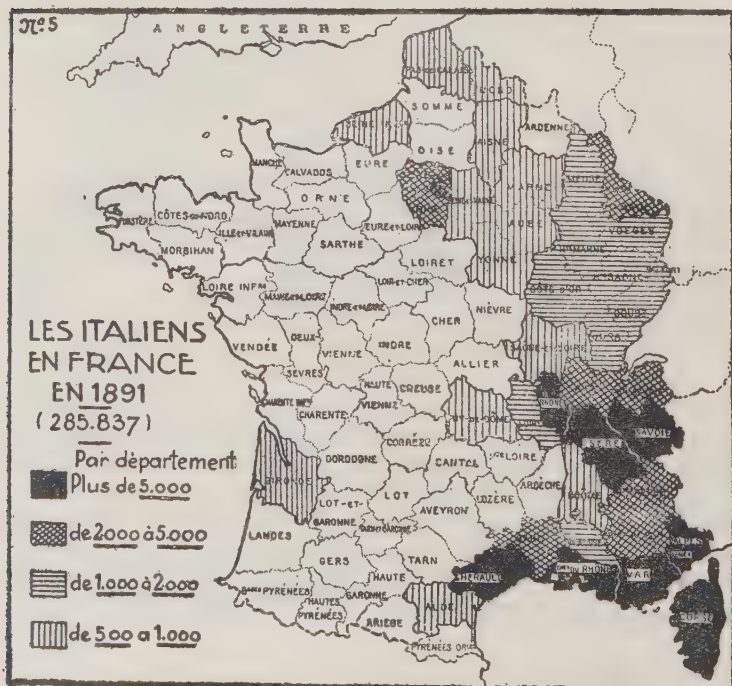
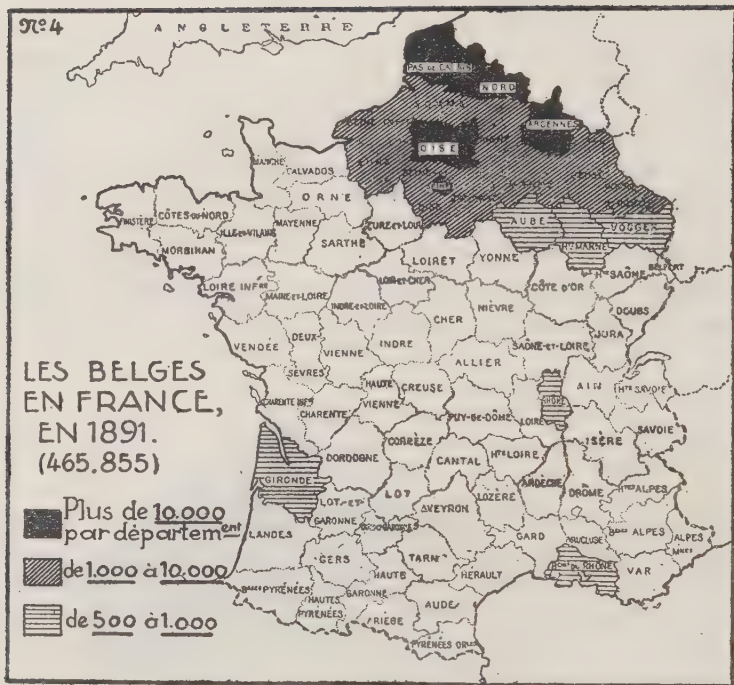
Les chiffres fournis par les recensements quinquennaux ne tiennent pas compte évidemment de l'*immigration saisonnière et frontalière*. C'est ainsi que la diminution importante du nombre des Belges, qui de 482.000 en 1886 tombe à 287.000 en 1911 est attribuable non seulement aux naturalisations et à la réduction de l'immigration dans le Nord, mais aussi à l'accroissement du nombre des frontaliers grâce au développement des chemins de fer et des abonnements ouvriers. Un grand nombre de Belges, tout en habitant la Belgique où la vie était moins chère, venaient tra-

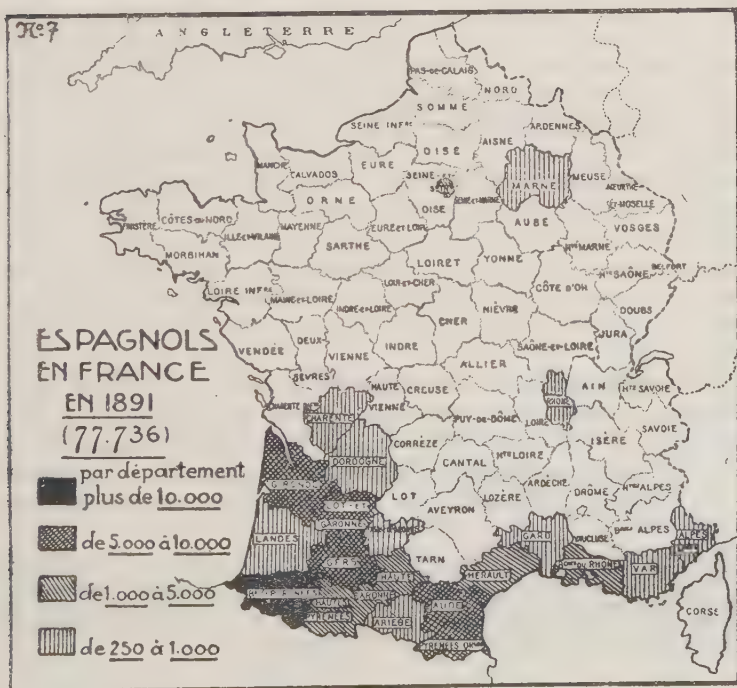
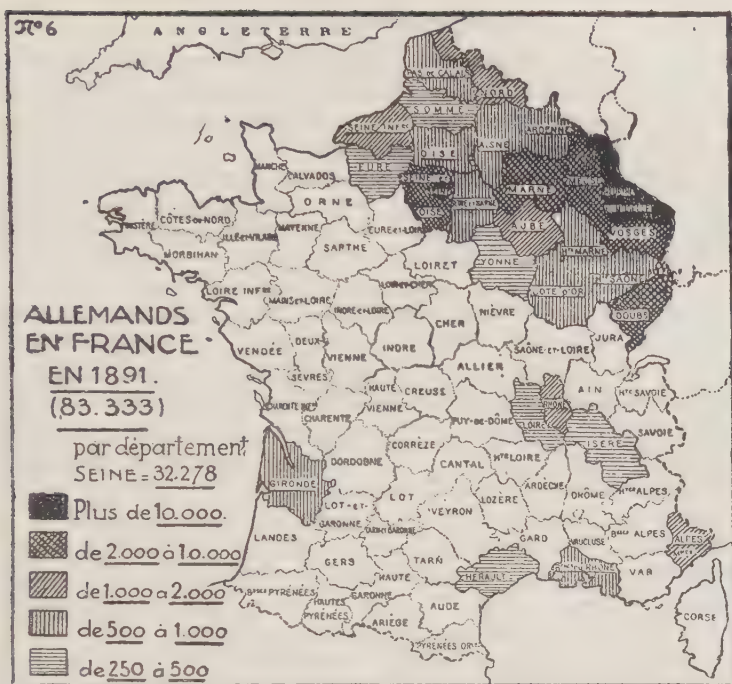
vailler en France. En 1913, on estimait à 50 ou 60.000 le nombre des travailleurs qui passaient ainsi journallement la frontière du Nord. On notait un développement analogue de l'immigration saisonnière : ouvriers agricoles, briquetiers, ouvriers pour la campagne sucrière, etc... Au début du xx^e siècle les saisonniers de toutes nationalités fournissaient à la France plus de 100.000 travailleurs chaque année.

La répartition géographique de la population étrangère. Les étrangers se cantonnaient très nettement dans les régions



proches de leur pays d'origine. De sorte que la carte de leur répartition géographique dessine exactement les contours de la France continentale et méditerranéenne. Il n'y avait de pénétration un peu importante vers l'intérieur que dans la région du Nord et dans la région parisienne très industrialisée, et aussi dans l'Aquitaine où le déficit de population était plus accentué. L'influence des villes comme centres d'attraction de main-d'œuvre était également sensible. On constatait l'existence de colonies étrangères importantes





à Paris (1), à Lyon, à Bordeaux, à Dijon, etc. La carte (n° 3 page 41) qui donne la répartition des étrangers en France en 1891 révèle toutes ces particularités et fait bien ressortir l'importance de la zone frontière comme région d'immigration.¹

En 1911, six départements comptaient plus de 40.000 étrangers :

Seine	204.000	Alpes-Maritimes	99.000
Nord	180.000	Meurthe-et-Moselle	66.000
Bouches-du-Rhône	137.000	Var	49.000

La proportion de la population étrangère par rapport à la population totale était particulièrement élevée dans la région méditerranéenne et ensuite dans l'Est et le Nord. Elle s'élevait à 29,7 % dans les Alpes-Maritimes soit près du tiers, à 16 % dans les Bouches-du-Rhône, et 14 % dans le Var. Dans la Meurthe-et-Moselle elle était de 11 % et dans le Nord de 9 %. Les pourcentages les plus faibles se trouvaient dans la partie océanique et centrale de la France, où le nombre des immigrants était insignifiant.

Les *Belges* se massaient dans toute la région du Nord et par les vallées de l'Oise et de l'Aisne atteignaient la région parisienne. Les seuls départements du Nord, du Pas-de-Calais et des Ardennes comptaient à eux trois en 1891 plus des 3/4 du total de la population belge en France : 340.000 sur 465.000 (Carte n° 4).

Les *Italiens* se dispersaient davantage. Dès 1881, près de 30 départements en possédaient plus de 1.000, dont certains très éloignés de la frontière italienne, tels la Vendée, le Pas-de-Calais, l'Aisne, la Meuse et la Haute-Marne. En 1891 la diffusion de leur immigration vers l'intérieur, notamment vers le Nord et l'Est industriels et miniers, s'est encore accentuée ainsi que le révèle la carte n° 5. Cette dispersion s'explique par le fait que les Italiens assuraient les travaux les plus rudes et les plus salissants qui étaient partout abandonnés par les Français. Néanmoins c'était dans les régions frontières : régions méditerranéenne, lyonnaise et dauphinoise que la plus grande partie de la population italienne restait cantonnée. Elle entrait en France en suivant la côte ou en passant par les cols de Savoie, notamment par le col du Mont-Cenis, d'où elle se dirigeait vers Lyon, et de là vers Paris et le Nord, par les vallées de la Saône et de la Seine (Carte n° 5).

Les *Allemands* restaient surtout dans l'Est et dans la région parisienne. En 1891, plus du tiers d'entre eux résidaient dans le département de la Seine. Après la Seine venaient la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, la Meuse, le Doubs, la Seine-et-Oise et la Marne qui en avaient chacun plus de 2.000. La région méditerranéenne

(1) Il y avait à Paris en 1911 : 194.000 étrangers, soit 6,8 % de la population totale alors qu'il n'y en avait que 3,3 % à Londres, 2,6 % à Berlin et 2 % à Vienne. Il y avait à cette époque : 33.500 Italiens, 28.990 Allemands, 24.300 Belges, 24.000 sujets russes et 19.500 Suisses. La proportion d'employés et de patrons était légèrement plus élevée que dans le reste de la France. Sur les 123.000 étrangers actifs, on comptait : 33.000 patrons, 26.700 employés et 58.600 ouvriers.

les attirait également et il y en avait des colonies assez importantes à Marseille et à Nice (Carte N° 6).

Les *Espagnols* étaient en général parmi les plus misérables des immigrants. Beaucoup venaient à pied. Aussi restaient-ils plus que d'autres cantonnés dans la région frontière. Ils pénétraient en France par les deux extrémités des Pyrénées et allaient d'un côté jusqu'à Bordeaux, de l'autre jusqu'à Montpellier et même Marseille. Ils travaillaient surtout dans l'agriculture. Au début du ^{xx}e siècle, ils vinrent en plus grand nombre dans l'industrie à laquelle ils fournirent des manœuvres et dès lors leur immigration se dispersa davantage à l'intérieur du pays (Carte N° 7).

Les *Suisses*, tout comme les Allemands, se répandaient dans toute la partie septentrionale de la France. Ils constituaient des colonies importantes dans la région parisienne et dans la région méditerranéenne. Naturellement la région frontière du Jura et des Alpes en avait le plus grand nombre.

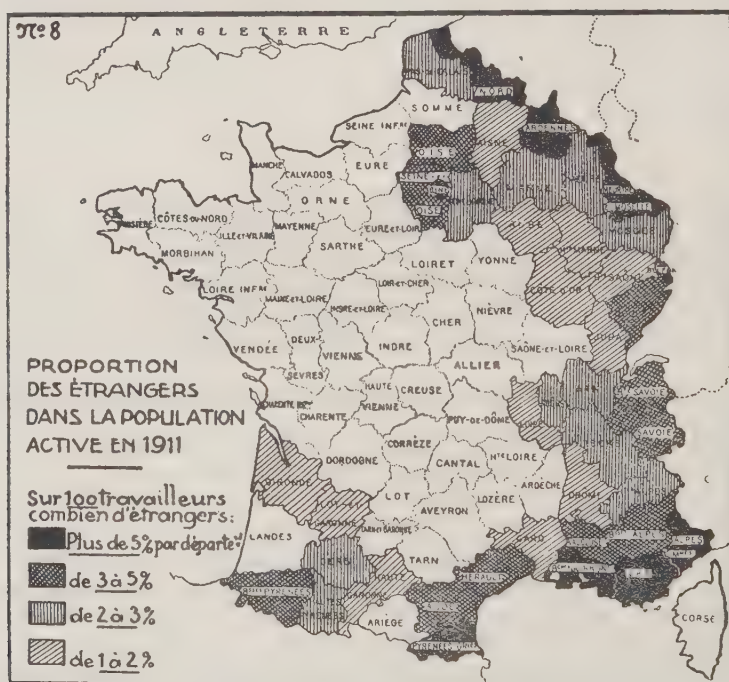
Les autres nationalités étaient surtout représentées dans le Nord et l'Est, plus industrialisés et en relation plus directe avec l'Europe continentale, notamment avec la Hollande, le Luxembourg, la Pologne russe, etc... La région méditerranéenne possédait une grande partie des éléments balkaniques et orientaux et aussi des touristes de toutes nationalités : Anglais, Américains, Russes, etc...

Importance de la population active dans la population étrangère. L'importance du rôle économique de l'immigration étrangère ressortait de la prédominance des éléments ouvriers et en âge de travailler. En 1911, les étrangers constituaient 3,2% de la population active en France (Carte n° 8) alors qu'ils ne représentaient que 2,8% de la population totale. Sur 100 étrangers il y en avait 58 d'actifs, alors qu'il n'y avait que 52 individus actifs sur 100 Français. Les travailleurs étaient particulièrement nombreux parmi les émigrés des pays moins évolués que le nôtre et qui étaient par conséquent plus aptes aux travaux inférieurs et rudes. C'était le cas pour les Italiens, les Espagnols et même les Belges. Par contre, l'élément actif était plus réduit parmi les immigrants appartenant à des pays plus évolués, comme l'Angleterre et l'Amérique. Le tableau suivant donne la proportion de la population active dans chaque nationalité en 1911 :

Nationalités	Population totale	Population active	Pourcentage de la population active
Français	38.400.000	20.200.000	52 %
Italiens	419.000	258.000	61
Suisses	73.000	46.000	63
Allemands	102.000	62.000	61
Belges et			
Luxembourg.	306.000	182.000	59
Espagnols	105.000	61.000	58
Russes	35.000	16.000	46
Anglais	40.000	15.000	37
Divers	79.000	35.000	44

Si l'on ne considère que la population mâle, on constate que le pourcentage de l'élément actif y était encore plus élevé. En 1911, il était de 80 % chez les Belges et les Suisses, de 78 % chez les Italiens, 77 % chez les Espagnols, 73 % chez les Allemands, 65 % chez les Russes, contre 49 % chez les Anglais.

L'élément *masculin* dominait d'ailleurs nettement dans la population étrangère, tant en raison du rôle actif de l'immigration que de la nature des travaux assumés. La population totale étrangère se composait, en 1911, de 624.000 hommes et 535.000 femmes,



soit 54 % pour le sexe masculin et 46 % pour le sexe féminin. Dans la population française au contraire l'élément féminin dominait avec 51 % contre 49 % à l'élément masculin. Plus les immigrés d'une nationalité se livraient à des travaux pénibles, plus le nombre des femmes était réduit. C'était le cas pour les Italiens qui, en 1911, comptaient beaucoup plus d'hommes que de femmes, avec 237.000 hommes contre 182.000 femmes. Les Espagnols avaient 60.800 hommes et 44.000 femmes à la même époque. Par contre, les Allemands qui se plaçaient dans des professions moins pénibles, notamment dans le vêtement, l'hôtellerie et la domesticité où les femmes pouvaient s'employer, avaient en 1911, plus de femmes que d'hommes :

57.500 femmes et 44.700 hommes. Chez les Anglais où la population active était des plus réduites, l'élément féminin prédominait également avec 23.000 femmes contre 17.000 hommes.

Le rôle actif de l'immigration ressortait également de la *jeunesse relative* de la population étrangère, surtout composée d'individus en pleine productivité. Le groupe d'âge de 20 à 59 ans était particulièrement important. Il constituait 79% de la population étrangère alors que dans la population française il ne formait que 73%. Par contre, le groupe des vieillards était proportionnellement deux fois moins nombreux chez les étrangers (6,4%) que chez les Français (12%) (1). La jeunesse relative de la population étrangère se révélait d'ailleurs par une forte natalité : 25‰ en 1888, contre 23‰ pour les Français. Ce pourcentage apparaissait d'autant plus élevé qu'un grand nombre d'immigrés étaient condamnés au célibat. Les étrangers avaient par ménage 3,7 enfants, alors que les Français n'en avaient que 2,6. Cette forte natalité révèle le caractère ouvrier de l'immigration, puisque la fécondité restait à cette époque l'apanage des classes pauvres et peu évoluées. Comme la mortalité était naturellement faible chez les étrangers : 16‰, contre 22‰ chez les Français, il en résultait un excédent de naissances très élevé. En 1888 cet excédent était de 11.100, soit le quart de l'excédent pour toute la France. En 1890, la France avait un excédent de décès de 43.750 et les étrangers un excédent de naissances de 5.304, ce qui faisait dire que la population française ne se recrutait plus que parmi les étrangers !

La *répartition professionnelle* de la population étrangère était assez différente de celle de la population française. Les étrangers se trouvaient surtout attirés par l'industrie en plein développement qui pouvait offrir des salaires suffisants. L'agriculture, malgré ses besoins, n'avait que 19% des étrangers en 1891, et seulement 12% en 1911. Dans les professions libérales et administratives la proportion d'étrangers était naturellement très faible. La répartition professionnelle des populations française et étrangère s'établissait ainsi en 1891 et 1911 :

(1) La répartition par groupes d'âge des populations actives française et étrangère était la suivante en 1911 :

Groupes d'âge	Français	° / °	Étrangers	° / °
Moins de 20 ans	2.835.000	13,9	95.072	14
20 à 39 ans	8.607.000	42	349.000	52
40 à 59 ans	6.376.000	31	185.000	27
60 et plus	2.435.000	11,9	42.000	6,4
Non déclarés	37.600	0,5	2.500	0,2

Catégories professionnelles	1891		1911	
	Population française	Population étrangère	Population française	Population étrangère
Agriculture	47 %	19 %	42 %	12 %
Industrie	26 %	50 %	30 %	43 %
Commerce et transp.	14 %	20 %	16 %	29 %
Professions libérales et administratives	6 %	4 %	6 %	6 %
Services domestiques	—	—	4 %	9 %

Les étrangers dans l'industrie et le commerce

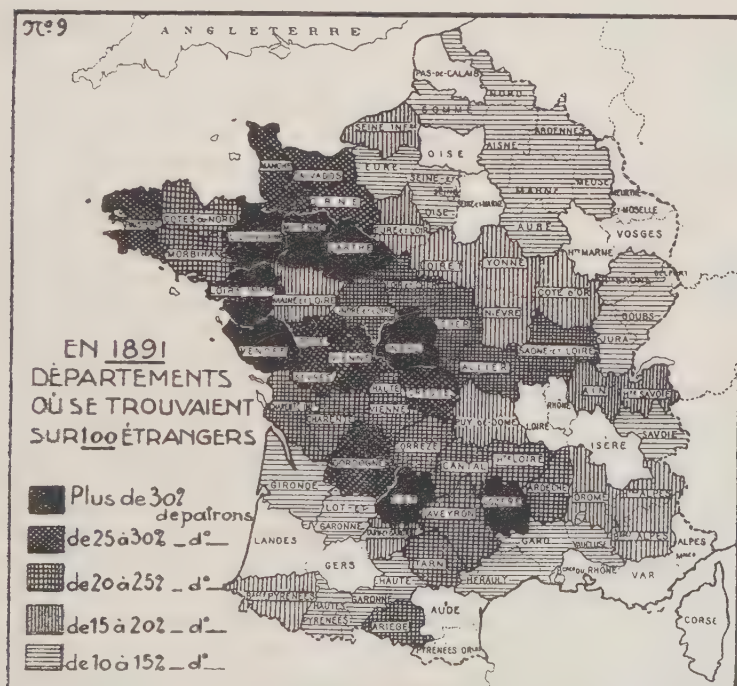
Le nombre de travailleurs étrangers occupés dans l'industrie, le commerce et la domesticité s'accroît sans arrêt au ^{xix}e siècle et au début du ^{xx}e. Et même, à partir de 1881, les besoins de ces activités en plein développement furent tels, qu'ils absorbèrent toute l'augmentation de la population étrangère au détriment de l'agriculture. De 400.000 en 1891, le nombre des travailleurs étrangers des professions non agricoles passe à 590.000 en 1911. A cette époque, l'industrie seule occupait les 2/3 des étrangers en France et le commerce 11 %, soit pour ces deux grandes branches d'activité, environ 75 %. Le tableau suivant donne la répartition de la population étrangère active dans les différents groupes professionnels non agricoles, en 1911 :

Professions	Patrons	Employés	Ouvriers	Total
Industries extractives	350	—	20.270	20.620
Industries de transformation	63.030	5.030	208.160	276.220
Manutention et transports	3.830	250	101.750	105.830
Professions commerciales	43.640	51.160	—	94.790
Professions libérales et admin.	10.980	20.300	1.220	32.510
Services domestiques	—	—	65.920	65.920
	121.830	76.740	397.320	595.890

Le caractère ouvrier de l'immigration dans les professions industrielles et commerciales, apparaît ici avec la faible proportion des patrons et employés. Alors que les patrons français constituaient près de 30 % de la population occupée dans l'industrie et le commerce, les patrons étrangers ne représentaient que 20 % de la population étrangère des mêmes groupes professionnels. Sur les 596.000 travailleurs étrangers des professions non agricoles en 1911, 67 % étaient des ouvriers et 12 % des employés. Les salariés (ouvriers et employés) constituaient donc 80 % du total de la population active étrangère non agricole.

Les *ouvriers* étrangers allaient surtout dans les industries de transformation puis dans la manutention et les transports et dans les industries extractives. Ces trois groupes d'activités industrielles occupaient, en 1911, 80 % du total des ouvriers étrangers. Le reste se trouvait dans les services domestiques. Dans l'industrie les tra-

vailleurs étrangers constituaient 6,4% du total de la population ouvrière et dans les services domestiques 7%, alors que l'élément étranger ne représentait que 2,9% de la population globale. Le pourcentage de la main-d'œuvre étrangère était surtout très élevé dans les professions rudes et ingrates. Les étrangers donnaient 14% du total des ouvriers dans la manutention et les transports, où ils étaient surtout journaliers, manœuvres et portefaix (68.000). Ils constituaient 13,5% des travailleurs du bâtiment et du terrassement, 9% des industries extractives (mines), 5% des travailleurs des métaux et du bois. Ils étaient également nombreux dans les services domestiques, volontiers désertés par les Français. Dans les hôtels, débits et restaurants 10.500 étrangers constituaient près de 20% du total des salariés. Quand aux femmes salariées, plus du tiers, exactement 58.300, étaient domestiques et formaient 8% du total de ce groupe professionnel ; 11.100 étaient cuisinières et 31.600 travaillaient dans les textiles et le vêtement.



Les patrons étrangers étaient au nombre de 67.000 dans l'industrie et de 43.000 dans le commerce. C'étaient surtout des petits artisans et petits commerçants : tailleurs, cordonniers, commerçants de l'alimentation, petits entrepreneurs (maçons-plâtriers, peintres-

vitriers), des commissionnaires-courtiers et des marchands forains. Plus du tiers des patrons étaient italiens, un autre tiers étaient belges. Venaient ensuite les Espagnols, les Suisses, les Allemands et les sujets russes.

La proportion des patrons et des ouvriers dans la population étrangère variait considérablement suivant les régions. En règle générale, les ouvriers étaient beaucoup plus nombreux dans les régions frontières ; les patrons et employés constituaient, au contraire, une proportion de plus en plus forte de la population étrangère au fur et à mesure que l'on avançait à l'intérieur du pays. C'est ainsi qu'en 1891, les plus forts pourcentages de patrons se trouvaient dans les parties océaniques et centrales de la France : Bretagne, Vendée et Massif Central, comme l'indique la carte n° 9. Par contre, la proportion des ouvriers était très élevée dans les régions proches des frontières continentales. De sorte que l'immigration perdait de son caractère ouvrier en pénétrant à l'intérieur du pays. Cela s'explique, en partie, par la répartition des industries et par le fait que les étrangers entrant en France restaient dans les régions frontières où ils trouvaient de nombreux compatriotes et ne s'avançaient vers le Centre et l'Ouest que lorsqu'ils étaient déjà plus francisés et possédaient quelques économies facilitant leur accession au patronat. Cette francisation plus accentuée des étrangers de l'intérieur se trouvait confirmée par la plus forte proportion de naturalisés et d'étrangers nés en France.

Chaque nationalité se dirigeait vers les activités qui lui convenaient le mieux (1). Les *Italiens*, moins évolués au point de vue économique, habitués aux durs travaux, allaient de préférence dans les transports et la manutention, où ils étaient 51.500 en 1911, presque tous comme journaliers, portefaix et manœuvres. Dans un grand nombre de ports méditerranéens on ne trouvait plus qu'eux, et quelques Africains et Orientaux, pour décharger les navires. Ils étaient également très nombreux dans le bâtiment, où l'on comptait 16.000 maçons-plâtriers, 10.000 terrassiers-puisatiers, 4.000 peintres-vitriers, etc... Ils venaient surtout à l'époque des grands travaux qui exigeaient une main-d'œuvre abondante et extraordinaire : voies ferrées, canaux tunnels, etc... Quant aux Italiennes, 17.500, soit 1/3 des salariées, étaient domestiques et on comptait 7.000 couturières et 2.100 débitantes.

Les *Espagnols* avaient à peu près la même répartition professionnelle et fournissaient surtout des journaliers, manœuvres et portefaix (6.200), des terrassiers-puisatiers (6.900), des mineurs et carriers (2.000).

Les *Belges*, qui appartenaient à un pays plus industrialisé, se partageaient en trois grands groupes à peu près égaux : 1° les textiles ; 2° les métaux ; 3° le bâtiment. Ils donnaient en 1911, 23.000 fileurs,

(1) Voir tableau d'ensemble en annexe N° 1.

tisseurs et bonnetiers et 18.000 métallurgistes. Comme les Italiens, ils étaient nombreux dans le groupe hôtels-débits, surtout dans les régions où se trouvaient un grand nombre de leurs compatriotes.

Les Allemands, plus évolués, recherchaient des professions moins pénibles. Le plus grand nombre allait dans le commerce et les métaux, puis dans les textiles et les transports. Le groupe de beaucoup le plus important (21.500) était celui des domestiques et des cuisiniers, où se trouvaient de nombreuses femmes. L'enseignement comptait près de 2.000 Allemands.

Les Suisses avaient sensiblement les mêmes goûts et les mêmes aptitudes que les Allemands. Ils recherchaient particulièrement les professions commerciales et hôtelières, où leur connaissance de plusieurs langues les avantageait. Un certain nombre venaient comme graveurs, horlogers et ouvriers des industries du bois. Les Suissesses étaient recherchées comme domestiques.

Les Russes étaient nombreux comme tailleurs, casquettiers et pelletiers-fourreurs, activités préférées des juifs polonais.

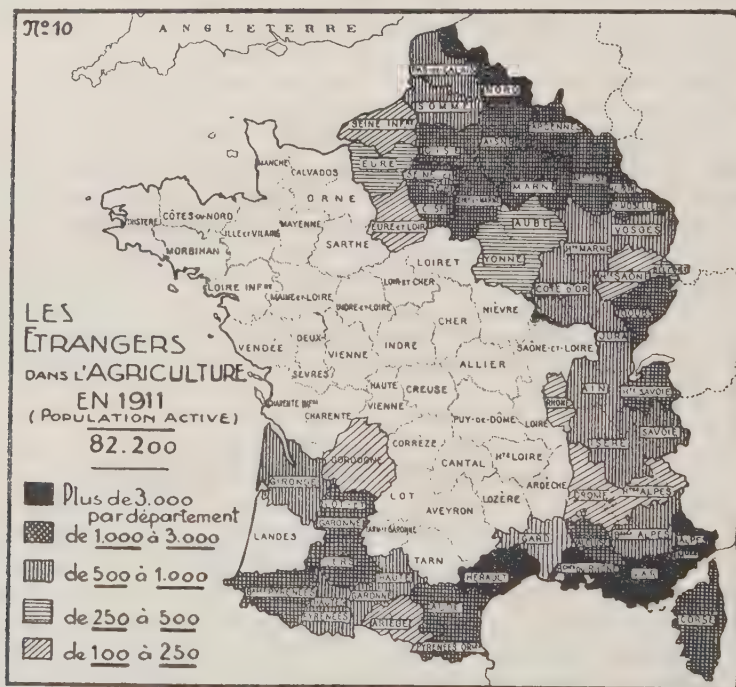
Au total, l'immigration amenait bien dans les activités industrielles et commerciales, la main-d'œuvre de complément nécessaire par la défaillance de la population indigène. C'étaient les travaux les plus durs et les plus salissants ou les plus ingrats, qui occupaient le plus grand nombre de travailleurs étrangers. Les journaliers, manœuvres et portefaix des transports (85.000), les domestiques (63.000), les métallurgistes-manœuvres (41.000), les maçons-plâtriers (23.000), les terrassiers-puisatiers (20.000) et les carriers-mineurs (20.000) constituaient, à eux seuls, la moitié de la population étrangère dans l'industrie et le commerce.

Les étrangers dans l'agriculture

Les étrangers occupés dans l'agriculture furent toujours inférieurs aux besoins. La même concurrence qui attirait à l'industrie une partie de la main-d'œuvre agricole française, arrêta les travailleurs étrangers dans les professions non agricoles. Il faut remarquer, d'ailleurs, que les causes favorisant l'exode rural : salaires inférieurs, isolement, etc... étaient encore plus sensibles pour des immigrés déracinés que pour les Français. Aussi, dès la fin du XIX^e siècle, l'augmentation de la population étrangère ne profite guère qu'à l'industrie et au commerce dont le pourcentage s'accroît de 1891 à 1911, cependant que celui des étrangers occupés dans l'agriculture diminuait de 19% à 12% dans le même temps, avec 98.700 individus en 1891 et 82.200 en 1911. Ces chiffres apparaissent d'autant plus réduits que l'agriculture occupait une grande place dans l'économie. Il est vrai qu'il faut ajouter aux chiffres fournis par les recensements, les saisonniers et frontaliers, environ 100.000, qui constituaient

précisément la main-d'œuvre salariée d'appoint qui manquait le plus à l'agriculture. On arrivait ainsi avant la guerre à un total approximatif de 180.000 travailleurs étrangers, dont plus de la moitié temporaires. Ce chiffre restait encore faible comparé aux 595.000 immigrés occupés dans l'industrie et le commerce. Le pourcentage des travailleurs étrangers dans l'agriculture ressortait à 23% de la population étrangère active, saisonniers compris, contre 77% aux professions non agricoles.

La répartition géographique et par nationalité. — La répartition géographique de la population étrangère agricole était encore plus nettement frontalière que dans l'industrie (carte 10). Chaque



nationalité restait localisée dans les départements proches de son pays d'origine et s'avancait peu à l'intérieur du pays où il n'y avait pas, comme dans l'industrie et le commerce, l'attraction des centres d'activité. Les Belges restaient dans le Nord, les Allemands et les Suisses dans l'Est et le Nord-Est, les Italiens dans la région méditerranéenne, les Espagnols dans le Sud-Ouest et le Languedoc et les Polonais dans le Nord-Est.

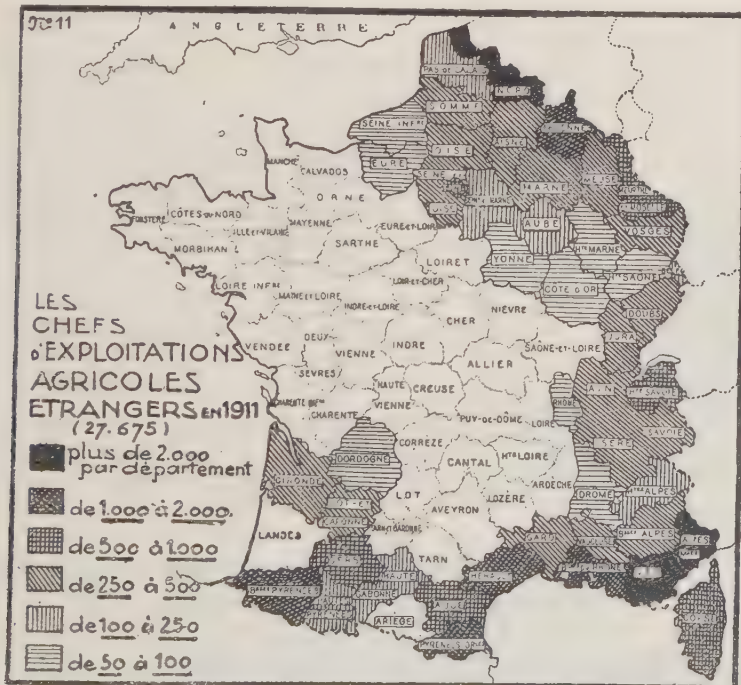
Les *Italiens* étaient les plus nombreux d'après les chiffres des

recensements. En 1911 on en comptait 32.000, soit 40 % du total des étrangers occupés dans l'agriculture. Il convient d'y ajouter une moyenne annuelle de 20.000 saisonniers, ce qui portait à 50.000 le chiffre de la main-d'œuvre agricole italienne.

Les *Belges* venaient ensuite avec 19.400 travailleurs, soit 30 % du total. En tenant compte de leurs 40.000 saisonniers annuels, ils arrivaient au premier rang pour l'immigration agricole avec environ 60.000 travailleurs.

Les *Espagnols* n'avaient que 16.400 immigrés dans l'agriculture, soit 20 % de la population étrangère agricole. Mais le nombre de leurs saisonniers était évalué à 20 ou 25.000, ce qui élevait le total de la main-d'œuvre espagnole à 40.000 environ. De sorte que plus de la moitié (56 %) des Espagnols entrés en France allaient dans l'agriculture. Cette préférence des Espagnols pour le travail de la terre s'explique par le fait qu'ils fournissaient une main-d'œuvre assez fruste et peu évoluée économiquement, et aussi parce que l'agriculture du Midi souffrait déjà plus particulièrement de la pénurie de travailleurs,

Les *Suisses* occupaient le 3^e rang avec 6.800 travailleurs. Puis venaient les *Allemands* avec 3.382, les *Polonais*, les *Luxembourgeois* et les *Autrichiens*.



1° Les chefs d'exploitations. — Sur les 82.200 travailleurs agricoles recensés en 1911, il y avait 27.600 patrons et 54.600 ouvriers. Le patronat représentait donc 33 % de la population étrangère active dans l'agriculture. Mais ce pourcentage tombait à 15 % si l'on tenait compte des saisonniers, alors que dans la population française agricole le patronat représentait 61 %. Conservant encore la plupart de ses vieux cadres cependant qu'elle perdait ses salariés, l'agriculture exigeait d'ailleurs une immigration essentiellement ouvrière, plus encore que l'industrie et le commerce dont l'essor demandait à la fois des cadres et de la main-d'œuvre. Les patrons étrangers étaient soit propriétaires, soit fermiers ou métayers, et quelques-uns horticulteurs. La pénétration vers l'intérieur ne s'amorçait que dans la région parisienne et dans le bassin aquitain, ainsi que le fait ressortir la Carte N° 11 (page précé-^{de} lente.) Une enquête effectuée en 1891 (1) donne des renseignements sur la répartition géographique et sur la nationalité de ces agriculteurs étrangers. On comptait alors 26.899 exploitants, dont 10.183 propriétaires, 14.054 fermiers ou métayers, 1.186 horticulteurs et 1.476 bûcherons et charbonniers. Ils étaient naturellement très nombreux dans les régions frontalières. En général les fermiers dominaient dans le Nord, pays de grandes exploitations, alors que les propriétaires étaient proportionnellement plus nombreux dans le Midi.

Par ordre d'importance les départements les plus atteints par la colonisation en 1891 se classaient ainsi :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Horticulteurs maraichers	Total
Nord	4.456	8.176	212	12.844
Alpes-Maritimes	602	998	134	1.734
Basses-Pyrénées	397	857	76	1.330
Ardennes	333	337	48	718
Doubs	218	263	10	491
Hérault	373	57	55	485
Pyrénées-Orient.	210	212	3	425
Corse	147	185	78	410
Haute-Savoie	269	124	6	399
Lot-et-Garonne	131	134	34	299
Aisne	126	215	17	358
Marne	219	92	28	339

Le département du Nord à lui seul renfermait près de la moitié des colons et en comptait 8 fois plus que les Alpes-Maritimes qui venaient au second rang par le nombre d'étrangers chefs d'exploitations agricoles (2).

2° Les salariés. — Les salariés agricoles étaient en majorité des saisonniers : environ 95.000, sur un total de 150.000 en 1911. L'immi-

(1) Archives Nationales. Sous-Série F 20. Statistiques n° 858.

(2) En 1891, le département du Nord comptait 295.900 étrangers, soit 17 % de la population totale. Presque tous étaient Belges; 289.500. Cette énorme population belge explique l'importance de la colonisation.

gration ouvrière agricole avait donc un caractère à la fois spontané et temporaire. Ce caractère était particulièrement accentué chez les *Belges* qui venaient très nombreux comme saisonniers et frontaliers : environ 40.000 à 50.000 chaque année (1). « Rarement, dit M. Demangeon, ils se fixent à demeure ; ils campent plutôt qu'ils ne logent dans des cantines misérables. » (2) Ils s'employaient surtout dans les grandes exploitations de l'Aisne, de l'Oise, de la Somme, de la Seine-et-Marne et descendaient jusque dans le Loiret. Dans la région parisienne ils formaient jusqu'aux 2/3 des effectifs d'été des grandes fermes. Les bûcherons arrivaient les premiers, au début de l'hiver. Ils vivaient près de 6 mois dans des huttes des forêts du Nord, notamment dans la région de Fumay et de Charleville, et parfois descendaient jusque dans les forêts du Centre de la France. Ils s'en retournaient au moment de la fenaison. A cette époque, avec l'apparition de la belle saison, commençait le grand afflux des saisonniers, en majorité Flamands, venus pour les travaux de la betterave. Ils arrivaient par bandes, en général une dizaine d'hommes, des enfants en âge de travailler et parfois une femme pour faire le ménage. Un intermédiaire, le « plaegbaas », se chargeait de l'embauchage moyennant une commission et les amenait à la ferme où ils devaient travailler. Durs au labeur, ils travaillaient à la tâche jusqu'à l'épuisement. Ne se nourrissant que de pommes de terre, couchant sur la paille, dans les granges ou dans les cantines, ils remportaient en général la presque totalité de leur gain, soit près du double de ce qu'ils auraient pu gagner chez eux. Les ouvriers français restés au pays ne voyaient pas sans dépit « la venue de ces étrangers plus soumis et mieux payés qu'eux-mêmes. Ils se moquaient de leur pauvre accoutrement, les appelaient « clouftjes » (sabots) injure où tient l'immense mépris de l'homme en souliers pour celui qui marche pieds-nus, tenant ses sabots à la main de crainte de les user » (3). On les appelait aussi les « fransmannen » ou encore les « boyaux rouges » (4). Quelques-uns ne restaient qu'une quinzaine de jours, notamment en Flandre, mais le plus grand nombre venaient pour plusieurs mois. Leur extension suivit le développement de la culture de la betterave et des sucreries jusque dans la Beauce et dans la Brie. Ils s'engageaient d'abord pour le binage des betteraves au début de mai, par sections de 5, 10 ou même 50. Puis ils faisaient la moisson, d'abord celle du bassin parisien, puis celle plus lente à mûrir de la Brie. Ils remontaient ensuite vers la Picardie, la Somme et l'Aisne, pour les blés et les avoines tardives (5). Après ces trois moissons successives, un certain nombre repartaient

(1) VANDERVELDE. *L'exode rural*, p. 176 et suivantes. Paris 1910.

(2) A. DEMANGEON. *La Picardie et les régions voisines*, p. 417, Colin, 1905.

(3) BLANCHARD. *La Flandre*, p. 513. Colin 1906.

(4) On les appelait boyaux rouges en raison de leur grosse consommation de pomme de terre qui est la nourriture du porc et que celui-ci, disait-on, a les boyaux rouges.

(5) VANDERVELDE. *ouv. cit.*

en Belgique, pour revenir en octobre à la campagne des sucreries. Les autres restaient dans les fermes du Nord pour couvrir les meules, faire les battages et tous les travaux accessoires, en attendant l'arrachage des pommes de terre et de la betterave.

Venaient également quelques houblonniers en automne. « Très pauvres, ils partaient à pied, cheminaient par bandes, chantant le long des routes au son d'un accordéon. Pendant trois semaines à un mois que dure la cueillette du houblon le pays vit dans la terreur ; les batailles sont fréquentes entre les houblonniers qui vivent pêle-mêle dans les granges. » (1)

C'est en novembre qu'avait lieu le départ définitif pour la Belgique, où les ouvriers trouvant difficilement du travail en hiver, mangeaient les économies péniblement réalisées pendant l'été (2).

Aux saisonniers s'ajoutaient les frontaliers qui, habitant près de la frontière, venaient travailler journellement grâce aux chemins de fer. On les appelait les « quarante deux sous », car tel était le montant de la taxe de passage.

Les ouvriers agricoles *italiens* étaient également nombreux : de 1876 à 1889 leur nombre oscille entre 35.000 et 45.000, avec une moyenne de 40.000. La moitié environ de ces travailleurs étaient des saisonniers, le reste des ouvriers à demeure. Les saisonniers au nombre de 20.000 en 1911, venaient surtout du nord de l'Italie, notamment de la Lombardie, du Piémont et de la Vénétie. Ils arrivaient au printemps et s'en retournaient après quelques mois avec une grande partie de leur gain. Cette migration était comme le prolongement des migrations internes que la misère des populations faisait naître en Italie. Ils venaient dans le Midi de la France souvent à pied, presque sans se rendre compte qu'il existait une frontière, tout comme les Belges dans le Nord. Pour les campagnes oléicoles et viti-coles qui exigeaient une main-d'œuvre nombreuse, c'était par trains complets qu'ils arrivaient dans le Sud-Est. Ils amenaient avec eux des femmes et des enfants, surtout pour les travaux de la cueillette. Dans le seul département des Alpes-Maritimes, on estimait qu'il fallait 5 à 6.000 ouvriers italiens pour 100.000 hectares d'oliviers. La cueillette des fleurs : violette, jasmin, rose, etc... en exigeait également un grand nombre, et la seule récolte de la fleur d'oranger en occupait 8.000 (3). Pour les gros travaux de labours à bras et d'entretien du terrain pour les cultures florales, les Italiens se groupaient par équipes qui arrivaient en automne et repartaient au printemps. Durs au travail, économes, ils couchaient n'importe où et au moment

(1) BLANCHARD. *La Flandre*. p. 512.

(2) « Quelques-uns, dit Vandervelde (ouv.cité), trouvaient un peu de travail dans les séchoirs de chicorée, les fabriques de cigares ou d'allumettes, le battage des granges ; d'autres dans les tissages, le ramassage du bois mort ou simplement prêtaient la main au ménage et élevaient des lapins. »

(3) BLANCHARD. *La main-d'œuvre étrangère dans l'Agriculture*, 1913.

des récoltes s'entassaient pêle-mêle sur la paille des cabanes, « passant des semaines entières sans se déshabiller ; l'hygiène et la morale se ressentaient naturellement d'une promiscuité semblable ». (1) Sobres jusqu'à l'avarice, ils se nourrissaient surtout de polenta, bouillie épaisse de farine de maïs. Quelques-uns finissaient par acheter un petit lopin de terre en France avec les économies lentement amassées.

Les *Espagnols* fournissaient la main-d'œuvre d'appoint à l'agriculture du Sud-Ouest et du Languedoc. Les seuls saisonniers donnaient 20 à 25.000 travailleurs chaque année. Beaucoup venaient pour les vendanges, en bandes ou « colles ». Ils étaient en général sous la direction d'un chef de colle, véritable sous-entrepreneur. La colle comprenait plusieurs familles où les femmes et les enfants constituaient la majorité. Dans les seuls départements de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales, il en arrivait annuellement de 15 à 17.000. D'autres, venus de tous les points de l'Espagne pour la moisson et les travaux rudes du sol, s'éparpillaient dans tout le Sud-Ouest. Leur instabilité les faisait appeler les trimars ou golondrinas (les hirondelles). Misérables, ils acceptaient des conditions parfois très dures, et les propriétaires français, pour cette raison, les préféraient aux nationaux. Leur nourriture trop souvent insuffisante et leur manque absolu d'hygiène, expliquaient en partie un rendement inférieur en général à celui des autres immigrés.

Quant aux *Suisses* et aux *Allemands*, bien moins nombreux, ils différaient surtout des ouvriers à demeure : valets, vachers, etc... Leur immigration saisonnière était loin d'être comparable aux vagues ouvrières qui déferlaient sur les trois autres frontières de la France.

C'était très souvent parmi les saisonniers que les exploitants français recrutaient la majorité de leurs ouvriers étrangers permanents. La « saison » permettait aux immigrés de connaître les besoins de l'agriculture et les avantages de l'existence en France, cependant qu'elle permettait aux employeurs d'apprécier les qualités de l'ouvrier. De sorte que, pour beaucoup, la venue comme saisonnier était la première étape d'une immigration plus durable et qui se terminait parfois par l'installation comme métayer ou fermier, puis comme petit propriétaire. Les chiffres de la population agricole étrangère en 1911 révèlent bien cette hiérarchisation progressive, avec 100.000 saisonniers, 54.000 salariés recensés et 27.000 patrons.

Les problèmes de l'immigration

La concurrence. — La venue des étrangers en France au XIX^e siècle fut essentiellement spontanée et libre. Aucun règlement, aucun contrôle, aucune pression ne venaient guider, stimuler ou freiner.

(1) BLANCHARD, *La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture 1913*.

ner l'immigration. Celle-ci était donc plus naturelle que sous l'ancien régime. Cette liberté fut d'ailleurs la caractéristique de toute l'émigration européenne à cette époque, et explique son importance. Mais la venue libre de travailleurs étrangers entraînait leur mauvaise répartition économique et géographique. C'est ainsi que les villes et l'industrie en attiraient un grand nombre, cependant que l'agriculture, dont les besoins étaient souvent plus impérieux, n'en obtenait que très peu. Il en résultait une tendance à la saturation dans certaines régions et dans certaines activités, alors que d'autres souffraient de pénurie. Ceci amenait parfois les travailleurs nationaux à se plaindre de la concurrence ou de l'abaissement des salaires. « C'est l'étranger disait-on au Conseil municipal de Paris, qui fait diminuer les salaires. Les grands entrepreneurs ont un énorme avantage à l'emploi des étrangers. » (1) « Au service des égoûts la moitié au moins des ouvriers sont étrangers. » La Compagnie du gaz, dit le conseiller Joffrin, occupe jusqu'à 45 % d'étrangers qui ne sont pris qu'en raison de la faiblesse des salaires qu'ils acceptent. » La concurrence amenait parfois un antagonisme allant jusqu'à provoquer des rixes et des batailles, comme à Marseille et dans quelques villes du Nord (2). Mais il faut remarquer que cette concurrence, outre qu'elle était très rare, se limitait aux travaux durs et salissants. Il semble même que les plaintes enregistrées aient été souvent mal fondées, car les professions occupées par les étrangers étaient précisément celles que les Français abandonnaient. « Il y a peu de Français qui se présentent pour les travaux pénibles du balayage. Si vous ne voulez pas des étrangers vous n'aurez personne » disait un conseiller municipal de Paris. « Les étrangers se chargent des besognes que nos nationaux refusent. Donc pas de concurrence à proprement parler. Les bas salaires s'expliquent par la nature des travaux. » (3). Aussi ce que les ouvriers, et notamment les milieux syndicaux pénétrés d'internationalisme, redoutaient, c'était moins la concurrence, que la possibilité de trouver dans les étrangers des briseurs de grève ou des travailleurs au rabais. De là, les tentatives faites par les syndicats pour rallier les immigrés (4). Toutefois, il faut reconnaître que certaines corporations, comme celle des employés d'hôtel et de café, étaient nettement hostiles aux travailleurs étrangers. Par ailleurs, des inquiétudes d'une autre nature se faisaient jour dans l'opinion avec le développement de l'immigration. On parlait des envois considérables d'argent effectués par les

(1) *Supplément du Bulletin municipal officiel*, 5 juin 1883, p. 871-72.

(2) D^r G. LAGNAU. *De l'immigration en France. Compte-rendu à l'Académie des Sciences morales et politiques*. 1884. — J. LEFEBVRE. *L'ouvrier étranger et la protection du travail* (Paris).

(3) MAS. *La main-d'œuvre étrangère en France. (Revue politique et parlementaire*. mars 1904).

(4) Cf. Congrès des syndicats du bâtiment de la Région de l'Est. Belfort, 8 oct. 1912. Congrès national des ouvriers de l'alimentation, 13 septembre 1912. Congrès national des ouvriers de l'industrie textile. 15-17 août 1912.

étrangers et on en signalait le danger au Conseil municipal de Paris en 1883 (1). Quelques-uns révélaient des dangers plus graves. « En temps de paix, disait Bertillon (2), ils ramènent chez eux et leurs économies et leur descendance, en temps de guerre ils s'immiscent ou même s'arment contre nous avec tous les avantages que leur donnent leurs relations et leur connaissance du pays. » On se plaignait aussi des charges qui résultaient de l'immigration pour l'assistance publique. « Sur 100 étrangers qui viennent à Paris, dit le Directeur de l'Assistance, 90 sont pauvres » (3). En 1883 les bureaux de bienfaisance de Paris secourent 3.167 chefs de familles étrangères et en 1888 les asiles de nuit reçoivent 9.994 étrangers (4). La moralité laissait aussi à désirer, car beaucoup de malfaiteurs venaient en France chercher un abri. De 1881 à 1885, il y a en moyenne 20 condamnations au criminel et au correctionnel pour 1.000 étrangers en France, tandis qu'il n'y en a que 5 pour 1.000 Français. Le nombre de naissances illégitimes était très élevé : 15,4% du total des naissances d'étrangers, contre 8,5% pour la France entière (5).

Aussi, sous la poussée de l'opinion, les législateurs, de 1883 à 1914, ne déposèrent pas moins d'une cinquantaine de propositions de loi sur les immigrants et presque toutes contre eux. Ainsi apparaissait une tendance nouvelle au XIX^e siècle, à réglementer l'immigration ouvrière, jusque là libre et spontanée. Les plus importantes mesures prises furent le décret du 2 octobre 1888, obligeant à une déclaration de résidence à la mairie dans les 15 jours de l'arrivée, et la loi du 8 août 1893 astreignant l'étranger à signaler à la mairie ses changements de résidence et interdisant aux employeurs d'occuper un étranger non inscrit à la mairie. Mais ce n'était là que des mesures de police. Les décrets Millerand du 10 août 1899 abordèrent la question économique, en fixant un pourcentage (de 5 à 30%) pour l'emploi des ouvriers étrangers dans les travaux exécutés pour l'Etat, pour les départements ou les communes (6). Ces décrets étaient d'importance puisque c'était précisément dans les grands travaux que la main-d'œuvre étrangère d'appoint était la plus indispensable. Ce fut là d'ailleurs la seule mesure prise à l'égard des étrangers. L'idée de la réglementation de l'immigration n'avait pas encore suffisamment pénétré les esprits qui considéraient l'émigration comme « un exercice du droit de l'individu à disposer de sa personne et de ses destinées » (7).

(1) *Bulletin municipal officiel* du 26 juillet 1883, p. 1195.

(2) BERTILLON. *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*.

(3) *Bulletin municipal officiel* du 8 mai 1883 et du 17 juin 1883, p. 956.

(4) LEVASSEUR. *Population française*, p. 319. Tome III 1892.

(5) Il y a lieu de tenir compte ici de la situation exceptionnelle des immigrés et de la prédominance des éléments jeunes.

(6) Le pourcentage était obligatoire dans les travaux effectués par l'État et facultatif dans les travaux pour les départements et les communes.

(7) En 1889, la Société de Géographie Commerciale de Paris et le Congrès International de l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration condamnaient « toute ingérence de l'État ».

Les nombreux projets proposés par la suite aux Chambres ne furent pas votés. En 1901 le projet J. Coutant envisageait l'égalité de salaire à travail égal. L'idée d'une taxe spéciale sur les étrangers fut défendue à plusieurs reprises et une proposition dans ce sens fut même votée par la Chambre en 1909, ce qui provoqua une vive émotion dans les pays d'émigration (1). Les politiciens exploitaient parfois l'hostilité ou la crainte de l'opinion à l'égard des étrangers et un député en 1889 allait jusqu'à s'écrier : « L'étranger est partout, il envahit la banque, la haute finance, même les professions libérales, il accapare à son profit certains commerces, certaines industries, qui jusqu'alors étaient entre les mains des Français » (2).

L'assimilation. — Cependant toutes ces craintes et ces plaintes de l'opinion et des politiciens étaient singulièrement exagérées. Tout d'abord, nous l'avons vu, il n'y avait pas de concurrence à proprement parler. Ensuite, la population étrangère s'assimilait très vite. Les mariages mixtes étaient nombreux : sur 11.308 mariages d'étrangers en 1888, il y en avait 3.065 entre étrangers et 8.245 mixtes soit 70 % (3). Les naturalisations allaient en croissant plus rapidement encore que la population étrangère. De 13.500 en 1851, le nombre des naturalisés passe à 103.800 en 1886, dont 43 % Belges, 24 % Italiens, 9 % Allemands, 7 % Espagnols et 7 % Suisses. La loi de 1889, qui facilitait la naturalisation et même la rendait obligatoire pour certaines catégories d'étrangers, eut un effet énorme : de 1890 à 1912 il y eut 180.700 naturalisations. Le pourcentage des naturalisés par rapport à la population étrangère passe de 7 % en 1881 à 21 % en 1901. En 1911 on recense 252.790 naturalisés. Au total, de 1872 à 1911, soit en 40 ans, la population étrangère s'est francisée à un rythme accéléré qui permit la fusion de près de 1 million d'étrangers (4). C'était un apport singulièrement avantageux pour un pays anémié démographiquement. Aussi, au Congrès international tenu à Paris en 1889, pour traiter des questions d'émigration (5), le représentant de la France pouvait déclarer : « On a parlé d'envahissement et de concurrence..., on en a conclu parfois qu'il faut fermer nos frontières à l'immigration. Cette opinion me paraît fausse, car aux inconvénients passagers on peut opposer les avantages permanents ».

La ralentissement de l'immigration. — Au surplus, un fait important apparaissait depuis le début du xx^e siècle : l'immigration

(1) Proposition Ceccaldi votée à la Chambre le 29 décembre 1909, rejetée par le Sénat.

(2) M. LALOU, dans un projet de loi contre les étrangers du 25 novembre 1889.

(3) 3.405 entre Français et étrangères et 4.840 entre étrangers et Françaises.

(4) 992.000 francisations de 1872 à 1911, d'après les calculs de M. SAUVY. *Société de statistique de Paris*, 1927.

(5) Congrès International tenu à Paris du 12 au 14 août 1889.

étrangère en France se ralentissait. Il y avait en 1891, 1.130.200 étrangers et en 1911 : 1.159.890, chiffre inférieur à celui de la population étrangère en Allemagne (1.200.000) qui cependant voyait sa propre population en plein développement. Dans le seul département du Nord par suite de la diminution de l'élément belge, le nombre des étrangers tombait de 295.900 en 1891, soit 17% de la population totale, à 180.000 en 1911, soit 9%. L'accroissement des naturalisations ne suffisait pas à expliquer cette diminution de l'immigration qui contrastait avec l'augmentation continue qu'elle avait connue au XIX^e siècle. L'on comprend dans ces conditions que les mesures proposées contre la venue des étrangers en France n'aient pas abouti. Tout au contraire, l'arrêt de l'accroissement de la population étrangère en France devait amener les employeurs, devant la pénurie de main-d'œuvre tant française qu'étrangère, à envisager l'organisation de l'immigration, non pour la restreindre, mais pour la développer. De libre et spontanée qu'elle avait été, la venue des travailleurs étrangers en France allait être provoquée et réglée.

Les débuts de l'immigration organisée : 1906-1913

L'arrêt de l'accroissement de la population étrangère devait être en effet aussi gênant pour le pays que l'avait été celui de la population indigène. L'agriculture n'y pouvait plus trouver en nombre suffisant les travailleurs nécessaires au remplacement des Français défaillants, ni l'industrie la main-d'œuvre qu'exigeait son développement. De là, tant de la part de l'agriculture que de l'industrie en voie de croissance, des tentatives pour introduire des ouvriers étrangers.

Dans l'agriculture. — L'agriculture n'avait, à vrai dire, jamais pu obtenir une main-d'œuvre étrangère suffisante pour ses besoins et sa part dans l'immigration était toujours restée très faible. L'arrêt de l'accroissement de la population étrangère devait rendre cette situation plus sensible encore. Aussi, des agriculteurs de la région de l'Est, où l'essor de l'industrie aggravait la pénurie de travailleurs, songèrent-ils à organiser la venue d'ouvriers agricoles étrangers. Le président de la Société d'agriculture de Nancy s'entendit à cet effet, en 1906, avec un député polonais venu en France. On décida de faire venir un convoi de travailleurs polonais de Galicie. Au printemps de 1907, 400 Polonais des deux sexes arrivaient à Nancy et étaient répartis dans les campagnes par les syndicats agricoles de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. C'était l'amarce d'un courant nouveau, prenant sa source au loin, et qui devait se développer par la suite à côté des courants anciens venus des pays voisins, lesquels, après avoir alimenté l'immigration pendant tout le XIX^e siècle, se

révélaient désormais insuffisants pour satisfaire aux besoins de la France du xx^e siècle.

La Pologne était susceptible de fournir un grand nombre de travailleurs agricoles ; chaque année 500.000 à 600.000 saisonniers se répandaient dans les grandes exploitations allemandes où une organisation quasi-industrielle permettait des salaires suffisants. Peu exigeants, les Polonais y étaient parqués dans des bâtiments spéciaux, véritables casernes, sous la surveillance de contre-maîtres qui maintenaient une rude discipline. Il y avait parfois des abus, tant de la part des employeurs que de la part des agents recruteurs allemands qui n'hésitaient pas à tromper les ouvriers polonais pour mieux les attirer. Les Polonais, par haine des Allemands qui les opprimaient, étaient favorables à l'idée de détourner ce grand mouvement migratoire vers la France. Les Galiciens notamment, indignés des brutalités des Allemands qui interdisaient la langue et les enseignes polonaises, expulsaient les indigènes et saisissaient leurs terres dans le duché de Posen, fondèrent un Comité à Cracovie en 1909 en faveur de l'émigration vers la France (1). Sur la proposition d'un député à la diète autonome de Galicie (2) on décida de s'adresser au gouvernement français par l'intermédiaire de l'ambassade d'Autriche. Mais celui-ci, fidèle à la politique de liberté en matière d'immigration, refusa d'intervenir. Ce furent alors des agences privées ou semi-officielles qui s'emparèrent du mouvement. Elles recrutèrent, rédigèrent des contrats et introduisirent en France les travailleurs. En 1910, près de 6.000 Polonais étaient ainsi engagés en Lorraine, en Champagne, en Bourgogne et quelques-uns jusque dans la région parisienne, en Seine-et-Marne et Seine-et-Oise (3).

Mais les employeurs se plainquirent bientôt de la qualité de cette nouvelle main-d'œuvre. Les plaintes affluèrent notamment au sujet des ruptures de contrats : les Polonais portaient sous le prétexte le plus futile. L'enquête sur les salaires de 1911 signale de graves défauts : ivresse, paresse, ignorance de la langue, mauvais caractère. Or, en Allemagne, au contraire, on appréciait beaucoup les ouvriers polonais, on les trouvait sobres, économes, courageux. Cette différence s'explique par le rôle néfaste des agences d'émigration. Celles-ci n'opéraient ni contrôle, ni sélection, et expédiaient parfois des rebuts, d'autant que les employeurs français demandaient trop tard leur main-d'œuvre et après les départs pour l'Allemagne. Par ailleurs, des agences en France, trouvant dans le débauchage un moyen de fournir des Polonais sans frais de transports, se livrèrent à une véritable « traite des Polonais » (4). Enfin les employeurs eux-mêmes,

(1) Ce Comité lança un appel en faveur de l'émigration en France : « *La Société Polonaise d'Émigration — ce qu'elle est et ce qu'elle veut en France* » Cracovie. 1909.

(2) MR. STAPINSKI.

(3) H. HITLER. *Chronique agricole*. Revue d'économie politique. Janv.-Fév. 1911.

(4) NUMA RAFLIN. *Placement et immigration des Polonais en France*, 1911.

contribuèrent souvent à l'instabilité, soit en ne respectant pas les fêtes religieuses du polonais, soit en ne lui assurant pas une nourriture ou un logement suffisants. Les polonais, d'un autre côté, souffraient de l'isolement, de la différence de langue et de coutumes, inconvénients qu'ils ressentaient moins en Allemagne où ils restaient groupés par équipes. Les bureaux allemands de recrutement en Galicie reçurent le mot d'ordre d'enrayer le mouvement vers la France et firent courir des faux-bruits au sujet de mauvais traitements, d'engagements forcés dans la légion étrangère, etc... (1). Les agriculteurs français comprirent, suivant le mot du délégué du ministre Autrichien de l'agriculture (2), « qu'un assainissement de l'émigration s'imposait ». Ils fondèrent en 1910 le syndicat de la main-d'œuvre agricole (3), qui passa une convention avec la société polonaise d'émigration (4) et prit la direction du mouvement. Des convoyeurs responsables furent prévus pour l'organisation du transport. Des contrats précis définirent les droits et les devoirs des immigrants et des employeurs. Ces contrats, dont les clauses générales étaient imposées aux employeurs, furent appelés *contrats-types*. Ceux-ci devaient apparaître par la suite comme le meilleur moyen d'organiser et de contrôler l'immigration. Durée du travail, repos hebdomadaire et fériés, salaires, tout y était fixé (5). Et, fait nouveau, toutes les difficultés entre contractants devaient être tranchées par 3 arbitres désignés : l'un par la Société des Agriculteurs de France, l'autre par la Chambre Syndicale et le troisième par la Société de Protection des ouvriers polonais en France (6).

Ainsi organisée et surveillée, l'immigration polonaise permettait d'espérer un large développement. De 1910 à 1912, on introduisit en moyenne 6.000 travailleurs par an, et en 1913 plus de 20.000 polonais travaillaient dans l'agriculture. Cette immigration se trouvait facilitée par le développement et le bon marché des transports qui, par un curieux retour, après avoir contribué en partie à la pénurie de main-d'œuvre agricole en France, permettait d'y remédier en rendant possible le recrutement de travailleurs jusqu'au fond de la Pologne.

Dans l'industrie. — L'industrie, et surtout l'industrie en voie de formation, se vit comme l'agriculture, dans l'obligation d'or-

(1) BRETON. *Défense agricole* n° 6, de juillet 1912.

(2) Le Baron HENNET qui fit à ce sujet, une déclaration à la Société des Agriculteurs de France. (Cf. *Bulletin de la Sociétés des Agriculteurs de France*, 15 juillet 1910, p. 226).

(3) Qui, en 1912, devint la Société Nationale de Protection de la main-d'œuvre agricole.

(4) Dirigée par un député de la diète de Galicie : M. SKOLYSYEWski, puis M. HUPKA.

(5) La durée du travail était fixée de 5 heures du matin à 7 heures du soir avec repos intercalaire. Les salaires étaient établis entre 350 et 500 fr. par an.

(6) Cette société avait été fondée par la Comtesse ZAMOYSKA pour s'occuper de la vie morale des immigrés.

ganiser l'introduction des travailleurs. C'est dans l'Est encore que l'initiative en fut prise. L'exploitation des bassins de Briey et de Longwy avait amené, au début du ^{xx}^e siècle, un essor de l'industrie comparable à celui que le Nord avait connu au ^{xix}^e siècle. Mais l'Est n'avait pu recevoir un appoint de main-d'œuvre analogue à celui fourni par les belges dans le Nord. De plus, l'industrie n'avait pu puiser dans la population rurale : celle-ci s'étant déjà raréfiée, comme le révélait la nécessité pour les agriculteurs d'organiser le recrutement des polonais (1).

Aussi, à partir de 1900, l'industrie de l'Est s'efforça-t-elle de recruter des ouvriers étrangers. Les italiens étaient particulièrement recherchés, comme plus aptes aux durs travaux de terrassements dans les mines de fer. Les principales compagnies envoyaient des agents recruteurs dans les gares frontières, notamment à Chiasso sur la frontière italo-suisse. Mais les agents recruteurs se concurrençaient et les ouvriers recrutés n'arrivaient jamais tous à destination. Aussi, en 1908, le Comité des Forges s'efforça de régulariser cette immigration et finalement en 1911 créa un service de recrutement collectif qui négocia avec l'Italie un accord provisoire. Cet accord garantissait aux ouvriers italiens l'égalité de traitement avec les ouvriers français et accordait au Comité des Forges, à titre précaire, licence de recruter en Italie. Après un examen médical, les ouvriers embauchés étaient dirigés sur Nancy par la Suisse et l'Allemagne. Plus de 7.000 italiens furent ainsi introduits dans l'industrie de l'Est.

Alors que les polonais introduits par l'agriculture étaient disséminés, les italiens introduits par le Comité des Forges dans le Bassin de Briey étaient groupés autour des mines et des usines nouvelles. C'est ainsi que dans 3 villages : Jœuf, Homécourt et Auboué, une population de 5.000 italiens, mineurs et manœuvres, formaient, à côté des paysans lorrains et des ouvriers français, une colonie distincte, gardant sa langue, ses mœurs et ses usages (2). Dans ce pays de petits villages agricoles, où l'industrie, apparue tout à coup, poussait pour ainsi dire en plein champ et où la mine et l'usine appelaient des milliers d'ouvriers, l'absence de logement favorisait ce groupement des immigrés. Ceux-ci se logeaient dans des cabanes en bois, appelées « cantines », qui se multiplièrent rapidement. Il se formait ainsi de véritables petites cités où se pressait une population italienne très dense. Ces cités avaient un aspect sordide, dû moins à la misère qu'au désordre et au manque de confort auquel s'habituèrent vite les italiens, en majorité célibataires. Venus de tous les coins de l'Italie pour un temps limité, avec l'espoir de retourner au

(1) VIDAL DE LA BLACHE. Evolution de la population en Alsace-Lorraine. *Annales de géographie* xxv. 1916, p. 97 et 161.

(2) HOTTINGER. *La vie régionale. Pays de Briey et pays messins*. Nancy. 1913.
HANRA. *La cité ouvrière de Mancieulles*. Musée Social. 1910.

pays avec un petit capital, ils vivaient très économiquement. Certains jours de paie le bureau de poste de Jœuf envoyait en Italie plusieurs centaines de mille francs. Travailleurs rudes, « intelligents, mais maladroits pour la conduite des outils délicats et des machines, ils étaient parfaits comme manœuvres et terrassiers » (1). Aussi s'accommodaient-ils des grosses besognes et de salaires peu élevés : 4 à 6 fr., sur lesquels ils arrivaient à économiser 3 fr. 50 par jour. Chaque cantine recevait en moyenne de 20 à 30 ouvriers. Une femme, propriétaire ou locataire de la cantine, assurait le service et préparait les repas. Au rez-de-chaussée : la cuisine, les salles de café, le poulailler et l'étable à porcs. Au premier étage : les dortoirs où les lits s'entassaient à 50 cm. d'intervalle. Le matin l'ouvrier cédait sa place à celui de l'équipe de nuit, de sorte que les lits étaient occupés de jour et de nuit. Chacun gardait son avoir à la cantine dans sa valise. S'il y avait vol on ne portait pas plainte, mais le lynchage et parfois le couteau venaient châtier le coupable.

Indisciplinés et batailleurs, les italiens n'admettaient aucune autorité municipale ou administrative. Ils se repassaient mutuellement leurs papiers pour s'aider, rendant ainsi impossible tout contrôle sérieux. Des bagarres étaient fréquentes. Les blessés se soignaient tant bien que mal. Parfois de vrais duels réglaient une question d'argent ou une affaire sentimentale. Les spectateurs restaient neutres. « La gendarmerie n'intervient que s'il y a mort d'homme et encore l'ignore-t-elle souvent, car l'italien qui n'aime pas les démêlés avec la police fait disparaître le cadavre » (1). La mafia remplaçait les autorités françaises trop molles. « Vraie société de secours mutuels, elle procure des papiers aux latitanti, empêche la découverte des crimes et des délits, soigne les blessés, fournit des alibis et des faux témoignages aux meurtriers et par une terreur adroitement répandue dans la région habitue les habitants français à ne jamais traverser l'agglomération italienne » (1). Des bandes de malfaiteurs siciliens, calabrais et même allemands s'étaient formées au milieu de ces agglomérations trop peu surveillées, où les gendarmes en nombre insuffisant et ignorant l'italien, ne s'aventuraient pas.

De semblables colonies avaient naturellement leurs commerçants : cordonniers, tailleurs, épiciers, etc... Ceux-ci faisaient venir leurs approvisionnements d'Italie : tomates, macaroni, maïs pour la polenta, cuir, vêtements, etc... Tout ce qui était transportable venait d'Italie. De sorte que les italiens drainaient beaucoup plus d'argent en France qu'ils n'en dépensaient.

Ivrognerie et débauche étaient limitées pendant la semaine, sans doute par esprit d'économie et surtout par le labeur quotidien

(1) Commandant RAYNAUD, *La colonie italienne d'Homécourt*. Musée social, 1910.

qui éreintait les corps. Mais le dimanche et les jours de paie, les cantines devenaient « des lieux d'orgies où l'italien se livrait à de véritables saturnales » (1). Dans un grand nombre de cantines, des femmes se livraient à la prostitution, notamment des jeunes luxembourgeoises ou des allemandes que les tenanciers faisaient venir sous le titre de « danseuses ». La danse, le jeu et l'alcool ajoutaient aux plaisirs que les cantines réservaient aux ouvriers italiens qui y risquaient ainsi et leur santé et leur argent.

Un pareil état de choses était inévitable avec des milliers de travailleurs, célibataires pour la plupart, brusquement rassemblés et groupés en pleine campagne française, sans logement, sans organisation sociale et économique. Cette situation des immigrés dans l'Est provoquait d'ailleurs des plaintes, tant de la part des habitants que de la part du gouvernement italien. Les habitants redoutaient le développement du brigandage, au point que les « volets de fer remplaçaient les volets de bois chez les paysans... et que les vieux habitants n'osaient plus se promener dans les bois » (2). Le gouvernement italien se plaignait du développement des maladies vénériennes, du nombre croissant des accidents du travail, de l'absence de logement, etc... et faisait de plus en plus de difficultés pour le recrutement. En 1913, le Commissariat de l'émigration à Rome posa comme conditions :

- 1° le droit de visiter les chantiers par les consuls italiens ;
- 2° la soumission aux autorités italiennes de tous les règlements miniers ;
- 3° l'acceptation de la juridiction italienne dans les conflits du travail en France où des italiens seraient intéressés ;
- 4° l'organisation de services sanitaires, la création de logements, etc...

Ces prétentions ne tendaient rien moins qu'à imposer à la France un véritable système « de capitulations ou d'exterritorialité au profit des travailleurs italiens et à les soustraire à la légitime compétence de nos tribunaux » (3). Le danger eut été d'autant plus grand que d'autres pays comme l'Allemagne avaient de nombreux ressortissants dans l'industrie de l'Est et n'eussent pas manqué de demander les mêmes avantages. Le Comité des Forges le fit remarquer et les pourparlers furent suspendus.

Mais dans le même temps, les mines de fer de Soumont en Normandie qui connaissaient les mêmes besoins de main-d'œuvre des industries brusquement créées dans des régions agricoles, acceptaient les conditions italiennes. Le contrat-type arrêté par les deux parties

(1) COMTE DE CANISY. *La question ouvrière dans le bassin de Briey*, 1919.

(2) RAYNAUD, ouv. cité : « A Jœuf une rue était bordée de cantines et pompeusement appelée Boulevard des Italiens : on n'y passait qu'en tremblant les jours de paie ».

(3) OUALID, Cours à la Faculté de Droit de Paris. 1928-29.

affirmait l'égalité de salaire et de conditions de travail, un salaire minimum de 5 fr. 50 par jour, un travail au fond de 8 heures. Il assurait aux ouvriers étrangers une protection spéciale, notamment pour « éviter aux ouvriers italiens les accidents du travail auxquels ils sont exposés plus que les autres, par suite de leur ignorance de la langue et leur manque d'expérience du travail qui leur est demandé ». La mine de Soumont s'engageait en outre à ouvrir un hôpital, à rapatrier les malades, à accepter l'arbitrage des autorités italiennes dans les conflits du travail et le droit pour celles-ci d'inspecter les chantiers. Toutes les idées essentielles d'une immigration organisée apparaissaient déjà dans cette convention. Mais le caractère illégal des trac-tations engagées par des organes privés avec des Etats étrangers, les excès de pouvoir qui en résultaient au détriment du pays, mon-traient la nécessité de l'intervention administrative. Le Comité des Forges, qui pour ces raisons avait cessé les pourparlers avec l'Italie, fit remarquer au gouvernement les conséquences de l'acceptation des mines de Soumont et sollicitait l'intervention de l'Etat, lorsque la guerre éclata qui devait permettre de préciser tous ces principes.

Conclusion. — Au total, avant la guerre la population étrangère en France s'élevait à 1.150.000 environ, soit 3 % de la popula-tion du pays. Plus de 60 % exerçaient une profession, le reste se composait de femmes, d'enfants et de quelques milliers de rentiers. La grande majorité des étrangers étaient des ouvriers, et des ouvriers assumant les tâches ingrates particulièrement désertées par les fran-çais. Ils n'étaient arrivés nombreux en France qu'avec le plein développement du régime industriel, c'est-à-dire dans la seconde moitié du XIX^e, siècle. Tous étaient entrés librement, sans contrôle, ni intervention administrative. Seuls 25 à 30.000 polonais et italiens dans le Nord-Est avaient été recrutés méthodiquement et sélec-tionnés, grâce aux initiatives de l'agriculture et de l'industrie de l'Est. Cette première tentative pour organiser l'immigration ouvrière et la stimuler marquait le début d'une politique nouvelle en matière d'émigration. Le XIX^e siècle avait connu la liberté de circulation et de travail nécessaire à son organisation économique individualiste. Le XX^e siècle, au contraire, avec ses besoins économiques et démo-graphiques grandissants, ses tendances d'organisation collective et centralisée, allait régler et coordonner les mouvements migratoires. La guerre, en surexcitant brusquement tous les besoins et en renfor-çant les moyens d'exécution, allait accentuer d'une façon décisive cette évolution.

CHAPITRE IV

L'IMMIGRATION PENDANT LA GUERRE

L'étatisme de salut public

Dans l'immigration, comme dans tous les domaines, la guerre a hâté le développement de phénomènes que la période précédente voyait seulement apparaître. Durant ces quelques années, dans l'effort de la lutte, la vie s'est ramassée, son rythme s'est précipité. Des évolutions à peine ébauchées, et qui eussent à toute autre période demandé de longues années, se sont développées et se sont achevées. C'est le cas de l'organisation de l'immigration.

En effectuant des prélèvements massifs sur la partie active de la population, la guerre augmenta dans des proportions considérables les besoins de main-d'œuvre. La nécessité, vite révélée, d'accroître les armements, vint encore aggraver la crise. Avoir le plus de soldats et en même temps le plus d'ouvriers possible, tel fut le dilemme. Dans ces conditions l'appel à la main-d'œuvre étrangère devint rapidement une impérieuse nécessité. Et comme la guerre avait fermé nos frontières, que beaucoup de travailleurs étrangers étaient repartis chez eux ou étaient internés, que les neutres (Espagne, Suisse, etc...) hésitaient à favoriser l'immigration dans un pays belligérant, que les pays alliés (Italie) avaient eux-mêmes de gros besoins, il fallut d'abord chercher hors d'Europe les travailleurs indispensables au pays.

Les pouvoirs publics, qui prenaient en mains toute la vie économique du pays, furent ainsi amenés à s'occuper de l'immigration. Et l'Etat, qui jusqu'alors était resté étranger ou hostile à toute intervention dans les mouvements migratoires, devint à la fois recruteur, importateur, placeur et contrôleur de main-d'œuvre étrangère. Une foule de problèmes nouveaux se posèrent à lui : problèmes politiques pour les négociations, problèmes techniques pour le recrutement et le transport, problèmes économiques pour les salaires, la nourriture et l'hébergement, enfin problèmes sociaux pour la protection et le

contrôle. Problèmes d'autant plus complexes qu'il s'agissait de main-d'œuvre exotique en grande partie. Tous cependant furent résolus avec une rapidité étonnante, qui s'explique en partie il est vrai par les moyens exceptionnels dont disposait l'administration : fermeture des frontières, établissement des passeports, discipline de salut public, et surtout moyens financiers et en personnel presque illimités.

La main-d'œuvre coloniale et chinoise

Dans l'impossibilité de trouver en Europe au début de la guerre la main-d'œuvre qui nous manquait, c'est tout naturellement vers nos colonies que le gouvernement se tourna — et aussi vers le grand réservoir de matière humaine qu'est la Chine. C'est ainsi que l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Indo-Chine et la Chine devinrent dès 1915 nos fournisseurs de main-d'œuvre étrangère.

Le *recrutement* (1) fut effectué dans nos colonies par l'administration française : résidents, contrôleurs, etc... En Chine, on dut s'adresser à des syndicats recruteurs car le gouvernement chinois alors neutre ne voulait pas intervenir. Ces syndicats, dont la tâche était singulièrement facilitée par l'abondance de la main-d'œuvre chinoise, exigeaient une rémunération fixe et une certaine somme par tête. Un examen médical précédait toujours le recrutement. En Afrique du Nord, la tâche des recruteurs était particulièrement délicate, car il fallait éviter de tarir le recrutement des engagés volontaires pour l'armée — et aussi laisser la main-d'œuvre nécessaire à l'activité de la colonie produisant pour la métropole. En Algérie notre souveraineté nous permit de procéder par réquisition (2) et par conséquent de fixer les pourcentages utiles et d'arrêter l'immigration individuelle libre.

Les *contrats de travail* furent rédigés d'après des contrats-types modèles établis par l'administration. Les travailleurs s'engageaient pour une période plus ou moins longue, en général une année. Le contrat leur assurait un traitement égal à celui des ouvriers européens de la même profession et de la même catégorie (3) et leur garantissait un minimum de salaire (5 fr. pour 10 h. de travail). C'était là une innovation importante et qui devait se généraliser par la suite. Au salaire en argent s'ajoutaient des avantages en nature : primes d'embauchage et de renouvellement de contrat, collection d'effets, gratuité des soins médicaux, bénéfice des lois de protection et d'assurances sociales (sur les accidents du travail et les retraites ouvrières).

Les *contrats avec les employeurs* obligeaient ceux-ci à satisfaire

(1) M. OUALID et Ch. PIQUEMARD. *Salaires et tarifs pendant la guerre*. Paris 1918.

(2) Décret du 14 septembre 1915.

(3) Bulletin du Ministère du Travail 1916, p. 154.

les charges des contrats signés par l'Etat recruteur avec les travailleurs. L'employeur de main-d'œuvre étrangère s'engageait notamment à assurer la nourriture, le logement, les soins médicaux, le salaire, dans les conditions fixées. Il participait aux frais d'introduction : 0 fr. 50 par jour pour les Nord-Africains et 1 fr. 50 pour les Chinois. Afin que l'emploi de la main-d'œuvre coloniale ne fût une source de profits, l'employeur devait verser à l'Etat la différence quand le salaire payé était légèrement inférieur au salaire normal. C'était le cas à l'origine pour les Indo-chinois et les Chinois.

L'administration des travailleurs coloniaux et chinois posait de nombreux problèmes. Un service spécial fut créé en 1916 au Ministère de la Guerre qui comprit :

- a) un service central à Paris ;
- b) un dépôt à Marseille pour 1.500 hommes ;
- c) des commandants régionaux ayant sous leurs ordres des contrôleurs interprètes pour la surveillance et la protection. Les travailleurs vivaient en cantonnement et étaient nourris obligatoirement à une cantine ou à un ordinaire. Ils étaient considérés comme en état de réquisition et donc passibles du Conseil de guerre.

Les résultats, en ce qui concerne le nombre des travailleurs introduits, furent remarquables (1). Jamais la France n'avait connu d'immigration massive atteignant une ampleur semblable. Près de 223.000 coloniaux et chinois furent introduits de 1915 à 1918 :

<i>Nord-Africains</i>	{	Algériens :	78.566	}....	132.321
		Marocains :	35.506		
		Tunisiens :	18.249		
<i>Indo-chinois</i>					48.955
<i>Malgaches</i> (Madagascar)					4.546
<i>Chinois</i>					36.941
<i>Total</i>					222.763

Le plus grand nombre étaient employés dans les établissements publics ou privés fabricant du matériel et des munitions (100.000), dans les ateliers de l'intendance, dans les transports, les mines, les usines à gaz, les services de voirie des villes, et surtout dans les travaux de terrassements à l'arrière et au front. Au 1^{er} octobre 1918, la répartition entre les différents services était la suivante (2) :

(1) NOGARO et WEIL, *La main-d'œuvre étrangère pendant la guerre* (Presses Universitaires).

(2) NOGARO et WEIL, *La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre*. Paris 1926.

Services	Nationalités			
	Nord-Afric.	Indo-Chinois	Malgaches	Chinois
Ministère de l'Établ. de l'État	15.200	19.844	2.668	6.484
l'Armement l'Établ. privés	9.122	3.733	142	7.341
Aéronautique	2.308	6.179	165	238
Génie	255	3.388	483	1.912
Intendance	9.151	239	—	2.951
Travaux du front	6.636	676	—	4.962
Transports et mines	1.838	2.405	—	4.035
Américains	1.225	2.552	—	6.267
Travaux agricoles	7.580	1.033	—	—
Divers	11.561	2.791	132	919
	64.876	42.840	3.590	35.109

C'était donc le ministère de la Guerre qui en occupait le plus grand nombre : environ 90.000, dont 34.000 Nord-Africains, 31.000 Indo-Chinois, 17.000 Chinois et 3.200 Malgaches. Il les employait surtout dans les établissements de l'État, le Génie, l'Aéronautique, l'Intendance et les travaux du front. Les établissements privés travaillant pour l'armement en occupaient environ 25.000, dont 9.500 Nord-Africains et 7.500 Chinois. Les transports et les mines en avaient 10.000, les Américains 10.000. L'agriculture n'en employait que 9.000, la plupart Nord-Africains.

Après l'armistice, les Compagnies des chemins de fer du Nord et de l'Est occupèrent 16.000 Indo-Chinois pour leurs réparations et un certain nombre furent utilisés dans les régions dévastées. Puis rapidement toute la main-d'œuvre coloniale fut rapatriée en raison de l'impossibilité de l'assimiler. Dès 1920, il ne restait des 223.000 immigrés, que 1.200 Chinois et 5.000 Nord-Africains.

Dans l'agriculture, on avait songé à garder les Nord-Africains. Des campagnes avaient été menées à cet effet pendant la guerre. On parlait de « fusion des races française et kabyle entre lesquelles il existe une parenté ethnique et une communauté d'intérêts évidentes ». On voyait déjà les « mariages mixtes » permettant « l'infusion d'un sang vigoureux et nouveau » (1). Les espoirs furent déçus. Beaucoup de Nord-Africains amenés en France ignoraient l'agriculture. Parmi eux se trouvaient des camelots, des cireurs, des garçons de salle, animés en général d'un mauvais esprit. Leur rendement, surtout chez l'Arabe, fut nettement insuffisant (2). Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils n'apportaient pas un « sang vigoureux », ni même très pur (3).

L'infériorité de rendement fut d'ailleurs générale chez les travailleurs coloniaux comparés aux ouvriers européens. Les Malgaches et les Arabes s'étaient montrés particulièrement médiocres et peu aptes au travail de l'usine. Les Chinois étaient apparus turbu-

(1) MM. MÉTIN et PEYRONNET. *Annales coloniales* et M. BEN HALLALA. *Main-d'œuvre agricole*. Août 1915.

(2) CHASSEVENT. *Appel à la main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture*. Paris 1919.

(3) Malgré le contrôle médical l'état sanitaire des Nord-Africains, notamment au point de vue vénérien et pulmonaire, était très médiocre.

lents et violents lorsqu'ils étaient en collectivité. Seuls les Marocains par leur activité robuste, et les Indo-Chinois par leur intelligence et leur habileté, s'étaient révélés comme de bons ouvriers. La différence de langue, notamment pour les Chinois qui parlaient des dialectes différents, gênait parfois considérablement l'utilisation de cette main-d'œuvre exotique. On dut, pour obtenir un meilleur rendement et aussi pour éviter tout conflit, constituer des équipes de travailleurs provenant d'une même région et ne mettre autant que possible dans chaque usine que des ouvriers d'une seule nationalité.

Malgré ses faiblesses, la main-d'œuvre coloniale avait apporté une aide précieuse à l'activité économique de guerre. Par ailleurs, le séjour en France de ces travailleurs leur fut utile. Ils remportèrent des économies et le plus souvent des habitudes de travail et la connaissance d'un métier, toutes choses précieuses pour eux et aussi pour nos colonies dont ils auront pu aider à la mise en valeur.

La main-d'œuvre étrangère de race blanche.

La main-d'œuvre coloniale était insuffisante en nombre et surtout en qualité pour satisfaire aux besoins du pays. L'appoint de la main-d'œuvre étrangère de race blanche s'imposait. La guerre avait suspendu tous les mouvements migratoires en Europe et fait rentrer chez eux un grand nombre d'émigrés. La venue de nombreux réfugiés belges en France et l'emploi de quelques prisonniers de guerre avaient bien procuré un peu de main-d'œuvre blanche, mais trop peu en regard des exigences de la défense nationale. Il fallut donc organiser également le recrutement d'ouvriers européens.

Le *ministère de l'Agriculture*, dès 1915, avait créé un Office de la main-d'œuvre agricole. Celui-ci eut l'idée d'établir des bureaux d'immigration à la frontière espagnole. Il en installa à Cette, à Cerbère, à Fos et à Hendaye, puis par la suite, en 1916, à Marseille, à Arreau et à Bordeaux. Les résultats ayant été satisfaisants le système des bureaux d'immigration fut étendu aux frontières italienne et suisse. En même temps, on créa des bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole pour concentrer les demandes de main-d'œuvre. Ces bureaux recevaient les immigrants qui se présentaient, les vaccinaient, les photographiaient, leur donnaient une carte d'identité et les plaçaient. Le salaire était fixé à 400 fr. par an, logé et nourri, et 765 fr. non nourri. Les ouvriers bénéficiaient du demi-tarif en chemin de fer. Près de 100.000 Espagnols vinrent ainsi travailler dans l'agriculture française pendant la guerre.

Plus complexe et plus important fut le rôle du *Sous-Secrétariat à l'Artillerie*, par la suite *ministère de l'Armement*, dans le recrutement des travailleurs étrangers européens. Il institua d'abord un service

de la main-d'œuvre analogue à celui créé pour les travailleurs coloniaux, qui comprit, lorsqu'il fut complètement organisé :

1^o un service central à Paris ;

2^o des services locaux ayant des contrôleurs interprètes et des contrôleurs de la main-d'œuvre militaire à Lyon, Grenoble, Toulouse, Bordeaux, Nantes et dans les postes frontières à Cerbère, Perpignan, Bayonne, Bourg-Madame, Hendaye, Modane, etc..;

3^o des centres d'hébergement aux principaux points d'accès des frontières à Bayonne, à Perpignan, et des dépôts à Nantes, à Bayonne, à Lyon, à Marseille, Perpignan, pour recevoir les ouvriers sans contrat ou ayant achevé leur contrat ;

4^o des missions à l'étranger : en Italie, au Portugal, en Hollande, etc...

Le service dirigé par M. Nogaro, puis par M. Oualid, chercha d'abord à recruter des travailleurs en *Italie*, notre grand fournisseur de main-d'œuvre avant la guerre et notre alliée depuis 1915. Des négociations furent entreprises en 1916 avec le Commissariat royal de l'émigration. L'Italie maintint dans ces négociations les prétentions qu'elle avait émises en 1913 lors des pourparlers avec le Comité des Forges : égalité des salaires, salaire minimum, droit de contrôle et de visite des consuls, juridiction italienne en cas de conflits du travail et enfin dépôt par l'employeur d'un cautionnement en garantie de l'exécution de ses engagements. Un décret italien de mai 1915 qui avait rendu obligatoire dans les contrats l'insertion de ces clauses, renforçait singulièrement la situation du Commissariat italien. La réduction du nombre des travailleurs par la mobilisation et la possibilité d'arrêter toute émigration par le contrôle de passeports, contribuaient également à renforcer sa position. Néanmoins, M. Nogaro s'opposa au droit d'inspection et de juridiction italienne en France. Les autres conditions furent acceptées et un accord signé le 10 mai 1916. Un contrat-type fut établi reproduisant les clauses essentielles de l'accord : salaire minimum, égalité avec les travailleurs français, assurance contre les accidents du travail, soins médicaux et frais du voyage payés. Le recrutement était assuré par le Commissariat royal qui faisait convoier jusqu'à Modane ou Vintimille, où se trouvaient des convoyeurs et interprètes du service français. Malgré cette organisation, le nombre des ouvriers italiens introduits fut faible : environ 3.300.

Une mission fut également envoyée au *Portugal*. Elle y obtint la liberté de recrutement. Les contrats établis garantissaient aux ouvriers la gratuité du voyage, l'égalité de salaire avec les Français. La durée du contrat était de 6 mois seulement, mais renouvelable. Les Portugais habitués aux gros travaux fournirent des manœuvres dans les poudreries et les usines, des bûcherons, des terrassiers, mais pas d'ouvriers spécialisés. Ils vinrent au nombre d'environ 15.000.

En *Espagne*, le recrutement ne put être organisé en raison de la neutralité de ce pays. On se contenta de recevoir les ouvriers qui se

présentaient dans les postes-frontières et de les diriger vers les centres de travail. On leur donnait des contrats courts : 3 ou 6 mois en général. Tout comme les Portugais, les Espagnols ne fournirent guère que des manœuvres.

Pour avoir des ouvriers spécialistes on s'adressa à *la Hollande*, où une mission fut envoyée, et aux pays *scandinaves*. Mais la neutralité de ces pays faisait obstacle au recrutement. Ce furent surtout les *Grecs* qui en fournirent le plus grand nombre, notamment les milliers de Grecs, sujets tures, réfugiés des îles de la mer Egée. On utilisa pour les transporter les navires ravitailleurs de l'armée d'Orient qui revenaient généralement vides. Dès 1916, plus de 16.000 Grecs furent ainsi introduits en France, et bientôt 20.000 travaillèrent dans les usines de guerre où ils étaient très appréciés en raison de leur rapide spécialisation. Les contrats leur accordaient les mêmes avantages qu'aux autres travailleurs étrangers. Beaucoup d'entre eux se plurent en France et y restèrent après la guerre.

Les résultats. — Dès la première année, de juillet 1916 à juin 1917, le ministère de l'Armement réussit ainsi à introduire près de 30.000 ouvriers étrangers, dont 16.000 Grecs, 5.600 Portugais, 3.300 Italiens, 200 Suédois, etc... (1). Ce chiffre fut doublé l'année suivante et le total des introductions par le ministère de l'Armement, pendant la guerre, approcha de 100.000, en majeure partie des Grecs, des Portugais, des Espagnols et des Italiens.

Au total, le nombre des ouvriers étrangers européens contrôlés à leur passage aux frontières, recrutés collectivement, introduits en France ou entrés spontanément pourvus d'un contrat de travail et placés soit par le ministère de l'Agriculture, soit par celui de l'Armement, s'élevait à plus de 225.000 et atteignait sensiblement le même chiffre que les travailleurs coloniaux.

Sur ce nombre, 80.000 environ avaient été placés dans l'industrie, dont 24.300 Grecs, 22.850 Portugais, 15.200 Espagnols, 5.500 Italiens, 1.300 Polonais et 12.800 divers (y compris des Alsaciens-Lorrains et des Nord-Africains libres). L'agriculture en avait reçu environ 150.000, dont 114.000 hommes, 22.000 femmes et 13.000 enfants, en grande majorité Espagnols.

L'emploi de ces nombreux travailleurs étrangers dans les usines de guerre et dans certaines régions, préoccupait vivement le ministère de l'Intérieur. La loi de 1893 obligeant les étrangers à faire une déclaration de résidence n'était pas suffisante pour amener un contrôle efficace. Aussi, un système de surveillance plus rigoureux fut-il institué par les circulaires des 8 et 13 juin 1916 et le décret du 21 avril 1917. Une carte d'identité était établie pour chaque travailleur dans les

(1) NOGARO. *La main-d'œuvre étrangère pendant la guerre. Revue d'économie politique*. Décembre 1920.

postes-frontières ou dans les dépôts. Cette carte était visée pour le lieu d'embauchage où, soit le maire, soit le commissaire de police, était prévenu de l'arrivée de l'étranger. Celui-ci ne pouvait ensuite changer de résidence qu'en faisant viser sa carte pour sa nouvelle destination. Ce contrôle permettait de suivre les déplacements des travailleurs étrangers et, tout en renforçant la sécurité nationale, assurait la stabilité de l'ouvrier nécessaire au rendement.

Conclusion. — L'organisation de l'immigration pendant la guerre a donc permis d'introduire en France, en quelques années, près d'un demi-million de travailleurs étrangers, dont la moitié de race blanche et l'autre moitié de coloniaux et d'asiatiques. En 1918, sur un effectif total de 646.000 ouvriers civils dans les usines de guerre, 127.000, soit 20 %, étaient étrangers — et près de 160.000 immigrés travaillaient dans l'agriculture. Il y avait donc eu là un effort considérable. Toute une organisation de réception, de contrôle aux frontières, de police à l'intérieur, qui devait subsister par la suite, avait été mise sur pied. Les grandes lignes suivant lesquelles notre politique d'immigration devait désormais se développer, avaient été arrêtées. Pour la première fois on avait réellement pratiqué un recrutement sélectionné au double point de vue sanitaire et professionnel. « Les difficultés d'ordre diplomatique, les problèmes d'ordre pratique de transports, de convoiement, de répartition, d'encadrement, d'alimentation, avaient utilement attiré l'attention sur la complexité des ces questions ». La rédaction des contrats-types avait permis d'imposer définitivement le principe de l'égalité en ce qui concerne les salaires, la durée du travail et la protection sociale, base d'une immigration rationnelle et de nature à ne point indisposer la main-d'œuvre nationale. « L'œuvre était amorcée. La leçon allait servir » (1).

(1) W. OUALID, Cours à la faculté de Droit de Paris. 1928-29.

CHAPITRE V

LA SITUATION DES MARCHÉS DU TRAVAIL EN FRANCE ET EN EUROPE APRÈS LA GUERRE

La situation du marché du travail en France après la guerre

*La France a gardé pour elle sa gloire,
ses morts, ses ruines... (Clémenceau.)*

La guerre avait dépeuplé et appauvri la France, mais elle ne l'avait pas jetée hors de la voie qu'elle suivait. Elle n'avait fait que hâter, comme nous l'avons vu en matière d'immigration, le développement et l'évolution de phénomènes antérieurs. « Ses effets sur la population et la société se sont produits dans le même sens où le pays marchait avant la guerre : diminution de la population dans les campagnes, concentration dans les agglomérations urbaines, proportion croissante d'étrangers, évolution dans la condition des travailleurs manuels, réduction de la durée du travail des salariés, égalisation des conditions qui de plus en plus se rapprochent du niveau de la bourgeoisie. La guerre n'a ni dévié ni arrêté l'évolution de la société française, elle en a seulement accéléré la vitesse » (1). Elle a, notamment, singulièrement accru la force ascensionnelle qui entraînait l'individu dans la société depuis le milieu du XIX^e siècle, en raréfiant davantage la population, en donnant un nouvel essor au régime industriel, en accélérant le dynamisme économique et social par les bouleversements et les ruines qu'elle avait entraînés. La fièvre de jouissance, qui s'élève toujours après les grandes moissons

(1) LAVISSE. *Histoire de France*. Tome IX. La grande guerre.

de la mort, atteignit toutes les couches sociales, contribuant à accroître l'instabilité. Au reste cette fièvre fut favorable à l'activité, car si elle entraîna une hausse considérable de la consommation (1), elle aida aussi à accroître la production (2). A cet égard la guerre avait un peu élargi la mentalité étroite et parcimonieuse du français et trempé ses énergies. Bouleversant l'économie, obligeant aux plus rudes efforts, ruinant les rentiers, décourageant l'épargne par l'instabilité de la valeur de la monnaie, elle développa l'esprit d'entreprise, le goût du risque. Le français d'après-guerre comprit qu'il valait mieux gagner qu'épargner, et augmenter son revenu que restreindre ses dépenses. Mais ce regain d'activité, cette multiplication des besoins, correspondant à l'accumulation des ruines, à la nécessité de reconstituer les richesses dilapidées et à une effroyable saignée démographique, devaient rendre singulièrement angoissante la question de la main-d'œuvre.

La main-d'œuvre disponible.

La quantité de main-d'œuvre utile est évaluée par le nombre d'heures de travail qui dépend à la fois du nombre des individus actifs et du nombre d'heures de travail de chacun. La guerre, venant après la dénatalité, avait abaissé le premier, les lois sociales diminuèrent le second.

Les pertes de guerre. — Les pertes de guerre avaient été considérables. Il y avait eu près de 1.400.000 morts ou disparus, soit 1/6 de la population active mâle entre 18 et 60 ans. Tous les groupes professionnels avaient été atteints : (3)

Agriculture :	673.700
Industrie :	267.400
Commerce :	196.720
Transports :	99.240
Professions libérales :	71.070
Services publics	55.240

Le nombre des blessés atteignait 1.500.000, sur lesquels 900.000 invalides dont l'incapacité moyenne de travail était estimée à 30 %, soit l'équivalent économique de 300.000 travailleurs. De sorte qu'au total, si l'on tient compte de la mortalité consécutive aux blessures

(1) La consommation du sucre par tête d'habitant passe de 15 kilogr. en 1906-10, à 18 kilos en 1920-24 ; celle du cacao de 2 k, 6 en 1906-10, à 4 k. en 1920-24 ; celle du vin de 142 litres en 1911-13, à 168 litres en 1920-24.

La consommation du coton pour l'ensemble du pays passe de 2.713.000 quintaux en 1913, à 3.440.000 en 1926. Celle du pétrole de 5.500.000 quintaux en 1913, à 14.400.000 en 1925.

(2) La production des combustibles minéraux (houille et lignite) passe de 40.800.000 tonnes en 1913, à 64.480.000 en 1928 (Lorraine comprise). La production de la fonte de 5.207.000 tonnes en 1913, à 10.097.000 en 1928 (Lorraine comprise) et celle du fer et de l'acier de 8.280.000 tonnes en 1913 à 14.900.000 en 1928.

(3) Arthur FONTAINE. *L'industrie française pendant la guerre*, p. 58. Paris 1925.

et aux maladies de guerre, on arrive au chiffre approximatif de 1.800.000 hommes-travail, en pleine productivité, enlevés brusquement au pays.

Les répercussions démographiques de la guerre ne s'arrêtaient pas là. La population civile avait également été durement atteinte. De 1914 à 1918 elle présentait un excédent de décès de 2.164.000 (1) qui atteignait pour une bonne part la population active féminine et masculine non mobilisée. La population totale française dans les limites du territoire de 1914, descendait de 39.600.000 à 37.500.000, revenant ainsi à 40 ans en arrière au chiffre du recensement de 1881.

Pour réaliser complètement l'ampleur des conséquences démographiques de la guerre, il suffit de calculer ce que la population serait devenue en suivant son accroissement normal d'avant-guerre, si lent fut-il. En 10 ans, de 1901 à 1911, elle avait gagné, immigrés compris, 170 habitants pour 10.000. A cette cadence elle aurait dû compter 39.400.000 habitants en 1921. Or elle n'en comptait que 36.090.000. Le déficit réel provenant de la saignée imposée par la guerre à la France était donc de l'ordre de 3.300.000 âmes. On ne saurait trop insister sur les répercussions d'une telle amputation.

Par ailleurs, une partie de la population étrangère avait quitté la France à la déclaration de guerre, entraînant une diminution sensible de la population active. L'Alsace et la Lorraine nous revenaient, riches d'industries de toutes natures, mais avec une main-d'œuvre diminuée par le départ de près de 300.000 allemands (2).

La population se trouvait non seulement diminuée, mais encore vieillie. Le groupe des vieillards seul, en effet, n'avait pas été trop atteint par la guerre. Il voyait son pourcentage accru dans la population qu'il alourdissait. De 22 % de la population totale en 1911, les « plus de 50 ans » passaient à 25,5 % en 1921.

La diminution des heures de travail. — C'est dans ces conditions que la loi de 8 heures, du 23 avril 1919, vint encore appauvrir le marché du travail, en réduisant le nombre d'heures de travail de chacun. La diminution de 10 à 8 heures correspondait à une réduction de 1/5 du temps de travail, soit une baisse de 20 % dans la production journalière de chaque ouvrier. Comme le nombre des salariés appelés à en bénéficier était de 5.000.000 environ, c'était l'équivalent d'une perte de 900.000 unités au minimum. Mais pratiquement la loi de 8 heures accroissait bien davantage le déficit de main-d'œuvre, car elle obligeait l'industrie à une bien plus forte augmentation du nombre des ouvriers. Dans la métallurgie, par exemple, pour ne pas diminuer la production ni accroître le temps d'immobilisation de

(1) L'épidémie de grippe en 1918 fit monter la mortalité de 1,8 ‰ à 2,5 ‰ de la population. A l'excès de décès de 2.164.000 il convenait d'ajouter la suppression de l'excédent de naissances qui était de 200.000 dans la période antérieure 1908-13. Le déficit réel était donc de 2.360.000.

(2) Plus de 120.000 étaient partis pendant la guerre. *Revue Internationale du Travail*, Juillet 1922.

l'outillage, au lieu de deux postes de 10 heures on fut obligé de faire trois postes de 8 heures, ce qui entraînait une augmentation de 30 à 50 % environ suivant les établissements. Les conducteurs d'appareils mécaniques en particulier durent être augmentés de moitié, surtout dans les installations faisant usage d'appareils plus modernes, dont la conduite et l'entretien comportaient la présence d'un nombre irréductible d'ouvriers. Dans les mines, pour une extraction moyenne de 136.000 tonnes par jour, les houillères en 1913 avaient 203.000 ouvriers; en 1926, pour une production de 185.000 tonnes, il fallait 318.600 travailleurs, c'est-à-dire pour une augmentation de production de 35 %, un personnel accru de 50%. Dans les chemins de fer, l'effectif des 6 grands réseaux passait de 352.000 en 1913, à 476.000 en 1921, soit une augmentation de 35 % et une moyenne de 12 agents au kilomètre, au lieu de 9 en 1913. La marine marchande était obligée de renforcer son personnel de pont et de service général d'environ 30 % (1).

Toutefois, les inconvénients de la loi furent légèrement atténués par une certaine souplesse dans l'application : faculté de grouper les heures de façons variables, droit de récupération des heures perdues (accidents matériels, sinistres, arrêt de la force motrice, mauvais temps), dérogations exceptionnelles pour réparations et surcroît de travail, etc... Par ailleurs, nombre de travailleurs profitèrent de l'accroissement de liberté que leur accordait la loi, pour se livrer à des travaux supplémentaires. D'un autre côté, la restriction de la durée du travail fut un stimulant pour les industries, amenées à étudier une meilleure organisation et un meilleur rendement, notamment pour compenser l'augmentation des frais résultant du maintien des salaires pour un travail réduit de 20%. Dans les usines à feu continu la loi de 10 heures ne permettait que 2 équipes pour 20 heures de travail, la loi de 8 heures permit 3 équipes pour 24 heures soit un travail continu. Le coefficient d'immobilisation se trouva ainsi diminué sans augmentation parallèle des frais. Enfin, la loi en donnant plus de loisir à l'ouvrier lui permit une amélioration de son niveau social et physique. C'est ainsi que, contrairement à certaines appréhensions, on constata un recul de l'alcoolisme (2), un développement considérable des jardins ouvriers (3) et un exode accentué vers les banlieues des villes (4). Avec moins d'usure et une meilleure santé, l'ouvrier était ainsi plus dispos et plus apte à un meilleur rendement.

(1) Rapport DUHAMEL : « *L'immigration fait économique* » 1926.

(2) La consommation de l'alcool passe de 4 litres, 17 par tête en 1911-13, à 2 litres, 29 en 1919-22, soit une baisse de 45 %.

(3) Sur 160.000 jardins ouvriers en 1922, 72.000 avaient été construits de 1919 à 1922, soit un accroissement de 80 %.

(4) Le nombre des cartes d'abonnement hebdomadaire sur les chemins de fer passe de 3.500.000 en 1913, à 5.600.000 en 1921, soit une augmentation de 60 % :

Années	Est	Etat	Nord	P. O.	P. L. M.
1913	1.051.175	1.419.825	367.502	437.482	233.187
1919	1.168.709	1.463.704	619.694	520.412	368.581
1921	1.438.299	2.015.970	847.870	845.912	449.653

Mais ces avantages de la loi de 8 heures étaient surtout d'ordre moral et social. Ils ne pouvaient compenser l'énorme diminution de 20 % du temps de travail équivalent à la perte de 900.000 travailleurs. D'autant qu'à cette perte correspondait l'accroissement des besoins en main-d'œuvre résultant de la réorganisation nécessaire des industries. De sorte qu'il n'est pas excessif d'estimer à 1 million le déficit de main-d'œuvre entraîné par la réduction du temps de travail.

En définitive, après la guerre le marché français du travail se trouvait diminué de 1.800.000 tués, disparus, invalides et morts des suites de blessures et de maladies de guerre, de 1.000.000 d'unités par suite de la loi de 8 heures, soit au total 2.800.000 hommes-travail. A ce chiffre il fallait ajouter la réduction de la partie active de la population civile qui, bien que non mobilisée, avait été décimée par une forte mortalité de 1914 à 1918. On dépassait ainsi largement l'énorme chiffre de 3 millions de travailleurs dont se trouvait privée l'activité du pays.

Toute la population fut amenée à faire un effort considérable pour pallier à ce prodigieux déficit. Les chiffres de la population active en 1921 indiquent la prolongation de l'âge du travail, la diminution du nombre des inactifs et l'augmentation du nombre des femmes travaillant (1). Mais cet effort révélait nos besoins plus qu'il ne pouvait aider à les satisfaire, car en regard du déficit énorme de main-d'œuvre s'inscrivaient non moins considérables les besoins nouveaux de l'économie française d'après-guerre.

Les besoins de main-d'œuvre après la guerre.

Les besoins de l'agriculture. — Les ravages de la guerre furent particulièrement sensibles dans la population rurale, où précisément se manifestait le plus fortement la pénurie de main-d'œuvre avant 1914. De 22.000.000 en 1911, la population rurale tombe à 20.000.000 en 1921 dans 87 départements et sa part dans la population totale baisse de 55 % à 53 % (2). Alors que la guerre ne diminuait que de 129.000 unités la population urbaine, celle des campagnes perdait 2.000.000. C'est dire que toute la diminution de la population due à la

(1) Le nombre des inactifs baisse de 324 pour 1.000 habitants en 1911, à 319 pour 1.000 en 1921 malgré la diminution des éléments jeunes et l'augmentation du pourcentage des vieillards. En 1911 : 49 °/° des femmes travaillaient, en 1921 il y en a 51 °/°.

(2)

Années	Population (en milliers)			Pourcentage	
	Urbaine	Rurale	Totale	Urbaine	Rurale
1911 (87 dép.)	17.509	22.093	39.602	44 °/°	55,8 °/°
1921 »	17.380	21.120	37.500	46 °/°	53,7 °/°
1921 (90 dép.)	18.206	21.004	39.210	46,4 °/°	53,6 °/°

guerre portait sur l'agriculture. C'est qu'aux pertes de guerre estimées à 700.000 environ, était venu s'ajouter un renforcement de l'exode rural. Dans les régions dévastées les terres étaient si bouleversées que beaucoup de petits propriétaires renoncèrent à reconstituer leur petit domaine. Quant aux ouvriers agricoles, ne pouvant attendre cette reconstitution, beaucoup s'embauchèrent dans les industries et les travaux de réparations, contractèrent de nouvelles habitudes et furent perdus pour la terre. Les entreprises de reconstructions mobilisèrent non seulement les journaliers et ouvriers agricoles français, mais aussi une grande partie des saisonniers belges qui venaient annuellement au nombre de 40.000 avant la guerre dans les campagnes du Nord. Par ailleurs, l'industrie, le commerce et le fonctionnarisme, dont les besoins étaient considérables, puisèrent en masse dans la population rurale. On estime que les chemins de fer à eux seuls prirent ainsi, pour la reconstitution de leurs effectifs et l'application de la loi de 8 heures, plus de 100.000 hommes aux campagnes. Contre ce débauchage, contre ce système qui consistait à devêtir Paul pour habiller Pierre, les agriculteurs s'élevèrent avec force : « Nous ne pouvons rien faire seuls, disait leur porte-parole en 1922 dans une émouvante adjuration aux représentants de l'industrie, « si nous restons isolés, nous agriculteurs, nous risquons d'être vaincus dans la lutte. Il faut chercher dans l'harmonie de nos efforts le salut de la Nation ». Les lois sociales continuaient comme par le passé à favoriser les populations urbaines et à souligner l'infériorité du travailleur agricole. La loi de 8 heures, inapplicable à l'économie agricole, faisait ressortir le caractère ingrat du travail de la terre. Les lois sur les lotissements et les constructions de logements (lois Sarraut et Loucheur) rendirent plus sensible la vétusté des habitations rurales. La loi sur les assurances sociales devait surtout profiter aux citadins (1). La politique économique restait, tout comme la politique sociale, faite pour et au profit des villes plus agissantes, plus actives électoralement. Dès que les prix des produits de la terre montaient on criait aux agriculteurs, au gouvernement : « Vous voulez donc réduire à la misère les femmes, les enfants, les vieillards ? » (2). Alors que l'on encourageait l'exportation industrielle, on gênait, et souvent on interdisait, l'exportation agricole, sous prétexte de lutter contre la vie chère (3). Le pouvoir d'achat de l'agriculteur se trouvait

(1) Les villes sont avantagées au point de vue de l'organisation administrative, profitent de la proximité des services, des installations sanitaires, etc... La loi sur les assurances sociales prévoyait que 3.260.000 ruraux devaient en profiter. Or, en 1926, il n'y avait que 4 à 5.000 travailleurs agricoles participant aux retraites ouvrières. C'est dire que seuls les ouvriers de l'industrie bénéficiaient de la loi sur les retraites ouvrières.

(2) En principe on satisfait celui qui crie le plus fort, c'est-à-dire le consommateur des villes. Un préfet de la Seine se faisant l'interprète des consommateurs déclarait : « Je veux que le prix du lait baisse pour que les pauvres gens puissent s'acheter des chaussures et des vêtements ». L'idée ne lui était pas venue de dire qu'il souhaitait que le prix des chaussures baisse pour que les pauvres puissent acheter du lait.

(3) « C'est un véritable défi au bon sens que la France qui est entourée de toutes parts, de nations grosses consommatrices de denrées agricoles, ne puisse livrer sur les

ainsi diminué, car s'il vendait bon marché ses produits, il devait acheter cher ceux de l'industrie (1). La crise de la main-d'œuvre lui rendait plus sensible cette infériorité en l'obligeant à recourir davantage au machinisme et aux engrais. Le capital s'éloigna plus que jamais de l'agriculture par suite d'une fiscalité excessive qui grevait d'une véritable pénalisation (27 %) les droits de mutation, sans faire de distinction entre les immeubles industriels et agricoles, malgré la lenteur d'amortissement de ces derniers (2).

Certes le renouveau économique de la France d'après-guerre n'a pas été sans apporter quelques améliorations dans la situation de ceux restés à la terre. L'augmentation de la consommation, coïncidant avec la diminution de la production après les hostilités, avait provoqué une hausse des prix dont le paysan profita en partie. Le tourbillon de l'inflation qui emportait les valeurs-papiers, fit valoir les valeurs terriennes et donna à l'agriculture une stimulante, mais brève, impression de richesse. Nombre de paysans purent accéder à la propriété ou racheter leurs hypothèques, précipitant ainsi la longue évolution agraire que ni la révolution ni le XIX^e siècle n'avaient pu achever (3). Par ailleurs, la pénurie de travailleurs contribua, tout comme avant la guerre, au développement du machinisme et de la rationalisation, et, par là, à l'amélioration du rendement (4). Elle amena également une sensible amélioration des salaires et de la situation de l'ouvrier agricole.

Mais cette courte prospérité et ces améliorations eurent peu d'effets sur la population. Le travailleur ne compare pas sa situation à celle de ses aïeux, il la compare à celle de ses contemporains et surtout il « suppose ses chances d'avenir ». Ici interviennent les causes morales de l'exode, causes que la guerre avait renforcées (5). Celle-ci

marchés étrangers qu'un pourcentage infime de leurs besoins ». C'est ainsi que les producteurs de beurre du Danemark s'emparèrent du marché de Londres au détriment des agriculteurs français. « Il est curieux de constater que le pain est meilleur marché à Paris que dans toutes les autres capitales. Le kilo y vaut actuellement 2 fr. contre 2 fr. 77 à Madrid, 2 fr. 85 à Rome et Londres, 4 fr. 42 Berlin, 5 fr. à Philadelphie, 5 fr. 50 à Oslo, 5 fr. 75 à Vienne ». — Victor BOREL : *Pour ou contre la terre*. Paris, 1929.

(1) A. DEMANGEON. *Les aspects de l'économie internationale. Annales de Géographie*. 15 mars 1929.

(2) Si sur un immeuble industriel amortissable en 15 ans et un immeuble agricole amortissable en 50 ans, on suppose 3 mutations en 50 ans, le droit de mutation ne porte pas sur le capital industriel (amorti en 15 ans), alors qu'il porte sur le capital rural dans les 3 cas (P. CAZIOT et ROMIER. *Académie d'Agriculture*, séance du 31 nov. 1928). Par ailleurs, l'importance de l'impôt grève lourdement le prix de vente. Si un agriculteur qui a acheté un domaine 300.000 fr. ne veut pas perdre, il devra le revendre 300.000 + 80.000 fr de frais, soit 380.000 fr.

(3) Les droits pour vente d'immeubles qui s'élevaient à 183 millions en 1913, et 204 millions en 1918, sont brusquement montés en 1919 au total énorme de 538 millions. (A. DEMANGEON. *Le Déclin de l'Europe*. p. 297). Des centaines de milliers de paysans ont accédé à la propriété. Aucune transformation sociale n'est plus profonde que celle qui se sera passée en 1919. (BRUNHES et VALLAUX. *La Géographie de l'Histoire*, p. 418).

(4) Pour le blé le rendement passe de 13,5 quintaux à l'hectare pour 1904-1913, à 13,98 pour 1919-1928 avec le chiffre record de 16,03 quintaux en 1926.

(5) Il convient de signaler ici un effort intéressant de l'école, sous l'impulsion de M. ROSSET, Directeur de l'Enseignement primaire, pour s'adapter aux besoins des populations rurales et diminuer les inconvénients d'un enseignement d'ordre trop général,

avait brassé toute la population. Le paysan, mis au contact du citadin, apprit davantage à l'envier. Il n'est pas jusqu'à l'hospitalisation dans les grands centres qui ne devint pour nombre de blessés l'adieu définitif à la terre (1). Le brassage de la population se continua d'ailleurs après la guerre, renforcé par le développement de l'auto, par le tourisme aux contacts démoralisants, par une fluidité sociale accentuée par la pénurie d'hommes à tous les échelons de l'activité, par le cinéma qui distrairait moins le rural qu'il n'augmente son sentiment d'isolement en lui faisant connaître la vie de la ville, etc. Les fils de propriétaires ne furent pas moins pressés de partir que les fils de journaliers. Si bien que la désertion, l'abandon réel de la terre déjà commencé avant la guerre, se trouva précipité. Dans le Gers on comptait, en 1921, 50.000 hectares en friche et 2.500 fermes ou métairies abandonnées. De 1913 à 1921, les superficies cultivées sont en diminution de près de 2.000.000 d'hectares, soit 6 % du total des terres cultivables. Par contre, les pâturages et les terres incultes sont en augmentation de 1.800.000 hectares (2). Le recueil périodique des petites et moyennes exploitations à vendre ou à louer édité par le ministère de l'Agriculture révèle l'état aigu de la crise depuis la guerre (3). « Actuellement, écrivait M. Caziot en 1923 une partie de la France est à coloniser. Nos villages se vident, nos métairies dans quelques pays ne trouvent plus preneurs. La terre ne vit encore que par les vieux ». La valeur de la terre révélait bien cet état de choses. « D'une façon générale jusqu'en 1924, le doublement des valeurs terriennes n'était presque jamais dépassé et bien souvent restait au coefficient 1,5, alors que toutes les valeurs connaissaient le coefficient 4 ou 5 » (4).

qui faisait des jeunes paysans des déracinés sur place. Des séances d'initiation agricole ont été instituées dans de nombreuses écoles normales en 1927. Deux circulaires de 1929 ont rappelé la nécessité de faire du Certificat d'études primaires des campagnes la sanction d'études s'inspirant de la vie rurale et de ses besoins. Enfin la création de cours complémentaires agricoles a été envisagée.

(1) De là l'échec des tentatives faites dans les centres de rééducation agricole pour garder à la terre les mutilés. La plupart restèrent à la ville dont ils appréciaient les hauts salaires et les conditions plus douces de l'ouvrier, et surtout le plaisir de la vie en société.

(2) Les superficies en labours, herbages et pâtures étaient les suivantes avant et après la guerre (Alsace-Lorraine non comprise) :

	1913	1924	Différence en plus ou en moins
Terres labourables	23.651.000 hect.	22.056.000 hect.	— 1.594.600 hect.
Près, herbages, pâturages	10.074.000	10.930.000	+ 855.700
Terres incultes	3.793.450	4.668.280	+ 874.830
Cultures Maraîchères	266.000	288.430	+ 21.500

Les emblavures tombent de 6.705.000 hectares en 1905, à 5.200.000 en 1926. Mais il faut remarquer que les progrès de l'élevage compensent en partie le recul des labours : les prairies temporaires de 227.000 hectares en 1913, passent à 440.300 en 1926, les herbages de 1.490.000 en 1913 à 1.853.000 en 1926. L'élevage aide par ailleurs à un meilleur rendement, en permettant un fumage plus abondant grâce à l'accroissement du bétail. Voir *Annuaire Statistique de la France* (années indiquées) et *Bulletin de l'Office Central de la Main-d'œuvre agricole* du 1^{er} janvier 1926.

(3) En une seule année, on relève 175 exploitations à vendre dans le Lot-et-Garonne, 102 dans le Tarn-et-Garonne, 93 en Dordogne, etc...

(4) P. CAZIOT. Quelle est la valeur actuelle de la Terre en France ? *Revue d'Economie rurale*. Novembre 1929.

Ce n'est qu'en 1925 que l'inflation fit monter le prix de la terre. La pénurie de main-d'œuvre était telle dans certaines régions, qu'elle compromettait les récoltes et aggravait les risques déjà si nombreux dans l'économie agricole. Le rendement bien souvent n'était pas en proportion des engrais dépensés et du développement du machinisme, car le sol était négligé pour tous les travaux d'entretien qui exigent le travail humain (1). Les engrais, les machines, aident l'homme mais ne peuvent le remplacer dans le travail complexe et varié de la terre. Dans l'Aisne en 1921, le déficit de travailleurs salariés est de 9.000, de 6.000 dans l'Aude, de 10.000 dans la Dordogne, de 9.000 dans l'Indre, de 7.500 dans la Drôme et dans la Charente. Dans le Gard il atteint le cinquième de la population active (2). Dans le Sud-Ouest, dans l'Est, dans certaines régions de l'Yonne et de la Côte-d'Or, les exploitants suivent les salariés dans l'exode. De 1920 à 1926, la France importa annuellement près de 2 milliards de blé (3).

Poussés à ce degré l'exode rural et la pénurie de main-d'œuvre risquaient de rompre le vieil équilibre de l'économie française et d'emporter même « l'attachement traditionnel et presque irraisonné du paysan au sol ». Ils risquaient, à force d'anémier l'agriculture et de favoriser l'industrialisation, de mettre la France sous une plus grande dépendance des autres pays producteurs. Or cette dépendance est toujours redoutable, notamment en temps de guerre ou de troubles économiques. Elle amène, par l'éloignement du lieu de ravitaillement, l'augmentation des frais et des risques et aussi une diminution de la qualité des denrées. Elle soumet davantage le pays aux trusts et aux cartels moins surveillables internationalement. Elle accentue les dangers de chômage, car l'État industrialisé dépend des marchés extérieurs aussi bien pour écouler ses produits que pour se ravitailler. Par là, elle l'expose davantage à des conflits internationaux et le rive à la nécessité d'une forte armée et d'un impérialisme inquiet.

Les besoins de l'industrie. — Les besoins de l'industrie étaient non moins impérieux et non moins difficiles à satisfaire pour certaines branches que ceux de l'agriculture. L'industrie française avait vu après la guerre son outillage rénové et perfectionné dans les grandes régions du Nord et de l'Est, sa puissance productive accrue par le retour de l'Alsace-Lorraine, ses débouchés élargis par la victoire, son

(1) Toute la différence du rendement entre le Nord et le Sud-Ouest, cependant propice aux céréales, s'explique par le manque d'hommes. Dans le Nord, dès le mois d'août, les gerbes sont enlevées, les champs sont déchaumés, les fumiers apportés et enfouis dans le sol par les charrues. Dans le Lauragais, au contraire, les chaumes restent intacts, on les conserve comme pacage pour les animaux. De là, dit M. Huttier, une forte différence de récoltes sur les années suivantes.

(2) *Documents du Travail*, Mai 1921.

(3) De 1921 à 1926 la production du blé tombait à 70.000.000 quintaux pour une consommation de 90.000.000 de quintaux, obligeant à une importation de 15 à 20.000.000 de quintaux.

activité sollicitée pour la reconstitution des énormes réserves et des richesses détruites par la guerre. Ses possibilités se trouvaient accrues dans des proportions considérables : c'est ainsi que, de 1913 à 1928, sa production houillère se trouve doublée, celle du minerai de fer augmentée de 150 %, celle du fer et de l'acier de 70 % (1), celle de la laine et du coton accrue de plus d'un tiers. L'industrie devait, par ailleurs, satisfaire aux besoins sans cesse croissants de la population, à la diffusion du bien-être précipitée par le désir de plus de jouissances après la guerre. Des industries nouvelles, à peine débutantes avant 1914, prenaient brusquement leur essor. La soie artificielle, le cinématographe, la radio-télégraphie et téléphonie, l'aviation (2), l'automobile, exigeaient des centaines de milliers d'ouvriers. La production de la soie artificielle décuplait presque de 1913 à 1927 (3). L'industrie automobile occupait 400.000 travailleurs et provoquait un chiffre d'affaires de 15 milliards en 1928 (4). Les services industriels : eau, gaz, électricité, qui n'occupaient que 1,07 % de la population active en 1906, en mobilisent 2,06 % en 1921, soit un accroissement de 80 %. Le travail des métaux qui en avait 1,9 %, en occupe 3,16 % en 1921. Les industries chimiques qui utilisaient 0,3 % de la population active en 1906, en exigent 0,5 % en 1921, soit une augmentation de 66 %.

Les besoins de main-d'œuvre étaient tels, que l'on fit tout d'abord appel aux femmes, aux étrangers les moins qualifiés, aux hommes encore mobilisés. A Saint-Chamond, par exemple, en 1919, sur 19.000 ouvriers métallurgistes, il y a 8.500 mobilisés, 5.300 femmes, 2.900 ouvriers civils, 580 kabyles, 440 étrangers, 300 prisonniers. Mais ces moyens exceptionnels étaient bien insuffisants. « Parmi les problèmes qui préoccupent nos esprits, disait M. Lebon à la Fédération des Industriels et commerçants en 1922, il n'en est pas peut être de plus grave, je dirai même de plus angoissant, que celui de la main-d'œuvre. Il n'est pas douteux que nous sommes en présence d'une crise et j'ajoute que cette crise ne fait que commencer ». Dès qu'une profession n'était plus arrêtée par la mévente, elle courait après les ouvriers et, « même en plein travail, il suffisait souvent de la présence

(1)	Années	Minerai de fer	Fonte	Acier et fer	Houille et lignite
	1890	3.472.000 t.	1.962.000 t.	2.100.000 t.	26.083.000 t.
	1910	14.606.000 t.	4.038.000 t.	6.200.000 t.	38.350.000 r.
	1913	21.918.000 t.	5.207.000 t.	8.280.000 t.	40.944.000 t.
	1925 (1)	35.763.000 t.	8.495.000 t.	12.100.000 t.	61.034.000 t.
	1928	49.008.000 t.	10.097.000 t.	14.900.000 t.	64.464.000 t.

(1) Lorraine-Alsace comprise à partir de 1925.

(2) Les services, inexistantes en 1913, couvrent 3.620.000 km. en 1924 et 6.042.000 km. en 1927.

(3) Elle passait de 3.300.000 livres (en poids) en 1913, à 25.400.000 livres en 1927.

(4) Sur les 409.000 travailleurs de l'industrie automobile on compte environ 110.000 ouvriers pour les fabriques d'autos, 45.000 pour les ateliers d'accessoires, 25.000 pour les fabriques de pneus, etc... L'industrie automobile est devenue un des meilleurs clients de notre métallurgie. Elle a absorbé en 1929 environ 250.000 tonnes d'acier, 50.000 t. de fonte, 5.000 t. d'autres métaux. Elle est devenue un appoint important de notre exportation : 1.566.000.000 fr. en 1929.

d'une seule industrie voisine pour volatiliser tout un personnel ». La concurrence des régions libérées faisait perdre chaque jour aux exploitations houillères, en 1922, de 70 à 80 travailleurs qualifiés, impossibles à remplacer. D'avril à août 1922, l'effectif ouvrier des mines du Nord et du Pas-de-Calais tombe de 120.000 à 117.000, et sur ces 3.000 défections, 1.400 sont des travailleurs du fond. En juin de la même année, les maîtres de forges lorrains sont obligés de laisser tomber la moitié des commandes faute de pouvoir faire face à l'extraction. Le textile n'a pas plus tôt échappé à la grève des acheteurs de 1921, qu'il se heurte douloureusement à la pénurie des ouvriers ou ouvrières. En 1922, alors que les commandes affluent, les métiers à tisser de certains centres du Nord ne peuvent battre. Dans la région lyonnaise, 1/5 des 35.000 métiers à tisser sont arrêtés pour la même raison (1). « Partout c'est la même inquiétude. Des villes comme Watrelos escomptant un brillant avenir bâtissent à force, des villes anciennes comme Armentières veulent ressusciter leur passé et rebâtissent avec obstination... mais les ouvriers ?... les ouvriers ?... » (2).

Le développement du commerce. — Plus encore que l'industrie, le commerce voyait s'accroître ses possibilités et ses besoins de travailleurs. Le bouleversement politique et social de l'Europe centrale et orientale avait déplacé l'axe de l'activité économique européenne vers l'Ouest, et la France, enrichie du bassin du Rhin, devenait le centre de l'activité européenne. Le commerce français, par ailleurs, se trouvait affranchi du joug du traité de Francfort. Il jouissait du prestige de la victoire, d'un empire colonial augmenté de 800.000 km² et de 16 millions d'habitants, d'une flotte commerciale plus que doublée par rapport à l'avant-guerre (3). Il se trouvait bénéficier du développement de l'industrie et de l'accroissement considérable de la production. Entre 1913 et 1928 les importations françaises augmentent de 40 % et les exportations grossissent de 62 % en valeur et 130 % en poids (4). Les fluctuations monétaires et les mouvements des changes jouèrent en général en faveur du commerce français et favorisèrent l'extension de ses débouchés. Aussi la commercialisation de la population s'accrut. Les transports, les banques, les intermédiaires se multiplièrent. Les transports, qui en 1906 n'occupaient que 6 % de la population active, en exigent 10 % en 1921. Le commerce

(1) Inspecteur Divisionnaire BERTHIOT. *Voix sociale*. 22 octobre 1922.

(2) Abbé DAUSSET. *Semaines sociales*. Grenoble 1923.

(3) La guerre avait amené l'État à s'occuper de la marine marchande et de la mise en chantier d'une flotte de commerce. Le tonnage de la marine marchande était en 1922 de 2.148.000 t., contre 1.500.000 t. en 1913.

(4) En 1909-13 les importations sont de 39 millions de tonnes, en 1928 elles s'élèvent à 49 millions. Les exportations sont de 31.620 millions de francs (évaluées en francs papier) en 1913 et de 51.346 millions en 1928. En poids, elles sont de 18 millions de tonnes en 1913 et 51 millions en 1928. — Le mouvement des navires est passé de 60.618.000 tonnes en 1913, à 121.412.000 tonnes en 1927.

et la banque occupent en 1921 près de 200.000 individus de plus qu'en 1906. Les spectacles et commerces forains accroissent leurs effectifs de 15 % dans le même temps.

Le développement de professions libérales et de l'intellectualisme. — Les professions libérales non directement productives accentuèrent après la guerre leur développement que favorisa une capillarité sociale accrue. De 480.000 en 1906, elles passent à 570.000 en 1921, soit une augmentation de 15 %. L'accroissement était même si accentué que, contrairement à ce qui avait lieu dans les autres groupes professionnels, il y avait concurrence et crise latente de chômage. Les salaires et traitements, inférieurs souvent à ceux de certains manuels, y révélaient bien l'âpreté de la concurrence. Médecins et avocats, par exemple, avaient vu leur nombre doubler pour une population restée sensiblement stationnaire (1). Ce phénomène était d'ailleurs mondial et en 1926 l'Allemagne sur 1.600.000 chômeurs comptait 200.000 intellectuels, soit 1/8 (2).

L'accroissement du nombre des étudiants est le signe le plus probant de la tendance, accentuée depuis la guerre, à la montée sociale et à la « surproduction d'intellectuels ». La prospérité de l'enseignement primaire supérieur est notamment caractéristique, car elle révèle l'ascension du peuple. De 1919 à 1928, le nombre des élèves y passe de 69.000 à 82.000, soit une augmentation de 40 %. Dans l'enseignement secondaire, le nombre des élèves monte de 136.000 en 1912 à 174.000 en 1925 (3). Le nombre des bacheliers de 7.000 en 1911, s'élève à 15.300 en 1927 (4). Le nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur de 35.000 en 1906, passe à 64.500 en 1928, soit près du double. Non seulement cet étonnant développement de l'intellectualisme retire un grand nombre d'ouvriers du marché du travail, mais il recule l'âge de la productivité chez un nombre croissant de jeunes français. Exploitant cet engouement pour « l'intellectuel », des écoles, des cours, des enseignements par correspondance ont été jusqu'à offrir de former des artistes, des écrivains, des journalistes, des orateurs, etc... « En 14 leçons on apprend à faire un conte, en 3 mois on s'initie au roman, il faut 4 mois pour le drame. On fait un journaliste apte à l'interview en 8 jours et en 15 jours au

(1) Le nombre des médecins en France de 16.800 en 1900 est passé à 27.900 en 1928.

(2) Même important chômage d'intellectuels au Japon, en Angleterre, en Pologne, etc... (MAURETTE. *Europe Nouvelle*, 10 mars 1928).

(3) Le nombre des élèves dans les lycées, collèges et cours secondaires depuis 1900 a été :

Années	Garçons	Filles
1900	85.500	17.400
1912	98.880	37.340
1923	117.230	51.200
1925	120.529	54.000

(4) Le nombre des candidats bacheliers a été en 1927 de 23.800 à la 1^{re} partie et de 18.660 à la 2^e partie.

grand reportage ». Si fantaisiste que soit cette industrialisation du professorat, elle n'en révèle pas moins les dispositions très nettes de l'opinion et la tendance renforcée depuis la guerre au développement d'un « prolétariat intellectuel » au détriment du prolétariat manuel.

La complication de la vie sociale et le développement du fonctionnarisme. — La complexité de plus en plus grande de la vie sociale et économique oblige, de son côté, à multiplier sans cesse les rouages intermédiaires et à puiser dans la population directement productive. Le développement de l'intellectualisme que nous venons de signaler correspond, jusqu'à un certain point, à la nécessité de plus de cadres et à l'importance croissante de la science dans la production. Les services d'études, les laboratoires exigent des effectifs de plus en plus nombreux. Par ailleurs, les grandes usines, les grands magasins, les compagnies minières, qui se développent avec la concentration économique, sont obligés d'avoir des services commerciaux, de comptabilité, des questions ouvrières et sociales, de plus en plus considérables. On assiste ainsi à une véritable fonctionnarisation privée, qui entraîne une diminution correspondante du nombre des travailleurs manuels, diminution que n'arrive pas à compenser le développement du machinisme et de la rationalisation.

Parallèlement à ce fonctionnarisme privé, se développe le fonctionnarisme d'Etat, auquel le régime démocratique est particulièrement favorable. Le rôle de l'Etat s'élargit de plus en plus. Il ne limite plus sa tâche à la défense du sol et de l'ordre, il pénètre l'économie, il intervient chaque jour davantage dans le commerce, l'industrie, les transports, il s'arroge une mission sociale, protège les faibles, etc... Une législation toujours plus étendue amène des interventions toujours plus nombreuses. La guerre, qui avait provoqué pendant 4 ans un étatisme de salut public, contribua, ici comme ailleurs, à précipiter des tendances antérieures et avança la « socialisation » du pays. La « Société France » se compliqua et exigea, de ce fait, un nombre croissant d'agents d'exécution, c'est-à-dire de fonctionnaires. Les services publics administratifs et industriels qui, en 1906, demandaient 626.000 fonctionnaires, en exigeaient 850.000 en 1921, soit une augmentation de 225.000 (1). Le fonctionnarisme d'Etat qui mobilisait 3 % de la population active en 1906, en mobilisait 4 % en 1921. Les services publics industriels (allumettes, abattoirs, manufactures, haras, poudreries, etc...) s'étaient notamment beaucoup développés. De 77.000 en 1906, ils étaient passés à 154.000 en 1921, soit le double et occupaient 0,4 % de la population active, contre 0,2 % en 1906. Quant aux services publics administratifs (Etat et communes), leur personnel était passé de 549.000 en 1906, à 714.000 en 1921, soit un accroissement de

(1) Ces chiffres ne comprennent ni l'armée ni les chemins de fer et ne se rapportent qu'aux 87 départements d'avant guerre, l'Alsace-Lorraine étant exclue pour permettre la comparaison.

185.000 fonctionnaires (1). Certaines lois sociales entraînaient non seulement une augmentation du nombre des fonctionnaires de l'Etat ou des communes, mais aussi, comme la loi sur les Assurances Sociales, une augmentation parallèle des employés privés. La diminution du temps de service dans l'armée avait bien rendu à la production un certain nombre d'hommes, mais l'accroissement du nombre des militaires de carrière était venu supprimer cet avantage pour l'économie. Par une propagande qui pénètre jusqu'au fond des campagnes et y aggrave l'instabilité, l'armée et la marine puisent dans la population active. La loi du 13 juillet 1927 indique que tous les services seront exécutés par un personnel civil et la loi du 31 mars 1928 prévoit le recrutement de 106.000 militaires de carrière, 15.000 agents militaires, 15.000 gardes républicains, 30.000 employés civils permanents, sans préjudice d'ouvriers journaliers embauchés suivant les besoins (2).

Les besoins exceptionnels de l'après-guerre : reconstruction des régions dévastées et reconstitution des richesses détruites. — La guerre par ses destructions et ses ruines accumulées, imposait à la France la nécessité d'un effort et d'une production accrus. La reconstitution des régions libérées à elle seule exigeait une main-d'œuvre considérable. 4.250.000 hectares avaient été envahis et bombardés, 295.000 maisons détruites et 500.000 endommagées. Il fallait refaire plus ou moins complètement 4.800 km de voies ferrées, 58.000 km de routes, 6.100 ouvrages d'art, 1.000 km de canaux. Il fallait reconstruire 22.900 usines, 17.000 édifices publics détruits ou endommagés. Il fallait combler plus de 330 millions de mètres cubes de tranchées et enlever 370 millions de mètres cubes de réseaux de fil de fer. Pendant près de 10 ans une armée de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, atteignant presque le demi-million certaines années, allait être mobilisée pour cette tâche gigantesque (3). Le travail de reconstruction ne s'arrêtait pas là. Une grande partie du matériel de l'industrie et des transports ayant fourni un effort considérable pendant la guerre, avait souffert d'une usure générale aggravée par le manque d'entretien, l'inexpérience du personnel engagé, le mauvais charbon employé. De 1919 à 1927, les 6 réseaux de chemins de

(1) Le recensement de 1921 donne la répartition suivante des fonctionnaires (Alsace-Lorraine comprise) :

<i>Services publics administratifs</i>	{	Pouvoir Central et divers :	= 62.000	{	734.000
		Services départementaux et communaux	= 94.000		
		Justice et police	= 45.000		
		Ponts et chaussées, mines, forêts, voiries	= 124.000		
		Douanes et enregistrement	= 68.000		
		Postes, télégraphes et téléphones	= 154.000		
		Enseignement	= 178.000		
		Divers	= 5.000		
<i>Services publics industriels</i>	{	Poudreries, allumettes, haras, manufactures, etc.	= 163.000	{	163.000

(2) Général BRINDEL. *Revue des Deux-Mondes*. 1^{er} juin 1929.

(3) En 1922, on comptait 310.000 ouvriers du bâtiment dans les chantiers de reconstruction.

fer empruntent 22.400.000.000 francs, soit une moyenne annuelle de 2.600.000.000 francs, soit plus de 3 fois le chiffre d'avant-guerre (1). La guerre avait, par ailleurs, suspendu tous les travaux de construction et d'aménagement. Dans le bâtiment, par exemple, on estimait l'arriéré de construction à plus de 5 milliards de francs. Partout une œuvre considérable de restauration, de réfection et de réadaptation s'imposait. Il fallait aussi reconstituer les anciens stocks et les richesses dévorées. La guerre avait amené une baisse énorme de la production. En 1919, la production du blé était inférieure de 50 % à celle d'avant guerre, celle du charbon était tombée de 41.000.000 de tonnes en 1914, à 22 millions en 1919 (Alsace comprise), celle du fer était réduite de plus de 60 %. Le déficit des exportations sur les importations était de 7 milliards en 1919 (2). La situation financière du pays était accablante avec une dette énorme (3) et une inflation fiduciaire passée de 6 milliards en 1914, à 37 milliards en 1920. La partie la plus riche du territoire, qui payait à elle seule 1/5 des impôts, avait été envahie et ruinée. Cinquante et un mois avaient suffi pour liquider la plus grosse part de la fortune française placée à l'étranger et y substituer une dette extérieure. Impossible désormais de se passer le luxe d'une balance commerciale en déficit.

Produire ! — Produire était donc une pressante obligation. Même si le pays avait été tenté de restreindre l'exploitation de son sol et de ses gisements miniers à la mesure de ses forces de travail, les impérieuses exigences de sa situation financière et économique le lui auraient interdit : « Il faut, disait Mgr Vanneufville en 1920, utiliser à fond toutes nos ressources, nos capitaux, notre expérience, notre clientèle, notre renommée, il nous faut surproduire pour nous relever de la guerre ». « Le travail, ajoutait M. Lavis, est notre grand devoir envers notre pays ». Produire, travailler, tel fut le leit-motiv de l'économie française d'après-guerre. Mais, comme par une pénible contradiction, jamais le pays n'avait autant manqué de travailleurs qu'au moment où il exigeait le plus de travail, le problème de la main-d'œuvre domina tous les autres. Problème d'autant plus impérieux que la production et l'exportation françaises sont essentiellement une production et une exportation de produits finis, d'autant plus appréciés qu'ils portent davantage la marque du travail humain. Production, relèvement, expansion, se trouvèrent ainsi condition-

(1) Avant la guerre la moyenne annuelle des emprunts était de 356 millions de francs-or.

(2) L'excédent des importations pendant la guerre avait été 62 milliards :

1.533 millions	en 1914
9.099 —	en 1915
14.425 —	en 1916
21.541 —	en 1917
15.771 —	en 1918

(3) La dette de la France de 6 milliards de dollars en 1914, était passée à 31 milliards de dollars en 1919.

nés au maximum par le recrutement des travailleurs. « La tyrannie des bras » devint une réalité, non par suite de leur nombre, mais de leur raréfaction. Jamais recours à l'immigration ne fut plus urgent ni plus utile. Par un heureux hasard l'Europe, à ce moment, se trouvait disposer d'importants effectifs ouvriers. De sorte qu'à l'effet attractif de la France s'ajouta l'effet répulsif de certains pays européens pour favoriser l'afflux des travailleurs vers notre pays dont le sang appauvri ne parvenait plus à soutenir une fébrile activité.

Le marché européen du travail après la guerre.

Les pays européens qui, faute de ressources ou de capitaux pour les exploiter, étaient restés en marge de l'industrialisation et attachés au régime agricole, étaient devenus, dès le milieu du XIX^e siècle, les fournisseurs de main-d'œuvre des pays industrialisés. L'émigration était d'ailleurs nécessaire à ces pays, car la pauvreté économique s'y accompagnait en général de conditions politiques et sociales défavorables à l'individualisme et favorables par conséquent à une grande fécondité et à un rapide accroissement de la population. Tel était le cas des voisins de la France : Italie, Espagne, Portugal et, à un degré moindre, parce que plus évoluées, de la Belgique et de la Suisse. Tel était également le cas des pays qui constituèrent après les hostilités les nouveaux états de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de Yougo-Slavie. La guerre, ici encore, ne changea rien quant aux tendances et aux caractéristiques essentielles de la situation économique et démographique de ces pays. Le plus souvent, au contraire, elle renforça les causes anciennes et permanentes qui faisaient de l'émigration une nécessité pour eux.

1^o Les pays d'émigration :

1^o L'Italie. — L'Italie restait après la guerre le premier pays d'émigration d'Europe. De 1920 à 1924, elle donna la moitié du total de l'émigration européenne : 900.000 sur 1.700.000. L'émigration italienne restait essentiellement économique. Elle découlait de la disproportion entre le nombre de la population et les moyens de subsistances. Les raisons politiques et religieuses n'y avaient qu'une influence minime. Un formidable accroissement de 13 millions d'habitants en 55 ans avait posé à l'Italie un grave problème alimentaire. Seule elle était sortie de la guerre avec une population accrue, grâce à une très forte natalité et à l'afflux des réfugiés. Dans les 48 jours du 14 septembre au 10 octobre 1914, presque un demi-million d'émigrés étaient rentrés en Italie. Le total des rentrées pendant

la guerre s'éleva à 1 million (1). Par ailleurs, elle n'avait perdu que 6 % de ses hommes valides, alors que la France en avait perdu 11 %. L'accroissement de la population, qui était de 280.000 avant 1914, passe à 400.000 par an après la guerre. La densité s'élevait à 126 habitants au km² alors qu'elle n'est que de 71 en France. Or, avec une population en si rapide accroissement, l'Italie n'avait qu'une économie assez pauvre. L'industrie était gênée par le manque de houille et de richesses minières, le commerce réduit par la faiblesse de la production, la médiocrité des colonies (2) et la situation du pays à l'écart des grands carrefours de commerce. En 1928, industrie et commerce réunis n'occupent que 5.600.000 personnes — soit à peine 1/8 de la population (3). Et encore comptait-on plus de 250.000 chômeurs (4). L'agriculture au sol ingrat ne compensait pas l'indigence du sous-sol. Les rares régions fertiles, notamment dans le Nord, étaient surpeuplées. Les efforts d'avant-guerre pour régénérer le Sud étaient restés en partie sans résultats vu l'apathie générale. Les grands propriétaires imposaient aux paysans trop nombreux des contrats draconiens. Dans certaines régions le sort du travailleur agricole était lamentable. L'ouvrier des rizières du Pô, pendant les plus chaudes journées de juillet travaillait sous le soleil, dans l'eau jusqu'aux genoux ; celui des latifundia de Sicile ou de Basilicate ne pouvait voir sa famille qu'une fois par semaine en raison de l'éloignement ; celui de l'Agro-Romano logeait dans des grottes creusées dans le sol ou des huttes de paille et de roseaux. La pellagra et la malaria en atteignaient un grand nombre et la mortalité, due à la sous-alimentation, au surmenage, au manque absolu d'hygiène, était effroyable. Près de 150.000 migrants intérieurs cherchaient leur subsistance de province à province, souvent sous la conduite d'intermédiaires, les caporalato, qui les exploitaient (5). C'était vraiment là, dans toute sa force lamentable, l'émigration de la faim. Les grèves fréquentes révélaient la gravité de la crise agraire. En 1912 les ligues et syndicats de la terre ne comptaient pas moins de 390.800 adhérents, soit 48 % des travailleurs agricoles, notamment de ceux du Nord plus évolués (6). En 1919-1920, une grande agitation gagnait les métayers et les dressait contre les abus des propriétaires et de leurs intermédiaires (7).

(1) Roberto MICHELS « *L'économiste* » du 17 octobre 1925.

(2) L'Erythrée n'avait que 4.000 italiens et la Tripolitaine 11.000 en 1922, contre 500.000 indigènes.

(3) Cette proportion qui est de 13,8 % dans le Nord, descend à 8,7 % de la population dans l'Italie Centrale et à 3,85 % dans l'Italie du Midi.

(4) *Italia e il mondo*. Milan. Septembre-octobre 1928. Sur les 250.000 chômeurs il y en avait 55.000 dans le bâtiment, 36.000 dans le textile, 27.000 dans la métallurgie.

(5) BAGLIONI. *Critica sociale*. 16 mai 1911.

(6) E. LAMONON. *L'Italie économique et sociale*. 1913.

(7) GIULIO CONSTANZO. *Revue Internationale des Institutions économiques et sociales* Institut International d'agriculture. Mai-juin 1924.

L'émigration était donc pour l'Italie une impérieuse nécessité, une soupape à la congestion démographique. Elle était aussi une source de richesse pour le pays en déterminant l'exportation de produits italiens pour les émigrés et en amenant des sommes considérables, un « rivoli d'oro », avec les épargnes des expatriés. Comprenant la nécessité et les avantages de l'émigration, le gouvernement italien la favorisa, l'organisa, la dirigea aussitôt la guerre finie. Au 30 juin 1927, la population italienne à l'étranger était de 9.168.300, soit 3.400.000 individus de plus qu'en 1911. Le rythme des départs de 1920 à 1925 fut le suivant :

Années	Emigration continentale	Emigration transocéanique
1920	152.700	211.000
1921	88.300	198.000
1922	170.150	125.500
1923	229.850	186.190
1924	271.090	137.500
1925	207.600	114.300

Comme l'émigration transocéanique tombait de 1/2 million en 1913, à 125.000 en 1922, et que les Etats-Unis n'acceptaient que 3.800 italiens en 1924, contre 275.000 en 1913, ce fut sur le continent que l'Italie envoya un nombre accru d'émigrants. La plus grande partie de cette émigration continentale, 83 % en moyenne, devait aller vers la France. Sur 1.300.000 italiens émigrés en Europe en 1927, la France en occupait, d'après le Ministère italien des Affaires étrangères, plus des 3/4, avec 963.000. La Suisse venait ensuite avec 136.000 soit 11 %.

2^e La Pologne. — La Pologne venait au 2^e rang après l'Italie pour l'émigration continentale. Sa population enflait à une vitesse étonnante. De 26.227.000 en 1919, elle montait à 30.212.000 en 1928, soit une augmentation de 15 %. Chaque année voyait la Pologne s'accroître d'un demi-million d'âmes. Dans l'Ouest, plus évolué grâce à l'influence allemande, l'accroissement annuel était un peu plus faible, 1,5 % en moyenne, mais dans les wojewodies de l'Est il atteignait 2 à 2,5 %, augmentation considérable comparée à celle de la France qui n'était que de 0,06 % et même de la Belgique (0,8 %) et de l'Italie (1,3 %) (1). La densité de population n'était cependant pas excessive : 70 au km² contre 257 en Belgique, 127 en l'Allemagne et 126 en Italie. Mais cette densité variait énormément avec les régions : de 304 au km² en Haute-Silésie et de 118 dans le département de Lodz, elle tombait à 20 en Polésie et 35 dans le département de Nowogrodeck, révélant ainsi le manque de ressources de ces régions. Aussi, l'émigration polonaise due en premier lieu à l'excès de sève d'une population très féconde, est attribuable

(1) L'excédent des naissances sur les décès après la guerre a été de : 429.900 en 1922, 519.900 en 1923, 480.300 en 1924, 542.000 en 1925, 451.000 en 1926 et 427.300 en 1927.

également à une économie trop pauvre, affaiblie d'ailleurs pendant longtemps par des conditions sociales et politiques paralysantes.

L'agriculture occupait après la guerre 65 % de la population. Le sol arable constituait 48 % de la superficie totale (France 41 %) C'était donc un pays de fertilité moyenne. Mais les modes de culture étaient encore très archaïques et le rendement faible. Pour les céréales le rendement à l'hectare n'était que de 12 quintaux, malgré la forte densité de la population rurale (1). Dès que les méthodes plus scientifiques étaient employées, comme en Pologne allemande, le rendement s'élevait à 18 et 20 quintaux à l'hectare. La guerre en étendant ses dévastations sur 70 % du territoire, en ruinant le matériel agricole et en décimant les troupeaux, avait rendu plus pénible la situation du paysan polonais. En 1921 la production du blé avait diminué de 43 % par rapport à celle d'avant guerre, celle de la pomme de terre était réduite de 30 %. Mais ce dont souffrait surtout l'agriculture polonaise c'était du trop grand nombre de petites exploitations insuffisantes pour les besoins d'une famille. Environ 65 % des propriétés rurales avaient moins de 5 hectares (2), alors que 6 à 8 hectares sont nécessaires pour permettre à une famille polonaise de subsister. Le tableau suivant indique clairement l'insuffisance de la terre polonaise par rapport à la population agricole qui y demeure : (3)

Départements (Wojewodies)	Etendues cultivées (hectares)	Population agricole active	Nombre d'hectares par tête	Journées de travail par tête en une année
du Centre	7.797.000	3.935.600	2	160
de l'ouest	3.014.000	835.600	3,7	296
du Midi	3.772.000	3.615.800	1,1	88
de l'Est	4.191.000	1.879.200	2,3	184
Total	18.774.000	10.266.400	1,9	152

Ainsi, dans certaines régions, les travaux agricoles ne peuvent occuper le paysan que 88 jours par an. Pour toute la Pologne chaque paysan n'est occupé qu'un jour sur 2. L'obligation de chercher un emploi en dehors de l'exploitation familiale était donc une nécessité pour la moitié des familles polonaises. Des 8 à 10 enfants, 4 ou 5 seulement pouvaient travailler avec le père, et à la mort des parents on ne pouvait diviser une terre déjà trop étroite (4). On se trouve dès lors en présence d'une masse de paysans sans terre, qui constituent un prolétariat rural sans cesse accru et qui représentaient après la guerre 23 % de la population agraire polonaise, soit plus de 6.000.000

(1) GRABSKI. *W. Gospodarstwo agrarne* 1923, p. 399.

(2) Sur 3.298.000 propriétés, 33 % avaient moins de 2 hectares, 30 % avaient de 2 à 5 hectares, soit 1.700.000 propriétés de moins de 5 hectares ne pouvant occuper les familles qui s'y trouvaient et dont le total formait 10.000.000 d'individus. *Statistique agraire de la République polonaise*. Varsovie 1924.

(3) D^r SZAWLEWSKI. *Kwestja emigracji w Polsce*. Varsovie 1927, page 155.

(4) CZESLAW KACZMAREK. *L'Emigration polonaise*. 1928.

de personnes. Le problème était si grave que la Constitution de la République envisageait une réforme agraire pour la création de propriétés « capables de fournir une production régulière » (1).

L'industrie était incapable d'occuper tout l'excédent de main-d'œuvre polonaise. Le nombre des ouvriers industriels atteignait à peine 600.000 (2), alors que le prolétariat rural dépassait 6.000.000. C'était seulement 15 % de la population — environ 5.000.000 — qui vivait de l'industrie. Cette faiblesse de l'industrie polonaise malgré l'existence de richesses naturelles importantes (3), s'expliquait par le fait que le nouvel Etat avait été reconstitué avec 3 tronçons qui s'étaient développés économiquement de façons très différentes. C'est ainsi que les chemins de fer constituaient 3 réseaux tournés vers l'extérieur, sans liens suffisants entre eux. De grandes lignes réunissant des régions importantes s'évadaient en territoire étranger sur un certain parcours. Par ailleurs, la guerre avait, là aussi, accumulé ses ruines et le conflit russo-polonais retardait la reconstruction. Cette reconstruction et cette réadaptation exigeaient beaucoup d'argent et la Pologne n'avait pas de crédit. Les débouchés anciens étaient fermés, les marchés locaux insuffisants, et l'hostilité allemande venait aggraver la crise. Le commerce subissait le sort de l'industrie. Il était surtout aux mains de petits boutiquiers et de petits négociants, dont beaucoup furent ruinés par la fermeture des anciens marchés, notamment celui de Russie. Les Juifs, qui étaient particulièrement nombreux parmi eux, émigrèrent en masse et constituèrent après la guerre 60 % de l'émigration polonaise transocéanique. Aussi le nombre des chômeurs industriels polonais était-il considérable. Il oscillait entre 200.000 et 250.000. En 1926 il atteignit 290.000, chiffre énorme si l'on songe au peu de développement de l'industrie polonaise. Aux chômeurs complets s'ajoutaient les chômeurs partiels qui ne travaillaient que 4 à 5 jours par semaine. En 1924, le nombre moyen des journées de travail par semaine dans toutes les industries oscilla entre 4 jours 1/2 et 5 jours 1/2.

La surpopulation fut encore accentuée par l'arrivée, aussitôt après la guerre, d'un grand nombre de réfugiés. Entre 1918 et 1921 la Pologne reçut 900.000 polonais d'Allemagne, 1.300.000 d'Autriche, 1.200.000 de Russie et 50.000 de divers pays (4). C'était un afflux de plus de 3.000.000 d'individus auxquels s'ajoutaient un grand nombre

(1) Voici l'article de la Constitution : « Les lois détermineront le droit de l'État de procéder au rachat forcé de la terre et d'en régler le commerce, en prenant en considération le principe que l'organisation agraire de la République Polonaise doit être basée sur des unités agricoles constituant la propriété individuelle des citoyens et capables de fournir une production régulière ». MERLOT. *Réforme agraire en Pologne*. La Pologne du 15 janvier 1926.

(2) De 1919 à 1926, le nombre des ouvriers industriels oscilla entre 400.000 et 680.000. Vers 1924, ils se répartissaient ainsi : Mines de charbon : 170.000, Textile 135.000, Métallurgie 63.500, Alimentation 41.600, Industries du bois 35.600.

(3) La production de houille était de 32.224.000 tonnes en 1924.

(4) *Statistique des émigrations continentales en Pologne*. B. I. T. Genève 1924. *Revue Internationale du Travail*. Février 1923.

de réfugiés russes. On estime qu'au total près de 5 millions de réfugiés, en général misérables, entrèrent en Pologne après 1919. Si on ajoute encore à ces chiffres les anciens émigrés polonais d'Amérique attirés par l'établissement de la République et qui s'élèvent à 70.000 en 1920, 78.800 en 1927, et dont le nombre jusqu'en 1921 dépassa celui des partants, on se rendra compte de l'énorme réserve d'hommes possédée par la Pologne après la guerre. La fermeture d'un certain nombre de pays qui, avant 1914, recevaient les émigrants polonais, aggrava encore la situation. Les Etats-Unis recevaient de 150.000 à 200.000 polonais avant la guerre. En 1922 ils n'en acceptent que 28.000 ; en 1923 : 12.500, et en 1924 seulement 4.200.

Il en résulta une augmentation de l'émigration continentale qui passa de 8.800 en 1921, à 120.300 en 1926 et qui, à partir de 1923, dépassa l'émigration transocéanique. Cependant elle restait encore bien faible avec une moyenne annuelle de 100.000 hommes, contre 700.000 avant la guerre. C'est que, là aussi, des débouchés s'étaient fermés. L'Allemagne, qui en 1913 recevait environ 500.000 travailleurs agricoles et avait 600.000 ouvriers polonais en Westphalie, ferma ses frontières après la guerre. Victime elle aussi du chômage, elle expulsa même des travailleurs polonais fixés chez elle depuis 15 ou 20 ans. La Russie, qui recevait également un grand nombre d'émigrés et comptait 600.000 polonais avant la guerre, n'en attirait plus après 1919. Seule la France qui déjà avant 1914 recevait des ouvriers agricoles polonais, non seulement restait ouverte, mais recherchait de la main-d'œuvre. Elle représentait, par ailleurs, aux yeux des polonais, le pays ami et libérateur, qui s'était toujours montré accueillant dans le passé aux nombreux réfugiés polonais. Elle allait recevoir cette fois non point l'élite mais la masse des travailleurs polonais.

3° L'Espagne et le Portugal. — L'Espagne est un des pays les moins peuplés d'Europe. La densité de population n'y est que de 40 habitants au km². Et cependant l'émigration espagnole est parmi les plus importantes et s'élève au chiffre considérable de 67 pour 1.000 habitants. C'est que l'Espagne est aussi un des pays les plus pauvres et que l'accroissement de la population y est trop rapide en regard des ressources limitées et mal exploitées. En un siècle la population espagnole a doublé : de 10.500.000 en 1805, elle passait à 20.880.000 en 1920. Ni l'industrie ni l'agriculture insuffisamment développées ne pouvaient absorber cette augmentation. Le manque de communications, l'absence de capitaux, l'apathie de l'espagnol, gênaient ou empêchaient la mise en valeur des richesses naturelles. Les initiatives et les capitaux étrangers — la France avait près de 3 milliards engagés en 1901 — n'arrivaient pas à stimuler l'industrie et le commerce (1). L'agriculture était misérable. De vas-

(1) LOURTIES. *Relations commerciales entre la France et l'Espagne*, page 114.

F. de LOS RIOS. *Le problème agraire en Espagne*. *Revue Internationale du Travail*, vol. xx. N° 6. Juin 1925.

tes régions souffrent du climat, notamment de la sécheresse qu'un déboisement imprévoyant a souvent aggravée. Tout le centre du pays connaît les excès du climat continental : « trois mois d'hiver neuf mois d'enfer ». « L'alouette traversant les Castilles, dit le proverbe, doit emporter son grain ». Les méthodes d'exploitation étaient arriérées, la répartition du sol défectueuse. Beaucoup de terres étaient en friche, à tel point que le gouvernement envisageait après la guerre un plan de « colonisation intérieure » (1). L'économie se trouvait alourdie par la forte proportion de la population oisive ou non directement productive. Il y avait environ 100.000 ecclésiastiques, soit 1 pour 200 habitants, et un très grand nombre de militaires de carrière et de rentiers. La misère était extrême. : l'Espagne comptait en 1913 plus de 400.000 mendiants de profession. Les salaires des ouvriers, et surtout des ouvriers agricoles, étaient très bas, cependant que la vie restait chère par suite des tarifs protecteurs élevés (2). Le retard de l'hygiène et de l'instruction était incroyable. On comptait avant la guerre 12.400.000 illettrés, contre 7.227.000 lettrés, soit 2 illettrés sur 3 habitants. Parmi les ouvriers agricoles immigrés en France depuis la guerre 80 % sont illettrés. L'obligation scolaire n'était d'ailleurs pas assurée et le budget de l'instruction publique ne s'élevait qu'à 50 millions. Cette misère économique et intellectuelle s'accompagnait d'une fécondité étonnante, l'une des plus fortes d'Europe, s'élevant à 30 % en 1920, contre 18 % en France. La mortalité quoique terrible (21 % en 1923 contre 16 % en France), n'arrivait pas à limiter l'accroissement de la population. L'émigration, résultant de cette situation misérable d'une grande partie de la population espagnole, était considérable. De 1889 à 1913, elle oscilla autour de 120.000, chiffre officiel, mais inférieur à la réalité. Les départs d'agriculteurs étaient particulièrement nombreux pour la France. Parfois on assistait à l'exode de tout un village, alcade en tête, comme celui du village de Boada passé tout entier en Amérique. Aussi le gouvernement à plusieurs reprises s'efforça-t-il d'enrayer cette hémorragie démographique, car l'émigration, résultat d'une économie déficitaire, l'aggravait à son tour (3). Après la guerre, l'Espagne essaya de mieux utiliser sa population en développant l'activité économique. De là, une certaine baisse de l'émigration. Cependant celle-ci reste une des plus importantes d'Europe, tant est grande la misère de la masse et vif chez les plus entreprenants le désir d'un standard de

(1) O. GORNI. Le problème de la colonisation intérieure en Espagne. *Revue internationale du Travail*, vol. xx, n° 6, Juin 1929, p. 868.

(2) En 1930, dans le Bulletin de l'Emigration, organe officiel, on pouvait lire : « L'accroissement de la population est assez rapide pour être inquiétant... Les méthodes de culture sont, sauf quelques exceptions, les mêmes qu'on employait, il y a plusieurs siècles. Quant à l'industrie, l'Espagne importe annuellement plusieurs milliards de pesetas de produits industriels, bien qu'elle ait des barrières douanières qui, si l'on excepte la Russie, sont les plus hautes d'Europe ».

(3) La loi du 21 décembre 1907 et différents décrets pris depuis la guerre interdisent les agences d'émigration et la propagande pour l'immigration collective.

vie supérieur, désir qui se trouve entretenu par la réussite de ceux que l'émigration a favorisés :

Années	Emigration
1920	205.000
1921	90.000
1922	110.000
1923	130.000
1924	126.000

Au Portugal, la même situation démographique et économique entraînait les mêmes conséquences qu'en Espagne. La misère obligeait une partie de la population à s'expatrier. Certaines années l'émigration absorbait tout l'accroissement de la population. En 1927 pour un excédent de 70.000 naissances, il y a eu 65.000 départs. C'est moins l'excès de sève d'une population vigoureuse que « la misère et la faim qui poussent à l'émigration dans ces pays » (1).

4^e La Belgique. — La population de la Belgique a doublé en un siècle. De 3.700.000 en 1830, elle est passée à 7.680.000 en 1914 et, malgré la guerre, à 7.820.000 en 1926. La guerre, d'ailleurs, ne lui fit perdre que 2% de sa population active, soit 5 à 6 fois moins que la France. L'existence de cette nombreuse population sur un territoire exigu se traduit par d'énormes densités au km². La densité pour toute la Belgique est passée de 128 en 1830, à 257 en 1926 (2). Ce surpeuplement a obligé le paysan belge à tirer le maximum de son sol : « Peu de pays, écrit M. Demangeon, ont réussi à exploiter une aussi grande proportion de leur terre » (3). Il a permis aussi un rapide essor de l'industrie au XIX^e s. : la population industrielle a doublé de 1850 à 1900. Mais, si développée et si intense que fut l'activité agricole et industrielle, elle ne suffit pas à absorber tout l'accroissement de la population. L'agriculture surtout dont le développement est plus limité, ne pouvait occuper toute la population rurale. Un grand nombre de saisonniers sont obligés chaque année, depuis longtemps, d'aller chercher à l'étranger un travail supplémentaire qui leur permette de faire subsister leur famille (4). La France avant 1914 recevait ainsi annuellement près de 40.000 betteraviers et moissonneurs belges. Par ailleurs, les terres disponibles étaient rares et chères. Dans les régions fertiles le prix de l'hectare pour la culture de la betterave atteignait en 1922 près de 10.000 fr. L'hectare de bonne terre se louait en 1925 de 500 à 700 fr., alors qu'à la même époque il ne dépassait pas 300 à 500 fr. en France. Or, après la guerre, les belges connurent, par les nombreux saisonniers et par les réfugiés qui avaient vécu

(1) A. GIRARD. L'émigration espagnole. *Annales de Géographie*. xxi. 1912, page 418.

(2) A. DEMANGEON. *Belgique et Pays-Bas*. Tome II de la Géographie Universelle Vidal de la Blache et Gallois. page 139.

(3) A. DEMANGEON. ouv. cité, p. 129.

(4) Le déclin des industries rurales et notamment de la culture et du tissage du lin, eut une grande influence sur l'émigration rurale belge.

plusieurs années en France, les besoins de notre économie, le bon marché des terres et en général la vie plus facile dans notre pays. Il en résulta un renforcement de l'émigration vers la France dans les années qui suivirent la fin des hostilités. Cependant, d'un autre côté, la guerre en accentuant l'industrialisation et en exigeant une main-d'œuvre nombreuse pour la reconstruction en Belgique, renforça par la suite la tendance déjà ancienne au ralentissement de l'émigration. De sorte que, tout en restant un très gros fournisseur de main-d'œuvre, la Belgique ne put accroître son émigration en proportion des besoins de la France.

5° La Hollande. — La Hollande, pays agricole, fertile à force de travail, est une des contrées d'Europe où la population est la plus dense : 224 habitants au km². Cette population s'accroissait régulièrement avec 5.100.000 en 1900, 6.800.000 en 1920 et 7.400.000 en 1926, soit 25 % d'augmentation en 25 ans. L'industrie très restreinte ne pouvait occuper l'excédent de population et l'agriculture très développée donnait le maximum de rendement. Il n'y avait pas de terres disponibles et les meilleures atteignaient 10.000 fr. à l'hectare, soit 8 à 10 fois les prix enregistrés en France (1). L'élevage pratiqué rationnellement, la motoculture, l'organisation moderne, tout contribuait, par ailleurs, à limiter les besoins de main-d'œuvre. Non seulement l'émigration vers l'Allemagne qui servait de débouché avant la guerre avait cessé vu la crise économique sévissant dans ce pays, mais on constatait, au contraire, une immigration allemande en Hollande. En 1922 notamment, 90.000 allemands y vinrent, attirés par le bénéfice du change. Le gouvernement intervint contre cette immigration et s'efforça de favoriser l'émigration hollandaise par ses bureaux de placement et par l'organisation de convois d'ouvriers agricoles. Il étudia les possibilités de colonisation en France, où des missions d'études furent envoyées dans le Sud-Ouest.

6° La Suisse. — La Suisse avait, en 1926, 3.960.000 habitants et une densité moyenne de 96 habitants au km². Cette densité apparaissait très forte si l'on tenait compte de la nature montagneuse d'une partie de la Suisse. La population se pressait dans les régions habitables, surtout agricoles, où la densité se maintenait entre 100 et 200 habitants au km². La terre en Suisse, tout comme en Belgique, était rare et chère. Quant à l'industrie, elle était trop peu développée pour occuper une nombreuse population. La guerre non seulement n'avait pas diminué la population, mais avait beaucoup augmenté les disponibilités de travailleurs en arrêtant toute émigration pendant 4 ans. Aussi la Suisse était-elle particulièrement atteinte par le chômage : en 1921 il y avait 41.176 chômeurs complets et 76.116

(1) M. PIERSON. *Comité d'Etudes*. 26 mai 1927.

chômeurs partiels. Elle souffrait notamment d'une pléthore d'ouvriers qualifiés, que ses nombreuses écoles professionnelles avaient formés et que son industrie ne pouvait occuper. C'est ainsi que le Bulletin des chômeurs de l'Office fédéral de Zurich donnait pour 3.775 chômeurs disposés à émigrer en novembre 1923 : 1.602 travailleurs intellectuels (ingénieurs, architectes, dessinateurs, techniciens, etc...) soit 42 % du total, 1.522 ouvriers métallurgistes, tisseurs, de l'alimentation, etc... et seulement 155 agriculteurs. On aura une idée du degré de spécialisation de ces chômeurs quand on saura que 3.500 d'entre eux se répartissaient entre 570 spécialités et professions diverses (1).

7° La Tchécoslovaquie. — En 1921, la Tchécoslovaquie avait une population de 13.600.000 habitants, avec une densité moyenne de 97 au km². Mais, tout comme la Suisse, la Tchécoslovaquie possède des régions montagneuses importantes et c'est dans les régions habitables que se pressait la population. La densité était ainsi très forte dans le Tessin : 244 habitants au km², dans le département de Born : 144, dans celui de Louny : 174, etc... De tout temps, la Bohême, la Moravie, la Silésie, furent des centres d'émigration. De 1899 à 1914, les départs s'élevaient en moyenne à 30.000 par an. En 1925, il y avait à l'étranger 2.200.000 tchèques et slovaques, soit 1/5 du total de la nation actuelle (2). L'émigration agricole, surtout celle des saisonniers, constituait plus de la moitié de l'émigration totale tchécoslovaque. En 1927 : 15.840 saisonniers quittaient la Slovaquie et la Ruthénie. En Slovaquie, il y avait un excédent constant de 15.000 à 18.000 ouvriers agricoles. Comme en Pologne, il y a trop de petites exploitations qui ne permettent pas aux familles de subsister. En 1918 sur 411.800 exploitations agricoles, 93.000 ne dépassaient pas 50 ares, 107.000 avaient de 50 ares à 1 hectare, 62.000 de 1 à 2 hectares et 80.000 de 2 à 5 hectares, alors qu'un minimum de 5 à 8 hectares est nécessaire pour une famille. De plus, ces petites exploitations familiales se trouvaient en général dans les régions montagneuses pauvres, tandis que le sol le plus fertile des vallées et des plaines appartenait en majorité aux grandes exploitations. Les meilleures terres se trouvaient dans 5.000 exploitations de 25 hectares (3). Beaucoup de petits cultivateurs, obligés de se placer comme journaliers ou saisonniers, se rendaient avant la guerre en Hongrie. Depuis la guerre il a fallu organiser le placement dans d'autres pays. C'est ainsi que l'Office Slovaque de placement, de 1919 à 1928, plaçait 613.000 ouvriers agricoles tant en Tchécoslovaquie que dans divers pays d'Europe, et

(1) *Bulletin de l'Office fédéral du Travail de Zurich*. Novembre 1923. — L'orientation professionnelle en Suisse ne tient compte que dans une faible mesure des débouchés que peut fournir le pays, d'où pléthore d'ouvriers qualifiés et pénurie de gros travailleurs et de manœuvres.

(2) M. SAINT-KLIMA. Conférence faite à Brastilava. 1928.

(3) Conférence de M. ЗАК, Commissaire Supérieur de l'agriculture, à Bratislava. 1928.

notamment en France où le prix du sol est de 25 % moins cher qu'en Tchécoslovaquie (1). L'industrie, bouleversée par la guerre, connut une forte crise et un chômage prolongé après 1918. De 1919 à 1925, la Tchécoslovaquie dépensa 1.200.000.000 francs pour ses chômeurs (2).

La fermeture de certains débouchés transocéaniques, notamment des Etats-Unis et de certains dominions anglais, fut sensible à l'émigration tchécoslovaque qui leur envoyait des effectifs importants avant la guerre. L'émigration continentale s'en trouva renforcée d'autant et passa de 16.000 en 1920, à 30.000 en 1924.

8° La Hongrie. — La Hongrie est un pays agricole où 66 % de la population vit du travail de la terre. Le régime de la grande propriété y domine et le prolétariat rural y est très nombreux. Jusqu'à la guerre ce prolétariat acceptait les plus dures conditions avec une telle passivité que les châtiments corporels ont été admis jusqu'en 1907. Comme l'agriculture, surtout la culture des céréales, n'occupe qu'une partie de l'année et que l'horizon de travail était très limité, le chômage était un mal chronique. Aussi l'émigration a-t-elle toujours été considérable, tant pour rechercher du travail que pour mener une vie meilleure. En 1909, cette émigration s'élevait à 129.000, et la perte en hommes causée à la Hongrie par l'émigration était certaines années, supérieure à l'accroissement naturel de la population (3). Après la guerre, l'afflux des réfugiés vint grossir le nombre des candidats à l'émigration. Beaucoup de hongrois appartenant à des districts détachés de l'ancienne Hongrie, rentrèrent dans le nouvel Etat. 139.000 vinrent ainsi de Roumanie, 56.000 de Tchécoslovaquie, 37.500 de Yougoslavie, au total 233.500 réfugiés sans travail et sans ressources pour la plupart (4). En 1921, 755 familles vivaient encore dans des wagons à Budapest (5). Aux émigrants poussés au départ par les conditions économiques, s'ajoutaient les émigrants politiques, notamment les républicains, les socialistes, et les juifs victimes de l'antisémitisme, pour la plupart intellectuels ou ouvriers d'industrie.

9° L'Autriche. — L'Autriche, dont l'économie fut également profondément bouleversée par la guerre, connut une crise de chômage très forte. Noyau urbain et industriel brusquement isolé et coupé de ses débouchés et de ses approvisionnements, elle eut après la guerre une moyenne de 200.000 à 250.000 chômeurs, presque tous industriels. Chiffre énorme eu égard à la population qui ne dépassait pas 6.500.000 âmes. En 1927, il y avait encore 235.500 chô-

(1) Conférence de M. KOUST MRACEK à l'Institut d'émigration à Prague. 1928.

(2) *Informations sociales*. xxviii. n° 9. 26 novembre 1929.

(3) *Revue de l'Economie Internationale*. Juin 1905.

(4) *Revue Internationale du Travail*. Juin 1922.

(5) *Revue de la Croix-Rouge Internationale*. 15 Janvier 1922.

meurs secourus. Un office fédéral d'émigration fut créé pour étudier les possibilités de placement à l'étranger. En 1929, l'office préparait le placement de 10.000 ouvriers qualifiés en France (1).

10° La Yougoslavie. — *La Yougoslavie* avait une population de 12.017.000 habitants en 1920. Pays agricole, de petits propriétaires, où comme en Pologne et en Tchécoslovaquie, les familles très nombreuses n'arrivent pas à vivre sur de trop petits ou trop pauvres domaines. Dénuée d'industrie, encombrée de réfugiés russes, la Yougoslavie souffrait de pléthore de main-d'œuvre. De 1919 à 1928, il y eut 136.000 émigrants dont 70 % agricoles (2). L'émigration saisonnière s'élevait en moyenne chaque année à 10.000 ouvriers. Ici encore, l'émigration continentale se trouva renforcée par la diminution de l'émigration transocéanique.

En résumé, dans presque tous les pays d'émigration, la guerre avait accentué la nécessité de l'exportation de main-d'œuvre. Quelles étaient, en face de ces réserves de travailleurs, les possibilités d'absorption du marché européen ? Quels débouchés l'après-guerre laissait-elle à cette surpopulation relative de certains pays ?

2° La congestion démographique de l'Europe après la guerre

Tous les pays européens, à l'opposé de la France, souffrirent après la guerre d'une pléthore exceptionnelle de main-d'œuvre. Sans doute la guerre avait fauché des millions d'hommes, mais elle en laissait un plus grand nombre encore sans emploi et sans ressources. En bouleversant l'économie, en brassant les masses, elle avait provoqué un afflux de réfugiés et un chômage sans précédent que la restriction de l'émigration transocéanique, jadis soupape démographique de l'Europe, rendit encore plus sensible.

L'afflux des réfugiés. — La guerre amena d'énormes mouvements migratoires en Europe. Elle arracha à leur milieu des centaines de milliers d'hommes. Le Commissariat des réfugiés à la S.D.N. dut rapatrier près d'un demi-million de prisonniers de guerre, appartenant à 26 nationalités et disséminés dans toute l'Europe (3). Les seuls traités de paix de 1919-1920 entraînèrent le déplacement de 2.300.000 âmes environ. Par libre option ou contrainte plus ou moins déguisée, 1 million d'individus émigrèrent en Allemagne, 900.000 en Pologne, 250.000 en Hongrie, 100.000 en Tchécoslovaquie, etc...

(1) *Informations Sociales*, vol. xxix, n° 8, 25 janvier 1929.

(2) *Revue Internationale du Travail*, vol. xx, n° 5, Novembre 1929.

(3) Rapport à la 8^e session ordinaire de l'Assemblée du 5 septembre 1927. (A. 48. 1927. xiii) Genève.

La défaite de l'armée grecque en 1922 détermina l'exode de plus de 700.000 grecs, 120.000 arméniens, 200.000 chrétiens de Thrace, 50.000 habitants du Pont et du Caucase, et de 60.000 Constantinopolitains (1). Le conflit gréco-turc se termina par l'échange obligatoire d'une population de 1.500.000 individus (2). Les émigrés bulgaro-grecs atteignirent 230.000. La révolution, les guerres et la famine en Russie, provoquèrent l'exode de près de 1 million 1/2 de russes vers les autres pays d'Europe. En 1920, près de 2 millions de blancs-russiens et d'ukraniens se pressent aux frontières de la Pologne. Au total c'était « 9 millions 1/2 de réfugiés sans compter les prisonniers de guerre et la foule des autres réfugiés divers qui se trouvaient à la charge de l'Europe (3) ». Ces réfugiés, en effet, contrairement à l'émigrant ordinaire, n'avaient aucun but défini, aucun avoir. D'une enquête faite par la Société des Nations il résultait que l'ensemble des dépenses causées par la présence des réfugiés indigents dans les divers pays d'Europe s'élevait annuellement à 250 millions de francs (4). Les arméniens et les russes notamment étaient dans un dénuement d'autant plus poignant que tous les pays faisaient des difficultés pour les recevoir.

Les réfugiés arméniens étaient au nombre approximatif de 200.000 en Europe. La plupart, environ 120.000, avaient été entraînés vers la Grèce dans l'exode de plus de 1 million de réfugiés provoqué par la défaite de l'armée hellénique en 1922. La Grèce débordée, ne pouvant héberger ses propres réfugiés malgré un énorme plan de colonisation de 500.000 hectares financé par la S.D.N., déclara ne pouvoir les assister. Le Commissariat pour les réfugiés à Genève (5) travailla à les disperser, notamment vers le Brésil et vers la France. Près de 90.000 autres arméniens s'étaient réfugiés en Syrie, dont 40.000 dans la plus effroyable misère (6). La S.D.N. travailla avec l'aide de la France à leur établissement sur place (7) ou à leur transport en France et en Amérique. Malgré tous les efforts il restait encore en 1928, tant en Europe qu'en Asie Mineure, près de 200.000 réfugiés arméniens désemparés, dont un certain nombre étaient de professions libérales et par conséquent difficiles à placer (8).

(1) Rapport de la Commission chargée d'étudier les moyens d'installation définitive des réfugiés. Athènes, (4 juin 1923).

(2) Convention de Lausanne du 30 janvier 1923. Article 1^{er}.

(3) Mme BRYAS. *Les peuples en marche*. Paris 1926.

(4) Annexe au Rapport du Haut Commissaire pour les réfugiés. Memorandum soumis par le Directeur du B.I.T. sur l'Œuvre du service des réfugiés. Genève. 23 août 1927.

(5) La S.D.N. avait nommé le D^r Nansen, Haut Commissaire pour les réfugiés. Le B.I.T., de son côté, avait créé un Service des Réfugiés.

(6) Rapport à la 8^e session ordinaire de l'Assemblée. Genève 5 octobre 1927 (A.48).

(7) On créa des colonies agricoles dans des villages abandonnés ou dans des lieux favorables à la fondation d'un nouveau village. — Le B.I.T. avançait les fonds nécessaires pour les travaux publics, le bétail et les semences. On en plaça aussi dans les villes : Beyrouth, Antioche, Alep, Alexandrette, etc... — Rapport du D^r KENNEDY au sujet des réfugiés arméniens. Commission permanente des réfugiés. Annexe VIII (a).

(8) Il y avait en 1925 : 200.000 arméniens en Turquie, 120.000 en Syrie, 65.000 en Grèce, 60.000 dans les Etats Balkaniques, 30.000 en France. Chronique Mensuelle des Migrations. vol. III. n° 9. Septembre 1928.

Les réfugiés russes étaient encore plus nombreux. La révolution de 1917 avait provoqué un exode évalué à 2 millions d'individus. Les débris des armées Denikine et Wrangel augmentèrent encore l'affluence. Au printemps de 1921, toute la Galicie était inondée de réfugiés et des centaines de milliers de fugitifs affluaient le long de la frontière russo-polonaise. On les évaluait à plus de 3 millions, dont 28 % de polonais, 7 % de juifs et 65 % de blancs-russiens et d'ukraniens (1). La famine de 1921-22 amena de nouvelles vagues qui poussèrent jusqu'en Europe centrale et en Bessarabie, y apportant des épidémies. Effrayés, les états européens réunirent une conférence internationale en mars 1922, pour lutter contre cet envahissement. Les plus fortunés des réfugiés partirent pour l'Europe occidentale : France, Angleterre, ou même pour l'Amérique. Mais le plus grand nombre étaient misérables et sans possibilité de trouver du travail. En 1922 l'Europe orientale et centrale en comptait 1.500.000.

La Société des Nations obtint pour eux l'établissement d'un passeport international, la gratuité des visas, des tarifs de transports réduits (75 % en Pologne, 50 % en France, 33 % en Allemagne, etc...). Elle obtint aussi des délais pour les 175.000 réfugiés qui se pressaient à Constantinople, sans ressources et décimés par le typhus, et que les Turcs mettaient en demeure de partir pendant que tous les pays refusaient de les recevoir. Elle en envoya un grand nombre en France (100.000), puis en Serbie (55.000), en Bulgarie (40.000) et aux Etats-Unis (30.000). En 1924, la Société des Nations recensait 1.300.000 réfugiés russes, beaucoup sans travail, ainsi répartis :

Allemagne	500.000	Yougoslavie	45.000
France	400.000	Bulgarie	33.000
Roumanie	80.000	Tchécoslovaquie	27.000
Pologne	70.000	Belgique	10.000

A côté de ces deux grands groupes ethniques, il y avait de nombreux autres réfugiés désemparés, parfois sans nationalité définie, et dont la S.D.N. eut à connaître. En 1922, 150 assyriens (région du Mont Ararat) arrivent à Marseille après avoir été chassés successivement de trois pays. Marseille les refusa également. Dénudés de tout, ils durent demander des passeports et une aide à la S.D.N. Même situation et mêmes demandes de la part de 16.000 juifs en Bukovine et en Bessarabie, auxquels on refuse la nationalité roumaine, de 100.000 réfugiés divers en Europe centrale dont 10.000 anciens sujets hongrois, de 1.200 ruthènes en Galicie, etc... (2).

Il y eut aussi de nombreux réfugiés politiques ou religieux par suite des changements politiques de l'après-guerre. Des hongrois républicains et socialistes fuyaient l'association des « Magyars réveillés » et le régime Horthy. Des italiens et des espagnols républi-

(1) Œuvre Hoover en Europe. *Revue de la Croix-Rouge Internationale*, avril 1923.

(2) Appendice au Memorandum du Haut-Commissaire pour les réfugiés. Rapport à la 8^e session ordinaire du 5 octobre 1927.

cains, socialistes, communistes, voire simples libéraux, fuyaient les régimes personnels. Des russes de tous les partis fuyaient le régime communiste. Des juifs roumains ou polonais, victimes de l'antisémitisme, des étudiants israélites empêchés de poursuivre leurs études par la loi du « *numerus clausus* », recherchaient plus de tolérance. Des arméniens, des grecs, émigraient plutôt que d'être sujets turcs.

Ces foules de réfugiés de toute nature, arrachés à leurs occupations et à leur milieu, venaient accroître l'état de congestion démographique de certaines régions et surtout augmenter l'énorme armée européenne des sans-travail.

Le chômage en Europe après la guerre. — Le régime industriel avait permis au XIX^e siècle un développement considérable de la population. Mais il avait ainsi attaché à la précarité de son sort des masses de plus en plus considérables. Cette précarité, la guerre devait durement la faire sentir aux travailleurs européens. L'Europe après les hostilités connut la rupture de son équilibre économique. La paix la trouvait appauvrie, son industrie et son commerce bouleversés et à demi-ruinés, ses marchés dans le monde contestés ou perdus, notamment en Orient et en Amérique, et l'on put parler avec raison « du déclin de l'Europe » (1). Les dettes des 7 pays belligérants, qui étaient de 25 milliards de dollars en 1914, s'élevaient après la guerre au chiffre énorme de 215 milliards de dollars (2). Les traités de paix, qui aboutissaient souvent à des non-sens économiques, aggravèrent encore la situation. Des centres de production furent coupés de leurs marchés d'approvisionnements, des débouchés furent supprimés (Russie), les communications furent entravées par la multiplication des frontières. Des industries, développées à l'excès pour satisfaire aux besoins de guerre, se trouvèrent devant une consommation diminuée et une concurrence américaine accrue (3). Des masses d'hommes furent déplacées, déracinées de leur milieu, par suite des bouleversements politiques. Au total, il y eut de multiples offenses aux lois économiques naturelles. Il en résulta un chômage sans précédent par son étendue et son ampleur. La moyenne annuelle des chômeurs s'établit ainsi pour les périodes 1921-1924 et 1925-1928 (4) :

(1) A. DEMANGEON. *Le Déclin de l'Europe*. Paris 1920.

(2) En Millions de dollars : Angleterre 1914, 3.458.000 ; 1919, 36.457.000. — France : 1914, 6.589.000 ; 1919, 30.494.000. — Italie : 1914, 2.632.000 ; 1919, 12.177.000. — Russie : 1914, 5.092.000 ; 1919, 67.362.000. — Allemagne : 1914, 1.165.000 ; 1919, 38.531.000. — Autriche : 1914, 3.277.000 ; 1919, 17.072.000. — Hongrie : 1914, 1.989.000 ; 1919, 8.707.000.

(3) A. DEMANGEON. *ouv. cité*, chapitres sur l'expansion des Etats-Unis et du Japon.

(4) D'après les chiffres de la *Revue de l'Immigration* (1928, 1929 et 1930) ; du *Bulletin de l'Immigration* (1927) ; du *Bulletin de la Statistique*, Tome xiv, octobre 1924 ; de la *Revue internationale du Travail* (1928 et 1929) ; des *Statistiques* du B.I.T. de 1910 à 1922 (Genève, Mai 1922) ; du *Bulletin de l'Office autrichien des Migrations* (Vienne 1930-1931) etc., etc... Il convient de remarquer que ces chiffres, établis d'après des méthodes différentes suivant les pays et ne mentionnant pas la foule des chômeurs agricoles dont le dénombrement est impossible, n'ont qu'une valeur purement indicative.

Moyenne annuelle des chômeurs en

	1921-1924	1925-1928
Italie	500.000	400.000
Angleterre	1.300.000	1.500.000
Allemagne	600.000	1.500.000
Pologne	250.000	240.000
Tchécoslovaquie	150.000	80.000
Suisse	145.000	120.000
Autriche	200.000	230.000
Hongrie	25.000	20.000
Belgique	40.000	35.000
Russie	—	1.350.000
Hollande	48.000	45.000
Suède	40.000	38.000

Pour toute l'Europe, le nombre des chômeurs industriels secourus oscilla depuis la guerre entre 4 et 6 millions. Quant au nombre des chômeurs partiels et des chômeurs agricoles, il fut énorme, mais reste impossible à chiffrer même approximativement. De là une émigration considérable dans l'Europe d'après-guerre et qui s'éleva, de 1920 à 1924, à près de 6 millions d'individus. C'est dire qu'après les hostilités environ un million et demi d'européens chaque année quittèrent leur pays, en quête de travail ou d'un sort meilleur. Mais cette émigration elle-même voyait se fermer certains débouchés et notamment ceux des pays transocéaniques.

La diminution de l'émigration transocéanique. — L'émigration transocéanique fournissait à l'Europe avant 1914 le principal débouché à la surpopulation relative de certaines contrées. De 1900 à 1910, un million d'émigrants en moyenne chaque année quittaient l'Europe pour l'Amérique. De 1911 à 1913, cette moyenne s'éleva à 1.370.000, dont 1 million pour les seuls États-Unis. La guerre interrompit brusquement cet énorme écoulement et les chiffres après 1918 restèrent inférieurs de près des 3/4 à ceux d'avant-guerre : (1)

1921 : 647.000	1924 : 574.000
1922 : 561.000	1925 : 502.000
1923 : 893.000	1926 : 575.000

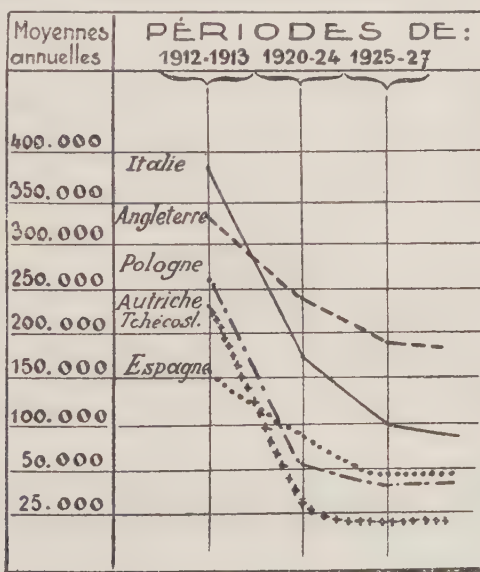
Cette diminution était attribuable en grande partie aux États-Unis, dont les lois restreignant l'immigration sont devenues draconiennes. Alors qu'ils recevaient 1 million d'immigrés avant 1914, ils n'en acceptèrent qu'un nombre de plus en plus réduit après la guerre, allant même jusqu'à fermer complètement leurs frontières lors des crises économiques (1930-31) :

1920 : 572.000	1924 : 135.000
1921 : 494.000	1925 : 171.000
1922 : 281.000	1926 : 168.000
1923 : 487.000	1927 : 158.000

La politique de restriction de l'immigration aux États-Unis se révélait encore par le nombre accru des refoulements qui atteignait 25.000 en 1924 et des expulsions qui s'élevait à 12.000 en 1927.

(1) *L'émigration dans ses différentes formes*, S.D.N. C.E.I. 25. Genève.

Au Canada, le service de l'immigration apportait également des restrictions à l'entrée des immigrants, restrictions qui s'appliquaient plus particulièrement à diverses populations de l'Europe centrale et méridionale qui « sans être classées comme indésirables » sont qualifiées de « non préférées ». En Australie, les États fixèrent eux-mêmes le nombre et les catégories d'immigrants qu'ils désiraient recevoir et, par une foule de mesures de police gênantes, arrêtaient ceux jugés indésirables. C'est ainsi que pour les balkaniques et les grecs le contingent était limité à 100 par mois au maximum, que les italiens devaient posséder 40 livres (5.000 fr.) et avoir un correspondant en Australie, etc... Il est à remarquer que toutes les mesures prises contre l'immigration visaient surtout celle venant de l'Europe méditerranéenne (latins) et de l'Europe centrale et orientale (slaves), où précisément les mouvements migratoires étaient les plus impérieux. Le graphique suivant montre dans quelles proportions chacun des grands pays d'émigration a contribué au recul de l'immigration transocéanique et en a souffert (1) :



(1) Les moyennes annuelles de l'émigration transocéanique s'établissent ainsi pour les principaux pays européens d'émigration :

Pays d'émigration	1911-13	1920-24	1925-27
Italie	408.500	172.400	121.400
Angleterre	390.200	220.500	182.300
Pologne	262.000	55.700	48.700
Espagne	161.700	91.400	48.200
Autr.-Hong.- Tchéc.	240.900	26.500	20.400
Portugal	82.900	29.200	25.800
Divers	53.900	112.700	132.300
Total	1.620.387	708.845	579.400

Par ailleurs, de nombreux retours d'émigrés vers leur pays d'origine après la guerre, vinrent encore diminuer pour l'Europe les effets décongestifs de l'émigration transocéanique. Émigrés venant anxieusement aux nouvelles des leurs restés en Europe pendant la guerre, patriotes venant vers leur pays reconstitué, etc..., grossirent considérablement le nombre des rapatriés (1) :

1920 : 335.200	1923 : 171.000
1921 : 361.800	1924 : 198.000
1922 : 233.900	1925 : 186.800

De sorte que, de 1920 à 1925, l'excédent des émigrants sur les rapatriés en Europe ne fut que de 57%. Ainsi se fermait devant l'Europe, embarrassée de main-d'œuvre, son principal débouché démographique d'avant-guerre.

Le développement de l'émigration continentale. — Le résultat de cette situation fut d'accroître les migrations continentales. Celles-ci étaient relativement faibles et mal connues avant 1914. Après la guerre elles prirent un développement considérable. Il y eut là non seulement un phénomène compensateur à la diminution de l'émigration transocéanique, mais aussi une conséquence de l'afflux des réfugiés de toute nature et du chômage généralisé dans l'Europe d'après-guerre. De 1920 à 1927, l'émigration continentale pour 6 pays seulement, et d'après les chiffres officiels, fut presque égale à l'émigration transocéanique totale : (2)

1920 : 320.316
1921 : 193.190
1922 : 336.755
1923 : 430.346
1924 : 439.442

Ces chiffres, d'ailleurs, restent encore très inférieurs à la réalité en raison de la difficulté d'effectuer un contrôle efficace sur les mouvements migratoires continentaux. C'est ainsi que l'émigration belge

(1) *L'Émigration dans ses différentes formes*. B. I. T. C. E. I. 25. Genève. — « On calculait, écrit M. DEMANGEON (*Le déclin de l'Europe* page 44), que plus de la moitié des roumains des Etats-Unis rentraient dans leur pays d'origine et que plus d'un tiers des serbes, russes et slovaques désiraient partir. Beaucoup d'italiens aussi s'en retournaient avec leurs femmes et leurs enfants ».

(2) L'émigration continentale de 1920 à 1924 :

Pays d'émigration	1920	1921	1922	1923	1924
Belgique	32.135	10.086	21.992	18.969	17.142
Espagne, vers France seul ^t	53.306	28.310	45.392	36.497	38.960
Italie	153.717	88.295	170.155	229.854	271.089
Pologne	26.846	12.149	31.373	72.068	26.136
Portugal, vers France seul ^t	6.741	1.041	8.749	12.043	14.218
Tchécoslovaquie	16.000	16.000	31.558	24.334	29.371
Total	320.316	192.190	336.571	430.346	439.442

L'Émigration dans ses différentes formes. B. I. T. C. E. I. 25 Gènes. — Ce tableau ne donne que des chiffres approximatifs notamment en ce qui concerne la Belgique.

vers la France échappe en grande partie à la statistique. De sorte que l'on peut affirmer que l'émigration continentale a largement dépassé l'émigration transocéanique après la guerre et est devenue le principal débouché pour les pays souffrant de pléthore d'hommes.

Cependant, les migrations continentales en Europe se trouvaient, elles aussi, gênées par la diminution du nombre des pays susceptibles de recevoir des travailleurs. Des pays qui avant la guerre recevaient une partie des émigrés européens se fermèrent après 1918. Tel était le cas de l'Allemagne qui avant 1914, grâce au prodigieux développement de son industrie et malgré un accroissement rapide de sa propre population, était devenue un des premiers pays d'immigration. Après la guerre non seulement elle ne pouvait plus recevoir de main-d'œuvre étrangère, mais elle-même était redevenue pays d'émigration. Alors qu'elle appelait 1 million de travailleurs étrangers en 1913, elle limitait en 1921, par un système de cartes et d'autorisations, la venue des saisonniers, et envoyait 120.000 hommes au dehors. La Russie, qui était également un pays d'immigration pour les ouvriers européens d'avant-guerre, s'était complètement fermée depuis 1918 et déversait sur l'Europe le flot de ses réfugiés. Cette situation s'étendait d'ailleurs à toute l'Europe et, si l'on excepte la France, il n'y avait plus, après la guerre, aucun pays d'immigration véritable. Partout le nombre des émigrants l'emportait largement sur le nombre des immigrants. La France était donc à la fois le premier et le seul pays d'immigration réelle, le seul débouché pour les migrations continentales amplifiées.

Conclusion. — En définitive, l'Europe d'après-guerre bouleversée politiquement et économiquement connaissait un véritable déséquilibre démographique et, par voie de conséquence, des mouvements migratoires accrus. Ce qui frappe surtout dans ces mouvements migratoires c'est leur caractère avant tout économique. Ils le sont au départ où la pauvreté et le chômage font les pays d'émigration, ils le sont à l'arrivée où la pénurie de main-d'œuvre et l'abondance de richesses exploitables font les pays d'immigration. Si la guerre influa tellement sur l'émigration, ce fut surtout par les conséquences économiques de ses bouleversements politiques. Malgré leur nombre, les réfugiés qui quittent leur pays ou en sont chassés par la politique ou la religion comptent peu en regard de la foule de ceux qui en sont chassés par la faim ou par la nécessité de mieux gagner leur vie et qu'attirent et fixent les besoins économiques des pays d'immigration. Depuis longtemps l'impérieuse emprise de l'économie ne s'était pas manifestée aussi forte sur la répartition de la population et sur ses déplacements (1). Depuis longtemps n'était apparue avec un relief aussi saisissant cette vérité essentielle « que ce

(1) Les restrictions apportées à l'immigration par les pays transocéaniques étaient également en grande partie d'origine économique. C'était par désir de défendre leur standard de vie que les Etats-Unis fermaient leurs frontières.

qui mène d'abord les hommes c'est la sécurité des moyens de vivre, la conquête du bien-être matériel et le souci du pain quotidien » (1).

Ce qui frappe encore dans la situation démographique de l'Europe, c'est la situation particulière et unique de la France. Seule elle apparaissait pauvre en hommes et riche en possibilités de travail dans une Europe pléthorique et économiquement diminuée. D'un côté, une France nerveuse, anémiée, mais combative, « faisant de chaque français un spécialiste, utilisant à force ses maigres générations, anxieuse de nouveaux effectifs, une France toute cérébrale, menacée de paralysie. De l'autre, une Europe pousive, alourdie de troubles circulatoires, où le sang mal distribué se coagulait en dangereux anévrysmes, menaçant tout l'organisme d'apoplexie » (2). Les conséquences de ce déséquilibre démographique étaient aussi inélectuables que celles du principe des vases communicants : les étrangers affluèrent vers la France. La France avec ses richesses, ses besoins de main-d'œuvre, son hospitalité, l'éclat de sa victoire, devint la terre promise vers laquelle se dirigea le torrent de l'émigration ouvrière d'Europe devant lequel se fermaient les pays d'outre-mer. Et tels étaient les besoins de part et d'autre que le libre jeu des migrations spontanées d'avant-guerre ne pouvait suffire. La France dut solliciter et recruter les travailleurs, les pays surpeuplés durent encourager et organiser l'émigration. L'exportation et l'importation organisées de main-d'œuvre, à peine amorcées avant 1914, devinrent un des grands phénomènes de l'économie européenne d'après-guerre.

(1) A. DEMANGEON. *Le déclin de l'Europe*. page 11.

(2) G. LE FÈVRE. *Homme-Travail*. 1929.

CHAPITRE VI

L'ORGANISATION ET LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Les organismes de l'immigration.

La guerre qui avait provoqué un véritable collectivisme de salut public, avait amené l'État, nous l'avons vu, à s'occuper de l'immigration. En un temps extrêmement court le recrutement à peine esquissé avant la guerre par l'agriculture et l'industrie de l'Est, se trouva ainsi organisé en grand et la venue de la main-d'œuvre étrangère réglée dans ses moindres détails par l'administration. De sorte qu'après la guerre, la France possédait des services administratifs d'immigration déjà expérimentés.

Les services administratifs de l'immigration. — Deux services officiels subsistaient en 1919 pour l'introduction des ouvriers étrangers : le service de la main-d'œuvre agricole au Ministère de l'agriculture créé en 1915 et le service de la main-d'œuvre étrangère au Ministère du Travail institué en 1917. Légèrement améliorés par la suite, ils devaient rester les organismes officiels de l'immigration.

Le Service de la Main-d'œuvre agricole possède un service central à Paris (1) chargé de transmettre, après visa, les demandes de main-d'œuvre agricole étrangère aux pays d'émigration. Il s'occupe de toutes les questions se rapportant à la main-d'œuvre agricole : recrutement, contrôle, contrats, etc... Il donne les instructions nécessaires à ses agents des postes-frontière et des missions à l'étranger (2).

(1) 78, rue de Varenne.

(2) Il y a notamment une mission en Tchécoslovaquie qui embauche et introduit en France les ouvriers agricoles et dont le siège est à Prague, avec une agence à Bratislava (Slovaquie). En Roumanie, il existe une mission à Oradea-Mare.

Il possède dans chacun des bureaux-frontières d'immigration des agents chargés de la réception et de la répartition des travailleurs agricoles qui s'y présentent.

Le Service de la Main-d'œuvre étrangère au Ministère du Travail s'occupe du recrutement et du contrôle de tous les travailleurs étrangers autres que ceux de l'agriculture. Il comprend :

1° un service central à Paris (1) auquel est rattaché un bureau de placement et des contrôleurs interprètes pour la région parisienne;

2° des bureaux d'immigration avec dépôt ou centre d'hébergement à Toul, Modane, Marseille, Perpignan, Hendaye ;

3° des postes-frontières supplémentaires à Marignac-St-Béat, Cerbère, Menton, Frasné, Feignies, Roubaix-Tourcoing et le Havre. Ces bureaux sont communs aux Ministères de l'Agriculture et du Travail ;

4° des contrôles régionaux à Marseille, Lyon, Strasbourg, Metz, Lille, Nantes, Bordeaux et Toulouse. Chacun de ces centres possède un ou plusieurs contrôleurs interprètes qui secondent les Offices régionaux de placement pour toutes les questions concernant la main-d'œuvre étrangère. Ils assurent aussi le contrôle, la surveillance et la protection des ouvriers étrangers par des visites dans les établissements occupant de la main-d'œuvre étrangère ;

5° des missions à l'étranger, dont une en Pologne, chargées de contrôler le recrutement des ouvriers ; des services de sélection en Tchécoslovaquie ; des représentants dans différents pays d'émigration (2).

A côté de ces deux grands services, et pour donner plus d'unité à leur activité, on créa par la suite la Commission Interministérielle de l'Immigration et le Conseil National de la Main-d'œuvre.

La Commission Interministérielle de l'Immigration, rattachée au Ministère des Affaires étrangères, est chargée de préparer et de contrôler l'application générale des traités et conventions d'immigration et de coordonner l'action des différents services ministériels qui s'occupent des travailleurs étrangers. Elle s'inspire dans ses principales décisions des avis du *Conseil national de la Main-d'œuvre*. Ce conseil institué en 1920 est rattaché à la Présidence du Conseil (3). Il compte 24 membres dont des parlementaires, des employeurs, des ouvriers et des fonctionnaires des Ministères intéressés. Il donne son avis sur toutes les questions concernant la main-d'œuvre nationale et étrangère.

En dehors de ces organismes spécialement chargés de traiter les questions d'immigration, chaque Ministère est appelé à s'occuper des étrangers pour les questions de son ressort :

(1) 2, Avenue Rapp.

(2) Qui sont très souvent les attachés commerciaux eux-mêmes.

(3) Décrets du 3 février 1920 et du 7 avril 1925.

1° *Le Ministère de l'Intérieur* chargé de la surveillance et de la police des étrangers (Sûreté générale), assure la distribution des cartes d'identité que tout étranger doit posséder et faire renouveler tous les 2 ans. Il perçoit aussi la taxe afférente à cette carte (1) ;

2° *Le Ministère de la Justice* s'occupe de toutes les questions concernant les naturalisations et l'état-civil ;

3° *Le Ministère des Affaires Etrangères* dirige les négociations des accords internationaux ;

4° *Le Ministère de l'Instruction Publique* s'occupe des questions scolaires.

Il est bien évident que cette diversité des services est nuisible à l'unité d'action. Néanmoins cette organisation, si disparate qu'elle soit, a su s'adapter à la complexité du problème de l'immigration et a fourni un effort remarquable pour régler et contrôler, au moins en partie, la venue de la main-d'œuvre étrangère.

La conclusion d'accords particuliers avec les pays d'émigration. — La première tâche des services administratifs d'immigration après la guerre fut de négocier des traités de travail et d'immigration avec les pays susceptibles de fournir des travailleurs. Après des négociations qui traînèrent un peu en longueur par suite des exigences de certains pays, notamment de l'Italie et de la Pologne, des conventions furent successivement signées avec :

la *Pologne* le 3 septembre 1919 (2), complétée par un traité d'assistance et de prévoyance sociale le 14 octobre 1920 (3) ;

l'*Italie* le 30 septembre 1919 (4) ;

la *Tchécoslovaquie* le 20 mars 1920 (5) ;

la *Belgique* le 30 novembre 1921 (6) complétée par un traité de travail le 24 décembre 1924 (7) ;

le *Luxembourg* le 4 janvier 1923 et le 31 mars 1930 (8) ;

l'*Autriche* : accord commercial du 16 mai 1928 (9) ;

la *Yougoslavie* le 30 janvier 1929 (10) ;

la *Grèce* le 11 mars 1929 (11) ;

la *Roumanie*, février 1930.

De tous ces accords et conventions de travail et d'émigration (12)

(1) Le tarif a été successivement de 10 fr. et 20 fr. pour les travailleurs et les intellectuels, de 60 fr., 300 fr. et 100 fr. pour les autres étrangers.

(2) J. O. du 27 juin 1920.

(3) J. O. du 5 avril 1923 (en vigueur le 27 juillet 1920).

(4) J. O. du 29 mai 1921.

(5) J. O. du 15 janvier 1921.

(6) J. O. du 27 décembre 1923.

(7) Complétés par une convention d'établissement du 6 octobre 1927.

(8) Doc. Parl. ch. des Députés XIV lég. n° 3966.

(9) J. O. du 31 juillet 1928.

(10) J. O. du 18 mai 1929.

(11) J. O. du 30 mars 1929.

(12) Ces conventions et traités de travail ne doivent pas être confondus avec les traités d'établissement ou les conventions consulaires qui existent depuis longtemps

se dégagent les idées essentielles sur l'immigration organisée que la guerre avait mises en relief :

1° la France accorde aux travailleurs étrangers toutes facilités pour s'établir chez elle. Elle s'interdit de leur faire supporter aucun impôt, aucune taxe spéciale ;

2° les ouvriers étrangers recevront à travail égal, salaire égal à celui des ouvriers français de la même catégorie ;

3° les travailleurs étrangers jouiront des mêmes avantages que les français au point de vue des lois sociales d'assurance et d'assistance ;

4° tous les traités sont conclus sous le régime de la réciprocité absolue (ce qui est évidemment onéreux pour la France dont l'émigration est insignifiante) ;

5° c'est l'administration française qui seule sera chargée en France de l'application des conditions fixées dans les traités. Elle se réserve le droit d'intervenir, notamment pour éviter la concurrence sur le marché national du travail ;

6° les pays d'émigration autorisent le recrutement individuel ou collectif organisé ;

7° le texte d'un contrat-type, inspiré des clauses des conventions et traités, sera arrêté d'un commun accord entre la France et les pays fournisseurs. Tous les contrats de travail des émigrés devront reproduire les clauses de ce contrat-type .

Les stipulations relatives au recrutement et aux contrats-types sont particulièrement importantes, car d'elles découle l'essentiel du mécanisme de l'émigration organisée. Elles méritent à ce titre que l'on s'y arrête plus longuement (1).

Le *recrutement* varie suivant les pays, mais en général les règles suivantes ont été admises :

1° L'émigration individuelle spontanée est libre sous les seules réserves des lois et règlements sanitaires et de police, que le contrat d'embauchage ne contienne aucune stipulation contraire aux principes des conventions, que le marché du travail permette la venue de la catégorie de travailleurs à laquelle appartient l'émigrant.

2° L'émigration collective est réglementée d'une façon très minutieuse, étant donné les répercussions graves que peut avoir tout déplacement massif de population sur la vie économique et sociale des deux pays. Les deux gouvernements doivent fixer d'un commun accord le nombre d'ouvriers à recruter (2). Une commission spéciale

entre la France et certains pays, tels que l'Espagne (1862), la Suisse, etc., et qui visent surtout les conditions de séjour des nationaux des deux pays : liberté de circulation, exemption du service militaire et d'impôts exceptionnels, droit de commercer, de posséder, d'acquérir, etc...

(1) Des arrangements ont été également conclus avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, etc... pour l'échange de stagiaires qui viennent se perfectionner dans la langue, les usages commerciaux ou professionnels en occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

(2) Article 5 du traité franco-italien, article 12 du traité franco-polonais et article 11 du traité franco-tchécoslovaque.

est prévue à cet effet qui doit se réunir deux fois l'an (traité italien) ou annuellement (traité polonais). Le pays d'émigration fixe les régions où doit s'opérer le recrutement. Celui-ci est effectué par des organismes officiels ou privés sous le contrôle de l'administration. Certains pays, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie, autorisent la sélection professionnelle et médicale par l'administration française et les employeurs sur leur propre territoire. L'Italie, l'Espagne, s'y sont toujours refusées. Le pays d'immigration (France) détermine les régions où les travailleurs doivent être dirigés ; ceci afin d'assurer la protection du marché national du travail. Les contrats de travail proposés par les employeurs doivent être conformes aux contrats-types établis par l'administration des deux pays.

Le *contrat-type* est une des formules les plus heureuses et les plus souples de l'immigration organisée. C'est un contrat de travail mais dont les clauses générales sont imposées par le gouvernement et permettent l'application des conventions internationales. Il précise notamment les conditions d'égalité et de minimum de salaire, de transport payé, de logement, d'arbitrage des conflits par l'administration, d'indemnités pour ruptures de contrat, d'assurances accidents et maladie, de rapatriement, etc... Seules les conditions de détails concernant spécialement l'emploi visé sont ajoutées par l'employeur. Le contrat-type diffère donc du contrat de travail ordinaire qui reste libre malgré les restrictions apportées par les lois sociales. Il est objectif et impersonnel, et seules les administrations intéressées peuvent le modifier. Il fait de celles-ci l'arbitre obligatoire pour tous les conflits qui peuvent naître entre employeurs et employés. Il permet d'éviter la concurrence des salaires inférieurs pour les nationaux, l'exploitation et les abus de la part des employeurs. Il définit les droits et les devoirs de l'ouvrier. Il uniformise les conditions de travail. Il est enfin un moyen pratique pour l'administration d'intervenir dans l'immigration et d'assurer l'application des conventions internationales aussi bien que des lois nationales. Il existe d'ailleurs autant de formules de contrats-types qu'il y a de catégories bien distinctes de travailleurs : mineurs, industriels, agricoles, etc... (1). Et ces formules de contrat sont rédigées de telle sorte qu'elles peuvent être facilement utilisées par l'employeur en les complétant pour les ouvriers des diverses spécialités.

Les associations patronales d'immigration. — Les services administratifs d'immigration ne se contentèrent pas de cette activité diplomatique et de contrôle de la main-d'œuvre étrangère. En vertu de la vitesse acquise durant la guerre ils se trouvaient avoir la haute main sur l'embauchage, le transport, l'introduction et la répartition des travailleurs immigrés. Ils conservèrent encore quelque temps ce

(1) Voir en annexe différents modèles de contrats-types d'ouvriers étrangers.

quasi monopole, surtout pour satisfaire aux besoins des régions dévastées, pour maintenir les salaires, éviter la sous-concurrence de travailleurs au rabais, et adapter l'offre à la demande dans une économie bouleversée par 4 ans de guerre. Mais, assez rapidement, l'activité de l'administration en matière d'immigration devait se limiter et l'initiative privée se substituer à elle dans certains domaines concernant plus spécialement les employeurs. Il se fit un partage d'attributions. Le monopole de guerre disparut. A l'administration resta l'élaboration et le contrôle des contrats-types, les relations diplomatiques et administratives avec l'étranger, le contrôle sanitaire et professionnel aux frontières. Aux industriels et agriculteurs groupés en associations revinrent toutes les opérations matérielles de recrutement, de sélection professionnelle et médicale, de transport et de répartition.

Dès 1919, le service de recrutement du Comité des Forges et Mines de l'Est, fondé nous l'avons vu en 1911, reprit l'embauchage des ouvriers italiens. Il devint par la suite le service de recrutement pour l'Union des Industries métallurgiques et minières (mines de fer).

De son côté, aussitôt après la guerre, le Comité des Houillères de France, groupant tous les charbonnages français, organisa un recrutement intensif en Pologne, en Westphalie (polonais) et en Europe centrale.

Dans l'agriculture, un service fut créé en Pologne par les agriculteurs des régions dévastées. En 1923, ce service devint « l'Office Central de la main-d'œuvre agricole », syndicat professionnel qui eut le quasi monopole de l'introduction des ouvriers agricoles polonais en France. L'office rassemble et transmet au ministère de l'Agriculture les demandes des employeurs qui lui sont affiliés et leur répartit la main-d'œuvre. A cet effet il a créé une cinquantaine de bureaux départementaux ou régionaux de main-d'œuvre agricole en France et il entretient un service d'embauchage en Pologne.

En 1924, les deux principaux groupes d'employeurs de main-d'œuvre étrangère : le Comité des Houillères et l'Office Central de la main-d'œuvre agricole, créèrent la *Société générale d'immigration agricole et industrielle* (1) qui prit en mains tous les services d'embauchage et de transport. Le but de cette société était d'unifier les services d'immigration ouvrière des grands groupements patronaux. Actuellement la S.G.I. recrute dans la plupart des pays fournisseurs de main-d'œuvre (notamment dans les pays d'Europe centrale et en Pologne) et elle opère pour le compte de presque tous les groupements

(1) La S.G.I. est une société anonyme au capital de 20 millions. Les actionnaires sont les groupements professionnels : syndicats, unions ou associations. « Elle agit en tant que mandataire des employeurs pour la conclusion des contrats avec les ouvriers étrangers après sélection médicale et professionnelle et pour l'organisation de leur transport en France, dans les meilleures conditions de régularité et d'économie ». (Oualid). En 1929 la S.G.I. introduisit 36.635 polonais, 5.903 yougoslaves, 3.295 tchécoslovaques, 1370 autrichiens, au total près de 50.000 travailleurs.

d'employeurs (Comité des Houillères, Office Central de la Main-d'œuvre agricole, Union des Industries métallurgiques et minières, Association des fabricants de sucre, Comité des forêts, etc...). La S.G.I. est ainsi arrivée à avoir un véritable monopole des services patronaux de l'immigration en France. Elle fournit des travailleurs à des conditions variant avec la nationalité et l'éloignement du pays, mais qui ne diffèrent pas de trop afin d'éviter que les employeurs ne demandent tous la même nationalité : la moins chère. Le tarif est notamment le même (environ 600 fr.) pour les polonais, les tchécoslovaques et les yougoslaves. Elle négocie directement avec les pays d'émigration, sous le contrôle de l'administration française, des accords privés pour l'organisation de l'embauchage et leur verse une redevance par ouvrier recruté. Elle a des délégations et des centres d'hébergement en Pologne, en Yougoslavie, des bureaux à Prague, à Vienne, à Bratislava, à Zagreb, des postes à Belgrade, à Kowno, des correspondants à Stockholm, à Oslo, à Salonique, etc... Elle verse au Trésor français pour garder son privilège une contribution spéciale pour participation aux frais de contrôle de la main-d'œuvre étrangère. De 1924 à 1931, elle a fourni aux employeurs français, sous le contrôle de l'administration, près d'un demi-million d'ouvriers de toutes nationalités. Une telle activité ne va pas sans prêter à critique. On a parlé de « trafiquants d'hommes », de « négriers » (1). Il est certain qu'il y a parfois des erreurs et des abus résultant d'une certaine tendance à considérer les émigrants comme du « matériel », comme une « marchandise » dont on trafique. Toutefois, ces abus ne sont en rien comparables à ceux des agences privées d'émigration dont nous avons déjà signalé le rôle désastreux à propos de l'immigration agricole polonaise avant la guerre. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la S.G.I. a organisé sur une grande échelle la sélection professionnelle et médicale avant l'entrée en France et qu'elle a donné au pays une grande partie de l'armée de travailleurs nécessaire à son relèvement et ouvrière de son actuelle prospérité. On peut toutefois regretter qu'un organisme privé ait pris une telle ampleur et soit amené parfois à traiter de problèmes d'un intérêt national.

Le fonctionnement de l'immigration

Comment fonctionnent ces services administratifs et patronaux que nous venons de décrire ? Quel a été et quel est le rôle de chacun dans l'immigration en France ? Il convient pour s'en rendre compte d'étudier rapidement leur fonctionnement dans les phases successives de l'immigration : placement, recrutement, réception et répartition.

(1) JOUHAUX. *Le peuple*, 4 mars 1925. Comité National de la C.G.T. 16-17 mars 1925. OUALID. *L'Immigration ouvrière en France*.

Le placement. — Le placement, si paradoxal que cela puisse paraître, est la première opération de l'immigration organisée. L'employeur, directement ou par l'intermédiaire d'un groupement patronal tel que la S.G.I., adresse à l'office de placement régional ou départemental sa demande de main-d'œuvre étrangère. Il indique le nombre, les spécialités des ouvriers, le salaire, le temps de travail, les conditions d'emploi, les engagements en cas de maladie, le paiement des transports, etc..., le tout suivant le modèle du contrat-type conforme aux stipulations diplomatiques. La demande peut être numérique ou nominative c'est-à-dire porter le nom des ouvriers sollicités. L'Office de placement l'envoie au ministère intéressé : Travail ou Agriculture, en attestant, par un visa, qu'il n'y a pas de disponibilités dans la catégorie des travailleurs demandés. Le ministère vérifie si le marché national du travail n'a pas, lui non plus, de disponibilités et, après visa, transmet la demande au gouvernement intéressé pour exécution, ou, lorsqu'il n'y a pas de recrutement organisé dans le pays d'émigration, aux postes-frontières qui reçoivent les émigrés désireux de travailler en France. Ainsi, l'équilibre du marché est assuré, le chômage et la concurrence évités. Et le placement se trouve effectué avant même le recrutement.

Le recrutement. — Le gouvernement étranger fait effectuer le recrutement demandé suivant des méthodes qui varient avec chaque pays.

En Pologne. — En Pologne c'est l'Office d'émigration polonais qui reçoit les demandes par voie diplomatique. Il est en liaison avec les Offices régionaux de placement (en abréviation P.U.P.P. (1), et transmet, pour exécution, les demandes à ceux de ces offices qu'il sait disposer de main-d'œuvre. Les P.U.P.P. désignés se mettent alors en relation avec les représentants de la S.G.I. en Pologne, pour fixer les dates et les détails de recrutement. Les candidats émigrants sont rassemblés dans un des centres où la S.G.I. effectue la double sélection sanitaire et professionnelle (2). Rien de plus saisissant que le spectacle de la foule des travailleurs polonais entassés devant les services de recrutement et venant offrir leurs bras. « Sur la grande place de Jaroslaw c'est un océan de casquettes et de vestes fatiguées, un grouillement humain. On dirait jour de marché. Les chariots paysans enchevêtrés, roues contre caisse, garnissent le pourtour de la criée, comme aux halles. Mais on crie pour ne rien vendre. Cette foule qui bouillonne sur place a les mains vides. Tour à tour anxieuse et résolue, elle tourne et s'immobilise parmi les sacs, les paniers, les valises entassés. Il y a là toute une force intacte qui jaillit comme une source de la terre polonaise » (3). Les femmes, ruthènes en jupe

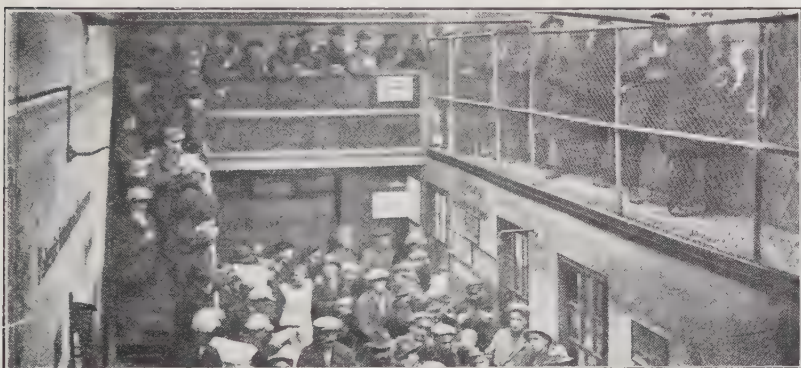
(1) Abréviation de *Panstowy Urzad Posrednictwa Pracy*.

(2) A Lwow, Jaroslaw, Poznam, puis en 2^e sélection à Weirehowo et Myslowice.

(3) G. LE FÈVRE. *Le Journal* du 1^{er} au 5 octobre 1928.



L'affluence des émigrants et des charrettes chargées de bagages, devant le centre de recrutement de Myslowice (Pologne).



La signature des contrats (rez-de-chaussée) et la délivrance des passe-ports (1^{er} étage) au centre de Myslowice.



Clichés de la Soc. Générale d'Immigration

Le docteur fait un court exposé d'hygiène aux émigrants avant leur départ pour la France. Ils reçoivent, d'autre part, quelques explications sur les conditions générales des contrats de travail et des conseils pour leur séjour en France.

écarlate et bottes de cuir, paysannes en robe de grosse laine, caraco de toile et foulard imprimé, s'interpellent bruyamment. Les hommes, également paysans pour la plupart, têtes rases, visages fermés et anxieux, discutent plus gravement. Beaucoup ont fait un long chemin à pied. Ils ont lu les affiches prometteuses de la Société d'Immigration sur le mur de l'église du village et ils ont voulu « tenter leur chance » (1).

La sélection est faite au triple point de vue médical, professionnel et judiciaire. Le docteur refuse tous les sujets trop faibles, les mutilés, les malades. Cette sélection médicale élimine environ le tiers ou la moitié des candidats. La sélection professionnelle est faite par un homme expérimenté qui, par l'examen des certificats de travail, par un interrogatoire rapide sur les connaissances professionnelles et sur les occupations antérieures du candidat, vérifie s'il est bien du métier. L'examen des paumes et des doigts, la recherche des déformations et des usures de la peau causées par l'usage des mêmes outils, les petites traces bleues sur le front des mineurs-piqueurs, le hâle des paysans, etc... sont autant d'indices qui permettent une rapide vérification. On élimine ainsi ceux qui s'attribuent un métier pour entrer coûte que coûte en France, et qui ne pourraient satisfaire à la demande. En dernier lieu, un contrôle est opéré par un représentant de la justice polonaise, avant l'embauchage définitif.

Toutes ces opérations sont faites rapidement. En une seule journée, médecin et recruteur doivent inspecter des centaines d'hommes et de femmes, 500 à 600 en moyenne, et faire le tri de ce « tout venant humain ». Que l'on imagine l'entassement de ces corps nus dans une chaleur et une odeur suffocante, de ces têtes rases, luisantes, qui cherchent à comprendre, des obstinés qui s'expliquent, discutent, protestent, cependant qu'indifférents à cette fièvre, le médecin et le sélectionneur examinent, palpent, auscultent, déblaient, brassent largement toute cette matière humaine. Il est évident que cette rapidité compromet quelque peu l'efficacité de la sélection (2). Le pourcentage des éliminés reste cependant assez élevé, car l'intérêt des recruteurs est de ne pas présenter au contrôle de la frontière française des ouvriers susceptibles d'être refusés et dont les frais de transport resteraient à leur charge. En 1924, les taux des refusés étaient les suivants :

(1) Il existe, dans certaines régions polonaises, une véritable « tradition d'émigration » et, pour partir, certains emploient tous les subterfuges, font toutes les démarches possibles. L'approche de la période de recrutement provoque dans certaines familles des querelles véhémentes : c'est à qui partira le premier parmi les garçons et surtout parmi les filles.

(2) D^r R. MARTIAL. *La Greffe inter-raciale* : « La S.G.I. donne à ses agents, 24 heures entre le rassemblement et le départ pour mettre en règle tous les papiers, passeports, pour désinfecter, épouiller, vacciner, examiner les femmes au point de vue de la grossesse et tout le monde au point de vue médical. Or, il n'y a qu'un médecin pour chaque centre et à Mysłowice, les départs sont au minimum de 800, habituellement de 1.000 et plus ».

Catégories professionnelles	Acceptés	Refusés	Pourcentage des refusés sur le total des examinés
<i>à Poznań :</i>			
Mineurs	1.808	662	26 %
Ouvriers d'industrie	1.870	697	27 %
Ouvriers agricoles	5.824	647	10 %
<i>à Myslowice :</i>			
Mineurs	9.855	1010	9 %
Ouvriers d'industrie	1.807	116	6 %
Ouvriers agricoles	8.552	446	5 %

tandis qu'à la visite à l'entrée en France, il n'y avait en moyenne que 0,08 % d'exclus.

Les refusés reçoivent un bon de transport pour retourner chez eux. Les autres sont photographiés, douchés, désinfectés, et finalement vaccinés, après être passés au coiffeur et à l'habillage. D'énormes réfectoires et de vastes dortoirs les reçoivent en attendant le départ qui a lieu généralement le lendemain. Chaque opération réunit ainsi de 600 à 1.000 individus, nécessaires à la formation d'un convoi. Le jour du départ, une messe est dite par l'aumônier polonais et un fonctionnaire de l'office polonais d'émigration vient, dans une causerie, donner les derniers conseils aux émigrants.

En Italie. — En Italie il n'a pas été possible de créer des services de recrutement comparables à ceux établis en Pologne. Le gouvernement italien n'a jamais voulu autoriser le fonctionnement, sur son territoire, d'une mission française officielle ou patronale pour la sélection et l'embauchage de la main-d'œuvre. Les demandes visées par les ministères français sont transmises à la Direction de l'émigration à Rome qui les envoie, pour exécution, aux services régionaux d'émigration. Ceux-ci embauchent les ouvriers, leur remettent le contrat (*estrattino contratto*) reproduisant les clauses de la demande-type et assurent leur transport jusqu'aux postes frontières de Menton ou Modane. Ce recrutement est soumis à une foule de restrictions, qui varient sans cesse avec l'évolution de la politique d'émigration du gouvernement. Aussitôt après la guerre, les trois formes de recrutement : nominative, collective et mixte (50 % nominatifs et 50 % collectifs), étaient autorisées, sous réserve que le recrutement nominatif ne dépasserait pas 20 contrats individuels par an et par employeur. Depuis 1929, le recrutement nominatif n'est plus admis que pour les catégories les moins demandées : ingénieurs, chefs de chantiers, chefs de rayons, dessinateurs, etc... L'employeur doit payer une taxe de recrutement de 5 livres par tête et le prix du voyage aux services italiens. Par ailleurs, le gouvernement italien s'est toujours réservé le droit d'accepter ou non les demandes. En 1930, il a brusquement accordé des facilités à l'émigration.

La sélection professionnelle et médicale par les employeurs ne peut être faite qu'à la frontière française, à Modane ou à Menton. A Modane, opèrent les agents recruteurs de l'Association d'immigra-

tion des mines et forges de l'Est. Le nombre des refusés est, d'ailleurs, assez faible. En 1929, sur 7.290 travailleurs envoyés de Turin par l'administration italienne pour l'association des Forges, il y a eu 521 refusés à la visite médicale, soit 7 %, 55 disparus en cours de route, 64 refusés à la visite médicale aux établissements — et 6.642 réellement embauchés, soit 91 %. A côté de l'immigration organisée, il y a l'immigration individuelle et spontanée, qui fut toujours considérable en raison du voisinage des deux pays, et qui constitua pour la France, après la guerre, une source importante de recrutement de main-d'œuvre italienne. Les émigrés se présentent directement aux bureaux frontières où on les embauche. Là encore, depuis quelques années, et jusqu'en 1930, le gouvernement italien s'est efforcé de réduire les départs.

En Tchécoslovaquie. — Ce sont les Offices de placement tchèques ou slovaques qui recrutent les travailleurs demandés par les ministères français. Pour l'agriculture, c'est l'Office slovaque de Bratislava qui désigne les centres où le recrutement doit être effectué. L'examen professionnel et médical a lieu à Bratislava, où les services officiels tchécoslovaques remettent aux émigrants leur photographie et leur passe-port. Un représentant français de l'agriculture assure le contrôle du recrutement et du transport vers la France. Pour les travailleurs de l'industrie demandés par le ministère du Travail, c'est le Bureau central de placement à Prague qui désigne les offices locaux devant les recruter. Les ouvriers sont rassemblés à Prague, où les agents du ministère français du travail et ceux de la S.G.I. assurent la sélection professionnelle et si possible médicale, et organisent les convois, après que les services officiels tchécoslovaques ont remis leurs pièces d'identité aux émigrants.

En Yougoslavie. — Les demandes sont transmises au Commissariat Royal d'émigration, qui indique les bourses du Travail devant effectuer le recrutement et la sélection. La main-d'œuvre est rassemblée à Zagreb, où a lieu une dernière visite par un médecin accrédité près du consulat français. Depuis 1926, la S.G.I. a obtenu le droit de recruter et de sélectionner. Elle a installé des services à Zagreb pour les yougoslaves, et à Belgrade pour les réfugiés russes. Ses agents examinent sur place au point de vue professionnel les ouvriers recrutés par les bourses de travail, et organisent les convois pour la France.

En Autriche. — C'est l'Office d'Émigration (Vanderungsamt) qui reçoit les demandes et, d'accord avec le service de Placement du ministère de la Prévoyance sociale (Industriellbezirks-Commission), assure le recrutement des ouvriers. Les clauses d'un contrat-type n'ont été arrêtées qu'en 1926 entre le ministère français du Travail et le gouvernement autrichien. Des difficultés sont venues des syndicats autrichiens qui faisaient valoir que la législation sociale était

moins développée en France qu'en Autriche (1). La S.G.I. a un organisme d'embauchage à Vienne. Elle règle, d'accord avec l'Office d'émigration, les questions de contrat et de transport, et organise, après entente avec le ministère de la Prévoyance, le recrutement et la sélection professionnelle.

En Suisse. — Les demandes sont reçues par le gouvernement fédéral qui les adresse, pour exécution, aux bureaux locaux du travail. Ceux-ci opèrent l'embauchage et l'ouvrier est envoyé en France à ses frais. Le contrat-type lui garantit du travail pour un minimum de 3 mois. Les bureaux suisses envoient parfois, aux bureaux français de placement, la liste des chômeurs par spécialités, et se tiennent en relation avec l'Office central de la Main-d'œuvre agricole à Paris pour développer la venue en France de fermiers et métayers. Par ailleurs, les bureaux-frontières embauchent directement un certain nombre d'émigrants isolés, venus spontanément.

En Espagne et au Portugal. — Toute propagande et tout recrutement organisés sont interdits. Aujourd'hui encore, il n'existe rien d'officiel pour l'immigration organisée. Ce sont les bureaux frontières et les dépôts d'Hendaye et de Perpignan qui effectuent, après un examen sanitaire sommaire, le recrutement et l'embauchage des travailleurs espagnols et portugais. C'est à eux que les ministères adressent les demandes qu'ils reçoivent de la part des employeurs français. L'émigration de ces pays étant très ancienne, se fait également en partie par le jeu des relations. D'un autre côté, certains employeurs envoient en Espagne des recruteurs qui, moyennant une redevance fixée par tête, leur adressent des ouvriers auxquels ils ont remis un contrat de travail nécessaire à leur entrée en France. Enfin, à la frontière, de nombreux rabatteurs dirigent les espagnols en quête de travail sur les établissements qui leur en ont fait la demande. Il est bien évident que le contrôle dans ces conditions est particulièrement difficile et peu efficace.

En Belgique. — En Belgique le recrutement est essentiellement libre. Il s'agit, là encore, d'une émigration ancienne et qui s'opère par osmose, par le jeu des relations et des habitudes acquises depuis longtemps. L'employeur français recrute directement par relations, par annonces dans la presse ou par demandes à nos bureaux frontières de Roubaix, Tourcoing et Feignies. Ceux-ci envoient les ouvriers qui se présentent à leurs guichets ou en demandent aux bureaux belges de placement ou bien font paraître, eux aussi, des annonces dans la presse belge. La venue des saisonniers contribue beaucoup à alimenter l'immigration permanente : travaillant en France, les émigrés y apprennent les besoins de main-d'œuvre, y apprécient les conditions plus agréables de travail et de vie, y font des économies, se renseignent sur les possibilités de trouver des

(1) *Informations sociales*. Volume xxix. N° 8. 25 janvier 1929.



Myslowice (Pologne). La signature des contrats de travail.



Le ravitaillement est organisé dans un certain nombre de gares que traversent les convois d'émigrants pour la France.



Clichés de la Soc. Générale d'Immigration
La cuisine du centre de recrutement de Myslowice (Pologne).

occupations permanentes ou des fermages, métayages, petits commerces, etc... De retour dans leur pays, ils y font une propagande d'autant plus efficace qu'elle est spontanée et touche les milieux susceptibles d'émigrer. Aussi n'y a-t-il pas de recrutement collectif organisé. La S.G.I. néanmoins a installé des agents dans les bureaux frontières. Ces agents rassemblent les ouvriers belges, surtout saisonniers, qui ont été embauchés en Belgique pour le compte des fabricants de sucre et des briquetiers du Nord.

En Roumanie. — Des négociations pour l'organisation de l'immigration vers la France ont abouti en 1930 et la S. G. I. y a établi des services de recrutement. Il y a aussi une mission du ministère de l'Agriculture à Oradea-Mare.

En Grèce. — La S. G. I. recrute directement des ouvriers grecs et arméniens. Mais le plus grand nombre de ceux-ci se présentent spontanément pour l'embauchage à Marseille.

Quant aux réfugiés russes et arméniens éparpillés en Europe, c'est surtout le B. I. T. qui s'est occupé de leur placement. Il a créé, à cet effet, des services de sélection, d'embauchage et de mise en route à Varsovie, Constantinople, Sofia, Riga, etc... Les ministères français transmettent à ces services les demandes qu'ils reçoivent des employeurs. Ceux-ci doivent payer d'avance les frais d'introduction. Pour l'agriculture, le B. I. T. a arrêté avec le ministère français les clauses d'un contrat-type pour le fermage et le métayage. Il accorde aux réfugiés une avance de 15.000 fr. pour frais de premier établissement. Des contrats-types ont été également arrêtés pour les ouvriers agricoles. La S. G. I. s'occupe aussi du recrutement des réfugiés russes, notamment en Yougoslavie (Belgrade) et en Allemagne, en collaboration avec l'association des travailleurs russes de Berlin (1).

Les transports. — Le transport des émigrés recrutés est un des problèmes les plus délicats de l'immigration organisée. Il est nécessaire qu'il se fasse dans les meilleures conditions de rapidité, d'hygiène et d'économie. Il faut arriver à obtenir pour les trains spéciaux, qui doivent traverser plusieurs pays, un horaire acceptable. L'exactitude est notamment indispensable pour satisfaire les employeurs au moment précis de leurs besoins. Il faut aussi lutter contre l'exploitation mercantile des mouvements migratoires pratiquée par certaines compagnies de chemins de fer et par des compagnies de transports maritimes. Dès 1919, le ministère du Travail avait organisé des trains navettes entre Varsovie et Toul par l'Allemagne. A partir de 1921, la S.G.I. se chargea du transport de la plupart des émigrés qu'elle recruta en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Yougoslavie, en Lithuanie, en Grèce. On comprend aisément la complexité des problèmes que doit résoudre une telle

(1) « Central Buro Arbeitsgenossenschaften russe ».

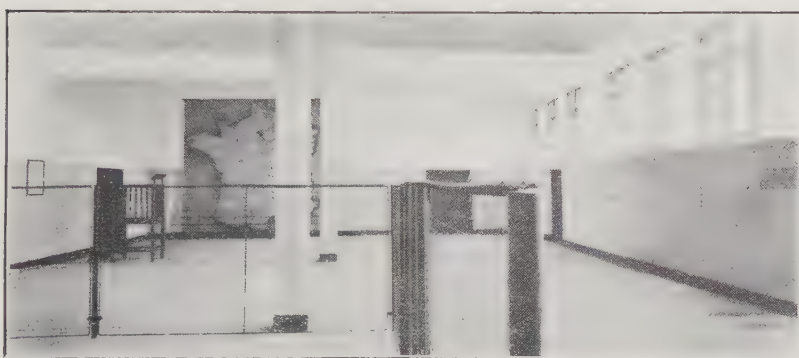
organisation, si l'on songe qu'en Pologne, par exemple, chaque convoi comprend de 800 à 1.000 individus. Il s'agit d'embarquer et de transporter ces 800 individus sur un parcours de 2.000 km., de leur faire franchir trois frontières, de les débarquer sans perdre un homme, sans dépareiller une famille, de les nourrir, de faire viser tous les passeports. Des convoyeurs interchangeables veillent à l'exécution de ce lourd programme : au départ un Polonais, à Prague un Tchécoslovaque, à Karlsruhe un Alsacien, à Toul un Français, de sorte que chaque changement de frontière est indiqué par un nouveau



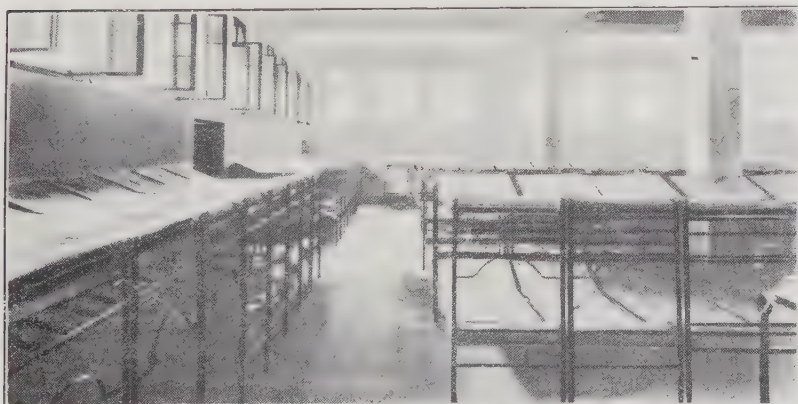
visage pour les émigrés. Ceux-ci reçoivent, au départ, une feuille de route qui porte tous les détails nécessaires : heure de départ, heures des changements de trains, heure d'arrivée à Toul. Pour le ravitaillement, on donne à chacun un petit carnet à souches de 5 feuillets. Chaque feuillet porte un numéro, le nom d'une gare et l'image de quelque chose à manger : à Ceska-Trebova un potage fumant, à Prague un verre de thé bouillant, à Karlsruhe un morceau de cervelas et une miche de pain. Tous les wagons communiquent et permettent au convoyeur de faire sa ronde. Les hommes sont à un bout, les femmes à l'autre, les familles au milieu. « Il suffit de trois tours de clef pour isoler les trois tronçons du train et enfermer chaque individu dans sa catégorie et contrarier ainsi l'effet d'une gravitation humaine



Le centre de Zagreb (Yougoslavie) où ont lieu la sélection et l'embauchage des travailleurs pour la France.



Zagreb. — La salle d'attente du centre de recrutement ; au fond, une grande carte de la France sur laquelle les émigrants peuvent situer le lieu où leur destin les appelle.



Clichés de la Soc. Générale d'Immigration.

Zagreb. — Le dortoir des travailleurs pour la France. Installation moderne : lits métalliques superposés, aération et éclairage abondants, propreté absolue.

presque irrésistible qui aboutit au mélange des sexes » (1). Quand le recrutement est moins important, le transport se fait par wagons spéciaux accrochés à des trains réguliers. En Tchécoslovaquie, la mission du ministère de l'Agriculture règle elle-même le transport des ouvriers agricoles qu'elle recrute, par l'intermédiaire de la maison Worms, entreprise particulière de transports internationaux. De sorte que le transport de presque tous les immigrants recrutés est assuré par des entreprises privées : S.G.I. et maison Worms, mais contrôlées par les services officiels. La carte n° 12 reproduit les trajets et routes suivis par les mouvements migratoires se dirigeant vers la France depuis la guerre :

1° Par *voie ferrée* : les polonais en provenance de Mysłowice, par Oswiecim, Petrowice (frontière tchèque), Prague, Pilzen, Cheb-Eger (frontière allemande), Nuremberg, Carlsruhe, Kehl (frontière française), Strasbourg et Toul (arrivée-contrôle) ;

les polonais en provenance de Weyherowo, par Berlin, Cologne, Metz et Toul (arrivée-contrôle) ;

les tchécoslovaques, par la même ligne que les polonais venus de Mysłowice : Petrowice, Prague, Nuremberg, Kehl et Toul (arrivée-contrôle) ;

les autrichiens, de Vienne, par Munich, Innsbrück, Zurich, Bâle, Toul (arrivée-contrôle).

les yougoslaves et réfugiés russes de Serbie venant de Zagreb et Belgrade, par Brod, Innsbrück, Zurich, Bâle, Toul (arrivée-contrôle) ;

2° Par *voie maritime* : les norvégiens et suédois, d'Oslo au Hâvre ou de Bergen à Lübeck, et de là par voie ferrée : Cologne, Metz et Toul (arrivée-contrôle) ;

les lithuaniens, via Memel, Le Hâvre (arrivée-contrôle) ;

quelques polonais, par Gdynia, Le Hâvre (arrivée-contrôle) ;

les grecs et réfugiés russes et arméniens d'Orient, de Constantinople ou Salonique à Marseille.

La question de l'organisation des transports ne se pose que dans les pays où la France possède des centres d'embauchage. Elle ne se pose pas pour l'immigration spontanée dont les éléments se présentent d'eux-mêmes aux frontières. Elle ne se pose pas non plus pour l'immigration dont le recrutement est assuré complètement par les autorités locales du pays fournisseur, comme en Italie par exemple.

La réception aux frontières. — C'est à la frontière que le contrôle de l'administration française peut s'exercer le plus efficacement, car là se présentent non seulement les travailleurs recrutés officiellement, mais ceux venus spontanément chercher du travail en France. De sorte que, théoriquement, les bureaux frontières doivent

(1) LE FEBVRE. *Le Journal*. 1^{er} octobre 1928.

recevoir toute l'immigration ouvrière vers la France (1). Pratiquement ils en reçoivent environ les 3/4, le reste entrant en fraude ou sans contrôle, comme à la frontière belge notamment. Des bureaux des ministères du Travail et de l'Agriculture sont situés à Hendaye, Marignac-St-Béat, Cerbère, Perpignan pour les espagnols et les portugais ; à Marseille pour les émigrants maritimes : russes, grecs, arméniens, africains, etc... ; à Menton et Modane pour les italiens ; à Frasnes et St-Louis pour les Suisses ; à Strasbourg et surtout à Toul pour l'Europe centrale et orientale ; à Feignies et à Tourcoing pour les belges et hollandais (voir carte 13). Dans ces bureaux, l'administration opère un triple contrôle :

1° *Sanitaire*, grâce à un service médical comprenant salles de visite, douches, vaccination, chambre d'isolement et parfois salle de radiographie (Marseille).

2° *Professionnel*, grâce au contrôle des agents des ministères du Travail et de l'Agriculture qui vérifient la régularité des contrats, exercent leur droit de regard sur la répartition en France et assurent l'embauchage et le placement des ouvriers étrangers qui se présentent spontanément à la frontière, désireux de travailler en France.

3° *De police et de sûreté*, par le commissaire de police spéciale qui vérifie les pièces d'identité, les photographies, etc...

Durant toutes ces opérations de contrôle les émigrants sont hébergés par les soins de l'administration.

Sur l'efficacité de ce contrôle de nombreux doutes sont permis. La visite sanitaire surtout laisse à désirer. Le médecin ne dispose pas toujours de salles ni du matériel nécessaires. De plus, il est obligé d'opérer sur un très grand nombre d'individus et très rapidement, pour ne pas retarder trop l'écoulement de chaque convoi. De même le contrôle de police est extrêmement superficiel. Enfin, et c'est là la grande faiblesse de tout contrôle des frontières terrestres, les émigrants peuvent pénétrer en France sans passer par les bureaux d'immigration, trop rares ou situés parfois loin des gares frontières.

Le contrôle n'est guère efficace que pour l'immigration organisée, déjà sélectionnée par les employeurs ou les services officiels en pays d'émigration : services des ministères du Travail et de l'Agriculture en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Roumanie ; S.G.I. en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, etc... ; service de l'Association d'immigration des Mines et Forges de l'Est à Modane, etc... L'intérêt des employeurs d'avoir une main-d'œuvre saine et expérimentée, vient ici aider au contrôle de l'administration. Par ailleurs, le transport organisé par convois spéciaux permet une surveillance bien plus

(1) L'activité des bureaux frontières est naturellement très variable. En 1929, par exemple, le nombre des entrées contrôlées a été pour l'industrie, de : 50.200 à Toul, 20.890 à Modane, 10.800 à Hendaye, 4.400 à Metz, 2.450 à Perpignan, 2.428 à Lille, 4.100 à Frasnes, 1.209 à Menton et seulement de 451 à Marseille. 17.624 immigrants étaient, par ailleurs, signalés par les commissaires spéciaux des frontières.

serrée et concentre toutes les introductions dans les postes d'arrivée, comme à Toul par exemple, où les « fuites » sont presque impossibles.

Pour l'immigration libre des travailleurs qui se présentent spontanément à la frontière, le contrôle est plus difficile et aléatoire. Les bureaux-frontières doivent assumer, outre l'hébergement, toutes les formalités de sélection, de contrôle, de placement, sans qu'aucune visite antérieure ait déjà effectué un premier tri. Ils jouent donc le double rôle de bureau d'embauche et de bureau de placement. Ils sont tenus d'ailleurs au courant des besoins du marché du travail, par les renseignements que leur fournissent les services centraux à Paris et les Offices régionaux. S'il y a du travail dans la catégorie de l'immigrant, celui-ci est embauché et soumis à la visite médicale et à toutes les formalités administratives : délivrance de la carte d'identité, photographie, remise d'un contrat de travail que le bureau remplit au nom de l'employeur qu'il sait avoir besoin de main-d'œuvre. Cette forme d'immigration individuelle est restée très importante après la guerre. Elle prolonge en quelque sorte l'immigration libre d'avant 1914. Aussi vient-elle surtout des pays voisins de la France : Belgique, Suisse, Italie, Espagne, Portugal. Elle se trouve favorisée par la facilité des relations et des communications, par les traités d'établissement ou conventions consulaires accordant depuis longtemps le droit de circuler, commercer, acquérir et posséder en France. Beaucoup viennent, comme nous l'avons dit plus haut, par relations, sollicités par un camarade ou un employeur, ou seulement obéissant à une tradition ancienne qui fait que telle ou telle région étrangère envoie en France telle catégorie de travailleurs : ouvriers agricoles flamands, vendangeurs espagnols, maçons et fumistes piémontais, terrassiers lombards, cochers de la vallée d'Aoste, etc... C'est naturellement dans cette immigration que les entrées non contrôlées sont les plus nombreuses.

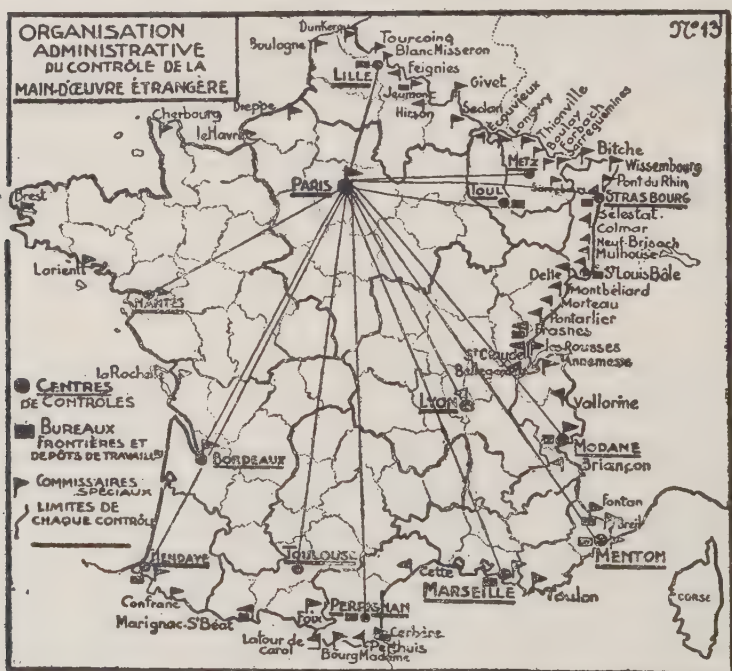
La répartition. — La répartition entre les employeurs des travailleurs étrangers contrôlés aux frontières, est assurée, soit par les services patronaux de recrutement, soit, en ce qui concerne l'immigration individuelle, par le bureau-frontière recruteur. Mais, dans les deux cas, le contrôle de l'administration s'exerce pour la protection du marché du travail, notamment pour éviter l'envoi d'ouvriers dans les régions où il y aurait conflit du travail ou chômage. La S.G.I. qui recrute la presque totalité de la main-d'œuvre slave en assure la répartition à Toul, d'après la fiche que chaque émigré a reçue au départ : bleue, rouge, grise, etc... suivant le métier. On téléphone ou on télégraphie aux employeurs d'envoyer des convoyeurs ou de venir à la gare recevoir les travailleurs. Les isolés sont « étiquetés » avec un carton suspendu au cou par une ficelle : « *M. Lehoux à Authon (gare), Eure-et-Loir. Prière aux agents des compagnies intéressées de donner au porteur tous renseignements lui permettant*

de se rendre à l'adresse sus-indiquée ». Le travailleur polonais ou tchécoslovaque arrive ainsi comme un colis postal, même sans savoir un mot de français, car tous les employés connaissent la consigne.

A Modane, c'est l'association d'immigration des Mines et Forges de l'Est qui assure la répartition des italiens. Les ouvriers embauchés sont convoyés jusqu'à Conflans, d'où ils sont répartis entre les employeurs des bassins de Briey, Nancy et Longwy. Ceux-ci, prévenus à temps, envoient des agents pour prendre « livraison » des émigrants.

Pour tous les immigrants recrutés par l'administration, ce sont les services des bureaux frontières qui font la répartition. Ils remettent les papiers nécessaires aux intéressés et préviennent les employeurs afin que les travailleurs soient attendus à la gare. Beaucoup d'émigrants des pays voisins : Belgique, Italie, Espagne, Suisse, connaissent d'ailleurs quelques mots usuels de français, ce qui leur permet de voyager sans trop de difficulté.

Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère en France. — Le travailleur, une fois installé en France, reste sous la surveillance de l'administration (Voir carte 13). La France est partagée en 14



circonscriptions relevant chacune du contrôle d'un service central (à Paris, Lille, Metz, Strasbourg, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes), ou d'un dépôt frontière (Toul, Marseille, Modane, Menton,

Perpignan et Hendaye) (1). Ces services, appelés Contrôles, assurent la surveillance et la protection des ouvriers étrangers et le respect des clauses des contrats-types, par des visites dans les établissements employant de la main-d'œuvre étrangère. Ils s'occupent également du placement des travailleurs étrangers résidant en France, veillent à ce que ceux introduits pour l'agriculture ne l'abandonnent pas pour l'industrie, règlent les conflits entre employeurs et employés, etc...

La police aussi continue à surveiller les travailleurs étrangers. A la frontière, elle a remis à chacun un sauf-conduit jusqu'au lieu du travail. Là, après s'être fait inscrire à la mairie ou auprès du commissaire de police, l'immigrant reçoit une carte d'identité contre paiement d'une taxe de 20 francs. Il est tenu de faire renouveler cette carte tous les deux ans et de la faire viser lors de ses déplacements. Logeurs et employeurs doivent, d'ailleurs, signaler le passage ou l'emploi de tout étranger. Le travailleur immigré est ainsi suivi et surveillé. De plus, les ouvriers pour l'agriculture et ceux de l'industrie reçoivent des cartes de modèles différents. Ce système permet de veiller à ce que l'émigrant reste bien dans la catégorie pour laquelle il est entré en France, et diminue, dans une certaine mesure, l'afflux vers l'industrie et les villes, où l'ouvrier étranger muni d'une carte agricole ne peut légalement trouver à s'employer. Tout ce contrôle, théoriquement bien organisé, est malheureusement loin d'être effectif, par suite du trop grand nombre de cartes à distribuer, de l'insuffisance notoire des services et, aussi, de la difficulté d'ajuster des mesures administratives, forcément rigides, sur une humanité particulièrement mobile.

L'immigration non contrôlée. — L'ensemble de tous les services officiels et patronaux, qui contrôlent la venue de la main-d'œuvre étrangère au triple point de vue professionnel, sanitaire et administratif, n'arrive pas à régir toute l'immigration. Une partie de celle-ci lui échappe. Un grand nombre d'étrangers peuvent entrer en France sans passer par un des douze bureaux de la frontière. Certaines frontières, comme la frontière belge, sont ouvertes au flot journalier des travailleurs de toute nature. Certains passages de la frontière suisse, des Pyrénées, et même des Alpes malgré la surveillance de l'Italie, laissent passer nombre d'émigrants. La montagne est parfois le théâtre de véritables tragédies. Sur le glacier St-Théodule, au pied du Cervin, où passent beaucoup d'émigrés clandestins, en juillet 1930 une femme, rejoignant son mari en France, fit une chute et se blessa grièvement. Les autres émigrants, craignant d'être surpris par les gardes-frontière, l'abandonnèrent avec ses deux enfants, se réservant de demander du secours au premier village. Elle devait mourir peu après, à l'hôpital de Brigue. Deux jours plus tard, sur le même glacier, un émigrant se tuait en allant chercher du secours pour sa femme à bout de forces.

(1) Décret du 13 avril 1929. J. O. du 3 juillet 1929.

A Zermatt (Suisse), on estimait à 300 le nombre des émigrants clandestins passés pendant le seul mois de juillet 1930 et se dirigeant, pour la plupart, vers la France. Il y a même des émigrants qui arrivent en France en canot, voire à la nage, comme ceux qui abordent entre Vintimille et Menton.

Il y a aussi tous ceux qui entrent muni d'un passe-port de voyageur et qui, une fois en France, cherchent du travail. Fréquemment on peut voir aux gares frontières, notamment à la frontière espagnole, dans le flot des voyageurs, des familles de malheureux qui portent tout leur avoir dans quelques baluchons et traînent derrière eux cinq ou six enfants déguenillés et pieds nus. Lorsqu'ils présentent leur passeport au visa, le fonctionnaire y appose froidement le cachet « ne vient pas en France pour travailler ». Deux ou trois jours après, on rencontre ces pauvres diables à Bordeaux ou à Toulouse, en quête de travail et n'en trouvant que difficilement, en raison de leur situation irrégulière.

Par ailleurs, entrent librement, tous ceux dont le salaire est supérieur à 18.000 fr. et les nombreux artisans et petits négociants de toutes nationalités qui ne sont pas classés comme ouvriers et échappent au contrôle de la frontière (1). Il y a là un apport extrêmement important, notamment de juifs et de levantins, qui s'entassent dans les centres urbains où ils concurrencent aisément les français. Sur 27.000 grecs et arméniens entrés de 1921 à 1926, seulement 1.100 avaient été contrôlés! Il y a aussi les frontaliers qui viennent chaque jour grossir l'armée de la main-d'œuvre étrangère en France et dont le contrôle, notamment à la frontière belge, est très difficile.

Il faut ajouter enfin un certain nombre d'entrées irrégulières provenant de l'activité d'agences d'émigration clandestines. De tout temps des officines douteuses se sont livrées au trafic fructueux de la main-d'œuvre, réalisant sur elle et sur les employeurs des profits immoraux. Ces « négriers », qui échappent à tout contrôle, introduisent n'importe qui, et n'importe comment. Il ne se passe pas de mois sans que la police ne découvre une affaire de ce genre. En 1928, on constate que la plupart des habitants du village italien de Filigrano viennent travailler en France. Cette désertion en masse provoque une enquête qui fait découvrir une agence de faux passeports. En 1929, on découvre qu'une centaine de marocains sont entrés en France irrégulièrement. Ils avaient été la proie d'une officine de Tanger qui leur donnait de faux papiers contre 1.000 ou 1.500 fr. Même cas pour 150 grecs entrés par Marseille en 1929. Ces malheureux sont entassés dans des recoins invraisemblables et souvent intenables des

(1) Toutefois les immigrés doivent faire viser leur contrat de travail lorsqu'ils en ont un. Il est paradoxal de constater que le contrôle fait défaut précisément pour les catégories (artisans, trafiquants, etc...) dont la venue est la moins désirable et la plus susceptible de provoquer du chômage.

navires : échappées d'air, canots, etc... A Alger, le « Sidi-Ferruch » embarque clandestinement un groupe d'indigènes : à son arrivée à Marseille, on retrouve dix cadavres dans la soute à charbon que l'on avait dû fermer pendant la traversée par suite d'une tempête. On pourrait multiplier les exemples et il est certain que les résultats de ce trafic sont loin d'être négligeables dans l'immigration en France. Le « Lavoro Fascista » (1) estimait que, dans les seuls départements méditerranéens le nombre des immigrés clandestins en 1928 était de 30.000, presque tous italiens. Les services de police confirment ce chiffre.

Il est impossible de délimiter les travailleurs entrés en France sans contrat régulièrement autorisé. L'administration, devant les besoins de main-d'œuvre et les sollicitations des employeurs, se contente le plus souvent de régulariser la situation des travailleurs employés dans ces conditions quand elle en a connaissance (2). Elle ne recourt presque jamais au refoulement, d'ailleurs onéreux et peu efficace. Le nombre des régularisations ainsi effectuées, donne une idée de l'importance de l'immigration non contrôlée : dans la seule année 1928, il y eut 32.136 demandes de régularisation, sur lesquelles 21.620 furent accordées et 10.516 rejetées. En 1929, le nombre des régularisations effectuées s'est élevé au chiffre énorme de 43.928 et en 1930 a dépassé 60.000 ! La plupart de ces irréguliers étaient naturellement des émigrés des pays voisins : italiens, espagnols et belges (3).

L'immigration non contrôlée fournit donc un contingent extrêmement important, que l'on peut estimer approximativement au tiers de l'immigration ouvrière en France. Elle a contribué, à côté de l'immigration organisée et contrôlée, à augmenter le nombre des travailleurs étrangers. Elle oblige à majorer dans de fortes proportions les chiffres officiels des entrées en France.

En résumé, de l'examen du fonctionnement de l'immigration il résulte que la grande part de celle-ci, environ 70 %, est soumise au contrôle sanitaire, professionnel et administratif des organismes officiels, et qu'une partie des immigrants, environ 1/4, subit même un double contrôle patronal et officiel. A cet effet, il y a collaboration entre les services administratifs et les employeurs

(1) Octobre 1929.

(2) Sauf en période de crise économique, où les régularisations sont refusées. Mais les étrangers restent néanmoins en France et y grossissent dangereusement la masse des désadaptés, des chômeurs, voire des criminels. Par ailleurs, la régularisation exige souvent 2 à 3 mois pendant lesquels l'immigré ne peut travailler. On imagine facilement les inconvénients de cet état de choses, qu'exploitent d'ailleurs des agences de placement trafiquant de cette main-d'œuvre docile. Telle agence du 20^e arrondissement à Paris avise sa clientèle : « qu'elle est en mesure de lui envoyer immédiatement des ouvriers spécialisés, manœuvres spécialisés et manœuvres d'origine étrangère, mais ayant déjà travaillé en France et possédant de bons certificats ».

(3) En 1929, sur 43.928 régularisations, il y avait 12.533 italiens, 9.442 espagnols, 5.031 belges, 3.120 polonais, 1.786 suisses, 1.737 portugais, 1.052 allemands, 833 russes et 7.036 divers.

français d'une part, et entre ceux-ci et les administrations étrangères d'autre part. Il apparaît aussi que les employeurs, notamment par l'intermédiaire de la Société Générale d'immigration, ont remarquablement organisé le recrutement, et que cette société est parvenue, grâce à des négociations avec les pays d'émigration, à obtenir le quasi monopole des services patronaux d'immigration (1). Il reste néanmoins que, malgré la complexité des services d'immigration, environ un tiers de l'immense armée des travailleurs étrangers sont entrés en France sans contrôle ou en fraude. Il est vrai qu'un certain nombre de ces immigrés clandestins doivent faire régulariser leur situation dès qu'ils ne trouvent pas d'employeurs complaisants acceptant de les embaucher irrégulièrement. De sorte qu'en définitive, le nombre des salariés étrangers qui ne subissent pas, au moins à l'intérieur du pays, le contrôle des services administratifs, est assez limité. Ainsi est rendue possible une protection efficace du marché du travail et partiellement évitée la concurrence des salaires au rabais pour les ouvriers français en même temps qu'est atténuée l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère par des employeurs peu scrupuleux. A cet égard, l'œuvre réalisée par l'administration française depuis la guerre est sans exemple. Elle a réussi, au moins en partie, dans cette tâche singulièrement difficile d'adapter l'afflux de la main-d'œuvre étrangère aux besoins du pays. Elle a ainsi développé une nouvelle forme d'étatisme qui s'étend à la répartition professionnelle et géographique d'une partie de la population (2).

(1) En 1929, sur 60.000 travailleurs importés, la S.G.I. en recruta près de 50.000 (de toutes nationalités) et le Comité des Forges de l'Est 7.290 (italiens).

(2) L'ouvrier étranger dans l'immigration organisée perd, en effet, une grande partie des libertés de l'individu. Soumis à un contrôle permanent, il reçoit de l'administration toutes directives concernant le salaire, le lieu et la nature du travail. Il ne peut ni changer de place ni de profession sans autorisation.

CHAPITRE VII

LA POPULATION ÉTRANGÈRE EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE

Les effectifs étrangers en France depuis la guerre

Le flot sans cesse grossi de l'immigration en France, accusait :
en 1911 : 1.150.000 étrangers soit 2,8 % de la population totale (1)

1919 : 1.417.400	—	3,7%	—
1921 : 1.532.000	—	3,9%	—
1926 : 2.505.000	—	6,5%	—
1930 : 3.000.000	—	7 %	—

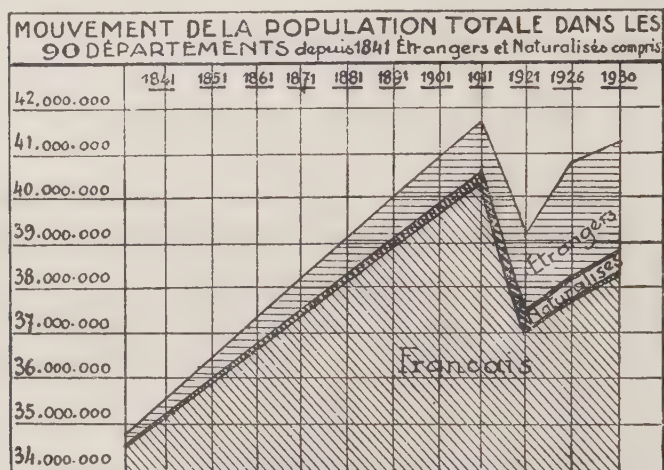
L'accroissement de la population étrangère qui était en moyenne de 2 % par an, de 1906 à 1911, était de 10 % de 1921 à 1926, soit 5 fois

(1) *Les Sources.* — Parmi les statistiques qui permettent d'évaluer le nombre d'étrangers en France, les plus importantes sont :

1° *Les recensements quinquennaux.* Relevés périodiques intermittents, ces recensements constituent comme une photographie instantanée de la situation démographique du pays à un moment donné. Effectués presque toujours à la même époque, généralement en hiver, ils laissent de côté toute une partie des phénomènes migratoires, notamment l'immigration frontalière et saisonnière, et enregistrent par contre les hivernants qui ne font qu'un court séjour. Ils ignorent, bien entendu, les étrangers entrés irrégulièrement. Effectués à des époques éloignées, ils ne permettent pas de suivre les mouvements et les transformations de l'immigration entre les périodes relevées. Enfin, une grande faiblesse des recensements quinquennaux est de reposer sur la déclaration bénévole des intéressés. Or, chez les étrangers, plus encore que chez les nationaux, la méfiance et la négligence sont grandes et les erreurs nombreuses. Toutefois, ces coefficients d'erreur se retrouvent sensiblement les mêmes à chaque recensement et ceux-ci conservent leur valeur comparative. « Le recensement quinquennal, dit M. Oualid, a une valeur d'enregistrement statique de premier ordre et, éventuellement, une valeur de comparaison dynamique par les rapprochements qu'il permet d'une période à une autre ».

2° *Les relevés continus des entrées et des sorties d'étrangers* établis par les bureaux frontières d'immigration et les ports. Ces relevés ne portent que les étrangers contrôlés à la frontière et entrés munis d'un contrat d'embauchage. Ils ignorent ceux entrés avec un simple passeport de voyageur, et ceux pénétrant par d'autres points de la frontière où il n'y a pas de contrôle. A plus forte raison ignorent-ils ceux entrés irrégulièrement. Pour les sorties, les chiffres sont encore plus approximatifs, car nombre de rapatriés ne passent pas par les bureaux frontières. Néanmoins, telles quelles, ces statistiques, qui paraissent chaque semaine dans le Bulletin du Marché du Travail,

la cadence d'avant guerre. De 1921 à 1926, la population étrangère augmente de 66 %. Si l'on ajoute les naturalisations, environ 90.000 de 1921 à 1926, on obtient pour cette période un accroissement du nombre des étrangers de 1.050.000 à l'énorme cadence de 225.000 par an. La France arrivait ainsi au 2^e rang, à côté des États-Unis, pour l'immigration. Proportionnellement au nombre de ses habitants, elle était même le premier pays d'immigration du monde, avec une moyenne de 515 immigrants pour 100.000 habitants, contre 492 aux États-Unis. Premier rang hélas ! peu enviable et qui révélait durement l'anémie de la race.



permettent de suivre les mouvements de l'immigration organisée et contrôlée. Elles donnent, en outre, des renseignements utiles sur la profession et la destination des immigrants.

3^o Les enquêtes effectuées par le service de la main-d'œuvre du ministère de l'Agriculture. Enquêtes de 1921 et 1927 sur les fermiers, métayers et propriétaires étrangers, enquête de 1927 sur la répartition professionnelle des étrangers. Ces enquêtes ont été effectuées à l'aide de demandes de renseignements adressées à toutes les communes de France et centralisées par les préfetures. Elles pèchent surtout par les omissions qui s'expliquent par la négligence des secrétaires de mairies et la méfiance des étrangers. Elles constituent cependant une des sources les plus utiles sur l'immigration en France après la guerre.

4^o Les enquêtes effectuées par les services de contrôle de la main-d'œuvre étrangère du ministère du Travail. Ces enquêtes ne portent que sur certaines catégories professionnelles : carriers, personnel hôtelier, briquetiers, etc..., et seulement pour certaines régions.

5^o Les statistiques du ministère de l'Intérieur établies par les services spéciaux des étrangers des commissariats et des préfetures chargés de la délivrance des cartes d'identité. Ces statistiques jusqu'ici n'ont eu que peu de valeur par suite des mauvaises méthodes employées et aussi d'une certaine indifférence du ministère de l'Intérieur à l'égard de ces questions. C'est ainsi qu'en 1925, le ministère de l'Intérieur donnait un chiffre majoré de près de 350.000 unités !

C'est donc aux 4 premières sources que nous puiserons les renseignements nécessaires à une étude de l'immigration. Nous utiliserons également les chiffres et renseignements que nous avons pu recueillir sur place au cours d'une enquête de 3 ans à travers toute la France. Grâce à l'appui des ministères du Travail et de l'Agriculture et des grands groupements patronaux et ouvriers, cette enquête a pu porter non seulement sur le nombre, mais aussi sur la répartition professionnelle, la situation de famille, la discipline et l'assimilation des immigrants.

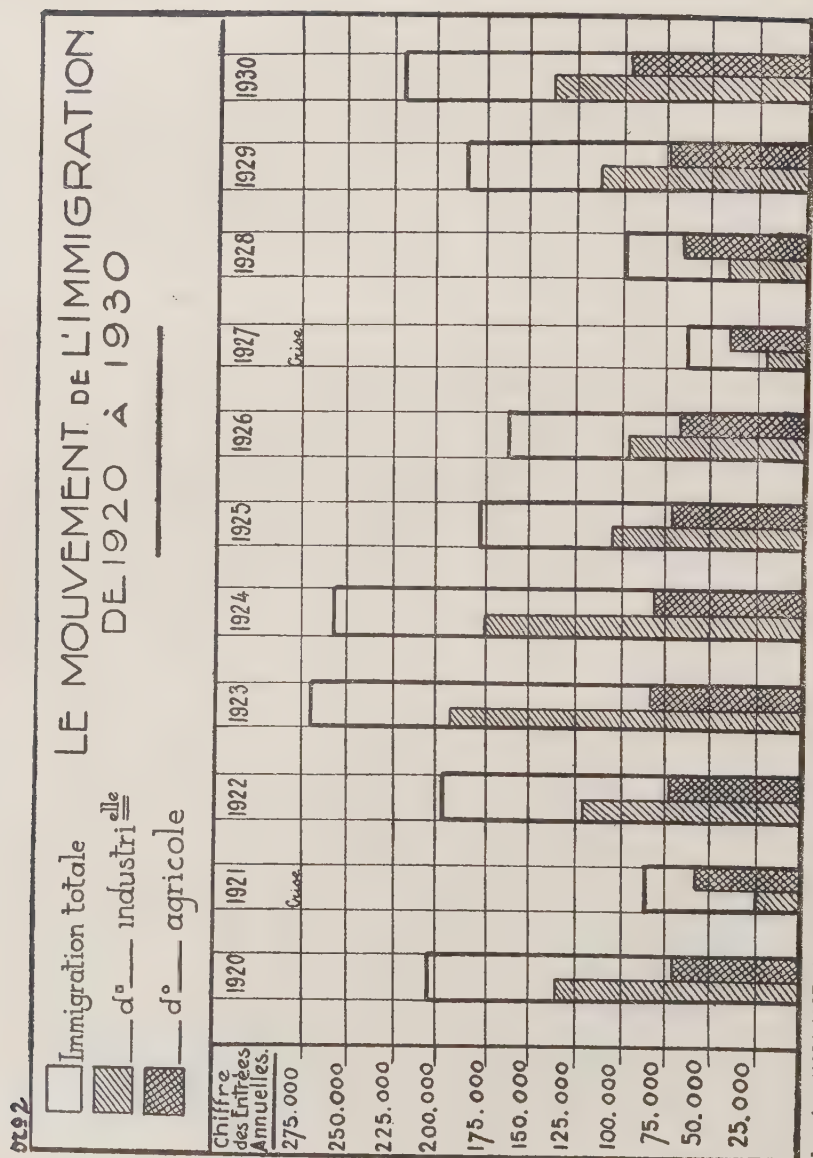
Cette masse énorme d'étrangers entrés en France après la guerre n'est pas venue d'un mouvement régulier et continu. Soumises à toutes sortes d'influences, les migrations subissent toujours des variations considérables d'amplitude. L'immigration en France a connu de ces oscillations qu'expliquent les faits économiques, politiques et les phénomènes saisonniers. Le contrôle de l'immigration, en s'efforçant d'adapter le recrutement aux besoins du marché français du travail, a notamment influé directement sur le mouvement des entrées en France. De sorte que l'immigration d'après-guerre, plus encore que l'immigration libre du passé, reflète année par année, mois par mois, les fluctuations de la vie économique du pays et de la politique des états exportateurs de main-d'œuvre.

Les mouvements annuels de l'immigration. — Le tableau des entrées annuelles de travailleurs étrangers s'établit ainsi de 1920 à 1930 (immigration contrôlée seulement) (1) :

Années	Industrie	Agriculture	Total
1920	131.013	70.912	201.925
1921	25.998	55.822	81.820
1922	122.507	72.976	195.483
1923	194.905	77.071	271.976
1924	175.170	87.927	263.097
1925	104.477	71.784	176.261
1926	98.949	63.160	162.109
1927	18.778	45.547	64.325
1928	36.055	61.687	97.742
1929	110.871	68.450	179.321
1930	128.791	92.828	221.619
	1.147.514	768.164	1.915.678

Les crises économiques, ayant entraîné le chômage en France en 1921 et le ralentissement de l'activité en 1927 par suite de la stabilisation de la monnaie, sont nettement indiquées ici par la diminution correspondante du volume de l'immigration. La crise de 1921 provoque une réduction de 50 % du nombre des entrées. Mais, comme les crises économiques atteignent surtout l'industrie, alors que les besoins de l'agriculture restent sensiblement les mêmes, ce sont les travailleurs industriels qui subissent la plus grosse réduction. De 131.000 en 1920, ils tombent à 25.000 en 1921, soit 5 fois moins, cependant que l'agriculture reçoit encore 55.000 travailleurs contre 70.000 en 1920. Même phénomène en 1927, où, sur une réduction de 100.000 unités dans les entrées par rapport à 1926, l'industrie à elle seule en supporte 80 %, alors que l'agriculture ne perd que 20 %. De 1920 à 1929, l'immigration industrielle oscille de 195.000 en 1923 à 18.000 en 1927, soit un écart de près de 1.000 %, alors que l'immigration agricole ne connaît qu'un écart maximum de 54 %. (Graphique n° 2) :

(1) A ces chiffres, il convient d'ajouter une moyenne annuelle d'environ 40.000 à 60.000 entrées non contrôlées, dont près des 3/4 pour l'industrie. — Voir tableau d'ensemble en annexe. N° 2.



En période de crise (1921, 1927) le chiffre des entrées tombe dans d'énormes proportions. C'est l'industrie qui se trouve la plus atteinte, les besoins de l'agriculture étant moins compressibles. Aussi l'immigration industrielle, supérieure à l'immigration agricole en temps normal, lui est-elle nettement inférieure lors des crises économiques.

La solidarité du mouvement d'immigration et de la vie économique apparaît encore plus nettement si l'on examine les mouvements annuels des rapatriements contrôlés :

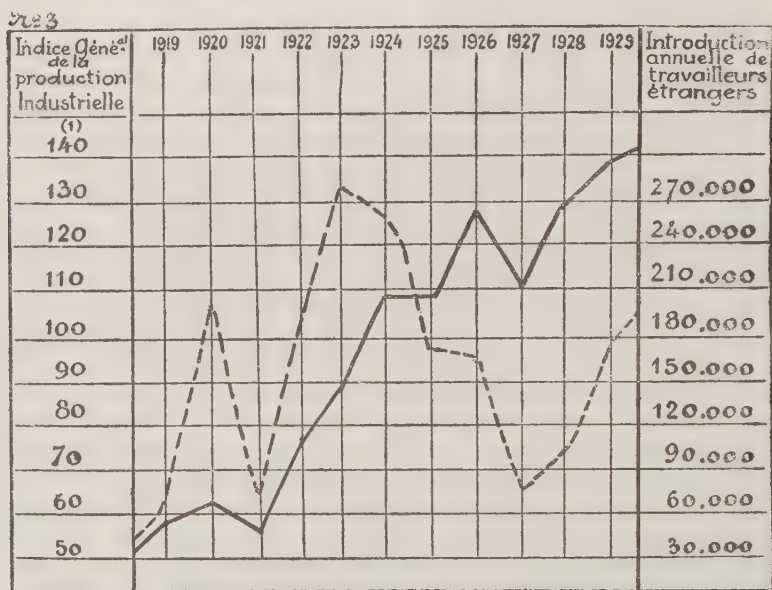
Années	Introduits	Rapatriés	Excédents
1920	201.925	12.151	189.774
1921	81.820	62.536	19.284
1922	195.483	50.309	145.174
1923	271.976	59.951	212.025
1924	263.097	47.752	215.345
1925	176.261	54.393	121.868
1926	162.109	48.683	113.426
1927	64.325	89.982	Déficit : 25.657
1928	97.742	53.759	43.983
1929	179.321	38.370	140.951
1930	221.619	43.789	177.830
1931	87.800	90.500	Déficit : 2.700
	2.003.478	652.175	1.351.303

Le nombre des rapatriements apparaît ici en raison inverse de celui des introductions. Lors des crises économiques, l'immigration réelle, c'est-à-dire l'excédent des entrées sur les sorties, se réduit dans des proportions étonnantes. De 189.700 en 1920, l'excédent tombe à 19.200 lors de la crise de 1921, soit dix fois moins. Quant à la crise de 1927, elle amène non seulement un arrêt de l'immigration réelle, mais encore un *excédent de sorties* de 25.650 unités, alors que l'année précédente (1926) il y avait un excédent d'entrées de 113.000. Le gouvernement, d'ailleurs, favorisa les départs en assurant, d'accord avec les grands réseaux, le rapatriement gratuit des ouvriers étrangers en 1927 et en 1931. Si l'on ajoute que 50 % des travailleurs introduits en 1927 étaient des saisonniers venus au maximum pour 4 mois, 45 % venus pour 4 à 6 mois et seulement 5 % avec un contrat d'un an, on se rendra compte jusqu'à quel point le mouvement migratoire avait été renversé. De sorte que l'on peut mesurer l'économie de chômeurs que la main-d'œuvre étrangère permet à la France en période de crise, à la diminution correspondante de l'immigration. En 1921, 1927 et en 1931 la réduction de l'immigration allège de plus de 150.000 travailleurs le marché français du travail menacé de chômage.

Les chiffres utilisés ne mentionnent pas évidemment l'immigration non contrôlée, que l'on peut évaluer en moyenne à 40.000 ou 60.000 entrées par an. Mais celle-ci est diminuée également par le contrôle plus sévère qui s'exerce aux frontières en temps de crise économique, par la connaissance qu'ont les candidats immigrants de la difficulté de trouver du travail en France, par l'arrêt des régularisations de situation des ouvriers entrés en France sans contrat et par l'augmentation des refoulements qui en résulte. La courbe de l'immigration épouse donc, aussi complètement que possible, celle de la production. L'immigration est ainsi devenue le baromètre de l'activité économique de la France. La main-d'œuvre étrangère constitue, tour à tour, l'appoint ou la soupape de sûreté pour le marché du travail. Y a-t-il pénurie ? On ouvre largement les frontières, on recrute à force. Y a-t-il une dépression ? Aussitôt les frontières et les ports

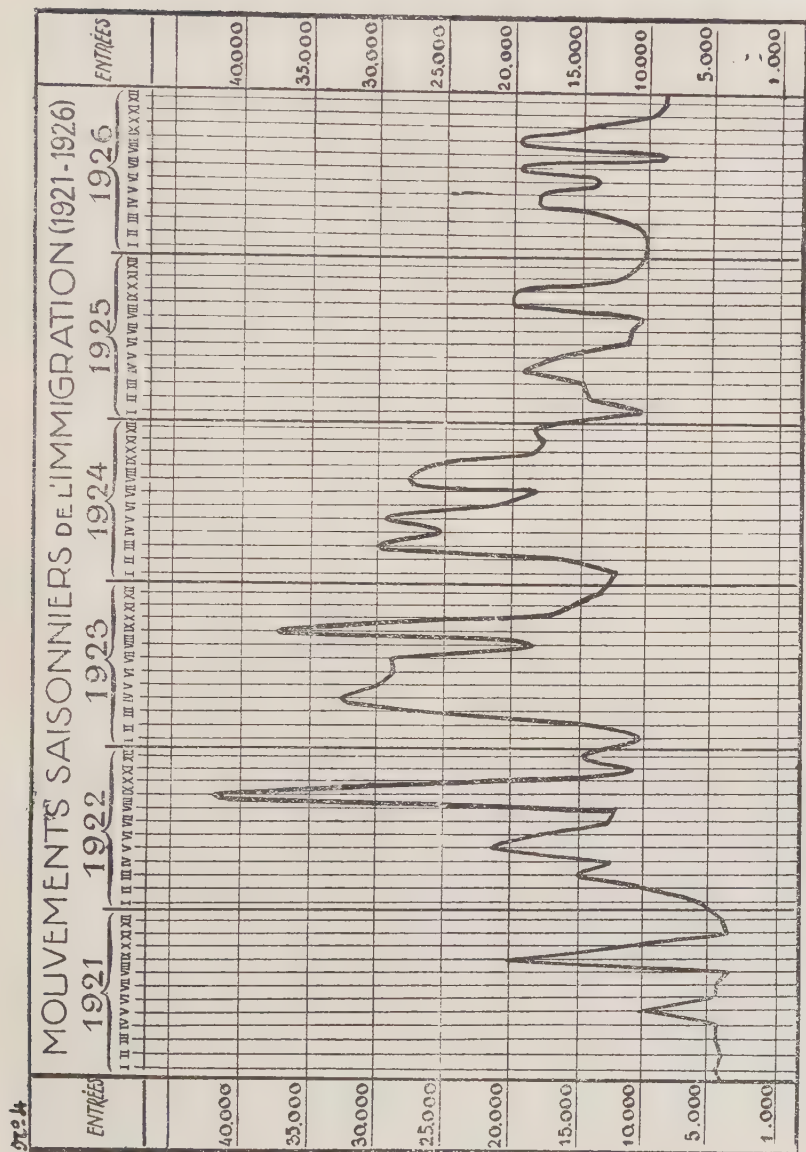
se ferment, le recrutement s'arrête et les rapatriements commencent. Les mouvements du flux et du reflux migratoire reflètent sans cesse les variations de la vie productive du pays. Ainsi, non seulement l'immigration ne compromet pas l'équilibre du marché du travail, mais elle lui donne une souplesse et un pouvoir d'adaptation exceptionnels, et qui n'ont pas peu contribué au rapide redressement de la France d'après-guerre, en lui évitant les lourdes crises de chômage qu'ont connues ses voisins.

Le graphique suivant (N° 3), reproduisant les mouvements de l'immigration (---) et les variations de notre activité économique (—) montre à quel point l'organisation de l'immigration a pu solidariser les deux phénomènes :



Les mouvements saisonniers de l'immigration. — Aux grands mouvements périodiques et annuels qui animent l'immigration, s'ajoutent les mouvements saisonniers. Ceux-ci sont déterminés non seulement par les variations saisonnières du travail, mais aussi par les répercussions psychologiques des saisons sur l'homme. Le désir d'émigrer s'engourdit en hiver, notamment en décembre et janvier, pour ne reprendre qu'au printemps où il connaît son maximum d'intensité, notamment de mars à mai (graphique n° 4). C'est ainsi que les grands froids de l'hiver 1928-1929 ont ralenti

(1) Indice 100 en 1913. Pour la définition des indices et les méthodes de calcul, voir le Bulletin de la Statistique générale de la France d'octobre 1924 et d'avril 1926.



Les influences saisonnières : afflux au printemps et en automne, régression en hiver et en été, sont révélées ici par la courbe de l'immigration mensuelle.

qu'annuelle, industrielle qu'agricole, reflète sans cesse le rythme de la vie laborieuse du pays. C'est là une des preuves les plus frappantes de son utilité et de son caractère essentiellement ouvrier (cf. graphique n° 3).

La répartition des immigrants par nationalité

Aux pays voisins de la France et anciens fournisseurs de main-d'œuvre : Italie, Espagne, Belgique, Suisse, sont venus s'ajouter depuis la guerre les nouveaux États de l'Europe centrale et orientale : Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Russie, Autriche et Hongrie. La part de chacun de ces pays dans l'immigration en France a sans cesse varié depuis la guerre. Les uns ont fourni des contingents toujours croissants, les autres, au contraire, ont réduit considérablement leurs envois de travailleurs. La simple comparaison des chiffres de la population étrangère de 1911, 1921 et 1926, permet de constater ces modifications dans la part de chaque nationalité :

Nationalités	1911		1921		1926	
	Total	Proportion dans la population étrangère totale	Total	Proportion dans la population étrangère totale	Total	Proport. dans la populat. étrangère totale
Italiens	419.234	36 °/o	450.960	30 °/o	760.116	31 °/o
Belges	287.126	24 °/o	348.986	23 °/o	326.654	13 °/o
Espagnols	105.760	9 °/o	264.980	17 °/o	322.590	13 °/o
Allemands	102.271	8,8 °/o	74.626	4,9 °/o	69.278	2,8 °/o
Suisses	73.422	6 °/o	90.149	6 °/o	123.119	5 °/o
Hollandais	6 418	0,5 °/o	6.748	0,4 °/o	10.534	0,4 °/o
Anglais	40.378	3 °/o	47.766	3 °/o	62.298	2,5 °/o
Américains	17.564	1,5 °/o	21.918	1,4 °/o	31.192	1,2 °/o
Russes	35.016	3 °/o	32.247	1,4 °/o	67.219	2,8 °/o
Polonais			46.766	3 °/o	309.213	12,9 °/o
Scandinaves	3.793	0,3 °/o	5.681	0,3 °/o	7.121	0,2 °/o
Luxembourgeois	19.193	1,6 °/o	29.269	1,9 °/o	28.270	1 °/o
Hongrois	3.170	0,2 °/o	501	—	13.417	0,5 °/o
Autrichiens	17.851	1,5 °/o	1.173	—	5.294	—
Tchécoslovaq.			5.580	0,3 °/o	32.989	1,3 °/o
Bulgares	743	—	627	—	2.606	—
Africains	3.120	0,2	37.666	2,5 °/o	72.173	3 °/o
Turcs-Armén.	8.132	0,7 °/o	5.040	0,3 °/o	26.076	1 °/o
Roumains	6.916	0,5 °/o	11.007	0,7 °/o	13.249	0,6 °/o
Yougoslaves	421	—	3.454	—	15.138	0,5 °/o
Grecs	2.902	0,2 °/o	12.771	0,8 °/o	18.588	0,7 °/o
Portugais	1.262	0,1 °/o	10.787	0,7 °/o	28.883	1 °/o
Asiatiques etc ...	1.458	0,1 °/o	15.000	1 °/o	43.349	1,8 °/o
Total	1.159.835		1.532.000		2.505.335	

De ces chiffres, ressort immédiatement la diminution relative ou absolue, depuis la guerre, des éléments latins et germaniques,

éléments de la vieille immigration. Les Italiens viennent toujours très nettement en tête par le nombre : ils étaient 419.000 en 1911 et sont 760.000 en 1926, soit presque le double. Mais leur proportion a sensiblement décliné dans l'ensemble de la population étrangère. Alors qu'en 1911 elle était de 36 %, elle n'est plus que de 31 % en 1926. Les Belges, au 2^e rang en 1911, conservent cette place en 1926, mais leur proportion s'effondre de 24 %, à 13 %, et on note, depuis quelques années, une diminution de leur nombre. De 1921 à 1926, la population belge en France s'est réduite de 20.000 unités, et de 40.000 par rapport au chiffre de 1886. Les Espagnols, qui étaient 105.000 en 1911, sont 322.000 en 1926, soit le triple, mais de 1921 à 1926, leur proportion dans la population étrangère tombe de 17 % à 13 %. Pour les Suisses, une forte augmentation de leurs effectifs, qui passent de 73.000 en 1911 à 123.000 en 1926, ne suffit pas à empêcher également une réduction de leur pourcentage qui est de 5 % en 1926, contre 6 % en 1911. Quant aux Allemands, leur nombre se réduit de moitié et leur pourcentage tombe de 8 % en 1911 à 2,8 % en 1926 (1).

Par contre, on constate un accroissement considérable de la proportion des éléments slaves et exotiques. Les Polonais, qui ne représentaient que 3 % du total des étrangers en 1921 avec 46.000 unités, en représentent 13 %, soit 4 fois plus, en 1926, avec 309.000. En 1931, ils occupent même le 2^e rang, avant les Belges et les Espagnols, et tendent à se rapprocher des Italiens par le nombre. Les Russes doublent leurs effectifs et leur proportion dans la population étrangère de 1921 à 1926, les Tchécoslovaques quintuplent les leurs. Plus considérables encore sont les augmentations concernant les Grecs qui, de 1911 à 1926, sextuplent leurs effectifs ; les Turcs et Arméniens qui triplent les leurs ; les Africains qui passent de 3.000 à 72.000 soit 24 fois plus ; et les Asiatiques qui s'élèvent de 1.400 en 1911, à 43.000 en 1926, soit 30 fois plus !

Ici apparaît le phénomène de la diminution progressive des mouvements migratoires chez les peuples évolués que le développement de la civilisation tend à immobiliser, cependant qu'il oblige à attirer pour les gros travaux manuels les races lointaines les moins évoluées non encore fixées par le bien-être d'un niveau de vie supérieur.

Les apports de chaque nationalité varient suivant les années et subissent, plus ou moins, les influences économiques et politiques qui modifient sans cesse l'immigration. Le tableau suivant, donnant le nombre des entrées depuis 1920 pour chacune des principales nationalités, permet de suivre ces variations annuelles :

(1) Il faut remarquer que ce pourcentage se trouve encore anormalement élevé par la présence d'un grand nombre d'Allemands en Alsace-Lorraine, dont une grande partie ont été naturalisés depuis 1926.

Années	Italiens	Belges	Espagnols	Polonais	Tchécoslovaques
1920	86.000	28.600	58.000	18.000	907
1921	11.800	26.600	28.700	11.500	—
1922	57.000	24.800	46.000	37.000	886
1923	113.500	34.200	30.800	57.000	4.330
1924	99.000	39.700	31.000	41.000	10.340
1925	55.000	46.000	19.000	30.600	6.127
1926	38.000	41.000	9.700	53.300	4.694
1927	9.900	32.900	8.800	9.900	853
1928	18.000	33.900	13.000	24.600	2.548
1929	34.220	23.980	18.970	55.260	8.550
1930	58.400	23.830	22.170	54.900	11.920
1931	13.200	21.000	21.450	18.600	3.200
	594.020	376.510	307.590	411.660	54.355

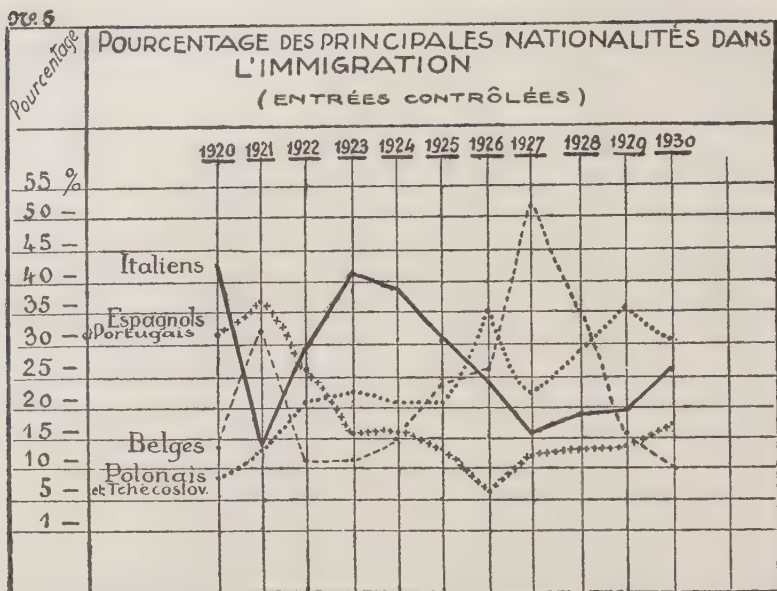
Ainsi, de 1920 à 1931, pour un total de 2.003.400 entrées contrôlées, il y avait (1) :

594.020 Italiens,	soit 30 %
411.660 Polonais,	soit 20 %
376.510 Belges,	soit 18 %
307.590 Espagnols,	soit 15 %
54.355 Tchécoslovaques,	soit 2,7 %

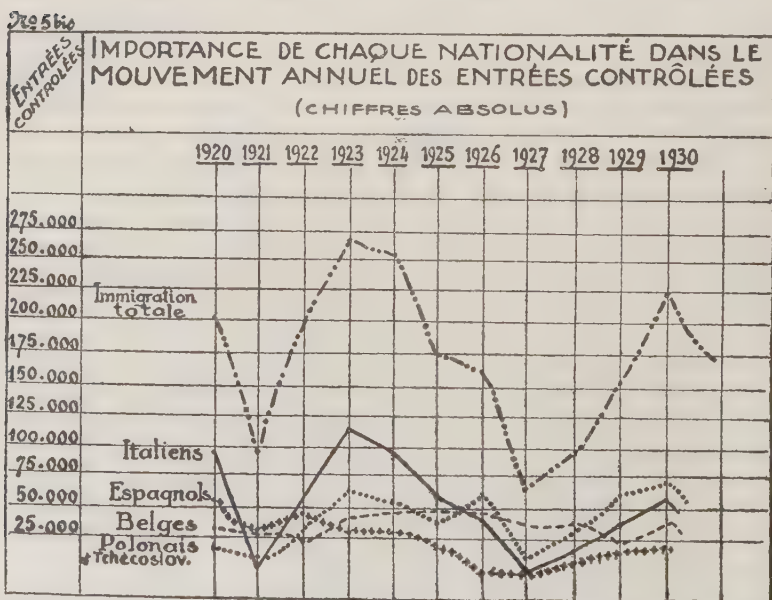
Mais le nombre des entrées d'Italiens a connu des oscillations particulièrement fortes. De 113.000 en 1923, il n'était que de 9.000 en 1927, soit un écart de 1.200 %. Les Espagnols avec 58.000 en 1920 et 8.800 en 1927, connaissent des écarts de 700 % et les Polonais des écarts de 650 %, avec 57.000 unités en 1923 et seulement 9.900 en 1927. Par contre, la venue des Belges est beaucoup plus régulière et ne connaît pas d'écart supérieur à 50 %. La nature des emplois auxquels les diverses nationalités se destinent joue un rôle dans ces variations. Ceux qui vont vers l'industrie connaissent d'énormes différences, car ils supportent les effets des crises économiques. C'est ainsi que les Italiens, dont plus de 80 % sont des ouvriers industriels, diminuent de 90 % lors des crises de 1921, 1927 et 1931. De même ceux qui, comme les Polonais et les Tchécoslovaques, relèvent de l'immigration organisée, facile à suspendre, sont directement atteints par les fluctuations économiques ou politiques. Par contre, ceux qui se dirigent de préférence vers l'agriculture, qui fournissent un grand nombre de saisonniers dont le besoin est permanent et qui, comme les Belges, appartiennent à une immigration libre, difficilement contrôlable et compressible, connaissent une plus grande régularité.

L'étude des pourcentages de chaque nationalité dans l'immigration annuelle depuis la guerre permet de suivre de plus près les modifications de la composition de la population étrangère et le déclin ou l'accroissement de certains éléments :

(1) Voir tableau d'ensemble en annexe N° 2.



N° 5. — Réduction de la part des Italiens et des Espagnols. Augmentation du pourcentage des Polonais et Tchécoslovaques. Le pourcentage des Belges s'accroît exceptionnellement en période de crise par suite de la réduction des autres éléments.



N° 5 bis. — Régularité des entrées pour les Belges et régulière diminution des Espagnols. Variations brusques et tendance à la réduction des Italiens. Importance croissante des entrées de Polonais et de Tchécoslovaques qui dépassent les autres nationalités depuis 1923.

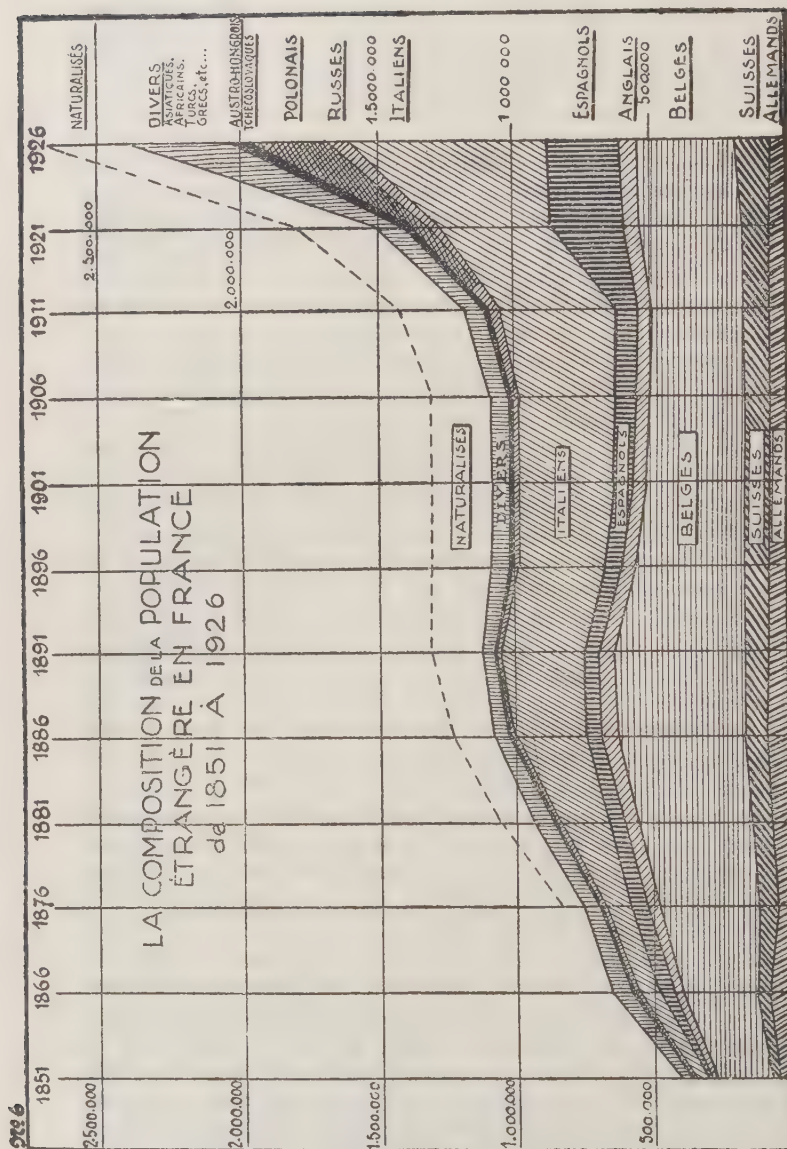
Pour 100 étrangers entrés en France combien de chaque nationalité en :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Italiens	48	14	29	41	37	31	23	15	18	19	26
Belges	14	32	12	12	15	23	25	51	34	13	19
Polonais	9	14	19	21	15	17	32	15	25	31	25
Espagnols	28	35	23	11	11	10	6	13	13	10	10
Tchécoslov.	0,4	—	0,4	1,6	3,9	3,4	2,9	1,3	2,5	4,7	5

Ces chiffres permettent de suivre la réduction des éléments latins (Italiens et surtout Espagnols) et l'accroissement continu de la proportion des Slaves (Polonais et Tchécoslovaques). Les Belges, dont nous avons remarqué la constance du nombre des entrées, ont, par contre, des pourcentages très variables, car lors des dépressions la diminution des autres nationalités provoque une forte augmentation de l'importance relative du contingent belge. Les graphiques nos 5 et 5 bis (ci-contre) traduisent les particularités signalées plus haut.

En définitive, l'étude des variations de la composition de la population étrangère depuis un siècle, fait apparaître successivement la prédominance des trois grands éléments ethniques d'Europe : germanique, latin et slave (Voir graphique n° 6). Au milieu du xix^e siècle, le groupe belge-allemand-suisse où domine l'élément germanique, constitue plus de la moitié de la population étrangère. En 1851, les Belges étaient deux fois plus nombreux que les Italiens, et les Allemands deux fois plus nombreux que les Espagnols. Quant aux Slaves, leur nombre était insignifiant. A partir de la fin du xix^e siècle les éléments nordiques reculent devant les éléments méridionaux. De 1880 à 1913, les Belges perdent la moitié de leurs effectifs en France, cependant que, par suite de la nature de plus en plus ouvrière de l'immigration, les Latins, qui fournissent des gros travailleurs manuels, prennent une importance rapidement croissante. En 1913, Italiens et Espagnols constituent près des 3/4 de la population étrangère et en 1921 donnent encore plus de la moitié des immigrés. Puis, à partir de 1923, les éléments d'Europe centrale et orientale (Polonais, Russes, Tchécoslovaques, Yougoslaves) et les éléments africains et levantins (Grecs-Arméniens) prennent peu à peu le premier rang dans l'immigration.

Jadis, les immigrants étaient plus près de la population française, beaucoup parlaient notre langue, notamment les Belges et les Suisses, et étaient de même civilisation. Les éléments méditerranéens (italo-espagnols-portugais) qui dominent ensuite, présentent également de grandes similitudes de race et de langue, mais déjà aussi des différences plus accentuées dues à une civilisation moins évoluée. Aujourd'hui, l'immigration, avec la prédominance des éléments slaves et exotiques, est devenue nettement plus étrangère. Cette évolution est la conséquence directe des besoins de l'après-guerre qui ont exigé l'extension de l'aire du recrutement. Cette extension, preuve de l'ampleur de l'appel, a été facilitée par l'immigration organisée. Celle-ci, de



Trois grands groupes ethniques dominent successivement :

- 1° Le groupe belge-allemand-suisse qui constitue les $\frac{3}{4}$ de la population étrangère jusqu'en 1891 ;
- 2° Le groupe italo-espagnol qui domine de 1891 à 1921 ;
- 3° Le groupe slave-africain-asiatique qui, depuis 1921, tend à supplanter les autres que le développement de la civilisation (bien-être matériel, faible natalité, assurances sociales, accession à la petite propriété, etc...) tend à immobiliser.

plus en plus, s'est substituée à l'immigration libre, insuffisante, réduite d'ailleurs par la politique des pays voisins (Italie, Espagne) ou par l'arrêt de l'accroissement de leur population (Belgique, Suisse). Cette évolution a pour conséquence de rendre plus difficile l'assimilation et de diminuer la qualité des travailleurs, mais aussi de permettre un dosage plus varié des populations étrangères et de diminuer les risques qu'entraîne le fait d'être tributaire d'un nombre trop réduit de sources d'immigration.

La répartition géographique des étrangers

Deux grandes voies d'entrée apparaissent particulièrement suivies par l'immigration en France : la frontière du Nord et la côte méditerranéenne. L'une qui ouvre sur l'Europe du Nord et l'autre sur le monde méditerranéen. Aussi, les 6 départements de la frontière du Nord et les 7 départements du littoral méditerranéen comptent-ils plus d'un million d'étrangers, soit près de la moitié de la population étrangère en France. Le flot qui entre par le Nord et le Nord-Est s'avance dans tout le bassin parisien, notamment par les vallées de l'Oise, de l'Aisne et de la Marne. Celui qui pénètre par la région méditerranéenne gagne le bassin aquitain par le seuil de Naurouze, et plus encore la région lyonnaise et la région parisienne par les vallées du Rhône et de la Saône. Entre ces deux grandes voies de pénétration, il en est d'autres moins importantes, comme celle de Strasbourg-Toul, utilisée par les éléments d'Europe centrale, celle du Haut-Rhône et de l'Isère suivie par une partie des éléments italiens et suisses qui débouchent dans la région lyonnaise, celle des Basses-Pyrénées utilisée par un certain nombre d'Espagnols se dirigeant vers le Sud-Ouest et la région bordelaise. Ces éléments obéissent, eux aussi, au grand mouvement qui entraîne les immigrés vers la capitale, les uns par le seuil du Poitou, les autres par les vallées de la Saône et de la Marne. De sorte que la région parisienne apparaît comme le centre d'attraction autour duquel gravite, finalement, la plus grande partie des immigrés avant de se fixer.

La population étrangère entrée en France, obéissant aux différents mouvements dont nous venons de parler, ne se répand donc pas uniformément, et l'immigration varie considérablement suivant les régions. C'est la zone frontière, en contact avec les pays voisins d'émigration, qui possède la plus grande partie des étrangers. La proximité et la facilité des communications, le jeu naturel des échanges l'influence de mouvements de population très anciens, notamment de saisonniers et de frontaliers, l'absence de frontières naturelles avec la Belgique, le Luxembourg, le Palatinat, la Suisse (zones franches), enfin une grande activité industrielle et commerciale, tout contribue à favoriser l'installation des étrangers dans les régions frontalières. La différence de pression démographique entre la France et les pays

LA POPULATION ÉTRANGÈRE
EN FRANCE EN 1926
PAR ARRONDISSEMENT



(Par Arrondissement)

Plus de 50.000

de 25.000 à 50.000

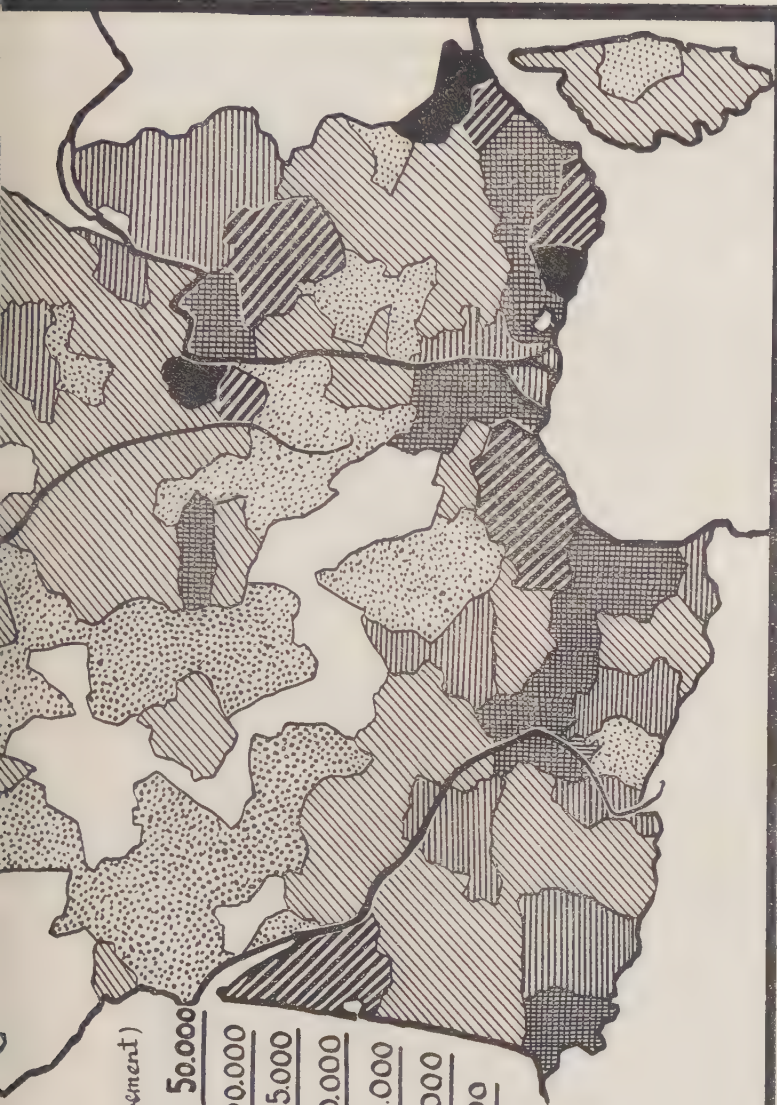
de 10.000 à 25.000

de 5.000 à 10.000

de 1.000 à 5.000

de 500 à 1.000

moins de 500



voisins surpeuplés, accentue encore ces phénomènes locaux d'osmose. Les frontières ethniques et linguistiques s'imbibent et s'effritent peu à peu comme les bords d'un pain de sucre qui tremperait dans l'eau. De tout temps le pourtour continental de la France s'est trouvé ainsi bénéficier d'une main-d'œuvre abondante, docile et surtout bon marché. Il est évident que cette particularité a favorisé le développement du régime industriel dans cette zone, d'ailleurs privilégiée au point de vue des ressources minières et des réserves d'énergie. Ce développement de la vie économique dans les régions frontières y a accru les besoins de main-d'œuvre et y a retenu, par la suite, un nombre toujours plus grand de travailleurs étrangers pénétrant en France, et ceci souvent au détriment de l'intérieur.

En 1931, les départements comptant le plus grand nombre d'étrangers et ceux qui en comptaient le moins étaient les suivants : (1)

Plus grand nombre d'étrangers :		Plus petit nombre d'étrangers :	
Seine :	459.500	Lozère :	438
Bouches-du-Rhône :	248.800	Mayenne :	856
Nord :	222.200	Morbihan :	1.050
Pas-de-Calais :	173.500	Finistère :	1.180
Alpes-Maritimes :	140.400	Côtes-du-Nord :	1.360
Seine-et-Oise :	122.400	Corrèze :	1.390
Meurthe-et-Moselle :	99.500	Vendée :	1.610
Rhône :	73.200	Indre :	1.950
Hérault	70.800	Sarthe	2.040
Isère :	70.700	Haute-Vienne :	2.060
Var :	52.900	Haute-Loire :	2.060
Aisne :	40.800	Vienne :	2.100
Aude :	40.300	Deux-Sèvres :	2.140
Loire :	38.900	Cantal :	2.270
Pyrénées-Orientales	37.300	Creuse :	2.270

La carte n° 14 révèle bien cette sorte de congestion de la France continentale au point de vue de l'immigration. Elle fait, en outre, ressortir par opposition le peu d'importance de la population étrangère dans la France centrale et océanique éloignée des frontières terrestres. Ainsi la Bretagne, qui reste d'ailleurs en maints endroits une zone d'émigration (2), n'a presque pas d'étrangers. De même la Vendée et certains départements du Centre : Lozère, Haute-Vienne, Corrèze. Dans ces régions le nombre des étrangers ne dépasse pas 0,5 % de la population totale. Par contre il s'élève à 30 % dans les Alpes-Maritimes (32 % en 1926). Il est de 22 % dans les Bouches-du-Rhône, 19 % dans la Moselle, 16 % dans la Meurthe-et-Moselle et les Pyrénées-Orientales, 15 % dans le Var, 14 % dans le Pas-de-Calais, 13 % dans l'Hérault et dans l'Aude. Voici d'ailleurs les chiffres au recensement

(1) Voir Tableau N° 5 bis en annexe, donnant la population étrangère par département en 1931.

(2) Tous les ans, il y a des départs de saisonniers bretons vers la Beauce et vers le Midi vinicole, de fermiers et métayers vers le Sud-Ouest et la Normandie et de nombreux ouvriers pour l'industrie. De 1926 à 1931 la population du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan a diminué de 30.000 âmes malgré d'importants excédents de naissances.

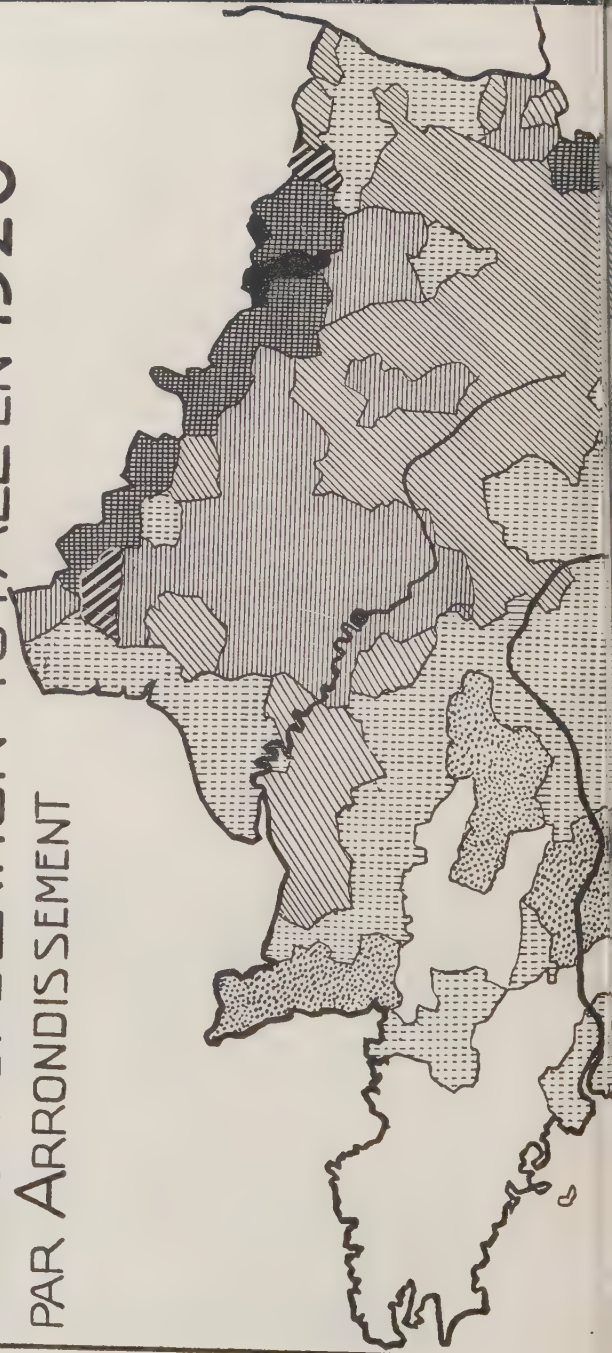
Alpes-Maritimes	30	°/°	Isère	12	°/°
Bouches-du-Rhône	22	°/°	Nord	11	°/°
Moselle	19	°/°	Ardennes	10	°/°
Meurthe-et-Moselle	16	°/°	Seine	9	°/°
Pyrénées-Orientales	16	°/°	Savoie	9	°/°
Var	15	°/°	Haute-Savoie	9	°/°
Pas-de-Calais	14	°/°	T ^{re} de Belfort	9	°/°
Hérault	13	°/°	Doubs	9	°/°
Aude	13	°/°	Gard	9	°/°

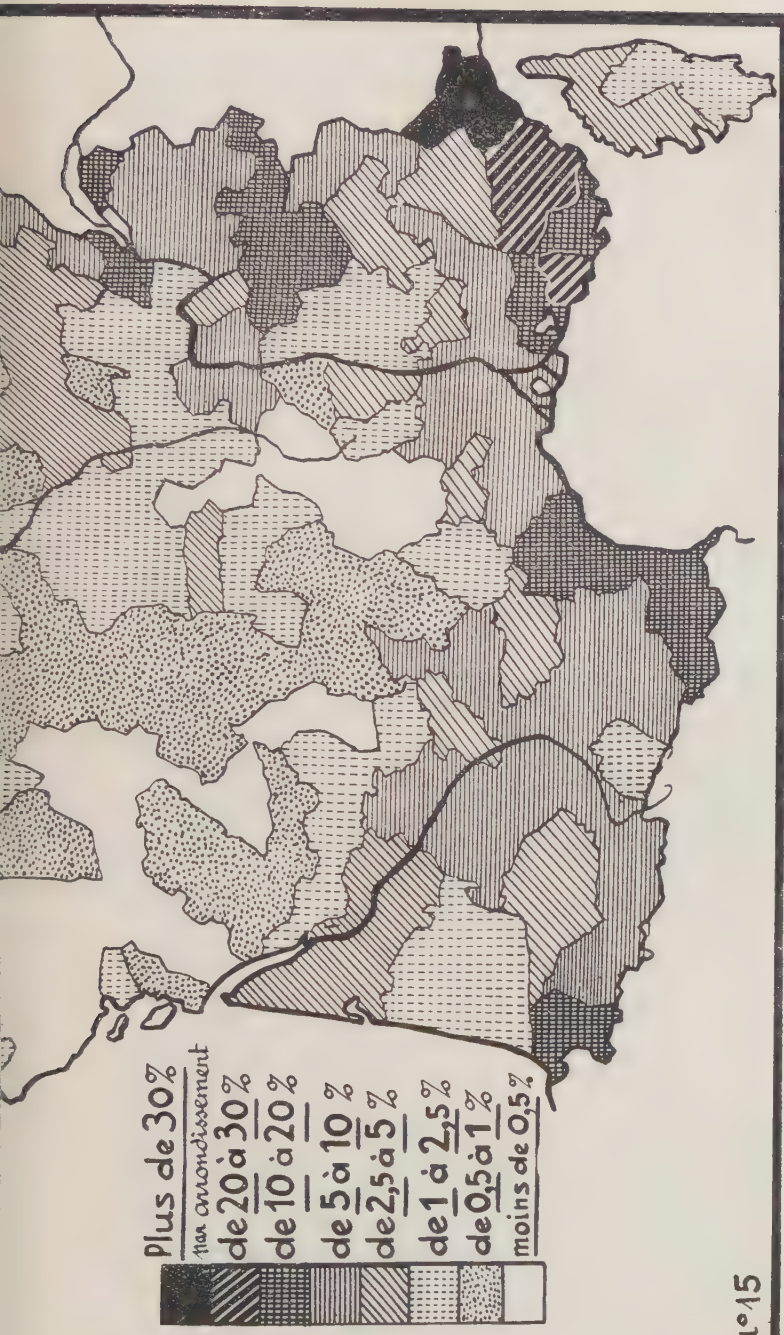
Les grandes masses d'étrangers apparaissent groupées dans cinq régions frontières : Nord, Est, Jura-Alpes, Méditerranée, Sud-Ouest, et dans les deux grandes régions urbaines et industrielles de Paris et de Lyon (1931) :

Groupe méditerranéen		Groupe Sud-Ouest		Groupe parisien	
Alpes-Maritimes	140.440	Basses-Pyrénées	27.520	Seine	459.490
Var	52.940	Hautes-Pyrénées	11.830	Seine-et-Oise	122.440
Bouches-du-Rhône	248.800	Haute-Garonne	30.930	Seine-et-Marne	36.120
Vaucluse	18.220	Ariège	8.200		
Gard	32.160	Gers	15.970		618.050
Hérault	70.810	Lot-et-Garonne	22.240		
Aude	40.330	Gironde	35.940	Groupe lyonnais :	
Pyrénées-Orient.	37.330	Tarn	17.870	Rhône	73.240
	641.030	Tarn-et-Garonne	10.650	Loire	38.950
			181.150	Saône-et-Loire	23.060
					135.250

(1) Voir tableaux d'ensemble en annexes. Nos 3, 4 et 5 bis

POURCENTAGE_{DE LA} POPULATION ÉTRANGÈRE
DANS LA POPULATION TOTALE EN 1926
PAR ARRONDISSEMENT

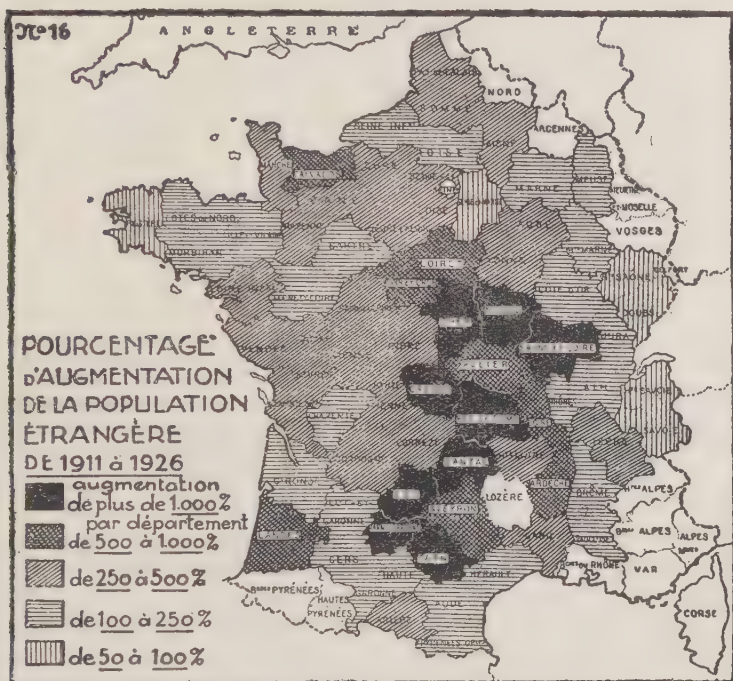




que les 3/4 des étrangers, soit 1.840.000, sont groupés dans la région du Nord (Paris compris), de l'Est et de la Méditerranée. Ces régions sont, d'ailleurs, celles où les communications avec l'extérieur sont faciles et où l'activité industrielle et commerciale est la plus intense. Les autres groupes sont moins favorisés à cet égard et ont des communications plus difficiles par suite du relief. Ainsi, le groupe pyrénéen du Sud-Ouest ne compte que 145.000 étrangers, et le groupe Jura-Alpes que 149.000, malgré qu'ils soient sur une grande longueur en contact avec les pays d'émigration. Cette influence du relief est très nette dans certains départements, comme les Hautes-Alpes et les Hautes-Pyrénées qui n'ont que 3 % et 4 % d'étrangers dans leur population, alors que les Basses-Alpes en ont le double avec 6 % et les Basses-Pyrénées 7 %. Chiffres encore faibles en regard des 32 % des Alpes-Maritimes et des 14 % des Pyrénées-Orientales, départements actifs et de grande circulation.

La concentration de la population étrangère dans les régions frontières est un fait très ancien, d'ordre en quelque sorte naturel, et qu'expliquent autant la géographie physique que la géographie économique. Depuis la guerre, au contraire, s'est développée la tendance à la dispersion à travers le pays. La population étrangère reste bien moins cantonnée que par le passé à la périphérie. Il y a tout d'abord un ralentissement de l'ancienne émigration spontanée venue des pays voisins et qui alimentait depuis longtemps les régions frontières. On constate notamment une diminution de la population belge qui perd, depuis la guerre, plus de 35.000 âmes dans les 6 départements frontières. Dans les départements méditerranéens, où l'immigration a toujours été très active, l'accroissement de la population étrangère y est devenu des plus faibles : 20 % seulement de 1921 à 1926, contre 66 % pour l'ensemble du pays. De même le ralentissement sensible de l'immigration espagnole amène un ralentissement correspondant dans l'augmentation de la population étrangère de la région pyrénéenne. On constate même une diminution du nombre des étrangers dans les Pyrénées-Orientales, qui reculent de 34.000 à 33.000 de 1921 à 1926. Or, en face de l'immigration libre déclinante et devenue insuffisante, s'est développée l'immigration organisée. Celle-ci, née de la généralisation des besoins de main-d'œuvre, assure le transport et le placement et ignore le frein de la distance qui cantonnait les immigrés d'avant-guerre autour des postes d'entrée. Les causes favorisant les régions frontières au point de vue de l'immigration : voisinage, échanges, similitude de mœurs, de langue, de climat, de travaux, etc... ne jouent plus pour les nouveaux immigrés, recrutés et importés de pays éloignés. Ils ne se groupent pas, comme les émigrants de jadis, au gré des affinités personnelles, dans les régions voisines de leur pays, là où des parents et des amis les attiraient, mais sont introduits en masse pour combler des vides et d'après un plan préconçu, dicté par des considérations purement économiques.

L'immigration, désormais, vise à assurer le ravitaillement en hommes de tous les centres d'activité quelle que soit leur distance des frontières. En un mot, l'immigration actuelle tend à une localisation plus nettement économique, par opposition à la localisation plus géographique et physique d'avant-guerre. De là, depuis 1911, un accroissement considérable de la population étrangère dans la France intérieure, notamment dans les régions minières et métallurgiques du Centre et de l'Ouest, et dans les régions agricoles dépeuplées du Sud-Ouest, de Normandie, de Bourgogne et de Champagne (Carte n° 16)



De sorte que les départements où la population étrangère était jadis la plus faible, sont ceux qui, depuis la guerre, accusent la plus forte augmentation proportionnelle. De 1911 à 1931, treize départements, tous situés à l'intérieur du pays ont vu leur population étrangère plus que décuplée : Saône-et-Loire, Nièvre, Cantal, Puy-de-Dôme, Tarn-et-Garonne, Cher, Tarn, Lot, Creuse, Allier, Calvados, Loiret, Ardèche. En 5 ans, de 1921 à 1926, 42 départements, presque tous non frontiers, l'ont vue s'accroître des 2/3. Le tableau suivant indique bien cette forte augmentation de la population étrangère dans les régions du Centre et de l'Ouest restées jusqu'ici en dehors du mouvement de l'immigration :

**Pourcentage d'augmentation de la population étrangère par
département de 1911 à 1931.**

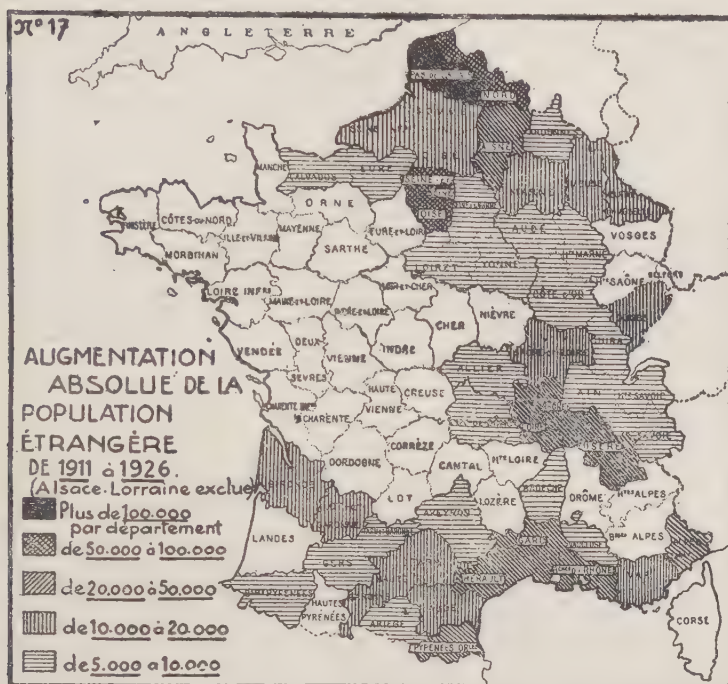
<i>Plus fortes augmentations :</i>		<i>Plus faibles augmentations :</i>	
Nièvre	2.090 °/o	Corse	Diminution
Tarn-et-Garonne	2.020 °/o	Territoire Belfort	Diminution
Cantal	1.700 °/o	Var	8 °/o
Cher	1.700 °/o	Vosges	27 °/o
Lot	1.700 °/o	Basses-Pyrénées	30 °/o
Saône-et-Loire	1.660 °/o	Alpes-Maritimes	41 °/o
Tarn	1.600 °/o	Ardennes	44 °/o
Creuse	1.500 °/o	M.-et-Moselle	50 °/o
Allier	1.400 °/o	Nord	78 °/o
Puy-de-Dôme	1.370 °/o	Hautes-Alpes	78 °/o
Calvados	1.300 °/o	B.-du-Rhône	80 °/o 3
Ardèche	1.190 °/o	Basses-Alpes	92 °/o
Loiret	1.040 °/o	Doubs	100 °/o
Vendée	800 °/o	Savoie	100 °/o
Aveyron	700 °/o	Haute-Saône	100 °/o
Dordogne	680 °/o	Haute-Savoie	110 °/o
Loire	650 °/o	Meuse	120 °/o
Landes	640 °/o	Marne	120 °/o
Yonne	640 °/o	Seine	125 °/o
Indre	580 °/o	Pyrénées-Orient.	170 °/o
Pas-de-Calais	560 °/o	Hautes-Pyrénées	170 °/o

Ainsi l'augmentation qui était de 155 % pour l'ensemble du pays dépasse 580 % dans 20 départements de l'intérieur, et reste la plus faible dans 14 départements frontières, où elle ne dépasse pas 100 %. Elle apparaît plus particulièrement réduite dans les départements de grande immigration, comme le Var 8 %, les Vosges 27 %, les Basses-Pyrénées 30 %, les Alpes-Maritimes 41 %, les Ardennes 44 %, la Meurthe-et-Moselle 50 %, et le Nord 78 %.

C'est surtout entre 1921 et 1926, que le phénomène de dispersion des étrangers s'est accentué. Les 42 départements qui avaient le moins d'immigrés en 1921, sont précisément ceux qui ont connu la plus forte augmentation, avec 116 % de moyenne. Par contre, les 43 départements qui comptaient le plus grand nombre d'étrangers n'ont connu qu'une augmentation moyenne de 55 % environ, nettement inférieure à la moyenne générale d'augmentation qui était de 66 % pour l'ensemble du pays (1). Il convient toutefois de remarquer que cette faiblesse relative de l'augmentation de la population étrangère dans les régions frontières s'explique non seulement par une plus grande saturation et la diminution de l'émigration libre des pays voisins, mais aussi par le fait que toute augmentation relative exige un accrois-

(1) De 1921 à 1926, en 5 ans, l'augmentation a été particulièrement forte et a dépassé 200 °/o dans la Lozère, l'Ardèche, le Tarn-et-Garonne, la Corrèze, l'Allier, le Cantal, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, l'Aube et l'Yonne. Elle a été la plus faible et n'a pas dépassé 30 °/o. dans le Bas et le Haut-Rhin, les Ardennes, les Basses et les Hautes-Alpes, le Var, les Bouches-du-Rhône, l'Hérault, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, les Basses-Pyrénées, le Morbihan et la Sarthe.

sement absolu important. C'est ainsi que les 42 départements qui comptent le moins d'étrangers ont pu s'accroître de 116% de 1921 à 1926, avec un gain de 105.900 individus, tandis que les 43 autres départements, avec un gain de 840.000, n'ont réalisé qu'un accroissement de 55% de leur population étrangère (Carte n° 17). De 1911 à



1931 les plus fortes augmentations sont enregistrées dans la Seine (255.000), les Bouches-du-Rhône (111.000), la Seine-et-Oise (102.000) l'Isère (57.000), le Rhône (53.300) l'Hérault (50.600), le Pas-de-Calais (47.200), le Nord (42.000), les Alpes-Maritimes (41.200), etc...

Le caractère plus exclusivement économique de l'immigration et la tendance à une nouvelle répartition de la population étrangère qui en résulte, ne sont pas sans amener un nouvel aspect de géographie humaine. Les centres d'activité deviennent des centres de population étrangère. Il s'y crée des cités ouvrières étrangères, des noyaux allo-gènes qui, souvent, dépassent la population locale française et apparaissent isolés au milieu du pays. Tel est le cas dans un grand nombre de régions minières, métallurgiques ou agricoles du Nord, de l'Est, du Centre et du Sud-Ouest. Certains centres industriels se sont même développés, grâce à l'apport massif de l'élément étranger, avec une rapidité foudroyante, qui rappelle le développement des villes champignons aux Etats-Unis. En Lorraine des groupements humains de

5.000 à 10.000 âmes ont subitement surgi en plein champ. En Meurthe-et-Moselle, par exemple, à Auboué, sur 5.000 habitants il y a 2.950 Italiens et 800 Polonais ; à Jœuf-Homécourt sur 17.000 habitants, il y a 8.200 Italiens et 2.800 Polonais ; à Hussigny sur 3.700 habitants on ne compte guère que 500 habitants d'origine française ; à Mancieulles sur 2.500 habitants, il n'y a pas 400 Français. Villerupt, où les 3/4 des habitants sont étrangers, donne l'impression d'une ville italienne. A Homécourt, sur 254 naissances en 1927, la moitié provenaient de familles italiennes, 34 de familles polonaises et les 93 autres se répartissaient entre diverses nationalités dont la française. Même phénomène d'apport massif étranger dans l'arrondissement minier de Béthune où, en un demi-siècle, la population totale passe de 150.000 à 600.000 et où des communes comme Sallaumines augmentent de 4.200 % Bruay de 2.470 %, Billy-Montigny de 2.450 %. Or, l'arrondissement de Béthune compte, en 1927, plus de 125.000 étrangers groupés précisément dans les communes du pays noir, qui se sont le plus accrues. Les trois seuls cantons de Houdain, Lens-Nord et Lens-Sud ont 90.000 Polonais. Sallaumines a 8.500 étrangers et seulement 7.500 Français. Libercourt a 2.000 étrangers et 2.400 Français. Harnes a 5.000 étrangers et 6.000 Français. Et le canton de Houdain compte 42.000 étrangers à côté de 88.000 Français. Depuis la guerre les compagnies minières ont fait bâtir de véritables villes (60.000 maisons), pour les immigrés. Même phénomène dans les régions où les nouvelles industries d'électro-métallurgie et chimie se sont développées. Villard-Bonnot dans l'Isère sur 5.442 habitants compte 5.300 étrangers soit 95 % ! Dans le même département Charvieu accuse 60 % d'étrangers, Livet-et-Garet 46 %, Décines 45 %, St-Priest et Fontaines plus de 30 % etc... (Voir carte n° 54, page 317). Dans la Loire, les étrangers donnent 33 % des naissances à St-Romain-le-Puy et à Roche-la-Molière, 30 % à Rive-de-Giers et 20 % dans de nombreuses communes des environs de St-Etienne. Des îlots semblables apparaissent en Normandie (Caen), Saône-et-Loire (Blanzay, Creusot), dans le Gard (Alès), à Carmaux et à Albi (Tarn), à Montluçon et Commentry (Allier), à Rosières-Bourges (Cher), à Basse-Indre dans la Loire-Inférieure, etc... Les campagnes connaissent également de ces enclaves de populations étrangères, notamment dans le Sud-Ouest, en Normandie et dans le Nord. Le village de Villeneuve en Haute-Marne est hollandais, celui de Blanquefort dans le Gers est italien, et la pénurie de Français dans ces communes est telle, qu'elle rend même difficile la constitution d'un conseil municipal, voire la nomination d'un maire.

La répartition géographique des nationalités

Ce sont les formes d'immigration : immigration organisée ou immigration libre, qui commandent et expliquent en grande partie la répartition géographique de chaque nationalité. Alors que les immi-

grés des pays voisins, venus spontanément, se cantonnent dans les plus proches régions de la frontière, où ils sont moins dépayés, les immigrés recrutés et importés le plus souvent de pays éloignés, se trouvent davantage dispersés à l'intérieur.

Dans l'ensemble, c'est la concentration frontière qui prévaut encore nettement pour la répartition des nationalités, comme elle prévaut pour la répartition de la population étrangère. La population étrangère de chaque nation voisine constitue comme un prolongement démographique de ces mêmes nations. Ce prolongement est d'autant plus marqué que le pays a une émigration plus forte (Italie) ou que les facilités de communications sont plus grandes (Belgique). La tendance au groupement frontière de chaque nationalité correspond d'ailleurs aux nécessités de l'adaptation, et les influences climatiques, ethniques et linguistiques se conjuguent pour la favoriser. Elle correspond également au besoin naturel qu'éprouvent les immigrés de se grouper, d'aller dans les régions où ils savent retrouver de nombreux compatriotes. Il n'est pas rare de rencontrer des étrangers d'origine méditerranéenne, abandonner tout à coup les régions du Nord où ils travaillaient, pour aller dans le sud de la France où ils auront des salaires inférieurs, mais vivront dans une ambiance plus méridionale en contact avec des compatriotes. Inversement, les difficultés d'adaptation empêchent les éléments nordiques de descendre trop vers le sud de la France.

La localisation autour des points d'entrée en France se manifeste également chez les immigrés maritimes pour qui les ports de débarquement correspondent aux frontières chez les immigrés terrestres. C'est ainsi que les races méditerranéennes ou exotiques se groupent dans la région provençale et que les Orientaux, Levantins, Africains, pullulent dans la région marseillaise. Les Bouches-du-Rhône comptaient en 1926 : 4.800 Africains et 10.000 Asiatiques. Marseille, en 1928, avait 17.600 Arméniens et Libanais, 5.000 Syriens, 5.800 Grecs, 5.000 Russes, 3.000 Turcs, etc... C'est en partant de cette région que s'essaimaient peu à peu, tout au long de la vallée du Rhône ou de la côte méditerranéenne, ces races entreprenantes. De même on remarque une tendance des éléments anglais et américains, qui viennent de l'Ouest contrairement au mouvement général de l'immigration, à rester de préférence dans la France océanique (Carte n° 24).

La tendance au mélange des nationalités est plus récente, moins naturelle, et reste bien moins marquée. Néanmoins, comme l'immigration spontanée recule de plus en plus devant l'immigration organisée, la localisation des nationalités tend depuis la guerre à s'atténuer. Elle se fond progressivement dans une diffusion qui traduit la généralisation des besoins de main-d'œuvre. C'est ainsi que les Polonais, Tchécoslovaques, Russes, Yougoslaves, se trouvent répartis un peu dans toute la France où la pénurie de travailleurs oblige à recourir à l'importation d'ouvriers. Leur distribution géographique est calquée sur la carte économique du pays. Il faut noter également comme favo-

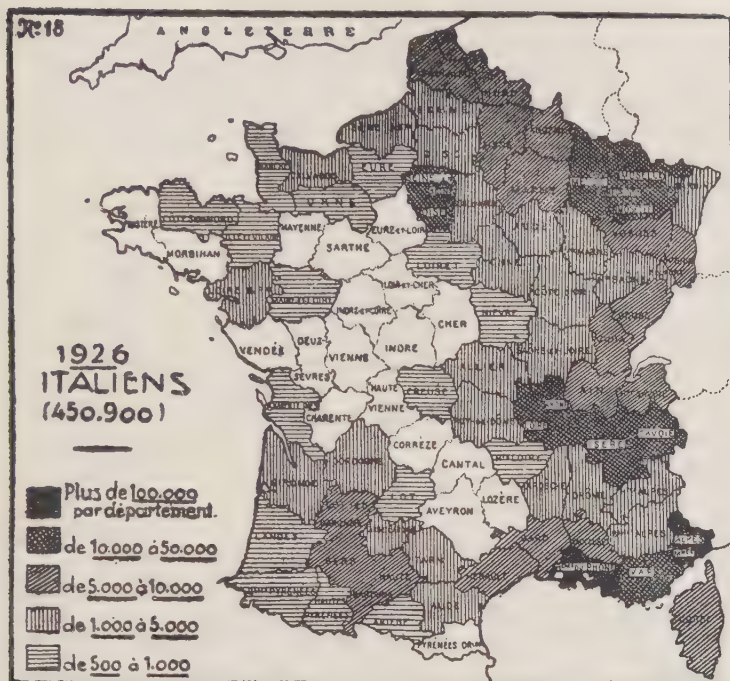
nable à cette dispersion et au mélange des nationalités, l'influence des villes. L'attraction urbaine est considérable sur les immigrés et toutes les grandes villes ont une population étrangère des plus mêlées. Paris notamment, dont la fascination sur les étrangers est incroyable, comptait en 1926 près de 300.000 étrangers, répartis entre toutes les nationalités et les races du monde : 18 % étaient Italiens, 13 % Polonais, 12 % Russes, 10 % Belges, 8 % Suisses, 6 % Espagnols, 5 % Anglais, 4 % Américains, 4 % Africains, 3,5 % Asiatiques, etc... On notait la même composition hétérogène à Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille, St-Etienne, Toulouse, etc... La tendance à la dispersion est confirmée par le fait que le nombre des départements contenant les 3/4 des immigrants de chaque nationalité s'est beaucoup accru depuis 1911 :

Nombre de départements où se trouvaient : les 3/4 des:	en 1911	en 1926
Italiens	6	14
Belges	3	6
Espagnols	8	14
Suisses	10	14
Africains	4	15
Asiatiques	4	6

Les Italiens. — Les deux tendances, l'une ancienne, l'autre plus récente, à la concentration dans les régions de pénétration et à la dispersion d'ordre économique, apparaissent nettement chez les Italiens. A côté des colonies frontières extrêmement importantes et très anciennes, se sont développées, surtout avec l'immigration organisée, des colonies italiennes dans tous les grands centres industriels et dans les zones de dépeuplement rural les plus accentuées (carte n° 18).

Les groupements frontières apparaissent particulièrement considérables dans les deux régions correspondant aux deux grandes voies d'entrée des Italiens en France : 1° la côte méditerranéenne qui reçoit le flot venant par les Alpes-Maritimes ; 2° la région lyonnaise qui reçoit le flot pénétrant en France par les cols des Hautes-Alpes et les vallées de l'Isère et du Haut-Rhône. Les 3 départements correspondant à la première région : Alpes-Maritimes, Var et Bouches-du-Rhône, avaient en 1926, à eux seuls, le tiers de la population italienne en France, et les 5 départements de Savoie, Haute-Savoie, Isère, Rhône et Loire en comptaient 15 %. Les départements immédiatement voisins des précédents : Vaucluse, Gard et Hérault d'un côté ; Ain, Jura et Doubs de l'autre, étaient également gagnés par l'immigration frontière italienne comme l'indique la carte n° 18. Au total ces deux grandes régions frontières groupaient 401.500 Italiens, soit plus de la moitié de la population italienne (52 %) :

Alpes-Maritimes	104.419	Savoie	14.981
Var	47.207	Haute-Savoie	9.529
Bouches-du-Rhône	110.651	Isère	31.830
Vaucluse	8.674	Rhône	28.489
Gard	8.307	Loire	11.503
Hérault	5.583	Ain	7.525
	284.841	Jura	5.280
		Doubs	7.575
			111.712



Les Hautes-Alpes et les Basses-Alpes d'accès difficile, ne comptaient qu'un très petit nombre d'immigrés italiens

La tendance à la dispersion vers les centres économiques apparaît également très nette. C'est tout d'abord la colonie très importante du bassin lorrain, où les 3 départements de la Meuse, Meurthe-et-Moselle et Moselle occupent 88.600 Italiens, groupés autour des puits de mines et des usines métallurgiques, notamment dans les bassins de Briey et de Longwy. L'appel des régions dévastées, qui exigeaient de nombreux travailleurs du bâtiment et du terrassement où les Italiens excellent, en a également attiré beaucoup, de même que l'industrie du Nord. De là, une zone de forte densité d'immigration italienne allant du Nord aux Vosges en passant par le Pas-de-Calais, l'Aisne, les Ardennes et la Marne. Ces 6 départements comptaient, en 1926, plus de 40.000 Italiens. La région parisienne en attire un très grand nombre : la Seine et la Seine-et-Oise en avaient 110.000, dont 53.500 à Paris. Un autre groupe important se détache dans le Sud-Ouest où les 3 départements du Gers, de la Haute-Garonne et du Lot-et-Garonne accusent 25.000 Italiens en 1926. Viennent ensuite les régions industrielles de Normandie (Calvados et Seine-Inférieure), du Centre (Tarn, Puy-de-Dôme, Allier, Saône-et-Loire), et les régions agricoles parisiennes (Seine-et-Marne, Oise, Loiret) et de Bourgogne (Côte-

d'Or, Nièvre, Yonne). En Corse, on constate une légère diminution de la population italienne contrairement à l'augmentation générale : de 8.200 individus en 1911, elle n'est que de 6.600 en 1926.

La comparaison des chiffres de 1911 et de 1926 permet de suivre l'importance de l'accroissement du nombre des Italiens dans les départements qui en comptent le plus en 1926 :

Départements	1926	1911	Départements	1926	1911
Bouches-du-Rhône	110.650	104.630	Seine-et-Oise	22.330	4.460
Alpes-Maritimes	104.410	87.550	Savoie	14.980	8.990
Seine	100.000	45.600	Loire	11.500	3.470
Meurthe-et-Moselle	47.040	25.130	Nord	9.740	1.240
Var	47.200	42.400	Meuse	9.660	2.038
Moselle	31.940	—	Haute-Savoie	9.590	4.980
Isère	31.830	9.585	Gard	8.340	3.016
Rhône	28.480	12.630	Lot-et-Garonne	7.590	112

L'augmentation est particulièrement sensible dans la région Savoie-Dauphiné, où le développement des industries électro-chimiques et métallurgiques des Alpes a exigé une main-d'œuvre importante depuis la guerre. Les 3 départements de Savoie, Haute-Savoie et Isère ont plus que doublé leur population italienne, qui s'accroît de 33.000 par rapport à 1911. La région lyonnaise : Rhône et Loire, augmente la sienne de 24.000, soit un accroissement de près de 150 %.

L'augmentation apparaît également très forte dans la région parisienne : 72.000 pour la Seine et la Seine-et-Oise ; dans le Nord, où le Pas-de-Calais, le Nord, l'Aisne et la Marne gagnent 25.000 Italiens par rapport à 1911. Mais l'accroissement le plus considérable est, sans conteste, celui de la population italienne du Sud-Ouest qui, dans les 3 départements du Gers, du Lot-et-Garonne et de la Haute-Garonne, passe de 390 à 20.750 à la suite du mouvement de colonisation agricole d'après-guerre. Par contre, l'augmentation reste relativement faible dans la région frontière méditerranéenne : 11 % dans les Alpes-Maritimes, le Var et les Bouches-du-Rhône.

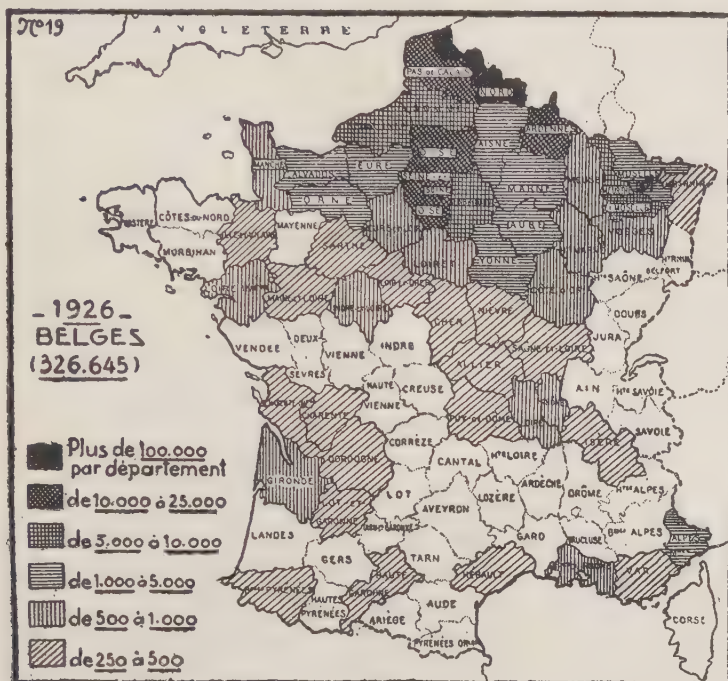
Les Belges. — Les Belges étaient bien plus groupés que les Italiens dans la région frontière. Presque tous se trouvaient au nord d'une ligne allant du Mont-Saint-Michel à Strasbourg (Carte n° 19). Les départements qui en comptaient le plus se classaient ainsi :

Départements	1926	1911	Départements	1926	1911
Nord	137.120	169.080	Oise	12.021	7.281
Seine	44.500	33.690	Aisne	11.407	4.880
Pas-de-Calais	22.290	19.580	Somme	6.885	2.599
Ardenes	16.120	17.349	M.-et-Moselle	6.776	8.675
Seine-et-Oise	13.760	5.690	Seine-et-Marne	6.032	2.890

Ces 10 départements nordiques renfermaient 276.000 Belges, soit 85 % du total de la population belge en France (326.000).

On note cependant une tendance très nette depuis la guerre à la pénétration à l'intérieur, notamment vers la Normandie (Eure,

Orne, Calvados, Manche, Eure-et-Loir), vers la Bourgogne (Côte-d'Or, Yonne, Saône-et-Loire) et vers le Sud-Ouest (Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Haute-Garonne). De 1911 à 1926, alors que les départements frontières du Nord, de l'Aisne, de la Meurthe-et-



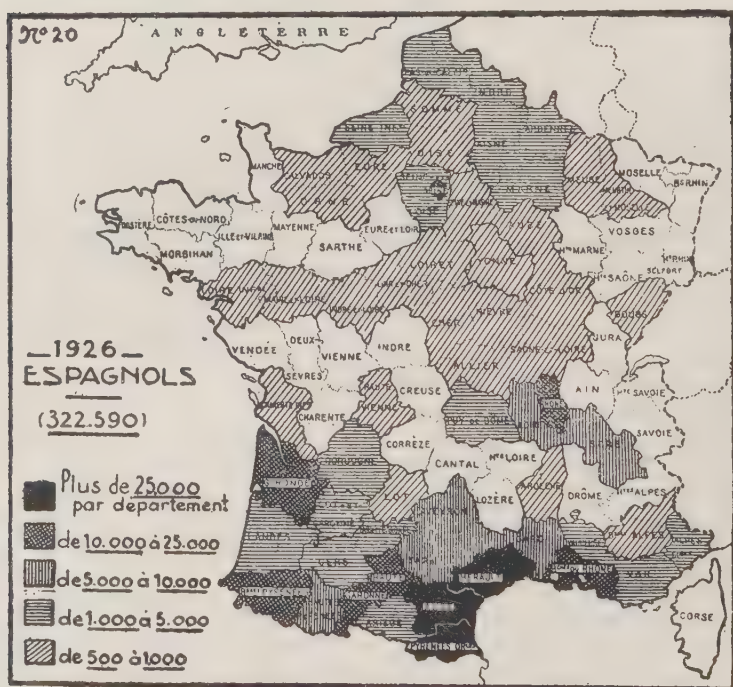
Moselle et de la Meuse ont vu leur population belge diminuer de 35.000, celle de 6 départements de l'intérieur (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Eure, Calvados) a gagné près de 34.000 âmes. C'est surtout le développement de la colonisation agricole après la guerre qui explique cette extension de l'immigration belge.

Les Espagnols. — Les 322.000 Espagnols recensés en 1926 se trouvaient pour plus des 3/4 dans le Midi pyrénéen : Languedoc et Aquitaine :

Départements	1926	1911	Départements	1926	1911
Hérault	43.124	12.500	Rhône	13.050	897
Pyrénées-Orientales	28.610	12.575	Haute-Garonne	12.151	5.797
Seine	28.200	7.640	Gard	9.390	1.190
Aude	25.600	8.600	Tarn	6.970	684
Bouches-du-Rhône	21.320	6.840	Hautes-Pyrénées	6.150	3.540
Gironde	20.510	6.550	Aveyron	5.820	950
Basses-Pyrénées	19.610	17.440	Isère	5.860	260

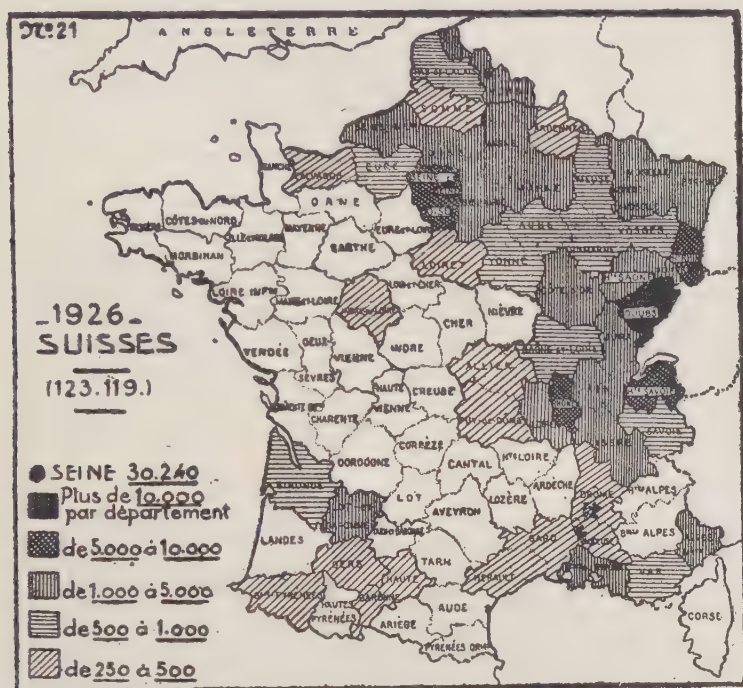
Les départements vinicoles de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-

Orientales en renfermaient, à eux seuls, près de 100.000, soit 30 % de l'effectif total. Du Languedoc, les Espagnols, en suivant la côte, se dirigeaient vers le Gard, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes. Dans le Sud-Ouest, la population espagnole était moins dense et plus dispersée. Il y en avait toutefois des colonies importantes à Bordeaux, Toulouse, Carmaux, Agen, etc... On en trouvait ensuite dans la région lyonnaise (Rhône, Isère, Loire), dans celle du Nord (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Ardennes, Marne) et dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise), où ils apportaient un contingent important de travailleurs manuels, en majorité manœuvres, à l'industrie (Carte n° 20).



De 1911 à 1926, l'augmentation a été particulièrement forte dans le Languedoc, où les 3 départements du littoral voient leur population espagnole passer de 33.600 à 97.600, soit une augmentation de 200 %. L'augmentation est encore plus considérable dans certains départements industriels de l'intérieur, comme le Rhône où elle atteint 1.300 %, la Loire où elle dépasse 1.700 %. La région lyonnaise (Rhône, Loire, Isère) gagne 26.000 Espagnols de 1911 à 1926 et la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) 23.000.

Les Suisses. — Les Suisses, au nombre de 123.100 en 1926, sont relativement très dispersés et répartis dans toute la France septentrionale (Carte n° 21).



Départements	1926	1911	Départements	1926	1911
Seine	30.540	24.300	Alpes-Maritimes	4.520	4.580
Doubs	11.120	7.800	Ain	3.810	2.030
Haut-Rhin	8.060	—	Jura	3.380	1.320
Haute-Savoie	7.830	4.170	Bas-Rhin	2.990	—
Rhône	5.700	3.922	Bouches-du-Rhône	2.620	2.200
Seine-et-Oise	5.180	2.744	Isère	2.190	870

La concentration frontrière est donc ici beaucoup moins accentuée que pour les autres nationalités. Les 5 départements limitrophes de la Suisse n'avaient que 34.000 immigrés, soit le quart de la population suisse en France. La région parisienne en comptait davantage, les deux départements de la Seine et de la Seine-et-Oise en groupant 35.700 à eux seuls. Les Alpes-Maritimes venaient avant l'Ain et le Jura. Cette répartition s'explique en grande partie par la nature des occupations des Suisses : hôtellerie, domesticité, ouvriers spécialisés de l'industrie ou de la grande culture (régions parisienne et du Nord). Les essais de colonisation agricole dans le Sud-Ouest y ont amené

également l'installation de quelques familles (Lot-et-Garonne, Gers, Gironde).

L'augmentation de la population suisse depuis la guerre a été particulièrement sensible dans la région frontrière. Le Jura, l'Ain, le Doubs et la Haute-Savoie gagnent 11.000 Suisses, soit un accroissement de 75 %. Dans l'Isère l'augmentation est de 140 %. Elle est également très forte dans la région lyonnaise et dans les départements de l'intérieur où les Suisses se sont dispersés : Lot-et-Garonne, Loire, Yonne, Seine-Inférieure, Gironde, etc...

Les Allemands. — Les Allemands ont connu, à l'opposé des autres nationalités, une forte diminution, avec 69.270 immigrés en 1926 contre 102.270 en 1911. Ils ne se maintiennent à un chiffre encore élevé que par la présence de 50.000 d'entre eux en Alsace-Lorraine. En dehors de cette région, il n'y a guère de groupements un peu importants que dans le Nord et dans la Seine. Mais la reconstitution de la population immigrée d'avant-guerre s'effectue peu à peu, favorisée ces dernières années par la venue de travailleurs allemands entrés en France pour exécuter des travaux au titre des prestations en nature.

Les Slaves. — Avec les Slaves nous arrivons à l'immigration nouvelle, en grande partie immigration organisée. Leur répartition est essentiellement d'ordre économique, sans concentration frontrière très marquée.

Les *Polonais* se trouvent groupés dans les régions de grande industrie et de grande culture qui peuvent mieux supporter les frais d'introduction et organiser la vie matérielle d'éléments se trouvant plus que d'autres désadaptés en France (Carte n° 22).

	1926	1921		1926	1921
Pas-de-Calais	91.000	3.370	Seine-et-Oise	7.540	600
Nord	49.580	1.320	Oise	6.570	870
Seine	31.800	14.800	Loire	5.910	2.550
Moselle	20.750	5.640	Seine-et-Marne	5.470	360
Meurthe-et-Moselle	12.120	2.930	Somme	4.180	527
Aisne	9.920	1.090	Haut-Rhin	3.450	615
Saône-et-Loire	9.590	1.578	Bas-Rhin	3.236	1.284

La comparaison des chiffres de 1921 (ceux de 1911 faisant défaut) et de 1926, permet de constater le rapide accroissement de la population polonaise depuis la guerre, notamment dans le Pas-de-Calais et le Nord où elle est passée en 5 ans de 4.000 à 140.000, dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) où elle monte de 15.000 à 38.000, et dans le Centre (Saône-et-Loire, Loire) où elle passe de 4.000 à 15.500.

Malgré la dispersion de la population polonaise on note cependant une tendance encore perceptible à rester dans la zone la plus proche du point d'entrée. Les 3/4 des Polonais demeurent dans la partie Est et Nord de la France, où ils trouvent un milieu plus favorable que dans

le reste de la France. Il est vrai que dans ces régions se trouve la majeure partie de la grande industrie et de la grande culture, principaux employeurs de main-d'œuvre polonaise.

Les *Tchécoslovaques*, au nombre de 32.980 en 1926, se trouvaient surtout dans les départements suivants :

Seine	6.376	Nord	1.730	
Pas-de-Calais	5.381	Meurthe-et-Moselle	1.250	
Seine-et-Oise	2.100	Seine-et-Marne	1.000	
Moselle	1.900	Oise	970	etc...

Ces 8 départements industriels ou de grande culture renfermaient ainsi près des 2/3 des *Tchécoslovaques*. Le reste se répartissait dans un grand nombre de départements, la plupart dans le nord de la France.

Avec les *Russes*, on arrive au maximum de dispersion à travers le pays (Carte n° 23). Aucune influence, ni climatique ni ethnique ne semble avoir agi sur eux. Il y en a dans tous les départements, et ceux qui en comptent le plus se trouvent aux quatre coins de la France :

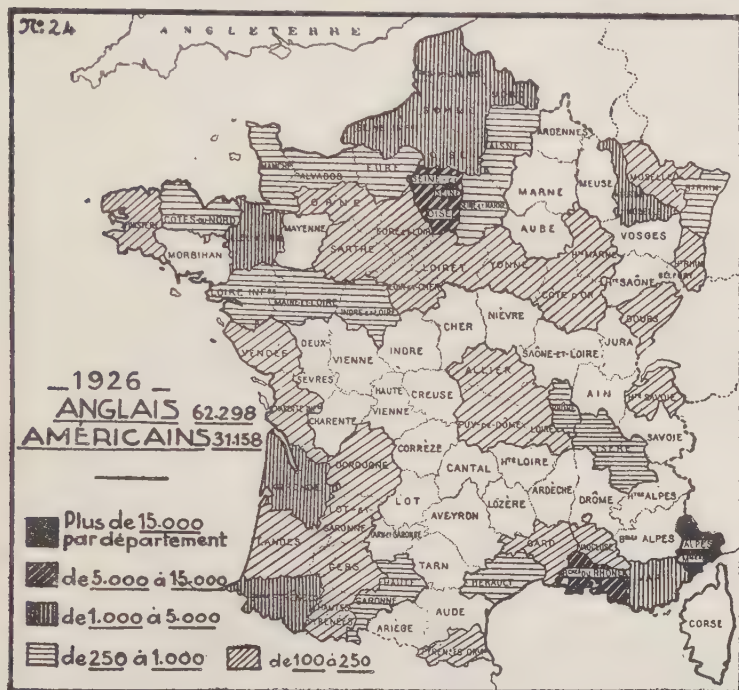
Seine	36.964	Isère	1.021	
Seine-et-Oise	3.503	Loiret	1.076	
Alpes-Maritimes	3.492	Nord	995	
Moselle	2.333	Saône-et-Loire	899	
Bouches-du-Rhône	1.921	Meurthe-et-Moselle	831	
Rhône	1.500	Calvados	708	etc...

Il est à remarquer que la Seine, à elle seule, renferme plus de la moitié des Russes en France : 36.900 sur un total de 67.200. La présence d'un grand nombre de riches ou anciens riches qui possédaient ou possèdent encore des propriétés dans les régions de plaisance : Côte d'Azur, région parisienne, etc... explique en partie la forte proportion de Russes dans les 3 départements des Alpes-Maritimes, de la Seine et de la Seine-et-Oise. Les autres départements sont au contraire des départements de grande industrie où les immigrants russes sont souvent employés comme manœuvres : Moselle, Meurthe-et-Moselle, Rhône, Isère, etc...

Les *Yougoslaves* se groupaient dans le Nord et l'Est, notamment dans les départements de la Moselle (3.490), de la Seine (2.488), du Pas-de-Calais (2.478), de la Meurthe-et-Moselle (818) et du Nord (590).

Les Anglais et les Américains. — Les Anglais et les Américains qui arrivent par l'Ouest, contrairement au mouvement général de l'immigration, se trouvent en majorité dans la France océanique, notamment sur les côtes faisant face à l'Angleterre et autour des ports de débarquement de la Gironde et de la Loire-Inférieure. En raison du grand nombre d'hivernants, touristes et riches oisifs dans cette immigration, on constate une tendance très nette à la concentration dans les régions de plaisance : Côte d'Azur, côtes bretonne et normande, côte basque et Pyrénées (Pau), Alpes (Isère, Haute-Savoie), région parisienne et vallée de la Loire. Aussi bien la côte

d'Azur (Alpes-Maritimes, Var et Bouches-du-Rhône) possède-t-elle le tiers des Anglais résidant en France et près du quart des Américains. Quant à la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise), elle renferme plus de la moitié de la population américaine et près du quart de



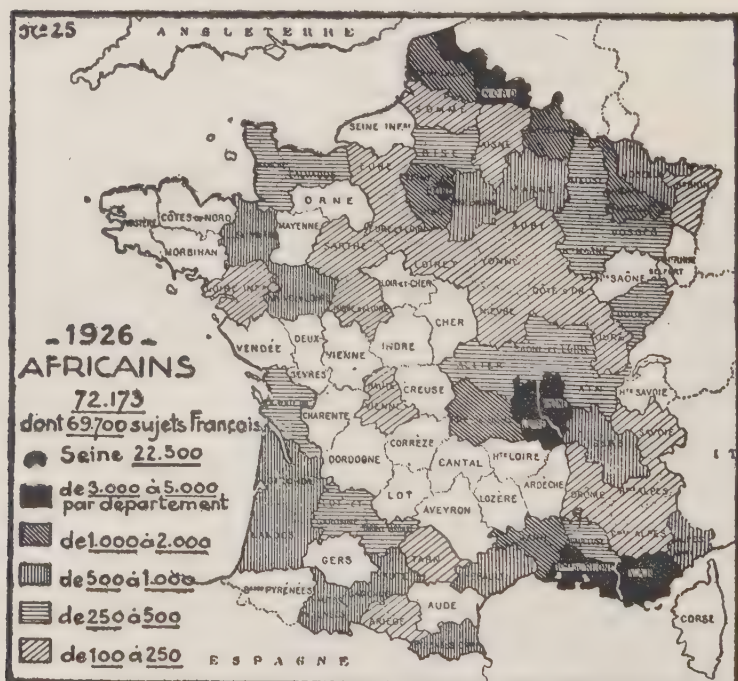
la population anglaise (carte n° 24). En 1926, on comptait en France 62.298 Anglais et 31.159 Américains :

Anglais :		Américains :	
Seine	18.419	Seine	16.773
Alpes-Maritimes	15.294	Alpes-Maritimes	4.507
Pas-de-Calais	3.710	Seine-et-Oise	1.152
Seine-et-Oise	3.656	Basses-Pyrénées	1.109
Basses-Pyrénées	2.356	Bouches-du-Rhône	752
Nord	2.075	Gironde	688
Var	2.000	Seine-Inférieure	319
Bouches-du-Rhône	2.030	Var	290

Contrairement aux autres nationalités les Anglais et Américains ne fournissent donc que très peu de travailleurs, surtout de travailleurs manuels. On a pu s'étonner parfois que l'Angleterre, qui souffre si durement du chômage depuis la guerre, n'ait pas alimenté une immigration ouvrière vers la France. Les mines du Nord et du Pas-de-Calais auraient offert un débouché tout indiqué pour les mineurs anglais sans travail. Des tentatives ont été faites sans succès. Les exigences

des Anglais en matière de salaire, de congé, de logement, de nourriture, d'organisation des loisirs, de terrains de sports, etc..., la crainte de « déchoir » en travaillant dans des entreprises du continent, et surtout la perception de secours de chômage assez considérables pour réduire le besoin de s'expatrier, furent les raisons principales de cet échec.

Les Africains. — Les Africains, pour la plupart sujets français (69.780 sur un total de 72.173), ont connu un rapide accroissement depuis la guerre en passant de 3.120 en 1911, à 37.600 en 1921 et 72.173 en 1926. Leur répartition est essentiellement d'ordre écono-

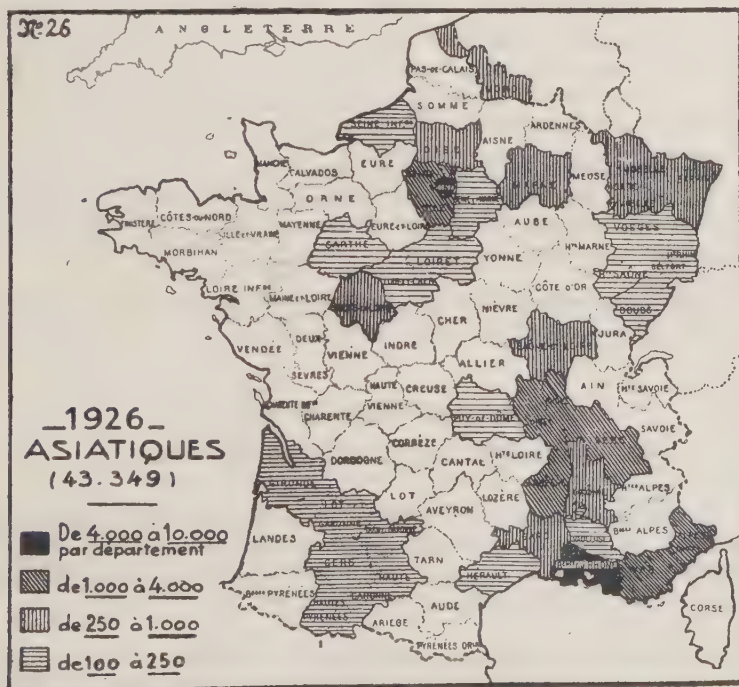


mique (Carte n° 25). Ils fournissent des manœuvres à la grande industrie pour tous les travaux rebutants délaissés des Français. De là leur grand nombre dans les principaux centres d'activité du pays : régions marseillaise, lyonnaise et parisienne, bassin lorrain et Nord. On en trouve également autour des mines de fer et des usines du Calvados, du Maine-et-Loire et d'Ille-et-Vilaine, et dans le bassin aquitain où ils pénètrent, notamment les Marocains, par la Gironde (Bordeaux). Les principaux départements atteints en 1926 étaient :

	1926	1921	1911
Seine	23.500	6.117	1.134
Bouches-du-Rhône	4.790	7.904	881
Loire	4.727	3.138	11
Nord	3.746	1.011	32
Rhône	3.757	925	91
Var	3.369	4.243	59
Seine-et-Oise	2.577	862	45
Seine-Inférieure	1.622	1.133	22
Ardennes	1.280	600	24
Pas-de-Calais	1.190	228	4
Meurthe-et-Moselle	1.108	724	16
Gard	1.090	641	22

Le rapprochement des chiffres de 1921 et 1926 permet de constater la grande mobilité de cette population et une tendance à remonter vers la grande industrie du Nord, et surtout vers Paris. C'est ainsi que la région méditerranéenne (Bouches-du-Rhône et Var) perd le tiers de sa population africaine en 5 ans, cependant que le Rhône, la Seine le Nord et le Pas-de-Calais triplent ou quadruplent la leur. Quant à la comparaison avec les chiffres de 1911, elle permet de mesurer la nouveauté et l'importance de l'immigration africaine dans la plupart des départements.

Les Asiatiques, qui de 1.450 en 1911 passent à 43.350 en 1926, sont surtout des Indo-Chinois, Chinois et Japonais, dont un certain nombre introduits pendant la guerre :



Départements	1926	1911	Départements	1926	1911
Seine	13.620	720	Loire	1.474	4
Bouches-du-Rhône	9.720	110	Ardèche	1.425	—
Seine-et-Oise	2.600	97	Var	1.400	30
Rhône	1.820	30	Alpes-Maritimes	1.155	160
Isère	1.730	3	Drôme	845	—

Il y avait très nettement concentration dans la région méditerranéenne autour de Marseille point de débarquement principal (Carte n° 26). Les Bouches-du-Rhône et le Var renfermaient, à eux seuls, plus du quart des Asiatiques. Remontant la vallée du Rhône, ceux-ci offrent leurs bras aux industries rencontrées sur leur passage, notamment celles de la région lyonnaise. De là, ils vont à Paris où se trouve la plus importante colonie et dans l'industrie de l'Est. Quelques éléments entrés par Bordeaux essaient dans la vallée de la Garonne.

Les Grecs, Turcs et Arméniens en raison de leurs mêmes préférences pour le négoce et de leur peu d'aptitudes aux travaux manuels pénibles, se trouvent groupés dans les grandes villes où ils sont petits artisans ou intermédiaires. De Marseille, où il en existe une colonie considérable, ils remontent la vallée du Rhône, travaillant surtout dans les fabriques de tapis et moulinages, et se concentrent en grand nombre à Lyon, puis à Paris qui les attire tout spécialement. En 1926, sur 45.000 Turcs-Arméniens et Grecs en France, il y en avait plus de la moitié dans la Seine : 25.400. En 1928, on comptait à Marseille 17.600 Arméniens et 5.800 Grecs : à Lyon : 9.000 Grecs et Arméniens. Venaient ensuite la Seine-et-Oise, la Loire et l'Isère où se trouvent d'importantes colonies grecques et arméniennes.

Les Roumains, dont un grand nombre sont juifs, se concentrent dans la région parisienne. La Seine en compte près de 12.000, soit les 3/4, la Seine-et-Oise en a 769. Viennent ensuite les Alpes-Maritimes (388) et le Bas-Rhin (258).

Les Hongrois se trouvent pour plus des 3/4 dans la Seine (5.200), le Pas-de-Calais (3.180) et le Nord (1.570).

La situation démographique de la population étrangère en France

La population étrangère diffère de la population française non seulement au point de vue ethnique, mais encore au point de vue de sa composition par sexe et par groupes d'âge, et par conséquent au point de vue de la nuptialité et de la natalité.

L'inégalité numérique des sexes. — La caractéristique la plus frappante est la prédominance de l'élément masculin. En 1926,

il y avait 1.404.000 hommes et 1.004.000 femmes, soit une infériorité de près d'un tiers de l'élément féminin. On constatait le phénomène inverse dans la population française, où les femmes, bien plus nombreuses que les hommes, l'emportaient de près de 2 millions sur ces derniers. Alors que sur 100 Français il y a 53 femmes et seulement 47 hommes, sur 100 étrangers il y a 58 hommes et seulement 42 femmes.

Cette supériorité du sexe masculin est une conséquence du caractère économique de l'immigration. C'est parmi les hommes surtout que se recrute la population active. L'homme, par ailleurs, se déplace plus facilement que la femme. Très souvent il émigre seul ou avec ses fils en âge de travailler, laissant au pays sa famille. (Ceci est particulièrement fréquent dans l'émigration saisonnière et temporaire, et dans une grande partie de l'émigration spontanée des pays voisins. D'un autre côté, la France souffrant plus spécialement depuis la guerre de la diminution de la main-d'œuvre masculine, devait s'adresser surtout à l'élément masculin étranger. Aussi bien cette prédominance des hommes dans la population étrangère est-elle, depuis la guerre, notablement plus accentuée qu'elle ne l'était avant :

Années	Hommes	Femmes	Pour 100 hommes combien de femmes
1911	624.300	535.400	85
1921	879.900	652.600	74
1926	1.404.800	1.004.500	70

Cet accroissement constant de la proportion des hommes révèle bien à la fois le rôle complémentaire de l'apport étranger dans la population française et l'aspect plus nettement ouvrier de l'immigration depuis la guerre. Il indique aussi que le nombre des étrangers fixés en France avec leur famille était proportionnellement plus considérable avant 1914, et que la population étrangère est devenue plus instable et s'est davantage éloignée de la composition normale.

L'inégalité numérique des sexes varie naturellement avec l'âge. Pour les enfants il y a à peu près égalité, car beaucoup sont nés en France et les autres y sont venus avec leurs parents. Les groupes d'âge de 9 à 14 ans comptaient, en 1926, 244.000 individus du sexe masculin et 238.000 du sexe féminin, soit une composition normale de 50 hommes pour 49 femmes. Ce n'est qu'à partir de 15 ans, où l'homme est apte à travailler et à émigrer, que la prédominance du sexe masculin apparaît. Elle atteint son maximum entre 25 et 35 ans, âge de la plus grande productivité économique et des initiatives hardies. En 1926, la population étrangère se répartissait de la façon suivante par sexe et par groupes d'âge :

Répartition des étrangers par sexe et par groupes d'âge				Français :
Groupes d'âge	Hommes	Femmes	Pour 100 hommes com- bien de femmes	Pour 100 hommes combien de femmes
0 à 14 ans	244.600	238.700	98	98
15 à 19 ans	105.570	84.500	80	99
20 à 24 ans	171.900	103.600	60	107
25 à 29 ans	213.090	115.750	54	108
30 à 34 ans	170.980	97.240	56	130
35 à 39 ans	136.390	84.440	61	134
40 à 44 ans	102.600	67.124	65	120
45 à 49 ans	79.405	56.338	71	112
50 à 54 ans	55.970	43.943	78	107
55 à 59 ans	42.973	35.418	82	110
60 à 64 ans	30.216	27.169	89	113
65 à 69 ans	21.478	20.624	96	121
70 à 79 ans	18.516	19.648	106	135
80 et plus	10.990	9.815	98	169

Aux groupes d'âge de 25 à 35 ans, les hommes sont presque deux fois plus nombreux que les femmes : 55 femmes pour 100 hommes. Dans la population française c'est le contraire qui a lieu, les femmes étant bien plus nombreuses dans les groupes d'âge de 30 à 40 ans : 132 femmes pour 100 hommes. Au delà de 35 ans, l'inégalité des sexes diminue d'âge en âge dans la population étrangère. Mais ce n'est qu'après 70 ans que l'excédent des femmes apparaît. Cette augmentation des femmes avec l'âge s'explique par l'augmentation correspondante des mariages et la diminution du nombre des célibataires hommes.

L'inégalité numérique des sexes varie également beaucoup suivant la nationalité des immigrants. Chez ceux qui occupent des fonctions assez relevées (Allemands, Suédois) et surtout chez ceux comprenant un grand nombre de touristes ou de riches oisifs (Anglais Américains) le pourcentage des femmes est très élevé et dépasse même parfois celui des hommes. En 1926, il y avait 16.400 Américaines pour 14.700 Américains, 35.000 Anglaises pour 27.200 Anglais. Même importance de l'élément féminin chez les Luxembourgeois et les Suisses, qui donnent beaucoup de domestiques : 14.900 Luxembourgeoises en 1926 contre 13.300 Luxembourgeois. Les nationalités qui, comme les Belges, les Espagnols et les Italiens, ont une forte immigration frontrière, ont un déséquilibre des sexes un peu atténué : les Belges en 1926 comptaient 154.300 femmes pour 172.200 hommes, les Espagnols 139.000 femmes pour 183.000 hommes.

L'influence de l'éloignement est très nette, et au fur et à mesure que l'aire de recrutement s'étend, les femmes se raréfient, sauf en ce qui concerne l'immigration toute spéciale des Américains. L'organisation de l'immigration et la politique familiale suivie par les employeurs viennent bien atténuer légèrement cette influence de la distance sur la raréfaction de la femme, mais sans pouvoir la supprimer.

Aussi, l'élément féminin, qui représente 47 % chez les Belges et 42 % chez les Italiens, ne représente-t-il que 39 % chez les Polonais, 35 % chez les Grecs, 34 % chez les Russes, 7 % chez les Chinois et 2 % chez les Africains :

Nationalités	Hommes	Femmes	Pourcentage des femmes dans la population de chaque nationalité
Anglais	27.200	35.096	56 °/o
Américains	14.736	16.422	52 °/o
Luxembourgeois	13.359	14.911	52 °/o
Allemands	33.749	35.529	51 °/o
Belges	172.290	154.300	47 °/o
Suisses	70.000	53.070	43 °/o
Espagnols	183.554	139.036	43 °/o
Italiens	437.032	323.000	42 °/o
Polonais	185.995	123.317	39 °/o
Grecs	12.000	6.560	35 °/o
Russes	43.700	23.470	34 °/o
Tchécoslovaques	22.347	10.642	32 °/o
Yougoslaves	11.180	3.958	26 °/o
Portugais	24.771	4.112	14 °/o
Chinois	2.640	222	7 °/o
Africains	70.440	1.733	2 °/o

L'influence des mœurs du pays d'émigration est également importante: il y a peu de femmes lorsque celles-ci appartiennent à des pays où elles sont dépendantes, enserrées dans des usages interdisant leur départ. C'est ainsi qu'il y a plus de femmes dans l'émigration des pays méditerranéens que dans celle de l'Europe centrale et orientale, et surtout que dans celle d'Asie ou d'Afrique. En 1926, on ne comptait guère plus de 2 femmes pour 100 Africains en France et 7 femmes pour 100 Chinois, car Musulmans et Chinois, lorsqu'ils émigrent, laissent presque toujours leur femme au pays et en prennent une autre là où ils s'installent. C'est d'ailleurs pour cette raison que ces émigrations menacent moins de submerger les races des pays récepteurs (1). Si les Japonais comptent un peu plus de femmes : une pour 5 hommes, c'est qu'ils appartiennent en plus grand nombre à des classes supérieures, plus détachées des anciennes mœurs.

L'influence du climat ne doit pas non plus [être négligeable, et il est certain que les populations méditerranéennes sont plus volontiers nomades que les peuples de l'Europe septentrionale. Rien n'est plus typique à cet égard que le spectacle des caravanes d'Italiens ou d'Espagnols passant les cols des Alpes ou des Pyrénées en quête d'un sort meilleur et transportant à dos de mulet femmes, enfants et mobilier.

Enfin, la composition de la population étrangère par sexe varie

(1) A Cholon (Cochinchine), la ville chinoise comprend environ 50.000 hommes et à peine 500 femmes chinoises. La coutume dans certaines provinces de Chine, comme le Haïnan, interdit d'ailleurs à la femme chinoise de quitter son lieu natal. (Juttrand) *Notes de voyage*. Paris 1905.)

en France suivant les régions. En général, elle se rapproche de la normale dans les régions frontalières, où les pays voisins envoient une partie de leur population, où les familles s'arrêtent plus volontiers, et où l'ancienneté de l'immigration a amené une véritable colonisation. Par contre, le déséquilibre des sexes apparaît plus accentué à l'intérieur où les isolés et les célibataires sont plus nombreux, où le développement de l'immigration est plus récent. Il est particulièrement prononcé dans les grands centres industriels qui exigent une importante main-d'œuvre étrangère, en majorité des manœuvres pour les travaux rudes et pénibles. C'est ainsi qu'en 1926 les femmes qui constituaient de 45 à 51 % de la population étrangère dans la plupart des départements frontalières, n'en formaient que 30 à 35 % dans les départements industriels de l'intérieur (1).

L'infériorité de l'élément féminin est une grande gêne pour la fixation de l'immigration. « Les femmes sont l'élément conservateur et stabilisateur qui fixe au sol les races déplacées. » (2) Sans elles, l'établissement des émigrants manque de stabilité et de chance d'avenir. Par ailleurs, l'homme isolé ne possède pas la garantie morale et le stimulant au travail du chef de famille. De cet inconvénient souffrent les populations ouvrières étrangères de la plupart des grands centres industriels et des villes. Il en est de même d'une grande partie de la population agricole à l'intérieur du pays. Par contre, les régions comme l'Aquitaine et le Languedoc où l'immigration agricole italienne et espagnole a été familiale et où l'élément féminin a une plus grande importance (44 % dans le Gers et l'Hérault), une véritable colonisation s'est développée. De même, la population italienne des Alpes-Maritimes et la population belge de la région du Nord se sont fixées grâce à leur composition numérique normale au point de vue des sexes.

Jeunesse relative de la population étrangère. — D'après la loi de Sundbârg, le groupe d'âge de 15 à 49 ans doit comprendre la moitié de toute population normale. Or, chez les étrangers le même groupe s'élève à 66 %. Par contre, les deux autres groupes réunis de 0 à 14 ans et de plus de 50 ans ne constituent que 34 % au lieu de 50 %. Il y a donc un accroissement de 16 % du groupe d'âge moyen et une réduction correspondante du nombre des enfants et des vieillards. Cette importance considérable de l'élément d'âge moyen dans la population étrangère apparaît ici encore comme une conséquence

(1) Dans les départements frontalières, la proportion des femmes s'élevait à 51 % dans les Alpes-Maritimes, 49 % dans le Bas-Rhin, 46 % dans les Basses-Pyrénées, 44 % dans l'Aisne, 43 % dans le Nord. Par contre, elle n'était que de 30 % dans le Puy-de-Dôme et la Creuse, 32 % dans la Loire et l'Allier, 34 % dans la Loire-Inférieure et la Saône-et-Loire, 35 % dans le Calvados et la Meurthe-et-Moselle.

(2) BRUNHES et VALLAUX. *Géographie de l'Histoire*, p. 240. — « La colonisation ne peut pas réussir sans le concours de la femme » (RICHARD : *La femme dans l'Histoire*, Paris 1909).

de son rôle économique. Alors que l'immigration politique ou religieuse entraîne tous les éléments d'une population, l'immigration économique déplace surtout les éléments actifs, c'est-à-dire compris dans le groupe de 15 à 49 ans. La France, par ailleurs, recherchant une main-d'œuvre d'appoint, devait avant tout attirer celle susceptible de combler les déficits résultant de la guerre et particulièrement sensibles dans les groupes de 20 à 40 ans, ayant donné les classes de mobilisation 1900-1918. Le tableau suivant, montrant l'accroissement de chaque groupe d'âge chez les étrangers, révèle nettement le rôle complémentaire de l'immigration venue compenser nos pertes en éléments actifs :

Groupes d'âge	1911	1926	Augmentation de 1911 à 1926	
			en chiffres absolus	en pourcentage
0- 4 ans	68.490	194.820	126.320	185 °/o
5- 9 ans	67.270	134.420	67.140	100 °/o
10-14 ans	71.350	154.130	82.770	116 °/o
15-19 ans	101.730	190.120	88.380	88 °/o
20-24 ans	129.290	275.690	146.390	113 °/o
25-29 ans	131.690	328.840	197.150	150 °/o
30-34 ans	118.460	268.120	149.650	126 °/o
35-39 ans	102.620	220.880	118.260	118 °/o
40-44 ans	85.660	169.740	84.080	98 °/o
45-49 ans	73.890	135.740	61.850	84 °/o
50-54 ans	63.160	99.910	36.750	58 °/o
55-59 ans	47.230	78.390	31.150	66 °/o
60-64 ans	35.710	57.380	21.660	61 °/o
65-69 ans	25.110	42.100	16.980	67 °/o
70-79 ans	25.000	38.160	13.150	52 °/o
80 et plus et non déclarés	13.100	20.850	7.750	59 °/o
	1.159.830	2.409.330	1.249.500	108 °/o

Alors que le nombre total des étrangers a subi une augmentation de 108 % de 1911 à 1926, l'augmentation a été surtout considérable dans les groupes d'âges jeunes, et plus particulièrement dans celui des producteurs de 20 à 40 ans et des enfants de 0 à 15 ans. Elle est beaucoup plus faible, et inférieure à la moyenne générale, dans les groupes de plus de 40 ans.

Or, on note le phénomène exactement contraire dans l'évolution de la population française comme le révèle la comparaison des groupes d'âge des deux populations :

Âges	1911				1926			
	Français		Étrangers		Français		Étrangers	
0 à 19 ans	12.937.300	34 %	308.860	26 °/o	11.745.000	31 °/o	673.420	27 °/o
20 à 39 ans	11.455.300	30 %	482.080	42 °/o	11.048.000	29 °/o	1.093.397	45 °/o
40 à 59 ans	8.741.300	23 %	269.940	23 °/o	9.353.000	24 °/o	483.790	20 °/o
Plus de 60	4.898.200	12 %	98.940	8 °/o	5.423.000	14 °/o	158.400	6 °/o

De 1911 à 1926, les groupes de 0 à 39 ans perdent 4 % de leur impor-

tance chez les français; par contre, ils l'augmentent de 4% chez les étrangers. Inversement, les plus de 40 ans augmentent de 3% chez les français, cependant qu'ils perdent 5% chez les étrangers. Dans la catégorie pleinement productive de 20 à 40 ans les étrangers ont 45% de leur population, les français seulement 29%, soit presque deux fois moins. Par contre, le groupe des vieillards de plus de 60 ans est proportionnellement trois fois plus considérable chez les français que chez les étrangers.

Cette très faible proportion de vieillards dans la population étrangère entraîne une autre différence essentielle avec la population française. Alors que celle-ci apparaît anormale par l'excès du nombre des vieillards sur celui des enfants, la population étrangère, au contraire, se trouve rajeunie par la prédominance des enfants sur les vieillards. Cette prédominance s'explique, d'un côté par l'importance de la catégorie en âge de procréer, de l'autre par le petit nombre de vieillards étrangers exceptionnellement réduit par la nature de l'émigration qui exige des individus décidés, jeunes et actifs, par les rapatriements qui diminuent en partie le vieillissement de la population étrangère cependant que la continuité du flux des arrivées y maintient un âge moyen assez bas, par la présence enfin d'un grand nombre d'immigrés venus en masse ces dernières années et encore jeunes. Aussi, alors que la France compte 1.200.000 vieillards de plus que d'enfants et se classe ainsi dans les nations ultra-régressives, la population étrangère, avec un excédent de 125.000 enfants sur les vieillards, se classe parmi les ultra-progressives (1).

Toutes ces particularités entraînent un abaissement relativement considérable de l'âge moyen de la population étrangère dont il révèle la jeunesse par opposition au vieillissement français (2). De 30 ans environ pour la population étrangère, l'âge moyen s'élève à 34 ans chez les français.

Les oppositions et différences que l'on trouve constamment

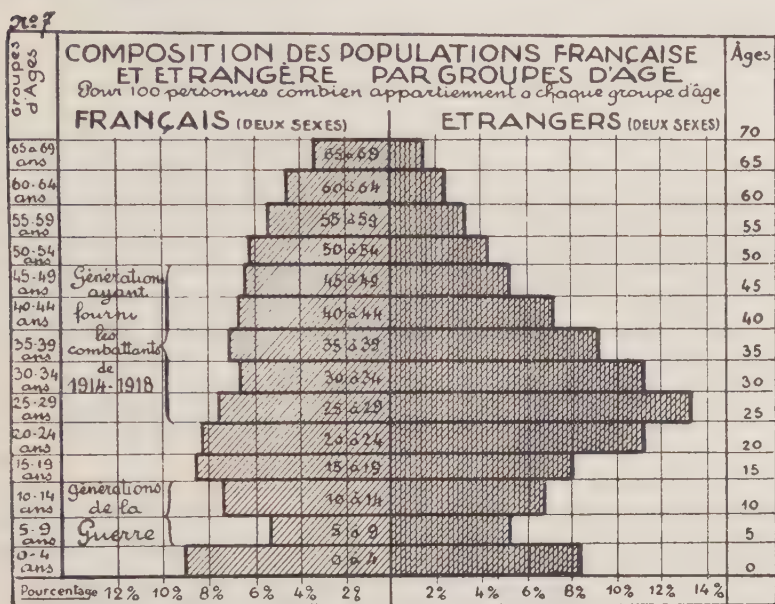
(1) Le groupe des enfants de 0 à 14 ans représente 20 % de la population étrangère, et celui des vieillards de plus de 50 ans 13 %. Dans la population française, les mêmes groupes représentent 22 % et 26 %.

(2) La répartition de 100 habitants dans les différents groupes d'âge depuis 1851, révèle bien le vieillissement de la population française et l'importance croissante du groupe des vieillards :

	1851	1872	1891	1911	1926
Enfants 0-19 ans	36	35	35	33	31
Adultes 20-59 ans	53	53	53	53	54
Vieillards : plus de 60 ans	10	11	12	12	14

Non moins probante est l'augmentation constante de l'âge moyen qui, de 30 ans en 1851, est passé à 32 ans en 1911 et 34 ans en 1926. Ces chiffres soulignent l'intérêt que présente pour le pays, l'apport d'éléments étrangers jeunes et actifs.

entre les deux populations française et étrangère font apparaître nettement le caractère complémentaire de l'apport étranger en France. A chaque groupe d'âge déficient de la population française, correspond un développement anormal des mêmes groupes de la population étrangère, comme l'indique la pyramide des âges des deux populations : (Graphique n° 7) :



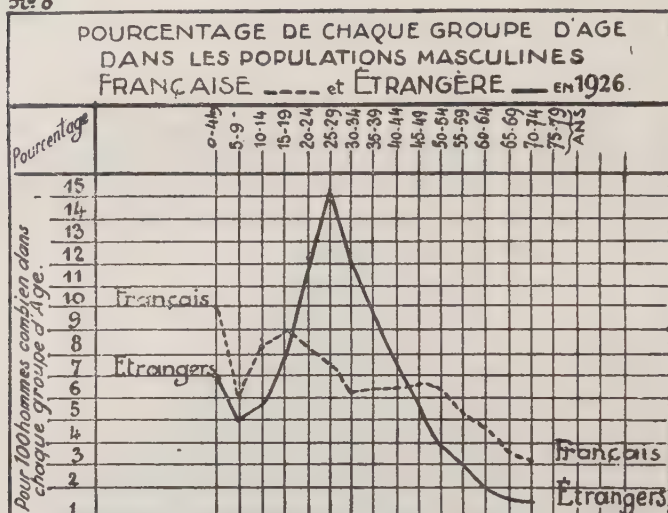
Les différences entre français et étrangers s'accroissent encore si l'on ne considère que l'élément masculin :

Âges	Hommes (1926)			
	Français		Étrangers	
0 à 19 ans	5.916.000	33 %	350.170	25 %
20-39 ans	5.103.000	28 %	692.460	49 %
40-59 ans	4.396.000	23 %	280.970	20 %
plus de 60 ans	2.395.000	13 %	81.190	5 %

La moitié des étrangers hommes sont âgés de 20 à 39 ans, alors que le quart seulement des français se trouvent dans ce groupe d'âge particulièrement touché par la guerre. Aussi, est-ce surtout dans la population masculine qu'apparaît avec le plus de relief le rôle complémentaire de l'immigration, comme le montre le graphique suivant (N° 8) qui traduit les déficits de la population française mâle et l'ap-

port compensateur de la population étrangère anormalement élevé là où fléchit la population française :

no 8



La nuptialité. — La situation matrimoniale de la population étrangère est naturellement affectée par la prédominance du sexe masculin et par l'importance exceptionnelle des éléments jeunes qui fournissent un grand nombre de célibataires :

	1926					
	Hommes		Femmes		Total	
Célibataires	749.520	53 %	446.800	44 %	1.196.400	49 %
Mariés	609.600	43 %	481.450	48 %	1.091.110	45 %
Divorcés et veufs	45.620	3 %	76.180	7 %	121.810	5 %
Total	1.404.800		1.004.520		2.409.420	

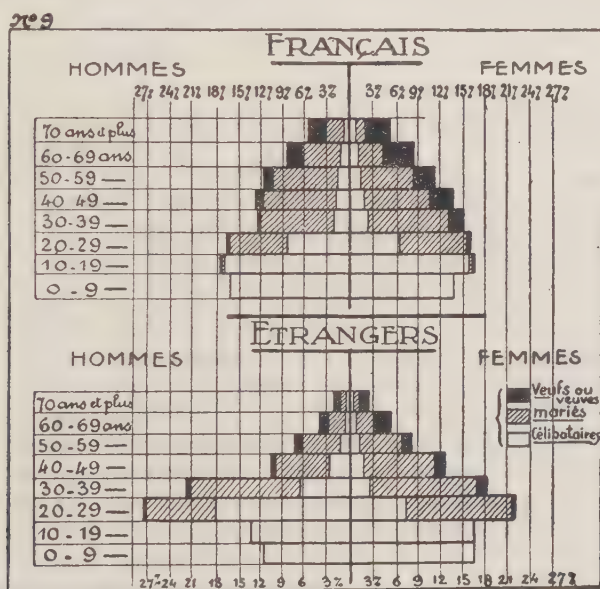
Environ la moitié (49%) des étrangers sont célibataires, 44% sont mariés et 5% sont vœufs ou divorcés. Par rapport à 1911, la proportion des célibataires a diminué chez les femmes, par contre elle a augmenté chez les hommes. La légère augmentation de la proportion des mariés, qui passe de 43% en 1911 à 44% en 1926, ne signifie pas que la proportion des familles étrangères se soit accrue, car nombre d'hommes mariés ont laissé leur femme au pays. C'est le cas pour une grande partie des asiatiques, africains, et pour certains polonais, tchécoslovaques et yougoslaves qui, quoique mariés, restent des isolés en

France comme le prouve l'accentuation du déséquilibre numérique des sexes dans la population étrangère depuis la guerre.

Comparés aux Français, les étrangers offrent un plus grand nombre de célibataires ; par contre, ils ont deux fois moins de veufs, car les Français comptent de nombreuses veuves de guerre (1) :

	Étrangers	Français
Célibataires	49 %	44 %
Mariés	45 %	45 %
Veufs, divorcés	5 %	10 %

En ce qui concerne les hommes, le nombre des célibataires apparaissait nettement supérieur chez les étrangers. Chez les femmes, au contraire, la proportion des célibataires était plus faible chez les étrangères que chez les Françaises et était inférieure à la proportion des mariées. C'est que les Françaises, par suite de la guerre, comptent un nombre considérable de femmes sans foyer : célibataires ou veuves. Par contre, la plupart des étrangères qui viennent en France, y accompagnent leur mari (graphique n° 9).



(1) L'état civil des Français en 1926 faisait ressortir un nombre de veuves triple de celui des veufs :

	Hommes	Femmes
Célibataires	8.372.900	8.315.320
Mariés	8.466.000	8.607.530
Veufs-divorcés	944.500	2.830.730
Non déclarés	121.350	160.790
Total	17.904.750	19.914.390

La natalité. — La population étrangère est favorisée au point de vue de la natalité par la prédominance de l'élément en âge de procréer et par sa composition essentiellement prolétarienne. Mais la forte inégalité numérique des sexes et le grand nombre d'isolés : célibataires ou mariés ayant laissé leur famille au pays, viennent réduire les causes favorables à une forte natalité. De là, la faiblesse relative du groupe d'âge de 0 à 4 ans qui ne représentait, en 1926, que 8 % de la population étrangère, alors qu'il constitue 9 % de la population française malgré la faible natalité de celle-ci.

Mais, depuis 1926, la venue de nombreuses familles introduites par immigration organisée a rapproché davantage la population étrangère de la composition normale quant au nombre de ménages. Par ailleurs, certains immigrés qui échappent au recensement, ne peuvent guère cacher les naissances qui surviennent dans leur famille. De sorte que la proportion des naissances d'enfants étrangers dans le total des naissances en France est très supérieure à celle des immigrés recensés dans la population. En 1927 et 1928, on compte environ 117.000 naissances dans la population étrangère, soit une natalité de 2,3 % alors que la natalité française n'est que de 1,8 % :

Naissances vivantes en 1927 et 1928 : (1)

Naissances :	Français		Étrangers		Proportion pour 1.000 hab. d'origine	
	1927	1928	1927	1928	française :	étrang. :
Légitimes	629.000	636.000	53.000	50.000	16,5	20,5
Illégitimes	55.000	56.000	7.000	7.000	1,5	2,7
Total	684.000	692.000	60.000	57.000	18	23,2

De ces chiffres il résulte que les étrangers qui constituent 6 % de la population totale, donnent 8 % des naissances. Leur part s'élève même à 13 % dans les naissances illégitimes, preuve de la démoralisation consécutive à l'immigration et surtout du caractère fruste et instinctif de la plupart des immigrés. Comme leur mortalité est bien plus faible que la mortalité française : 1,3 % environ contre 1,6 %, il en résulte que l'accroissement démographique en France est dû, pour une grande part, aux étrangers. En 1927, sur un excédent de 68.000 naissances il y en avait approximativement 40.000 françaises et 28.000 étrangères. C'est dire que les étrangers ont participé pour plus d'un tiers à notre croissance numérique. En 1925 et 1926, plus de la moitié du faible accroissement de la population en France était dû aux étrangers. En 1929, la population française enregistre un excédent de 25.000 décès, alors que la population étrangère accuse un excédent de 16.000 naissances !

(1) Bulletin de la Statistique de la France. Tome xx. 1930. Il s'agit ici de chiffres approximatifs.

Mais ces chiffres d'ensemble ne donnent encore qu'une idée insuffisante de la natalité dans la population étrangère en raison de la composition anormale de celle-ci. C'est en comparant les ménages français et étrangers que l'on peut exactement se rendre compte de la fécondité de la population étrangère.

Une étude portant sur 11 départements de la France du Nord et de l'Est qui groupaient 1.028.000 Français et 47.700 étrangers en 1926, révèle la supériorité des étrangers au point de vue des familles nombreuses (1). Alors que 100 familles françaises comptent 202 enfants, 100 familles étrangères en ont 228. C'est notamment dans les familles de 5 enfants et plus que les étrangers l'emportent nettement :

Enfants vivants de tous âges	Familles	
	Françaises	Étrangères
0	15 %	14 %
1	30 —	27 —
2	24 —	23 —
3	13 —	14 —
4	7 —	8 —
5	3 —	5 —
6	2 —	3 —
7 enf. et plus	2,5 —	4 —

La différence s'accroît encore en faveur des familles d'étrangers, si l'on ne considère que les enfants de moins de 21 ans. La faible natalité française durant la guerre et la jeunesse relative des ménages étrangers viennent renforcer la supériorité de ces derniers. Alors que 100 familles françaises ne donnent que 93 enfants de moins de 21 ans, 100 familles étrangères en fournissent 171, soit presque le double.

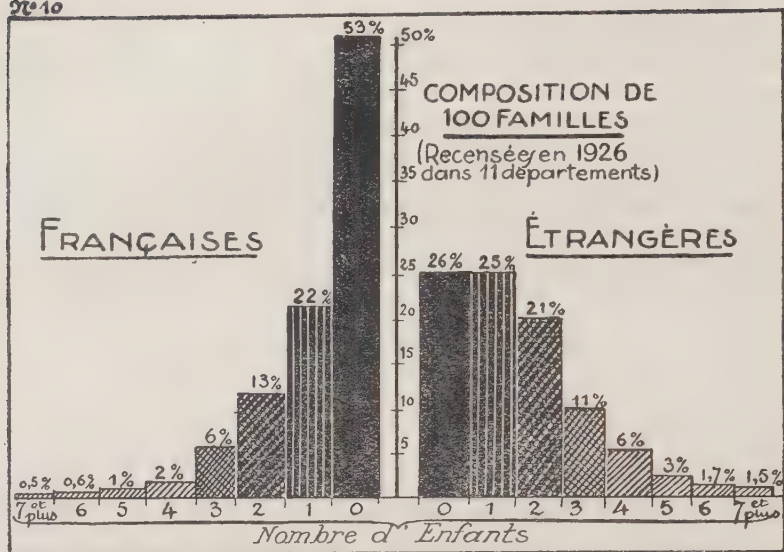
Enfants de moins de 21 ans	Familles	
	Françaises	Étrangères
0	53 %	26 %
1	22 —	26 —
2	13 —	21 —
3	6 —	11 —
4	2 —	6 —
5	1 —	3 —
6	0,6 —	1,7 —
7 enf. et plus	0,5 —	1,5 —

Ainsi, 53 % des familles françaises sont sans enfants de moins de 21 ans, contre seulement 26 % des familles étrangères. Le graphique suivant (n° 10), utilisant les données précédentes, fait ressortir l'importance exceptionnelle des familles françaises sans enfants de moins de 21 ans et l'importance des familles nombreuses (5 enfants et plus) chez les étrangers : 27 %, contre 12 % seulement chez les Français :

(1) Ces départements : Ardennes, Aube, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Meuse, Yonne, Nièvre, Haute-Saône et Saône-et-Loire, appartiennent à des régions assez variées et possèdent des étrangers de toutes les nationalités, notamment Italiens, Suisses, Belges, Polonais et Espagnols. Voir H. BUNLE *Bulletin de la Statistique Générale de la France*. Oct.-Déc. 1929.

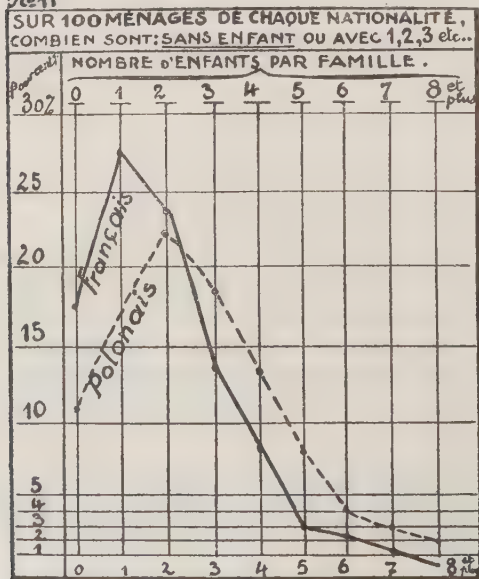
— Nous devons à l'extrême obligeance de M. H. BUNLE, statisticien à la Statistique Générale de la France, une partie de la documentation utilisée à la fin de ce chapitre.

n° 10



La fécondité des ménages étrangers varie suivant la nationalité. D'une enquête faite dans différentes cités ouvrières (1) et portant sur 18.000 familles françaises et 18.000 familles étrangères, il ressort que les Espagnols arrivent en tête avec 2,6 enfants par

n° 11



ménage, ensuite viennent les Polonais avec 2,5, les Italiens avec 2,3, puis les Belges, et enfin les Français avec 1,8. Le graphique ci-contre (n° 11) indiquant le pourcentage des familles sans enfants et des familles nombreuses chez les ouvriers français et polonais de Nœux-les-Mines en 1929, fait bien ressortir la faible proportion des familles nombreuses chez les mineurs français cependant réputés pour leur forte natalité.

(1) Cités ouvrières de : Dourges, Marles, Nœux-les-Mines, Bruay (Pas-de-Calais), Bassin de Briey (Meurthe-et-Moselle), Basse-Indre (Loire-Inférieure), Carmaux (Tarn).

Cette plus forte fécondité de la population étrangère fait ressortir l'aspect envahissant de cette dernière en face de la population française trop souvent régressive. Elle développe même une véritable tendance à la substitution partout où la population étrangère se fixe en grand nombre. Elle entraîne notamment, dans les régions de forte immigration, un relèvement souvent considérable de la natalité. Si le Pas-de-Calais se classe au premier rang des départements français par sa vitalité, c'est en partie à ses 170.000 étrangers qu'il le doit, comme le prouvent les coefficients de natalité enregistrés en 1930 dans les communes suivantes de l'arrondissement de Béthune :

Communes	Français	Étrangers
Lens	2,8 ‰	3 ‰
Harnes	2,4 ‰	3 ‰
Carvinville	3 ‰	4,6 ‰
Libercourt	2,5 ‰	4,7 ‰

Dans l'Est, par exemple, on est frappé après avoir quitté le bassin de Nancy où domine la main-d'œuvre française peu prolifique, de rencontrer dans la région de Briey, où la population étrangère l'emporte sur l'élément français, un tel grouillement d'enfants dans les rues et dans les cités, que l'on a « l'impression de circuler parmi une humanité de mœurs différentes ». Aussi bien, la natalité qui, de 1924 à 1928, n'est que de 2 ‰ dans les arrondissements de Nancy et de Lunéville, s'élève-t-elle à 3,6 ‰ dans l'arrondissement de Briey qui renferme 73 ‰ de la population étrangère du département. Dans le Nord, ce sont très nettement les arrondissements renfermant le plus d'étrangers qui ont la plus forte natalité :

Arrondissements	Proportion des étrangers dans la population	Natalité de 1926-1928
Douai	17 ‰	2,4 ‰
Valenciennes	15 ‰	2,1 ‰
Lille	12 ‰	1,9 ‰
Cambrai	2 ‰	1,7 ‰

Dans la Loire, où les étrangers constituent 5 ‰ de la population, ils donnent 11 ‰ des naissances, et la natalité étrangère ressort à 3,4 ‰ contre 1,7 ‰ chez les Français, soit le double.

La mortalité elle-même, se trouve réduite dans ces régions du fait de la présence des immigrés, en général jeunes. De là un excédent remarquable des naissances dans les centres de forte immigration, par opposition au faible excédent dans les régions plus exclusivement françaises :

Arrondissements classés par ordre d'importance de leur population étrangère	Naissances en 1926 pour 1.000 habitants	Décès en 1926 pour 1.000 habitants	Excédents des naissances
Briey	31	15	15
Thionville-Est	29	13	16
Nancy	21	19	2
Lunéville	20	17	3

Par suite de cette natalité supérieure les étrangers bénéficient

proportionnellement beaucoup plus que les Français des allocations familiales et des primes de natalité. Dans telle grande entreprise de Carmaux, où les étrangers constituent 39 % du personnel, ils touchent 55 % des allocations familiales et 63 % des primes de natalité. Dans un grand consortium textile du Nord qui a donné plus de 200 millions de francs d'allocations familiales de 1919 à 1929, près de la moitié des familles bénéficiaires sont étrangères, dont 30.000 frontaliers qui emportent 40 % des allocations versées pour élever leurs enfants en Belgique.

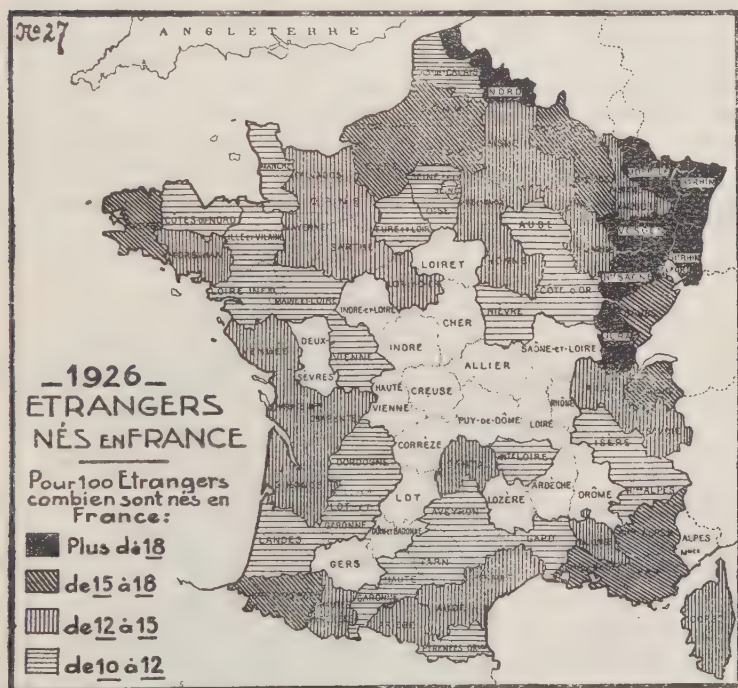
Il convient cependant de remarquer que la forte natalité des ménages étrangers s'atténue assez vite au bout d'un certain temps. Si les nouveaux arrivés apportent la natalité de leur pays d'origine, très rapidement ils subissent l'influence française qui la leur fait perdre. Leur esprit s'affine plus ou moins, leurs besoins se multiplient, leur niveau de vie s'élève, leurs croyances morales et religieuses évoluent. Tous ces changements développent leur esprit de calcul et de prévoyance qui intervient alors dans la procréation qu'ils abandonnent de moins en moins à l'instinct. Par ailleurs, la diffusion des idées néo-malthusiennes et surtout des pratiques anti-conceptionnelles, s'opère avec une rapidité étonnante parmi les immigrés. Des médecins de grandes cités ouvrières ont pu constater que des populations de 2 à 3.000 familles étrangères complètement ignorantes de ces méthodes, et beaucoup d'une incapacité de calcul et de prévoyance toute primitive, avaient acquis, en une seule année, une expérience qui ne le cédait en rien à celle des ouvriers français. Bien souvent même ils usent des moyens les plus dangereux, comme l'avortement, avec une désinvolture qui frise l'inconscience. Les plus frustes et les plus simples, notamment parmi les Polonais et les Espagnols, y apportent même un mépris de la vie qui les conduit aisément à l'infanticide. La rapide diffusion des pratiques anti-conceptionnelles se trouve renforcée du fait que beaucoup d'étrangers sont groupés en cités et que l'activité de certains intermédiaires : sages-femmes, pharmaciens, marchands et trafiquants de toute nature, s'y dépense largement. Il existe de véritables agences de propagande, notamment en Pologne allemande, qui inondent les cités ouvrières du Nord et de l'Est de tracts et de marchandises appropriées. Certains employeurs ont dû, à plusieurs reprises, faire intervenir la police contre ces abus, sans grand succès d'ailleurs.

Néanmoins, malgré la diminution de la fécondité des immigrés après un certain temps de séjour en France, les ménages d'étrangers restent, dans l'ensemble, bien plus prolifiques que les ménages français. De sorte que les familles particulièrement nombreuses des immigrés sont appelées à fournir une main-d'œuvre importante. Déjà certaines entreprises ont trouvé des jeunes travailleurs dans les enfants des immigrés venus depuis la guerre. Il y a là un précieux avantage

pour les employeurs qui ont su stabiliser leur main-d'œuvre et suivre une politique familiale en matière d'immigration.

Les étrangers nés en France. — Le nombre des étrangers nés en France a augmenté depuis la guerre. De 215.000 en 1911, il est de 325.000 en 1926, soit un accroissement de 51 %. Ce sont naturellement les régions de forte immigration qui en ont le plus, et particulièrement les régions frontières où la population est nombreuse, très anciennement installée et compte beaucoup de familles :

Nord	39.425	Var	9.652
Seine	34.949	Seine-et-Oise	9.034
Moselle	29.184	Haut-Rhin	7.870
Beuches-du-Rhône	28.900	Hérault	7.724
Pas-de-Calais	14.450	Bas-Rhin	7.363
Alpes-Maritimes	11.890	Isère	5.624
Meurthe-et-Moselle	11.300	Aisne	5.008, etc

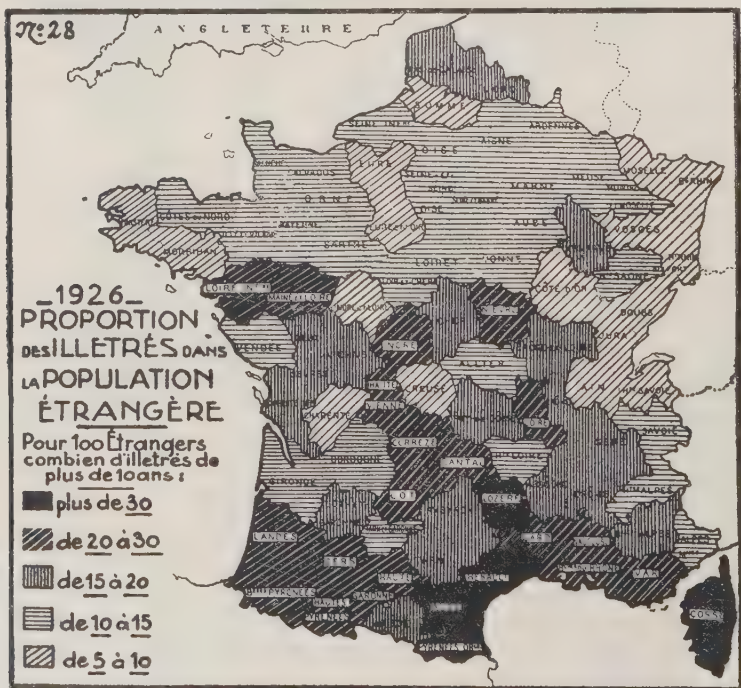


Toutefois le nombre des étrangers nés en France n'a pas augmenté en proportion de la population étrangère totale. Alors que sur 100 étrangers avant guerre, 18 étaient nés en France, il n'y en a que 13 % en 1926, soit une réduction de près d'un tiers. Cette diminution de la proportion des étrangers nés en France dans la population étrangère totale, s'explique par la venue massive de nouveaux éléments depuis la guerre. Le problème de la francisation et de l'assimilation est ainsi

devenu beaucoup plus difficile par suite de la plus faible proportion des éléments nés en France et par conséquent plus facilement assimilables.

C'est surtout dans la France centrale, dans le Sud-Ouest et dans la région lyonnaise, où l'accroissement de la population étrangère a été particulièrement considérable depuis la guerre, que la proportion des étrangers nés en France apparaît faible (carte n° 27). Elle est beaucoup plus forte dans les régions frontières où l'immigration est ancienne, notamment dans l'Est et le Nord où dominent les Belges, les Allemands et les Suisses, éléments stables qui se fixent volontiers en France. La proportion est un peu plus faible dans le Midi avec les Italiens et surtout avec les Espagnols, plus instables, comprenant de nombreux isolés ou célibataires et moins de familles fixées en France.

Les illettrés. — Il y avait en 1926, environ 325.100 illettrés (1) parmi les étrangers soit 14 %, alors que la population française n'en accuse que 5 %. C'est dire que les étrangers comptent proportionnellement trois fois plus d'illettrés que les Français. Ce sont naturellement les régions de forte immigration qui en possèdent le plus :



(1) De plus de 10 ans.

Seine	40.795	Pyrénées-Orientales	10.131
Nord	35.090	Rhône	9.285
Bouches-du-Rhône	30.800	Aude	9.241
Pas-de-Calais	24.002	Meurthe-et-Moselle	8.890
Hérault	16.981	Seine-et-Oise	7.630
Alpes-Maritimes	15.240	Loire	7.450
Var	12.325	Isère	6.330, etc...

Si l'on examine la proportion d'illettrés dans la population étrangère totale on constate que c'est dans la France méridionale qu'il y en a le plus (carte n° 28). Les régions d'immigration espagnole et portugaise donnent les plus fortes proportions : plus de 30 % dans le Languedoc, de 20 à 30 % dans le Sud-Ouest. La région méditerranéenne, où à côté des Italiens se trouvent de nombreux Espagnols, Africains, Asiatiques, etc..., possède également de 20 à 30 % d'illettrés dans sa population étrangère. Mêmes fortes proportions dans les départements de la France centrale où l'immigration s'est beaucoup développée depuis la guerre et a surtout amené des ouvriers agricoles et des manœuvres d'industrie. Par contre, la population étrangère de la France du Nord apparaît nettement plus évoluée. Ceci est particulièrement vrai dans les régions atteintes par l'immigration suisse et allemande. L'Alsace-Lorraine et la Franche-Comté ont moins de 10 % d'illettrés dans leur population étrangère. Dans le Nord, la proportion augmente légèrement par suite de la présence, à côté de l'élément belge, de manœuvres de toutes nationalités : Espagnols, Africains, Polonais, etc...

Départements

où la proportion des illettrés dans la population étrangère est :

<i>la plus forte :</i>		<i>la plus faible :</i>	
Corse	38 %	Haut-Rhin	2 %
Pyrénées-Orientales	33 %	Bas-Rhin	3 %
Aude	32 %	Moselle	3 %
Hérault	32 %	Doubs	5 %
Maine-et-Loire	28 %	Jura	5 %
Hautes-Pyrénées	27 %	Ain	5 %
Corrèze	25 %	Haute-Savoie	5 %
Landes	25 % etc...	Somme	8 % etc...

Ce sont donc les éléments espagnols, portugais, et plus encore les éléments exotiques : africains, asiatiques, levantins, qui comptent proportionnellement le plus d'illettrés.

Si l'on examine la part des étrangers dans le total des illettrés en France, on constate qu'elle est de 16 % soit plus du double de leur proportion dans la population totale. Dans les régions de forte immigration, et spécialement dans les centres industriels, plus du tiers des illettrés sont étrangers : plus de 40 % en Lorraine, dans la Seine et dans la région méditerranéenne ; de 20 à 40 % dans le Nord, dans la région lyonnaise et dans la région pyrénéenne. Dans ces régions, l'immigration entraîne ainsi un véritable abaissement du niveau intellectuel moyen, pour autant que l'analphabétisme contribue à l'infériorité intellectuelle.

La population active

Importance des éléments actifs dans la population étrangère.

La population active est naturellement plus importante proportionnellement dans la population étrangère que dans la population française. Sur 2.409.350 étrangers recensés en 1926, 1.385.800 exerçaient une profession, soit 58 %, alors qu'il n'y en avait que 53 % dans la population française (1). L'importance des éléments actifs apparaît surtout dans la population masculine où il y a 77 % de travailleurs chez les étrangers, contre 69 % chez les Français. Par contre, les femmes françaises comptent proportionnellement plus de travailleuses (38 %) que les étrangères (28 %) ce qui s'explique en partie par le fait qu'il y a beaucoup plus de veuves et de célibataires chez les Françaises :

	Sexe masculin			Sexe féminin		
	Populat. totale	Populat. active	Proportion p. 100 présents	Populat. totale	Populat. active	Proportion p. 100 prés.
Français	17.814.000	12.394.000	69 %	19.755.000	7.504.000	38 %
Étrangers	1.404.800	1.088.500	77 %	1.004.500	289.500	28 %

La part de l'élément actif dans la population étrangère est restée sensiblement la même qu'avant la guerre. Elle avait augmenté immédiatement après les hostilités, mais elle a légèrement diminué de 59 % à 57 % entre 1921 et 1926, quoique le nombre des travailleurs étrangers ait beaucoup augmenté. Cette apparente contradiction s'explique par l'augmentation du nombre des familles entrées en France par immigration organisée, ce qui a entraîné un accroissement correspondant du nombre des enfants de moins de 10 ans qui passe de 174.000 à 329.000.

Toutes les nationalités ne fournissent pas la même proportion de travailleurs. Alors que la moyenne est de 58 % pour l'ensemble de la population étrangère, certaines nationalités comptent à peine le tiers de travailleurs dans leur population (Anglais, Américains) tandis que d'autres en ont plus de 80 % (Africains, Portugais) :

Nationalités	Population totale	Population active	Proportion des professionnels
Africains	72.000	66.700	92 %
Portugais	28.800	23.700	82 %
Tchécoslovaques	32.900	23.300	71 %
Russes	67.200	43.000	64 %
Yougoslaves	15.130	9.500	62 %
Suisses	123.120	75.060	60 %
Italiens	760.110	438.200	57 %
Belges	326.600	188.700	57 %
Luxembourgeois	28.270	15.600	55 %
Espagnols	322.500	175.800	54 %
Polonais	309.300	169.500	54 %
Allemands	69.200	32.100	46 %
Anglais	62.200	22.200	35 %
Américains	31.100	8.580	27 %

(1) Voir tableaux d'ensemble en annexes. N^{os} 5 et 6.

De ces chiffres il résulte que ce sont les éléments nouveaux de l'immigration et ceux qui ont la plus faible proportion de femmes qui comptent le plus de travailleurs : Africains, Portugais, Asiatiques, Tchécoslovaques, Russes, Yougoslaves. Les Polonais n'ont que 54 % de travailleurs en raison de l'importance de leur immigration familiale, mais cette proportion s'élève à 75 % si l'on ne considère que la population masculine et tombe à 24 % dans la population féminine. Les immigrants des pays voisins : Italiens, Belges, Suisses, Espagnols, Luxembourgeois se tiennent autour de la moyenne et comptent de 55 % à 60 % de travailleurs. Ce sont les immigrants des pays les plus évolués : Hollande, Allemagne, Angleterre, Amérique, qui possèdent le moins de travailleurs dans leur population immigrée, ce qui s'explique, en partie, par l'importance de l'élément féminin et par le grand nombre de touristes et de rentiers dans ces immigrations. Si l'on ne considère que le sexe féminin ce sont les Luxembourgeoises, les Belges, les Tchécoslovaques et les Asiatiques qui fournissent proportionnellement le plus de travailleuses, en majorité des domestiques :

Pour 100 immigrés de chaque nationalité et de chaque sexe,
combien de travailleurs :

	Sexe masculin	Sexe féminin		Sexe masculin	Sexe féminin
Allemands	66	27	Portugais	92	23
Belges	79	33	Russes	82	30
Anglais	52	23	Suisses	79	36
Espagnols	75	27	Tchécosl.	80	32
Italiens	78	29	Aric.	45	15
Polonais	75	24	Africains	95	28

La population active étrangère est formée pour près d'un tiers (31,8 %) d'Italiens, de 13 % de Belges, de 12,8 % de Polonais, de 12 % d'Espagnols, de 5 % de Suisses, de 4 % d'Africains et de 3 % de Russes.

Importance de l'élément ouvrier dans la population active étrangère. — La population active étrangère comprend un très grand nombre de salariés et relativement peu de patrons. En 1926, sur 1.385.000 travailleurs étrangers, on comptait 143.000 chefs d'établissements, 120.000 employés, 139.000 travailleurs isolés et 970.000 ouvriers. C'est dire que pour 100 étrangers actifs il y a 70 ouvriers, 10 patrons et 8 employés, alors que sur 100 Français actifs on ne compte que 41 ouvriers soit presque 2 fois moins et 30 patrons soit 3 fois plus :

Catégories sociales	Français	Proportion pour 100 Français actifs	Étrangers	Proportion pour 100 étrangers act.
Chefs d'établiss.	6.100.000	30 %	143.000	10 %
Employés	2.600.000	13 %	120.800	8 %
Ouvriers	8.400.000	41 %	975.000	70 %
Isolés	2.710.000	13 %	139.000	10 %

Par rapport à l'avant-guerre, on note une augmentation sensible du

caractère ouvrier de la population étrangère. La proportion des salariés (ouvriers et employés) s'est élevée de 63 % en 1906, à 78 % en 1926, cependant que la proportion des patrons étrangers baissait de 12 % en 1906 à 10 % en 1926, et celle des travailleurs isolés de 22 % à 10 % (1).

La répartition des étrangers entre les différentes situations sociales varie naturellement suivant les branches d'activité. La proportion des ouvriers est particulièrement élevée dans l'industrie, celle des employés dans le commerce, celle des chefs d'entreprises dans l'agriculture. Elle varie également suivant le sexe, les femmes comprenant moins de salariés que les hommes, sauf dans la domesticité :

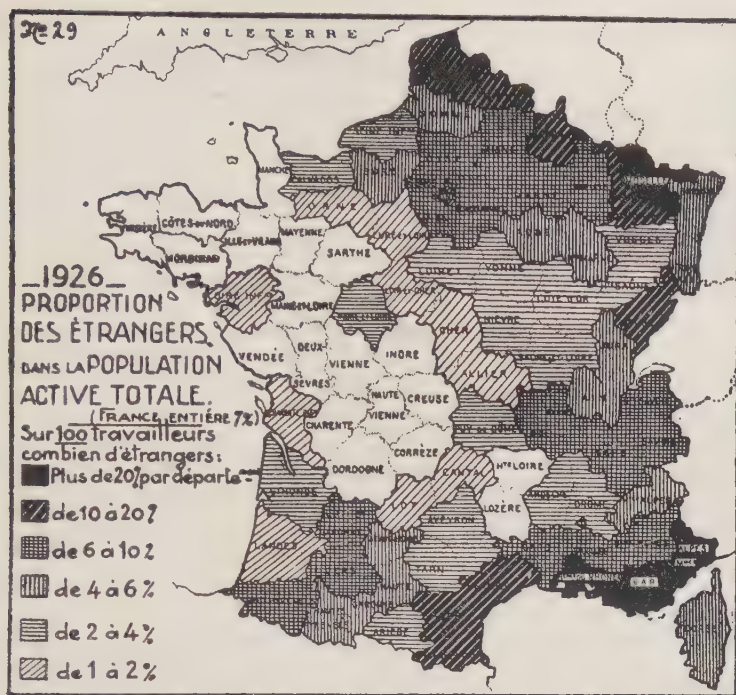
	Étrangers en 1926			
	Chefs	Employés	Ouvriers	Isolés
Agriculture	67.180	330	122.900	23.380
Industries extractives	480	690	144.800	290
Industries de transformations	38.530	23.900	576.800	38.750
Manutention, transports	2.960	2.260	27.800	28.550
Commerce, banques	31.450	53.300	33.000	29.250
Professions libérales	1.300	14.420	4.500	17.200
Soins personnels et domestiq.	1.200	3.000	60.500	970
Services publics	—	23.000	4.800	—
	143.100	120.800	975.100	138.390

La part des étrangers dans la population active totale en France. — Sur 100 personnes travaillant en France en 1926, il y avait 93 Français et 7 étrangers ou naturalisés. La proportion des étrangers dans la population active a plus que doublé depuis la guerre, passant de 3 % en 1911, à 6,5 % en 1926 et environ 8 % en 1930. Naturellement cette proportion varie beaucoup suivant les régions (Voir carte 29). Alors qu'elle n'atteint pas 1 % dans les régions de l'Ouest, elle s'élève à 33 % dans les Alpes-Maritimes, à 20 % dans les Bouches-du-Rhône, la Moselle et le Var, à plus de 12 % dans la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Pas-de-Calais, les Ardennes, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, presque tous départements frontières. Par rapport à l'avant-guerre, c'est dans les départements du centre : Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Cher, Creuse, Cantal, Haute-Loire, Tarn-et-Garonne, etc..., que l'on constate la plus forte augmentation de la population active étrangère par suite de la plus grande diffusion des étrangers sur tout le territoire. Il est intéressant à cet égard de comparer les deux cartes de 1911 (N° 8 page 46) et de 1926 (N° 29).

La proportion des étrangers dans la population active varie considérablement suivant les industries. Les plus forts pourcentages

(1)

Pour 100 étrangers actifs combien :	en 1906	en 1926
de chefs d'établissements	12	10
d'employés	7	8
d'ouvriers	56	70
d'isolés	22	10



se trouvent dans les activités les plus rudes et les plus désertées : mines, carrières, grosse métallurgie, terrassement, construction, verreries, céramique, produits chimiques, domesticité, manutention. Les plus faibles proportions se trouvent dans les services publics, transports par voie ferrée, textile, professions libérales et commerce :

	1926			Proportion des étran- gers en 1906
	Population active totale	Étrangers	Proportion des étrangers	
Agriculture et forêts	8.199.900	213.830	2,6 %	0,8 %
Mines, Carrières	433.900	146.350	33,7 %	6,8 %
Industries de transformation	6.680.800	667.100	10 %	4,8 %
Manutention-transports	1.031.300	60.740	5,8 %	5,2 %
Commerce, banques	2.448.700	147.900	6 %	4,4 %
Professions libérales	588.000	37.900	6 %	4,5 %
Services domestiques	846.600	66.280	7,8 %	6,8 %
Services publics	1.164.800	28.000	2 %	0,1 %
	21.394.000	1.378.100	6,5 %	2,9 %

La proportion des étrangers dans la population active varie également suivant les catégories sociales : patrons, employés, ouvriers. Les étrangers qui fournissent 10 % de la population ouvrière en France ne donnent que 4 % des employés et seulement 2 % des patrons :

	Combien d'étrangers pour 100			
	Patrons	Employés	Ouvriers	Isolés
Agriculture	1,4	5,8	5	2,4
Industries extractives	8	4,2	35,5	10,9
Industries de transformation	5	4,9	12,8	4
Manutention, transports	10	6	4,1	13
Commerce, banques	5	5,7	9,9	5
Soins personnels (coif. bains)	6	11	15	5,7
Professions libérales	2,7	4,9	6,3	10,5
Domesticité	—	—	8	—
Services publics industriels	—	2	2,8	—
Services publ. administratifs	—	0,6	0,8	—
	2,3	4,4	10,3	4,8

La répartition des étrangers entre les grandes branches d'activité. — Le plus grand nombre des étrangers se trouve dans les industries de transformation qui en occupent à elles seules la moitié (49%). Viennent ensuite : l'agriculture avec 15%, le commerce 10%, les mines et carrières 10%, les services domestiques %, la manutention et les transports 4%, les professions libérales 2,8% et les services publics seulement 2% de la population active étrangère. Si l'on examine cette répartition dans chaque sexe, on constate que les hommes sont particulièrement nombreux dans les travaux pénibles : mines, carrières, industries de transformations et agriculture — et que les femmes vont de préférence vers les soins domestiques, le commerce et les professions libérales. Dans la domesticité on compte presque 5 fois plus de femmes que d'hommes. Par contre, il n'y a presque pas de femmes dans les industries extractives.

Depuis la guerre l'augmentation de la population étrangère apparaît surtout considérable dans l'industrie et l'agriculture. Elle reste proportionnellement plus faible dans les autres groupes d'activité : commerce, banques, transports, professions libérales. On constate même une diminution de 5% dans les soins domestiques.

Chaque nationalité se porte de préférence vers les activités qui conviennent le mieux à ses aptitudes et à ses tendances particulières.

Les *Italiens*, en général moins évolués au point de vue économique, habitués aux durs travaux, vont de préférence vers les industries du bâtiment (90.000), l'agriculture (65.000), la grosse métallurgie (30.000), les industries extractives (28.000), la céramique et les verreries (18.000), les produits chimiques (12.000), et la domesticité (19.000) où se trouvent beaucoup de femmes. On en compte également un grand nombre dans les petits commerces en raison de l'ancienneté de leur immigration. Il y en avait 18.000 dans les restaurants, hôtels et débits, 11.000 dans les commerces de l'alimentation, groupés dans les régions où leurs compatriotes sont particulièrement nombreux. Les Italiens, proportionnellement à l'importance de leur population, comptent peu de chefs d'établissements et d'employés : 52.000 patrons, 21.800 employés, 50.000 travailleurs isolés, contre 310.000 ouvriers. La moitié des patrons (27.000) se

trouvaient dans l'agriculture, le reste dans le bâtiment (6.500), le travail des étoffes (2.000), le commerce, etc...

Les *Belges* qui appartiennent à un pays plus industriel se partagent en trois grands groupes : 1° l'agriculture : 37.000 ; 2° le textile : 32.000 ; 3° la métallurgie : 26.000. Venaient ensuite le bâtiment : 15.000, et la domesticité : 10.000. Comme les Italiens, ils étaient nombreux dans le petit commerce, notamment dans le groupe hôtels-débits (5.200) et les commerces d'alimentation (8.100). Les Belges comptaient une assez forte proportion de chefs d'établissements, d'employés et de travailleurs isolés. Sur 20.500 patrons, la moitié (15.800) étaient dans l'agriculture, 5.000 dans le commerce et 1.400 dans le bâtiment. Les employés, au nombre de 15.600, se trouvaient surtout dans le commerce ainsi que les travailleurs isolés.

Les *Espagnols*, plus frustes, sans spécialisation professionnelle marquée, se dirigeaient vers les activités demandant peu de connaissances : journaliers, manœuvres, carriers, etc... Près du tiers d'entre eux restaient dans l'agriculture : 52.000. Venaient ensuite le terrassement et la construction : 19.000 ; la manutention : 8.500 ; les mines : 6.500 ; les produits chimiques : 5.700 ; la céramique et les verreries : 6.100 ; la domesticité 5.800, etc... Les commerces d'alimentation en comptaient plus de 8.000, en majorité marchands de fruits et primeurs, et le groupe hôtels et débits : 5.000. Les Espagnols étaient en très grande majorité des ouvriers. On ne comptait que 25.000 patrons dont la moitié dans l'agriculture et 5.000 dans les commerces. Le nombre des employés ne dépassait pas 9.000 et celui des isolés 22.000.

Les *Suisses*, plus évolués en général, recherchent des professions moins pénibles. Il y en avait 13.900 dans l'agriculture dont de nombreux chefs d'établissements, 13.000 dans la métallurgie, presque tous cantonnés dans le travail spécialisé des métaux à l'exclusion de la grosse métallurgie. Il y en avait 6.500 dans la domesticité, en majorité des femmes, et 4.000 dans les professions libérales. Les commerces en comptaient 13.000, dont 4.700 dans les hôtels-restaurants-débits et 3.000 dans l'alimentation. Le nombre des patrons, employés et isolés était presque aussi important que celui des ouvriers.

Les *Polonais* se trouvent dans les activités les plus rudes, dans les travaux manuels les plus désertés. Près de la moitié d'entre eux (71.000) se groupaient dans les industries extractives où ils constituaient 48% de la main-d'œuvre étrangère. Venaient ensuite l'agriculture avec 28.000, la métallurgie, surtout la métallurgie lourde, avec 19.000, le bâtiment avec 5.500, la domesticité avec 5.000, etc... Les femmes se trouvaient surtout dans le textile et la domesticité. Les petits commerces comptaient près de 5.000 Polonais, dont de nombreux juifs. La proportion des ouvriers était considérable et on ne trouvait de patrons que dans les centres de forte immigration (Nord, Est), où

s'installent les petits commerçants et dans les grandes villes où les juifs polonais sont nombreux.

Les Russes en raison de la nature spéciale de leur immigration se partageaient entre toutes les branches d'activité. On les trouvait surtout dans la métallurgie (12.000), dans le commerce (5.000), dans les professions libérales (3.800), dans le travail des vêtements et des étoffes (3.000), dans les transports (2.400), etc... L'agriculture n'en comptait que 1.600 et le bâtiment 1.800. De nombreux Russes étaient chefs d'établissements, employés et travailleurs isolés, notamment dans le travail des étoffes et du vêtement, les transports, le travail des cuirs et peaux, où l'on trouvait beaucoup de juifs russes.

Les Anglais avaient une répartition professionnelle nettement moins ouvrière que les autres catégories d'immigrés. Ils se dirigeaient surtout vers le commerce et les professions libérales qui en comptaient 5.000 chacun, soit la moitié de la population anglaise active pour ces deux groupes. Venaient ensuite les industries de transformation avec 4.900, la domesticité avec 3.000 dont de nombreuses femmes. Les Anglais comptaient 2.400 chefs d'établissements, la plupart dans le commerce, 7.000 employés, 3.700 travailleurs isolés et seulement 8.000 ouvriers.

Les Africains offraient une répartition professionnelle et sociale exactement opposée à celle des Anglais. Presque tous étaient ouvriers : 50.000, contre 16.000 patrons et employés. Ils se trouvaient dans les travaux manuels les plus rudes et les plus salissants, où on les employait comme manœuvres et journaliers. Près du tiers d'entre eux étaient dans la métallurgie, 6.000 étaient dans l'industrie chimique, 6.000 dans les mines, 4.000 dans la manutention, 2.300 dans le terrassement et le bâtiment, etc... L'armée en comptait près de 15.000.

Quant aux autres nationalités elles avaient une répartition professionnelle à peu près semblable à celle des nationalités déjà citées auxquelles elles s'apparentent le plus.

Les Portugais se trouvaient à côté des Espagnols, les Luxembourgeois à côté des Belges, les Tchécoslovaques et Yougoslaves à côté des Polonais, les Américains à côté des Anglais, les Allemands à côté des Suisses, etc... Les Autrichiens et les Tchécoslovaques donnaient d'excellents spécialistes à la métallurgie et aux verreries. Les Tchécoslovaques et Yougoslaves fournissent de nombreux ouvriers agricoles et des spécialistes aux brasseries.

En ce qui concerne les Grecs, Arméniens, Levantins, juifs de toutes nationalités, peu aptes aux gros travaux manuels, ils fournissent principalement des ouvriers pour le textile (soie, tapis), des artisans (confectionneurs, cordonniers, casquetiers, fourreurs) et surtout des intermédiaires dans tous les négoce. Beaucoup d'entre eux, entrés en fraude, échappent d'ailleurs à tout contrôle.

Groupes professionnels	Allemands	Belges	Anglais	Espagnols	Italiens
Agriculture	1.644	36.827	603	51.810	65.151
Industries extractives	9.786	5.953	123	9.817	27.515
Industries de transformation	11.141	100.902	4.942	75.020	25 1.067
Manutention et transports	889	6.439	953	10.347	23.551
Commerce, Banques	3.253	23.051	5.931	18.739	43.469
Professions libérales	2.405	4.948	4.980	2.342	5.122
Soins pers. et domesticité	2.556	9.871	3.296	7.068	20.437
Services publics	457	793	1.385	676	1.909
Total	32.131	188.784	22.213	175.819	438.221

	Luxemb.	Polonais	Russes	Suisses	Africains
Agriculture	1.713	28.253	1.684	13.910	546
Industries extractives	789	70.797	1.064	407	6.240
Industries de transformation	6.094	53.798	25.528	34.046	34.976
Manutention et transports	501	1.758	3.012	1.553	6.225
Commerce, Banque	2.048	7.666	6.291	14.008	3.424
Professions libérales	776	1.664	3.796	4.060	205
Soins pers. et domesticité	3.639	5.224	1.326	6.745	311
Services publics	89	409	393	339	14.788
Total	15.649	169.569	43.094	75.068	66.715

Ces préférences professionnelles de chaque nationalité expliquent les variations de la composition de la main-d'œuvre étrangère dans chaque branche d'activité. Dans l'agriculture 30 % des étrangers sont des Italiens, 25 % Espagnols, 17 % Belges et 13 % Polonais. Dans les industries extractives la moitié des étrangers sont des Polonais et 18 % des Italiens. Dans les industries de transformation 37 % sont des Italiens, 15 % des Belges, 11 % des Espagnols. Dans le commerce 29 % des étrangers sont Italiens, 15 % Belges, 12 % Espagnols, 10 % Suisses. Dans les professions libérales, ce sont les Anglais qui arrivent en tête avec 13 %, les Belges 13 %, les Italiens 13 %, les Suisses 10 %, les Russes 10 %. Dans les soins personnels et la domesticité, 30 %

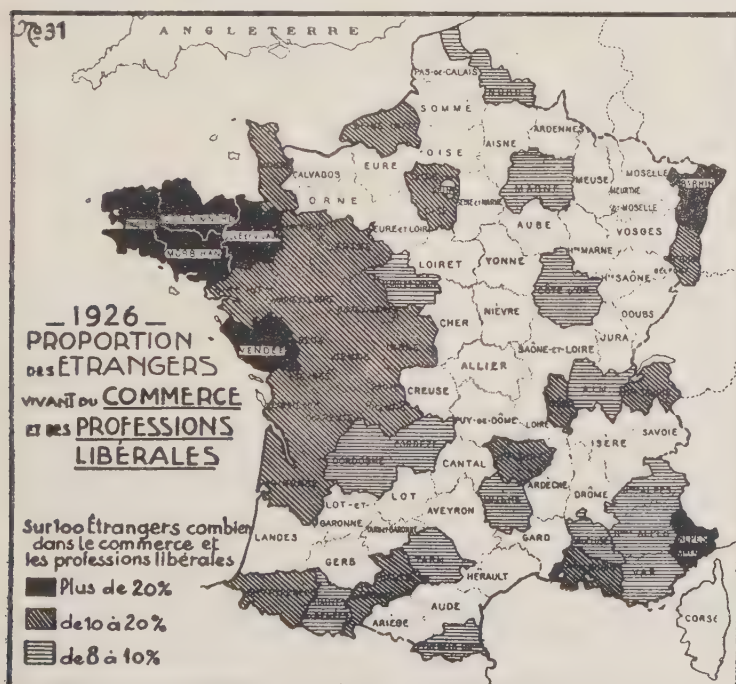
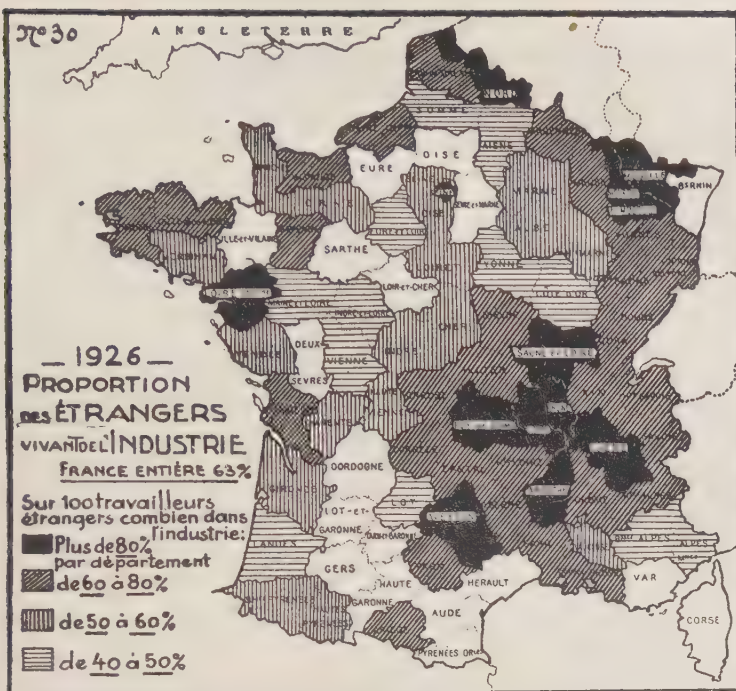
des étrangers sont des Italiens, 15 % des Belges, 10 % des Suisses et 10 % des Espagnols .

Pour 100 étrangers de chaque catégorie professionnelle combien de :

Catégories professionnelles	Allemands	Belges	Anglais	Espagnols	Italiens	Polonais	Russes	Suisses	Africains
Agriculture	0,7	17	0,2	25	30	13	0,7	6,5	0,2
Industries extractives	6,7	4	0,09	6	18	48	0,7	0,2	4,2
Indust. de transformat.	1,6	15	0,7	11	37	8	3,7	5	5
Manutention-transports	1,4	10	1,5	17	38	3	5	2,5	10
Commerce, banques	2,2	15	4	12,7	29	5	4	9,5	2,3
Professions libérales	6,3	13	13	6	13	4	10	10,7	0,5
Soins personnels-domest.	3,8	15	5	10	30	7,8	2	10	0,4
Services publics	1,6	2,7	5	2,3	6,6	1,4	1,3	1,1	51
	2,3	13,7	1,6	12,7	31,8	2,3	3,1	5,4	4,8

La composition professionnelle de la population étrangère suivant les régions. — L'immigration étrangère a, suivant les régions, un caractère agricole, industriel ou commercial. Elle apparaît nettement industrielle dans les régions lyonnaise, des Alpes, du Massif Central et de l'Est (Carte N° 30). Par contre, les travailleurs agricoles, dominant dans le bassin parisien et le bassin aquitain. Dans l'Ouest où la population étrangère est très peu nombreuse, c'est le caractère commercial ou intellectuel (professions libérales) qui apparaît le plus nettement. La proportion des étrangers vivant du commerce et des professions libérales est également assez élevée dans les régions de vieille immigration frontrière, comme en Alsace et dans les Alpes-Maritimes (Carte n° 31).

Par ailleurs, le caractère ouvrier de l'immigration diminue au fur et à mesure qu'on s'éloigne des frontières. On trouve une proportion croissante de patrons, d'employés ou de travailleurs isolés dans le Centre et dans l'Ouest. De là, la proportion également croissante d'étrangers vivant du commerce et des professions libérales dans l'Ouest de la France. Alors qu'on ne compte que de 1 à 2 % des étrangers dans les professions libérales des départements frontières, on en compte plus de 10 % en Bretagne. Ces particularités s'expliquent en partie par le fait que les étrangers entrant en France restent d'abord dans les régions frontières et ne s'avancent à l'intérieur que lorsqu'ils sont plus francisés et ont réalisé quelques économies facilitant leur accession à des postes plus relevés, voire au patronat. De sorte qu'à mesure que la population étrangère pénètre plus avant dans le pays et s'y raréfie, elle s'y francise et s'y élève socialement. Il convient également de remarquer que les régions de l'Ouest sont celles où dominent les éléments les plus évolués : Anglais, Américains, qui contribuent à accroître la proportion des étrangers se livrant à des occupations commerciales ou libérales. (Voir carte n° 9 de 1891, page 49.)



Etrangers vivant exclusivement de leurs revenus ou sans professions déclarées. — On recensait, en 1926, environ 18.000 étrangers d'âge adulte ne travaillant pas, dont : 3.900 Italiens, 2.800 Belges, 1.360 Africains, 1.100 Espagnols, 1.100 Anglais, 1.100 Polonais et 1.000 Russes.

Le plus grand nombre : 7.400, étaient des rentiers et retraités 4.290 étaient des prisonniers ; 3.250 des hospitalisés, infirmes ou vieillards et 2.800 des aliénés. Les Africains, à eux seuls, comptaient 730 prisonniers et 580 aliénés. Les Italiens : 1.130 prisonniers, 450 aliénés et 1.150 hospitalisés. Les Polonais : 563 prisonniers et 320 aliénés. Les Anglais ne comptaient presque exclusivement que des retraités et des rentiers, ainsi que les Suisses et les Américains. Les Belges se partageaient entre 1.000 hospitalisés et 1.180 retraités et rentiers.

CHAPITRE VII

LES ÉTRANGERS DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

Importance de l'élément étranger dans l'industrie et le commerce

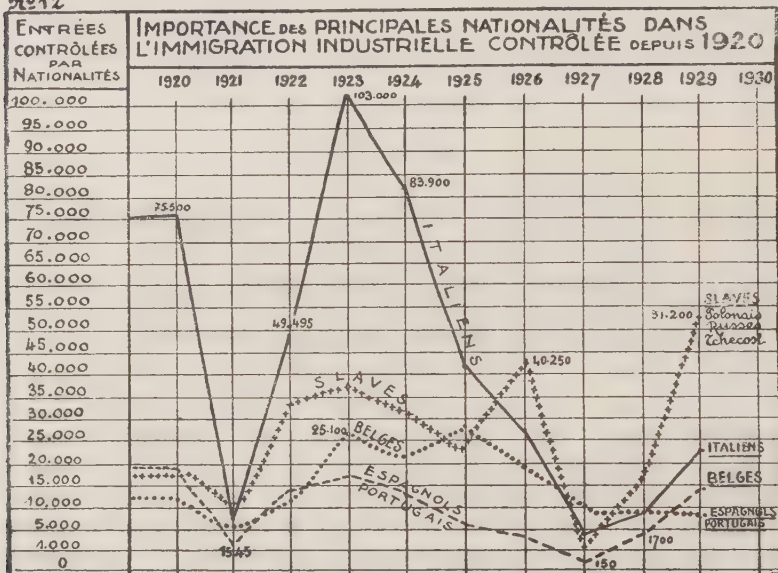
C'est l'*industrie* qui occupe le plus grand nombre d'ouvriers étrangers. Elle en compte 4 fois plus que l'agriculture et six fois plus que le commerce. Sur 2.005.000 étrangers entrés sous contrôle de 1920 à 1931, environ 1.200.000, soit près des deux tiers, entraient pour l'industrie. En 1926 elle occupait 65 % de la population active étrangère, alors que l'agriculture n'en avait que 16 % et le commerce 10 %. En 1927, on comptait environ 1.200.000 travailleurs étrangers dans l'industrie, contre 243.000 seulement dans l'agriculture. Ces chiffres indiquent que près des 2/3 des étrangers introduits pour l'agriculture, l'abandonnent pour aller vers l'industrie.

En 1926, sur 890.000 étrangers recensés dans les industries on comptait 302.000 Italiens soit 33 %, 126.300 Polonais soit 14 %, 113.000 Belges, soit 12 %, 95.000 Espagnols soit 10 %, 47.500 Africains soit 5 %, 36.000 Suisses soit 4 %, 29.600 Russes soit 3 % et 21.800 Allemands soit 2 %. Les chiffres des entrées contrôlées de 1920 à 1931 donnent sensiblement les mêmes proportions pour chaque nationalité, et montrent que l'industrie a reçu, depuis la guerre, 40 % de sa main-d'œuvre d'Italie, 21 % de Pologne, 15 % de Belgique, 10 % d'Espagne, etc. (1). (Voir graphique 12). Les industries qui occupaient le plus grand nombre d'étrangers en 1926-1927 étaient par ordre d'importance :

(1) Depuis la guerre, l'industrie a reçu 470.000 ouvriers d'Italie, 250.000 de Pologne, 180.000 de Belgique-Hollande, 120.000 d'Espagne-Portugal et environ 200.000 de l'Afrique du Nord, de Tchécoslovaquie, de Russie, etc... — Voir tableau d'ensemble en annexe. N° 2.

Métallurgie	189.000	Industries alimentaires	36.600
Mines	170.000	Manutention	36.000
Terrassement, Construction	170.000	Industries chimiques	35.000
Textile	64.300	Cuirs et peaux	27.700
Travail des étoffes et du vêtem.	53.400	Transp. (chem. de fer exceptés)	19.200
Industries du bois	48.600	Caoutchouc, papier	16.000
Céramique, verres	39.900	Carrières	14.000

N° 12



N° 12. Diminution des immigrations italienne et belge. Augmentation de l'immigration slave. Indication très nette des crises économiques de 1921 et 1927.

Dans le *commerce* et les *services domestiques*, les étrangers étaient bien moins nombreux que dans l'industrie. En 1926 on en comptait 147.000 dans les commerces et 65.000 dans les services domestiques. Dans les commerces il y avait 43.000 Italiens soit 30 % des étrangers, 23.000 Belges, 18.700 Espagnols, 14.000 Suisses, 7.600 Polonais, 6.300 Russes et 5.900 Anglais. Dans les services domestiques les Italiens fournissaient encore le tiers des étrangers : 20.400, suivis par les Belges : 9.800, les Espagnols : 7.000, les Suisses : 6.700, les Polonais : 5.200 et les Luxembourgeois : 3.600.

Les groupes les plus importants, en 1926, étaient les suivants :

Services domestiques	66.200	Restaurants, hôtels, débits	42.450
Commerces divers (tissus, livres, matières premières, outils, etc...)	50.250	Commerces d'alimentation	37.000
		Commerces forains et spectacles	9.100
		Banques, agences, assurances	8.500

La proportion des étrangers dans les industries et les commerces. — C'est la proportion des étrangers dans la population active de chaque profession qui révèle le plus sûrement l'importance de l'apport étranger. Cette proportion qui est de 11 % dans l'ensemble des industries du pays et de 6 % dans les commerces, varie considérablement avec :

1° *La nature du travail.* — Plus un travail est rude et salissant, plus il exige d'efforts physiques, plus il est déconsidéré et déserté des français, et plus il recourt à la main-d'œuvre étrangère. C'est le cas notamment des industries extractives (mines et carrières), du terrassement et du bâtiment, des industries chimiques, de la métallurgie lourde, etc., et aussi des soins domestiques en raison du caractère servile attaché à ces fonctions. Le nombre des étrangers varie également avec les connaissances exigées : moins un travail est compliqué, moins il demande d'expérience, d'initiative et d'attention, et plus il compte d'étrangers. C'est le cas des activités où dominent les emplois de manœuvre, comme la manutention, le terrassement, etc...

2° *L'importance des établissements.* — Les plus petites entreprises trouvent assez aisément leur main-d'œuvre dans la population locale. Les grandes, au contraire, ne le peuvent pas. Mais il leur est possible de recourir à l'immigration organisée dont les petits établissements ne sauraient supporter les charges. De sorte que, dans tous les établissements, la proportion des étrangers croît en général avec l'importance des effectifs ouvriers. Et c'est ce qui fait que toutes les vieilles industries dispersées comme le textile, où dominent souvent le petit atelier et le travail familial, n'ont presque pas de main-d'œuvre étrangère, alors que dans l'industrie minière et la grande métallurgie, où la concentration atteint le maximum, la proportion des étrangers est considérable.

3° *La rapidité du développement de l'industrie ou sa formation récente.* — Les vieilles industries bénéficient d'une main-d'œuvre groupée à un moment où la population le permettait. Les industries récentes ou qui se sont développées brusquement se trouvent, au contraire, devant un marché du travail réduit qui ne peut leur fournir les effectifs nécessaires. C'est le cas de l'industrie métallurgique de l'Est, de l'électro-métallurgie, des industries chimiques, de la soie artificielle, de l'industrie automobile, etc...

4° *L'importance de la concurrence sur le marché du travail.* — Un établissement isolé ou situé à proximité d'un centre urbain peu industriel, puise dans une population bien plus abondante que les établissements de la plupart des grands centres industriels qui se trouvent groupés et se disputent la main-d'œuvre. L'établissement isolé profite, notamment, d'une main-d'œuvre mixte d'ouvriers paysans puisée

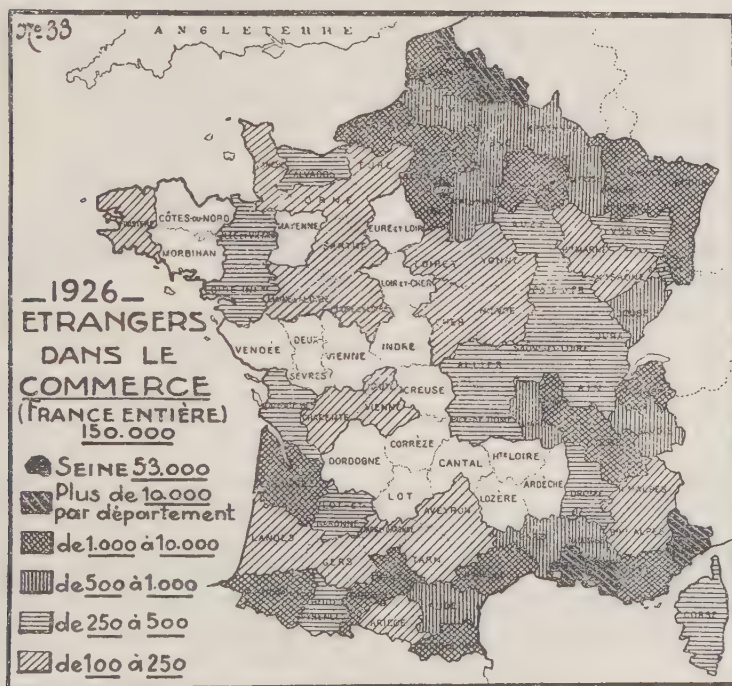
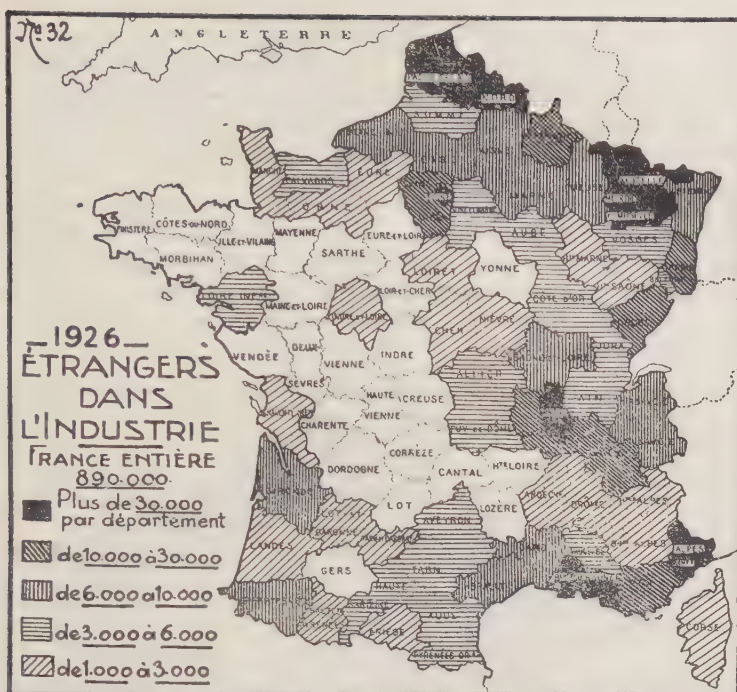
dans la masse rurale. La loi de 8 heures, en laissant plus de loisir aux travailleurs de l'industrie, a facilité le développement de cette main-d'œuvre que les employeurs vont d'ailleurs très souvent chercher à domicile. On trouve ce phénomène largement exploité à Clermont-Ferrand, au Creusot, dans la métallurgie du bassin de Nancy, dans le textile du Nord et dans certaines fabriques de soie artificielle ou de produits chimiques comme à Roussillon (Isère) où une douzaine de vastes auto-cars de 60 places vont chercher les paysans dans un rayon de 30 à 40 km.

5° *La possibilité d'utiliser la main-d'œuvre féminine.* — Toute industrie qui peut utiliser le travail féminin trouve plus aisément sa main-d'œuvre. Les femmes sont, en effet, plus nombreuses et moins sollicitées que les hommes. Souvent même dans les régions industrielles la main-d'œuvre féminine reste en grande partie inemployée, notamment dans les régions minières et de grande métallurgie. De sorte que les industries où l'élément féminin peut constituer une importante partie de la main-d'œuvre (industries du vêtement, du textile, de l'alimentation, du papier, etc...) comptent très peu d'étrangers, d'autant que ces activités peu pénibles qui exigent plus d'attention que de force, ne conviennent guère aux étrangers.

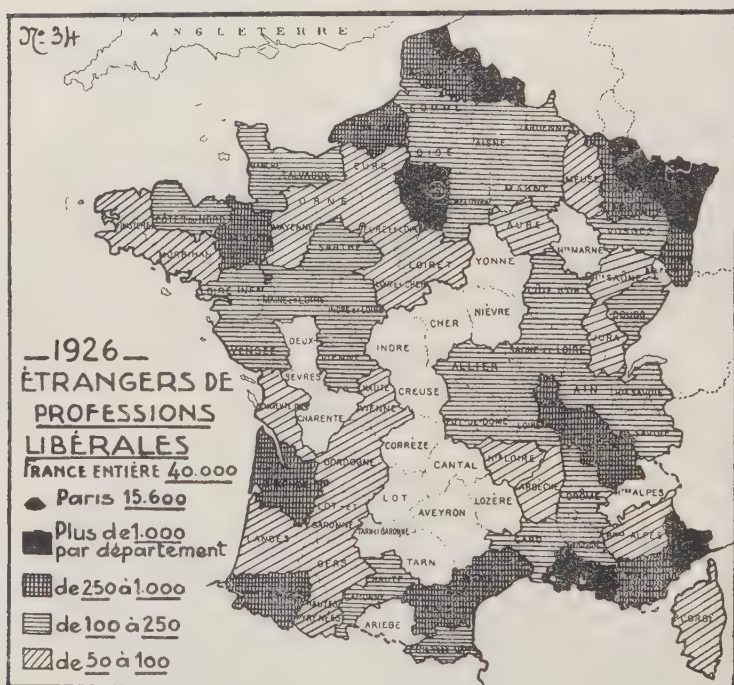
6° *La proximité des frontières.* — La population étrangère des régions frontières est en général si nombreuse que toutes les activités se trouvent gagnées et occupent une main-d'œuvre étrangère importante. L'immigration y perd en partie son caractère purement ouvrier et prend davantage allure d'immigration-établissement, avec une population de composition normale, fixée depuis longtemps, et qui s'est étroitement mêlée à la population locale dont on a souvent peine à la discerner.

7° *Le caractère saisonnier des industries.* — Plus une industrie a une morte-saison prononcée et exige une main-d'œuvre volante importante, plus, en général, les étrangers y sont nombreux. Ce sont en effet les immigrés qui fournissent ces « hirondelles » du travail, si nécessaires au rythme saisonnier de certaines industries comme les carrières, briqueteries, bâtiment, travaux publics, électro-chimie et électro-métallurgie, sucreries, hôtellerie, etc..., alors que les français recherchent un travail plus régulier où ils soient à l'abri de la morte-saison ou des pertes de journées résultant du mauvais temps. Par ailleurs, ces industries, afin de récupérer le temps perdu pendant la mauvaise saison, sont autorisées à faire travailler plus de 8 heures par jour. Les étrangers supportent plus volontiers cet effort exceptionnel, et même, parfois, le recherchent en raison du gain supérieur en résultant.

Toutes ces remarques aident à comprendre la répartition régionale et professionnelle des étrangers dans les industries. Il y a concentration dans les régions frontières, qui sont, en même temps, les plus industrialisées et où les industries nouvelles se sont particulièrement



développées : Lorraine, Nord, Alpes, régions méditerranéenne et pyrénéenne. L'ensemble des départements renfermaient 380.000 étrangers de l'industrie en 1926, soit presque la moitié du total. Venaient ensuite les grands centres urbains et industriels des régions parisienne (200.000) et lyonnaise (86.000) (Carte 32). La répartition était la même pour les étrangers du commerce, avec cependant une tendance plus marquée à la concentration urbaine et une plus grande dispersion à l'intérieur du pays (Carte 33). Cette dispersion s'accroissait encore avec les professions libérales pour lesquelles disparaissait complètement la tendance au groupement près des frontières (Carte 34).



Quant à la *proportion* des étrangers dans la main-d'œuvre de chaque industrie ou commerce, elle atteignait le maximum en 1926 dans :

Les mines	36 %	La métallurgie	12 %
Les carrières	21 %	Le caoutchouc-papier	10 %
Le terrassement et la construction	19 %	Les transports (chemins de fer exceptés)	10 %
La céramique et la verrerie	19 %	Les cuirs et peaux	9 %
Les industries chimiques	17 %	Les restaurants, hôtels, débits	8 %
La manutention	15 %	Les services domestiques	8 %
Les commerces forains et les spectacles	13 %	Les industries du bois	7 %
		Les textiles	7 %
		Les industries alimentaires	7 %

Des chiffres obtenus par des visites faites en 1928-1929 dans 4.008 entreprises, de toute nature et de toutes les régions, occupant 633.000 travailleurs, donnaient sensiblement le même classement. Ils révélaient toutefois des pourcentages plus élevés résultant de l'accroissement de la population étrangère entre 1926 et 1929, et aussi par suite d'une exactitude plus grande que celle des chiffres du recensement qui pèchent surtout par omissions :

Industries	Nombre d'établissements	Effectif employé		Proportion d'étrangers
		Total	Etrangers	
Mines, carrières	195	148.800	70.840	47 ° /o
Fabriques de chaux et ciments	130	11.100	5.000	48 ° /o
Industries chimiques	200	29.050	13.000	46 ° /o
Bâtiment, trav. pub.	486	36.722	16.640	45 ° /o
Sucreries et distilleries de betteraves	126	29.450	12.230	40 ° /o
Briqueteries, tuileries	220	8.550	2.900	32 ° /o
Métallurgie	501	183.280	56.650	31 ° /o
Industrie sandalière	43	3.220	977	30 ° /o
Industrie hôtelière	1.085	34.400	8.200	23 ° /o
Verreries	280	27.100	5.950	22 ° /o
Industries textiles	435	111.100	16.120	15 ° /o
Scieries mécaniques	127	2.250	207	9 ° /o
Cuir, peaux, tanneries	126	5.420	507	9 ° /o
Industrie du livre	54	2.830	92	3 ° /o
	4.008	633.272	209.313	—

La main-d'œuvre étrangère dans les principales branches d'activité

Les industries extractives. — La désertion des chantiers d'extraction par la main-d'œuvre française.

S'il est un travail considéré comme pénible, salissant, dangereux même, c'est à coup sûr le travail de la mine ou de la carrière. Travail essentiellement manuel, où l'outillage n'a qu'une part limitée. La persistance du travail à main dans l'industrie minière fait que l'ouvrier y reste le type ancien du travailleur, où l'habitude de l'effort musculaire et le tour de main professionnel ont une place exceptionnelle. L'importance du travail humain est plus grande encore dans les mines françaises que partout ailleurs. « La houillère française avec son gisement irrégulier, ses toits ébouleux, est aujourd'hui, et ne cessera pas d'être, plus qu'aucune industrie, dépendante de l'outil humain, quelque effort d'organisation qui puisse être tenté. » Les houillères de la Loire offrent un exemple typique des dispositions défavorables des mines françaises. Le gisement y est particulièrement difficile et tourmenté. Le morcellement des dépôts charbonneux par les failles restreint le champ d'exploitation de chaque puits. L'épais-

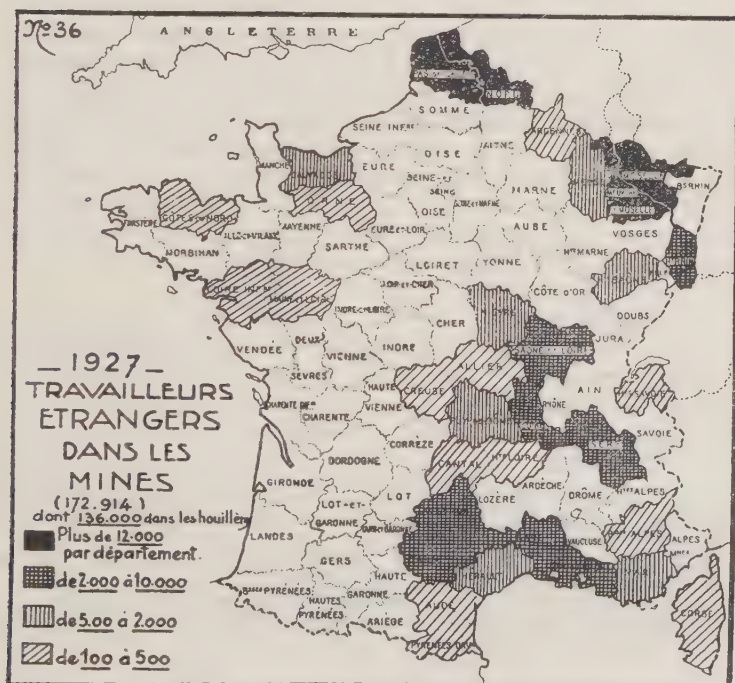
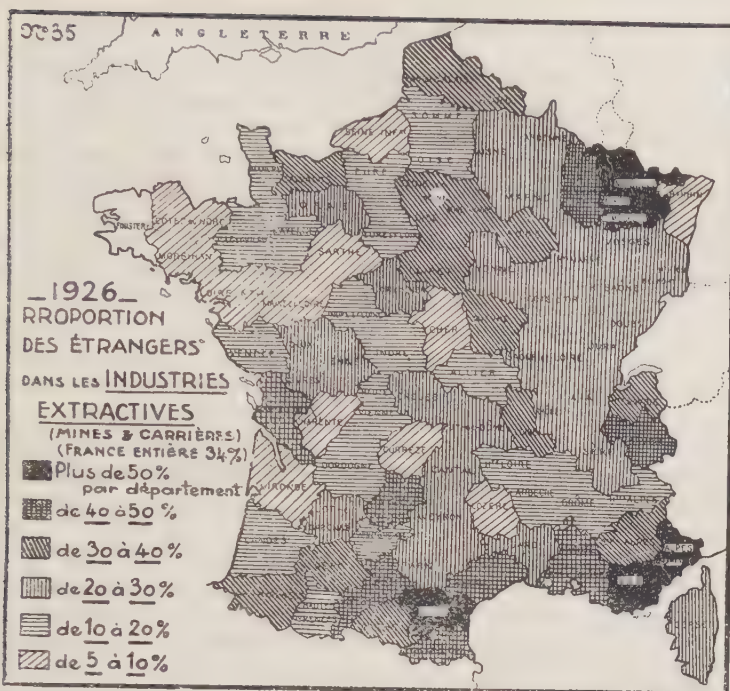
seur des couches, la nature ébouleuse des roches encadrantes interdisent souvent l'emploi des engins mécaniques : haveuses et marteaux pneumatiques ; elles obligent à un remblayage très soigné et nécessitent des travaux de boilage particulièrement sérieux. Les affleurements nombreux de couches livrent passage à d'énormes quantités d'eau qu'il faut continuellement épuiser. Le mineur passe ainsi les 2/3 de son temps au soutènement et à l'entretien de son chantier. Les boiseurs représentent 32 % de l'effectif, alors qu'ils ne dépassent pas 10 % dans les autres mines. La meilleure indication de l'infériorité des houillères françaises se trouve dans la faiblesse relative de l'effet utile du mineur français qui n'est que de 650 kilos par jour en 1928, et reste inférieur de 30 % à celui du mineur britannique et de 35 % à celui du mineur westphalien.

Ces dispositions défavorables des mines françaises s'ajoutent à tout ce qu'a de pénible le travail dans les profondeurs du sol, dans une atmosphère surchauffée et chargée de poussières, parfois sous l'eau qui ruisselle, et toujours sous la menace d'accidents : explosion, incendie, éboulements.

Le travail des mines de fer et des carrières est sans doute un peu moins pénible. Dans les mines de fer, un sol plus résistant permet de plus grands chantiers et une meilleure aération, la profondeur moins grande fait que la température est plus supportable et que parfois l'exploitation directe par galerie est rendue possible — enfin, l'incendie ou l'explosion n'y sont pas à craindre comme dans les houillères. Quant aux minières et carrières, le travail étant effectué le plus souvent en plein air y apparaît moins pénible. Cependant il reste que tous ces travaux sont des travaux de force, souterrains pour la plupart, malsains en raison des poussières et parfois de l'humidité, dangereux en raison des éboulements, salissants et pénibles, travaux de terrassiers ou de carriers très dépréciés aux yeux de l'opinion. Le mineur, par ailleurs, vit dans un horizon limité et, le plus souvent, est destiné à rester ouvrier toute sa vie sans espoir de devenir petit patron. Ses relations avec le chef sont exclusivement administratives et il se sent pris plus étroitement que dans toute autre industrie par « l'immense machine économique qu'est presque toujours une société minière, en raison de l'importance des capitaux engagés et de la complexité du travail préparatoire et accessoire » (1).

Aussi, le lourd labeur de la mine et de la carrière tend-il dans tous les pays évolués, à devenir l'apanage des miséreux des pays d'émigration, car l'ouvrier soucieux de son bien-être et obéissant à la loi du moindre effort déserte les chantiers d'extraction. Ce phénomène est naturellement plus sensible en France par suite des conditions de travail plus pénibles de nos mines, de la raréfaction de la main-d'œuvre et du dédain professé pour les tâches qui demandent plus de force

(1) P. de ROUZIER. *Les industries modernes*. Colin 1924.



musculaire que d'ingéniosité intellectuelle (1). Aussi le vieil axiome « fils de mineur, mineur » a-t-il cessé de correspondre à une réalité. Le mineur, lorsqu'il ne s'évade pas lui-même, dirige son fils vers d'autres métiers. Quant aux mines de fer, elles n'ont jamais pu recruter une main-d'œuvre française suffisante et leur développement n'a été possible qu'avec l'aide des travailleurs étrangers.

Aussi les industries extractives sont-elles, de loin, celles qui emploient proportionnellement le plus d'étrangers et le moins de français. En 1926, sur une population active de 433.900 individus on recensait 146.100 étrangers, soit environ 34 % (Cartes Nos 35 et 36).

Des enquêtes effectuées en 1929 dans 200 établissements, et portant sur 150.000 ouvriers, donnaient un effectif de 71.000 étrangers, soit 47 % du total. Dans les grands établissements les étrangers dépassaient partout la moitié de la main-d'œuvre employée. C'est dire que, sans l'appoint du travail étranger, les industries extractives ne pourraient vivre.

Les mines de houille. — Il faut se rappeler la situation véritablement tragique des mines de houille à la fin de la guerre, pour comprendre l'importance de l'œuvre accomplie grâce à l'immigration organisée. « La moitié des fosses détruites, quelques-unes de fond en comble, une grande partie du personnel tué ou dispersé, une loi limitant avec une raideur maladroite la durée du travail dans la mine, aucune chance de trouver sur place le complément de main-d'œuvre nécessaire » (2). Le non-recrutement et la non-formation de jeunes mineurs pendant la guerre, l'attrait des travaux de reconstruction et leurs hauts salaires, ajoutaient aux difficultés. Bon nombre de mineurs ne pouvaient attendre la reconstruction totale et s'habituèrent à d'autres travaux. Les industries recherchaient d'ailleurs de préférence les solides travailleurs que sont les mineurs et opéraient — et opèrent encore actuellement — un véritable débauchage (3). Enfin, la tendance au nivellement des salaires par l'influence des syndicats, en diminuant la différence en faveur des spécialistes du fond, rendait encore moins attirant leur travail.

Des mines sinistrées comme celles d'Ostricourt (Pas-de-Calais) avaient à peine 1/5 du personnel nécessaire. Celles de Bruay, cependant non sinistrées, n'avaient plus que 3.000 ouvriers sur les 9.000 occupés en 1913 et les 12.000 rendus nécessaires par la loi de 8 heures. L'ensemble des houillères de France, qui avaient 203.000 ouvriers en 1913,

(1) Le travail des houillères exige cependant un sérieux apprentissage, une grande expérience et un esprit toujours en éveil. Mais l'importance de l'effort musculaire suffit à le faire assimiler au travail plus machinal du terrassier ou du carrier.

(2) De PEYERIMHOFF. Président du Comité des houillères. Bulletin de la Société belge d'études et d'expansion. Septembre 1928.

(3) De nombreuses industries, notamment celles des grandes villes, de Paris, entre autres, encouragent en sous main le débauchage du personnel minier renommé par son esprit travailleur et discipliné.

ne disposaient que de 120.000 alors que 300.000 leur étaient nécessaires pour assurer l'extraction. Pareille situation, alors que la consommation se trouvait fortement accrue par le retour de l'Alsace-Lorraine, ne laissait pas d'être angoissante. Rarement la grosse responsabilité de l'industrie houillère qui est d'alimenter l'activité économique du pays, n'était apparue si lourde du fait de la pénurie d'hommes. Tout le redressement du pays dépendait, en partie, de la rapidité avec laquelle les houillères allaient résoudre le problème.

Or, le problème fut résolu, la main-d'œuvre trouvée, importée, installée, adaptée, avec la rapidité qui a caractérisé l'œuvre de redressement de toute l'industrie française après la guerre. Le Comité des houillères chercha au dehors des frontières la main-d'œuvre introuvable en France. Il eut la bonne fortune de trouver en Westphalie des ouvriers polonais désireux de venir en France. En 2 ans, 20.000 excellents mineurs furent groupés, transportés et répartis entre les houillères. Cette rapidité étonne d'autant plus que l'organisation de l'immigration était un phénomène encore nouveau pour les employeurs et soulevait de multiples difficultés. « Ces difficultés, disait le Président du Comité des Houillères, ne se racontent pas. Ce sont celles de l'improvisation quasi journalière dans la matière la plus mouvante et sur le terrain le plus accidenté qui soit. Le service de distribution d'une main-d'œuvre est nettement contre-indiqué pour un cardiaque ou un nerveux. Le « pépin » tous les jours et la « tuile » chaque semaine, un ensemble de difficultés dont on ne vient à bout qu'avec le télégraphe, le téléphone, l'auto et surtout de la jeunesse intelligente, de la bonne volonté souple et de la décision instantanée ». Les services créés par les houillères devaient devenir plus tard la Société Générale d'immigration, par fusion avec d'autres services d'immigration de l'industrie et de l'agriculture.

Les houillères françaises recrutèrent ainsi par leurs services d'immigration et ensuite par la S.G.I. près de 130.000 ouvriers :

1919-20 : 9.269	1925 : 9.669
1921 : 6.107	1926 : 15.611
1922 : 18.862	1927 : 231
1923 : 26.151	1928 : 1.148
1924 : 17.922	1929 : 22.127

soit en comptant les familles, une population de plus de 200.000 personnes (1). A ces introductions s'ajoutaient un certain nombre d'ouvriers étrangers embauchés à l'intérieur du pays et dont le nombre, de 1920 à 1929, peut être évalué à 75.000. C'était au total une formidable armée de 200.000 travailleurs étrangers qui, en 10 ans, étaient venus offrir leurs bras pour l'extraction de notre charbon. Un certain nombre de ces travailleurs ont depuis quitté la mine, soit pour une

(1) Les entrées diminuent considérablement les années de crise économique comme en 1921, 1927 et 1931. Le seul ralentissement de l'immigration en 1927 entraîna d'ailleurs une réduction de 12 % du personnel des mines qui baissa de 331.000 en 1926 à 295.000 en 1928.

autre industrie, soit pour rentrer au pays : on peut évaluer ce déchet à un tiers environ. En 1927, le nombre des étrangers occupés dans les houillères s'élevait à 136.000 ainsi répartis à travers le pays :

Pas-de-Calais	58.400	Tarn	2.823
Moselle	24.200	Bouches-du-Rhône	2.076
Nord	23.200	Puy-de-Dôme	1.224
Loire	8.000	Isère	1.093
Saône-et-Loire	3.900	Hérault	741
Gard	3.700	Nièvre	658
Aveyron	3.650	Haute-Saône	502

Les mineurs étrangers se trouvaient naturellement groupés dans les grandes régions minières. Celle du Nord, au premier rang par son importance, et qui avait particulièrement souffert de la guerre et du débauchage par l'industrie et les travaux de reconstruction, en occupait plus de 80.000, soit 58 % du total. Celle de l'Est (Moselle) en avait 25.000, soit 18 %. Celle du Centre (Loire, Saône-et-Loire, Gard, Aveyron, Tarn, etc...) en comptait environ 26.000 soit 19 %. Le reste, en très petit nombre, se trouvait dans les Alpes, la Provence, etc.

L'effectif total des charbonnages français étant de 335.000 en 1927, les 136.000 étrangers constituaient donc 40 % de notre population minière. Ce pourcentage considérable s'élevait encore lorsqu'on ne considérait que le travail du fond, abstraction faite du travail au jour : il atteignait et dépassait alors plus de la moitié de l'effectif. Le travail au jour : entretien et fonctionnement des machines produisant l'énergie, services de remonte et de descente, services du matériel, triage, etc..., est en effet préféré par les français comme moins pénible. Alors que dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais les étrangers formaient 46 % de l'effectif du fond ils ne constituaient que 17 % de l'effectif au jour(1). Ce qui revient à dire que proportionnellement les étrangers sont presque trois fois plus nombreux au fond que les français. La désertion du travail du fond par le français est telle, que beaucoup préfèrent occuper des emplois inférieurs de manœuvres à l'extérieur, qu'être mineur à l'abatage. De là, une pénurie considérable de travailleurs français spécialisés. C'est ainsi qu'aux mines d'Ostricourt (Pas-de-Calais) qui comptent en 1930, 6.134 travailleurs, 27 % seulement des français sont mineurs et 58 % sont manœuvres, alors que, par contre, ces catégories occupent réciproquement 60 % et 40 % chez les étrangers.

Naturellement la proportion de la main-d'œuvre étrangère varie suivant les mines. En général cette proportion est d'autant plus considérable : 1° que les mines sont plus importantes et occupent un effectif

(1) La répartition entre le travail au fond et le travail au jour, s'établissait ainsi pour les français et les étrangers :

	Français	Étrangers	Total	Proportion des étrangers
Fond	82.000	72.000	154.000	46 %
Jour	38.000	7.600	45.600	17 %
Total	120.000	79.600	199.600	40 %

plus élevé qu'elles ne peuvent trouver sur place ; 2° qu'elles sont moins isolées et subissent davantage la concurrence d'industries voisines ; 3° qu'elles ont davantage souffert de la guerre. Aussi, est-ce dans le Nord et dans l'Est que les houillères ont la plus forte proportion de travailleurs étrangers. Cette proportion atteint 62 % du personnel total et 75 % du personnel du fond à Ostricourt (Pas-de-Calais). Dans la Moselle elle est en moyenne de 50 %, et s'élève à 57 % aux importantes mines de la Petite-Rosselle en raison de la proximité de la frontière (1). A Bruay (Pas-de-Calais) elle est de 40 %, à Nœux-les-Mines de 39 %, à Marles de 35 %, etc... Dans le Centre, le pourcentage est un peu plus faible, mais reste en général proche du tiers de l'effectif : 44 % à Albi, 40 % à Tréllys (Gard), 30 % à Montceau-les-Mines, 37 % aux houillères de la Loire, 29 % à Rochebelle (Gard), 28 % à Roche-la-Molière et Firminy (Loire), etc...

Les *nationalités* qui fournissent le plus grand nombre de travailleurs aux houillères françaises sont par ordre d'importance (1927) :

Les Polonais	85.000	Les Espagnols	6.480
Les Allemands	11.945 (Moselle)	Les Belges	6.449
Les Italiens	10.245	Les Tchécoslovaques	5.785
Les Africains	6.490	Les Yougoslaves	3.831

Viennent ensuite une foule d'autres nationalités et de races les plus diverses, qui illustrent par leur présence l'aspect de plus en plus international de la main-d'œuvre minière : Hongrois 1.696, Arméniens 722, Autrichiens 678, Grecs 512, Russes 467, Suisses 188, Anglais 98, Albaniens 87, Hollandais 61, Luxembourgeois 53, Roumains 9, Américains 6, et 200 étrangers appartenant à une dizaine d'autres nationalités.

Ce sont donc les Polonais qui constituent le gros de l'armée des mineurs étrangers en France, avec un pourcentage de 61 %. Les autres nationalités ne donnent que des contingents bien plus faibles : les Allemands 7 %, les Italiens 7 %, les Africains 4 %, les Belges 4 % et les Espagnols 4 %. Et encore convient-il de remarquer, en ce qui concerne les Allemands, que la plupart appartiennent à la population allemande restée en Lorraine recouvrée. Les Polonais se trouvent particulièrement nombreux dans les mines du Nord : Pas-de-Calais 48.317, Nord 17.687. Ils y constituent des colonies extrêmement importantes à Sallaumines : 10.183 ; Courrières : 9.800 ; Anzin : 7.000 ; Bruay : 6.600 ; Marles : 4.650 ; Carnin : 4.900 ; Harnes : 4.900 ; Nœux : 3.780 ; Ostricourt : 3.620 ; Noyelle : 3.200 ; Liévin : 3.600 ; Oignies : 3.117 ; Montigny : 2.280 ; Lens : 2.150 etc... (Voir Carte n° 55). Dans l'Est, les mines de la Moselle en comptaient environ 8.000. Dans le Centre les houillères, proportionnellement à leurs effectifs, en possédaient également un nombre élevé : Montceau-les-Mines : 3.000 ; Loire : 2.300 ; Tarn : 1.950 ; Aveyron : 1.200 ; Gard : 930, etc... Ils

(1) Il y avait notamment de nombreux Allemands et Sarrois : 4.000 Sarrois, 1.650 Allemands et 2.000 autres étrangers, contre 5.800 Français dont 1.100 anciens Allemands naturalisés.

dominaient même dans les mines les plus méridionales, comme à Albi où ils constituaient, à eux seuls, près du tiers de l'effectif total. (1) Une mine de lignite dans les Bouches-du-Rhône groupait une colonie polonaise de 500 individus.

Les Italiens se répartissaient à peu près également dans les différents bassins houillers, ceux du Centre profitant toutefois de la proximité de l'Italie :

Loire	1.496	Bouches-du-Rhône	1.182
Pas-de-Calais	1.490	Moselle	1.110
Nord	1.355	Gard	965

Les Espagnols restaient dans les mines les moins éloignées de leur pays : Aveyron : 1.614 ; Gard : 1.290 ; Loire : 1.017 ; Hérault : 608 Tarn : 691. Même phénomène pour les Belges dont 95 % se cantonnaient dans les deux départements du Nord (2.524) et du Pas-de-Calais (2.595). Les mines du Centre reçoivent, par ailleurs, une partie de la main-d'œuvre venue d'Orient et des pays méditerranéens : Russes, Arméniens, Grecs, Turcs, Albanais et surtout Nord-Africains. C'est ainsi que le bassin de la Loire compte : 2.332 Marocains, 360 Grecs, 93 Arméniens, 87 Albanais, 43 Russes, 10 Turcs, etc...

L'industrie houillère n'eut pas seulement à recruter la main-d'œuvre étrangère, mais encore le plus souvent à faire son apprentissage. La plupart des étrangers travaillant dans les houillères ne sont pas des mineurs de profession. Si, au début, on put trouver d'excellents mineurs en Westphalie et en Silésie polonaise, par la suite le recrutement se tarit et il fallut recourir à des émigrants possédant, à défaut du métier, les aptitudes physiques nécessaires pour l'acquérir. On embaucha ainsi beaucoup de paysans polonais et italiens. L'adaptation était assez pénible, car habitués à travailler en plein air, la vie souterraine parut insupportable à quelques-uns qui s'en allèrent. Mais le plus grand nombre s'adaptèrent et en un an et demi ou deux ans purent faire d'excellents mineurs à l'abatage.

L'étranger, venu avec le désir de gagner le plus possible, est d'ailleurs impatient de devenir un ouvrier qualifié, d'autant plus qu'à la mine un ouvrier travailleur peut gagner deux fois plus qu'un ouvrier médiocre. La plupart des mines ont organisé l'apprentissage des étrangers ou se sont efforcées au moins de le faciliter. On encadre les nouveaux venus par des anciens, on organise des équipes de débutants, sous la direction de surveillants chargés de les entraîner au travail de la mine. Dans certaines entreprises les porions et surveillants français suivent des cours de langues étrangères pour pouvoir utilement encadrer les immigrés. Des ingénieurs connaissant bien la mentalité et la langue des travailleurs étrangers sont souvent placés à leur tête. Des

(1) Les mines d'Albi comptaient en 1928, sur un effectif de 1.940 ouvriers : 684 Polonais, 54 Africains, 40 Espagnols, 6 Italiens, 75 divers, soit 804 étrangers représentant 44 % de l'effectif total. Les Polonais constituaient une colonie de 1.600 âmes, dont 650 hommes, 295 femmes et 655 enfants.

conseils, avis, directives de toutes sortes en plusieurs langues sont affichés partout pour aider à l'adaptation des nouveaux venus et prévenir les accidents. La mine en un mot se plie de son mieux à sa nouvelle vie internationale.

Dans le Nord, où l'immigration organisée sur une grande échelle permet une meilleure préparation professionnelle, notamment des polonais, plus de la moitié des étrangers sont devenus des spécialistes à l'abattage. Dans les mines du Centre et du Midi (Loire, Gard, Tarn, etc...), le pourcentage des mineurs étrangers spécialisés tombe à 40 ou 45 % en raison de la présence d'une main-d'œuvre plus médiocre : espagnols, nord-africains, grecs, arméniens, etc...

L'importance de la main-d'œuvre étrangère dans les houillères et la rarefaction des mineurs français, ont obligé les mines à envisager la création de cadres étrangers : porions, surveillants, chefs charretiers, etc... Les ouvriers français y ont fait, en général, une vive opposition partout où ils étaient en nombre suffisant. Certaines mines ont dû retirer des chefs de taille ou des porions polonais ou italiens que la main-d'œuvre française ne supportait pas. La composition des équipes elle-même est parfois rendue difficile par suite du refus des français de travailler avec des ouvriers étrangers dont l'inexpérience ou le manque d'activité peut diminuer le rendement de toute l'équipe. Mais ce sont là des cas isolés, l'étranger étant en général travailleur et le français tolérant. Là où l'effectif étranger est particulièrement important on peut former des équipes complètes de chaque nationalité. On constate alors la présence de cadres étrangers, notamment italiens et polonais. Certaines mines, comme Ostricourt, ont jusqu'à 20 % de porions polonais. Ces cadres étrangers facilitent l'adaptation et l'apprentissage de leurs compatriotes. Ils renforcent le rendement et la discipline en permettant la formation d'équipes plus homogènes.

L'effort de l'industrie houillère ne s'est pas borné à recruter et à former des travailleurs, mais à les fixer et, par une politique familiale, à s'assurer une main-d'œuvre pour l'avenir. Elle a voulu reconstituer une population minière dont les générations futures assureraient la continuité du travail à la mine. Elle s'est appliquée à recréer le caractère traditionnel qui avait fait, pendant longtemps, la valeur de la population minière française. De 1919 à 1926, elle introduisit par immigration organisée près de 30.000 familles avec 62.500 enfants, soit, avec les ouvriers, une population totale d'environ 200.000 personnes.

1920 :	1.162 familles avec	2.440 enfants
1921 :	750 —	1.550 —
1922 :	3.710 —	11.755 —
1923 :	9.470 —	19.990 —
1924 :	7.330 —	15.855 —
1925 :	3.355 —	6.710 —
1926 :	2.465 —	4.220 —
28.242		62.520

Cet énorme transfert de population soulevait une foule de problèmes : logement, ravitaillement, écoles, etc... qui furent rapidement résolus. De véritables villes ouvrières avec tous les services sociaux et d'édilité nécessaires se multiplièrent autour des puits de mines, aussi bien dans le Nord que dans le Tarn, le Gard ou la Saône-et-Loire. De sorte que dans l'industrie houillère aujourd'hui, la dépense du logement représente autant que le percement des puits et l'outillage du sol et du sous-sol. Depuis la guerre, plus d'un milliard et demi a été consacré par les houillères à la construction des cités.

Les résultats de ce grand effort ont été une stabilisation de la main-d'œuvre et la possibilité de former des jeunes travailleurs. En 1927, encore que la plupart des enfants des immigrés n'aient pas atteint l'âge de travailler, on relevait dans les seules mines du Pas-de-Calais :

Jeunes étrangers	Fond	Jour	Total
Garçons de 12 à 16 ans	2.559	304	2.863
Filles — — —	—	1.081	1.081
Garçons de 16 à 18 ans	2.037	17	2.054
Filles — — —	—	514	514
	4.596	1.916	6.512

Ainsi, plus de 6.500 jeunes travailleurs de moins de 18 ans, les garçons surtout au fond et les filles au jour (triage), fournissaient un appoint important de main-d'œuvre, dont l'apprentissage actuel garantissait la valeur future. Cet appoint augmente actuellement rapidement par suite de l'accroissement du nombre des enfants atteignant l'âge de travailler. L'apport de jeunes ouvriers pour le fond (galibots de 13 à 16 ans) est bien plus considérable chez les étrangers que chez les français. Ceux-ci, nous l'avons vu, lorsqu'ils n'ont pu quitter la mine, en font au moins évader leurs enfants. En moyenne, dans le Nord, alors que les galibots ne constituent que 8 % de l'effectif français, ils s'élèvent déjà à 11,5 % de l'effectif étranger.

La reconstitution d'une population minière a permis également de trouver la main-d'œuvre féminine nécessaire à certains travaux de jour : triage, lampisterie, etc..., travaux que les françaises délaissaient parce que très salissants. Dans les grandes exploitations houillères les étrangères constituent de 30 à 40 % de l'effectif féminin.

Les mines de fer. — L'importance de la main-d'œuvre étrangère est encore plus grande dans les mines de fer que dans les houillères. Ces dernières bénéficient, en effet, d'une population ouvrière constituée à une époque où la main-d'œuvre était abondante. Cette population groupée autour des puits, dépendant uniquement de la mine, formait des groupements bien homogènes où s'était développée la tradition du métier et où, dès leur enfance, les fils rejoignaient le père au fond de la mine. La possession d'une maisonnette, d'un jardin ou d'un petit bout de champ contribuait à fixer ces familles. C'est ce

qui explique aujourd'hui que, malgré une rapide diminution de cette population, il reste encore un noyau important de ces paysans-mineurs français.

Le développement des mines de fer, bien plus récent, se trouva gêné par la raréfaction de la main-d'œuvre. Nous avons vu que les mines de fer de l'Est et de Normandie furent les premières, avant la guerre, à organiser le recrutement des travailleurs étrangers et que, dès 1913, des colonies importantes d'immigrés existaient en Lorraine, cependant que le bassin normand organisait son recrutement en Italie. La guerre dispersa une grande partie de cette main-d'œuvre importée à grands frais. L'après-guerre, avec ses besoins accrus, rendit plus urgent le recours aux travailleurs étrangers pour le rude labeur de l'extraction du minerai. Les services de recrutement du Comité des Forges et Mines de l'Est reprirent l'embauchage en Italie qui fournit d'excellents ouvriers aptes aux travaux de terrassements de la mine. Les immigrants réunis à Turin et à Modane, où ils subissent un examen médical et professionnel, sont ensuite dirigés sur Conflans où s'effectue la répartition. Par la suite, la politique restrictive de l'Italie obligea à recourir de plus en plus à la main-d'œuvre polonaise recrutée par la Société Générale d'Immigration. Au total, de 1920 à 1930, environ 86.000 travailleurs furent transportés dans les bassins de Briey et de l'Ouest :

1921 : 1.850	1926 : 15.150
1922 : 1.500	1927 : 3.800
1923 : 6.300	1928 : 9.500
1924 : 12.800	1929 : 15.900
1925 : 5.400	1930 : 14.500

Avec l'embauchage effectué directement à l'intérieur, on arrivait au chiffre approximatif de 95.000 travailleurs étrangers pour les mines de fer. Comme ce chiffre est le double de l'effectif employé, on a ici une indication de l'instabilité de la main-d'œuvre étrangère dans cette industrie. En 1927, il y avait 31.000 étrangers travaillant dans les mines de fer, soit 70 % de l'effectif total employé, qui s'élevait à 45.000. C'est dire que les français ne fournissaient que le minimum d'effectif indispensable à l'encadrement. Il est peu d'activités qui se trouvent dépendre aussi complètement de la main-d'œuvre étrangère. Cette dépendance d'une industrie fondamentale ne laisse pas d'inquiéter, d'autant que les 2/3 de ces effectifs étrangers sont massés dans la région frontière de l'Est, où se trouvent les plus grands gisements.

Le pourcentage des ouvriers étrangers varie naturellement suivant les régions. Il est plus faible dans l'Ouest en raison de l'éloignement des frontières, du voisinage d'une population plus dense (Bretagne) et surtout d'un développement industriel moindre qui fait que les mines trouvent plus facilement les faibles effectifs qui leur sont nécessaires dans une population moins sollicitée. Dans l'Est, au contraire, l'ampleur du développement de l'extraction et de l'industrie

métallurgique qui absorbe, et au delà, toutes les disponibilités de main-d'œuvre, ne laisse pas d'autre ressource que le recours presque exclusif à l'ouvrier étranger. Aussi, les immigrés qui constituent de 50 à 55 % des effectifs des mines de l'Ouest, en forment-ils jusqu'à 90 %, dans certaines mines de Lorraine. On note 90 % à Homécourt et Trieux, 88 % à Auboué, 85 % à Tuquegnieux et Mancieulles en Meurthe-et-Moselle contre 52 % à Segré (Maine-et-Loire) et 40 % en Normandie (Calvados).

Dans une même région des différences souvent considérables peuvent se produire suivant que le travail plus ou moins pénible permet ou non l'embauchage de français. C'est ainsi que les étrangers sont bien moins nombreux dans le bassin de Nancy où il y a des exploitations par des galeries en plan incliné ou des minières à ciel ouvert. Dans ces exploitations le mineur n'est pas astreint au travail avec la régularité qu'exigent les mines profondes du bassin de Briey, où la descente s'effectue par engins mécaniques. Par ailleurs, dans le bassin de Nancy l'industrie moins développée n'a pas absorbé la totalité de la main-d'œuvre locale et les besoins des mines moins importants n'exigent que des effectifs assez restreints. Le minerai plus friable rend le travail moins pénible, surtout dans les minières à ciel ouvert, et l'ouvrier peut plus aisément concilier les travaux de l'abattage avec celui des cultures. Aussi, le pourcentage de la main-d'œuvre étrangère qui est de 81 % dans le bassin de Briey, de 79 % dans celui de Longwy, de 74 % dans la Moselle, n'est-il que de 21 % dans le bassin de Nancy :

	Bassin de Briey	Bassin de Longwy	Bas. de la Moselle	Bassin de Nancy
Étrangers	11.370	1.335	11.250	365
Français	2.640	350	4.120	1.665

L'apport des frontaliers dans les régions frontières contribue également à accroître la proportion des étrangers. A Audun-le-Tiche (Moselle), telle mine occupant 1.400 ouvriers, compte plus de 90 % d'étrangers, dont 125 allemands, 115 luxembourgeois, 10 sarrois, 7 belges, à côté des italiens et des polonais.

La répartition de la main-d'œuvre étrangère dans les mines de fer s'établissait ainsi en 1927 par département :

Meurthe-et-Moselle	12.900	Var	430
Moselle	10.900	Orne	370
Meuse	1.440	Pyrénées-Orientales	340
Isère	1.200	Maine-et-Loire	335
Calvados	740	Gard	280 etc...

Les italiens et les polonais dominaient nettement dans cette main-d'œuvre, dont ils constituaient, à eux seuls, plus des deux tiers. La plupart avaient été introduits par immigration organisée :

12.180 Italiens
11.570 Polonais
1.470 Allemands
1.340 Luxembourgeois
1.090 Tchécoslovaques
1.070 Africains

1.060 Espagnols
830 Russes
790 Yougoslaves
420 Arméniens
375 Belges
etc...

Les Italiens, dont un certain nombre introduits avant la guerre, se trouvaient pour plus de 90 % dans l'Est : Meurthe-et-Moselle : 5.754 ; Moselle : 4.140 ; Meuse : 850. On en comptait 490 dans l'Isère et 400 dans le Var. Les Polonais se trouvaient également pour plus de 80 % dans l'Est : Meurthe-et-Moselle : 4.470 ; Moselle : 3.950 ; Meuse : 510. Le Calvados en comptait 400. Toutes les nationalités se trouvaient, d'ailleurs, représentées dans la grande région minière de l'Est, avec prédominance des Belges, Luxembourgeois et Italiens dans le bassin de Longwy, des Italiens et des Polonais sur le plateau de Briey, des Allemands et Polonais, importés en partie avant la guerre, dans la Moselle. Seul le bassin de Nancy gardait une majorité d'ouvriers français dans une population minière d'ailleurs très réduite :

Nationalités	Bassin de Briey	Bassin de Longwy	Bassin de la Moselle	Bassin de Nancy	Total des bassins de l'Est
Italiens	5.280	830	200	4.100	10.410
Polonais	5.140	280	90	3.900	9.410
Allemands	32	5	1	1.350	1.388
Belges-Luxembourgeois	66	110	2	1.050	1.228
Tchécoslovaques	340	75	25	135	575
Yougoslaves	155	6	—	250	411
Russes	25	2	—	310	337
Espagnols	35	2	10	2	49
Divers	297	23	37	160	517
Total des étrangers	11.370	1.333	365	11.257	24.325
Français	2.647	352	1.665	4.120	8.784
Total général	14.017	1.685	2.030	15.377	33.109

Le nombre des ouvriers français, déjà si faible, a cependant tendance à diminuer encore. De 31 % en 1913, il est tombé à 28 % en 1925, et 26 % en 1927. Les Italiens, également, ont vu leur pourcentage baisser au profit des Polonais dont le nombre s'accroît rapidement, comme l'indique la composition du personnel des mines de fer en Meurthe-et-Moselle depuis 1913 :

Nationalités	1913	1925	1927	1930
Français	30 %	28 %	26 %	28 %
Italiens	60 %	51 %	37 %	36 %
Polonais	6 %	12 %	31 %	42 %
Divers	4 %	9 %	6 %	4 %

Dans le Midi, notamment dans la région pyrénéenne, c'étaient les Espagnols qui dominaient : 289 sur 339 mineurs étrangers dans les Pyrénées-Orientales, 85 sur 100 dans l'Hérault. Le pourcentage des étrangers s'abaissait, d'ailleurs, dans les petites entreprises de ces régions et oscillait entre 30 et 50 %. Dans le Gard et la région du Sud-

Est, on trouvait, à côté des Italiens un lot important d'éléments méditerranéens : Marocains, Algériens, Grecs, etc...

Dans l'Ouest, les Slaves venus par immigration organisée, l'emportaient largement sur les autres nationalités :

Nationalités	Calvados	Orne	Maine-et-L.	Loire-Inf ^{re}	Total
Polonais	375	65	65	50	555
Tchécoslovaques	120	15	114	8	257
Russes	20	205	20	15	260
Italiens	115	20	60	16	211
Espagnols	38	40	23	12	113
Divers	72	31	53	19	175
Total	740	376	335	120	1.571

Tout comme les houillères, les mines de fer introduisirent, logèrent et fixèrent des familles d'ouvriers. De 1921 à 1926, près de 3.700 familles avec 7.900 enfants ont ainsi été installées dans les cités des mines de l'Est et de l'Ouest. Dans l'Est, où l'absence de logements avait beaucoup contribué à accroître les difficultés du recrutement et l'instabilité de la main-d'œuvre, un gros effort a été fait depuis la guerre :

Bassins de :	Nombre de pièces		Effectif logé		
	1913	1927	1913	1927	
Briey	4.058	6.071	7.964	11.864	80 %
Longwy	408	713	659	953	54 %
Nancy	159	437	118	399	23 %
Metz-Thionville	—	3.917	—	7.800	52 %

Néanmoins, l'œuvre à accomplir était telle, que malgré ces efforts il reste encore un certain nombre d'ouvriers logés dans des taudis ou des cantines défiant toute description.

Tout comme dans les houillères, les étrangers assuraient les tâches les plus rudes. Ils étaient bien plus nombreux au travail du fond qu'au travail au jour préféré par les Français. Les quelques Français qui se trouvaient au fond fournissaient les cadres : chefs-porions, porions, chefs-charretiers, ou les ouvriers spécialisés des services annexes : conduite et entretien des machines, ventilateurs, pompes, compresseurs d'air, éclairage et force électrique, etc... Les étrangers fournissaient presque exclusivement tous ceux travaillant à l'abatage proprement dit : mineurs, aides-mineurs, premiers manœuvres, manœuvres. Le mineur qui est le chef de l'équipe (1) est très souvent un Italien en raison de l'ancienneté de l'immigration italienne vers les mines de fer. Les Polonais comprenaient un plus grand nombre de manœuvres (2). Comme le salaire est à la tâche l'équipe entière est solidaire et le gain commun partagé, le mineur

(1) Le mineur est responsable du matériel. C'est lui qui bourre et allume les mines, fait sonder et purger le toit pour éviter le décollement de blocs. Il commande les aides-mineurs et manœuvres. Il s'occupe de toutes les mesures de sécurité.

(2) Les manœuvres cassent les blocs trop gros, les chargent dans les berlines qu'ils roulent jusqu'aux galeries.

recevant 20 % de plus et le premier manœuvre 15 % de plus que le simple manœuvre. La multiplicité des nationalités et les différences de tempérament rendent souvent difficile la constitution des équipes et contribuent à diminuer le rendement et la stabilité. Des mines ont été amenées à établir le salaire sur la spécialisation du travail. Chaque catégorie est rendue indépendante : le mineur et son aide ne s'occupent que du forage des mines, le boute-feu et le boiseur passent ensuite et les manœuvres travaillent pour leur compte. Les premiers sont payés au tonnage abattu, les seconds au tonnage chargé. Dans nombre de mines, où le personnel français est trop réduit, ce sont les étrangers qui fournissent les cadres (porions, surveillants, chefs de services). Voici, à titre d'exemple, la répartition professionnelle dans trois mines de l'Est occupant 3.050 ouvriers :

	Français		Étrangers		Total
Chefs-porions, porions, surveillants au fond.....	46	79 %	13	21 %	59
Mineurs et aides-mineurs...	30	2 %	1.615	98 %	1.645
Manœuvres au fond	133	16 %	676	84 %	809
Machinistes et ouvriers au jour.....	157	29 %	377	7 %	534
	366	13 %	2.681	78 %	3.047

Dans ces 3 mines, où les Français ne constituent que 13 % de l'effectif total, ils doivent laisser 21 % des emplois de maîtrise aux étrangers, surtout aux Italiens. En ce qui concerne les mineurs et aides-mineurs, la main-d'œuvre française est presque inexistante (2 %). Ce sont donc les étrangers qui effectuent toute l'extraction. Parmi les manœuvres la proportion des Français est un peu plus élevée, car les ouvriers français qui restent au fond sont souvent des médiocres, incapables d'une spécialité et inférieurs même aux étrangers. Près de la moitié des Français, exactement 43 %, se cantonnent dans les services spéciaux et les postes au jour. Néanmoins, en raison de leur petit nombre, ils n'y constituent que 29 % des effectifs et doivent laisser les 2/3 de ces emplois aux étrangers.

Mines diverses. — A côté des grandes mines de houille et de fer, se placent des mines d'importance secondaire, mais où le travail conserve les caractéristiques de tous les travaux d'extraction et exige un appel à la main-d'œuvre étrangère. C'est ainsi que les mines de potasse, de cuivre, d'or, comptent de 30 à 60 % d'étrangers. En 1927, les mines de potasse du Haut-Rhin, sur un personnel d'environ 7.600 ouvriers, comptaient 2.870 étrangers, soit 38 %, en majorité Polonais (2.000). Les mines d'or de Budelière (Creuse) accusaient 65 % d'étrangers en 1929. Elles avaient dû installer une cité ouvrière qui groupait 210 étrangers et une école mixte ayant 60 % d'enfants étrangers. Des petites mines, aux effectifs plus réduits, ne comptaient que 10 à 20 % d'étrangers, très instables et de toutes nationalités.

Dans les mines de bauxite du Sud-Est, notamment dans le Var, on trouvait jusqu'à 80 % d'étrangers, en majorité Italiens. En 1929,

les mines de Brignoles (Var) comptaient sur 320 ouvriers : 227 Italiens, 13 Polonais, 12 Portugais, 9 Tchécoslovaques, 7 Russes, 2 Espagnols, 2 Grecs, etc..., et seulement 42 Français... la plupart Algériens !

Les carrières. — Le travail des carrières : extraction des pierres à bâtir, pierres à chaux, à plâtre, ardoisières, marbres, etc... est comparable à celui des mines sous bien des rapports. Il exige des individus forts pour arracher la pierre au flanc de la carrière, la briser, la transporter, la casser ou la scier ; des hommes qui ne craignent ni les intempéries ni les éboulements, ni de respirer des poussières souvent dangereuses. Aussi la main-d'œuvre étrangère y est-elle importante. Toutefois, en raison du très grand nombre des exploitations, de leur dispersion, de la multitude des petites entreprises, la main-d'œuvre française locale y reste assez importante dans l'ensemble. La plupart des carrières n'occupent que de 5 à 20 ouvriers et les trouvent assez aisément parmi les ruraux. C'est surtout dans les exploitations de plus de 50 ouvriers que le problème de la main-d'œuvre devient difficile, d'autant que les carrières sont en général isolées et n'ont pas même l'attrait des grandes industries minières avec leurs importantes et souvent confortables agglomérations. Par ailleurs, la pénurie de travailleurs s'y accentue à la belle saison, au moment où le travail reprend à la fois aux champs et à la carrière. Aussi a-t-on pu assister en 1929-1930 à ce phénomène paradoxal de la France, riche en carrières, ne pouvant faute de main-d'œuvre, satisfaire à la demande de son marché et l'abandonnant en partie aux carriers étrangers.

En 1926, il y avait dans les carrières 13.200 étrangers, soit 21 % de la main-d'œuvre employée. Mais les effectifs étrangers dans les carrières varient beaucoup, non seulement avec les établissements, mais encore suivant les régions et les saisons. Le maximum se trouve atteint à la belle saison, dans les grandes entreprises et dans les régions frontalières.

Dans les grandes entreprises de la *région parisienne*, en Seine-et-Oise, et en Seine-et-Marne, la proportion s'élève à 30 et 50 %. Dans la Moselle une carrière occupant une centaine d'ouvriers ne compte que 28 Français, contre 40 Italiens, 20 Polonais et 12 autres étrangers.

Dans les *régions frontalières*, la proportion est considérable en raison de l'abondance de la main-d'œuvre étrangère. Elle s'élevait à 70 et 80 % dans les Alpes-Maritimes et le Var, où il y avait 1.500 étrangers, en 1927, sur un total de 2.200 ouvriers ; à 50 % dans les Bouches-du-Rhône et en Savoie. Dans le Midi pyrénéen la proportion variait entre 30 et 80 % suivant les établissements, avec une moyenne de 45 % dans l'Hérault et 36 % dans l'Ariège et les Hautes-Pyrénées. Dans le Nord, le pourcentage était de 30 à 40 % (Ardennes, Aisne). Il baissait à 25 % dans les Vosges et 15 % en Alsace.

Dans le *Centre et l'Ouest*, où se trouvent un grand nombre de

petites et moyennes exploitations et où l'immigration est faible, la proportion des étrangers était beaucoup plus réduite. En 1928, dans 205 carrières de l'Ouest (1) occupant 6.750 ouvriers, il n'y avait que 950 étrangers, soit seulement 14 %, proportion néanmoins élevée en regard du petit nombre des immigrés qui ne constituaient que 2 % de la population de cette région. Dans les ardoisières, qui occupent cependant un grand nombre d'ouvriers, les Français dominaient presque exclusivement, fournissant une main-d'œuvre expérimentée et d'ailleurs très anciennement constituée. Les ardoisières d'Angers (Maine-et-Loire et Mayenne) sur 3.660 ouvriers ne comptaient que 95 étrangers, soit à peine 3 % (2).

Les étrangers, dans les carrières, fournissent des spécialistes et la main-d'œuvre volante saisonnière. Parfois, dans certaines régions, ils constituent le noyau même du personnel. Dans l'Ouest et le Centre où la main-d'œuvre est presque exclusivement fournie par les paysans français, surtout à la morte-saison, les étrangers ne donnent que la main-d'œuvre complémentaire et, fréquemment, des spécialistes permanents. C'est ainsi que les carrières de granit et de grès quartzeux (pavés, monuments funéraires, bordures de trottoirs) comptent davantage d'étrangers en raison de la longueur de l'apprentissage qui en éloigne les Français. Dans les 205 carrières visitées, les étrangers fournissaient de 30 à 35 % des spécialistes (épinceurs, débiteurs, carriers-mineurs) et seulement 8 % des manœuvres et des tailleurs de pierre et 17 % des terrassiers :

	Français	Étrangers	Proportion des étrangers
Directeurs et contre-maitres	216	9	4 %
Forgerons-mécaniciens	272	18	6 %
Épinceurs	155	115	31 %
Débiteurs	300	95	24 %
Carriers-mineurs	560	290	33 %
Terrassiers	312	67	17 %
Tailleurs de pierres, fendeurs	379	36	8 %
Manœuvres	1.960	190	8 %
Charretiers	64	3	4 %

Dans presque toute la France méridionale, les étrangers (surtout Espagnols dans le Sud-Ouest et Italiens dans le Sud-Est) forment le noyau principal des mineurs qualifiés (mineurs à la masse ou à marteau). On trouve notamment des spécialistes marbriers italiens dans les Alpes, le Var (Ste-Maxime), les Pyrénées (Bagnères-de-Bigorre), des mineurs et fendeurs portugais dans les ardoisières (Hautes-Pyrénées), des mineurs qualifiés espagnols dans la plupart des car-

(1) L'enquête a porté sur les départements de Bretagne, la Vendée, le Calvados, la Manche, Sarthe, Orne, Indre, Indre-et-Loire, Creuse, Maine-et-Loire, Haute-Vienne, Vienne, Charente, Charente-Inférieure, Mayenne, Dordogne, Lot-et-Garonne, Gironde.

(2) Ainsi répartis : mineurs : 26 Espagnols, 22 Italiens, 3 Belges, 2 Polonais ; — ardoisiers au jour : 27 Espagnols, 6 Italiens, 4 Belges, 1 Polonais.

rières du Sud-Ouest. Un grand nombre d'entre eux sont installés en France depuis longtemps et souvent avec leur famille.

Ce sont, du reste, les Italiens, les Espagnols et les Portugais qui fournissent le plus de carriers. Viennent ensuite les Africains qui donnent des manœuvres de qualité inférieure et très instables. Même dans le Nord, les Belges et les Polonais restent numériquement inférieurs aux éléments latins. Dans la France centrale et de l'Ouest, où les nationalités se trouvent davantage mêlées, les méditerranéens dominent nettement, et dans les 205 carrières visitées en 1928 il y avait : 410 Italiens (surtout granitiers, mineurs et épinceurs de pavés), 395 Espagnols (surtout carriers-mineurs), 90 Polonais, 55 Portugais, 22 Belges, etc...

En résumé, les carrières comptent environ 1/4 d'étrangers dans leurs effectifs, soit un peu moins que les autres industries extractives, mais davantage que la plupart des autres industries. Elles pourraient, d'ailleurs, en compter beaucoup plus si le caractère irrégulier du travail, l'isolement, le grand nombre des petites entreprises incapables de loger leur personnel et de recourir à l'immigration organisée, n'étaient des obstacles au recrutement. Les étrangers non seulement fournissent près du quart de la main-d'œuvre, mais ils donnent des spécialistes permanents qu'on ne peut trouver chez les Français, et la main-d'œuvre d'appoint si nécessaire au rythme saisonnier du travail. Ils atténuent ainsi considérablement la pénurie d'ouvriers qui, trop souvent, paralyse cette industrie.

Le terrassement et le bâtiment. — En 1927, sur 740.000 travailleurs dans les entreprises de terrassement et de construction il y avait 200.000 étrangers, soit près du tiers. Deux ans plus tard en 1929, dans 500 établissements occupant 36.700 ouvriers, on comptait 16.640 étrangers, soit 45 %. Ces proportions considérables s'expliquent non seulement par le caractère pénible des travaux, mais encore par les besoins considérables de main-d'œuvre de cette industrie après la guerre. Dès avant 1914, le manque de travailleurs s'y faisait durement sentir, en raison de la défection des Français et du développement de la construction. Sur 600.000 travailleurs en 1911 il y avait 14 % d'étrangers, surtout Italiens et Belges. Après la guerre, on se trouva devant une tâche énorme : 300 milliards de reconstruction, 25 milliards d'arriéré de construction (1), des grands travaux nécessaires pour le relèvement et la réadaptation de notre industrie, sans préjudice des travaux normaux d'avant-guerre ; tout cela avec une main-d'œuvre amputée de 130.000 tués et autant de réformés ou malades inemployables dans le bâtiment, et qui auraient dû constituer les éléments les plus actifs et les plus jeunes. Au total, travaux multipliés par 40, main-d'œuvre diminuée d'un quart.

(1) Évaluation de 5 milliards de francs-or.

Ainsi, l'afflux des étrangers fut-il considérable dans cette industrie et de 1921 à 1925, plus du tiers des immigrés s'y dirigèrent. C'était naturellement dans les grands centres urbains et les grandes régions industrielles, notamment celles proches des frontières, que se trouvaient la plupart des 200 000 travailleurs étrangers du terrassement et du bâtiment en 1927 :

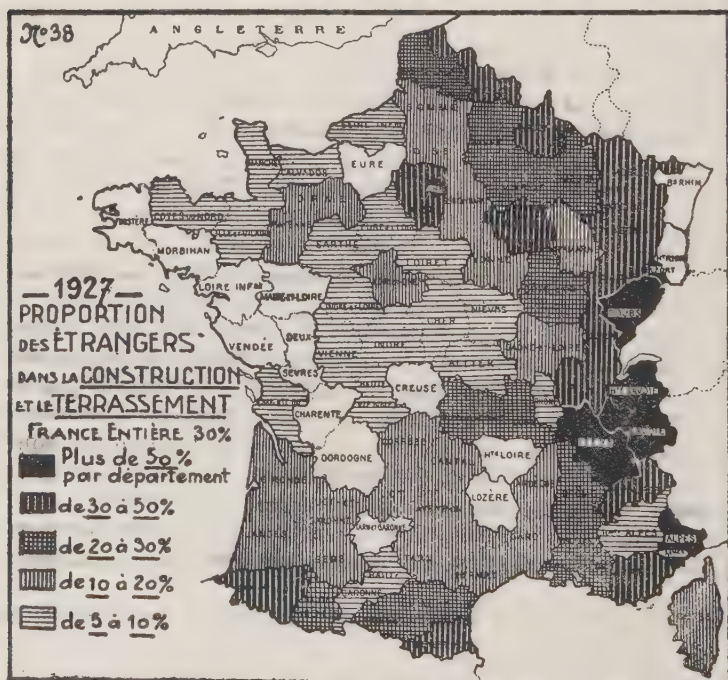
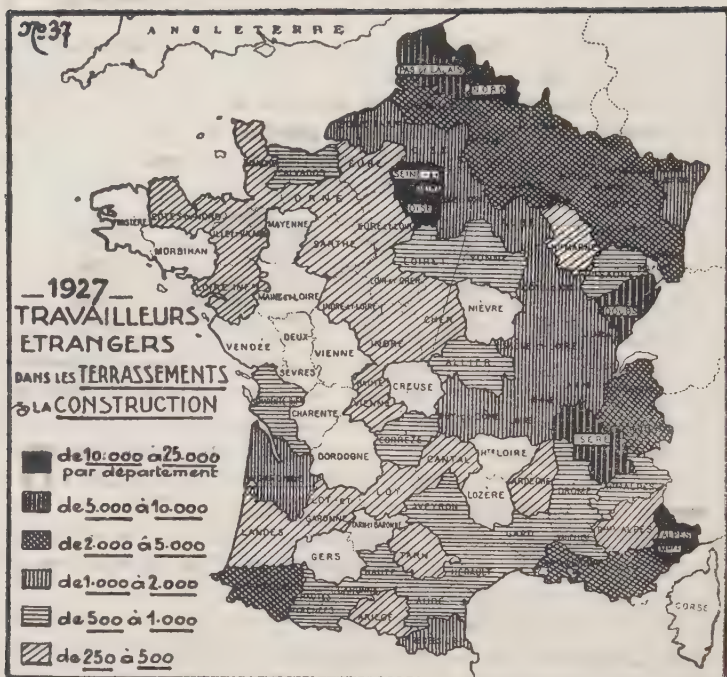
Seine	45 000	Meurthe-et-Moselle	4 350
Alpes Maritimes	26 000	Aisne	4 200
Nord	16 100	Doubs	3 500
Seine-et-Oise	10 500	Var	3 000
Pas-de-Calais	6 400	Haut-Rhin	3 100
Bouches-du-Rhône	5 000	Haute-Savoie	2 900
Isère	5 000	Basses-Pyrénées	2 750
Marseille	4 500	Vosges	2 400
	etc.		etc.

La région parisienne (Seine, Seine et Oise, Seine-et-Marne) en rendant à elle seule 66 000, soit près du tiers du total, révélant ainsi la prodigieuse activité du bâtiment dans ce grand centre urbain. Vient ensuite la région du Nord, où 2 départements en contenaient 36 000, soit 18 % du total, puis la région méditerranéenne où 3 départements — Alpes Maritimes, Var et Bouches-du-Rhône en comptaient 28 000, soit 14 %, enfin la région lyonnaise et des Alpes avec ses grands travaux, la région industrielle de l'Est et celle du Jura (Carte 37 page suivante).

C'est dans les régions frontières que les étrangers fournissent la plus forte proportion de la main-d'œuvre du bâtiment, notamment dans les régions où cette industrie s'est beaucoup développée comme dans les Alpes. La Savoie, la Haute-Savoie, l'Isère et le Doubs ont plus de 50 % d'étrangers dans cette main-d'œuvre. Dans les Alpes-Maritimes le pourcentage atteint 80 % ! (Carte 38).

Dans chaque région, la proportion varie considérablement suivant l'importance des établissements et leur isolement. Dans le département du Nord, par exemple, le pourcentage des étrangers varie de 6 % dans l'arrondissement agricole de Dunkerque et 18 % dans celui de Cambrai, à 75 % dans l'arrondissement de Tourcoing et 69 % dans celui de Roubaix en raison de la proximité de la Belgique et de la présence d'un grand nombre de frontières. L'ouverture de chantiers de travaux publics ou de grands travaux exceptionnels : chemins de fer, pontonnements, canaux, travaux en montagne, fortifications, etc., fait également monter considérablement la proportion des étrangers, car ce sont eux qui fournissent presque exclusivement la main-d'œuvre d'appoint nécessaire. Telle grande entreprise de travaux publics à Marseille effectuant un travail exceptionnel en 1928, sur 1 200 ouvriers comptait 92 % français, soit seulement 2 % de l'effectif total. Les équipes occupées à la construction des fortifications — routes stratégiques, casernes, tourelles, cavernes souterraines, sont presque exclusivement étrangères, et tel camp et de l'Est ou upant 700 ouvriers ne compte que 11 Français (1). Les équipes qui effectuent les travaux en

(1) Une section de 70 travailleurs souterrains ne comptait que 3 Français dont 1



montagne (routes, industries hydro-électriques) sont également presque entièrement étrangères. Les Français se résignent mal à la rude et parfois dangereuse existence que mènent ces travailleurs, souvent à de hautes altitudes, dans un isolement presque complet durant des semaines, logés dans des baraques ou des refuges. Le travail de réfection des voies ferrées est, lui aussi, en grande partie aux mains des étrangers, Espagnols et surtout Italiens. Les Italiens, notamment les Bergamasques, y atteignent un gros rendement grâce à un rythme de travail étonnant de précision et de rapidité, et aussi à un courage et à une discipline que l'on trouve rarement chez d'autres travailleurs. Là où le Polonais et le Français feraient de 16 à 20 m. de réfection, l'Italien en fera 25 à 28 m. Ils s'organisent en équipes de 12 à 15 travailleurs, payent un camarade pour faire les achats et la cuisine, ce qui leur permet de se nourrir pour 8 à 10 fr. par jour. En général, le travail commence dès l'aube, finit le plus tard possible et n'est pas coupé, comme chez tant d'autres travailleurs, par de longues flâneries ou parties de cartes au café. Ils arrivent ainsi à des gains qui, d'après les bordereaux de salaires, dépassent 55 et 60 francs, et sont parfois doubles de ceux des autres ouvriers.

La région du Nord a conservé une partie de la main-d'œuvre étrangère employée à la reconstruction et qui, pendant les années qui suivirent la guerre, forma jusqu'à 50 % des effectifs employés. En 1922, sur 307.000 ouvriers occupés aux travaux des régions dévastées, on comptait 135.050 étrangers, soit 44 %. Ce pourcentage s'élevait à 64 % dans la Meuse. La majorité de ces travailleurs étaient des spécialistes du bâtiment, notamment Italiens et Belges. Dans l'ensemble des 10 départements suivants, on comptait 57 % d'ouvriers qualifiés et 43 % de manœuvres parmi la main-d'œuvre étrangère en 1922 (1) :

Départements	Italiens	Belges	Polonais Tchécos.	Espa- gnols	Portu- gais	Divers	Total
Aisne	13.840	2.690	1.080	1.466	2.570	686	22.332
Ardennes	5.986	680	600	1.207	1.037	443	9.956
Marne	10.825	905	695	1.466	2.612	579	17.082
Meurthe-et-Moselle	11.220	245	396	80	232	709	12.882
Meuse	12.860	300	731	704	535	809	15.934
Nord	6.183	11.275	1.234	229	650	215	19.790
Oise	810	1.065	114	69	153	18	2.232
Pas-de-Calais	10.486	6.800	2.296	760	1.530	430	22.303
Somme	6.120	2.700	679	487	1.107	237	11.330
Vosges	1.160	4	14	—	4	20	1.200
Total	79.490	26.660	7.840	6.470	10.430	4.146	135.040

A ces chiffres, il fallait ajouter les frontaliers belges, « front-werkers », dont le nombre en 1920, dépassa 50.000.

ingénieur. Les autres étaient Italiens, Polonais, Russes, Allemands, Sarrois. On y trouvait même des contre-maitres italiens et allemands. Ce cosmopolitisme n'allait pas sans inconvénients et même sans danger, étant donné le caractère secret des travaux exécutés.

(1) Rapport du 28 février 1923, de M. POUILLOT, chef du service de la main-d'œuvre étrangère.

Ce sont les *Italiens* qui fournissent le plus grand nombre de travailleurs à l'industrie du bâtiment. A eux seuls, ils constituaient, en 1927, plus de la moitié (58 %) de la main-d'œuvre étrangère employée, ce qui explique l'importance de celle-ci dans les départements du Sud-Est. Viennent ensuite les Belges qui en donnent 14 %, les Espagnols 9 %, puis les Africains, Polonais et Portugais :

Italiens	104.000	Portugais	6.400
Belges	24.000	Suisses	5.000
Espagnols	17.900	Russes	2.000
Polonais	7.700	Tchécoslovaques	1.400
Africains	7.500	Allemands	1.300, etc...

Cette proportion considérable d'Italiens est une des meilleures illustrations de la spécialisation professionnelle dans l'immigration, résultant autant des traditions que des aptitudes professionnelles. De tout temps les Italiens, particulièrement entraînés aux travaux de terrassement, notamment dans le Nord de l'Italie, ont fourni une main-d'œuvre considérable aux divers travaux du bâtiment. L'influence des relations, de l'exemple, joue un rôle considérable dans le recrutement de cette main-d'œuvre. Les nombreux petits entrepreneurs italiens en France contribuent à sa formation en faisant venir des compatriotes dont ils font l'apprentissage. Nombre d'ouvriers, ayant réalisé quelques économies, retournent au pays et envoient à leur place un frère, un cousin ou un ami. Souvent l'ouvrier suit la filière de la plupart des travaux du bâtiment : terrassement, maçonnerie, ciment, puis carreleur, stucateur, fumiste, vitrier ou peintre. Plus souvent encore, l'Italien se spécialise jeune et fournit très tôt un excellent ouvrier qualifié. Très travailleur, intelligent et consciencieux, l'Italien est le plus recherché des travailleurs du bâtiment. Les Italiens fournissent notamment la plupart des spécialistes cités plus haut et la majorité des petits entrepreneurs de cette industrie. En 1926, on comptait près de 7.000 Italiens chefs d'entreprises du bâtiment.

Sauf dans le Sud-Ouest où l'Espagnol domine, et dans le Nord où le Belge reprend le 1^{er} rang, l'Italien se trouve en majorité dans toutes les autres régions. Le plus grand nombre se trouvait dans la région parisienne, puis dans la région méditerranéenne, la région lyonnaise et des Alpes, en Franche-Comté et dans l'Est :

Alpes-Maritimes	19.000	Bouches-du-Rhône	3.680
Seine	15.000	Doubs	3.290
Seine-et-Oise	6.670	Meurthe-et-Moselle	3.370
Isère	4.300	Moselle	3.070, etc...

Les *Belges* se cantonnaient beaucoup plus dans la région frontalière : Nord : 14.000 ; Pas-de-Calais : 3.100 ; Seine : 1.660 ; Aisne : 1.050. Les frontaliers, journaliers ou semainiers, y étaient d'ailleurs très nombreux. Dans le seul département du Nord leur nombre, en 1927, était estimé à 8.000. Une enquête faite en 1929, dans 275 établissements occupant 9.500 travailleurs, dont 3.900 étrangers, soit 41 %, donnait la répartition suivante par nationalité et par arrondissement :

Arrondissement ^{1a}	Français	Belges	Italiens	Polonais	Divers	Proportion d'étrangers
Tourcoing	342	1.041	2	6	3	75 %
Roubaix	613	1.099	60	22	24	69 %
Lille	2.222	841	102	42	23	31 %
Valenciennes	527	227	29	17	4	35 %
Avesnes	233	61	24	1	4	28 %
Douai	681	131	54	14	8	23 %
Cambrai	602	25	86	19	5	18 %
Dunkerque	395	30	1	1	1	6 %
	5.615	3.365	358	122	72	41 %

De ces chiffres il résulte que la proportion des Belges dans la main-d'œuvre étrangère, qui était de 85 % dans l'ensemble du département, atteint plus de 90 % dans les arrondissements frontières de Roubaix et Tourcoing, 84 % dans celui de Lille, et tombe à moins de 20 % dans celui de Cambrai, où les Italiens et les Polonais sont proportionnellement plus nombreux.

Espagnols et Portugais se retrouvent dans la plupart des régions, mais particulièrement dans le Sud-Ouest, où ils constituent la plus grande part de la main-d'œuvre étrangère :

Départements	Espagnols	Portugais
Basses-Pyrénées	1.869	560
Pyrénées-Orientales	1.625	15
Gironde	995	94
Aude	856	86
Bouches-du-Rhône	897	187
Seine	989	775
Seine-et-Oise	478	547

Quant aux autres nationalités, elles étaient plus dispersées. Les *Polonais* comptaient 800 travailleurs du bâtiment dans le Pas-de-Calais où se pressent les cités des mines, 900 dans la Seine-et-Oise et 780 dans la Seine, 500 dans la Moselle et 400 dans le Doubs. Les *Suisses* se trouvaient dans le Doubs, la Haute-Savoie et la région parisienne. Les *Africains* fournissaient des manœuvres un peu partout, et plus spécialement dans la région parisienne.

Toute cette main-d'œuvre est en général très instable, mais a l'avantage de se plier mieux au caractère saisonnier de l'industrie du bâtiment et de lui fournir la main-d'œuvre volante qui lui est indispensable.

L'industrie des chaux et ciments. — L'industrie des chaux et ciments est liée étroitement à celle des carrières et de la construction. La plupart du temps l'usine se trouve à proximité de la carrière, et il arrive que la même main-d'œuvre passe de l'une à l'autre suivant les besoins et la saison. Là non plus, il ne faut pas redouter l'effort musculaire pour casser les clinkers à la sortie des fours, les broyer en poudre, porter des sacs. Il ne faut pas non plus craindre de respirer à pleins poumons la poussière de chaux qui saupoudre toute l'usine. Par ailleurs, la production suit un rythme saisonnier qui fait peser sur

les travailleurs une morte-saison redoutée et oblige à recourir à une main-d'œuvre volante qu'on peut difficilement trouver dans la population française, notamment au moment de la belle saison, où cependant on en aurait le plus besoin. De plus, cette industrie est en rapide progression et voit ses besoins de main-d'œuvre s'accroître comme ceux du bâtiment.

Aussi la proportion d'étrangers y est considérable. Dans 130 établissements occupant 11.100 ouvriers, en 1928-29, il y avait 5.000 étrangers soit 48 %. Cette proportion tombait à moins de 20 % dans les régions du Centre et de l'Ouest, et souvent à moins de 10 % dans nombre de petits établissements. Par contre, elle dépassait 50 % dans les grandes régions industrielles des régions frontalières et dans les établissements employant plus de 100 ouvriers, notamment dans les grandes usines automatiques les plus récentes.

Dans la région parisienne, la proportion des étrangers oscille entre 30 et 50 % et atteint même 60 % dans les grandes entreprises de Seine-et-Oise. Ce sont les Italiens et les Africains qui arrivent en tête, les premiers fournissant des travailleurs aussi estimés que les Français, les seconds donnant des manœuvres d'une instabilité extrême. Telle usine de Seine-et-Oise occupant sur 310 ouvriers, 55 % d'étrangers, dont 65 Italiens et 77 Nord-Africains, ne peut garder ces derniers plus de 15 jours consécutifs ! Dans le Nord, les Belges et les Polonais se trouvent à côté des Italiens et des Africains. Dans le Sud-Est les Italiens arrivent nettement en tête. Sur 9.000 ouvriers employés dans les usines du Sud-Est, de la Bourgogne à la Méditerranée (1), il y avait environ 3.950 étrangers, soit 44 %, dont 3.240 Italiens qui donnaient ainsi 84 % de la main-d'œuvre étrangère. La plupart de ces Italiens étaient d'excellents spécialistes du ciment et du bâtiment. Dans les départements méditerranéens la proportion s'élevait jusqu'à 70 %, et telle grande usine du Var occupant 305 ouvriers comptait 253 étrangers, soit 82 %, dont 244 Italiens. Dans le Sud-Ouest, les Espagnols dominent avec les Africains.

Les grandes entreprises s'efforcent de loger les ouvriers étrangers trop souvent dans des baraquements fragiles qui deviennent très vite d'une malpropreté repoussante. Elles espèrent ainsi lutter contre le nomadisme de cette main-d'œuvre, dont une partie retourne au pays au début de l'hiver pour ne réapparaître qu'au printemps, où elle fournit la main-d'œuvre volante nécessaire à la reprise de la production et supplée en partie aux défections des ouvriers français retournant aux travaux des champs.

Les briqueteries et tuileries. — Dans 220 briqueteries et tuileries visitées en 1929 et occupant 8.550 ouvriers, il y avait 2.900

(1) Franche-Comté, Massif Central, Alpes et Provence. BLANCHARD. *Revue de Géographie alpine*. 1928.

étrangers, soit 32 %. Ce pourcentage tombait à moins de 15 % dans la France de l'Ouest et dans la plupart des petites entreprises du Centre. Il s'élevait à plus de 40 % dans le Nord, l'Est et le Midi, et dépassait même souvent 50 % au moment de la campagne d'été où la plupart des équipes supplémentaires sont étrangères. Là encore, les besoins de main-d'œuvre dépassaient les disponibilités. En 1928, les briquetiers demandaient 3.100 ouvriers aux services de la main-d'œuvre étrangère qui n'en purent fournir que 2.000.

C'est dans la *région du Nord* où se trouvent groupées un grand nombre de tuileries et briqueteries, que l'appoint étranger apparaît le plus important. La prospérité due à la reconstruction et aux besoins de l'après-guerre a accru considérablement les besoins de main-d'œuvre. Par ailleurs, la tendance à la concentration, renforcée par la concurrence du béton armé, a entraîné la chute des petites entreprises qui pouvaient plus aisément trouver leur personnel dans la population française locale. D'un autre côté, les Français préfèrent le travail de la métallurgie ou des filatures, moins rude et où ils sont davantage assurés contre la morte-saison et les pertes de journées dues au mauvais temps. De là, les pourcentages de 41 % d'étrangers dans le Nord, de 44 % dans la Somme, de 29 % dans le Pas-de-Calais et 34 % dans l'Aisne, pourcentages qui s'élèvent au moment de la campagne (avril à août) à plus de 60 % dans chacun de ces départements (1). Cette main-d'œuvre étrangère supplémentaire vient souvent en équipes toutes formées de Belgique, ou, en ce qui concerne les Italiens, de l'intérieur du pays. Le chef d'équipe traite des conditions du travail, du logement, et du règlement des salaires dont il assure la distribution. Dans les briqueteries, les ouvriers reçoivent de 16 à 32 fr. par mille suivant que la production se fait mécaniquement ou à la presse. Les Flamands qui sont spécialisés dans ce travail peuvent ainsi rapporter chez eux de 3.000 à 5.000 francs d'économies à la fin d'une saison. Dans les tuileries, où le travail est plus régulier et assuré toute la journée, le salaire est plus faible : 25 à 35 fr. pour les hommes, 10 à 15 fr. pour les femmes.

Au premier rang viennent les Belges qui fournissent plus des 3/4 de la main-d'œuvre étrangère, puis les Italiens, la plupart spécialistes : cuiseurs, enfourneurs, défourneurs, qui supportent bien la chaleur. Dans 160 établissements visités en 1929, dans la région du Nord, la composition de la main-d'œuvre était la suivante :

	Pendant la Campagne (avril-août)					Intercampagne		
	Français	Belges	Italiens	Divers	Total	Français	Etrang.	Total
Nord	968	1.551	114	38	2.671	887	617	1.504
P.-de-Calais	512	819	151	46	1.528	420	174	594
Aisne	251	239	112	24	626	249	133	382
Somme	116	159	29	19	323	85	67	152
	1.847	2.768	406	127	5.148	1.641	991	2.632

(1) Pendant la campagne la proportion des étrangers était de 63 % dans le Nord, 66 %, dans le Pas-de-Calais, 64 %, dans la Somme et 60 % dans l'Aisne.

Ainsi les étrangers, qui constituaient 30 % de la main-d'œuvre pendant l'hiver, en fournissaient 66 % pendant la campagne ; à eux seuls ils donnaient 95 % de la main-d'œuvre complémentaire nécessaire à la campagne. Les Belges constituaient plus de la moitié de l'effectif total et 83 % de l'effectif étranger. Les Italiens, au second rang, donnaient 12 % de l'effectif étranger.

Malheureusement, la main-d'œuvre belge et italienne se raréfie et les tentatives faites pour grouper des équipes françaises ont échoué. Aussi les briquetiers et les tuiliers ont dû recourir à l'immigration organisée et à l'introduction d'ouvriers de l'Europe centrale. En 1929, les introductions contrôlées de saisonniers pour la campagne, sur un total de 1.570 dans les 4 départements du Nord, comprenaient 1.200 Belges, soit 77 %, 193 Italiens soit 12 %, 109 Polonais soit 7 %, et 53 Yougoslaves (3 %) (1). Un certain nombre de ces travailleurs saisonniers, après quelques mois passés dans les briqueteries et tuileries, vont faire la moisson ou la campagne sucrière ou encore le séchage de la chicorée avant de rentrer chez eux.

Dans l'*Est*, la main-d'œuvre étrangère devient plus cosmopolite en raison de la présence d'une population étrangère considérable, en grande partie introduite par immigration organisée. Telle briqueterie de Longwy compte, sur 285 ouvriers, 69 % d'étrangers, dont 80 Italiens, 47 Polonais, 32 Nord-Africains, 18 Portugais, 12 Belges et 8 autres étrangers. Toutefois, la plupart des entreprises de l'*Est* trouvent en général plus aisément leurs ouvriers dans la population locale, et le pourcentage des étrangers n'y dépasse pas 25 % en moyenne. Dans l'industrie similaire de la faïence, les Français spécialisés et les femmes fournissent presque toute la main-d'œuvre. Les faïenceries de Sarreguemines sur 2.620 ouvriers ne comptaient que 295 étrangers, soit 12 %, en majorité des frontaliers : Sarrois, Allemands et Luxembourgeois, et des femmes polonaises et italiennes dont les maris travaillent dans les mines ou usines voisines.

Dans le *Midi*, on retrouve la prédominance des Italiens dans le Sud-Est et des Espagnols dans le Sud-Ouest. En Provence, les Italiens constituent le noyau de la main-d'œuvre. Dans 36 fabriques visitées en 1928, et occupant 1.665 ouvriers, il y avait 942 étrangers, soit 56 %. Ce pourcentage s'élevait à 75 % dans les Alpes-Maritimes et 63 % dans le Var. Si on ne considérait que les grands établissements, ces proportions s'élevaient encore. C'est ainsi que dans les 7 principales fabriques des Alpes-Maritimes et du Var (2) sur 775 ouvriers, il y

(1)	Belges	Italiens	Polonais	Yougoslaves
Nord	800	50	24	51
Pas-de-Calais	242	120	70	2
Aisne	110	4	10	—
Somme	48	19	5	—
	1.200	193	109	53

(2) A Cannes-Pégomas, Cagnes-sur-Mer, St-Martin-du-Var, Six-Fours, Puget-sur-Argens et Fréjus.

avait 617 étrangers, soit 80 %, dont 457 Italiens, 132 Arméniens, 20 Espagnols et 8 divers. Aux fabriques de tuiles et briques peuvent se rattacher celles de carreaux de pavage, nombreuses dans cette région. Dans le Var, dans 30 fabriques visitées et occupant 925 ouvriers, il y avait 360 étrangers, soit 30 %, dont 273 Italiens et 32 Espagnols. La proportion des étrangers était légèrement diminuée ici par la présence d'une main-d'œuvre française spécialisée dans cette industrie locale très ancienne. Il en était de même pour les poteries artistiques et culinaires, qui, dans les Alpes-Maritimes notamment, occupent 492 personnes, dont 228 étrangers, soit 46 %, presque tous Italiens fixés avec leur famille à côté des spécialistes français.

Les verreries. — Le labeur dans les verreries est en général des plus pénibles. On y travaille demi-vêtu, dans une chaleur terrible qui oblige à boire souvent à la régale, sans souci des maladies contagieuses fréquentes dans la corporation, où sévit la tuberculose. Dans les verreries fidèles aux vieux procédés, et elles sont encore en majorité, le métier du tourneur et du cueilleur qui travaillent la pâte en fusion, exige une grosse endurance, de même que celui du souffleur très souvent atteint d'emphysème, de hernie ou de dilatation du cœur. Aussi, malgré des salaires élevés, la verrerie garde-t-elle difficilement son personnel et en recrute-t-elle encore plus difficilement du nouveau. Les enfants notamment, si nécessaires au travail de la verrerie, y deviennent de plus en plus rares. Les « teneurs aux moules », qui ouvrent et referment le moule où le souffleur introduit l'extrémité de sa canne, les rebrûleurs chargés de faire recuire le haut des bouteilles pour permettre le modelage du goulot, les « porteurs à l'arche » qui circulent et portent les verres d'un four à l'autre, sont en grande partie des enfants étrangers dans toutes les régions d'immigration. L'Assistance publique elle-même, a renoncé à y placer les pupilles les plus difficiles, comme elle le faisait jadis à titre de punition. Le développement du machinisme a heureusement permis à certains établissements de restreindre leurs besoins de main-d'œuvre et notamment de celle des enfants. Les fours sont fermés et alimentés automatiquement, le verre sort et est travaillé mécaniquement, de sorte qu'une équipe de 16 hommes peut faire le travail d'une centaine d'ouvriers dans les anciens établissements. Malheureusement, le nombre des verreries modernisées est encore en petit nombre.

Dans 280 verreries, occupant 27.000 ouvriers, il y avait 5.950 étrangers en 1928, soit 22 %. Les plus anciens établissements, ou ceux situés dans les centres urbains ou à proximité, possèdent encore une main-d'œuvre française importante, groupée en grande partie avant la guerre et que la spécialisation du travail et les salaires élevés attachent aux verreries. Les plus grands établissements, ceux situés dans

les centres industriels ou dans les régions frontières, comptent, au contraire, plus de 50 % d'étrangers.

C'est dans le Nord que l'on trouve le plus grand nombre de verreries, en raison de l'abondance des matières premières (sable et charbon) et de la présence d'une main-d'œuvre très anciennement groupée et spécialisée. Dans l'Aisne, par exemple, en raison de l'abondance de la silice et du bois, la verrerie de Quiquengrogne remonte à 1292. Aussi, les verreries du Nord possèdent-elles encore une importante main-d'œuvre française où les femmes et les enfants sont nombreux. L'étranger n'y fournit, en moyenne, que 16 à 18 % de l'effectif total. Dans 35 verreries du Pas-de-Calais, du Nord, de la Somme et de l'Aisne, occupant 10.650 ouvriers en 1928, il y avait 1.775 étrangers, soit 17 %. En tête venaient les Belges, puis les Polonais, les Espagnols, les Italiens et enfin les Tchécoslovaques qui fournissaient des spécialistes :

	Français	Belges	Italiens	Espagn.	Polonais	Tchéco-slovaques	Divers	Propor. étrang.
Nord	5.540	767	82	36	302	29	70	19 %
Pas-de-Cal.	1.180	87	14	18	43	4	8	15 %
Aisne	1.330	14	10	11	45	40	9	8 %
Somme	885	3	2	82	34	5	—	12 %
Total	8.935	871	108	147	424	78	87	17 %

La proportion la plus élevée se trouvait dans le Nord et le Pas-de-Calais départements de forte immigration et de grandes entreprises qui occupent un plus grand nombre d'étrangers : Aniche 23 %, Denain 28 %, Escautpont 35 %, Crespin 30 %, Boisson-sur-Sambre 38 % et Blanc-Misseron 45 %, ces dernières à proximité de la frontière. La population polonaise fournissait des femmes et des enfants, dont les plus jeunes se trouvaient souvent logés et pris en pension par l'établissement qui se chargeait de leur apprentissage. Les salaires suffisants pour les coupeurs, tourneurs et autres spécialistes, qui gagnent souvent plus de 50 fr. par jour, n'étaient que de 10 à 20 fr. pour les femmes et les gamins.

Dans l'Est et dans la région parisienne, la proportion des étrangers reste sensiblement la même que dans le Nord et ne dépasse pas 20 %. Il y a notamment très peu d'étrangers dans les cristalleries de Lorraine, en raison du travail plus délicat qui exige des ouvriers spécialisés. Dans la Seine, la proportion est de 16 % en moyenne.

Par contre, dans le Centre et le Midi, la proportion des étrangers est considérable, la population française se refusant davantage à ces travaux plus pénibles encore sous un climat plus clément. Dans la Loire et le Rhône, les étrangers fournissent la moitié des effectifs. Sur 3.000 verriers dans la Loire, on compte 880 Italiens, 550 Espagnols 65 Belges, 60 Suisses, 50 Portugais, 35 Tchécoslovaques, etc... A Rive de-Giers, tel grand établissement de 500 ouvriers compte 300 étrangers soit 60 %, en majorité Italiens et Espagnols. Nombre d'ouvriers

verriers étrangers, d'ailleurs, sont installés depuis longtemps dans la région, et une entreprise qui assure une retraite à son personnel après 30 ans de services, compte parmi ses pensionnés une quinzaine d'étrangers, en majorité Italiens. Dans le Tarn, la proportion diminue en raison de la présence de la verrerie ouvrière d'Albi qui a peu d'étrangers. A Carmaux, la verrerie comptait environ 25 % d'étrangers en 1927, en majorité Espagnols. Dans le Sud-Ouest, la proportion se maintenait en moyenne à 25 % et s'élevait dans les grandes entreprises à plus de 40 %. A Vianne (Lot-et-Garonne) il y avait 72 % d'étrangers en raison de la présence d'une importante colonie de Tchécoslovaques spécialistes du verre de lampe. Bordeaux, également, possédait de nombreux Tchécoslovaques dans ses verreries. Dans le Sud-Est, la proportion se maintenait entre 30 et 40 % en moyenne, par suite de la présence d'une nombreuse population étrangère, surtout italienne.

Les industries de produits chimiques. — L'industrie chimique est une industrie au développement récent, renforcé par la guerre et par l'essor de l'électro-chimie, et qui a vu ses besoins de main-d'œuvre tripler ces dernières années. Elle eut d'autant plus de mal à recruter son personnel, qu'elle exige un travail souvent pénible en raison de la chaleur, salissant, notamment dans certaines fabriques d'huiles animales et végétales, d'engrais, de matières colorantes, de carbures, etc., dangereux par suite des poussières ou des émanations délétères qui obligent parfois au port du masque ou à boire du lait en abondance pour lutter contre les effets de certaines intoxications. Aussi, l'industrie chimique dut-elle faire largement appel aux étrangers. Ce recours se trouva heureusement facilité par le développement du machinisme qui limite les besoins en spécialistes et restreint le rôle de l'ouvrier à une fonction de surveillance des machines ou à un travail de simple manutention.

En 1926, sur 218.000 travailleurs dans les industries chimiques, il y avait 35.000 étrangers soit 16 %. Cette proportion s'élevait à près de 20 % dans la seule main-d'œuvre masculine. En 1928-29 dans 200 entreprises de toutes les régions occupant 29.000 travailleurs, il y avait 13.000 étrangers, soit 46 %. Cette proportion apparaît d'autant plus considérable que nombre de petits établissements, notamment dans le Centre et l'Ouest, ont moins de 10 % d'étrangers, et que dans le Nord et la région parisienne la proportion moyenne est inférieure à 20 %. C'est dire que dans les autres régions, et notamment dans la France méridionale, les étrangers donnent la moitié de la main-d'œuvre.

Dans le Nord et l'Est, les étrangers, en moyenne, ne dépassent pas le quart des effectifs, sauf dans les grandes entreprises et celles situées à proximité des frontières, comme à Wattrelos où, sur 390 ouvriers, il n'y a que 32 % de Français et 68 % d'étrangers, Polonais et Belges, dont de nombreux frontaliers que l'on va chercher en autocar. Dans la région parisienne, l'abondance de la main-d'œuvre, et aussi

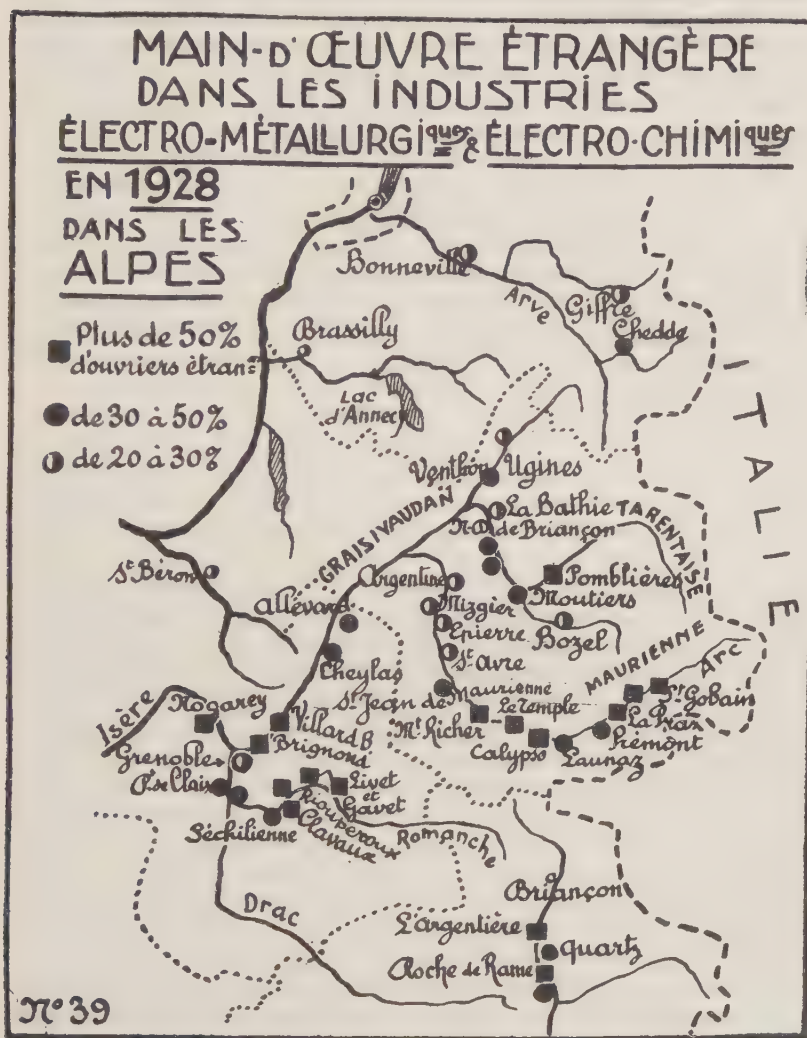
la création plus ancienne de certaines entreprises, expliquent que les Français fournissent encore plus des 3/4 de la main-d'œuvre. Dans la Seine, on comptait 9.500 étrangers en 1927, sur un effectif de 56.000 travailleurs, soit 17%. C'étaient les Africains qui arrivaient au premier rang, suivis par les Italiens et les Espagnols. La proportion des étrangers apparaissait particulièrement faible dans les nombreux établissements qui traitent des matières premières chères en petite quantité : photographie, produits pharmaceutiques, etc... et qui exigent une attention et une expérience que l'on ne trouve que chez des spécialistes, la plupart français.

Dans l'Ouest, où la main-d'œuvre française est plus abondante et moins sollicitée par l'industrie, les étrangers fournissent cependant le quart des travailleurs de l'industrie chimique, sauf dans les très petits établissements. Dans la Charente-Inférieure, une dizaine d'établissements occupant 1.290 ouvriers, comptaient 298 étrangers, soit 24%. Cette proportion s'élevait dans les grandes usines : 47% dans une usine de 120 ouvriers, 38% dans une usine de 360 ouvriers, et 29% dans une usine de 250 ouvriers. Elle tombait à 11% dans un établissement de 18 ouvriers. C'étaient les Espagnols, Portugais et Marocains qui constituaient la main-d'œuvre étrangère dans la plupart des départements de l'Ouest, sauf en Normandie où les Polonais, Italiens et Belges réapparaissaient. A Granville (Manche), une importante usine occupait 200 Polonais introduits par immigration organisée.

Dans le Sud-Ouest, la proportion augmente fortement, surtout dans la région pyrénéenne, où les usines d'électro-chimie se sont développées depuis la guerre et ont dû créer des cités ouvrières pour fixer une main-d'œuvre particulièrement instable. Ce sont les Portugais, recrutés par des intermédiaires ou embauchés à la frontière par des rabatteurs, qui arrivent au premier rang avec les Espagnols. Les Africains, également très nombreux, fournissent des manœuvres de seconde zone. A Lannemezan et à Pierrefitte-Nestalas (Hautes-Pyrénées), on comptait, en 1929, sur 1.000 ouvriers, un tiers de Français et 2/3 d'étrangers, dont 200 Portugais, 125 Espagnols, 115 Nord-Africains, 40 Italiens, 38 Arméniens, 30 Russes, etc... Des pourcentages analogues se trouvaient dans la plupart des usines des vallées pyrénéennes et même dans celles situées plus à l'intérieur du pays, à Boussens et à Toulouse. Dans le Tarn, une usine créée depuis la guerre, compte 40% d'étrangers sur un effectif de 300 ouvriers.

C'est dans le Sud-Est que l'on trouve le plus grand nombre d'étrangers dans les usines de produits chimiques. Le groupe lyonnais, qui est pourtant le plus favorisé en raison d'un marché du travail plus riche et de la possibilité pour les usines urbaines de recourir aux femmes qui donnent 15% de l'effectif total, comptait cependant un millier d'étrangers sur 2.800 travailleurs, soit 35%. Les Espagnols et les Africains y fournissaient, à eux seuls, les 2/3 de la main-d'œuvre étrangère. La proportion des étrangers est bien plus considérable encore dans le

groupe alpestre (Carte n° 39) dont les usines d'électro-chimie groupées dans les vallées de la Durance, de la Romanche, de l'Isère, du Drac, de l'Arc et du Haut-Rhône se heurtèrent à de nombreuses difficultés



pour le recrutement de leur main-d'œuvre (1). Ces difficultés étaient d'autant plus considérables que la production suit ici un rythme saisonnier dû à la fois à la périodicité des commandes (engrais au printemps et en automne) et à la périodicité du moteur lié au régime des

(1) BLANCHARD. *Revue de Géographie Alpine*. 1928.

eaux. On atténue bien ces inconvénients par le stockage et par l'alimentation en énergie à des centres différents, mais sans pouvoir les supprimer. Par ailleurs, ici comme dans nombre d'industries, les ouvriers-paysans français cessent d'être disponibles en été, au moment du travail maximum. Il faut ajouter le développement parallèle de l'électro-métallurgie qui se mêle ici à l'électro-chimie et dont les besoins de main-d'œuvre ne furent pas moindres. Toutes ces raisons expliquent l'importance de la main-d'œuvre étrangère qui constitue plus de la moitié de l'effectif total. En 1927, dans les 4 départements de Savoie, Haute-Savoie, Isère et Hautes-Alpes, sur environ 5.000 ouvriers on comptait 2.800 étrangers, soit 56 %. Comme un certain nombre de ces étrangers s'en retournent chez eux en hiver, notamment les Italiens et les Nord-Africains, ils fournissent ainsi l'appoint nécessaire en été, et permettent à l'industrie d'adapter ses effectifs aux fluctuations saisonnières. Italiens et Africains arrivent en tête. Sur 1.700 ouvriers étrangers occupés dans les usines des Alpes en 1929, on comptait 650 Italiens soit 38 %, 450 Africains, soit 26 %, 300 Espagnols et Portugais, puis des Russes, des Suisses, des Arméniens, des Polonais, etc... La seule usine de St-Auban, dans les Hautes-Alpes, comptait 15 nationalités. Les entreprises, pour fixer les ouvriers, se sont efforcées de les loger et ont créé des cités. A St-Auban, où il n'y avait qu'un cabaret auprès de la gare avant la création de l'usine, il y a aujourd'hui une petite ville d'un millier d'âmes.

La pénurie de main-d'œuvre est peut-être encore plus accentuée dans le Midi méditerranéen, en raison de la défection plus complète des Français et du caractère saisonnier très accentué de la production. Beaucoup d'entreprises d'engrais et de sulfates de cuivre licencient la moitié de leur personnel à la campagne d'octobre. Ce sont les étrangers qui fournissent la main-d'œuvre volante, dont l'instabilité serait presque un avantage si elle revenait régulièrement à chaque début de saison. C'est surtout dans les usines urbaines et suburbaines que la proportion des étrangers est considérable : 80 % à Marseille et dans ses faubourgs, à Port-de-Bouc, à St-Martin-de-Crau, à Arles, à Avignon, où se trouvent des colonies étrangères nombreuses. Cette proportion tombe à 50 % dans les régions rurales qui fournissent un plus grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières aux usines, d'ailleurs moins importantes et dont les besoins sont plus réduits.

Dans les usines à gaz, malgré la régularité du travail, le pourcentage se maintient à 50 % environ. Dans 6 usines du littoral méditerranéen occupant 800 ouvriers en 1928, il y avait 540 étrangers, soit 67 %. Dans les parfumeries, notamment dans les Alpes-Maritimes, la proportion des étrangers était plus faible en raison de la nature spéciale du travail qui est moins pénible et permet un large appel à la main-d'œuvre féminine. Néanmoins, par suite de l'importance de la population étrangère, elle restait encore considérable. Dans 47 fabriques occupant 1.620 travailleurs en 1928, dans les régions de Grasse,

Vallauris et Cannes, il y avait 640 étrangers, soit 40 %. La proportion variait d'ailleurs de 30 % à 80 % suivant les établissements. Dans toute la Provence, les Italiens donnaient 45 % de la main-d'œuvre étrangère et 25 % de l'effectif total. Venaient ensuite les Espagnols-Portugais qui donnaient 30 % des étrangers, les Africains, puis les Arméniens, Grecs, Polonais, Russes, etc...

Ce cosmopolitisme de la main-d'œuvre de l'industrie chimique révèle les difficultés du recrutement. Comme dans toutes les industries pénibles et ingrates, seuls les éléments les moins évolués et les plus disparates fournissent des travailleurs. Les Italiens, qui constituent cependant la presque totalité de la population étrangère dans la région frontière du Sud-Est, ne donnent qu'une proportion relativement faible de la main-d'œuvre étrangère de cette industrie : 37 % dans les Alpes, 45 % dans la Provence. Dans l'ensemble du pays ce sont les éléments les plus frustes qui arrivent en tête : Espagnols, Portugais, et surtout Nord-Africains que l'on retrouve en si grand nombre dans toutes les régions. Sans doute, ces éléments fournissent-ils une main-d'œuvre très inférieure, mais ils sont seuls à accepter de travaux souvent dangereux, d'autant que les ouvriers ont trop tendance à ne pas suivre les prescriptions d'hygiène qui leur sont recommandées. Or les Nord-Africains sont moins aptes que tous autres à supporter les émanations toxiques, en raison de leur prédisposition en France aux maladies pulmonaires. Certains employeurs, à ces objections, se retranchent derrière la nécessité de trouver une main-d'œuvre sans laquelle la production serait impossible. Il nous a même été donné d'entendre le chef d'une entreprise déclarer, au sujet du mauvais état sanitaire de la main-d'œuvre Nord-Africaine, que l'on « remédiait à cet inconvénient » en renvoyant les plus malades avant que leur rendement fût trop réduit ou que leur état laissât craindre une issue fatale et des indemnités. Montesquieu disait déjà — ironiquement il est vrai — que le sucre serait trop cher s'il n'était produit par des esclaves...

Les étrangers fournissent dans les industries chimiques, non seulement des ouvriers, mais encore, comme dans les verreries, des spécialistes, voire des ingénieurs. Dans les usines de la Rochelle-La Pallice il y avait en 1929, un directeur-ingénieur belge, 2 ingénieurs-chimistes suisses et un ingénieur autrichien. Dans la Seine, on compte de nombreux ingénieurs-chimistes de toutes nationalités, dont beaucoup de Russes. Dans la Loire-Inférieure l'arrivée d'un ingénieur hongrois permit la réouverture d'une usine de 300 ouvriers.

L'électro-métallurgie. — A l'électro-chimie, notamment à celle des Alpes, se lie étroitement l'électro-métallurgie. Celle-ci participe, d'ailleurs, à la fois de la métallurgie et de l'électro-chimie, dont il est souvent difficile de la séparer, certains établissements conjuguant ces activités. Lorsque l'électro-métallurgie se développe dans des

centres métallurgiques possédant une main-d'œuvre anciennement groupée, le problème du recrutement se fait moins pressant, d'autant que les fonderies et aciéries électriques y remplacent parfois les fours au charbon, comme dans la Loire à Firminy, à St-Chamond, etc... L'électro-métallurgie alors ne saurait être séparée de la métallurgie proprement dite.

Il en va tout autrement dans les régions montagneuses, où l'industrie est un fait nouveau. Son développement rapide, l'obligation de constituer entièrement sa main-d'œuvre dans des régions riches en force motrice, mais généralement pauvres en hommes, l'isolement en pleine montagne, le handicap des variations saisonnières encore trop sensibles, l'obligent à recourir dans de fortes proportions à la main-d'œuvre étrangère. Dans les Alpes, grand centre de l'électro-métallurgie, l'appel à l'étranger était d'autant plus nécessaire que les hautes vallées n'ont fourni qu'un nombre restreint d'ouvriers français, pour la plupart des paysans travaillant en même temps leur terre et qui l'été font défaut au moment même de la plus grande activité. La concentration des usines rend d'ailleurs le problème plus difficile : les 3/4 des usines se serrent dans les 3 vallées de la Maurienne de la Tarentaise et de la Romanche. La seule commune de Livet-et-Gavet dans la vallée de la Romanche, qui n'avait que 1.300 habitants à la fin du XIX^e siècle, compte 5 usines occupant plus de 1.500 ouvriers. Aussi, sur 14.000 ouvriers dans les 4 départements de la Savoie, Haute-Savoie, Isère et Hautes-Alpes, comptait-on 6.300 étrangers, soit 45 % du total en 1928. La proportion des étrangers variait en raison inverse de la congestion industrielle de la région. Elle montait à 65 % dans les nombreuses usines de la Haute Maurienne, à 60 % dans les usines si rapprochées de la Romanche où quelques-unes comptaient même jusqu'à 80 % d'étrangers (1). Elle baissait à 50 % dans la Tarentaise et le Graisivaudan, où les usines, en général plus isolées, profitaient d'un plus grand rayon pour le drainage de la main-d'œuvre française. C'est ainsi qu'Ugine et Allevard n'ont que 40 % d'étrangers. Même proportion dans les usines isolées de la vallée de la Durance : Serres, St-Auban, etc..., et proportion encore plus faible et parfois inférieure à 15 % dans les petits établissements, dont les besoins de main-d'œuvre se satisfont plus aisément dans la population locale : Moutiers, Le Giffre, Chedde, Venthon, etc... (Carte n° 39).

Au premier rang viennent les Italiens avec 3.500 ouvriers, soit 55 % de l'effectif étranger et 25 % de l'effectif total. La plupart, originaires du nord de l'Italie et fixés avec leur famille, fournissent d'excellents travailleurs. Quelques isolés font des économies et après quelques années, plus souvent après une saison, s'en retournent au

(1) En 1929, il y avait 80 % d'étrangers aux usines Keller et Leleux, 64 % aux usines de Clavaux, 69 % à celles de Rioupéroux, toutes situées sur la commune de Livet-et-Gavet (Isère)

pays et font venir un parent ou un ami à leur place. Les Italiens dominaient surtout en Haute-Maurienne où ils constituaient jusqu'à 80 % de la main-d'œuvre étrangère et 60 % de la main-d'œuvre totale. La proportion des Italiens tend cependant à diminuer par suite des difficultés opposées par le gouvernement italien à l'émigration de 1927 à 1930 et par suite de l'accroissement du nombre des étrangers d'autres nationalités. En 1924, d'après M. Blanchard, il y avait 71 % d'Italiens parmi les étrangers ; en 1929, cette proportion est tombée aux environs de 50 % (1). Les Nord-Africains viennent au 2^e rang avec 1.200 ouvriers, soit 19 % de l'effectif étranger. On les trouvait surtout dans les grands établissements auxquels ils fournissent des manœuvres. Venaient ensuite les Espagnols, les Russes, dont il existe une importante colonie de 600 individus à Ugines, des Portugais, des Chinois, des Polonais, des Grecs, des Arméniens, etc... Cette variété de la main-d'œuvre étrangère apparaît surtout dans les grands établissements dont les cités ouvrières donnent l'impression de véritables tours de Babel. L'instabilité des étrangers, ici encore, servirait le rythme saisonnier de la production, si ces « hirondelles » du travail revenaient régulièrement. Malheureusement il n'en est rien, et chaque année le problème du recrutement se pose. Nombre d'étrangers, surtout ceux venus des régions de plaine : Polonais, Russes, supportent mal la vie dans ces hautes vallées des Alpes, où ils se sentent écrasés et souffrent plus particulièrement de la nostalgie.

La soie artificielle. — La soie artificielle, tout comme l'électrometallurgie se rattache à deux industries : le textile et l'industrie chimique. Dans la mesure où elle se rattache à l'industrie textile elle a pu bénéficier de la main-d'œuvre de celle-ci lorsqu'elle l'a concurrencée victorieusement. Elle a pu, notamment, s'installer dans les régions rurales assez peuplées et faire appel à la main-d'œuvre féminine utilisable dans cette industrie où le travail apparaît peu rude. Certains établissements, en particulier dans le Nord et l'Isère, ont utilisé au maximum ce principe de décentralisation industrielle et ont créé des services de transports qui drainent la main-d'œuvre dans un grand rayon. Comme industrie chimique nouvelle, elle a connu un accroissement rapide, une production décuplée de 1913 à 1927. Elle a eu à recruter entièrement sa main-d'œuvre, laquelle hésitait souvent devant le caractère parfois pénible du travail dû aux vapeurs toxiques d'acétone ou de certains acides. Par ailleurs, les salaires inférieurs, communs à toute l'industrie textile, rendaient plus difficile le problème du recrutement.

C'est surtout dans les grandes entreprises, et notamment dans

(1) Dans 29 usines, en 1929, on comptait sur 10.190 ouvriers : 5.318 Français, soit 53 %, et 4.875 étrangers, dont 2.023 Italiens, 1.050 Africains, 728 Polonais, 664 Russes, 300 Espagnols, 52 Chinois, 25 Arméniens-Grecs, 14 Autrichiens, 6 Yougoslaves, etc...

celles de la région lyonnaise, que l'appel à la main-d'œuvre étrangère apparaît avec le plus d'ampleur. Dans la région lyonnaise, cet appel se trouvait rendu plus nécessaire par suite de la raréfaction de la main-d'œuvre féminine, déjà très sollicitée par l'industrie de la soie naturelle. Il fut d'ailleurs facilité par la présence d'une nombreuse population grecque et levantine, apte à ces travaux qui demandent plus d'attention que de force. Aussi les étrangers y constituent-ils de 50 à 70 % de la main-d'œuvre. Les femmes, qui dominent, sont surtout employées aux travaux les moins pénibles : triage, dévidage, moulinage flottage, paquetage, contrôle, etc... Les hommes travaillent à la fabrication et à la filature, en raison des vapeurs acides qui s'y dégagent. Dans 3 grandes entreprises de la région lyonnaise, employant 4.600 ouvriers, il y avait 3.200 étrangers, soit 69 % en 1928, en majorité des Grecs, Arméniens, Italiens et Russes. Un établissement de Lyon employant 1.700 ouvriers comptait 73 % d'étrangers :

Nationalités :	Hommes	Femmes	Total
Français	170	275	445
Arméniens	230	400	630
Italiens	90	125	215
Russes	110	98	208
Polonais	70	65	135
Grecs	6	16	22
Divers	12	33	45
	688	1.012	1.700

Les Arméniens, si nombreux ici, se retrouvent d'ailleurs dans toute l'industrie de la soie : filatures, tissages, moulinsages et fabriques de tapis de la vallée du Rhône et de la région marseillaise. Les Arméniens, les Grecs et les Russes, surtout les femmes, fournissent des travailleurs habiles et intelligents, mais plus négligents et moins énergiques que les Français et les Italiens. Pour fixer cette main-d'œuvre, les entreprises ont créé des cités ouvrières importantes, des écoles, des primes à l'ancienneté, etc... Elles ont cherché à former leur main-d'œuvre en faisant venir des enfants et des jeunes filles qu'elles prennent en pension. Elles recrutent notamment les jeunes filles des cités ouvrières étrangères, parfois éloignées : Creusot, Blanzey, Roche-la-Molière, etc... Les salaires restent faibles avec une moyenne de 15 à 20 fr. par jour pour les femmes et de 20 à 25 fr. pour les hommes. L'égalité de salaire avec les Français est à peu près respectée, mais on note une tendance à maintenir les étrangers, particulièrement les femmes, aux salaires des débutants qui sont inférieurs d'un tiers au salaire normal, et parfaitement insuffisants.

La métallurgie. — Avec la métallurgie nous abordons une industrie restée en grande majorité aux mains des Français et où la proportion des étrangers ne dépasse pas 12 % du total des travailleurs, soit de 2 à 5 fois moins que dans les industries précédemment étudiées. Il s'agit, d'ailleurs, d'une activité moins dépréciée et occupant un éche-

lon plus relevé dans la hiérarchie des occupations professionnelles. Le travail y apparaît moins comme un travail de force, davantage comme un travail d'habileté et d'intelligence, exigeant des esprits avisés et capables d'initiatives, et où le nombre des spécialistes est considérable. La main-d'œuvre française reste notamment importante dans les régions où l'industrie ancienne l'avait depuis longtemps groupée autour des usines. C'est le cas dans le Centre et le Nord industrialisés depuis longtemps et possédant un noyau de métallurgistes héréditairement entraînés à leur tâche. Les vieux centres les plus isolés, comme le Creusot, avaient même créé de véritables villes industrielles autour des usines, en puisant dans la population rurale jadis abondante. Dans les grands centres urbains : Paris, Lyon, Nantes, Bordeaux, etc... la métallurgie conserve également une main-d'œuvre française importante. Quant aux petites entreprises éparses dans le pays, elles trouvent encore assez aisément des travailleurs français, d'autant que la plupart sont des usines de transformations plus ou moins délicates qui plaisent et conviennent mieux aux Français.

Il en va tout autrement dans les grandes entreprises, dont le développement rapide et récent s'est trouvé souvent gêné par la rarefaction des travailleurs disponibles. C'est le cas notamment pour la métallurgie de l'Est, dont l'essor prodigieux est lié à celui des mines de fer et rappelle le développement des industries et des villes champignons des Etats-Unis. C'est le cas également de la métallurgie en Normandie, de certaines entreprises de construction d'automobiles, etc... Les tentatives faites avant la guerre pour recruter des ouvriers français avaient échoué, d'autant qu'il s'agit, ici, de la métallurgie lourde et qu'au surplus le paysan, individualiste, se refuse souvent à la discipline de l'usine comme à celle de la mine. Même les essais pour faire venir des métallurgistes du Centre ou du Nord en Normandie ou dans l'Est avaient échoué en raison des différences d'habitat, d'alimentation, de boisson, etc... Aussi, la métallurgie de Lorraine et de Normandie avait-elle pris l'initiative de l'immigration organisée dès avant la guerre. Après la guerre, l'accroissement de la production et la dispersion de l'ancienne main-d'œuvre, devaient entraîner un appel plus pressant encore à l'étranger.

Cet appel a d'ailleurs été rendu nécessaire dans presque toute la métallurgie lourde : hauts-fourneaux, aciéries, forges, laminiers, fonderies, etc..., où l'effort physique est considérable et rendu plus pénible par la chaleur des fours et du métal en fusion. Les Français se groupent davantage dans la métallurgie de transformation, dans la production des demi-ouvrés et des finis, abandonnant aux étrangers les rudes travaux de la production du métal. Aussi les étrangers, qui en 1926 constituaient 33 % de la main-d'œuvre dans la grosse métallurgie, n'en donnaient que 10 % dans le travail des métaux.

De là, les différences considérables enregistrées dans la proportion des étrangers dans les divers centres métallurgiques. De 34 % en

et-Moselle 9.700, Moselle 4.900, dans la région parisienne : Seine 9.600, dans l'Isère 2.400, et dans la région méditerranéenne : Alpes-Maritimes 2.900, Var 2.500. Au 2^e rang, les Belges donnaient 18 % de la main-d'œuvre étrangère. Le seul département du Nord en comptait 17.000, soit la moitié, la Seine 5.800, les Ardennes 3.400 et la Meurthe-et-Moselle 3.300. Les Nord-Africains, dont le recensement est plus difficile à effectuer (1), se plaçaient au 3^e rang, avec environ 20.000 à 25.000 ouvriers, dont 9.100 dans la Seine, soit presque la moitié. Les Polonais se trouvaient surtout dans la grande industrie de l'Est (6.000), du Nord (3.500), de la région parisienne (4.500), de Normandie (1.200) et de la Loire (1.300). Les Espagnols se trouvaient au nombre de 3.400 dans la Seine, 2.000 dans la Loire et le Rhône, 800 dans l'Arriège. Sur 12.100 Suisses, il y en avait 3.900 dans le Doubs et 3.800 dans la Seine. Les Russes et les Tchécoslovaques se trouvaient pour la moitié de leurs effectifs dans la région parisienne. Les 3/4 des Allemands étaient dans l'Est.

Les départements possédant le plus grand nombre d'étrangers métallurgistes étaient par ordre d'importance en 1927 :

Départements	Étrangers	Sur 100 travailleurs combien d'étrang.	Départements	Étrangers	Sur 100 travail. combien d'étrangers
Seine	51.000	13	Rhône	4.000	7
Nord	24.000	20	Calvados	3.490	30
Meurthe-et-Mos.	18.200	34	Alpes-Maritimes	3.210	43
Moselle	14.800	35	Var	2.900	37
Loire	7.000	12	Saône-et-Loire	2.550	9
Seine-et-Oise	6.400	15	Savoie	2.400	37
Ardennes	6.200	18	Bas-Rhin	2.050	8
Doubs	6.200	17	Bouch.-du-Rh.	2.000	8
Isère	5.500	23	Loire-Inférieure	1.900	5

De ces chiffres, il résulte que c'est la *région parisienne* qui occupe le plus grand nombre d'étrangers dans la métallurgie. La Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne et l'Oise en possèdent à eux seuls 58.900, soit presque le tiers du total. Près de la moitié de ces 59.000 étrangers, exactement 22.000, étaient Italiens et Africains. Malgré l'importance de ces effectifs, les étrangers ne constituaient qu'une partie assez restreinte de la main-d'œuvre totale, environ 13 %, car dans cette région dominant les industries de transformation et de produits finis (Voir chapitre sur Paris).

La *région de l'Est* qui vient au 2^e rang par le nombre des métallurgistes étrangers et qui est le domaine de la grosse production, connaît un pourcentage élevé d'immigrés dans sa main-d'œuvre. Sur 94.000 travailleurs dans la métallurgie de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, il y a 32.200 étrangers, soit 34 % ainsi répartis :

(1) Les Algériens sont sujets français.

Nationalités	Meurthe-et-Moselle	Moselle	Total
Italiens	9.700	4.875	14.575
Polonais	2.360	3.740	6.100
Belges	3.300	367	3.667
Luxembourgeois	727	1.845	2.572
Africains	450	235	685
Portugais	900	15	915
Russes	350	1.090	1.440
Suisses	82	128	210
Allemands	76	1.500	1.576
Tchécoslovaques	174	425	599
Divers	71	500	571
Total	18.190	14.720	32.910

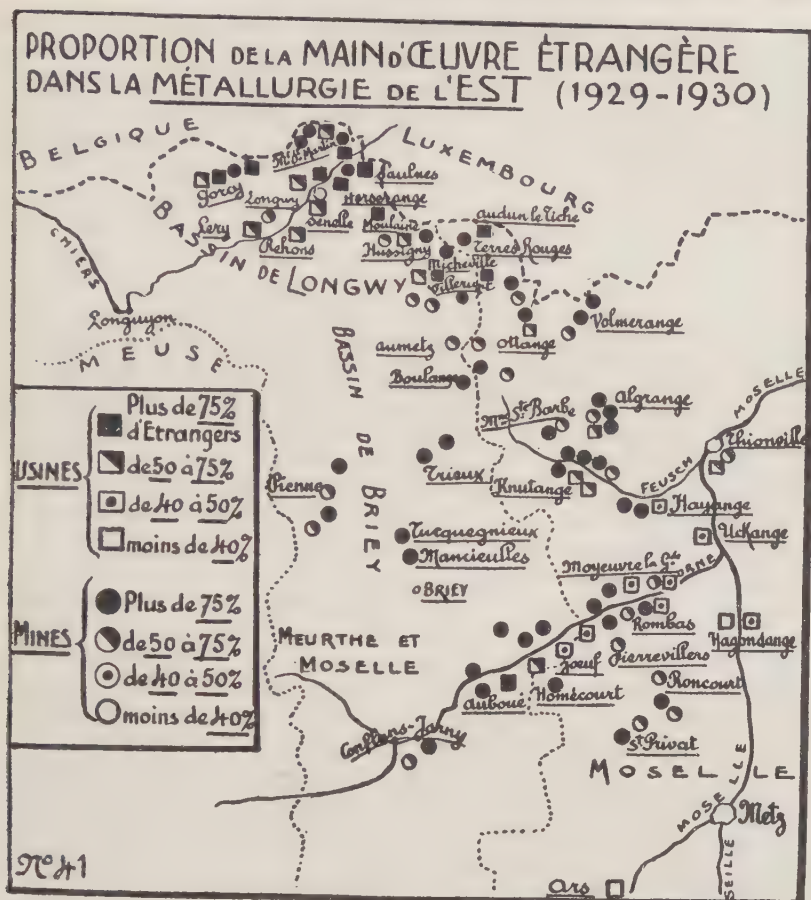
C'était dans la région minière, où très souvent l'usine est jumelée au puits d'extraction, que se groupait toute cette main-d'œuvre étrangère. Le recrutement organisé explique la prédominance très nette des éléments italiens et polonais. Ces deux nationalités donnent à elles seules les 2/3 de l'effectif étranger. Viennent ensuite les éléments fournis par les pays voisins : Belges, Luxembourgeois et Allemands, au nombre de 7.500, puis les Africains, Russes, Tchécoslovaques, etc...

Les Belges se trouvent presque exclusivement en Meurthe-et-Moselle, dans le bassin de Longwy, où le nombre des frontaliers est considérable en raison de la proximité des villages belges surpeuplés. Les frontaliers se déplacent parfois de 30 à 40 km, alors que les villages français éloignés seulement de quelques kilomètres ne donnent pas d'ouvriers aux usines. La plupart des frontaliers viennent par chemin de fer sur lequel ils profitent d'abonnements très bon marché en Belgique. Les lignes d'Arlon et de Virton à Longwy en amènent chaque jour près de 2.000, dont une moitié descend entre la frontière et Longwy, et l'autre moitié dans la région de Longwy.

Les Luxembourgeois et les Allemands dominent au contraire en Moselle. Les Luxembourgeois, dont un grand nombre de frontaliers, se concentrent dans la région de Villerupt-Ottange, où les industries métallurgiques françaises et luxembourgeoises sont étroitement unies en raison du prolongement du bassin minier en Luxembourg. Des mines, comme celles de Terres-Rouges en France, ont des communications dans les deux pays, de sorte que des Luxembourgeois peuvent y travailler sans pénétrer en France. Nombreuses sont également les usines luxembourgeoises installées en France. Les Allemands et Sarrois se trouvent surtout dans la vallée de la Moselle, et notamment dans le bassin de Thionville-Metz où, dès avant la guerre, une importante immigration allemande avait été organisée pour satisfaire en partie aux besoins de main-d'œuvre.

Quant aux Italiens et Polonais, on les trouve partout, l'immigration organisée les attirant dans tous les centres. Toutefois, c'est surtout sur le plateau de Briey, plus isolé, plus éloigné des frontières et où la main-d'œuvre locale était particulièrement rare, que leur nombre apparaît considérable.

La proportion des étrangers, variable suivant les établissements,



reste cependant presque toujours supérieure à 40 % (Carte n° 41). Dans la région frontière, de Longwy à Villerupt, elle dépasse parfois 75 %. Mêmes fortes proportions sur le plateau de Briey, où la main-d'œuvre étrangère dépasse largement la main-d'œuvre française :

Usines à :	Fran- çais	Italiens	Polonais	Belges et Luxemb.	Tchécos Yougos. Russes	Divers	Proport des étrang.
Longwy	650	398	150	908	15	265	74 %
Senelle	1.700	1.030	497	1.194	206	325	66 %
Micheville	1.120	730	250	400	86	466	64 %
Audun-le-Tiche	770	1.230	760	130	150	165	65 %
Villerupt	150	170	120	110	40	105	78 %
Knutange	260	1.000	210	100	10	5	84 %
Homécourt	2.240	480	760	120	500	355	51 %
Auboué	1.200	1.205	330	50	230	145	62 %
	180	435	46	25	13	12	75 %

Ces chiffres font nettement ressortir l'importance de l'élément

belge et luxembourgeois dans les usines de la région frontitière, et la prédominance des Polonais et surtout des Italiens dans tous les établissements. Même dans la plupart des usines du bassin de Longwy-Villerupt les Italiens viennent en tête, fournissant de 50 à 70 % de la main-d'œuvre étrangère dans les établissements de Villerupt, Michéville, etc..., en raison de leur grand nombre de spécialistes.

La proportion des étrangers diminue légèrement dans les usines situées sur l'ancien territoire annexé et installées dans la vallée de la Moselle, ou à proximité dans les vallées adjacentes de la Fensch et de l'Orne. La main-d'œuvre locale est ici plus abondante et a reçu l'appoint de nombreux Allemands, installés avant 1914, aujourd'hui en partie naturalisés. Par ailleurs, l'industrie dans cette zone est plus ancienne que celle du bassin de Briey qui ne date que de la fin du XIX^e siècle. Dès le XVIII^e siècle, il existait des forges importantes dont le développement continu et plus lent a permis le recrutement d'une main-d'œuvre spécialisée dans une population rurale alors abondante. Tel est le cas notamment pour les établissements de Wendel dont l'origine remonte à plus de 2 siècles (1) et dont les usines de Moyeuvre, Jœuf et Hagondange comptent aujourd'hui encore 12.600 Français sur un effectif de 21.500, soit 58 %. Un grand nombre de ces ouvriers français sont fournis par les familles locales groupées autour des usines depuis fort longtemps. C'est ainsi que 25 % d'entre eux sont logés par leurs propres moyens dans les campagnes avoisinantes. Par ailleurs, le développement très ancien des œuvres sociales, notamment des logements ouvriers dont les premiers remontent à 1840, a aidé les isolés ou ceux habitant trop loin, à se fixer autour des usines. En 1927, les établissements de Wendel comptaient 5.000 logements et 1.700 lits de dortoir, groupant une population de plus de 20.000 âmes (2). On enregistre la même existence d'un fort noyau d'ouvriers français-lorrains dans la plupart des autres usines de la vallée de la Moselle. La proximité de grands centres urbains : Thionville. Metz, élargit, par ailleurs, le marché du travail, qui est au surplus bien drainé par les transports : chemins de fer, tramways, auto-cars, etc... Le détail de l'origine du personnel employé dans ces établissements permet de constater ces caractéristiques :

(1) En 1704, J.M. Wendel faisait l'acquisition des forges d'Hayange.

(2)

Établissements de :	Logements	Dortoirs (nombre de lits).
Vallée de la Fensch	1.850	1.110
Vallée de l'Orne	1.720	340
Jœuf	1.380	240
Total	4.950	1.690

	Français :				Allemands et Sarrois
	non lorrains	Lorrains	Alsaciens	Naturalisés	
Vallée de la Fensch	436	5.056	936	688	339
Vallée de l'Orne	2.072	2.421	678	441	188
Hagondange	180	2.195	1.006	200	100

	Luxembourg	Italiens	Polonais	Divers	Proportion d'étrangers
Vallée de la Fensch	533	1.939	1.500	565	41 %
Vallée de l'Orne	326	2.279	1.031	386	43 %
Hagondange	109	475	816	306	34 %

Ainsi, sur un effectif de 27.000 ouvriers, on compte 16.200 Français, dont 9.700, soit les deux tiers, sont Lorrains, 2.620 Alsaciens, 1.300 ex-Allemands naturalisés, et 2.680 « Français », c'est-à-dire non originaires de l'ancien territoire d'Empire. Les étrangers, au nombre de 10.700, représentent 40 % de la main-d'œuvre totale. Ce sont, ici encore, les Italiens qui arrivent en tête, dont quelques-uns venus avant la guerre, puis les Polonais dont le nombre augmente rapidement, et environ 1.700 travailleurs originaires des pays voisins : Luxembourgeois, Allemands et Sarrois.

Dans la région de Nancy, la main-d'œuvre française domine encore beaucoup plus nettement, et le recrutement y apparaît comme complètement opposé à celui du bassin de Briey. L'industrie y est d'ailleurs ancienne, compte bien moins d'établissements, et la plupart sont d'importance beaucoup plus réduite. Les plus fortes fonderies n'occupent pas plus de 3.500 ouvriers : Pompey 3.000 et Neuves-Maisons 3.300. Il y a, là encore, une importante population française stable. Les 3/4 des ouvriers sont mariés et viennent en grande partie des communes rurales ou des grandes villes voisines, notamment de Nancy, d'où ils affluent chaque jour par toutes sortes de transports : bicyclette, chemin de fer, tramway, etc... Aussi la métallurgie de cette région compte-t-elle beaucoup moins d'étrangers. En moyenne de 15 à 20 %. Seule, la fonderie de Pont-à-Mousson, fermée pendant la guerre et qui dut reconstituer sa main-d'œuvre, compte 45 % d'étrangers, en majorité Polonais et Portugais. La Société de Pont-à-Mousson occupait en 1930, environ 2.100 Polonais, soit 50 % de sa main-d'œuvre. Avec les femmes et les enfants, on arrivait au total de 5.000 individus (1).

Dans l'Ouest, et notamment en Normandie, le développement de la métallurgie rappelle un peu celui de l'Est, mais avec beaucoup moins d'ampleur. En Normandie, il n'y a que 6.000 étrangers, dont plus de la moitié dans le Calvados, le reste dans la Seine-Inférieure et l'Eure. La proportion est d'environ 11 % pour la région et s'élève à 30 % dans le Calvados. Dans la Seine-Inférieure, où dominent les

(1) La seule colonie de Pont-à-Mousson comprend 2.225 Polonais, dont 360 femmes et 800 enfants.

industries de transformation : chaudronnerie, mécanique, etc... déjà anciennes, et possédant une main-d'œuvre française spécialisée, l'étranger ne donne que 5 % en moyenne des travailleurs. Telle grande société de chantiers navals, qui occupe 1.400 ouvriers, ne compte que 100 étrangers, soit seulement 7 %. Et, contrairement à ce qui se produit généralement, la plupart de ces étrangers sont des spécialistes : chaudronniers, tourneurs, chalumistes, perceurs, mateurs, riveurs, ajusteurs, charpentiers en fer, serruriers, forgerons, etc... Cette main-d'œuvre était, par ailleurs, des plus cosmopolites comme dans beaucoup d'industries maritimes : il n'y avait pas moins de 14 nationalités représentées dans cette centaine d'étrangers. Dans le Calvados, au contraire, où domine la grosse métallurgie, née du développement rapide des mines, les besoins de main-d'œuvre ont obligé à un appel beaucoup plus considérable d'étrangers. C'est ainsi que dans les 2 cantons de Caen, l'installation de l'industrie du fer a entraîné, malgré les pertes de la guerre, une augmentation de 13.000 âmes, augmentation fournie pour près de la moitié par les étrangers (1). On comptait, en 1927, environ 3.500 étrangers sur 11.350 ouvriers dans la métallurgie du Calvados. La plupart avaient été introduits par immigration organisée, d'où la prédominance des Slaves : 1.100 Polonais, 650 Russes, 275 Tchécoslovaques — auxquels s'ajoutaient 450 Italiens recrutés par les services d'immigration du Comité des Forges, puis des Espagnols et des Nord-Africains. Une des plus importantes sociétés, occupant 3.920 ouvriers en 1929, comptait 1.340 étrangers, soit 34 % ainsi répartis professionnellement :

	Franç.	Polon.	Russes	Italiens	N.-Afr.	Tchéco.	Divers	Proportion d'étran.
Spécialistes	1.245	68	77	60	12	43	61	21 %
Man. spécial.	857	120	147	30	35	11	40	31 %
Manœuvres	478	320	190	53	67	7	55	60 %

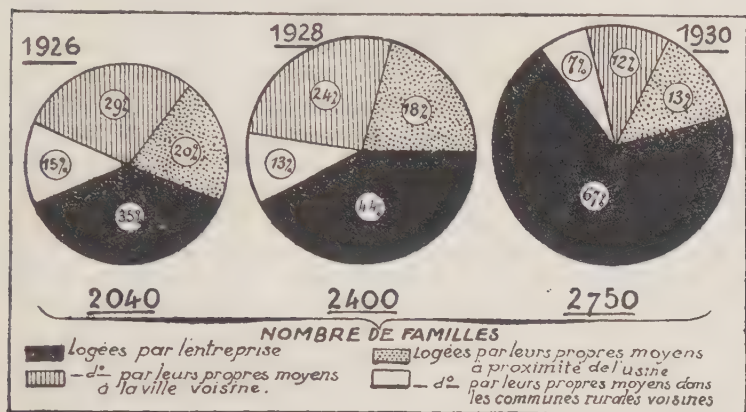
De ces chiffres, il résulte que les Français et Tchécoslovaques fournissent surtout des spécialistes, et les Polonais, Russes et Africains, surtout des manœuvres. Cette main-d'œuvre étrangère, qui reste encore en période de formation, ainsi d'ailleurs que la main-d'œuvre française, est particulièrement instable, comme le révèle l'importance du mouvement des départs et des embauches nécessaires pour maintenir l'effectif indispensable en 1928, dans un grand établissement :

	Franç.	Polon.	Russes	Italiens	Nd.-Afr.	Espagn.	Divers	Total
Embauches	1.645	690	374	61	175	87	262	3.294
Départs	1.633	551	375	76	230	106	316	3.287

Soit, pour un effectif de 3.900 ouvriers, 3.287 départs comblés par

(1) Les cantons de Caen, qui comprennent la ville et les communes limitrophes, comptaient en 1911 environ 50.000 âmes ; en 1926, leur population s'élevait à 63.000, soit une augmentation de 26 %.

un nombre égal d'embauches. De là, le gros effort fait par les employeurs pour fixer cette main-d'œuvre par une politique familiale et du logement. Effort considérable, comme le montrent les graphiques suivants indiquant la répartition géographique des logements ouvriers à la Société métallurgique de Normandie près de Caen, qui occupe plus de 4.000 ouvriers, et où la stabilité est d'ailleurs meilleure que dans les autres établissements :



Dans la Loire-Inférieure, où existe un important groupe métallurgique, celui-ci profite de son isolement relatif sur un marché du travail qui bénéficie de la proximité de la Bretagne, encore riche en hommes et du voisinage de grands centres urbains comme Nantes et St-Nazaire. Aussi n'y compte-t-on que 1.900 étrangers sur un effectif de 35.000 ouvriers, soit seulement 5%. Toutefois, les grandes entreprises de métallurgie lourde, comme celle des Forges de Basse-Indre, où la production, depuis la guerre, a quadruplé et le personnel triplé (1), ont été obligées de recourir davantage à l'étranger. En 1928, sur un effectif, de 2.500 ouvriers, on en comptait 430, soit 17%, dont 220 Polonais, 127 Espagnols, 35 Italiens, 30 Tchécoslovaques, etc... La plupart effectuaient les travaux les plus pénibles comme chauffeurs de fours, rattrapeurs et décolleurs aux laminaires où ils constituaient plus du tiers de l'effectif. Une grande compagnie de construction de locomotives, à Nantes, comptait 400 étrangers sur un effectif de 3.000 ouvriers, soit 13%. Par contre, les entreprises exigeant un plus grand nombre de spécialistes, en avaient très peu. Les chantiers navals de Penhoët à St-Nazaire, sur 5.000 travailleurs, n'occupaient que 150 étrangers, soit seulement 3%, la plupart spécialistes autrichiens et tchécoslovaques.

La région du Nord, qui se place entre la région de l'Est pour la

(1) L'effectif ouvrier est passé de 914 en 1913, à 2.600 en 1929

grosse production et le Centre spécialisé dans les produits finis, occupe une proportion également intermédiaire d'ouvriers étrangers. Il y en avait 31.500 en 1927, dans les 4 départements du Nord, des Ardennes du Pas-de-Calais et de l'Aisne, soit en moyenne 18 % de la main-d'œuvre de la métallurgie. Les 3/4 étaient Belges, le reste surtout Polonais (3.900), Italiens (2.300) et Nord-Africains. L'importance des éléments polonais et italiens dans cette région frontière, s'explique par la réduction progressive de la main-d'œuvre belge, qui oblige les employeurs à recourir à l'importation d'éléments qui restent malheureusement inférieurs comme valeur professionnelle aux Belges.

L'importance des établissements, la nature du travail, et surtout la proximité de la frontière, influent directement sur la proportion de la main-d'œuvre étrangère dans la métallurgie de cette région. C'est ainsi que les départements frontières du Nord et des Ardennes où par ailleurs, la métallurgie lourde est plus importante, comptent 19 % et 18 % d'étrangers, alors que le Pas-de-Calais n'en a que 7 %. Dans le département du Nord, la proportion s'élève à 30 % dans les usines proches de la frontière et s'abaisse à 20 % dans la région de Lille et à 12 % dans les établissements plus isolés. La plupart des hauts-fourneaux, forges, aciéries, fonderies, etc., en ont beaucoup plus que les usines de produits finis. Telle usine de Lille, qui sur 460 ouvriers compte 122 étrangers, soit 26 %, les emploie presque exclusivement aux fonderies.

Dans le bassin de Maubeuge, où l'industrie métallurgique assure le finissage des produits lorrains et exige par conséquent une main-d'œuvre plus qualifiée, c'est très nettement l'élément belge qui domine. La métallurgie est d'ailleurs ici en étroite union avec l'industrie belge. Des sociétés belges sont établies en France et des maisons françaises ont des entreprises en Belgique, de sorte que les échanges de main-d'œuvre sont fréquents et constituent un véritable lien entre les centres de Maubeuge, Mons et Charleroi. Un grand nombre des Belges qui affluent dans la vallée de la Sambre, se fixent en France, notamment entre Aulnoye et Maubeuge. Quant aux frontaliers, on les trouve surtout entre Maubeuge et la frontière, comme l'indique le tableau suivant qui montre, en même temps, la proportion croissante de la main-d'œuvre belge à mesure qu'on se rapproche de la frontière :

Métallurgie :	Belges			Français	Proportion des Belges
	domiciliés	non domic.	Total		
d'Aulnoye à Maubeuge	2.220	100	2.320	6.600	26 %
de Maubeuge à la frontière	575	4.150	4.725	3.100	60 %

La présence de cette importante population belge contribue à accroître considérablement la proportion de la main-d'œuvre étrangère. En 1927, dans 30 usines du bassin de la Sambre, occupant 20.000 ouvriers, il y avait 9.200 étrangers, soit 46 %. Les Belges au nombre de 7.000, donnaient le tiers de la main-d'œuvre totale et les 3/4 de la

main-d'œuvre étrangère. La plupart étaient des spécialistes de même valeur que les Français avec lesquels on ne faisait aucune différence. Les autres étrangers, dont 900 Africains, fournissaient surtout des manœuvres. La difficulté croissante éprouvée pour recruter des travailleurs belges se fait sentir même dans ces usines de la frontière qui sont obligées de recourir à l'immigration organisée pour satisfaire aux nouveaux besoins de main-d'œuvre, comme le révèle la composition du personnel d'une grande usine en voie de développement à Jeumont :

Années	Français	Belges	Italiens	Polonais
1929	550	2.050	75	néant
1930	673	2.380	145	25
1931	695	2.480	165	295

Dans le *Centre*, la métallurgie occupe beaucoup moins d'étrangers en raison de son éloignement des frontières, de son développement plus lent et plus régulier, de la prédominance du travail des produits finis, de la formation très ancienne d'une main-d'œuvre française héréditairement spécialisée, et enfin en raison du nombre plus restreint des grands établissements et de leur moindre concentration. Les 5 départements de la Saône-et-Loire, de la Loire, de l'Allier, de l'Aveyron et du Gard ne comptaient, en 1927, que 11.000 étrangers dans une population active de 105.000 métallurgistes soit seulement 10 %. Les Polonais introduits par immigration organisée et les Espagnols, venaient en tête, suivis par les Africains, Italiens et Tchécoslovaques :

Départements	Polon.	Espagn.	Italiens	Russes	Tchéco.	Divers	Total
Saône-et-Loire	1.026	375	185	398	125	441	2.550
Allier	817	17	25	177	15	26	1.077
Loire	1.365	1.155	1.549	175	165	1.250	5.659
Aveyron	45	256	16	130	20	37	504
Gard	75	478	142	47	25	284	1.051

La proportion des étrangers dans la main-d'œuvre totale reste à peu près la même dans les 5 départements, mais varie beaucoup avec l'importance des établissements. Dans la Saône-et-Loire, les usines du Creusot, à elles seules, emploient les 9/10 de la main-d'œuvre étrangère de la métallurgie du département. En 1929, le Creusot comptait 2.270 étrangers sur un effectif total de 12.000, soit 19 %. La composition de cette main-d'œuvre était des plus hétéroclites. Les Slaves dominaient avec les éléments exotiques. La plupart étaient des isolés et à peine un quart avaient leur famille en France :

Nationalités	Ayant leur famille	Isolés	Total
Polonais	320	796	1.116
Russes	137	531	668
Chinois	18	82	100
Africains	1	106	107
Portugais	14	71	85
Tchécoslovaques	22	33	55
Arméniens	33	20	53
Espagnols	18	10	28
Grecs	12	13	25
Divers	15	18	33
	590	1.680	2.270

Il n'y avait donc presque pas d'éléments de l'ancienne immigration : suisse, belge, italienne et espagnole. Le Creusot recevait surtout les éléments exotiques, qui venus par Marseille, remontent vers Paris. Il possédait une importante colonie de Russes recrutés en Bulgarie par la S.D.N. et comprenant un grand nombre d'anciens officiers et d'intellectuels qui fournissent des ouvriers intelligents, mais suivant l'expression des employeurs, « sujets à la neurasthénie ». Les Chinois avaient été introduits pendant la guerre, où l'usine en possédait plus de 2.000. Quant aux Polonais, ils avaient été recrutés par immigration organisée, notamment en Westphalie, après la guerre. La plupart de ces ouvriers étrangers étaient logés dans la cité ouvrière et les baraquements construits par l'usine. Naturellement, cette main-d'œuvre était de qualité inférieure et composée pour les 3/4 de manœuvres. Alors qu'elle constituait 19% de l'effectif total, elle ne fournissait que 3% des spécialistes, mais donnait, par contre, 30% des manœuvres. Elle était également très mobile et contribuait, à elle seule, pour plus de la moitié au mouvement des entrées et des sorties de l'usine.

Dans la Loire, la main-d'œuvre étrangère gardait la même composition hétérogène, mais toutefois, avec un fort noyau d'Italiens et d'Espagnols dont quelques-uns très anciennement installés en France (1). Ici encore, cette main-d'œuvre se groupait dans les grands établissements où elle constituait souvent plus de 20% de l'effectif total, notamment aux forges et aciéries de Firminy, d'Unieux, de Rive-de-Giers, de Givors, etc... Même dans les très vieux établissements possédant un important noyau de spécialistes français, comme aux établissements J. Holtzer, d'Unieux, la proportion s'élevait à 18% avec 435 étrangers sur un effectif de 2.414 ouvriers. Dans les établissements travaillant pour l'Etat, comme les usines de St-Chamond, la proportion s'abaissait en raison du taux de 10% fixé par la loi, mais dépassait cependant 15% en raison du grand nombre d'Algériens sujets français. Dans le Gard, les forges et fonderies de Tamaris occupaient 760 étrangers, soit 52% de leur effectif en 1927, dont 403 Espagnols, 204 Russes, 160 Nord-Africains, 72 Italiens, 39 Polonais, 27 Chinois, 16 Grecs-Arméniens, etc...

Dans l'Allier, même phénomène de concentration des étrangers dans les grandes entreprises. Les usines de Commentry et Montluçon possèdent les 2/3 de l'effectif étranger du département, avec 790 dont 700 Polonais, 50 Russes, 25 Lithuaniens et 10 Tchécoslovaques, soit 20% de leur personnel ouvrier. Par contre, les autres entreprises peu importantes, ont souvent moins de 10% d'étrangers. On constate le même phénomène dans tous les autres départements du centre de la

(1) Une enquête effectuée en 1928, par la préfecture de la Loire, donnait la proportion de 15 % d'étrangers dans la métallurgie, dont : 2.990 Italiens, 3.290 Espagnols, 1.040 Polonais, 1.020 Nord-Africains, 480 Grecs, 260 Portugais, 290 Suisses, 187 Belges, 193 Albanais, 147 Chinois, 41 Arméniens, etc...

France. C'est ainsi que dans le Cher, où l'étranger ne donne que 7% de la main-d'œuvre dans la métallurgie, cette proportion s'élève à 55% dans une très grande usine où le rude travail des fonderies occupe près de 600 étrangers, dont 535 Polonais groupés dans une cité ouvrière des plus modernes aux environs de Bourges.

Dans les *régions frontières*, la proportion se relève naturellement avec l'importance de la population étrangère. Dans le Doubs où la construction mécanique, en particulier celle de l'automobile, a fait des progrès considérables depuis la guerre, on compte 6.330 étrangers, sur un effectif total de 36.700 métallurgistes, soit 17%. Plus de la moitié sont des Suisses (3.894), qui fournissent de bons spécialistes. Viennent ensuite les Italiens : 1.400, les Espagnols, 253, les Polonais et les Africains. Dans les Alpes-Maritimes, la proportion des étrangers, presque tous Italiens, atteint près de la moitié avec 3.300 sur un total de 7.300 travailleurs, soit 45%. Dans le Var, la proportion baisse légèrement à 36%, en raison de l'éloignement de la frontière. En 1928, dans 50 établissements du littoral, espacés de Menton à la Seyne, on avait les proportions suivantes, croissant avec l'approche de la frontière :

Centres Métallurgiques	Français		Étrangers		Proport. des étrang.
	Ouvriers	Apprentis	Ouvriers	Apprentis	
Menton	14	4	45	1	71 %
Beausoleil	8	2	16	2	64 %
Nice	72	40	160	17	61 %
Vésubie	32	—	36	—	52 %
Antibes	23	10	30	3	50 %
Cannes	79	18	257	9	73 %
St-Tropez	384	32	162	8	29 %
Londe-les-Maures	132	13	60	5	30 %
Toulon	392	11	130	6	22 %
Seyne	1.372	136	875	39	38 %

L'importance et le caractère stable de la main-d'œuvre étrangère apparaît ici avec le grand nombre de jeunes apprentis étrangers, surtout Italiens, qui constituent le tiers des apprentis dans les Alpes-Maritimes et le quart dans le Var. Même dans la vieille industrie des chantiers navals, la proportion des étrangers apparaît considérable. Les forges et chantiers de la Seyne, sur un total de 2.150 ouvriers, comptaient 840 étrangers, soit 39% de l'effectif, alors qu'on ne relevait qu'une proportion de 3% aux chantiers navals de St-Nazaire.

Dans le *Sud-Ouest*, la proportion des étrangers est moins forte en raison du plus petit nombre de grands établissements. Dans la région pyrénéenne, on enregistre 18 à 20% dans les Pyrénées-Orientales, 27% dans l'Ariège. Dans les Basses-Pyrénées, les forges du Boucau, près de Bayonne, comptent 350 étrangers sur un effectif de 1.800 ouvriers, soit 19%. Cette proportion se maintient dans la plupart des grands établissements de la métallurgie lourde du bassin Aquitain. En 1929, dans 25 usines de la Gironde et des départements

limitrophes (1) occupant 3.360 ouvriers, il y avait 645 étrangers, soit 19%. Le plus grand nombre étaient Espagnols, dont beaucoup de spécialistes, depuis longtemps en France. Venaient ensuite les Portugais et les Africains, comme manœuvres. Certains établissements particulièrement développés depuis la guerre, comptaient parfois plus de 30% d'étrangers, telle cette importante usine du Lot-et-Garonne ayant 295 étrangers sur 800 ouvriers, soit 37%. Dans les 25 usines visitées la moitié des jeunes apprentis étaient étrangers. Il y a là le signe de l'importance croissante de la main-d'œuvre étrangère dans la métallurgie et aussi de la montée sociale des immigrés qui considèrent cette industrie comme plus relevée et qui y poussent leurs enfants.

Au total, la main-d'œuvre étrangère est particulièrement importante dans la métallurgie lourde, dans les grands établissements au développement récent et dans les régions frontières où elle fournit en moyenne le tiers des effectifs, alors qu'elle n'en donne que 12% dans l'ensemble de l'industrie métallurgique. La plupart des étrangers sont employés comme manœuvres en raison de leur inexpérience et de la concentration des Français dans les postes de spécialistes. L'emploi de l'étranger dans la métallurgie se trouve facilité par la possibilité de recourir à une proportion croissante d'ouvriers non qualifiés par suite du développement du machinisme. De là, aussi, la possibilité d'employer des immigrés de races les plus diverses. En 1924, une enquête faite dans 158 grands établissements métallurgiques éparpillés dans toute la France et occupant 47.300 étrangers (2), révélait la faible proportion de spécialistes chez la plupart des étrangers :

Nationalités	Proportion par nationalité	
	de manœuvres :	de spécialistes :
Anglais	95 %	4 %
Belges	66 %	33 %
Tchécoslovaques	44 %	55 %
Russes	43 %	56 %
Italiens	31 %	68 %
Espagnols	27 %	72 %
Polonais	25 %	74 %
Nord-Africains	15 %	84 %

Ce sont les Polonais, les Espagnols, et plus encore les Nord-Afri-

(1) Lot-et-Garonne, Charente-Inférieure, Charente, Haute-Vienne, Gers. Sur les 645 étrangers, il y avait 322 Espagnols, 157 Portugais, 47 Italiens, 42 Polonais, 24 Belges, 16 Marocains, etc..., ainsi répartis professionnellement :

	Spécialistes	Manœuvres
Espagnols	210	112
Portugais	12	145
Italiens	41	6
Polonais	15	27
Belges	19	1
Marocains	1	15

(2) Les 47.000 étrangers se répartissaient ainsi : 14.500 Italiens, 6.700 Nord-Africains, 6.000 Belges, 5.800 Polonais, 3.900 Espagnols, 2.500 Russes, etc...

cains, qui fournissent le plus de manœuvres. Les Italiens, les Russes et surtout les Belges, donnent un plus grand nombre de spécialistes. Il en est de même des Suisses, des Tchécoslovaques et des Autrichiens dont l'orientation professionnelle est plus poussée et qui donnent d'excellents spécialistes.

Les sucreries et distilleries de betteraves. — Il s'agit ici d'une industrie en grande partie saisonnière et liée étroitement à la culture de la betterave. Cette dernière exige une importante main-d'œuvre de saisonniers agricoles : environ 20.000 chaque année, en majorité fournis par l'étranger. C'est également parmi les étrangers que les sucreries et distilleries trouvent la main-d'œuvre volante qui leur est nécessaire.

L'industrie sucrière et les distilleries se trouvent principalement dans la région du Nord, où elles occupaient 73.000 travailleurs en 1926 dans les 7 départements de l'Aisne, de l'Oise, du Nord, du Pas-de-Calais, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de la Somme. Ce sont les Belges qui fournissent la majorité de la main-d'œuvre étrangère. Nombre d'entre eux sont des saisonniers agricoles venus pour la campagne betteravière et la moisson. L'afflux des saisonniers, pour la campagne sucrière, commence vers le 15 septembre et se prolonge jusqu'au 15 octobre comme le révèle le mouvement des entrées contrôlées de « sucriers » à la frontière belge :

Périodes du :	1928	1929	1930
15 septembre au 1 ^{er} octobre	2.500	3.000	4.000
1 ^{er} octobre au 15 octobre	7.400	5.000	4.600
	9.900	8.000	8.600

Un certain nombre de ces travailleurs viennent par équipes avec un chef qui les a groupés et leur sert d'intermédiaire. D'autres sont recrutés par les services administratifs à la frontière ou par la Société Générale d'Immigration qui opère pour le compte des sucreries et des distilleries. La S.G.I. a ainsi embauché en 1928, près de 6.000 travailleurs, dont 5.350 entrés par le contrôle de Tourcoing et 1.485 par le contrôle de Feignies. Mais ici encore, la raréfaction de l'élément belge oblige à recourir aux éléments d'Europe centrale, auxquels les employeurs doivent accorder des contrats d'au moins 6 mois, d'octobre à février. L'immigration organisée fournit en moyenne 500 à 600 ouvriers par an, surtout Polonais et Tchécoslovaques, dont l'introduction est d'ailleurs très onéreuse en raison des frais de transport. Au total, le nombre des étrangers de toute provenance travaillant à la campagne sucrière, oscille entre 9.000 et 11.000 chaque année.

En 1927, dans 126 sucreries et distilleries employant 29.450 ouvriers, on comptait 12.230 étrangers, soit 40 %. La proportion était surtout considérable dans les régions de faible population industrielle et s'élevait à 78 % dans certaines usines isolées du Nord

et de l'Aube. Elle baissait au contraire, dans les établissements situés à proximité de grands centres industriels, comme dans le Pas-de-Calais où il n'y avait en moyenne que 27 % d'étrangers.

La difficulté de trouver de la main-d'œuvre, constitue une gêne sérieuse pour l'industrie sucrière. Elle cherche à y suppléer par le développement des installations mécaniques qui entraînent une immobilisation de capitaux d'autant plus lourde à supporter que la fabrication ne dure que 3 mois. Par ailleurs, la raréfaction de la main-d'œuvre entraîne une augmentation de ses exigences et chaque année, les saisonniers étrangers se font payer plus cher. Les employeurs sont d'autant plus obligés de céder qu'ils ont intérêt à avoir des travailleurs stables et éprouvés, car une fois la campagne commencée, il ne doit pas y avoir d'interruption ni jour ni nuit, un arrêt étant presque toujours funeste en raison des altérations de jus et de sirop qu'il entraîne.

Les sécheries de chicorée. — La culture et l'industrie de la chicorée se concentrent surtout dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Environ 14.000 planteurs et leur famille se livrent à cette culture qui occupe au total 30.000 travailleurs. Elle exige un certain nombre de saisonniers, presque tous Belges, qui arrivent au moment du démariage (juin-juillet) et de l'arrachage (novembre). Mais ce sont les sécheries qui en ont le plus besoin, en raison du travail exceptionnel et de courte durée qui y est demandé. Il y a environ 200 séchoirs dans le Nord de la France, exigeant chacun 1 ou 2 basculeurs et de 3 à 10 sècheurs, fournis presque exclusivement par les Belges. Ces spécialistes, au nombre d'environ 1.200, sont, ou d'anciens briquetiers, ou, plus souvent encore, des originaires de la région de Roulers (Flandre occidentale) où cette spécialisation très ancienne se continue de père en fils. Le travail est très pénible et oblige à ne boire que de l'eau distillée pour supporter la chaleur. Beaucoup de Français, qui veulent boire de l'alcool ne peuvent résister. Il faut en outre, une surveillance constante de jour et de nuit. Aussi préfère-t-on les isolés que l'on croit moins tentés d'aller faire un tour dans leur famille, notamment la nuit. Les salaires sont élevés : environ 50 à 65 fr. par jour pour une production de 1.000 à 1.200 kilos de cossettes sèches par jour (1).

En 1928, au moment de la campagne, dans 93 sécheries du département du Nord, occupant un personnel supplémentaire de 468 ouvriers, on comptait 100 Français et 368 Belges, soit 80 %. Dans le Pas-de-Calais 75 sécheries avaient une main-d'œuvre supplémentaire de 350 ouvriers, dont 55 Français et 295 Belges, soit 84 %. Au total, dans ces deux départements, 168 sécheries comptaient 155 Français et 663 Belges, soit 81 %, pendant les 2 à 3 mois de séchage.

(1) La rétribution était, en 1929, de 5 fr. 50 les 100 kgs de cossettes sèches.

Les transports. — Les transports occupaient en 1926, environ 25.000 étrangers. La proportion de main-d'œuvre étrangère variait beaucoup suivant qu'il s'agissait de services publics comme les chemins de fer ou d'entreprises privées comme les transports par route, par eau, par mer, etc... Dans les transports par voie ferrée où les travailleurs sont de véritables fonctionnaires bénéficiant de tous les avantages que comporte cette qualification : sécurité, retraite, travail limité, etc. la proportion des étrangers est insignifiante. On n'y comptait en 1926, que 5.000 étrangers sur un effectif total de 585.000 travailleurs, soit moins de 1 %. Par contre, la proportion des étrangers s'élevait à 10 % dans les autres transports où l'on comptait 19.000 étrangers sur un effectif total de 199.000 travailleurs. La proportion des patrons étrangers était notamment assez élevée. En 1926, il y avait 12 % d'étrangers parmi les chefs d'entreprises de transports. On comptait de nombreux patrons italiens, belges et russes dans les transports automobiles (taxis, auto-cars, camions) et maritimes (vedettes, barques).

Dans la *marine marchande*, la proportion des étrangers est faible dans l'ensemble. L'acte de navigation de septembre 1793, limite d'ailleurs au quart de l'effectif la faculté d'emploi de main-d'œuvre étrangère. En 1927, sur 140.000 marins embarqués, on comptait 131.000 Français, 3.700 coloniaux et 2.850 étrangers, soit seulement 6 % d'étrangers et de coloniaux. Toutefois, la proportion s'élève considérablement dans les postes les plus pénibles (chauffe, soute, etc...) et dans les postes du service domestique (restaurant, services passagers, etc...) à tel point qu'il s'y développe une concurrence difficilement supportée par les Français.

C'est surtout dans la flotte marchande de la Méditerranée et notamment celle de Marseille, que s'affirme cette situation. La main-d'œuvre étrangère y constitue en moyenne 20 % du personnel. Un décret autorise, d'ailleurs, la Compagnie des Messageries Maritimes à employer pour ses navires allant au delà de Suez, une main-d'œuvre indigène dans les services de chauffe et de soute. Cette main-d'œuvre est toujours étrangère, soit chinoise, soit originaire d'Aden (Yémen). Pour certains navires chauffant au charbon, elle atteint facilement 30 et 40 % de l'effectif total. Le quart de l'effectif est, du reste, presque toujours dépassé même dans le service général, si on comprend les indigènes sujets français dans la main-d'œuvre étrangère. Il y a, en effet, en ce qui concerne ces derniers, de véritables abus. Comme leur qualité de sujets français leur donne les mêmes avantages de solde et d'assurance qu'aux nationaux, certains indigènes étrangers, comme ceux du Yémen, cherchent à acquérir cette qualité. Pour cela, il leur suffit d'un court séjour à Djibouti. Nantis de la qualité de sujet français, ces indigènes se dirigent en partie vers Marseille, où ils naviguent sous bénéfice de leur nouvelle nationalité et sans contingentement. Cette main-d'œuvre est particulièrement importante dans les Compa-

gnies Fabre, Fraissinet, Paquet et sur tous les navires faisant la côte d'Afrique où elle compose presque exclusivement le personnel de chauffe et de soute. La main-d'œuvre indigène, surtout indo-chinoise, est également nombreuse (souvent plus de 12%) dans les services cuisine, restaurant, passagers, etc... Certaines compagnies ont un service de coloniaux sujets français (Indo-Chinois ou Malgaches), embarqués sous la dénomination de boys et qui aident au nettoyage général des aménagements des services hôtel et restaurant.

Les compagnies recourent d'ailleurs volontiers à la main-d'œuvre étrangère plus souple et moins exigeante. En 1927, les Compagnies de Marseille embauchent 400 étrangers pour le service agent général, alors qu'il y avait du chômage pendant cette même période dans la main-d'œuvre nationale de cette spécialité. Aussi, la Fédération nationale des syndicats maritimes s'est-elle élevée maintes fois contre « l'emploi immodéré d'indigènes par notre armement qui, s'il n'a pas dans tous les cas un but d'avilissement des salaires, a toujours celui de violer systématiquement les lois sociales en spéculant sur l'ignorance des indigènes ». Les syndicats français ont également invoqué la sécurité à bord compromise par la difficulté de vérifier l'identité des indigènes, alors qu'il est toujours facile d'en établir une. Des indésirables peuvent se glisser à bord comme l'ont montré les scènes de vandalisme qui se sont produites lors de certains naufrages. Par ailleurs, la contrebande des armes et des stupéfiants s'en trouve facilitée (1).

Ces protestations, justifiées en partie, exagèrent cependant la concurrence. En réalité, très souvent la main-d'œuvre française fait défaut pour les postes pénibles ou de domesticité, et le pourcentage des étrangers reste malgré tout assez faible. En 1929, à Marseille, s'il y avait 14% d'étrangers dans le service agent général et 12% aux machines, il n'y en avait que 2% dans les équipages du pont.

L'industrie hôtelière. — Avec l'industrie hôtelière, nous abordons une industrie où la nature du travail ne peut être comparée aux travaux manuels rudes et salissants des industries précédentes, mais qui se rattache aux activités domestiques peu recherchées des Français. Ceux-ci y manquent de souplesse et y montrent une indépendance ou une fierté parfois excessives. Par ailleurs, l'industrie hôtelière exige un certain apprentissage et souvent la connaissance de langues étrangères, toutes choses que l'on trouve plus fréquemment chez les immigrés que chez les Français. Enfin, il s'agit d'une activité en grande partie saisonnière qui convient mal aux travailleurs stables et ayant une famille. Par contre, les étrangers, avec une plus grande souplesse et plus d'apparente déférence, avec leur connaissance de plusieurs langues, leur grand nombre d'isolés et de travailleurs saisonniers, sont souvent préférés aux Français. De là, la forte

(1) Rapport au Conseil National de la main-d'œuvre. Janvier 1928.

proportion d'étrangers dans l'hôtellerie et qui apparaît d'autant plus considérable qu'elle y provoque, parfois, la concurrence avec la main-d'œuvre nationale. Cette concurrence n'apparaît pas pendant la belle saison, où les besoins sont considérables, mais pendant la morte-saison, où il est évidemment impossible de renvoyer tout le personnel étranger souvent excellent et où le Français doit partager le chômage avec les immigrés.

D'une grande enquête faite en 1928, dans 1.085 hôtels dans 54 villes, dont 41 stations hydro-minérales, balnéaires, climatiques ou touristiques, il résulte que la proportion des étrangers atteint en moyenne 23 % avec 8.200 sur un effectif total de 34.400 employés (1) :

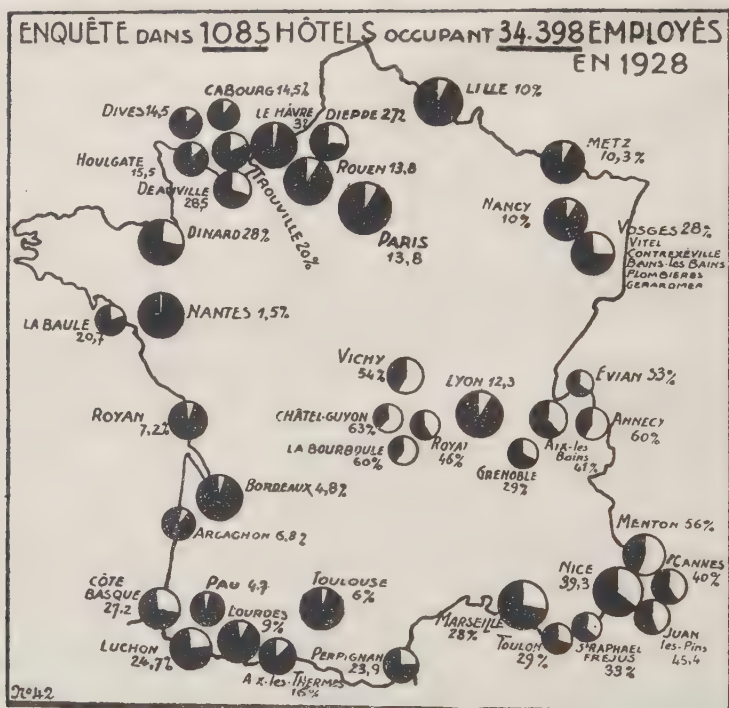
Villes ou régions	Nombre d'hôtels visités	Personnel total employé	Étrangers	Proportion des étrangers
Paris	50	7.922	1.095	14 °/o
Lille	10	376	37	10 °/o
Metz	14	183	18	10 °/o
Nancy	29	185	12	6,5 °/o
Rouen	9	190	17	9 °/o
Nantes	12	194	3	1,5 °/o
Lyon	22	1.066	131	12 °/o
Bordeaux	15	434	20	4,8 °/o
Toulouse	12	401	24	6 °/o
Perpignan	5	195	46	24 °/o
Marseille	25	848	237	28 °/o
Toulon	16	176	46	29 °/o
Plages de la Manche	139	6.125	1.261	21 °/o
Plages de l'Océan	110	2.612	548	21 °/o
Stations des Pyrénées	200	2.148	280	13 °/o
Plages de la Côte d'Azur	85	4.333	1.850	43 °/o
Stations des Alpes	80	2.035	834	41 °/o
Stations du Massif Central	193	2.462	1.348	55 °/o
Stations des Vosges	59	1.511	433	28 °/o
Total	1.085	34.398	8.240	23 °/o

La proportion apparaît relativement faible dans les centres urbains où, sauf dans la région méditerranéenne (Perpignan, Marseille, Toulon), elle ne dépasse pas 16 % et très souvent reste inférieure à 10 % comme à Nancy, Rouen, Nantes, Bordeaux et Toulouse. C'est à Nantes qu'on en compte le moins : 1,5 %. Par contre, dans toutes les régions climatiques, balnéaires et touristiques, où le travail est particulièrement soumis aux influences saisonnières, la proportion de la main-d'œuvre étrangère dépasse 20 % et s'élève même à plus de 40 % sur la Côte d'Azur, dans les Alpes et le Massif Central (Carte n° 42). C'est à Annecy, que la plus forte proportion a été enregistrée avec 137 étrangers sur un effectif de 226 employés, soit 60 % et à Chatel-guyon, où dans 31 hôtels occupant 407 personnes, il y avait 255 étrangers, soit 63 %.

Ce sont les Italiens qui dominent partout, sauf sur les plages de l'Océan et dans les stations des Pyrénées, où les Espagnols l'emportent

(1) Enquête effectuée par les services de la main-d'œuvre étrangère sous la direction de M. POUILLOT.

légèrement. Et encore, des stations importantes comme Luchon et des plages comme la Baule comptent-elles plus d'Italiens que d'Espagnols. Contrairement à ce que l'on pouvait attendre l'élément suisse est très peu représenté. Même dans les stations des Vosges, les Suisses restent fort loin derrière les Italiens, puisque sur 438 employés étrangers, on ne compte que 26 Suisses contre 358 Italiens. Dans le Massif Central, l'élément italien ne constitue pas moins de 83 % de l'effectif étranger avec 1.081 sur un total de 1.348 étrangers. La prédominance de l'Italien, considérable dans les régions climatiques et

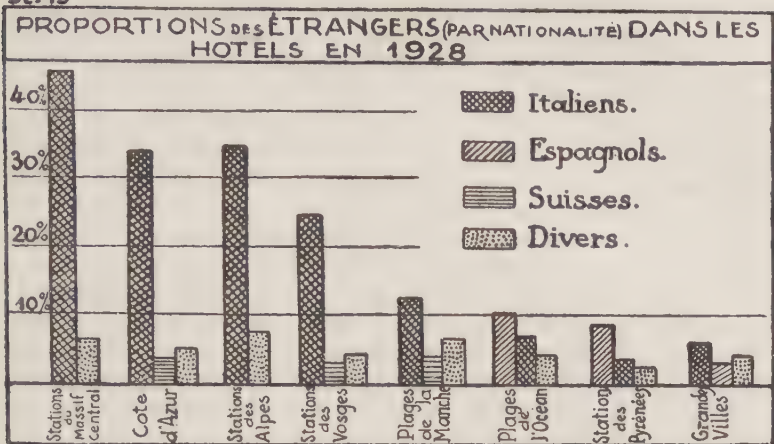


N° 42. — La carte donne le pourcentage de la main-d'œuvre étrangère (en blanc) dans les principaux centres hôteliers. La proportion apparaît particulièrement élevée dans les stations climatiques et balnéaires où le travail est plus saisonnier et la clientèle plus cosmopolite. (Carte dressée d'après celle établie par M. POUILLON, chef du service de la main-d'œuvre étrangère),

thermales, diminue légèrement dans les villes, où tout en se maintenant au premier rang, il laisse une plus large part aux autres nationalités : Espagnols, Belges, Suisses, Russes et Tchécoslovaques, comme l'indique le graphique n° 13 (page suivante) :

La répartition professionnelle des étrangers dans l'industrie hôtelière présente de curieuses particularités. Les étrangers se trouvent en grand nombre dans les postes de l'office. La proportion des

2e 13



plongeurs étrangers atteint 27% à Lille et à Metz, bien qu'il n'y ait pas plus de 10% d'étrangers dans les hôtels de ces villes. A Paris, où l'étranger donne 14% du personnel total, il fournit 29% des plongeurs. Dans le Midi, cette proportion s'élève à 61% à Marseille, 74% à Nice, 88% à Cannes et 96% à Menton.

Par contre, la proportion s'inverse en ce qui concerne les cuisiniers. L'élément français domine dans cette catégorie. Même dans les centres où l'étranger fournit la moitié de l'effectif total, comme à Nice, on n'enregistre que de 6 à 10% de cuisiniers étrangers.

Il en est tout autrement pour les directeurs et maîtres d'hôtel, parmi lesquels on trouve beaucoup d'étrangers. On compte 57% de directeurs étrangers à Menton, 34% à Lille, où cependant il n'y a que 10% d'étrangers dans l'effectif total. En ce qui concerne les maîtres d'hôtel, 62% sont étrangers à Menton, 44% à Marseille. Cette proportion s'abaisse à 24% à Nice, par suite de l'influence heureuse de l'école hôtelière installée dans cette ville. C'est ensuite dans les emplois de garçons d'hôtel que l'on trouve la plus forte proportion d'étrangers. A Marseille 46% des garçons d'étage sont étrangers, 70% à Fréjus, et St-Raphaël, 92% à Menton.

Enfin, remarque particulièrement importante, c'est dans les hôtels de luxe que les emplois de direction sont le plus fréquemment donnés à des étrangers, et c'est dans ces établissements que la proportion de la main-d'œuvre étrangère est la plus considérable. Dans ces maisons, les employés immédiatement en contact avec la clientèle : concierges, portiers, chasseurs, bagagistes, préposés aux ascenseurs, sont presque tous de nationalité étrangère. Aussi bien, alors que la proportion des étrangers dans l'ensemble des hôtels des stations touristiques et balnéaires est en moyenne de 32%, cette proportion

s'élève à 78 % dans les seuls hôtels de la première catégorie. Dans les hôtels des 2^e et 3^e catégories, la proportion est un peu moins élevée, mais se maintient encore à 60 %. Par contre, dans les hôtels de la 4^e catégorie, dont la plupart emploient moins de 20 personnes, il n'y a que 18 % d'étrangers.

L'importance de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière correspond d'ailleurs à la nécessité de satisfaire la clientèle touristique, qui chaque année déferle sur la France. La main-d'œuvre étrangère contribue ici à l'exploitation d'une source de richesses considérable. En 1929, la France reçut 759.000 Anglais (1), 535.000 Espagnols et 225.000 Américains. Les seuls Américains ont laissé en France environ 5 milliards (2) et l'Office National de Tourisme estimait à 15 milliards l'ensemble des dépenses des touristes étrangers, dont 5 milliards pour Paris, dans le commerce de luxe, les spectacles et les hôtels ; 5 milliards aux stations thermales et autant aux centres touristiques. Au surplus, la forte proportion des étrangers dans l'hôtellerie due, en partie à des besoins réels de main-d'œuvre, en partie à des nécessités professionnelles, et justifiée par le développement du tourisme étranger, ne saurait être facilement réduite. Certains hommes politiques ont déposé inconsidérément des projets de loi interdisant la direction d'hôtels aux étrangers et limitant à 10 % leur proportion dans la main-d'œuvre totale (3). Si pareille mesure était prise ce serait pour un grand nombre d'hôtels la nécessité de fermer leurs portes faute de main-d'œuvre qualifiée. D'autre part en ce qui concerne les cadres, la question de qualité est primordiale et la concurrence ici ne peut être assimilée à la concurrence quantitative, comme pour les ouvriers. Par ailleurs, le directeur est souvent l'agent de contrôle sur place des capitaux étrangers investis dans l'affaire, et protégés par les accords diplomatiques (4).

Les industries textiles. — Avec les industries textiles, nous abordons une branche de l'activité économique restée presque exclusivement aux mains des Français. Le textile, qui est une des plus im-

(1) Ce chiffre ne comprend pas les voyageurs de transit vers Bâle, l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne, ni les excursionnistes qui restent moins de 24 heures en France et dont le Nord reçoit en une seule journée plus de 100.000.

(2) En 1929, le Department of Commerce aux E.-U. donne les chiffres suivants concernant les dépenses des touristes américains :

Canada	5.024.000.000 francs
France	4.845.000.000 —
Angleterre	1.040.000.000 —
Italie	797.000.000 —

A ces chiffres s'ajoutent, en ce qui concerne la France, 400 millions versés à notre marine marchande pour le passage des touristes et des marchandises, soit au total plus de 5 milliards.

(3) Projet de loi. Documents Parlementaires. Chambre des Députés. xiv^e législature. N^o 3258.

(4) C'est ainsi que l'accord franco-britannique de 1928 précise que l'autorisation est accordée « aux établissements britanniques (banques, établissements industriels, commerciaux, hospitaliers, etc...), de s'assurer les services de ressortissants britanniques pour des emplois de direction ou autres emplois de confiance ».

portantes industries et occupe près d'un million d'individus, ne compte en effet qu'une très faible proportion d'étrangers. Si l'on excepte le centre de Lille, Roubaix, Tourcoing, où travaillent en 1930, près de 40.000 Belges, la plupart des autres centres occupent moins de 5 % d'étrangers. En 1926, sur 930.000 travailleurs du textile recensés en France, il y avait 64.000 étrangers, soit 6,8 %. En tête venaient les Belges : 24.800, puis les Italiens : 15.400, les Espagnols : 6.000 et les Polonais : 4.700. Contrairement à ce qui a lieu dans les autres industries c'est la main-d'œuvre féminine qui l'emporte ici sur la main-d'œuvre masculine avec 33.400 étrangères contre 30.000 étrangers.

Cette faible proportion de main-d'œuvre étrangère dans l'industrie textile s'explique par la nature du travail qui a gardé un caractère familial et rural. Avec le grand nombre de ses petits établissements, de ses petits ateliers familiaux, avec la possibilité d'utiliser la main-d'œuvre féminine, l'industrie textile a contribué dans les régions où elle s'est développée à fixer la main-d'œuvre des campagnes en élargissant l'horizon de travail, en fournissant un travail d'appoint aux familles rurales. Aussi, des centres importants comme ceux de Mazaamet-Labastide (Tarn) isolés dans des vallées reculées de la Montagne Noire trouvent-ils leur main-d'œuvre, environ 10.000 travailleurs, presque exclusivement dans la population locale. Par ailleurs, le travail demandé exige plus d'attention et d'habileté que d'effort musculaire. Il veut une main-d'œuvre exercée que l'on peut difficilement trouver parmi les étrangers. Des tentatives faites dans le Nord et dans l'Est pour utiliser des étrangers dans les filatures et tissages ont échoué. D'un autre côté, les salaires sont en général inférieurs à ceux de la plupart des autres industries. Or l'immigré qui ne recule pas devant l'effort physique, recherche le plus souvent le gain maximum.

Ces particularités apparaissent notamment dans les Vosges où l'industrie, très disséminée, garde plus qu'ailleurs, son caractère familial et puise davantage dans la population rurale. Les femmes et les enfants y fournissent les 3/4 de la main-d'œuvre totale. Or, en 1929, dans 180 établissements occupant 38.700 travailleurs, on ne comptait que 757 étrangers soit 2 %, dont 263 hommes, 355 femmes et 139 enfants. Ce n'est pas à dire cependant, que les besoins de main-d'œuvre n'y fussent pas supérieurs. Tout au contraire, certains établissements sont obligés de restreindre leur production de 5 % à 30 % suivant les régions. Mais le recours à la main-d'œuvre étrangère se trouve limité par : 1° le manque de logement et l'impossibilité financière pour l'industrie d'en faire bâtir un grand nombre ; 2° le défaut de main-d'œuvre qualifiée, notamment de tisserands, parmi les étrangers, qui fait que de nombreuses tentatives ont échoué ; 3° les salaires plus faibles.

Même phénomène dans la soierie des régions lyonnaise et stéphanoise où les petits métiers individuels s'opposent aux grandes usines des autres industries. L'électricité est favorable à cet emploi de la

main-d'œuvre féminine rurale en permettant la multiplication des petits ateliers à domicile. C'est ainsi que dans l'Isère, depuis la guerre, le nombre des établissements de moins de 10 ouvriers est passé de 1 à 78, ceux de 10 à 20 ouvriers de 7 à 70, alors que le nombre des établissements de plus de 100 ouvriers est resté stationnaire.

Dans les grands établissements : filatures, tissages, etc... groupant des centaines d'ouvriers, la main-d'œuvre est cependant plus difficile à trouver parmi les Français. Le travail plus mécanique demande heureusement moins d'ouvriers qualifiés et plus de manœuvres conducteurs de machines. Les grands ateliers du textile rappellent ici ceux de la grande métallurgie ou de la soie artificielle. Aussi l'appel à la main-d'œuvre étrangère y est-il plus important. De là, la proportion élevée d'étrangers dans les grands établissements du Nord qui sont, par ailleurs, situés à proximité de la frontière. Dans la région de Lille, Roubaix, Tourcoing, les Belges au nombre de 40.000 environ, dont beaucoup de frontaliers, constituent 40 % de la main-d'œuvre du textile. Aux Belges s'ajoutent les femmes et les filles de Polonais travaillant dans les mines ou usines voisines. Toute cette main-d'œuvre est drainée par des services journaliers de trains, d'auto-cars ou de tramways. La proportion des étrangers est également assez forte (10 à 15 %) dans les grands établissements de la région lyonnaise et dauphinoise où la main-d'œuvre française est insuffisante, malgré l'organisation de transports automobiles qui vont chercher au loin le personnel, malgré l'installation des usines à proximité des grandes villes : Lyon, Grenoble, Vienne, ou des centres industriels où les femmes sont disponibles : Allevard, Pontcherra, etc... On est obligé de recourir aux Italiens, aux Grecs, aux Arméniens et aux Russes, notamment depuis le développement de la soie artificielle dont les besoins ont contribué à raréfier la main-d'œuvre. La proportion s'accroît encore en Provence, en particulier dans les fabriques de tapis, où les Grecs et les Arméniens sont nombreux. Néanmoins, les étrangers constituent rarement plus de 20 % de la main-d'œuvre.

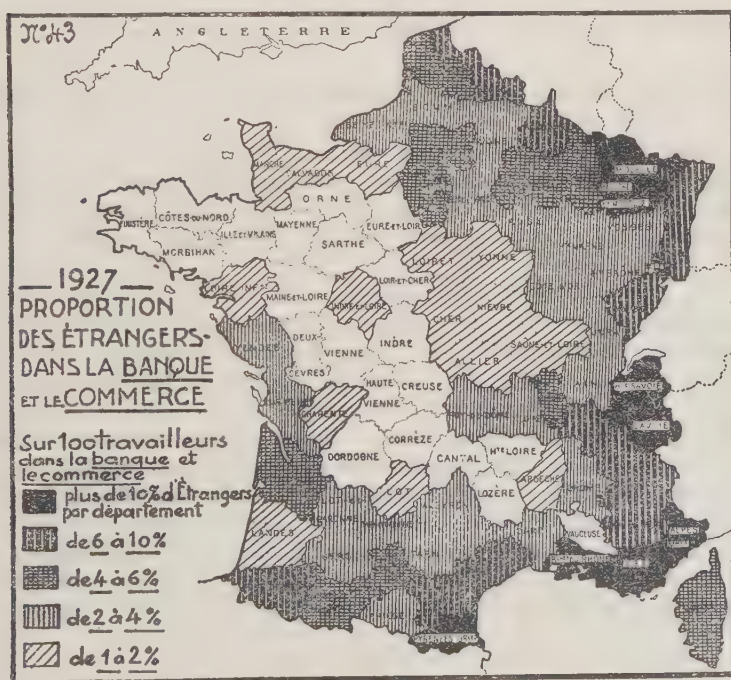
Les travailleurs étrangers sont donc proportionnellement beaucoup plus rares dans l'industrie textile que dans les autres industries et restent très inférieurs aux besoins pour les raisons que nous avons indiquées. On a essayé, pour pallier à cette pénurie, de développer le machinisme qui permet de donner 18 ou même 24 machines à un même ouvrier. Néanmoins la production se trouve gênée, et en 1930, on estimait que dans l'industrie du coton « le nombre des unités de production arrêtées faute de main-d'œuvre, représentaient 6 % des broches et 12 % des métiers » (1).

Le travail des étoffes et du vêtement, qui se rattache aux

(1) « Et dans bien des cas, dit M. de la BEAUMELLE, les pourcentages effectifs étaient infiniment supérieurs » (*Revue des Deux-Mondes*. Janvier 1931).

industries textiles, occupe également peu d'étrangers. En 1926 on en comptait 53.000 pour un effectif de 1.066.000 travailleurs, soit 5 % seulement. Ici encore, l'élément féminin l'emportait avec 30.000 étrangères contre 23.300 étrangers. Les Italiens venaient en tête avec 16.200 travailleurs, puis les Belges 7.300, les Polonais 6.300, les Espagnols 5.700, les Russes 3.500. C'est dans le travail des étoffes et du vêtement que l'on trouvait la plus forte proportion de patrons et de travailleurs isolés étrangers. En 1926, les étrangers donnaient 12 % des patrons et 13 % des isolés dans la population masculine. Ce sont les juifs russes, polonais et roumains, les Grecs et les Arméniens qui contribuent à élever cette proportion, notamment dans les villes où, grâce à leur esprit entreprenant et économe, ils arrivent très vite à s'installer à leur compte.

Industries et commerces divers. — *Les industries du papier et du caoutchouc*, en 1926, comptaient 15.900 étrangers sur 155.000 travailleurs, soit 10 %. La proportion s'élevait à 13 % dans la main-d'œuvre masculine, mais tombait à 6 % dans la main-d'œuvre féminine. Dans les grandes papeteries du Sud-Est la proportion était de 18 % par suite du grand nombre d'étrangers dans les établissements des Alpes.



Dans les *cuirs et peaux*, on enregistrait une proportion de 9 % d'étrangers, avec un grand nombre de petits patrons et d'isolés, dont beaucoup de juifs, notamment dans les grandes villes.

Dans les *services domestiques*, la proportion était de 8 % par suite du caractère servile attaché à ces fonctions.

Dans les *petits commerces* : alimentation, débits, restaurants, vêtement, etc... on comptait de 6 à 8 % d'étrangers. Ces petits commerçants se multipliaient surtout dans les régions de forte immigration où ils bénéficiaient de la clientèle de nombreux compatriotes (Carte n° 43).

La main-d'œuvre étrangère disparaissait presque complètement dans les activités plus relevées, où l'effort musculaire le cédait plus nettement encore à l'attention et à l'habileté. C'est le cas, par exemple, dans l'*industrie du livre* où l'on compte moins de 5 % d'étrangers, dans la *banque*, où il n'y en a que 3 %. Dans les *professions libérales* la proportion des étrangers était de 6 % par suite de la présence d'un grand nombre d'artistes et de savants, d'étudiants, de médecins, de professeurs étrangers, attirés par la culture française. En 1926, sur 27.800 étrangers, dans les professions libérales, il y en avait 6.200 dans les professions judiciaires et l'enseignement privé, 6.000 dans les cultes. Dans les *services publics* la proportion des étrangers n'était que de 2 %, avec 5.000 individus dans les services administratifs et 2.800 dans les services industriels (1).

La valeur de la main-d'œuvre industrielle étrangère

La main-d'œuvre étrangère qui constitue 12 % de la population active dans l'industrie française, contribue-t-elle dans les mêmes proportions à la production ? Autrement dit, quelle est sa qualité ? Son rendement est-il en rapport avec son importance numérique ?

Le grand nombre de manœuvres. — La caractéristique la plus remarquable de la population ouvrière étrangère est la grande proportion de manœuvres et d'ouvriers non spécialisés. Dans la plupart des entreprises, les Slaves, les Espagnols, les Portugais, les Africains, ont une répartition professionnelle qui est l'inverse de celle des Français : en moyenne, 25 à 30 % d'ouvriers spécialisés et 70 à 75 % de manœuvres chez les étrangers, contre 30 % de manœuvres et 70 % de spécialistes chez les Français. A peine 1/4 des ouvriers polonais entrés en France sont employés comme spécialistes, ce qui fait dire à la presse polonaise que nous les utilisons comme « nègres-blancs ». La proportion des ouvriers de métier apparaît plus forte parmi certaines nationalités, notamment chez les Belges, les Suisses ou

(1) Voir tableaux d'ensemble en annexe. N° 5 et 6.

même chez les Italiens, mais elle reste encore nettement inférieure à ce qu'elle est chez les Français. Cette forte proportion de manouvriers parmi les immigrés, s'explique, en partie, par le fait qu'ils appartiennent à des pays d'économie peu développée, et que la majorité d'entre eux sont des ruraux sans aptitudes particulières autres qu'un certain entraînement aux travaux purement musculaires. Aussi bien, est-ce là une qualité précieuse et qui permet à la main-d'œuvre étrangère de combler le déficit dont souffre plus particulièrement l'économie française : celui des travailleurs manuels dans les plus rudes travaux. Elle a l'avantage, par ailleurs, de laisser aux Français les postes de direction et les travaux les plus délicats.

Toutefois, cette composition anormale de la population ouvrière étrangère ne comporte pas que des avantages. Tout d'abord, elle entraîne pour le plus grand nombre des immigrés, et si simple que soit le travail effectué, une période d'apprentissage. Par ailleurs, lorsque la pénurie de main-d'œuvre française est telle qu'elle atteinte les cadres et les spécialistes, comme dans les mines, les carrières, les verreries, il faut procéder à une véritable éducation des étrangers pour en faire des spécialistes ou des cadres.

Valeur professionnelle suivant la nationalité. — La valeur de l'ouvrier étranger dépend en grande partie de son origine. Les différences de langue, de mœurs, l'état d'esprit particulier, les aptitudes professionnelles, viennent modifier, plus ou moins suivant la nationalité, la discipline et le rendement du travailleur. Tous les employeurs s'accordent pour dire l'importance exceptionnelle de la similitude de civilisation et de la parenté ethnique dans la valeur des ouvriers étrangers. Plus sont grandes les différences ethniques entre la France et le pays d'émigration, plus la valeur professionnelle immédiate des migrants est réduite, car l'apprentissage et l'adaptation en sont rendus plus longs et difficiles. A cet égard, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie nous fournissent d'excellents travailleurs très recherchés dans toutes les industries. Nous avons vu d'ailleurs, que c'est parmi eux que se trouvaient proportionnellement le plus grand nombre d'ouvriers spécialisés et de cadres. L'Espagne, le Portugal, moins évolués économiquement donnent des ouvriers de moindre valeur. Il en est de même pour l'Italie méridionale où les populations sont plus frustes et plus paresseuses. La différence apparaît encore plus marquée avec les éléments slaves, davantage éloignés de nous à tous égards. Quant aux Levantins (Grecs, Arméniens), Africains et Asiatiques, leur rendement est nettement inférieur. Ces éléments, exception faite pour les Marocains qui ont l'énergie tenace des montagnards, sont peu vigoureux et peu aptes à l'effort physique. Si à la rigueur les Grecs, les Arméniens, les Indo-Chinois rachètent leur manque de vigueur par plus d'habileté, les Arabes et une grande partie des Asiatiques restent inférieurs à tous

points de vue. La déchéance physique de certaines tribus arabes, la dénutrition résultant d'une parcimonie excessive, l'absence de toute préparation professionnelle, le manque absolu d'hygiène, les différences de climat, les préparent mal au travail rapide, discipliné et requérant un effort prolongé et régulier de nos industries modernes.

Des enquêtes faites en 1924 et en 1928-29 dans 350 établissements métallurgiques situés dans différentes régions et portant sur près de 60.000 ouvriers étrangers, ont permis de classer ceux-ci en 3 catégories : bons, moyens et insuffisants :

Nationalités	Bons	Moyens	Insuffisants
Belges	85	15	0
Italiens	75	20	5
Espagnols	65	30	5
Polonais	60	35	5
Portugais	60	35	5
Russes	45	50	5
Nord-Africains	25	45	30
Divers	40	45	10

De ce tableau, il résulte que le nombre de bons ouvriers est presque 4 fois plus élevé chez les Belges que chez les Africains, et presque deux fois plus élevé que chez les Russes. C'est à peu près le même classement que l'on retrouve dans le tableau dressé par une importante maison de construction automobile dont les usines occupaient en 1926, 17.000 ouvriers, dont 5.075 étrangers. Une dizaine de chefs de service furent appelés à noter les aptitudes de chaque nationalité. Les moyennes établies avec ces notes donnent le tableau ci-contre (page 271). La notation étant faite sur 10, maximum s'appliquant aux très bons ouvriers français, on voit à quel point s'en rapprochent les Belges (9) et les Suisses (8,5) et quel écart en sépare les Arabes avec 2,9.

Ces appréciations d'ordre général et qui se vérifient chez presque tous les employeurs de main-d'œuvre étrangère, varient naturellement dès qu'on étudie des cas particuliers. Si, par exemple, on ne s'occupe que de la force physique, on constate que les Italiens du Nord et les Polonais sont choisis de préférence à toute autre nationalité. C'est ainsi que les Italiens entraînés en général aux travaux de terrassement ou tout au moins de labour à la bêche, et les Polonais bien bâtis physiquement, sont très recherchés par toutes les industries extractives. Si l'on considère les difficultés résultant de la différence de langue, on constate que les Flamands et les Suisses allemands sont parfois presque sur le même pied que les Polonais. Par ailleurs, chaque nationalité fournit un certain nombre de spécialistes dont la valeur professionnelle est nettement supérieure à la moyenne générale. Les verriers tchécoslovaques, les métallurgistes autrichiens et suisses, les spécialistes italiens du bâtiment, les briquetiers belges, etc..., sont des travailleurs qui souvent surclassent les ouvriers français.

Néanmoins, quelles que soient la nationalité et la valeur profes-

Valeur des ouvriers étrangers d'après la nationalité (1)

Nationalités classées par ordre de valeur	Nombre d'étrangers	Aspect physique	Régularité au travail	production à la journ. aux pièces	Product. aux pièces	Mentalité Discipline	Est-on satisfait de cette main- d'œuvre ?	Facilité de compré- hension de la langue française	Classement moyen	
									Total de points	Note générale
Belges et Luxembourgeois	297	10	8,1	8,1	10	6,8	10	10	63	9
Suisses	109	10	7,5	8,1	9,2	8,1	8,5	8,1	59,5	8,5
Italiens	427	7,5	7,5	6,2	7,8	5,3	8,5	8,7	51,5	7,3
Tchécoslovaques et Yougo-slaves	162	8,1	6,2	6,8	7,1	6,2	8,5	4,3	47,2	6,7
Russes	994	8,7	7,5	4,3	7,8	6,8	8,5	3,1	46,7	6,6
Espagnols et Portugais	296	5,7	7,5	4,2	6,6	5,7	9,1	7,1	45,9	6,5
Polonais	295	8,7	6,8	6,2	8,5	6,5	5	3,1	44,8	6,4
Arméniens	411	6,2	6,8	2,8	6,6	7,8	8	5,6	43,8	6,3
Chinois	212	4,3	7,1	5	8	8	8	2,1	42,5	6,1
Grecs	141	5,6	5	3,7	5,8	6,4	5,7	4,3	36,5	5,2
Arabes	1.730	1,2	4,3	1,2	3,2	2,8	4,2	3,7	20,6	2,9
	5.074									

(1) A. PAIRAULT. *L'Immigration organisée*, 1926.

sionnelle de certains ouvriers étrangers, on peut affirmer que dans l'ensemble ils restent légèrement inférieurs comme rendement à la main-d'œuvre française. C'est ainsi que certaines industries qui emploient beaucoup d'étrangers, notamment les houillères, malgré le développement de l'outillage mécanique, arrivent difficilement à atteindre un rendement égal à celui d'avant-guerre. Cette infériorité s'explique, non seulement par l'insuffisante préparation professionnelle de l'immigré, mais encore par la désadaptation résultant du déracinement, et les conséquences qui, en suivent pour la discipline, la stabilité et la productivité du travailleur.

Les difficultés de la discipline. — La main-d'œuvre étrangère, si proche qu'elle soit de la nôtre, n'a ni le même caractère, ni les mêmes qualités et défauts que la main-d'œuvre française. En général, elle est habituée à une autorité ferme. Or, en France, le développement de la civilisation et du syndicalisme, la passion de l'égalité poussée parfois « jusqu'à la défiance des supériorités », ont enlevé à la discipline son caractère autoritaire. Cette diminution de l'autorité se trouve heureusement compensée, en partie, par un développement correspondant de la valeur individuelle, par une plus grande aptitude à l'initiative, et par certains traits du caractère national : bonne humeur, bon sens, qui font que les français restent plus faciles à diriger que ne le laisserait supposer leur esprit critique et frondeur. De l'ouvrier comme du soldat on pourrait dire : « il grogne, mais il marche toujours ». Les étrangers qui n'apportent pas ces qualités de race, qui sont plus frustes, plus passifs, plus lents, et aussi « plus extrêmes dans la révolte », restent désorientés et troublés s'ils ne trouvent pas les directives et la discipline dont ils ont besoin. Ils se montrent étonnés et souvent mécontents de se sentir livrés à eux-mêmes, dans une indépendance relative, dont ils ne savent que faire. Dès la guerre, on avait constaté, même chez les belges cependant si proches de nous, ce désarroi lorsqu'ils arrivaient dans les usines françaises, désarroi que traduit bien cette phrase de l'un d'eux : « Usine pas bien, usine française tout le monde chef (1) ». Or, ce besoin d'autorité et de précision est particulièrement fort chez la plupart des nouveaux éléments importés depuis la guerre, notamment chez les slaves, les africains, les orientaux.

A plusieurs reprises, il nous a été donné d'assister à l'expérience qui consiste à laisser seule une équipe de polonais ou d'arabes, ou au contraire à les encadrer sérieusement et à les diriger. Dans la plupart des cas le rendement se trouvait presque doublé, parfois même triplé en ce qui concerne les arabes. Et telle est chez ces travailleurs la nécessité d'une impulsion extérieure énergique, que l'appât du gain ne suffit pas, et que le travail à la tâche, s'ils l'exécutent seuls, n'est pas toujours sensiblement supérieur au travail à la journée.

(1) P. GUÉRIOT. *Revue politique et parlementaire*. Juin 1924.

Cette lenteur et cette passivité qui se retrouvent chez la plupart des étrangers, soit par paresse méridionale (espagnols, portugais, nord-africains), par lourdeur nordique (polonais, hollandais) ou fatalisme de race (slaves, arabes), et l'obligation qui en résulte d'un encadrement et d'une impulsion ferme, a obligé les employeurs à adapter leur discipline à ces éléments. Les grandes compagnies minières ou métallurgiques ont dû préparer leurs contre-maîtres et surveillants à cette tâche nouvelle par des cours de langues étrangères, par des directives de psychologie. Des ingénieurs ont été envoyés dans les pays fournisseurs pour étudier la mentalité et la vie des travailleurs étrangers. Des interprètes, des cadres étrangers, ont été utilisés chaque fois qu'il était possible. Un gros effort a été fait notamment pour former des cadres parmi les enfants d'immigrés, déjà plus francisés, et dont la connaissance de leurs compatriotes est précieuse. Nombre d'entreprises ont créé des équipes spéciales d'ouvriers étrangers débutants, sous la direction de contre-maîtres débrouillards et intelligents, en vue de faciliter leur adaptation et d'accélérer leur spécialisation. On est arrivé ainsi à obtenir de bons manœuvres spécialisés dans la métallurgie au bout de 3 mois, des mineurs pour le fer en 6 mois, des mineurs de houillères en 8 mois ou 1 an, et surtout des ouvriers disciplinairement adaptés.

Car, si l'autorité qu'exige la main-d'œuvre étrangère doit être ferme et intransigeante, elle ne doit pas non plus être brutale. Le polonais, le tchécoslovaque, par exemple, sont très susceptibles et une autorité impulsive risque de provoquer des réactions dangereuses et inattendues. Le patronat français, à cet égard, a trop longtemps méconnu l'importance qu'il y a à étudier et à tenir compte de la psychologie spéciale de la main-d'œuvre étrangère. Nombre de conflits et de déboires en sont résultés. Tel grand employeur, après plusieurs incidents sérieux, en arrivait à considérer sa cité de polonais comme un centre dangereux de demi-civilisés, aux réflexes imprévisibles, à la mentalité incompréhensible et inquiétante, cependant que de leur côté, les polonais reprochaient avec indignation à la direction, de ne pas s'occuper d'eux sauf pour les « embêter ».

Malheureusement, seules les grandes entreprises peuvent posséder et tenir suffisamment compte de cette connaissance de la psychologie des étrangers et de leur besoin de directives spéciales. Le travail des grands établissements, par sa rationalisation et son machinisme plus poussé, impose d'ailleurs un rythme et une discipline collective qui entraînent les nouveaux venus. Cette discipline apparaît même particulièrement étroite dans certaines usines et dans les mines, où elle est d'autant plus impérieuse qu'elle intéresse en même temps la sécurité des travailleurs. Par ailleurs, la discipline et la solidarité de l'équipe s'ajoutent, dans nombre d'industries, à celles de l'établissement et constituent un véritable entrain au travail. Enfin, les grands établissements

peuvent plus aisément supporter les frais d'une organisation et de cadres expérimentés s'occupant de la main-d'œuvre étrangère. Les petits employeurs n'ont, eux, ni le temps, ni le personnel, ni les moyens suffisants, et ainsi s'explique que les travailleurs étrangers soient chez eux moins stables et en général moins productifs.

L'instabilité de la main-d'œuvre étrangère. — L'instabilité est un des grands défauts de la main-d'œuvre étrangère. Les immigrants, surtout ceux venus de loin, ont souvent rêvé d'un Eldorado qu'ils cherchent vainement pendant des mois, parfois des années, jusqu'à ce que les déplacements successifs leur aient appris à mieux apprécier les réalités. Ils sont en général d'esprit entreprenant, sans attache ; ils se racontent mutuellement les avantages et les inconvénients des différentes activités suivant les régions. Ils vont ainsi d'une mine à l'autre, d'une usine à un chantier. En règle générale, on peut affirmer que 80 % des ouvriers étrangers célibataires ou isolés ne restent pas plus de 6 mois à un an dans le métier pour lequel ils sont entrés ; encore, ceux qui y restent davantage y sont-ils souvent obligés par leur contrat de travail. Toute la France est parcourue par cette bohème du travail, sans cesse renouvelée par des apports nouveaux. Les villes surtout exercent un attrait prodigieux qui agit notamment sur les travailleurs de l'agriculture et ceux des grandes entreprises industrielles de province. Et à l'intérieur des villes elles-mêmes, où l'étranger arrive toujours plus riche d'illusions que d'expérience et où l'horizon de travail est vaste et varié, la circulation de la main-d'œuvre étrangère atteint une intensité difficilement imaginable. Aussi, est-ce surtout la grande industrie de province et les grandes fermes, qui assurent le recrutement et l'onéreuse importation de main-d'œuvre étrangère. Les villes et les petits employeurs se contentent, jusqu'à un certain point, d'exploiter l'instabilité naturelle de l'immigrant et le désir du mieux qui le pousse à changer de place et d'emploi. Les grandes entreprises qui importent de la main-d'œuvre étrangère ont à souffrir du débauchage non seulement par les employeurs français, mais encore par des employeurs de l'étranger. Les mines, notamment, qui dans toute l'Europe industrialisée trouvent difficilement de la main-d'œuvre, n'hésitent pas à puiser dans le personnel des mines françaises. Tel est le cas pour certaines exploitations de Belgique, de Hollande et d'Allemagne, à tel point que des mines françaises ont dû organiser un véritable service de police secrète pour se défendre contre le débauchage de leur main-d'œuvre étrangère (1).

Le mouvement des entrées et des sorties dans les grandes entre-

(1) En 1927, dans une mine de l'Est, l'effectif des Polonais introduits a été diminué de 50 % au bout de quelques semaines, par l'action de recruteurs polonais, agissant pour le compte d'entrepreneurs Luxembourgeois. Dans le seul département de la Moselle, 11 entreprises ont fait l'objet de poursuites civiles pour débauchage en 1927.

prises industrielles révèle bien la gravité du problème de l'instabilité de la main-d'œuvre étrangère. Voici, par exemple, pour une importante exploitation métallurgique de l'Est (usine et mine) occupant 2.700 étrangers, le mouvement des embauchages et des départs pour l'année 1928 :

Nationalités	Embauches	Départs	Personnel occupé en 1928
Français	123	134	1.137
Italiens	1.506	1.322	1.405
Polonais	742	522	867
Divers	347	176	418
Total	2.718	2.154	3.827

Ainsi, pour les italiens, le personnel s'est trouvé numériquement renouvelé en une année. Pour les polonais, les pertes dépassent 85 % de l'effectif employé, alors qu'elles atteignent à peine 10 % chez les ouvriers français. Une grande usine métallurgique du Calvados occupant près de 4.000 ouvriers, dont plus du tiers d'étrangers, enregistre en 1928 : 3.294 entrées et 3.287 départs, dont :

929 départs avant 1 mois de présence	
773 — 3 mois —	
415 — 6 mois —	
429 — 12 mois —	
741 — après plus d'un an de présence	

Dans une centaine d'établissements de toute nature, employant de la main-d'œuvre étrangère, nous relevons sensiblement le même renouvellement de personnel.

L'instabilité varie suivant la nationalité et augmente avec celles qui fournissent un grand nombre de travailleurs de qualité inférieure et d'isolés, comme les espagnols, les portugais et surtout les nord-africains, les grecs et les arméniens. Le mouvement des entrées et sorties, dans une mine de la Loire occupant 2.370 étrangers en 1929, révèle bien ces particularités :

Nationalités	Entrées	Sorties	Effectif moyen en 1929
Italiens	353	472	380
Polonais	394	396	302
Espagnols-portugais	214	248	215
Nord-Africains	2.327	2.844	1.330
Grecs	98	120	95
Divers (arméniens turcs, asiatiques, etc...)	84	128	48
Total des étrangers	3.471	4.208	2.370

Ainsi, pour un effectif de 1.300 nord-africains, l'embauche a été en une année, de 2.327, soit une ration d'entretien de 180 %. Pour les autres nationalités, les italiens exceptés, les pertes annuelles dépassent 100 % de l'effectif moyen employé.

L'instabilité varie également suivant la nature des industries. Celles qui emploient un grand nombre de manœuvres, celles dont

les travaux particulièrement ingrats ou malsains ne conviennent qu'aux étrangers les moins évolués, ont une main-d'œuvre en constant renouvellement. Tel est le cas notamment des carrières, des usines de produits chimiques, de plâtres et ciments, des verreries, etc... Tel est le cas aussi de nombreuses mines, notamment des mines de fer, dont les étrangers, surtout les ruraux, supportent mal le travail souterrain auquel ils ne sont pas préparés, et où ceux qui ne peuvent fournir un gros effort physique n'arrivent pas à obtenir le salaire espéré. Deux mines importantes de l'Est, qui occupaient, en 1929, un effectif moyen de 1.725 étrangers, en perdaient 1.440 dans l'année et devaient en embaucher 1.530, soit une ration d'entretien de 90 % (1). On enregistrait sensiblement les mêmes chiffres dans une mine de fer du Maine-et-Loir. L'instabilité apparaît également considérable dans les entreprises du bâtiment, de terrassement et de travaux publics, où elle se trouve d'ailleurs accrue par la nature du travail soumis aux influences saisonnières.

L'instabilité varie encore suivant les régions. Elle est en général plus forte dans les contrées de l'intérieur où la population étrangère est moins importante, où l'immigré est plus isolé. Elle atteint son maximum dans les villes, par suite de l'afflux incessant d'une population flottante toujours en quête d'une occupation nouvelle. A Paris, beaucoup d'établissements embauchent annuellement un nombre d'étrangers au moins égal à l'effectif employé. Une des plus grandes entreprises métallurgiques parisiennes, occupant 6.800 ouvriers étrangers de toutes nationalités, doit en embaucher 9.500 chaque année, soit une ration d'entretien de 150 %.

L'instabilité varie enfin suivant les saisons. Le maximum des départs a lieu au printemps où les travaux de l'usine ou de la mine paraissent plus pénibles. Le maximum des rentrées s'établit au début de l'hiver, où le travail en plein air : culture, construction, terrassements, etc..., s'arrête ou se ralentit considérablement et devient plus pénible à son tour. Telle mine de fer voit chaque année sa production mensuelle de 5.000 tonnes en janvier, baisser à 4.630 tonnes en mars et 4.600 tonnes en avril, par suite de la diminution du personnel. Les chiffres suivants qui donnent la proportion des ruptures de contrats d'ouvriers italiens font ressortir l'importance de l'influence saisonnière (2) :

(1)		Embauche	Départs	Effectif moyen en 1929.
	Italiens	515	575	650
	Polonais	933	748	891
	Divers	85	111	183
		1533	1434	1724

(2) Rapport de M. POUILLON au Conseil National de la Main-d'Œuvre. 1929.

Mois	Proportion des ruptures de contrats
Janvier	11 °/°
Février	12 °/°
Mars	23 °/°
Avril	21 °/°
Mai	37 °/°

Il est inutile d'insister sur les inconvénients résultant de cette instabilité, pour la production, la discipline et le bon fonctionnement des entreprises. C'est devant la nécessité de remédier à ces inconvénients que les employeurs se sont efforcés de faire venir des familles, de les loger et de leur assurer des avantages matériels susceptibles de fixer la main-d'œuvre étrangère introduite à grands frais. Les compagnies houillères notamment, nous l'avons vu, ont accompli dans cet ordre d'idées une œuvre considérable qui a amené une diminution notable de l'instabilité. Dans presque toutes les houillères ayant suivi une politique familiale en matière de recrutement, la ration annuelle d'entretien est tombée de 75 % en moyenne dans les années qui suivirent la guerre, à 40 ou 30 % depuis 1927-1928. Par contre, l'instabilité demeure considérable dans les entreprises où les isolés et les non-logés sont restés nombreux, soit par manque de ressources ou de terrain (St-Etienne), soit pour toute autre raison. Dans les mines de la Loire, l'effectif étranger exige, la plupart du temps, une ration d'entretien de 100 à 120 %. Dans les mines de fer, où, malgré un effort sérieux, la politique familiale et du logement est bien moins développée que dans les houillères, et où les ouvriers doivent trop souvent se contenter de garnis et de pensions infectes, l'instabilité est restée également très importante. La plupart des mines de fer de l'Est, de Normandie et de Bretagne doivent annuellement embaucher l'équivalent de leur effectif étranger. Voici, à titre d'exemple, trois grandes entreprises occupant chacune plusieurs milliers d'étrangers : la première n'a pour ainsi dire aucune politique familiale et du logement, la seconde loge le tiers de son personnel étranger et la troisième assure le logement aux deux tiers de ses ouvriers, dont la plupart avec leurs familles :

Entreprises	Proportion des ouvriers logés	Proportion des ouvriers avec leur famille	Proportion des isolés et des célibataires	Ration annuelle d'entretien
C ^{ie} minière de la Loire (2400 ouvriers étrangers)	15 °/°	25 °/°	75 °/°	120 °/°
Usine métallurgique de Lorraine (3.900 ouvriers étrangers)	33 °/°	35 °/°	65 °/°	80 °/°
Houillère du Pas-de-Calais (4.000 ouvriers étrangers)	70 °/°	65 °/°	35 °/°	30 °/°

Ainsi, l'entreprise qui loge 70 % de son personnel et n'occupe que 35 % d'isolés et de célibataires connaît une instabilité trois fois plus faible que celle où les familles et les logements sont rares.

Une enquête faite dans le bassin de Briey en 1925, pour déterminer la proportion d'ouvriers présents par rapport à ceux embauchés l'année précédente, donnait 68 % pour les ouvriers avec famille, contre 28 % seulement aux isolés. C'est dire que ces derniers sont trois fois plus instables que les chefs de famille. Le logement est particulièrement important, non seulement parce qu'il permet la venue de la famille, mais encore parce qu'il constitue un lien, un intérêt qui retient l'immigré à son lieu de travail, d'autant qu'au logement s'ajoutent, en général, des dépendances ou avantages spéciaux : jardin, chauffage, clapiers, poulaillers, buanderie, porcherie, sans compter les services et œuvres sociales qui existent dans la plupart des cités : coopératives, dispensaires, gouttes de lait, écoles, etc... Les mines de Lens qui ont créé des maisons ouvrières particulièrement remarquables avec de multiples avantages annexes, ont pu ainsi, par le seul attrait de ces avantages matériels, recruter sur place, pendant longtemps, leur personnel étranger, qui venait souvent des mines moins favorisées et obligées de recruter à l'extérieur (1).

L'administration, de son côté, s'est appliquée à diminuer l'instabilité, notamment en luttant contre les ruptures de contrat, le débauchage et les changements de profession. Contre le débauchage, la loi d'août 1926 astreint les responsables au remboursement des frais d'introduction de l'ouvrier étranger et au paiement de dommages et intérêts à l'employeur lésé. D'un autre côté, les patrons sont tenus à n'employer que des ouvriers étrangers en règle à l'égard de leur contrat de travail antérieur. La loi interdit également aux ouvriers étrangers de l'agriculture d'aller travailler dans l'industrie. Pour si difficile que soit l'application de ces mesures, elles ont réussi cependant à réduire dans de fortes proportions l'instabilité et les ruptures de contrats. Ces dernières qui, dans les années qui suivirent la guerre, atteignaient 25 à 30 %, sont tombées aujourd'hui à 12 ou 15 % dans les industries les plus défavorisées, et ne dépassent pas 10 % pour l'ensemble de la France. L'heureux effet de la loi de 1926 sur la stabilité de la main-d'œuvre étrangère apparaît dans la répartition, par durée de présence, des ouvriers étrangers du Bassin de Briey en 1926 et 1927 :

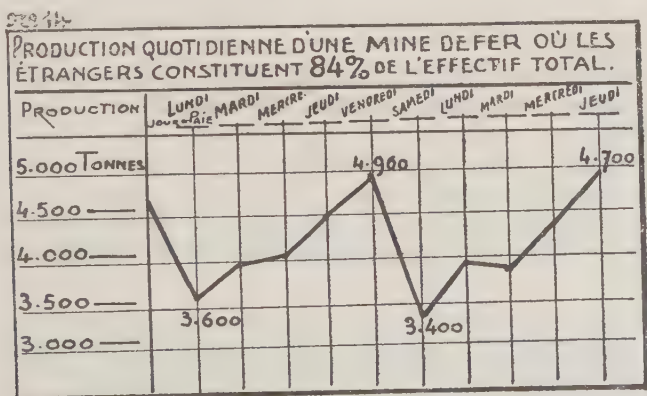
Durée de présence	Au 31-12-26	Au 21-12-27
Moins de 3 mois	23 °/o	16 °/o
De 3 à 6 mois	13 °/o	13 °/o
De 6 à 9 mois	14 °/o	7 °/o
De 9 à 12 mois	6 °/o	4 °/o
Total : moins d'un an	56 °/o	40 °/o
De 1 à 2 ans	15 °/o	24 °/o
De 2 à 3 ans	10 °/o	11 °/o
Plus de 3 ans	19 °/o	25 °/o

(1) Cette politique de stabilisation du patronat a contribué à fixer non seulement la main-d'œuvre étrangère, mais en même temps, la main-d'œuvre française. C'est ainsi que les mines d'Anzin qui, en 1913, perdaient annuellement 38 °/o de leurs effectifs

Le manque d'assiduité. — La caractère instable de l'ouvrier étranger se manifeste encore par le manque d'assiduité. Non habitués aux hauts salaires qu'ils reçoivent et qui sont, en général, supérieurs à leur niveau de vie, certains étrangers ne travaillent qu'un nombre réduit de jours par semaine. Ici encore, ce sont les travaux pénibles et les entreprises où le nombre des isolés est important qui se trouvent particulièrement atteints. Dans les mines de fer, le nombre des absents s'élève à 18 % environ de l'effectif total, dont 3 % d'accidentés ou de malades et 15 % d'absences non motivées. La paye, à cet égard, a une grande influence, à tel point que les lendemains de paye voient le nombre des absents doubler. Les lundis et les samedis, comme début et fin de semaine, enregistrent également un accroissement sensible des absences. Voici la proportion moyenne des absences relevées dans le personnel étranger du bassin de Briey :

Jours	Semaine ordinaire (sans paye)	Semaine suivant une semaine de paye (paye du samedi)
Lundi	21,7 %	33 %
Mardi	15,9 %	19,5 %
Mercredi	15,1 %	15,6 %
Jeudi	15,7 %	15,2 %
Vendredi	15,6 %	14 %
Samedi	19,3 %	16,2 %

Lorsque la paye a lieu un autre jour que le samedi, on constate un nombre d'absences élevé les jours suivants, en moyenne : 23 % le premier jour après la paye, 20 % le deuxième, 16 % le troisième, 14 % le quatrième. Telle grande entreprise, où le personnel est presque exclusivement étranger, relève 14 % d'absents un jour ordinaire, 20 % le lundi et 30 % après un jour de paye. Ces absences influent bien entendu directement sur la production qui, dans une mine de fer de l'Est, suit la courbe suivante en mars 1929 (Graphique n° 14) :



ouvriers, n'en perdaient que 20 % en 1926, malgré l'accroissement de la main-d'œuvre étrangère, au nombre de 10.000, soit 40 % de l'effectif total.

Dans une autre mine de l'Est, dont la production moyenne journalière est de 3.600 tonnes, l'extraction tombe à 3.000 tonnes les samedis et lundis.

Toutefois, la discipline des grandes entreprises et les efforts faits pour stabiliser la main-d'œuvre ont contribué à atténuer considérablement le manque d'assiduité qui troublait profondément le travail en rendant difficile la composition des équipes. Dans nombre d'entreprises, l'influence des jours de paye et du lundi ne donnent plus guère qu'un déchet de 10 à 15 % dans la main-d'œuvre étrangère.

Fréquence des accidents du travail. — Le manque de préparation de beaucoup d'ouvriers étrangers dans le travail qu'ils exécutent, amène un pourcentage plus élevé d'accidents du travail. C'est notamment le cas dans la grosse métallurgie, les fabriques de produits chimiques et les mines, spécialement les mines de fer où la proportion des étrangers est considérable. Le fonctionnement de certaines machines et le travail des mines exigent une attention soutenue dont est parfois incapable l'ouvrier étranger, qui frôle sans cesse le danger sans y prendre garde. Les accidents sont surtout nombreux parmi les instables, les isolés vivant en bohêmes et, par suite, connaissant superficiellement le travail, les chantiers et les machines qui varient d'un établissement à l'autre. Les différences de langue, voire de tempérament, rendent, par ailleurs, plus délicats et plus longs leur apprentissage et leur adaptation. Beaucoup, pour se faire embaucher se font passer pour des ouvriers expérimentés, alors que fréquemment ils n'ont aucune expérience et négligent trop les règlements qu'ils ignorent. De leur côté, les employeurs, toujours en quête de main-d'œuvre, embauchent trop souvent sans exiger de l'ouvrier une connaissance suffisante du travail qui lui est demandé. Même parmi les bons ouvriers, les accidents sont relativement nombreux par suite de l'âpreté au gain, de l'insouciance, et du manque d'habitude et d'expérience.

Dans les mines de Briey, où plus de 75 % de la main-d'œuvre est étrangère, les accidents mortels atteignaient 0,4 % de l'effectif, alors qu'il n'y en avait que 0,1 %, soit trois fois moins, dans le bassin de Nancy où le personnel étranger était très restreint (1). Dans une grande usine métallurgique, on relevait par rapport à l'effectif moyen occupé en 1929 : 48 % d'accidents (arrêt de travail de plus d'un jour) chez les étrangers, contre 24 % chez les Français, soit deux

(1) Voici, par exemple, 2 mines de fer appartenant à la même Compagnie et utilisant les mêmes méthodes d'exploitation. L'une a un terrain friable, donc plus dangereux, mais elle a un noyau d'ouvriers français et étrangers stables et sérieux. L'autre de nature plus rocheuse a un très bon toit qui facilite le travail, mais elle occupe une main-d'œuvre presque exclusivement étrangère et instable. C'est elle qui compte le plus d'accidents. A cet égard, les délégués mineurs qui doivent veiller à la sécurité ne jouent qu'un rôle assez effacé, étant élus par les quelques rares Français qui restent (parfois 50 pour 1.000 ouvriers étrangers dans certaines mines de fer).

fois moins. Dans plusieurs houillères du Nord, les accidents mortels atteignent 0,15 % de l'effectif étranger, contre 0,10 % chez les Français.

Les établissements qui s'imposent l'instruction de leur personnel étranger ou l'encadrent d'une façon plus soignée, sont arrivés, dans certains cas, à restreindre de 40 à 50 % les accidents du travail. Une grande usine du Centre qui enregistrait un nombre élevé d'accidents de manœuvres étrangers, les a réduits des 3/4 avec une discipline plus stricte contre les négligences et les insouciances excessives, et surtout par une éducation de la main-d'œuvre employées. Dans la plupart des industries occupant des étrangers, on a utilisé des interprètes et multiplié les avis et conseils dans les différentes langues des immigrants, ce qui donne à certains chantiers et ateliers un aspect curieusement international. Un grand établissement du Sud-Est, à la suite d'efforts réalisés pour augmenter la sécurité, a obtenu les résultats appréciables suivants :

Rapport du nombre des accidents (plus d'un jour d'arrêt de travail)
à l'effectif moyen occupé :

Périodes	Français	Etrangers
1921-22	34 %	57 %
1923-24	31 %	50 %
1925-26	27 %	47 %
1927-28	23 %	47 %

L'amélioration par rapport à l'exercice 1921-22 a été de 28 % pour l'effectif français et de 15 % pour les étrangers. Ces chiffres révèlent la plus grande difficulté à éduquer la main-d'œuvre étrangère.

Les qualités de la main-d'œuvre étrangère. — Ces défauts de la main-d'œuvre étrangère : insuffisance de préparation professionnelle, nécessité d'une discipline étroite, instabilité, manque d'assiduité et plus grande insécurité, sont surtout des défauts de début, conséquence d'une inadaptation, et s'atténuent avec l'expérience et la stabilisation. Au surplus, nombre de ces infériorités caractérisent toujours plus ou moins la main-d'œuvre inférieure, surtout composée de manœuvres. A cet égard, si on compare les travailleurs étrangers aux Français restés dans les mêmes emplois, on constate que bien souvent ceux-ci ne valent guère mieux sous le rapport de l'instabilité et de la discipline, d'autant que les Français restés dans les travaux pénibles et ingrats sont fréquemment des médiocres. Par ailleurs, il faut tenir compte de l'état du marché du travail en France où la raréfaction de la main-d'œuvre multiplie les offres et les sollicitations pour les travailleurs, et contribue à accentuer les défauts aussi bien de l'ouvrier français que de l'ouvrier étranger. Assurés qu'ils sont de trouver une place, ils peuvent se montrer plus exigeants et se déplacer sans crainte. Ici la réduction quantitative entraîne tout naturellement la réduction qualitative.

Le simple fait de l'immigration et de la désadaptation, s'il désor-

riente l'immigré, contribue fréquemment, par contre, à développer son activité. Non encastré dans la filière de la vie sociale, des relations, des habitudes, des traditions, et venu pour trouver une vie meilleure, il fait un effort supérieur à celui du Français, souvent plus routinier et amolli par la sécurité relative de la vie ambiante. Aussi, nombre d'ouvriers étrangers, après l'inévitable période d'inexpérience et d'adaptation, fournissent-ils fréquemment des travailleurs actifs, que le désir de gagner pousse au travail. Ils apportent même, parfois, un zèle et un allant que l'on trouverait plus rarement chez les Français, au moins en ce qui concerne les travaux rudes et salissants. Nous avons constaté maintes fois la préférence des employeurs pour la main-d'œuvre étrangère, notamment belge et italienne, jugée plus souple et plus active. Dans le Midi surtout, où la main-d'œuvre française est plus indisciplinée et de rendement plus réduit, certains travailleurs étrangers sont considérés comme supérieurs, car plus robustes, plus méthodiques et plus disciplinés. C'est le cas notamment pour les Polonais dans les mines et pour les Italiens dans la plupart des industries. Les Polonais et les Italiens du Nord apportent, en effet, une vigueur physique, une robustesse, qui leur permettent dans les plus rudes travaux manuels un rendement exceptionnel. Suivant la formule, brutale mais expressive, de nombreux médecins recruteurs : « C'est de la belle viande ». Dans les mines, le Polonais une fois bien adapté dépasse parfois le rendement des meilleurs ouvriers français. Dans une grande usine du Centre, nous avons vu des Polonais employés au déchargement du charbon, se faire une moyenne de 1.600 fr. par mois, là où les Arabes n'obtenaient que 400 à 600 fr.

Enfin, nombre d'ouvriers étrangers apportent, comme on sait, soit des connaissances spéciales qui en font des ouvriers d'une valeur professionnelle élevée : ouvriers italiens du bâtiment et du terrassement, verriers tchécoslovaques, métallurgistes autrichiens et suisses, etc..., soit des aptitudes qui en font rapidement des ouvriers d'élite. Dans les mines, par exemple, ce sont les Polonais ou les Italiens qui fournissent la plus grande proportion des travailleurs spécialisés à l'abatage. A Ostricourt, une mine qui emploie plus de 6.000 ouvriers, la répartition professionnelle en 1930 est significative à cet égard :

Nationalités	Mineurs	Manœuvres	Autres emplois
Français	656	1.412	380
Polonais	2.179	1.254	35
Divers	85	107	18

De ces chiffres, il résulte que les étrangers donnent proportionnellement un plus grand nombre d'ouvriers spécialisés que les Français qui préfèrent des emplois de manœuvres au jour au travail du fond. Il y a, là encore, la preuve de l'atténuation des infériorités de la main-d'œuvre étrangère avec le temps. Ce pouvoir d'adaptation, et l'augmentation

de rendement qui en résulte, se trouvent également vérifiés par l'accroissement de la production, depuis quelques années, dans certaines industries employant des étrangers. C'est ainsi que dans les houillères, l'ensemble du personnel fournissait 606 kilos par tête et par jour de travail en 1927 et 650 kilos en 1928. Ce progrès réduisait de moitié, en une seule année, la perte de rendement sur le chiffre de 1913 dont on attribuait en partie la persistance depuis la guerre à l'utilisation d'une main-d'œuvre étrangère inexpérimentée et instable.

En définitive, si la main-d'œuvre étrangère reste généralement inférieure à la main-d'œuvre française, si par son instabilité, son insuffisante préparation professionnelle, et la nécessité d'une période d'adaptation plus ou moins longue, elle pèse incontestablement sur notre économie, il convient de remarquer qu'avec le temps elle se stabilise, s'adapte et tend à une productivité qui se rapproche sensiblement de celle des ouvriers français de même niveau. Il arrive même que l'ouvrier étranger, en raison de son activité et de sa puissance de travail, soit préféré à bien des ouvriers français de même catégorie, d'autant que la raréfaction de ces derniers s'accompagne trop souvent d'une diminution de leur qualité.

CHAPITRE IX

LES ÉTRANGERS DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE PARIS ET SA BANLIEUE

L'importance et l'accroissement de la population étrangère

Paris et sa banlieue méritent une étude particulière, tant en raison de leur rôle dans l'économie française, qu'en raison de l'attrait considérable qu'ils exercent sur l'étranger. C'est cet attrait, plus encore que les besoins de main-d'œuvre, qui explique l'importance de la population étrangère dans toutes les branches d'activité de la capitale. L'immigration organisée n'intervient pas ou très peu ici. Les étrangers affluent spontanément, de tous les coins du territoire, venant des campagnes, des mines ou des usines de la province, souvent en rupture de contrat ou en situation irrégulière, sans qu'un contrôle sérieux puisse être effectué dans l'énorme fourmilière humaine de la région parisienne (1).

Paris offre un raccourci saisissant de la répartition professionnelle des étrangers et de leur montée sociale dans le commerce et les professions libérales. Leur nombre y a toujours été considérable en raison de l'attrait de la capitale, de la consécration qu'elle donne à tous les métiers, de la renommée des hauts salaires, de l'importance du marché et de la facilité des communications. Dès avant la guerre, Paris comptait trois fois plus d'étrangers que les grandes capitales étrangères : Londres, Berlin (2). En 1911, on recensait dans le département

(1) Le nombre des contraventions pour dérogations à la loi d'août 1926 sur l'emploi des étrangers révèle bien le caractère spécial de l'immigration dans la Seine. Les 3/4 des contraventions de cette nature sont dressées dans la seule région parisienne. En 1930 sur 374 contraventions pour l'ensemble du pays, 314 visaient des employeurs de la Seine. C'est précisément en raison du très grand nombre d'étrangers en situation irrégulière et échappant à tout recensement que les chiffres concernant les immigrés à Paris sont, plus qu'ailleurs, nettement inférieurs à la réalité.

(2) En 1911, Paris comptait 6,8 % d'étrangers, Londres 3 %, Berlin 2,6 %^{ici} et Vienne 2 %.

de la Seine 204.600 étrangers, en 1926 il y en avait 433.200, soit une augmentation de 107 %. (1) La Seine reste ainsi, et de très loin, le premier département pour l'immigration avec une population étrangère presque double de celle du département du Nord qui se classe au 2^me rang avec 233.000 étrangers. La part de Paris et de sa banlieue dans l'augmentation de la population étrangère s'établit ainsi :

Années	Paris	Banlieue	Total Seine
1911	194.000	10.600	204.600
1921	169.500	64.300	233.800
1926	293.400	139.700	433.100
Gain de 1911 à 1926	99.400	129.100	228.500

L'augmentation apparaît surtout considérable dans la banlieue où le nombre des étrangers passe de 10.600 à 139.700, soit un accroissement de 1.200 %. Accroissement qui s'explique par le développement des industries, des travaux de constructions et des lotissements ouvriers dans le département depuis la guerre. A Paris, l'augmentation est moins forte, mais elle est rendue plus sensible par la diminution de la population française. De 1921 à 1926 on enregistre une réduction de 159.000 Français, en face d'une augmentation de 123.900 étrangers, ce qui revient à dire que ces derniers se substituent aux Français. Dans l'ensemble du département, les étrangers s'accroissent de 200.000 individus, alors que les Français n'augmentent que de 17.000 unités.

La proportion des étrangers dans la population totale apparaît plus forte à Paris (10,2 %) qu'en banlieue (7,9 %), mais partout ces proportions restent supérieures à la proportion des étrangers en France qui était de 6 % en 1926.

Les nationalités.

Paris et sa banlieue constituent la « cosmopolis » par excellence, où toutes les races, toutes les nationalités du monde sont abondamment représentées. Toutefois, 6 nationalités y dominent nettement et constituent les 3/4 de la population étrangère du département : Italiens, Belges, Russes, Polonais, Suisses, Espagnols :

Nationalités	1926	Coefficient d'augmentat. de 1921 à à 1926	Nationalités	1926	Coefficient d'augment. de 1921 à 1926
Italiens	101.800	95 ° / °	Américains	14.200	33 ° / °
Belges	50.200	Stationnaires	Asiatiques	13.600	91 ° / °
Russes	44.500	120 ° / °	Roumains	12.100	32 ° / °
Polonais	36.300	145 ° / °	Luxembourgeois	7.800	9 ° / °
Suisses	32.200	36 ° / °	Grecs	7.100	38 ° / °
Espagnols	31.500	86 ° / °	Tchécoslovaques	6.600	245 ° / °
Africains.	27.200	340 ° / °	Hongrois	5.200	1.700 ° / °
Turcs-Arméniens	18.300	900 ° / °	Allemands	3.800	66 ° / °
Anglais	15.700	stationnaires	Autrichiens	1.800	1.500 ° / °

(1) Chiffres de l'Annuaire statistique de la Ville de Paris, 1930.

L'accroissement est surtout rapide chez les Africains qui ont quadruplé leurs effectifs en 5 ans, de 1921 à 1926, chez les Turcs-Arméniens qui les ont presque décuplés, chez les Tchécoslovaques qui les ont triplés, les Russes et Polonais qui les ont plus que doublés. Il est beaucoup plus faible pour l'immigration latine : espagnole et italienne. Quant aux Anglais, Belges et Luxembourgeois leur nombre est resté sensiblement stationnaire. Les Belges et les Anglais ont même perdu quelques centaines d'unités. En ce qui concerne les Allemands dont il existait une importante colonie en 1911 (35.000), ils recommencent à venir à Paris où leur nombre est passé de 1.800 en 1921 à 3.800 en 1926 et à 6.000 environ en 1931.

L'attrait de Paris est particulièrement fort pour les éléments les moins « ouvriers », les moins aptes aux gros travaux manuels et qui recherchent les activités d'intermédiaires, de négociants ou des travaux qui demandent plus d'habileté que de force. Aussi, alors que la Seine ne possède que 9 % des Espagnols en France, 11 % des Polonais et 13 % des Italiens, renferme-t-elle 90 % des Roumains (en majorité juifs), 70 % des Turcs-Arméniens, 66 % des Russes et 40 % des Grecs. Paris attire également beaucoup les isolés, notamment les Africains et les Asiatiques, dont la Seine possède plus du tiers. De même, elle compte une assez forte proportion des éléments les plus évolués au point de vue économique et qui fournissent un grand nombre de commerçants, d'employés, de touristes et de rentiers. 26 % des Suisses, 25 % des Anglais et 45 % des Américains sont à Paris. La comparaison des pourcentages de chaque nationalité dans la population étrangère totale dans la Seine et dans l'ensemble du pays permet de constater ces différences d'attrait :

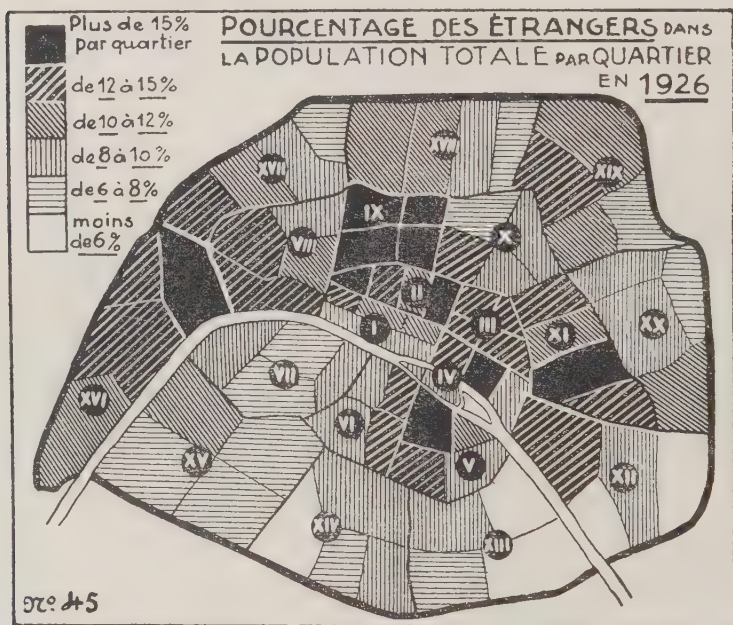
Pour 100 étrangers combien :	à Paris	en Banlieue	dans la Seine	en France
d'Italiens	18 °/o	34 °/o	23 °/o	31 °/o
de Belges	10	14	11 °/o	13
d'Espagnols	4,9	12	7 °/o	13
de Polonais	13	4	8 °/o	12,9
de Russes	11	6	10 °/o	2,8
d'Anglais et Américains	8	4,5	6 °/o	5,4
d'Africains et Asiatiques	7	11	9 °/o	4,8
de Turcs-Arméniens	4	4	4 °/o	1
de Grecs	2	0,5	1,6 °/o	0,7
de Suisses	8	6	7 °/o	5
de Luxembourgeois	2	1,2	1,7 °/o	1

De ces chiffres, il résulte que proportionnellement à leur nombre en France, ce sont bien les étrangers qui fournissent le moins de travailleurs manuels qui affluent le plus dans la Seine et particulièrement à Paris. Les Grecs, Turcs, Arméniens, qui donnent surtout des artisans, négociants et intermédiaires de toute nature, sont, proportionnellement à leur nombre en France, 2 fois plus nombreux que les autres nationalités. De même, les Luxembourgeois et les Suisses qui donnent beaucoup de domestiques et d'employés, les

qui en comptent le plus et aussi les quartiers riches de l'Ouest : 17^e et 16^e :

11 ^e arrondissement : 31.150	17 ^e arrondissement : 19.830
18 ^e " : 27.350	20 ^e " : 17.730
16 ^e " : 22.670	19 ^e " : 16.640

Les 3 premiers : 11^e, 18^e et 16^e, contiennent, à eux seuls, plus du quart des étrangers de Paris. Par contre, les arrondissements qui comptent le moins d'étrangers sont ceux du centre de Paris, notamment le 1^{er} et le 2^e, avec chacun 5.000 étrangers, le 3^e et le 7^e avec chacun 9.000. Ces différences considérables — le 1^{er} arrondissement compte 6 fois



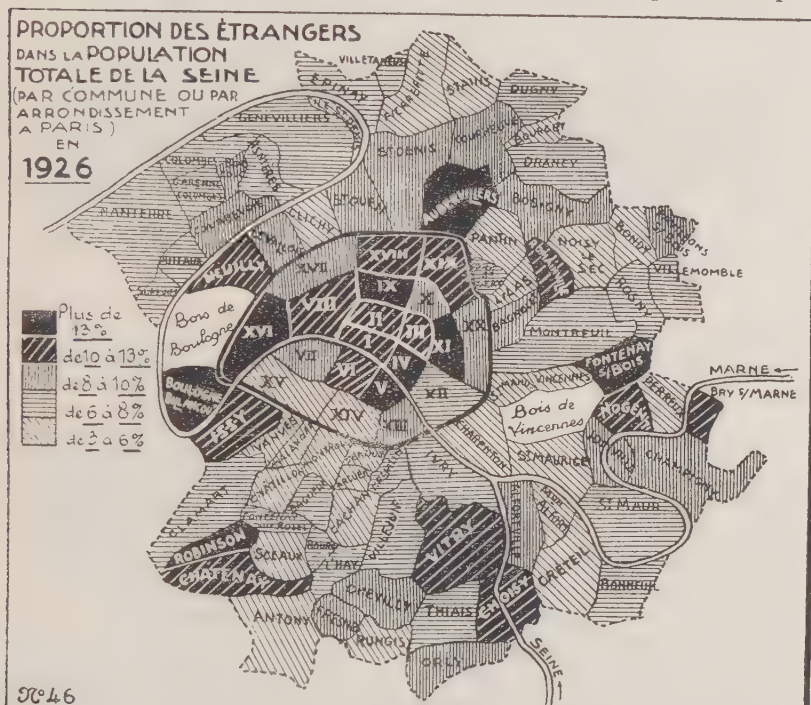
moins d'étrangers que le 11^e — s'expliquent d'abord par la différence de superficie. Le 11^e arrondissement est 2 fois plus étendu que le 1^{er} et 4 fois plus que le 2^e. Elles s'expliquent aussi par le développement des locaux d'affaires au détriment des logements dans les quartiers du centre.

Aussi bien, si l'on considère l'importance des étrangers dans la population totale de chaque arrondissement, on constate que ce sont, au contraire, les quartiers du centre qui comptent la plus forte *proportion* d'étrangers. De sorte que la carte donnant le pourcentage des immigrés dans la population totale, présente une répartition inverse de celle de la population étrangère en chiffres absolus (Carte n° 45). C'est dans les 4^e, 9^e, 3^e, 2^e et 5^e arrondissements que les étran-

gers constituent la plus forte proportion dans la population. Il est des quartiers comme celui de St-Gervais et du Faubourg Montmartre où leur pourcentage approche ou dépasse le quart de la population :

St-Gervais (4 ^e arrondis.) :	28 °/°		Chaussée d'Antin (9 ^e) :	16 °/°
Fg. Montmartre (9 ^e)	20 °/°		Rochechouart (9 ^e)	16 °/°
Sorbonne (5 ^e)	18 °/°		Gaillon (2 ^e)	15 °/°
Chaillot (16 ^e)	18 °/°		Bonne-Nouvelle (2 ^e)	15 °/°
Roquette (11 ^e)	16 °/°		St-Avoye (3 ^e)	14 °/°
St-Georges (9 ^e)	16 °/°		Ste-Marguerite (11 ^e)	14 °/° etc...

Dans la *banlieue*, la répartition est fonction de la carte économique. C'est l'arrondissement industriel de St-Denis qui en compte



le plus avec 86.600, soit 8,6% de la population, contre 50.400 dans l'arrondissement de Sceaux, soit 7% seulement de la population. En général, les étrangers sont particulièrement nombreux dans les communes industrielles de la banlieue Nord et Ouest :

Communes	Popu- lation étrangère	Pour 100 habitants combien d'étrangers	Communes	Popu- lation étrangère	Pour 100 habitants combien d'étrang.
Boulogne-Billancourt	9.900	13 °/°	Montrenil	5.100	7 °/°
Aubervilliers	8.500	18 °/°	St-Ouen	4.620	8 °/°
St-Denis	7.400	9 °/°	Courbevoie	4.000	8 °/°
Levallois	7.100	9 °/°	Asnières	3.990	7 °/°

et aussi dans les communes riches, comme Neuilly (5.700) et Boulogne. La proportion des étrangers dans la population totale est particulièrement élevée dans les centres industriels déjà cités où les immigrants sont nombreux, et dans les communes de la région Sud, où les lotissements ouvriers sont importants (Carte n° 46).

Répartition des nationalités. — Chaque nationalité a ses quartiers ou régions préférés. Certaines sont plus nombreuses à Paris que dans la banlieue ou inversement. En général ce sont celles qui fournissent le plus d'employés, d'artisans et de commerçants que l'on trouve en plus grand nombre à Paris. C'est ainsi que les Russes, qui ne sont qu'au 4^e rang en banlieue, s'élèvent au 2^e rang à Paris, les Polonais (surtout juifs) sont au 4^e rang à Paris et au 6^e en banlieue, les Américains au 8^e rang à Paris tombent au 12^e rang en banlieue. Inversement, les éléments ouvriers dominent en banlieue, où les Espagnols arrivent au 3^e rang, alors qu'ils sont au 6^e rang à Paris. Et si les Italiens, en raison de leur grand nombre, restent au 1^{er} rang à Paris et en banlieue, leur proportion dans la population étrangère est très nettement inférieure à Paris où ils n'en constituent que 18 %, alors qu'en banlieue ils en donnent 34 %, soit presque le double.

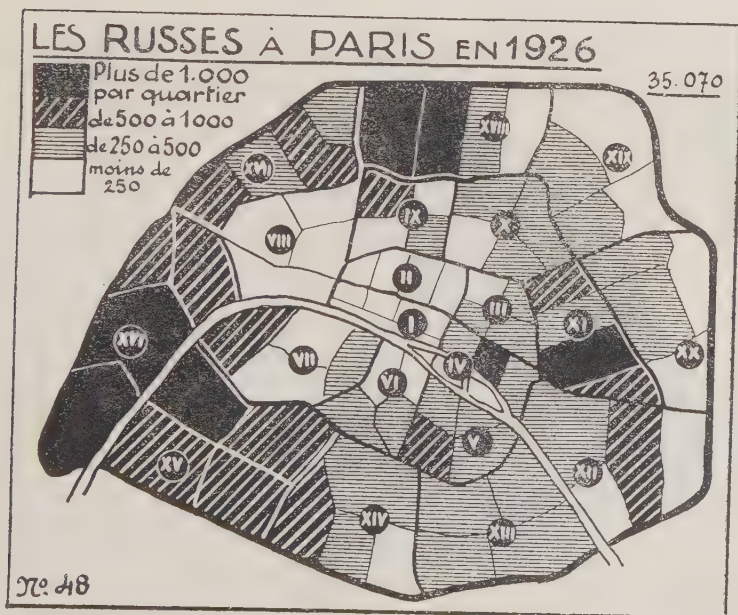
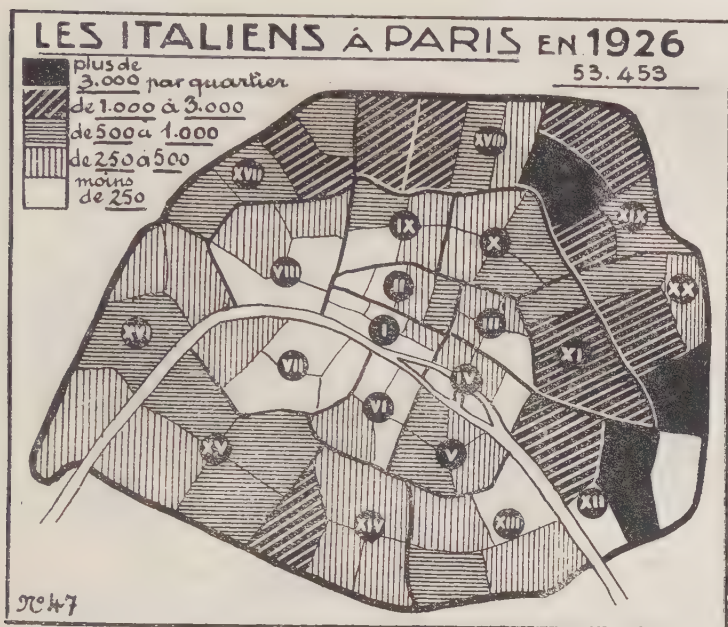
Paris		Banlieue	
1 ^o Italiens	53.500	1 ^o Italiens	48.300
2 ^o Russes	35.000	2 ^o Belges	19.100
3 ^o Belges	30.500	3 ^o Espagnols	17.000
4 ^o Polonais	30.200	4 ^o Russes	9.400
5 ^o Suisses	23.800	5 ^o Suisses	9.300
6 ^o Espagnols	14.400	6 ^o Polonais	6.100

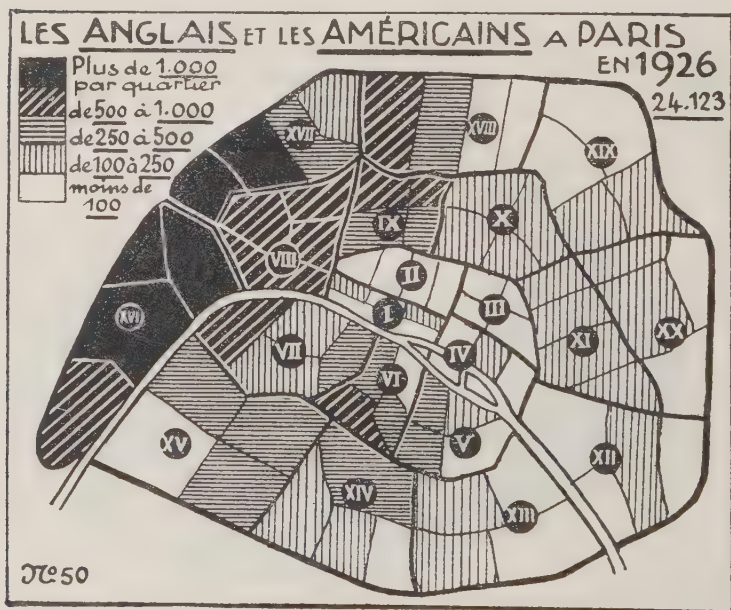
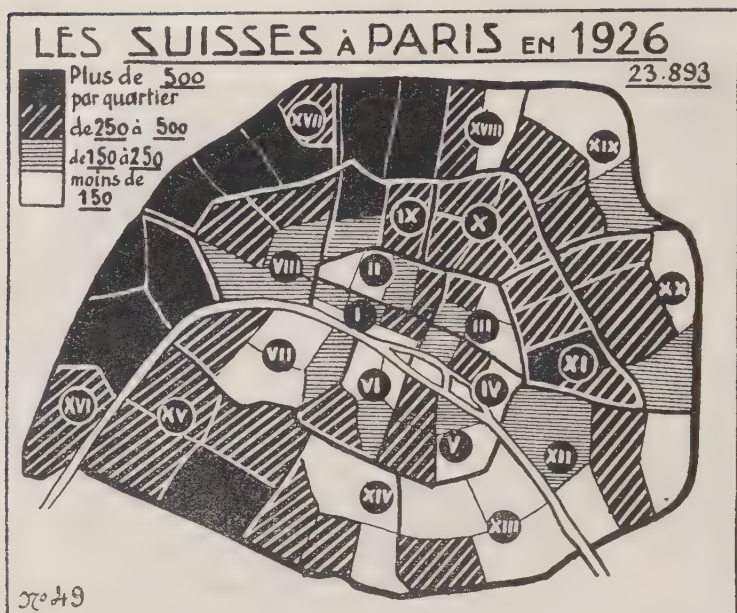
A Paris, la répartition de chaque nationalité s'explique surtout par la nature des occupations et la tendance au groupement par professions. Les ouvriers se trouvent dans les quartiers périphériques, les commerçants et artisans dans les quartiers du centre, les rentiers et domestiques dans les quartiers de l'Ouest. On note également une tendance à la concentration autour des points d'arrivée.

Les Italiens, venant en majorité par les gares de Lyon et de l'Est, sont particulièrement nombreux dans les arrondissements ouvriers de l'Est. Les quartiers qui en comptent le plus sont ceux de la Villette (3.540), Charonne (3.490), Picpus (3.080), Roquette (2.320) et Ste-Marguerite (2.420) (Carte n° 47).

Les Belges sont plus nombreux dans les quartiers du Nord, notamment dans le 18^e : Grandes-Carrières (1.380), Clignancourt (1.110), Goutte-d'or (600), et dans les arrondissements ouvriers de l'Est : 20^e, 19^e et 11^e qui comptent à eux trois, 7.500 Belges.

Les Russes, en raison de la nature spéciale de leur émigration, qui fournit des immigrants de toutes les classes sociales, sont beaucoup plus dispersés. Ils sont nombreux dans le 16^e (3.400) et le 17^e (2.375) où se groupe l'ancienne aristocratie. Dans ce dernier arrondissement on trouve également de nombreux conducteurs de taxis qui débordent





sur Levallois. Dans le 15^e, beaucoup d'ouvriers d'usines (4.245), notamment à Grenelle (1.840). Dans le 18^e (3.470), se mêlent ouvriers, artistes et employés des établissements de Montmartre. Les 4^e et 11^e en comptent 5.800, parmi lesquels dominent les artisans, surtout juifs d'origine russe, dont 2.017 groupés dans le seul quartier St-Gervais (Carte n° 48).

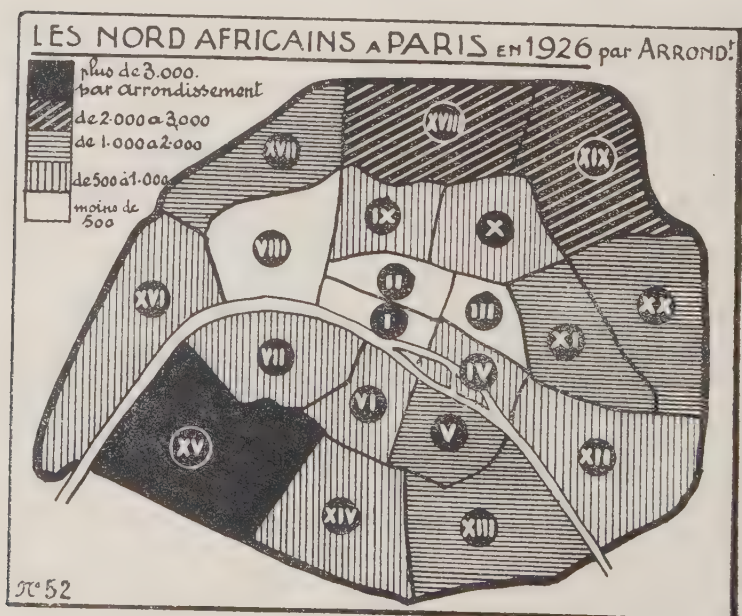
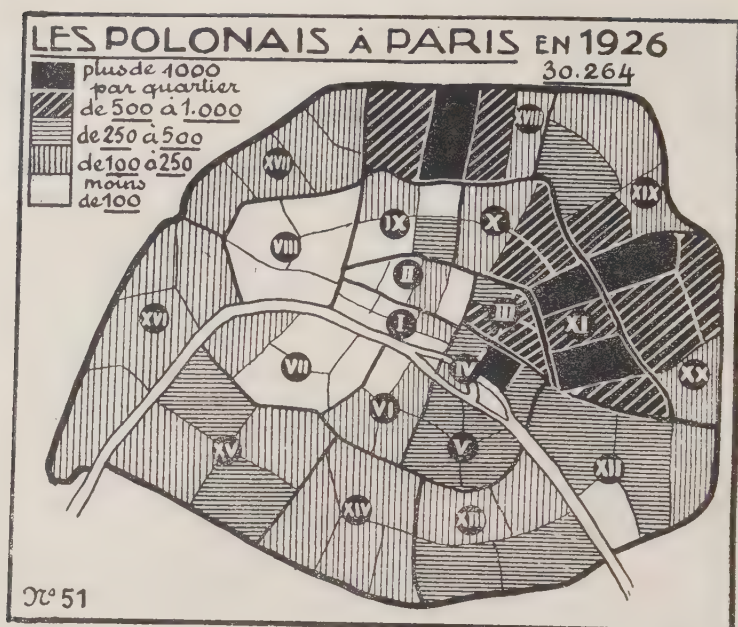
Les Espagnols sont également très dispersés dans tous les arrondissements de la périphérie. En tête, viennent les arrondissements ouvriers du 11^e (1.100), 19^e (1.008), 18^e (1.079) et 15^e (1.016). L'élément riche se trouve avec les domestiques dans le 16^e (980). Dans le quartier des Halles (1^{er} arrondissement) existe une colonie importante composée, en majorité, de marchands de primeurs et de leurs employés (825).

Les Suisses, contrairement à la plupart des autres nationalités, et bien que leur point d'arrivée soit à l'Est, sont groupés dans les arrondissements de l'Ouest. Ceci s'explique par la nature de leurs occupations : employés de commerce et de banque, et surtout domestiques et employés d'hôtels. Le tiers d'entre eux, exactement 7.680 se trouvait dans les 3 arrondissements du 16^e, 17^e et 18^e (Carte n° 49).

Les Anglais et Américains avaient également une répartition inverse de celle des nationalités fournissant des ouvriers. Ils se cantonnaient très étroitement dans les quartiers riches de l'Ouest et autour des gares d'arrivée (St-Lazare, Invalides, Montparnasse). Auteuil, Passy, La Muette, Plaine-Monceau, Champs-Élysées, Faubourg-du-Roule, Madeleine et Gros-Caillou étaient les quartiers qui en comptaient le plus, et les 3 arrondissements du 8^e, 16^e et 17^e en renfermaient à eux seuls près de la moitié (11.500) (Carte n° 50).

Les Polonais ont une répartition non moins caractéristique. Ils restent très groupés dans les arrondissements de l'Est : 20^e, 19^e, 11^e, 4^e et 3^e, où ils constituent des îlots très importants. Beaucoup sont des juifs, petits artisans travaillant en chambre. Le quartier St-Gervais (4^e) en compte 3.740 à lui seul. Viennent ensuite la Folie-Méricourt (2.150) et la Roquette (1.980) dans le 11^e, Belleville (1.360) dans le 20^e (Carte n° 51).

Aux Polonais juifs, on peut rattacher l'importante population des *juifs roumains et hongrois*, des *Arméniens*, des *Turcs*, et des *Grecs*, qui se livrent aux mêmes occupations et fournissent également un grand nombre de petits patrons et d'isolés. Ces éléments se groupent dans les quartiers du Centre Est de Paris et ont sensiblement la même répartition que les Polonais. Le 11^e arrondissement en compte 5.940, le 18^e 4.175, le 5^e 3.200, le 20^e 2.350, le 9^e 2.320, etc... Ces populations d'Europe centrale et orientale et d'Asie Mineure, occupent les plus pauvres maisons du vieux Paris et se contentent souvent de taudis qui leur servent à la fois d'atelier et de logis. Des rues entières se peuplent de ces éléments entreprenants, notamment les rues du Roi-



de-Sicile, des Rosiers, Vieille-du-Temple, Fontaine-au-Roi, etc..., dans les quartiers St-Gervais, des Enfants-Rouges, de la Folie-Méricourt et de Belleville.

Les Africains (Carte n° 52), restent dans les quartiers ouvriers de la périphérie et en général à proximité de leur lieu de travail. C'est ainsi que le 15^e arrondissement, où beaucoup travaillent comme manœuvres dans les usines d'automobiles, en compte à lui seul 3.100, soit le 1/6 du total. Viennent ensuite le 18^e et le 19^e proches des centres industriels de St-Ouen, Aubervilliers, St-Denis, etc., puis les arrondissements ouvriers du 13^e, 20^e, 11^e où les Africains s'entassent dans les pires taudis.

En *banlieue*, les étrangers forment des colonies importantes dans la plupart des centres industriels. Les *Italiens* sont nombreux à Aubervilliers : 3.660, à Boulogne-Billancourt : 3.200, à Levallois : 2.746, à St-Denis 2.110. Même répartition industrielle pour les *Espagnols* dont on trouve des îlots considérables à Aubervilliers (3.710), St-Denis (2.720), St-Ouen (1.300); pour les *Polonais* que l'on trouve à St-Denis (619), St-Ouen (320), Boulogne-Billancourt (297), Aubervilliers (250); pour les *Tchécoslovaques*, les *Africains*, et les *Asiatiques* dont il existe une colonie de 500 à Boulogne-Billancourt. Les *Russes* se partagent entre les communes ouvrières et les communes riches : Boulogne-Billancourt : 2.000, Neuilly : 736, Levallois : 635, dont de nombreux conducteurs de taxis. Les *Suisses* se partagent comme ouvriers spécialistes dans les centres industriels, et comme domestiques dans les communes de plaisance. Au 1^{er} rang, Neuilly en compte 727, Levallois 550, Boulogne-Billancourt 550, Courbevoie 520, Asnières 504, etc...

Les éléments balkaniques et d'Asie Mineure : *Grecs, Turcs, Arméniens*, beaucoup moins nombreux qu'à Paris, se groupent de préférence dans la région Sud, notamment dans des lotissements minables d'Issy-les-Moulineaux (700), de Boulogne-Billancourt (540), d'Alfortville (550), de Bois-Colombes (440), de Clamart (225), etc...

Quant aux *Anglo-Américains*, on les trouve groupés à Neuilly-sur-Seine : 666 Anglais et 430 Américains, et à Boulogne : 277 Anglais et 121 Américains.

La composition par sexes et par groupes d'âge

La population étrangère du département de la Seine comprenait en 1926, 233.300 hommes et 185.600 femmes, soit seulement 79 femmes pour 100 hommes, alors que la population française comptait au contraire 121 femmes pour 100 hommes. L'infériorité du sexe féminin était surtout marquée dans la banlieue où la proportion des ouvriers d'usine, des isolés, des célibataires était considérable. Pour 77.950 hommes en banlieue, il y avait seulement 59.160 femmes, soit 75 femmes pour 100 hommes. A Paris, cette proportion s'élevait

à 81 femmes pour 100 hommes avec 126.400 femmes et 155.400 hommes, révélant le caractère plus stable et plus familial de l'immigration dans la capitale.

L'inégalité des sexes varie considérablement suivant les nationalités :

Nationalités	Hommes	Femmes	Pour 100 hommes combien de femmes
Africains	22 762	711	3
Asiatiques	9.273	4.349	46
Turcs-Grecs	15.385	10.112	60
Russes	25.892	18.627	72
Roumains	7.017	5.159	73
Italiens	58.516	43.377	74
Polonais	20.714	15.656	75
Espagnols	17.819	13.749	77
Suisses	17.688	15.538	88
Belges	24.670	25.580	104
Américains	6.829	7.400	108
Anglais	6.817	8.926	131
Luxembourgeois	2.941	4.953	170

L'élément féminin apparaît nettement déficitaire parmi les immigrés venus des pays éloignés : Africains, Asiatiques, Turcs, Grecs, Arméniens, Russes. Pour les immigrés des pays voisins, ce sont ceux fournissant le plus de travailleurs manuels qui comptent le moins de femmes : Italiens, Espagnols. Ceux qui fournissent un plus grand nombre d'ouvriers qualifiés et de domestiques, ont une composition à peu près normale, tels les Suisses, ou même ont plus de femmes que d'hommes, tels les Belges et les Luxembourgeois. Il en est de même pour les nationalités qui comprennent un grand nombre de commerçants et de riches oisifs comme les Anglais et les Américains.

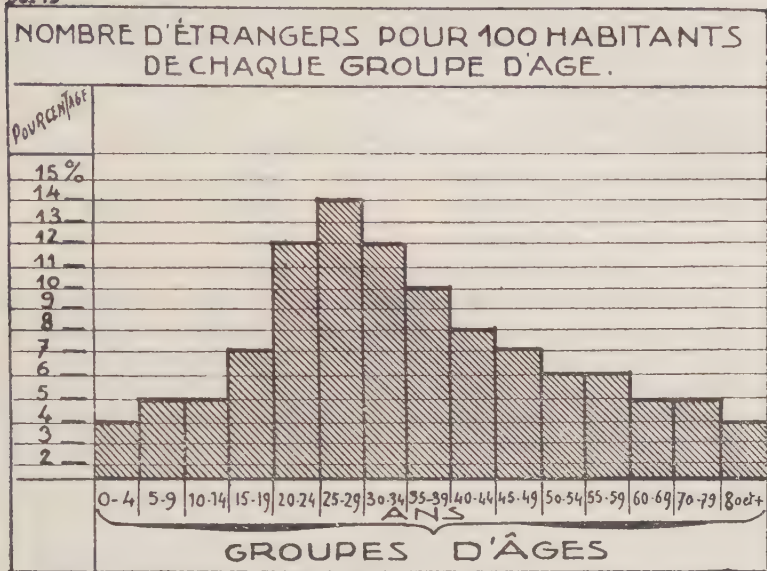
La population étrangère était plus jeune dans l'ensemble que la population française :

Groupes d'âge	Population française		Population étrangère	
0 à 4 ans	275.170	6 °/o	14.680	3,6 °/o
5 à 9 ans	180.582	4 °/o	11.837	2,9 °/o
10 à 14 ans	237.570	5 °/o	14.924	3,7 °/o
15 à 19 ans	313.550	7 °/o	27.515	6,8 °/o
20 à 29 ans	832.090	20 °/o	124.189	31 °/o
30 à 39 ans	751.130	18 °/o	96.430	24 °/o
40 à 49 ans	648.940	15 °/o	56.066	13,8 °/o
50 à 59 ans	455.550	11 °/o	30.460	7 °/o
60 à 69 ans	270.193	6 °/o	16.446	4,2 °/o
70 ans et plus	139.573	3 °/o	7.213	1,7 °/o

De ces chiffres, il résulte que le groupe d'âge de 0 à 15 ans représente 11 % de la population étrangère, et celui au-dessus de 60 ans 6 %, soit 17 % pour les groupes non actifs de l'enfance et de la vieillesse, et 82 % pour le groupe actif de 15 à 60 ans, alors que dans la population française, le groupe actif ne représente que 70 %.

Le graphique suivant (n° 15), donne la proportion des étrangers dans chaque groupe d'âge de la population totale du département de la Seine, et montre l'importance de l'immigration dans les groupes de 20 à 40 ans :

p. 15



Les enfants étrangers dans les écoles de la Seine

Le nombre des enfants dans les écoles renseigne d'une manière plus précise que les chiffres du recensement sur l'importance de l'immigration familiale. En 1929, on comptait 35.730 enfants étrangers dans les écoles primaires de la Seine, soit 10 % de l'effectif scolaire total :

11.200 Italiens
5.700 Polonais
5.300 Espagnols
2.300 Turcs-Arméniens
2.100 Russes

2.087 Belges
1.004 Suisses
955 Roumains
800 Grecs
730 Américains

Les Italiens donnaient donc 31 % des écoliers étrangers, les Polonais 15 %, les Espagnols 14 %, le groupe Turcs-Arméniens 9 %, les Russes 6 %. Les Belges et les Suisses ne venaient qu'aux 6^e et 7^e rangs avec 5 % et 2 % pour le nombre des enfants.

En ce qui concerne la seule ville de *Paris*, les effectifs scolaires font ressortir, plus encore que le recensement de 1926, l'importance des populations d'Europe orientale et balkanique : juifs polonais, russes, roumains et hongrois, Grecs, Turcs, Arméniens. Ces nationalités donnent près de la moitié des enfants étrangers dans les écoles de la ville, environ 9.000 sur 18.190 :

Polonais 4.576
Italiens 4.464
Russes 1.565
Espagnols 1.309

Turcs-Arméniens 1.160
Belges 920
Roumains 792
Grecs 572 etc...

Les éléments de la vieille immigration: Belges, Suisses, Espagnols et Italiens, sont nettement dépassés par les éléments nouveaux, Slaves et Balkaniques, et d'une façon d'autant plus accusée, qu'il s'agit ici de la population enfantine et de l'immigration familiale.

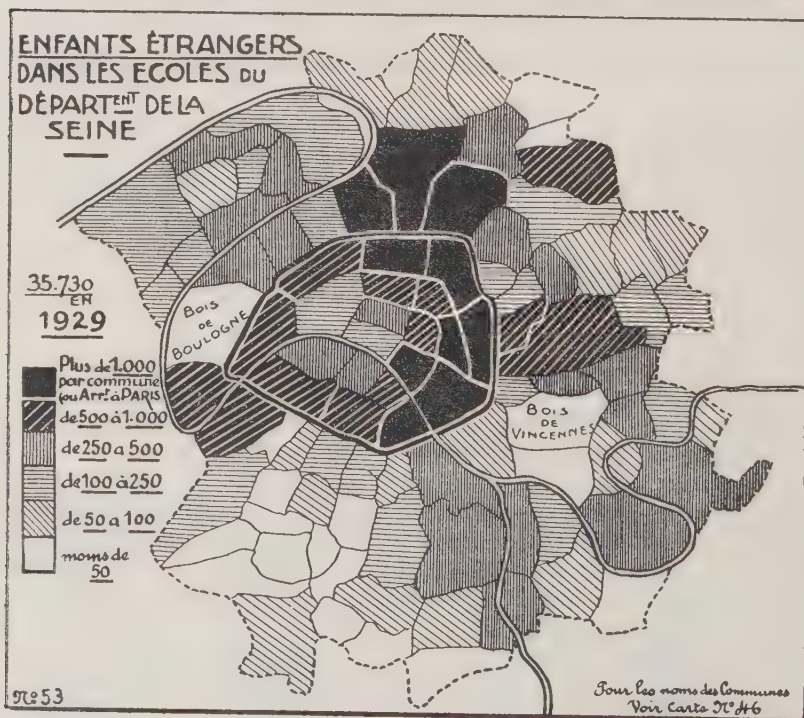
Si on ne considère que la *barlieue*, le caractère ouvrier de la population étrangère réapparaissant, donne le pas aux nationalités latines et belge :

Italiens	6.733
Espagnols	3.999
Belges	1.167

Polonais	1.124
Turcs-Arméniens	1.156
Russes	535 etc...

C'est surtout dans les écoles publiques que vont les enfants étrangers. Les écoles privées n'en prennent que 13 %, alors qu'elles reçoivent 21 % des petits Français. C'est dire que les enfants étrangers sont presque 2 fois moins attirés que les Français par l'école privée. Une grande partie des enfants étrangers des écoles privées sont d'ailleurs des Américains et des Anglais groupés dans les quartiers riches de Passy, d'Auteuil, Boulogne et Neuilly, et dont l'immigration a un caractère spécial. 60 % des enfants américains et 40 % des enfants anglais vont dans des écoles privées alors qu'on y compte à peine 6 % des petits Italiens et Espagnols.

Les écoliers étrangers ont sensiblement la même répartition



géographique que la population étrangère, mais avec une concentration plus marquée dans les quartiers ouvriers de l'Est de Paris et dans les communes industrielles du Nord de la Seine (Carte n° 53).

Paris			Banlieue		
11°	arrondissement	2.950	Aubervilliers	1.515	
20°	—	2.060	St-Denis	1.060	
19°	—	1.800	St-Ouen	1.000	
18°	—	1.400	Issy-les-Moulin.	895	
4°	—	1.170	Montreuil	750	
13°	—	1.160	Boul.-Billancourt	690	
12°	—	1.139 etc...	Drancy	542 etc...	

La population active

Les étrangers qui constituaient 9,3 % de la population totale du département de la Seine, donnaient 10 % de la population active avec 263.000 travailleurs sur un total de 2.643.000 en 1926. Ce chiffre était d'ailleurs inférieur à la réalité et le pourcentage des étrangers dans la population active devait être de 12 % environ.

La population active formait 65 % de la population étrangère, alors qu'elle ne constituait que 49 % de la population française, soit une activité supérieure de 1/3 chez les étrangers. L'importance de la population active étrangère apparaissait surtout en banlieue, où les étrangers constituant 7,9 % de la population totale, donnaient 11 % des travailleurs.

Les étrangers se dirigeaient surtout sur les industries de transformation : métallurgie, bâtiment, textile, produits chimiques, puis vers le commerce, vers les services domestiques et enfin vers les professions libérales :

	Paris	Banlieue	Total
Agriculture	71	1.169	1.240
Industries de transformations...	91.945	64.911	156.856
Commerces, transports et banques	51.768	11.541	63.309
Professions libérales.....	14.642	2.003	16.645
Domestiques.....	18.174	3.159	21.333
Services publics	2.810	825	3.635
Total	179.410	83.608	263.018

Il y a donc dans la Seine une proportion considérable d'étrangers dans le commerce et les professions libérales, environ le tiers de la population active étrangère. C'est à Paris surtout que se trouvent les étrangers occupés dans ces catégories professionnelles. La capitale a ainsi une population étrangère très spéciale et différente au point de vue professionnel de l'ensemble de la population étrangère en France. Par contre, la banlieue a une population plus ouvrière. L'industrie y occupe 77 % des étrangers, le commerce et les professions libérales seulement 14 %, soit proportionnellement 2 fois moins qu'à Paris comme l'indique le tableau suivant :

Sur 100 étrangers actifs combien :

dans :	à Paris	en Banlieue	dans la Seine	en France
Industrie	51	77	59	60
Commerce et transpts.	28	13	24	15
Domesticité	10	3,7	8	4
Professions libérales	8	2	6	2

Ces différences montrent le caractère spécial de l'immigration à Paris et rendent nécessaire une étude séparée de l'activité des étrangers dans la capitale.

Les étrangers dans l'activité économique à Paris

Il y avait en 1926, à Paris, une population active étrangère de 181.000 individus dont :

38.312 Italiens	10.636 Espagnols
19.890 Belges	10.180 Anglais
17.217 Russes	5.580 Asiatiques
16.487 Polonais	4.760 Américains
16.580 Suisses	4.950 Turcs-Arméniens
10.790 Africains	4.750 Roumains

Proportionnellement à leur nombre, c'étaient les Africains, les Italiens, les Espagnols et les Belges qui fournissaient le plus de travailleurs, et les Américains, Arméniens, Grecs, Roumains qui en comptaient le moins.

Quatre grands groupes d'activité occupaient plus de la moitié des étrangers à Paris : c'étaient le travail du vêtement et des étoffes, la métallurgie, la domesticité et le bâtiment. Les commerces en occupaient près du quart à eux seuls :

Commerces	39.370	soit	22 %	de la population active étrangère
Travail vêtement et étoffes	21.450	—	11 %	—
Métallurgie	19.850	—	10 %	—
Domestiques	16.407	—	9 %	—
Professions libérales	14.690	—	8 %	—
Terrassement et Construction	14.550	—	8 %	—
Travail des cuirs et peaux	9.950	—	5 %	—
Industries du bois	9.275	—	5 %	—
Banques et agences diverses	5.630	—	3 %	—

On trouvait dans le :

Commerces	Travail des étoffes et vêtements	Métallurgie	Terrassement et construct.	Domesticité
7.315 Italiens	4.611 Polonais	4.330 Italiens	9.000 Italiens	2.690 Suisses
4.700 Belges	3.115 Russes	2.790 Africains	1.070 Belges	2.324 Italiens
5.118 Suisses	2.629 Italiens	2.450 Belges	940 Espagnols	2.240 Belges
2.712 Espagnols	2.576 Belges	2.017 Suisses	930 Suisses	2.270 Luxem.
2.600 Russes	1.328 Roumains	1.890 Russes	540 Polonais	1.350 Anglais
2.350 Anglais	870 Armén.-Grecs	1.270 Polonais	400 Russes	1.120 Polonais
Banque	Professions libérales	Travail des cuirs et peaux	Industrie du bois	Industries de l'alimentation
1.010 Suisses	2.760 Russes	2.875 Polonais	3.660 Italiens	1.500 Africain
870 Anglais	2.310 Anglais	1.630 Italiens	1.065 Belges	1.000 Italiens
801 Belges	1.560 Suisses	860 Russes	970 Espagnols	400 Suisses
610 Russes	1.490 Belges	580 Belges	720 Polonais	300 Belges
460 Italiens	1.380 Américains	720 Grecs	550 Russes	290 Espagn.
300 Américains	1.330 Italiens	450 Espagnols	430 Suisses	280 Polon.

C'était non seulement dans les activités les plus rudes : bâtiment,

terrassément, céramique, verrerie, manutention, et dans les plus délaissées : domesticité, que l'on trouvait la plus forte proportion d'étrangers, mais aussi dans celles qui exigent une certaine habileté professionnelle et de l'esprit d'entreprise comme l'artisanat dans le travail des étoffes, du vêtement, des cuirs et peaux. Dans toutes ces activités les étrangers formaient de 15 à 25 % de la population active. Le recensement de 1926 donne les proportions suivantes, inférieures à la réalité, dans les industries les plus atteintes :

Industries	Proportion d'étrangers
Constructions et terrassements	20 °/o
Industrie des cuirs et peaux	20 °/o
Spectacles et commerces forains	15 °/o
Industries du bois	14 °/o
Soins personnels	12 °/o
Manutention	13 °/o
Travail du vêtement	11 °/o
Céramique et verrerie	11 °/o

Une des caractéristiques de l'immigration étrangère à Paris est, d'ailleurs, son extension à toutes les branches d'activité, même à celles qui n'éprouvent aucun besoin de travailleurs supplémentaires. La capitale attire les étrangers entreprenants qui espèrent, tout comme les provinciaux français, y faire plus aisément fortune. Elle attire plus spécialement, comme nous l'avons vu, les éléments doués pour le négoce. Elle attire aussi un grand nombre d'étrangers désireux de s'assimiler nos connaissances techniques, notre sens particulier de création et d'exécution, ou de se perfectionner dans leur métier : bijoutiers, tailleurs, ébénistes, personnel hôtelier, etc..., ou les étrangers séduits par l'éclat de notre culture : étudiants, savants, professions libérales, etc... De sorte que dans maintes activités, les étrangers provoquent, sinon le chômage, tout au moins une concurrence sérieuse. C'est le cas notamment dans la confection, chez les tailleurs, les coiffeurs, les employés de banque, les fourreurs, cordonniers, casquettiers. Certaines de ces activités sont même presque entièrement aux mains des étrangers. Semblable encombrement est constaté dans les spectacles et les commerces forains, où l'on trouve de 15 à 20 % d'étrangers. Nombre d'établissements de plaisir à Paris ont un personnel en majorité étranger : musiciens, danseurs, chanteurs, garçons de restaurant, etc... Dans les transports, beaucoup de conducteurs d'automobiles sont étrangers : 8.000 sur un effectif de 20.000. Dans les professions libérales, où cependant la concurrence est déjà active entre Français, il y a 10 % d'étrangers, et le nombre de ceux-ci dans les professions libérales (14.690) dépasse même celui de l'importante industrie du bâtiment et du terrassement (14.550). Les étrangers comptent, notamment, un grand nombre de professeurs, médecins, artistes, architectes et ingénieurs. Ils fournissent le quart des étudiants de l'Académie de Paris : 6.931 sur un total de 27.350 en 1929. Il n'est pas jusqu'aux services publics, qui ne comptent près de 3.000 étrangers. Dans le travail de la bijouterie-orfèvrerie on compte

également de 10 à 15 % d'étrangers. Les artisans-joyailliers se plaignent d'être envahis par les juifs, les Grecs et les Arméniens et c'est sans gaieté qu'ils se redisent la vieille rengaine qui, dès avant guerre, consacrait cet état de choses, mais alors moins redoutable :

Bonjour Monsieur Nathan, j'arrive, j'arrive,
 Bonjour Monsieur Nathan, j'arrive à l'instant,
 J'ai à placer mes six frères, cinq sœurs, etc...

La concurrence est d'autant plus redoutable que beaucoup de ces étrangers, entrés sans contrôle, venus comme touristes, artisans, ou même en fraude et en situation irrégulière, se contentent de salaires ou de bénéfices inférieurs que leur niveau de vie leur permet aisément de supporter. Beaucoup s'aident mutuellement, surtout les juifs, les Grecs et les Arméniens qui constituent des colonies très homogènes. Ils se procurent du travail. Les petits patrons étrangers exploitent même leurs compatriotes pour lesquels l'essentiel est d'abord de rester à Paris et d'y vivre. Quand les affaires prospèrent, on fait venir les frères, les neveux, les cousins.

Les patrons étrangers. — Aussi, Paris compte-t-il dans sa population étrangère une proportion considérable de patrons et artisans étrangers. Alors qu'en moyenne il n'y a que 6 % de patrons dans la population active étrangère non agricole en France, il y en a 11 % à Paris, soit 2 fois plus. La banlieue plus ouvrière n'en compte que 5 %. A cet égard, la population étrangère de Paris a sensiblement la même composition sociale que la population française qui compte 17 % de patrons.

Sur les 20.000 patrons étrangers recensés en 1926, un grand nombre étaient originaires de l'Europe orientale et centrale, dont beaucoup de juifs, russes et polonais, de Grecs et d'Arméniens. Ces nationalités en comptaient 7.500, soit près de 30 % du total. Venaient ensuite les Italiens, les Belges, les Suisses et les Anglo-Américains :

Italiens	2.915	Anglais-Américains	1.473
Russes	2.232	Roumains	800
Polonais	2.057	Grecs	665
Belges	1.913	Asiatiques	619
Suisses	1.884	Turcs-Arméniens	560 etc...

Alors que les immigrés des pays voisins : Italiens, Belges, Espagnols ne comptaient que 5 à 10 % de patrons, les Russes et Polonais en avaient 12 %, les Roumains 16 % et les Grecs 17 %. Ces peuples particulièrement entreprenants comptaient donc autant de patrons que les Français, malgré le lourd handicap d'une émigration récente et provoquée le plus souvent par la misère la plus complète.

On notait la même forte proportion des éléments d'Europe orientale et balkanique parmi les 22.800 isolés, surtout *petits artisans*, recensés en 1926 à Paris :

4.100 Russes	2.400 Belges
3.100 Italiens	1.800 Anglais
2.600 Polonais	1.800 Américains
2.600 Grecs-Arméniens-Roumains	1.500 Suisses

Proportionnellement à leur population, les Polonais en comptaient 15 %, les Asiatiques et Turcs 16 %, les Grecs 18 %, les Russes 23 %, et les Américains 29 %. Par contre, les Italiens, les Belges, les Espagnols, les Suisses, malgré l'ancienneté de leur immigration, n'en avaient que 8 à 9 %.

C'est surtout dans le commerce, le travail des étoffes, du vêtement et des cuirs et peaux, que se trouvaient les patrons et isolés étrangers. En 1926, on en comptait :

11.900 dans le commerce	
6.900 dans le travail des étoffes et vêtements	
2.600 dans le travail des cuirs et peaux	
1.300 dans l'industrie du bois	
1.300 dans la métallurgie	
1.000 dans le terrassement et le bâtiment.	
800 dans les banques, assurances et agences diverses, etc...	

Dans le *commerce*, les éléments de la vieille immigration : Italiens, Belges, Suisses, gardaient le premier rang, suivis de près, d'ailleurs, par les éléments slaves et balkaniques :

Italiens	1.110	Anglais	440
Suisses	950	Espagnols	370
Belges	840	Asiatiques	300
Russes	750	Arméniens-Turcs	290
Polonais	480	Grecs	250

On les trouvait surtout dans les commerces de l'alimentation (1.530), dans les débits, hôtels et restaurants (1.450), et dans les commerces de tissus et d'habillement.

Dans le *travail des étoffes, vêtements, cuirs et peaux*, un grand nombre de patrons et artisans étrangers étaient russes, polonais, roumains, grecs et arméniens. On en comptait 5.500 sur un total de 9.500, soit 58 %. La plupart se groupaient dans les quartiers du centre et de l'Est : 4^e, 5^e et 6^e arrondissements. Ils travaillaient en chambre, surtout comme confectionneurs pour les grandes maisons de vêtements, casquettiers, gantiers, cordonniers, fourreurs. Des familles entières au sens biblique du mot s'entassaient dans des logements qui leur servent de dortoir et d'atelier. Ils louent parfois des appartements très spacieux, où ils peuvent multiplier les lits la nuit et les établis le jour, et accroître ainsi la production de la grande famille (1). Ils font une redoutable concurrence aux patrons français, grâce à leur niveau de vie inférieur, leur travail en équipes ou en famille, l'exploitation de leurs compatriotes ouvriers, leur rendement supérieur et leurs frais généraux et impôts réduits au minimum.

Dans la *métallurgie, le bâtiment et l'industrie du bois*, ce sont, par contre, les Italiens, les Belges et les Suisses que l'on trouve au premier rang par le nombre de patrons :

(1) Des appartements très confortables rue de Rivoli, boulevard St-Germain, se trouvent ainsi occupés par de nombreux étrangers, qui entassent facilement une dizaine de lits dans une pièce. Certains immigrés pratiquent, d'ailleurs, la sous-location avec leurs compatriotes, qu'ils exploitent au besoin.

Industrie du bois	Métallurgie	Bâtiment
350 Italiens	210 Suisses	360 Italiens
100 Belges	140 Italiens	140 Suisses
100 Russes	100 Russes	70 Belges
70 Suisses	60 Polonais	25 Russes

Les employés. — Tout comme les patrons, les employés étaient très nombreux dans la population étrangère. Il y en avait 35.000, en 1926, à Paris. Ils appartenaient aux nationalités les plus évoluées : Suisses, Anglais, Américains et aussi aux populations étrangères les plus nombreuses comme les Italiens et les Belges :

Suisses	5.220	Anglais	3.260
Italiens	4.660	Espagnols	2.090
Belges	4.330	Polonais	1.570
Russes	3.350	Américains	1.380 etc...

Les employés constituaient 32 % de la population active anglaise, 31 % de la population suisse et 29 % de la population américaine. La proportion des employés était également élevée chez les Russes, Roumains, Grecs, Arméniens, où elle oscillait entre 20 et 25 %. Les employés étrangers se trouvaient surtout dans le commerce : 17.900, dans la banque : 4.450, les professions libérales : 3.320, les services publics : 1.465 et l'armée : 1.054.

Les ouvriers. — Les ouvriers étrangers étaient au nombre de 104.100 en 1926, soit seulement 57 % de la population active étrangère. Cette faible proportion faisait de la population étrangère de Paris, une des moins ouvrières. Dans la banlieue, la proportion remontait à 79 % de la population étrangère. Par ordre d'importance, on relevait à Paris :

27.640 Italiens	7.920 Suisses
11.250 Belges	7.520 Russes
10.310 Polonais	6.840 Espagnols
9.210 Africains	4.180 Anglais etc...

C'étaient les Italiens, les Africains et les Espagnols, qui proportionnellement à leur nombre fournissaient le plus d'ouvriers : de 70 à 80 % de leur population active. La plus faible proportion se trouvait chez les Américains qui ne comptaient dans leur population que 19 % d'ouvriers, chez les Russes : 43 %, les Suisses et les Anglais : 41 %.

Les femmes. — La population active étrangère à Paris comptait 45.500 femmes contre 137.000 hommes en 1926. Plus de la moitié (56 %) de ces femmes étaient des ouvrières, 18 % des employées et le reste des patronnes ou des isolées. Par ordre d'importance on notait :

8.020 Italiennes	4.198 Russes
6.600 Belges	3.550 Anglaises
4.260 Polonaises	2.690 Luxembourgeoises
4.833 Suissesses	2.250 Espagnoles etc...

Les étrangères étaient surtout nombreuses dans le travail du vêtement et des étoffes et dans la domesticité. Ces deux branches d'activité en occupaient 23.000, soit plus de la moitié. Venaient ensuite les

commerces, avec 8.500 femmes, le travail des cuirs et peaux avec 1.500, et l'enseignement avec 1.380.

Dans le travail du vêtement et des étoffes, les étrangères, au nombre de 9.380, dont 870 patronnes, constituaient près de la moitié de l'effectif étranger. On y comptait 1.770 Italiennes, 1.280 Polonaises, 1.200 Russes et 1.100 Roumaines, Grecques et Arméniennes. Dans la domesticité, les femmes, au nombre de 13.800, donnaient 84% des étrangers. C'étaient les Suissesses (2.180), et les Luxembourgeoises (2.060) qui arrivaient en tête, suivies par les Italiennes (1.980), les Belges (1.820), et les Anglaises (1.160). Dans les commerces, toutes les nationalités se trouvaient représentées. Dans l'enseignement, les Anglaises (585) étaient au 1^{er} rang, suivies de loin par les Russes (164) et les Suissesses (80).

La spécialisation par nationalité. — Des chiffres précédents, il résulte que la répartition des étrangers dans l'économie à Paris se fait en grande partie suivant les traditions et les aptitudes de chaque nationalité. Ils se recrutent par le jeu des relations et d'habitudes anciennes. Beaucoup font venir leurs parents, leurs amis et de vastes familles se reconstituent ainsi à Paris. Les petits employeurs font venir leurs compatriotes. Les Italiens de la vallée d'Aoste, qui forment à Paris une colonie très importante et très unie avec prêtre, journal, imprimerie, banque, secrétariat, etc..., offrent un exemple typique de ces spécialisations traditionnelles. Chaque commune de la vallée d'Aoste fournit un certain nombre de travailleurs : Perloz, après avoir donné longtemps des cochers de fiacre, envoie aujourd'hui des conducteurs de taxis, dont on compte 300 à Paris. Chalou donne des frotteurs. Vilneuve et Coni des fumistes et spécialistes du chauffage. Valsoanne ne donne guère que des vitriers, dont il existe une société de 250 membres à Paris. Cogné donne des employés et des marchands de couleurs, Gaby des travailleurs du bâtiment, etc... Des fêtes fréquentes réunissent les Valdotains, et leur journal la « Vallée d'Aoste » compte plus de 2.000 abonnés. On pourrait multiplier les exemples de cette solidarité régionale et professionnelle, notamment avec les Suisses dans les hôtels, les Luxembourgeois dans la domesticité, les juifs et les Arméniens dans le travail des étoffes et du cuir, les Russes dans les transports automobiles et les spectacles, les Portugais dans le bâtiment, les Africains dans les produits chimiques, etc...

En général, les éléments de l'immigration latine : *Italiens, Espagnols, Portugais*, et plus encore les *Africains*, qui fournissent un grand nombre de travailleurs manuels, se dirigent vers les activités les plus rudes et les plus salissantes : terrassement, construction, grosse métallurgie, produits chimiques. Les Italiens et les Espagnols se trouvent également nombreux dans le commerce, en raison de l'ancienneté de leur immigration et du grand nombre d'entre eux, qui,

ayant réalisé quelques économies, viennent s'installer à Paris comme marchands de primeurs, hôteliers, restaurateurs, etc..., notamment dans les quartiers où se trouvent leurs compatriotes. En 1926, on comptait sur :

38.300 Italiens actifs :	11.700 Espagn. et Portugais :	10.800 Africains :
9.000 dans le terrassement et la construction	2.840 dans les commerces	2.800 dans la métallurgie (manœuvres)
7.300 dans les commerces	1.290 dans le terrassement et la construction	1.500 dans les commerces (café et com. forains)
4.300 dans la métallurgie	1.050 dans la métallurgie	1.460 dans les industries de l'alimentation
3.660 dans l'industrie du bois	1.010 dans l'industrie du bois	645 dans l'industrie chimique

Les *Belges* et les *Suisses*, plus évolués économiquement, fournissent une plus grande proportion d'ouvriers spécialisés dans la métallurgie et dans le textile, de commerçants, d'employés et de domestiques, notamment dans les hôtels. On comptait en 1926 sur :

19.890 Belges actifs :	16.580 Suisses actifs :
4.700 dans le commerce	5.120 dans le commerce
2.600 dans le travail du vêtement et des étoffes	2.690 domestiques (2.200 femmes)
2.450 dans la métallurgie	2.017 dans la métallurgie
2.240 domestiques (1.820 femmes)	1.500 dans les professions libérales
1.070 dans l'industrie du bois	1.010 dans la banque

Cette tendance se développe chez les *Anglais* et les *Américains* qui fournissent surtout des patrons et employés pour les activités les plus relevées : banques, assurances, professions libérales, commerce. Ces nationalités comptent, d'ailleurs, peu de travailleurs dans leur population : 38 % seulement chez les Américains, alors que les Italiens, Africains et Espagnols en accusent de 75 à 85 %. En 1926, il y avait sur :

10.180 Anglais actifs :	4.770 Américains actifs :
2.310 dans les professions libéral.	1.380 dans les professions libérales
1.950 dans le commerce	1.017 dans le commerce
1.355 domestiques (dont 1.168 femmes)	300 dans la banque

L'immigration plus récente d'Europe centrale et orientale fournit deux éléments assez distincts. D'un côté, le groupe des ouvriers slaves : *Polonais*, *Russes* et *Tchécoslovaques*, dont un grand nombre venus des campagnes et des usines de province et que l'on retrouve dans toutes les grandes activités manuelles : métallurgie, bâtiment, industries du bois, etc... De l'autre, le groupe des *juifs polonais*, *russes* et *roumains*, des *Grecs* et des *Arméniens*, qui recherchent les travaux demandant plus d'ingéniosité que de force et qui fuient le rude labeur et la discipline de l'usine. On les trouve dans tous les négoce et les activités d'intermédiaires, et dans les professions artisanales : vêtements, cuirs, fourrures, bijouterie-orfèvrerie, etc... Par ailleurs, parmi les Russes, il est des immigrés qui appartiennent à toutes les classes sociales et qui s'efforcent de se maintenir dans des

activités jugées plus relevées. On en trouve beaucoup comme artistes et musiciens dans les établissements de plaisir, tailleurs-couturiers, conducteurs d'automobiles, employés de banque et de bureau, voire étudiants :

Sur 16.480 Polonais actifs :	sur 17.210 Russes actifs :	9.600 Balkan. et Armé. :
4.610 dans le travail du vêtement et des étoffes	3.115 dans le travail des étoffes et du vêtement	3.500 dans le commerce
2.870 dans le travail des cuirs et peaux	2.760 dans les professions libérales	2.839 dans le travail des étoffes et du vêtement
2.350 dans le commerce	2.600 dans le commerce	1530 dans le travail des cuirs et peaux
1.120 domestiques	1.890 dans la métallurgie	1.230 dans la métallurgie
1.270 dans la métallurgie	878 dans les transports (surtout taxis)	1.060 dans les professions libérales

Le groupement des professions par quartiers. — A l'Ouest, dans le triangle compris entre la porte Maillot, la porte d'Auteuil et l'Opéra, se logent et se divertissent les riches touristes et oisifs, dont un certain nombre se fixent dans les quartiers de Passy, d'Auteuil, de la Plaine-Monceau, etc... Ils font vivre un personnel étranger nombreux dans les hôtels, restaurants, théâtres, commerces de luxe, etc..., et occupent, dans les 16^e, 17^e et 8^e arrondissements, une domesticité étrangère particulièrement considérable, en majorité féminine : Suissesses, Luxembourgeoises, Anglaises. Le 17^e, à proximité de Levallois, compte de nombreux conducteurs d'automobiles, en majorité Russes et le 1^{er}, autour des Halles, de nombreux marchands de primeurs, en majorité Espagnols.

Dans les 9^e et 10^e arrondissements, qui enserrent les grands boulevards, s'agite une population importante des plus bigarrées : Italiens, Belges, Russes, Suisses, Anglais, juifs de toutes nationalités, en majorité employés d'hôtels, de restaurants de nuit, notamment à Montmartre, courtiers, bijoutiers, commissionnaires, employés de banque et de commerce, affairistes de toute nature.

Les 3^e (Temple) et 4^e arrondissements (Hôtel-de-Ville), qui groupent dans leurs vieux quartiers une masse imposante de 15.000 Russes, Polonais, Roumains, Grecs et Arméniens, offrent le labyrinthe des petits métiers en chambre et des petits négoce : fripiers, soldeurs, fourreurs, casquettiers, maroquiniers, cordonniers, tailleurs, etc... Dans les taudis les plus minables, comme dans les appartements les plus confortables, loués en commun, s'entassent les petits artisans et petits patrons, travaillant avec leur famille et leurs compatriotes. Ces éléments débordent largement sur le 11^e arrondissement, où ils constituent encore la majorité de l'énorme population de 35.000 étrangers qui s'y presse. Ils y ont développé considérablement le travail des étoffes et des cuirs et peaux. Mais ils sont suivis de près par les Italiens, Espagnols et Belges attirés par l'importante industrie du meuble, où l'on trouve plusieurs milliers d'Italiens.

Quant aux arrondissements périphériques, ils groupent la grande

La population active étrangère dans la Seine en 1926 :

Groupes professionnels :	à Paris				en Banlieue			
	Patrons et isolés	Employés	Ouvriers	Total	Patrons et isolés	Employés	Ouvriers	Total
Industries de l'Alimentation	298	276	4,263	4,837	151	157	2,311	2,619
— Chimiques	31	121	1,338	1,490	82	386	5,056	5,524
— Caoutchouc-papier	106	126	1,569	1,801	43	82	2,791	2,916
— Polygraphiques	402	317	2,673	3,392	88	37	459	584
— Textiles	477	176	1,081	1,734	141	33	660	834
Travail du vêtement et étoffes	6,943	1,191	13,317	21,451	1,281	34	1,483	2,798
— Cuir et peaux	2,649	322	6,998	9,969	516	21	935	1,472
Industries du bois	1,325	275	7,673	9,273	429	115	3,989	4,533
— Métallurgiques	1,371	1,594	16,890	19,855	794	1,421	28,891	31,106
Travail des Métaux fins et pierres précieuses	382	144	1,536	2,062	50	12	299	361
Terrassement et construction	1,047	438	13,068	14,553	1,071	95	7,989	9,155
Céramique et verre	72	27	907	1,006	53	57	2,501	2,611
Manutention	110	46	993	1,149	1,457	—	656	2,113
Transports par voie de terre	318	122	2,992	3,512	298	46	2,125	2,469
Commerces de l'alimentation	2,760	2,624	1,408	6,792	918	386	651	1,955
Débits, restaurants et hôtels	1,674	5,737	2,941	10,352	766	352	262	1,380
Commerces divers	7,530	9,546	5,154	22,230	968	398	1,187	2,553
Spectacles et comm. forains	1,166	220	193	1,579	412	62	35	509
Banques, assurances et agences	794	4,456	381	5,631	41	40	20	101
Professions libérales	10,256	3,319	1,115	14,690	971	646	385	2,002
Soins personnels et domestiques	435	1,153	16,470	18,058	168	191	2,850	3,209
Armée	—	1,054	—	1,054	—	565	—	565
Services publics	—	1,465	311	1,776	—	47	213	260
Divers	2,477	233	1,263	3,973	1,396	31	1,524	2,951
Total	42,623	34,982	104,094	181,699	12,094	5,214	67,272	84,580

majorité des ouvriers étrangers. Au Nord, le 18^e a de nombreux ouvriers de la métallurgie, de l'industrie chimique, du bâtiment, dont beaucoup travaillent dans les communes industrielles voisines : St-Ouen, Aubervilliers, St-Denis. Les 19^e et 20^e ont un bloc de plusieurs milliers de terrassiers, maçons et manœuvres d'usines italiens, espagnols et belges, à la Villette et au Pont-de-Flandre, et un bloc rapidement croissant de 5 à 6.000 Arméniens, Polonais et Russes, dont de nombreux juifs, travaillant dans la ganterie et le vêtement à Belleville et Ménilmontant. Les 12^e (Reuilly) et 13^e (Gobelins) ont également de nombreux terrassiers et maçons italiens, des tanneurs, raffineurs, ouvriers de la C^{ie} du Gaz, de toutes nationalités, des Belges et des Russes dans le vêtement et la peausserie. Les 14^e et 15^e, sur lesquels débordent une partie de la population intellectuelle de la Sorbonne, possèdent des artistes (Montparnasse), des étudiants, ébénistes (Plaisance), cordonniers, ouvriers du bâtiment, conducteurs de taxis et ouvriers d'usines, notamment dans les fabriques d'automobiles de Grenelle, autour desquelles se presse une importante population de manœuvres africains et de métallurgistes italiens, belges et suisses. Tous ces arrondissements ouvriers comptent un grand nombre de petits commerçants étrangers : restaurateurs, hôteliers, débitants, marchands de produits alimentaires, de vêtements, etc..., qui bénéficient le plus souvent de la clientèle de leurs compatriotes.

Les étrangers dans l'activité économique en banlieue

Sur les 270.000 travailleurs recensés en 1926, dans le département de la Seine, la banlieue n'en comptait que 85.000, soit à peine le tiers. Mais sa population étrangère retrouvait la composition ouvrière qui caractérise l'immigration en France et jouait plus nettement son rôle de complément de main-d'œuvre dans les activités déficitaires. Elle ne comptait que 5 % de patrons, soit proportionnellement 3 fois moins que la capitale. De même, elle comprenait 3 fois moins d'isolés et d'employés. L'immigration ouvrière italienne, belge, espagnole, africaine, l'emportait sur les éléments affairistes d'Europe orientale et fournissait un grand nombre de travailleurs manuels pour la métallurgie, le bâtiment, le terrassement, les industries chimiques, la céramique, les verreries, le caoutchouc et le papier, etc... :

Industries	Nombre d'étrangers	Pour 100 travailleurs combien d'étrangers
Métallurgie	31.100	16 °/o
Terrassem. Construct.	9.150	20 °/o
Industries chimiques	5.520	13 °/o
Commerces	5.800	5 °/o
Industries du bois	4.500	11 °/o
Caoutchouc-papier	2.900	15 °/o
Céramique-verreries	2.600	20 °/o
Transports par terre	2.400	14 °/o
Étoffes et vêtement	2.790	5 °/o
Professions libérales	2.000	7 °/o

La proportion des étrangers dans les professions libérales, dans le travail des étoffes et du vêtement, dans le commerce, est ici 2 fois moins considérable qu'à Paris. Les étrangers se dirigent plus exclusivement vers les activités les plus pénibles. Les pourcentages donnés ci-dessus s'élèvent d'ailleurs considérablement lorsqu'on ne considère que les grands établissements et que l'élément ouvrier, à l'exclusion des patrons et employés.

Les grandes usines *métallurgiques* ont en moyenne de 20 à 25 % d'étrangers dans leur personnel ouvrier. Ce sont les étrangers qui assurent la plupart des gros travaux de manœuvres et les tâches les plus ingrates : sablage, démoulage, fonderies, corvées de nettoyage, manutention, etc... Aussi les Africains, Algériens et Marocains viennent-ils en tête de la main-d'œuvre étrangère employée dans la métallurgie :

6.234 Africains	3.450 Belges
5.196 Italiens	2.480 Espagnols
3.607 Russes	1.680 Polonais etc...

Les grandes fabriques d'automobiles, notamment à Boulogne, Issy-les-Moulineaux, Courbevoie, Asnières, St-Ouen, etc..., ont, autour d'elles, de véritables colonies d'ouvriers étrangers. Quelques-unes en occupent jusqu'à 6.000 et 8.000. L'une d'elles en 1930, en comptait 7.550, soit 24 % de son effectif total, dont :

3.250 Africains	490 Arméniens	275 Espagnols	170 Tchécoslovaques
1.000 Russes	450 Italiens	105 Suisses	150 Portugais
775 Polonais	345 Belges	175 Chinois	75 Roumains, etc...

La multitude des nationalités représentées, environ une vingtaine, traduisait bien le cosmopolitisme de la population étrangère de la Seine. Les usines métallurgiques qui exigent une main-d'œuvre plus spécialisée et moins de manœuvres, comptent beaucoup moins d'étrangers. C'est ainsi que les grands établissements de constructions électriques et mécaniques n'ont guère que de 10 à 15 % d'étrangers.

Par contre, les *industries chimiques* : usines à gaz, électro-chimie, matières colorantes, fabriques d'huiles, d'acides, de sels, les verreries, la céramique, etc..., ont une importante main-d'œuvre étrangère, qui dépasse souvent le tiers de l'effectif total. Telles usines d'alliages blancs ne comptent même que des ouvriers algériens, tant est pénible le travail qui exige le port du masque contre les gaz. Ce sont les Nord-Africains, les Italiens et les Espagnols qui, dans ces industries, arrivent en tête :

Produits chimiques	Verreries-céramique	Caoutchouc-papier
1.570 Africains	1.190 Italiens	850 Africains
1.150 Italiens	490 Belges	670 Italiens
905 Espagnols	390 Espagnols	405 Espagnols
510 Belges	210 Africains	205 Belges etc...

Dans le *bâtiment et le terrassement*, le nombre des ouvriers étrangers est également très élevé. Ce sont les Italiens qui sont de beaucoup

les plus nombreux. Ils donnent 70 % de la main-d'œuvre étrangère qui y est employée. A côté des manœuvres de toutes nationalités, ils fournissent des travailleurs spécialisés : maçons, plâtriers, cimentiers, fumistes, vitriers, peintres, céramistes, stucateurs, carreleurs, etc.

6.390 Italiens	420 Portugais
550 Espagnols	320 Africains
590 Belges	290 Suisses etc...

Parmi les italiens, se trouvaient un grand nombre de petits entrepreneurs du bâtiment : maçons, peintres, fumistes, etc. On en comptait 480 dans la banlieue et 850 dans l'ensemble du département en 1926.

Ces chiffres du recensement sont d'ailleurs très inférieurs à la réalité. Dans le bâtiment, les étrangers constituent 30 à 35 % de la main-d'œuvre. Même dans les chantiers des services publics où la loi limite l'emploi des étrangers, ceux-ci fournissent plus du quart des travailleurs. En novembre 1931, en période de chômage, sur 22.450 ouvriers dans les chantiers « officiels » du département de la Seine, il y avait 6.300 étrangers soit 28 % — dont 3.350 italiens.

En résumé, la population étrangère s'accroît très rapidement dans le département de la Seine qui reçoit des immigrés de toutes nationalités et de tous les coins du territoire. Cet accroissement apparaît d'autant plus sensible à Paris, que le nombre des Français y diminue. Trois grands groupes se dessinent dans cette importante population étrangère :

1° celui des éléments riches (touristes, rentiers) et des artistes et intellectuels dont de nombreux étudiants, attirés par le prestige de la capitale. Toutes les nationalités y sont représentées, mais avec une prédominance des éléments anglo-américains ;

2° celui des éléments ouvriers, travailleurs manuels en majorité, fournis par l'ancienne immigration belge et latine : Italiens et Espagnols, et qui suppléent utilement à la défaillance de la main-d'œuvre française dans les travaux pénibles ;

3° celui des éléments que l'on pourrait appeler « affairistes » et qui donnent surtout des négociants, artisans, trafiquants, employés, etc., et parmi lesquels dominent les juifs de toutes nationalités, les Grecs, les Levantins, etc...

C'est ce dernier groupe qui s'est le plus accru depuis la guerre, et d'une façon d'autant plus envahissante que l'immigration de ses éléments a un caractère familial très marqué comme le révèle le très grand nombre des enfants dans les écoles et l'organisation de leur travail en chambre. En face de ces éléments entreprenants, les éléments de la vieille immigration : Belges, Luxembourgeois, Anglais, Suisses, restent sensiblement stationnaires et tendent même à diminuer, cependant que les éléments ouvriers : Italiens, Espagnols, n'augmentent que dans des proportions bien plus faibles.

L'accroissement des éléments plus aptes au négoce et aux trafics d'intermédiaires qu'au travail manuel a contribué à accentuer le

caractère commerçant et artisanal de l'immigration à Paris. Les petits patrons et isolés sont devenus proportionnellement aussi nombreux dans la population étrangère que dans la population française. Toutes les activités, d'ailleurs, se trouvent gagnées par l'étranger : industries, commerces et professions libérales. Il s'y développe par fois une concurrence d'autant plus dangereuse pour le Français, que l'immigré a un niveau de vie inférieur et échappe à tout contrôle, y compris le contrôle fiscal.

Paris devient ainsi de plus en plus le creuset où s'opère la montée sociale des étrangers, où ceux-ci se débarrassent le plus aisément de leurs occupations manuelles et se fauillent dans les emplois plus relevés, les moins désertés des Français, et dans les activités non directement productives, où ils multiplient le nombre des intermédiaires, trop souvent au grand dam des Français, et presque toujours sans utilité pour l'économie du pays.

Quant à la banlieue, elle a une population étrangère dont la répartition professionnelle dans les grandes industries et dans les travaux pénibles, est plus conforme au rôle d'appoint que doit jouer la main-d'œuvre étrangère.

La population étrangère du département de la Seine comprend un grand nombre d'isolés, d'irréguliers, dont beaucoup ont abandonné l'agriculture, les mines ou les usines de province et qui, plongés brusquement dans la vie urbaine, souffrent davantage du déracinement. La proportion considérable dans les arrestations opérées par la police, des Slaves, Africains, Balkaniques et Levantins, est à cet égard caractéristique. Sur 77.000 arrestations effectuées de 1926 à 1928, dans la Seine, il y avait 25 % d'étrangers dont :

4.028 Africains	1.650 Balkaniques-Arméniens
3.265 Russes-Polonais	1.620 Belges
2.500 Italiens	1.020 Espagnols etc...

Par ailleurs, cet afflux d'étrangers ne va pas sans risques pour l'hygiène et la santé de l'agglomération parisienne. Il a entraîné la formation de ghettos dans les vieux quartiers de la capitale et autour de celle-ci la multiplication de lotissements minables, véritables foyers d'infection morale et physique, où les immigrés s'entassent dans une promiscuité et une saleté repoussantes. Il a accru également dans de fortes proportions, malgré le développement général de l'hygiène, le nombre des garnis et meublés surpeuplés (plus de 2 personnes par pièce). Ceux-ci ont presque doublé depuis la guerre et se sont élevés de 37 % en 1911 à 55 % en 1926. Le mouvement de la population dans les hôtels et garnis de Paris, révèle bien l'influence exceptionnelle des étrangers dans cette situation. En 1926, leur nombre y a dépassé celui des Français :

	Entrées	Sorties
Etrangers	1.140.121	1.144.520
Français	1.111.745	1.106.199

CHAPITRE X

LA VIE DES POPULATIONS ÉTRANGÈRES DE L'INDUSTRIE

La population étrangère qui s'affaire dans les villes, dans le commerce et dans l'industrie constitue, à côté des travailleurs étrangers de l'agriculture, une masse de plus de 2 millions d'âmes en y comprenant les familles. Comment cette énorme population s'organise-t-elle ? Comment s'adapte-t-elle au milieu de la population française ?

Grosso modo, on peut la classer en trois grandes catégories :

1^o la population venue par lente pénétration et cantonnée dans les *régions frontières*, où elle est mêlée à la population française ;

2^o la population importée et transplantée dans les *centres industriels* où elle constitue des flots ;

3^o la *population flottante*, mêlée à la population française, en grande partie composée d'isolés, qui circule à travers tout le pays, offrant ses bras à toutes les activités et particulièrement attirée par les *villes* où elle constitue souvent des groupes importants.

La population étrangère des régions frontières

La population étrangère frontière est, entre toutes, celle qui se fond le mieux avec la population française à laquelle elle s'apparente plus ou moins. Une grande partie de ces immigrants sont en France depuis de nombreuses années et les régions frontières ont, de tout temps, été habituées à leur venue. Nombre de travailleurs étrangers ont leur famille et sont fixés définitivement. C'est à la périphérie du pays que la population étrangère se rapproche le plus de la normale quant à la composition des sexes. Les femmes qui ne représentent que 30 à 40 % de la population étrangère de l'intérieur en constituent 50 % dans la région méditerranéenne et 45 % dans le Nord. Dans le

même ordre d'idées, la proportion des vieillards et des enfants est également plus forte. Alors que les groupes au-dessous de 15 ans et de plus de 50 ans ne représentent que 20 à 30 % à l'intérieur, ils constituent de 30 à 40 % de la population étrangère dans les régions frontières.

La présence de nombreux compatriotes aide, par ailleurs, à l'adaptation des nouveaux venus, des isolés, des éléments de passage. Ceux-ci trouvent dans les familles ou dans les établissements de leurs compatriotes : hôtels, pensions, restaurants, cafés, etc., des facilités pour organiser leur vie matérielle. Les petits industriels et commerçants étrangers puisent leur main-d'œuvre dans ces éléments. Parfois même certains employeurs étrangers n'hésitent pas à exploiter les nouveaux venus, encore que cette exploitation soit limitée dans ces régions par le nombre même des immigrés, dont l'expérience protège les débutants.

Il est d'ailleurs parfois difficile de discerner, à première vue, les deux populations française et étrangère. Cette différenciation est rendue plus malaisée par le fait qu'entre Français et nouveaux immigrés s'intercale la masse des éléments nés en France d'origine étrangère, des naturalisés et de tous les immigrés plus ou moins francisés suivant la durée de leur séjour. Dans ces régions, où les étrangers constituent parfois le quart de la population, leur importance numérique est telle qu'ils ont pénétré toutes les activités, toutes les hiérarchies professionnelles et sociales. Ils participent ainsi complètement à la vie régionale et leur présence n'apparaît pas, comme dans d'autres régions, un phénomène exceptionnel et original.

La région méditerranéenne. — La région méditerranéenne qui renferme plus de la moitié de la population italienne en France est une des régions d'immigration frontière les plus caractéristiques. L'Italien y est partie intégrante de la population et se retrouve dans toutes les activités. Dans les 3 départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône les étrangers, presque tous Italiens, constituaient en 1930 : 75 % de la main-d'œuvre du bâtiment, du terrassement et des mines, 72 % dans les carrières, 70 % dans les briqueteries, tuileries, vanneries, 65 % dans les usines à gaz, 62 % des manœuvres, dockers et manutentionnaires, 50 % de la domesticité, des hôtels, restaurants, cafés, 35 % dans la métallurgie, la parfumerie, 32 % dans les fabriques de chaussures, 20 % dans les établissements d'électricité, 15 % dans les banques. Ce sont les immigrés qui contribuent pour plus du tiers à la vie même de la population et fournissent près de 40 % des naissances. Dans certaines communes, la moitié des conscrits sont fils d'étrangers. L'ancienneté du mouvement d'immigration, les similitudes ethniques et climatiques, la parenté de langue et de patois, tout facilite au surplus une rapide adaptation de l'Italien.

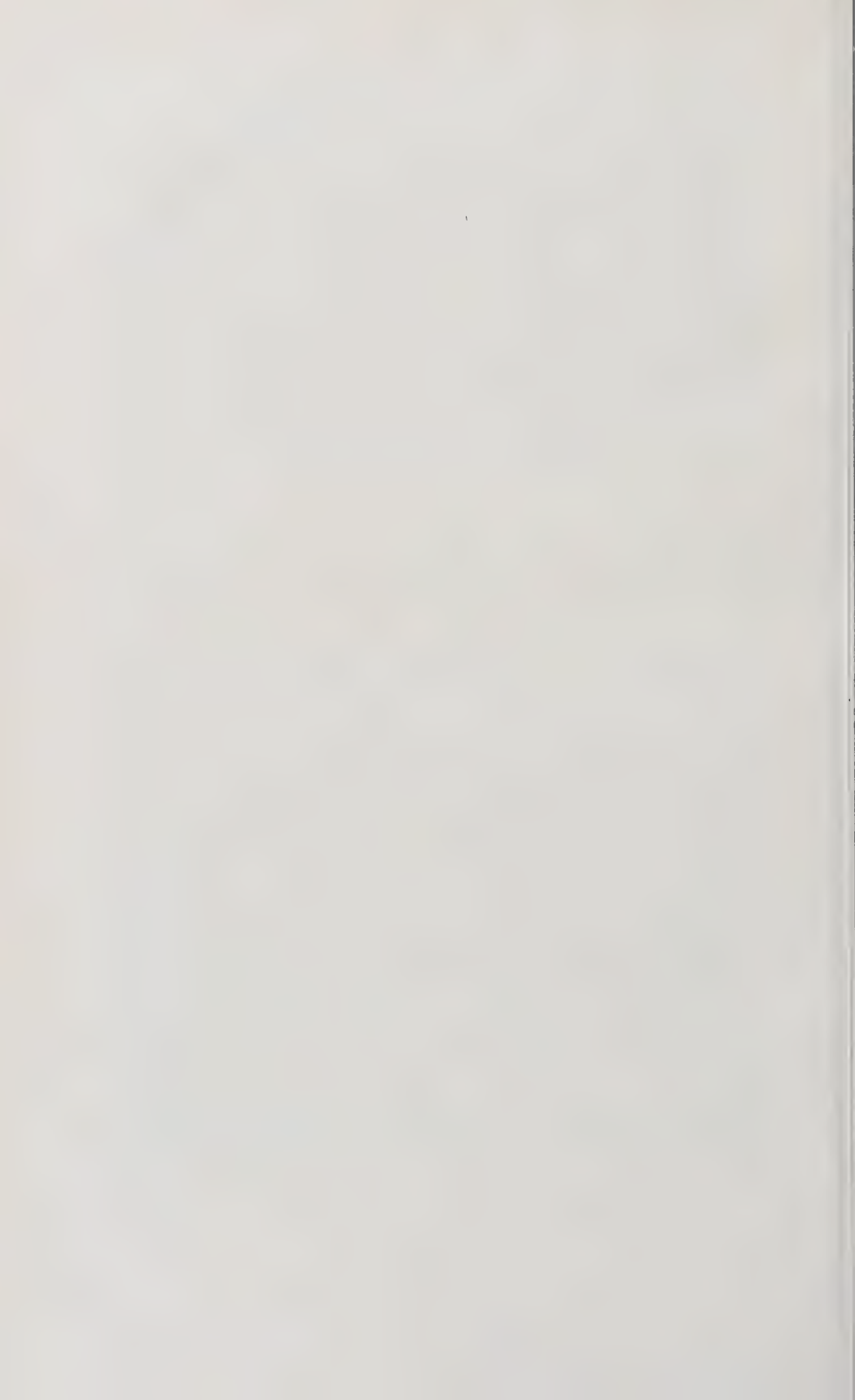


Type de familles espagnoles (Côte Basque) misérables et prolifiques.



Photos Roston.

Types de vieilles rues des villes méditerranéennes (Menton et Nice), peuplées exclusivement d'Italiens en Provence et d'Espagnols en Languedoc.



Toutefois, en raison de son rôle d'appoint dans la population active et de sa répartition professionnelle dans les activités les plus rudes, l'Italien appartient généralement aux couches les plus pauvres de la population. Ici, comme dans la plupart des régions frontières, ce sont les immigrés qui composent la majeure partie de la population ouvrière. Ce sont eux surtout, qui remplissent les taudis des villes, qui s'entassent dans les quartiers populeux, qui habitent dans les vieilles maisons des villages situés à proximité des usines, des mines ou des carrières.

A Menton, à Grasse, à Nice, à Cannes, et dans la plupart des villes du littoral, la masse besogneuse qui se presse dans les vieux quartiers est presque exclusivement composée d'Italiens et de quelques Espagnols et Nord-Africains. On croirait à parcourir certains de ces quartiers misérables, où le français est devenu langue étrangère, se trouver dans quelques villes de l'Italie méridionale. Rien de plus brutal que le contraste entre ces îlots et les quartiers plus récents, les belles voies commerçantes, les promenades fleuries, les somptueuses villas. Les rues sont étroites, sales et encadrées de hautes et vieilles maisons. Du linge, des hardes pendent aux fenêtres ou sur des cordes qui traversent la rue d'une fenêtre à l'autre. Une marmaille brune, malpropre, pieds nus, grouille dans tous les coins et s'ébat avec une vivacité toute méridionale. Dans les intérieurs misérables, où souvent l'air et la lumière pénètrent difficilement, les couchettes se pressent. Cinq à six personnes, parfois davantage, dorment dans la même pièce. Les enfants s'entassent à trois ou quatre sur la même paillasse, placée quelquefois sur la terre battue. Les femmes, généralement fatiguées par de nombreuses maternités et travaillant au dehors, n'arrivent pas à maintenir un minimum de propreté dans ces taudis. Les salaires, au surplus, sont insuffisants pour les familles nombreuses. Le terrassier italien, par exemple, ne gagne guère que 30 à 40 francs par jour de travail, et un manoeuvre non spécialisé ne touche pas toujours 30 fr.

Cependant les enfants très vite s'élèvent à des activités supérieures à celles de leurs parents. Ils deviennent ouvriers spécialisés, petits artisans, employés dans les hôtels. Ce sont eux qui, par la suite, fournissent les commerçants et les petits entrepreneurs, si nombreux dans la région. Dans les écoles, ils se montrent en général, vifs et intelligents. A Menton, où ils constituent plus de la moitié des effectifs scolaires, on les considère comme nettement plus travailleurs que les petits Français d'origine.

Nulle région ne donne comme la région méditerranéenne la vision directe du remplacement à la base, voire de la substitution des immigrés à la population française. L'intelligence et l'esprit d'épargne d'un certain nombre d'Italiens, leur activité et leur énergie neuve, leur ont permis de remplacer les Français dans le commerce et la petite industrie. Ils sont aidés dans cette montée économique et sociale, par

l'importance même de la population et de la domesticité italiennes (60%) qui préfèrent se fournir chez des commerçants ou entrepreneurs compatriotes. De sorte que le Français, dans ces régions, tend progressivement à ne donner que des propriétaires, des cadres pour le grand commerce et la grande industrie, et surtout des fonctionnaires civils ou militaires. Dès que, dans un centre donné, les services administratifs ou de la défense nationale exigent un développement exceptionnel, la population française réapparaît nettement dominante. Toulon se détache ainsi comme un îlot bien français avec sa population d'officiers, d'ingénieurs, ses marins, ses ouvriers de l'arsenal. Il est vrai qu'il a fallu puiser dans toutes les régions de la France pour arriver à composer cette population et maintenir « français ce point vital de la côte dans le flot montant de l'immigration ».

La population italienne ou d'origine italienne apparaît donc comme la population naturelle du pays dont elle exploite les ressources et assure en grande partie le petit commerce et la petite industrie. Les Français devant cette masse active semblent n'être qu'une aristocratie imposée, que des cadres surajoutés. Toutefois, cette impression est moins forte que ne le laissent croire les chiffres. La rapide adaptation des Italiens amène une fusion, une interpénétration qui fait que l'opposition des deux populations est très atténuée et peut même échapper à l'examineur superficiel. La francisation d'une grande partie des immigrés (plus d'un tiers des Italiens du Sud-Est sont en France depuis une vingtaine d'années), et l'importance des Français d'origine italienne assurent la transition entre les deux nationalités. Mais qu'une question intéressant plus spécialement les immigrés vienne à l'ordre du jour, que ceux-ci soient troublés par la politique italienne ou par l'Administration française, aussitôt l'hétérogénéité humaine se révèle par un malaise, par une houle d'inquiétude qui déferle sur la région. On sent confusément à l'intérêt porté par les populations aux actes du gouvernement italien, que leur sort et par conséquent celui de la contrée ne participe plus exclusivement de la vie de la France. Les regards, l'attention, sont ici sollicités, troublés inévitablement par le lent, mais sûr déplacement des frontières ethniques autour des frontières politiques. Et le consul d'Italie à Marseille pouvait dire au maire de la ville : « Il y a deux maires ici vous et moi ».

Dans la région *des Alpes*, notamment en Savoie et dans le Dauphiné l'immigration présente, depuis la guerre, les deux caractéristiques d'immigration installation par osmose et d'immigration organisée avec cités ouvrières groupées autour des nouvelles industries électriques. Ces dernières ont complètement modifié la répartition et la composition de la population étrangère de la région, notamment dans l'Isère où toutes les nationalités sont représentées et groupées dans les zones de haut relief, jadis les moins peuplées (Carte n° 54). Dans la zone frontière, la population étrangère, avec son

LA POPULATION ÉTRANGÈRE DANS L'ISÈRE PAR CANTON

EN 1851	(7500)	EN 1926	(51.400)
---------	--------	---------	----------



Le rapprochement des 2 cartes fait ressortir à la fois l'énorme accroissement de la population étrangère et sa nouvelle répartition, fonction de l'essor industriel dans la région lyonnaise et surtout dans les hautes vallées de la montagne, domaine de l'énergie hydro-électrique. L'augmentation de la population étrangère de l'Isère a été particulièrement considérable depuis la guerre : de 13.000 en 1911, elle s'est élevée à 70.700 en 1931, soit un accroissement de 430 %.

grand nombre de familles et d'enfants, sa stabilité relative et surtout la francisation plus marquée d'un grand nombre d'immigrés très anciennement installés, est presque exclusivement italienne. On note dans cette population une tendance à se grouper et à s'organiser plus nettement que sur le littoral, par suite de l'importance des apports nouveaux. Il y existe de nombreux Offices de Patronati de l'Emigranti italiani, qui relèvent de la Direction Générale à Rome, des Sociétés de secours mutuels à Aix-les-Bains, Chambéry, Annecy, St-Jean-de-Maurienne, St-Michel-de-Maurienne, Grenoble, Annemasse, etc., des sociétés de musique : la Musique italienne de Modane, l'Harmonie italienne et l'Estudiantina à Grenoble. Il existe un Fascio à Grenoble, un autre à Modane, qui comptent de 300 à 400 adhérents chacun. A Modane, il y a une école primaire italienne, avec en moyenne 150 élèves, pour la colonie italienne de fonctionnaires, commerçants, cheminots, douaniers, etc... (1).

Le Sud-Ouest. — Dans le Midi pyrénéen ce sont les mêmes phénomènes, quoique plus atténués, que l'on constate pour les Espagnols. Installation ancienne, stabilité, composition proche de la normale au point de vue du nombre des familles, pénétration dans toutes les branches d'activité.

Dans le Languedoc, ce sont les Espagnols qui constituent le fond de la population manouvrière, qui habitent les vieux quartiers des villes, des ports, ou les misérables maisons rurales proches des centres industriels. Le caractère miséreux des immigrés est ici plus accentué que partout ailleurs. L'Espagnol, la plupart du temps, a quitté son pays parce que malheureux, mal payé, mal nourri et mal logé. En France, il continue, au moins un certain temps, à vivre à un niveau très inférieur à celui de la population française. Mais les éléments anciennement immigrés, déjà adaptés et plus francisés, ont un genre de vie qui se rapproche sensiblement de celui des trop rares ouvriers français de la région. Les immigrés, par ailleurs, se sont emparés peu à peu du commerce, notamment du petit commerce local. On les trouve propriétaires de bazars, coiffeurs, entrepreneurs de maçonnerie, menuisiers, etc. La majorité des épiceries sont entre leurs mains dans nombre de villages et de grandes villes comme Béziers et Perpignan. Beaucoup s'occupent du commerce des vins et des fruits.

Dans le bassin aquitain, ils sont plus dispersés et ne se trouvent groupés que dans les grandes villes ou dans les vallées pyrénéennes, où ils sont occupés aux usines ou aux travaux d'équipement hydro-électrique. Les Baléares, qui se livrent au commerce des fruits, sont avec quelques restaurateurs, coiffeurs et teinturiers, les rares com-

(1) Cette école a été exceptionnellement autorisée par le gouvernement, en raison de la présence de la gare internationale.

merçants de l'immigration espagnole. Ils sont très peu organisés et ne connaissent guère d'associations que dans les villes où existent des sociétés de secours mutuels, des cercles religieux, en particulier à Perpignan, Toulouse, Agen, Auch et surtout à Bordeaux, où il existe des œuvres d'assistance, un dispensaire, des garderies d'enfants sous la direction d'une confrérie religieuse.

Le Nord et la Franche-Comté. — L'aspect besogneux qui caractérise les populations étrangères latines de la France méridionale disparaît en grande partie chez les populations étrangères du Nord et de l'Est. Les Belges et les Suisses viennent de pays plus évolués économiquement, où la surpopulation est moins forte et où, en général, les ouvriers ont une plus grande valeur professionnelle. Par ailleurs, dans ces régions frontières, la population ouvrière française est restée proportionnellement plus importante. Enfin, si nombreuse que soit la population étrangère des pays voisins dans le Nord et le Jura elle y reste, beaucoup plus que dans le Midi, inférieure aux besoins de grosse main-d'œuvre et oblige ainsi à recourir à d'autres nationalités. De sorte que, tout en présentant les mêmes caractères d'établissement, elle ne donne pas l'impression d'homogénéité et de substitution à la population française, comme dans les régions frontières du Sud. Français, Belges et Suisses vivent en quelque sorte sur un pied d'égalité, laissant en général aux manœuvres de toutes nationalités les tâches les plus ingrates.

Dans le Jura, l'Ain et le Doubs, la population suisse est d'ailleurs loin d'avoir l'importance des autres populations étrangères frontières. Comme d'un autre côté, les Suisses donnent presque exclusivement des ouvriers spécialisés, ce sont les Italiens, les Espagnols et les Polonais qui assurent le complément de main-d'œuvre nécessaire à tous les gros travaux.

Quant à la population belge dans les départements du Nord, elle présente le phénomène le plus caractérisé de pénétration par osmose et de parfaite fusion dans la population française. L'immigration est ici plus ancienne et plus naturelle que partout ailleurs. Il n'y a aucune frontière naturelle et la frontière politique tout artificielle ne saurait séparer deux populations de même origine, de même tempérament et dont les intérêts sont jusqu'à un certain point communs. Beaucoup de Français, lorsqu'on leur demande s'il y a des étrangers dans leur commune, s'étonnent et répondent négativement, et si on insiste, en leur parlant des Belges, ils s'écrient : « Ah ! mais les Belges ce n'est pas la même chose ». Les mariages mixtes ont lieu sans que nul n'y prête la moindre attention et jamais les écoliers ne se sont avisés qu'il pouvait y avoir une différence entre eux et les Belges. Il est des Belges installés depuis longtemps en France qui se disent Français bien qu'ils n'aient jamais effectué les opérations nécessaires à la naturalisation. Dans la zone frontière nous avons

vu que l'industrie, notamment métallurgique et textile, puisait sa main-d'œuvre indistinctement de part et d'autre de la ligne arbitraire de la frontière. Dans les vallées de la Sambre, de la Meuse, du Chiers, dans la région de Tourcoing-Roubaix, les éléments français ont été noyés sous l'invasion des ouvriers wallons, aujourd'hui francisés. Chaque jour voit passer le flot des travailleurs frontaliers, entre 60.000 et 75.000, qui arrivent par chemin de fer, auto-car, bicyclette ou même à pied (1).

Les immigrés se retrouvent naturellement à tous les échelons de la vie économique. Le nombre des commerçants : épiciers, restaurateurs, hôteliers, tailleurs, et surtout débitants de boissons est considérable. De même, on compte de nombreux petits entrepreneurs, petits industriels et artisans belges. De sorte que la vie des Belges dans le Nord est exactement la même que celle de la population française dont on peut difficilement les séparer. A cet égard, le contraste est frappant entre la population belge du Nord, noyée dans la masse des travailleurs qui se partagent entre la multitude des industries de ce département, et les cités ouvrières étrangères de la région minière du Pas-de-Calais et de l'arrondissement de Douai. Alors que ces cités, groupées autour des puits de mines, favorisent les particularismes nationaux, dans le Nord, au contraire, le grand nombre et la variété des industries et des établissements poussent au morcellement et à l'interpénétration des divers groupes humains. Par ailleurs, la tendance à la diminution de l'immigration belge autant que l'augmentation des besoins de main-d'œuvre obligent à recourir à un nombre sans cesse accru d'ouvriers étrangers de toute origine, qui contribuent à enlever son homogénéité à la population étrangère de la région. La grosse main-d'œuvre notamment est fournie par les éléments étrangers le plus souvent importés : Africains, Polonais, Tchécoslovaques, Italiens et Espagnols, et aussi quelques Belges de passage, en majorité des célibataires et des isolés, éléments instables et vivant en garni ou parfois en pension dans des familles de compatriotes.

La population importée et groupée dans les centres industriels

Nous avons vu que la grande industrie, surtout les mines, la métallurgie et les industries au développement récent, avait importé massivement de la main-d'œuvre étrangère et s'était efforcée de la stabiliser en créant des cités. De sorte que dans presque tous les grands centres industriels de France se sont développés des villages, parfois même de véritables villes étrangères, ayant leur vie parti-

(1) Les contrôleurs de la main-d'œuvre étrangère des bureaux-frontières estimaient en 1929, à environ 75.000 le nombre des frontaliers belges dont les 2/5 pour la métallurgie, 1/5 pour le textile, 1/5 pour le bâtiment, 1/5 pour l'agriculture. En 1931 le seul consortium textile de Roubaix-Tourcoing en emploie 45.000.



Une cité italo-polonaise à Blanzay (Saône-et-Loire).



Communiqué par les Mines de Nœux.
Cité polonaise de Ste-Barbe à Nœux (Pas-de-Calais).



Photo de la Compagnie Aérienne Française.
Type de cité ouvrière créée en plein champ. Cité Saint-Joseph (Loire-Inférieure).

culière. La caractéristique essentielle de ces colonies est leur nature artificielle, leur absence de liens avec le milieu géographique. Le plus souvent la population transplantée n'a aucune parenté ethnique ni même professionnelle avec la population locale. Tel est le cas pour les cités de polonais dans les Alpes, dans le Tarn, le Gard ou la Normandie, des italiens en Lorraine ou dans le Nord. La vie en commun des immigrés, la constitution de cadres sociaux également étrangers : prêtres, instituteurs, présidents d'associations, commerçants, etc., achèvent de renforcer l'isolement et l'indépendance de ces colonies à l'égard du milieu naturel.

Les plus importants de ces îlots de population étrangère se trouvent dans le Nord et l'Est. Tout le bassin houiller du Pas-de-Calais et du Nord est jalonné de cités ouvrières étrangères dont quelques-unes dépassent 10.000 âmes (Carte n° 55). Parmi les plus importantes, on relève celles d'Anzin, Courrières, Sallaumines, Ostricourt, Bruay, Marles, Nœux-les-Mines, Dourges, Lescarpelle, Lens, Liévin, Oignies, Carnin, Harnes, Montigny, etc... Dans l'Est, les mines et la grande métallurgie de Lorraine, notamment dans les bassins de Briey, Longwy et Thionville, ont entraîné la constitution d'îlots étrangers très importants (Carte n° 41). Viennent ensuite les bassins houillers et la grande métallurgie du Centre, avec des îlots particulièrement importants au Creusot, à Blanzay, Montceau-les-Mines dans la Saône-et-Loire, à Firminy, Roche-la-Molière, La Ricamarie, Rive-de-Gier, Unieux dans la Loire, à Tréllys, Tamaris, la Grand'Combe, Rochebelle dans le Gard, à Albi et Carmaux dans le Tarn, à Montluçon et Commeny dans l'Allier, à Bourges-Rosières dans le Cher etc... Dans l'Ouest on trouve des colonies ouvrières étrangères à Mondeville, Soumont (Calvados), à Segré (Maine-et-Loire), Basse-Indre et Couéron (Loire-Inférieure). En Alsace, les cités des mines de potasse du Haut-Rhin sont particulièrement importantes. Dans la région du Jura, il y a des colonies étrangères à Ronchamp (Haute-Saône), à Audincourt-Soclaux (Doubs), à Dôle (Jura). Dans la région lyonnaise autour des usines de soie artificielle, notamment à Villeurbanne ; dans les Alpes, autour des industries électro-métallurgiques et électro-chimiques, en particulier à Ugine, N.-D. de Briançon (Savoie), à Livet (Isère), pour le textile, à St-Priest (Isère) (Carte n° 39). On en trouve également autour de certaines usines de produits chimiques : à Lannemezan et Pierrefitte (Hautes-Pyrénées), à Granville (Calvados), etc... Il y a enfin un certain nombre de petites colonies d'existence plus précaire, groupant de 200 à 300 âmes autour des établissements de moyenne importance, notamment des verreries, carrières, filatures, ou encore autour de certains chantiers de construction ou de travaux publics.

Les cités ouvrières. — Certaines de ces cités ouvrières étrangères existaient déjà avant la guerre, mais en très petit nombre et, sauf en Lorraine, étaient loin d'avoir l'homogénéité et l'importance

[illegible]

GROUPEMENTS POLONAISE DANS PAS DE CALAIS EN 1928

CENTRES

MINIERS

INDUSTRIELS

AGRICOLÉS



Plus de 4.000

de 1.000 à 4.000

moins de 1.000

+++++

Limites Frontières

- d° - de Départements

.....

- d° - d'Arrondissements

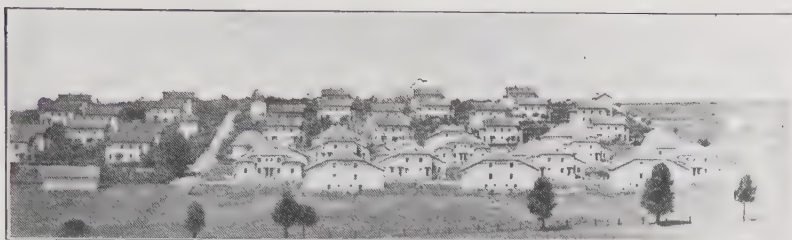
Limites du Bassin Minier



qu'elles ont actuellement. Les employeurs, en important en masse des travailleurs, parfois de très loin, ont été inévitablement amenés à s'occuper de la question du logement, puis de tous les services qu'exige toute concentration de population : ravitaillement, voirie, services médicaux, distractions, etc. Parfois les cités ainsi créées ont prolongé celles des ouvriers français, plus souvent elles ont poussé brusquement, isolées, entraînant des changements profonds dans la physionomie de certaines contrées, faisant apparaître de véritables villes champignons en pleine campagne et de riantes agglomérations auprès des logements souvent misérables des ouvriers et paysans français.

Rien ne vaut la visite d'une de ces grandes cités créées depuis la guerre, pour avoir une idée de l'effort et des progrès provoqués par l'afflux de main-d'œuvre étrangère en matière d'œuvres sociales. Certaines cités, comme celles de Lens, d'Ostricourt, dans le Nord, de Mancieulles en Lorraine, de Blanzey en Saône-et-Loire, de Carmaux dans le Tarn, peuvent être données en exemple. Tout d'abord, on s'est efforcé de construire la cité assez loin des usines ou des mines, de préférence sur des plateaux bien aérés ou sur des coteaux ensoleillés, ou encore adossée à la lisière d'un bois. On a conservé le plus de verdure possible, on a multiplié les types de maisons et évité les alignements monotones des vieux corons français. Quelques maisons, d'un aspect plus cossu, au toit en ardoise, indiquent la demeure du directeur, des ingénieurs ou du médecin. Rien de la froideur maussade des vieilles cités ouvrières, mais un aspect reposant, et une certaine note de gaieté communicative émanant de la verdure, des arbustes qui bordent les routes, des haies vives ou des clôtures blanches qui enclosent les jardins et les pavillons. En pénétrant dans la cité, on est frappé de l'ordre et de la propreté qui règnent dans les avenues et sur les places plantées d'arbres, égayées de pelouses ou de parterres de fleurs. Parfois un parc est mis à la disposition des habitants de la cité.

Chaque ménage dispose d'une habitation de 3, 4 ou 5 pièces, d'un jardin qui entoure la maison, de dépendances telles que poulailler, buanderie, clapier ou porcherie, d'un champ de quelques ares à proximité de la cité. Les loyers sont très modiques : 300 à 600 francs par an suivant le nombre de pièces et parfois ne couvrent même pas les frais d'entretien. Le jardinage et la culture sont encouragés par les employeurs qui fournissent des engrais, des semences et font labourer le champ de l'ouvrier. Un jardinier chef donne des conseils et fait des démonstrations pratiques. Des concours sont organisés pour entretenir le goût de la décoration florale. Comme la plupart des immigrants arrivent sans meubles, les Compagnies louent ou vendent des mobiliers à des conditions exceptionnelles. Le charbon est accordé gratuitement ou à très bas prix. L'eau, l'électricité et très souvent le gaz sont dans tous les pavillons, et certains



Partie d'une cité ouvrière étrangère construite en plein champ sur le plateau de Briey.



Cliché Mmes de Mancieulles.

Une maison ouvrière dans une cité italo-polonaise de Lorraine.



La garderie d'enfants à la cité polonaise d'Ostricourt (Pas-de-Calais).

sont même dotés d'une petite salle de bains. Tous les services d'édilité et de voirie sont assurés par les soins de la Compagnie. Le ravitaillement est confié à des coopératives qui font des prix en général inférieurs de 10 % à ceux du commerce. Moyennant 12 à 15 francs par jour, des hôtelleries ou cantines fournissent la nourriture et le logement aux ouvriers célibataires. Lorsqu'il y a plusieurs nationalités, on crée une hôtellerie pour chacune si le nombre des ouvriers est assez élevé.

Les enfants surtout sont l'objet d'une attention particulière. Les allocations familiales, primes à la naissance, primes d'allaitement sont en général très élevées. A Carmaux, par exemple, une famille de 6 enfants touche une allocation journalière de 10 fr. 50 et a perçu, sous forme de primes à la naissance, une somme d'environ 20.000 francs (1). Il y a, en outre, les primes d'allaitement, fournitures de trousseaux, gouttes de lait, consultations médicales, garderies, etc... Des infirmières-visiteuses s'occupent spécialement des femmes et des enfants. A Manciennes, lorsqu'une mère tombe malade, une personne est chargée de faire son ménage. Les enfants subissent une visite dentaire chaque année, et reçoivent une fiche, relatant l'état de leur dentition et les interventions qui paraissent nécessaires. Chaque écolier dispose d'une brosse à dents et d'un dentifrice et est tenu de procéder journalièrement à un nettoyage de sa dentition. Les écoles construites par les employeurs, sont, en général, gaies et claires. Les petits Polonais y ont des maîtres de leur nationalité qui enseignent dans leur langue pendant la moitié de l'horaire. Les élèves reçoivent en outre du matériel scolaire, des vêtements, des souliers, une coiffure, etc...

A côté des écoles primaires, existent des cours d'apprentissage et des cours techniques, des cours d'adultes, des cours de chant, de dessin. Des cours spéciaux sont créés pour les cadres français : porions, contre-maîtres, qui veulent se perfectionner dans la langue des immigrants italiens ou polonais. Inversement, des cours sont installés pour les travailleurs étrangers désireux de se perfectionner dans la langue française. Il y a également des écoles ménagères avec cours préparatoires pour les enfants des écoles, cours journaliers pour les jeunes filles et cours de perfectionnement pour les adultes. Pendant les vacances des colonies d'enfants sont envoyées à la mer, à la montagne ou dans leur pays d'origine.

Les habitants de la cité ont leur église et un prêtre de leur

(1) Les allocations familiales à Carmaux sont de 1 fr. par jour pour un enfant, 2fr. 50 pour deux, 4fr. 50 pour trois, 6fr. 50 pour quatre, 8fr. 50 pour cinq, 10fr. 50 pour six, 13 fr. 50 pour sept, 16 fr. 50 pour huit. et ainsi de suite à raison de 4 fr. 50 pour chaque enfant au-dessus du 10^e. Les primes à la naissance sont de 300 fr. pour le 1^{er} enfant, 1.200 pour le 2^e, 3.000 pour le 3^e, 4.000 pour le 4^e, et ainsi de suite avec une augmentation de 1.000 fr. pour chaque nouvel enfant. D'où il ressort que 4 enfants auront procuré à la famille une somme totale de 6.400 fr. et 10 enfants un bloc de 53.000 francs, sans compter les allocations familiales.

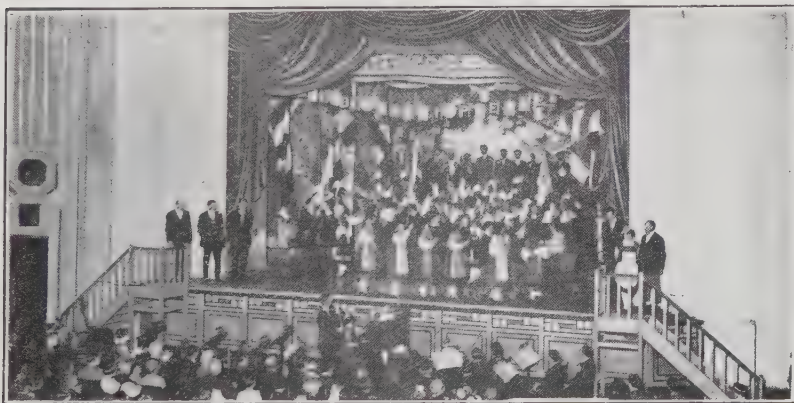
nationalité, logé et payé par la Compagnie. Chaque cité a également son infirmerie modèle, voire même un hôpital et parfois des installations de rééducation professionnelle des accidentés. Des interprètes et quelquefois un ingénieur que l'on a envoyé dans le pays fournisseur pour étudier la langue et la mentalité des immigrés, se tiennent à la disposition des travailleurs pour tous conseils et réclamations. Une salle de réunions et de lecture fournit aux étrangers, avec des boissons hygiéniques, des livres et des journaux de leur pays. Une salle des fêtes permet les distractions du cinéma et du théâtre.

Pour les sports, chaque cité a son stade, ses terrains de jeux, ses tennis, parfois sa piscine (Nœux-les-Mines). Des cours d'éducation physique et de tir sont organisés. Les ouvriers qui font partie des équipes de foot-ball, basket-ball, tennis, etc..., ont leur journée et leurs frais de déplacement payés en cas de match contre d'autres équipes. Les mêmes avantages sont accordés aux chorales et aux harmonies.

Malheureusement, les cités idéales que nous venons de décrire ne sont pas la majorité. Trop nombreuses encore sont celles qui ne comportent pas les mêmes avantages, soit que les industries n'aient pu en supporter les frais, soit qu'elles n'aient pu encore réaliser leur programme de construction. Si l'on se rappelle que chaque pavillon ouvrier, en y ajoutant le prix du terrain et les frais de voirie, coûte environ 50.000 francs et que le logement de 1.000 travailleurs mariés revient ainsi à 50.000.000 de francs, on imagine aisément qu'un pareil effort ne peut être fourni par toutes les entreprises. Aussi, un certain nombre se contentent-elles de faire venir des isolés et des célibataires que l'on loge plus aisément. Et comme l'emploi de cette main-d'œuvre est un pis aller que l'on espère temporaire, on se contente de la loger dans des baraquements ou des dortoirs légèrement construits en carreaux de plâtre. Très vite, ces locaux, par suite de la brutalité et de la malpropreté des passagers qui s'y succèdent, deviennent inhabitables. Certains pensionnaires y font la cuisine, y lavent leur linge, malgré toutes les interdictions. Les paillasses et les couvertures sont rapidement d'une saleté repoussante. Le manque d'hygiène et l'inconfort atteignent le maximum dans les cantonnements d'ouvriers étrangers des usines du Centre et du Midi, où les éléments espagnols, portugais et Nord-africains sont nombreux. Les employeurs ont ici, il est vrai, l'excuse de la malpropreté et de l'indiscipline des ouvriers. C'est ainsi que telle mine de la Loire, qui avait fait construire une centaine de chambres individuelles pour ses Nord-Africains, constatait, au bout de peu de temps, qu'un certain nombre restaient vides, leurs occupants préférant s'entasser à plusieurs dans la même chambre malgré l'exiguïté de celle-ci. Les chambres ainsi surpeuplées et où on ne pouvait faire un pas par suite de l'accumulation des hardes, devenaient rapidement d'une malpropreté défiant toute description.



La maison commune à la cité de Mancieulles (Meurthe-et-Moselle). Cette construction comprend : une grande salle des fêtes, un local pour le cinéma, une buvette, une bibliothèque, une salle de réunions, un ouvroir, des cabines de bain, etc...



Une fête polonaise dans la salle des fêtes de la cité de Mancieulles.



Clichés Mines de Mancieulles.

Un coin de la cité ouvrière de Mancieulles. Les jardins et le tennis.

Les familles, même dans les cas les plus défavorables, sont, en général, mieux logées que les isolés. Parfois cependant, les constructions sont trop légères et trop perméables au froid ou à la chaleur. Très souvent le nombre et la grandeur des pièces sont insuffisants, surtout lorsque la famille comprend 5 à 6 personnes. Les services d'édilité laissent à désirer : l'eau manque, il n'y a pas d'égoûts, l'enlèvement des ordures et le nettoyage des rues sont mal effectués. Il est vrai que l'insouciance et la malpropreté de certains immigrés contribuent beaucoup à entretenir un tel état de choses. Les femmes, notamment les Italiennes et les Espagnoles, sont parfois d'une paresse et d'un désordre qui rendent difficile la bonne tenue des cités.

Deux nationalités dominent très nettement dans les cités ouvrières étrangères : polonaise et italienne. Les autres travailleurs : Espagnols, Tchécoslovaques, Suisses, Belges, Arméniens, Nord-Africains, etc..., sont bien moins nombreux dans les cités. D'ailleurs, seuls les Italiens, et plus encore les Polonais, font l'objet d'un important recrutement organisé qui permet l'introduction massive de main-d'œuvre dans les centres industriels et notamment l'introduction de familles. Par ailleurs, ces deux nationalités sont celles qui fournissent les meilleurs et les plus nombreux travailleurs pour les rudes travaux de la mine et de la grande métallurgie. Les autres nationalités se prêtent moins à l'organisation de cités, soit qu'elles se fondent complètement dans la population française, comme les Belges, soit qu'elles fournissent beaucoup d'isolés, comme les Espagnols et les Nord-Africains qui restent plus difficiles à fixer.

Les colonies polonaises. — Les colonies polonaises sont de beaucoup les plus importantes et les plus homogènes. Les différences de race, de langue, de mœurs ont d'ailleurs exigé, pour diminuer les inconvénients du transplatement, un encadrement et une atmosphère spéciale. Les employeurs se sont appliqués à développer tout ce qui, en conservant au Polonais ses coutumes, sa langue, sa religion, pouvait en même temps aider à son adaptation et à sa stabilité. Certains ont même vu dans ce particularisme des populations polonaises, un moyen de les soustraire à l'influence du syndicalisme et des ouvriers français plus indépendants et plus exigeants. La Pologne, de son côté, a favorisé la formation et l'organisation de ces îlots, où se maintient plus aisément le particularisme national. Les cités polonaises se trouvent un peu partout mais principalement autour des puits de mines du Nord (Voir carte n° 55) et de Lorraine, en moins grand nombre autour des houillères et des grandes usines métallurgiques de l'Est, de Normandie, du Jura, du Massif Central et de la région lyonnaise.

Les Polonais ont leurs *prêtres* qui sont les véritables chefs spirituels des cités et dont l'action est souvent très grande sur les ouvriers. C'est au prêtre que le Polonais s'adresse pour les grands comme pour

les petits problèmes de la vie quotidienne. C'est à lui qu'il demande conseil pour les pièces d'état-civil, pour la carte d'identité, pour un accident du travail ou un contrat de travail, pour l'expédition des épargnes ou la venue de la famille. C'est lui qui se fait souvent l'interprète auprès des employeurs ou de l'Administration pour une foule de réclamations. Il a la lourde tâche de la direction morale et du réconfort des malheureux, des malades. Il s'occupe des abandons de famille si fréquents parmi les immigrés, des veuves, des orphelins. Aidé des instituteurs et des religieuses polonaises, il organise et dirige les associations religieuses, les processions. Il conseille les sociétés de mutualité, de sports, de théâtre, etc... Il faut avoir vécu quelque temps avec ces aumôniers des cités polonaises pour avoir l'idée de la complexité de leur tâche, du zèle et du dévouement que très souvent ils y apportent et qui expliquent leur autorité et le respect dont ils sont l'objet de la part de leurs compatriotes. Ce respect se manifeste notamment par les formes extérieures de politesse, comme celle qui fait que les Polonais baissent la main de leur prêtre et que les fillettes font une légère flexion du genou en manière de salut.

Les *instituteurs et institutrices* polonaises sont, avec les religieuses, les collaborateurs du prêtre. Seuls les Polonais ont des instituteurs de leur nationalité dans les écoles en France. Cette situation exceptionnelle résulte du développement rapide de la population d'âge scolaire dans les colonies polonaises et de l'attachement des immigrés à leur langue et à la tradition nationale, attachement qui leur fit demander impérieusement la création d'écoles où enseigneraient des maîtres polonais. Les employeurs acceptèrent de payer ces maîtres qui enseignent la langue, l'histoire et la géographie polonaises pendant la moitié de l'horaire dans les écoles privées des cités, et en dehors des heures de classe dans les écoles publiques. La France compte ainsi environ 150 maîtres polonais, dont 65 dans les seuls départements du Pas-de-Calais et du Nord, une trentaine dans les colonies du Centre, autant dans celles de l'Est et une vingtaine dans les départements du Midi et de l'Ouest. Environ 20.000 enfants polonais profitent de l'enseignement donné par ces maîtres.

Quant aux *religieuses*, elles assurent la garde des enfants dans les écoles maternelles, garderies ou patronages. Elles s'occupent des infirmeries, visitent et soignent les malades. Elles donnent, avec les prêtres et les instituteurs, l'enseignement du catéchisme, contribuent à l'organisation des fêtes, à la décoration de l'église, etc... En général elles exercent une influence morale considérable sur les familles.

Ces cadres ont donc un rôle social et de direction morale d'une incontestable utilité. Ils contribuent beaucoup à atténuer les inconvénients consécutifs au déracinement. Ils facilitent l'installation et l'adaptation sur la terre étrangère, et, par là, aident à l'assimilation peut-être autant qu'ils la retardent, car leur influence sur les jeunes



La société Sainte-Barbe des ouvriers polonais de la cité d'Ostricourt (Pas-de-Calais).



Un ouvroir dans une grande cité polonaise du Nord. Les jeunes filles travaillent sous la direction des religieuses et de l'institutrice et la surveillance du prêtre. Les femmes polonaises montrent un goût particulier pour tous les travaux de broderie.



Clichés des Mines d'Ostricourt.

Un groupe de sokols (gymnastes) de la cité polonaise d'Ostricourt

génération plus francisée se réduit très rapidement. Toutefois, on peut reprocher à certains aumôniers et instituteurs d'apporter dans leurs fonctions un nationalisme excessif et de contribuer trop souvent à entretenir le mécontentement parmi les ouvriers. Sans doute, ce nationalisme ombrageux peut s'expliquer par la lourde oppression qui a pesé si longtemps sur la Pologne et par l'exaltation consécutive à la libération. Il peut s'expliquer aussi par le fait que les prêtres considèrent toute influence française comme un agent de déchristianisation et de laïcisation amoral. Mais parfois, ces agents zélés du conservatisme et du particularisme national obéissent à des mobiles moins élevés : en se faisant les interprètes des ouvriers pour leurs réclamations, en les incitant à les multiplier, en entretenant leur esprit de mécontentement contre les employeurs et l'Administration française, ils leur donnent l'impression d'être leurs seuls défenseurs contre une oppression ou une exploitation souvent imaginaires. Leur autorité s'en accroît d'autant, et ils peuvent ainsi devenir des agents de trouble et de véritables démagogues, comme tous ceux qui exploitent le mécontentement des masses (1). Leur tâche est ici d'autant plus aisée que les Polonais, soit par tempérament, soit par suite de la mentalité créée par 150 ans d'oppression étrangère, soit encore par suite de la méfiance de tout immigré contre ceux qui l'ont sollicité et qui l'emploient, sont imprégnés de l'idée que les autorités sont des puissances hostiles et contre lesquelles il est licite de lutter ou de ruser. Par ailleurs, la vie des cités contribue, — et ceci est vrai pour toutes les nationalités — à créer une mentalité de méfiance. L'ingérence du patronat dans l'organisation de la vie hors de l'usine ou du chantier est souvent mal appréciée. Tout ce qui est accordé à titre de faveur devient un droit aux yeux des bénéficiaires, et sujet à autant d'exigences et de réclamations (2).

Ainsi groupées et encadrées les populations polonaises connaissent une vie communautaire d'une intensité exceptionnelle, que l'on ne retrouve chez aucune autre population étrangère en France. Le Polonais a, d'ailleurs, le goût de la vie collective, des associations et des groupements de toute nature. On est toujours surpris de voir ces travailleurs manuels, dont le souci le plus pressant doit être la recherche du pain quotidien, accorder une si grande part de leur temps aux préoccupations d'ordre social, d'autant qu'il n'y a pour ainsi dire aucune élite intellectuelle parmi eux à l'exception des prêtres et

(1) Nous avons, à ce sujet, reçu de nombreuses plaintes d'employeurs qui, par ailleurs, reconnaissent l'action bienfaisante de ces cadres polonais dans d'autres domaines. La presse polonaise elle-même critique parfois l'attitude du clergé polonais en France. Le « *Przyaciół Ludu* » du 1-6-30 demande à leur égard une sélection plus sévère.

(2) Il y a aussi, pour un petit nombre de Polonais, la comparaison des situations actuelles et passées : celle que l'on a quittée étant toujours jugée bien supérieure à celle que l'on possède. C'est le cas, par exemple, pour les travailleurs venus de Westphalie qui ne tarissent pas d'éloges sur l'organisation du travail, sur la discipline, les salaires et le bien-être matériel qu'ils ont connus en Allemagne — et qu'ils ont cependant quittés volontairement.

des moniteurs. L'esprit de discipline et d'organisation est plus particulièrement marqué chez ceux qui viennent de la Pologne allemande ou de Westphalie. Ayant l'habitude et le besoin d'être encadrés, ils se regroupèrent tout naturellement en France, d'autant que l'immigration organisée qui transplante par masses, importait à la fois des nombreuses familles ayant appartenu aux mêmes exploitations et à la même contrée. Les immigrés recrutés en Galicie et en Pologne russe ont également des associations, mais moins homogènes, moins disciplinées. La plupart de ces derniers sont d'ailleurs des ruraux, venus de régions plus dispersées, et pour lesquels la vie collective de la grande industrie est chose nouvelle.

Les principaux groupements que l'on rencontre en France, peuvent se classer sous les rubriques suivantes d'après les buts poursuivis :

1° Les *associations religieuses* : Confréries du Rosaire, de St-Vincent-de-Paul ; Congrégations de jeunes filles ; Associations des jeunesses catholiques ; Sociétés de St-Joseph, de Ste-Barbe, de St-Stanislas, etc..;

2° Les *associations intellectuelles et artistiques* : Université ouvrière à Lille, Union des instituteurs polonais en France, Sociétés de culture intellectuelle et sociale, Bibliothèques, Sociétés dramatiques, musicales et chorales, etc..;

3° Les *sociétés de culture physique* : Sociétés sportives, gymnastiques, sokols, sokolices, scouts, foot-ball, etc..;

4° Les *organisations d'assistance sociale* : Sociétés de secours mutuels, Opieka Polska (La Protection polonaise) ;

5° Les *associations professionnelles et économiques* : Société des ouvriers polonais en France, Banques, Coopératives ;

6° *Organisations diverses* : Association Pilsudski, Société des Polonaises, etc...

Chaque cité a ses associations locales et l'on trouve même des cités ayant plusieurs sociétés de même nature, par exemple plusieurs sociétés de gymnastique ou de secours mutuels. La colonie polonaise de Bruay (Pas-de-Calais) compte 42 sociétés ayant chacune leur drapeau, leur président, un trésorier, un secrétaire, etc... Toutes ces sociétés qui coexistent ne restent pas sans liens entre elles. Il s'établit des ententes locales et régionales qui étendent le champ des groupements. C'est ainsi que chaque cité possède un comité formé par les délégués de chaque société de l'agglomération. Ce comité a son administration et est, en quelque sorte, l'image de la colonie sur laquelle il exerce une grande influence. Il représente la colonie dans les relations qu'elle peut avoir avec d'autres organisations voisines, il se fait l'interprète des populations auprès des employeurs et des autorités polonaises ou françaises, prépare les excursions, cortèges, fêtes, processions, donne des vêtements ou des jouets aux enfants pauvres, organise les matchs de foot-ball, basket-ball, les courses



La sortie de l'église dans une cité polonaise du Nord.



Un groupe de boys-scouts polonais sous la direction de leur prêtre.



Une messe en plein air le jour anniversaire de la constitution polonaise.

cyclistes et en général toutes les compétitions sportives entre différentes équipes. De temps à autre, il invite un conférencier, une troupe d'artistes ou un cinéma ambulant à passer par la cité.

Au-dessus de cette organisation locale, il y a une organisation régionale, qui groupe les sociétés des diverses colonies de la région. Toutes les chorales du Nord et du Pas-de-Calais sont réunies en une Union des Chorales qui organise de grands concours régionaux. Il existe une « Union des Sociétés catholiques du Nord et du Centre » qui possède un journal : le *Polak we Francji* (le Polonais en France) et dont le Congrès à Douai, en 1928, réunit plus de 6.000 Polonais et exigea la mise en marche de trains spéciaux. Même organisation pour l'Union des Sociétés catholiques de l'Est, pour l'Union des Sociétés de musique, pour l'Union des Sociétés dramatiques, pour l'Union des Instituteurs polonais en France qui publie un bulletin mensuel : « L'École polonaise auprès de l'émigration » (*Szkola Polska na emigracji*) et un illustré pour les enfants (*Polskie Pachole*). Les sokols ou sociétés de gymnastique sont groupées en 90 sections ou nids de sokols (*Guiazda Sokols*) réparties en 10 districts et soumises à un comité central qui organise chaque année un grand concours et possède un organe : « le *Sokol-Polski* ».

On note même une tendance très nette à un groupement pour toute la France des diverses associations polonaises. Depuis 1927, se tient un Congrès annuel des délégués de toute l'émigration et il existe un Comité Central représentant toutes les organisations polonaises. Font partie de cette institution centrale tous les présidents des Comités locaux et des Unions et les délégués que chaque colonie envoie suivant son importance. Cette organisation a pour but la défense des intérêts des immigrés et elle réunit, à côté des ouvriers, les prêtres, les instituteurs, les commerçants, les étudiants et intellectuels polonais (1). Même au point de vue professionnel et syndical, les Polonais conservent une tendance à rester groupés entre eux. La S.O.P. (Société des ouvriers polonais en France) compte environ 16 à 18.000 adhérents, chiffre supérieur à celui réuni par tous les syndicats français.

La presse polonaise en France a pris un développement considérable. Une quinzaine de périodiques y sont édités, la plupart par les sociétés dont nous venons de parler. Parmi les plus lus, citons le *Narodowiec* (le National), le *Wiarus Polski* (le Brave Polonais), le *Polak we Francji* (le Polonais en France), l'*Ognisko* (le Foyer), *Prawo Ludu* (Loi du Peuple), *Sokol Polski*, *Sila* (la Force), *Zycie Polskie* (la Vie polonaise), *Gazeta Polska*, etc... Le tirage de certains de ces journaux atteint ou dépasse 15.000 exemplaires. Il faut y ajou-

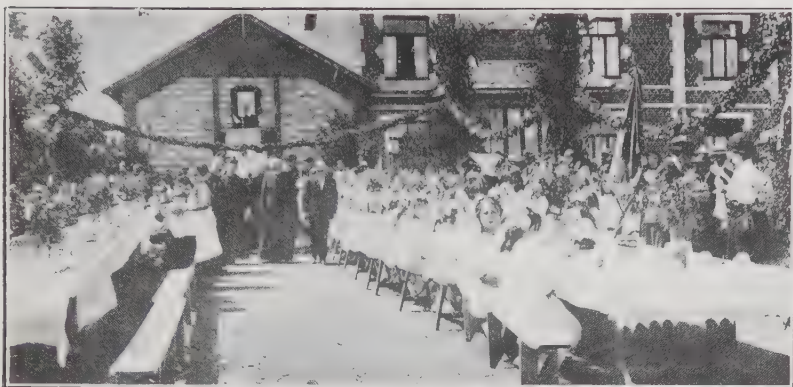
(1) En 1931, le Directeur du Conseil d'organisation des Polonais à l'étranger est venu visiter les groupements polonais en France. Dans son rapport, il signale que le Comité central des Polonais en France compte 500 associations, 65 groupes d'associations, 10 unions ouvrières des plus importantes — et au total plus de 100.000 adhérents.

ter les journaux polonais édités hors de France, auxquels sont abonnés un certain nombre d'immigrés, et les journaux et magazines allemands que lisent volontiers les Polonais encore profondément imprégnés de l'influence allemande.

Cet examen des principaux groupements dans les colonies polonaises donne une idée de la faculté d'organisation et de l'amour des Polonais pour la vie collective. Mais il faut avoir assisté aux manifestations de cette vie collective, il faut avoir vu une cité de Polonais le dimanche ou un jour de fête, dans la joie du repos et des plaisirs pris en commun, pour se rendre compte de la force unitaire prise par ces îlots d'immigrés sur la terre d'exil. Dès le matin, dans la cité, dans les rues bordées de jardinets, sur les places plantées d'arbres encore trop jeunes, les groupes endimanchés, d'allure gauche, se dirigent vers l'église. De temps à autre passe un cortège avec le drapeau d'une société. Les hommes sont en uniforme, avec des chapeaux de couleur et la poitrine barrée d'un ruban ; les jeunes filles ont des robes blanches et des corsages de velours noir ; les enfants sont en habit blanc brodé de rouge ; les femmes ont des châles bariolés de rouge, de vert, de bleu... Tout ce monde pénètre dans la chapelle. Drapeaux et bannières s'inclinent devant l'autel, puis vont se placer dans le chœur. L'église est toujours richement décorée et fleurie. L'or et les couleurs vives s'y étalent naïvement. Pendant la semaine, les femmes ont préparé les motifs de décoration et les enfants ont parcouru les prés et les bois pour rassembler les fleurs et la verdure. L'église, souvent trop petite, déborde d'assistants. Les femmes avec l'éclat et la variété de leurs vêtements et les hommes aux visages graves à peine adoucis par le bleu des yeux, constituent un fond vigoureux sur lequel se détache, au premier plan, le groupe des enfants qui composent un admirable parterre de têtes blondes, d'un blond si pâle qu'il se fond avec le blanc de leur costume. Pas ou peu de vieillards : tous ici sont en pleine jeunesse ou en pleine force. Tous participent à la cérémonie et chantent dans leur langue les vieux cantiques du pays. Et le chœur de cette foule donne au spectacle une ampleur et une grandeur simple et émouvante.

Après l'office, le défilé se forme, chaque groupe se rangeant derrière son drapeau, à l'emplacement qui lui est réservé. Très souvent une harmonie rythme la marche de la procession. On parcourt ainsi les principales avenues de la cité, dont les noms eux-mêmes rappellent la Pologne : avenue Kosciusko, avenue Sobieski, rue de Varsovie, etc.

L'après-midi la vie des sociétés s'épanouit. Les scouts en bon ordre s'en vont faire une excursion, cependant qu'au terrain réservé pour les sports, les sokols, en costume blanc, coiffés de la « rogatowka » (casquette carrée), donnent des démonstrations gymnastiques. Une fanfare cadence les mouvements des exécutants et fait se succéder de longues séries d'exercices au son de la musique, sans qu'un seul commandement soit nécessaire. Le soir, à la salle



Le repas des enfants après la première communion dans une cité polonaise du Nord.



Une fête enfantine organisée par les religieuses dans une cité polonaise.



Clichés des Mines d'Ostricourt.

La société théâtrale d'une cité polonaise du Pas-de-Calais.



Le rassemblement des sociétés pour un défilé dans une cité polonaise du Nord

des fêtes, la société dramatique donne une représentation ou bien la chorale tour à tour berce les auditeurs de chants graves et mélancoliques ou les enthousiasme par des refrains patriotiques. De leur côté, les bals organisés par les sociétés attirent une partie de la jeunesse, ainsi, d'ailleurs, que les cafés du voisinage.

L'intérieur des maisons des familles polonaises conserve également une note spéciale, une originalité que, ni les constructions en série ni le mobilier bon marché acheté en France (1), n'arrivent à faire disparaître. Aux murs une foule de gravures vivement coloriées, le plus souvent des gravures religieuses ou le portrait d'un Polonais célèbre. De longues bandes d'étoffe, portant brodées des devises, des souhaits de bienvenue ou une citation de l'Évangile, sont accrochées aux murs ou aux dossiers des sièges. Sur le lit un énorme édredon de plumes et qui tient lieu parfois de draps. Des photographies nombreuses, où dominent celles représentant les sociétés dont font partie les membres de la famille. En général, encore qu'il y ait beaucoup d'exceptions, les intérieurs sont propres et bien tenus malgré la présence de nombreux enfants. Le grouillement des enfants est, en effet, une des caractéristiques des colonies polonaises, comme d'ailleurs de la plupart des colonies étrangères. On en voit partout, souvent pieds nus, s'ébattant dans les jardins et dans les rues, au milieu des inévitables troupes d'oies. L'élevage de l'oie et du porc se retrouve dans toutes les colonies : la première fournit son duvet et le second de l'excellente charcuterie si goûtée des Polonais. Ces élevages sont d'ailleurs souvent un souci pour les employeurs qui tiennent à la propreté des cités et certains ont dû les interdire.

En général, et surtout lorsqu'il y a des enfants qui commencent à travailler, la famille est aisée. La façon dont se nourrissent et surtout dont boivent certains Polonais en est un indice. Les bouchers et les charcutiers ont fort à faire dans les cités polonaises, autant que les marchands de liqueurs. Il semble que le salaire qu'ils touchent et qui leur permet un niveau de vie supérieur à celui qu'ils connaissaient chez eux, désempare un peu les immigrés au début. Les camelots, les débitants connaissent bien ce désarroi et savent l'exploiter. Ceci est surtout vrai pour les jeunes gens, notamment célibataires ou isolés, qui les jours de paie se livrent volontiers à la débauche. Le samedi ou le dimanche il n'est pas rare que des rixes, d'une brutalité toute primitive, éclatent sous l'empire de l'ivresse. Les femmes elles-mêmes sont imprévoyantes, ne savent pas acheter et semblent ignorer la valeur de l'argent. Il est vrai que ce sont là défauts de débuts et que la famille, une fois installée, montre un esprit d'épargne qui ne le cède en rien à celui des travailleurs français. A Montceau-les-Mines, où

(1) Parfois le mobilier est cossu, notamment chez les Polonais venus de Westphalie qui ont rapporté d'Allemagne de beaux meubles massifs, lourdement sculptés. Certains ont même un piano, de jolis fauteuils et canapés.

se trouve une importante colonie, une banque polonaise reçoit mensuellement de 300.000 à 600.000 francs. Certaines familles cherchent un supplément de revenus en prenant en pension des célibataires ou des isolés. Elles leur fournissent, soit la nourriture et le logement, soit la nourriture seulement, suivant le cas. Les célibataires recherchent ces arrangements qui les font bénéficier, jusqu'à un certain point, des avantages de la vie de famille et les employeurs y voient un palliatif au manque de logement. Seule la morale ne gagne rien à de pareilles situations, car les pensionnaires, en général jeunes, ne peuvent rester indifférents à l'égard de la maîtresse de maison ou de ses filles si elle en a. Le risque est d'autant plus grand qu'avec le roulement des équipes dans la grande industrie, il arrive fréquemment que le chef de famille va à la mine ou à l'usine quand le pensionnaire en revient. Au surplus, nul ne se fait illusion sur les conséquences de pareils arrangements, pas même certains maris trop intéressés, et suivant que l'on dit d'un pensionnaire qu'il est en « grande pension » ou en « petite pension », chacun comprend de quoi il est question. Il arrive même, quand un ménage polonais où la femme est jolie s'en va, qu'un ou deux célibataires suivent. Dans certaines cités, ces situations prennent un tel développement et désorganisent tant de familles, que les employeurs ont dû intervenir, soit pour les interdire, soit pour supprimer, dans les pavillons, toute communication intérieure entre la chambre des pensionnaires et celle de la famille.

Les colonies italiennes. — Les colonies italiennes ne présentent pas le même particularisme, ni la même originalité que les colonies polonaises. L'esprit de groupement et d'association, si favorable au conservatisme national, est loin d'y être aussi développé. De multiples raisons expliquent cette différence. Tout d'abord le tempérament latin, individualiste, n'éprouve pas le même besoin d'ordre imposé que les Slaves plus moutonniers, plus passifs et habitués, pour un certain nombre, à la discipline allemande. Le développement des œuvres sociales même en est rendu plus difficile dans les cités italiennes. Les coopératives, les hôtels pour célibataires, les séances récréatives organisées par les employeurs, n'ont qu'un succès relatif, les Italiens préférant moins de confort et de bon marché et plus d'indépendance. Par ailleurs, les Italiens, par suite d'une plus grande communauté ethnique et de civilisation, n'éprouvent pas le même désarroi, le même dépaysement que les Polonais. Ils s'adaptent assez aisément en France et ont rapidement des rapports avec les populations locales, d'autant qu'ils retrouvent, dans beaucoup de centres industriels, des compatriotes déjà francisés par suite de l'ancienneté de l'immigration.

Néanmoins, les colonies ouvrières italiennes se distinguent par certaines caractéristiques toutes méridionales : turbulence, malpropreté, multitude de cafés et grand nombre de boutiques de



Type de maison collective dans une cité italienne du Sud-Est: 20 logements de 3 pièces.



Maison de 10 logements de 4 pièces à la cité italienne de St-Priest (Isère)



Type de maisonnette ouvrière italienne: chalet de 3 pièces dans la région lyonnaise.

produits alimentaires italiens. Ces caractéristiques sont d'autant plus accentuées que le nombre des isolés et des célibataires, éléments plus indisciplinés et plus nomades, est proportionnellement plus considérable que dans les colonies polonaises. Ceci s'explique par l'importance de l'immigration individuelle chez les Italiens, alors que les Polonais ne viennent guère que par immigration organisée, laquelle suit, comme on sait, une politique familiale.

Les principales colonies italiennes se trouvent en Lorraine, dans la région lyonnaise, dans les vallées industrielles des Alpes, dans les grands centres du Massif central, notamment dans la Loire, l'Allier, le Gard et l'Aveyron. Les deux seuls départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle comptent un effectif ouvrier de 41.690 Italiens en 1927, représentant une population d'environ 90.000 âmes, dont les 2/3 groupés autour des puits de mines et des grandes usines métallurgiques. Un certain nombre avaient été introduits avant la guerre, et installés provisoirement dans des baraquements et des cantines tenues par leurs compatriotes. Depuis la guerre, les employeurs ont fait un gros effort pour faire venir des familles et leur assurer le logement. Les cités se sont multipliées, alignant tantôt des files ininterrompues de maisons d'aspect sévère, tantôt éparpillant des petits pavillons d'aspect confortable à travers les jardins. Néanmoins, une partie de la main-d'œuvre étrangère reste encore logée dans des conditions défectueuses, soit dans les cantines, soit dans les villages, car tout était à faire en matière de construction, en raison du brusque développement industriel, en pleine campagne, notamment dans le bassin de Briey.

Les cantines bâties à la hâte par des ménages d'Italiens, souvent en torchis ou en planches, à même le sol, sont dénuées de tout confort. Elles sont mal aérées, mal éclairées, mal chauffées. Une grande salle y sert de réfectoire, de débit, de salle de danse et parfois de cuisine. Une autre pièce, quelquefois située au 1^{er} étage ou dans une autre baraque, est utilisée comme dortoir. Les lits s'y entassent côte à côte, ou, parfois, des paillasses à même le plancher. Ces cantines se retrouvent dans toutes les colonies italiennes, aussi bien dans celles de l'Est, que dans celles du Centre, de la région lyonnaise ou des Alpes. Les Italiens, surtout les célibataires, aiment fréquenter ces établissements aux enseignes évocatrices : « Au grand café d'Italie », « Au café Napoléon III », « Au Garibaldi », « Au café d'Umbria », « de la Luna » etc... Ils y trouvent la cuisine à leur goût, et nul règlement. Ils ont la liberté de chanter, de boire, et comme conséquence de se battre et de se livrer aux pires excès.

Ceux qui habitent dans les maisons des villages, sont non moins mal logés, car ils y occupent des taudis, des locaux exigus et manquant d'air. Parfois même, ils couchent dans des écuries ou dans des greniers. Les municipalités, débordées, se montrent indulgentes pour des abus qui rapportent à leurs électeurs. Parfois, comme dans

l'arrondissement de Briey, les autorités ont dû intervenir et créer une sous-inspection d'hygiène.

Nous avons dit en parlant de l'immigration avant la guerre, quelle était la vie des populations italiennes dans l'Est. Elle continue encore dans les cantines qui subsistent aujourd'hui, mais très atténuée et plus policée. Les Compagnies d'ailleurs, se sont efforcées de lutter contre la proximité des cantines en achetant le plus de terrain possible autour de certaines mines ou usines. Dans quelques centres, les cantines libres ont même complètement disparu. Elles ont été remplacées par des cantines plus confortables, construites et contrôlées par les employeurs et gérées par des ménages italiens. Elles sont parfois surveillées par un employé spécial, le plus souvent un fonctionnaire retraité : sous-officier, gendarme, ou même ancien inspecteur de l'enseignement primaire comme c'est le cas dans une grande cité de l'Est. Certaines compagnies ont créé également des services privés de police chargés de veiller au bon ordre dans les colonies.

Tout comme chez les Polonais, le nombre de ménages qui prennent des pensionnaires est très élevé et entraîne naturellement les mêmes inconvénients. Ici encore, trop souvent la « grande pension » comporte, suivant l'expression aduise, « le lit garni ». Les ménages italiens souffrent également de l'ignorance ou de la paresse des femmes. Fréquemment, celles-ci n'ont pas de goût pour parer et égayer leur logement, elles ignorent la couture et même la cuisine et plus encore l'épargne. Si un vêtement se déchire, elles préfèrent en acheter un neuf. Pour les repas, elles achètent volontiers des mets tout préparés à la cantine ou à la coopérative. Les enfants sont malpropres et déguenillés. Contre ce fléau de l'infériorité ménagère — qui sévit, d'ailleurs, plus ou moins, dans tous les milieux ouvriers — les employeurs ont créé des écoles, des cours d'enseignement ménager, multiplié les démonstrations pratiques et les récompenses. Les jardins qui pourraient rendre de grands services aux familles, ne donnent pas tout ce qu'un travail rationnel pourrait leur faire rendre. Trop d'ouvriers italiens, négligents et désordonnés, souvent aussi fatigués, ne s'en occupent pas suffisamment.

L'Italien se nourrit différemment du Français, et très souvent se contente d'une nourriture assez légère. Il n'est pas rare que le Français qui partage un repas avec des ouvriers italiens quitte la table avec la faim, alors, qu'au contraire, il a peine à absorber le lourd repas des Polonais. Certains isolés ou célibataires, surtout les nouveaux venus, mangent même insuffisamment, au point d'en être déraisonnables. Pour économiser, ils achètent, de concert avec plusieurs camarades, des denrées avariées vendues à meilleur compte et si, pour une raison ou pour une autre, ils doivent se restreindre davantage ils se contentent de marrons, de noisettes et de cacahuètes.

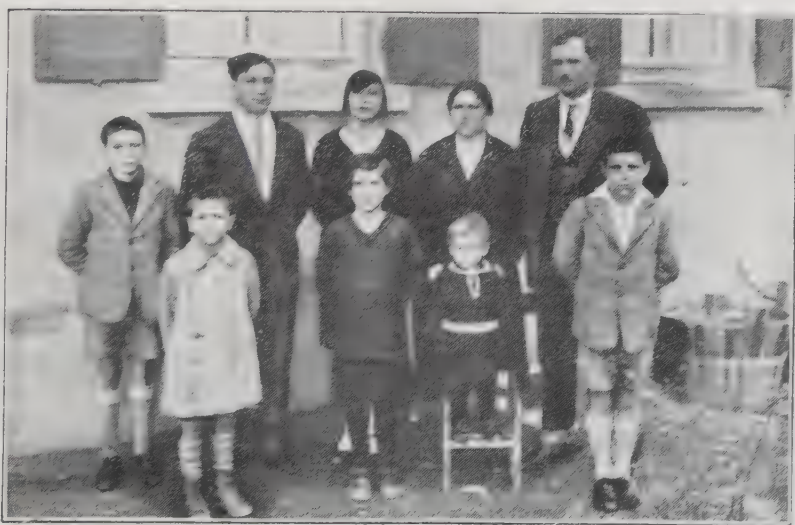
L'habillement, au moins la semaine, révèle également un grand esprit d'économie ou une malpropreté et une négligence excessives.



Une société de musique dans une cité italienne des Alpes.



Les petits Italiens à l'école de la cité de St-Priest (Isère).



Une belle famille italienne immigrée dans l'Isère. Types d'Italiens du Nord, robustes et travailleurs.

L'Italien ne rougit pas d'être en guenilles. Par contre, le dimanche et les jours de fête, la plupart sont méconnaissables, et leur élégance fait pâlir les employés les mieux mis : complets de drap fin de couleur voyante, chaussures à tiges d'étoffe claire et à bouts vernis, cravates éclatantes et même parfois canne et gants. (1)

Par suite de la cohésion bien moins grande des colonies italiennes et de la moindre persistance des mœurs et coutumes nationales, les prêtres italiens sont loin d'avoir une influence comparable à celle du clergé polonais. La plupart des Italiens ne gardent des pratiques religieuses que les manifestations extérieures lors des grands événements : baptême, mariage, mort. On estime que dans l'Est 1/20^e des enfants ne sont pas baptisés, 1/3 des mariages et enterrements se font civilement et à peine 1/10^e des enfants vont au catéchisme. Le tempérament méridional les pousse aux mœurs faciles, d'autant que beaucoup, sous l'influence des railleries françaises qu'ils prennent trop au sérieux, croient de bon ton d'avoir l'air « émancipé ». Un certain nombre, les dimanches et jours de fête, se livrent à de vraies saturnales. Il semble que l'argent, pour certains, n'ait pas de valeur et ils dépensent en quelques heures la moitié de leur paye, oubliant leur désir d'épargner et la vie économe qu'ils mènent pendant la semaine. La danse et le jeu sont les grandes distractions de l'Italien. Qu'on imagine certains de ces cafés ou cantines autour des cités italiennes, où la foule des hommes jeunes et vifs s'entasse toute une journée dans un air irrespirable, empesté de fumées et d'alcool. Ils s'y disputent les trop rares danseuses et les couples tournoient des heures durant, au son de l'accordéon ou d'un piano mécanique, avec une telle passion qu'on en voit danser seuls, une canne dans les bras à défaut de compagne. Autour des tables, les joueurs bruyants s'affairent. La « mora » notamment en enfièvre un grand nombre : quatre partenaires debout, ou plutôt courbés sur la table, attentifs, le cou tendu, le visage en feu, les yeux dans les yeux, émettent des monosyllabes rapides et tranchantes. Le joueur cherche à lire dans le regard de son partenaire le nombre de doigts que celui-ci va tirer pour en énoncer le total avec les siens. Fréquemment la chicane met aux prises les clients énervés par l'alcool, le jeu ou la jalousie, et parfois poussé par cette « forza irresistibile » pour laquelle le code italien avait dû reconnaître les circonstances atténuantes, l'Italien sort le couteau là où le Français se contenterait de coups de poings.

Les colonies importantes où les familles sont assez nombreuses ont heureusement des distractions plus paisibles, organisées par les sociétés et associations de musique, de chant, de sport, etc. Les autorités italiennes, le clergé italien, ont fait un gros effort pour développer et multiplier ces associations, mais cependant sans grand

(1) Cf. DE CANISY. *La question ouvrière dans le bassin de Briey*. 1919.

succès, en raison des divisions politiques et du tempérament plus individualiste des immigrés.

Les colonies de diverses nationalités. — Les colonies autres que les polonaises et les italiennes sont moins nombreuses et surtout moins importantes. Les Espagnols, même dans le Sud-Ouest, ne fournissent qu'une main-d'œuvre d'appoint à côté des Italiens, des Polonais et des autres nationalités. On en trouve cependant quelques îlots avec des Portugais et des Nord-Africains autour des usines de produits chimiques et des mines et carrières des Pyrénées. Dans ces colonies, les célibataires ou isolés dominent très nettement. Ils sont logés dans des baraques ou des cantines d'une malpropreté repoussante et ils mènent en général une vie misérable. Ces colonies, numériquement peu importantes, sont loin d'avoir la stabilité des colonies italiennes ou polonaises ou même des colonies d'Arméniens et de Russes fixées par l'industrie textile ou métallurgique dans la région lyonnaise, notamment dans les cités ouvrières de Villeurbanne (Rhône) et de Pont-de-Chéruy (Isère). La plupart des cités ouvrières possèdent, d'ailleurs, des petits groupes de différentes nationalités à côté du groupe dominant. C'est ainsi qu'on trouve des îlots de Russes, de Tchécoslovaques, de Nord-Africains, voire de Chinois, dans maintes régions, autour des grandes industries, mais trop peu importants pour avoir une vie autonome bien caractéristique.

La vie économique des colonies étrangères. — Autour, ou parfois à l'intérieur, de toutes les colonies étrangères se développe un important commerce de détail et se multiplient les petites professions artisanales ou libérales. Les ouvriers étrangers, peu habitués aux hauts salaires, pauvres, sans meubles ni achalandage ménager, font des dépenses importantes. Quelques uns qui se nourrissent mal, s'habillent d'une manière cossue, achètent un phonographe, une bicyclette, voire une moto, d'autres font des dépenses excessives pour la nourriture et surtout pour la boisson, achètent des liqueurs de marque. Ils font la fortune des camelots et des représentants de commerce qui pullulent dans toutes les régions d'immigration et dans les colonies étrangères. Celles-ci, par ailleurs, se donnent rapidement leurs cadres de commerçants, car, très souvent, elles se trouvent dans des régions isolées, où la vie locale réduite n'offre pas de ressources suffisantes et, qu'au surplus, les immigrés préfèrent recourir à des compatriotes qu'à des commerçants français. De là, dans les petits villages qui voient avec les cités ouvrières, un grand nombre de boutiques aux enseignes en italien, polonais, espagnol, et où dominent les cafés, les bals, les entreprises du bâtiment, les marchands de cycles, les épiceries et les salons de coiffure. Dans l'Est notamment, où l'immigration italienne est à la fois importante et ancienne, le nombre des boutiquiers italiens est considérable dans

les colonies ouvrières. Il est des communes comme Auboué, Tucquegnieux, Jœuf, Homécourt, etc..., en Meurthe-et-Moselle, où les Italiens avec quelques Polonais, assurent toute la vie économique locale. Nombreuses notamment, sont les épiceries et les « Magazzino di Prodotti italiani » qui ravitaillent la population en produits italiens. Plus nombreux encore les cafés dont la multiplication était telle dès 1909, qu'un député proposait une loi sur les débits de boissons tenus par les étrangers. Dans le seul bassin de Briey, en 1913, on recensait près de 500 cafés étrangers constituant la majorité (60 %) des débits de la région. Il y en avait 83 à Homécourt, 74 à Jœuf, 47 à Janny, 37 à Auboué, 28 à Piennes. Trieux comptait 6 débits français contre 29 étrangers ; Giraumont 4 débits français contre 14 étrangers, etc... Aujourd'hui, la proportion a encore augmenté et les Polonais se sont joints aux Italiens. Qui croirait à lire la liste des commerçants d'une commune de Lorraine comme Auboué (Meurthe-et-Moselle) qu'il s'agit d'une commune française :

Bijoutier-horloger : Palottelli.

Bouchers : Léonard, Minella, Pierre.

Boulangers : Rouyer, Sagnez, Adam.

Cafés : Bozard, Bazzuchi, Bernardi, Bellini et Pecci, Binda, Brasseur, Brogi, Brusa, Byczak, Cavina, Césarino, Conta, Crespo, Durand, Eichmeister, Franzoni, Gaboardi, Galli, Giovannini, Malinger, Menehilleno, Olivero, Perani, Pichon, Reggiori, Riasseto, Stefanoni, Steinckwich, Thimotio, Tortoli, Tosi, Trasciatti, Tulli, Viano, Zaffamelli, Zanetti.

Charbon de terre : Galvani.

Marchands de chaussures : Dieudonné, Subit.

Cinéma : Steinckwich.

Coiffeurs : Bozard, Galli, Sillani, Tosi.

Marchands de cycles : Zaffanelli, Zani frères.

Épiceries : Balland, Bassi, Brogi, Capecchi, Cavina, Dosseno, Lhuillier, Meneghinello, Pizzati, Prando, Riveruzzi.

Marchand de meubles : Galli aîné.

Entreprises de travaux publics : Buzzi frères, Omiccioli, Pichot etc...

Il serait facile de multiplier les exemples de ces communes où les noms français n'apparaissent plus que noyés dans la masse des noms d'étrangers qui constituent la grosse majorité de la population. A Piennes on recense 8 aubergistes, 1 bijoutier, 2 bouchers, 1 boulanger, 2 coiffeurs, 1 cinéma, 2 marchands de cycles, 2 ferblantiers, 2 menuisiers, 3 tailleurs, etc., de nationalité étrangère. A Hayange on en compte près de 35. On note le même phénomène, mais bien moins accentué, autour des colonies du centre (Montceau-les-Mines, St-Étienne) et de la région lyonnaise et des Alpes. A Sallaumines (Pas-de-Calais), les magasins aux enseignes polonaises se touchent, parfois trois ou quatre sont à côté l'un de l'autre. Il y a jusqu'à des librairies

et des bureaux de gazettes polonaises dont les éventaires ne contiennent que quelques rares journaux français submergés par ceux de langue polonaise et allemande. Les Polonais sont particulièrement nombreux dans la boucherie et la charcuterie, où ils sont assurés de la clientèle de leurs compatriotes, dont ils connaissent les goûts particuliers.

De sorte que, très souvent, les coopératives créées par les employeurs dans les cités n'ont pas toujours un chiffre d'affaires en rapport avec l'importance de la population. Les commerçants étrangers, non seulement fournissent les produits au goût de leurs compatriotes, mais ils se plient à leurs besoins et à leurs habitudes. L'un, après avoir fait la tournée du lait dans des fermes des environs, le distribue, dès la première heure, aux femmes qui attendent au seuil de leur porte, le bol à la main, l'autre parcourt la cité avec sa petite voiture où les légumes et les fruits voisinent avec des saucissons, une morue et des harengs raccornis qui pendent aux brancards. Puis viennent le boulanger, et le boucher avec son auto achalandée comme un étal de boucherie. Il y a aussi la foule des colporteurs étrangers, notamment italiens et juifs polonais, qui parcourent les cités et que l'on rencontre sur les routes, dans les trains, ou dans les autobus qui circulent dans la région. Ils offrent des vêtements, des bas, des ustensiles de ménage et de toilette, voire des livres de littérature spéciale : conseils d'une magicienne, guides de la sexualité, etc... Ils ont l'art de vendre aux femmes des objets dont le clinquant ne compense pas le manque de solidité ou même d'utilité.

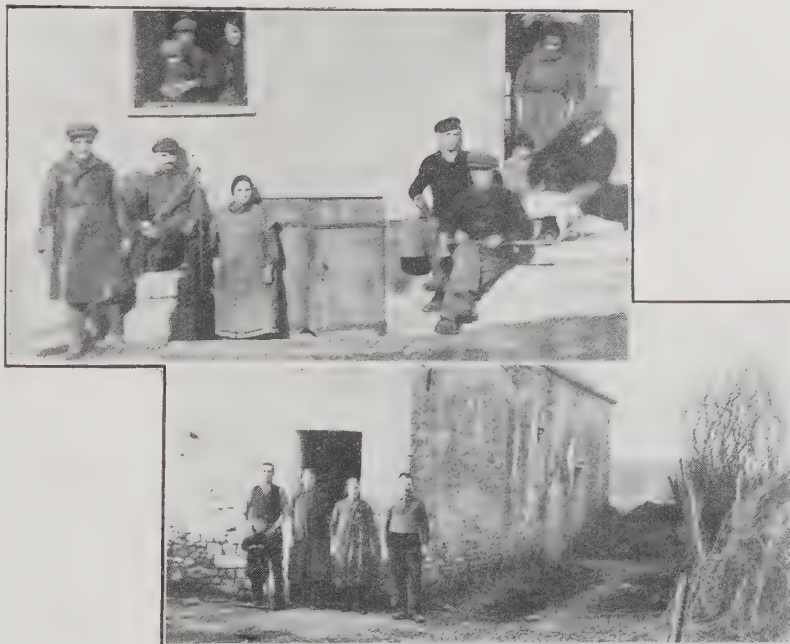
Certains commerçants sont installés à l'intérieur des cités lorsque les employeurs consentent à leur louer un pavillon. Il y a également un certain nombre d'ouvriers qui complètent leur salaire par un petit négoce. Tel Polonais ou Italien installe un « salon de coiffure » dans une pièce de sa maisonnette, tel autre vend des produits alimentaires et d'épicerie, du vin, des alcools, un autre fait le cordonnier ou exécute des petits travaux de menuiserie ou de maçonnerie. Les femmes, notamment celles qui sont habiles dans les travaux de couture, installent parfois un petit éventaire de bonneterie-mercerie, et effectuent des travaux de confection. C'est souvent de cette manière qu'ont débuté un certain nombre de commerçants étrangers aujourd'hui établis.

Le développement du petit commerce dans les colonies étrangères est devenu tel, que quelques immigrés ont pu agrandir leur trafic dans des proportions considérables et devenir, soit de grands entrepreneurs, soit de grands négociants. Un exemple, entre autres, fera mieux comprendre les possibilités d'élévation pour certains éléments étrangers. Un ouvrier polonais venu aux mines de Bruay-en-Artois, après la guerre, s'aperçut que les commerçants français ne fournissaient pas une nourriture qui convînt aux immigrés et qu'ils jetaient certaines parties utilisables du bétail abattu. Il entra chez un charcutier, fit quelques économies en vendant des vessies et des boyaux négligés



Une importante charcuterie-épicerie polonaise dans une colonie ouvrière du Pas-de-Calais.

Ouvriers agricoles polonais dans une grande ferme du Nord.



Une famille de colons polonais dans une petite ferme.

par les Français, installa un petit éventaire de charcuterie à son compte et eut bien vite la clientèle de ses compatriotes, heureux de trouver du lard, du saucisson mou, du saindoux, à leur goût. Le succès lui permit d'ouvrir une succursale, puis deux, puis dix, dans les diverses cités polonaises du Nord. Par la force des choses, le problème du ravitaillement de toutes ces succursales et de l'utilisation des sous-produits de boucherie l'amena à s'occuper de l'organisation en grand des achats et du traitement des marchandises. Il créa une fabrique de savon utilisant une partie des graisses des animaux abattus, une fabrique de glace artificielle et des chambres froides pour la conservation de la viande, des boulangeries avec fours chauffés au mazout et pétrins mécaniques derniers modèles. Il acheta des troupeaux entiers en Normandie, en Flandre. Il devint aussi le fournisseur, non seulement des commerçants polonais, mais des français, qui eurent intérêt à s'adresser à lui. De même, la population française finit par se diriger de préférence vers ses boutiques plus propres, plus modernes, et où l'importance du débit entraînait souvent une supériorité de qualité, ou tout au moins de fraîcheur. Les honnêtes commerçants français de la région, émerveillés et indignés à la fois, n'essayèrent pas de réagir et de lutter. Ils se bornèrent à lui reprocher un arrivisme dénué de tout scrupule. Aujourd'hui, notre Polonais fait un chiffre d'affaire de 15 millions par an, il ravitaille toute une région. Il a acheté un grand domaine avec château historique en Dordogne, où il a introduit de la main-d'œuvre polonaise pour remettre en culture d'immenses terres négligées par les Français qu'il juge « trop paresseux ou incapables ». Depuis peu il s'est fait naturaliser, tant il est vrai que l'intérêt est le lien le plus solide pour attacher l'étranger au pays.

Bien d'autres activités, plus ou moins saines, bourgeonnent sur les colonies étrangères. Avocats-conseils, bureaux de contentieux, marchands de biens, banques plus ou moins véreuses, et qui firent souvent des affaires d'or au détriment de leurs compatriotes. En 1926, dans la Meurthe-et-Moselle, le commerce et la banque comptaient 6.300 étrangers, dans le Pas-de-Calais 2.829, dans la Loire 757, dans la Saône-et-Loire 428, presque tous autour des colonies ouvrières étrangères de la grande industrie.

Les rapports des colonies étrangères et de la population française. — Si complète que soit l'organisation sociale et économique des colonies étrangères, elle n'empêche pas entièrement les contacts et les rapports avec la population française. Outre les rapports, si peu nombreux soient-ils, avec la population locale et surtout avec les ouvriers français travaillant à la même entreprise et habitant parfois la même cité, il y a l'école qui souvent mêle les enfants. Il y a aussi les jeunes gens et les jeunes filles qui travaillent à la ville voisine ou dans une usine proche, et qui prennent les goûts et les habitudes des Français. La main-d'œuvre féminine des colonies étrangères, notam-

ment de celles des mines ou de la grosse métallurgie qui ne peuvent l'occuper, a d'ailleurs tenté nombre d'employeurs des autres industries. Certains ont organisé le transport des cités à leurs usines, soit par trains spéciaux, soit par auto-cars. Le Nord, à cet égard, s'est trouvé favorisé par suite de la proximité des cités ouvrières des mines et des grands centres industriels, notamment du textile. Dans l'Est et dans les colonies du centre, l'horizon de travail plus limité raréfie les possibilités d'emploi pour les femmes. Les jeunes filles quittent alors la famille, vont à la ville ou à l'usine la plus proche ou se placent comme bonnes chez les commerçants et les particuliers de la région. Certaines industries qui emploient des jeunes filles des colonies étrangères à partir de 14 ans, ont même organisé de véritables pensionnats, sous la surveillance de religieuses, où les jeunes ouvrières sont logées, nourries, habillées et touchent une très légère indemnité. Ces institutions se sont notamment développées dans l'industrie textile, dans le Nord et dans la région lyonnaise à l'Arbresle, à Vaux-en-Velin, à Pont-d'Ain, etc... La difficulté de trouver du travail pour la femme et les grands enfants devient parfois une cause d'instabilité, l'ouvrier préférant aller dans une région où il gagnera peut-être moins, mais où le salaire des autres membres de la famille, s'ajoutant au sien, augmentera fortement le revenu tout en permettant à la famille de rester groupée et d'effectuer des travaux qui lui conviennent mieux. Contre cet inconvénient, les employeurs se sont efforcés de lutter en créant des petites industries annexes : fabriques de boîtes de conserves, de toiles, tricotage mécanique, etc., qui utilisent sur place la main-d'œuvre féminine disponible.

Quant aux jeunes gens, les mines ou les grandes usines s'efforcent bien de les garder en s'occupant de leur apprentissage, au besoin en faisant pression sur les parents logés, et déjà le résultat est assez sensible pour que les grandes Compagnies aient pu trouver un appoint sérieux de main-d'œuvre dans les éléments jeunes de leurs cités. Toutefois, les immigrés, tout comme les Français, tendent assez vite à faire prendre à leurs enfants un métier plus relevé que le leur. Le mineur envoie son fils à l'usine, le métallurgiste fait du sien un électricien, un mécanicien. Les jeunes gens, au surplus, sont souvent impatients de s'évader vers d'autres milieux et la ville les attire. De sorte que les colonies perdent régulièrement une partie de leurs éléments et la plupart n'entretiennent leurs effectifs et leur particularisme que par l'apport incessant de nouveaux immigrés fraîchement débarqués du pays.

La population flottante et urbaine

Entre les deux grandes catégories d'immigrés que nous venons d'étudier : ceux des régions frontalières et ceux des colonies ouvrières

des centres industriels, et en grande partie alimentée par elles, se place la population flottante et urbaine. Elle est éparse à travers tout le pays ou entassée dans les villes, le plus souvent mobile et instable, offrant ses bras à toutes les industries et dans toutes les régions au hasard de ses pérégrinations. Certes, dans les villes, il existe des noyaux permanents, des éléments très anciennement installés et fixés, mais la grosse majorité est en perpétuel mouvement, inorganisée, très mêlée, et surtout perdue, noyée dans la population française.

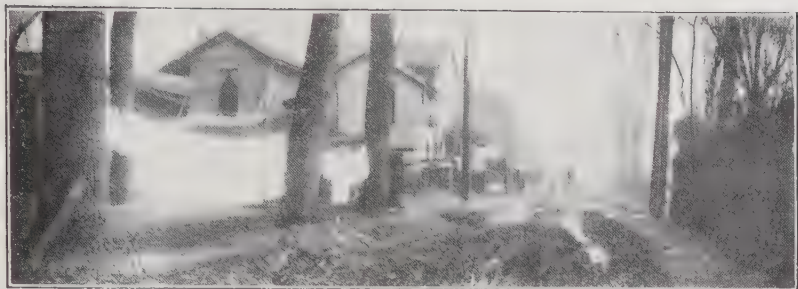
Ouvriers en rupture de contrat ou ayant abandonné la grande entreprise qui les avait introduits en France, ouvriers auxquels l'administration refuse l'autorisation de travailler en période de crise mais qu'elle laisse en France, immigrés attirés par une grande ville ou sollicités par un petit employeur, ouvriers agricoles abandonnant le travail de la terre, Italiens, Espagnols, Africains, entrés en fraude et quêteant du travail, ouvriers du bâtiment allant de chantier en chantier, autant d'éléments que l'on trouve dans toutes les gares et dans toutes les régions. Le Midi de la France, notamment, est parcouru par des Espagnols et Portugais, manouvriers aptes à tous les gros travaux, et dont le manque d'aptitudes particulières les oblige à se contenter temporairement de toutes les situations. Indolents, malpropres, ils restent généralement peu de temps dans chaque emploi. D'esprit indépendant, ils préfèrent les taudis des villages et des villes aux pavillons des cités ouvrières et ils ont mérité d'être appelés les « golondrinas » ou « trimars ». Finalement une ville les attire, où ils se fixent parfois définitivement. Ils y assurent les travaux les plus pénibles ou les plus salissants et logent dans les quartiers les plus misérables.

Certaines industries qui emploient une main-d'œuvre étrangère considérable, mais très irrégulièrement par suite du chômage saisonnier et des fluctuations d'activité : constructions, travaux publics, carrières, etc..., contribuent à la dispersion et au nomadisme de certains immigrés. C'est ainsi qu'on trouve des ouvriers du bâtiment dans toutes les régions. La plupart sont des isolés, logeant en garni, ou même couchant dans des greniers, se nourrissant mal et sans aucun souci de l'hygiène. Les grands travaux : routes, chemins de fer, travaux en montagne, ports, etc..., attirent également brusquement dans certaines régions et pour un temps variable, des colonies de travailleurs étrangers. Ils mènent souvent une rude existence au milieu des dangers et des variations de température (tunnels, travaux de haute montagne), mangent et couchent dans des cantines ou des baraquements provisoires, restent parfois des semaines entières sans se déshabiller.

C'est surtout dans les villes qu'afflue la population étrangère flottante. Ce sont les villes qui l'attirent, et, entre toutes, Paris, qui pour beaucoup d'immigrés constitue le terme final des déplacements. Cette marche vers la capitale se dessine à travers tout le pays, marquée par une série d'étapes intermédiaires. L'ouvrier polo-

nais introduit dans une mine du Nord, de l'Est ou du Centre et qui la quitte au bout d'un certain temps, va, soit vers l'usine proche, soit vers un petit employeur qui le sollicite. L'expérience en général est brève et bientôt le voilà à Lille, à Lyon, à St-Étienne, où il retrouve des compatriotes. Mais c'est Paris qui le fascine et un beau jour, à son tour, il y vient grossir l'immense armée des étrangers. Plus typique encore, est la montée des éléments méditerranéens venus par Marseille : Grecs, Arméniens, Nord-Africains. Après un séjour plus ou moins long dans le grouillement cosmopolite du grand port ou de sa banlieue, les Grecs et les Arméniens se dirigent vers les mines où l'on paie de bons salaires (Alès, St-Étienne), ou vers les petites industries locales du textile (tapis, moulinsages, soieries, etc...), qui s'échelonnent dans la vallée du Rhône. Mais, pas plus le rude travail de la mine que les bas salaires du textile, ne conviennent à ces races entreprenantes. Elles remontent peu à peu jusqu'à Lyon, où l'on retrouve une des plus importantes populations gréco-arméniennes. De là, l'attrait de Paris devient irrésistible et ainsi s'achève la montée qui, de Marseille en passant par Lyon, aboutit à la banlieue parisienne. L'agriculture fournit également son contingent. Les ouvriers agricoles qui ont quitté leur premier employeur, vont, soit à la ville voisine, soit dans une grande exploitation agricole du bassin parisien qui se trouve ainsi profiter quelque temps de toute la main-d'œuvre agricole s'avançant vers la capitale. Dans la grande culture industrialisée des environs de Paris, l'immigré achève de se dégrossir et un beau jour, finalement, il entre dans la fourmilière. Pour avoir une idée de ce mouvement, il suffit de se rappeler que de 1921 à 1926, sans aucun apport d'immigration organisée, malgré l'éloignement des frontières et les efforts de l'administration qui empêche par tous les moyens l'entrée de travailleurs étrangers dans la Seine, la population étrangère y a presque doublé de 233.000 à 433.000.

La vie des ouvriers étrangers à Paris et dans la plupart des grandes villes, est en général celle des couches les plus misérables de la population. L'absence presque totale de politique familiale et du logement de la part des employeurs, fait que les isolés et les célibataires sont très nombreux. Les femmes ne représentent que 40 % de la population étrangère de la Seine, et, si l'on ne considère que la banlieue de Paris où dominent les ouvriers, cette proportion tombe à 37 %. Ils habitent le plus souvent des garnis, des taudis, ou des lotissements chaotiques. On les trouve dans les plus vieux quartiers ou dans les banlieues pouilleuses où ils se pressent en grand nombre et finissent parfois par constituer de véritables colonies. Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, sont ceinturées de ces îlots d'étrangers. Rien de plus saisissant pour le promeneur attentif, que le contraste entre le centre des grandes villes, où les riches boutiques et l'ensemble de la population restent nettement français, et les faubourgs et les banlieues ouvrières. Dès que l'on s'éloigne des quartiers centraux et que l'on pénètre dans ces



La « Grande Rue », borbier impraticable, dans une colonie étrangère de la banlieue parisienne.



Groupe d'enfants arméniens, polonais et espagnols près d'une maisonnette en bois dans la banlieue parisienne.



Le rassemblement autour de l'unique point d'eau d'une colonie étrangère de la banlieue parisienne.

zones de populations laborieuses, on est frappé par l'importance de l'élément étranger et, bien souvent, il faut constater que le Français y est en minorité. Les administrations communales doivent parfois faire paraître en plusieurs langues leurs affiches concernant la réglementation de la vie locale. Telle affiche de St-Ouen (Seine) porte le titre pittoresque : « *République française. Ville de St.-Ouen. Recogida de las Basuras* » (*Enlèvement des ordures ménagères*) et le maire signe : « *L'Alcade* », cependant que les adjoints deviennent des « *Tenientes alcaides* » ! Tout autour de Paris, à 20 minutes de l'Opéra, sur une grande partie de la zone des anciennes fortifications, pullule l'humanité des « villages » espagnols, italiens, polonais, algériens. A Lyon, les faubourgs de Venissieux et de St-Fons opposent à la propreté de la grande ville leurs taudis surpeuplés d'étrangers. A Marseille, à 400 mètres de la Cannebière, près du vieux port, on rencontre les ignobles quartiers des Africains du Nord, des Asiatiques, des Levantins qui défient toute description et où seules les filles représentent l'élément français.

L'aspect de certains coins de la banlieue parisienne où s'entassent les étrangers, rappelle les pittoresques villages de l'extrême-Ouest américain décrits par J. London. Malheureusement le pittoresque n'atténue en rien les dangers que présentent ces campements de la misère, véritables défis à l'hygiène. La rue J.-Vallès à St-Ouen où toutes les nationalités sont représentées, peut, entre autres, être citée en exemple. Qu'on imagine un chemin défoncé, boueux, bordé de masures, de constructions en bois, en papier goudronné, en tôle. Dès l'entrée de la rue un juif polonais, brocanteur, négociant en objets les plus hétéroclites et les plus malpropres, s'est construit une maison uniquement avec de vieilles portes ; selon les besoins, il les a clouées en hauteur ou en travers. Plus loin, des Italiens ont élevé une sorte de chalet avec des poutres de démolition et des caisses d'emballage. Par endroits, les pieds enfoncent jusqu'aux chevilles dans le tapis des tas d'ordures qui barrent soigneusement le passage et que leur odeur signale de loin. Nombre d'habitants font leur cuisine en plein air. Autour de la fontaine, unique point d'eau du quartier, qui compte 300 à 350 individus, il y a foule toute la journée. Les commères s'y interpellent dans des idiomes variés au milieu des baquets, brocs, arrosoirs. Le soir, les promenades dans les rues doivent s'accompagner de prudence pour éviter les chutes, car si l'obscurité a l'avantage de cacher les immondices et le grouillement des rats, elle ne diminue pas le nombre des obstacles. L'éclairage cependant est varié, au moins dans les intérieurs : lampions, lampes à huile, lampes à acétylène, tout est bon. C'est une véritable exposition rétrospective de l'éclairage : rien n'y manque, sauf l'électricité naturellement. La division du travail ou plus exactement du commerce n'existe pas ici : chaque commerçant vend de tout. Voici, par exemple, le principal détaillant installé dans une cabane en bois à laquelle

on accède par 2 ou 3 marches. Dans l'unique salle, derrière son comptoir en bois peint, le patron espagnol peut donner de l'huile, du vin, des saucissons, du tabac, des chaussures, des pantalons de velours, des cachets d'aspirine et des flacons de teinture d'iode. Cela rappelle le bazar oriental ou la cantine de colons en terre inexplorée. Dans l'atmosphère lourdement parfumée d'humanité, des Espagnols jouent aux cartes avec des gestes de théâtre. Accroupis dans un angle de la baraque, cinq ou six Arabes chantent une mélodie au rythme monotone en tapant doucement dans leurs mains. Dans une mesure, à côté, 4 enfants dorment, tassés sur la même paille, insensibles à la vermine qui sillonne les couvertures d'une saleté repoussante.

Lorsque les immigrés d'une même nationalité sont assez nombreux, ils s'organisent en véritables colonies avec leurs prêtres, leur chapelle, leurs patronages, et même parfois un cinéma et une salle des fêtes, grâce aux subsides de leur gouvernement et des œuvres charitables. Tel est le cas des colonies espagnoles et italiennes à St-Denis, à St-Ouen, à Aubervilliers, à Pantin, à Argenteuil, etc., des Arméniens à Lyon et au camp d'Oddo à Marseille, des Espagnols à Bordeaux, des Russes à Marseille, à Paris, etc... La colonie espagnole de la plaine St-Denis est une des plus caractéristiques. C'est une véritable agglomération d'Espagne qui se tasse entre les usines, sous l'atmosphère empestée par les fumées grasses qu'émet, sans répit, la futaie des hautes cheminées. Le terrain appartient à l'ambassade d'Espagne. Il existe un patronage spacieux et avenant, une grande salle de conférence, une chapelle desservie par un prêtre espagnol, une salle de théâtre et de cinéma. Il y a là plus de 3.000 Espagnols, la plupart manœuvres, un certain nombre avec leur famille. On voit les femmes en cheveux gras et lustrés, accrochant leur linge dans les courettes des maisons basses et déjetées, caquetant d'un seuil à l'autre d'une jolie voie roucouillante ou discutant en demi-français autour des voitures chargées de fruits et de légumes qui viennent des Halles.

Non moins typique est la colonie des Marocains d'Argenteuil, dans un quartier minable d'hôtels borgnes, de dortoirs et de maisonnettes meublées. Les chambres comprennent un lit pour deux, ou deux lits pour quatre, mais reçoivent un nombre de locataires bien supérieur. Sur le poêle de fonte, l'inévitable couscous ou l'infusion de thé à la menthe. Au-dessus de la porte, des côtelettes de mouton salées sont enfilées sur des baguettes de noisetier et séchent. Le soir, réunis dans une chambre, ils chantent des refrains nostalgiques en s'accompagnant du « gombi », sorte de guitare à 2 cordes, et en frappant sur les verres et les bouteilles avec des cuillères.

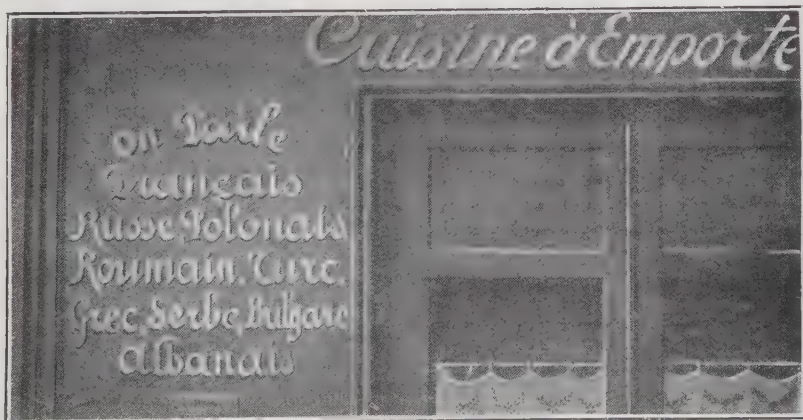
Curieux également l'aspect de certaines rues du vieux Paris où s'entasse la foule des petits artisans juifs et levantins. Rue des Rosiers, par exemple, dans le 4^e arrondissement, tout est juif, juif allemand ou polonais. Les garküchen (restaurants) ne donnent



Familles italiennes dans la banlieue parisienne (Issy-les-Moulineaux).



Le cordonnier arménien d'une colonie étrangère de la banlieue parisienne.



La devanture d'un restaurant dans une rue du quartier de l'Hôtel-de-Ville (IV^e) à Paris, où grouille une importante population de juifs et de Levantins.

que des produits « locaux ». Les « yidenfrauen » (femmes juives) font leur marché à la « boucherie des sacrificateurs », aux caves de Palestine, et chez les marchands de matzes (pain azyne). Le libraire vend des livres en langue hébraïque, des gazettes et brochures rédigées en yiddish, voire des disques phonographiques « de chants, chœurs et scènes empruntés au folklore d'Israël ». A proximité, la synagogue de la rue Pavée reçoit les fidèles. Sous les porches des maisons, dans les couloirs sombres qui suent l'humidité, les brocanteurs étalent des hardes crasseuses. Partout des enfants bruns, nerveux, aux yeux ardents, animent les vieilles demeures et ajoutent à l'impression de vie fébrile et inquiétante qui se dégage de ces milieux.

L'entente et la cohésion dans ces colonies des grandes villes ne sont en rien comparables à celles des cités ouvrières des centres industriels de province. Elles n'ont pas une organisation matérielle comparable à celle créée par le grand patronat dans les cités. Elles ne se trouvent pas isolées et n'ont pas une existence autonome aussi marquée. Elles sont, au contraire, encastrées dans les populations urbaines et les immigrés de toutes nationalités sont davantage mêlés à la foule laborieuse des Français. L'école achève de fondre les jeunes générations dans un curieux mélange international, que domine heureusement l'influence française. L'entente est souvent plus difficile à réaliser dans ces colonies où les métiers les plus divers sont représentés, où les familles sont relativement rares, où les divisions politiques ou religieuses sont plus marquées et la solidarité d'intérêts moins forte. Chez les Italiens, par exemple, les discussions d'ordre politique empêchent souvent tout groupement. En 1927, à Pantin, la colonie italienne créa une école pour les enfants que la rue menaçait après la fermeture de l'école française. Un maître italien y enseigna la langue et l'histoire. Mais bien vite la rivalité politique sépara les pères de famille et la haine contre l'école s'accumula si bien qu'un jour, au cours d'une rixe, deux de ses promoteurs furent tués, un troisième grièvement blessé. L'école dut être fermée. Par ailleurs, la population de ces colonies est très mobile, très sollicitée par la vie de la ville. Le cinéma, le bar et les plaisirs bon marché de la rue qui complètent le décor où évoluent les immigrés, sont autant d'agents de dissociation de l'unité morale des colonies étrangères.

Sur les dangers de ces sollicitations, de ce contact souvent trop brutal et trop subit avec une civilisation supérieure, dont ils ont tendance à ne prendre que les excès, il est inutile d'insister longuement. L'existence des Nord-Africains est, entre autres, un exemple typique des dangers moraux et sanitaires du brusque transplantement dans les centres urbains. Déjà peu aptes au travail discipliné et soutenu de l'industrie moderne, les Nord-Africains achèvent de perdre toute résistance par le genre de vie qu'ils mènent. Désireux d'économiser ou d'envoyer la majeure partie de leur paie à leur famille restée au pays, ou simplement habitués à une vie fruste, ils se contentent des

taudis les plus sordides, couchent 4 à 5 de jour et de nuit dans le même lit qui ne se refroidit jamais, et souffrent presque tous de sous-alimentation. A Saint-Étienne, à Lyon, il en est qui couchent dans des caves presque sans air, notamment des caves de cafés qu'on leur loue. Ils sont exploités d'une façon éhontée. Dans la banlieue lyonnaise, à St-Fons et Venissieux où ils sont particulièrement nombreux, leur exploitation est même devenue une véritable industrie. Certains propriétaires ont consacré une remise, une grange, une écurie, pour les Arabes. Le moindre entrepôt est utilisé par les logeurs improvisés, ayant appris, suivant la formule consacrée, à « faire suer le burnous ». Les couchettes sont serrées à se toucher. Il y en a 16 dans tel fenil où l'on ne peut accéder qu'à l'aide d'une échelle verticale et où, lorsqu'on balaie, la poussière filtre entre les planches disjointes et saupoudre les locataires du dessous — car l'écurie du rez-de-chaussée compte également quelques lits. Dans cet autre réduit — 3 m. sur 2 m. où des lapins manqueraient d'air — couchent 4 Arabes dans 2 lits ou plutôt deux assemblages de bois et de toiles : 2 grands lits explique la logeuse. Et encore n'est-ce pas bon marché. Vingt locataires rapportent de 1.200 fr. à 1.500 fr. par mois. Si le logeur est cultivateur, il s'efforce, suivant la formule commerciale, de faire « profiter » les Arabes de ses produits. Il leur vend ses pommes de terre, ses oignons, bien plus cher qu'au marché. Evidemment le métier de logeur n'est pas sans risques : l'Arabe est tout instinct et prompt au geste violent. Le propriétaire habile sait éviter ces dangers de querelles en logeant gratuitement l'un d'eux, à charge pour lui d'encaisser le prix des chambres ou de défendre les intérêts du patron, — en un mot, de servir de tampon. Dans la plupart des faubourgs des grandes villes, où les Nord-Africains sont nombreux, on trouve des hôtels tenus par des compatriotes, où les Arabes s'entassent jusqu'à 12 à 15 dans la même chambre. Parfois même, les derniers venus couchent dans l'escalier. Ils se groupent entre gens de la même région, du même village.

Les cafés pullulent dans ces quartiers arabes, où des compatriotes veillent à ce qu'ils sachent comment perdre leur argent, notamment les samedis soir et jours de fête. Après avoir excité légèrement le client par l'alcool, des compères le sollicitent pour le jeu de cartes, notamment le vieux jeu de « ronda ». Si le malheureux éprouve quelque difficulté à reconnaître les figures des cartes, ses partenaires, eux, voient clair, au grand dam de la paye qui fond rapidement. Certains s'endettent et les disputes sont fréquentes qui terminent les séances de jeu ou les tournées dans les cafés ; disputes d'ailleurs trop souvent sanglantes, en raison de la facilité des Nord-Africains à sortir le couteau. La prostitution, les guérisseurs (1), achèvent de

(1) Les Africains hésitent à se faire soigner par des médecins ou dans un hôpital. De là, le succès des guérisseurs qui opèrent fréquemment dans la boutique d'un compa-

ruiner la santé morale et physique de ces malheureux, parmi lesquels la tuberculose et la syphilis font des ravages effrayants (2).

Évidemment tous les étrangers qui affluent dans les villes n'ont pas une vie aussi misérable. Nombreux sont ceux qui s'élèvent à force de travail et d'économie, et deviennent petits artisans, commerçants, petits entrepreneurs ou industriels. Très vite, les plus capables réussissent à se faire une place privilégiée dans les centres urbains qui offrent tant de facilités, tant d'horizons, à ceux qui sont travailleurs et entreprenants. Ils y réussissent d'autant mieux qu'ils ont un niveau de vie inférieur à celui des Français et un plus grand pouvoir d'épargne. Les villes attirent, d'ailleurs, un grand nombre d'étrangers de province, qui, munis d'un petit capital souvent péniblement économisé, désirent le faire fructifier. Par là, les populations étrangères des centres urbains comportent un nombre proportionnellement élevé de petits patrons et artisans, d'un niveau social nettement supérieur à celui des ouvriers. Mais, en ce qui concerne ceux-ci, presque tous souffrent plus ou moins de l'existence dans les garnis ou les taudis, de l'exploitation par des intermédiaires, souvent par des compatriotes peu scrupuleux. Ils sont plus ou moins victimes des tentations de la rue et du contact des grandes villes si fréquemment démoralisants pour les déracinés et les isolés. Ils y perdent très vite leurs coutumes, leurs traditions et ce qu'elles peuvent contenir de discipline et de force morale. Ils ont tendance à ne prendre de notre civilisation que ce qui les attire et leur plaît, sans en avoir le frein de l'éducation ni le sens de la mesure résultant d'une adaptation héréditaire. Aussi, le grand nombre de ces désadaptés dans les populations étrangères laborieuses qui se pressent dans les faubourgs ouvriers et ceinturent certaines grandes villes, constitue-t-il un excellent terrain pour le développement de théories extrêmes, d'autant que c'est dans ces villes que se concentrent les émigrés politiques qui vivent dans une fièvre constante à peine tempérée par la crainte permanente de l'expulsion.

triole. Tel celui arrêté dans un café de St-Maur (Seine), qui se faisait 40.000 fr. par an, grâce à la naïveté de ses clients.

(2) Pour veiller sur les Nord-Africains et améliorer leur situation, on a institué une section des affaires indigènes dans la Seine, avec policiers parlant arabe, interprètes, service de placement, dispensaires antituberculeux et anti-syphilitique, etc... La construction d'un hôpital musulman est commencée. Dans les principales villes on a créé des Foyers, notamment à Paris, Lyon, Bordeaux, St Etienne, Marseille, etc..., avec réfectoires, salle de réunions, douches, magasins, salle de prières parfois. A Paris il y a une mosquée. Le Foyer de Marseille est un des plus actifs en raison des éléments de passage ; en 1924 il a compté plus de 50.000 journées d'hébergement. Dans l'ensemble les foyers ne sont fréquentés que par une très faible partie des immigrés. Ils gardent, malgré les efforts des dirigeants, une sorte de froideur administrative à laquelle l'Arabe préfère la vie bruyante de la rue et des cafés.

CHAPITRE XI

LES ÉTRANGERS DANS L'AGRICULTURE

Les mouvements de l'immigration agricole. — Le nombre des entrées annuelles pour l'agriculture varie relativement peu. La difficulté de fixer les travailleurs agricoles introduits et la régularité du travail de la terre, expliquent cette permanence et cette égalité des besoins de l'agriculture. Le nombre des introductions depuis la guerre s'établit ainsi (immigration contrôlée) :

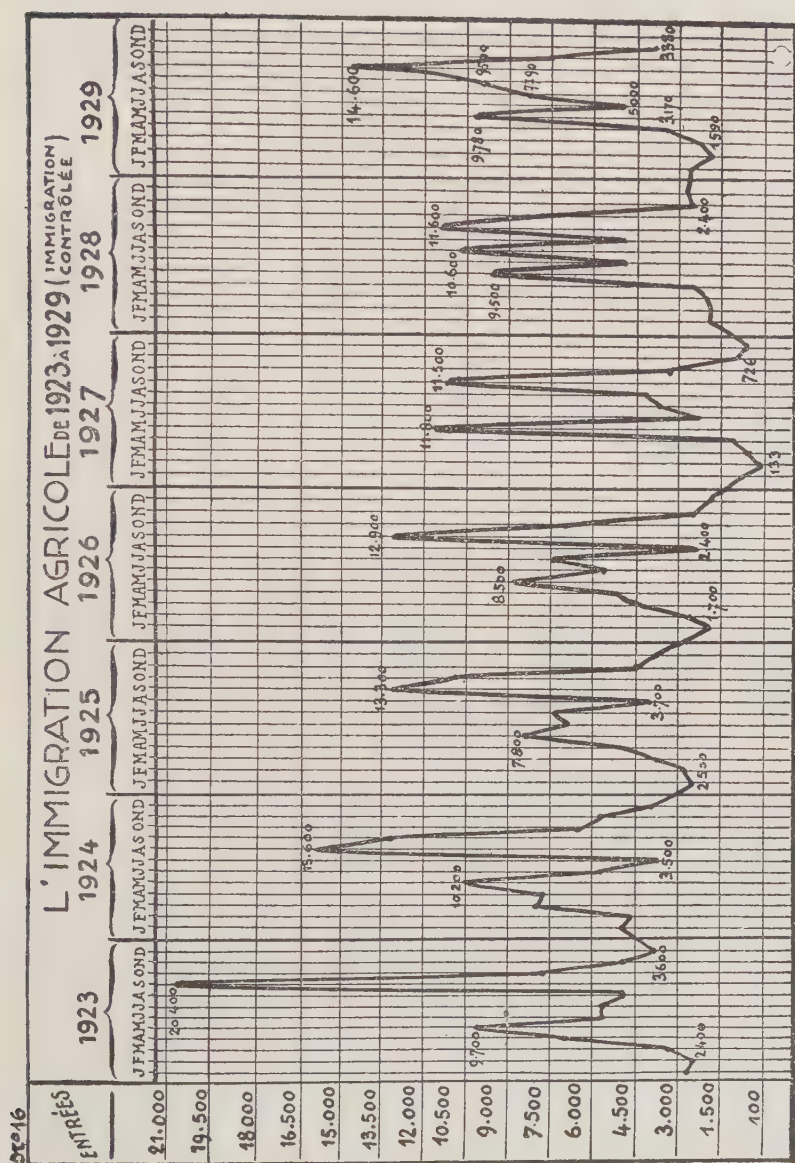
1919 : 62.117	1925 : 71.784
1920 : 70.912	1926 : 63.160
1921 : 55.822	1927 : 45.547
1922 : 72.976	1928 : 61.687
1923 : 77.071	1929 : 68.450
1924 : 87.927	1930 : 92.820

L'écart extrême ne dépasse pas 50 %, alors qu'il atteint 1.000 % dans l'industrie. Par contre, les fluctuations saisonnières comme nous l'avons vu par ailleurs, sont naturellement très fortes. Le graphique n° 16 ci-contre reproduit les mouvements de l'immigration agricole de 1923 à 1929.

Les nationalités fournisseurs de travailleurs agricoles. — La population étrangère active agricole qui s'élevait à 254.500 en 1927, était composée de :

	Pourcentage		Pourcentage
80.320 Italiens	31 °/°	1.984 Luxembourgeois	0,7 °/°
67.050 Espagnols	26 °/°	1.899 Russes	0,7 °/°
44.070 Belges	17 °/°	1.622 Allemands	0,6 °/°
32.280 Polonais	12 °/°	1.059 Hollandais	0,4 °/°
15.000 Suisses	5 °/°	874 Yougoslaves	0,3 °/°
3.350 Tchécoslovaques	1,3 °/°	508 Anglais	0,2 °/°
2.049 Portugais	0,8 °/°	2.435 divers	0,9 °/°

L'immigration agricole s'alimente donc surtout dans les pays voisins : Italie (31 %), Espagne (26 %), Belgique (17 %), et Suisse (5 %), dont les nationaux constituent les trois quarts de la population étrangère travaillant dans l'agriculture. En y joignant les petits pays,



Le graphique traduit nettement les variations saisonnières de l'immigration agricole, avec les deux pointes du printemps et de l'automne.

tels que le Luxembourg, le Portugal et la Hollande, on arrive à 80 % de l'immigration totale. Cependant depuis la guerre, avec le développement de l'immigration organisée, l'élément slave, notamment polonais, a pris une place importante dans la population étrangère agricole. En 1927, le nombre des Polonais occupés dans l'agriculture dépassait de près du double celui des Suisses et approchait de celui des Belges. Cet accroissement de l'élément slave apparaît d'autant plus accentué que l'immigration des pays voisins, anciens fournisseurs de main-d'œuvre, tend à rester stationnaire ou même à diminuer comme l'indique le nombre annuel des entrées par nationalité, depuis la guerre (immigration contrôlée) (1) :

Nationalités	1921	1922	1923	1924	1925
Italiens	4.682	7.704	10.542	15.274	13.263
Espagnols-Port.	28.162	41.851	27.386	32.265	17.941
Belges-Hollandais	20.737	14.344	10.122	16.477	21.354
Polonais	2.241	9.077	25.797	17.749	13.080
Tchécoslovaques	—	—	3.224	5.939	3.313
Divers	—	—	—	223	2.833
Total	55.822	72.976	77.071	87.927	71.784

Nationalités	1926	1927	1928	1929	1930
Italiens	11.317	5.785	10.512	11.854	18.500
Espagnols-Portugais	7.827	8.726	12.324	18.471	18.890
Belges-Hollandais	21.945	22.538	24.100	15.127	13.700
Polonais	19.177	6.773	11.707	16.087	26.580
Tchécoslovaques	1.654	583	1.402	3.529	6.520
Divers	1.240	1.142	1.642	3.382	8.630
	63.160	45.549	61.687	68.450	92.820

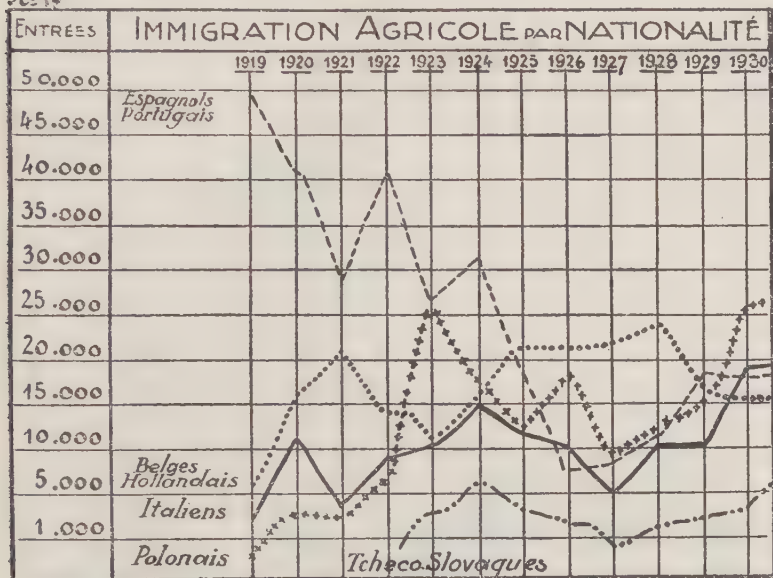
L'immigration agricole polonaise, presque inexistante jusqu'en 1922, à partir de 1923 constitue en moyenne 20 % de l'immigration totale et, en 1923, 1926 et 1930 atteint le tiers du total des entrées pour l'agriculture. Par contre, l'élément espagnol, qui, jusqu'en 1923, constituait plus de la moitié de l'immigration agricole (90 % en 1918 et 1919), diminue progressivement et ne représente plus que 15 à 20 % à partir de 1925. L'immigration agricole suisse diminue également dans de très fortes proportions ; en 1927, elle ne représente que 0,9 % et en 1928 : que 0,34 % des entrées pour l'agriculture. Quant aux

(1) Si l'on réduit ces chiffres à des pourcentages qui rendent plus faciles les comparaisons, on obtient :

Nationalités	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Italiens	8 °/o	10 °/o	13 °/o	17 °/o	18 °/o	17 °/o	12 °/o	17 °/o
Espagnols-Portugais	50 °/o	57 °/o	35 °/o	36 °/o	25 °/o	12 °/o	19 °/o	20 °/o
Belges-Hollandais	37 °/o	19 °/o	13 °/o	18 °/o	29 °/o	34 °/o	49 °/o	39 °/o
Polonais	4 °/o	12 °/o	33 °/o	20 °/o	18 °/o	30 °/o	15 °/o	19 °/o
Tchécoslovaques	—	—	4 °/o	6 °/o	4 °/o	2,6 °/o	1 °/o	2 °/o
Divers	—	—	—	0,2 %	4 °/o	2 °/o	2,5 %	2,5 %

éléments belges et italiens, ils se maintiennent à peu près aux mêmes pourcentages. L'élément belge, notamment, est très régulier, car composé en grande partie de saisonniers. Aussi son pourcentage s'accroît en période de crise économique par suite de la diminution des autres éléments, notamment de ceux introduits par l'immigration organisée (Polonais, Tchécoslovaques, etc...) dont le recrutement est alors suspendu. (Graphique n° 17)

2917

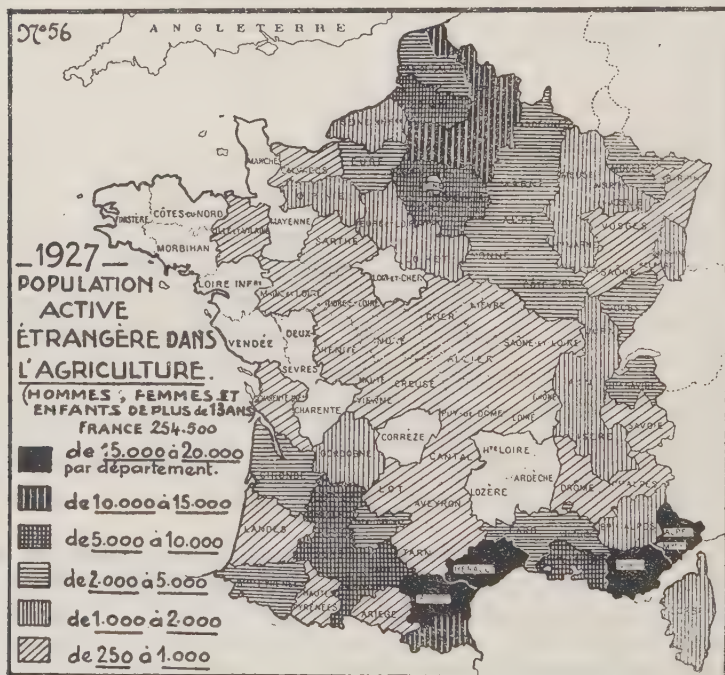


Répartition géographique de la population agricole étrangère. — La répartition géographique de la population agricole est fonction, plus encore que l'immigration industrielle, de la proximité ou de l'éloignement des frontières d'entrée. Moins entreprenant et souvent plus pauvre que l'immigré de l'industrie, l'ouvrier agricole étranger, notamment le saisonnier, reste dans les régions proches de son pays, où il sait trouver des compatriotes et des travaux analogues à ceux qu'il connaît. Aussi, les deux grandes régions agricoles du Nord et du Midi méditerranéen, occupent-elles, à elles seules, près des 2/3 de la population étrangère travaillant dans l'agriculture.

Les départements comptant le plus d'étrangers (hommes, femmes et enfants de plus de 13 ans) occupés dans l'agriculture en 1927, étaient par ordre :

Alpes-Maritimes	19.916	Bouches-du-Rhône	7.395	Vauchuse	3.036
Hérault	18.935	Gers	7.427	Tarn-et-Gar.	3.075
Aude	17.356	Haute-Garonne	7.300	Aube	2.868
Var	15.618	Seine-et-Oise	6.338	Basses-Pyrén.	2.790
Pyrén.-Orientales	13.366	Somme	5.059	Pas-de-Calais	2.785
Aisne	10.279	Gironde	4.522	Doubs	2.633
Nord	10.219	Gard	4.224	Côte-d'Or	2.562
Oise	10.033	Ardennes	4.070	Haute-Savoie	2.371
Seine-et-Marne	8.026	Marne	3.799	Yonne	2.369
Lot-et-Garonne	7.962	Eure	3.895	Moselle	2.362 (1)

Le Nord (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Ardennes, Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Marne) compte 61.000 immigrés agricoles, soit 25 % du total. La région méditerranéenne (Alpes-



Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aude) en compte 92.600, soit 37 % de la population étrangère agricole. Une troisième région, celle du bassin aquitain, est devenue depuis la guerre une grande région d'immigration agricole.

(1) Venaient ensuite :

Corse :	1841	Jura :	1858	Isère :	1.481	Eure-et-Loir :	1136
Ain :	1786	Meuse :	1571	Haut-Rhin :	1.460	Orne :	1072
Loiret :	1780	Haute-Marne :	1548	Meurthe-et-Mos. :	1.398	Hautes-Pyrén. :	998
Dordogne :	1652	Seine-Inf. :	1495	Basses-Alpes :	1.026	Tarn :	952

C'étaient les départements de l'Ouest qui en comptaient le moins : Finistère 5, Morbihan 13, Côtes-du-Nord 39, Loire-Inférieure 42, Mayenne 65, Vendée 108, etc...

Mais ici, ce n'est plus le phénomène d'osmose, mais plutôt l'immigration organisée qui a joué le principal rôle. Elle a atténué l'effet de la distance, notamment pour les Italiens. En 1927, cette région compte environ 38.000 étrangers travaillant dans l'agriculture, soit 15 % de la population active totale étrangère. Les trois régions du Nord, de la Méditerranée et du bassin Aquitain occupent donc, au total, près de 80 % des immigrés agricoles (Carte n° 56).

Le reste est dispersé dans différentes régions, notamment en Normandie, en Franche-Comté et dans l'Est. Cette diffusion s'est surtout développée depuis la guerre. C'est ainsi que les Belges réfugiés connurent les régions agricoles françaises de l'Ouest, que les Italiens venus pour les réparations connurent le Nord et l'Est. L'immigration organisée contribue, par ailleurs, à cette dispersion et à mêler les nationalités en supprimant les distances pour l'immigré et en mettant en relation une main-d'œuvre étrangère et des employeurs qui, sans elle, se seraient ignorés. Il faut noter aussi l'influence des régions industrielles et des villes qui voient parfois des ouvriers étrangers les abandonner pour se fixer comme fermiers ou métayers ou même pour cultiver à leur compte le petit domaine qu'ils ont pu acheter. Ce phénomène de « restitution » est évidemment rare, car il suppose que l'immigré ait pu se constituer un petit capital et qu'il désire retourner à la terre. Il est cependant sensible dans l'Est, dans la région parisienne et dans le Nord.

Chaque nationalité groupe ses immigrés dans les régions les plus proches du pays d'émigration. C'est ainsi que le Nord de la France jusqu'à la Seine, a 85 % des travailleurs agricoles belges. Les 4 départements du Nord, des Ardennes, de l'Aisne et de l'Oise en ont, à eux seuls, près de la moitié (49 %). La moitié également des agriculteurs italiens se trouvent concentrés dans les 3 départements des Alpes-Maritimes, du Var, et des Bouches-du-Rhône. Les Espagnols restent dans le Sud-Ouest et le Languedoc où les 3 départements de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en comptent, à eux seuls, 45.900 soit 70 % du total. Près de 60 % des immigrés suisses dans l'agriculture sont groupés dans les 8 départements de la région frontière et les 4 départements de l'Ain, du Jura, du Doubs et de la Haute-Savoie en comptent près de 40 % du total.

Le même phénomène de concentration frontière subsiste pour l'immigration agricole d'origine plus récente et développée avec l'immigration organisée. Les Polonais, les Russes, les Tchécoslovaques, Yougoslaves, etc..., quoique plus dispersés, restent cependant de préférence dans les régions les moins éloignées de la frontière d'entrée. Les Polonais, par exemple, se trouvent jusqu'à concurrence de 58 % dans les 8 départements du Nord (Aisne, Nord, Pas-de-Calais, Oise, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Marne et Somme). Près de la moitié des Tchécoslovaques se trouvent dans les 3 grands départements agricoles de la région parisienne : Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne,

où d'ailleurs la grande culture industrialisée supporte mieux les frais d'introduction nécessités par l'immigration organisée.

En définitive, malgré une tendance nouvelle depuis la guerre à la dispersion de l'immigration agricole, celle-ci se cantonne encore pour plus de la moitié dans les 3 ou 4 départements frontières les plus proches des pays d'émigration. Dans l'agriculture, plus encore que dans l'industrie, se manifeste le phénomène de l'attraction de l'homme par l'homme: les étrangers affluent tout naturellement là où se trouvent un grand nombre de leurs compatriotes. Les tableaux suivants donnent, par ordre d'importance, les départements qui, en 1927, occupaient le plus grand nombre de travailleurs étrangers (fermiers, cultivateurs-propriétaires et ouvriers agricoles) de chaque nationalité :

44.076 Belges :

Nord	8.869
Oise	5.797
Aisne	4.085
Seine-et-Marne	3.161
Ardennes	3.035
Somme	2.587
Seine-et-Oise	2.579
Eure	2.536
Marne	1.082
Pas-de-Calais	1.075
Aube	1.047
Seine-Inférieure	1.014 etc...

80.316 Italiens :

Alpes-Maritimes	18.438
Var	15.043
Bouches-du-Rhône	6.091
Lot-et-Garonne	5.523
Haute-Garonne	4.892
Gers	4.530
Tarn-et-Garonne	2.573
Gard	2.017
Corse	1.728
Hérault	1.424
Basses-Alpes	1.084
Gironde	931 etc...

67.051 Espagnols :

Hérault	16.398
Aude	16.289
Pyrénées-Orientales	13.219
Gironde	2.998
Basses-Pyrénées	2.449
Gers	2.313
Haute-Garonne	2.087
Gard	1.912
Lot-et-Garonne	1.481
Bouches-du-Rhône	917
Hautes-Pyrénées	527
Vaucluse	496 etc...

32.282 Polonais :

Aisne	4.613
Oise	2.952
Seine-et-Marne	2.798
Seine-et-Oise	2.154
Somme	2.107
Marne	1.561
Pas-de-Calais	1.399
Nord	1.103
Aube	927
Loiret	807
Côte-d'Or	751
Yonne	713 etc...

15.042 Suisses :

Doubs	1.863
Haute-Savoie	1.792
Ain	1.230
Jura	1.089
Haut-Rhin	938
Isère	781
Lot-et-Garonne	717
Haute-Saône	552
Seine-et-Marne	550 etc...

3.350 Tchécoslovaques :

Seine-et-Oise	533
Seine-et-Marne	510
Oise	393
Yonne	88
Somme	75
Meurthe-et-Moselle	74
Aube	62
Eure	79 etc...

La composition professionnelle de la population agricole étrangère — La population *active* étrangère occupée dans l'agriculture s'élevait en 1927 à 254.500. Cette population se répartissait en 3 grands groupes d'importance décroissante: les salariés, les fermiers ou métayers, les propriétaires exploitants :

Catégories	1911	1921	1927	Accroissement de 1911 à 1927
Ouvriers agricoles	54.500	97.600	162.000	107.500
Chefs d'exploitations et membres actifs de leur famille	27.600	52.100	92.700	65.100
	82.100	149.700	254.700	172.600

Aux ouvriers, on pouvait ajouter une moyenne de 35.000 saisonniers environ, ce qui portait à 200.000 le total des salariés agricoles. Dans les chefs d'exploitation, il y avait 58.400 fermiers ou métayers et membres actifs de leurs familles — et 33.280 propriétaires exploitants. Comparés aux chiffres de 1911, ceux de 1927 faisaient apparaître une augmentation de 240 % des chefs d'exploitations, de 197 % des ouvriers agricoles et, par contre, une réduction des 2/3 du nombre des saisonniers. Quant au nombre des exploitations aux mains des étrangers il était approximativement de 25.000, dont 9.000 en propriété et 15.000 en fermage ou métayage. Comparés aux chiffres de 1921, il y a une augmentation de 65 % du nombre des propriétaires et de 105 % pour les fermiers et métayers. Il y a donc eu, depuis la guerre, un très important mouvement de colonisation étrangère dans les campagnes françaises. Seul le nombre des salariés étrangers n'a pas augmenté dans les mêmes proportions par suite de la diminution des saisonniers.

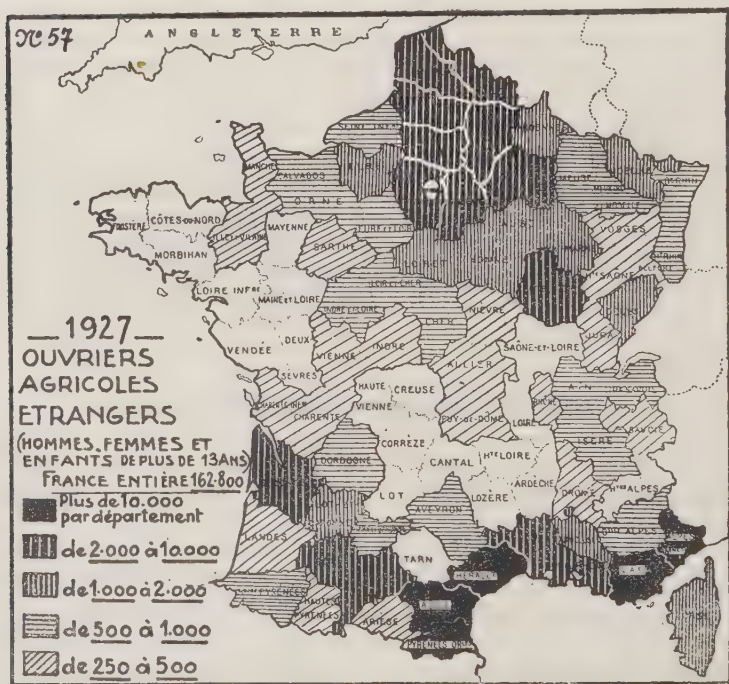
Les ouvriers agricoles étrangers

Il y avait en 1927, en France, 162.800 salariés agricoles étrangers. Comme l'enquête avait été faite en hiver, ce chiffre ne comportait presque pas de saisonniers dont l'afflux se fait surtout sentir au printemps, en été et en automne. Le nombre des saisonniers étant estimé à 35.000, c'est donc 200.000 étrangers salariés qui travaillaient en 1927 dans les campagnes françaises. En 1911 l'agriculture occupait déjà 150.000 ouvriers agricoles étrangers, l'augmentation depuis la guerre a donc été relativement faible (30 %) comparée à l'augmentation de la population étrangère et des besoins de l'économie agricole dans cette catégorie de travailleurs.

Les 3/4 des ouvriers agricoles étrangers étaient originaires des 4 grands pays voisins fournisseurs de main-d'œuvre. Les Espagnols-Portugais représentaient 33 % du total, les Italiens 25 %, les Belges-Luxembourgeois 12 % et les Suisses 4 %. A côté de ces 4 grands groupes, l'élément slave presque inconnu avant guerre, sauf dans l'Est, avait pris un grand développement. Polonais, Tchécoslovaques, Russes et Yougoslaves formaient 23 % du total des salariés agricoles étrangers. Les Polonais à eux seuls, au nombre de 31.943, atteignaient le pourcentage de 20 %, dépassant largement les Belges et les Suisses :

Espagnols	51.650	Russes	1.556
Italiens	41.264	Allemands	1.111
Polonais	31.943	Yougoslaves	854
Belges	18.822	Luxembourgeois	692
Suisses	6.883	Hollandais	537
Tchécoslovs.	3.282	Arméniens	529
Portugais	1.977	Divers	1.689

La répartition géographique de cette main-d'œuvre résulte de sa composition par nationalité. Chaque nationalité restant cantonnée, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, dans la région frontière proche du pays d'origine. La répartition est également influencée en ce qui concerne les salariés par la nature des travaux et des cultures. Les régions de grandes exploitations (Nord, région parisienne), les



cultures industrielles (betteraves, pommes de terre), les cultures florales et fruitières (Midi méditerranéen), les pays de vignobles (Langue-doc), qui exigent une main-d'œuvre particulièrement abondante, attirent plus spécialement les ouvriers agricoles, auxquels, par ailleurs, elles peuvent offrir des conditions plus avantageuses que les régions de petites exploitations et sans cultures riches. (Carte n° 57)

La première et la plus importante des régions agricoles d'immigration ouvrière est la région méditerranéenne, qui reçoit l'afflux des travailleurs italiens et espagnols. Les 7 départements côtiers des Alpes-Maritimes aux Pyrénées-Orientales, ont à eux seuls, près de la moitié

des salariés agricoles étrangers en France. Deux taches compactes sur la carte (n° 57) correspondent aux deux régions qui exigent le plus de main-d'œuvre : cultures florales et fruitières des Alpes-Maritimes et du Var, vignobles du Languedoc. Ces deux régions bénéficient, par ailleurs, de leur situation au débouché des deux grandes voies d'immigration venant d'Italie et d'Espagne.

La région du Nord arrive au second rang pour le nombre des ouvriers agricoles. Elle reçoit les Belges, les Luxembourgeois, les Hollandais et la grande majorité des Slaves (Polonais, Tchécoslovaques etc...), dont elle peut, grâce à son agriculture industrialisée, supporter plus facilement les frais d'introduction. Les 9 départements du Nord et de la région parisienne ont 45.000 salariés, soit 27 % du total.

C'est donc les 3/4 (exactement 72 %) des travailleurs agricoles salariés qui se trouvent réunis dans les 15 départements du Sud-Est et du Nord agricole.

A côté de ces deux grands groupes viennent des îlots moins importants : le bassin aquitain qui occupe environ 12.000 salariés, la Normandie environ 6.000, le groupe Yonne, Côte-d'Or, Loiret, où la dépopulation est particulièrement sensible, également 6.000.

Les salariés agricoles étrangers se divisent en deux grandes catégories. Les *saisonniers* qui viennent pour effectuer des travaux déterminés et brefs : moisson, vendange, cueillette, et ne restent guère qu'un mois ou deux. Les *permanents* ou *semi-permanents* qui viennent au minimum pour 6 mois ou un an et sont, en général, munis d'un contrat de travail de cette durée. Il y a aussi quelques *frontaliers*.

1° *Les saisonniers*. — Les saisonniers constituent environ la moitié de l'immigration agricole annuelle. Ils viennent surtout pour le binage et le sarclage de la betterave (Belges), pour la taille et les travaux de la vigne (Espagnols), pour la moisson des céréales (toutes nationalités), pour la cueillette des fleurs et des fruits (Italiens), pour les vendanges (Espagnols), pour l'arrachage de la betterave et de la pomme de terre (Belges). De là, un triple afflux au printemps, en été et en automne.

Le nombre des saisonniers reste sensiblement le même chaque année en raison de la permanence et de l'incompressibilité des besoins. Il oscille entre 30.000 et 40.000. Par rapport à l'avant-guerre, il y a une forte diminution dans l'immigration saisonnière agricole. En 1911 le nombre des saisonniers s'élevait à 90.000 environ, soit le double du chiffre moyen depuis 1920. Cette situation a obligé les agriculteurs à faire appel à l'immigration organisée et explique le développement de l'élément slave. L'agriculture tend également à faire appel de plus en plus à la population locale ou même urbaine et industrielle pour certains travaux saisonniers, comme les vendanges, la cueillette des fruits et des fleurs (1).

(1) La journée de 8 heures a permis notamment à un certain nombre d'ouvriers

Sur les 35.000 saisonniers étrangers qui viennent annuellement en France, les 4/5 sont des betteraviers et des vendangeurs, les autres spécialités n'exigeant qu'un nombre beaucoup plus restreint d'ouvriers. En moyenne, l'armée des saisonniers est ainsi composée depuis 1920 (1) :

18.000 à 20.000	betteraviers et arracheurs de pommes de terre (dont beaucoup font aussi la moisson).
10.000 à 15.000	vendangeurs.
1.500 à 2.000	bûcherons.
2.000 à 3.500	liniers.
600 à 1.500	houblonniers.
1.000 à 1.500	moissonneurs (sans compter un grand nombre de Belges venus comme betteraviers).
2.500 à 8.000	pour la cueillette des fleurs et fruits du littoral, jardinage, etc...
150	pour le grainage des vers à soie.

Les saisonniers viennent des pays voisins et se cantonnent dans les régions frontalières qui, de tout temps, les ont utilisés. La courte durée de leur séjour ne leur permet pas des déplacements onéreux. Aussi les pays éloignés, tels que la Pologne et la Tchécoslovaquie, n'envoient pas ou presque pas de saisonniers. Il faut, par ailleurs, que les pays fournisseurs soient des pays de population agricole pauvre pour laquelle un travail supplémentaire et bien rétribué est une nécessité. C'est le cas pour l'Espagne, l'Italie et la Belgique qui sont nos trois grands fournisseurs de saisonniers, alors que la Suisse et la Hollande plus riches n'en envoient pour ainsi dire pas. L'immigration saisonnière belge tend à diminuer en raison des besoins de main-d'œuvre accrus en Belgique depuis la guerre et de l'industrialisation de plus en plus grande. Quant à l'immigration saisonnière italienne elle a été particulièrement touchée par les restrictions apportées par le gouvernement italien depuis quelques années à la sortie de ses nationaux. Aussi, les 3/4 des saisonniers sont-ils actuellement fournis par l'Espagne et par la Belgique :

Belges : 25.000,
Espagnols : 15.000,
Italiens : 6.000.

2° *Les frontaliers.* — Les frontaliers occupent une place spéciale entre les saisonniers et les ouvriers agricoles permanents. Durant toute l'année à la frontière espagnole, notamment dans les Pyrénées-Orientales, à la frontière italienne en Haute-Savoie, Savoie et dans les Alpes-Maritimes, à la frontière suisse dans le Doubs et le Jura, et surtout à la frontière belge, un certain nombre d'ouvriers agricoles viennent travailler en France. Le nombre de ces travailleurs varie suivant les saisons et les facilités accordées par les gouvernements

d'industrie d'aider aux travaux des champs. Par ailleurs, au moment de la moisson ou des vendanges, les grandes usines, les mines, situées dans les régions agricoles, voient une partie de leur personnel ouvrier les quitter pour 8 ou 15 jours.

(1) En 1927, année de faible immigration, le décompte était le suivant : 19.000 betteraviers, 8.300 vendangeurs, 3.300 liniers, 600 houblonniers, 450 cueillette fleurs et fruits, 100 grainage vers à soie.

intéressés, mais il reste en général peu important. Pour l'ensemble des frontières, il ne dépasse pas 4 à 5.000. Les frontaliers sont dits journaliers quand ils retournent chaque jour dans leur pays et *semainiers* quand ils n'y retournent qu'à la fin de chaque semaine.

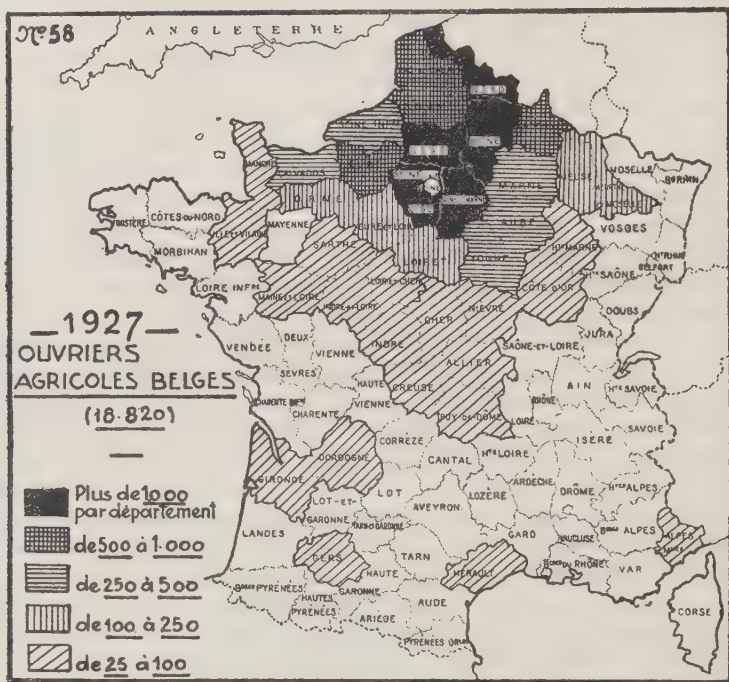
3° Les *salariés permanents* ou ouvriers agricoles proprement dits, viennent au minimum pour 6 mois ou 1 an. Ils étaient, en 1927, environ 150.000, soit presque trois fois plus qu'avant guerre où leur nombre en 1913 était de 55.000. Ceux qui viennent de loin, comme les Polonais ou les Tchécoslovaques, ont un contrat d'un an, alors que les contrats de 6 mois sont plus fréquents chez les Italiens et les Espagnols. Beaucoup d'ouvriers agricoles restent d'ailleurs en France au delà de la durée de leur contrat et quelques-uns même s'y installent définitivement et accèdent au fermage ou à la petite propriété. Un certain nombre d'ouvriers agricoles sont d'anciens saisonniers désireux de travailler plus longuement en France, ou que les employeurs ont appréciés et gardés comme travailleurs à demeure. L'immigration organisée a permis d'accroître le nombre des ouvriers agricoles depuis la guerre, notamment des Slaves qui constituent, depuis quelques années, la moitié des introductions d'ouvriers agricoles permanents.

Le nombre annuel des ouvriers agricoles entrés en France, reste sensiblement le même chaque année, car l'agriculture perd une grande partie des travailleurs qu'elle introduit et connaît en permanence la pénurie de main-d'œuvre. De 1919 à 1927, on en a introduit 280.000 au rythme annuel de 20.000 à 40.000. Jointes aux 60.000 qui se trouvaient en France en 1919 et à ceux entrés sans contrôle, on arrive à un total approximatif de 400.000 salariés agricoles. Comme il n'en restait que 150.000 en 1927, c'est dire que l'agriculture ne garde que le tiers de ses ouvriers étrangers. Cette instabilité se conçoit aisément, si l'on songe à l'isolement, à l'inadaptation et à la nostalgie dont souffre l'étranger plus encore que le Français. Par ailleurs, l'immigré, dont l'esprit d'entreprise est généralement très développé, résiste moins qu'aucun autre à l'appel du travail industriel et de l'activité urbaine.

Les ouvriers agricoles belges. — Il y avait dans les campagnes françaises en 1927 : 18.822 ouvriers agricoles belges. A ces chiffres s'ajoutaient 20.000 à 25.000 saisonniers, qui tous les ans déferlent sur les plaines du Nord durant la belle saison. C'est au total une armée de près de 45.000 travailleurs que la Belgique donne à l'agriculture française.

De tout temps, les ouvriers agricoles belges ont constitué un gros appoint de main-d'œuvre pour les campagnes du Nord. L'agriculture industrialisée de ces régions, avec ses très grandes exploitations et ses cultures intensives, oblige les employeurs à recruter un grand nombre de travailleurs supplémentaires pour certains travaux où la main-

d'œuvre est incompressible (binages, récoltes, etc...). Sans l'appoint temporaire de ces travailleurs « adventices » la grande culture du Nord ne pourrait subsister. Elle peut, d'ailleurs, offrir aux travailleurs des avantages qui attirent le saisonnier et fixent l'ouvrier agricole. Les grandes exploitations, qui sont en majorité, occupent un personnel nombreux auquel elles donnent des salaires assez élevés et des logements convenables. Par là elles rapprochent davantage les conditions des ouvriers ruraux de celles de l'ouvrier d'industrie.



L'immigration rurale belge en France se recrute surtout par le jeu des relations. Chaque année, les mêmes employeurs demandent sensiblement les mêmes saisonniers et embauchent le même nombre de salariés à demeure. La plupart des ouvriers agricoles belges viennent de Flandre orientale et occidentale et quelques-uns du Hainaut.

Les *ouvriers agricoles permanents* étaient, en 1927, au nombre de 18.000. Beaucoup d'entre eux se recrutaient parmi les saisonniers. Les employeurs, toujours à court de main-d'œuvre, cherchent chaque année à en retenir quelques-uns comme charretiers, valets de ferme, bouviers, vachers, etc... Les qualités exceptionnelles de l'ouvrier agricole belge et son expérience professionnelle, le font d'ailleurs vivement rechercher par les exploitants français. Par ailleurs, les proprié-

taires et fermiers belges nombreux dans le Nord de la France, emploient le plus souvent un personnel de leur nationalité.

La plupart des salariés agricoles belges se trouvaient dans les départements de grande culture du Nord et de la région parisienne (Carte n° 58). Les 7 départements du Nord, de l'Oise, de l'Aisne, de la Somme, du Pas-de-Calais, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise, en occupaient, à eux seuls, près des 3/4 : exactement 73 % en 1927. Depuis la guerre, ils sont descendus davantage vers le sud, notamment vers le Loiret, l'Yonne et la Côte-d'Or, qui en occupaient un millier. Ils se sont également étendus vers la Normandie, où un grand nombre de réfugiés affluèrent pendant la guerre. Ils sont même descendus jusque dans le bassin aquitain, attirés par les propriétaires français ou par les colons belges qui avaient acheté ou affermé dans le S.-O. après la guerre. Par le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire, le Cher et l'Indre, ils rejoignent le petit groupe qui travaille dans la Dordogne, la Gironde et le Gers, comme l'indique la carte n° 58.

Quant aux Luxembourgeois, ils se trouvaient surtout dans le Nord et plus particulièrement dans le Nord-Est : Moselle, Meurthe-et-Moselle et Meuse :

Départements	Belges	Luxemb.	Départements	Belges	Luxemb.
Nord	3.828	5	Yonne	296	12
Oise	2.804	7	Loiret	230	1
Seine-et-Marne	2.162	36	Eure-et-Loir	202	2
Aisne	1.891	19	Orne	133	—
Seine-et-Oise	1.621	13	Meuse	115	77
Ardenes	807	48	Meurthe-et-Mos.	104	70
Eure	790	2	Moselle	8	146
Somme	786	4	Alpes-Maritimes	85	2
Pas-de-Calais	646	115	Indre-et-Loire	59	1
Marne	386	143	Côte-d'Or	57	35
Seine-Inférieure	366	1	Loir-et-Cher	51	—
Calvados	321	1	Gers	47	—
Aube	307	9	Gironde	42	—

La plupart des ouvriers agricoles belges sont des isolés, célibataires ou mariés ayant laissé leur famille au pays. Aussi l'élément féminin est-il peu représenté, sauf dans les départements frontières où un certain nombre de jeunes filles sont embauchées comme servantes, et dans certaines grandes fermes de la région parisienne qui s'efforcent de faire venir des ménages de vachers ou d'occuper des familles, sachant que la main-d'œuvre familiale se fixe mieux. Les ouvriers sont nourris, logés et reçoivent en moyenne 12 à 15 frs. par jour ou 350 à 400 frs. par mois pendant la moisson, et 10 frs. par jour ou 300 frs. par mois pendant l'hiver. Quant aux ménages, ils sont en général logés, chauffés et reçoivent 1.000 frs. par mois, mais ils ne sont pas nourris.

En général, l'ouvrier agricole belge est plus stable que les ouvriers agricoles d'autres nationalités et même que le Français. Il s'adapte très bien dans les campagnes françaises, où il connaît les méthodes de culture. Son adaptation est évidemment plus difficile dans le Midi,

notamment dans le S.-O. où un certain nombre ont été engagés comme maîtres-valets et valets de ferme.

Les saisonniers belges — On estime à environ 20.000 ou 25.000 le nombre des saisonniers belges qui chaque année entrent en France. Ils viennent surtout nombreux dans les départements de grande exploitation, comme l'Oise, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, l'Aisne et la Somme. Le Nord et le Pas-de-Calais en reçoivent moins, car la petite propriété y domine. Cette immigration saisonnière tend de plus en plus à diminuer. Par rapport à la période d'avant-guerre où le nombre des saisonniers se maintenait entre 40.000 et 45.000, la réduction est d'environ 45 %.

Si le nombre des saisonniers belges a fortement diminué, la nature de leurs travaux et le rythme de leur venue sont restés les mêmes qu'avant la guerre. Il y a d'abord les bûcherons, en très petit nombre, qui arrivent au début de l'hiver, et se rendent dans les forêts du Nord, notamment dans la région de Fumay et de Charleville. Ils vivent très sobrement, restant isolés dans les bois où ils se contentent parfois de huttes faites de branchages et de mottes de terre comme logis. Ils s'en retournent à la fenaison. Au printemps, au mois de mai, commence le grand afflux des ouvriers agricoles, en majeure partie flamands, surnommés les « frenchman » (1). Ils viennent dans tout le Nord de la France pour les premiers travaux de la betterave, notamment le binage. L'absence de contrôle efficace à la frontière empêche de donner un chiffre précis. Il semble que l'on puisse fixer leur nombre approximativement entre 8 et 12.000, suivant les années. Ils arrivent souvent en bandes, en général dix à vingt hommes, parfois quelques enfants en âge de travailler, et une femme pour faire le ménage. Avant la guerre, ils avaient presque tous à leur tête un chef, le « plaegbaas », qui organisait l'embauchage moyennant une commission et qui les conduisait à la ferme où ils devaient travailler. Aujourd'hui ce système tend à disparaître : le recrutement se fait par relations, par annonces des employeurs dans les journaux ou par demandes aux bureaux belges de placement. Toutefois les abus des placeurs, qui touchent et de l'employeur et de l'ouvrier, existent toujours. Le nombre des saisonniers qui viennent à pied s'est également considérablement réduit. Presque tous aujourd'hui, même pour des parcours limités, utilisent le chemin de fer ou l'autobus. Il leur est, d'ailleurs, accordé le bénéfice du voyage à 1/2 tarif quand ils passent par les bureaux d'immigration. Ils descendent assez loin dans l'intérieur du pays et atteignent le Loiret, l'Eure-et-Loir, l'Yonne et la Côte-d'Or. Un grand nombre de ceux qui s'avancent le plus vers le sud restent pour les travaux de l'été et de l'automne. On évalue à 45.000 hectares les superficies en betteraves travaillées par les Belges. Avant la guerre, les saisonniers s'entassaient souvent pêle-mêle dans les granges où ils couchaient sur la paille. Aujourd'hui

(1) Fransmannen ou seizoenarbeiders en flamand.

de plus en plus, les employeurs les logent dans des dortoirs où un minimum d'hygiène peut leur être accordé, notamment dans les grandes fermes, où on en occupe en moyenne 50 à 60.

En juillet, arrivent les liniers dont le nombre oscille entre 3 et 4.000. Venus également des Flandres, ils se rendent surtout en Normandie (Eure, Seine-Inférieure, Calvados), et dans l'Oise, l'Aisne, la Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais, la Somme, etc... Certaines grandes fermes de Seine-et-Oise en occupent chaque année une centaine. Pour la récolte des céréales, il n'y a que très peu d'entrées nouvelles. La moisson est faite avec le personnel à demeure et avec une partie des saisonniers déjà introduits : betteraviers, liniers, restés en France, et aussi avec l'appoint de quelques saisonniers français, notamment des Bretons, qui viennent en Beauce. Les saisonniers belges font d'abord la moisson dans la région sud du bassin parisien (Beauce, Loiret, Yonne), puis celles plus lentes à mûrir de la Brie et du centre du bassin et finalement celles des blés et des avoines tardives du Nord (Picardie, Aisne, Nord). De là, les saisonniers regagnent la Belgique. Quelques-uns cependant restent encore dans les fermes du Nord et de la région parisienne, où on les emploie à des travaux de battage, de couverture des meules, etc... en attendant l'arrachage de la betterave et de la pomme de terre.

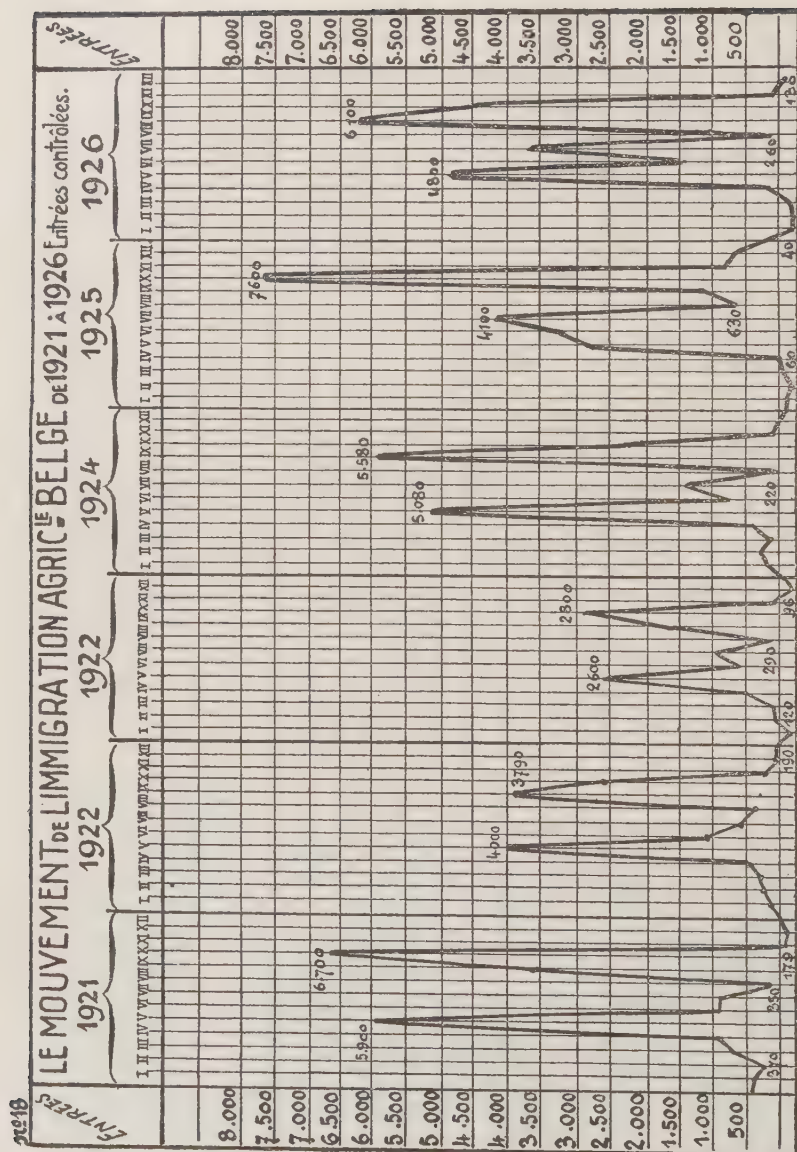
C'est en septembre, qu'a lieu le dernier afflux des saisonniers belges. Ils se joignent à ceux restés en France pour effectuer l'arrachage de la betterave et de la pomme de terre. Les évaluations permettent d'en fixer le nombre de 8.000 à 10.000 environ. Quelques enfants venus avec eux s'emploient comme coupe-vers. Les femmes sont très peu nombreuses pour ces travaux assez rudes et elles ne représentent guère que 5 à 6 % de l'effectif total. Elles restent au pays pour garder la famille et le petit lopin de terre que possèdent beaucoup de saisonniers belges.

A la même époque, arrivent quelques centaines de houblonniers. Jadis, leur venue était redoutée des populations locales. « Partis à pied, cheminant en bandes, chantant le long des routes au son d'un accordéon », les houblonniers, qui couchaient pêle-mêle dans les granges, étaient très batailleurs. « Pendant 3 semaines à 1 mois, que durerait la récolte, le pays vivait dans la terreur » (1). Aujourd'hui, encore que la période de la cueillette rappelle un peu les vendanges du Midi par la gaieté et l'entrain, les houblonniers belges se sont assagis et policés. Leur nombre, d'ailleurs, tend à diminuer.

La grande majorité des saisonniers rentrent en novembre après les récoltes de la betterave et du houblon. Quelques-uns restent cependant pour la campagne sucrière (raffineries) qui relève de l'activité industrielle (2).

(1) BLANCHARD. *La Flandre*, 1906, p. 512.

(2) Ici apparaît une des nombreuses difficultés auxquelles se heurte la statistique, lorsqu'elle veut dénombrer les travailleurs agricoles et industriels.



Le caractère saisonnier de l'immigration agricole belge apparaît très nettement ici.

Deux pointes très nettes marquent le mouvement saisonnier belge : l'une au printemps, l'autre en automne. Une pointe moins accentuée se place en été pour les liniers et les moissonneurs. Le graphique n° 18 qui traduit les mouvements mensuels des introductions contrôlées à la frontière rend bien cet aspect saisonnier de l'immigration agricole belge. (Page ci-contre).

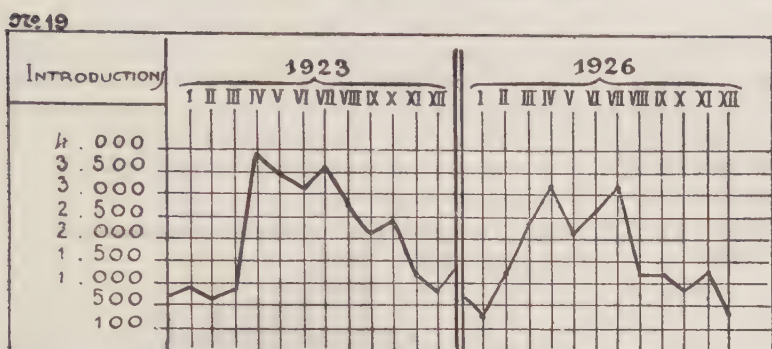
Valeur des ouvriers agricoles belges. — Les saisonniers belges, tout comme les ouvriers à demeure, sont très appréciés des agriculteurs français. Tous sont spécialisés dans le travail pour lequel ils s'embauchent : betteraviers, liniers ou houblonniers. Leur rendement est considérable. Durs au labeur, tenaces, ils travaillent à la tâche jusqu'à épuisement. Très sobres en général, ils cherchent à économiser le plus possible. L'employeur suivant les régions ou les préférences, leur accorde la nourriture complète ou seulement la 1/2 nourriture, c'est-à-dire la soupe et les légumes. Dans ce dernier cas, ils achètent eux-mêmes leur viande et leur pain. Ils se contentent d'ailleurs souvent de remplacer la viande par la pomme de terre, meilleur marché, et dont ils font une grande consommation. En une saison, un betteravier belge peut faire 5 hectares de betteraves qu'on lui paye de 300 à 350 fr. l'hectare s'il est nourri, et 400 à 450 fr. s'il n'a que la demi-nourriture. Comme en général il ne dépense presque rien, c'est donc une somme de 1.500 à 2.000 fr. qu'il peut rapporter chez lui.

Malgré les avantages que l'agriculture industrialisée du Nord peut accorder à ses travailleurs, nous avons vu que l'immigration belge a fortement diminué. De 40.000 avant la guerre, le nombre des saisonniers est tombé à 20 et 25.000 depuis 1919. Cette diminution est attribuable en partie aux travaux des régions dévastées, qui, aussi bien en Belgique qu'en France, ont exigé une main-d'œuvre considérable. Les hauts salaires payés par les industries de reconstruction, — certains maçons ou terrassiers travaillant à la tâche parvinrent à gagner 60 à 70 fr. par jour en 1921-22 — détournèrent un grand nombre d'ouvriers agricoles. Beaucoup d'entre eux s'habituerent ainsi au travail industriel et y restèrent. Par ailleurs, la diminution progressive de l'immigration due au ralentissement de la croissance de la population, au développement de l'activité, à la diminution du prolétariat rural pauvre en Belgique, acheva de restreindre le mouvement migratoire agricole vers la France. Cette réduction a de graves conséquences. Elle risque de compromettre la grande culture du Nord, notamment la culture betteravière qui exige beaucoup de main-d'œuvre. Le risque est d'autant plus grand que la pénurie de journaliers agricoles français dans le Nord, s'est considérablement aggravée depuis la guerre. Les ménagers, c'est-à-dire les très petits propriétaires vivant en grande partie de journées faites chez les paysans plus aisés, sont devenus plus rares. Beaucoup ont été gagnés à l'industrie par l'attraction des villes, les entreprises de reconstruction, les besoins accrus de toutes les activités. Par ailleurs, l'influence de

la sous-natalité et du dépeuplement dû à la guerre, poursuit son action de raréfaction des travailleurs agricoles. Les loisirs laissés aux mineurs et aux ouvriers industriels par la loi de 8 heures, ont bien atténué légèrement la crise, mais seulement dans la zone très limitée « du pays noir » et des banlieues urbaines. Un nouveau développement du machinisme et des modifications aux cultures sont résultats de cette pénurie de travailleurs. C'est ainsi que la betterave a reculé devant l'élevage et même devant le lin qui demandent moins de main-d'œuvre. Pour la même raison, les petites sucreries appartenant à des exploitations agricoles tendent à disparaître. Le manque de bras a surtout provoqué un grand développement de l'immigration organisée qui permet de recruter au loin les travailleurs qu'on ne peut trouver sur place ni dans les pays voisins. C'est ainsi que l'élément slave (Polonais, Tchécoslovaques, Yougoslaves) est devenu, à côté de l'élément belge, un des principaux fournisseurs de main-d'œuvre pour la France septentrionale. Mais, outre que l'introduction de ces travailleurs est très onéreuse, ceux-ci ignorent trop souvent les cultures et les méthodes de nos campagnes. Par ailleurs, cette immigration exige des contrats d'au moins une année, alors que les besoins sont essentiellement saisonniers et temporaires. Aussi le ralentissement de l'immigration belge venant après la pénurie de main-d'œuvre française, pèse-t-il lourdement sur les campagnes de la France du Nord.

Les ouvriers agricoles slaves. — L'immigration organisée a permis aux agriculteurs de la France septentrionale de pallier, en partie, à la raréfaction de la main-d'œuvre tant française que belge après la guerre. C'est de l'Europe centrale et orientale que vinrent les travailleurs agricoles nécessaires, notamment Polonais (31.900 en 1927), Tchécoslovaques (3.280), Yougoslaves (850), auxquels il convient d'ajouter les Russes (1.550). La carte de répartition géographique de cette main-d'œuvre (n° 59), reproduit d'ailleurs presque exactement la carte de la répartition des ouvriers agricoles belges. Elle se cantonne dans les régions de grande culture du Nord et du bassin parisien. Elle ne descend qu'en très petit nombre vers le centre et le Midi par le passage du Poitou et la vallée du Rhône, et dans les départements qui possèdent des colonies ouvrières, industrielles importantes tels que l'Aveyron, la Loire, le Rhône, l'Isère, etc...

Les travailleurs agricoles polonais. — Il y avait en 1927, dans les campagnes françaises, environ 32.000 salariés polonais. A l'opposé de l'immigration belge, l'immigration polonaise n'est ni spontanée ni saisonnière. En raison de l'éloignement et des frais de transports, ces salariés sont tous recrutés et introduits par immigration organisée et avec un contrat d'une année. Les introductions commencent au printemps et durent tout l'été. L'hiver les réduit considérablement, mais sans les supprimer complètement comme l'indique le graphique suivant (n° 19) :



Les travailleurs agricoles polonais sont donc des salariés permanents : charretiers, bouviers, valets de ferme, vachers, journaliers, etc... et servantes de ferme pour les femmes.

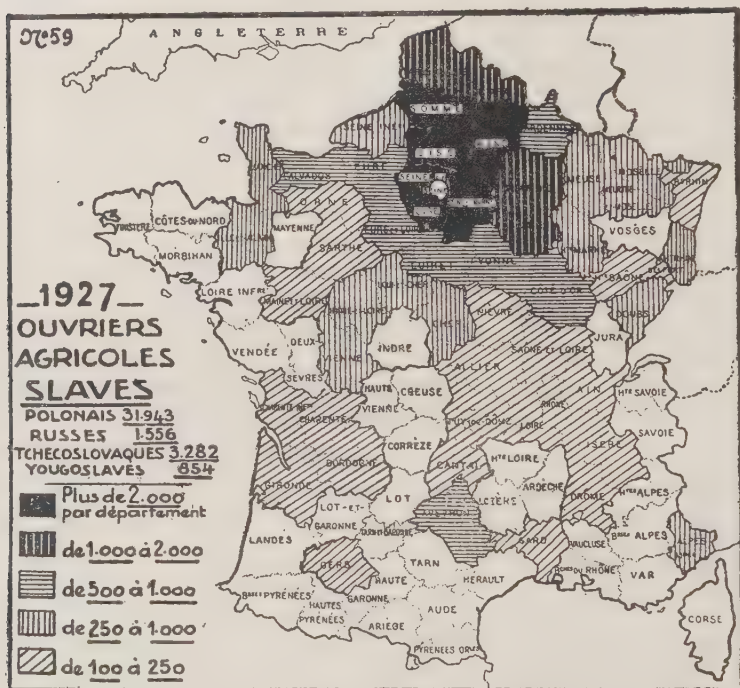
De 1920 à 1926 : 80.000 Polonais furent recrutés pour l'agriculture. Le tiers environ furent introduits avec leur famille pour obtenir une plus grande stabilité et une main-d'œuvre plus abondante :

Années	Hommes	Femmes	Enfants (moins de 15 ans)	Total
1920	2.803	650	250	3.703
1921	1.535	433	273	2.241
1922	6.326	2.136	615	9.077
1923	15.557	8.260	1.980	25.797
1924	8.200	7.448	2.101	17.749
1925	8.040	3.925	1.115	13.080
1926	10.721	7.347	1.109	19.177
Total	53.182	30.199	7.443	90.824

Si l'on admet que les 3/4 des enfants n'étaient pas en âge de travailler, il reste que dans les 7 années qui suivirent la guerre, il a été introduit en France une population agricole active de 85.000 Polonais. Au 1^{er} janvier 1927, il en restait 32.000, soit un peu plus du tiers. L'agriculture perd donc, malgré une politique familiale accentuée, les 2/3 des travailleurs polonais qu'elle introduit. Il est vrai que ces travailleurs viennent, en général, avec des contrats d'une année, qu'ils peuvent ne pas renouveler. Mais, comme en raison de l'éloignement la plupart restent en France beaucoup plus longtemps, c'est l'industrie qui profite de leur abandon du travail agricole.

Le gros inconvénient de l'immigration en général et plus particulièrement de celle des ouvriers agricoles polonais est, en effet, l'instabilité. Différences de langue, de coutumes, de tempérament, ignorance des cultures et des méthodes de travail, susceptibilité, isolement rural, nostalgie, attrait de la ville et des salaires industriels, tout favorise cette versatilité de l'ouvrier polonais. Il faut ajouter que l'immigré est en général un individu décidé et entreprenant ou ce

qui est pire, un naïf qui a rêvé d'un Eldorado et qui se déplace, atteint d'une véritable bougeotte, jusqu'à ce que l'expérience lui ait montré que partout le travail est la condition de la richesse. Cette mentalité est bien moins développée chez les immigrés des pays voisins qui, en raison de la proximité et des relations possibles et aussi de l'ancienneté des mouvements migratoires, connaissent mieux les réalités et les conditions de vie et de travail en France.



L'étonnante variété de la vie agricole en France vient, d'autre part, donner des aliments au mécontentement des immigrés et favoriser leur instabilité. Chaque région, chaque village, entend faire respecter d'anciennes coutumes, imposer ses usages locaux, ses méthodes de travail et de salaire, de logement et de nourriture. Ici on paye la moitié du salaire en nature, là on règle le tout en espèces à la Saint-Jean, ailleurs à la Saint-Michel. Ici on mange avec la patron, là au réfectoire. Ici on couche dans une chambre, là dans une chambrée, ailleurs à l'étable ou à l'écurie. A travail égal pas de salaire égal, car les différences des terres, du climat, du rendement, imposent des conditions différentes. Mais l'étranger ne peut comprendre cela. Il est, *a priori*, dans un état d'esprit de méfiance, il vit dans la crainte d'être exploité et berné. De là, le chaos des opi-

nions, des reproches, des plaintes, des conflits, car les immigrés se racontent leur vie entre eux. Le non respect du repos hebdomadaire, la difficulté ou même l'impossibilité d'aller à la messe ou de ne pas chômer à telle fête polonaise inconnue en France, l'absence de messe de rite polonais et de prêtres de leur nationalité, sont également des causes importantes de mécontentement. La nourriture provoque aussi de fréquents conflits. L'immigré croit d'abord que le fermier cherche à gagner sur sa nourriture. Puis il souffre beaucoup d'être privé de ses plats habituels : raviols au fromage, nouilles au fromage, plat de froment, kutia, etc... Certains plats qu'il aime : lard fumé, saucisson, sont relativement chers en France. On lui donne du vin auquel il n'est pas habitué et pas ou peu de lait dont il consomme beaucoup. On l'humilie en lui donnant de la salade qu'il n'aime pas et qu'il considère comme de l'herbe pour les animaux. Il traite de « pommes de terre à cochons » celles qui sont en honneur sur nos tables dans leur robe des champs.

Les logements mal clos, quand ce n'est pas le couchage à l'écurie si fréquent encore dans nos campagnes, ne conviennent pas aux Slaves habitués à des maisons fortement chauffées, munies de doubles portes et fenêtres. Nos moyens de chauffage sont jugés insuffisants. Les étrangers ne savent pas utiliser nos vastes cheminées de campagne, ni préparer les aliments à la crémaillère. L'usage en Europe centrale de blanchir à la chaux les maisons intérieurement et extérieurement, est peu pratiqué en France où trop souvent les maisons sont noires et tristes.

L'esprit français, par sa vivacité, impressionne profondément le caractère slave plutôt lent et méditatif. Quelques observations bénignes faites sur un ton autoritaire contrastant avec une bonhomie coutumière, font interpréter très souvent des faits insignifiants comme de mauvais traitements et des injustices.

De là, des ruptures de contrat nombreuses qui ont nui au développement de l'immigration organisée. En 1928, la section du contentieux au ministère de l'Agriculture eut 3.475 affaires litigieuses à instruire, la plupart pour les ouvriers agricoles polonais. Une pareille situation rend particulièrement onéreux pour l'agriculture l'emploi de la main-d'œuvre polonaise. Les frais d'introduction qui s'élèvent en moyenne à 600 fr. par tête, les pertes de temps consécutives à des formalités nombreuses, la nécessité d'une initiation professionnelle de l'immigré rendue difficile par la différence de langue, les ruptures de contrat qui compromettent brusquement le travail en cours et obligent à subir les conditions d'une main-d'œuvre de remplacement, les exigences de travailleurs ayant des coutumes et une psychologie différentes, tout contribue à rendre délicate l'utilisation de l'élément slave dans nos campagnes.

Ce sont ces difficultés qui expliquent la répartition géographique

de la main-d'œuvre polonaise en France. Elle reste cantonnée dans les régions de grande culture où le sort de l'ouvrier agricole se rapproche davantage du sort de l'ouvrier d'industrie. 80 % de la main-d'œuvre agricole polonaise se trouve dans le nord de la France et dans le bassin parisien, où l'exploitation rationnelle et en grand permet des salaires et des logements suffisants. Des grands dortoirs pour les célibataires et des logements avec petits jardins pour les familles laissent aux travailleurs la possibilité d'organiser leur vie privée, de se nourrir à leur goût et de moins souffrir de l'isolement. Les conditions de travail sont plus uniformes et la journée peut être limitée par roulement. Les Polonais retrouvent, d'ailleurs, dans ces grandes exploitations, les conditions de vie que beaucoup ont connues dans les grands domaines polonais et allemands. Habitues à avoir un grand nombre de travailleurs, ces exploitations connaissent mieux les particularités et la psychologie de chaque nationalité et évitent ainsi bien des conflits et des malentendus. Elles supportent mieux les frais de l'immigration organisée et sont plus à même d'effectuer les formalités et les poursuites en cas de rupture de contrat. Elles peuvent encadrer les ouvriers, les guider, et leur donner ce sentiment de discipline et de direction, si nécessaire aux travailleurs slaves. Connaissant le pouvoir de la famille pour fixer la main-d'œuvre, elles n'hésitent pas à en introduire, et obtiennent ainsi une plus grande stabilité et, par les enfants, se créent des réserves pour l'avenir. Aussi 16 départements de la France septentrionale groupaient en 1927 les 3/4 des ouvriers agricoles polonais : 24.000 sur un total de 31.900 :

Aisne	4.611	Aube	921
Oise	2.951	Loiret	807
Seine-et-Marne	2.786	Côte-d'Or	746
Seine-et-Oise	2.152	Yonne	615
Somme	1.554	Ardennes	567
Pas-de-Calais	1.390	Eure-et-Loir	480
Nord	1.103	Calvados	462

Par contre, les petits propriétaires et fermiers du Centre, de l'Ouest et du Midi, ne peuvent supporter facilement ces charges. Tout comme les petits industriels, ils ne peuvent offrir à leur main-d'œuvre cette organisation quasi administrative du travail, du logement et des avantages des lois sociales, qui sont l'apanage des grands établissements. Le petit paysan-propriétaire, créé par le morcellement de la terre, est, d'ailleurs, souvent un mauvais employeur. Obligé de peiner pour arracher sa vie à la terre, il ne connaît ni limitation dans sa journée de travail, ni le bien-être dans sa maison. Il cherche à gagner sur tout. Il trouve onéreuse et exigeante la main-d'œuvre salariée qui remplace celle plus docile et meilleur marché des grandes familles. Il se montre à son égard dur et rapace, peu respectueux de ses convictions religieuses et de sa dignité, insoucieux de son hygiène. En mars 1929, à Cottevrard (Seine-Inférieure) on constate la présence dans une étable d'une jeune domestique polonaise, Grablázka

Wladslowa, qui depuis le 7 février avait les pieds gelés. Transportée à l'hôpital de Rouen, elle y meurt en arrivant. Dans l'Aveyron, on trouve un jeune Polonais, incapable de se faire comprendre en français et auquel l'employeur refusait toute nourriture depuis plusieurs jours parce qu'il « avait trop coûté et ne rapportait pas ». Il nous serait facile de multiplier ces exemples ou de rapporter les scènes pénibles que réservent toujours les enquêtes sociales. Même les employeurs qui sont de braves gens et chez lesquels le travail et la vie restent familiaux, sont trop souvent séparés de l'immigré par l'incompréhension. En général, l'agriculteur offre toujours dans sa demande de main-d'œuvre étrangère, le salaire le plus bas de la catégorie, car ignorant quel ouvrier il va recevoir, il pense qu'il est plus facile de rajuster en relevant ensuite le salaire, alors qu'il serait impossible de le diminuer si l'ouvrier était inférieur à sa tâche. Mais la plupart ne font pas ce rajustement ils cherchent à récupérer les frais de transports parce qu'ils ne conçoivent pas que ce soit à eux de les supporter.

Aussi, les Polonais descendent-ils peu, malgré les efforts tentés, à l'intérieur du pays. Les ruptures de contrat y sont fréquentes et souvent l'on peut rencontrer des Polonais qui remontent vers le Nord où ils savent trouver des compatriotes et espèrent des salaires et une vie meilleurs. Par ailleurs, au fur et à mesure que l'on descend vers le Midi, les différences des cultures et du climat ajoutent aux causes de désadaptation. Si les Polonais sont assez nombreux dans l'Aveyron (494) c'est à l'influence des mines et des usines qui ont attiré une colonie ouvrière polonaise importante, qu'il faut l'attribuer ; un certain nombre d'immigrés habitués au travail de la terre n'ayant pu se faire au travail de la mine ou de l'usine, viennent offrir leurs bras ou ceux de leurs enfants à l'agriculture. Le même phénomène, d'ailleurs très réduit et compensé par le phénomène inverse, se produit pour les mines de fer et l'industrie de l'Ouest (Maine-et-Loire, Calvados), et de l'Est (Doubs, Haut-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle).

Valeur de l'ouvrier agricole polonais. — L'ouvrier agricole polonais, lorsqu'il est adapté et habitué aux méthodes de cultures, est en général un bon et robuste travailleur. Entre les jugements extrêmes, on peut discerner une majorité pour dire qu'il n'a ni la rapidité ni la vivacité du Français dans le travail, qu'il est un peu lent, parfois indolent, taciturne, mais que la qualité de son travail est en général satisfaisante. Il est nécessaire qu'il soit bien encadré et énergiquement mené : ceci est une condition essentielle pour que le rendement soit normal. Non encadré, et notamment quand il est isolé, son rendement peut être inférieur d'un tiers à celui d'un Français ou d'un Belge. L'appât du gain est beaucoup moins fort sur lui que sur la plupart des autres travailleurs agricoles. Il ne travaille guère plus à la tâche qu'à la journée. Alors que le Belge s'en va biner les betteraves à 4 heures du matin et travaille parfois jusqu'à la nuit tombante, le Polonais

ne part guère qu'à 6 ou 7 h. du matin et rentre à 6 ou 7 h. du soir. Du caractère slave, il garde à la fois un certain fatalisme et une grande susceptibilité qui étonnent toujours le paysan français. Trois grands mobiles ont prise sur lui : la religion, la famille et la patrie, aussi souffre-t-il particulièrement de l'isolement et de la nostalgie. C'est un très gros mangeur et parfois aussi un très grand buveur. Il prend souvent beaucoup de goût pour le vin qu'il ignorait avant de venir en France.

Dans le nord de la France, il s'adapte assez facilement aux méthodes de cultures. Un certain nombre de Polonais sont, d'ailleurs, des spécialistes rompus au travail rationnel des grandes exploitations polonaises ou allemandes. Les femmes sont actives et très courageuses. Elles sont recherchées comme servantes de ferme. Elles connaissent, en général, les travaux de l'étable et de la basse-cour et sont capables d'aider aux travaux les plus rudes. Mais, depuis 1927 le recrutement en est presque arrêté, le gouvernement polonais ayant dû interdire le départ de jeunes filles de moins de 30 ans dans l'agriculture en France. Isolées, ignorant la langue et les mœurs, parfois illettrées, les jeunes filles polonaises furent en effet souvent victimes de leurs employeurs, ou du nouveau milieu où elles travaillaient. On dut créer des comités de patronage dans chaque département pour en assurer la protection (1). Les maternités et les hôpitaux des grandes villes, notamment de Paris, en reçurent un grand nombre dans les années 1925, 1926 et 1927. La police dut même intervenir contre un abus d'un genre particulier : la traite des jeunes femmes et aussi le trafic des enfants des filles-mères polonaises par certains romani-chels, notamment les marchandes de fleurs au panier à Paris. Rien de plus révoltant que le spectacle d'un de ces odieux marchandages où l'on abusait de la candeur de la mère en lui laissant croire qu'elle pourrait revoir son enfant, et où, avec l'enfant, on lui prenait ses dernières économies. Le grand nombre des filles-mères parmi les Polonaises, s'explique, d'ailleurs, non seulement par leur ignorance et le déracinement consécutif à l'immigration, mais aussi par leur nature fruste et tout instinctive. C'est ainsi que sur 800 ouvrières agricoles revenant d'Allemagne et passées, en 1928, au poste-frontière de Sosnie, 230 soit plus de 25 %, étaient en état de grossesse, dont 60 % non mariées (2). Les mêmes pourcentages étaient constatés dans différents postes-frontières.

Quel est l'avenir de l'immigration rurale ouvrière polonaise ? Elle a depuis la guerre pris un essor étonnant, dépassant largement l'immigration belge et suisse. Mais elle rencontra, nous l'avons vu, des difficultés considérables, difficultés qui relèvent en partie de l'infériorité économique de l'agriculture et de son impuissance à

(1) Arrêté du ministre de l'Agriculture du 26 décembre 1926. J. O. du 27-1-29.

(2) *Wiarus Polski* du 21 décembre 1929 et A.B.C. du 24 décembre 1929.

garder sa main-d'œuvre. Elle convient mal au petit exploitant français. Produit de l'immigration organisée, elle s'adapte mieux à l'agriculture industrialisée. Elle est la réplique, d'ailleurs, de l'émigration polonaise vers les grandes exploitations allemandes où les travailleurs sérieusement encadrés sont employés par centaines. Dans cette voie, l'introduction des ouvriers agricoles polonais en France peut continuer à se développer. Elle a déjà remplacé en partie et remplacera de plus en plus dans les grandes exploitations de la France septentrionale la main-d'œuvre française et belge défaillante.

Les ouvriers agricoles tchécoslovaques et yougoslaves. — Tout ce que nous avons dit pour les ouvriers agricoles polonais peut s'appliquer aux Tchécoslovaques et aux Yougoslaves. Introduits par l'immigration organisée, il ne se trouve pas de saisonniers parmi eux et tous ont un contrat d'au moins 6 mois ou 1 an. Il y avait, en 1927, 3.282 ouvriers agricoles tchécoslovaques et 854 yougoslaves. Ils se trouvaient, pour la plupart, dans les grandes exploitations du Nord :

	Tchécoslov.	Yougoslaves	Total
Seine-et-Oise	533	29	562
Seine-et-Marne	515	37	552
Oise	393	7	400
Aisne	53	90	143
Yonne	88	47	135
Marne	74	55	129
Côte-d'Or	56	47	103
Eure	79	23	102
Aube	62	31	93

A eux seuls, les 3 départements de grande culture rationalisée de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et de l'Oise, occupaient presque la moitié (44 %) des Tchécoslovaques.

De 1923 à 1929, il a été introduit dans l'agriculture, près de 20.000 Tchécoslovaques. Le nombre des familles est bien moins élevé proportionnellement que dans l'immigration polonaise. Alors que les Polonais comptent 30 % de femmes et 9 % d'enfants, les tchécoslovaques n'ont que 16 % de femmes, soit 2 fois moins, et 3 % d'enfants, soit 3 fois moins. Aussi l'instabilité est-elle encore plus forte, en raison du plus grand nombre de célibataires et d'isolés. Sur les 14.130 ouvriers agricoles introduits de 1923 à 1926, il n'en restait, au 1^{er} janvier 1927, que 3.282, soit à peine le quart. C'est dire que presque tous abandonnent l'agriculture dès la fin de leur contrat, quand ils ne l'ont pas quittée avant. L'impression d'isolement et de dépaysement est, d'ailleurs, plus accentuée encore pour les Tchécoslovaques et Yougoslaves que pour les Polonais qui peuvent dans les départements du Nord rester en relation avec une population polonaise considérable atteignant le demi-million et possédant une organisation sociale et religieuse très développée.

Les Tchécoslovaques ne sont pas moins ombrageux que les Polonais et sont même plus méfiants à l'égard de l'employeur. Des équipes de bineurs refusent de faire certains travaux à la tâche dont ils ne

peuvent vérifier le décompte. Ils se montrent très âpres dans la défense de leurs intérêts. Le service de la main-d'œuvre au ministère qui est chargé d'arbitrer les conflits est étonné souvent de la futilité des causes de désaccord : un poêle qui tire mal, un trou dans le parquet, des ustensiles de cuisine pas assez grands ni assez nombreux.

Tout comme le Polonais, le Tchécoslovaque ou le Yougoslave sont plus lents que le Français, mais la qualité de leur travail est satisfaisante. Leur rendement n'est normal que s'ils sont bien encadrés et dirigés. Ceux introduits jusqu'à présent, conviennent bien pour les travaux de la betterave. Ils savent faucher et conduire les chevaux. Les vachers souvent ne savent pas traire, ce qui a provoqué des mécomptes. De bons bergers capables de faire pacager des troupeaux de moutons rustiques en Yougoslavie, ont parfois été incapables de soigner convenablement un troupeau de moutons précoces et délicats, tels que les Dishley et les Southdown. On avait également introduit des artisans agricoles : maréchaux, forgerons, réparateurs de machines agricoles, etc., dont il y a pénurie en France. Ils ont donné toute satisfaction. Les femmes, comme bonnes et comme journalières, sont travailleuses et très recherchées, mais le gouvernement tchécoslovaque, tout comme le gouvernement polonais, en a suspendu le recrutement pour les mêmes raisons de moralité et d'humanité.

Les ouvriers agricoles russes. — Les Russes étaient en 1927, au nombre de 1.556. Il ne s'agit ici ni d'une immigration spontanée ou saisonnière ni d'une immigration organisée régulière. Presque tous ces travailleurs sont des réfugiés venus en France par leurs propres moyens ou par les soins d'œuvres d'assistance, notamment avec l'aide de la S.D.N. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés avait établi avec le gouvernement français des contrats-types garantissant l'égalité de salaire et le bénéfice des lois sociales aux ouvriers agricoles russes (1). Beaucoup travaillent dans des exploitations appartenant à des compatriotes plus fortunés. C'est ce qui explique leur répartition géographique un peu différente de celle des autres travailleurs slaves. Ils se trouvent surtout dans la région parisienne et sur la Côte d'Azur. Les deux départements des Alpes-Maritimes et de Seine-et-Oise en comptent à eux seuls 358, soit presque le quart du total (23 %) :

Alpes-Maritimes	221	Gard	54
Seine-et-Oise	137	Corse	54
Loiret	86	Gironde	50
Aisne	58	Seine-et-Marne	49
Moselle	50	Bouches-du-Rhône	41

Le reste est disséminé à travers toute la France, quoique le plus grand nombre reste dans la moitié nord. Il n'y a guère qu'une dizaine de départements qui ne comptent pas d'ouvriers agricoles russes,

(1) Conditions de placement des réfugiés russes et arméniens. Annexe V. S.D.N.

malgré les effectifs assez réduits de ceux-ci en France. Un certain nombre de ces travailleurs n'étaient pas des agriculteurs. Ils se sont adaptés plus ou moins bien à leur nouvelle vie, y apportant, à défaut de connaissances professionnelles, une grande intelligence.

Cette immigration de caractère accidentel se tarit au fur et à mesure que le placement des réfugiés russes en Europe s'achève par les soins de la S.D.N.

Les ouvriers agricoles suisses et hollandais. — Les immigrations belges et slaves donnent à l'agriculture de la France du Nord les masses ouvrières et la grosse main-d'œuvre qui lui font défaut. Les immigrations suisses et hollandaises au contraire, numériquement très faibles, lui fournissent surtout des spécialistes, des ouvriers agricoles professionnellement plus instruits et qui sont nécessaires dans les grandes fermes et dans les régions de culture ou d'élevage rationalisés. Ce sont des immigrations de valeur, plus que des immigrations de nombre, et, par là, elles complètent heureusement l'immigration belge et slave.

Les ouvriers agricoles suisses étaient, en 1927, au nombre de 6.883. Par rapport à 1911, ce chiffre indiquait une légère augmentation. Tous ces ouvriers étaient des ouvriers permanents. Le nombre des saisonniers suisses est en effet insignifiant comparé à celui des autres nationalités. Le prolétariat rural suisse, moins nombreux et moins misérable que les prolétariats espagnol ou italien, ne saurait d'ailleurs alimenter une importante immigration saisonnière.

Très ancienne, l'immigration rurale suisse en France suit la loi normale de l'infiltration et de la concentration dans les régions frontalières. Toutefois, cette concentration est bien moins accentuée que pour les autres nationalités. Alors qu'elle dépasse 50 % chez les Italiens et les Belges et atteint 80 % chez les Espagnols, elle n'est que de 30 % chez les Suisses. Les 5 départements du Doubs, de l'Ain, du Jura, de la Haute-Savoie et du Haut-Rhin, n'ont en effet que 2.240 ouvriers agricoles sur les 6.880 qui sont en France. La région du Nord et le bassin parisien en ont plus que la région frontière : 2.500 environ, soit 36 %. Viennent ensuite les départements de l'Est : Bas-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle, le bassin aquitain (Lot-et-Garonne, Gers et Haute-Garonne) (Carte n° 60).

Doubs	720	Jura	167
Haute-Savoie	525	Aube	167
Ain	520	Moselle	162
Seine-et-Marne	476	Eure	150
Côte-d'Or	314	Haute-Saône	144
Haut-Rhin	310	Lot-et-Garonne	143
Seine-et-O.	291	Isère	140
Oise	254	Haute-Marne	115
Alpes-Maritimes	231	Bas-Rhin	113
Marne	197	Gers	110 etc...

Cette tendance plus marquée à la dispersion de l'immigration suisse s'explique, en grande partie, par la qualité de ses ouvriers

orsque la main-d'œuvre familiale ne leur suffisait pas pour cultiver leur domaine. L'adaptation reste d'ailleurs plus difficile dans cette contrée. Habitué à un niveau de vie plus élevé, gênés par les différences de cultures et de climat, les ouvriers suisses y réussissent moins bien que les Italiens ou les Espagnols.

L'ouvrier agricole suisse est un excellent travailleur, connaissant bien sa tâche et l'aimant, ce qui est précieux lorsqu'il s'agit de soigner des animaux. Il présente les qualités de sérieux et de travail de l'ouvrier belge, mais, comme lui, son rendement diminue sous un climat trop différent du sien ; de là, son adaptation difficile dans le Sud-Ouest. Il est généralement robuste, très propre, sobre et économe. Il est merveilleusement rompu à tous les travaux de l'élevage et des industries annexes. On comprend dans ces conditions, qu'il soit recherché par les grandes exploitations. Malheureusement, suivant la tendance générale de tous les pays voisins, anciens fournisseurs de main-d'œuvre, l'immigration suisse diminue progressivement, ce qui n'est pas sans apporter une nouvelle gêne à notre agriculture.

Les ouvriers agricoles hollandais n'étaient, en 1927, que 537. L'immigration agricole hollandaise peut, par la qualité, se comparer à l'immigration suisse. Mêmes aptitudes, même culture professionnelle poussée. Il existe en Hollande un enseignement post-scolaire agricole très suivi, qui a contribué à faire des ouvriers hollandais des travailleurs de choix. Les illettrés sont inconnus parmi eux, alors qu'il y en a jusqu'à 80 % chez les Espagnols immigrés.

L'immigration agricole hollandaise date d'après la guerre. Le mouvement a été amorcé en 1921-22 à la suite d'une crise économique en Hollande, où le gouvernement organisa lui-même des convois de travailleurs désireux de venir en France. Leur répartition géographique s'explique, comme celle des Suisses, par le désir des grandes exploitations de la France du nord de s'assurer de bons ouvriers :

Seine-et-Marne	78	Eure	37
Nord	72	Aisne	33
Ardennes	45	Marne	33
Oise	36	Moselle	18
Seine-et-Oise	37	Aube	18

Les départements du Nord et du bassin parisien en employaient donc près de 80 %. Le Hollandais d'ailleurs, tout comme le Suisse, s'adapte bien dans ces régions, où le climat et les cultures ne sont pas trop différents de ceux de son pays. Dans le Sud, son adaptation est plus difficile et son rendement diminue.

L'ouvrier agricole hollandais est travailleur et sérieux. Très consciencieux, il fournit en général un travail soigné. Comme vacher, il joint à une grande connaissance de sa tâche des qualités de douceur et de patience qui le font apprécier. Le seul reproche que lui adressent parfois les employeurs, est d'être plus indolent que le Français ou que le Belge. Pour la betterave dans le Nord, il a donné des mécomptes

dans certaines fermes. Soit lenteur excessive, soit ignorance du travail, il ne faisait que 2 hectares 1/2 à 3 hectares pour la campagne au moment du binage, contre 4 hectares aux Belges et aux Français.

Il est très propre et très exigeant sous le rapport de l'hygiène et notamment du logement. De là, des difficultés dans les petites exploitations où le couchage laisse si souvent à désirer. Les plaintes à ce sujet ont été si vives, que le gouvernement est intervenu. La mauvaise réputation de la France sous le rapport de l'hygiène s'est répandue dans les milieux agricoles hollandais et nous avons perdu d'excellents ouvriers agricoles et ouvriers laitiers (1).

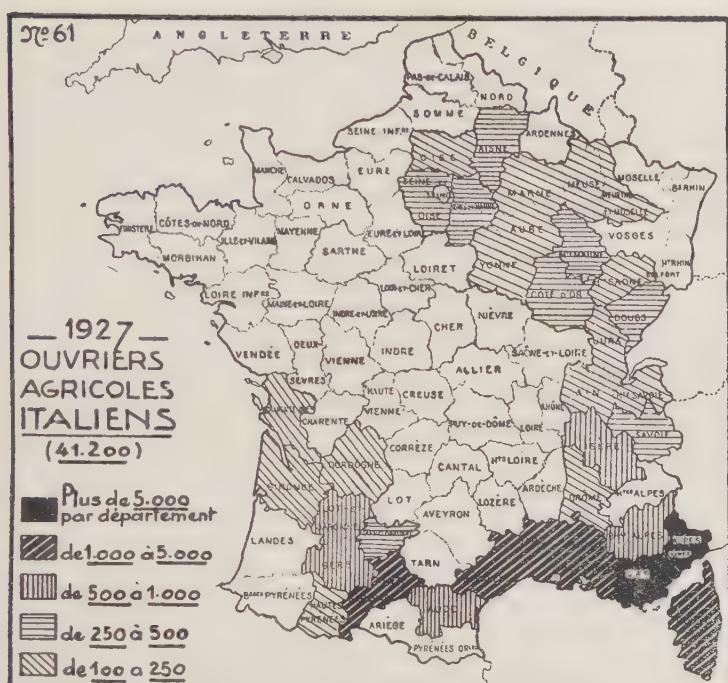
Les ouvriers agricoles italiens. — Les Italiens sont, après les Espagnols, les grands fournisseurs de main-d'œuvre pour l'agriculture de la France méridionale. Il y avait 41.264 ouvriers agricoles italiens en 1927. Ce chiffre ne comportait guère que 1.500 à 2.000 saisonniers d'hiver, le reste, soit 39.000, étaient des travailleurs permanents. En y ajoutant l'ensemble des saisonniers, dont le nombre oscille entre 5 et 7.000 suivant les années, on arrivait au total de 45.000 travailleurs que l'Italie fournit annuellement à l'agriculture française. En 1911, le chiffre total des salariés agricoles italiens s'élevait, saisonniers compris, à 52.000 environ. Il y a donc eu depuis la guerre, une diminution, malgré les besoins accrus des campagnes françaises. De 1921 à 1926, le mouvement des entrées contrôlées s'établait ainsi :

Années	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1919	1.485	201	34	1.720
1920	8.399	1.479	686	10.564
1921	3.848	534	300	4.682
1922	6.344	910	450	7.704
1923	8.538	1.132	872	10.542
1924	10.109	2.430	2.745	15.284
1925	7.894	2.389	2.980	13.263
1926	6.163	2.411	2.743	11.317

De 1919 à 1926, il a été introduit dans l'agriculture 75.066 Italiens dont environ la moitié, soit 36.000, comme ouvriers agricoles permanents.

Ils se cantonnent nettement dans la région méditerranéenne où ils retrouvent, avec une très nombreuse population italienne (20 à 30% de la population totale), des cultures et un climat méridionaux (Carte n° 61). Plus de la moitié des ouvriers agricoles (55%) sont réunis dans les 3 départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône, et près des 3/4 travaillent dans la région méditerranéenne. Ils sont également nombreux dans les départements de

(1) En 1927, nous avons pu voir, entre autres, une jeune Hollandaise, servante de ferme dans la Dordogne, qui couchait dans une écurie et ne recevait, outre la nourriture, que 2fr.50 par jour. Comme on lui retenait encore une partie de ce faible salaire sous différents prétextes (bougie, repas, etc...) la malheureuse n'avait même pas assez d'argent pour partir. Différents cas de ce genre ont, d'ailleurs, été également constatés par les enquêteurs envoyés par la légation des Pays-Bas dans nos campagnes pour y organiser l'immigration agricole.



culture maraîchère (Vaucluse) et de vignobles (Gard, Hérault). Un groupe assez important se trouve dans le Sud-Ouest (4.500), où ils ont été attirés en partie par des compatriotes, chefs d'exploitations. Par la Savoie, les Italiens remontent dans le Jura et la Bourgogne, et par la vallée de la Seine jusque dans le bassin parisien (Seine-et-Oise, Oise), où Paris les attire finalement, quitte par la suite, à en rendre quelques-uns au travail de la terre. Un certain nombre ont été appelés dans le Nord, par les travaux de reconstruction (Haute-Marne, Marne, Aisne) et par la grande industrie ou les mines (Meuse, Meurthe-et-Moselle), qui n'ont pu les garder. Mais il ne s'agit là que d'effectifs extrêmement réduits :

Alpes-Maritimes	9.913	Lot-et-Garonne	942	Côte-d'Or	331
Var	9.793	Aude	802	Haute-Marne	302
Bouches-du-Rhône	3.426	Isère	529	Savoie	288
Gard	1.670	Basses-Alpes	522	Seine-et-Oise	288
Vaucluse	1.503	Seine-et-Marne	498	Yonne	199
Haute-Garonne	1.430	Gironde	459	Marne	186
Corse	1.426	Doubs	386	Seine-Inférieure	183
Hérault	1.144	Tarn-et-Garonne	381	Jura	182
Gers	991	Aisne	333	Haute-Savoie	183 etc...

Les saisonniers italiens. — Avant 1914, le nombre des saisonniers italiens était estimé à 20.000. Depuis la guerre, et plus spécialement depuis la politique restrictive d'émigration de l'Italie, le nombre

des saisonniers a beaucoup diminué. Bien que les chiffres précis soient difficiles à établir en raison de la difficulté du contrôle, on peut évaluer à 5 ou 6.000, en moyenne, les entrées annuelles. Il y a deux pointes dans le mouvement de cette immigration : l'une au printemps (juin-mai), l'autre plus accentuée en automne (octobre-novembre) qui correspondent à la cueillette des fleurs et à celle des fruits. Mais les influences saisonnières sont moins prononcées que dans l'immigration belge ou espagnole, car les saisonniers italiens viennent pour un très grand nombre de travaux et à toutes les époques de l'année. Ceci tient à la nature du travail agricole du Midi méditerranéen, qui s'échelonne en toutes saisons. Du printemps à l'automne arrivent les travailleurs, surtout femmes et enfants, pour la cueillette des fleurs : lavande, rose, cassie, etc..., puis pour la récolte des primeurs et de la fleur d'oranger. En été, quelques moissonneurs, mais peu nombreux : l'été est la période des minima de l'immigration saisonnière italienne. En automne, l'afflux s'accroît pour les campagnes oléicole et vinicole, pour la récolte des fruits et la sériciculture. Là encore les femmes et les enfants sont nombreux. A la fin de l'automne, arrivent les bûcherons, scieurs de long, charbonniers, qui remontent vers le nord de la France, où ils passent l'hiver. Viennent également des ouvriers pour les entreprises de battage, pour les travaux de défoncements, les labours à bras pour l'entretien et la préparation du terrain destiné aux cultures florales. En hiver des ouvrières viennent pour le repiquage des fleurs et la cueillette des violettes et des agrumes, de sorte que l'enchaînement se fait avec la cueillette du printemps. En Corse, les saisonniers, surtout lucquois et sardes, arrivent particulièrement nombreux en automne, comme vigneron, bûcheron, charbonnier et pour la cueillette des fruits. Leur nombre a beaucoup diminué depuis la guerre. Alors que vers 1900, on estimait leur nombre à 15.000 environ, ils ne dépassent pas 2.000 aujourd'hui.

Les travaux agricoles méditerranéens, où domine la cueillette, conviennent bien à la main-d'œuvre féminine et enfantine. De là, à l'opposé de l'immigration saisonnière belge, un gros contingent de femmes et d'enfants, qui souvent atteint 50 et 60 %. De 1920 à 1926, près de 25.000 femmes et enfants sont entrés en France sous contrôle, dont la moitié environ pour les travaux saisonniers. Ils viennent parfois en bandes, encadrés par quelques hommes. Le trajet aller et retour, ainsi que le temps du voyage, leur sont payés. En général, ils sont logés, d'ailleurs très mal, par les employeurs. Les femmes qui ne sont pas logées, s'entassent à 10 ou 12 dans la même chambre, par économie, sans le moindre souci d'hygiène. Avant la guerre le département des Alpes-Maritimes, à lui seul, recevait 8.000 ouvrières pour la cueillette des fleurs, notamment pour la cueillette des fleurs d'oranger. Depuis la guerre, le gouvernement italien s'oppose de plus en plus à la sortie des femmes qui, grâce aux mariages possibles, étaient un excellent moyen de fixation de la population italienne en France.

Aussi, la pénurie de main-d'œuvre dans le Sud-Est pour la cueillette des fleurs et la campagne oléicole s'est-elle considérablement aggravée. La culture de l'olivier a dû reculer sensiblement faute de travailleurs saisonniers et aussi de main-d'œuvre française familiale. Le même recul, encore plus accentué, a eu lieu pour la sériciculture. Par ailleurs, les employeurs se plaignent que la qualité du travail des femmes italiennes a diminué depuis la guerre. Elles sont moins sérieuses et moins travailleuses. Ici, comme dans toute immigration féminine saisonnière, le pourcentage des filles-mères est très élevé. Un séjour aux postes frontières, lors de la rentrée, permet de s'en rendre compte rapidement.

Quant à la main-d'œuvre saisonnière masculine, elle a également diminué, mais dans de moindres proportions. Les saisonniers viennent en général de Ligurie, du Piémont, d'Ombrie et de Toscane. Ceux de la Riviera italienne donnent une excellente main-d'œuvre pour la culture florale. Les Piémontais et les Ombriens sont plus aptes aux travaux de terrassement et de défoncement. Les bûcherons, notamment les Bergamasques, sont de rudes travailleurs qui arrivent à gagner 1.600 à 1.800 frs. par mois, logés. Ils ont la presque exclusivité du travail forestier en montagne, travail pénible qui exige le câblage. Aussi les restrictions de l'immigration italienne sont-elles très préjudiciables à cette branche d'activité. Les saisonniers italiens viennent parfois sous la conduite d'un capo-maestro ou caporal qui les dirige. Mais ce système, très répandu avant 1914, tend de plus en plus à disparaître aujourd'hui. Les ouvriers viennent en général librement, parfois embauchés par un contre-maître ou un ouvrier que le cultivateur ou le fabricant d'huile a gardé près de lui et qui recrute par correspondance ou par relations. Quand ils sont en équipe, ils chargent l'un d'eux de faire la popote. Ils couchent souvent entassés dans des réduits mal aérés, parfois même sur la paille, dans une promiscuité où l'hygiène et la morale sont également sacrifiées. Ils recherchent la fréquentation de leurs compatriotes et souvent on les rencontre rassemblés autour d'une table dans les cabarets tenus par des compatriotes. Ils parlent du pays, jouent de l'accordéon, dansent, et parfois chantent des mélodies italiennes avec un sens étonnant de la musique.

Les ouvriers agricoles permanents, au nombre d'environ 40.000 en 1927, sont pour la plupart des saisonniers que les employeurs ont fixés. L'agriculture du Sud-Est par la succession continue de ses travaux et de ses récoltes, exige une main-d'œuvre permanente importante. La culture des fleurs, les cultures maraîchères, exigent notamment des soins constants et aussi des travailleurs expérimentés que l'on ne peut guère trouver dans des saisonniers de passage. De là, dans les départements où ces cultures sont développées (Alpes-Maritimes, Var, Vaucluse), un grand nombre d'ouvriers agricoles italiens à demeure. Dans le Sud-Ouest, il y en a un groupe de 4 à 5.000 en-

viron (Haute-Garonne, Gers, Tarn-et-Garonne), dont un grand nombre de maîtres-valets. Le maître-valet est un salarié qui se loue, lui et sa famille, pour toute une année chez un propriétaire exploitant. Il est logé et reçoit un salaire fixe et des avantages en nature : vin, jardin, potager, produits de basse-cour, etc... La femme et les enfants sont payés à la journée. Cette situation convient particulièrement aux familles italiennes trop pauvres pour prendre une métairie et qui acceptent provisoirement cette forme de travail. Elles économisent dans l'espoir d'en sortir rapidement. Il y a aussi dans cette région quelques ouvriers agricoles : valets de ferme, charretiers, etc... appelés par les exploitants italiens ou même français. Les pays de vignobles (Gard et Hérault) en possèdent un assez grand nombre, ainsi que les grands domaines de la Crau² et³ de la Camargue qui les emploient surtout comme bouviers, vachers ou bergers.

Beaucoup de ces ouvriers agricoles, à force d'économies arrivent à pouvoir affermer de petits domaines — et c'est parmi eux que se recrute l'importante population des colons du Sud-Est : fermiers et propriétaires. L'étroitesse de leurs petits domaines les oblige souvent à rester des salariés une partie de l'année, de sorte que l'agriculture garde le bénéfice de cette main-d'œuvre « adventice » si nécessaire au moment des récoltes, tout en trouvant des exploitants pour de très petites terres que les Français abandonnent en raison de leur exiguité. Les femmes et les enfants de ces petits colons remplacent également de plus en plus les saisonniers pour la cueillette des fleurs pour les parfumeurs et des olives pour les fabricants d'huile. Cette lente et régulière accession des immigrés italiens, qui de saisonniers deviennent ouvriers agricoles, puis métayers ou fermiers, et enfin petits propriétaires, explique leur étonnante adaptation et leur fusion remarquable dans l'activité générale du Midi méditerranéen. Cette région de très petites propriétés et de cultures délicates, convient d'ailleurs admirablement à cette race pauvre et intelligente. Elle remplace progressivement la main-d'œuvre française plus exigeante et qui dans certains cantons de Grasse est en minorité.

Valeur de l'ouvrier agricole italien. — Les ouvriers agricoles italiens sont très appréciés et très recherchés. Ils sont en général bons travailleurs, dociles, respectueux et dévoués. Beaucoup d'employeurs les préfèrent aux Français, qu'ils jugent moins maniables et plus exigeants. L'Italien est sobre, parfois jusqu'à l'excès, jusqu'à la sous-alimentation. La soupe de légumes, le riz, les pâtes et surtout la polenta, bouillie de maïs et les châtaignes, sont les seules variations alimentaires qu'ils connaissent lorsqu'ils viennent en France. Bien que quelques-uns, notamment parmi les saisonniers, soient ignorants de l'hygiène, ils sont, en général, assez propres. Il convient, toutefois, de faire une distinction entre les Italiens qui viennent du Nord et ceux qui viennent du Sud de l'Italie. Ces derniers sont beaucoup plus nonchalants, plus nomades, et moins propres que leurs

compatriotes du Nord. La femme cependant est active et travaille plus que l'homme, dont le caractère s'apparente assez à celui de l'Arabe. Les Italiens du Sud sont, d'ailleurs, peu nombreux en France en raison de l'éloignement. Ce sont les Italiens du Nord, surtout du Piémont, de Vénétie, de Lombardie et d'Emilie, qui dominent. Ceux-ci sont actifs et robustes, vifs et intelligents. Cette robustesse des Piémontais, jointe à une grande habileté pour les travaux de terrassement, en font, d'ailleurs, des ouvriers recherchés pour tous les grands travaux (tunnels, chemins de fer, canaux, etc...). Très dociles, ils observent scrupuleusement les recommandations qu'on leur fait, ce qui est particulièrement précieux pour les cultures délicates du Sud-Est. Ils sont peu lettrés, mais très religieux et ont, en général, la morale de leur religion. Les patois en usage dans l'Italie du Nord leur permettent une rapide compréhension de ceux pratiqués dans la France méridionale et, par là, une adaptation plus aisée.

Les ouvriers agricoles espagnols et portugais. — Les ouvriers agricoles espagnols sont les plus nombreux en France. En 1927, ils étaient 51.650. On pouvait y rattacher le groupe des Portugais : 1.977, soit au total 53.627 travailleurs agricoles. A ces ouvriers permanents s'ajoutent chaque année de 15.000 à 18.000 saisonniers qui se répandent dans le Midi. On arrive ainsi, au total de 70.000 salariés agricoles, chiffre bien supérieur à celui des Belges et des Italiens (45.000).

Les ouvriers agricoles espagnols ont toujours été nombreux dans le Sud-Ouest. En 1911, on en comptait environ 40.000, saisonniers compris. Depuis la guerre ils ont augmenté d'un tiers environ, alors que les effectifs italiens et surtout belges ont diminué. Cependant la tendance générale à la réduction de l'immigration agricole des pays voisins, commence à atteindre également l'Espagne. Le pourcentage de celle-ci dans l'immigration agricole totale en France est passé de 50 % en 1921, à 36 % en 1923, et 20 % en 1928. De 1919 à 1930, les chiffres des entrées contrôlées ont été de près de 300.000 pour les Espagnols et les Portugais.

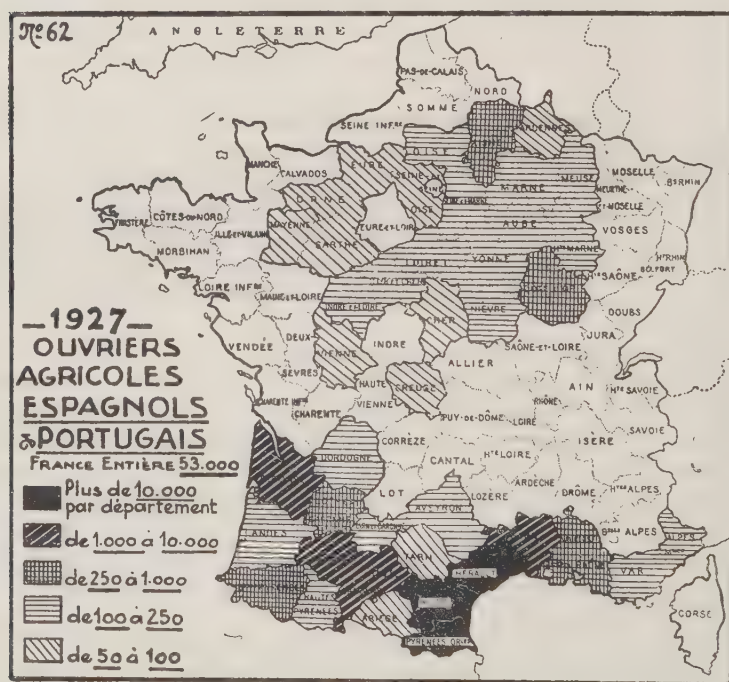
Dans cette immigration agricole, les femmes et les enfants représentent 35 %, dont 24 % pour les femmes seules et 11 % pour les enfants. Sur les 61.044 femmes entrées de 1919 à 1926, presque les 3/4, exactement 68 %, sont entrées comme saisonnières pour les vendanges, et sur les 27.921 enfants introduits dans le même temps, 14.000, soit 50 %, étaient venus également pour vendanger. De sorte que le nombre des femmes et des familles espagnoles travaillant dans l'agriculture en France, en dehors de l'époque des vendanges, est bien plus réduit que ne le laisseraient supposer les statistiques des entrées. Les femmes ne représentent guère que 15 % du chiffre de la population masculine. C'est dire que la plupart des ouvriers agricoles espagnols

permanents en France sont des célibataires ou des isolés, la femme n'émigrant pas ou peu, sauf pour le court moment des vendanges.

Les travailleurs agricoles espagnols se répandent dans tout le Midi et notamment dans les régions de vignobles qui exigent une main-d'œuvre abondante :

Aude	14.748	Basses-Pyrénées	713	Yonne	201
Hérault	14.687	Bouch.-du-Rhône	615	Aube	193
Pyrénées-Orient.	10.316	Vaucluse	365	Dordogne	182
Gironde	1.089	Lot-et-Garonne	354	Tarn-et-Garon.	180
Gard	1.690	Aisne	256	Aveyron	169
Haute-Garonne	1.209	Côte-d'Or	215	Loiret	161
Gers	1.099	Var	202	Indre-et-Loire	152 etc..

Les trois départements vinicoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales comptent à eux seuls 80 % de la main-d'œuvre



agricole espagnole (Carte N° 62). Il y a là un degré de concentration remarquable qui dépasse celui des autres nationalités. Aussi les Espagnols forment-ils dans ces départements plus de la moitié des travailleurs agricoles salariés. Viennent ensuite les 2 départements également vinicoles de la Gironde et du Gard. De sorte que les régions de vignobles du Midi occupent 86 % du total des ouvriers agricoles espagnols. Ce sont elles qui, par ailleurs, reçoivent les 9/10 de l'immigration saisonnière. Un groupe assez important de travailleurs espa-

gnols — 3.000 environ — se trouve dans le bassin aquitain, un autre en Provence (Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Var). Les grandes exploitations du bassin parisien et de Bourgogne en ont fait venir également un certain nombre, notamment dans l'Aisne, la Côte-d'Or, l'Yonne, le Loiret, l'Aube, etc... Dans le Nord, beaucoup ont été appelés depuis la guerre, surtout pour les travaux de reconstruction, et retenus par les grands fermiers toujours à court de main-d'œuvre. Les Portugais, notamment, sont nombreux dans la moitié nord de la France, et particulièrement en Bourgogne qui souffre beaucoup de la pénurie de main-d'œuvre agricole depuis la guerre :

	Espagnols	Portugais	Total
Aisne	256	330	586
Yonne	201	188	389
Côte-d'Or	215	155	370
Aube	193	69	262
Loiret	161	54	215
Haute-Marne	101	88	189
Marne	99	81	180
Nièvre	123	55	178
Seine-et-Marne	94	53	147 etc...

De sorte que, contrairement à l'élément espagnol, l'élément portugais se trouve en majorité (60 %) dans la France du Nord.

Les saisonniers espagnols.— Les saisonniers espagnols, au nombre moyen de 15 à 18.000 sont essentiellement des travailleurs de la vigne. Ils viennent pour les travaux d'entretien : défoncement, sulfatage et surtout pour les vendanges. Rien ne traduit l'importance de la saison des vendanges dans l'immigration agricole espagnole comme le mouvement des introductions mensuelles. C'est en septembre que brusquement l'armée des vendangeurs vient décupler le nombre des entrées. Chaque automne reçoit en moyenne 15 à 16.000 travailleurs. En raison de la nature du travail le nombre de femmes et d'enfants est considérable. Parfois même, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. C'est ainsi qu'en 1921, on compte 7.500 femmes et 2.000 enfants, contre 6.000 hommes. En moyenne, la composition est la suivante : hommes 45 %, femmes 42 %, enfants 13 %. De 1921 à 1926, le mouvement des vendangeurs s'établit comme suit :

Années	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1920	7.518	5.619	1.733	14.870
1921	6.012	7.587	2.002	15.601
1922	11.728	10.978	2.049	24.755
1923	6.191	6.579	2.402	15.172
1924	6.339	6.317	3.124	15.780
1925	5.595	3.916	1.680	11.191
1926	1.533	1.768	1.023	4.324

Les dernières années révèlent la tendance à la réduction qui est d'ailleurs la caractéristique de toute l'immigration espagnole. Les vendangeurs arrivent en bandes, recrutés par des agents des propriétaires de vignes qui rivalisent d'ingéniosité pour en attirer le plus grand nombre. Ils constituent des groupes encadrés appelés

coyes. Le coye est l'ensemble des familles qui se rendent chez le même employeur. Hommes, femmes et enfants sont sous la direction du chef de coye, qui est parfois un Français spécialisé dans ce genre de recrutement. Les vendangeurs se cantonnent dans les départements voisins de la frontière et ne s'avancent guère à l'intérieur du pays. La très grande majorité, environ 65 %, s'arrêtent dans les Pyrénées-Orientales, où ils retrouvent une population espagnole considérable et où le recrutement par relations est très actif. L'Aude en reçoit 26 % et l'Hérault déjà plus éloigné 2 % seulement. La répartition des vendangeurs (entrées contrôlées) en 1924, 1925 et 1926, s'établit ainsi :

	1924	1925	1926
Pyrénées-Orientales	10.265	7.533	3.209
Aude	4.954	2.620	933
Hérault	—	78	179

A la fin des vendanges, ils s'en retournent avec quelques économies qui les aident à vivre pendant l'hiver. Un petit nombre restent pour les travaux d'entretien de la vigne.

L'ampleur du mouvement migratoire espagnol pour les vendanges s'explique par l'importance des vignobles français, la proximité de la frontière, et la possibilité pour cette culture riche de payer des salaires suffisamment tentants pour des saisonniers. Le vendangeur reçoit un salaire de 30 à 35 fr. par jour et 2 litres de vin. Il bénéficie du 1/2 tarif pour les transports. Il n'a pas de grosses dépenses à faire ni pour le logement ni pour la nourriture. Ces avantages sont, du reste, nécessaires pour justifier le déplacement de travailleurs pour un temps aussi bref. La « saison » doit apporter à l'immigré un bénéfice marqué. Le travail ne demande aucune aptitude particulière. Les Espagnols, qui très souvent n'ont pas de spécialité, trouvent donc là une activité qui leur convient bien. Les femmes et les enfants peuvent participer à ces travaux et augmenter le gain de la famille. Par ailleurs les vendanges ont lieu en septembre, alors que la plupart des autres travaux agricoles sont terminés : l'absence des saisonniers ne se fait donc pas trop sentir au pays temporairement abandonné. Toute la famille, les amis, partent ensemble, on ne laisse personne derrière soi, c'est une véritable expédition, un voyage qui rompt le cours de l'existence journalière. Le travail, quoique plus pénible qu'on ne l'imagine volontiers, est un travail agréable, qui se fait dans la joie et la fièvre de la période bénie des récoltes. Il s'y ajoute l'imprévu de la vie collective, en camp volant, dont la brièveté s'accommode d'une plus grande liberté d'allures et de mœurs.

Ce sont, au surplus, tous ces attrait qui permettent aux viticulteurs de pallier, en partie, à la réduction progressive de l'immigration espagnole. Les populations françaises du Midi et du Centre offrent un nombre de plus en plus grand de vendangeurs chaque année. Des mineurs du Gard, du Tarn, de l'Aveyron, des ouvriers d'usines et de

grandes villes : Toulouse, Bordeaux, etc... et surtout un grand nombre de femmes, viennent chaque année pour travailler dans le Languedoc pendant les 3 ou 4 semaines des vendanges. Très souvent les bureaux de placement doivent freiner, notamment dans les villes, pour éviter le départ de candidats vendangeurs incapables ou de femmes plus aptes au plaisir qu'au travail. Les bureaux de placement en septembre 1929, effectuèrent 35.000 placements interlocaux, dont les 9/10 pour les vendanges (1).

En hiver et au printemps, il y a quelques entrées de saisonniers espagnols pour les gros travaux de la vigne : labour, binage, paisselage, et les travaux d'entretien : taille, sulfatage, soufrage, etc... Mais leur nombre est assez restreint, la plupart de ces travaux étant effectués par les ouvriers à demeure que la culture de la vigne occupe toute l'année. Il en vient aussi quelques-uns pour la culture des primeurs dans les Pyrénées-Orientales et la Vaucluse et pour certains travaux de terrassement d'automne ou d'hiver dans le Sud-Ouest.

Les ouvriers agricoles permanents étaient au nombre de 51.000 en 1927. Ils sont, eux aussi, très nombreux dans les départements vinicoles du Languedoc et du Roussillon, où, comme nous l'avons dit, la vigne exige un personnel nombreux toute l'année. Sur les 50.000 travailleurs espagnols occupés dans l'agriculture, 80 % se trouvaient dans les Pyrénées-Orientales, l'Aude et l'Hérault. Dans ces départements, ils constituaient plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole salariée. Il y a donc dans toute cette région une tendance très nette à la substitution de la main-d'œuvre française agricole par la main-d'œuvre espagnole, tout comme dans les Alpes-Maritimes par la main-d'œuvre italienne. Un grand nombre d'ouvriers à demeure sont recrutés parmi les saisonniers. L'énorme population espagnole de ces régions par ses attaches et ses relations, assure, d'ailleurs, un véritable recrutement. Ici, comme dans toutes les régions frontières d'accès facile, l'osmose des populations est très forte. Les succès d'un grand nombre d'immigrés alimentent la propagande orale, enflamment les imaginations des paysans espagnols restés au pays. On parle des nombreux ouvriers devenus propriétaires — ils sont près de 5.000 dans le Languedoc — et surtout de ceux enrichis dans le commerce et qui possèdent presque toutes les grandes épiceries de Béziers, d'importants bazars, des salons de coiffure, des cafés, etc...

L'emploi de la main-d'œuvre espagnole dans ces régions s'est généralisé pour plusieurs raisons. D'abord la raréfaction extraordinaire de la main-d'œuvre française, qui s'explique en partie par l'accession à la propriété d'un certain nombre de salariés, notamment à la suite du morcellement de grandes propriétés lors des grandes crises vinicoles. Il y a aussi la diminution de la main-d'œuvre

(1) J. O. du 15 mars 1926.

française venue du Centre, notamment des Aveyronnais dont on comptait encore près de 20.000 dans la seule région de Montpellier en 1929. Enfin la préférence de maints propriétaires pour la main-d'œuvre espagnole, plus souple et moins exigeante. Les Espagnols acceptent des salaires plus réduits, des conditions de couchage médiocres, le travail à la tâche que les Français refusent. Ceux-ci, d'un autre côté, étaient souvent en grève, surtout avant la guerre, et ne reculaient pas devant des sabotages ruineux. Aujourd'hui, les Espagnols assurent presque tous les gros travaux de la vigne : labour, binage et paisselage. Ils ne font les travaux plus délicats de la taille et du sulfatage qu'autant que la main-d'œuvre locale fait défaut.

Dans le Sud-Ouest, les Espagnols sont attirés par les propriétaires et fermiers qui manquent de main-d'œuvre. Les colons espagnols assez nombreux dans cette région désertée, font souvent appel à leurs compatriotes. Les Français, déjà très rares, vont difficilement chez les exploitants étrangers, qui gardent souvent des façons de vivre et de se nourrir différentes de celles de la région. Quelques Espagnols sont placés avec leur famille comme maîtres-valets. Mais le plus grand nombre sont des isolés, célibataires en général, employés comme charretiers, valets, bouviers, etc.. Les Portugais sont plus dispersés et se trouvent en grand nombre dans le Nord et en Bourgogne. Ils y assurent, ainsi que les Espagnols, les gros travaux de ferme, de terrassement, de charroi. En Champagne et en Bourgogne, un certain nombre sont occupés aux travaux de la vigne. C'est ce qui explique, en partie, leur grand nombre, malgré l'éloignement, dans la Haute-Marne, la Marne, la Côte-d'Or, l'Yonne et la Nièvre.

Valeur de l'ouvrier agricole espagnol. — Les ouvriers agricoles espagnols viennent surtout des provinces de la côte méditerranéenne : Valence, Castellon, Alicante, Murcie, Tarragone, Barcelone et Catalogne. Aussi le flot de l'immigration agricole espagnole passe-t-il surtout par les Pyrénées-Orientales. Les Portugais viennent des districts de Guarda, Coïmbre, Bragança et de l'île Funchal. En général, l'ouvrier agricole espagnol manque de spécialité : il sait trop tout faire. Dans les bureaux de placement, quand on l'interroge sur le travail qu'il peut faire, il répond volontiers oui à toutes les questions. Il est surtout apte aux travaux grossiers et pénibles, notamment au défoncement à la bêche, à l'extraction des souches, au creusement des fossés — et c'est pourquoi le travail de la vigne lui convient bien alors que les Français délaissent ces travaux ingrats. Il y a peu de laboureurs parmi eux et ils connaissent mieux le mulet et le bœuf que le cheval. Ils ont fréquemment une certaine expérience pour les soins à donner aux arbres fruitiers : oliviers, amandiers et orangers. Les plus actifs sont ceux qui viennent des provinces du Nord : les Basques et les Catalans. Le Portugais est souvent plus travailleur et moins nomade que l'Espagnol, mais celui-ci, par contre, est en général plus robuste et plus résistant. Le plus grand défaut du travailleur

agricole espagnol est l'indolence. Il aime flâner au soleil. Il a l'habitude de la sieste et en exagère volontiers la durée. Il a également une tendance au nomadisme. Pour des raisons futiles, il quitte le travail. Un certain nombre d'ouvriers espagnols constituent dans le Midi, une population flottante, irrégulière, en quête d'un travail vite abandonné. On les appelle les « trimars » ou « golondrinas ». Espagnols et Portugais se nourrissent d'une manière extrêmement frugale, plus frugale encore que les Italiens. Les haricots, les pois chiches, les oignons, le lard et la morue salée constituent le fond de leur alimentation. Ils y ajoutent les tomates, les melons, les concombres et les olives qu'ils aiment beaucoup. L'insuffisance de l'alimentation peut d'ailleurs expliquer en partie le défaut de rendement de leur travail. Naturellement ils perdent assez vite cette sobriété lorsqu'ils sont nourris par l'employeur et rapidement ils s'habituent au vin à la place de l'eau et à la viande à la place des oignons et des tomates. L'Espagnol est malpropre. Il ignore les règles les plus élémentaires de l'hygiène et la mortalité infantile est terrible dans les familles d'immigrés. Ayant souvent abandonné l'Espagne par indigence, il garde en France, au moins au début, un genre de vie très inférieur. Dans les régions vinicoles notamment, les Espagnols s'entassent dans les villages et les villes où ils constituent de véritables quartiers. Logés dans des taudis, couchant en grand nombre dans des pièces étroites, ils vivent dans une promiscuité et une misère incroyables. Leur état sanitaire est déplorable, et ils apportent parfois en France des maladies comme la variole ou même la lèpre, dont on signale quelques cas, de temps à autre, dans le Languedoc ou le Roussillon. L'ignorance enfin, est très grande parmi les ouvriers agricoles espagnols : la proportion des illettrés y atteint 80 %. Les femmes sont également moins travailleuses et moins propres que les Françaises. Elles sont très bavardes et très impulsives. On les voit souvent dans les petits villages du Languedoc caquetant d'un seuil à l'autre d'une jolie voie roucouillante ou parfois se querellant avec éclat. Les Espagnols sont catholiques pratiquants pour la plupart. Mais, plus formalistes que profondément croyants, ils perdent vite l'habitude de pratiquer sous l'influence du milieu français plus indifférent. Seules les femmes restent plus longtemps fidèles au culte qui satisfait à la fois leur sensibilité et leur goût méridional pour les belles cérémonies.

Un grand nombre d'ouvriers agricoles espagnols qui travaillent en France, rêvent de s'y installer comme métayers ou fermiers ou même comme petits propriétaires. De là, un stimulant appréciable pour leur travail et un gros effort pour amasser les économies nécessaires. Leur sobriété et l'extrême division du sol dans le Midi vinicole, leur permettent de réaliser assez facilement leur rêve et d'accroître ainsi régulièrement le nombre déjà imposant des colons espagnols dans la France méridionale.

La colonisation : les propriétaires, fermiers et métayers étrangers

L'élément le plus intéressant de l'immigration agricole est l'élément qui se fixe en France, qui fournit des propriétaires, fermiers, ou métayers. En 1927, on en comptait (1) :

	Nombre de cultivateurs et membres actifs de leur famille	Superficies exploitées
Propriétaires	33.285	149.148 hectares
Fermiers ou métayers	58.419	437.155 "
Total	91.704	586.304 "

Le nombre de ces colons s'est considérablement accru depuis la guerre. De 1911 à 1927, il a plus que triplé, passant de 27.000 à 91.700. En cinq ans, de 1921 à 1926, le nombre des exploitations aux mains des étrangers a doublé, passant de 12.500 à 24.000 environ. C'est le groupe des métayers et fermiers qui subit la plus forte augmentation avec 15.000 exploitations environ en 1927, contre 7.200 en 1921. (2)

Les surfaces cultivées par ces colons subissent la même augmentation. Les chiffres manquent pour la période d'avant-guerre, mais de 1921 à 1927, on enregistre un accroissement de 76 % avec 586.300 hectares contre 334.000 hectares en 1921. Le total des terres cultivées par les étrangers dépasse donc aujourd'hui la superficie d'un de nos grands départements comme l'Oise ou l'Eure-et-Loir. C'est un capital d'environ 5 milliards que font fructifier les exploitants étrangers. L'augmentation de la colonisation a été particulièrement sensible dans le Sud-Ouest, où près de 150.000 hectares sont passés aux mains des colons de 1921 à 1927.

Les terres devenues propriétés des étrangers, s'élèvent de 90.700 hectares en 1921, à 149.100 hectares en 1927, soit 65 % d'augmentation. Celles cultivées par les fermiers ou métayers passent de 243.700 hectares en 1921, à 437.100 hectares en 1927, soit un accroissement de près de 80 %.

La répartition géographique des exploitations agricoles étrangères. — La population étrangère cultivant la terre à titre de propriétaire, fermier ou métayer, est très inégalement répartie. Par ordre d'importance numérique, les départements contenant le plus grand nombre de colons (y compris les membres actifs de leur famille) se classaient ainsi en 1927 :

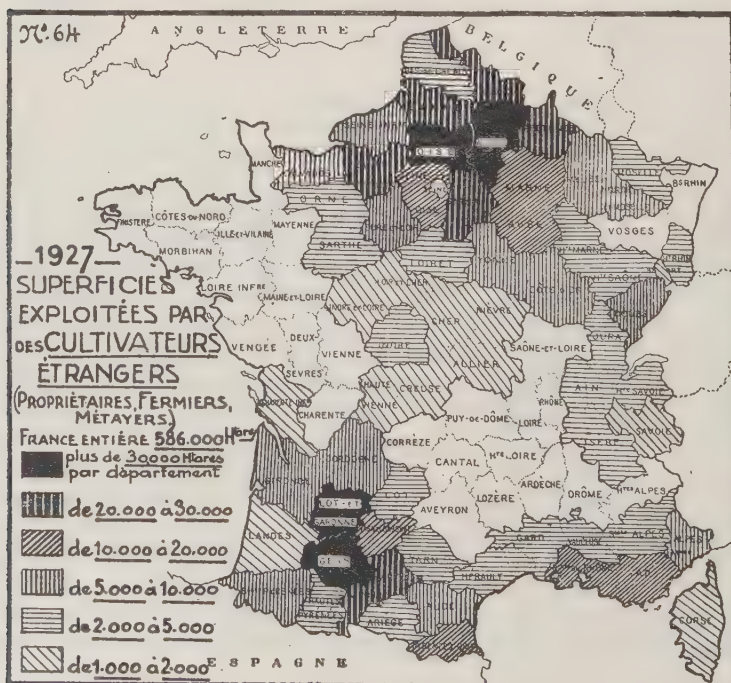
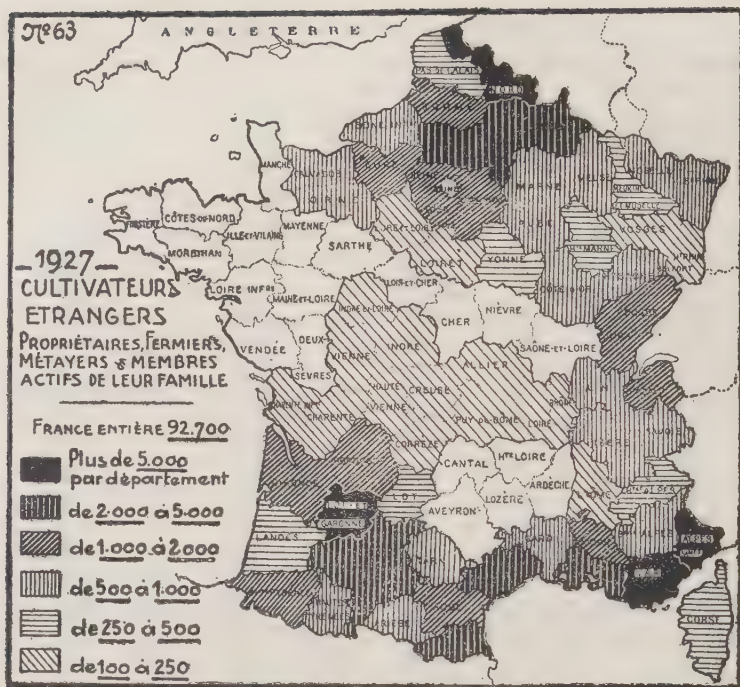
(1) Voir tableaux d'ensemble en annexe, N° 7.

(2) G. MAUCO. — *Les étrangers dans les campagnes françaises*. Annales de Géographie. Mars 1926.

Départements	Propriétaires	Fermiers ou métayers	Total
Alpes-Maritimes	2.922	6.116	9.038
Lot-et-Garonne	2.714	3.736	6.450
Var	3.435	2.038	5.473
Nord	1.299	3.778	5.077
Gers	1.709	3.255	4.964
Haute-Garonne	1.004	3.470	4.474
Bouches-du-Rhône	1.298	1.792	3.090
Oise	257	2.822	3.079
Hérault	2.485	519	3.004
Pyrénées-Orientales	1.239	1.691	2.930
Tarn-et-Garonne	951	1.495	2.446
Ardennes	796	1.577	2.373
Aisne	412	1.862	2.274
Eure	247	1.695	1.942
Basses-Pyrénées	891	1.015	1.906
Gironde	614	1.230	1.844
Somme	223	1.615	1.838
Aude	1.278	435	1.713
Haute-Savoie	883	730	1.613
Doubs	462	737	1.199
Seine-et-Marne	102	1.064	1.166
Jura	307	842	1.149
Dordogne	338	787	1.125
Seine-et-Oise	203	888	1.091
Vaucluse	436	616	1.052
Moselle	863	114	977
Marne	315	616	934
Ain	375	527	902
Aube	153	730	883
Tarn	12	793	805
Meuse	275	494	769
Haut-Rhin	425	295	720
Calvados	87	600	687
Seine-Inférieure	92	592	684
Ariège	109	519	628
Hautes-Pyrénées	215	411	626
Basses-Alpes	344	270	614
			etc...

Trois grandes régions de colonisation agricole apparaissent distinctement, correspondant aux grandes zones d'immigration (carte n° 63). La plus importante, est celle de la région méditerranéenne, où les 6 départements côtiers ont 26 % du total des colons étrangers en France. Vient ensuite la région du bassin Aquitain, où les 5 départements du Gers, du Lot-et-Garonne, de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Gironde ont 17,5 % des agriculteurs immigrés. Enfin, le Nord, dont 5 départements (Oise, Nord, Aisne, Ardennes, Somme) en possèdent 21 %. Ces 3 régions, limitées à 16 départements, groupent, à elles seules, 65 % du total des exploitants étrangers. Des régions secondaires apparaissent ensuite, comme la région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne), la Normandie (Eure, Seine-Inférieure), le Jura (Doubs), et la Bourgogne (Côte-d'Or).

Les superficies cultivées. — Si au lieu de considérer ces grandes régions d'immigration agricole au point de vue du nombre des colons, on les considère au point de vue des superficies cultivées, on obtient un classement assez différent. Cette différence résulte de l'inégalité des domaines agricoles suivant les régions. C'est ainsi que la région du Nord dépasse largement le Midi, et notamment le Midi méditer-



ranéen, où se trouve cependant le plus grand nombre de colons. Par ordre d'importance des superficies exploitées, les départements se classent ainsi :

Départements	Propriétés	Fermages et métayages	Total (Hectares)
Oise	3.068 hect.	41.474 hect.	44.542 hect.
Aisne	7.575	37.088	44.663
Gers	16.807	24.732	41.539
Lot-et-Garonne	13.074	16.980	30.054
Nord	5.214	21.375	26.589
Ardennes	5.428	21.120	26.548
Somme	2.795	22.444	25.239
Haute-Garonne	6.448	17.247	23.695
Eure	1.970	19.938	21.908
Seine-et-Marne	858	20.196	21.054
Tarn-et-Garonne	4.923	12.916	17.839
Seine-et-Oise	1.722	13.125	14.847
Marne	3.664	11.406	15.070
Bouch.-du-Rhône	5.843	7.485	13.329
Var	6.182	7.136	13.318
Aube	1.942	10.045	11.987
Pyrénées-Orientales	2.668	8.037	10.705
Seine-Inférieure	844	9.145	9.990
Meuse	3.197	6.699	9.896
Côte-d'Or	3.974	4.959	8.933
Calvados	1.018	6.920	7.939
Aude	3.893	3.584	7.477
Basses-Pyrénées	3.758	3.343	7.101
Gironde	3.072	3.739	6.812
Doubs	2.109	4.522	6.631
Dordogne	3.016	3.442	6.458
Meurthe-et-Moselle	1.571	4.613	6.184
Yonne	1.533	4.140	5.673
Alpes-Maritimes	1.804	3.327	5.131

Ainsi, les Alpes-Maritimes et le Var qui sont au 1^{er} et au 3^e rang des départements par le nombre des exploitants étrangers, ne sont plus qu'aux 14^e et 29^e rangs pour les superficies exploitées. Les 6 départements côtiers des Alpes-Maritimes aux Pyrénées-Orientales, qui comptent 26% des colons ne possèdent que 8% des superficies cultivées par les étrangers. Par contre, les 5 départements du Nord qui ont 21% des colons, ont 29% du total des terres exploitées. Dans le bassin aquitain, les superficies exploitées sont assez considérables. Les 6 départements du Gers, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne ont, à eux seuls, 20% des terres cultivées par les étrangers. De sorte que, dans 11 départements (5 du Nord et 6 du bassin aquitain), se trouvent près de la moitié (49%) des terres travaillées en France par les immigrés (Carte n° 64).

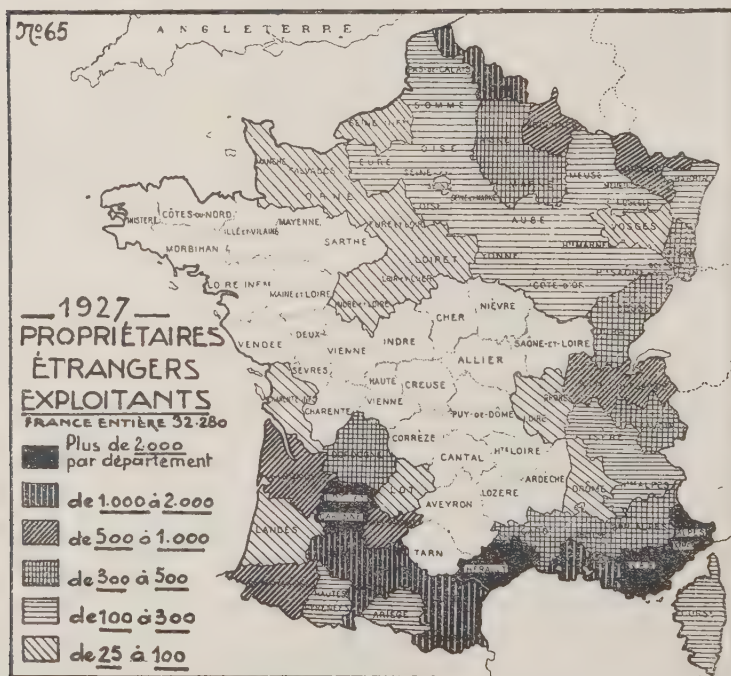
Il en résulte que les pourcentages des terres aux mains des étrangers par rapport à la superficie totale cultivée, sont nettement supérieurs dans les départements du Nord et du bassin aquitain. Ils sont bien plus faibles dans la région méditerranéenne et vinicole, malgré le plus grand nombre d'exploitations étrangères. Dans l'Aisne, les colons exploitent 6,7% et dans les Ardennes 5,5% du total de la superficie cultivée. Dans les Alpes-Maritimes un nombre de colons quadruple, n'exploitent que 2,2% et dans l'Aude 1,9% de la superficie cultivée.

La moyenne des domaines aux mains des exploitants étrangers

suit les mêmes fluctuations : elle est très forte dans le Nord, très faible dans le Midi et intermédiaire dans le Centre et l'Est. En 1921, la moyenne des exploitations était la suivante dans les départements les plus « colonisés » :

Départements	Nombre d'exploitations aux mains des étrangers	Superficies cultivées	Moyenne
Oise	667 (Belges surtout)	33.962 hec.	50 hect.
Aisne	473 »	31.281 »	66 »
Eure	348 »	17.089 »	49 »
Somme	305 »	15.097 »	49 »
Doubs	386 (Suisses surtout)	14.097 »	36 »
Gers	366 (Italiens surtout)	8.864 »	44 »
Var	385 »	5.450 »	14 »
Alpes-Maritimes	426 »	2.709 »	6 »
Aude	500 (Espagnols surtout)	2.907 »	5 h, 8
Hérault	934 »	2.180 »	2 h, 3

Ici apparaît nettement l'influence des cultures vinicole (Hérault, Aude), florale et de la petite culture méditerranéenne (Var, Alpes-Maritimes), qui amènent un morcellement extrême du sol. Les



domaines y ont en moyenne de 2 à 6 hectares. Dans le Nord, au contraire, la grande culture industrialisée élève la superficie moyenne des exploitations à 50 ou 60 hectares, chiffres 10 à 15 fois supérieurs à ceux connus dans le Midi.

Une des conséquences de cet état de choses, est de rendre la pro-

7766

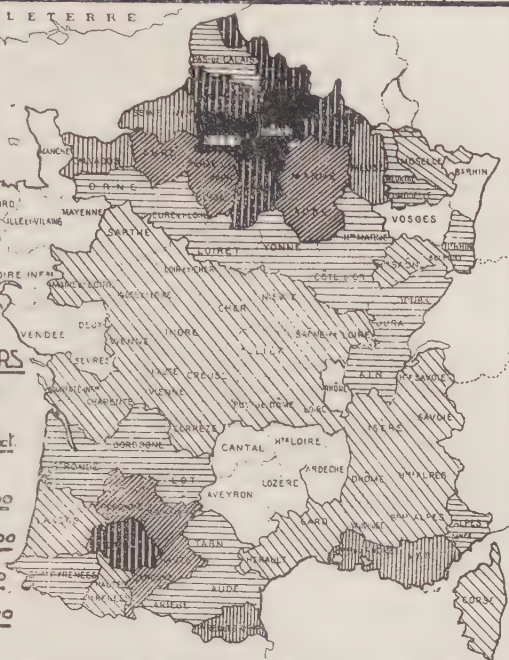
ANGLÈTERRE

—1927—

**SUPERFICIES
EXPLOITÉES PAR
DES FERMÍERS ou
MÉTAYERS ÉTRANGERS**

Totales: 437.155 Hect. 40

-  Plus de 35.000 Hect. par département
-  de 20.000 à 35.000
-  de 10.000 à 20.000
-  de 5.000 à 10.000
-  de 2.000 à 5.000
-  de 250 à 2.000



7767

ANGLÈTERRE

—1927—

**SUPERFICIES
EXPLOITÉES
PAR DES PROPRIÉTAIRES
ÉTRANGERS**

(FRANCE 149.148 Hectares)

-  Plus de 10.000 Hect. par département
-  de 5.000 à 10.000
-  de 2.000 à 5.000
-  de 1.000 à 2.000
-  de 500 à 1.000
-  de 100 à 500



priété bien plus accessible aux étrangers dans le Midi que dans le Nord où la prédominance des grands domaines ne permet guère aux colons que le fermage, C'est ainsi que l'Hérault et l'Aude comptent 3.763 propriétaires étrangers, contre 954 fermiers ou métayers ; tandis que l'Oise et la Somme, n'ont que 480 propriétaires contre 4.437 fermiers. (Cartes nos 65, 66, 67).

La prédominance de la petite propriété dans le Midi méditerranéen y rend la colonisation plus discrète en la permettant à des ouvriers agricoles déjà partiellement francisés et à la présence desquels la population est accoutumée. Le mouvement de colonisation se confond ainsi avec le mouvement ouvrier, dont il devient, en quelque sorte, le prolongement. Au contraire, dans les régions de moyenne et de grande exploitation comme dans le Sud-Ouest, le Nord et l'Est, la colonisation n'est souvent possible qu'à des émigrés déjà propriétaires ou fermiers dans leur pays et venant avec un capital assez important. De là, dans ces régions, la superposition au mouvement migratoire ouvrier d'un mouvement migratoire nouveau, dit de colonisation, auquel très souvent la population est mal préparée et qui peut provoquer une certaine hostilité.

La nationalité des colons étrangers. — En 1927 les 91.704 colons étrangers se répartissaient entre une trentaine de nationalités, dont les principales étaient les suivantes :

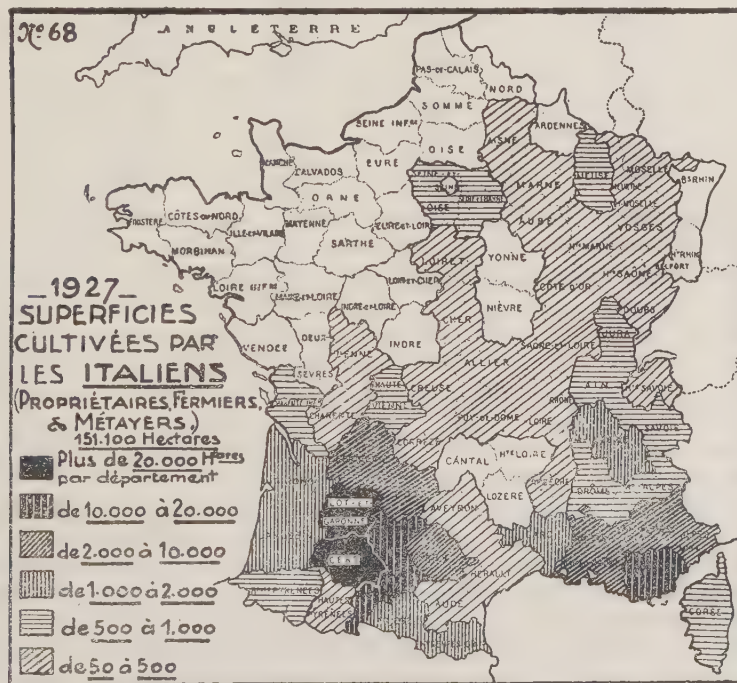
Nationalités	Propriétaires	Fermiers ou métayers	Total
Italiens	14.719	24.333	39.052
Belges	4.797	20.457	25.254
Espagnols	8.045	7.356	15.401
Suisses	3.413	4.746	8.159
Hollandais	139	393	532
Luxembourgeois	916	376	1.292
Allemands	412	91	503
Russes	203	140	343
Polonais	109	229	338
Hongrois	68	39	107
Anglais	141	26	167
Arméniens	43	40	83
Américains	65	16	81
Portugais	24	48	72
Tchécoslovaques	27	26	53
Yougoslaves	11	9	20
Divers	153	94	247
	33.285	58.419	91.704

Il y a donc quatre grands groupes de colons fournis par les pays voisins : Italie, Belgique, Espagne et Suisse. Ces 4 nationalités constituent, à elles seules, 95 % de l'immigration rurale. Si l'on rattache les Luxembourgeois aux Belges et les Portugais aux Espagnols, ce pourcentage s'élève à 97 %. C'est dire que les autres nationalités ne présentent, jusqu'à présent, qu'une importance insignifiante dans la colonisation en France. La situation, à cet égard, n'a pas changé depuis la guerre : ce sont toujours les pays voisins qui donnent aux

campagnes françaises les chefs d'exploitations qui lui font défaut. L'immigration organisée n'a, en effet, qu'une influence très limitée sur la colonisation agricole. Alors qu'elle peut introduire des ouvriers agricoles de pays éloignés, il lui est difficile d'introduire des chefs d'exploitations de ces mêmes pays. L'ouvrier agricole a un rôle relativement passif, il est guidé, conseillé, le travail qu'il a à effectuer lui est désigné — et du reste, nous l'avons vu, il réussit mal là où cette direction est insuffisante. Le chef d'exploitation loin de pouvoir être guidé doit, au contraire, diriger et commander, prendre des initiatives. Pour lui, la désadaptation résultant des différences de climat, de cultures, de mœurs, est complète. Pour faire un paysan adapté aux risques du pays il faut des générations. Les immigrés des pays voisins, à défaut de cette longue adaptation héréditaire, sont plus proches de nous au point de vue de la race et des mœurs, et retrouvant dans les régions frontalières sensiblement les mêmes cultures sous le même climat, ils conviennent mieux pour la colonisation que les éléments directement importés de pays éloignés.

Les colons italiens

Les Italiens occupent le premier rang dans la colonisation étrangère en France. Leur nombre s'est considérablement accru depuis la



guerre. En 1921, ils venaient après les Belges, qui étaient deux fois plus nombreux. En 1927, ils les dépassent largement avec 39.052 colons, contre 25.254 seulement aux Belges. De 1921 à 1927, leurs effectifs ont quadruplé, alors que ceux des Belges n'augmentaient que de 20 %. Ce rapide accroissement est dû surtout à la colonisation dans le Sud-Ouest et aux besoins considérables de l'agriculture dans l'Est et dans tout le Midi de la France. En 1927, sur les 39.052 colons italiens recensés, il y avait 14.719 propriétaires exploitants et 24.333 fermiers et métayers. Les propriétaires cultivaient 53.750 hectares et les fermiers ou métayers 97.385 hectares.

L'immigration rurale italienne a une double origine : l'une datant d'avant la guerre et se faisant sentir surtout dans les départements du Sud-Est, l'autre datant de l'après-guerre, organisée par des associations agricoles et des agences pour les régions désertées du Sud-Ouest (Carte N° 68).

La colonisation italienne dans le Sud-Est. — La colonisation italienne dans le Sud-Est porte sur les départements suivants :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total
Alpes-Maritimes	2.588	5.937	8.525
Var	3.284	1.966	5.250
B.-du-Rhône	1.122	1.543	2.665
Vaucluse	375	510	885
Basses-Alpes	324	238	562
Savoie	299	186	485
Gard	205	142	347
Isère	186	133	319
Haute-Savoie	209	118	327
Corse	126	176	302
Hérault	251	29	280
Haute-Alpes	144	142	286
Jura	62	147	209 etc...

Ce mouvement a été renforcé par la guerre, qui, en accentuant les vides des campagnes, l'a fait s'élever plus au nord. C'est ainsi qu'en 1927, le Jura comptait 209 colons italiens, le Doubs 48, la Saône-et-Loire 34, la Haute-Saône 96 et les Vosges 73. Par contre, il tend à diminuer en Corse, par suite de l'animosité des habitants contre l'étranger en général, et contre l'Italien en particulier, et aussi par suite de la forte réduction des saisonniers, qui de 20.000 en 1891, sont tombés à 3.000 après la guerre ; comme les colons se recrutaient en grande partie parmi les ouvriers agricoles, leur nombre a diminué dans les mêmes proportions.

La colonisation agricole italienne dans le Sud-Est, très ancienne, est alimentée en grande partie par l'immigration ouvrière et aussi par le jeu des relations. Un colon en appelle un autre, très souvent un membre de sa famille resté au pays. En 1921, la commune de Sérignan (Hérault) avait 5 Cianni et 3 Vatino, chefs d'exploitations agricoles. La commune de Grauss (Bouches-du-Rhône) sur 15 colons comptait 8 Rocchi. La commune d'Avignon avait 5 Rossi, 5 Bussi et

3 Fra, chefs d'exploitations. Dans les départements vinicoles (Aude, Hérault), c'est dans l'afflux des ouvriers vendangeurs qu'il faut chercher l'origine de la colonisation. Ceux-ci s'établissent après avoir amassé un petit pécule. Même phénomène pour les ouvriers horticulteurs dans la Vaucluse et les Bouches-du-Rhône et pour les fleuristes dans le Var et les Alpes-Maritimes. C'est ainsi que l'arrondissement de Grasse possède les 2/3 des colons du département. L'industrie, elle-même, fournit quelques petits propriétaires ou fermiers à l'agriculture dans ces régions. Des ouvriers italiens : maçons, terrassiers, etc., achètent souvent un petit lopin de terre avec quelques économies péniblement réalisées. Les Basses-Alpes, l'Isère, l'Hérault, l'Aude comptent plus de propriétaires que de fermiers, et le Var pour 3.284 propriétaires italiens, n'a que 1.966 fermiers ou métayers.

Ces immigrés ne disposant que de modestes économies, n'exploitent que de très petits domaines. La moyenne des propriétés ne dépasse pas 4 à 5 hectares et beaucoup de petites exploitations sont même inférieures à 1 hectare, notamment dans le Var, les Alpes-Maritimes et l'Hérault. Le métayage à mi-fruits est assez fréquent en raison de la pauvreté de certains colons. Les quelques grands domaines exploités par de riches immigrés n'arrivent pas à élever sensiblement la moyenne. Aussi, les terres cultivées par les Italiens dans le Sud-Est sont-elles beaucoup moins étendues que celles cultivées par les autres colons. La moyenne des exploitations était en 1921, de 6 hectares dans les Alpes-Maritimes, de 12 hectares dans les Hautes-Alpes et les Bouches-du-Rhône, de 11 hectares dans la Vaucluse. Par ordre d'importance, des superficies cultivées par les Italiens les départements du Sud-Est et du Jura se classaient ainsi en 1927 :

Départements	Propriétés	Fermages ou métay.	Total
Var	5.070 hect.	6.909 hect.	11.980 hect.
Bouches-du-Rhône	4.925	4.910	9.835
Alpes-Maritimes	1.567	3.225	4.792
Basses-Alpes	1.731	1.554	3.286
Vaucluse	760	1.389	2.149
Gard	433	1.194	1.627
Isère	744	500	1.244
Savoie	540	294	834
Hautes-Alpes	285	392	678
Jura	219	448	668
Drôme	150	389	539
Corse	247	276	523
Aude	78	389	467
Haute-Savoie	311	43	354

Il est à remarquer que les départements où se trouve le plus grand nombre de colons (Alpes-Maritimes), ne sont pas toujours ceux qui ont les plus grandes superficies exploitées. Dans les Alpes-Maritimes, 8.525 agriculteurs italiens ne travaillent que 4.792 hectares, soit 0 hect. 50 a. par travailleur. De là, la faiblesse du pourcentage des terres aux mains des colons, par rapport à l'ensemble des terres cultivées. Dans les Bouches-du-Rhône, les Italiens n'ont que 9.835 hectares, sur 298.000 hectares cultivés dans le département, soit

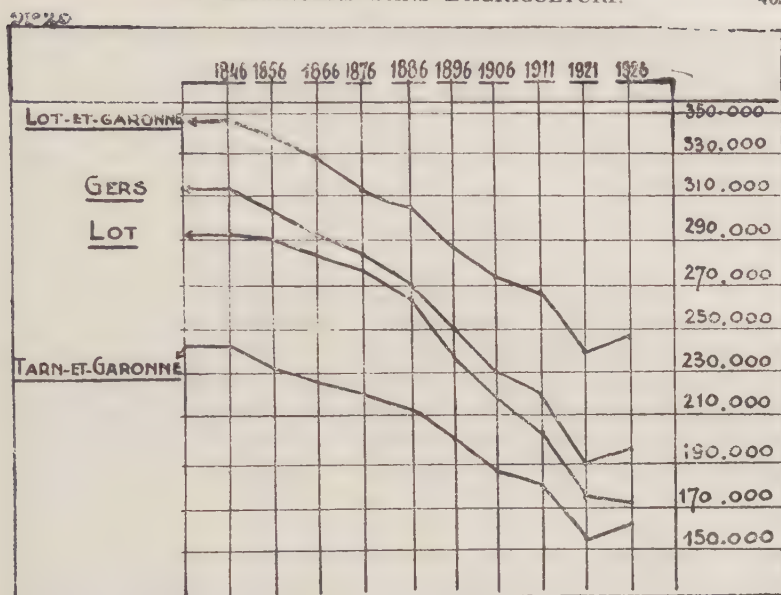
à peine 3,3 %. Dans les Alpes-Maritimes, où se trouve le plus grand nombre de colons, ceux-ci n'ont que 2 % de l'ensemble des terres cultivées.

Aussi l'appropriation du sol est-elle assez réduite dans le Sud-Est, malgré l'importance exceptionnelle de l'immigration agricole. L'énorme population de petits colons italiens de cette région ne possède que peu de terres. Elle a reconstitué en partie la classe, presque disparue en France, des petits exploitants journaliers, pour lesquels l'appoint d'un travail effectué chez l'agriculteur, plus riche est indispensable. Le Midi méditerranéen trouve ainsi pour son agriculture la main-d'œuvre adventice, qui manque si souvent dans les autres régions et qui rend possible, en même temps, la mise en valeur des petites parcelles de terre abandonnées par les Français, parce qu'insuffisantes pour satisfaire aux besoins d'une famille.

La colonisation italienne dans le Sud-Ouest. — La venue des Italiens dans les départements du Sud-Ouest ne date que d'après la guerre. En 1921, il n'y avait dans les 12 départements de cette région que 18 propriétaires et 20 fermiers ou métayers. Six ans après, en 1927, les mêmes départements comptaient une population active de 16.975 agriculteurs italiens, exploitant 102.740 hectares :

Départements	Propriétaires	Ferm.-métayers	Total
Lot-et-Garonne	1.832	2.749	4.581
Gers	1.046	2.493	3.539
Haute-Garonne	721	2.741	3.462
Tarn-et-Garonne	851	1.361	2.212
Tarn	3	658	661
Dordogne	167	477	644
Gironde	70	402	472
Ariège	32	312	344
Landes	19	316	335
Hautes-Pyrénées	38	271	309
Lot	29	278	307
Basses-Pyrénées	22	94	116

Un mouvement d'une pareille ampleur ne peut s'expliquer que par la situation démographique exceptionnelle du Sud-Ouest. La désertion rurale s'y joignait à une véritable dénatalité qui durait depuis le milieu du ^{xix}^e siècle. Avant 1914, l'excédent des décès sur les naissances, oscillait entre 1.500 et 2.000 par an dans le Gers, le Lot, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne. La guerre avait accentué le mal qui prenait les proportions d'un véritable désastre, d'autant que la plupart des familles n'avaient qu'un ou deux enfants. Un simple graphique (n° 20) permettra de mieux saisir la chute impressionnante de la population dans cette région :



En un demi-siècle, ces 4 départements avaient perdu 425.000 habitants. Faute de main-d'œuvre, les terres n'étaient plus ensemencées. L'herbe chassait le blé. De 1913 à 1921 les herbages et pâturages doubleraient au détriment des labours :

	1913		1921
Gers	20.150	hecta.	44.470 hectares
Lot-et-Garonne	10.580	»	24.800 »
Tarn-et-Garonne	12.130	»	24.780 »
Haute-Garonne	31.920	»	38.860 »

Beaucoup de métairies tombaient en ruines. On en groupait plusieurs autour d'un seul centre d'exploitation, qui s'efforçait par la culture extensive de lutter contre l'abandon définitif. Si l'on se rappelle que dans le Sud-Ouest, les colons étrangers cultivent près de 150.000 hectares, on se rendra compte de l'étendue du mal. Dans le seul département du Gers, les services agricoles évaluaient à 50.000 hectares en 1921, les terres incultes faute de bras. Près de 2.500 métairies ou fermes étaient vacantes. Beaucoup l'étaient pour longtemps, car les bâtiments permettant l'exploitation étaient en ruines.

Trop souvent, d'ailleurs, les propriétaires ne s'occupent pas suffisamment de leur domaine. Nombreux sont les propriétaires qui ont des occupations libérales : avocats, docteurs, fonctionnaires, politiciens, etc... Ceci est une conséquence de la désertion rurale et de la pratique du fils unique, qui favorisent l'accession aux carrières libérales des héritiers de la terre de Gascogne. Ces demi-citadins ne considèrent la terre que comme un signe de fortune ou de noblesse.

La propriété nobiliaire a d'ailleurs survécu dans ces régions plus que partout ailleurs. Souvent même on ne garde la terre que comme un lieu de plaisance ou de repos pour la période chaude des vacances. Aussi préfère-t-on le métayage au fermage, car il permet d'obtenir une partie des produits du sol, de venir à volonté dans la propriété, en un mot de garder la jouissance bourgeoise du domaine. Le métayer n'est considéré que comme un salarié, beaucoup plus maniable qu'un fermier qui reste maître de la terre pendant toute la durée du bail. C'est ce qui explique que le Sud-Ouest soit par excellence la région du métayage. En 1914, on comptait, en moyenne, 7 métayers pour 1 fermier. Le gros inconvénient du métayage ainsi compris par des propriétaires ayant perdu le goût et la connaissance de la terre, est de compromettre la bonne exploitation de celle-ci. Le métayer n'est plus dirigé, il souffre de l'instabilité de sa situation, il ne cherche qu'à tirer le plus possible du sol dans le moment présent sans se préoccuper de l'avenir. Les travaux d'entretien et d'enrichissement de la terre (engrais, assollement), sont négligés. Le propriétaire de son côté, ne s'intéressant guère au travail rural qu'à titre « d'amateur », ne veut pas faire de dépenses qu'il juge injustifiées d'après le mauvais rendement actuel. Les bâtiments ne sont pas assez entretenus, aucun effort n'est fait pour améliorer le confort du logis, pour amener l'eau, pour réaliser des chemins. L'absentéisme s'est développé ainsi progressivement. Dans les grands domaines, ce sont des régisseurs qui règlent toutes les affaires avec les métayers. Trop souvent le régisseur ne cherche qu'à gagner sur les deux parties, sans apporter une aide suffisante au métayer et sans défendre l'avenir du domaine. Dans une grande propriété de 2.000 hectares, il nous a été donné d'entendre un régisseur dire : « Ça rapporte encore, mais c'est juste ». Il nous souvient avoir visité, entre autres, une métairie dans une belle propriété de 250 hectares en Dordogne. Qu'on imagine loin de toute grande route et de tout centre de ravitaillement, en plein champ, une construction basse, en torchis, au toit crevé, à la porte disjointe, au sol en terre battue. Pas de puits, bien que l'eau fût à la surface. La famille doit boire l'eau de la Dordogne. Aucun chemin réellement accessible. L'homme, las, nous dit qu'il n'a ni le matériel, ni les engrais, ni les semences nécessaires à un rendement fructueux. La femme a des rhumatismes : « la maison est si humide ». Ils se sont endettés et sont harcelés par le régisseur. Ils ont une famille à élever : 3 enfants que l'on voit jouer déguenillés près du fumier qui s'étale devant la porte. Comme on comprenait alors les plaintes de M. de S..., le propriétaire, séjournant à cette époque au château voisin et qui nous avait parlé la veille de l'instabilité et de la rareté des métayers, cependant que Mme de S..., jouant avec ses magnifiques chats siamois, insistait « sur les exigences de ces gens-là » !

On conçoit aisément que se soient multipliées les ventes de domaines qui, par la réduction constante du rendement du sol et la

raréfaction de la main-d'œuvre, étaient devenus difficiles ou même onéreux à exploiter. « Toutes les terres de la bourgeoisie sont virtuellement à vendre », écrivait le Docteur Labat en 1914. En 1920, on cherchait inutilement des acheteurs. De là, une baisse sans précédent de la valeur de la terre. Dans la banlieue de Montauban, une propriété de 44 hectares, estimée 66.000 fr. en 1898 et 24.000 en 1905, est adjugée 16.000 en 1917. Dans le canton de Seyches une propriété de 32 hectares valant 39.500 fr., soit 1.200 fr. l'hectare, en 1864, tombe à 12.000 fr., soit 270 fr. l'hectare, en 1907. Une propriété de 19 hectares en alluvions argileuses de la vallée de la Garonne, évaluée à 63.000 fr. en 1887 et 32.000 fr. en 1906, est vendue 23.150 fr. en 1910, soit une dépréciation de 63 % en 25 ans (1). Il serait facile de multiplier ces exemples. L'avenir permettait d'autant moins d'espérer, que le restant de la population était mal résigné à la culture de la terre. Devant la débâcle démographique qui les laissait plus isolés, une véritable « neurasthénie paysanne » s'emparait de ceux restés au village. Ils prenaient en horreur leur métier, en se voyant astreints à un travail que tout le monde fuyait.

La région la plus abandonnée était surtout celle des plateaux bordant la Garonne au nord et au sud. Bien que ces plateaux soient moins riches que le fond de la vallée qui reste mieux cultivé, ils sont cependant fertiles. Leur terre légère et sèche convient surtout à la culture de la vigne, des arbres fruitiers et de la plupart des céréales. Chaque métairie, chaque petite propriété, partage ses 10 à 30 hectares entre les joualles (2) d'arbres fruitiers, les champs de maïs et de blé, les prés et les vignes. C'était donc une terre généreuse que le Gascon abandonnait, vérifiant cette vérité, que moins la terre est ingrate, moins l'homme s'y attache (3). « Pareil pays, disait Reclus, ne peut devenir un désert. Il attirera un jour ou l'autre assez de familles et bien au-delà, pour remplacer celles qui se suicident ainsi volontairement ». La prophétie s'est réalisée. Une population étrangère de près de 60.000 âmes vit aujourd'hui sur cette terre clémente.

On avait d'abord tenté de coloniser avec des *Bretons*. Dès 1921, des familles représentant plus de 3.000 personnes furent installées en Dordogne par les services du ministère de l'Agriculture. On évita de les disperser pour ne pas trop les dépayser et afin de leur garder leurs coutumes et leurs habitudes religieuses. En 1926, cette colonie n'avait perdu que 11 de ses membres et avait enregistré 220 naissances. L'entreprise avait donc réussi. Il en fut autrement, quand on voulut en installer dans les départements plus méridionaux et plus secs où les cultures sont trop différentes. L'activité du Breton mollit sous le

(1) CAZIOT. — *La vérité sur la richesse agricole* 1926.

(2) Lignes parallèles d'arbres fruitiers de 15 à 20 mètres.

(3) « Plus la terre est ingrate plus l'homme s'y attache » : CHATEAUBRIAND. — *Le Génie du Christianisme*.

climat, la chaleur accroît sa fatigue, diminue son rendement et l'incite à boire. On dut y renoncer. Des tentatives pour amener des *Belges*, puis des *Suisses* ne réussirent guère mieux. L'adaptation était pénible pour ces races actives mais trop septentrionales. Beaucoup repartirent au bout de peu de temps. Les *Espagnols* paraissaient tout désignés pour coloniser cette région vers laquelle depuis longtemps se dirigeait un fort courant d'immigration espagnole. Malheureusement les *Espagnols* étaient en général trop pauvres pour s'installer comme colons. De plus, l'immigration agricole espagnole diminuait sensiblement, aggravant encore la pénurie de main-d'œuvre dans le Sud-Ouest.

C'est alors que l'on songea aux possibilités d'une *colonisation italienne*. De nombreuses raisons militaient en faveur d'un pareil mouvement. La surpopulation en Italie offrait des ressources importantes à l'émigration rurale, notamment en Piémont, en Lombardie, en Vénétie et en Emilie. Pendant la guerre, le mouvement de la montagne (Alpes, Apennins) vers la plaine s'était accentué pour satisfaire aux besoins de main-d'œuvre. Après la guerre, l'homme des hauteurs qui avait connu la douceur de vivre dans les plantureuses vallées du Pô et de ses affluents, s'y installa comme fermier, métayer ou propriétaire. Il fit ainsi une rude concurrence aux anciens occupants. Beaucoup de fermages arrivés à terme durant les hostilités, furent liquidés aussitôt après. Il y eut ainsi un grand nombre de familles à placer tout d'un coup. Dans la seule province de Bergame, plusieurs centaines de familles étaient sans terre. Les propriétaires, profitant de la surpopulation, imposaient des conditions draconiennes aux fermiers et aux métayers. En 1918 une forte agitation s'éleva parmi les paysans pour la suppression du métayage. Le gouvernement dut intervenir pour régler les contrats. De nombreuses familles de l'Italie irredenta (Frioul et Trentin), désiraient quitter leur pays et venir en France (1). Les provinces du nord de l'Italie ont, d'ailleurs, à peu près sous le même climat les mêmes cultures que les départements français du Sud-Ouest. Il y a aussi entre les populations italiennes du Nord et celles de Gascogne certaines analogies de tempérament, de caractère et même de langage. Il existe, par exemple, entre le dialecte des habitants du Frioul et le patois gascon une ressemblance telle, qu'un habitant de Condom ou de Lectoure et un Italien frioulien se comprennent sans trop de peine au premier contact. L'Histoire rappelle, d'ailleurs, qu'il y eut pendant longtemps dans le passé, des relations étroites entre l'Italie du Nord et la Gascogne. Pendant près d'un siècle, on trouve des prélats italiens à la tête de nombreux diocèses du Midi (2). Dans le Gers beaucoup de villages portent des noms italiens : Pavie, Nogaro Fleurance (Florence), Pise, etc...

(1) Mécontents de la nouvelle administration italienne, les populations de ces régions disaient : « Nous étions mieux quand nous étions plus mal ».

(2) A Cahors, à Mende, à Lectoure, à Auch et surtout à Agen de 1438 à 1586.

C'est à un propriétaire du Gers, M. Schaefer, que revient l'initiative du mouvement de colonisation italienne dans le Sud-Ouest. Il fit une première expérience au début de 1922. Il installa comme métayer à Plaisance la famille d'un nommé Tosoni. A la fin de 1922 huit familles étaient introduites avec succès. Devenu président du bureau de la Main-d'Œuvre agricole d'Auch, M. Schaefer songea à organiser le recrutement en grand de colons italiens. D'accord avec le conseiller de l'émigration à l'Ambassade d'Italie, il fit établir des listes de familles italiennes désireuses de venir en France. Les propriétaires français, en quête de métayers, firent des offres au bureau de la Main-d'œuvre. Le chef de famille venait en France pour visiter les lieux et, après échange de vues, se décidait ou non à l'acceptation. Si le bail était signé, le colon recevait du bureau une prime de 150 fr. pour ses frais immédiats et faisait venir sa famille. Au bout de 6 mois, quand l'adaptation semblait évoluer favorablement, il recevait une seconde prime de 400 fr., dite d'installation, à laquelle le propriétaire participait pour moitié. Le siphon, ainsi amorcé, devait fonctionner de plus en plus activement par la suite. Le mouvement s'étendit rapidement aux départements voisins : Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, etc... L'afflux fut surtout considérable en 1924 et 1925, obligeant à renforcer les trains, car fréquemment les immigrés étaient suivis de wagons complets de matériel et parfois même de bestiaux. Au total, environ 45.000 Italiens s'installèrent en 2 ou 3 ans. La Confédération nationale des Associations agricoles créa un Comité de placement de la main-d'œuvre agricole à Toulouse, pour être le trait d'union entre le Commissariat de l'émigration à Rome et les propriétaires ayant besoin d'agriculteurs italiens. Ce Comité devint un centre de documentation, il eut des interprètes, fit éditer un vocabulaire franco-italien, facilita les formalités administratives et l'installation des colons italiens.

Généralement, il fallait discuter ferme avant la conclusion du bail, la plupart des émigrés étant peu fortunés. Il était nécessaire de leur faire des avances en nature (blé, bétail, vin et même mobilier) et de n'exiger d'eux qu'une participation très réduite aux frais. De plus, l'Italien du Nord est plus exigeant que le paysan français sous le rapport de l'hygiène. Beaucoup de familles italiennes quittaient des maisons modernes à plusieurs étages, largement aérées, groupées en villages de 1.000 à 2.000 habitants, éclairées à l'électricité, servies parfois par l'eau courante. Dans l'Italie du Nord, un « médico condottetto » veille à la salubrité des logements. Depuis 1919, la loi oblige les propriétaires à remettre en bon état les logis défectueux et à pourvoir le domaine d'eau pour les personnes et les animaux. Le mobilier rapporté d'Italie par quelques colons, dit lui-même la tenue des maisons qui l'abritaient : belles armoires, brillantes commodes, lits vastes avec sommiers et matelas. On comprend que les mesures de nos campagnes les aient un peu effrayés et qu'ils aient montré

quelques exigences. Le plus souvent, ils ne signaient qu'après avoir reçu la promesse du propriétaire que des améliorations seraient apportées aux constructions et qu'ils pourraient avoir une eau claire et abondante.

A côté de ces fermiers et métayers, vinrent des propriétaires. En Italie la terre valait de 5.000 à 15.000 francs l'hectare, dans le Sud-Ouest de 700 à 3.000 fr. Ce furent surtout des agences privées, italiennes ou françaises, qui intervinrent dans ce dernier mouvement. Des capitalistes de Turin et Milan prévoyant une hausse du prix de la terre consécutive à l'immigration, achetèrent des domaines qu'ils louèrent ou revendirent à des compatriotes. Des sociétés se constituèrent pour mettre en valeur des domaines. A Toulouse il existe une Société Immobilière franco-italienne qui exploite avec l'aide de familles italiennes une dizaine de propriétés. Quelques exilés politiques : ingénieurs, avocats, architectes, politiciens, suivirent le rush, achetèrent des domaines et essayèrent, péniblement d'ailleurs, de les faire valoir. Beaucoup de petits propriétaires du Trentin, d'Udine, du Piémont, ne pouvant s'agrandir par suite de la rareté des terres, vinrent également s'installer en France. Les 4 ou 5 hectares de leur petit domaine vendus 30 à 40.000 liras, permettaient en France l'achat de 30 à 50 hectares, de quoi occuper une nombreuse famille. Des marchands de biens, des rabatteurs de toutes catégories exploitèrent le mouvement. Il faut avoir vu à Agen ou à Auch, les vitrines des innombrables cabinets d'affaires disparaissant sous les annonces de propriétés à vendre, pour comprendre l'ampleur du trafic. On avait l'impression que toutes les terres de la région étaient à vendre, depuis l'humble bien de 5 hectares, jusqu'au grand domaine à château historique.

Il en résulta une hausse sans précédent du prix de la terre. En 1914, l'hectare au coteau valait en moyenne 700 fr. ; en 1926, il en valait 4.000, soit une hausse de plus de 400 %. L'hectare en plaine passait de 2.000 fr., à 10.000 et 12.000 fr. Dans la plaine de Toulouse, un domaine vendu 80.000 fr. en 1918 fut acheté 300.000 fr. en 1923, par un Italien, qui le revendit 600.000 fr. à un compatriote en 1926 (1). Au total, la venue des Italiens a provoqué une augmentation du prix de la terre qui oscille entre 400 et 500 %. Dans la fièvre du rush, beaucoup de propriétés furent même payées trop cher. Les Italiens furent exploités par les trafiquants de biens et leurs rabatteurs. Habités aux hauts prix de la terre en Italie, les immigrés achetèrent les yeux fermés, sans voir que la différence de prix était souvent largement justifiée par l'infériorité de la valeur et du rendement des terres en France, par le manque d'eau, l'insuffisance du bétail, le mauvais état des bâtiments, l'état d'inculture

(1) Marcel RÉMOND : *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest*. 1928.

du sol et l'étendue des friches (1). Par ailleurs, certains colons choisirent des propriétés trop grandes pour les capitaux dont ils disposaient. D'autres acceptèrent des contrats de fermage ou de métayage trop lourds eu égard à leurs faibles disponibilités. De toutes façons, ils se sont trouvés gênés par l'insuffisance de leurs fonds d'exploitation. De là, des emprunts onéreux aux banques italiennes dont plusieurs firent faillite par suite des échecs d'un certain nombre de colons.

Ces erreurs et ces abus eurent pour conséquence d'arrêter le mouvement de colonisation italienne dans le Sud-Ouest. Dès 1925, on constatait une diminution des achats, et des ventes se produisirent. Dans le Gers, on notait en 1926, 57 ventes par des étrangers de 2.815 hectares pour 3.415.000 francs (2). Une campagne de presse en Italie dénonçait, en les exagérant complaisamment, les excès commis. Il y eut une interpellation à la Chambre italienne le 28 novembre 1924. L'opinion demandait que le mouvement fût davantage surveillé et que le gouvernement ne laissât partir que les éléments choisis par lui et dans les régions où il jugerait bon de puiser. En fait, le gouvernement italien s'était toujours montré assez hostile au départ des éléments sains et actifs, choisis par les organisations agricoles françaises. Très rapidement, il avait multiplié les difficultés pour en entraver le recrutement et on cite le cas d'un propriétaire gascon, qui, désespérant des lenteurs administratives, fit prendre aux émigrants un billet pour Lourdes. A partir de janvier 1925, le gouvernement italien refusa de donner satisfaction aux demandes nominatives. Les propriétaires français, craignant que le Commissariat à Rome ne leur envoyât des déchets, hésitèrent de plus en plus à faire venir des colons italiens. En 1927 l'afflux était arrêté. Le Comité régional du Sud-Ouest et les propriétaires se tournèrent vers les Espagnols, puis vers les Tchécoslovaques et les Polonais, pour la colonisation.

Ce ralentissement de l'immigration italienne, provoqué par les abus de la spéculation et la prétention de l'Italie de n'envoyer que des éléments choisis par elle, venait à propos. Il permettait de tenter un « panachage » en faisant appel à des colons d'une autre nationalité et d'éviter ainsi la formation de groupements trop importants de même origine.

Les superficies cultivées par les Italiens dans le Sud-Ouest sont considérables du fait du nombre des colons et surtout de la prédominance des domaines de moyenne étendue dans cette région. Par ordre d'importance, les départements « colonisés » se classaient ainsi en 1927 :

(1) « La France, écrivait M. dal Padulo dans le *Lavoro Fascista*, d'octobre 1929, s'est défaite à nos dépens de ses terres les moins fertiles, les moins favorisées par le climat, presque toujours exposées au grand vent, trop humides souvent ou trop sèches ».

(2) Dans la même année, les étrangers achetèrent 102 domaines de 3.130 hectares pour 6.450.000 fr. Rapport au Conseil général du Gers. Session de Mai 1927.

Départements	Propriétés	Fermages et métayages	Total
Gers	10.589 hect.	17.675 hect.	28.264 hect.
Lot-et-Garonne	8.984 »	12.456 »	21.440 »
Haute-Garonne	5.864 »	14.188 »	20.052 »
Tarn-et-Garonne	4.280 »	12.267 »	16.547 »
Dordogne	1.967 »	1.796 »	3.763 »
Tarn	51 »	3.307 »	3.358 »
Lot	233 »	1.808 »	2.041 »
Ariège	134 »	1.639 »	1.773 »
Gironde	466 »	1.227 »	1.694 »
Hautes-Pyrénées	97 »	1.362 »	1.460 »
Basses-Pyrénées	450 »	518 »	968 etc...

Ce sont les 4 départements du Gers, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne, qui ont cédé les plus grandes superficies aux colons italiens. A eux quatre, ils possèdent 86.300 hectares, soit près de 85% des terres exploitées par ceux-ci dans le Sud-Ouest. Les 8 autres départements n'ont été atteints par l'immigration que par ricochet. Ils ne contiennent, en effet, que 19% des colons italiens et 15% des terres cultivées par ceux-ci.

La moyenne des domaines aux mains des Italiens dans cette région, est assez élevée. Elle oscille, suivant les départements, entre 15 et 30 hectares, chiffres bien supérieurs à ceux relevés dans la région méditerranéenne. Aussi, dans le Gers, les Italiens exploitent-ils 4,5% de la superficie cultivée du département, et 4% de celle du Lot-et-Garonne, alors qu'ils n'exploitent que 2% des terres des Alpes-Maritimes malgré leur bien plus grand nombre. Si l'on tient compte des superficies cultivées par les colons d'autres nationalités, les pourcentages des terres aux mains des étrangers s'élèvent à 6,65% dans le Gers et 5,62% dans le Lot-et-Garonne.

Les propriétaires sont deux fois moins nombreux que les fermiers et métayers. C'est dans les 4 départements de forte colonisation (Gers, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne et Haute-Garonne) que l'on en trouve le plus grand nombre. Mais l'appropriation du sol par les Italiens est loin d'être aussi importante qu'on l'a dit. Tout d'abord, les superficies achetées par les colons sont plus réduites que celles prises en ferme ou en métayage. Dans les 4 départements cités, les propriétaires n'ont qu'un tiers du total des terres exploitées par les colons : 29.718 hectares, contre 56.587 hectares aux fermiers et métayers. Comparés aux 620.000 hectares du département du Gers, les 10.600 hectares possédés par les Italiens ne représentent guère que 1,7%. Dans le Lot-et-Garonne, ils ne possèdent que 1,68% du sol.

Ce sont les fermiers et surtout les métayers, qui exploitent les superficies les plus importantes, le double de celles cultivées par les propriétaires. Le métayage est le plus répandu en raison de la coutume du pays et des préférences des propriétaires français Il y a environ 8 métayers pour 1 fermier. Le métayage a d'ailleurs facilité le développement de la colonisation. La plupart des immigrés étant trop pauvres pour accéder au fermage, le métayage leur offrait le moyen

de coloniser en leur accordant les avances nécessaires en matériel et en cheptel. De plus, il permettait aux propriétaires consciencieux — malheureusement trop rares — de les guider et de les initier aux cultures du pays.

Les colons italiens dans le reste de la France. — A côté des deux grands groupes de colons italiens du Sud-Est et du Sud-Ouest, il y a un certain nombre d'exploitants dans les régions agricoles voisines des grands centres urbains et industriels, notamment dans l'Est, dans la région parisienne et dans les régions industrielles du Massif central :

Départements	Propriétaires	Fermiers ou métayers	Total	Superficies cultivées
Moselle	69	1	70	379 hect.
Loire	57	11	68	246
Meurthe-et-Moselle	32	17	49	380
Meuse	35	12	47	868
Puy-de-Dôme	14	32	46	215
Marne	18	19	37	296
Allier	5	42	47	369
Aisne	15	14	29	470
Seine-et-Oise	11	17	28	554
Seine-et-Marne	3	7	10	662

Ici, l'industrie ou la ville ont favorisé la colonisation étrangère. Dans l'Est, par exemple, c'est l'immigration organisée par les mines et les industries métallurgiques qui a amené l'installation d'agriculteurs italiens. Un certain nombre d'immigrés, notamment ceux qui ont abandonné le travail de la terre pour venir en France, supportent mal le labeur de la mine ou de l'usine. Ils le quittent dès qu'ils le peuvent et si quelques économies leur permettent de profiter d'un achat avantageux dans la région, ils s'installent comme cultivateurs. Aussi, le nombre des petits propriétaires est-il de beaucoup supérieur à celui des fermiers. Le groupe de l'Est (Meuse, Moselle et Meurthe-et-Moselle) compte 126 Italiens propriétaires contre 30 fermiers seulement. Ils cultivent, en tout, 1.628 hectares, dont 850 en propriété et 780 en fermage.

Dans les départements du Nord, c'est à l'afflux des ouvriers italiens nécessaires pour les travaux des régions dévastées, qu'il faut attribuer en grande partie la colonisation italienne. Certains ayant réalisé des économies et constaté les besoins de l'agriculture ou parfois ayant été sollicités par les propriétaires français, se sont installés comme cultivateurs. Dans les 4 départements de l'Aisne, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne, une centaine de colons italiens, dont plus de la moitié sont propriétaires, exploitent 1.200 hectares. Même phénomène dans la région parisienne, où Paris attire un grand nombre d'Italiens. Les colons exploitent 660 hectares dans la Seine-et-Marne et 550 hectares dans la Seine-et-Oise. Dans la Loire, c'est du centre minier et industriel de St-Etienne que viennent

la plupart des colons italiens qui cultivent 250 hectares dans le département. Ce sont également les centres industriels qui ont d'abord attiré les Italiens qui, aujourd'hui, cultivent 220 hectares dans le Puy-de-Dôme et 370 hectares dans l'Allier,

Un recrutement par relations peut également s'établir autour de ces grands centres urbains et industriels : les immigrés informent leurs compatriotes restés au pays, des possibilités d'installation en France, des besoins de l'agriculture, des affaires avantageuses à réaliser. C'est ainsi que dans l'Isère, le développement de la colonisation italienne depuis la guerre est attribuable, en partie, à l'afflux considérable d'ouvriers italiens dans les industries nouvelles de l'électro-chimie et des grands travaux de terrassement.

La valeur du colon italien. — Presque tous les colons italiens viennent du nord de l'Italie, notamment du Frioul, du Trentin, de Lombardie, du Piémont, de Toscane et d'Emilie. Le Sud ne fournit que peu de colons : la population plus indolente, plus pauvre, n'a souvent ni l'initiative ni les capitaux nécessaires à la colonisation. L'Italien du Nord, au contraire, est actif et robuste, vif et intelligent, et ressemble au paysan gascon. Peu lettré, mais très religieux, il a la morale de sa religion. Très sobre, il se contente d'une nourriture frugale, qui fait dire aux vieux paysans français : « La nourriture inférieure qui était notre lot, à nous, il y a 50 ou 60 ans lui suffit encore ». Il ne mange guère de viande qu'une fois par semaine. Il est vrai qu'il oublie vite cette sobriété, une fois installé en France. Habitué aux longs et pénibles étés italiens, les chaleurs des étés méditerranéens ou gascons n'altèrent pas son activité. Les femmes, également actives, participent avec les enfants aux travaux des champs. L'Italien du Nord est très ingénieux : il manie avec dextérité la truelle et le rabot et beaucoup font au logis de multiples réparations. Quoique plus exigeant que le paysan français sous le rapport de l'hygiène au logis, il ne le cède en rien à celui-ci pour le manque de propreté corporelle. Les enfants vont nus-pieds et sont bien rarement débarbouillés. La nombreuse famille dont il a la charge — souvent 8 à 10 enfants — oblige impérieusement l'Italien au travail. Il faut avoir vu les colons dans les domaines abandonnés ou négligés du Sud-Ouest, pour comprendre la force de rénovation apportée par l'immigration agricole italienne. Arrachant les ronces, ramassant les cailloux, relevant les toits, creusant des puits, labourant et défrichant sans relâche, ils étaient levés avant le jour et ne s'arrêtaient qu'à la nuit tombante. Toute la famille collaborait au travail commun. Pendant que le père labourait, les enfants bêchaient. Le spectacle d'une de ces familles en plein travail, aide à comprendre le sens de la réponse de ce métayer, auquel on demandait comment il était parvenu à remettre en culture son

domaine de 15 hectares de friches et qui montrait simplement ses 6 enfants et ses bras (1).

Dans le Sud-Est, les colons sont surtout horticulteurs, maraîchers ou vigneron. Beaucoup ont de trop petits domaines pour faire vivre leur famille et travaillent comme journaliers agricoles ou même dans l'industrie (parfumerie, tuileries, constructions). Ils apportent à la direction de leur exploitation une intelligence et un sens des affaires remarquables. Dans les environs de Grasse, beaucoup d'entre eux ont profité de la hausse des prix de 1919 à 1926 — notamment de celle des fleurs et des fruits — pour acheter les exploitations qu'ils avaient louées. Il arrive parfois, comme dans la région de Grasse, que les colons italiens soient assez hostiles à l'établissement de leurs compatriotes dont ils redoutent les qualités de travail et l'esprit d'entreprise. Dans ces régions, ils connaissent d'autant mieux les méthodes de culture, que beaucoup d'entre eux ont été ouvriers agricoles avant d'être colons et que la région méditerranéenne française présente de grandes analogies de climat et de culture avec l'Italie. D'autre part, l'ancienneté du mouvement de colonisation, sa progression régulière et essentiellement individuelle, font que la venue des Italiens dans le Sud-Est, n'a rien changé au point de vue de l'exploitation du sol et que l'adaptation des colons est rapide et facile.

Il en va différemment dans le Sud-Ouest, où les colons venus en masse, ignorant les modes de culture du pays et les possibilités de la terre, sans aucun stage préalable comme ouvrier agricole ou saisonnier, ont essayé de conserver les méthodes de travail de la campagne italienne. Arrivés pleins de confiance, ils considéraient la Gascogne comme une terre du Nouveau-Monde d'une richesse inépuisable. Affichant un certain mépris pour les Français qui délaissaient cette terre et pour leurs méthodes qu'ils jugeaient arriérées, ils oublièrent selon le mot de l'un d'eux : « Que les usages ont une raison et renferment une part de vérité ». Pour comprendre l'état d'esprit des Italiens et leur déception au début, il faut se rappeler les conditions de l'agriculture dans leur pays. Ils venaient en majorité de la plaine très fertile et très riche du Pô, où l'hectare se vend jusqu'à 20.000 fr. et où les familles vivent sur 3 à 4 hectares irrigués et travaillés comme un véritable jardin. Pas de charrue ni de machines, mais la bêche active qui bouleverse sans cesse du matin au soir cette terre à laquelle il faut faire rendre le maximum. Tout lui est donné en abondance : fumier, engrais et travail. Mais elle rend avec usure ; le blé et le maïs y donnent de 50 et de 100 pour un, réalisant à la lettre la parole évangélique. De là, leur confiance excessive en la fertilité de la terre en Gascogne, leur inhabileté souvent à conduire les machines et le

(1) Marcel RÉMOND : *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest*, 1929.

bétail. Pour les bœufs, par exemple, ils criaient trop fort, employaient le bâton au lieu de l'aiguillade et surtout exigeaient de ces animaux lents, une vitesse excessive à laquelle le vieux matériel de labour et de charroi des métairies gasconnes ne résista pas. Ce fut un moyen expéditif, mais onéreux, pour avoir du moderne. Certains voulurent appliquer les méthodes de culture intensive sur la terre sèche de Gascogne. Délaissant la polyculture, ils prétendirent ne faire que des céréales : blé et maïs, allant jusqu'à défricher des prairies et arracher des vignes pour faire des labours. Il y eut de pénibles déceptions. Les ravages du vent d'autan qui souffle au moment où les blés sont en fleur, les brouillards fréquents qui gênent la fécondation, les pluies torrentielles d'été qui couchent les céréales, leur apprirent que la polyculture était une assurance indispensable contre les caprices du climat en Gascogne.

Aujourd'hui les colons se sont adaptés et acclimatés. Ils pratiquent les diverses cultures du Midi : vigne, arbres fruitiers, primeurs et céréales. Ils suivent le même assolement que les Français : blé, trèfle, maïs. Ils ont pris l'habitude de conduire les machines et le bétail, quoiqu'ils demandent souvent trop de travail aux vaches, ce qui nuit à l'élevage. Ils ont introduit des modifications très intéressantes dans l'agriculture du Sud-Ouest et par là, la colonisation italienne a eu une influence profonde.

Habitué à l'abondance des eaux, les Italiens souffrirent de la sécheresse relative du Sud-Ouest. Avec cet amour et cette science de l'*irrigation* qui caractérisent le Lombard, ils entreprirent des travaux importants pour fertiliser les terres qu'ils avaient achetées. Nous avons visité, entre autres, près de Toulouse, un grand domaine qui a été rénové par l'initiative intelligente d'un cultivateur italien (1). Ce domaine d'une superficie de 125 hectares, dont 60 en prairies, était abandonné depuis plusieurs années et en friche. Profitant de la proximité du canal de St-Martory, le nouveau propriétaire entreprit d'en réaliser l'irrigation. Il fit construire un canal en ciment armé de 1 m. de diamètre et long de 1.147 m. qui lui coûta 160.000 fr. et exigea le travail de 160 ouvriers terrassiers. Les résultats furent remarquables et au bout de peu de temps le propriétaire pouvait dire à ceux qui lui demandaient les limites de son domaine : « Là où ce n'est plus vert, le terrain n'est pas à moi ». Les colons italiens apportèrent des soins tout particuliers à l'entretien des prairies. Quelques-uns les enrichirent par des composts spéciaux, constitués en différents points du domaine, à l'aide de mottes herbeuses prélevées dans les parties hautes ou bordées des prés qu'il convient d'aplanir. A ces mottes, ils mélangent le fumier des étables et ils arrosent le tout de purin. La masse du compost est ensuite recoupée et brassée, à plusieurs reprises. On

(1) Cette expérience a fait l'objet d'un très intéressant rapport de M. PAON à l'Académie d'agriculture. Séance du 4 mai 1927.

l'épand en hiver ou au printemps Des prairies ainsi entretenues donnent une herbe très riche en légumineuses et très nutritive. Il est possible d'en faire 5 à 8 coupes dans l'année et d'entretenir, par conséquent, un bétail très important. Les Français, d'abord sceptiques au sujet de tous les travaux entrepris par les Italiens, sont aujourd'hui étonnés des résultats, et quelques-uns se sont décidés à les imiter, notamment en ce qui concerne l'irrigation.

Les Italiens ont également introduit des méthodes spéciales pour la *conservation des foins*. Alors que le Français coupe l'herbe à la maturité et ne l'engrave qu'après complète dessiccation, l'Italien, au contraire, la coupe avant la floraison, l'enlève avant complète dessiccation, et au lieu de l'engranger, la met en silos ou en meules. Les silos sont soit des fosses, soit des tours, où le foin est mis assez frais pour être bien conservé. Quant à la conservation en meules, elle varie suivant la région d'où est originaire le colon. Généralement le fourrage est rentré 2 jours après la coupe et après un seul jour de fanage, alors qu'il n'a perdu que 50 % de son eau et n'est pas encore cassant. La meule est montée en couches très tassées que l'on piétine pour les rendre plus compactes. Il se produit une fermentation qui dure de 30 à 40 jours et provoque un échauffement de 40° à 50°, d'où la nécessité d'une surveillance attentive. Cette surveillance se fait en appréciant l'odeur qui se dégage et qui ne doit pas être trop forte ou encore au contact de la main ou des pieds nus. Si la température est trop forte on fait un trou de 1 m. de profondeur pour apprécier au toucher le degré d'échauffement intérieur. Quelques-uns utilisent le thermomètre dit de Brescia, qui est placé dans un tube avec pointe de 1 m. de long que l'on enfonce dans le fourrage. Une partie filetée à l'extrémité du tube permet d'y visser un ou plusieurs tubes de prolongement suivant les besoins. D'autres aménagent sur la meule des cheminées d'aération tous les 3 ou 4 m. au moyen de planches. Ces cheminées sont obstruées et ne sont ouvertes qu'en cas d'excès de température. Pour lutter contre l'échauffement on recouvre la meule d'une couche de paille sèche. Les gaz humides et chauds de la fermentation sont absorbés par la paille qui n'entre pas en fermentation et prend une grande quantité d'eau. Le fourrage ainsi obtenu par les Italiens va du brun-clair au brun-foncé. Lorsque la température est trop forte, le fourrage se brûle et prend une teinte noire. En général, les Italiens ont remarqué que le foin en France supporte moins l'échauffement que celui d'Italie. En France 60° est un maximum, alors qu'en Italie on peut aller jusqu'à 80°. Le fourrage des meules ainsi tassées est débité, à l'usage, à l'aide de bèches à pédales d'un modèle spécial. Il a l'avantage de ne pas se briser et de garder la souplesse de la plante fraîche. Il ne perd pas ses parties les plus nutritives constituées par les feuilles, ce qui est un gros avantage pour les légumineuses. La coupe avant maturité donne un fourrage bien plus nutritif et permet de plus nombreuses coupes, sans épuiser le

pied. Ce fourrage convient notamment aux vaches laitières, car il constitue un aliment gras, très parfumé, poussant à la lactation par l'abondance de l'eau qu'il conserve. Au point de vue du machinisme (faneuse) et de la main-d'œuvre, le fanage est quasi supprimé et avec lui l'inconvénient des années pluvieuses si gênantes dans le séchage complet pratiqué en France. Par contre, il demande une surveillance constante lors de la fermentation et entraîne des risques d'incendie. Aussi certains fermiers et métayers italiens eurent-ils des difficultés avec les propriétaires français. Quand il est trop brun, par suite d'une fermentation excessive, il peut provoquer des accidents sur certains animaux. Il est impropre à l'alimentation des chevaux et des animaux de trait en général (1).

Les Italiens firent aussi un effort pour accroître le troupeau de vaches *laitières* très réduit dans le Sud-Ouest. Le lait joue un grand rôle dans l'alimentation des Italiens du nord : chaque matin la maisonnée s'attable devant la soupe de café au lait. Il en faut d'ailleurs beaucoup pour les enfants toujours nombreux. Aussi considèrent-ils qu'une ferme sans vache c'est un « char avec 3 roues ». Comme ils s'étonnaient d'en voir si peu en Gascogne et demandaient comment les Français nourrissaient leurs enfants, on dut leur répondre, argument sans réplique, qu'ils n'en avaient pas. Le développement de l'irrigation et de la production du fourrage permit aux Italiens de lutter contre la sécheresse et d'augmenter sensiblement la production laitière dans la région. Sur certains grands domaines, les colons parvinrent à entretenir des troupeaux assez importants pour ravitailler tout le voisinage. A Soullancé (Haute-Garonne), un colon possède une étable de 200 à 250 vaches laitières ; à Blanquefort (Gers), les Italiens ont fait venir 70 vaches de Bretagne et alimentent en beurre et en fromages, d'ailleurs très recherchés, les marchés voisins.

Pour les céréales, notamment pour le maïs, les Italiens ont introduit en Gascogne des variétés qui sont aujourd'hui recherchées des Français eux-mêmes. Quelques colons ont obtenu un rendement de 25 quintaux à l'hectare pour le blé et à différentes reprises des Italiens ont reçu les premiers prix dans les concours agricoles. Grâce à l'irrigation et à l'utilisation de variétés de blé précoce, quelques colons ont pu obtenir, sur le même terrain et dans la même année, une double récolte de blé et de maïs. Suivant la méthode italienne, ils sèment le blé (*ardito*) en octobre et le récoltent en juin, ce qui leur permet de le vendre au prix de l'ancien. Le maïs semé aussitôt après est récolté, grâce à l'irrigation, en novembre. En général, les Italiens font des labours profonds qui aèrent le sol et permettent à la plante de lutter contre l'extrême sécheresse (2). En 1928, année sèche, le blé et le maïs des Italiens fut plus beau en général que celui de beaucoup

(1) Note de M. de BRÉTIGNY, au nom de M. PAON à l'Académie d'agriculture.

(2) Maïs parfois ces labours profonds dessèchent le sol lors des fortes chaleurs.

de Français. Il est vrai que la famille italienne, toujours nombreuse, permet d'apporter à la culture des soins qui stupéfient le Gascon. Certains colons font des *transports de terre* pour augmenter l'épaisseur du sol cultivé. Ils lèvent les contournières, les bordures des haies et des fossés, si riches en feuilles mortes, en herbes et en humus, et les transportent sur toute l'étendue de leurs champs. Par ailleurs, un certain nombre d'Italiens sarclent leur blé avec des bèches ! Travail de patience certes, mais combien profitable à la plante. C'est au printemps que toute la maisonnée, hommes, femmes, enfants, s'en va tous les jours sarcler en chantant de gais refrains ou des cantiques populaires. Naturellement, ce travail suppose que le blé a été semé en ligne. Les Italiens préfèrent souvent ce mode de semences qui enfouit à la même profondeur, alors que le blé jeté à la volée est, ou trop profondément enfoui, ou bien reste à la surface où les oiseaux le mangent. Mêmes soins attentifs pour le maïs, si précieux pour la « polenta » nationale. Les Italiens emploient, en général, beaucoup d'engrais chimiques. Sur tel grand domaine de 400 hectares dans le Gers, les Italiens mettent à l'automne 400 kilos de sulfate d'ammoniaque et 400 kilos de superphosphates à l'hectare.

Les colons ont également introduit dans quelques domaines la culture du *riz*. Celui-ci exige un travail important. Il faut niveler le champ et l'entourer d'un bourrelet de terre susceptible de retenir l'eau en permanence à la surface. Une terre maigre est nécessaire, aussi quelques colons durent-ils parfois enlever la partie supérieure du sol comme trop riche. Elle leur sert pour faire des composts pour les prairies. L'eau doit être maintenue à un niveau de 4 à 5 cm. En avril, lorsque le sol est bien imbibé, on passe la herse dans l'eau pour la troubler et à ce moment on sème le riz à la volée à raison de 140 kilos à l'hectare. Au moment de la récolte, en septembre ou octobre, on assèche le sol pendant une dizaine de jours, on fauche, on sèche et on bat comme le blé. Certaines récoltes ont été excellentes et tel domaine des Landes a pu obtenir, en 1926, un rendement de 32 quintaux pour 60 kilogrammes de semence.

Les Italiens ont essayé aussi de remettre en honneur la culture du *mûrier* dans le Sud-Ouest, où jadis la sériciculture était prospère. Dès 1925, les Italiens plantaient 26.000 pieds dans la région de Montauban et 50.000 pieds en 1927. A Toulouse, ils fondaient un Institut séricicole pour encourager la culture et assurer la vente des cocons. En 1926, l'institut vendait 3.000 kilos de cocons, et en 1927, 7.000 kilos.

Les agriculteurs italiens habitués à la discipline des syndicats professionnels et des groupements agricoles, réveillèrent en Gascogne l'esprit de coopération. Ils fondèrent d'abord, avec l'aide des banques italiennes (1), des « *Consorzi agrari* », sociétés coopératives par actions,

(1) Notamment du Crédit Franco-Italien et de la banque Franco-Italienne pour l'Amérique du Sud.

dont le but était de faciliter les ventes, les achats, et le crédit des membres du consortium. Des consorzi furent créés à Agen et à Toulouse, qui firent même publier un journal rédigé en français et en italien : « *L'agriculteur franco-italien* ». En 1927, les Italiens fondèrent à Toulouse, une société coopérative agricole française intitulée « *La Ruche agricole* ». Cette coopérative, au capital de 125.000 fr. formé de parts souscrites par les membres, s'occupe de l'achat de machines, engrais, semences, etc., et de la vente des produits agricoles, de leur conservation ou de leur transformation. Elle cautionne aussi ceux de ses membres désireux d'obtenir un prêt des caisses du Crédit agricole français. D'autre part, les Italiens vinrent grossir les effectifs des syndicats et des coopératives français. A cet égard, l'entente des deux races est complète : c'est ainsi que la « Ruche agricole » fondée par les Italiens, exige de ses membres qu'ils soient affiliés à un syndicat agricole français ! Parmi les coopératives italiennes et franco-italiennes créées par les colons pour le placement des graines et des engrais à des prix réduits, celles de Montauban et d'Auch sont actuellement les plus prospères.

Cet esprit de solidarité et de communauté, qui contraste souvent avec l'individualisme étroit du paysan français, a amené les Italiens à tenter, dans le Sud-Ouest, les méthodes d'exploitation en commun de grands domaines. Une des plus intéressantes de ces expériences est celle réalisée à Blanquefort (Gers) par M. Milési, ingénieur-agronome, avec l'aide de « l'Opéra Bononelli », association d'aide aux émigrants. En 1925, M. Milési, à la tête de 14 familles, représentant 170 personnes, loua pour une durée de 18 ans, le domaine du Marquis de Scoraille, domaine de près de 500 hectares, dont 400 de terres labourables. Les familles constituées en société versèrent chacune une somme de 10.000 à 20.000 francs à une banque de Bergame : « Le Piccolo Credito » qui gardait la charge financière de l'entreprise et contrôlait M. Milési, directeur de l'exploitation. Le domaine de Blanquefort, d'une seule pièce, convenait bien à une telle expérience. Il possède des bâtiments importants et de nombreuses canalisations d'eau, installés pour un dépôt de remonte de l'armée qui avait été supprimé en 1923. Le fumier des 400 chevaux du dépôt avait enrichi les terres pendant de longues années. Un moulin fournit la farine, une turbine de 20 chevaux distribue l'eau et l'électricité à toute l'exploitation et à une petite huilerie équipée à la moderne. M. Milési, au nom de qui est passé le bail, reste seul fermier du propriétaire : les familles ne sont que ses métayers. Elles partagent avec lui comme représentant de la Société, la moitié des produits ou des pertes. Chaque famille constitue une unité technique, vit au centre de sa terre et jouit d'une grande indépendance. Elle possède ses instruments aratoires : faucheuses, charrues, ses bêtes de travail et de croît. Seules les grosses machines font la besogne commune : un tracteur va d'une ferme à l'autre pour les travaux pénibles : défonçage,

hersages, moissons. Les animaux en sont soulagés d'autant. En outre, le tracteur actionne une machine à battre également propriété de la colonie. On évite ainsi les frais résultant du système onéreux des équipes de batteries avec repas gargantuesques. Les cultures sont faites sous la direction de M. Milési. De là, un travail méthodique et scientifique, des labours profonds qui aèrent le sol et préservent de l'extrême sécheresse, des transports de terres pour augmenter l'épaisseur du sol cultivé, des engrais chimiques en si grande abondance que les quelques rares Français restés dans la commune — exactement 40 contre 144 Italiens — levaient les bras au ciel en criant à la folie. La colonie constitua aussi un troupeau de 70 vaches laitières que l'on dut faire venir de l'Ouest. Les affaires furent assez pénibles au début. Le change, en dépréciant la monnaie française, diminuait d'autant les possibilités de remboursement à la banque italienne. Mais, par la suite, la situation s'est redressée et l'exploitation est aujourd'hui assez prospère pour que l'on puisse bien augurer de l'avenir. La colonie, au surplus, est bien homogène. Le lien religieux — tous les colons sont fervents catholiques — entretient une unité et une communauté d'esprit étonnantes. A tel point que les paysans français des environs crurent, au début, qu'il s'agissait de moines défroqués chassés de leur pays. Des salles sont réservées pour les manifestations de la vie collective : fêtes, lectures, prières, école. Des religieuses italiennes s'occupent de cet aspect de la vie de la colonie.

A côté de ces sortes de sociétés coopératives, des colonies italiennes, plus nettement familiales, se sont installées dans le Sud-Ouest. A la Testère, sur les bords du Gers, 3 beaux-frères, à la tête d'une même famille de 115 personnes, exploitent en commun un domaine de 120 hectares. A Hontambert, une famille de 25 personnes exploite également en commun une terre de 60 hectares. Dans le Gers, 2 familles, en collaboration avec 12 de leurs compatriotes, se sont installées sur le domaine d'Albret. La difficulté ici est de maintenir l'harmonie dans des familles aussi étendues et d'éviter la brouille, notamment au sujet du partage du travail et des produits. L'installation de ces grandes communautés familiales dans l'agriculture du Sud-Ouest menacée de mort par la disparition de la famille française, est un des aspects de la colonisation qui ont le plus surpris les Gascons restés au pays.

Ici apparaît une des conséquences les plus heureuses de l'immigration italienne : elle a révélé aux Gascons ce que valait leur terre et ce que le travail familial pouvait en tirer. D'abord sceptiques au sujet de toute cette activité qui bouleversait le pays, défrichait, relevait les ruines, irriguait, faisait revivre des cultures disparues et importait des méthodes nouvelles d'exploitation, les Français finirent par admirer le courage et l'activité de ces belles familles. Puis quand à force de travail, celles-ci eurent surmonté la période pénible de l'adaptation, corrigé leurs erreurs, et obtenu du sol souvent plus

que n'en aurait jamais espéré le Gascon, alors celui-ci fut convaincu. Il chercha à les imiter et une sorte d'émulation se développa avec les nouveaux venus. Les Français qui restaient à la terre malgré eux, découragés par tous les abandons qui vidaient le pays depuis un demi-siècle, reprirent confiance. Les efforts déployés par les colons et les résultats obtenus, ont stimulé leur amour-propre et leur ardeur, si bien que nous sommes redevables aux Italiens, non seulement de ce qu'ils produisent, mais encore de ce qu'ils font produire aux autres. Des communes entières ont été ainsi régénérées, « ont repris confiance dans leur destinée ». C'est ainsi, entre autres exemples, qu'à Montesquieu(1), fertile commune qui comptait 1.300 habitants en 1870 et n'en avait plus que 700 en 1920, avec une partie de son territoire en friche, la venue de 300 Italiens a permis non seulement la mise en culture de toutes les terres, mais une augmentation générale de l'activité et du rendement, et une diminution très nette de la tendance à l'abandon de la terre, notamment chez les jeunes, qui avec l'émulation ont retrouvé le goût de leur travail.

Les colons belges

En 1921, l'élément belge était de beaucoup le plus important dans la colonisation étrangère en France. Il était le double de l'élément italien qui venait après. En 1927, il tombe au 2^e rang, largement dépassé par l'élément italien qui quadruplait de 1921 à 1927, alors que les Belges n'augmentaient leurs effectifs que de 20 %. Il y avait en 1927, 25.254 cultivateurs belges en France, dont 4.797 comme propriétaires et 20.457 comme fermiers et métayers.

Les Belges se groupent surtout dans le Nord, où leur installation est très ancienne. En 1906, on estimait à 2.130 le nombre des exploitants belges dans le seul département du Nord. En 1927, les départements septentrionaux les plus atteints par la colonisation belge se classaient ainsi :

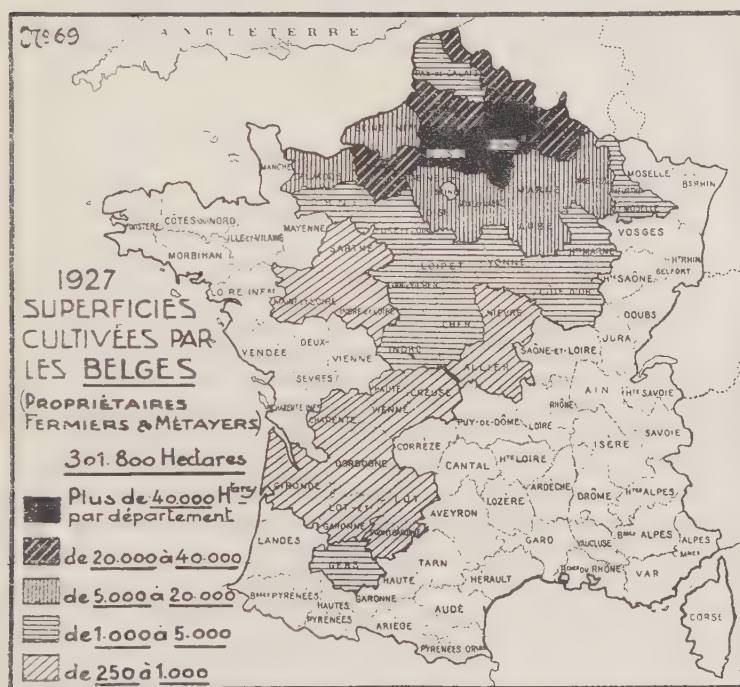
Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total
Nord	1.288	3.753	5.041
Ardennes	738	1.490	2.228
Aisne	375	1.819	2.194
Somme	213	1.588	1.801
Meuse	129	371	500
Meurthe-et-Moselle	106	182	288
Pas-de-Calais	113	316	429

Le fait intéressant montré par les enquêtes de 1921 et 1927, est l'extension du mouvement de colonisation vers le Centre et le Sud, si bien que l'Oise dépasse les départements-frontières, tels que l'Aisne et les Ardennes, pour le nombre des colons belges :

(1) Lot-et-Garonne

Oise	243	2.750	2.993
Eure	183	1.563	1.746
Seine-et-Marne	61	938	999
Seine-et-Oise	150	808	958
Marne	168	528	696
Seine-Inférieure	80	568	648
Aube	77	663	740
Calvados	60	570	630
Orne	61	427	488
Yonne	66	307	373
Haute-Marne	38	172	210
Eure-et-Loir	13	185	198
Loiret	18	169	187

Ce dernier mouvement s'est considérablement développé depuis la guerre. Les Belges trouvaient en France, des prix d'achat bien inférieurs à ceux pratiqués dans leur pays surpeuplé. Dans les régions fertiles



de Belgique, l'hectare pour la culture betteravière atteignait 10.000 fr. en 1922. En 1925, l'hectare de bonne terre se louait 500 à 700 fr., contre 300 à 600 fr. en France. L'avantage du change rendait l'opération encore plus tentante. La venue de 225.000 réfugiés, pendant la guerre, notamment en Normandie, et l'afflux saisonnier de 20.000 ouvriers belges jusqu'à la Loire, contribuèrent à faire connaître la fertilité des campagnes françaises, le bon marché et les besoins de la terre. De nombreux ouvriers agricoles, ayant amassé un petit pécule, profitèrent des occasions portées à leur connaissance,

pour s'installer en France. Les agences et les propriétaires français heureux de trouver des acquéreurs ou des locataires susceptibles de payer des prix élevés, firent de la réclame. Dans les journaux belges, dans les journaux agricoles français, on pouvait lire : « Ferme à louer, libre de suite, on louera de préférence à des Belges » (1). Des agences intervinrent, activant le mouvement par des promesses souvent fallacieuses. Beaucoup de colons vinrent en France par le jeu des relations, ceux installés faisant venir leurs compatriotes dès qu'ils avaient connaissance d'une ferme à louer ou à vendre dans la région. C'est ainsi que peu à peu la colonisation belge descendit vers le Sud. Quelques colons, appelés par les propriétaires ou simplement attirés par les vides laissés par la population française dans le Sud-Ouest, s'installèrent même dans le bassin aquitain. La carte n° 69, indique bien cette descente de l'élément belge par le seuil du Poitou jusqu'à la Garonne :

	Propriétaires	Fermiers-métay.	Total
Indre-et-Loire	16	99	115
Indre	6	91	97
Haute-Vienne	4	22	26
Charente	14	65	79
Dordogne	60	94	154
Lot-et-Garonne	71	39	110
Gers	42	30	72
Lot	15	32	47
Gironde	39	23	62

Les colons belges cultivent des superficies beaucoup plus étendues que les autres étrangers. En 1927, ils exploitaient 301.810 hectares, soit plus de la moitié (52%) des terres aux mains des étrangers en France. Ceci résulte de la prédominance de la grande exploitation dans le Nord. La moyenne des exploitations belges est, nous l'avons vu, de 10 à 15 fois plus élevée que celle des exploitations des colons du sud de la France : 66 hectares dans l'Aisne et 50 dans l'Oise contre 2 hectares 30 dans l'Hérault et 6 hectares dans les Alpes-Maritimes. Aussi, les Belges accèdent-ils bien plus difficilement que les autres colons à la propriété. Alors que les Espagnols sont deux fois plus nombreux comme propriétaires que comme fermiers ou métayers, malgré la pauvreté relative de leurs immigrants, les Belges ont 5 fois moins de propriétaires que de fermiers : 4.797 propriétaires contre 20.457 fermiers. Sur les 301.810 hectares cultivés par les Belges, 40.728 hectares, soit à peine 15 %, le sont par des propriétaires. De sorte que les colons belges, qui cultivent 52 % de la superficie totale exploitée par les étrangers, n'ont que 27 % des terres exploitées en faire valoir direct. Par contre, ils ont plus de 60 % de celles exploitées en fermage ou en métayage par les étrangers. Les départements où les superficies cultivées par les Belges sont les plus importantes, sont à peu près ceux où les colons sont les plus nombreux :

(1) *Progrès agricole*, 4 septembre 1921.

Départements	Propriétés	Fermages-métay.	Total
Oise	2.911	40.668	43.579
Aisne	5.501	35.611	41.112
Nord	5.174	21.233	26.407
Ardennes	5.000	20.154	25.154
Somme	2.727	22.093	24.820
Eure	1.356	18.896	20.253
Seine-et-Marne	551	17.242	17.793
Seine-et-Oise	1.458	11.474	12.933
Marne	2.473	10.055	12.528
Aube	1.041	8.825	9.867
Seine-Inférieure	793	8.883	9.676
Calvados	788	6.713	7.501
Meuse	1.606	4.894	6.500
Eure-et-Loir	37	4.608	4.645
Orne	898	3.581	4.479
Yonne	928	3.389	4.318
Pas-de-Calais	600	3.195	3.795
Meurthe-et-Moselle	979	2.524	3.503
Loiret	76	2.883	2.960
Côte-d'Or	453	1.719	2.172
Haute-Marne	330	1.756	2.086
Indre	560	1.276	1.836
Cher	60	1.444	1.504
Gers	687	444	1.131 etc...

Le bassin parisien groupe la presque totalité des exploitations belges. On peut y distinguer trois régions, où la colonisation est particulièrement active :

1° La région du Nord (Nord, Aisne, Ardennes, Somme et Pas-de-Calais), où les Belges exploitent 121.500 hectares, soit 40 % du total cultivé par eux en France ;

2° La région parisienne (Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Marne), où ils exploitent environ 100.000 hectares, soit 30 % du total exploité par les Belges ;

3° La Normandie (Seine-Inférieure, Eure, Calvados, Orne), où ils cultivent 42.000 hectares, soit 14 % du total.

Ces trois régions, ont, ensemble, 84 % des terres exploitées par les colons belges en France.

Il est à remarquer que dans le Sud-Ouest, à l'opposé de ce qui a lieu dans toutes les autres régions où se trouvent des colons belges, ce sont les propriétaires qui l'emportent nettement sur les fermiers ou métayers :

Départements	Propriétés	Fermages ou Métayages	Total
Gironde	573 hect.	162 hect.	735, hect.
Lot-et-Garonne	487	260	747
Gers	687	444	1.131

Cette différence s'explique par la baisse très forte de la valeur de la terre dans le Sud-Ouest, baisse qui a été exploitée par des agences qui ont décidé des immigrants de toutes nationalités à des achats. Par ailleurs, la prédominance de la propriété de moyenne étendue, a rendu l'appropriation du sol plus aisée que dans le Nord. Ce sont ces raisons qui ont décidé un certain nombre de colons belges à descendre si loin vers le sud, malgré leur peu d'aptitudes pour les travaux de ces régions sèches.

Le mouvement d'immigration belge dans les campagnes françaises semble avoir atteint son maximum, étant donné que la Belgique commence à subir un ralentissement de la natalité comme tant de pays de civilisation avancée. Au surplus, la Belgique reste numériquement trop petite pour pouvoir alimenter longtemps une forte émigration rurale.

Valeur du colon belge. — La grande majorité des agriculteurs belges fixés en France sont Flamands, sauf dans l'extrême Nord, où dominant les Wallons.

Le colon belge est robuste et actif. Levé tôt, couché tard, il travaille souvent plus que l'agriculteur français. Il est parfois plus lourd et moins vif que ce dernier, mais plus docile. Généralement propre, il répugne à loger dans des lieux malsains ou malpropres : de là, des difficultés avec les propriétaires français, notamment en Normandie et dans le Centre. La plupart, d'ailleurs, apportent des améliorations au logis où ils s'installent. Gros mangeur, buveur de bière, il s'habitue très rapidement au vin ou au cidre. Il a même trop souvent un faible pour l'alcool. Catholique pratiquant, il observe ponctuellement le repos dominical. Le prêtre est pour lui un confident, souvent un camarade. C'est toujours une surprise pour le Français de voir le prêtre belge jouer aux cartes le dimanche au café avec ses compatriotes. Très âpre au gain, le colon belge, tout comme le paysan français, n'a d'autre rêve que de faire des économies et d'agrandir son lopin de terre.

Les connaissances agricoles des exploitants belges sont celles de la plupart des agriculteurs français du Nord : de là, leur adaptation rapide dans ces régions. Ils connaissent parfaitement les cultures des plantes sarclées, des céréales, de la pomme de terre et surtout de la betterave, du lin et du colza. Ils ont contribué à une certaine renaissance de ces deux dernières cultures, notamment de celle du lin, dans le Nord et l'Ouest de la France, depuis la guerre. La superficie cultivée en lin de 30.000 hectares en 1913, est passée à 35.000 hectares en 1929. Les colons qui viennent de la Flandre orientale connaissent la culture du houblon ; ceux qui viennent de la région de Gand sont généralement bons horticulteurs. Presque tous sont bons charretiers. Ils emploient les mêmes instruments et les mêmes outils que les paysans français. Au surplus, beaucoup de colons se sont antérieurement familiarisés avec le travail de la terre en France, comme ouvrier agricole permanent, saisonnier ou frontalier.

La principale force du cultivateur belge est sa nombreuse famille, et surtout son « esprit de famille », qui sont souvent la raison de sa réussite dans nos campagnes. Beaucoup de ceux qui viennent en France, amènent non seulement femmes et enfants, mais encore des frères et des sœurs, voire des cousins et cousines. Pour eux, la question de la main-d'œuvre ne se pose pas, et le rendement d'une telle famille

est souvent supérieur à celui d'une famille française plus restreinte, et s'adjoignant des domestiques de ferme.

Le colon belge garde toutes ses qualités tant qu'il reste dans des contrées suffisamment septentrionales pour lui permettre de s'adapter facilement. La ligne de Nantes à Genève, semble être en France la limite sud de son extension. Les essais tentés dans le Sud-Ouest n'ont guère réussi. Sous la chaleur méridionale, son activité mollit, il s'adapte difficilement aux cultures spéciales de ces pays secs, dont certains produits, tels le vin et l'eau-de-vie, lui sont funestes.

Les colons luxembourgeois. — L'immigration rurale luxembourgeoise peut être rattachée à l'immigration belge. Les colons luxembourgeois présentent, en effet, les mêmes qualités, les mêmes connaissances agricoles et la même facilité d'adaptation dans le Nord de la France.

L'immigration luxembourgeoise est importante relativement au chiffre de la population qui l'alimente : 260.000 environ. En 1927, les colons luxembourgeois et les membres actifs de leurs familles s'élevaient à 1.292, dont 916 propriétaires et 376 fermiers ou métayers. Ils venaient immédiatement après les 4 grands groupes italien, belge, espagnol et suisse. Ils s'installaient à peu près dans les mêmes départements que les Belges. Cependant, alors que ces derniers s'étendaient surtout vers l'Ouest, les Luxembourgeois se massaient de préférence dans l'Est. La Moselle, notamment, possédait un grand nombre de petits propriétaires luxembourgeois :

Départements	Propriétaires	Fermiers-métay.	Total
Moselle	510	52	562
Meuse	80	82	162
Côte-d'Or	84	58	142
Meurthe-et-Moselle	46	65	111
Marne	79	28	107
Ardenes	39	44	83
Haute-Marne	44	10	54
Seine-et-Marne	3	6	9
Yonne	3	5	8 etc...

Les Luxembourgeois cultivaient en 1927, 11.468 hect, dont 5.929 hect. comme propriétaires et 5.538 hect., comme fermiers ou métayers. La moyenne des exploitations était de 25 hectares pour les propriétés et de 58 hectares, soit plus du double, pour les fermes. Les plus grandes superficies cultivées par les Luxembourgeois ne se trouvaient pas dans les départements frontières, où le nombre des colons était le plus élevé, mais dans la Côte d'Or, où la moyenne des propriétés s'élevait à 80 hectares :

Départements	Propriétés	Fermages ou métayages	Total
Côte-d'Or	1.705, hect.	980, hect.	2.686, hect.
Meuse	750	1.385	2.135
Moselle	1.164	694	1.858
Meurthe-et-Moselle	419	1.336	1.756
Marne	755	365	1.120
Ardennes	315	288	603
Haute-Marne	341	180	521 etc...

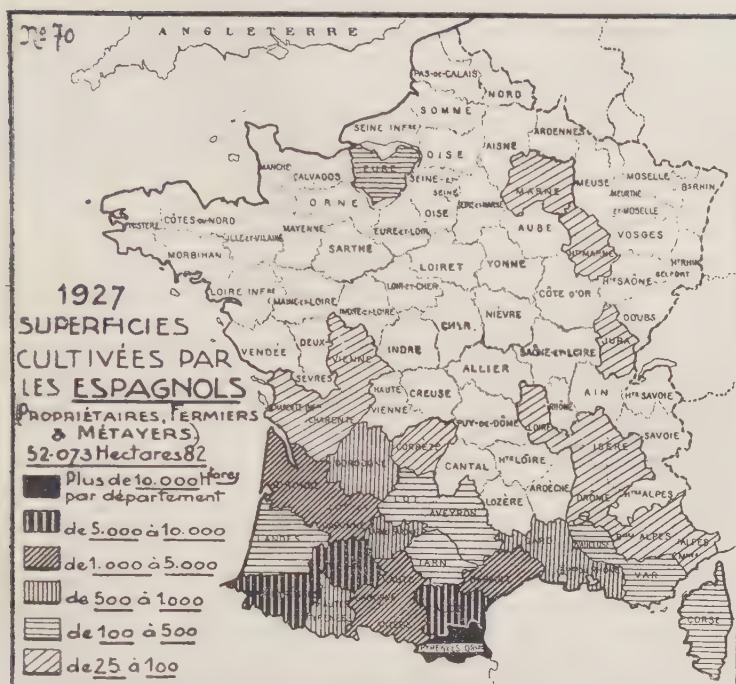
Plus encore que l'immigration belge, l'immigration luxembourgeoise est limitée par la faiblesse numérique de la population qui l'alimente. Elle ne saurait guère s'étendre plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

Les colons espagnols

L'immigration rurale espagnole est fort ancienne, comme tous les mouvements migratoires entre pays voisins. La colonisation espagnole s'explique d'autant mieux, que c'est par sa région la plus dépeuplée que la France se trouve en contact avec l'Espagne pauvre et prolifique. La guerre a naturellement accru le mouvement amorcé depuis longtemps. Mais alors qu'elle ouvrait aux autres éléments des régions nouvelles : le Sud-Ouest aux Italiens, l'Ouest et le Centre aux Belges, elle laissait les colons espagnols localisés dans les départements déjà gagnés avant 1914. Il y avait en 1927, 15.401 cultivateurs espagnols (population active) dont 8.045 propriétaires et 7.356 fermiers ou métayers :

Départements	Propriétaires	Fermiers ou métayers	Total
Pyrénées-Orientales	1.225	1.678	2.903
Hérault	2.222	489	2.711
Basses-Pyrénées	821	915	1.736
Aude	1.176	365	1.541
Gers	568	646	1.214
Gironde	436	753	1.189
Lot-et-Garonne	481	646	1.127
Haute-Garonne	261	617	878
Hautes-Pyrénées	171	136	307
Bouches-du-Rhône	115	187	302
Ariège	70	171	241
Gard	132	90	222
Tarn-et-Garonne	66	86	152
Vaucluse	41	90	131
Dordogne	44	68	112

Il faut distinguer deux grands groupes essentiels parmi les colons espagnols : celui de la *région vinicole et méditerranéenne* et celui du *bassin aquitain* (Carte n° 70). Le groupe méditerranéen est le plus ancien et numériquement le plus important. Il se recrute surtout parmi les ouvriers agricoles, notamment dans les départements vini- coles, où les Espagnols constituent la grande majorité des vendan- geurs et des salariés permanents. De là, le grand nombre de petits propriétaires dans la région du Languedoc et du Roussillon. L'Hérault et l'Aude comptent 4 fois plus de propriétaires espagnols que de fermiers et de métayers. Ces deux départements avaient 3.398 pro-



priétaires et seulement 854 fermiers et métayers. Ne possédant que de faibles économies, les colons espagnols de ces régions, ne cultivent que des superficies très réduites, malgré le grand nombre d'exploitants :

Départements	Propriétés	Fermages et métairies	Total
Pyrénées-Orientales	2.563 hect.	8.016 hect.	10.579 hect.
Aude	3.443	3.035	6.478
Hérault	2.185	1.202	3.387
Gard	658	306	964
Bouches-du-Rhône	147	376	523

En 1921, la moyenne des exploitations espagnoles était de 2 hectares dans l'Hérault, de 2 ha., 4 dans les Pyrénées-Orientales et de 5 ha., 8 dans l'Aude. En 1927, cette moyenne s'était légèrement relevée, preuve de l'enrichissement des colons, mais restait encore très faible comparée à la moyenne des exploitations du Nord, ou même du Sud-Ouest. Pour les propriétés, la moyenne approximative était de 3ha.,5 dans l'Hérault et de 8ha., dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude. Pour les fermages et métayages, les chiffres étaient naturellement supérieurs avec une moyenne de 8 hectares dans l'Aude, 10 ha. dans l'Hérault, et 17 ha. dans les Pyrénées-Orientales. La faiblesse de ces chiffres explique que la proportion des terres cultivées par les Espa-

gnols dans les départements du Languedoc, soit infime. Dans l'Aude, les 1.541 agriculteurs espagnols n'exploitent que 6.480 hectares sur les 384.000 hectares cultivés dans le département, soit 1,6 % seulement.

L'autre groupe de colons espagnols s'étend surtout sur les départements du *Sud-Ouest*. Il s'est notablement développé depuis la guerre. Il s'agit ici de propriétaires et de métayers attirés par le bon marché des terres en Gascogne ou sollicités par les propriétaires français de domaines abandonnés faute de main-d'œuvre. Le Comité régional de la Main-d'œuvre agricole à Toulouse, constitué par les propriétaires, introduisit dès 1915 des familles espagnoles, qui sont, pour la plupart, restées en France, notamment dans la Haute-Garonne. Le mouvement continua après la guerre, entretenu par l'action des agences spéculant sur le mouvement de colonisation dans le Sud-Ouest. Le change favorable aux Espagnols rendait encore plus accessible aux colons pauvres le prix déjà très bas de la terre en France. Il faut ajouter à ce recrutement, celui provenant de l'accession au métayage ou à la petite propriété d'un certain nombre d'ouvriers agricoles espagnols qui travaillaient nombreux dans le Sud-Ouest.

Les superficies cultivées par les Espagnols dans cette région sont assez élevées et nettement supérieures à celles cultivées dans le Languedoc. Ceci s'explique par la prédominance de la moyenne propriété dans le bassin aquitain, par l'origine moins exclusivement ouvrière des colons et par le plus grand nombre de fermages et de métayages qui permettent l'exploitation de superficies bien supérieures à celles que possèdent les petits propriétaires espagnols des départements méditerranéens :

Départements	Propriétés	Fermages et métayages	Total
Gers	3.151 hect.	5.479 hect.	8.630 hect.
Basses-Pyrénées	2.880	2.745	5.625
Lot-et-Garonne	1.501	2.939	4.440
Gironde	945	2.183	3.128
Haute-Garonne	658	2.289	2.947
Ariège	301	802	1.103
Tarn-et-Garonne	234	401	635
Dordogne	339	332	671
Hautes-Pyrénées	240	313	554
Lot	74	214	288
Tarn	19	201	220 etc..

En 1921, la moyenne des exploitations espagnoles était de 24 hect. dans le Gers, de 21 ha., dans le Lot-et-Garonne. En 1927, dans le Gers, la moyenne des exploitations cultivées par les Espagnols, était de 28 hectares, avec 21 hect. pour les propriétés et 34 hect. pour les fermes et métairies. Dans les régions de vignobles la moyenne s'abaissait : dans la Gironde elle était de 10 hectares seulement.

La colonisation portugaise. — La colonisation portugaise peut se rattacher à la colonisation espagnole. Les exploitants portugais sont très souvent d'anciens ouvriers agricoles qui, à force de tra-

vail et de privations, ont pu acheter un petit domaine ou s'installer comme métayers. Très pauvres en général, et d'ailleurs peu nombreux, les Portugais ne peuvent fournir un contingent très appréciable. En 1927, il n'y avait que 72 agriculteurs portugais, dont 24 propriétaires et 48 fermiers ou métayers. Les surfaces cultivées ne dépassaient pas 400 hectares, dont 67 en propriétés et 321 en fermages-métayages :

	Nombre de colons	Superficies exploitées
Lot	12	79 hect.
Gers	4	68
Dordogne	7	62
Gard	2	40
Creuse	2	37
Gironde	14	28

La colonisation espagnole et portugaise ne peut être comparée comme intensité à la colonisation italienne. Même dans le Sud-Ouest où les besoins étaient considérables, la venue des colons espagnols était restée bien plus régulière et bien moins massive, malgré le voisinage, que celle des colons italiens. Alors que ceux-ci voyaient leur nombre quadrupler de 1921 à 1927, les colons espagnols n'augmentaient que de 25 % dans le même temps. Cette lenteur relative de la colonisation espagnole s'explique par la diminution progressive de toute l'immigration espagnole en France, par la pauvreté des émigrants, souvent par leur passivité et leur manque d'initiative, enfin par l'indifférence, ou même l'hostilité du gouvernement espagnol à l'égard de l'émigration rurale.

Valeur du colon espagnol. — Les plus actifs des immigrés sont ceux qui viennent des provinces du Nord : les Basques et les Catalans. Malheureusement ils sont peu nombreux. Nous avons dit, à propos des ouvriers agricoles, que leurs plus grands défauts étaient l'indolence et une certaine tendance au nomadisme. Ces défauts se retrouvent, quoique évidemment atténués, chez les colons. C'est ainsi que certains petits propriétaires ont tendance à vendre et à acheter d'une façon décousue, que certains métayers ou fermiers ne renouvellent presque jamais leurs contrats. Cette instabilité amène un manque de suite dans l'activité du colon espagnol. De tous les agriculteurs étrangers, l'Espagnol est le seul qui soit nettement moins propre que le paysan français. La femme espagnole est également moins travailleuse et moins soigneuse que la femme française ou italienne.

L'Espagnol est d'une sobriété légendaire. Mais, tout comme les autres colons, il perd assez vite cette sobriété et s'habitue rapidement à une nourriture plus riche dès qu'il vit en France. Cependant, il reste qu'en général, il est plus sobre que le paysan français du Midi et, par là, a un plus grand pouvoir d'économie.

Ses aptitudes d'agriculteur sont variées, mais assez superficielles. Presque toujours, il ignore les outils agricoles modernes. Cependant

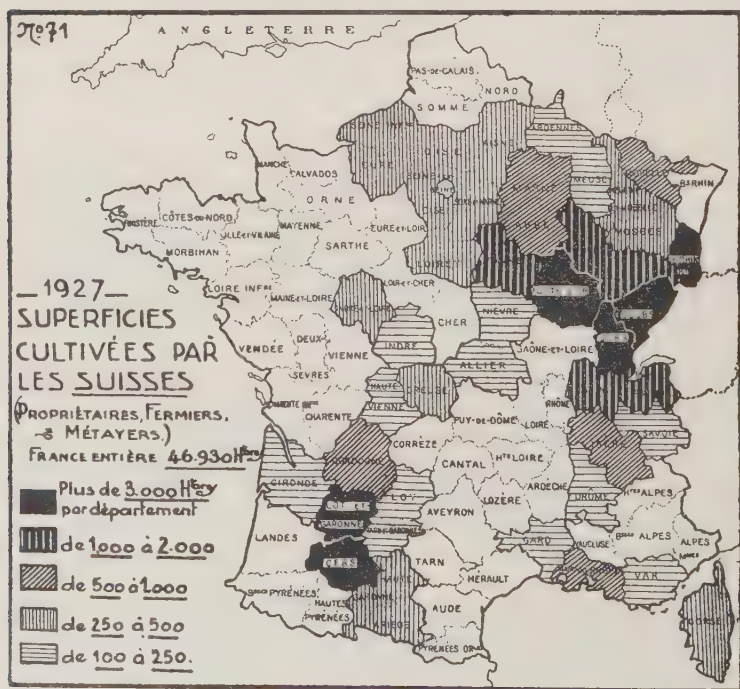
les colons espagnols s'adaptent assez vite, étant donné que les cultures du Midi français diffèrent peu de celles de l'Espagne. Par ailleurs, le climat leur convient très bien et leur permet même une activité plus grande que celle qu'ils avaient dans leur propre pays. Enfin, beaucoup de colons sont d'anciens ouvriers agricoles, qui, comme tels, se sont déjà francisés et ont appris à connaître nos méthodes de cultures. Leur docilité leur permet d'ailleurs de se modeler assez vite sur le paysan français et de devenir de bons agriculteurs.

Les Portugais présentent, à peu près, les mêmes défauts et les mêmes aptitudes. Ils sont cependant, en général, plus actifs et moins nomades, mais souvent aussi moins résistants et moins robustes que les Espagnols.

Les colons suisses

Il y avait en 1927, une population active de 8.159 agriculteurs suisses en France, dont 3.413 propriétaires et 4.746 fermiers ou métayers. De 1921 à 1927, le nombre des colons suisses s'est accru d'environ 30 %.

Le mouvement de colonisation suisse en France est très ancien,



conséquence du phénomène d'osmose entre populations voisines. Avant guerre, il portait sur les départements frontières. Depuis la guerre il a été renforcé et s'est étendu aux départements contigus à la région jurassienne : Vosges, Haute-Saône, Côte-d'Or, Isère, Rhône, etc... (Carte n° 71).

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total
Haute-Savoie	664	603	1.267
Doubs	431	712	1.143
Jura	232	690	922
Ain	287	423	710
Isère	525	116	641
Haut-Rhin	359	269	628
Haute-Saône	166	242	408
Côte-d'Or	103	111	214
Territoire de Belfort	97	152	249
Rhône	29	46	75
Vosges	14	27	41

L'énorme prime accordée par le change à la monnaie suisse, permit un développement rapide de la colonisation à partir de 1921. Dans certains départements frontières, ce développement fut tel, que les Français concurrencés s'en émurent. Dans le seul arrondissement de Baume-les-Dames, en 4 ans, de 1920 à 1924, 65 étrangers devenaient propriétaires, dont les 3/4 étaient Suisses. Dans l'arrondissement de Besançon, 80 achats de propriétés furent effectués par des étrangers, en grande majorité Suisses — et dans la seule ville de Besançon, de 1920 à 1924, plus de 100 étrangers, dont 60 % Suisses, deviennent propriétaires. Les préfets signalèrent au gouvernement cette situation comme « susceptible de devenir dangereuse ». Le gouvernement avait, d'ailleurs, déposé à ce moment un projet de loi pour limiter le droit des étrangers d'accéder à la propriété (1). Les syndicats d'éleveurs et de fromagers bernois, entre autres, monopolisèrent l'achat du lait dans certaines contrées, notamment dans le pays de Gex, au détriment des fromageries locales. Les gros bénéfices réalisés par ces « barons du fromage », suivant l'expression des paysans français, leur permirent d'acquérir de belles propriétés dans toute la région frontière et d'accroître l'étendue de leurs pâturages.

D'autre part, l'arrêt de toute émigration pendant les hostilités, avait accru la saturation démographique des campagnes suisses. Les terres y étaient rares et chères, et souvent hypothéquées. De nombreux agriculteurs suisses profitèrent des besoins de l'agriculture française et des possibilités nombreuses d'achats que le change rendaient singulièrement attrayants. Des agences intervinrent pour exploiter ces avantages, non seulement dans la région frontière, mais à l'intérieur du pays, notamment dans la région parisienne et dans le Sud-Ouest. Dans le bassin parisien ils restèrent très dispersés, car l'immigration suisse est essentiellement individuelle : le colon s'installe au

(1) Chambre des députés n° 247, annexe au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1920. Rapport de M. NIVEAUX n° 4603 du 29 juin 1922.

hasard des exploitations et des occasions qui lui sont connues. Il a, moins que l'Italien ou l'Espagnol, l'esprit grégaire. Dans certains départements de l'Est (Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle), c'est la population minière et industrielle qui alimente, en partie, la colonisation. Des ouvriers suisses, ayant réalisé quelques économies, s'installent comme exploitants :

Départements	Propriétaires	Fermiers et Métayers	Total
Haute-Marne	52	87	139
Seine-et-Marne	20	54	74
Aube	34	30	64
Eure	16	41	57
Yonne	24	35	59
Marne	27	28	55
Seine-et-Oise	21	29	50
Meurthe-et-Moselle	8	30	38
Oise	7	24	31 etc...

Dans le bassin aquitain, ils sont un peu plus groupés, car le mouvement a été plus important et plus dirigé. Il a été amorcé par quelques propriétaires français, qui essayèrent de fixer comme métayers des ouvriers saisonniers suisses qu'ils avaient fait venir. Rapidement des agences intervinrent, notamment des agences de Lausanne. Des agents d'affaire furent envoyés sur place qui établirent des listes de propriétés à vendre ou à louer et dirigèrent les colons. L'Office du Travail à Berne et la « Société de colonisation intérieure » de Zurich s'en occupèrent également pour lutter contre les abus de la spéculation. Des colons vinrent de tous les cantons agricoles, mais surtout des cantons de Fribourg, Berne et de Vaud. Les premiers et les plus nombreux, se dirigèrent sur le canton de Nérac (Lot-et-Garonne). Quelques-uns quittèrent la Suisse avec leur bétail et leur mobilier. En 1921 et 1922 le mouvement s'étendit à tout le Sud-Ouest, puis il se ralentit assez rapidement, pour finalement s'arrêter vers 1924 :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total
Lot-et-Garonne	313	261	574
Dordogne	40	82	122
Gers	45	59	104
Haute-Garonne	6	43	49
Gironde	22	25	47
Creuse	—	40	40
Ariège	2	35	37
Basses-Pyrénées	8	23	31
Lot	5	20	25 etc...

Les difficultés d'adaptation étaient trop grandes. Une partie des colons s'en retournèrent. Il y eut, comme pour les Italiens, des surprises et des erreurs amenées par des conditions différentes d'exploitation. Il fallut désapprendre les labours profonds, qui, dans ces terrains aux étés longs et chauds, dessèchent parfois trop le sol. Il fallut se résigner à atteler à la charrue des vaches ou des bœufs au lieu de chevaux. Il fallut surtout faire une moins grande place aux activités préférées : élevage et laiterie au profit des céréales. Tout cela fut souvent pénible et presque toujours se paya très cher, d'autant que les spéculateurs

avaient fait monter les prix d'une façon exagérée. Ceux qui restèrent sont surtout des propriétaires et des fermiers, car le Suisse s'accommode difficilement du métayage. Ils réussirent, à force de travail intelligent et patient, à faire prospérer leur exploitation.

Les superficies cultivées par les agriculteurs suisses, sont intermédiaires entre celles cultivées dans le Nord par les Belges et celles cultivées dans le Midi par les Italiens. En 1921, la moyenne des exploitations suisses était de 36 hectares dans le Doubs et 21 hectares dans l'Ain et le Jura. En 1927, cette moyenne avait légèrement diminué et était de 21 hectares dans le Doubs et 18 hectares dans le Jura et l'Ain. Cette diminution provenait de l'augmentation du nombre des petits propriétaires à la faveur du change :

Départements	Propriétés	Fermages et métayages	Total
Doubs	2.016 hect.	4.397 hect.	6.413 hect.
Côte-d'Or	1.751	1.923	3.674
Haut-Rhin	1.049	2.356	3.405
Lot-et-Garonne	2.001	1.224	3.225
Jura	755	2.382	3.137
Gers	2.270	788	3.058
Haute-Savoie	1.145	1.771	2.917
Ain	961	1.796	2.758
Haute-Saône	1.027	1.190	2.217
T ^{re} de Belfort	616	928	1.544
Haute-Marne	512	804	1.316
Yonne	600	439	1.039
Aube	468	493	961
Bouches-du-Rhône	646	151	798
Isère	338	433	771
Marne	164	489	653
Moselle	164	435	599
Dordogne	217	277	494
Seine-et-Marne	55	410	465
Eure	123	229	353
Meurthe-et-Moselle	26	351	377 etc...

Dans le Doubs, les superficies sont nettement supérieures en raison de la prédominance des pâturages. Les éleveurs suisses y ont constitué des syndicats qui possèdent des domaines importants. « Les Pâturages Alpestres » ont 400 hectares de pâtures, le syndicat de Grancey 130 hect., celui de Bretonnière 132, celui de Sullens 150 et le « Syndicat d'Elevage » 700 hectares.

Comme pour les autres colons, la proportion des terres exploitées par les Suisses, par rapport à l'ensemble des cultures, est peu importante. Elle l'est d'autant moins que le nombre des exploitations suisses est bien plus réduit que celui des autres nationalités. En 1921, ils exploitaient dans le Doubs 3,2 % des terres cultivées du département ; dans l'Ain et le Jura, ils n'exploitaient que 1 %.

Le mouvement d'immigration rurale suisse en France ne saurait prendre une grande ampleur par suite de la faible importance numérique de la population helvétique. Par ailleurs, la Suisse commence à être atteinte, elle aussi, par la sous-natalité. En 1923, le coefficient de natalité était le même en France et en Suisse : 194 pour 10.000 habitants.

Valeur du colon suisse. — L'élément suisse est, avec l'élément belge, le plus intéressant pour nos campagnes. Le Suisse est sérieux et travailleur. Il est plus scrupuleux que l'Italien ou l'Espagnol dans le respect de ses engagements. Très robuste, il est capable de fournir un travail parfois supérieur à celui du paysan français. Il a aussi une grande simplicité de mœurs et une sobriété qui lui permettent d'économiser plus facilement. Ses connaissances sont surtout pastorales. Cependant il n'ignore pas la culture des céréales, quoiqu'il ne les ait cultivées que sur des espaces réduits, d'où parfois, un peu de désadaptation dans les exploitations françaises où domine la culture des céréales sur de grandes surfaces. Beaucoup de ceux qui se sont dirigés vers le Sud-Ouest connaissaient la culture de la vigne.

Le colon suisse a généralement plus d'initiative que le paysan français. Il est moins routinier. Il est aussi plus propre et travaille à rendre plus confortables les intérieurs souvent malsains qu'il trouve en France. Le travail du colon suisse est extrêmement méthodique. Cela tient à son caractère sérieux et aussi à la saturation démographique des campagnes suisses qui oblige l'agriculteur à tirer le maximum de rendement du sol. Les campagnes des cantons de Zurich, Berne, Soleure et Fribourg, d'où viennent un grand nombre de colons, sont remarquables sous le rapport de l'aménagement agricole. Les qualités d'éleveur du fermier suisse font qu'il convient particulièrement à nos campagnes du Nord-Est et notamment au Jura. Il y apporte un esprit de solidarité et d'aptitude au travail collectif, qui n'a pas peu contribué à faire l'éducation des éleveurs et des fromagers français de ces régions. Les syndicats d'éleveurs suisses possèdent du reste, nous l'avons vu, des domaines considérables.

Bien entendu toutes ces qualités du colon suisse diminuent sous un climat et sur une terre trop différents des siens. C'est ce qui fait que l'Italien et même l'Espagnol lui restent supérieurs en Aquitaine, où il s'adapte difficilement.

Les colons d'origine slave : polonais, tchécoslovaques russes

A côté des 4 grands pays voisins qui ont de tout temps alimenté l'immigration rurale en France, certains pays de l'est de l'Europe sont devenus, depuis la guerre, fournisseurs de travailleurs agricoles. C'est grâce à l'immigration organisée que la Pologne, la Russie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ont pu envoyer en France des agriculteurs. Mais on conçoit qu'une immigration de cette nature n'ait qu'une importance numérique très limitée — tant en raison des frais que des difficultés d'adaptation. Aussi Polonais, Russes, Tchécoslovaques et Yougoslaves sont-ils en très petit nombre dans les campagnes françaises comme chefs d'exploitations. En 1927, on en

comptait 754, y compris les membres actifs de leurs familles, exploitant 5.650 hectares. Toutefois ces chiffres devaient être majorés assez fortement pour avoir une idée de la situation en 1930 où l'on estimait à 500 ou 600 le nombre des familles d'origine slave installées dans nos campagnes et représentant 3.000 à 4.000 personnes.

Les colons polonais. — Il y avait en France 338 agriculteurs polonais travaillant 2.925 hectares ; 109, soit 1/3, cultivaient 607 hectares comme propriétaires et 229 fermiers ou métayers exploitaient 2.326 hectares. Ils constituaient le groupe de beaucoup le plus important des cultivateurs d'origine slave, étant, à eux seuls, aussi nombreux que les Russes, Tchécoslovaques et Yougoslaves réunis.

Les colons polonais étaient très dispersés dans deux grandes régions : le Nord et le Sud-Ouest. Dans le Nord, ils retrouvent avec une nombreuse population de compatriotes, un climat et des cultures qui leur conviennent mieux que ceux de toute autre région de France :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total	Superficies cultivées
Moselle	22	3	25	234
Meuse	14	6	20	18
Ain	4	10	14	325
Seine-et-Marne	5	7	12	174
Haut-Rhin	—	12	12	148
Meurthe-et-Moselle	7	—	7	96
Pas-de-Calais	3	6	9	154

Un certain nombre de ces colons sont d'anciens ouvriers d'industrie. Beaucoup de ceux qui ont été introduits dans les usines ou les mines sont, en effet, des ruraux qui conservent le goût du travail de la terre et supportent difficilement le travail industriel. Ils économisent souvent pour acheter un petit lopin, soit en Pologne, soit en France. Ceci explique que les colons soient plus nombreux dans les départements miniers, où la population ouvrière polonaise est considérable et où l'immigré quitte volontiers la mine pour les champs. De là aussi, le nombre de petits propriétaires souvent supérieur à celui des fermiers.

C'est ensuite dans le Sud-Ouest que l'on trouve le plus grand nombre de colons polonais. Des propriétaires et des associations agricoles firent venir quelques familles pour le métayage. Les difficultés d'adaptation furent considérables. L'ignorance de la langue et des coutumes, les différences de culture et de climat, furent de redoutables obstacles. Le métayage qui doit reposer sur la confiance réciproque, sur la bonne volonté et l'harmonie des tempéraments, devenait singulièrement délicat avec des étrangers si différents. D'autant que les usages locaux très variables viennent compliquer les contrats et font que le candidat métayer ne sait jamais exactement à quoi s'en tenir avec son propriétaire. Le métayer polonais, généralement ancien

salarié, comprend difficilement que toute la première année soit nécessairement une année creuse en attendant la 1^{re} récolte, et qu'il doive vivre sur ses économies dans l'intervalle : « Comment, s'étonne-t-il, je dois travailler toute l'année pour rien ? » Ces différences de vues entre propriétaires français et colons polonais, amènent vite des frictions, aggravées par les différences de tempéraments et par l'incompréhension mutuelle. Les Polonais souvent plus entreprenants, veulent des travaux de réfection aux bâtiments, des engrais en plus grande quantité, des méthodes nouvelles d'exploitation. Les propriétaires refusent, parfois par routine, parfois aussi par expérience et plus grande connaissance des besoins réels de la terre. Les échecs furent nombreux et il nous arriva, plusieurs fois, de rencontrer dans le Sud-Ouest, de ces malheureuses familles sur le point d'abandonner le petit domaine, où, depuis un an ou deux, elles avaient durement peiné et perdu, avec leurs modestes économies, toutes leurs espérances. « C'est au cours d'une tournée dans le Sarlat, » rapporte M. Le Fèvre dans un de ses vivants reportages (1) « que je devais comprendre l'erreur qui consiste à faire avec l'élément étranger du métayage précoce. M. de P... propriétaire et châtelain m'avait dit : « J'ai deux métayers polonais, venus avec leur famille, cela ne va point ».

— Où sont-ils ?

— Sur une terre assez éloignée d'ici.

— Puis-je les voir ?

— Il est bien tard. Je ne vous le conseille pas. On s'égare facilement dans ce pays-ci.

J'arrivai au crépuscule dans un pays perdu. Un régisseur m'accueillit avec méfiance.

— Les deux Polonais ? Ah ! oui... les métairies sont encore bien loin !

— J'irai.

Un bon quart d'heure dans les labours pour atteindre la première chaumière, mesure hideuse, croulante, au toit crevé. Personne. Un grincement de chariot derrière la grange faisait penser à quelque chose de vivant.

Ce qui vivait dans cette solitude c'était le Travail, un travail acharné. Deux êtres hâves, l'homme et la femme, ramenaient une charretée de foin. Deux spectres aux yeux doux qui me regardaient.

Lorsqu'il eut détaché ses bêtes et refermé la barrière de l'étable l'homme eut un geste las et frissonna sous sa chemise trempée de sueur. Du maïs brûlé par la sécheresse, deux bêtes volées, deux mille francs de dettes, tel était le bilan de sa première année de métayage.

— Qu'allez-vous faire ?

Il haussa les épaules.

(1) *Homme-Travail*. 1929.

J'appris plus tard que M. de P... cherchait un autre métayer. L'autre, enfin, reposait, pour toujours fixé *dans* la terre de France ».

Pour remédier aux difficultés d'adaptation la Société Générale d'Immigration décida de créer un centre où les futurs colons polonais s'initieraient aux méthodes et aux cultures du Midi français. A cet effet, un grand domaine de 400 hectares fut aménagé à Villemur (Tarn-et-Garonne) en 1928, pour recevoir de 18 à 20 familles. Un ingénieur agronome polonais dirige le travail des familles qui sont embauchées pour un an comme métayers.

Le centre de Villemur embauche également des ouvriers agricoles isolés qu'il initie en quelques mois aux travaux de la région et notamment à l'emploi de maître-valet. Mais pareil organisme est forcément onéreux et de fonctionnement délicat. Il ne peut fournir aux propriétaires du Sud-Ouest qu'un nombre très restreint de familles. Par ailleurs, l'agriculture de cette région est trop pauvre pour supporter les charges résultant du transport et de l'éducation des familles introduites.

Le meilleur moyen pour diminuer les risques de désadaptation semble être de prendre les métayers parmi les ouvriers agricoles ou les maîtres-valets déjà habitués aux campagnes du Sud-Ouest. Le gouvernement polonais y est assez favorable et le Conseiller d'Ambassade pour l'émigration faisait savoir en Pologne en 1928 (1), que les associations agricoles favorisent les ouvriers désireux de s'établir comme fermiers ou métayers dans le Midi de la France. La Patwowry Bank Rolny (Banque d'Etat pour l'Agriculture) assignait même, en 1928, une somme de 5 millions de zlotys pour la colonisation en France — ce qui provoquait d'ailleurs l'indignation de la presse polonaise, jugeant excessif que « la colonisation en France, pays riche, soit financée par la Pologne, pays pauvre » (2).

A côté de toutes ces tentatives pour introduire des familles de métayers polonais dans le Sud-Ouest, il y eut également un effort, pour permettre l'accession à la propriété d'immigrés polonais. Le Directeur de la Société polonaise d'émigration exposait, en 1928, les possibilités de colonisation pour des ouvriers agricoles ou métayers, ayant quelques économies et désireux d'acheter des propriétés en France. Certains grands journaux polonais donnent même dans leurs annonces, des renseignements au sujet de propriétés à vendre dans notre pays : « 50 propriétés de 40 à 300 hectares à vendre de 750 à 3.000 zlotys l'hectare » annonce l'un d'eux. En France, les bureaux de placement et les services agricoles d'immigration reçoivent de nombreuses demandes d'ouvriers polonais, mineurs ou industriels, notamment dans le Nord, qui sollicitent des fermages ou des propriétés, de préférence dans le Sud-Ouest qu'ils considèrent comme

(1) M. DALBOR. *Polska w Paryżu* 25 novembre 1928.

(2) *Wychodzca et Naprzod* du 15 novembre 1928. *Epoka* du 31 décembre 1928.

un Nouveau-Monde à coloniser. Des agents d'affaires exploitant la crédulité, l'ignorance et le goût des Polonais pour la terre, ont également fait acheter des petits domaines à des émigrés économes, notamment à des mineurs et ouvriers industriels. Un de ces agents, polonais naturalisé, installé à Lens, enlevait ainsi aux mines voisines plus de 186 familles qu'il envoyait soit comme fermiers, soit comme petits propriétaires dans le Midi. Les seules mines de Bruay, du 1^{er} au 22 septembre 1928, perdaient 24 familles, représentant 120 personnes. Le plus souvent ces malheureux étaient odieusement trompés et volés.

Jusqu'à présent, les résultats de tous ces essais : introduction directe de familles, apprentissage de Villemur, accession des ouvriers agricoles au métayage, achats de propriétés, etc., n'ont pas été très considérables. L'enquête de 1927, donne les chiffres suivants :

	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total	Superficies cultivées
Dordogne	—	21	21	112 hect.
Lot-et-Garonne	—	28	28	68
Lot	8	2	10	43
Gers	—	10	10	71
Haute-Garonne	—	20	20	172

Ces chiffres, toutefois, doivent être fortement majorés. En 1930, il y avait, dans ces 5 départements, environ 250 à 300 familles polonaises installées comme fermiers, métayers ou propriétaires. Dans la seule année 1928, les services de l'immigration agricole de Toulouse visitaient, préalablement à l'installation de colons, 85 exploitations vacantes. Ils plaçaient, dans l'année, 1.450 personnes, la plupart Polonais, Russes et Tchécoslovaques, dont 67 familles de fermiers et métayers, 107 familles de maîtres-valets et 905 ouvriers agricoles isolés.

En dehors des deux grandes régions du Nord et du Sud-Ouest, on trouve des colons polonais un peu partout, car en raison de l'éloignement et de l'influence de l'immigration organisée les Polonais ont une répartition moins frontalière que les autres étrangers. En 1927, il y avait des colons polonais dans 26 départements dont l'Ain (14), les Alpes-Maritimes (25), la Vienne (9), la Loire (8), l'Indre-et-Loire (8), le Puy-de-Dôme (7), l'Allier (4), etc...

Les superficies cultivées par les Polonais sont peu importantes, étant donné le petit nombre de colons. Ils n'exploitent pour toute la France, que 3.000 ha. environ. La superficie moyenne des exploitations est toutefois légèrement supérieure à celles cultivées par les Espagnols et les Italiens dans le Midi. Elle oscille entre 20 et 30 hectares, suivant les régions.

La colonisation polonaise en France pourrait prendre un grand développement par suite de l'importance de l'émigration rurale polonaise. Mais, jusqu'à présent, ce développement a été arrêté par les trop nombreuses difficultés qui gênent l'adaptation. L'éloignement qui oblige à recourir à l'immigration organisée, l'ignorance des mé-

thodes et des cultures qui oblige à un apprentissage préalable, rendent très onéreuse pour les propriétaires la venue de familles polonaises dans les fermes ou les métairies. D'un autre côté, les ouvriers agricoles polonais en France sont en général trop pauvres pour accéder facilement au fermage ou à la propriété. Enfin, il n'est pas jusqu'au climat lui-même qui ne rende très difficile l'adaptation dans toute la partie sud de la France. La chaleur continue déprime le Polonais et l'incite à des excès de boisson, notamment de vin auquel il n'est pas accoutumé. Toutes ces raisons expliquent le peu d'importance de la colonisation polonaise en France et obligent à la prudence pour l'avenir.

Les colons tchécoslovaques et yougoslaves. — Un effort a été tenté depuis quelques années, pour introduire des familles tchécoslovaques et yougoslaves comme fermiers ou métayers. Le ministère de l'Agriculture a établi un service de recrutement à cet effet, à Prague. Jusqu'à présent, le nombre des colons est encore trop réduit pour que l'on puisse rien prédire sur ce mouvement. En 1927, il n'y avait que 53 exploitants tchécoslovaques, cultivant 900 hectares environ et 20 Yougoslaves cultivant 215 hectares.

Les mêmes difficultés signalées pour les Polonais, gênent l'installation des colons tchécoslovaques ou yougoslaves dans les campagnes françaises, notamment dans le Sud-Ouest. Toutefois, l'intervention des services publics, en supprimant les intermédiaires et les abus des agents d'affaires, évite bien des déceptions et des échecs et permet d'espérer un certain développement de cette colonisation.

Les colons russes. — En 1927, une population active de 343 agriculteurs russes exploitaient près de 1.600 hectares. Les 2/3 (203) étaient propriétaires et cultivaient 875 hectares. Les autres au nombre de 140, exploitaient 700 hectares comme fermiers ou métayers.

La plupart sont venus depuis la guerre. La révolution de 1917 amena d'abord en France un grand nombre d'anciens propriétaires terriens ruinés, de grands fonctionnaires, d'officiers supérieurs, qui s'installèrent dans des domaines qu'ils possédaient déjà en France ou qu'ils achetèrent. De là, le fort pourcentage de propriétaires par rapport aux fermiers et aux métayers. Ces agriculteurs occasionnels, d'origine aristocratique, se trouvent naturellement dans les régions de plaisance : Côte d'Azur, (Alpes-Maritimes 116 propriétaires et 38 fermiers, Var 16 propriétaires), Côte Basque, région parisienne.

Par la suite, l'afflux des réfugiés de toutes classes fournit à l'agriculture un assez grand nombre de travailleurs, dont quelques-uns à force d'économies accédèrent à la petite propriété ou au fermage. Le gouvernement français, d'accord avec la S.D.N., se chargea de placer un certain nombre de Russes dans l'agriculture. Le Haut-Commissaire pour les réfugiés en fit transporter plusieurs milliers en provenance de Turquie et d'Asie Mineure. Un médecin

désigné par la légation ou le consulat de France les examinait avant l'embarquement. A ceux destinés à la colonisation, la S.D.N. faisait remettre un capital de 5 à 15.000 fr. par famille, pour permettre leur installation et les premiers frais d'exploitation. Cette avance devait être remboursée en 3 annuités égales ; la première devant échoir 18 mois après l'arrivée du métayer en France. Toutes les clauses du contrat étaient fixées d'avance entre la S.D.N. et le gouvernement français, qui chargeait les bureaux de placement de veiller à leur exécution (1). Le matériel agricole, le cheptel et le fourrage étaient fournis par le propriétaire. La France accordait aux réfugiés une réduction de 50 % sur les transports par chemin de fer. L'effort porta surtout sur la colonisation dans le Sud-Ouest. Les progrès furent assez rapides, car l'intervention des pouvoirs publics supprimait les intermédiaires et les frais de recrutement et de transport pour les employeurs. L'enquête de 1927, donne les chiffres suivants :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total	Superficies cultivées
Tarn-et-Garonne	—	19	19	150 hect.
Dordogne	6	8	14	65
Haute-Garonne	—	18	18	146
Basses-Pyrénées	6	6	12	168
Gironde	3	6	9	498

Ces chiffres doivent être fortement majorés pour donner une idée de la situation en 1931. En 1929, un Congrès agricole de métayers et fermiers russes du S.-O. se réunissait à Toulouse. Y assistaient plus de 70 chefs d'exploitations et les délégués de groupes de réfugiés russes venus de tous les départements de la région, représentant 142 familles de métayers, 46 familles de maîtres-valets, 15 familles de petits propriétaires et plus de 500 salariés agricoles, soit au total plus de 1.500 personnes.

Il semble, qu'à défaut de connaissances et d'entraînement au travail agricole, les Russes montrent beaucoup d'intelligence dans l'exploitation de leurs domaines. L'immigration russe étant essentiellement une immigration accidentelle, née de la guerre, elle s'est surtout recrutée parmi les réfugiés de toutes classes chassés de Russie. Elle tend à diminuer au fur et à mesure que le nombre de ceux-ci se restreint — par suite de l'action de la S.D.N. et des œuvres de placement et de secours (2).

Colons de diverses nationalités : hollandais, allemands, anglo-américains.

Parmi les groupes de colons d'importance secondaire, les Hollandais, Allemands, Anglais et Américains méritent de retenir l'attention

(1) Annexe au rapport du Haut-Commissaire pour les réfugiés. 23 août 1927.

(2) Notamment l'association Zemgor (Groupement des anciens conseillers municipaux de Russie) qui s'occupe de colonisation en France.

Les colons hollandais étaient, en 1927, au nombre de 532, dont 139, soit 1/3, comme propriétaires et 393 fermiers et métayers. Le mouvement hollandais d'immigration rurale s'est fortement développé depuis la guerre. De 1921 à 1927, le nombre des colons a presque triplé, attirés qu'ils étaient par les propriétaires français désireux de trouver de bons fermiers ou métayers, et par le bas prix de la terre rendu encore plus attrayant par un change favorable.

Encore que les colons hollandais soient très dispersés dans les campagnes françaises par suite d'une immigration essentiellement individuelle, c'est surtout dans la moitié nord de la France que s'en trouve le plus grand nombre. Ceci s'explique non seulement par la proximité, mais encore parce que le Hollandais s'y adapte mieux que dans le Midi. Il existe même dans le Nord quelques petites colonies hollandaises. La plus curieuse est celle du village de Villeneuve en Haute-Marne, qui avait été abandonné par ses habitants et les terres laissées en friche. Des familles hollandaises avec leurs nombreux enfants s'y installèrent et aujourd'hui on compte 60 habitants, dont 2 Français : le maire et sa femme. L'église menaçant ruine fut restaurée par les immigrés qui recueillirent à cet effet 100.000 francs dans leur pays. Des tentatives pour développer la colonisation en Normandie ont également très bien réussi : c'est le cas notamment pour les 200 familles, représentant 700 personnes, qu'on y installa en 1925.

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total
Eure	14	60	74
Seine-et-Marne	2	39	41
Aube	11	23	34
Haute-Marne	—	34	34
Indre-et-Loire	5	32	37
Seine-et-Oise	5	26	31
Somme	—	23	23

On trouve également quelques colons hollandais dans le S.-O. où des tentatives ont été faites par le ministère de l'Agriculture et le gouvernement hollandais. En 1927, le gouvernement hollandais envoya une mission dans ces régions pour y étudier les possibilités de colonisation. Aussi en 1927, le mouvement était-il à peine esquissé avec 11 colons en Dordogne, 7 dans le Gers, 3 dans le Lot-et-Garonne, etc... La colonisation est gênée dans cette région, comme pour toutes les races septentrionales, par la différence de climat et de cultures. Le logement est également une grosse difficulté : le Hollandais habitué à une grande propreté, exige un minimum d'hygiène au logis. Par ailleurs, son instruction est, en général, plus poussée que celle du paysan français. Très souvent, il a suivi un enseignement professionnel agricole et appris les méthodes les plus rationnelles d'exploitation. De là, un esprit entreprenant et novateur qui se heurte trop souvent à l'esprit routinier et parfois indifférent du propriétaire français.

Les superficies cultivées par les Hollandais en France sont, rela-

tivement au petit nombre des colons, assez considérables. En 1927, ils exploitaient 8.505 hectares, dont 2.457 comme propriétaires et 6.046 comme fermiers ou métayers. La moyenne des exploitations hollandaises, oscille entre 50 et 60 hectares, chiffres nettement supérieurs à la moyenne des domaines cultivés par les autres étrangers. Cette forte moyenne s'explique par le fait que la majorité des colons sont installés dans le Nord de la France :

Départements	Propriétés	Fermages et métayages	Total
Aisne	735 hect.	460 hect.	1.195 hect.
Seine-et-Marne	152	1.238	1.390
Aube	107	570	677
Seine-et-Oise	—	527	527
Eure	112	487	599
Marne	100	293	393
Somme	—	313	313
Dordogne	50	200	250

Le colon hollandais, par ses qualités de sérieux et de ténacité, par son esprit méthodique et ses connaissances techniques développées, constitue un apport des plus intéressants dans nos campagnes.

Les colons allemands. — Il y avait, en 1927, 503 colons allemands cultivant près de 1.600 hectares. L'immigration allemande dans nos campagnes était assez active avant la guerre, notamment dans la région frontière du Nord-Est. La guerre naturellement arrêta complètement la colonisation, comme d'ailleurs toute l'immigration allemande en France. Alors qu'en 1911, 9 départements du Nord et de l'Est (1) comptaient une population de 40.100 Allemands, il n'y en avait plus que 1.500 en 1921, dont à peine une douzaine de colons. En 1927 la colonisation n'avait pas fait de progrès notables. C'est seulement dans les départements recouverts d'Alsace-Lorraine que l'on trouve un grand nombre d'agriculteurs allemands. La Moselle, le Bas-Rhin, et le Haut-Rhin en comptent, à eux seuls, 437 sur les 503 recensés pour toute la France :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total
Moselle	211	34	245
Bas-Rhin	122	12	134
Haut-Rhin	49	9	58
Bouches-du-Rhône	2	26	28

La plupart sont des Allemands restés en Alsace et Lorraine après le retour de celles-ci à la France. Il ne s'agit donc pas d'une immigration ordinaire. La grande majorité est composée de petits propriétaires, attachés à leur terre, dont la superficie moyenne oscille entre 10 et 15 hectares. Les fermiers sont cinq fois moins nombreux que les propriétaires. Les Allemands exploitent environ 1.600 hectares dont 950

(1) Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, Haute-Saône, Marne, Seine-et-Marne, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, Haute-Marne.

comme propriétaires et 550 comme fermiers-métayers. La presque totalité de ces superficies se trouvait naturellement en Alsace-Lorraine :

	Propriétés	Fermages et métayages	Total
Moselle	526 hect.	260 hect.	786 hect.
Bas-Rhin	172 »	24 »	196 «
Haut-Rhin	109 »	141 »	250 »

La colonisation allemande en France est susceptible d'un grand développement tant en raison du voisinage des 2 pays, que de la facile adaptation de l'agriculteur allemand dans l'Est et dans le Nord français. Le chiffre important de la population allemande dans ces régions avant la guerre — la Meurthe-et-Moselle comptait 23.000 Allemands en 1911 — donne à cet égard une indication intéressante en ce qui concerne l'avenir. Le colon allemand apporte, d'ailleurs, de très solides qualités : travail méthodique, ténacité et sobriété qui peuvent le faire comparer au paysan français du Nord.

Les colons anglais et américains. — Il y avait, en 1927 : 167 Anglais et 81 Américains dirigeant des exploitations agricoles. La plupart étaient propriétaires : 206 propriétaires contre 42 fermiers ou métayers. Les Anglais exploitaient 950 hect. dont 838 ha. en propriétés et 112 en fermages ; les Américains 1.278 ha. dont 659 ha. en propriétés et 619 ha. en fermages.

Départements	Propriétés	Fermages et métayages	Total	Superficies cultivées
Alpes-Maritimes	35	—	35	192 hect.
Eure	17	8	25	112 »
Gironde	21	2	23	109 »
Var	16	—	16	210 »
Basses-Pyrénées	15	—	15	74 »
Isère	11	1	12	65 «

Beaucoup d'exploitants anglo-américains sont, soit des capitalistes soucieux de réaliser un bon placement en achetant de la terre en France, soit de riches oisifs désireux de posséder un domaine dans une région de plaisance ou d'hivernage. Les achats par les capitalistes se sont multipliés surtout depuis la guerre, lors de la dépréciation de la monnaie française. Néanmoins ce sont les domaines de plaisance qui sont les plus nombreux, comme le révèle la répartition géographique des exploitations. La Côte d'Azur en possède le plus grand nombre, puis la Côte Basque, les Côtes de la Manche et les centres d'hivernage (Isère, région de Pau). La plupart de ces domaines sont exploités par un personnel étranger que le propriétaire a fait venir avec lui.

Quant aux fermiers, ils sont en très petit nombre. Quelques-uns sont d'anciens soldats venus en France pendant la guerre et qui y sont restés, parfois mariés à une Française. C'est ainsi que la Gironde, par suite du rôle de Bordeaux comme port de débarquement des troupes américaines, et l'Eure, en raison de la proximité de Rouen et

du Havre où débarquaient les troupes anglaises, comptent un assez grand nombre de colons de cette origine.

L'immigration rurale anglaise et américaine est donc d'une nature spéciale. Elle est avant tout une forme de riche tourisme, une colonisation de plaisance et par conséquent d'avenir assez limité. L'installation de quelques anciens soldats, la spéculation provoquée par un change favorable, furent des phénomènes temporaires de l'après-guerre.

Influence de l'immigration sur l'agriculture

La population étrangère vivant de l'agriculture française s'élève à près de 400.000 âmes. En retranchant de ce chiffre les saisonniers, qui ne font qu'un bref séjour en France, il reste qu'une masse de 350.000 étrangers sont établis dans nos campagnes, dont plus des 2/3 venus dans les quelques années qui ont suivi la guerre. Ce brusque gonflement de l'immigration a eu forcément des répercussions sur la vie agricole du pays. Nous avons déjà vu en étudiant les diverses catégories d'étrangers, les conséquences locales de l'immigration. Il convient maintenant d'étudier l'ensemble de ces conséquences, tant sur l'agriculture que sur la population rurale française.

Les avantages de l'immigration agricole. — *Regain d'activité.* — Tout d'abord, la venue de ces nombreux travailleurs, et notamment l'installation des colons, ont donné un regain d'activité à nos campagnes. Le prix de la terre a monté très souvent du seul fait des offres des immigrés. Dans le Nord, les Belges font s'élever le prix des terres de 30 à 35 %, dans le Sud-Ouest l'afflux des Italiens provoque une hausse de 300 à 400 % ! Dans le Sud-Est, dans le Jura, même phénomène. Dès 1924, on estimait à 150 millions de liras le capital engagé par les Italiens en Gascogne. Aujourd'hui, il ne saurait être inférieur à 200 ou 300 millions. La concurrence, morte dans bien des régions par suite de la pénurie de travailleurs, renaît, et les plaintes qu'elle suscite parfois révèlent cette nouvelle situation. Renaissent également ou se développent, certaines cultures ou industries agricoles, telles que le lin dans le Nord (1), la sériciculture dans le Sud-Ouest, l'élevage et la fromagerie dans le Jura et le Sud-Ouest, l'élevage et les cultures maraîchères dans le Sud-Est. La venue des étrangers a été en même temps un stimulant moral pour la population française, notamment pour celle du Sud-Ouest, que la tristesse de l'abandon avait gagnée. C'est toute une vie nouvelle que l'afflux des colons italiens a provoquée dans ces régions. Ils ont entraîné avec

(1) Les superficies cultivées en lin sont passées de 30.475 hectares en 1913 à 35.000 hectares en 1929.

eux une cohorte de boutiquiers, qui se sont installés à Agen, à Nérac, à Lectoure, à Auch, à Toulouse et dans une foule de petites villes. Ils ont également amené des représentants de tous les corps de métiers : maréchaux ferrants, menuisiers, maçons, etc., dont la pénurie se faisait durement sentir. Le même phénomène, quoique plus atténué, a eu lieu dans d'autres régions, dans le Nord et dans l'Est, où sont venus des artisans ruraux tchécoslovaques et suisses.

Développement de l'esprit de solidarité. — Les agriculteurs étrangers ont, en général, un esprit de solidarité plus développé que le Français. Les groupements professionnels, les coopératives, les syndicats agricoles sont bien plus nombreux en Italie, en Suisse et en Belgique qu'en France. De là, une heureuse réaction contre l'esprit routinier et individualiste à l'excès qui fait trop souvent la faiblesse économique et politique du paysan français. A cet égard, l'influence des Suisses a été grande dans l'organisation des syndicats d'éleveurs et des fromageries dans le Jura et la Savoie. Les Italiens, qui avaient organisé des « consorzi agrari » dans le Sud-Ouest, finirent par entraîner les Français dans certains de leurs groupements professionnels. Ils ont notamment fondé des coopératives d'achat et de vente (1) dont les membres doivent être affiliés à un syndicat agricole français, preuve de la collaboration existant entre les deux nationalités. Ils ont tenté, également, de créer en Gascogne des laiteries et des fabriques de conserves coopératives. Les Russes seré unissent régulièrement en Congrès agricoles à Toulouse et forment des groupements professionnels homogènes. Mêmes remarques pour les Polonais dans le Nord et l'Est de la France. Inversement, les étrangers, notamment les colons, viennent grossir les effectifs des syndicats et coopératives agricoles français. C'est grâce aux 600 ouvriers agricoles italiens entrés au syndicat de la C.G.T. de Toulon que celui-ci est devenu le plus fort syndicat agricole de France.

Modernisation des méthodes et du matériel. — La venue des étrangers favorise la rationalisation de l'exploitation et le développement des méthodes scientifiques. Les colons italiens, les Polonais de l'ancienne Pologne allemande, les Suisses, utilisent davantage les engrais, l'irrigation. Les Italiens, dans le Sud-Ouest, importent de nouvelles méthodes pour la récolte des foins. Les Suisses, les Hollandais apportent leur grande expérience d'éleveurs. Le matériel est souvent jugé insuffisant et les colons n'hésitent pas à le moderniser. L'immigrant, plus entreprenant, parfois aussi moins expérimenté, ose davantage, risque ses capitaux, tente des expériences dont bénéficie le pays. Les métayers et fermiers bousculent sans cesse la routine des propriétaires français. L'influence de l'immigration est particulièrement sen-

(1) Entre autres la Ruche agricole de Toulouse qui est une coopérative d'achat pour les machines, semences, engrais, etc..., et une coopérative de vente pour le placement sur les marchés, de conservation et de transformation des primeurs et autres produits.

sible pour tout ce qui touche à l'aménagement des bâtiments et à l'hygiène. Tous les immigrés, à l'exception des Espagnols, des Italiens du Sud et des saisonniers, sont en général nettement supérieurs au paysan français sous ce rapport. En Hollande, la plus grande hygiène est observée dans l'aménagement des locaux d'habitation. En Belgique, une grande partie de la population agricole habite des villages où l'ouvrier trouve un certain nombre de commodités inconnues dans les vieilles fermes françaises. En Italie, les lois sur l'hygiène des logements agricoles exigent des locaux en bon état d'habitabilité et des travaux peuvent être effectués d'office sur l'ordre du maire ou du conseil provincial de la santé publique. En Pologne, les grandes exploitations ont de vastes bâtiments aménagés pour les ouvriers agricoles. La France, vieux pays agricole, connaît à la fois la richesse et les tares d'un long passé. Tout comme l'industrie anglaise gênée par un matériel démodé, l'agriculture française souffre d'avoir de trop vieilles constructions. Nous avons signalé à maintes reprises la question du logement, de l'eau et de l'hygiène en général, comme une des grosses difficultés rencontrées, aussi bien pour le maintien à la terre des Français, que pour le développement de l'immigration. Les ouvriers agricoles et les colons exigent des améliorations, des transformations. Ils y travaillent eux-mêmes quand ils le peuvent. C'est ainsi que de nombreuses métairies et propriétés du Sud-Ouest, des fermes de Normandie, ont été « réaménagées » et modernisées. Le couchage, notamment, a fait des progrès sous l'influence de l'immigration. Pour garder les ouvriers agricoles difficilement recrutés, les employeurs ont dû très souvent leur donner une chambre, un lit, des draps. Le couchage à la paille est en recul marqué dans tout le Nord de la France. Des dortoirs pour les célibataires et des logements avec jardins pour les familles ont été construits dans les grandes exploitations. Les contrats de travail visés par les services administratifs d'immigration obligent, d'ailleurs, l'employeur à fournir un logement convenable.

Sur toutes ces questions, l'immigration organisée a agi plus vigoureusement que la vieille immigration des éléments voisins. Ceux-ci venus spontanément offrir leurs bras, restés le plus souvent dans les régions frontalières où ils retrouvaient en partie le genre de vie et de travail qu'ils avaient quitté, se montrent très accommodants. Au contraire, les éléments recrutés depuis la guerre, importés à grands frais, sont très exigeants. Les Polonais, les Tchécoslovaques, sentent que l'on a grandement besoin d'eux et qu'on les attire par tous les moyens. Ils en éprouvent à la fois le désir d'exploiter ce besoin et la crainte d'être exploités eux-mêmes. De là, leur méfiance, leurs exigences, leurs réclamations, auxquelles l'employeur cède le plus possible pour ne pas perdre le bénéfice des frais engagés pour l'introduction. Il nous souvient avoir visité, dans une grande ferme d'Eure-et-Loir, le réduit innommable où logeaient 3 travailleurs

polonais. Le patron, brave homme, ne comprenait rien à l'instabilité de ses ouvriers étrangers. Comme on lui parlait du logement il s'étonnait : « Toujours les ouvriers avaient été logés là » et il rappelait avoir été plus mal couché étant jeune valet. L'idée seule de faire construire l'affolait. Il s'y habitua cependant quand un 4^e départ de Polonais eut porté à près de 2.000 francs les frais d'introduction. Des logements convenables, édifiés par la suite, permirent une plus grande stabilité du personnel.

Hausse des salaires. — L'immigration organisée a également contribué à une certaine hausse des salaires et à l'uniformisation des modes de rétribution. La rédaction des contrats-types a amené l'administration à établir des barèmes rigoureux de salaires pour les ouvriers agricoles. Nous reproduisons en annexe un de ces barèmes qui fixent les salaires minima au-dessous desquels aucune demande d'employeur n'est recevable. Les groupements qui organisent l'immigration y ont également contribué, afin d'assurer le développement de l'immigration et d'augmenter la stabilité. C'est ainsi que l'Office Central de la main-d'œuvre agricole avance aux immigrés le petit pécule nécessaire à leur venue et à leur installation. Ceux-ci remboursent par mensualités qui ont d'autant plus de chances d'être versées que les salaires sont plus élevés. Pour les fermiers étrangers, on a été amené à pratiquer de plus en plus le système des baux avec redevance calculée d'après le prix des produits récoltés par l'exploitation (1). On suit ainsi les variations du prix de la vie et des récoltes. Le fermier souffre moins de la baisse, le propriétaire peut profiter de la hausse et surtout l'adaptation du colon s'effectue avec plus de souplesse.

Religion. — Il n'est pas jusqu'à la religion qui n'ait, en général, profité du développement de l'immigration agricole. La grande majorité des immigrés sont des catholiques et des catholiques pratiquants. Cet esprit religieux est atténué chez les populations étrangères des régions frontalières par leur contact prolongé avec les milieux français. Il est très vif au contraire chez les étrangers introduits massivement et par immigration organisée : Polonais, Italiens du Sud-Ouest, colons belges depuis la guerre. A Brezolles (Eure-et-Loir), où il y a une cinquantaine de familles flamandes, on pouvait voir pendant le rude hiver de 1930, par 15° de froid, des femmes, ayant fait 15 km. à bicyclette le soir, dégelant leur lampe à acétylène au feu de la salle où l'aumônier trouvait de 80 à 100 assistants pour l'instruction religieuse. A Pâques il n'y eut pas moins de 130 communions. Nous avons cité, par ailleurs, le cas de l'église du village de Lavilleneuve menaçant ruine et restaurée par les colons hollandais qui recueillirent 100.000 fr. dans leur pays. Des missionnaires durent venir avec les immigrés et des paroisses abandonnées furent pourvues à nouveau d'un prêtre. A Blanquefort, dans le Gers, le curé n'avait plus que

(1) En général on prend le cours moyen pendant les 3 derniers mois.

quelques fidèles. La venue des Italiens lui en donna plus de 200. Le renouveau religieux dans les régions atteintes par l'immigration apparaît d'autant plus sensible, que beaucoup d'étrangers participent très activement aux cérémonies du culte. Chez les Polonais, chez les Italiens, tous les fidèles, hommes, femmes et enfants, chantent la messe, ce qui donne d'ailleurs à celle-ci une ampleur émouvante. Très souvent aussi, ils organisent des processions chantantes. La population française, d'abord étonnée ou ironique, ne fut pas insensible, par la suite, à cet aspect peut-être un peu naïf et théâtral du sentiment religieux et il arriva que les immigrés firent retrouver à quelques catholiques français le chemin oublié de l'église. Il est vrai que ce phénomène ne se produit que là où les étrangers sont venus très nombreux. Bien plus souvent, par suite de l'isolement, l'immigré, sous l'influence du milieu, perd assez vite l'habitude de pratiquer régulièrement le culte.

Colonisation. — De tous les étrangers venus dans les campagnes françaises, les colons sont ceux qui apportent à la France d'une façon plus continue leur activité sous toutes ses formes : humaine, sociale et économique. Ils sont stables et liés, plus qu'aucun autre élément étranger au pays. Par leurs familles nombreuses, ils donnent à l'agriculture cette main-d'œuvre souple qui lui est si nécessaire. Ils apportent avec leur travail, leurs capitaux et leurs initiatives. Plus que d'autres, ils peuvent donc nous aider à utiliser les richesses du pays et au besoin à les défendre. Les quatre grands groupes de colons actuels retrouvent, d'ailleurs, dans nos campagnes des similitudes de cultures et de climat, de mœurs et parfois de langage qui rendent l'adaptation facile et l'assimilation possible. Ils y apportent aussi, plus ou moins, les mêmes qualités de simplicité, de ténacité, d'épargne et de travail, qui font la valeur du paysan français.

Inconvénients et difficultés de l'immigration agricole. —

Inadaptation et instabilité des immigrés. — Mais à côté des avantages de l'immigration agricole, il y a les inconvénients, notamment dans l'immigration organisée. Les frais d'introduction, les pertes de temps pour l'exécution des formalités, l'apprentissage des nouveaux venus, les ruptures de contrats sont autant de charges que l'immigration, depuis la guerre, fait peser sur l'agriculture. L'instabilité notamment est bien plus forte dans l'immigration organisée. Résultant des illusions et des exigences excessives des immigrés, de leur inadaptation et de leur isolement plus accentués, elle provoque un renouvellement incessant des frais. Les employeurs, il est vrai, ont contribué jusqu'à un certain point, nous l'avons vu, à cette instabilité. Le petit agriculteur français est souvent un mauvais employeur. Dur pour lui-même, dur pour les autres (1). Tout à fait inapte à résoudre les

(1) De là les reproches que l'on relève dans la presse polonaise à l'immigration en

problèmes de psychologie que posent la main-d'œuvre étrangère et son brusque transplatement. Rien de plus poignant que de lire les dossiers des œuvres d'assistance qui s'occupent des immigrés. Des abus de toutes sortes, des vols, des papiers retenus, des mauvais traitements, des salaires non payés, rien n'y manque. On essaye de profiter de l'ignorance ou de l'isolement de l'ouvrier agricole. Même les bons employeurs ont parfois tendance à traiter les étrangers en extras et non en serviteurs permanents du pays. Très souvent, d'ailleurs, la meilleure volonté ne peut éviter l'incompréhension, base de toutes les chicanes, de toutes les amertumes, de tous les désaccords. On sait les malentendus que provoque la seule question de la nourriture ou du logement.

Les contrats sont en général trop compliqués (1). Prenons l'exemple d'un contrat pour une famille employée dans le Sud-Ouest. Le père doit recevoir 235 fr. par mois, les enfants mâles de 16 à 20 ans 175 fr., la mère est payée à la journée, 7 fr., et les jeunes filles de 16 à 20 ans 5 fr. Les hommes reçoivent, comme avantages en nature, 300 kilos de blé, 500 kilos de pommes de terre, 300 k. de maïs, les femmes 250 kilos de blé, 350 k. de pommes de terre, 200 k. de maïs ; et les enfants de 3 à 12 ans 80 k. de blé, 200 k. de pommes de terre. Les hommes et les femmes reçoivent, en outre, chacun 1/2 litre de lait, les enfants 1/4 de litre, les hommes une barrique de vin et 20 kilos de lard, les femmes 12 kilos de lard. La famille reçoit encore du bois pour sa consommation et 5 litres de pétrole. Une prime de 250 fr. en fin de contrat doit être versée aux membres travailleurs. Il y a aussi un jardin et un terrain pour gros légumes. L'employeur doit fournir le matériel pour l'exploitation, les plants et les graines à des tarifs variables. On imagine les calculs, les pesées, les discussions auxquels prête pareil contrat et qui font de l'employeur un véritable épicier. L'extrême variété de la France agricole oblige, d'ailleurs, à une grande souplesse des contrats. On a dû établir 3 catégories de salaires minima (ce qui est d'ailleurs un progrès réel) pour les régions riches, médiocres ou pauvres. Les différences de rendement, de climat, de formes d'exploitation, expliquent ces variations, auxquelles s'ajoute toute la complexité des usages locaux. Mais l'immigré s'empêtre dans ce réseau d'us et de coutumes. Il ne comprend rien à ces traditions séculaires, à ces tarifs différents. Il ne voit qu'une chose : c'est que l'on gagne plus ailleurs.

Le débauchage est venu encore accroître l'instabilité. Des employeurs, tant industriels qu'agriculteurs, n'ont pas hésité à y re-

France et qui fait dire à la Wychodzca du 2-3-29 « Il y a deux France : 1° celle des philosophes, des penseurs, champions du beau, du bien et de l'équitable France du progrès ; 2° l'autre, celle du petit bourgeois, avare et brutal dans ses rapports avec les faibles, la France des mufles, la France xénophobe. Malheureusement c'est surtout à la seconde que notre émigrant a à faire ... »

(1) Voir modèles E. F. G. en annexes.

courir devant la rareté de la main-d'œuvre et les dépenses exigées pour l'introduction des étrangers. La loi s'est efforcée de réagir contre ces abus en punissant de fortes amendes les employeurs fautifs et en les astreignant à des dommages et intérêts (1). Mais trop souvent la loi ne peut être appliquée par l'impossibilité de situer les coupables. Aussi, certains industriels n'hésitent-ils pas à envoyer dans les campagnes de véritables recruteurs dont la tâche est d'ailleurs aisée comme bien on le pense. Pour éviter le débauchage par l'industrie et l'appel des villes, on a interdit à l'étranger introduit pour l'agriculture d'aller travailler dans l'industrie, même à l'expiration de son contrat. Cette interdiction permet, en même temps, de contrôler et de défendre le marché du travail industriel qui risquait d'être envahi par le moyen détourné des entrées pour l'agriculture toujours déficitaire.

Contre l'isolement, qui est une des grosses difficultés rencontrées par l'immigration agricole, on a créé des comités départementaux de patronage qui veillent sur les femmes et les jeunes filles et au besoin les conseillent. La presse polonaise préconise la création de « cités rurales » pour les agriculteurs étrangers en France. Ces cités seraient comparables à celles établies autour des puits de mines ou des grandes usines et permettraient de lutter contre l'isolement et l'instabilité. En fait, ces cités existent déjà en petit dans les très grandes exploitations du Nord et c'est ce qui explique que la main-d'œuvre polonaise et tchécoslovaque s'y concentre. Mais elles sont parfaitement irréalisables dans les régions de petites et de moyennes exploitations. Plus efficace est l'introduction des familles pour fixer la main-d'œuvre et lutter contre l'isolement. Malheureusement la venue des familles est onéreuse et la question du logement pour elles est des plus difficiles. Elles ne conviennent d'ailleurs qu'aux exploitations assez importantes et la plupart des employeurs demandent des isolés parmi lesquels précisément l'instabilité est la plus grande. Au surplus, toutes les mesures prises pour fixer la main-d'œuvre étrangère agricole s'avèrent comme] peu] efficaces] pour ; lutter contre un mouvement qui a déjà détourné une grande partie de la population française du travail de la terre et qui doit nécessairement avoir bien plus d'influence sur des individus transplantés.

On a essayé d'établir une statistique des causes d'instabilité et de ruptures de contrats. Si approximatifs que puissent être les chiffres fournis, ils donnent cependant une indication utile sur les difficultés rencontrées par l'agriculture pour garder sa main-d'œuvre étrangère :

(1) Loi du 11 août 1926, portant réglementation de l'emploi des ouvriers étrangers.

Causes de ruptures de contrats agricoles :	sur 100 ruptures :
Différends au sujet du taux du salaire	22%
Règlements tardifs ou irréguliers du salaire....	3,5
Différends au sujet du repos hebdomadaire, des fêtes religieuses et de la durée de la journée de travail.....	18
Logement	15
Nourriture.....	9
Débauchage en cours de route.....	1
Débauchage sur place.....	2
Retenue de pièces d'identité par l'employeur...	0,5
Maladies de l'ouvrier.....	3
Ouvriers non qualifiés pour la tâche assignée..	7
Psychologie de l'ouvrier (bougeotte, appel de la ville, nostalgie, isolement etc.).....	19

Le manque de capitaux. — Pour la colonisation, la plupart des échecs enregistrés sont imputables à la spéculation ou à la pauvreté et à l'inexpérience des immigrés. Des agents d'affaires, courtiers, intermédiaires de toutes espèces et de toutes nationalités, ont exploité les colons, notamment les Polonais, les Italiens, les Suisses, et ce sont ces abus qui ont le plus contribué à arrêter la venue des Italiens en Gascogne. Ayant payé trop cher des terres négligées depuis longtemps, les immigrés n'eurent pas un fonds de roulement suffisant pour l'amélioration et la mise en train des exploitations.

Le manque de capitaux est souvent le plus gros obstacle au développement de la colonisation. A cet égard, la presse polonaise s'est indignée, à plusieurs reprises, que le gouvernement français ne fit rien et laissât à la Pologne le soin de financer l'installation des colons. « Il est bon de mettre en parallèle, dit le *Naprzód*, la compréhension que manifeste à l'égard de la colonisation le gouvernement allemand et le mépris que lui témoigne le gouvernement français. Puisqu'il faut deux facteurs à la production : le travail et le capital, que la Pologne donne l'un et la France l'autre ». Il est certain que l'Etat ne peut se désintéresser de cette importante question de la colonisation. A défaut de subventions, il doit, au moins, protéger les colons contre les abus des intermédiaires, les guider, les conseiller, faciliter leur adaptation. Un effort a déjà été fait dans ce sens par le ministère de l'Agriculture pour les Russes et les Tchécoslovaques dans le Sud-Ouest. En ce qui concerne la question des crédits agricoles aux étrangers, il semble que le gouvernement ait d'abord manqué d'initiative. Dans le Sud-Ouest, notamment, les Caisses de Crédit agricole ne voulurent pas aider les colons italiens gênés pendant la période d'adaptation (1). Ce furent naturellement les banques italiennes qui se substituèrent aux caisses françaises et favorisèrent la constitution de sociétés coopératives agricoles, firent des avances aux colons et drai-

(1) Celle du Gers fit exception.

nèrent leurs épargnes. Aujourd'hui, l'Etat français a compris l'utilité d'aider les agriculteurs étrangers, et la plupart des conventions avec les pays d'émigration en admettent le principe. Les caisses du Crédit agricole accordent aux étrangers des prêts à court terme au taux d'escompte de la Banque de France, pour achat d'engrais, de semences, d'outils, etc... Elles accordent aussi, mais plus rarement, des prêts à moyen terme qui ont surtout pour but de permettre à des ouvriers agricoles, ayant déjà quelques économies, de devenir métayers ou fermiers. La durée de ces prêts est de 2 à 10 ans, au taux de 5%. Dans le seul département du Gers, dès 1927, le chiffre des prêts consentis aux Italiens s'élevait à plus de 1 million. Jusqu'à présent les caisses n'ont pas accordé de prêts à long terme aux étrangers. Ces prêts d'une durée de 10 à 25 ans, au taux de 3%, sont réservés aux Français. Les Caisses régionales acceptent les dépôts à vue, auxquels elles servent un intérêt de 3%. Dans le Gers, les Italiens en 1927 y avaient plusieurs millions et dans le Tarn-et-Garonne ils représentaient le tiers des sociétaires et clients des caisses. Ici encore, les Italiens se sont montrés beaucoup plus syndicalistes que les Français. Des résultats également satisfaisants ont été obtenus avec les Espagnols, les Polonais et les Russes. Le moyen se révèle excellent pour faire entrer plus complètement les immigrants dans l'activité française.

La dépendance de l'économie agricole.— Un des risques les plus sérieux que l'immigration étrangère fait courir à l'agriculture française, est celui de la dépendance. Cette dépendance s'accuse d'autant plus que la main-d'œuvre étrangère est plus nombreuse et que son introduction subit des fluctuations plus fortes. Les interventions des gouvernements qui arrêtent brusquement un mouvement de saisonniers, les réductions brutales de certains mouvements migratoires, deviennent de véritables dangers pour notre agriculture. C'est ainsi que la diminution du nombre des ouvriers agricoles belges compromet la culture betteravière et l'activité des petites sucreries et distilleries du Nord. De 1913 à 1929, les superficies cultivées sont en diminution de 5.000 hectares pour la betterave à sucre, de 20.000 hectares pour la betterave de distillerie, dont la production subit une réduction de près de 75 % (1). La diminution de l'émigration agricole italienne dans le S.-E., gêne la culture florale et surtout la culture de l'olivier et la sériciculture. La culture de l'olivier est en recul marqué et la production en cocons frais réduite de moitié par rapport à 1913 (2). Il est trop certain que si l'immigration organisée n'avait pallié en partie à ces diminutions, notre agriculture eût été sérieusement atteinte.

(1) La production en betterave de distillerie de 20.500 000 quintaux en 1913 n'était que de 7.600.000 quintaux en 1929.

(2) 4.423.046 kilos en 1913 et 2.688.876 en 1929. Le nombre des sériciculteurs a diminué de 1/3 dans le même temps : 90.517 en 1913 et 63.900 en 1929.

Et si l'on se rappelle que certaines régions agricoles frontières sont sous la quasi dépendance de la main-d'œuvre étrangère et que la colonisation permet une appropriation progressive du sol, on ne peut s'empêcher de penser que les avantages considérables apportés par l'immigration à notre agriculture ne sont pas sans danger.

Rapports des étrangers et des populations rurales

Il n'est pas sans intérêt d'étudier les réactions de la population rurale française devant un mouvement de cette ampleur, de connaître les rapports qu'elle entretient avec les différents groupes d'immigrés et de voir comment ceux-ci s'adaptent à la vie rurale.

Les Belges. — Pour les Belges, les rapports sont singulièrement facilités par la communauté de tempérament et de mœurs, de religion et de langue. Dans les départements frontières, où l'immigration est très ancienne, on ne les considère pas comme des étrangers. Les Wallons, qui dominent dans l'extrême Nord, parlent le patois et portent des noms nettement français. Dans l'arrondissement d'Avesnes, on relève plusieurs fois les noms de Lerouge, Dubois, Dieu-donné, Grenier, Maréchal, Petit, Fontaine, Croix, etc., parmi les colons belges. Les agriculteurs immigrés dans le Nord sont d'ailleurs noyés dans une population belge considérable. En 1921, le département du Nord comptait 145.000 Belges de toutes professions, le Pas-de-Calais 24.300, les Ardennes 16.000. Et il s'agissait d'une population normalement composée, où les deux sexes s'équilibrent presque, indiquaient une grande stabilité. Certaines communes des départements frontières ont, d'ailleurs, une population en majorité belge — notamment, dans l'arrondissement d'Avesnes — sans que personne ait l'air de le soupçonner tant la fusion est complète.

Les rapports sont un peu plus complexes dans les départements agricoles situés plus à l'intérieur, où l'émigration belge est récente et où domine l'élément flamand. Les différences de langue gênent souvent au début la compréhension mutuelle. Il y eut aussi parfois des frictions du fait que le Belge pouvait offrir des prix supérieurs à ceux du paysan français qui se voyait évincé. Des plaintes se sont élevées. Des journaux agricoles ont mené des campagnes. Se faisant l'écho de certains paysans français le « Progrès Agricole » (1) écrit : « en Normandie c'est l'invasion, au Neubourg on n'entend plus parler que « belge ». Les réfugiés restés après la guerre font venir frères, sœurs et cousins ; les Français ne trouvent plus à louer ». On se plaignait surtout de la hausse des prix de la terre et de la préférence accordée par les propriétaires aux Belges. Cette hausse était sensible partout où se développait la colonisation belge. Dans les

(1) Septembre 1921.

départements du Nord, par exemple, le Directeur des services agricoles estimait en 1926, que les offres des immigrés avaient fait monter le prix de la terre de 30 à 35 %.

Mais les plaintes, souvent exagérées, étaient plutôt la manifestation de déceptions personnelles qu'à la crainte d'un danger réel. Nulle part on ne signale de saturation. Si le fermier belge accepte une augmentation de prix, il la récupère, non par un change favorable, mais par la durée de son travail et la valeur de sa main-d'œuvre familiale. Que le libre jeu de la concurrence amène quelques frictions, c'est inévitable. La concurrence est, au surplus, un bon stimulant. Morte dans certaines régions faute de main-d'œuvre, on ne peut se plaindre de la voir se réveiller. Beaucoup de journaux agricoles se félicitent, d'ailleurs, de la venue des Belges « désignés plus qu'aucun autre élément pour combler les vides de nos campagnes ».

Les Italiens. — L'élément italien oblige à la même distinction entre les immigrés des départements frontières et ceux de l'intérieur.

Ceux du *Midi méditerranéen*, venus en grand nombre dès avant la guerre, se fondent très bien avec la population indigène habituée depuis longtemps à ce contact. Il y a, d'ailleurs, une grande similitude de caractère, de mœurs, et même de langue comme le révèle le rapprochement de quelques mots usuels :

Français	Patois provençal	Italien
terre	terro	terra
champ	camp	campo
olivier	olivier	ulivo
poule	gallino	gallina
lard	lard	lardo
cheval	cavall	cavallo
froid	fred	freddo
chaud	cald	caldo
boire	béouré	bere
bœuf	biou	bue
vache	vaco	vacca

Il n'y a pas non plus de concurrence trop âpre. L'Italien est généralement pauvre et n'est pas favorisé par le change. La concurrence est parfois un peu plus vive dans les départements vinicoles : Hérault, Aude, où les relations se compliquent du fait de la présence des Espagnols, mais dans l'ensemble les rapports restent bons. Toutefois, la population italienne atteint un tel pourcentage, plus de 40 % dans certains arrondissements, que les Français éprouvent, depuis quelques années, une impression « d'invasion » malgré leur longue accoutumance à la présence des Italiens. Le réveil du nationalisme italien et la turbulence de certains éléments politiques, ne sont pas étrangers à cette nouvelle tendance. Il n'y a qu'en Corse, cependant, que l'on puisse signaler une certaine animosité, d'ailleurs très ancienne, de la population contre les Italiens. La suprême insulte que l'on puisse y faire à quelqu'un est de l'appeler Lucquois. L'hostilité contre l'immigré se manifeste par des bris de clôtures, vols, détournements de bestiaux, mutilations d'arbres etc., qui découragent rapidement l'étranger

assez audacieux pour tenter de s'établir. Souvent le propriétaire corse préfère refuser de vendre ou de louer à l'Italien et laisser sa terre inculte. De là, en partie, l'envahissement par le maquis de certaines parcelles de terre jadis cultivées.

En *Gascogne*, les relations entre Italiens et Français présentaient au début certaines difficultés, en raison du caractère massif et nouveau de l'immigration. L'Italien, nouveau venu dans la région, apparaît plus nettement étranger parmi les populations encore mal habituées à son contact. Cependant, une certaine similitude de caractère et de tempérament rend les relations assez souples. Les patois italiens se rapprochent beaucoup du gascon et facilitent la compréhension mutuelle. La langue italienne elle-même présente certaines analogies avec le gascon :

Français	Gascon	Italien
pain	pan	pane
viande	car	carne
morue	merlusso	merluzzo
champ	camp	campo
vigne	vigno	vigna
paille	paillio	paglia
vache	vaco	vacca
bœuf	boue	bue
chat	gat	gatto
gel	gelado	gelata
feu	fuec	fuaco
froid	fred	freddo
chaud	caout	caldo
bois à brûler	legno	legno

Le plus souvent, dès leur arrivée, les Italiens ont eu des rapports assez cordiaux avec leurs voisins. Ces derniers leur ont donné complaisamment les indications dont ils pouvaient avoir besoin. En général le paysan gascon comprend l'utilité de la venue des Italiens et souvent il voit même avec plaisir l'installation de ces populations actives sur les terres désertées où il vivait isolé. Cependant, il existe une gêne indéfinissable entre les deux populations. Elle peut s'expliquer par la curiosité ironique du Gascon pour les coutumes des Italiens et leur esprit religieux, pour leur façon de travailler, de se nourrir et parfois de se vêtir — et par un certain mépris des Italiens pour les Français « paresseux », routiniers et « athées ». Les jeunes gens, notamment, se fréquentent peu. Les Italiens organisent des bals entre eux : quelques rares jeunes filles françaises y vont parfois, en quête du plaisir ou d'un mari — mais les jeunes Italiens vont très peu dans les bals français. Quand les familles italiennes ont besoin de main-d'œuvre, ce qui est très rare, elles la trouvent difficilement parmi les Français qui répugnent à servir chez les colons italiens à cause de la nourriture et aussi, autant qu'on peut le comprendre, par fierté.

On a parfois reproché aux Italiens de ne rien respecter, de venir en conquérants, de tout bouleverser dans les propriétés qu'ils avaient achetées. On a parlé notamment de déboisement en voyant disparaître les chênes séculaires qui ombrageaient les métairies. « Les nou-

veaux propriétaires, soustraits aux souvenirs du passé, n'ont considéré que le présent et en abattant des arbres centenaires ont entendu récupérer une partie de leur mise de fonds » (1). Mais ce sont là des cas isolés. Parfois, loin de déboiser, certains colons demandèrent des plants aux pépinières du Sud-Ouest. Il reste que les Italiens ne s'embarrassèrent pas des souvenirs du passé. Dans telle commune, où ils constituent les 4/5 de la population, ils allèrent même jusqu'à bouleverser une partie du cimetière et le curé dut leur rappeler que ceux qui reposaient là, étaient, comme eux, des chrétiens.

L'importance du mouvement de colonisation pouvait faire craindre des frictions. Mais les vides étaient tels dans le S.-O. que les Italiens furent loin de pouvoir les combler. De là, l'absence de cette concurrence qui active toujours l'hostilité latente entre deux nationalités. Les seuls conflits un peu importants sont ceux résultant de la malhonnêteté de certains hommes d'affaires ou de propriétaires. Des propriétaires, désireux de profiter immédiatement de la plus value des terres résultant du travail de leurs métayers et de la colonisation italienne en général, voulurent se débarrasser d'eux. Les services agricoles durent intervenir et le bureau de la main-d'œuvre agricole d'Auch, par exemple, fit accorder un dédit de 25.000 fr. à deux familles italiennes, que le propriétaire renvoyait pour reprendre ses métairies. Les agissements de certaines agences, les échecs de quelques colons, amenèrent également un peu d'hostilité et de méfiance, mais qui ne durèrent pas.

La presse locale s'est faite parfois l'écho de plaintes individuelles. Le « Sol Sacré » de Toulouse parle de « l'envahissement » et de la « colonisation » de la France. D'autres, passant avec désinvolture du très particulier au général, voient dans chaque Italien un fauteur possible de désordre et un criminel en puissance. Les grands quotidiens parisiens (2) firent des enquêtes sensationnelles et fournirent des chiffres ahurissants. « Les Italiens ont déjà 40 % du sol, disait l'un d'eux, ils sont 100.000, ils seront 200.000 dans trois ans. La Gascogne ne sera bientôt plus qu'une province romaine » et un reporter, à l'imagination plus vive, voyait déjà sur la Garonne « glisser des gondoles ». Mais la grande majorité de la presse, et notamment de la presse locale, est favorable à la colonisation italienne. La Dépêche, la Petite Gironde, déclarent que « grâce aux colons, le blé commence à verdier, où ne poussaient que des bruyères. Les Italiens ont placé leurs capitaux sur des terres, n'est-ce pas une caution suffisante de leurs bonnes intentions ? C'est une richesse qui nous vient, accueillons-la ».

Les Espagnols sont restés sensiblement dans les mêmes départements qui déjà en recevaient un grand nombre avant la guerre. Aussi l'impression d'étranger y est-elle atténuée par l'accoutumance

(1) Conseil général du Gers. 2^e session 1926. Rapport supplémentaire du préfet.

(2) M. HELSEY le *Journal* (juin 1926) et ROUBAUD *Quotidien* (septembre 1926).

très ancienne. La différence de langue est légère et, comme entre la plupart des patois et des langues des régions frontières de pays voisins, il existe une analogie entre le gascon et l'espagnol :

Français	Patois gascon	Espagnol
pain	pan	pan
eau	aigo	agua
feu	fuec	fuego
chaud	caout	caliente
gel	gelado	helada
boire	bebe	beber
farine	harrio	harina
vache	vaco	vaca
charrue	arail	arado

Il n'y a pas de concurrence. Les Espagnols sont pauvres et souvent n'ont pas les qualités qui leur permettraient d'évincer les Français ; aussi leur change supérieur ne leur a-t-il pas été un avantage appréciable. Les difficultés qui s'élevaient avant la guerre dans les régions vinicoles où les ouvriers espagnols acceptaient des salaires et des conditions de travail inférieurs, ont aujourd'hui disparu. Les besoins en main-d'œuvre sont tels que les immigrés sont devenus aussi exigeants que les Français. Dans le Languedoc, où la population espagnole est considérable, l'entente est parfaite, d'autant que les Espagnols assurent les travaux les plus durs et les plus salissants que refusent les Français. La présence de ce rude prolétariat, loin de concurrencer les indigènes, leur permet de se livrer aux travaux plus agréables ou plus rémunérateurs. Au surplus, le tempérament et les mœurs de l'Espagnol se rapprochent assez de ceux de nos populations du Midi et ses défauts mêmes ne sont qu'une exagération du tempérament méridional.

Les Suisses — Les Suisses sont estimés par les populations françaises pour leurs qualités morales. Dans les départements frontières, où le mouvement est très ancien, on est accoutumé, de toujours, à leur présence. Ils sont, d'ailleurs, moins nombreux et plus dispersés que les immigrés des autres nationalités. Ceux venus des cantons de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, parlent français, ce qui facilite la compréhension. Cependant, l'importance du mouvement de 1920 à 1926 a été telle, grâce au change, que la population indigène s'est émue. Mais aujourd'hui les acheteurs suisses sont un peu moins nombreux et la situation est redevenue normale. Une autre difficulté pour les relations, résulte parfois de la différence de langue pour les Suisses allemands. Après la guerre notamment, il y eut des frictions dans quelques villages et l'on cite des écoles où les enfants des Suisses allemands furent brimés. On s'est plaint aussi, parfois, de l'esprit critique excessif de certains immigrés à l'égard de l'Administration française, de leur tendance à vivre retirés de la vie locale. Toutes ces plaintes, assez superficielles, n'empêchent pas les relations d'être excellentes et les Suisses de s'adapter rapidement dans nos campagnes.

Les Slaves. — Pour l'élément slave, *Polonais, Russe, Tchécoslovaque, Yougoslave*, il n'y a pas, comme pour les autres éléments, l'accoutumance due à une ancienne et progressive immigration. Venus nombreux depuis la guerre, littéralement importés par l'immigration organisée, les travailleurs agricoles slaves sont complètement étrangers dans nos campagnes. La langue, les mœurs, les méthodes de travail, tout est différent. De là, des frictions fréquentes entre employeurs et ouvriers, entre salariés français et étrangers dans les grandes exploitations. Mais cette immigration ne constitue pas des groupements aussi importants que ceux résultant de l'immigration par infiltration des populations voisines. Très dispersée, n'ayant qu'un petit nombre de colons, nulle part elle n'a d'effectifs assez nombreux pour amener la concurrence. Pauvres et inadaptés, les Slaves se trouvent, au surplus, défavorisés par rapport aux indigènes et aux autres immigrés.

Immédiatement après la guerre, de mauvais éléments se glissèrent dans l'immigration agricole venue d'Europe orientale et centrale, en particulier un certain nombre d'individus sortis des anciennes prisons allemandes et autrichiennes et de ces épaves si nombreuses que les bouleversements de la guerre multiplièrent en Europe. Quelques crimes, quelques coups de mains commis par ces individus dans les campagnes, effrayèrent la population. La presse, généralisant à l'excès fit des « bandits polonais » une véritable obsession. La venue de quelques femmes de mœurs légères parmi les servantes, fut également défavorable à la bonne renommée des Polonais et des Tchécoslovaques. Mais aujourd'hui, l'immigration, mieux organisée, laisse moins passer de déchets. On commence à mieux apprécier les Polonais, à les comprendre même, quoique leur esprit taciturne et susceptible inquiète toujours un peu. Dans le Nord notamment, où la population polonaise dépasse 300.000 individus, on s'est accoutumé à leur présence. On en comprend d'autant mieux l'utilité, que la plupart de ceux qui travaillent la terre sont des salariés introduits à grands frais, à la demande même des agriculteurs, qui se plaignent, au contraire, de n'en pas recevoir assez.

Au total, les relations des étrangers avec la population rurale française sont bonnes. Toutefois, une distinction est à faire entre les régions où l'immigration est ancienne et celles où le mouvement migratoire est récent ou a été profondément renforcé depuis la guerre. C'est ainsi que la région du Nord est depuis toujours accoutumée à la présence des Belges, que l'Italien fait partie du Midi méditerranéen et l'Espagnol du Midi pyrénéen. Par contre, l'installation des Italiens dans le S.-O., des Belges en Normandie, des Polonais un peu partout, a suscité de l'étonnement et, parfois, avec le développement de la colonisation, de l'hostilité. Cette animosité a été surtout sensible dans les régions de grandes et de moyennes exploitations (Nord, Est

Sud-Ouest), où la colonisation exige la venue d'étrangers nouveaux, déjà fermiers ou propriétaires dans leur pays, et apportant un capital assez important. Dans les régions de petites propriétés, au contraire, comme le Languedoc et la Provence, la colonisation est possible aux ouvriers agricoles à la présence desquels la population est déjà habituée. Au surplus, les difficultés n'ont été que passagères. Le Français, naturellement accueillant, a aujourd'hui d'excellents rapports avec ceux qui viennent travailler à ses côtés. Il s'est déjà habitué à leur présence, tout comme dans les régions frontières il s'est accoutumé à la lente infiltration des étrangers voisins, qui peu à peu déplace les frontières ethniques. Les plaintes les plus fréquentes — et aussi les plus justifiées — sont, au contraire, celles qui ont trait au manque de travailleurs et à la difficulté de trouver et de fixer la main-d'œuvre étrangère.

CHAPITRE XII

LES PROBLÈMES DE L'IMMIGRATION

La présence d'une population de 3 millions d'étrangers ne va pas sans poser une multitude de problèmes d'une complexité et d'une importance exceptionnelles. Il n'est pas un aspect de la vie humaine, individuelle ou sociale, intellectuelle ou morale, qui ne s'y rattache, car l'immigrant n'est pas seulement une « marchandise », une force économique, mais une unité humaine avec toutes ses virtualités.

Encore que la complexité et l'interdépendance des problèmes soulevés par l'immigration en rendent difficile et un peu arbitraire toute classification, nous les rangerons sous les principaux chefs suivants :

1° *d'ordre économique*, intéressant toute la vie économique du pays par les avantages (production accrue, apport de travailleurs tout préparés, etc...), et les inconvénients (exportation d'épargne, frais d'introduction, dépendance du pays, etc...) résultant de l'afflux des travailleurs étrangers ;

2° *d'ordre social*, mettant en jeu le niveau de vie de la population ouvrière française et intéressant l'ordre public par la venue d'agitateurs politiques ou de criminels ;

3° *d'ordre physique et sanitaire*, concernant l'hygiène présente et à venir de la population française ;

4° *d'ordre politique et moral*, intéressant la politique internationale et l'unité de la nation par le grave problème de l'assimilation et des minorités.

L'aspect économique de l'immigration

Les avantages d'ordre économique de l'immigration. — La pénurie considérable de main-d'œuvre dont souffrait l'économie française, notamment après la guerre, et le chiffre énorme des ouvriers étrangers introduits, révèlent bien le rôle important de

l'immigration dans la vie économique de la France. Sans cette main-d'œuvre pas de relèvement possible après les dures épreuves de la guerre, pas de développement de notre industrie, de notre commerce. Sans elle, une bonne partie des richesses de notre sol et de notre sous-sol resteraient inexploitées. C'est aux travailleurs étrangers que la France doit notamment le prodigieux développement de la construction depuis la guerre, les grands travaux d'équipement hydro-électrique en montagne, le développement de la grande métallurgie et l'exploitation de ses mines. La venue des ouvriers étrangers n'est pas seulement, comme on le dit, une invasion de la France, mais une quête de celle-ci, une quête urgente, indispensable.

Dans quelle proportion les ouvriers étrangers ont-ils contribué au relèvement et au développement de notre économie ? Il est évidemment difficile de répondre par des chiffres précis. Toutefois, le pourcentage des éléments étrangers dans la population active permet d'en avoir une idée approximative. Les étrangers constituent, depuis la guerre, environ 7 % de la population productive totale, 3 % des éléments actifs dans l'agriculture, 35 % dans les industries extractives, 10 % dans les industries de transformation, 6 % dans le commerce et les professions libérales. Il est à remarquer, au surplus, que la courbe de la production économique a suivi la progression constante de la population étrangère (Graphique n° 3 page 138).

Nous avons vu, par ailleurs, que l'immigration s'adaptait très étroitement à nos besoins et à notre situation économique, qu'elle diminuait ainsi le chômage, donnait à notre marché du travail une souplesse exceptionnelle, soit en permettant par la fermeture des frontières et les rapatriements de le soulager en période de crise, soit en lui fournissant les éléments nécessaires par un recrutement renforcé en période de prospérité. Cette souplesse n'a pas peu contribué au relèvement de la France dans le temps même où tant d'autres pays supportaient le plus lourd et le plus stérile des impôts : le chômage. De sorte que, si paradoxal que cela puisse paraître, c'est à la réduction de sa population que la France dût sa situation favorisée dans l'Europe surindustrialisée et souffrant de surproduction et de chômage. C'est sa pénurie de main-d'œuvre qui, en l'obligeant à recourir à l'immigration, lui permit ainsi d'adapter son armée du travail à ses besoins.

L'introduction de travailleurs étrangers est, en effet, un remède plus efficace à l'insuffisance de population que l'émigration à la surpopulation ou au chômage. Les migrations sont conditionnées, en premier lieu, par la situation qui prévaut dans les pays récepteurs et en second lieu, et dans une mesure bien plus faible, par la situation des pays d'émigration (1). Un pays riche et manquant de main-d'œuvre attire toujours les hommes, même ceux qui ne sont pas particulière-

(1) Rapport à la Commission permanente des migrations du B.I.T. 2 mai 1930.

ment malheureux dans leur propre pays. Par contre, l'augmentation du chômage dans un pays n'entraîne pas toujours une augmentation de l'émigration, d'autant que les chômeurs manquent souvent des ressources indispensables au départ. Le chômeur industriel, au surplus, est difficile à déplacer. Il craint de perdre par l'émigration un standard de vie ou une profession qu'il juge supérieurs à ce qu'il pourrait trouver ailleurs. Pour la plupart, l'idée d'un abaissement social se lie à l'idée de l'émigration. Il y a là, un des aspects de la capillarité sociale et du gros problème du retour à la terre ou aux travaux manuels les plus rudes. C'est à ce problème que se heurtent l'Allemagne et l'Angleterre qui, avec leurs millions de chômeurs, manquent de bras pour leur agriculture ou leurs colonies. Par ailleurs, le nombre même des chômeurs en Europe rend impossible pour la plupart des pays le remède de l'émigration. Par contre, la France devenue le seul pays important d'immigration, a pu trouver assez aisément jusqu'ici, le complément de main-d'œuvre qui lui était nécessaire.

L'on se rendra compte de l'énorme avantage qui est résulté pour la France de cette absence de chômage, en se rappelant les charges que ce fléau fait peser sur les autres pays. La seule ville de Londres a dépensé en 1929 plus de 2 milliards et Berlin près d'un milliard pour leurs chômeurs, alors que Paris ne dépensait pas un million. L'Allemagne, en 1930, consacrait environ 6 milliards au fonds de chômage et on estimait que la classe ouvrière allemande avait perdu plus de 10 milliards de marks, tant par suite des salaires non payés que de la perte d'une partie de ses économies (1). Quant à l'Angleterre, le chômage lui aura coûté presque autant que la guerre. L'allocation aux chômeurs anglais est passée de 1.240.000.000 fr. en 1921 à 13 milliards en 1930. L'Unemployed Fond devenu impuissant à payer, a dû demander à l'État des sommes croissantes et avait emprunté en 1930 près de 8 milliards (2).

L'immigration, d'autre part, fournit au pays récepteur des travailleurs tout préparés, aptes à produire. Il y a là un gros avantage économique, un véritable enrichissement au détriment du pays fournisseur. Lorsqu'un émigrant quitte son pays, celui-ci, en échange d'un peu d'or qui lui arrive par la suite de l'étranger, perd matériellement tout ce qu'il a dépensé pour nourrir cet émigrant, pour l'éduquer, pour en faire un producteur, militairement il perd un soldat, démographiquement il perd un élément jeune qui féconde les terres étrangères et donne des fils aux pays étrangers. De là, d'ailleurs, les difficultés et les exigences des pays d'émigration pour laisser sortir leurs travailleurs. De là, leur regret de constituer « des viviers hu-

(1) Chiffres de l'Institut pour les questions économiques du Reich. *Finanz politische Korrespondanz* du 5-9-30.

(2) A ces chiffres il conviendrait d'ajouter toutes les dépenses des œuvres d'assistance, des lois sociales, des travaux publics entrepris contre le chômage et dont le montant, en 1930, s'élève à 8 milliards en Angleterre.

maines » (1). Si l'on estime qu'un homme en âge de travailler a coûté 20.000 fr. à la collectivité pour l'élever et l'éduquer, c'est, avec les 2 millions de travailleurs étrangers actuellement en France, un capital formidable de 40 milliards — et un capital éminemment productif — que l'immigration a procuré au pays (2). Le bénéfice est d'autant plus net, que l'émigration opère souvent un véritable écrémage des classes ouvrières. Elle tente les éléments les plus jeunes, les plus entreprenants, ceux en pleine vitalité et en plein rendement.

Cette énergie neuve, constitue une force stimulante pour toute l'économie du pays. L'immigré en général est très travailleur, car il veut gagner beaucoup et, au surplus, il est habitué, le plus souvent, à une vie rude et besogneuse. Il accepte, entre autres, plus facilement le travail à la tâche où le rendement est supérieur. Par son exemple, par la concurrence, il amène une émulation, un relèvement de la productivité ouvrière. Nous en avons vu des exemples dans l'agriculture du Sud-Ouest, et dans certaines régions industrielles, où la vie se ralentissait, où le découragement gagnait par anémie démographique. On imagine facilement l'effet psychologique produit sur les ouvriers français par certains de ces rudes travailleurs, italiens ou polonais, qui, grâce à un travail acharné, et malgré le handicap d'un rendement diminué par manque d'adaptation, parviennent à se faire des salaires de 70 à 80 fr. dans les mines, dans le bâtiment ou les travaux publics. Augmentant le nombre des travailleurs sur le marché, ils contribuent à en augmenter la qualité en permettant une sélection, un choix élargi. Plus dociles, moins exigeants, ils aident à freiner les prétentions des indigènes, prétentions accrues sous toutes les formes : salaires, horaires, discipline, et productivité en fonction inverse des exigences.

Non seulement l'immigrant apporte ses bras et le dynamisme de la jeunesse dans la population française vieillie par la diminution des plus récentes générations (3), mais aussi des connaissances, une formation et parfois un petit capital, des initiatives et des méthodes nouvelles dont profite le pays. Encore que ces avantages, par suite de la nature essentiellement ouvrière de l'immigration actuelle et du développement du machinisme, ne soient pas comparables à ceux que fournissait l'émigration de qualité sous la royauté, ils sont loin d'être négligeables. Nous en avons vu des exemples avec les Italiens dans l'agriculture du Sud-Ouest, avec les Suisses dans l'élevage et les industries laitières, les Belges dans les fabriques de chicorée et les

(1) Déjà au XVIII^e siècle, Choiseul disait en parlant du recrutement des mercenaires étrangers : un Allemand nous sert pour 3 hommes : il en épargne un au royaume, il en ôte un aux ennemis et il nous sert pour un homme ». (cf. page 5)

(2) Un député anglais se déclarait opposé à l'émigration, précisément en raison du coût d'un travailleur. Il estimait qu'il fallait 800 livres (96.000 francs) pour amener un homme à 21 ans.

(3) Alors que le groupe d'âge de plus de 60 ans ne constituait que 8 % dans les populations allemande et anglaise, il formait 15 % de la population française.

tuileries, avec les Tchécoslovaques dans les verreries et cristalleries, avec les mineurs polonais venus de Westphalie, etc... C'est à cet apport d'éléments jeunes et actifs que les Etats-Unis doivent, en partie, leur grandeur — éléments qu'ils refusent aujourd'hui après s'en être enrichis et dont la France profite à son tour.

La main-d'œuvre étrangère permet un meilleur rendement du capital dans une France sous-peuplée. Un pays ou une entreprise qui accroît sa population ou son personnel, voit diminuer la charge proportionnelle de ses frais généraux et de son prix de revient. Champs, mines, usines, peuvent, grâce à l'immigration, rapporter davantage, faire fructifier des richesses naturelles qui, sans elle, resteraient inexploitées. En atténuant la hausse des salaires et la diminution de la productivité ouvrière consécutives à la raréfaction excessive de la main-d'œuvre, elle diminue le handicap de l'économie nationale sur les marchés extérieurs. Elle élargit aussi le marché intérieur, car l'immigrant est non seulement un producteur, mais un consommateur (1). Ce qui ne veut pas dire, comme on a tendance à le croire, que la venue des étrangers diminue la part de richesses de chacun. La richesse n'est pas donnée, elle se fait, « elle n'est pas, elle devient ». Ceci est surtout vrai dans le régime industriel, où, avec le progrès de la science, l'homme est producteur plus encore que consommateur — et plus vrai encore avec le travailleur étranger qui, appartenant aux classes pauvres, est habitué à une vie fruste, consomme beaucoup moins qu'il ne produit et contribue ainsi plus largement à l'enrichissement du pays. La venue des immigrés, en augmentant la densité de la population, augmente non seulement le rendement des échanges et des transports (2), mais contribue, jusqu'à un certain point, à diminuer les charges individuelles en matière d'impôts et même de défense nationale (3). L'immigration peut enfin aider à l'exploitation du domaine colonial, soit en permettant le départ de nationaux, soit en fournissant des travailleurs pour les colonies (4).

(1) Au XIX^e siècle l'arrêt de l'accroissement de la population a parfois fait perdre au marché intérieur son élasticité et exposé l'économie à des crises de surproduction, « alors que les grands Etats voisins trouvaient dans la progression incessante de leur population et des producteurs et des consommateurs assurés » (Rapport du Président de la Commission Permanente des douanes au ministre du Commerce 1911). « Aujourd'hui, disait Gide en 1900, on n'entend parler que de mévente des vins, il y a quelques mois on parlait de la mévente des blés. La mévente est inévitable dans un pays quand la consommation ne s'accroît pas ». Il convient toutefois de remarquer que la consommation ne diminue pas dans les mêmes proportions que la population puisque l'individu restreint sa famille pour satisfaire un plus grand nombre de besoins.

(2) Les recettes kilométriques des chemins de fer en 1906 étaient de 80.000 fr. en Angleterre, 60.000 fr. en Belgique, 59.600 fr. en Allemagne et seulement 41.700 fr. en France. Alors que le Commerce de la France restait sensiblement stationnaire de 1876 à 1896 avec une population stagnante, celui de l'Allemagne doublait dans le même temps avec un accroissement de population de 11 millions. Et fait plus caractéristique la moyenne du commerce par tête d'habitant qui était inférieure en Allemagne en 1874 devint supérieure en 1907 à la moyenne en France.

(3) Les étrangers domiciliés en France supportent les mêmes impôts que les Français. De 1872 à 1926 la population étrangère a fourni au pays par voie de naturalisation près de 1 million 1/2 de « Français » — et nombre d'étrangers ont servi dans l'armée française en 1914-1918.

(4) On s'est efforcé de développer les immigrations espagnole, tchécoslovaque,

Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que l'immigration a contribué à sauver l'agriculture française de l'anémie démographique, moins peut-être par le nombre de bras qu'elle lui fournit, que par tous ceux qu'elle procure à l'industrie. Sans les immigrants c'eût été l'accentuation du déséquilibre terre-industrie, car cette dernière n'eût pas hésité à demander à la terre ce qu'elle n'aurait pas reçu de l'étranger.

L'immigration est profitable à la classe ouvrière elle-même en permettant aux Français de remplir les fonctions de cadres, de spécialistes ou des « mains-blanches » et d'abandonner les gros travaux, sans lesquels, pourtant, il n'est pas d'activité ni de cadres possibles. Ceci, d'ailleurs, explique en partie la tolérance des ouvriers français à l'égard des étrangers. Ils se rendent compte, en général, que s'il leur est possible d'obtenir un poste plus agréable ou mieux rémunéré, c'est un peu parce que l'étranger vient accomplir à leur place les besognes rudes et ingrates. Et ces gros travaux, les étrangers les exécutent le plus souvent avec une activité que l'on trouverait difficilement chez des ouvriers français et surtout ils les rendent moins coûteux en se contentant de salaires qui seraient insuffisants pour fixer le Français dans ces emplois inférieurs. Libérant la main-d'œuvre habile qui devient disponible pour le travail supérieur, ils contribuent à une meilleure distribution selon les aptitudes des travailleurs et en augmentent l'efficacité générale au profit de la collectivité toute entière. Par ailleurs, l'immigration, et surtout l'immigration organisée, a beaucoup contribué, comme on sait, au développement de l'activité sociale du patronat. Incités pour retenir une main-d'œuvre introduite à grand frais, à la fixer par des avantages matériels, les employeurs ont multiplié les cités ouvrières et les œuvres sociales. A travers toute la France, de gais et clairs villages ont poussé brusquement, dont l'aspect moderne tranche parfois péniblement sur les tristes et malsaines demeures des populations locales (1). Dans le même temps, le patronat était amené, pour utiliser au mieux cette onéreuse main-d'œuvre et couvrir ses frais, à rationaliser et à accroître la production. L'immigration devient ainsi un stimulant, une excitation à la production, tout comme l'argent prêté par un pays riche « émancipe le débiteur par un regain d'activité et engourdit le créancier par les revenus de la rente » (2).

Les inconvénients de l'immigration. — Toutefois, l'immigration ne comporte pas que des avantages pour l'économie du pays

polonaise dans l'Afrique du Nord, en Tunisie notamment où il y a trop peu de Français et où on a voulu, par un panachage, lutter contre le surnombre des Italiens.

(1) La stagnation numérique de la population française est cause, jusqu'à un certain point, d'un habitat non renouvelé. Certains pays qui, en 1 siècle, ont vu leur population doubler, ont été amenés à multiplier les logements et ne possèdent souvent que 1/3 ou 1/4 de maisons trop vieilles.

(2) ROMIER. *Revue des Deux Mondes* du 15-7-28.

récepteur. Tout d'abord, si travailleur que soit l'étranger, son rendement reste souvent inférieur à celui du Français — au moins au début — par suite de l'inadaptation et de l'inexpérience. Il y a une période d'apprentissage rendue plus longue et plus délicate par la différence de langue, de tempérament et de mœurs. Nous avons vu, par ailleurs, que l'instabilité, la bougeotte, qui atteignent la plupart des immigrés, apportaient une gêne sensible à notre industrie et à notre agriculture, que les accidents du travail étaient plus fréquents et que les frais et les pertes de temps entraînés par l'immigration organisée constituaient une charge assez lourde pour notre économie. Si l'on estime que les frais non récupérés se montent à 300 francs par tête (1), c'est, pour les 175.000 travailleurs importés annuellement par immigration organisée, environ 50 millions de francs déboursés par notre agriculture et notre industrie — soit plus de 1/2 milliard depuis la guerre. Nous avons noté aussi l'irrégularité de certains ouvriers étrangers, les absences fréquentes les jours et les lendemains de paye, les abus des paresseux qui se contentent du salaire minimum fixé par contrat. D'autre part, si parfait que soit le fonctionnement de l'immigration, le chômage peut être aggravé par celle-ci, ne serait-ce que par le décalage, difficile à supprimer, entre les premiers indices de la crise économique et la réduction du volume de l'immigration. D'un autre côté, l'arrivée d'un grand nombre de travailleurs étrangers à une époque de prospérité, peut contribuer à accroître l'intensité de la phase d'essor et à augmenter, par là-même, la sévérité de la dépression consécutive. Enfin, il est permis de se demander si une immigration continue, en favorisant artificiellement le développement de l'industrie par l'apport de main-d'œuvre étrangère, ne risque pas de lui faire prendre une ampleur telle, qu'elle déborde par trop les forces françaises. « Toute industrie, dit M. Paon, tend à pousser son développement, et son ambition extrême serait d'approvisionner l'univers. C'est un rêve que peuvent se permettre, jusqu'à la catastrophe de la surproduction, les pays à forte natalité. La France, au contraire, doit savoir contingenter sa production industrielle selon l'importance de ses forces ». Sans aller jusque là, car hélas ! les forces françaises sont trop réduites pour qu'on y limite l'exploitation de nos richesses, il est certain que la prudence s'impose ici. Elle s'impose d'autant plus, que le développement industriel contribue à accentuer la diminution de la population française, en renforçant à la fois l'exode rural et l'immigration, car les populations industrielles sont, en général, moins prolifiques que les rurales, peu à peu remplacées par les étrangers. Le développement de l'industrie française ne doit pas non plus être poussé au point où les supériorités du travailleur français auraient

(1) En y comprenant les frais de recrutement, de sélection, des services spéciaux etc., et les frais d'introduction non remboursés par les intéressés. Nombre de grands établissements ont annuellement de 100.000 à 150.000 francs de frais d'introductions.

à y perdre. A cet égard, l'afflux de la main-d'œuvre étrangère enlève malheureusement à la production nationale un peu de sa caractéristique, de son fini. Elle « l'eupéanise » et fait trop oublier que nous ne sommes pas le nombre, mais la qualité.

Il y a également la venue avec la masse des immigrés d'un trop grand nombre d'éléments inaptes au travail manuel et qui ne viennent en France que pour y employer leurs dispositions innées au trafic et au négoce. Tel est le cas des juifs polonais, russes ou roumains, des Arméniens, des Levantins, et en général de tous les Sémites et de certains Grecs et Arabes Or, il n'y a déjà que trop d'intermédiaires parasitaires qui s'interposent entre le producteur et le consommateur. Il est incontestable, que la venue de ces éléments improductifs, qui vivent sur la richesse du pays et l'exploitent, est plus préjudiciable qu'utile. Le stimulant trop souvent artificiel qu'ils peuvent donner à certaines affaires, n'est pas de ceux que doit rechercher une économie saine (1).

Le transfert des épargnes est un des désavantages économiques les plus marqués de l'immigration. Le pouvoir d'épargne de l'émigrant est très élevé, car, outre son désir d'économiser, il reçoit en général un salaire supérieur au niveau de vie auquel il est habitué (2). Aucune statistique ne permet de chiffrer les sommes exportées annuellement de France par les étrangers et il faut se contenter d'évaluations très approximatives pour se rendre compte de l'importance de ce mouvement. Il y avait en France, en 1930, environ 1.800.000 travailleurs étrangers. D'après les recherches faites auprès des banques, des bureaux de postes, des prêtres étrangers, des consulats, etc... on peut établir que l'immigré, en moyenne, envoie de 800 à 900 francs dans son pays chaque année (3). Ce serait donc plus de 1 milliard 1/2 de francs, qui sortiraient annuellement de France, pour aller enrichir les pays d'émigration. D'après les chiffres fournis par la S.D.N. (4) le montant annuel de ces exportations serait de 2 milliards 1/2 depuis 1925, soit le chiffre énorme de 15 milliards en 6 ans. D'autres renseignements confirment l'importance de ce grand mouvement

(1) Fréquentes sont les affaires véreuses, faillites frauduleuses, escroqueries où l'on retrouve de ces métèques, souvent naturalisés de fraîche date.

(2) Il n'est pas rare de voir des ouvriers étrangers, notamment les mineurs polonais ou des spécialistes italiens du bâtiment, ayant 50.000 francs et plus d'économies.

(3) Ces recherches ont été faites dans plusieurs régions et pour la plupart des nationalités. Naturellement les chiffres sont extrêmement variables, mais la moyenne des envois reste sensiblement la même par tête. Les chiffres donnés ici restent légèrement inférieurs à ceux d'évaluations analogues : La *Réforme économique* du 7-6-1912. Le *Capital* du 29-11-29. La direction régionale des P.T.T. de Nancy donne les chiffres annuels suivants dans quelques communes où les étrangers sont en majorité :

	Mandats internationaux	Lettres chargées
Homécourt	754.000 fr.	575.000 fr.
Mancieulles	650.000 »	118.000 «
Piennes	810.000 »	83.000 «
Villerupt	1.375.000 »	3.300.000 «
Tucquegnieux	2.150.000 »	355.000 «

(4) Mémoire sur les balances des paiements internationaux 1927-1929. Genève.

d'argent. Pour l'Italie, ce « rivoli d'oro » comme l'appellent les économistes transalpins, constitue une richesse considérable (1). Depuis la guerre la moyenne annuelle des sommes entrées en Italie, oscille autour de 2 milliards 1/2 de liras (2). L'apport de l'émigrant arrive ainsi à constituer 14% de l'exportation totale de l'Italie. Le gouvernement encourage les banques italiennes à l'étranger et il a créé un Institut national de Crédit pour le travail italien à l'extérieur pour « stimuler, intensifier, et recueillir les épargnes » (3). En Pologne, l'apport financier des émigrants est évalué à près de 1 milliard chaque année, dont 600 millions des Etats-Unis et 150 millions de France (4). Le gouvernement polonais a créé la Polska Kasa Opieki, société bancaire, dont les nombreuses agences drainent en France les épargnes des émigrés. La Yougoslavie recevait, en 1928, 475 millions de ses émigrés; l'Espagne, 800 millions de pesetas en 1920 de ses seuls émigrés en Amérique du Sud; et la Belgique 600 millions en 1929 de ses immigrés en France (5).

Il est vrai que ces entrées sont diminuées en partie par ce qu'emporte chaque émigrant pour son voyage et ses premiers frais. En Pologne, en 1928, ces sorties s'élevaient à 154 millions de zlotys et en Yougoslavie, dans la même année, on enregistrait une sortie de 70 millions, soit le 1/6 des entrées. A cet égard, l'émigration transocéanique est celle qui entraîne les sorties les plus considérables de capitaux (6). Par contre, l'émigration continentale, et surtout saisonnière, est celle qui proportionnellement rapporte le plus au pays d'origine. Le saisonnier, en effet, vient pour réaliser le maximum d'argent dans un temps donné. La vie menée par les bineurs, les tuiliers et les moissonneurs belges dans le Nord, par les vendangeurs espagnols dans le Midi, nous a montré l'étonnant pouvoir d'épargne de ces travailleurs qui rapportent la presque totalité de leur gain en argent dans leur pays. Un saisonnier belge rapporte ainsi, en quelques mois, de 1.500 à 2.000 francs chez lui. Les 50.000 saisonniers polonais qu'utilise

1) C'est grâce à cet apport qu'a été possible la conversion de la rente opérée en 1904 et point de départ de l'assainissement qui rendit possible le succès de Tripolitaine. De 1909 à 1913, l'Italie a reçu annuellement près d'un milliard de liras.

(2) R. MICHELS. Société d'économie politique. 5 octobre 1925. Les sommes transmises par chèques sur la banque de Naples et par mandats-poste se sont élevées à 1.145.700.000 liras en 1920 et 1.027.000.000 en 1921. En 1926, l'Italie a reçu des seuls Etats-Unis près de 3 milliards de francs.

(3) *Bulletin des Informations sociales*. Genève 1923. Tome ix, n° 13.

(4) En 1926 on évaluait à 30 millions de dollars les envois annuels des émigrés (*Bulletin de l'Institut d'émigration de Varsovie*. Juillet 1928.)

(5) *Rapport du Commissariat de l'Émigration à Zagreb*. *Revue Internationale du Travail* vol. xx de novembre 1929. *Revue Internationale du Travail* de mai 1922.

(6) De 1925 à 1928 les sommes introduites annuellement aux États-Unis par les immigrants ont oscillé entre 800 millions et 1 milliard. Quant aux chiffres des envois de fonds effectués par les émigrants à leurs pays d'origine il est en moyenne de 6 milliards chaque année depuis 1924. Soit un déficit annuel de 5 milliards pour les E.-U. *Mémorandum sur le commerce international et sur les balances des paiements 1926-1928*. S.D.N. Genève 1930.

l'agriculture allemande rapportent en moyenne 400 marks-or d'économie, soit 3.400 francs environ (1).

Le transfert des épargnes constitue donc un gros désavantage pour les pays d'immigration et notamment pour les pays d'immigration continentale comme la France. Toutefois, la perte n'est pas aussi forte que les chiffres le laisseraient croire. Outre la compensation des petits capitaux amenés par les migrants et de l'énorme capital qu'ils représentent eux-mêmes, il ne faut pas oublier que l'argent exporté n'a pas été simplement raflé, mais qu'il a été créé, et bien au-delà, par les immigrés. Les deux milliards que perd annuellement la France, sont relativement peu en regard des 18 milliards de salaires gagnés par les travailleurs étrangers et du chiffre bien plus considérable de leur production.

Plus grave est la *dépendance* où l'immigration place l'économie entière du pays. De par son importance, la main-d'œuvre étrangère commande, jusqu'à un certain point, notre activité. Il est des branches, notamment dans l'agriculture, le bâtiment, les verreries, les mines, il est des régions entières telles les régions de l'Est (Lorraine), du Nord et de la Méditerranée, où la défaillance de la main-d'œuvre étrangère entraînerait une véritable paralysie. Que deviendraient en effet l'activité de Marseille et de son port sans ses 125.000 Italiens, les mines de Lorraine privées de 80 % de leur main-d'œuvre et les houillères de 50 % de leurs mineurs ? Les pays d'émigration ont là un moyen de pression redoutable. On a pu voir certains d'entre eux exiger, pour le départ de leurs nationaux, des salaires très élevés, avec l'espoir qu'il en résulterait une charge suffisante pour diminuer l'efficacité de la concurrence de nos industries. Le grand nombre des pays fournisseurs permet sans doute de diminuer les inconvénients de cette dépendance. Néanmoins elle subsiste et deviendrait facilement un danger réel en cas de conflit avec un ou plusieurs Etats fournisseurs.

Mais les inconvénients que nous venons d'énumérer, conséquences inévitables d'une immigration massive, sont loin d'en contre-balancer les avantages. Malgré l'instabilité et l'inexpérience de certains émigrés, malgré les frais d'introduction, malgré le transfert des épargnes et la dépendance de notre économie, la venue de la main-d'œuvre étrangère reste à la fois une nécessité vitale pour la France et un enrichissement. Producteur et consommateur, et produisant beaucoup plus qu'il ne consomme, le travailleur étranger reste créancier de la collectivité française. Il est un multiplicateur plus qu'un diviseur, et c'est être singulièrement injuste que de l'accuser de « venir manger notre pain » et « emporter notre argent ». Au surplus, la durée et l'ampleur de l'immigration prouvent qu'il s'agit d'une force naturelle, d'une véritable loi économique, difficiles à supprimer ou même à comprimer.

(1) *Wiarus Polski* 21 décembre 1928.

Elle est un effort de coordination des facteurs de la production qui veut un rapport déterminé entre les ressources naturelles, le capital et le travail, pour avoir un résultat utile. Comme il y a inégalité de distribution de ces facteurs et qu'il faut les redistribuer plus logiquement, les migrations de travailleurs et de capitaux restent, devant l'immobilité de la terre, la seule solution possible. Ceux qui veulent échapper à cette nécessité vont contre l'intérêt général, comme le montre l'exemple de l'Australie, où l'abondance des richesses naturelles avec une population trop restreinte et jalousement défendue contre l'immigration, amène avec les hauts salaires, le chômage et la paralysie de la vie économique. Le protectionnisme étroit ne peut, d'ailleurs, suffire à isoler un pays de ses voisins. Les hauts salaires provoqués par la raréfaction de la main-d'œuvre, outre qu'ils favorisent la concurrence étrangère et diminuent d'autant l'activité du pays, peuvent amener une réduction du revenu pour les capitaux. Ceux-ci se trouveront ainsi incités à chercher ailleurs des placements meilleurs et notamment là où la main-d'œuvre est abondante et bon marché. L'exode de capitaux remplacerait alors l'afflux des travailleurs étrangers au grand dommage du pays. Et nous ne parlons pas des graves dangers d'ordre politique, que toute dépression démographique trop accentuée risque de provoquer.

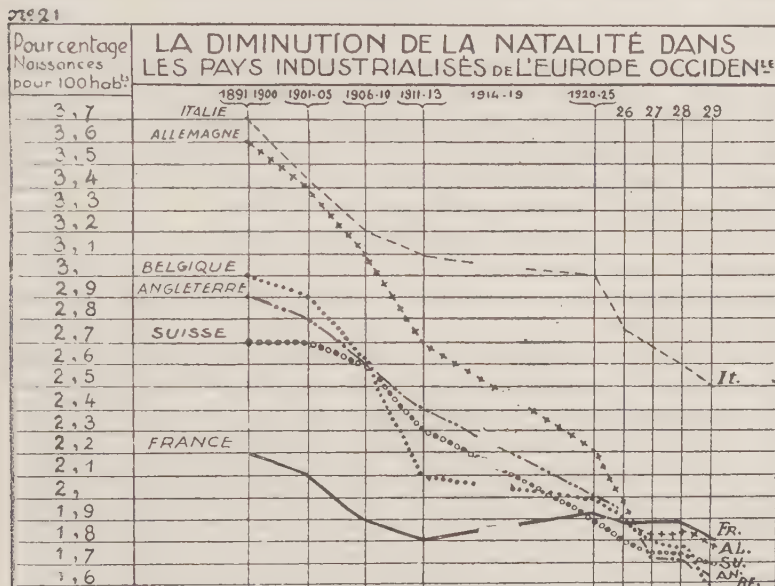
L'avenir de l'immigration. — Plus justifiée, peut-être, serait la crainte de voir se tarir ou se raréfier les sources de l'immigration. Le grand phénomène de la capillarité sociale et de la sous-natalité, si avancé en France, se développe rapidement dans toute l'Europe industrialisée. Le déséquilibre urbain et rural, l'afflux vers les activités supérieures s'y précipitent et y entraînent le chômage cependant qu'ils privent de main-d'œuvre les activités manuelles les plus rudes (1). Le lourd labeur de la terre, de la mine, du manœuvre, tend à devenir l'apanage des miséreux des pays moins évolués. Après la France, la Belgique importe des Polonais et des Tchécoslovaques pour ses usines, des Italiens pour le bâtiment (2). L'Angleterre utilise la main-d'œuvre

(1) Le groupe Angleterre, Allemagne, Belgique, Suisse, Pays-Bas, avait en 1921 plus des 3/4 (76 %) de sa population active dans l'industrie, le commerce et les professions libérales :

	Industries Commerces Professions libérales	Agriculture
Angleterre	11.994.000	1.254.000
Allemagne	21.874.000	9.735.000
Belgique	2.254.000	477.000
Pays-Bas	1.783.000	623.000
Suisse	1.233.000	486.000
	39.138.000	12.575.000

(2) En 1927, la Belgique comptait 36 ouvriers étrangers sur 1.000 travailleurs 17.000 étaient dans les charbonnages où ils constituaient 10 % du total. Parmi eux on relevait 5.950 Polonais, 3.245 Italiens, 2.307 Algériens-Marocains, etc... En 1928, Charleroi ne comptait pas moins de 44 nationalités dans sa population ouvrière. En 1929, il y avait un déficit de 20.000 travailleurs dans le seul bassin minier de Charleroi. Les

exotique dans ses ports et l'Allemagne introduit des milliers de Polonais pour son agriculture et ses mines. Et le remède facile qui consisterait à puiser dans la masse des chômeurs industriels n'est même pas possible, ceux-ci s'opposant à tout déclassement et les institutions sociales (notamment les assurances) empêchant de jouer les lois naturelles qui pousseraient impérieusement les chômeurs vers les activités disponibles (1). Par ailleurs, ces mêmes pays ne peuvent plus puiser dans les couches rurales ou ouvrières de leur population qui jadis fournissaient les bras à bon marché. Celles-ci, gagnées par la volonté de restriction des naissances, ont cessé de s'accroître et telle



a été la rapidité de la chute de la natalité dans certains de ces pays, qu'ils ont dépassé la France (Graphique n° 21).

La diminution du taux de la natalité depuis le début du xx^e siècle, qui a été de 18 % en France, s'est élevée à 37 % en Belgique

compagnies houillères ont organisé des agences de recrutement en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Italie. « L'insuffisance des bras loin d'être limitée aux charbonnages se fait sentir non moins vivement dans le bâtiment, dans la petite industrie » (*Informations sociales* du B.I.T. du 21-8-29). Au Luxembourg, en 1927, on comptait 12.704 Italiens, soit 5 % de la population totale. En Suisse l'immigration dépasse l'émigration avec 60.600 contre 13.025 en 1928 et la Suisse qui a trop d'ouvriers spécialisés doit recourir au travail manuel de 200.000 étrangers.

(1) C'est ainsi, qu'il n'est pas même possible d'utiliser les mineurs anglais en chômage, dans les mines françaises, tant est atténué chez eux le besoin de travailler et forte la crainte d'une modification de leur standard de vie. L'Angleterre et l'Allemagne avec leurs millions de chômeurs manquent de travailleurs pour leur agriculture. Ainsi la civilisation qui favorise le déplacement des plus miséreux, immobilise, au contraire, les populations les plus évoluées, posant un redoutable problème de répartition de la main-d'œuvre. En Angleterre, « l'Industrial Transference Board » a été créé pour travailler à une meilleure distribution de la population.

et en Suisse, 43 % en Angleterre et 49 % en Allemagne, soit pour ce dernier pays, une diminution de moitié (1). L'ensemble des pays formé par l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse, aura vers 1960, si la natalité actuelle ne se relève pas, un déficit annuel de 1.000.000, avec 2.300.000 naissances pour 3.465.000 décès.

Ainsi, l'axe des forces démographiques se déplace progressivement vers l'Est, du côté des pays les moins évolués et les plus agricoles : Pologne, Tchécoslovaquie, Russie, Yougoslavie, Roumanie, etc... (2). Il est donc vraisemblable que ce sera de plus en plus par l'apport de populations lointaines, auxquelles ils offrent des salaires et un genre de vie supérieurs, que les pays industrialisés s'alimenteront en bras à bon marché. De plus en plus, ils auront, comme les plantations coloniales, leurs « coolies recrutés au loin et transplantés en masse ». De plus en plus, se développera le grand phénomène démographique des vagues d'émigration qui déferlent déjà depuis longtemps sur les campagnes d'Allemagne et de France, sur la Westphalie, le bassin lorrain et le Nord français.

Or, en regard de ces besoins croissants de grosse main-d'œuvre, l'offre risque de devenir insuffisante. La chute de la natalité européenne gagne même les pays jusqu'ici les plus prolifiques comme l'Italie, et le régime industriel se développe dans les pays d'émigration diminuant d'autant celle-ci (3). De là, l'accroissement constant de la valeur de l'homme-travail, de là aussi la politique de plus en plus exigeante des pays fournisseurs et qui risque de le devenir davantage dans l'avenir. Quoique surpeuplés, ils refusent de donner leurs enfants, acceptant à la rigueur de les « prêter » à certaines conditions. On sait avec quelle parcimonie, depuis quelques années, l'Espagne, la Pologne, l'Italie nous fournissent la main-d'œuvre rendue plus nécessaire par la carence de vieux fournisseurs, comme la Belgique et la Suisse. La plupart de ces pays interdisent tout recrutement sur leur territoire, font des plans de colonisation intérieure et développent leur industrie plutôt que de laisser leur main-d'œuvre émigrer (4). Pour 1930, la France demandait

(1) Le chômage dans l'industrie a, d'ailleurs, poussé certains pays à laisser se développer ou à favoriser la baisse de la natalité. L'eugénisme y donne des arguments au malthusianisme et on a été jusqu'à parler de stériliser les chômeurs. En 1928, en Angleterre, la chambre des Lords n'a repoussé qu'à 57 voix contre 44, une résolution tendant à la création d'offices d'hygiène sociale qui auraient renseigné les femmes mariées sur les meilleurs moyens de limiter leur famille. Il convient, toutefois, de remarquer que dans la plupart des pays cités la chute de la natalité n'entraîne pas encore un arrêt de l'accroissement de la population, car les générations diminuées ne font qu'entrer dans la vie.

(2) Cette évolution démographique entraîne même des modifications de structure des courants migratoires transocéaniques. C'est ainsi que, pour la première fois dans l'histoire de l'Argentine, l'apport latin (italien-espagnol) a été, en 1928, dépassé par l'apport slave.

(3) La Pologne qui n'avait que 1 1/2 million de travailleurs industriels en 1920, en compte près de 1 million en 1929.

(4) « L'Italie, dit M. DEMANGEON, (*Annales de Géographie*, 15-1-29), s'industrialise

95.000 Polonais, dont 13.000 femmes : la Pologne n'en accorda que 61.500, dont 1.000 femmes et celles-ci seulement pour certaines branches déterminées de l'industrie. Le gouvernement polonais se réservait, par ailleurs, le droit de reviser et diminuer le contingent dans le courant de l'année. La France, de son côté, devait promettre une amélioration de la surveillance, des travaux préparatoires pour la colonisation, une protection efficace des femmes, le respect des fêtes religieuses, des garanties en cas de chômage (égalité avec les Français) et des facilités de rapatriement (1). L'opinion publique dans les pays d'émigration est, d'ailleurs, hostile en général au départ des travailleurs. La presse en parle toujours comme d'un « mal nécessaire », d'une « perte de substance » ou comme d'une « plaie nationale » (2). Patrons et ouvriers y sont également défavorables, les premiers regrettant le départ d'une masse de travailleurs assouplis par le chômage et résignés aux bas salaires, cependant que les syndicats ouvriers regrettent le départ d'une foule de mécontents, de militants ou de cotisants. Quant aux économistes, ils reprochent à l'émigration de gêner le développement économique du pays, en allant accroître la production des rivaux (3).

Il est impossible de prévoir quelle sera l'évolution d'un marché du travail aussi mal équilibré que le marché européen, où, en face de la pléthore de travailleurs qualifiés, s'accroît la pénurie de grosse main-d'œuvre. Mais il est certain qu'une pareille situation peut devenir gênante pour la France dont les besoins, dans les années qui vont suivre, iront en augmentant rapidement. A partir de 1931, interviennent les générations déficitaires de la guerre, apportant un contingent de travailleurs réduit de plus de moitié. On peut prévoir pour les 10 années de 1931 à 1940 un déficit nouveau de 1 million de travailleurs environ (4). Redoutable pénurie qui, si on ne l'atténuait, finirait

plutôt que laisser sa main-d'œuvre émigrer. Elle avait, en 1926, plus de 4.800.000 broches à coton contre 4.600.000 en 1913 et occupait 139.000 métiers à tisser en 1925, contre 112.500 en 1922.

(1) Conférence franco-polonaise de l'Émigration à Varsovie en décembre 1929.

(2) Voir entre autres : *Libertad* 29-12-28 (Espagne) *O Combate* 9-5-28 (Lisbonne), *Italia e il mondo*, mars-mai 1928, *Wychodzca* 2-12-29 et 3-3-29, *Głos Naroda* 24-12-24, *Gazeta Polska* 1-1-29, *Corriere Marittimo Siciliano* 22-1-28, *Socialista* 18-10-29, etc... En 1929, dans une conférence en Tchécoslovaquie contre l'émigration, le Dr SCHURZ développa la classique histoire de l'immigré incorporé d'office dans la légion étrangère française (*Der Tag*, 22-1-29).

(3) « Avec l'Allemagne nous menons une guerre économique touchant l'exportation de nos produits agricoles et, en même temps, nous lui fournissons des ouvriers, sur lesquels est basée, pour une part sensible, l'existence de son agriculture. Les mineurs polonais en France entravent, par leur travail, l'écoulement du charbon polonais. La diminution des possibilités d'exportation provoque une augmentation du chômage, et celle-ci un accroissement de l'émigration vers la France et par conséquent de la production houillère française » (M. PANKIEWIEZ, *Congrès de l'émigration polonaise*, Varsovie, 1929).

(4) Déjà avant la crise de 1931, un phénomène précurseur se développait : le renchérissement de la main-d'œuvre dépassait celui de la vie et obéissait à un mouvement indépendant, alors, qu'en général, ils sont solidaires. Et fait significatif, les salaires les plus élevés n'étaient pas dans les régions où les denrées étaient les plus chères, mais

d'anémier notre population agricole dans laquelle puiseraient plus largement toutes les branches d'activités. Les grandes lois sociales qui entraînent des travaux et des constructions de toute nature, augmentent encore les besoins : loi Sarraut des lotissements, loi Loucheur du logement, plan d'équipement national, qui exigent des dizaines de milliers d'ouvriers (1). En période d'activité normale, les besoins de main-d'œuvre atteignent toutes les régions, effacent toutes les particularités régionales. La généralisation du déficit est la caractéristique du marché français du travail. Et la pénurie est telle, qu'elle atteint la catégorie des ouvriers qualifiés, des spécialistes (2). Il n'est pas une contrée de France où nous n'ayons entendu les employeurs réclamer de la main-d'œuvre et en invoquer la pénurie comme une des plus grosses difficultés rencontrées par l'économie française.

Par conséquent, rien que pour maintenir le rythme actuel de notre activité économique — et sans préjudice d'un accroissement possible — la main-d'œuvre étrangère devra continuer à affluer. Certes des crises économiques peuvent survenir, le machinisme se développer et réduire nos besoins, mais il est douteux qu'ils les réduisent de si tôt aux possibilités du marché national du travail déjà si restreint et dont la pauvreté va s'accroissant (3).

dans celles où les activités multiples se disputent la main-d'œuvre : Rhône, Alpes-Maritimes, Nord, Seine-et-Oise, etc... La métallurgie du Nord, en 1930, réclamait 30.000 travailleurs et déjà la raréfaction des ouvriers lui imposait des marches discontinues par passages successifs d'un atelier à l'autre, ce qui entraîne des dépenses inhérentes à tout démarrage nouveau. La grande industrie de l'Est demandait 25 à 30.000 travailleurs étrangers. Certaines carrières ne pouvant satisfaire les commandes, faute de travailleurs, devaient laisser le marché à la concurrence étrangère. Une de nos plus importantes entreprises de tissage du Nord dut être autorisée, en 1930, à exporter temporairement en Suisse des tissus de lin qu'elle fabrique à Haubourdin, afin de les faire broder en Suisse et de les réimporter ensuite en France. Le préfet de la Seine devant la nécessité d'accroître la construction des logements dut demander le recrutement de 20.000 étrangers et déclarait que si certaines capitales comme Vienne et Berlin ont une si grande avance sur nous en matière de construction, elles le doivent à l'abondance de leur main-d'œuvre qui contraste avec l'insuffisance de la nôtre. « Nos ateliers, dit le Président du Conseil d'administration de la Compagnie française des métaux, sont aussi actifs que la main-d'œuvre dont nous disposons nous le permet et nous regrettons de ne pouvoir disposer d'un plus grand nombre d'ouvriers qui nous permettraient, comme à beaucoup d'autres industries, de produire davantage » (Rapport au Conseil d'administration 1929).

(1) Un décret du 14 mai 1930, prévoyait, d'ailleurs, la main-d'œuvre étrangère au nombre des facteurs d'exécution du plan d'outillage national.

(2) L'apprentissage est trop souvent délaissé par les patrons, surtout les petits patrons, en raison des exigences des apprentis ou de leurs parents. Ces derniers, ne se résignent que difficilement à l'apprentissage de leurs enfants, auquel il faut plus ou moins sacrifier le désir de gagner vite et beaucoup, désir que la pénurie de travailleurs permet de satisfaire facilement. Par ailleurs, la prolongation de la scolarité jusqu'à 13 et 14 ans, sans que l'école s'occupe de l'orientation de l'enfant et de sa préparation à un métier est également défavorable à la formation professionnelle. L'enfant, en effet, sort de l'école à un âge où le désir de gagner est déjà assez fort pour qu'il aille de suite à une occupation productive : grooms, porteurs de journaux, de dépêches, etc...

(3) Le chômage lui-même, ne peut arrêter complètement l'immigration, en raison de l'impossibilité de reclasser la main-d'œuvre inemployée dans les activités qui en ont besoin. C'est ainsi, que l'immigration agricole reste continue et que certaines industries ne peuvent trouver qu'à l'étranger leur main-d'œuvre. En 1927, on dut appeler des cimentiers italiens, malgré le chômage existant dans le bâtiment. À la même époque on s'efforça d'utiliser, dans la métallurgie de l'Est, une partie des chômeurs, qui encombraient les grands centres : bien peu se présentèrent et ceux qui consentirent, disparurent quelques jours après : l'échec fut complet. Mêmes échecs lors de la crise de 1931.

L'aspect social de l'immigration

Les travailleurs étrangers constituant une part relativement considérable de la population ouvrière, deviennent un élément important dans la vie sociale. S'incorporant à la structure même de l'activité économique du pays, ils relèvent des lois sociales de protection et d'assistance, participent à la vie syndicale, et constituent, suivant l'expression employée au Congrès de la C.G.T.U. en 1925, « un facteur essentiel des possibilités de lutttes et de réalisations ouvrières ».

La vie ouvrière et syndicale. — Les rapports entre ouvriers nationaux et étrangers sont en général bons. Ceci est dû, comme nous l'avons vu par ailleurs, à la quasi absence de concurrence réelle rendue difficile par l'organisation et le contrôle de l'immigration. Le système des contrats-types qui assurent des salaires minima et l'égalité de traitement à travail égal, les inspections des services de la main-d'œuvre étrangère qui veillent à l'exécution des contrats, les bureaux de placement qui, du municipal au national, en passant par le régional et en étroite liaison entre eux, assurent la répartition judicieuse des travailleurs sur tout le territoire, le contrôle enfin du Conseil National de la main-d'œuvre où sont représentés patrons et ouvriers, permettent de défendre le marché du travail contre les dangers d'une immigration massive et la concurrence des salaires au rabais (1). Non seulement les intérêts des travailleurs ne sont pas en opposition, mais parfois ils sont complémentaires : l'ouvrier français, grâce à l'ouvrier étranger, peut se réserver les emplois de son choix (2).

Ce rôle d'ouvrier d'élite, que remplit de plus en plus l'ouvrier français, a, d'ailleurs, des conséquences sociales très importantes. L'immigration déverse sur la France une masse sans cesse accrue d'ouvriers non qualifiés, qui se dirigent surtout vers la grande culture, les mines, les travaux publics, la grosse métallurgie (3) et qui tend à s'opposer aux éléments français cantonnés dans les étapes supérieures de la production et dans les activités de direction. Il se forme ainsi

(1) Toutefois, cette organisation n'arrive pas à supprimer tout danger de concurrence, ni les abus des employeurs. C'est ainsi que certains patrons maintiennent le plus longtemps possible les salaires minima prévus par contrat et font des travailleurs étrangers des concurrents au rabais de la main-d'œuvre nationale. L'ouvrier français de même valeur, pouvant travailler à la tâche, reçoit, en effet, des salaires nettement supérieurs et l'employeur préfère, malgré les frais d'introduction, utiliser des étrangers contractants dont le salaire reste inférieur à celui qu'exigeraient les Français. Par ailleurs, la concurrence réapparaît toujours très vive en période de crise économique (cf. 1921, 1927, 1931).

(2) On a même parfois reproché à la classe ouvrière française cette tolérance à l'égard des étrangers : « Ignorante de ses intérêts et avec une veulerie digne de la veulerie des autres classes, elle s'est laissée bousculer et voler par la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Aveuglée par de soi-disant chefs qui, non sans arrière-pensée, réclament l'égalité de traitement pour l'ouvrier métèque, elle a laissé venir l'ombre sinistre du chômage qui plane maintenant sur elle avec toutes les misères qu'il apporte sur ses ailes » (GAUTIER DAUVERNAY, *Revue de Paris*, 15-7-29).

(3) En 1926, sur 650.000 étrangers travaillant dans l'industrie, 50 % étaient dans l'industrie lourde.

une couche inférieure et une aristocratie ouvrière, dont le développement peut amener de notables changements dans la vie sociale du pays et qui rappellent la situation créée aux Etats-Unis par l'immigration. Les ouvriers français, quoi qu'en puissent dire leurs dirigeants syndicalistes, ont tendance à se désolidariser des travailleurs étrangers, dont les intérêts peuvent, parfois, différer, notamment en période de crise. Les Français gardent jalousement les droits spéciaux dont ils bénéficient en tant que Français. Les mineurs, par exemple, sont hostiles à l'égalité de droit en matière d'élection des délégués mineurs, bien que les étrangers, dans certaines mines, constituent 80% du fond. De même pour la gestion des caisses de secours et les élections aux conseils de prud'hommes (1). Les communistes ont, d'ailleurs, parlé de cette évolution comme d'un « tournant historique dans le mouvement ouvrier français » et l'ont accusée d'amener « une complète dégénérescence de l'ancien syndicalisme révolutionnaire » (2). Aussi bien, est-ce vers les travailleurs étrangers que les dirigeants du syndicalisme avancé tournent maintenant les yeux pour « reconstituer la masse de manœuvres ».

Mais, jusqu'à présent, la masse ouvrière étrangère s'est en général montrée fort peu active au point de vue syndical et social (3). En 1926, les 7.072 syndicats ouvriers, industriels et commerciaux, qui groupaient 1.850.000 adhérents, comptaient à peine 50 à 60.000 étrangers. La C.G.T., qui en avait recruté le plus grand nombre, n'avait que 15.000 Italiens et 10.000 Polonais sur les 700.000 travailleurs de ces deux nationalités. C'est d'ailleurs là, le plus gros reproche adressé à l'immigration par le syndicalisme français. A maintes reprises, celui-ci a violemment dénoncé la politique patronale de « refoulement et de sélection » qui élimine de la population étrangère les éléments combattifs ou les paralyse. Il a surtout dénoncé la politique suivie dans les cités ouvrières avec les prêtres et les moniteurs étrangers, qui discipline les travailleurs et les soustrait à l'influence de la vie ouvrière française. « Il nous déplaît, disait en 1925 un représentant de la C.G.T., à nous qui sommes des internationalistes, de voir se créer des foyers nationaux en France. Nous sommes prêts à accueillir les immigrants de toute origine, à condition qu'ils se fondent avec nous... et comprennent qu'ils doivent entrer en relations cordiales avec les ouvriers

(1) Les syndicats français invoquent d'ailleurs, très souvent l'intérêt national pour s'opposer à toute atteinte aux droits spéciaux des ouvriers français. Certains syndicats, comme ceux des imprimeurs, des chauffeurs français, sont même nettement opposés aux étrangers et le syndicat libre des ouvriers imprimeurs en papier peint à Paris, est arrivé pratiquement à leur interdire cette profession.

(2) *L'Humanité* du 21 Novembre 1929.

(3) Ce phénomène se retrouve, d'ailleurs, dans tous les pays d'immigration, où les associations professionnelles ont relativement peu de succès auprès des étrangers. « Les ouvriers allogènes sont en général hostiles à ce genre d'associations et si le prolétariat se plaint en Suisse d'avoir grand peine à s'organiser, il le doit en partie aux immigrants ». (Cf. Raymond DUCHOSAL, *Les étrangers en Suisse*, 1929). « Les étrangers entravent le mouvement syndicaliste en se montrant peu disposés à suivre leurs camarades suisses ».

français, en entrant dans les organisations ouvrières » (1). Un journal communiste, constatant qu'il n'y a que « 3.000 syndiqués sur 210.000 mineurs », signale « la xénophobie et le chauvinisme des groupes d'ouvriers étrangers dont l'activité est une des formes du nationalisme » (2).

Il est bien certain que des employeurs ont vu dans le groupement et l'encadrement des travailleurs étrangers dans des cités un moyen de les soustraire à l'influence des milieux syndicaux. Ils y ont vu la possibilité d'avoir une main-d'œuvre souple, docile et capable de faire contre-poids aux demandes excessives des travailleurs nationaux. Grâce à l'organisation de la vie des ouvriers dans ses moindres détails (fêtes, jeux, écoles, églises), et avec l'aide des cadres étrangers, ils restent plus ou moins maîtres des esprits. Par les « chaînes dorées » des avantages matériels (logements, jardins, allocations, etc...) dont le retrait ou l'octroi constitue un efficace moyen de pression, ils peuvent enrayer toute activité syndicale jugée indésirable. De leur côté, les pays d'émigration qui luttent contre l'assimilation et les prêtres qui résistent à l'influence du syndicalisme français qu'ils considèrent comme aussi démoralisant que l'école laïque, contribuent à maintenir ce particularisme des ouvriers immigrés. On constate même souvent une défiance instinctive de l'étranger à l'égard des syndicats, défiance qu'accroît encore la loi française qui interdit la présence d'administrateurs étrangers dans les syndicats.

Les syndicats ouvriers français ont cependant fait un effort pour recruter des adhérents étrangers, mais les résultats ont été des plus réduits. Ils ont créé des services de recrutement, multiplié les recruteurs étrangers, fondé des secrétariats ou des permanences dans les régions d'immigration. Ils ont conclu des conventions avec les groupements ouvriers des divers pays d'émigration. Ils ont même fondé des journaux en langue étrangère, tels le *Prawo Ludu* (Loi du Peuple) de la C.G.T., l'*Emigrante*, *El Proletario* et *Zwiazkowice Polski* (le syndiqué polonais) de la C.G.T.U. Cette dernière a été jusqu'à réclamer des cours de français et une politique de francisation pour mieux lutter contre l'influence nationaliste et patronale (3).

(1) Le représentant de la C.G.T. ajoutait, très justement, que ces « organisations constituent le foyer le plus puissant d'assimilation et font que l'ouvrier étranger ne reste pas isolé et perdu dans un milieu hostile ».

(2) *La Vérité* du 3 janvier 1930.

(3) La C.G.T. a créé des sections étrangères administrées par des étrangers et jouissant d'une certaine autonomie. La convention syndicale qu'elle a signée avec la C.G.T. italienne prévoit même un comité pour « surveiller les conditions de salaires, d'horaires et les conditions générales du travail des émigrants ». La C.G.T.U. (communiste) a eu relativement plus de succès que la vieille C.G.T., car son programme est mieux fait pour séduire les esprits simples. Ce « programme d'agitation au sein des masses immigrées » comporte notamment la création d'écoles gratuites de la langue nationale des immigrés (cependant que la même C.G.T.U. demande par ailleurs une politique de francisation), et le droit pour les étrangers d'administrer des syndicats (droit qui leur est refusé par la loi de 1884). Quant à la C.G.T.C. (chrétiens), elle n'a d'influence notable qu'auprès des ouvriers belges et polonais du Nord. Elle a fondé avec les syndicats belges un comité d'action franco-belge en 1924.

L'ignorance des travailleurs étrangers contribue également à les rendre moins actifs et plus dociles aux exigences patronales. Certaines immigrations, notamment les immigrations espagnole, portugaise, Nord-africaine, nous apportent en moyenne 80 % d'illettrés. Quant aux autres immigrés, ils sont, en général, plus frustes et moins évolués que les Français. Il est bien évident qu'il y a là un élément de régression possible pour toute la classe ouvrière. Cette infériorité, ou plus exactement ce retard de la plupart des étrangers dans l'émancipation intellectuelle et sociale et dans l'échelle des niveaux de vie, ramène, sous une autre forme, le problème de la concurrence. La seule présence des ouvriers étrangers permet le maintien de conditions de travail que les Français, s'ils étaient seuls sur le marché, n'accepteraient pas. Les conflits qui s'élèvent parfois entre les deux catégories de travailleurs sont révélateurs à cet égard. En 1929, les grèves des dockers et camionneurs au Havre sont ensanglantées par des échauffourées entre grévistes et ouvriers étrangers. En 1930-31, des incidents graves ont lieu à la frontière belge où des grévistes français s'opposent à l'entrée des frontaliers belges, qui acceptaient les conditions du patronat, conditions jugées inutilement humiliantes par les Français (1). L'influence défavorable des étrangers joue même d'une façon continue dans l'établissement des salaires. Ceux-ci, en effet, se fixent à un niveau qui permet la satisfaction des besoins moyens des milieux ouvriers et qui varie avec le standard de vie des travailleurs. Or, ce dernier croît autant, sinon plus, avec le développement de la conscience ouvrière qu'avec le coût de la vie. Si la classe ouvrière se trouve alourdie par des éléments moins évolués, moins disciplinés syndicalement et moins exigeants, il en résulte un ralentissement de l'évolution de la classe tout entière. Dès qu'il n'y a plus organisation et force disciplinée, c'est le niveau de vie, les besoins des plus faibles et des moins exigeants qui influent sur les autres. Toutefois, cette forme de concurrence est atténuée par l'activité syndicale des ouvriers français et par le fait que dans les revendications ouvrières c'est le standard souhaité par les plus agissants, par les meneurs français, qui est imposé à la masse plus passive « qui s'y adapte, s'y habitue par la suite et le défend alors comme devenu indispensable, incompressible » (2).

(1) Les grévistes refusaient surtout la prime de fidélité accordée par le consortium textile et qui n'accordait une augmentation de salaire qu'après 1 an de présence et dans des conditions qui faisaient des ouvriers les obligés des patrons. Les syndicats chrétiens eux-mêmes, s'y opposèrent énergiquement. Des grévistes français pénétrèrent en Belgique et attaquèrent les cars amenant les frontaliers. Le consortium exploite, d'ailleurs, avec beaucoup d'habileté la faiblesse de la classe ouvrière dans le textile du Nord, faiblesse due au grand nombre de femmes et d'étrangers.

(2) GEMAEHLING. *Travailleurs au rabais*. 1910. — Il convient de remarquer que certains ouvriers étrangers se montrent, par contre, d'ardents syndicalistes. Les Italiens ont même dirigé des grèves dans certaines régions, notamment dans le Bassin de Briey-Longwy. Les patrons évitent d'ailleurs, autant que possible, de dresser les uns contre les autres étrangers et nationaux. Il est des ouvriers étrangers qui viennent de pays où la législation sociale est très développée. C'est ainsi que les syndicats autrichiens firent des difficultés au départ d'ouvriers qualifiés, sous le prétexte que la législation sociale en France était moins développée (*Informations sociales*, xxxix, n° 8, du 25-1-29).

D'autre part, il est des petits établissements, dont les chefs sont constamment à la recherche d'économies et de main-d'œuvre bon marché, qui exploitent effectivement la concurrence étrangère malgré l'organisation de l'immigration. Ce sont, du reste, ces mêmes établissements qui embauchent les étrangers entrés irrégulièrement ou en rupture de contrat et sur lesquels ne s'exerce pas le contrôle de l'administration. Des agences privées font le placement de ces travailleurs qui se contentent de salaires inférieurs et que l'irrégularité de leur situation rend particulièrement souples et dociles et dont le nombre s'accroît beaucoup en période de crise. Les petits patrons et artisans étrangers notamment en profitent. Ils s'entourent de compatriotes qu'ils emploient à des conditions très inférieures et qu'ils exploitent même parfois en les logeant et en les nourrissant à des conditions draconiennes. Grâce au bon marché de cette main-d'œuvre, ils parviennent à obtenir des prix de revient qui leur permettent soit des bénéfices plus élevés, soit une concurrence plus facile contre les employeurs français soucieux de se conformer à la réglementation de la main-d'œuvre étrangère et aux lois sociales. De là, l'hostilité justifiée des syndicats ouvriers contre les petits établissements, où sont mal observées les réglementations en faveur des ouvriers, alors que dans les grands établissements une hiérarchie bureaucratique permet des conditions uniformes de travail et un contrôle syndical et administratif facile (1).

La concurrence et l'animosité entre travailleurs nationaux et étrangers existent, d'ailleurs, plus ou moins à l'état latent, toujours prêtes à se réveiller, sous la bonne entente apparente. Dès que l'ouvrier français rencontre quelques difficultés à trouver du travail, il s'en prend à l'étranger. C'est ainsi que dans les branches d'activité où la main-d'œuvre française est encore assez abondante, la présence des étrangers apparaît vite intolérable lors de la morte-saison. Cette animosité se révèle périodiquement dans l'industrie hôtelière, les restaurants et cafés (2), chez les artistes du théâtre et du music-hall (3), les chauffeurs d'auto des grandes villes, les coiffeurs (4) etc... Le même

(1) De sorte que, comme le fait justement remarquer, M. Gemachling, les exigences combinées du syndicalisme et de la législation tendent à écraser la petite industrie et favoriser la grande, et que le syndicalisme pousse ainsi au développement du capitalisme.

(2) Lors du V^e congrès de l'Union Internationale des travailleurs des hôtels restaurants et cafés, le délégué français s'abstint de voter la motion demandant la liberté de placement, comme « ne tenant pas assez compte de la nécessité de protéger les marchés du travail contre les abus de l'immigration » (1928). En 1930, un projet de loi a été déposé interdisant aux hôteliers, restaurants, casinos, cafés, d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère pour les emplois de direction et limitant à 10 % le personnel étranger.

(3) En 1929, il y eut une interpellation à la chambre des députés au sujet « du chômage dans le spectacle où 12.000 artistes français sont victimes de la concurrence étrangère ». Le Ministre du Travail promit de faire entrer dans les cahiers des charges des spectacles le principe de la limitation du nombre des artistes étrangers. A plusieurs reprises la Fédération du spectacle s'élevait contre « l'abus de la main-d'œuvre étrangère qui pèse lourdement sur les corporations de musiciens, choristes, danseurs et est un véritable fléau ».

(4) En 1930, les syndicats de coiffeurs demandèrent le contingentement de la main-d'œuvre étrangère.

phénomène se produit dans les professions libérales où se pressent les Français. Ingénieurs, architectes, médecins mêmes, se plaignent de « l'envahissement » de leur profession par les étrangers (1). Mais c'est surtout dans le petit commerce et dans certains métiers à forme artisanale que la concurrence apparaît la plus vive. Très rapidement, nous l'avons vu, la population étrangère se donne ses commerçants, ses artisans, ses entrepreneurs, et ceux-ci réussissent d'autant mieux qu'ils sont assurés de la clientèle de leurs compatriotes et que leur succès attire même la population française. Le développement de la domesticité étrangère contribue encore à accroître la clientèle de l'étranger au détriment du commerçant français. Il y a aussi la foule des petits artisans en chambre et des petits détaillants sans boutique et par conséquent sans impôts ni frais généraux. Un éventaire de fortune, une petite pièce, un hangar leur suffit. C'est ainsi que nombre de maisons françaises de confection qui supportent le poids d'une lourde fiscalité, ont été durement atteintes par la concurrence de juifs polonais ou russes travaillant en chambre et que, dans certaines régions de l'Est, la multiplication des camelots étrangers a réduit l'activité du commerce local et provoqué des protestations indignées (2).

Ce qu'il y a lieu de retenir de ces diverses manifestations de concurrence et d'animosité, c'est autant la concurrence proprement dite que l'état d'esprit qu'elles révèlent et qui, à la moindre difficulté, s'en prend aux étrangers. Or, cette psychologie, ce nationalisme professionnel, risque d'être encore plus fort, plus spontané, dans la masse des travailleurs manuels et son réveil brutal ne serait pas un des moindres dangers d'une crise de chômage en France. Mais il est juste de remarquer, qu'au moins jusqu'à présent, le protectionnisme ouvrier français est resté très tolérant comparé au protectionnisme étroit des classes ouvrières en Amérique et en Australie (3).

(1) En 1929, le Congrès des architectes et en 1926, l'Union des syndicats d'ingénieurs, réclament une législation prohibitive pour l'immigration. Il convient cependant de remarquer que la concurrence ici prend un autre aspect. Elle n'est pas sans avantages réels : élimination des moins qualifiés, liberté pour les chefs d'entreprises de recruter leurs collaborateurs « *intuitu personae* », apport intellectuel et technique non négligeable. De plus, l'aspect qualitatif qui prévaut ici rend très difficile l'application de mesures restrictives, possibles avec l'immigration de masses. En ce qui concerne les ingénieurs, il y a lieu de noter le problème spécial que pose la présence d'étrangers dans les industries pouvant travailler pour la Défense Nationale et qui exigerait un contrôle tout spécial. En ce qui concerne les médecins, un projet de loi a été déposé au Sénat exigeant la naturalisation de tout étranger qui veut exercer la médecine en France et l'obligation de passer le baccalauréat français.

(2) Des rapports ont été adressés sur cette question par les préfets des départements de l'Est. Celui du préfet de Meurthe-et-Moselle du 28-1-1928, signalait comme une « plaie cette pullulation de commerçants-colporteurs, tailleurs », etc...

(3) Presque tous les syndicats ouvriers français s'accordent pour reconnaître que « nul ne peut nier le droit à l'immigration pour les hommes chassés du sol natal par la misère, le chômage ou les convulsions politiques » *Rapport sur la main-d'œuvre étrangère au Congrès Conf. Unitaire à Paris le 31-8-25* et que les « travailleurs étrangers doivent recevoir les mêmes salaires et jouir des mêmes conditions de travail que les nationaux » (*Les problèmes de la main-d'œuvre étrangère*, C.G.T. Paris, 1925).

Les agitateurs politiques. — La présence d'une population étrangère sans cesse grossie, soulève également d'importants problèmes de police. L'immigration entraîne toujours dans son flot un nombre relativement considérable d'agitateurs politiques, de fauteurs de désordre et de criminels. La France, devenue premier pays d'immigration, a ainsi reçu une foule de réfugiés politiques, d'autant que certains pays n'ont pas hésité, depuis la guerre, à se débarrasser d'éléments jugés encombrants (1). Il sont particulièrement nombreux dans les grandes villes et notamment à Paris où, sur 117 journaux étrangers qui y étaient édités, 40 l'étaient par des organisations d'exilés politiques. La capitale compte, entre autres, plusieurs milliers de révolutionnaires italiens à Belleville, à Ménilmontant et dans la banlieue à St-Ouen, St-Denis, Choisy, etc... Ils font partie de comités anti-fascistes, de groupements communistes, socialistes ou même républicains. Ils assistent à des meetings, attendent naïvement la chute du Duce ou y travaillent sourdement. Ils se réunissent dans des cafés du quartier de la République ou de la Nation, tenus par des compatriotes et ayant parfois des titres évocateurs comme celui qui porte en enseigne « Au refuge des hors-la-loi ». On les voit souvent autour des tables de marbre, jeunes pour la plupart, les yeux trop brillants, se murmurer inlassablement des projets, préparer des expéditions qui ne dépassent pas la frontière. Des femmes en cheveux, lasses, dorment sur leurs épaules. Les mêmes scènes se retrouvaient, jusqu'en 1931, dans les petits cafés espagnols de la banlieue à St-Denis, à Pantin. Les réunions plus sérieuses, et où l'on rencontre des intellectuels, des hommes politiques, sont tenues secrètement soit dans la villa d'un des conspirateurs, soit chez un commerçant compatriote sûr. Parfois des rixes, des drames rapides entre adversaires politiques, des complots éventés, viennent inquiéter l'opinion et risquent d'altérer les rapports avec les pays d'émigration. A plusieurs reprises, le Ministre de l'Intérieur a dû rappeler aux étrangers les obligations que leur imposait l'hospitalité accordée par la France (2).

(1) En 1925 tout un lot de communistes fut expédié en France par un pays voisin. Les autorités, prévenues, n'eurent que le temps de les réexpédier sans même leur permettre de sortir de leurs wagons. Le développement des régimes personnels, depuis la guerre, a beaucoup contribué à multiplier le nombre des réfugiés politiques en Europe.

(2) Le 6 octobre 1926, le ministre de l'Intérieur adressait aux préfets la circulaire suivante : « Une circulaire du 24 avril 1926 a rappelé que les étrangers devaient loyalement s'abstenir de toute tentative d'agitation susceptible de troubler la paix publique. Les libertés instituées et garanties par notre législation ne peuvent avoir pour effet de permettre à des étrangers de transporter sur notre territoire les luttes et conflits politiques de leurs pays respectifs et de porter ainsi atteinte à la tranquillité générale par des initiatives de violence ou des manifestations de provocation.

Les étrangers qui reçoivent en France l'accueil le plus bienveillant, ont tous l'impérieux devoir de se conformer aux principes de l'ordre public et de respecter scrupuleusement les autorités et les institutions du pays qui leur accorde une si libérale hospitalité.

Ces prescriptions de stricte justice et d'équitable impartialité sont actuellement méconnues par des groupements étrangers et des journaux publiés sur notre territoire en langue étrangère, qui se livrent à des polémiques violentes et dirigent les uns contre les autres des campagnes de menaces, d'invectives et d'injures. Plusieurs d'entre eux n'hésitent pas à réclamer l'expulsion de certaines personnalités étrangères ou au contraire à protester par avance contre l'éventualité de ces mesures administratives.

Naturellement, ces milieux où domine la politique avancée fournissent des troupes toutes désignées pour participer aux manifestations dans notre pays. Il y avait, en 1926, une centaine de centuries communistes italiennes, dont 38 dans les Alpes-Maritimes, 34 dans la Seine et la Seine-et-Oise, 24 dans les Bouches-du-Rhône, 13 dans le Rhône, etc... Au Congrès des ouvriers Nord-africains, le 7 décembre 1924, 140 représentants des centuries de Paris et de la banlieue s'associent à l'envoi d'un télégramme de félicitations à Abd-El-Krim, alors en guerre contre la France. Il est évident que ces éléments, si peu importants qu'ils soient en regard de la masse des travailleurs étrangers, ne laissent pas d'être inquiétants par leur fièvre révolutionnaire, leur manque d'attache au pays et le désarroi dû au déracinement. Au surplus, ce désarroi qu'entraîne l'immigration est, avec l'indifférence à l'intérêt général, un facteur qui compte également pour tous les immigrés. Il est certain qu'en cas de trouble, les meneurs trouveraient plus aisément des troupes dans la masse jusqu'ici paisible des ouvriers étrangers. La démagogie a toujours plus de chance de succès auprès des humbles et des simples, surtout s'ils se trouvent sur une terre qui leur est étrangère. « Il y a en France, disait Zinovieff en 1926, deux millions d'étrangers qui peuvent devenir deux millions d'agitateurs ».

Il ne faut cependant rien exagérer et le reproche adressé aux immigrés par les syndicats ouvriers français de rester trop en dehors de la vie syndicale, permet de réduire à de justes proportions les reproches outrés que leur adresse souvent l'opinion de faire montre d'une trop grande activité politique et syndicaliste avancée. Les exagérations concernant les étrangers viennent, au surplus, d'une tendance très nette de l'opinion à passer avec trop d'aisance du particulier au général. Elle oublie que les 9/10 des immigrés sont des travailleurs paisibles, qui ne recherchent rien d'autre qu'à gagner leur pain. Elle les assimile aux quelques milliers de réfugiés politiques, fugitifs, propagandistes, etc., plus nombreux dans l'Europe d'après guerre et qu'attirent plus spécialement l'hospitalité française ou l'internationalisme des grandes villes comme Paris. Les excès de ces immigrés, leur agitation, trompent d'ailleurs sur leur petit nombre et contribuent à faire oublier la masse obscure des travailleurs.

La criminalité. — L'opinion commet la même erreur lorsqu'elle enfle à l'excès et généralise l'activité criminelle parmi les immigrés. Elle rattache notamment à l'immigration ouvrière la présence d'une pègre internationale : escrocs de haut vol, voleurs internationaux,

Cette agitation ne peut être tolérée et doit prendre fin sans délai. Le gouvernement de la République garantit aux étrangers la liberté et la sécurité de leur séjour sur notre territoire, mais il exige qu'ils s'abstiennent de toute agitation capable de troubler le bon ordre et la tranquillité publique, il entend également que tous les étrangers respectent les droits souverains de l'État français ».

trafiquants de stupéfiants, aventuriers les plus divers, qui, de tout temps, s'abat de préférence sur les pays riches. Paris, Marseille, Lyon fourmillent de ces métèques souvent sans nationalité bien définie, toujours sans métier avouable et qui échappent à toute surveillance effective (1). On ne saurait trop répéter que, sauf de rares exceptions, ces professionnels du crime n'ont rien à voir avec l'introduction des travailleurs.

Mais, cette mise au point faite, il faut reconnaître que la France attire au moins avec autant de force les mauvais éléments que les bons. Son prestige après la guerre, le halo de sa victoire et de sa richesse, sa pénurie d'hommes, avaient développé dans toute l'Europe l'image fascinante d'un pays où toutes les activités peuvent jouer et profiter. Par ailleurs, l'immigration entraîne forcément des déchets. Elle démoralise un certain nombre d'immigrés par le déracinement : les naissances illégitimes sont deux fois plus élevées proportionnellement chez les étrangers que parmi les Français (2). La différence des mœurs et l'ignorance des lois multiplient les causes de délits. Recrutés dans les classes peu cultivées, les immigrés offrent un nombre d'illettrés (chez lesquels la criminalité est très forte) proportionnellement trois fois plus élevé que dans la population française (3). Le goût du risque, le désir de gagner beaucoup et vite sans trop se soucier des moyens, en conduit très rapidement quelques-uns à des mœurs de mercantis. Les immigrés se distinguent, en outre, par le peu de développement de leurs sentiments sociaux, leur indifférence à l'intérêt général, leur mépris plus ou moins accentué de l'opinion (4). Il y a parmi eux un grand nombre de déçus, d'aigris, de persécutés notamment dans les isolés et les dispersés. La masse des individus de bas étage qui ne trouvent pas de cellules où s'insérer et qui glissent et échappent à tout contrôle va grossissant. A Marseille, les services de police estiment qu'à côté des recensés, il y a 15 à 20 % d'épaves sociales et d'indésirables de toute sorte et de toutes nationalités. A Lyon, à Paris, ce pourcentage ne doit pas être inférieur à 10 %. Aussi, une criminalité élevée est-elle, en général, un des sérieux inconvénients de l'immigration. C'est en partie à l'hétérogénéité de leur population que les Etats-Unis doivent être devenus le pays où l'on assassine le plus « in the world »,

(1) Beaucoup changent fréquemment de nationalité, et, s'ils se rappellent leur nationalité de la veille, ils ignorent toujours celle de demain. Suivant l'expression cynique d'un de ces métèques : « *ubi benef ibi patria* » (La patrie est là où il y a des « bénéfices »).

(2) En 1927, les étrangers donnent 13 % des naissances illégitimes, alors qu'ils ne constituaient que 6 % de la population totale (chiffres approximatifs).

(3) En 1921, sur 100 étrangers, il y a 18 illettrés. Il n'y en a que 6 sur 100 Français.

(4) « Le caractère d'indépendance et de libération des immigrés à l'égard de toute contrainte, dit Mme C. RAYMOND-DUCHOSAL (*Les étrangers en Suisse*), se manifeste dans tous les comportements : libération à l'égard de la tradition en général (tradition de famille, morale, religieuse, intellectuelle, etc...), des coutumes ou usages sociaux, faiblesse du lien familial, indifférence à la chose publique ».

le nombre des délits étant 3 à 4 fois plus élevé chez les immigrés que chez les nationaux (1).

En France, la proportion des étrangers arrêtés par la police a été en croissant rapidement depuis la guerre. C'est surtout dans les grandes villes où affluent les instables, les isolés, les outlaw, que le mal apparaît avec le plus d'ampleur. Dans le seul département de la Seine la proportion des étrangers dans le total des arrestations passe de 9% en 1912, à 20% en 1925, soit une augmentation de plus de moitié (2). En 4 ans, de 1925 à 1928, les étrangers ont fourni 19% des arrestations bien qu'ils ne constituent que 10% de la population du département. Les effectifs étrangers dans les prisons de la Seine étaient très élevés, le double proportionnellement de ceux fournis par les Français :

Années	Effectif total	Effectif étranger	Proportion des étrangers
1924	3.307	669	20 %
1925	3.252	494	15 %
1926	3.594	559	15,5 %

A Marseille, certaines années, les étrangers qui passent devant les tribunaux sont plus nombreux que les Français: en 1927 ils donnent 53% des condamnés. Dans les Alpes-Maritimes, le pourcentage des étrangers dans les arrestations dépasse parfois 75%, comme en 1927 et 1928. Dans la région méditerranéenne certains tribunaux se trouvent débordés par l'affluence des affaires attribuable à l'accroissement de la population étrangère. Pour l'ensemble du pays la moyenne annuelle des étrangers emprisonnés oscille entre 30.000 et 40.000.

En ce qui concerne les seuls délits correctionnels, 14 à 16% sont commis par les étrangers depuis 1923. De 1925 à 1928, sur un total de 961.000 prévenus en France, il y eut 145.000 étrangers soit 15% (3). Comme les immigrés ne constituent que 6% de la population totale, ceci revient à dire qu'ils commettent deux fois et demi plus de délits

(1) La seule ville de Chicago enregistrait 389 homicides en 1923, alors que l'Angleterre entière n'en avait que 151.

(2) Arrestations dans le département de la Seine :

	1910	1912	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Total des arrestations	22.460	26.580	19.100	20.270	22.760	23.570	24.800	27.500
Etrangers arrêtés	2.230	2.830	2.520	3.094	4.120	4.840	4.700	4.840
Pourcentage des étrangers	9 %	9 %	13 %	15 %	18 %	20 %	19 %	17 %

De 1925 à 1928, il y a eu 18.400 arrestations d'étrangers, dont 4.300 Polonais et Russes (22 %), 3.413 Italiens (18 %), 2.173 Belges (11 %), 1.413 Espagnols (7 %) 956 Suisses (5 %).

(3) Tribunaux correctionnels :

Années	Nombre total de prévenus	Nombre d'étrangers	Etrangers condamnés à la prison
1925	209.700	31.220	—
1926	247.900	39.838	20.030
1927	255.300	37.547	20.285
1928	248.900	36.054	19.578

que les Français. Il est vrai qu'il faut tenir compte de la situation particulière des étrangers et des délits qui leur sont spéciaux : infractions à la police de circulation, au séjour (1), etc... Ainsi en 1925, le nombre de condamnations pour ces derniers délits s'élevait au chiffre énorme de 10.400, réduisant à 20.980 les condamnations de droit commun pour les étrangers. Toutefois, même limitées aux délits de droit commun, les condamnations d'étrangers en correctionnelle n'en restent pas moins proportionnellement deux fois plus nombreuses que celles des Français.

Mais c'est surtout dans la criminalité proprement dite (cours d'assises) que le nombre des condamnations d'étrangers révèle une situation inquiétante. De 8 % en 1923, le pourcentage dans les condamnations de cours d'assises est passé à 17 % à partir de 1925 :

Années	Total	Etrangers	Pourcentage des étrangers
1923	1.467	130	8 °/°
1924	1.313	185	14 °/°
1925	1.333	231	17 °/°
1926	1.269	220	17 °/°
1927	1.226	212	17 °/°
1928	1.199	180	16 °/°

La population étrangère fournit donc proportionnellement trois fois plus de criminels que la population française. Dans certaines régions de forte immigration les étrangers arrivent à constituer plus du tiers et parfois près des 3/4 des condamnés en cours d'assises. (Carte n° 72). Pour les 4 années de 1925 à 1928, leur part atteint :

<i>Proportion des étrangers parmi les condamnés en cours d'assises dans :</i>		<i>Proportion des étrangers dans la population totale :</i>	
les Alpes Maritimes	70 °/°		32 °/°
l'Aveyron	47 °/°		3 °/°
les Ardennes	41 °/°		10 °/°
le Pas-de-Calais	40 °/°		13 °/°
les Basses-Pyrénées	40 °/°		6,8 °/°
la Nièvre	38 °/°		1,7 °/°
les Bouches-du-Rhône et le Var	35 °/°		18 °/°
la Moselle	32 °/°		18 °/°
la Seine	30 °/°		11 °/°
etc...			

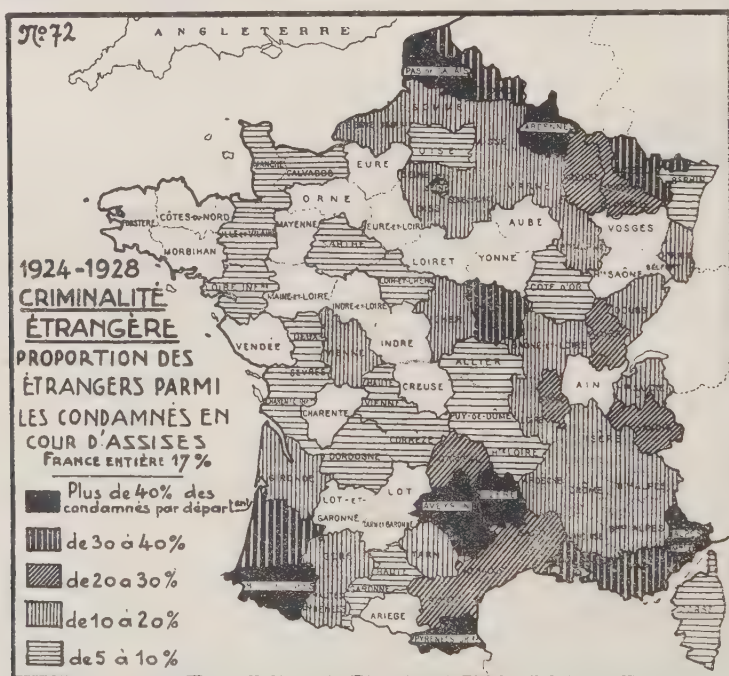
Les nationalités où la criminalité est la plus élevée sont celles qui souffrent plus particulièrement du déracinement et dont l'adaptation est plus difficile en raison de différences ethniques et de civilisation trop accentuées. C'est le cas de la plupart des éléments exotiques et de ceux venus des contrées les plus éloignées. Au premier rang, apparaissent les Africains, surtout Algériens et Marocains, avec une criminalité quinze fois supérieure à celle de la population française; puis les Polonais avec une criminalité quatre fois plus forte, les Italiens et les Portugais avec une criminalité triple, les Espagnols avec une

(1) En 1923, sur 172.000 délits déferés aux tribunaux correctionnels pour l'ensemble de la France, 1.863 concernaient des infractions à la loi de 1849 sur les étrangers et 4.863 concernaient la loi de 1893 sur l'immatriculation; au total 6.726 délits que seuls les étrangers peuvent commettre.

criminalité double. Par contre, elle est sensiblement la même chez les Belges, les Anglais et les Américains que chez les Français et elle apparaîtrait inférieure chez les Suisses :

Nationalités	Nombre de condamnés en cours d'assises de 1925 à 1928	Proportion pour 10.000 habitants de chaque nationalité
Français	4.184	1,1
Suisses	6	0,4
Anglais	8	1,1
Belges	41	1,2
Espagnols	79	2,4
Italiens	251	3,2
Polonais	150	4,5
Marocains-Kabyles	129	16

Presque toute la criminalité étrangère est attribuable à l'élément masculin ; les femmes n'y contribuent que pour 2,7 %, alors qu'elles



y participent pour plus de 12 % dans la population française. Les femmes immigrées, contrairement à l'ensemble de la population étrangère, ont donc une criminalité quatre fois plus faible que celle des femmes françaises (1). Ce qui s'explique par le caractère familial de l'émigration féminine étrangère.

(1) Sexe et nationalité des condamnés en cours d'assises de 1925 à 1928 :

Nationalité	Hommes	Femmes	Pourcentage des femmes
Français	3.757	447	12 %
Etrangers	820	23	2,7 %

Quant à la nature des crimes commis, les plus fréquents (66%) se trouvent être ceux contre les personnes. Viennent ensuite ceux contre les propriétés (30%) et, en dernier, ceux contre la chose publique (1). En dehors de la fabrication de la fausse-monnaie où les étrangers constituent 37% des condamnés pour la période de 1925-28, c'est dans les crimes de sang que le pourcentage des immigrés atteint le maximum : 21% dans les assassinats, 19% dans les meurtres, coups et blessures graves. Puis viennent les vols qualifiés où l'on trouve 18% d'étrangers, les faux en écritures commerciales où il y en a également 18%, les attentats à la pudeur et viols 11%, etc... Dans la plupart des autres délits : infanticides, banqueroutes frauduleuses, corruption de fonctionnaires, recels, etc., la proportion des étrangers reste inférieure à 10%, mais presque toujours supérieure à l'importance de la population étrangère dans la population totale.

Les immigrés n'amènent donc qu'une force sociale très faible et s'ils constituent une richesse musculaire, c'est-à-dire économique, considérable, leur apport au point de vue moral est des plus réduits et ils ne contribuent pas, bien au contraire, à consolider la moralité.

Le problème sanitaire de l'immigration

Le danger sanitaire et physique de l'immigration. — La venue d'une nombreuse population étrangère pose un important problème sanitaire qui intéresse à la fois les finances du pays, la santé présente et l'avenir de la race. Tout individu malade ou malsain est

(1) Délits déferés en cours d'assises de 1925 à 1928 :

	Français	Etrangers
<i>Contre les personnes :</i>		
Meurtres	637	155
Assassinats	454	122
Coups et blessures suivis de mort sans intention de la donner.....	238	46
Coups et blessures graves	58	21
Viols et attentats à la pudeur .	1.023	138
Divers	268	169
	2.678	651
<i>Contre les propriétés :</i>		
Incendies	152	27
Vols qualifiés.....	1.037	228
Banqueroutes frauduleuses...	25	4
Abus de confiance.....	63	8
Divers.....	52	33
	1.329	300
<i>Contre la chose publique :</i>		
Corruption de fonctionnaire ..	9	2
Fabrication de fausse-monnaie	20	12
Faux en écritures commerciales	48	11
Faux en écritures privées ...	20	4
Divers	80	4
	177	33

une charge éventuelle et un danger possible pour la collectivité. Chaque immigrant hospitalisé revient en moyenne à 25 fr. par jour de traitement et les 70.000 étrangers hospitalisés en 1926 ont coûté plus de 30 millions aux divers hôpitaux qui les ont reçus. La pauvreté des immigrants et les conventions diplomatiques laissent ces charges presque entièrement au compte de la France (1). A Lyon, en 1927, sur 3.444 étrangers hospitalisés, à peine 460 furent des payants ou des accidentés du travail (2). Certaines communes qui ont une population étrangère importante, se voient ainsi grevées de frais d'assistance considérables, hors de proportion avec leurs ressources. C'est ainsi qu'à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) où il n'y a que 5.000 habitants, les dépenses d'assistance se sont élevées de 26.706 fr. en 1924, à 75.425 fr. en 1928 par suite de l'augmentation du nombre des immigrants.

Le développement de nos services hospitaliers et la renommée de nos médecins attirent des malades, des tarés à la recherche d'une improbable guérison ou de soins gratuits. « Il y a des jours, disait en 1927 le Dr Marie, médecin-chef de l'asile clinique de Ste-Anne, où les services d'admission centrale des asiles que je dirige voient arriver des voitures cellulaires entièrement pleines d'étrangers des deux sexes, incapables de s'exprimer comme de comprendre un mot de français (preuve de la brièveté de leur séjour en France) ; ils sont en état d'invalidité ancienne, souvent même d'incurabilité. Ces sujets ont été sûrement expédiés en France, alors que reconnus incapables de toute adaptation et insusceptibles d'amélioration » (3). La syphilis, en décroissance après la guerre, accusa une recrudescence inquiétante avec le développement de l'immigration. Le professeur Janselme, de l'hôpital St-Louis, en accuse nettement l'apport étranger qui, dans son service, représente 20 % des hospitalisés. Au dispensaire annexe à ce service, où sont traités les cas récents et « ambulants », pour 260 Français il y avait 140 étrangers

(1) La plupart des conventions d'assistance signées avec les pays d'émigration ne prévoient le remboursement que pour les maladies au-dessus de 45 ou 60 jours et seulement pour les immigrants récemment arrivés en France.

(2) Malades soignés dans les hôpitaux de Lyon en 1927 :

Principales nationalités	Indigents	Payants, accidentés du travail	Total
Italiens	1.098	176	1.274
Algériens	400	30	430
Espagnols	323	91	414
Arméniens-Turcs.....	360	57	417
Russes.....	223	31	254
Polonais.....	135	22	157
Suisses	144	35	179
Grecs	118	12	130 etc...

(3) A l'Académie de Médecine, le Dr Remlinger signale de véritables expéditions d'incurables dans nos ports, et le Dr E. Weil, de l'hôpital Tenon, déclare que 66 % des étrangers adultes des hôpitaux, récemment immigrés, sont atteints de lésions persistantes plus ou moins anciennes et chroniques (notamment tuberculeux) et sont donc notoirement malades avant leur départ pour la France.

et 51 Nord-Africains, soit 42 %. A Sainte-Anne en 1924-25, on reçoit un millier d'aliénés étrangers appartenant à 32 nationalités. La majeure partie était des aliénés chroniques, incapables de s'exprimer en français. Leur âge moyen de 27 ans laissait une probabilité de survie de 30 ans, soit, à 25 francs par jour, une charge de 270 millions pour le pays.

Pendant longtemps la France, pays de transit, a même constitué un véritable « bassin de décantation » pour l'émigration transocéanique. Certains pays d'Amérique ont, en effet, trouvé un excellent moyen de renforcer le contrôle de l'immigration en rendant les Compagnies de navigation responsables des émigrants que l'irrégularité de leur situation ou leur mauvaise santé rendaient indésirables. Les compagnies, pour éviter les amendes et les frais d'hospitalisation et de rapatriement de ces « indésirables », les refusaient à l'embarquement et beaucoup restèrent en France, y grossissant l'armée des tarés et des hospitalisés.

Les étrangers apportent non seulement les germes de maladies déjà répandues dans le pays, mais y introduisent parfois des maux qu'une prophylaxie sévère et une hygiène perfectionnée en avaient chassés. C'est le cas notamment de la lèpre, du typhus exanthématique de la bilharziose intestinale, de la fièvre de Malte, du trachome, etc..., rapportés par les Levantins, Asiatiques, Nord-Africains ou même par certains Espagnols.

C'est surtout dans les quartiers ouvriers et les banlieues de grandes villes et dans les centres de forte immigration ouvrière comme le bassin de Briey, la Loire, le Rhône ou la région méditerranéenne, que l'afflux des immigrés menace le plus la santé publique. Il y a à Paris, à Lyon, à Marseille, à Rouen, à St-Etienne, des colonies d'étrangers qui, comme nous l'avons vu, sont de véritables défis à l'hygiène et constituent des zones d'infection physiologique autant que d'infection morale. Aussi bien, est-ce dans ces régions que l'hospitalisation des étrangers est la plus forte et dépasse relativement le plus celle de la population française :

**Départements où l'hospitalisation des étrangers est la plus forte :
(1926)**

Départements	Nombre d'étrangers hospitalisés	Proportion des étrangers dans le total des hospitalisés	Proportion des étrangers dans la population totale
Seine	20.417	7,1 ° / °	9,1 ° / °
Bouches-du-Rhône	7.782	25	19
Alpes-Maritimes	5.333	43	33
Rhône	5.017	14	11
Pas-de-Calais	1.744	19	13
Seine-et-Oise	1.692	16	9
Var	1.474	26	17
Loire	1.332	9,2	5
Isère	1.182	11	9,2
Gironde	1.135	5,5	3,6
Seine-Inférieure	941	3,5	2
Seine-et-Marne	899	10	6,2
Marne	824	7,9	5,6
Aisne	778	10,7	7,5

Dans tous ces départements, sauf la Seine, et notamment dans les Alpes-Maritimes, la Seine-et-Oise, les Bouches-du-Rhône et le Rhône, la proportion des étrangers hospitalisés est très nettement supérieure à leur proportion dans la population totale. Dans les Alpes-Maritimes les immigrés donnent près de la moitié (43 %) des hospitalisés ! Si dans certains départements, comme la Seine et aussi en Meurthe-et-Moselle, la proportion des hospitalisés apparaît inférieure à celle des étrangers dans la population, c'est à des causes spéciales qu'il faut l'attribuer. A Paris, la faiblesse apparente du nombre des hospitalisés étrangers s'explique par l'importance de la population riche et de touristes qui ne recourt pas aux œuvres d'assistance, et en Meurthe-et-Moselle le pourcentage d'hospitalisés (9,2 %), est inférieur à celui de la population étrangère dans la population totale (14 %) par suite du nombre important de travailleurs étrangers hospitalisés dans les hôpitaux et infirmeries privés créés par le patronat.

Pour l'ensemble de la France, le nombre des malades étrangers admis dans les hôpitaux a été croissant depuis la guerre. En 1927, ils constituaient 8 % des effectifs des hôpitaux, alors que la population étrangère ne représentait que 6 % de la population totale — ce qui revient à dire que les étrangers sont hospitalisés dans une mesure plus large d'un tiers que les Français. Cette prédominance relative des étrangers dans nos hôpitaux apparaît d'autant plus forte que la population étrangère comprend surtout des éléments jeunes ou adultes qui sont ou devraient être plus robustes et plus résistants :

Nombre de malades admis dans les établissements hospitaliers :

	1912	1923	1924	1925	1926	1927
Ensemble (Franç. et étrangers)	710.204	603.028	749.008	795.328	819.687	834.840
Etrangers	37.262	52.658	60.313	63.079	65.033	66.581
Proportion des étrangers	5 %	7 %	8 %	7,9 %	7,9 %	8 %

Etant donné le rôle d'appoint que les étrangers jouent dans la population et notamment le grand nombre de mariages mixtes qui en résulte, l'avenir même de la race est intéressé au problème sanitaire. Il y a danger à ce que des éléments physiquement inférieurs ou trop différents ethniquement abâtardissent la race et y apportent des germes de maladies que celle-ci était parvenue à éliminer. Durant la guerre, la venue de nègres, de Chinois, d'Indiens, d'Arabes, avait déjà permis de constater dans les hôpitaux les dangers de l'introduction de ces populations exotiques, non habituées au climat, à l'alimentation, au rythme de vie et de travail et même aux « microbes ». Les infections aux formes foudroyantes (notamment tuberculose et pneumonie), les fauchaient largement, car non vaccinés contre ces maux auxquels nous résistons mieux par acclimatement et accoutumance.

Les Arabes offrent actuellement un lamentable exemple de ces transplantations inconsidérées. « En 3 ans, dit le Docteur Martial, les Africains du Nord deviennent la proie de l'alcool, de la tuberculose et des maladies vénériennes ». Non seulement ils contribuent au développement de ces terribles fléaux en France par contagion ou par mariages mixtes malheureusement trop nombreux, mais encore en Algérie, lors de leur rapatriement. L'Inspecteur général des services d'hygiène signalait, en 1929, le développement considérable de la tuberculose en Algérie par suite du retour d'ouvriers revenus de France et qui contaminent leur famille. La répartition par nationalité des hospitalisés, révèle bien la part proportionnellement considérable des éléments exotiques et, en général, de tous ceux pour lesquels la désadaptation géographique et la différence ethnique sont trop accentuées. En 1924, les pourcentages les plus élevés étaient fournis par : 1^o les Nord-Africains ; 2^o les Arméniens ; 3^o les Grecs ; 4^o les Asiatiques ; 5^o les Russes ; 6^o les Turcs, etc..., et les plus faibles par les Suisses, les Belges et les Anglais (1).

Cependant, ici encore, il ne faudrait pas exagérer le péril physique et sanitaire de l'immigration de masse. Les abus et les dangers que nous avons signalés sont inhérents à tout déplacement humain d'une telle ampleur. Tout d'abord, remarquons que la plupart des immigrés sont ethniquement très proches du Français et que leur fusion dans la population n'altère en rien la santé physique de la race. Par ailleurs, et proportionnellement à la masse des immigrés, le pourcentage des malades, encore que très élevé, l'est moins que ne le laisserait supposer l'opinion qui représente la France comme « le déversoir des incurables physiques et moraux ». Il faut tenir compte, également, du fait que la population étrangère se recrute principalement parmi la population indigente, qu'un grand nombre d'immigrés sont séparés de leur famille, qu'ils ne peuvent le plus souvent recevoir de soins à domicile et que force leur est de solliciter leur admission dans un hôpital pour des maladies relativement bénignes que des Français de même catégorie pourraient soigner chez eux. Un certain nombre vivent dans des conditions d'hygiène déplorables, notamment dans des garnis, des meublés ou des dortoirs. D'autres souffrent de sous-alimentation ou d'une mauvaise nourriture par esprit d'économie et manque d'organisation. Dès que la population étrangère retrouve une compo-

(1) En 1924, sur 422.500 journées d'hospitalisation, on en comptait :

95.700 pour les Italiens	17.100 pour les Suisses
59.100 pour les Nord-Africains	14.400 pour les Roumains
56.400 pour les Polonais	12.600 pour les Luxembourgeois
38.700 pour les Belges	9.600 pour les Grecs
26.700 pour les Espagnols	8.700 pour les Tchécoslovaques
23.700 pour les Russes	8.100 pour les Turcs
18.900 pour les Asiatiques	etc.....

Proportionnellement à leurs effectifs en France, les Nord-Africains et les Asiatiques comptaient 5 à 6 fois plus de journées d'hospitalisation que les Italiens ou les Polonais. Il faut remarquer que c'est d'ailleurs parmi ces éléments que l'on rencontre le plus d'isolés et le moins de familles.

sition sociale plus normale, comme à Paris où les immigrés riches ou aisés sont nombreux, le pourcentage des hospitalisés s'abaisse. En 1927, dans les hôpitaux parisiens les étrangers ne représentent que 8,8 % pour une proportion de 12 % dans la population totale ce qui justifiait peu le reproche adressé à la capitale d'être « l'hôpital du monde ».

L'organisation du contrôle médical. — L'organisation de l'immigration a du reste permis, comme nous l'avons vu, un contrôle sanitaire pour la majorité des immigrants. Ce contrôle, encore que trop rapide, s'est révélé efficace lorsqu'il était opéré en pays d'origine, avant le départ, par les employeurs intéressés à ne recruter que des éléments utilisables. C'est le cas pour les Polonais, Tchécoslovaques, Yougoslaves et pour quelques Italiens recrutés par l'Union métallurgique à Modane. Les services de la Société Générale d'Immigration, par exemple, refusent en moyenne de 10 à 25 % des candidats, de sorte qu'à la 2^e visite, à la frontière, le déchet tombe à 0,8 %. Le fait même qu'un contrôle sérieux puisse éliminer jusqu'au quart des émigrants prouve l'importance et la nécessité d'une telle sélection et révèle le pourcentage élevé d'indésirables que l'émigration libre peut amener. Malheureusement, le nombre d'étrangers ainsi recrutés ne représente qu'une faible partie de l'immigration totale. En 1924, sur 265.000 entrées, 65.000 seulement subirent un contrôle au départ.

Le contrôle aux frontières, dont l'organisation remonte à la guerre, comporte un examen médical, la vaccination et la désinfection. Il s'est trouvé renforcé depuis 1927, par l'obligation, pour tout travailleur immigrant en France, d'être muni d'un certificat médical délivré par un médecin accrédité par le consul français. Il reste cependant bien moins efficace que celui organisé au départ (1). Il est rendu difficile par l'insuffisance des installations sanitaires, la rareté des postes et surtout la difficulté d'effectuer un contrôle sérieux aux frontières terrestres où des échanges continuels et des transports rapides obligent à réduire au minimum les formalités. Pour imposer l'examen médical aux travailleurs il a fallu les considérer comme une catégorie spéciale de voyageurs, obligés de descendre à la frontière et d'y séjourner le temps nécessaire. Il a fallu laisser en dehors de ces formalités tous ceux qui viennent en France pour leurs affaires, leur plaisir ou même leur santé comme les hôtes de nos stations thermales et climatiques. Et quel contrôle effectuer à des frontières comme celle de Belgique où chaque jour passent des dizaines de milliers de frontaliers ? L'importance de l'immigration clandestine ou sous un faux

(1) La plupart de nos postes-frontières sont loin des gares d'arrivées et sont installés parfois dans des baraquements dont certains, en 1930, datent de la guerre. Quelques-uns n'ont même pas de médecin sur place : c'est le cas à Hendaye, un des principaux postes des Pyrénées. Le poste de Modane fait exception : il comprend, outre un laboratoire de bactériologie, des étuves, des chambres d'isolement, des douches, des bains et un coiffeur.

prétexte, révèle bien la faiblesse de la surveillance aux frontières. Or, une fois l'immigrant entré à l'intérieur du pays, l'examen est quasi impossible et, au surplus, s'il était rendu possible il risquerait d'être inefficace puisqu'il serait trop tard pour refouler les malades, soit que l'humanité ou les traités d'établissement nous obligent d'abord à les soigner, soit que nous devons payer les frais de rapatriement, ce qui entraînerait des dépenses parfois aussi élevées que celles de l'hospitalisation.

On a souvent cité l'organisation du contrôle sanitaire à l'entrée aux Etats-Unis comme modèle. Mais il ne faut pas oublier qu'il est relativement facile de contraindre des immigrants pénétrant par voie maritime à se concentrer dans un lazaret bien ouillé et à les astreindre à une visite sérieuse. Le contrôle sanitaire très efficace opéré à l'entrée à Marseille, peut, d'ailleurs, depuis quelque temps, être comparé avantageusement à celui de n'importe quel pays d'immigration (1). Il en va tout autrement aux frontières terrestres. Il n'est pas possible, par exemple, en raison de la multiplicité des moyens de transports, de rendre ceux-ci responsables des immigrés indésirables, ce que les Etats-Unis ont pu faire avec les Compagnies de navigation.

Quelles que soient, du reste, les difficultés et les faiblesses du contrôle sanitaire de l'immigration en France, il en a cependant diminué les dangers et s'il laisse passer encore trop de déchets, on peut affirmer cependant qu'il a contribué, pour une large part, à l'amélioration sanitaire de la population étrangère en France. La preuve de cette heureuse influence apparaît dans le fait que le nombre des étrangers hospitalisés, pour si important qu'il soit, n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que la population étrangère depuis la guerre. Alors qu'ils constituaient 5 % du total des hospitalisés en 1912, ils en constituaient 8 % en 1926, soit une augmentation de 60 %. Or, dans le même temps, la population étrangère a augmenté de plus du double, exactement de 110 %. Le nombre *relatif* des étrangers admis dans nos hôpitaux a donc diminué depuis la guerre et il faut voir là, à côté de l'influence de l'apport considérable d'éléments jeunes, l'influence de l'organisation de l'immigration (2).

(1) Le dépôt des étrangers à Marseille est fort bien installé avec dortoirs, réfectoires, douches, lavabos, salles de bains, chauffage central, service de désinfection et d'épouillage, lessiveuses, etc... Le service médical dispose d'une installation moderne avec service de radiographie. Les étrangers y sont conduits dès leur descente du bateau et une fiche médicale complète est établie pour chacun d'eux.

(2) Alors que le nombre des étrangers hospitalisés n'augmentait pas en proportion de l'accroissement de la population étrangère depuis la guerre, le nombre des Français hospitalisés augmentait de 13 % pour une population stationnaire. On peut donc affirmer qu'à situation sociale égale, le nombre des étrangers hospitalisés n'est pas sensiblement supérieur à celui des Français. Ce qui d'ailleurs est normal étant donné la plus grande proportion d'adultes chez les immigrés.

L'aspect politique et moral de l'immigration

Nous abordons ici un des plus importants problèmes de l'immigration, celui qui intéresse la politique internationale et l'unité de la nation, par la grave question de l'assimilation et des minorités.

La réglementation des mouvements migratoires. —

Dans le passé, les mouvements migratoires étaient sévèrement réglementés. En remontant seulement à la fin du XVIII^e siècle, on voit que continuait à régner la conception du droit domaniale, mettant les sujets sous l'étroite dépendance du souverain. Les émigrants ne pouvaient sortir et entrer qu'avec une autorisation, payaient gabelle d'émigration pour partir et droit d'aubaine pour entrer. La conservation des biens, parfois l'emprisonnement, sanctionnaient la non soumission à cette règle. En France, on emprisonnait les artisans qui voulaient émigrer ou l'étranger engageant à son service nos ouvriers ; on arrêtaient les transfuges aux frontières ou même « on les ramenait de force de la ville étrangère où ils s'étaient enfuis si le sort des armes la faisait tomber entre nos mains. Au milieu du XVII^e siècle pendant les crises de chômage on gardait les tisserands lyonnais à vue dans leurs maisons » (1). Ni la navigation ni le commerce n'étaient libres et le plus souvent ils ne pouvaient avoir lieu qu'avec la mère-patrie (2).

Le XIX^e siècle fut, au contraire, le siècle de la liberté absolue pour les mouvements migratoires. A peine libérées, les anciennes colonies anglaises, espagnoles et portugaises d'Amérique avaient proclamé la liberté d'émigration et d'immigration. Les colonies anglaises, telles que le Canada et l'Australie, suivirent la même politique. Les gouvernements européens essayèrent bien de résister à l'appel des pays neufs, mais les besoins de liberté individuelle s'étaient si profondément développés et étaient si bien en harmonie avec l'évolution générale, que tous durent finalement autoriser le libre départ pour les terres vierges d'Amérique et d'Australie ou vers les centres industriels européens, notamment vers la France démographiquement anémiée. C'est ainsi qu'eut lieu le prodigieux déplacement d'humanité qui entraîna vers l'Ouest, en un demi-siècle, près de 50 millions d'Européens.

Cependant, dès avant la guerre, on commença à s'inquiéter de cette liberté absolue. Les pays d'immigration, les premiers, songèrent

(1) RENARD ET WEULERSSE. *Le travail dans l'Europe moderne*, 1920.

(2) Même dans les pays ayant intérêt à peupler des colonies, l'émigration était environnée de gênes et le départ n'était possible qu'avec une autorisation valable pour certaines provinces seulement. Ces obstacles à la circulation en général furent, d'ailleurs, parmi les causes de la guerre de l'Indépendance des États-Unis. Et Choiseul, à la fin du XVIII^e siècle, dut faire une première brèche au vieux pacte colonial en autorisant les importations des produits de la Nouvelle Angleterre dans nos colonies des Antilles.

(3) *International Migration*. Vol. 1. B.I.T. Genève 1929.

à réglementer l'entrée des étrangers (1). Les Etats-Unis, l'Australie, votèrent des lois contre les « indésirables » et en France, comme nous l'avons vu, l'opinion s'inquiétait de la concurrence possible. De leur côté, les pays d'émigration votèrent des lois pour la protection des émigrants. Mais cette évolution n'était encore qu'à ses débuts et aucune mesure ne vint sérieusement réduire la liberté des mouvements d'émigration. Le Congrès International de l'émigration, tenu à Paris en 1889, votait même contre l'intervention des pouvoirs publics, « l'émigration n'étant que l'exercice du droit de l'individu à la liberté primordiale que lui reconnaît toute nation civilisée d'aller et de venir, de disposer de sa personne et de ses destinées comme il l'entend ».

C'est la guerre qui devait hâter le développement de l'évolution vers la réglementation des mouvements migratoires. Le régime de liberté, maintenu plus longtemps pour les migrations que dans la plupart des autres domaines de l'activité sociale, devint « victime de la psychose de guerre » (2). Presque partout, après la guerre, l'ancienne liberté individuelle du migrant avait disparu. Les nations avaient pris conscience du rôle et de l'importance des déplacements humains pour leur richesse, leur bien-être et même pour leur vie politique. Les pays d'émigration voulurent valoriser leurs mouvements migratoires et les pays récepteurs se défendirent contre l'entrée d'éléments menaçant leur unité ou leur standard de vie.

Le régime des passeports de guerre constituait une arme excellente pour arrêter ou contrôler les déplacements. Les enthousiasmes patriotiques étaient d'ailleurs, à ce moment, aussi hostiles à l'introduction d'éléments étrangers qu'à la dénationalisation des citoyens émigrés. Les lois se multiplièrent donc pour réglementer les migrations. Deux politiques, souvent contraires, car nées d'intérêts antagonistes, se développèrent rapidement : celle des pays fournisseurs de main-d'œuvre et celle des pays récepteurs.

La politique des pays d'émigration. — Des deux facteurs essentiels de la production : les matières premières et le travail humain, les pays d'émigration possèdent le second. Jusqu'ici ils avaient vécu sous la tyrannie du premier et les pays riches avaient dominé économiquement et politiquement les pays d'émigration. Mais, après la guerre, ceux-ci songèrent à tirer parti de leur richesse humaine, à

(1) Il est curieux à cet égard de rapprocher les deux traités signés par les Etats-Unis avec la Chine en 1864 et 1881. Dans le traité de 1864, pour s'assurer la main-d'œuvre jaune, les E.-U. proclament le « droit naturel et inaliénable de l'homme de changer de résidence et de statut » et « l'avantage réciproque de la libre émigration des citoyens et sujets respectifs entre les deux pays » (MAC WEILL. *The labor movement*. Boston 1887, p. 429). Au contraire, le traité de 1881 donne le droit aux Etats-Unis de « régler, suspendre ou limiter l'arrivée des émigrants ». Déjà d'ailleurs, en 1852 et 1879, l'Etat de Californie avait voté des taxes frappant les immigrants asiatiques. De même l'Australie dès 1855 imposait une taxe de 10 livres sterl. aux propriétaires des navires pour tout Chinois débarqué. (PRATO. *Le Protectionnisme ouvrier*. Paris 1912.)

(2) *L'Europe Nouvelle* du 13 octobre 1928.

revendiquer la valeur du travail humain en face de celle des matières premières. Ils ne voulurent plus jeter, sans défense et sans prix, les hommes sur le marché du monde, ils se refusèrent à disperser leur force démographique « au service de la richesse et de la puissance d'autrui » (1). Ils voulurent l'encadrer, la discipliner, l'employer politiquement, la concéder ou la refuser à des conditions déterminées et selon leurs intérêts, tant économiques que nationaux. « Les pays, disait M. Mussolini en 1923, qui par privilège de la nature disposent des matières premières, ont montré qu'ils savent défendre énergiquement ce privilège. Les pays d'émigration doivent en faire autant. Il faut valoriser l'émigrant ».

L'Italie. — L'Italie, de tous les pays d'émigration, est celui qui le premier et le plus complètement, a développé une politique rationnelle de valorisation de son émigration. Tout d'abord, elle a multiplié les services et les organismes chargés de l'émigration. Le Commissariat Général de l'émigration à Rome, créé avant la guerre, fut développé, eut pour but de centraliser et d'unifier la politique d'émigration. Il eut des bureaux dans toutes les grandes villes et ports d'embarquement et disposa d'un budget autonome considérable atteignant près d'un demi milliard de liras (2). Il s'occupe notamment de la protection, de l'assistance, de l'instruction professionnelle, des inspections et missions, des services de recrutement, des négociations internationales, etc.... En 1923, furent institués des services provinciaux de surveillance et d'assistance pour lutter plus efficacement contre l'émigration clandestine et faciliter le placement. Des maisons d'émigrants furent installées aux frontières pour aider et héberger les familles. L'Institut National de Coopération fut chargé de coordonner l'action des coopératives italiennes à l'étranger. Un Institut National de Crédit fut créé au capital de 100 millions de liras pour subventionner le travail italien à l'étranger, stimuler et recueillir les épargnes des émigrés (3). Auprès des ambassades dans les pays d'immigration, furent placés des conseillers pour l'émigration, qui correspondent avec le Commissariat Général à Rome et avec les consuls dont le rôle, en matière d'émigration, est devenu très important (4). Enfin, une préparation professionnelle et générale de

(1) RODET. *L'Immigration des travailleurs étrangers en France*.

(2) En 1923, ce budget s'élevait à 423 millions de liras pour les recettes et 409 millions pour les dépenses (*Gazzetta Ufficiale*, 16-8-23 Rome).

(3) Parmi les principaux buts de l'Institut, on relevait : 1° financer les entreprises de travail ou de colonisation italiennes à l'étranger ; 2° accorder des avances aux coopératives, aux colons, aux artisans italiens émigrés ; 3° rassembler les données et les renseignements sur les travaux de colonisation à exécuter à l'étranger, procéder à des études d'ensemble, recueillir la documentation sur le mouvement commercial ainsi que sur le marché du travail considérés dans leurs rapports avec l'emploi de la main-d'œuvre italienne ; 4° stimuler, intensifier et recueillir les épargnes des émigrés.

(4) « L'action diplomatique et consulaire ne doit pas se borner à une action de représentation, mais doit contribuer à défendre et protéger les émigrés dans les domaines politique, social, économique et intellectuel (Rapport de M. POLVERELLI à la Chambre des Députés pour le Ministère des Affaires Étrangères, le 6 avril 1930).

l'émigrant à ses nouvelles conditions de vie a été organisée. Dans les 124 écoles normales du royaume, il y eut des cours portant sur la législation italienne de l'émigration, la législation et la vie économique des principaux pays d'immigration, etc... Des cours professionnels furent créés pour former des travailleurs spécialisés et limiter le nombre des émigrants rétribués comme simples manœuvres (1). Des chaires ambulantes (cattedre ambulanti) d'émigration ont même été instituées pour faciliter la diffusion de l'enseignement parmi les émigrants (2). Le gouvernement italien montra une grande activité diplomatique en matière de traités, conventions ou conférences d'émigration-immigration (3). En 1924, il faisait réunir à Milan le Congrès International de l'Épargne et à Rome la Conférence Internationale de l'Émigration et de l'Immigration.

Dans une lettre adressée au Commissariat de l'Émigration M. Mussolini, en 1923, donnait les grandes lignes de la politique italienne d'émigration : « substituer à l'ancienne émigration chaotique une émigration de travailleurs conscients de leur propre valeur, encadrés de techniciens et de chefs italiens, dont le labeur ne servirait pas uniquement à augmenter les capitaux étrangers, et qui deviendraient éléments actifs de la pacifique expansion morale et économique de la patrie italienne en créant des centres d'italianité hors du Royaume, centres compacts, conscients et doués d'une vie économique ».

De là, la politique essentiellement nationaliste de l'Italie, qui cherche par tous les moyens à projeter son autorité et son influence sur ses ressortissants à l'étranger, et à empêcher leur assimilation. Elle encourage et subventionne certaines œuvres d'assistance, d'utilisation des loisirs, des associations sportives ou « culturelles », qui contribuent à entretenir le sentiment et l'esprit national parmi les émigrés (4). Des encouragements sont donnés aux rapatriements pour retremper les émigrés dans un « bain d'italianité, droit sacrosaint et irrécusable » dit une circulaire de 1928 aux consuls. Chaque année, le gouvernement fait venir un grand nombre d'enfants italiens nés à l'étranger, pour la durée des vacances. Le 30 juin 1929, le seul Fascio de Paris en envoyait 800, tous frais payés pendant 2 ou 3 mois.

(1) L'instruction professionnelle, par ailleurs, fait parfois renoncer à leur projet ceux qui se proposaient d'émigrer ou tout au moins elle leur permet de lutter avec de meilleures chances de succès. L'enseignement général en développant le patriotisme permet de mieux résister contre la dénationalisation.

(2) *Bollettino della Emigrazione*. Janvier 1930.

(3) L'Italie est un des premiers pays qui ait accepté l'idée d'une législation internationale ouvrière. Dès 1904, elle avait signé un traité de travail avec la France et en 1910 un arrangement pour la protection des jeunes ouvriers italiens, surtout dans les verreries et cristalleries. Depuis la guerre, elle a signé un très grand nombre de traités de travail et de conventions d'assistance avec les pays d'immigration.

(4) Parmi celles-ci se placent les groupements d'anciens combattants, de fascistes et certaines œuvres comme l'œuvre Bonomelli qui avait multiplié ses secrétariats à travers l'Europe, la Société Dante Alighieri qui avait 96 comités à l'étranger pour l'instruction des immigrés, l'œuvre du Cardinal Ferrari qui publiait de nombreux journaux, etc. L'institution officielle des « Dopolavoro » auprès des consulats a pour objet l'utilisation des loisirs dans un « sens patriotique ».

De juin à septembre 1929, plus de 14.000 enfants vinrent ainsi en Italie, contre 7.200 en 1928 (1) Le gouvernement paie également le voyage et le séjour des mères italiennes désireuses de faire leurs couches en Italie. L'émigration familiale et féminine a été limitée comme jugée favorable à l'établissement définitif en pays étrangers. C'est ainsi, qu'une sœur ne put rejoindre son frère et que les parents désirant faire visite à un des leurs, émigré, durent exposer aux autorités les raisons qui empêchaient celui-ci de venir en Italie pour les voir. « Il faut, disait le rapporteur du Budget des Affaires Etrangères en 1930, que la famille des travailleurs ne quitte pas la patrie, autrement les émigrants ne songeraient pas plus à rentrer en Italie qu'à y envoyer ou y rapporter le fruit de leur travail. C'est pourquoi les travailleurs se rendant temporairement à l'étranger doivent signer un engagement par lequel ils renoncent à y amener leur famille ou à s'y faire rejoindre par elle ». L'émigration des agriculteurs fut interdite en raison de son caractère stable et de la facilité de l'assimilation. En 1928, le Commissariat Général était remplacé par une Direction Générale des Italiens à l'étranger, chargée de veiller, à tous égards, sur les émigrés, en collaboration avec le Secrétariat des faisceaux à l'étranger et s'efforçant de grouper, autour des consulats italiens, l'activité des diverses œuvres et associations des Italiens immigrés. En demandant un crédit de 1.100.000 liras destiné à lutter contre la « politique de dénationalisation poursuivie par certains Etats » (en l'espèce, la France), le Ministre des Affaires Etrangères déclarait que la politique d'émigration devant « tendre à conserver une population aussi abondante que possible et lutter énergiquement contre l'absorption par les pays d'immigration » (2).

Mais à côté de cette constante volonté d'organiser et de monnayer l'émigration, apparaissent des variations curieuses dans l'appréciation des avantages et inconvénients résultant de l'exode des travailleurs. Tantôt c'est un bien à encourager, tantôt un mal inévitable qu'il faut endiguer. De là, de brusques changements dans les mouvements de l'émigration italienne. Après la guerre, l'Italie considéra l'émigration comme un exutoire nécessaire, et qui, au surplus, contribuait à la force du pays en l'enrichissant par les épargnes des émigrés et en étendant l'influence italienne à l'extérieur. La réduction de l'émigration transocéanique l'obligeait, d'ailleurs, à rechercher des débouchés nouveaux pour sa population pléthorique. Aussi travailla-

(1) Sur ces 14.000 enfants, 6.200 venaient de France, 1.900 de Suisse, 609 de Dalmatie, etc...

(2) Rapport de M. A. Torre à la Chambre le 20 mai 1928. Dans son passeport, l'émigrant trouve des directives et des conseils conformes à cette politique. « Ne manquez pas d'instruire vos enfants et de les envoyer, si possible, dans une école italienne ». Que la conscience et l'avantage d'être Italien n'abandonnent jamais l'Italien, jamais ! ». « Qu'il garde à honneur de se servir des produits de son industrie nationale, qu'il maintienne inaltérable et vivante sa langue maternelle, qu'il élève ses enfants dans l'amour de la patrie, qu'il leur apprenne la langue, l'histoire et la géographie de l'Italie ».

t-elle à développer l'émigration, en favorisant et en organisant les départs. A partir de 1927, changement complet : l'émigration est considérée comme un phénomène appauvrissant et qu'il faut réduire le plus possible. Elle diminue la richesse démographique qui est l'élément essentiel de la puissance politique, économique et morale de la nation. Et M. Mussolini dans un retentissant discours, en 1927, à défaut de l'interdiction absolue qui est impossible, proclame la condamnation solennelle du principe de l'émigration. Dès lors, les mesures restrictives se multiplient, en même temps que s'accroît la politique de valorisation et de nationalisation. La loi de 1919 exemptait de toutes les taxes les émigrants : elle fut abolie en 1928. Des décrets intervinrent pour limiter la propagande des Compagnies de navigation ou des recruteurs. On diminua encore le nombre des autorisations de rejoindre des parents immigrés. On interdit le recrutement nominatif. Le passage de la frontière fut même refusé aux frontaliers. On alla jusqu'à lutter contre l'usage de la langue française dans certaines vallées des Alpes italiennes, à l'interdire dans les écoles, à supprimer les inscriptions en français sur les monuments aux morts, afin de diminuer le goût et les facilités pour l'immigration en France résultant de la connaissance de la langue (1). En même temps on favorisait le développement de la colonisation intérieure. Un projet de 7 milliards 1/2 pour 2 millions 1/2 d'hectares fut voté en 1928. En 2 ans, le nombre des départs fut réduit d'un tiers. Puis brusquement, en 1930, les frontières furent de nouveau largement ouvertes, soit que le gouvernement italien voulût diminuer le nombre croissant de ses chômeurs, soit qu'il pensât que l'arrivée de nouveaux travailleurs dans les pays récepteurs, également atteints par la crise économique, contribuerait à augmenter leur gêne tout en diminuant celle de l'Italie.

La Pologne. — La Pologne, qui vient après l'Italie pour l'émigration, a suivi la même politique, quoique avec moins de vigueur. Dès 1920, elle créait un Office Central de l'Emigration à la tête duquel était le Conseil National de l'Emigration. Il a dans ses attributions : 1° l'élaboration des projets de lois et règlements concernant l'émigration ; 2° la préparation, en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères, des conventions et accords internationaux sur l'émigration ; 3° le contrôle du recrutement et des contrats des ouvriers émigrants ; 4° la lutte contre le recrutement illégal et l'émigration clandestine.

Des services locaux d'émigration furent institués et des centres d'hébergement installés aux frontières avec salles de lecture, douches

(1) Certains journaux, comme la « Vallée d'Aoste », se sont d'ailleurs élevés contre ces mesures : « prises pour mettre les habitants des vallées au niveau des gens du Midi (de l'Italie) et leur enlever la chance de se faire comprendre et d'avoir un gagne-pain en France ». Quant à « ces pauvres inscriptions de nos morts ne pouvait-on les laisser tranquilles » (Vallée d'Aoste. 1^{er} novembre 1929).

réfectoires, etc... Tout comme l'Italie, la Pologne a signé une série de conventions et de traités pour obtenir de meilleures conditions de travail et de bien-être pour ses émigrants et monnayer son émigration.

A l'étranger, elle a créé des services officiels à 3 échelons : Conseiller d'émigration près des ambassades, sections spéciales d'émigration dans les consulats, bureaux de protection polonaise dans les centres d'immigration. Elle a créé des services bancaires chargés de drainer les épargnes. Elle travaille activement à développer les œuvres, sociétés et groupements parmi les immigrés. Elle leur envoie des prêtres, des instituteurs, des religieuses (1). En même temps, elle facilite les rapatriements et vend des terres aux rapatriés pour la colonisation intérieure. Elle développe les colonies estivales pour les enfants : en 1929, plus de 8.000 enfants vinrent de l'étranger passer leurs vacances au pays natal.

L'Espagne. — L'Espagne s'est efforcée de suivre l'exemple des grands pays d'émigration, mais son œuvre est restée surtout administrative et sans grande efficacité. Elle a créé une Direction générale de l'émigration, un Comité central consultatif (composé de délégués patronaux et ouvriers), des comités locaux d'émigration, et à l'étranger des comités consulaires auprès de certains consulats. Un « Tesoro del Emigrante » fut chargé de subventionner les œuvres concernant les émigrants et de développer parmi ceux-ci « les sentiments civiques, patriotiques et de solidarité » (2). Était également envisagée l'organisation de cours spéciaux sur l'émigration et de bureaux de renseignements.

Tout comme l'Italie, l'Espagne a restreint le plus possible son émigration. Les sanctions contre les recruteurs ou contre ceux faisant de la propagande orale en faveur de l'émigration, ont été renforcées. Des projets de colonisation intérieure ont été étudiés. Le Directeur de l'émigration déclarait en 1928 (3) : « Je ne considère pas que l'émigration soit un mal nécessaire, j'estime, au contraire, que notre pays peut largement assurer l'existence de tous ses habitants ».

On pourrait relever des efforts analogues dans tous les pays d'émigration pour organiser leur émigration, lutter contre la dénationalisation et exercer un droit de contrôle et de protection sur leurs nationaux. La *Tchécoslovaquie* a créé une Commission et un Institut

(1) Aux Etats-Unis, les Polonais possèdent 511 écoles tenues par environ 3.600 religieuses ou instituteurs polonais et plus de 300.000 enfants polonais fréquentent des écoles catholiques polonaises. En Belgique, il y a 5 écoles purement polonaises, fréquentées par 350 enfants. En France, il y a environ 150 moniteurs ou monitrices polonais dans les écoles.

(2) Le *Tesoro del Emigrante* est également chargé de donner des subventions pour favoriser la colonisation intérieure, accorder des assurances, secours, aux émigrants et aux rapatriés et veiller à leur protection. *Chronique Mensuelle des Migrations* 1924.

(3) *Bulletin de la Direction Générale de l'Émigration*, août 1928. Dans un opuscule édité par la Direction de l'Émigration, en 1928, et donnant des renseignements sur les marchés du travail, le coût de la vie, les salaires, la durée du travail, les conditions légales des travailleurs dans les différents pays, il était dit que « l'avenir des travailleurs espagnols est en Espagne même, qui est en plein et croissant développement ».

pour l'émigration chargés de « recenser, suivre, diriger les émigrants, encourager leurs rapports au point de vue national, culturel et économique avec le pays natal, développer leurs organisations privées, faciliter les rapatriements, lutter contre l'émigration clandestine ». L'Allemagne elle-même, qui se considère comme une forteresse raciale de 100 millions d'habitants, dont 60 dans le Reich, 30 à proximité des frontières et 20 dans le monde entier, dépense des sommes considérables pour la propagande du germanisme dans ces minorités (1). Le développement de cette politique nationaliste des pays d'émigration est donc général. Elle a été d'autant plus aisée, que, depuis la guerre, le rapide accroissement de l'émigration continentale au détriment de l'émigration transocéanique a rendu plus facile et plus tentant l'exercice de ce « droit de suite » dans les pays d'immigration voisins.

La politique des pays d'immigration. — En face de cette politique des pays fournisseurs de main-d'œuvre, les pays récepteurs ont développé une politique différente, mais tendant également à la restriction de la liberté des mouvements migratoires. La défense de la race, de l'unité nationale, du niveau de vie des classes laborieuses, sont les principaux buts de cette politique. A mesure que se peuplent et s'affinent les pays d'immigration, ce n'est pas seulement le nombre des émigrants qui leur importe, mais leur origine, leur qualité (2). Tout comme il se défend contre la concurrence des marchandises à bon marché, l'Etat cherche à se défendre contre l'invasion inorganisée des travailleurs étrangers au rabais. La concurrence des hommes s'ajoute à celle des produits. Le protectionnisme ouvrier et ethnique se superpose au protectionnisme commercial et on peut même dire qu'il en découle naturellement, car il apparaît bien difficile de laisser s'opérer l'uniformisation des salaires en permettant la libre venue des travailleurs, alors qu'on empêche l'uniformisation des prix des denrées en maintenant des tarifs protecteurs. L'influence de plus en plus importante des masses laborieuses dans la politique contribue, par ailleurs, au développement de ce protectionnisme ouvrier et il est frappant, à cet égard, de constater le parallélisme qui existe entre la progression des tendances démocratiques d'un côté, et celle des tendances anti-étrangères de l'autre.

Les Etats-Unis. — Les Etats-Unis ont été les premiers, avec l'Aus-

(1) Elle a créé des instituts scientifiques de propagande politique (à Bonn, Francfort, Munich, Marburg, Munster, Hambourg et Berlin), culturels (Stuttgart, Dresde, Hambourg) et économiques (Breslau) ; des postes d'émission de T.S.F. de propagande, et une multitude de ligues et associations de défense et de propagande du germanisme : Ligue sarroise, Association des Rhénans, Ligue régionale d'Eupen-Malmédy, Comité de culture germano-flamande, ligue des populations germano-autrichiennes, ligue des Dantziens du Reich, Ligue de l'Est et Association allemande des Marches Orientales, Ligue de Protection de la Haute Silésie, Ligue allemande en Bohême, Ligue Hofer en Tyrol, etc., etc., etc...

(2) W. OUALID. — *Musée social*, mai 1927.

tralie à envisager la réglementation des mouvements migratoires. Tant qu'ils avaient eu des espaces libres et une population clairsemée, ils avaient non seulement laissé entrer, mais encouragé et subventionné les émigrants (1). Mais un moment vint où se posa aux Etats-Unis la question de l'assimilation de tant d'éléments disparates, où apparut la crainte de voir submergé l'élément primitif et disparaître l'âme nationale dans un chaos. La question devint de plus en plus inquiétante, au fur et à mesure que diminuait l'ancienne immigration anglo-saxonne et germanique et qu'augmentait celle d'éléments moins évolués et plus pauvres venus de l'Europe orientale et de la région méditerranéenne (slaves et latins). La masse des individus de bas étage qui ne trouvaient pas à s'insérer allait croissant (2). La criminalité augmentait par suite de l'hétérogénéité de la population. Certaines races, tels les Japonais, formaient de véritables îlots inassimilables et concurrençaient victorieusement les ouvriers blancs plus exigeants. Suivant la forte expression de Lafcadio Hearn : « Asia can underlive Europe » (3). « Alors sous l'influence affective de l'idée de race, de la crainte de l'invasion des inférieurs et de l'abaissement du standard de vie par les bas salaires », toute une législation restrictive de l'immigration se développa rapidement. A partir de 1882, où une première loi établissait une taxe sur chaque migrant et interdisait l'entrée du territoire à certaines catégories d'individus, une série de lois furent votées. Finalement, la loi de 1917 exclut un grand nombre « d'indésirables », notamment ceux provenant d'une certaine partie de l'Asie, dite zone barrée, et la loi de 1924 contingentait à 2 % sur la base du recensement de 1890 les étrangers admis à pénétrer aux Etats-Unis. Cette disposition visait surtout les races jugées moins désirables : latines et slaves et qui étaient relativement peu nombreuses au recensement de 1890. L'entrée des Japonais était interdite. La délivrance du visa d'immigration ne devait se faire qu'après enquête sévère du consul américain. Le résultat de ces restrictions a été de réduire, de 1 million avant 1914, à 150.000 depuis 1927, l'immigration annuelle aux Etats-Unis, soit une diminution de 85 %.

Pour l'application de cette législation, les Etats-Unis ont créé

(1) Ils accordaient des facilités de voyage, des subventions, des concessions de terres, etc...

(2) Evalués à 500.000 en 1907 et 1.700.000 en 1924. *The American Journal of Sociology* septembre 1924. Il y avait 11.000 assassinats en 1924 contre 151 en Angleterre.

(3) « L'ouvrier blanc, dit M. SIEGFRIED (*Les Etats-Unis d'aujourd'hui*), est supérieurement équipé pour la production, mais seulement dans certaines conditions (hygiène, logement, alimentation, confort, loisirs, tout ce qui est superflu à son rival) que nous appelons civilisation et en dehors desquelles son rendement normal ne joue pas. Bénéficiant d'une longue évolution de progrès matériel il est aussi prisonnier de ce progrès et c'est pour défendre cette conquête qu'il exige un salaire dont le minimum est forcément élevé. C'est donc le niveau même de la civilisation qui risque d'être remis en cause par la coexistence sur le marché du travail de deux catégories de main-d'œuvre. Comme c'est en fin de compte la plus pauvre qui s'adapte le mieux, on voit des couches inférieures de la population changer de caractère, des professions entières échapper à la race supérieure et un beau jour celle-ci n'est plus chez elle qu'à titre de garnison sur une terre devenue étrangère ».

un Bureau de l'immigration et des naturalisations rattaché au Ministère du Travail. Le service de l'immigration comprend 35 districts couvrant l'ensemble des Etats-Unis. C'est le district de New-York qui compte la station d'immigration la plus importante : celle d'Ellis-Island à laquelle sont attachés près de 350 fonctionnaires. Les services d'immigration ont un pouvoir discrétionnaire après celui, déjà sans appel, des consuls qui peuvent autoriser ou refuser le départ d'un émigrant. L'examen médical, mental et de police est des plus stricts(1). Les compagnies de navigation qui, par ailleurs, sont tenues pour responsables du transport des indésirables, font subir un premier contrôle aux émigrants à l'embarquement. Des peines extrêmement sévères sont infligées aux contrevenants : 10.000 dollars et cinq ans de prison pour substitution de personne. La loi accorde un pourcentage de 50 % sur les amendes aux personnes fournissant des informations sur les infractions aux règlements sur l'immigration.

La plupart des autres pays d'immigration ont suivi une politique analogue de contrôle, de sélection et de restriction : *Canada, Australie*, et à un degré moindre, *Argentine et Brésil* (2).

La France. — La France, devenue un des premiers pays d'immigration, s'est également trouvée dans la nécessité d'avoir une politique pour résoudre les nombreux problèmes posés par l'entrée massive des étrangers : recrutement, contrôle sanitaire et professionnel, protection du marché du travail, écoles, assistance, surveillance, assimilation, etc... Aussi bien, comme nous l'avons vu, l'Etat français s'est-il occupé depuis la guerre de l'organisation de l'immigration. Il a signé une série de conventions et de traités pour obtenir les travailleurs nécessaires à la vie économique du pays. Il a dû accorder des avantages, faire des concessions pour avoir le droit de recruter et de sélectionner. Il a organisé un contrôle sanitaire, économique et de police qui, malgré son insuffisance, limite les risques que comportent les mouvements migratoires importants. Il a assuré la protec-

(1) L'émigrant doit avoir 2 affidavits de personnes résidant aux États-Unis, honorablement connues et garantissant qu'il ne tombera pas à la charge de l'État, le consentement de l'époux s'il s'agit d'une femme, un passeport avec photos, un certificat de bonne vie et mœurs, un acte de naissance, des certificats de mariage, divorce ou décès des conjoints s'il y a lieu, une autorisation des parents pour les mineurs, des fiches de renseignements sur la vie, les opinions, l'avoir, la situation, le passé, le but de l'émigrant, etc... etc... Il subit une visite médicale au débarquement par deux médecins, un examen de lecture, des tests psychologiques, etc... L'entrée des États-Unis est interdite aux anarchistes, mendiants, vagabonds, à un grand nombre d'Asiatiques, à certaines sectes ou religions, aux malades, aux tarés physiquement ou mentalement, à ceux dont le voyage est payé par une tierce personne, etc... Le texte de la demande que doit remplir tout immigrant pour les États-Unis ne manque pas de saveur : « ... je ne fais pas partie d'une des catégories suivantes d'individus exclus de l'admission aux États-Unis : « 1° idiots... 2° imbéciles ; 3° faibles d'esprit ; 4° épileptiques ; 5° fous ; 6° personnes ayant eu des attaques de folie ; 7° personnes ayant une infériorité mentale ; 8° personnes atteintes d'alcoolisme chronique ; 9° pauvres ; 10° mendiants de profession ; 11° vagabonds ; 12° personnes atteintes de tuberculose ; 13° criminels ; 14° polygames ; 15° anarchistes ; 16° membres d'organisations illégales ; 17° prostituées ; 18° proxénètes, etc..., etc.

(2) En 1930, l'Argentine augmenta les droits de visa au point d'en faire un véritable droit protecteur de la main-d'œuvre et l'Australie contraignit un contingent d'Italiens à reprendre sans débarquer le chemin de la péninsule.

tion du marché du travail par le système des contrats types et une législation qui a incorporé le principe de l'égalité des salaires. Pour toutes ces questions d'ordre administratif et économique, de nombreux services ont été créés auprès des Ministères intéressés : Travail, Agriculture, Affaires Etrangères, Intérieur, etc...

La multiplicité de ces services ne va pas, d'ailleurs, sans inconvénients. L'action de ces organismes est forcément décousue, sans unité ni vue d'ensemble. Elle laisse un trop grand rôle aux organismes privés, tant étrangers que français, dont certains arrivent à posséder un véritable monopole. Toutefois, pour si regrettable que soit le manque d'unification de ces services et de la politique pratiquée par eux, il faut reconnaître que leur diversité même a permis une souplesse et un pouvoir d'adaptation que n'aurait peut-être pas eu un organisme centralisé, surtout dans un rôle entièrement neuf et où l'expérience devait s'acquérir avec d'inévitables tâtonnements. D'autre part, il est difficile de confier à un même organisme la multiplicité des attributions qui entrent dans la compétence de 7 à 8 ministères. Au surplus, l'œuvre réalisée est remarquable qui a abouti, depuis la guerre, à l'introduction sous contrôle de 2 millions de travailleurs.

Il est cependant un aspect de l'immigration qui reste particulièrement négligé, par suite de l'absence de vue d'ensemble et de l'empirisme de l'administration : c'est l'aspect politique. Aucun de ces services n'a un rôle national pour travailler à l'assimilation, lutter contre la saturation régionale et la formation d'îlots, foyers possibles d'irréductibilisme. Restent également sans solution, une multitude de problèmes secondaires : transfert des épargnes, dénationalisation du sol par multiplication des achats étrangers, associations et syndicats étrangers, activité de la politique étrangère, etc... qui demeurent importants pour l'avenir d'un pays qui, comme le nôtre, doit puiser à l'étranger les éléments que ne lui fournit plus sa natalité décroissante. Un organisme d'Etat seul pourrait s'occuper de ces problèmes d'ordre national et social. En cette matière, il vaut mieux prévenir : il est plus facile d'empêcher les Italiens de se grouper que de dissoudre des groupements déjà formés.

Des efforts ont bien été faits pour réorganiser et unifier les services et leur activité, mais n'ont pas abouti (1). De sorte que dans le domaine politique de l'immigration l'action est restée décousue et les efforts sporadiques et rares, en regard des efforts positifs et

(1) Dès 1921, M. de WARREN déposait un projet de loi pour la création d'un office de l'immigration. Ce projet plusieurs fois repris par des parlementaires ou par le gouvernement (*Loi des finances* de 1925, articles 253 et 256) n'a jamais pu aboutir. En 1919, le Gouvernement déposait un projet de loi qui soumettait l'acquisition des biens par les étrangers à l'autorisation des autorités. Adopté par la Chambre en 1922, le projet rencontra une vive opposition et ne fut pas voté par le Sénat. Chambre des Députés n° 6231 annexe au procès-verbal de la séance du 3 juin 1919. Rapports de MM. ESCUDIER n° 7046 du 7 octobre 1919 et LIOUVILLE du 24-7-20 et NIVEAUX n° 4603 du 29-6-22. En 1931, M. Ch. LAMBERT déposait un projet de loi pour « un statut des étrangers et du contrôle administratif de l'immigration ».

coordonnés des pays d'émigration. Ce n'est guère que par les naturalisations rendues plus faciles et même automatiques dans certains cas par la loi de 1927, et aussi par l'obligation scolaire pour les enfants, que les autorités sont intervenues dans la question de l'assimilation. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'intervention est ici difficile et que, s'il est un domaine où l'action de l'administration est bien limitée, c'est à coup sûr le problème politique de l'immigration. Il est difficile d'assurer la dissémination de la main-d'œuvre étrangère, alors que l'industrie est centralisée. Il est difficile d'évincer des éléments réputés politiquement indésirables comme appartenant à des nations avec lesquelles nous pouvons entrer en conflit dans l'avenir, alors que ces pays sont, par leur voisinage même de nos frontières, ceux qui nous fournissent les éléments les plus assimilables et économiquement les plus désirables. Quant à la francisation, à l'assimilation, l'influence officielle y est très restreinte et doit rester prudente. Ce n'est guère qu'indirectement, par une sélection appropriée et un contrôle sérieux, en aidant au bien-être et à l'adaptation de l'immigré, que l'administration peut agir. Ici, le temps est le grand facteur et les moyens de pression, le « *compelle intrare* », restent peu efficaces, sinon dangereux par les réactions qu'ils peuvent faire naître. La tolérance et le libéralisme résultant du laisser-faire des autorités françaises dans ces domaines de l'immigration, n'est donc pas en soi une mauvaise politique. Elle serait même, peut-être, la meilleure et la plus sage, si elle ne se heurtait à la politique contraire des pays fournisseurs. Mais cette activité des pays d'émigration et aussi le brusque et considérable développement de la population étrangère qui ne permet plus de laisser jouer les seules forces naturelles d'assimilation, font un devoir à la France d'intervenir plus activement dans l'immigration et notamment dans le *choix*, l'*adaptation* et l'*assimilation*, qui doivent constituer les trois grandes étapes de toute politique rationnelle d'immigration. Avant d'aborder cet important problème de l'intégration des immigrés dans la population française, nous dirons quelques mots sur la politique internationale d'émigration.

La Société des Nations et la politique internationale de l'émigration. — L'opposition des politiques des pays d'émigration et d'immigration ne va pas sans inconvénients et sans dangers. Visant à des buts opposés, les législations nationales restent souvent contradictoires. Or, il en est du problème de la distribution des hommes comme de celui de la distribution des matières premières : sans une collaboration internationale il peut devenir l'origine de frictions et de conflits graves. Pour diminuer ces risques, toute une réglementation internationale s'est développée depuis la guerre. Le développement de cette réglementation a été favorisé par le sentiment de plus en plus net qu'ont les Etats de leur solidarité économique. La guerre, dans le passé, a pu paraître constituer un remède pour les pays sur-

peuplés : il suffisait de s'emparer de terres riches. Aujourd'hui que la richesse vient de plus en plus du commerce et de l'industrie, dont la nature est essentiellement mobile et fuyante, l'organisation rationnelle de l'émigration, qui permet de suivre ces formes changeantes et ces déplacements de la richesse et du travail, est devenue une solution plus logique et plus profitable.

La politique internationale en matière de migrations s'est manifestée de deux façons :

1° par les accords diplomatiques bilatéraux entre pays d'émigration et pays d'immigration ;

2° par l'acceptation de règles édictées par la Société des Nations.

Les conventions et accords bilatéraux entre les pays se sont multipliés depuis la guerre. Nous avons vu que la France a montré une grande activité dans cette voie et les accords qu'elle a conclus, notamment avec la Pologne, l'Italie, la Belgique et la Tchécoslovaquie, ont pu servir de modèles aux autres Etats. Par humanité naturelle et aussi par nécessité de faire des concessions aux pays fournisseurs, elle a introduit dans ces conventions les principes généreux de l'égalité des salaires, des conditions de travail et d'assistance. Ces conventions visant à sauvegarder autant les intérêts des travailleurs nationaux que ceux des étrangers en permettant l'organisation et le contrôle de l'immigration, on s'explique aisément leur succès et leur multiplication depuis la guerre.

La Société des Nations de son côté, devait tout naturellement s'occuper de cette « entité éminemment internationale » qu'est l'émigrant, en marge des catégories juridiques ordinaires « tour à tour saisi et perdu par toute une série de législations diverses » (1). Du reste, seul un grand organisme international comme la S.D.N. pouvait jouer un rôle efficace d'agent coordinateur entre les intérêts divergents des pays. Elle s'est efforcée, dans une série de conférences internationales, à Washington (1919), Genève (1922), Rome (1924) et Cuba (1928) à faire appliquer à l'émigrant la « déclaration des droits du travailleur » contenue dans le traité de Versailles et visant à l'égalité de salaires, à l'assurance contre les accidents, la maladie et le chômage, à l'octroi des pensions de vieillesse, à l'adoption de la loi de 8 heures, au repos hebdomadaire, au droit d'association, de circulation, etc... Son succès fut des plus relatifs par suite de la difficulté de trouver un accord sur des questions aussi complexes et des intérêts aussi contradictoires. Beaucoup d'Etats reculèrent devant les charges financières et l'inégalité dans la concurrence, qui eussent résulté pour eux de l'adoption des mesures proposées. Dans le désir de tenir compte des conditions et desirata des divers pays, une conférence internationale sur le traitement des étrangers, tenue à Paris en 1929, termina même

(1) M. OUALID. *Cours à la Faculté de Droit*. 1928-29.

ses travaux par un protocole qui consacrait un régime *moins* libéral que celui alors en vigueur dans la plupart des législations nationales!(1).

Cependant, l'œuvre réalisée par la S.D.N. est loin d'être négligeable. Elle a réussi à faire admettre un certain nombre de principes dont les conventions bilatérales se sont inspirées. En 1926, elle parvenait à faire voter par 55 pays une convention sanitaire internationale prévoyant des visites et une surveillance sanitaire des émigrants, tant au départ que pendant le voyage et à l'arrivée. En 1929, une vingtaine de nations avaient ratifié une convention au sujet de l'égalité de traitement des travailleurs nationaux et étrangers en matière d'accidents du travail. Les divers services créés par la S.D.N. et notamment le Bureau International du Travail, accomplissent, par ailleurs, un travail considérable d'enquêtes, de documentation et de statistiques concernant les mouvements migratoires. La S.D.N. en un mot, contribue à la formation d'une conscience publique et d'une doctrine autour des problèmes des migrations. Elle indique, au milieu du foisonnement des lois nationales, une orientation nouvelle. Elle a amorcé, ou tout au moins facilité pour l'avenir, l'établissement d'un code et d'une organisation internationaux permettant une meilleure distribution dans le monde des travailleurs en quête de moyens d'existence (2).

Très importante également, est l'œuvre pratique d'ordre humanitaire accomplie par la S.D.N. Elle a institué des services d'aide internationale aux migrants dans les principales villes et ports d'émigration. En France, leur budget dépasse 1/2 million. La Commission permanente de l'émigration à Genève s'occupe, de son côté, de tous les problèmes concernant les migrants : protection des femmes et des enfants, rapatriements, etc... et nous avons dit, ailleurs, l'importance de l'œuvre accomplie après la guerre par le Commissariat des réfugiés. La S.D.N. et ses services sont secondés, dans cette tâche de protection, par une soixantaine d'associations privées recensées, de toute nationalité et de toute religion, dont 33 internationales et 32 nationales (3).

(1) Deux difficultés surtout s'opposent au développement du droit public international. C'est d'abord la nécessité où sont les représentants des divers pays de ne pas se départir de « l'égoïsme » national dont ils sont les représentants. C'est ensuite l'affirmation de la nature purement contractuelle des rapports juridiques, conséquence de la souveraineté absolue de l'État, d'où il résulte que le droit « naît de la volonté de l'État non de sa conformité avec les réalités sociales » (LE FUR). Aussi les conventions bilatérales fondées sur une communauté d'intérêts se sont-elles développées plus aisément que la législation purement internationale.

(2) De leur côté, les grandes organisations ouvrières se préoccupent de ces problèmes. Un Congrès mondial des migrations convoqué par la Fédération syndicale internationale et par l'Internationale ouvrière socialiste (Amsterdam) à Londres en 1926, s'est proposé « de dégager une politique ouvrière en matière d'émigration ».

(3) Ces associations groupent un nombre considérable d'adhérents « le plus grand nombre d'adhérents qui ait jamais été réuni » dit l'annuaire de la Commission Internationale d'Emigration. Chaque association compte en effet un nombre élevé de groupements : dans 63 pays on relève 740 sections nationales et 1.062 sections locales. La Y. M. C. A. à elle seule apporte 50 sections nationales et 9.200 sections locales groupant 2.000.000 de membres. « On est stupéfait du nombre de bonnes volontés

On imagine difficilement la multitude des problèmes que ces œuvres ont à résoudre, la complexité et le caractère poignant des situations qu'elles rencontrent : abandons de famille si nombreux de la part des émigrés, femmes ou enfants isolés des leurs et sans ressources, malades dont personne ne veut, migrants sans nationalité et que tous les pays se rejettent, etc... Dans les ports de transit, où les compagnies de navigation abandonnent les indésirables, notamment dans les ports méditerranéens qui reçoivent la foule des émigrants drainés par des démarcheurs ou des Compagnies de transports peu scrupuleux, il y a des misères à peine croyables, telle celle de ce petit Arménien de 6 ans, atteint d'une grave maladie des yeux, qui depuis plusieurs mois couchait dans les couloirs des hôtels marseillais et vivait de la fouille des boîtes à ordures le matin avant l'aube (1).

Le rôle de la S.D.N. ou de tout autre organisme international dans les mouvements migratoires s'affirme, au surplus, comme de plus en plus nécessaire avec le développement de l'économie moderne qui n'agit et ne prévoit que par masses : masses de capitaux, masses de produits et masses de personnel. Le problème de la répartition de la main-d'œuvre dans cette économie essentiellement dynamique, devient un des plus importants et des plus ardues à résoudre en raison de sa complexité et de l'opposition des intérêts en jeu (2). L'Europe industrialisée, gagnée par les mêmes phénomènes démographiques qui ont fait de la France un des premiers pays d'immigration, devra vraisemblablement de plus en plus recourir à l'introduction de grosse main-d'œuvre étrangère, cependant que la raréfaction et les exigences accrues des pays fournisseurs, qui ne veulent voir dans l'émigration qu'un moyen de travailler à leur grandeur sur le sol d'autrui, rendront plus délicat encore le problème des déplacements de travailleurs. Or, pas plus la politique de protectionnisme étroit et d'assimilation brutale de certains pays d'immigration, que la politique obstinément restrictive et nationaliste des pays d'émigration,

réunies pour la protection des émigrés ». La France, à elle seule, compte une soixantaine de ces œuvres. Malheureusement, comme nous l'avons vu, beaucoup cachent des buts d'assimilation, de défense patriotique, de propagande culturelle, des intérêts professionnels, etc... et se disputent la masse désadaptée des émigrants. Par contre, un certain nombre de ces œuvres accomplissent une œuvre humanitaire toute désintéressée. Tel est le cas pour la Commission Nationale d'assistance aux émigrants et la section de l'émigration du Conseil National des femmes à Paris (19, avenue d'Orléans) sous l'active impulsion de Mme Chevalley.

(1) Il serait aisé de multiplier ces exemples. Les dossiers des œuvres d'assistance en sont d'ailleurs remplis. Marseille compte, notamment, une foule d'émigrants, ignorants des formalités, sans papiers, sans ressources, transportés par des Compagnies irresponsables qui leur ont pris souvent leurs dernières économies. Ils séjournent dans des hôtels d'émigrants, tant qu'ils ont quelques sous ou qu'ils peuvent en gagner. Les malades sont nombreux notamment ceux atteints de trachome que refusent les Compagnies américaines et qui surchargent nos services hospitaliers. Nombreux aussi sont les enfants voyageant seuls pour rejoindre leurs parents et abandonnés en cours de route. Le bureau du Service International d'aide aux émigrants de Marseille a eu à s'occuper, en 1927, de 600 cas de cette nature.

(2) « Plus la civilisation prend un caractère économique, plus la politique et l'économique sont entremêlés, plus aussi les moyens de circulation sont multiples et plus les faits de transplantation humaine liés à une exploitation intensive de la terre deviennent nombreux et par suite variés » (BRUNHES. *Géographie humaine*. Tome 1.).

ne peuvent le résoudre. Ces politiques se révèlent, d'ailleurs, impuissantes à atteindre les résultats qu'elles recherchent. Le protectionnisme des Etats-Unis et de l'Australie ne peut empêcher la concurrence des ouvriers des pays pauvres et surpeuplés de se faire sentir par l'intermédiaire des échanges internationaux (1). De même, la politique de restriction des pays fournisseurs qui accroît la surpopulation relative et le nombre des chômeurs, comme en Italie, et qui compromet le développement économique de pays démographiquement défavorisés, augmente les difficultés, sans en résoudre aucune. Il est inutile, par ailleurs, d'insister sur les dangers que constitue, pour les rapports internationaux, la dualité de ces politiques qui dressent les nationalités les unes contre les autres.

L'organisation internationale des émigrations s'impose donc, à la fois politiquement et économiquement. Politiquement, pour atténuer l'opposition dangereuse des pays fournisseurs et des pays récepteurs et aussi les dépressions démographiques qui, si on ne travaille à les combler, « risquent de déclencher des troubles et des guerres aussi sûrement que les dépressions atmosphériques déclenchent les tempêtes » (2). Économiquement, car l'organisation de l'émigration est partie de la réglementation de la production et de sa rationalisation. Le développement des échanges, la division du travail étendue à la vie internationale et la solidarité économique qui en résulte, rendent contraire à tous les intérêts la mauvaise distribution des travailleurs. Tout labour national est une collaboration internationale et la France au travail, c'est une « fraction de l'humanité qui besogne ». Or, seule, une autorité internationale indépendante peut jouer un rôle de conseiller, d'intermédiaire, d'agent coordinateur des mouvements démographiques compensateurs. Cette tâche, au surplus déjà amorcée, ne présente pas d'obstacles insurmontables, puisqu'aussi bien s'il s'agit de concilier des politiques opposées quant à leurs buts, il ne faut pas oublier que ces politiques sont issues de besoins complémentaires : la France demande des bras, mais à des pays qui en ont trop

(1) Les ouvriers polonais qui jadis émigraient dans les mines des États-Unis se dirigèrent vers celles de France ou restèrent en Pologne développant d'autant la production et à des prix rendus plus redoutables par suite des salaires plus réduits. C'est pour remédier à cette concurrence facilitée par un standard de vie inférieur que les pays plus évolués et souffrant de chômage ont porté sur le terrain international la question du relèvement des conditions d'existence dans les pays pauvres (Cf. *Mineurs anglais et polonais*).

(2) « Les pays, dit le *Lavoro Fascista* (1930), dont la population est rapidement croissante et surabondante, ont droit par cela même à prendre leur part des richesses naturelles dont disposent les pays moins peuplés. Il n'est pas admissible que les peuples argement dotés en produits du sol et du sous-sol, regorgent de capitaux, s'arrogent le droit de monopoliser à leur profit l'exploitation des richesses humaines et prétendent en interdire l'usage aux nations surpeuplées ». Et dans l'*Echie Commenti* (15-6-28), le sénateur italien A. FONTANA, de déclarer en parlant de notre politique de naturalisations, que « si la population italienne débordante ne trouve pas en quantité suffisante les terres où elle puisse s'établir sans danger de « dénationalisation » elle se repliera sur elle-même, mais comme elle est à l'étroit dans la péninsule on devra craindre alors que, comme une chaudière soumise à des pressions excessives, elle ne fasse explosion. En pareil cas, de national, le problème deviendra international et c'est l'histoire qui travaille à la résolution des problèmes internationaux ».

pour les ressources de leur sol. « Le sang frais, le sang slave, dit la presse polonaise, est nécessaire aux Français pour se préserver de la dégénérescence », à quoi, on peut répondre que la terre fraîche, la terre française, est nécessaire au sang polonais pour se préserver de la congestion (1). Cette solidarité d'intérêts doit aider l'ordre politique, resté jusqu'ici ombrageusement national, à s'adapter aux conditions de plus en plus internationales de la vie économique qui imprime sans cesse de nouvelles arabesques sur le dessin rigide de l'Europe politique.

L'assimilation et ses facteurs favorables et défavorables

Nous avons dit, en parlant de la politique française d'immigration, que l'action des pouvoirs publics était des plus restreintes et, qu'au surplus, cette absence d'intervention, en laissant libre jeu aux forces assimilatrices naturelles du pays, n'aurait pas présenté d'inconvénients sérieux, n'eût été l'activité des pays d'émigration et la nature massive de l'immigration actuelle. Il convient ici de voir comment se développe ce phénomène de l'assimilation, comment s'opère l'intégration des éléments étrangers dans la population française, quels en sont les principaux facteurs favorables ou défavorables.

1° Les facteurs défavorables :

Parmi les principaux obstacles à l'assimilation il faut noter :

La résistance des pays d'émigration. — Les efforts des pays d'émigration, notamment de l'Italie et de la Pologne, tendant à entretenir et à développer tout ce qui favorise le maintien de l'esprit national chez leurs ressortissants, ont été particulièrement considérables en France. L'utilisation de l'influence des œuvres d'assistance a été un des premiers moyens employés pour agir sur les immigrés. On peut citer, à cet égard, comme une des plus caractéristiques l'activité de l'Opera Bonomelli, œuvre italienne d'assistance religieuse et sociale, subventionnée par le gouvernement (2). Elle avait fondé une trentaine de secrétariats à travers toute la France, des salles de réunions, garderies d'enfants, des cours complémentaires de langue italienne à Hayange et Moyeuvre (Moselle), à Jœuf (Meurthe-et-Moselle), à Reims, à St-Claude (Jura), à Vernon (Eure), à Chambéry (Savoie), à Paris, etc... ; des restaurants et dortoirs à Marseille, à Paris, etc... Elle publiait un journal « la Patria » qui atteignait un gros tirage. Par sa souplesse, elle s'adaptait à tous les besoins de la masse fluctuante des immigrés. Les ouvriers, même les plus incrédules, avaient

(1) *Illustrowana Republika* 27-1-1929 et *Revue de l'Immigration*, février 1929.

(2) L'œuvre, fondée par Mgr BONOMELLI en 1900, avait été reconnue d'utilité publique et était subventionnée. En 1923, elle reçut 200.000 livres du gouvernement. Son activité se poursuivit jusqu'en 1929, où elle fut remplacée par l'Œuvre des missionnaires catholiques italiens pour les émigrants en Europe, politiquement plus neutre et soumise à l'autorité directe du St-Siège. Les secrétariats ont été transformés en Foyers.

confiance en ces missionnaires qui vivaient à leurs côtés, en toutes saisons, dans les régions dévastées, dans les campagnes, dans les villes, dans les corons miniers, et en ces religieuses qui gardaient et instruisaient leurs enfants, soignaient les malades. Agents d'influence italienne autant que prédicateurs, les missionnaires de l'œuvre Bonomelli étaient de véritables collaborateurs des consuls italiens et leur activité constituait « le complément des fonctions du Commissariat de l'Émigration à Rome » (1). L'œuvre se donnait notamment ces étonnantes directives : « Combattre énergiquement la tendance des autorités françaises à promouvoir la naturalisation des émigrés italiens » et « s'affirmer décidément contraire à l'émigration stable du paysan italien », ce qui revenait à dire que les dirigeants de l'œuvre préféraient, malgré les dangers moraux qu'ils connaissaient mieux que d'autres, l'émigration temporaire des célibataires et d'isolés mariés à l'émigration stable et familiale (2).

L'Opieka Polska (Protection Polonaise) suit la même politique pour les Polonais, mais avec moins d'intransigeance. Créée pour la défense et l'aide aux émigrants et pour le maintien des traditions polonaises et de la religion, elle a fondé des cercles avec services de renseignements et de secours, des foyers avec bibliothèques, réfectoires et dortoirs pour hommes ou pour jeunes filles. Elle organise des séances récréatives, parfois des cours de polonais et de français. Dans les campagnes, où il est plus difficile de toucher les émigrés, l'Opieka Polska a multiplié les sous-centres, qui reçoivent la visite mensuelle des Directeurs, prêtres ou conférenciers. On pourrait citer, dans le même ordre d'idées, les œuvres « El Solar Espagnol », à Bordeaux avec foyer et dispensaire, l'« Œuvre des Flamands » et l'Œuvre des « Émigrants Belges », toutes œuvres tenues par des prêtres, auxquels on a pu souvent reprocher un nationalisme un peu trop absolu.

On peut s'étonner de voir des missionnaires remplir un tel rôle sous le couvert d'œuvres d'assistance (3). En réalité, missionnaires et

(1) Rapport au 1^{er} Congrès italien d'assistance à l'émigration continentale. Milan 1913.

(2) Il serait désirable, disait M. VAUSSARD, en 1925, (*Correspondant* du 25-12-15), que les représentants de l'œuvre Bonomelli n'apportassent pas à la défense de l'italianité de leurs ouailles, une ardeur dont la véhémence leur fait parfois oublier l'intérêt bien compris de ceux qu'ils prennent à cœur de préserver et surtout les intérêts généraux du catholicisme en Europe ».

(3) Il paraît en effet étrange au premier abord, que l'Église, dont le caractère international a été maintes fois affirmé, puisse se faire, par ses prêtres, le champion du nationalisme ou d'une mystique du nationalisme. C'est que l'Église par son long passé est liée aux vieilles formules, aux vieux groupements où elle s'est développée et qu'elle a favorisés. Aussi défend-elle et lutte-t-elle contre la dissociation de ces groupements : famille, patrie, nation. Le prêtre en exil, lutte contre tout ce qui dénationalise l'émigré, lui fait perdre ses vieilles coutumes, ses façons de sentir et de penser. « Aux États-Unis, dit M. SIEGFRIED, l'assimilation ne devient malaisée qu'avec les catholiques, même s'ils sont anglo-saxons ou allemands. C'est en tant que catholiques serrés autour de leur clergé, qu'ils restent en groupes séparés. C'est le catholicisme qui est le nœud de la défense contre l'assimilation » (*États-Unis d'aujourd'hui*). Toutefois, il faut reconnaître que l'Église a senti les inconvénients du nationalisme trop étroit des prêtres et que depuis 1928, elle a réagi et supprimé les œuvres trop agissantes politiquement.

prêtres sont, pour la plupart des pays d'émigration : Italie, Pologne, Espagne, les agents les plus actifs des politiques nationales à l'égard des immigrés. Soit dans les villes, soit dans les cités ouvrières ou encore en parcourant les campagnes, les 150 prêtres de la mission catholique polonaise, les 130 à 150 prêtres et missionnaires italiens, les missionnaires espagnols et même flamands, sont les éléments les plus agissants des particularismes nationaux. Tout ce qui peut tendre à conserver aux noyaux polonais, italiens ou autres leur homogénéité et par suite, leur différenciation avec la population française, fait l'objet de tous leurs efforts. Il semble que les prêtres étrangers éprouvent en terre d'exil la peur de voir leur troupeau se fondre, disparaître dans la masse nationale adverse. Et cette crainte est d'autant plus vive, qu'ils jugent plus sévèrement la France au point de vue religieux et moral, soit que, comme les Polonais, ils confondent francisation et laïcisme antireligieux, polonisme et catholicisme, ou que, comme les prêtres italiens, ils considèrent les Français comme des « malthusiens, des paresseux et des athées. » Les prêtres sont, par ailleurs, les seuls éléments cultivés dans la masse des travailleurs immigrés, dont ils constituent, en quelque sorte, les cadres, les directeurs spirituels. De là, peut-être, leur âpreté à défendre une sorte d'autonomie, un particularisme qui entretient chez les immigrés les vieilles coutumes et les vieilles croyances sur lesquelles repose leur autorité.

Les pays d'émigration ont naturellement patronné et subventionné les sociétés et groupements d'émigrés. Le gouvernement italien a fait, à cet égard, un gros effort en France où les associations italiennes sont nombreuses : Comité d'assistance aux travailleurs italiens en France, Associazione Nazionale italiana, Patronato Emigranti italiani, Œuvre d'assistance aux Italiens pauvres, Secrétariat Valdotaïn, et une foule de sociétés d'anciens combattants, de secours mutuels, de groupements politiques, fascistes, etc... Beaucoup de ces associations se réunissent en fédérations régionales dont le rayon d'action est souvent très étendu, ce qui permet aux associés de se déplacer sans perdre le bénéfice des cotisations versées (1). Des consuls et des agents du gouvernement surveillent la plupart de ces organismes. L'Italie s'est même efforcée d'utiliser certains immigrants pour encadrer et éduquer « nationalement » la masse des travailleurs en France et y développer notamment l'esprit fasciste. Mais beaucoup de ces propagandistes, inscrits au fascio autant par intérêt que par conviction, n'ont qu'une influence limitée et leur feu ne tarde pas à décroître devant les difficultés de la propagande. Certains commerçants ou entrepreneurs, surtout lorsqu'ils songent à un retour en Italie, se montrent plus actifs. C'est avec leur argent et en collaboration avec les consuls que sont très souvent fondées les sociétés d'u-

(1) Chaque année se réunit une assemblée des délégués de la Fédération des sociétés italiennes en France.

tilisation des loisirs (sportives, théâtrales, musicales, etc...) ou les colonies de vacances. Toutes ces activités politiques n'aboutissent, d'ailleurs, pas toujours aux résultats souhaités. Elles aggravent souvent les dissensions entre immigrés, et les divisent au lieu de les grouper (1).

C'est ce qui fait que les Polonais ont une vie collective bien supérieure. Moins divisés politiquement, ils gardent plus aisément la pratique de la vie commune et des traditions nationales, comme nous l'avons vu en étudiant les cités ouvrières polonaises. Leurs groupements sont plus spontanés, plus naturels et comptent un nombre de cotisants bien supérieur à celui des groupements italiens créés plus artificiellement. Par là, leur influence est bien plus grande et ils contribuent plus que dans aucune autre nationalité à maintenir le particularisme. Même dans l'ordre professionnel, les Polonais ont leurs associations nationales et l'Union des travailleurs polonais en France qui compte près de 20.000 adhérents groupés en 108 filiales réparties en 8 régions, a, entre autres buts, « le maintien des liens avec la Pologne ».

La Presse est un autre moyen, et non des moins efficaces, pour garder influence sur les immigrés. Presque toutes les œuvres ou groupements un peu importants publient un ou plusieurs journaux qui s'ajoutent à la multitude des journaux italiens, polonais, etc... qui paraissent en France ou arrivent de l'extérieur. L'œuvre Ferrari à elle seule, faisait paraître jusqu'en 1930 (2), une dizaine de publications, dont : l'Avenir d'Italia (quotidien), La Festa (pour la famille), Il Corroccio (pour jeunes gens), La Croce (pour ouvriers), L'Alba (pour ouvrières), Il Corrierino (pour enfants), Il Piccolo (chronique des œuvres Ferrari). Certains journaux étrangers mènent de véritables campagnes contre la « francisation » et « les Français de papier », et tel journal italien du Sud-Ouest donne les noms des naturalisés français sous la rubrique : « les renégats ». A la propagande par la presse, s'ajoute celle par tracts ou brochures, telle cette brochure distribuée dans le Midi intitulée : Tu sei Italiano devi restare Italiano (tues et dois rester italien) où la France est représentée comme étant en pleine décadence.

On se rendra compte de l'activité de la politique des pays d'émigration en France, quand on saura, qu'en 1926, le Ministre de l'Intérieur reconnaissait officiellement 167 bulletins, revues et journaux paraissant en langue étrangère sur le territoire et 446 sociétés diverses s'occupant spécialement des immigrés. Parmi les sociétés, 138 étaient polonaises, 126 italiennes, 95 russes, 34 espagnoles, 17

(1) C'est ainsi qu'un des groupements les plus homogènes : celui des Valdotains, est entré en conflit avec le gouvernement italien, et le journal *La Vallée d'Aoste*, publié par le Secrétariat valdotaïn a été interdit en Italie pour tiédeur fasciste.

(2) L'œuvre a fait faillite en 1930 avec un passif de 50 millions de liras contre un actif de 15 millions.

suisses, 13 belges, 10 grecques, 6 yougoslaves, etc... Quant aux journaux, 30 étaient italiens, 21 russes, 15 espagnols, 14 polonais, 8 arméniens, 2 hongrois, 3 grecs, etc... Or, ces chiffres sont encore loin de la vérité : c'est ainsi qu'ils accusent 3 sociétés tchécoslovaques, alors qu'il y en avait 8, (il y en avait plus de 30 en 1930). Sur la plupart des œuvres et associations, l'emprise officielle des pays d'émigration se manifeste non seulement par des subventions et encouragements, mais par l'action d'agents diplomatiques ou consulaires spéciaux, véritables attachés ouvriers, analogues aux attachés militaires ou commerciaux, chargés de protéger, guider et organiser leurs nationaux en France. Certains de ces agents consulaires, oubliant que les autorités françaises ont seules qualité pour donner des ordres sur le sol français, se sont substitués à maintes reprises à celles-ci sans que les pouvoirs publics se soient élevés, avec toute la vigueur nécessaire, contre cette inadmissible prétention. Parfois, les pays d'émigration envoient en France de véritables missions de fonctionnaires, d'hommes politiques et d'économistes pour étudier sur place la situation et l'organisation des immigrés.

L'école eût constitué un excellent moyen de lutter contre l'assimilation, mais ici les pays d'émigration se sont heurtés à la loi française qui interdit l'ouverture d'écoles entièrement étrangères, cependant que la dispersion relative des émigrés et les difficultés financières empêchaient la multiplication des écoles libres. Seuls, les Polonais ont réussi à obtenir des employeurs la création d'écoles privées où l'enseignement de la langue, de l'histoire et de la géographie est assuré par des moniteurs polonais pendant la moitié de l'horaire. Près de 20.000 petits Polonais reçoivent cet enseignement national par 150 moniteurs, et l'inspecteur scolaire attaché à l'ambassade à Paris a pu dire, en 1928, « qu'un saut énorme avait été accompli dans l'œuvre scolaire » (1). Ces moniteurs sont, d'ailleurs, d'actifs agents de propagande nationale. Ils tendent à jouer le rôle d'agents de liaison et de renseignements des consulats polonais, qui gardent avec eux un contact très étroit, leur donnent des instructions ou « les forcent à retourner en Pologne si leur activité politique laisse trop à désirer » (2). A défaut d'écoles proprement dites, les pays d'émigration et les œuvres se sont efforcés d'agir par des conférences, bibliothèques, patronages, cours du soir, garderies, écoles maternelles, etc... Les écoles maternelles étrangères, dont l'ouverture est libre, ont été un moyen à la fois de rendre service aux parents et d'agir sur les enfants. Elles sont nombreuses dans les grandes villes et dans le Nord où les Polonais en ont créé avec l'aide des employeurs. La seule commune de Bruay en Artois en compte 4. Dans la région parisienne

(1) *Gazetta Polska w Paryżu*, 30-9-28.

(2) PAIRAULT. *L'immigration organisée*.

les Italiens ont ouvert 4 asiles (Argenteuil, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine et Pantin) qui reçoivent 152 enfants ; 5 après-classes (Aubervilliers, Argenteuil, etc...) qui groupent 250 élèves ; 12 cours du soir dont 7 à Paris, suivis par 200 personnes environ ; enfin 2 orphelinats à Vitry-sur-Seine et à Noisy — au total 600 à 650 élèves pour l'ensemble de l'organisation scolaire italienne de la Seine. Des cours complémentaires de langue italienne ont été créés dans la région minière de l'Est, en Savoie, à Marseille, à Lyon, etc., mais qui ne groupent qu'un très petit nombre d'élèves (environ 1.500) et pendant un très petit nombre d'heures par semaine. La Société polonaise pour le « développement social et intellectuel des ouvriers » a également institué des cours pour adultes dans les centres d'émigration. A Lille, en 1924, une Université Ouvrière Polonaise a été fondée et un Conseil directeur pour l'enseignement du polonais en France a été créé pour « coordonner les efforts pour la connaissance de la langue, de l'histoire et de la géographie polonaises parmi les émigrés. »

Bien d'autres moyens ont été utilisés par les pays d'émigration pour lutter contre l'assimilation : colonies de vacances pour les enfants, rapatriement en Italie des femmes sur le point d'être mères, transfert des épargnes par des banques spéciales, facilités et encouragements aux rapatriements et aux « bains d'italianité » ou de « polonisme », restrictions à l'émigration familiale et féminine, retour obligatoire pour le service militaire en faisant pression au besoin sur les parents restés au pays, difficultés pour fournir les papiers nécessaires au mariage des immigrés en France, etc...

Tous les pays d'émigration n'offrent pas cependant une résistance aussi acharnée à la dénationalisation de leurs émigrés. On ne relève, à cet égard, aucune activité systématique de la part de la Belgique ou de la Suisse, dont les ressortissants, d'ailleurs plus indépendants, se prêtent mal aux agissements d'œuvres ou groupements officiels. La Suisse se contente d'aider les rapatriés désireux de s'installer au pays (1), et la Belgique d'encourager certaines œuvres d'assistance, surtout religieuse (2). Même l'Espagne, qui a cependant des services importants d'émigration, ne montre qu'une activité restreinte et les sociétés et œuvres officielles espagnoles sont assez rares en France, sauf dans le Sud-Ouest, notamment à Bordeaux. Le caractère espagnol, indolent et changeant, n'est, d'ailleurs, pas favorable au développement de telles institutions et son nationalisme n'a rien de comparable au nationalisme italien d'après-guerre. D'autre part, l'éloignement de certains pays d'émigration atténue

(1) En 1924 le Conseil Fédéral a voté 5 millions à cet effet.

(2) Notamment l'Œuvre des Flamands et l'Œuvre des Emigrants Belges. Cette dernière créée en 1920 par les évêques de Belgique pour s'occuper de la vie religieuse des ouvriers des régions dévastées (frontwerkers) se dépense aujourd'hui surtout auprès des immigrés agricoles. Primitivement il y avait 7 aumôniers : à Amiens, Arras, Douai, Reims, Laon, St-Quentin, Compiègne.

à la fois le danger et la force de leur activité politique parmi leurs ressortissants. La Pologne, par exemple, a moins d'intérêt que les pays voisins à chercher la création de minorités en France. La solidarité politique autant que l'éloignement font qu'il lui serait plus utile d'y avoir 1 million de Polonais-Français que des masses d'immigrés isolés dans leur vie et leurs mœurs particulières et partant, sans influence. C'est pourquoi il serait exagéré de ne voir dans l'activité de la Pologne à l'égard de ses émigrés en France, qu'une politique purement nationaliste. Cette activité est, jusqu'à un certain point, justifiée, et il est naturel que les pays d'émigration s'occupent de leurs émigrés. L'organisation de la vie religieuse, sociale et même scolaire (1) est une nécessité pour des immigrés aussi dépayés que le sont les Polonais en France.

Et c'est précisément pourquoi toutes les activités qui s'affairent autour des étrangers dans notre pays et s'attachent à recréer le milieu et le cadre de géographie humaine qu'ils ont quittés, ne sont pas toujours aussi défavorables à l'assimilation qu'on pourrait le croire. Elles contribuent à diminuer les inconvénients de la transplantation et aident à l'étape nécessaire de l'adaptation. Les liens de race, de langue, des habitudes prises, constituent un faisceau d'éléments qui ne peuvent être rompus trop brutalement sans inconvénients. On ne pourrait, d'ailleurs, faire table rase de ce passé ancestral, dont est dépositaire tout émigrant si humble soit-il. Au surplus, il est plus profitable, à la fois au pays récepteur et à l'immigré, de permettre à celui-ci de garder vivant son passé et sa valeur culturelle, que de l'amputer de son bagage de traditions, de le désorienter en lui insufflant trop vite et artificiellement des idées nouvelles qu'il assimilera mal ou déformera dangereusement.

Aussi bien, les résultats de la politique des pays d'émigration ne sont-ils pas en rapport avec les efforts et les dépenses engagées. L'emprise du milieu et le pouvoir assimilateur de la France l'emportent sans conteste dans cette dispute pour les immigrés. Le fait que depuis 1926, les naturalisations d'Italiens atteignent des chiffres de plus en plus importants, même dans les régions de forte immigration comme la Meurthe-et-Moselle où elles étaient rares jusqu'ici, semble démontrer que l'influence nationaliste perd singulièrement de son pouvoir en passant la frontière et que ses manifestations en France ont produit une certaine réaction et partant, un effet contraire. C'est ainsi que chaque fois que les relations avec l'Italie traversent une passe difficile, un certain nombre d'immigrés jugent bon de consolider

(1) « La question des écoles était l'un des rêves dont on avait enthousiasmé l'âme polonaise. Pour chaque Polonais l'indépendance de la patrie était un peu synonyme de liberté d'enseignement, c'est-à-dire la liberté que possèdent les parents de procurer à leurs enfants une éducation conforme à leurs profondes aspirations » (KACZMAREK. *L'émigration polonaise en France*. 1928). « Les Polonais restent d'autant plus attachés à leur langue qu'ils l'ont jalousement conservée pendant 150 ans d'oppression et qu'elle rappelle le mieux à leurs yeux la patrie ».

leur situation en France par la naturalisation. Maintes fois, il nous a été donné d'entendre cette réflexion : « avec la naturalisation on est au moins tranquille et assuré de rester ici et de garder sa place ».

De sorte qu'au total, la politique active et multiforme des pays d'émigration, encore qu'elle oppose un obstacle et une résistance sérieuse à l'assimilation, n'arrive pas cependant à avoir toute l'influence souhaitée par ceux-ci.

Réaction spontanée contre le nouveau milieu. — L'immigré est en général en état de résistance instinctive contre le nouveau milieu où il est plongé. C'est une sorte d'inertie psychologique, de méfiance variable suivant les nationalités et le degré de désadaptation. Elle est faible chez les Belges et les Suisses, plus forte chez les Polonais et chez certains Italiens, très accentuée pour certaines races très différentes, notamment chez les Asiatiques, chez les Nord-Africains pétris d'islamisme. Il y a là, un jeu complexe d'auto-défense dans un milieu inconnu, de sympathies et d'antipathies linguistiques, nationales, sociales, d'affinités ou d'incompatibilités, spirituelles qui peuvent gêner l'assimilation. Les Polonais notamment, offrent une résistance instinctive considérable aux influences de leur nouveau milieu. Peut-être faut-il voir là les conséquences des persécutions et des dominations subies dans le passé par la Pologne et qui n'ont pu ni la germaniser ni la russifier, mais qui y ont développé un nationalisme ombrageux et méfiant. Il est typique, à cet égard, de constater que ceux qui avaient été introduits en Westphalie, — et dont un certain nombre vinrent en France après la guerre — avaient résisté, même à la 2^e génération, à l'influence allemande, pourtant si vigoureuse.

Les causes de l'exode des émigrants jouent un grand rôle dans cette psychologie. Suivant qu'ils sont venus spontanément, attirés par une bonne affaire ou, au contraire, chassés de leurs pays par la violence ou une catastrophe, ils auront des réactions différentes. Tel Italien ou tel Belge qui raconte avec verve qu'il vient de traiter une excellente affaire en achetant un beau domaine à bas prix, ne songe pas à réagir contre l'emprise de son nouveau milieu. Mais le Russe, l'Arménien, ayant perdu ses biens, ses parents, chassé de son pays, y reste étonnamment attaché. De même, ceux fuyant la misère ou le chômage, tels certains Italiens ou Polonais, sont d'autant plus attachés à leur pays que la nécessité du départ s'est imposée à eux plus impérieusement. Ceux transplantés de loin, comme c'est le cas pour la plupart des Slaves, et en général pour ceux importés par immigration organisée, sont également moins influençables, plus méfiants, parce que plus dépayés. L'immigration organisée, en leur donnant l'impression qu'on a besoin d'eux, contribue, d'ailleurs, à accroître cette méfiance, à développer leurs exigences par crainte d'être exploités alors que l'immigré venu spontanément ne cherche qu'à s'adapter

et se contente d'autant plus aisément qu'il a le désir de justifier sa propre décision.

La Langue. — La langue joue un rôle extrêmement important dans l'assimilation. Elle est le véhicule de la pensée et par conséquent de toute influence profonde. Suivant que la langue de l'immigré présentera ou non des analogies avec la nôtre, celui-ci se trouvera plus ou moins isolé, plus ou moins soumis à l'influence de la vie et de la culture françaises. De là, en grande partie, l'adaptation aisée et l'assimilation rapide des éléments venus des pays voisins : Belges, Italiens, Espagnols, et celles si difficiles et si lentes des Polonais, Tchéco-slovaques, Russes, etc... L'importance de la langue est d'autant plus grande, que l'immigré la conserve très longtemps et que, sauf le cas où il est noyé dans la masse française, un étranger adulte ne parvient que très difficilement à utiliser la langue française. Pour certains immigrants slaves, asiatiques, l'impossibilité d'acquérir suffisamment notre langue constitue même un obstacle insurmontable à l'assimilation.

L'enfant lui-même, malgré l'école et sa nature malléable subit l'influence anti-assimilatrice de sa langue nationale. Ceci est surtout vrai pour les colonies ou groupements autonomes de population étrangère, où il y a une sorte de veto des adultes qui empêche l'enfant de subir complètement l'influence de la langue française et de perdre sa langue maternelle. Il la retrouve dès qu'il rentre à la maison ou qu'il parle à des compatriotes et, s'il a des habitudes de piété, c'est elle qu'il utilise toujours pour prier ou chanter et cela quelle que soit sa connaissance du français, car la langue de l'enfance reste la langue de l'âme.

La densité au sein de la population française. — Plus ils sont groupés et nombreux et plus les étrangers s'isolent de l'influence française. Avant la guerre l'émigration libre se faisait individuellement, par lente pénétration qui permettait une facile fusion dans la population. La venue de masses nombreuses, homogènes, en un temps court et dans des espaces restreints, a considérablement favorisé, depuis la guerre, la tendance naturelle des émigrés à se grouper en terre d'exil, à se reconstituer des cadres et une vie collective. Nous avons vu, à cet égard, quelle discipline et quel sens national se dégageaient de l'organisation des cités ouvrières polonaises. Cette situation se trouve aggravée par la tendance toujours plus accentuée à la concentration industrielle et par la localisation de la dépopulation dans certaines régions comme le Sud-Ouest. L'immigration organisée contribue également à accentuer l'aspect massif de l'immigration actuelle en important des travailleurs des pays éloignés, plus difficilement adaptables et assimilables, et pour lesquels la vie commu-

nautaire est presque une nécessité. Les gouvernements étrangers et certains patrons favorisent, d'ailleurs, la tendance de ces immigrés à se grouper en noyaux homogènes, les premiers pour maintenir leur influence sur leurs ressortissants, les seconds pour soustraire les travailleurs étrangers au contact des salariés français et les rendre moins accessibles aux revendications sociales.

« Ce n'est plus, dit M. Oualid, au gré des affinités personnelles, de l'existence en certaines régions de parents ou d'amis déjà établis, que la population étrangère se dissémine en France, mais d'après un plan préconçu, dicté par des considérations économiques et qui arrive à localiser en masses puissantes en de certaines régions des effectifs étrangers tels qu'ils dépassent la population locale française ». C'est le cas, par exemple, à Bruay en Artois, où les étrangers constituent plus des 2/3 de la population, à Ostricourt (Pas-de-Calais) où il y a 75 % de travailleurs étrangers. La Meurthe-et-Moselle a des communes presque entièrement peuplées d'étrangers : à Auboué sur 5.022 habitants, il n'y a guère qu'un millier de Français, Hussigny sur 3.676 habitants ne compte que 600 Français et Mancieulles a 390 Français sur 2.330 habitants. Les Alpes-Maritimes, l'Isère, la Haute-Savoie, les Pyrénées-Orientales, le Nord ont également de nombreuses communes où la population française est en minorité et, à travers toute la France, on retrouve des colonies d'étrangers s'affairés autour des puits de mines ou des grandes usines.

Par cette tendance, depuis la guerre, à la formation d'îlots, les immigrés échappent de plus en plus au contact de la population et à l'influence françaises et cela d'autant plus aisément qu'ils reconstituent leurs cadres sociaux (prêtres, sociétés) et économiques (commerçants, artisans) et que les liens qui les unissent se multiplient et se renforcent en terre étrangère. La diminution du nombre des naturalisations dans les régions où la population étrangère est particulièrement dense, révèle bien cette résistance à l'assimilation lorsque les étrangers se sentent les coudes. C'est ainsi qu'en 1919, la part des Italiens dans les naturalisations, qui était de 21 % pour l'ensemble du pays, s'abaissait à 5 et 10 % dans la région méditerranéenne, où cependant ils constituaient 90 % de la population étrangère et 20 à 30 % de la population totale (1). Par contre, dans les départements où ils étaient plus isolés ils fournissaient jusqu'à 80 % du total des naturalisés. Ce qui revient à dire, que le pourcentage des naturalisations et la rapidité de la francisation sont en raison inverse de la densité de la population étrangère.

On peut se demander dans ces conditions si les colonies étrangères constituées sur notre sol ne sont pas appelées à y demeurer. En-

(1) En 1919, les Italiens donnèrent 83 % des naturalisations dans la Creuse, 15 % dans la Savoie, 11 % dans le Var et seulement 5 % dans les Alpes-Maritimes où ils constituaient cependant 31 % de la population totale.

core qu'il soit trop tôt pour répondre d'une manière certaine à cette question on peut cependant affirmer que l'influence française, qui pénètre les milieux étrangers les plus homogènes, finira bien un jour par les désagréger, mais qu'il y faudra peut-être plusieurs générations durant lesquelles la France connaîtra sur son territoire de véritables minorités étrangères.

Le service militaire. — L'obligation du service dans l'armée française doit être considérée pour un grand nombre d'étrangers comme un obstacle à la naturalisation et par conséquent à l'assimilation. C'est un obstacle d'autant plus regrettable qu'il arrête surtout les jeunes gens de la 2^e génération, qui, déjà francisés, devraient normalement se fondre dans la population française. La préoccupation du service militaire est générale et se retrouve chez les immigrés de toutes les nationalités. Il ne faut pas oublier, en effet, que les étrangers sont presque tous des ouvriers qu'intéressent plus les avantages matériels que les grands sentiments (1). Un jeune étranger admet difficilement d'être obligé, au moment même où il est en pleine activité, d'interrompre ses travaux, parfois de perdre sa place, pour donner au pays auquel il n'est pas encore attaché un an ou deux de son temps et cela sans rémunération. En 1921, la classe comptait 30.500 fils d'étrangers nés en France : 316 seulement optèrent pour la nationalité française et firent leur service ! En 1922, sur 31.118, seulement 658 optèrent et en 1923 sur 30.560 seulement 534. « Voilà une véritable armée de 100.000 hommes qui profitent de tous les avantages du pays, qui ont tous les droits sans les devoirs et qui constituent un vrai danger en cas de guerre puisqu'ils sont non mobilisables » (2).

Cette appréhension des charges militaires est naturellement plus forte parmi les étrangers qui appartiennent à des pays où le service est très réduit ou même inexistant. Le Suisse, par exemple, qui moyennant une très légère taxe est tenu quitte de toute obligation, recule devant les charges et les risques du service dans l'armée française. Dans certaines régions les immigrés n'ont pas hésité à envoyer leur femme faire ses couches en Suisse, afin d'éviter plus sûrement à leurs enfants la naturalisation (3). L'Espagnol également cherche très souvent à fuir le service militaire. Dans une commune de

(1) « Les hommes qui ne sont pas soutenus par des sentiments très élevés adoptent la nationalité où le service militaire est le moins pénible » (ISAAC. *Comité National d'Etudes*. 21 janvier 1925).

(2) BARTHÉLÉMY. *L'Economiste français*, 22 novembre 1924.

(3) Voici quelques appréciations d'instituteurs secrétaires de mairie : « L'appréhension du service militaire les empêche de se faire naturaliser » (Les Écorces. Doubs). « Le service militaire est le gros obstacle à la fixation des Suisses » (Servance, Haute-Saône). « Ils ne veulent pas que leurs fils soient soldats » (Jura). « Si beaucoup ne se font pas naturaliser, c'est que la Suisse est un pays neutre où la paix paraît assurée » (Villers-le-Lac. Doubs).

l'Hérault qui comptait 32 colons, propriétaires ou métayers, nés en France, pas un seul n'avait satisfait à la loi militaire française. Un grand nombre de jeunes Espagnols refusent la nationalité française pour cette raison. Certains de ceux qui ont fait leur service déclarent que c'est « parce qu'ils n'ont pu se débrouiller » et quelques-uns vont jusqu'à dire qu'on les a trompés et qu'on leur a fait signer des papiers auxquels ils n'ont rien compris.

Les immigrés dont les pays d'origine exigent un service de durée sensiblement égale au nôtre, redoutent naturellement moins la naturalisation, encore que quelques-uns cherchent à échapper au service dans les deux pays. Les Belges servent indifféremment en France ou en Belgique. Il arrive même que, dans une même famille, des garçons fassent leur service en France et leurs frères en Belgique. De même, les Italiens servent volontiers dans l'armée française qui l'emporte parfois par son prestige ou parce que l'on y est mieux traité. Les questions matérielles ont en effet une importance non négligeable : c'est ainsi qu'en 1915, beaucoup d'Italiens sont entrés dans notre armée soit parce que les allocations étaient plus élevées soit parce que la nourriture y était meilleure. Aussi, la proportion de jeunes Italiens aux conseils de revision est-elle souvent très élevée. Dans le Var, en 1928, on relevait à Cuers, 14 conscrits fils d'Italiens sur un total de 41 ; à Salies-Pont, 23 fils d'Italiens sur 36 conscrits, à Hyères 83 sur 150 etc... A Hussigny (Meurthe-et-Moselle), sur 22 conscrits il y a 13 fils d'Italiens et dans la région de Briey, la proportion des jeunes gens d'origine italienne, atteint ou dépasse 50 % des enrégimentés — et cela malgré les pressions du gouvernement italien pour forcer les jeunes émigrés à servir en Italie.

L'armée reste donc pour ceux qui n'ont pas de motifs d'en éviter les charges une excellente école de francisation par la communauté de vie et par la camaraderie qui aident à se mieux comprendre. Mais pour tous ceux qui reculent devant l'obligation du service militaire — et il sont nombreux — celui-ci constitue un très réel obstacle à la naturalisation et par conséquent à l'assimilation définitive.

L'instabilité et les rapatriements. — Le grand nombre d'isolés, de célibataires, et l'instabilité qui en résulte, constituent une gêne sérieuse à l'adaptation et à l'assimilation. Trop d'éléments restent nomades, ne se fixent pas, ne fondent pas de foyer. La proportion des étrangers nés en France, qui est un indice de la fixité relative de la population étrangère, a beaucoup diminué depuis la guerre. De 18 % en 1911, elle tombe à 13 % en 1926. Sans doute y a-t-il là une conséquence du brusque accroissement de l'immigration, mais aussi de l'instabilité des étrangers, et ces chiffres, en tout cas, permettent de saisir à quel point le problème de l'assimilation s'est compliqué

et amplifié et combien plus lourde est devenue la tâche de francisation des masses immigrées depuis la guerre.

Le grand nombre des rapatriements définitifs ou temporaires est un autre obstacle à l'assimilation. Dans les 10 années qui ont suivi la guerre, il n'y a pas eu moins de 1/2 million de sorties officiellement enregistrées et peut-être autant de sorties non enregistrées. Le chiffre moyen des rapatriements oscille entre 50.000 et 100.000 par an, égalant parfois, ou même dépassant en période de crise (1927 et 1931), le chiffre des entrées. Même en remarquant qu'un certain nombre de ces sorties sont des sorties temporaires, notamment d'ouvriers munis de congés de courte durée (1), il n'en reste pas moins que ce va-et-vient constant et le perpétuel ravitaillement exigé par la continuité des départs, gênent l'assimilation. Dans les colonies ouvrières ils contribuent à entretenir le souvenir et le contact du pays. C'est en quelque sorte le sang circulant entre le cœur et l'organe. Ce mouvement est d'ailleurs favorisé, comme on sait, par les pays d'émigration qui y ajoutent l'influence des colonies de vacances pour enfants. Sur 561.000 rapatriements contrôlés de 1920 à 1930 on compte :

266.000	sorties	d'Italiens			pour 580.000 entrées
115.000	—	d'Espagnols	—	286.100	—
57.000	—	de Polonais	—	393.000	—
45.000	—	de Portugais	—	77.400	—
28.000	—	de Tchécoslov.	—	51.150	—

L'ampleur de ce mouvement de rapatriements ne laisse pas d'être surprenante. On s'étonne notamment de voir certains départs trop hâtifs comme celui des ouvriers libérés par la fermeture des mines de Diélette et que l'on rapatria alors que le besoin de main-d'œuvre était général et que se poursuivait le recrutement à l'extérieur. Trop souvent, les convois qui emportent des travailleurs étrangers, croisent les convois de ceux que l'on introduit. Il y a toute une organisation à créer pour éviter ces rapatriements inconsidérés, pour utiliser au mieux la main-d'œuvre étrangère sur place, en partie déjà adaptée, avant de payer des frais nouveaux de transport et courir les risques sanitaires et professionnels inhérents à l'introduction de nouveaux travailleurs. La tâche n'est pas aisée, car on se heurte à de gros intérêts : intérêts des pays d'émigration, intérêts des agences de voyages polonaises, italiennes, etc... et des compagnies de transport qui organisent de véritables trains spéciaux, intérêts aussi des grandes sociétés d'immigration qui réalisent des bénéfices sur le recrutement et le transport de chaque nouvel immigré.

(1) Les Compagnies de chemin de fer, d'accord avec les Compagnies minières, organisent le transport des ouvriers envoyés en congé de vacances. En 1928, il y eut 18.222 congés délivrés et 15.780 retours de congés.

Les non-assimilables. — On parle trop souvent des étrangers comme d'un bloc, oubliant leur origine ethnique, leur métier, leur rang social, leur âge, etc... En réalité, il y a dans la population étrangère toute une part qui reste absolument inassimilable. Il y a d'abord ceux venus pour une saison ou pour la durée d'un contrat, cherchant un gros salaire et épargnant au maximum pour rapporter des économies au pays. Tel est le cas des vendangeurs espagnols, betteraviers belges, terrassiers italiens, etc... Il y a aussi ceux appartenant à des races trop différentes : Asiatiques, Africains, Levantins mêmes, dont l'assimilation est impossible et au surplus, très souvent, physiquement et moralement indésirable. Ils portent en eux, dans leurs coutumes, dans leur tournure d'esprit, des goûts, des passions et le poids d'habitudes séculaires qui contredisent l'orientation profonde de notre civilisation. Ici apparaît l'utilité d'un choix des sources du recrutement, d'une sélection qui ne doit porter que sur les éléments ethniquement assimilables, afin de limiter le nombre déjà trop important des non-assimilables.

2° Les facteurs favorables à l'assimilation.

Pour qu'une assimilation soit possible, il faut avant tout que l'immigré soit adapté, accoutumé au pays. Il faut qu'il y trouve un bien-être matériel et moral suffisant pour se plaire dans son nouveau milieu et être incité à y rester. Or, le plus souvent, l'étranger trouve effectivement en France des facilités d'adaptation et une multitude d'avantages qui contribuent beaucoup à hâter l'assimilation. Parmi les plus importants de ces facteurs favorables à la fusion apparaissent :

La parenté ethnique. — L'un des facteurs les plus importants de l'assimilation est, si l'on peut s'exprimer ainsi, le degré de parenté entre l'immigré et la population indigène. Plus il s'en rapproche au point de vue ethnique et linguistique, plus l'étranger « s'intégrera » facilement dans son nouveau milieu. Or, c'est un fait remarquable que les 3/4 des immigrés en France retrouvent dans les différentes régions où ils s'installent, une communauté de race, de langue, de mœurs, de climat même, qui rend facile l'adaptation et possible l'assimilation. Une grande partie de l'immigration est, d'ailleurs, une immigration frontrière, immigration d'osmose, à tous égards la meilleure et la plus saine. Les seuls éléments importants dont l'assimilation se trouve gênée par des différences trop accentuées sont les éléments slaves : Russes, Polonais, etc... Mais il convient de remarquer que ces différences ne sont pas irréductibles et que la fusion reste possible avec la population française, notamment dans le Nord et l'Est où les Polonais sont moins dépayés. De sorte qu'en dernière analyse, il n'y a guère que les éléments africains ou asiatiques, heureusement

peu nombreux, que des différences ethniques et de civilisation rendent presque inassimilables.

Le développement de l'immigration familiale. — L'immigration familiale pratiquée par un grand nombre d'employeurs et qui permet de réduire la proportion toujours considérable des isolés et des instables, est favorable à l'adaptation et à l'assimilation. L'immigré que l'on fait venir avec sa famille a bien plus de chance de s'enraciner. De même qu'on ne change pas l'arbre ni la plante sans entourer ses racines d'un certain nombre de précautions qui lui permettent de supporter le changement de terrain, de même un être humain doit vivre en famille. Celui qui fonde un foyer se fixe en un lieu, y forme une association en voie d'accroissement. Il se stabilise, s'attache au milieu ambiant et travaille davantage pour faire vivre sa famille. Ici, les intérêts économiques se trouvent conformes aux intérêts moraux et sociaux. L'Administration l'a compris qui exige, pour autoriser les demandes de main-d'œuvre de certaines nationalités, que la proportion d'ouvriers venant avec leur famille ou mariés susceptibles d'être rejoints ensuite par les leurs, soit au moins égale à 25 % du total demandé — et qui accorde aux ouvriers polonais faisant venir leur famille une participation patronale de 60 % aux frais de voyage (1). De 1920 à 1926, les seules compagnies houillères ont introduit et logé, comme nous l'avons vu, près de 30.000 familles. Depuis la guerre le nombre de familles étrangères qui se sont installées en France dépasse 100.000, avec environ 250.000 enfants. En 1926, on recensait près de 600.000 jeunes étrangers de moins de 15 ans représentant le quart de la population étrangère.

La femme, d'ailleurs, aide beaucoup à la stabilisation et à l'adaptation non seulement parce qu'elle permet de fonder une famille, mais encore par ses routines d'existence et le besoin de se fixer plus fort que chez l'homme plus entreprenant et plus papillonnant. Elle apprécie, plus encore que l'homme, les avantages d'une civilisation matérielle plus développée, s'y attache et éprouve moins le désir du retour au pays. C'est un fait qu'en France la population étrangère est d'autant plus stable que l'élément féminin s'y mêle davantage (2). « Les migrations de masse ou d'infiltration ne produisent aucun changement durable sur la carte du peuplement et sur la répartition des

(1) Protocole de 1928 entre la France et la Pologne. L'obligation pour les employeurs de payer 60 % des frais de voyage de la famille qu'ils veulent employer n'est cependant pas sans inconvénients, car le patron hésite davantage à faire venir la famille et l'ouvrier ayant les moyens financiers pour payer le voyage se heurte parfois au refus du patron peu désireux de payer sa quote-part.

(2) Même phénomène dans la plupart des pays d'immigration et notamment aux Etats-Unis (HERSCH. *L'immigration féminine aux Etats-Unis*. Genève, 1912).

(3) BRUNHES et VALLAUX. *Géographie de l'Histoire*. p. 241. Les femmes « ont été par excellence la puissance d'assimilation et la puissance de conservation. C'est par la part féminine de notre peuplement que s'explique sans aucun doute, la société composite, mais une qui devint nous » (BRUNHES. *Histoire de la Nation française*, Tome 1).

racés si la part de l'élément féminin est inexistante ou insuffisante. Les femmes sont l'élément conservateur et stabilisateur qui fixe au sol nouveau les races déplacées » (3). La Chine, qui émigre puissamment, ne colonise presque nulle part, parce qu'il n'y a pas de femmes chinoises. Les pays d'émigration ont bien compris ce pouvoir fixateur de la femme, qui gênent le départ des familles ou des jeunes filles susceptibles d'aider à fonder un foyer en pays d'émigration. Ils gardent la famille comme un véritable otage qui permet de mieux résister à la dénationalisation de l'émigré.

Les *enfants* sont un des meilleurs éléments de l'immigration familiale. Si la première génération est difficilement assimilable, si l'homme mûr, sans grande instruction, ne peut guère refaire sa vie, s'il n'apprend que difficilement la langue, l'enfant, par contre, est plus malléable et bien plus assimilable. Il est surprenant de voir avec quelle rapidité il se francise au contact de ses camarades, au jeu, à l'école. Impressionné par le climat, les mœurs, la langue, l'enfant étranger, par un mimétisme inconscient, se façonne et s'adapte au nouveau milieu. Par un besoin de conformisme, si puissant chez les êtres jeunes, il s'adapte, il respire de suite l'atmosphère nouvelle. Par lui, l'école, ce grand facteur de francisation, agit sur la population étrangère. Par lui, l'influence française pénètre dans la famille immigrée. Souvent même des conflits apparaissent quand l'enfant vite adapté, pense, parle et agit trop différemment de ses parents. Il s'opère alors une rupture qui rappelle, avec quelque chose de plus absolu, celle des parents terriens et des enfants citadins.

L'organisation de l'immigration et l'effort patronal pour la stabilisation de la main-d'œuvre. — L'organisation de l'immigration contribue à faciliter l'adaptation et la fixation des immigrés auxquelles les employeurs sont les premiers intéressés. Non seulement par sa politique familiale, mais par l'organisation des transports, par la sélection sanitaire et professionnelle, par les placements et les contrats assurant des salaires minima, des soins médicaux et une assurance contre les accidents, elle donne une population étrangère moins aventureuse, mieux équilibrée que l'immigration spontanée d'avant-guerre. Elle adapte l'immigration aux besoins économiques du pays et facilite, par là, l'adaptation des étrangers en leur assurant du travail.

Les efforts du patronat pour organiser la vie matérielle des immigrés et aider à leur fixation, ont également une influence des plus heureuses. Nous avons vu que les cités ouvrières créées pour recevoir la main-d'œuvre étrangère pouvaient être considérées, avec la multitude de leurs services et de leurs œuvres, comme des modèles d'organisation sociale. Le logement notamment est un des avantages qui contribuent le plus efficacement à la stabilisation de la population étran-

gère et, à cet égard, le patronat français a fait beaucoup depuis la guerre pour avoir une politique du logement en harmonie avec sa politique familiale d'immigration. Dans une de nos premières industries : l'industrie houillère, l'effort dans cette voie est tel que les dépenses de logement représentent autant que le percement des puits, l'outillage du sol et du sous-sol ! De 1920 à 1927, les Compagnies houillères ont consacré un milliard 1/2 aux maisons ouvrières. Le développement des jardins ouvriers qui est lié à cette politique du logement a également une influence heureuse. Depuis la guerre, le nombre des jardins ouvriers a presque triplé. En 1927, dans 750 grands établissements (autres que les mines) on recensait 126.300 jardins, soit 166 par établissement. La loi Loucheur qui prévoit une prime de 5.000 à 15.000 francs pour les étrangers désireux de se fixer en France, peut contribuer aussi pour sa part à développer les liens matériels qui retiennent l'immigré en France. La question s'est d'ailleurs posée de savoir si les employeurs qui font venir de nombreux ouvriers, et notamment des étrangers, ne devraient pas obligatoirement apporter leur contribution au logement de ces travailleurs (1).

Dans le même ordre d'idées, le développement dans l'agriculture de maisons avec champ ou grand jardin pour les familles d'ouvriers, ou le développement de la colonisation agricole par l'accès à la petite propriété, aident énormément à fixer l'immigré. Cet espoir ou ce sentiment de posséder un lopin de terre, une maison, est non seulement un puissant stimulant au travail, mais un moyen certain d'enraciner l'étranger sur une terre devenue en partie la sienne. On pourrait redire ici après Fustel de Coulanges : « loin qu'ils s'emparassent de la terre, c'était la terre qui s'emparait d'eux ».

L'égalité économique et sociale. — Rien ne heurte davantage l'ouvrier immigré que le sentiment qu'il fait partie d'une caste spéciale, inférieure, à laquelle sont refusés certains avantages, quoique son travail soit le même que celui des nationaux. L'égalité économique et sociale, au contraire, aide beaucoup à l'accoutumance des travailleurs étrangers, car en contribuant à améliorer leur situation matérielle et morale, elle renforce par là même, avec leur bien-être, leur désir de rester en France.

L'égalité économique a toujours été défendue par l'administration française. Grâce aux contrats-types et au contrôle permanent de ses inspecteurs, elle a notamment veillé à ce que fût rigoureusement respectée l'égalité de traitement en matière de travail, de salaires,

(1) Malgré l'œuvre accomplie par le grand patronat français, trop de réclamations des pays d'émigrations qui signalent l'insuffisance des logements, ou de populations locales qui voient s'aggraver la pénurie de logements, sont encore justifiées. C'est ainsi, qu'à Paris l'afflux continu de main-d'œuvre étrangère que les employeurs se soucient peu de loger, a accru dans de fortes proportions, malgré le développement général de l'hygiène, le nombre des garnis et meublés surpeuplés ou insuffisants (plus de 2 personnes par pièce) qui a presque doublé depuis la guerre.

d'horaires, etc..., entre travailleurs nationaux et étrangers. La France a ainsi résolu à la fois le problème, si redouté aux Etats-Unis, de la concurrence au rabais contre les nationaux et le problème de l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère par des « courtiers en hommes » et des employeurs peu scrupuleux. Les patrons, de leur côté, ont compris en général l'intérêt psychologique qu'il y avait à ne pas laisser le travailleur étranger dans une situation inférieure. Ils lui ont accordé les mêmes avantages spéciaux qu'aux Français: indemnité de vie chère, primes, retraites, sursalaires familiaux, soins médicaux, etc... Nombre d'employeurs ont, d'ailleurs, pu constater que ces avantages constituaient un excellent moyen d'obtenir une plus grande stabilité.

L'égalité sociale en matière de législation ouvrière, d'assistance, de retraites, de chômage, etc..., contribue également à donner à l'étranger l'impression qu'il est un peu « chez lui ». Elle ne s'est cependant établie qu'assez lentement en France et longtemps l'étranger a été considéré comme un hors-la-loi. Il était voué à l'abandon en cas de maladie ou d'accident, parce que classé comme non résidant, sans droits politiques et ne participant pas aux charges fiscales. Mais, en présence de l'égalité économique du travailleur étranger, les inégalités sociales ne pouvaient subsister. Ce n'est pas, en effet, comme homme, comme électeur ou comme ressortissant, mais en tant que travailleur, en tant que participant à la richesse sociale, « qu'il a droit à l'assurance et à la réparation des risques spécifiques qui le menacent. Or, dans la production économique, la part d'un étranger est égale à celle d'un national : elle est même proportionnellement plus grande dans la mesure où il est arrivé tout formé. Il a donc droit à l'égalité » (1). C'est dans ce sens qu'a évolué la législation française depuis la guerre et actuellement on peut dire que l'égalité existe presque complètement. Il reste bien quelques survivances de l'inégalité de jadis, mais peu importantes. C'est ainsi que l'étranger n'est pas assuré en droit contre le chômage sauf conventions spéciales imposées par les pays fournisseurs, qu'il ne peut bénéficier de l'assurance facultative des assurances sociales. On préférera — et ceci est trop naturel — rapatrier, si possible, les ouvriers étrangers, à leur donner des secours de chômage ; on exigera un séjour de 3 mois avant de les faire bénéficier des assurances sociales ; on réservera aux Français les places disponibles dans les sanatoria, les prêts à long terme du Crédit agricole, l'élection des conseils de prud'hommes, des délégués mineurs, etc... Mais en dehors de ces quelques cas particuliers, on peut affirmer qu'en règle générale l'étranger se trouve sur le pied d'égalité avec le Français, en matière d'assistance et de prévoyance. Notre pays, à cet égard, peut s'enorgueillir d'avoir été un pionnier et un pionnier d'un mérite d'autant

(1) M. OUALID. *L'étranger catholique*. Avril 1929.

plus grand qu'il donne sans presque rien recevoir, car le principe de la réciprocité est rendu illusoire par la faiblesse de notre émigration.

Même lorsque l'absence de lois ou de conventions avec le pays d'émigration ne permet pas à un étranger de bénéficier de certaines dispositions de notre législation sociale, la plupart du temps, par humanité ou par ignorance de cette lacune, ou même dans l'intérêt général (maladie contagieuse), on l'en fait profiter. Les hôpitaux, par exemple, acceptent partout les malades ou accidentés sans s'occuper de leur nationalité et de leurs droits légaux à être soignés (1). Le refus de secours de chômage, qui constitue cependant un moyen indirect mais puissant de précipiter le rapatriement des ouvriers en surnombre, n'est lui-même que très rarement appliqué. On estime qu'il serait injuste d'abandonner brutalement dès qu'on n'en a plus besoin des travailleurs que l'on a fait venir et, par ailleurs, on craint de renvoyer une main-d'œuvre déjà acclimatée au risque d'être obligé de la remplacer plus tard par des éléments nouveaux. Ainsi l'humanité et l'intérêt, quand ce ne sont pas les exigences des pays fournisseurs, font que pratiquement les étrangers sont secourus comme les Français quand le travail fait défaut. La législation internationale sous l'influence de la S.D.N. tend, d'autre part, à favoriser cette égalité. C'est ainsi que la Conférence Internationale de Genève en 1925, a fait adopter le principe de l'égalité des nationaux et des étrangers en matière d'accidents du travail (2).

L'égalité économique et l'égalité sociale rendent plus aisées la circulation, la dispersion des étrangers dans les diverses branches d'activité. Avec le temps les plus aptes s'élèvent, entrent dans les cadres, le fils de mineur devient métallurgiste, voire employé de bureau, l'ouvrier économe s'installe petit commerçant. L'immigré peut participer au dynamisme général qui désagrège ainsi peu à peu les groupes primitifs. C'est de cette façon, comme nous l'avons vu, que les colonies étrangères les plus homogènes, polonaises ou italiennes, n'ont qu'une permanence relative et ne sont maintenues que par l'apport des nouveaux venus. Les jeunes les quittent d'un mouvement régulier, allant vers les emplois jugés supérieurs, obéissant déjà à la loi de la capillarité sociale très favorable, au surplus, à la francisation.

Le bénéfice de l'égalité économique et d'une législation sociale perfectionnée devient donc un facteur important d'assimilation comme tout ce qui tend à accroître le bien-être et l'adaptation des travailleurs étrangers. Il évite à l'immigré déjà ombrageux et tenté de croire qu'on abuse de lui, le sentiment de l'exploitation de sa faiblesse et de son ignorance de la langue et des coutumes. Au surplus, cette égalité protège aussi les nationaux en évitant que les employeurs

(1) En 1929, un crédit de 4 millions a été voté pour subventionner les établissements hospitaliers accordant leurs soins à des étrangers ne pouvant bénéficier d'un traité d'assistance réciproque. Cette somme était d'ailleurs tout à fait insuffisante.

(2) Convention ratifiée par la France en 1928 (*J. O.* du 28 février 1929).

ne préfèrent une main-d'œuvre étrangère qui entraînerait des responsabilités et des charges moindres en matière de salaire, d'assistance et de prévoyance.

La supériorité de civilisation et le prestige de la France. —

La supériorité de civilisation sur la plupart des pays d'émigration, est pour la France un facteur favorable à l'assimilation. Le prestige des pays riches et civilisés sur les pays moins évolués et plus pauvres est, en effet, aussi attirant que peut l'être pour le rural la vie plus brillante et plus raffinée de la grande ville. La supériorité de civilisation matérielle surtout est un des liens les plus solides pour fixer les immigrés. La masse se laisse beaucoup moins mener qu'on le croit par les sentiments, par le patriotisme. C'est le calcul des intérêts qui très souvent attache à un pays ou en détache. Ayant quitté un pays pauvre où il ne pouvait trouver de travail, l'étranger est retenu en France par les hauts salaires et l'abondance de nos denrées. Il s'aperçoit vite qu'il est à la fois agréable et avantageux d'être Français. S'il est courageux et économe, il conquiert facilement du bien en France, et, s'il retourne au pays, il y fait des comparaisons et regrette notre bonne chère et notre richesse.

Le prestige de la civilisation française joue également dans l'ordre moral et social. Il est frappant, pour qui a vécu dans les régions de forte immigration, de voir à quel point, par suite d'un mimétisme inconscient, et surtout du vif désir de s'agréger à un état social jugé supérieur, les immigrés finissent par ressembler aux originaires de la région dans tous les comportements de la vie sociale. C'est surtout dans la jeunesse, particulièrement avide de conformisme, qu'apparaît le besoin de « copier le Français ». Très vite, elle affiche une grande liberté d'allure, de pensée, et dans son désir d'être à la page, suit la mode et les goûts français. Nous avons vu, à cet égard, qu'une véritable rupture pouvait s'établir entre parents et enfants, ceux-ci n'ayant que dédain pour la mentalité « arriérée » des « anciens » (1). Les jeunes filles notamment s'habituent très vite à la vie française plus confortable et suivent nos modes avec empressement. Encore que trop souvent l'étranger ne retienne de notre civilisation que les aspects tentants et parfois non recommandables — il n'en reste pas moins qu'il rejette assez vite son particularisme pour s'adapter. Cette francisation de surface se trouve facilitée par le désarroi intime de l'émigrant qui est toujours en proie à une crise d'instabilité intérieure par suite du déracinement. Par là, il est plus malléable et subit les influences les plus contraires. Pour éviter les railleries de ses compagnons de travail, il affichera au besoin des goûts et des habitudes qu'il n'a pas encore et verra dans l'abandon de ses vieilles coutumes un signe de supériorité et d'émancipation.

(1) « Tout ce qui est étranger, dit un journal polonais, en impose à ces esprits simples (les émigrants), prompts à s'émerveiller. Ils acquiescent le mépris de ce qui est polonais, les vieilles coutumes, la moralité, la langue ».

Le métier lui-même contribue à modifier l'immigré, d'autant que pour beaucoup ce métier est nouveau. Il est évidemment difficile de dire jusqu'à quel point le passage périodique à l'usine ou à la mine et la discipline des grandes entreprises françaises modifient les habitudes sociales des étrangers venus en général de pays encore frustes, mais à coup sûr cette modification joue dans le sens de l'adaptation. Les Polonais qui travaillent à la mine ou qui subissent la discipline de l'usine depuis une dizaine d'années, sont déjà bien plus décidés, plus éveillés, que lors de leur arrivée et bien plus proches, par là, des ouvriers français. Par ailleurs, l'immigration est pour un grand nombre une véritable « déruralisation », un abandon du travail agricole, c'est dire qu'elle les retient dans l'industrie en France avec la même force qui attache aux activités urbaines tous les déserteurs de la terre.

C'est surtout chez ceux qui reviennent au pays que l'on peut constater la rapide transformation que subit l'émigré. « Ils reviennent, dit un évêque italien, imbus pour la plupart de principes irréligieux et subversifs, suggestionnés par la parole et par l'exemple de leurs compagnons de travail..., ils reviennent tout ensemble exaltés et déçus, deux choses pareillement funestes au milieu dont ils ne tardent pas à devenir des oracles et où ils pérorent surtout durant les longues soirées d'hiver. Ils ont contracté des habitudes étranges et dépensières ». Les émigrés contribuent ainsi à développer dans certaines régions des pays fournisseurs une véritable psychose d'émigration. Le départ vers le pays riche devient le rêve de tous les jeunes, de tous les plus entreprenants (1).

Mais que la France connaisse des crises économiques graves, qu'elle perde son prestige, sa force, aussitôt les comparaisons nous étant défavorables, nous souffrirons à notre tour de ce désir du plus grand nombre de fuir les pauvres et les faibles. Les autonomismes ne sont souvent que ce détachement des puissances jugées déclinantes ou incertaines, qu'un calcul d'intérêt et le désir d'être du côté du gagnant. Être fort et donner l'impression de cette force est, ici comme ailleurs, un excellent moyen d'attraction et par conséquent d'assimilation.

L'hospitalité française.—Une méfiance ou une hostilité *a priori*, une réglementation trop stricte et trop tatillonne, en incommodant

(1) On sait que le meilleur agent de notre immigration dans les pays voisins c'est l'immigrant lui-même, quand il peut annoncer aux amis restés au pays que ses espoirs n'ont pas été trompés. La presse polonaise a souvent dénoncé la « dangereuse tradition de l'émigration » qui existe au sein des masses polonaises, phénomène avant tout psychologique. « Il faut observer la foule des recrutés, dit le *Bluszez* du 13 avril 1929, ce ne sont que visages épanouis malgré de longues heures d'attentes, habits du dimanche comme s'il s'agissait de partir pour quelque fête ! Que de subterfuges, de démarches, de trucs divers il a fallu employer pour être classé dans la catégorie des chômeurs agricoles autorisés à émigrer. L'approche de la période de recrutement provoque dans les fermes des querelles véhémentes entre les filles surtout. C'est à qui partira la première pour satisfaire son rêve de superflu (toilette, etc...). Rien ne les arrête, on vendra au besoin ses dernières hardes pour payer les bons offices d'un intermédiaire et partir ».

les étrangers risqueraient de retarder leur assimilation. Au contraire, le caractère accueillant de la population française est un facteur favorable à l'accoutumance de l'immigré. On a même pu s'étonner de la tolérance des ouvriers français à l'égard des travailleurs étrangers, de l'entente qui règne entre eux dans les chantiers et les usines. La venue massive des Italiens dans le Sud-Ouest et dans l'Est, des Polonais dans le Nord, n'a amené aucune réaction hostile durable des populations locales, malgré l'ampleur et la nouveauté du phénomène. Cette tolérance et parfois même l'aide et les conseils accordés par les populations françaises aux immigrés, n'ont pas peu contribué à faciliter leur adaptation. On pourrait, à ce sujet, opposer l'animosité des Américains à l'égard de certains immigrés aux Etats-Unis, animosité qui renforce le particularisme et l'isolement de ces immigrés et rend presque impossible leur fusion dans la population indigène.

Tout au plus peut-on signaler en France la méfiance et parfois l'hostilité inquiète de l'opinion, qui contrastent souvent avec la tolérance qui existe entre ouvriers. Le Français est trop souvent partagé entre le goût vif de la liberté individuelle et un penchant fréquent vers des doctrines d'unité plus ou moins forcée. De là, à l'égard des étrangers, une attitude oscillant entre le libéralisme verbal et un nationalisme hésitant qui énerve et trouble l'évolution d'un phénomène qui réclame plus de paix et d'aisance (1). De là aussi, une foule de règlements compliqués qui font baigner l'étranger dans une ambiance de surveillance semi-policrière, d'attente dans de crasseuses sous-préfectures (2). Ce qu'il y a de plus regrettable c'est que cette méfiance hésitante reste inagissante, inefficace, mais suffisante pour laisser l'étonnement et l'amertume et qu'elle constitue un des griefs les plus fréquents chez les travailleurs étrangers contre notre administration. Les pouvoirs publics, d'ailleurs, ignorent trop les étrangers, leur psychologie, leurs habitudes. Ils ne les connaissent que législativement et policièrement. Ils parlent de surveiller, non d'organiser leur vie et de leur accorder ce qui permettrait leur adaptation. Cette carence justifie, jusqu'à un certain point, l'intervention des pays fournisseurs ou, en tout cas, sert de prétexte à leur activité en France. On peut regretter également les excès de langage ou les enquêtes trop retentissantes de certains journalistes qui sacrifient délibérément la vérité au besoin d'étonner ou d'inquiéter. D'aucuns vont jusqu'à parler de « pain arraché des mains des travailleurs », de « pays envahi », « pillé », « livré aux étrangers ». L'un se demande « si les Français vont être obligés de s'expatrier », l'autre parle de « colonisation méthodique, tenace, calculée » et déclare que les immigrés possèdent 40 % des terres là où

(1) M. DUHAMEL. *Revue de l'Immigration*. Janvier 1928.

(2) Il convient, à cet égard, de signaler l'insuffisance des services de contrôle de la main-d'œuvre étrangère et plus encore celle des services qui doivent distribuer les cartes d'identité et la brutalité inutile d'un trop grand nombre de fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur envers les étrangers.

ils n'en ont que 4 %. Ces informations plus ou moins sensationnelles n'arrivent pas cependant à modifier l'attitude générale de la grande presse à l'égard des étrangers, attitude qui reste, tout comme celle de la population laborieuse, bienveillante et accueillante (1). A côté des articles « affolants », plus nombreux sont ceux qui reconnaissent la nécessité et les avantages considérables de l'immigration et rendent justice à la foule « des humbles travailleurs qui besognent pour la grandeur et la richesse du pays ».

Les mariages mixtes.—Les mariages mixtes peuvent beaucoup pour intégrer définitivement l'immigré dans la population française. Mieux encore que la naturalisation ils peuvent « faire des Français », car suivant la vieille formule latine « *heredes gignuntur non scribuntur* ». Ces mariages semblent devoir être d'autant plus faciles et plus nombreux que l'immigration amène une population en majorité masculine où les célibataires jeunes dominent et que, par contre, la population française comporte un déséquilibre des sexes en faveur des femmes. En 1921 il y avait 7.321.000 femmes de 20 à 45 ans, contre 6.142.000 hommes de même âge, soit 120 femmes pour 100 hommes.

Aussi bien, en est-il résulté un stimulant pour les mariages mixtes. De 1914 à 1926, le pourcentage des unions mixtes ou étrangères en France est passé de 5 % à 9 %. Sur les 345.400 mariages enregistrés en 1926, 314.600, soit 91 % avaient été célébrés entre Français et Françaises, et 30.721 étaient des mariages mixtes ou entre étrangers, dont 6.282 entre Français et étrangères, 11.556 entre étrangers et Françaises et 12.885 entre deux étrangers. De 1911 à 1926 la progression des mariages d'étrangers s'établit ainsi :

Années	Nombre total des mariages en France	Mariages mixtes ou entre étrangers	Proportion des mariages mixtes et entre étrangers
1911	455.510	24.150	5 %
1922	384.580	22.113	5 %
1923	355.060	23.387	6 %
1924	355.400	27.114	7 %
1925	352.830	29.723	8 %
1926	345.410	30.721	9 %

Ce sont naturellement les mariages entre étrangers et aussi ceux entre étrangers et Françaises qui ont le plus augmenté :

Années	Sur 100 mariages en France :			
	Français-Française	Français-Étrangère	Étranger-Française	Deux Étrangers
1914	95	1,6	1,9	1,5
1924	92	1,7	3,2	2,8
1926	91	1,8	3,4	3,7

(1) Il convient d'ailleurs de remarquer que la presse française est loin d'atteindre dans ses articles contre les étrangers, la fantaisie et la virulence de certains articles de presse des pays d'émigration à l'égard de la France.

Les unions mixtes sont d'autant plus nombreuses que les immigrés se fondent mieux dans la population française, qu'ils sont plus proches de celle-ci ethniquement, et qu'il s'agit de régions où l'immigration est déjà ancienne et l'accoutumance parfaite. C'est le cas notamment avec les Italiens dans le Sud-Est et les Belges dans le Nord. En 1926, le premier rang pour les mariages mixtes revenait aux Italiens, puis aux Belges-Luxembourgeois, aux Espagnols, aux Suisses et enfin aux Slaves : Russes et Polonais :

Nationalités	Mari étranger femme française	Mari français femme étrangère
Italiens	3.454	1.636
Belges-luxemb.	2.410	1.782
Espagnols	1.343	708
Suisses	1.342	550
Russes	469	51
Polonais	409	259

Les mariages mixtes sont donc rares chez les étrangers récemment immigrés notamment chez les Polonais où les différences ethniques et linguistiques s'ajoutent au particularisme entretenu par la vie en groupe qui isole de la population française. La même rareté se retrouve chez les Italiens nouveaux venus du Sud-Ouest. Pour tous ces immigrés ce sont les mariages entre eux qui dominent très nettement.

Les unions mixtes ne sont, d'ailleurs, pas à encourager sans restriction, tant que la francisation est encore trop imparfaite. Beaucoup de ces mariages trop hâtifs ne sont pas heureux. La compréhension et l'entente deviennent vite difficiles. En général, la Française a une finesse et par conséquent une capacité de souffrir qui rendent pénibles ces unions, où souvent l'étranger apparaît brutal. Cela est surtout vrai lorsque les différences ethniques sont accentuées. De trop fréquentes et malheureuses unions entre Françaises et Arabes ou Asiatiques montrent presque journellement jusqu'à quel point l'entente et l'assimilation véritable sont difficiles avec certains éléments.

Par contre, les unions mixtes restent pour la plupart des immigrés et surtout ceux venus des pays voisins, un excellent moyen d'assimilation. Ici apparaît le grand pouvoir de la femme pour fixer et franciser : les étrangers mariés à des Françaises constituent en effet de 30 à 40 % du total des naturalisés. Quant aux mariages entre étrangères et Français ils entraînent annuellement la francisation de 3.000 à 5.000 étrangères.

L'influence de la religion et du clergé français. — Les trois quarts des immigrés sont des catholiques et des catholiques pratiquants. Ils retrouvent donc en France leur religion, et leur venue entraîne un incontestable renforcement du catholicisme et de

l'Eglise dans notre pays (1). Néanmoins la différence de langue et le dépaysement posaient le problème de l'organisation de la vie religieuse des étrangers. Les pays d'émigration saisirent de suite l'importance de ce problème et cherchèrent à le résoudre à leur profit en utilisant les prêtres comme agents d'influence nationale. Mais le patriotisme et le nationalisme des prêtres étrangers devaient se heurter à ceux du clergé français. Ce dernier comprit qu'il était aussi dangereux de laisser sans contre-partie l'activité des prêtres étrangers, que d'abandonner sans cadres ni directives religieuses des immigrés qui y étaient habitués et qui, livrés à eux-mêmes, eussent été dangereusement désemparés. Il ne voulut pas surtout que la France devienne un pays de missions étrangères et il s'est efforcé d'enlever aux gouvernements étrangers l'argument qui justifiait leurs interventions : l'inorganisation de la vie morale et religieuse des immigrés.

L'œuvre accomplie par l'Eglise de France auprès des étrangers est remarquable. Un travail considérable d'organisation et de création de cadres, de missions, d'œuvres sociales, etc..., s'est effectué sans bruit, avec l'aide de ces multiples dévouements obscurs et absolus qui sont l'une des forces de l'Eglise. Tout d'abord, le clergé étranger a été, autant que possible, admis dans les cadres métropolitains et soumis peu à peu et avec plus ou moins de difficultés aux directives de l'épiscopat français. Les prêtres étrangers n'ont d'ailleurs pas été sans s'apercevoir qu'ils avaient besoin de l'aide des catholiques français. Actuellement, rien que dans le diocèse de Paris, sous la direction d'un évêque spécialement chargé des étrangers, il y a 16 missions se consacrant aux immigrés catholiques et l'Eglise diocésaine des étrangers a des confesseurs pour 26 langues différentes ! (2). Le diocèse d'Arras ne compte pas moins de 200.000 étrangers catholiques dont la vie religieuse est organisée avec l'aide de 25 prêtres étrangers dont 16 polonais. L'épiscopat français s'est surtout efforcé de donner des prêtres français ou francisés aux immigrés. Le gros obstacle était la différence de langues et de mentalité, des façons autres de penser, de sentir, une timidité de l'immigré à s'adresser aux prêtres français et pour certains étrangers comme les Polonais, des différences de

(1) Non seulement l'immigration apporte à l'Eglise française des contingents relativement considérables, mais elle entraîne parfois des conversions dont le nombre et les conséquences sont loin d'être négligeables. « Protestants, orthodoxes, juifs et même musulmans ou païens de toutes sortes se présentent les uns après les autres » dit l'*Étranger catholique en France* (janvier 1931). Les réfugiés de rite syrien, grec, et surtout les orthodoxes russes sont venus nombreux, à tel point que l'on a édifié une église russe catholique à Paris et que l'on a pu parler d'unité romane-orientale.

(2) Au total plus de 150 confesseurs dont 34 pour l'Allemand, 36 pour l'Anglais, 43 pour l'Italien, 16 pour l'Espagnol, 8 pour le Portugais, 5 pour le Russe, 4 pour le Polonais, 4 pour l'Arabe, 3 pour le Chinois, 2 pour les Noirs, Kabyles et Berbères, 1 pour les Yougo-slaves, 1 pour le Catalan, 1 pour le Flamand, 1 pour le Hongrois, 1 pour l'Annamite, 1 pour l'Arménien, 1 pour le Canadien, 1 pour le Maronite, 1 pour le Syrien, 1 pour le Melchite, etc., etc... Des instructions d'octobre 1930 du Cardinal Archevêque de Paris invitent les aumôniers étrangers « à favoriser l'entrée des enfants étrangers dans les catéchismes paroissiaux et dans les œuvres organisées par les paroisses françaises ». Mgr. CHAPTAL est l'évêque des étrangers à Paris.

rites. Ces différences de rites, insignifiantes en apparence, sont importantes pour le peuple qui ne fait pas toujours la distinction entre le détail et l'essentiel, entre les coutumes religieuses et la religion ; il croit renoncer à tout quand il est obligé de céder sur une question de détail. On a fait des manuels, vocabulaires et formulaires pour aider les prêtres français dans leur tâche. Dans les catéchismes franco-polonais les auteurs se sont efforcés de suivre le texte français et de respecter les traditions et particularités de la piété polonaise au sujet des commandements de l'Eglise et des vieux textes pour le chant des offices en langue polonaise. Certains prêtres ont réservé une chapelle pour les étrangers qui y organisent leurs chants suivant leur usage. D'autres, lorsqu'ils montent en chaire, font traduire leurs avis par un jeune étranger qui connaît le français (1).

On a également fondé des bourses pour permettre à certains prêtres français d'apprendre des langues à l'étranger, créé des cours de langues étrangères dans les séminaires, donné des bourses à des élèves étrangers dans nos séminaires moyennant engagement de rester en France pendant un certain temps. Les petits séminaires de Paris, d'Arras, de Béthune, de Conflans, etc., reçoivent gratuitement des enfants immigrés à condition qu'ils continuent à s'entretenir dans leur langue. Le seul petit séminaire d'Arras comptait 25 Polonais en 1926. Déjà des jeunes prêtres étrangers sortis de nos séminaires, qui les ont francisés ont été nommés dans des paroisses où se trouvent un grand nombre d'immigrés.

Mais l'Eglise française s'est appliquée à se faire connaître et aimer des étrangers « *non solum verba sed etiam opera* ». Par toutes sortes d'œuvres : foyers, garderies d'enfants, patronages, écoles, placement, dispensaires, etc., elle contribue à améliorer la situation des immigrés et aide à leur adaptation. A Versailles, par exemple, parmi les œuvres catholiques pour l'émigration on relève : un office social de placement, un cabinet de consultations juridiques qui facilite notamment les naturalisations, un service d'orientation professionnelle, la Société François Régis qui régularise les mariages, un service gratuit de médicaments et piqûres, des consultations pour nourrissons, un service de graines potagères pour les jardins ouvriers étrangers, etc.... A Lyon, en 1930, le Cardinal adressait un appel aux employeurs pour subventionner de 100.000 fr. les œuvres diocésaines pour les étrangers.

Il convient de remarquer, par ailleurs, que les prêtres étrangers sous l'influence de Rome se sont soumis davantage depuis 1929 à la discipline purement religieuse et ont légèrement réduit leur activité nationaliste. L'œuvre Bonomelli, trop active politiquement, a été

(1) C'est le cas notamment à Gien où il y a 400 Polonais. Certains prêtres français ayant appris la langue de leurs nouveaux paroissiens vont même, tout comme les prêtres étrangers, jusqu'à s'opposer à la francisation qui aiderait, d'après eux, aux progrès de l'irréligion. Ils les aident à conserver le plus possible leur langue, leurs coutumes, leur particularisme.

supprimée. Les missionnaires italiens sont désormais sous la dépendance directe du St-Siège et sous la juridiction de l'évêque du lieu. Le recteur de la mission polonaise reçoit ses pouvoirs de l'Archevêque de Paris (1). Tout le clergé étranger en France a subi l'influence de l'évolution de la papauté vers un sens moins nationaliste et plus largement humain de la propagande religieuse. Nous ne saurions mieux rendre cette évolution qu'en donnant les principaux points des instructions pontificales de 1929 aux missionnaires pour l'émigration :

1^o Ils ne doivent en aucun lieu faire du nationalisme. Ils ne doivent faire que du catholicisme et de l'apostolat et se préoccuper seulement des âmes. « Le nationalisme est un véritable fléau et il n'est pas exagéré de l'appeler une malédiction dans l'œuvre des missionnaires ».

2^o Ceux qui travaillent pour Dieu ne doivent pas se mêler aux affaires séculières. « On ne peut servir deux maîtres ensemble » a dit Jésus.

3^o Les serviteurs de Dieu de toute nationalité doivent maintenir, entre eux une unité de cœur, de pensée et d'action. « C'est dans cette unité que réside le secret du succès » (2).

L'apostolat des missionnaires ainsi compris fait de ceux-ci des collaborateurs du clergé français et peut aider à la stabilité et à l'adaptation, car le prêtre représente pour l'émigré non seulement le guide spirituel, mais le conseiller pour tous les petits problèmes de la vie.

Quant aux étrangers non catholiques, quoique peu nombreux, ils bénéficient également d'une organisation religieuse et d'œuvres plus ou moins importantes. Les protestants suisses, arméniens, hongrois et tchécoslovaques, reçoivent la visite de pasteurs de la Société Evangélique parlant leur langue ou d'élèves de la Faculté libre de théologie protestante de Paris. Dans l'Est, un pasteur a créé une association où sont entrés un grand nombre de paysans bernois et bâlois immigrés. Des foyers ont été créés pour les Arméniens à Lyon et à Marseille, cependant que des comités protestants s'occupent des orphelins arméniens. Les Russes et les Grecs sont visités par leurs popes également immigrés. Les musulmans ont leur mosquée à Paris et des foyers dans la plupart des grandes villes. Quant aux israélites étrangers, ils sont secourus matériellement et spirituellement par de nombreuses et riches associations d'entraide israélites.

L'École. — L'Ecole est le facteur d'assimilation le plus important dont dispose le pays. On peut dire que c'est par elle que s'effectue

(1) Le recteur de la mission, choisi par l'épiscopat polonais, sert d'intermédiaire entre l'épiscopat français et le Cardinal primat de Pologne.

(2) Dès 1919, Benoît XV s'était efforcé de lutter contre le « zèle indiscret de certains missionnaires pour le développement de la puissance de leur pays » (Lettre apostolique du 30 novembre 1919, *maximum illud*).

la véritable assimilation : celle de la 2^e génération, qu'elle façonne et francise. Son pouvoir est d'autant plus grand qu'il s'exerce sur des êtres jeunes et malléables et d'autant plus profond qu'il agit sur des esprits en formation. « La principale force, écrit un Américain, qui ait agi dans le sens de l'assimilation des émigrants, qui les a rendus semblables aux Américains autochtones et qui surtout a été la principale force assimilatrice chez les enfants nés en Amérique ou à l'étranger est très certainement l'école » (1). Contre cette influence considérable de l'école, les pays d'émigration se sont efforcés, comme nous l'avons vu, de réagir et au besoin de l'utiliser à leur profit. Ils n'y sont guère parvenus, la loi française interdisant l'ouverture d'écoles complètement étrangères (2). Ils n'ont pu agir que par quelques rares écoles libres — d'ailleurs soumises au contrôle de l'administration française — des garderies d'enfants, patronages, cours du soir, et cours complémentaires en langue étrangère, des conférences, des bibliothèques, etc... qui n'atteignent guère au total et pour toutes les nationalités que 8 à 10.000 personnes. Seuls, les Polonais ont obtenu des employeurs la construction d'écoles privées avec moniteurs polonais enseignant pendant la moitié de l'horaire la langue, l'histoire et la géographie polonaises (3). En 1929 on

(1) J. W. JENCKS et J. LANCK. *The emigration problem*. New-York. 1922.

(2) La loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire prévoit bien l'ouverture d'écoles pour les enfants étrangers, mais exige que le directeur de l'école soit : 1^o admis à jouir de ses droits civils en France ; 2^o qu'il remplisse les conditions de capacité (brevet d'enseignement) et d'âge fixées par la loi ; 3^o qu'il ait reçu une autorisation spéciale donnée par le Ministre, après avis du Conseil départemental. Dans la pratique, ces conditions ne se trouvant que très rarement réalisées, il n'y a jamais eu d'écoles purement étrangères en France. Quelques-unes ouvertes dans des conditions irrégulières par les Polonais dans le Nord, par les Italiens à Paris, dans le Sud-Ouest et le Var ont été immédiatement fermées par ordre de l'administration.

(3) Voici les passages essentiels de la lettre du 17 avril 1924 où M. de Peyerimhoff président du Comité des Houillères de France, agissant au nom des principaux employeurs, admet le principe de la création d'écoles avec moniteurs polonais : « Nous nous déclarons prêts à inviter de la manière la plus pressante les employeurs ressortissants à nos groupements à inaugurer et à poursuivre la réalisation du programme visant, dans le cadre et dans les délais variables suivant les professions, les régions et les moyens, à l'institution de l'enseignement ci-après défini :

a) Soit en ce qui concerne les écoles publiques, en supportant les frais de l'enseignement complémentaire qui pourrait être institué, de la langue, de l'histoire et de la géographie polonaises.

b) Soit, lorsque l'effectif des enfants polonais le justifiera, c'est-à-dire plus généralement dans la grande industrie et en particulier, à plus brève échéance, dans l'industrie houillère, à raison de l'importance et de la densité de ces effectifs polonais, en ouvrant au fur et à mesure des besoins, des écoles privées où sera assuré sous la surveillance des autorités académiques françaises et dans le cadre du programme scolaire normal, le même enseignement complet, s'il y a lieu, pour les jeunes enfants qui n'auraient pas encore de notions suffisantes de langue française par l'enseignement d'autres matières en polonais.

Les candidats destinés à assurer la part polonaise de l'enseignement ci-dessus prévu seront présentés par l'administration polonaise (Ministère de l'Instruction publique et des Cultes) à l'agrément d'une Commission privée d'examen, qui recommandera pour engagement les candidats reconnus par elle pourvus des aptitudes pédagogiques nécessaires.

Nous considérons que la présence dans une exploitation d'un nombre d'enfants polonais d'âge scolaire supérieur à 65, devra appeler de notre part l'invitation pressante à laquelle il est fait allusion plus haut, tendant à l'engagement par les soins de cette exploitation de personnel enseignant polonais.

Le traitement de ce personnel sera fixé d'après les mêmes règles que pour les instituteurs et institutrices français des mêmes écoles privées ». Signé : de Peyerimhoff.

comptait 584 écoles et 150 maîtres polonais, et environ 20.000 petits Polonais, sur 60.000, recevaient cet enseignement (1).

Les moniteurs étrangers relèvent, d'ailleurs, des directeurs et inspecteurs français et l'instituteur français reste maître de la classe ce qui, d'ailleurs, ne va pas sans quelques frottements et résistances de la part des moniteurs (2). Mais la Pologne est le seul pays qui ait obtenu ces concessions dangereuses de la part des employeurs, concessions qui s'expliquent toutefois par le caractère massif de l'immigration polonaise, la concentration des immigrés et leur attachement à la langue nationale sans analogie avec la nôtre. Les autres étrangers auraient pu aussi bien créer à leurs frais des écoles mixtes semblables, mais la création d'écoles privées, outre qu'elle est extrêmement onéreuse, ne réunit jamais un nombre d'élèves suffisant, soit en raison de la trop grande dispersion de la population étrangère, soit que les parents préférèrent envoyer leurs enfants à l'école française où ils ont plus de chance d'acquérir des notions utiles et d'apprendre à « se débrouiller » par la suite en France. C'est ainsi que des écoles privées italiennes, ouvertes d'ailleurs illégalement et que l'Administration fit fermer, réunissaient plus facilement des élèves français désireux d'apprendre l'italien que les enfants des immigrés. Dans les communes proches de la frontière belge, l'école française a souvent une réputation si favorable que les familles, très pratiquantes cependant, de certaines communes belges préfèrent envoyer leurs enfants à l'école laïque française voisine plutôt qu'à l'école confessionnelle.

C'est donc à l'école française que vont presque tous les petits étrangers. L'obligation scolaire joue d'ailleurs pour eux comme pour les Français. Cette obligation a même été affirmée dans certains textes

Les moniteurs doivent être agréés par l'autorité scolaire française et lui restent soumis. Le Ministre de l'Instruction publique a rappelé, par circulaire du 28 mars 1929, que l'enseignement des moniteurs étrangers ne peut porter que sur la langue, l'histoire et la géographie, et que, dans les écoles publiques, le moniteur ne peut enseigner qu'en dehors des heures de classe et, dans les écoles privées, ne peut excéder la moitié de l'horaire.

(1) Le seul département du Pas-de-Calais comptait 8.000 élèves et 58 maîtres étrangers dont 55 polonais et 3 tchécoslovaques.

(2) Pour faciliter l'organisation de l'enseignement polonais dans certaines écoles on concède le jeudi aux maîtres polonais. En Alsace-Lorraine les 7 h. que les écoles consacraient chaque semaine à l'allemand sont parfois remplacées par 7 h. de polonais. Parfois 2 classes et 2 maîtres occupent le même local : chacun enseignant son programme à une partie des élèves.

Une statistique établie en 1926 par les consulats polonais donne les chiffres suivants :

Régions	Total des enfants	Enfants en âge scolaire	Instituteurs polonais	Enfants profitant des cours polonais
Départ. du Nord	10.373	6.250	10	1.300
Départ. du Pas-de-Cal.	32.870	18.640	41	5.330
Région lyonnaise	6.460	3.530	24	1.565
Rég. Alsace	5.100	2.240	9	1.170
Région de Marseille ..	5.250	2.300	3	250
Région parisienne et du Havre	3.000	1.500	1	100
Total	63.053	34.460	88	9.715

diplomatiques avec les pays d'émigration (1). Un recensement effectué en 1925 par le Ministère de l'Instruction publique, donne des indications intéressantes sur le succès des écoles publiques auprès des immigrés (2). Il y avait à cette époque 178.463 enfants étrangers dans les écoles publiques, contre 31.317 dans les écoles privées (presque toutes françaises). Les écoliers étrangers représentaient 6% de l'effectif total des écoles publiques et 4,1 % dans les écoles privées. C'est dire que les Français fréquentaient davantage les écoles privées que les étrangers, ce qui s'explique d'ailleurs, en partie, par le fait que les immigrés sont des ouvriers, donc relativement pauvres. Les départements qui avaient les effectifs les plus élevés d'écoliers étrangers étaient naturellement ceux des régions de forte immigration :

Départements	Écoles publiques	°/°	Écoles privées	°/°	Total
Seine	24.542	9,2	4.705	7,3	29.247
Bouch.-du-Rhône	16.767	31,6	1.843	14,2	18.610
Nord	15.008	9	3.362	7,9	18.370
Pas-de-Calais	9.084	8,1	7.354	33,3	16.438
Hérault	8.825	26	1.089	12,3	9.914
Alpes-Maritimes	7.211	34,3	1.926	45,5	9.137
Meurthe-et-Mos.	7.640	16,7	1.175	25,9	8.815
Rhône	6.102	12,7	321	1,2	6.423
Var	5.295	23	117	3,9	5.412
Isère	4.666	10,6	389	4,4	5.055
Aude	3.731	16,1	174	7,4	3.905
Pyr.-Orientales	3.764	18,9	40	3	3.804
Loire	2.908	6,5	525	2,4	3.433
Gard	2.586	9	768	8,3	3.354
Gironde	2.981	5,1	116	1	3.097
Aisne	2.937	6	143	6,2	3.080
Ardenne	2.760	9,3	34	3,9	2.794
Basses-Pyrénées	1.937	5,8	601	6,9	2.538
Oise	2.108	5,4	102	3	2.210
Haute-Garonne	1.963	6,8	231	3,6	2.194
Doubs	1.794	5,8	202	5,4	1.996
Haute-Savoie	1.789	7,6	131	4,4	1.920
Vaucluse	1.354	8,3	522	14,2	1.876
Marne	1.721	4,3	90	1,9	1.811
Bas-Rhin	1.720	2,2	85	2,9	1.805
Aveyron	1.314	5	477	2,9	1.791
etc...					

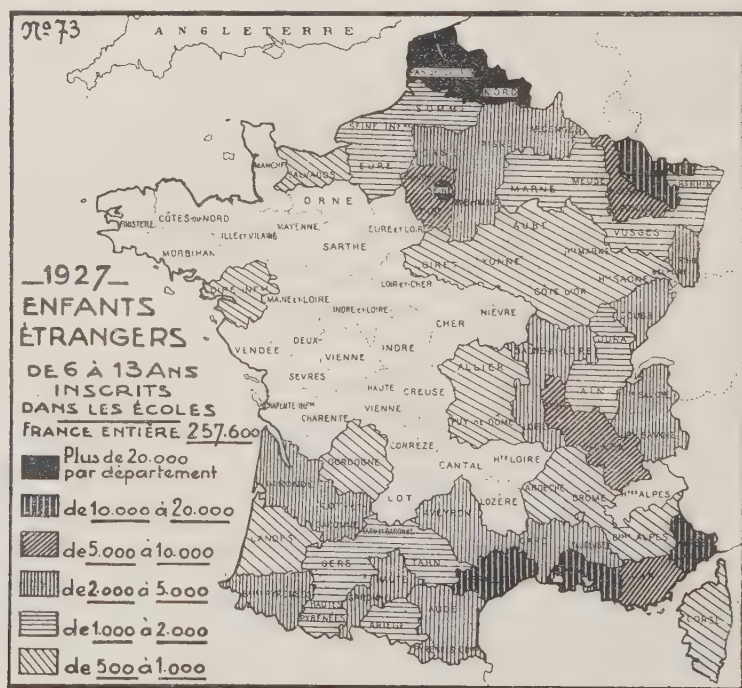
Le pourcentage des étrangers dans la population scolaire totale apparaît considérable dans certaines régions comme la région méditerranéenne où il dépasse le tiers (Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône) ou le quart (Hérault, Var) des effectifs et dans le Pas-de-Calais, la Meurthe-et-Moselle, le Rhône, l'Isère, le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales où il dépasse 10%. Ces chiffres révèlent l'importance des réserves d'avenir apportées par l'immigration et sa puissance de rajeunissement. Les écoles privées sont surtout nombreuses dans les

(1) Le protocole franco-polonais du 17 avril 1924 prévoit « l'obligation scolaire prescrite par la loi du 28 mars 1882 pour les enfants des ouvriers polonais ». Mêmes dispositions dans la convention franco-suisse de 1927 et franco-italienne de 1910. L'obligation scolaire gagnerait, d'ailleurs, à être plus nettement affirmée pour l'ensemble des étrangers et surtout à être appliquée plus strictement qu'elle ne l'est.

(2) Les résultats nous en ont été communiqués par la Direction de l'Enseignement primaire pour qui l'instruction et l'éducation des enfants étrangers sont l'objet de préoccupations constantes.

régions de grande industrie, où les employeurs en ont créé à leurs frais dans les cités ouvrières, notamment dans le Pas-de-Calais, le Nord, la Meurthe-et-Moselle, etc...

Une enquête plus récente faite en 1927 (Carte n° 73), donnait 257.655 enfants étrangers de 6 à 13 ans, soit 8,4% de la population scolaire totale. Sur ce chiffre, 201.532 fréquentaient les écoles publiques et 33.964 les écoles privées — il restait donc 22.159 enfants en âge de scolarité ne fréquentant pas l'école, soit un pourcentage de 8% pour la non fréquentation. Celle-ci était particulièrement élevée dans les éléments espagnols et italiens : elle atteignait 20% en Corse et dans les Landes, 14% dans la Haute-Garonne, 13% dans l'Isère et 12% dans le Gers. La neutralité de l'école française n'a pas été, malgré l'appréhension de certains immigrés très religieux, un obstacle sérieux à la fréquentation (1). C'est surtout à la négligence et à l'instabilité des parents, qu'il faut attribuer la mauvaise fréquentation.



L'importance de la non fréquentation est, d'ailleurs, la seule faiblesse notable de l'école française à l'égard des petits étrangers, car pour l'enseignement et la francisation son influence et son succès

(1) Le *Przegląd Katolicki* du 18 juin 1930 écrit que « la conscience religieuse polonaise est menacée en France par la contagion du laïcisme, les [prêtres] n'ayant pas accès à l'école publique ».

sont étonnants. « L'école primaire tant décriée, écrit M. Naudaud, et le certificat d'études si décrié ont été d'une efficacité souveraine pour la francisation. Ces systèmes élémentaires dans leur rigidité emboîtent efficacement l'intelligence naissante des enfants étrangers ». L'Inspecteur d'Académie du Gers a résumé dans un rapport cette efficacité de l'école primaire : « MM. les Inspecteurs primaires marquent à l'envi que l'assimilation des petits Italiens s'opère facilement et dans un temps très court... Lorsque les enfants ont fréquenté l'école en Italie ils sont mis le plus tôt possible en mesure d'utiliser leur savoir grâce à de nombreuses leçons spéciales de français. La période de transition dure de 3 à 5 mois. L'on a soin d'encadrer, autant que possible, les petits étrangers et l'on évite de les isoler soit en groupe, soit individuellement. En cette tâche, les écoliers sont les plus actifs collaborateurs du maître, qu'il s'agisse des élèves indigènes ou des étrangers déjà assimilés, qui servent de modèles et d'entraîneurs. La vie scolaire en général et particulièrement les jeux en commun, les relations de camaraderie complètent l'action enseignante proprement dite. Au bout de quelques mois l'assimilation, étonnamment rapide, est si complète qu'un léger accent seulement différencie les petits Italiens ou les petits Espagnols de leurs camarades français; encore cette distinction n'est-elle pas toujours commode ».

Nulle part on ne fait de différence entre élèves étrangers et français. Certains instituteurs soulignent même l'absence de rivalité entre enfants français et étrangers, alors que cette rivalité existe parfois entre enfants français de régions différentes fréquentant la même école. Il y eut bien, aussitôt après la guerre, quelques incidents regrettables, notamment à l'égard des Polonais ou des Suisses parlant allemand, mais actuellement on ne signale rien de semblable(1). Dans la plupart des régions nous avons fréquemment entendu dire que les petits étrangers se montraient plus actifs que les petits Français, ce qui se conçoit si l'on se rappelle que l'enfant étranger participe un peu de l'esprit entreprenant et des efforts d'adaptation des immigrés, alors que le Français vit dans un milieu adapté et plus calme. Les élèves étrangers ne sont donc pas un poids lourd, mais au contraire très souvent un stimulant par leur désir plus vif d'apprendre, par une sorte d'ivresse du savoir fréquente chez les intelligences jeunes, en quelque sorte primitives et neuves qui sortent des milieux frustes, tels que ceux constitués par les immigrants. Par ailleurs, c'est grâce à cet apport d'éléments nouveaux, renforçant nos effectifs scolaires trop réduits, que des cours ont pu être peuplés et certains postes maintenus, notamment dans le Sud-Ouest. Toutefois, dans certaines régions d'immigration massive et récente, ou bien

(1) Les immigrés parlant allemand étaient traités de « boches », « d'espions » ou autres qualificatifs aussi injustifiés. Il y eut même parfois dans le Nord et en Franche-Comté des incidents plus sérieux dus à l'ignorance et au nationalisme inquiet des populations locales dans les années qui suivirent la guerre.

dans les régions où les étrangers sont par trop nombreux comme dans le Sud-Est où ils constituent souvent la moitié et plus des effectifs scolaires, il a fallu créer des classes de rattrapage. La tâche de l'instituteur se trouve heureusement facilitée par le jeune âge de la plupart des enfants dont beaucoup sont nés en France, par l'habitude et l'expérience qu'ont les maîtres dans les grandes régions d'immigration de recevoir depuis longtemps des écoliers des pays voisins, par l'aide enfin que leur apportent les enfants déjà francisés.

On s'est appliqué à renforcer l'action de l'école par un développement de l'enseignement post-scolaire (1). Des cours d'adultes ont été créés dans les régions d'immigration : Sud-Ouest, Nord, Est, et dans certaines grandes villes : Paris, Marseille, Lille. Les cours ont lieu soit après le dîner, soit le dimanche matin. Dans maints endroits le succès a couronné les efforts des instituteurs et de l'Administration. Dans le seul département du Lot-et-Garonne, 26 cours d'adultes ont fonctionné en 1927, certains groupant jusqu'à 40 étrangers. Dans le bassin du Pas-de-Calais, les cours comptaient 760 élèves environ, le maximum étant atteint en hiver (775 en Janvier) et le minimum au printemps (233 en avril) qui est le pire ennemi des cours d'adultes. Parfois les instituteurs sont secondés par des moniteurs étrangers bénévoles. Non seulement les élèves s'intéressent à l'enseignement de la langue, mais ils demandent souvent d'eux-mêmes à apprendre des notions pratiques : législation, géographie, système métrique, arpentage, etc... Quelques-uns n'hésitent pas dans les campagnes à faire 4 à 5 km pour assister aux cours.

Une œuvre privée, le « Foyer Français » (2), travaille de son côté à développer la connaissance de la langue française parmi les immigrés et à hâter leur assimilation. Elle a organisé des cours du soir qui comptaient en 1927 plus de 3.000 élèves, dont 900 dans les campagnes, des causeries populaires, des séances récréatives et artistiques, des conférences sur la naturalisation, etc...

Le rôle de l'enseignement secondaire et supérieur est un peu différent. Il ne s'agit plus seulement de franciser des éléments installés en France et de les fondre dans la population française, mais aussi de développer la culture française chez une élite venue très souvent à cet effet. L'affluence des élèves étrangers dans ces ordres d'enseignement a été considérable depuis la guerre en raison du prestige accru de la France. Certains lycées, à Nice à Grenoble et à Paris notam-

(1) On favorise également dans la mesure du possible l'accession à l'enseignement primaire supérieur. En 1929, une convention avec la Belgique donne l'accès des F.P.S. et de l'enseignement technique aux Belges, dans la limite de 5 % des places disponibles (J. O. du 1^{er} janvier 1930).

(2) Le « Foyer Français », créé en 1924, a pour but de travailler à l'assimilation des étrangers en France en instituant des cours gratuits de langue française pour les adultes et en favorisant les naturalisations. Dans la région parisienne, l'œuvre avait 1.600 élèves environ en 1927, surtout Polonais, Russes, Tchécoslovaques, Nord-Africains et Italiens. A Lyon, elle avait 350 élèves, à Montceau-les-Mines 175, dans la Haute-Garonne 318, dans le Tarn-et-Garonne 204, etc... Des envois de livres sont effectués à des isolés. Des conférences sur la naturalisation faites dans le Gers en provoquèrent une vingtaine en 1927.

ment, comptent des centaines d'élèves étrangers(1). Dans l'enseignement supérieur, sur 66.900 étudiants en 1929 il y avait 14.975 étrangers, soit près du quart, exactement 22 %. Les étudiants d'Europe centrale et orientale dominaient, notamment ceux des pays amis : Roumanie, Pologne et Yougoslavie qui à eux trois fournissaient le tiers du total.

Polonais	2.285	Russes	975
Roumains	2.255	Américains	605
Allemands	1.015	Yougoslaves	513
Bulgares	1.000	Grecs	455

L'importance exceptionnelle des Roumains s'explique par la similitude complète des systèmes scolaires roumains et français(2) Les Russes, en raison de la nature spéciale de leur immigration et de la misère de la plupart des réfugiés, fournissent un grand nombre d'étudiants pauvres. Quant aux Américains, ils comprennent, à côté des jeunes étudiants, des personnes d'un âge avancé, fonctionnaires retraités ou commerçants retirés, attirés par le prestige de la culture française. C'est l'Académie de Paris qui naturellement compte le plus grand nombre d'étudiants étrangers : 7.214 en 1927, sur un effectif total de 26.000, soit près de 28 %. Paris retrouvait ainsi et dépassait les chiffres de sa population scolaire étrangère du moyen-âge. Venaient ensuite les facultés de Grenoble avec 1.966 étudiants étrangers ; Nancy : 1006, Toulouse : 975 ; Montpellier : 711 ; Strasbourg : 676 ; Lyon : 534 ; Poitiers : 305 ; Caen : 273 ; Dijon : 227, etc... Le gouvernement, d'ailleurs, favorise la venue des étrangers dans nos établissements scolaires. Le budget de 1931 prévoyait 1 million 1/2 pour les bourses et remises de frais d'études aux étudiants des pays amis — et des sommes importantes pour des subventions aux comités de patronage, offices et cours spéciaux pour les étudiants étrangers.

Le grand nombre des élèves étrangers, notamment dans les lycées et collèges, ne va pas sans soulever de difficiles problèmes. L'homogénéité des classes s'en trouve parfois compromise, comme dans cette division de 4^e B du lycée Lakanal qui comptait 2 Français et 15 étrangers de nationalités différentes et sans aucun passé scolaire commun. Ces enfants, venus déjà âgés en France — à l'opposé de ce qui a lieu généralement dans l'enseignement primaire — sont incapables de suivre l'enseignement donné (3). On a été amené ainsi trop souvent à faire bénéficier les élèves étrangers d'une indulgence

(1) En 1930 le lycée de Nice compte 250 étrangers soit 20 %. A Paris le lycée Lakanal en a 200 soit 20 % et Janson-de-Sailly en accuse 43 %.

(2) Cette similitude fait que les Roumains peuvent à n'importe quel moment de leur vie scolaire poursuivre leurs études en France sans formalité d'équivalence. Aussi sont-ils nombreux notamment à la Faculté de droit où se forment une grande partie des magistrats et avocats roumains. La Faculté de droit compte d'ailleurs un grand nombre d'étudiants étrangers presque tous latins, dont le pays d'origine possède un droit basé sur le droit romain.

(3) « J'ai vu dans un collège, dit M. BOUCHER, Inspecteur d'Académie, une colonie de Chinois qu'on avait répartis, faute d'organisation appropriée, entre les classes ordinaires selon leur connaissance du français. Il en résultait, entre autres absurdités, que ceux de ces élèves qui ignoraient la langue française étaient placés dans la classe enfantine avec les enfants qui apprenaient l'alphabet. Or, ces élèves avaient de 20 à 25 ans et avaient une culture scientifique au moins égale à celle de nos bacheliers de mathématiques » (ROCHER, *Les élèves étrangers. Revue pédagogique*, 1928).

spéciale aux examens ce qui abaisse le niveau des études des classes (1). Pour remédier à ces inconvénients, divers établissements ont créé des cours spéciaux d'instruction, notamment au lycée Champollion de Grenoble où une centaine d'élèves étrangers représentent le 1/10 de l'effectif total. On a essayé également de grouper les élèves étrangers de certains établissements. C'est ainsi que tels lycées du Nord et du Nord-Ouest ont une section danoise, norvégienne, tchécoslovaque, etc... (2). On a proposé des cours spéciaux d'initiation du français, à côté des cours communs laissant un contact avec les élèves français, ou encore l'emploi de professeurs de langues vivantes pour les élèves étrangers. Ce dernier moyen ne semble pas sans inconvénient, car le bilinguisme qui en résulterait risquerait de retarder l'initiation au français par la survivance exagérée de la langue maternelle. C'est d'ailleurs pour cette dernière raison que les instituteurs n'emploient pas le patois pour faire apprendre le français (3).

La naturalisation. — La naturalisation est la dernière étape de l'assimilation. Elle doit venir transformer en assimilation de droit une assimilation de fait — et c'est pourquoi il ne sert de rien ici de vouloir précipiter les choses.

La législation française relative à la nationalité a varié suivant les époques, mais on y remarque une tendance continue à être de plus en plus favorable à l'absorption des éléments étrangers et à donner une importance toujours plus grande au *jure soli* (lieu de naissance) à côté du *jure sanguinis* (filiation). A la fin du XIX^e siècle, devant l'insuffisante augmentation de la population française et l'accroissement du nombre des étrangers, les naturalisations furent grandement facilitées et le temps de séjour réduit. La loi de 1889 rendit même la naturalisation automatique pour ceux nés en France d'un étranger qui lui-même y était né, et facultative pour ceux nés en France de parents étrangers. L'effet de cette loi fut considérable et le nombre des naturalisés passa de 3,7 pour 100 étrangers en 1851, à 15% en 1891 et 22% en 1901 (4). De 1890 à 1914, elle permit plus de 200.000 natura-

(1) Cet inconvénient existe même dans l'enseignement supérieur où l'on a parfois encouragé la venue d'étudiants étrangers par des facilités données aux examens. Proposant une réforme pour relever le niveau de la licence-ès-lettres, le Ministre de l'Instruction publique disait en 1931 : « Devons-nous avoir des diplômes pour attirer chez nous la clientèle étrangère ou devons-nous, au contraire, avoir des cours pour faire de cette clientèle étrangère des hommes qui dans le monde servent l'humanité, mais servent aussi le prestige de la France ? Toute l'affaire est là ! » Trop d'étudiants étrangers, surtout à Paris, restent en effet ignorants de notre langue et incapables de suivre avec profit les cours qu'ils encombrèrent inutilement.

(2) « Le but à poursuivre disait le ministre de l'Instruction publique, à la Chambre le 7 juillet 1928, est de constituer des centres de groupement des élèves étrangers en tenant compte de leur origine, des nécessités de climat, du voisinage, etc... ».

(3) M. ROCHER. *Revue pédagogique*. Octobre 1928.

(4) Le nombre des naturalisés pour 100 étrangers a été de :

3,7 en 1851	1,9 en 1872	15,1 en 1891	21,1 en 1906
2,9 en 1861	4,1 en 1876	19,2 en 1896	21,6 en 1911
2,4 en 1866	7,8 en 1881	21,9 en 1901	16 en 1921

lisations. Après la guerre, la progression se poursuivit, mais sans être en rapport avec le brusque accroissement de la population étrangère, ce qui s'explique, d'ailleurs, par le fait que les nouveaux venus n'avaient qu'une durée de séjour très réduite. En 1927, pour hâter la francisation — au moins la francisation officielle — des immigrés dont le flot enflait sans cesse, une nouvelle loi fut votée. Le temps de séjour fut réduit à 3 ans et même à un an dans certains cas. La limite d'âge fut abaissée de 21 à 18 ans et les naturalisations obligatoires à la naissance furent augmentées. La faculté de répudiation pour les enfants nés en France fut supprimée pour certaines catégories. La femme française mariée à un étranger conserva sa nationalité, ce qui garde à la famille de l'étranger le pouvoir de francisation de la femme(1). En même temps, les services de naturalisations étaient réorganisés pour marcher au rythme considérable de 80.000 par an.

L'effet de ces mesures fut immédiat. Les francisations, dès 1927, s'élevèrent à 86.293, soit 6 à 7 fois le chiffre annuel d'avant-guerre. Toutefois, la prudence avec laquelle opèrent les services et aussi les inconvénients sérieux qu'entraînait un travail trop rapide, ont amené à réduire légèrement ce rythme aux environs de 70.000 par an, chiffre d'ailleurs encore considérable :

Mouvement annuel des francisations (2) :

Années	Total des francisations	Années	Total des francisations
1901	7.498	1923	20.308
1905	8.413	1924	19.129
1910	13.430	1925	28.156
1913	17.594	1926	45.371
1920	5.774	1927	86.393
1921	10.887	1928	71.673
1922	17.441	1929	71.003

(1) D'après la loi de 1927, sont Français à la naissance sans possibilité d'option :

1^o l'enfant né en France d'un père qui y est né ou d'un père naturalisé ;

2^o l'enfant né en France d'une mère française ;

3^o l'individu né en France de parents inconnus ;

Sont Français à la naissance avec option :

1^o l'enfant né en France d'une mère qui y est née ;

2^o l'enfant né en France d'un étranger.

Ces derniers peuvent renoncer à l'option dès 16 ans par une déclaration devant le juge de paix. Les enfants mineurs deviennent Français par la naturalisation de leurs parents et cela sans possibilité d'option.

(2) Ces chiffres comprennent les naturalisations proprement dites, les réintégrations, les enfants mineurs de parents naturalisés ou réintégrés, les déclarations de nationalités, les admissions de domicile jusqu'en 1927, et comprennent les naturalisations aux colonies. Ces dernières restent assez peu nombreuses pour ne pas fausser les calculs concernant la métropole. En 1927, 1928 et 1929, le décompte des francisations s'établit ainsi :

	1927	1928	1929
Naturalisations	33.553	27.819	23.933
Réintégrations	10.680	21.350	20.900
Déclar. de nationalité..	31.600	9.186	13.180
Mineurs (de parents naturalisés ou réintégrés).	10.560	13.318	12.990
Total	86.393	71.673	71.003

Il y a donc eu, de 1920 à 1929, 380.000 francisations qui représentent environ 20 % de la population étrangère pendant cette période. C'est dire que la francisation des immigrés s'est effectuée dans ces 10 années au rythme annuel moyen de 2 %, rythme qui s'est légèrement accentué depuis 1926 et atteint 2,8 %.

Les naturalisations ne sont pas accordées sans de sérieuses enquêtes. En 1928, sur 23.000 demandes de naturalisations 4.150, soit 18 % ont été ajournées ou rejetées. En 1929, le pourcentage des rejets et ajournements a dépassé 20 % (1). Chaque dossier est retenu en moyenne 18 mois pour étude. Ce n'est pas à dire que certaines naturalisations ne soient parfois peu désirables. Des recommandations trop complaisantes, notamment d'hommes politiques, viennent parfois fausser les résultats des enquêtes (2). Il y a aussi le trafic d'un certain nombre d'avocats ou d'hommes d'affaires, souvent Français de fraîche date, qui exploitent des agences de naturalisations. Ils promettent une naturalisation rapide, font les démarches, constituent adroitement les dossiers et essaient d'obtenir une réduction des droits de chancellerie sans toujours en faire bénéficier leurs clients. Tel cabinet « de consultations juridiques » à Paris, publie même un journal où les immigrés appelés « nos frères européens » sont invités à se faire naturaliser par les soins de l'agence. Aux élections municipales de Paris en 1928, on a vu un candidat chef d'une agence de na-

En 1927, de nombreuses Françaises mariées à des étrangers profitèrent de la faculté accordée par la loi pour demander à conserver leur nationalité. En 1929-30 il y en a eu plus de 6.700.

(1)	1927	1928	1929
Rejets	730	1.306	1.233
Ajournements	4.000	3.847	4.081

Les rejets avaient pour causes :

1° Le postulant a subi des condamnations entachant son honorabilité ;

2° Il a fait l'objet au point de vue de la conduite et de la moralité, de renseignements nettement défavorables ;

3° Il s'est livré, soit en France, soit à l'étranger à des actes permettant de douter de son attachement ou de sa sympathie pour notre pays ;

4° Sa naturalisation ne présente actuellement aucun intérêt au point de vue national et ne semble pas devoir en présenter dans l'avenir.

Les ajournements avaient pour causes l'assimilation insuffisante ou le défaut de renseignements précis sur les antécédents lorsqu'ils résidaient depuis peu sur notre territoire.

Pour éviter les inconvénients d'une naturalisation brusquée des précautions exceptionnelles sont prises :

1° L'étranger naturalisé ne peut être investi de fonctions ou de mandat électif que 10 ans après sa naturalisation à moins qu'il n'ait fait son service dans l'armée française ou ait rendu des services exceptionnels.

2° Les naturalisés peuvent être déchus judiciairement de leur qualité de Français s'ils accomplissent des actes contraires à la sûreté de l'État ou aux intérêts de la France.

Les naturalisations ne sont, d'ailleurs, accordées qu'après un temps de séjour assez long et très peu d'étrangers bénéficient d'une réduction de durée de séjour inférieur à 3 ans : 62 seulement ont été accordées en 1928 et 72 en 1929. Les répudiations sont très rares. En 1930 on n'en compte que 617.

(2) Il y a des étrangers ayant subi de graves condamnations de droit commun, parfois recherchés par la police de leur pays, et qui demandent la nationalité française munis de chaleureuses recommandations d'hommes politiques considérables. A noter aussi les abus de certains secrétaires de mairie ou de fonctionnaires qui vendent de fausses naturalisations. En 1930 on découvre ainsi que près de 80 naturalisations avaient été accordées à Puget-sur-Argens (Var) à des individus ayant fait pour la plupart l'objet de demandes d'extradition de leur gouvernement! Des incidents analogues à Marseille.

turalisations se présenter pour la « défense » des naturalisés et faire appel au vote d'électeurs qu'il avait en quelque sorte fabriqués.

Plus des 3/4 des naturalisés sont de classe laborieuse : petits employés, ouvriers, journaliers, etc... La répartition professionnelle des naturalisés de 1927 à 1929, donne en moyenne : 60 % pour les ouvriers de l'industrie, 20 % pour les travailleurs agricoles, 8 % pour les employés, contre seulement 8 % aux commerçants et industriels et 0,5 % pour les propriétaires et rentiers (1). Comme les droits de chancellerie — environ 1.300 fr. — seraient un obstacle à la naturalisation pour la plupart des travailleurs étrangers, les remises partielles ou totales sont accordées très facilement. En 1928 et 1929, à peine 10 % des naturalisés avaient payé le total des frais (2).

La plupart des naturalisés sont âgés, ce qui se conçoit puisque la naturalisation suppose la francisation et, par conséquent, un temps de séjour assez long. Depuis la guerre, 53 % d'entre eux ont plus de 40 ans, 6 à 7 % seulement ont moins de 25 ans. En 1926 la composition par groupes d'âge des 250.000 naturalisés recensés était la suivante : 5 % d'enfants (moins de 15 ans), 57 % d'adultes, 37 % de vieillards (plus de 50 ans) ; soit un nombre de vieillards 7 fois plus élevé que celui des enfants (3). Toutefois, depuis la loi de 1927 qui a réduit la durée de présence en France à 3 ans et même à 1 an dans certains cas, on note une tendance au rajeunissement des naturalisés :

Groupes d'âge	1927	°/°	1928	°/°	1929	°/°
Moins de 25 ans	1.114	5	1.607	9	1.400	10
25 à 40 ans	6.718	34	6.733	41	6.151	43
40 à 60 ans	10.158	51	7.123	43	5.685	41
Plus de 60 ans	1.872	9	1.038	6	707	5

Depuis 1927 le groupe des moins de 25 ans a doublé, passant de 5 % à 10 % en 1929, cependant que celui des plus de 60 ans tombait de 9 % à 5 %. Il convient également de tenir compte du fait que les naturalisés ayant une famille entraînent avec eux leurs enfants et qu'il y a là pour le pays un apport important d'éléments jeunes :

(1) De 1927 à 1929 il y a eu : 29.655 ouvriers d'industrie, 6.678 travailleurs agricoles et pêcheurs, 3.807 journaliers, 3.912 employés, 4.000 commerçants et industriels, 802 professions libérales et 247 propriétaires et rentiers. Les services de naturalisation se montrent plus favorables à la naturalisation des travailleurs manuels qu'à celle des intellectuels dont la francisation est beaucoup plus difficile.

(2) Les droits de chancellerie et frais d'insertion au J. O. s'élèvent à 1280 fr. Très peu de naturalisés les paient :

	1926		1927		1928		1929	
Droits entiers	2.033	18 %	4.245	13 %	2.509	10 %	1.491	7 %
Remises partielles (jusqu'à 87 fr.).	5.927	53	16.774	55	13.804	56	11.673	56
Remises totales ..	3.135	28	9.440	31	8.153	33	7.530	36

(3) Naturalisés recensés en 1926 :

0 à 14 ans	12.583	5 %
15 à 50 ans	143.210	57
plus de 50 ans	92.934	37
Total	248.727	

L'âge moyen qui est de 30 ans dans la population étrangère et de 34 ans chez les Français s'élève à 44 ans chez les naturalisés.

1927 : 37.359 enfants dont	28.665 mineurs
1928 : 29.964 — —	23.704 —
1929 : 26.457 — —	21.731 —

Les trois quarts des naturalisés sont mariés, preuve de l'influence heureuse de la famille pour fixer et fonder l'immigrant dans la population indigène. Les célibataires ne représentent que 15 % des naturalisés. Parmi les mariés un nombre considérable (38 %) l'étaient à des Françaises :

Etat-civil	Naturalisés de 1927 à 1929	
Mariés à des Françaises	19.246	38 °/o
Mariés à des étrangères	20.456	40 °/o
Célibataires	8.545	17 °/o
Veufs ou divorcés	2.059	4 °/o

Ainsi, les Françaises contribuent pour près de 40 % aux naturalisations par leur mariage avec des étrangers.

Les hommes sont naturellement bien plus nombreux que les femmes parmi les naturalisés : en moyenne 62 % contre 38 %, depuis la guerre.

Ce sont les *Italiens* qui fournissent le plus grand nombre de naturalisés. Depuis la guerre, ils ont donné le tiers du total des naturalisations. En 1927, ils constituaient 42 % des naturalisés, alors qu'ils ne formaient que 31 % de la population étrangère. Cette importance exceptionnelle de l'élément italien parmi les naturalisés, s'explique naturellement par le grand nombre d'Italiens en France et aussi par l'ancienneté de l'immigration qui fait que beaucoup résident depuis longtemps, par la rapidité de l'assimilation due aux similitudes ethniques et de civilisation, enfin au plus grand nombre d'enfants d'Italiens nés en France et naturalisés automatiquement [dans certains cas. Les autres nationalités viennent loin derrière les Italiens. Les *Belges* au 2^e rang, donnent 15 à 17 % des naturalisations annuelles depuis la guerre. Les *Espagnols*, au 3^e rang pour le chiffre de leur population, sont également au 3^e rang pour les naturalisations dont ils fournissent 10 à 11 % depuis 1920. Viennent ensuite les *Allemands*, qui, bien que ne constituant que 2,8 % de la population étrangère, donnent 8 % des naturalisations. Les *Russes* arrivent au 4^e rang, avec un pourcentage de 5,5 % également très élevé pour leur nombre. Au 5^e rang se placent les *Suisses* et les *Polonais*, qui donnent chacun de 3 à 4 % des naturalisations depuis la guerre. Ce sont donc les immigrés des pays voisins, ceux qui se rapprochent le plus de nous, qui constituent les 3/4 des naturalisés. La part de chaque

nationalité dans les naturalisations s'établit approximativement ainsi de 1921 à 1929 (1) :

Naturalisés de 1921 à 1929 :

Italiens	144.000	33 °/o
Belges	69.000	16 °/o
Espagnols	45.000	10 °/o
Suisses	17.000	3,9 °/o
Russes	24.000	5,5 °/o
Allemands	35.000	8 °/o
Polonais	14.000	3,2 °/o
Divers	87.000	20 °/o
	435.000	

Le fait que certaines nationalités ne fournissent pas un nombre de naturalisés en rapport avec l'importance de leur population en France, ou au contraire en donnent une proportion plus considérable, indique bien que la rapidité de francisation varie suivant la nationalité. Ce sont les Russes qui arrivent au premier rang, ayant naturalisé plus de la moitié de leurs effectifs, environ 54 % en 10 ans, de 1921 à 1929. Ce rythme rapide surprend d'autant plus que l'assimilation est d'ordinaire assez lente pour les Slaves et que les naturalisations russes étaient proportionnellement 3 fois moins nombreuses avant la guerre qu'elles ne le sont aujourd'hui. Ceci s'explique cependant, en partie, par le désir de retrouver une nationalité que la plupart ont perdue en quittant la Russie soviétique. Les Allemands viennent après les Russes pour la rapidité de la francisation depuis 1920. Ils ont naturalisé de 1920 à 1929, environ la moitié de leurs effectifs en France. Mais ce pourcentage considérable est exceptionnel et s'explique par le grand nombre des naturalisations effectuées dans la population allemande restée en Alsace-Lorraine après la guerre. Les Italiens arrivent au 3^e rang pour le nombre des naturalisés en proportion de leur population en France. Ils ont naturalisé en 10 ans à peu près le quart de leurs effectifs, soit 145.000 naturalisations. Viennent ensuite les Belges qui ont francisé sensiblement la même proportion de leurs immigrés, environ 24 %. Puis les Espagnols 15 %, les Suisses également 16 %, ces derniers trop souvent arrêtés par la crainte du service militaire. Les Polonais ne suivent que de très loin, ayant à peine naturalisé 7 % de leur population en France depuis la guerre. Le tableau suivant résume les données précédentes

(1)

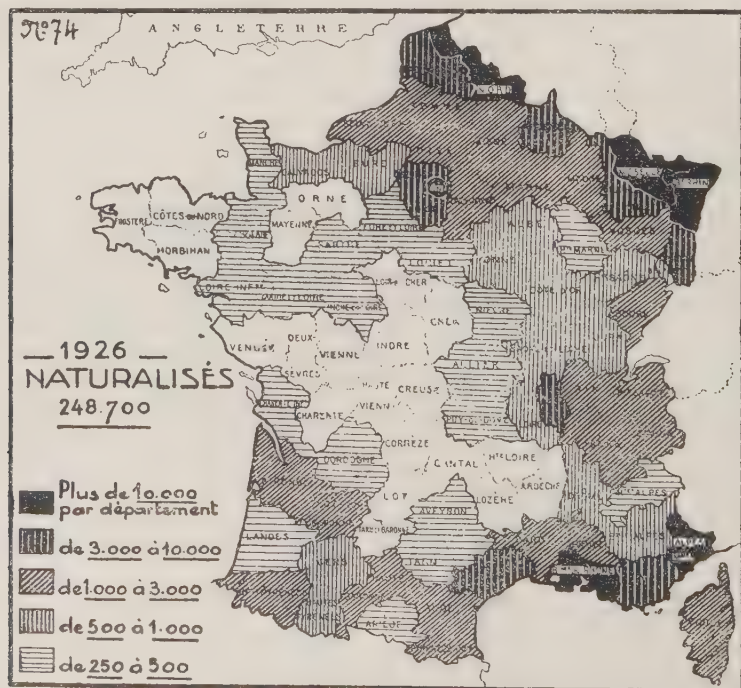
	1926	1927
Italiens	14.424	36.702
Belges	4.441	10.985
Espagnols	5.328	10.017
Allemands	5.095	8.492
Russes	4.506	4.276
Polonais	1.686	3.251
Suisses	1.392	2.928
Divers	8.499	9.742
	45.371	86.393

et donne le pourcentage *annuel* des naturalisations par nationalité pour les périodes qui ont précédé et suivi la guerre :

Pour 100 immigrés de chaque nationalité combien de naturalisés chaque année :

Périodes	Italiens	Belges	Espagn.	Suisses	Allem.	Russes	Polonais	Ensemble des étrangers compris les autres nationalités
1890-1900	1,5	0,9	1	0,6	1,1	2	—	1,1
1901-1913	0,8	1	1,2	0,5	0,5	1,3	—	0,8
1921-1925	1,5	1,1	0,7	0,8	1,8	3,9	0,4	1,2
1926-1929	3,5	3,7	2,5	2,4	9	8	0,8	2,8

De 1921 à 1929, la moyenne annuelle des naturalisations dans chaque nationalité s'établit donc ainsi par ordre d'importance : 5,4 % chez les Russes, 5 % chez les Allemands, 2,5 % chez les Italiens, 2,4 % chez les Belges, 1,6 % chez les Suisses, 1,6 % chez les Espagnols, 0,6 % chez les Polonais, puis viennent les Tchécoslovaques et Yougoslaves. De ces chiffres, il résulte que le rythme des naturalisations, qui a triplé depuis la guerre, est particulièrement rapide parmi les immigrés des pays voisins dont l'assimilation est facile. Il se ralentit considérablement chez les éléments venus de loin, plus différents à tous égards, dont la fusion s'opère plus lentement et dont la venue est



d'ailleurs plus récente. Tel est le cas notamment pour les Polonais qui fournissent proportionnellement 4 fois moins de naturalisés que les Italiens et les Belges. Tel est le cas aussi pour les Tchécoslovaques, Yougoslaves et pour les éléments exotiques. Si les Russes font exception c'est à leur situation toute particulière qu'il faut en attribuer la raison, beaucoup plus qu'à une rapide francisation.

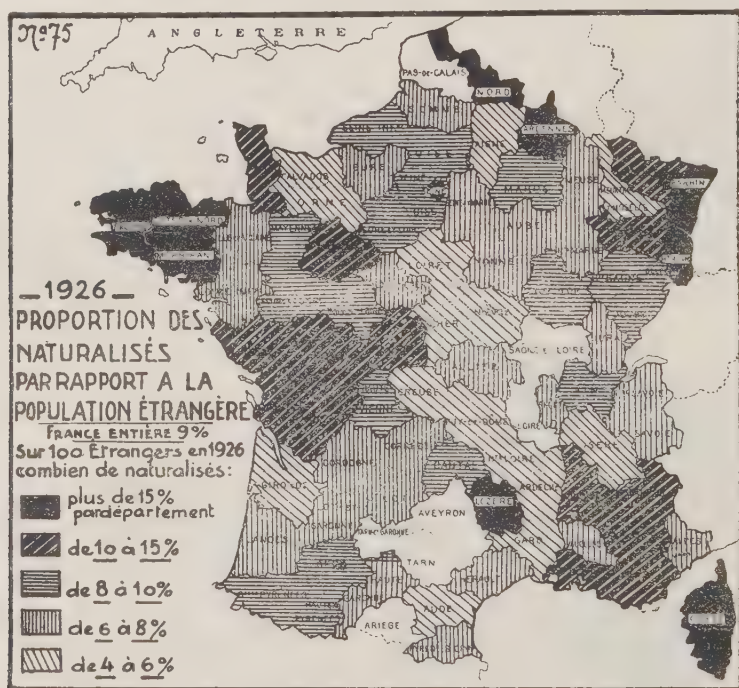
De sorte qu'en définitive, le mouvement des naturalisations confirme cette vérité que plus l'aire d'origine des immigrés s'étend, plus augmente l'ampleur du déracinement et par là les difficultés d'adaptation et les obstacles à l'assimilation. Par contre, l'émigration de voisinage bénéficiant de l'interpénétration des peuples et des civilisations, apporte des éléments qui se fondent rapidement et à un rythme tel, qu'en 40 ans, toute la population étrangère se trouverait francisée, si de nouveaux apports ne venaient constamment la renouveler.

Les régions qui fournissent le plus grand nombre de naturalisations sont naturellement les régions frontières et les centres urbains et industriels où la population étrangère est plus ancienne et plus considérable. En 1926, les 248.700 naturalisés recensés avaient sensiblement la même répartition géographique que la population étrangère, quoique avec une tendance plus accentuée à la pénétration et à la dispersion à l'intérieur du pays (carte n° 74). Les départements qui en comptaient le plus grand nombre et auxquels nous ajoutons les naturalisations effectuées de 1927 à 1929, étaient les suivants :

Départements	Naturalisés recensés en 1926	Naturalisés en 1927, 1928 et 1929	Total approximatif en 1930
Seine	51.137	38.252	89.000
Nord	37.251	9.862	47.000
Bouches-du-Rhône	24.396	17.702	42.000
Moselle	13.991	8.563	22.000
Bas-Rhin	11.000	5.308	16.000
Alpes-Maritimes	10.834	14.295	25.000
Var	8.419	7.632	16.000
Seine-et-Oise	7.285	2.811	10.000
Haut-Rhin	6.858	2.095	9.000
Ardennes	4.816	1.557	6.000
Meurthe-et-Moselle	4.347	3.282	7.000
Rhône	4.228	3.905	8.000
Pas-de-Calais	4.016	1.439	5.000
Hérault	3.496	3.753	7.000
Basses-Pyrénées	2.604	1.961	4.000
Isère	2.466	3.445	6.000
Oise	2.390	698	3.000
etc.			

Plus de la moitié des naturalisés se trouvaient dans les départements frontières du Nord et dans ceux du littoral méditerranéen. Proportionnellement à leur population étrangère, les départements qui comptaient le plus de naturalisés étaient (carte n° 75) : 1° ceux

d'Alsace-Lorraine, où une grande partie de la population allemande a été francisée depuis la guerre ; 2° les départements de l'Ouest où les immigrés peu nombreux subissent davantage l'influence française ; 3° les départements du Nord, où l'immigration belge est très ancienne : Nord et Ardennes ; 4° ceux du Sud-Est où les Italiens se sont fixés depuis longtemps. Par contre, le nombre des naturalisés par rapport à la population étrangère apparaissait faible dans les régions minières et industrielles : région lyonnaise, Pas-de-Calais, Aisne, Meurthe-et-Moselle, Calvados, Saône-et-Loire, Gard, Aveyron, Tarn — où les cités ouvrières étrangères sont nombreuses, où l'immigré subit moins l'influence française et où, enfin, la population étrangère s'est beaucoup accrue depuis la guerre et n'a encore qu'un temps de séjour réduit (1).



Les départements qui naturalisent le plus rapidement leur population étrangère sont ceux où l'immigration est très ancienne

(1) En 1926, sur 248.727 naturalisés recensés on relevait :

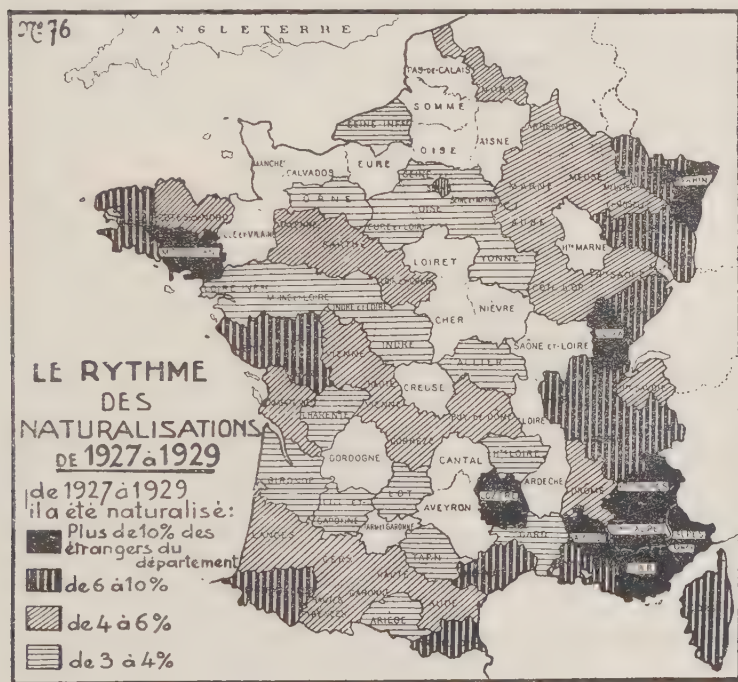
Belges.....	62.288	Espagnols	13.157
Italiens.....	60.269	Luxembourgeois	7.035
Allemands ..	33.731	Russes.....	5.803
Suisses.....	16.273	Polonais.....	5.414

Soit pour 100 étrangers recensés de chaque nationalité : 48 naturalisés chez les Allemands ; 20 naturalisés chez les Belges et Luxembourgeois ; 12 chez les Suisses ; 8 chez les Russes ; 7 chez les Italiens ; 4 chez les Espagnols et seulement 1,7 chez les Polonais.

et ceux où la population étrangère étant moins dense permet une plus rapide francisation. En 3 ans, de 1927 à 1929, les départements suivants ont naturalisé plus de 5% de leur population étrangère :

Bas-Rhin	21 0/0	Deux-Sèvres	8 0/0
Morbihan	12 0/0	Ain	7,9 0/0
Var	12 0/0	Savoie	7,7 0/0
Hautes-Alpes	11 0/0	Pyrén.-Orient.	7,6 0/0
Jura	11 0/0	Moselle	7 0/0
Lozère	11 0/0	Finistère	6 0/0
Alpes-Maritimes	10 0/0	Vendée	6 0/0
Basses-Alpes	10 0/0	Doubs	6 0/0
Vaucluse	10 0/0	Rhône	6 0/0
Bouches-du-Rhône	9,8 0/0	Isère	6 0/0
Seine	8,7 0/0	Basses-Pyrén.	6 0/0
Vosges	8,7 0/0	Charente-Inf.	5,7 0/0
Haut-Rhin	8 0/0	Mayenne	5,2 0/0

Le rythme annuel de la francisation, dans ces départements, a donc oscillé entre 7% et 2% (Carte n° 76).



La francisation apparaît, au contraire, très lente dans les départements atteints par l'immigration slave (départements du Nord) et dans ceux, où l'immigration par suite d'une rapide extension a amené de nombreux éléments nouveaux depuis la guerre : Sud-Ouest, Massif central, Normandie. De 1927 à 1929, les départements suivants n'avaient naturalisé que 2% au maximum de leur population étrangère :

Somme	Calvados	Creuse
Aisne	Eure	Cantal
Oise	Loiret	Ardèche
Haute-Marne	Saône-et-Loire	Tarn-et-Garonne
Pas-de-Cal. (0,9 ° / °)	Cher	Lot-et-Garonne.

La politique de naturalisation intensive de la France, depuis quelques années, ne va pas sans provoquer des protestations de la part des pays d'émigration. On s'est plaint de « l'agressivité » du code français de la nationalité qui tend aux « conquêtes démographiques ». Les Italiens notamment ont parlé de « Français de papier » et l'opinion italienne a vu dans la loi de 1927 « un défi en règle lancé aux nations sœurs contre lesquelles on dirige une véritable guerre, plus inique que la guerre armée, une guerre d'annexion ».

La naturalisation rendue plus facile demeure effectivement un des moyens les plus efficaces pour faire entrer complètement dans la vie française la population étrangère. Et l'on peut dire que, venant consacrer officiellement une assimilation déjà effectuée par l'ambiance et l'école, elle fournit au pays un contingent important et contribue à diminuer les graves dangers d'une dépression démographique trop accentuée. Les naturalisations ont donné à la France, en un demi-siècle, plus d'un million et demi de Français :

Périodes	Total des acquisitions de la nationalité française
1872-1890	304.000
1891-1895	202.374
1896-1900	157.148
1901-1905	145.032
1906-1910	159.755
1911-1920	264.327
1921-1925	160.954
1926-1930	326.000
Total	1.719.590

Si de ces 1.719.000 francisations effectuées depuis 1872, on déduit 200.000 Alsaciens-Lorrains naturalisés dans les années qui suivirent 1871, il reste que plus de 1.500.000 étrangers sont devenus Français depuis cette date, dont un grand nombre ont contribué en 1914 à la défense du pays. Depuis la guerre, plus de 1/2 million d'immigrés se sont définitivement « intégrés » dans la population française.

Les facteurs favorables à l'assimilation l'emportent sur les facteurs défavorables.

Nous voici au terme de cette longue revue des principaux obstacles et des facteurs favorables à l'assimilation. Qu'en conclure ? Ceci : que les facteurs favorables l'emportent sur les facteurs défavorables. Ce n'est pas à dire que ces derniers ne constituent une gêne sérieuse. Il est, au contraire, indéniable que leur développement a beaucoup contribué depuis la guerre à diminuer le pouvoir d'assimilation du pays, notamment par : 1° la nature massive de l'immigration

et la forte densité de la population étrangère ; 2° l'introduction d'éléments moins assimilables : Slaves, Africains, Levantins ; 3° la politique des pays d'émigration. Mais, pas plus la résistance des pays fournisseurs que la forte densité de la population étrangère, n'arrivent à supprimer tout contact ni toute pénétration de l'influence française. Sans doute la France connaîtra pendant plusieurs générations des îlots de population étrangère, mais nulle part on ne constate d'isolement absolu, ni de particularisme qui ne soit réductible avec le temps. La différence de langue ne joue que pour la minorité des immigrants et seulement à la première génération. Quant aux éléments ethniquement inassimilables, surtout exotiques, ils restent encore trop peu importants pour être vraiment inquiétants.

Par contre, les facteurs favorables apparaissent nombreux et particulièrement puissants. La parenté ethnique, le développement de l'immigration familiale, l'égalité économique et sociale, la supériorité de la civilisation française, l'école, et surtout le lien des intérêts matériels, ont un pouvoir d'adaptation, de fixation et finalement d'assimilation qui l'emporte sur toutes autres tendances. Ceci est surtout vrai pour les masses laborieuses chez lesquelles les nécessités matérielles sont au premier plan des préoccupations et qui y surbordonnent volontiers les sentiments d'ordre patriotique. A cet égard, il n'est guère d'immigrés qui fassent exception et il suffit d'avoir quelque peu vécu dans les milieux de travailleurs étrangers pour être persuadé que beaucoup, s'ils étaient mis en demeure d'opter entre leur situation en France et leur nationalité, n'hésiteraient pas à abandonner cette dernière. Les chiffres considérables des naturalisations qui ne font que sanctionner une francisation déjà effectuée, sont d'ailleurs un indice des possibilités d'assimilation du pays.

L'assimilation apparaît donc bien comme un phénomène naturel et qui s'opère en quelque sorte automatiquement. Le pouvoir d'adaptation de l'être humain d'un côté, l'influence du milieu de l'autre, amènent presque inévitablement, avec le temps, la fusion dans la population française. Le « compelle intrare » tout comme la résistance des pays d'émigration sont ici sans grand pouvoir. Il n'y a qu'à laisser agir les forces naturelles d'attraction, les développer et les défendre au besoin contre les politiques contraires. De même qu'une plante transplantée dans une bonne terre prend vite racine, de même l'émigrant trouvant en France des conditions de vie en général supérieures à celles qu'il a dû quitter, s'adapte et s'assimile rapidement, vérifiant la vieille devise : « *ubi bene ibi patria* ».

Cependant, on peut se demander si cette assimilation relativement rapide des étrangers ne reste pas uniquement d'ordre matériel et officiel. Si la francisation n'est pas toute superficielle et extérieure, s'il y a vraiment une francisation des âmes en rapport avec celle des habitudes et du genre de vie. Sans aller jusqu'à dire que les naturalisés ne sont que des « Français de papier », ne peut-on craindre que

les nouveaux Français ne diffèrent assez des nationaux pour modifier l'homogénéité et l'esprit du pays ? La race et la culture françaises ne risquent-elles pas d'être atteintes par cet afflux, par cette invasion pacifique ?

L'immigration et l'unité ethnique et morale de la nation.

Il y a peu de concepts qui soient apparemment aussi familiers et plus complexes en réalité que celui de la race. Un romancier américain, Sinclair Lewis, dit en parlant de l'origine ethnique d'un de ses héros : « Martin Arrowsmith était comme la plupart des habitants d'Elk-Mills avant l'immigration slavo-latine un Américain Anglo-Saxon type, ce qui veut dire qu'il était un mélange d'Allemand, de Français, d'Écossais, d'Irlandais, peut-être un peu d'Espagnol, vraisemblablement mâtiné de Juif et beaucoup d'Anglais, cette dernière race étant elle-même une combinaison de Bretons, de Celtes, de Phéniciens, de Romains, d'Allemands, de Danois et de Suédois ». Cette humoristique définition pourrait, avec des variantes, s'appliquer à la plupart des Européens et plus particulièrement à la population française, car il en est peu qui ait une composition aussi alluvionnaire. « La vérité, dit Renan, est qu'il n'y a pas de race pure. Les plus nobles pays, l'Angleterre, la France, l'Italie, sont ceux où le sang est le plus mêlé. Le Français n'est ni un Gaulois, ni un Franc, ni un Burgonde. Il est ce qui est sorti de la grande chaudière où sous la présidence du roi de France ont fermenté ensemble les éléments les plus divers ». L'objection qui consiste à dire que l'immigration altère la pureté de la race n'a donc guère de valeur, puisqu'il est peu de nations qui soient parvenues à une unité plus forte et qui soient cependant le produit de plus de mélanges.

La variété des origines du peuple français est, d'ailleurs, jusqu'à un certain point, un facteur favorable à l'assimilation des étrangers. Une race plus homogène se laisserait moins aisément pénétrer, et surtout par des émigrés appartenant à des nationalités aussi diverses que celles qui affluent actuellement dans notre pays. La France offre aux immigrés de toutes origines qui l'envahissent, la variété de ses aspects ethniques, où chacun peut se raccrocher. Les Belges et les Allemands dans le Nord et dans l'Est, les Italiens dans le Sud-Est, les Espagnols dans le Sud-Ouest, retrouvent des populations auxquelles ils s'apparentent assez pour que la fusion soit aisée et rapide. Ces possibilités d'accueil permettent ainsi un panachage qui diminue les dangers que comporterait la venue massive d'émigrés d'une seule nationalité.

Mais si la pureté de la « race » française ne saurait être menacée par l'immigration européenne, en est-il de même pour ce qui concerne la nation et la civilisation françaises ? Ce n'est pas le sang qui est le lien de la grande solidarité nationale, c'est l'esprit. C'est donc lui qui se

LES PROBLÈMES DE L'IMMIGRATION

trouve menacé par l'immigration. « Une nation est une âme, un principe spirituel, dit Renan. Elle résulte de la possession en commun d'un riche legs de souvenirs et du consentement actuel, du désir de vivre ensemble, de la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis ». Jusqu'à quel point les immigrés, même ceux officiellement assimilés, participent-ils à cet état d'esprit, à cette discipline morale et souscrivent-ils au « plébiscite de tous les jours » qu'est la nation ? Jusqu'à quel point aussi, l'intelligence et la culture françaises se trouvent-elles alourdies ou faussées par ces apports massifs ?

Il est trop tôt pour répondre avec certitude à ces graves questions. Mais il n'est pas téméraire d'affirmer que l'adaptation en quelque sorte physique et extérieure et l'assimilation officielle entraînent, plus ou moins, une assimilation d'ordre sentimental et intellectuel. Nous avons vu, d'ailleurs, que c'est en grande partie par l'école, par la langue, que s'opère la fusion. De même que l'étranger s'adapte rapidement à un niveau de vie plus élevé, très vite aussi il s'imprègne d'une culture supérieure et de cette atmosphère de raison et de mesure qui se dégage en France de la nature elle-même.

Cette relative plasticité intellectuelle des immigrés s'explique, ici encore, par la parenté ethnique des peuples européens qui atténue considérablement les incompatibilités résultant de différences trop profondes, comme celles qui séparent les Américains des nègres et des jaunes. L'idée de supériorité ou d'infériorité de race ou de civilisation n'est en Europe que toute relative. Un peuple a pu marcher plus vite qu'un autre, sans qu'il y ait nécessairement là le signe d'une supériorité intellectuelle et morale pour lui, ou le signe d'une infériorité native pour ceux moins évolués qui alimentent l'émigration. Le fait que de nombreux instituteurs s'accordent à montrer les enfants étrangers égaux intellectuellement et souvent plus actifs et plus travailleurs que les enfants français, est probant à cet égard. Au surplus, nous sommes à une époque où les différences entre peuples s'estompent par suite de la mobilité des corps et des esprits. Enfin, il ne faut pas oublier que l'immigration actuelle, essentiellement ouvrière, apporte des esprits relativement frustes, neufs en quelque sorte et intellectuellement plus passifs qu'actifs, plus influençables qu'influents. Et si l'immigré ne participe pas au même titre que le Français d'origine au culte du passé, il participe comme ce dernier à la vie présente, à la solidarité actuelle des membres de la nation. L'expérience du passé, où des apports continus n'ont en rien menacé la culture et l'unité françaises, où, lors de la dernière guerre, les naturalisés et un certain nombre d'étrangers ont combattu sous nos drapeaux, est à cet égard rassurante (1).

(1) Il faut se rappeler également que dans les régions de forte immigration : Alpes-Maritimes, Var, Meurthe-et-Moselle, etc... très souvent les jeunes étrangers fournissent jusqu'à la moitié des conscrits. A Hyères (Var), en 1928, il y eut 55 % de conscrits italiens et 65 % à Huisigney (Meurthe-et-Moselle).

Cependant, il convient de remarquer que jadis les apports d'étrangers se produisaient assez lentement pour permettre une fusion régulière. La venue massive d'éléments nouveaux, leur forte densité au sein de la population française et leur esprit nationaliste plus vivace, rendent le problème plus complexe depuis la guerre. Nous avons vu que le séjour en France d'une population étrangère de 3 millions d'âmes n'était pas sans influencer la vie sociale et morale du pays. Elle y développe, en face d'une aristocratie ouvrière française pondérée et d'autant plus conservatrice que satisfaite matériellement, une masse inférieure de travailleurs étrangers sans attaches avec le pays, qui alourdit l'évolution sociale par son ignorance, mais qui pourrait la précipiter en période de troubles. Cette foule d'immigrés, dont beaucoup déracinés et désadaptés, contribue à accroître d'un tiers la criminalité en France et a ainsi une incontestable influence de démoralisation et de désordre. Non moins pernicieuse est la déliquescence morale de certains Levantins, Arméniens, Grecs, juifs et autres « métèques » négociants et trafiquants. L'influence des étrangers au point de vue intellectuel, encore que difficilement discernable, apparaît surtout comme s'opposant à la raison, à l'esprit de finesse, à la prudence et au sens de la mesure qui caractérisent le Français. Sans aller jusqu'à dire que la clarté française se trouve obscurcie par « la vague d'idéologie brumeuse germanique, slave et orientale », il apparaît bien que les étrangers apportent en général un esprit doctrinal, rigide, novateur à l'excès, voire révolutionnaire par désir de gagner, par manque d'attaches ou par inexpérience. Par eux, pénètre en France le goût de la discipline étroite et la tendance à la mécanisation qui s'opposent à l'humanisme français. Par eux, la France s'européanise et perd un peu de son originalité, de son individualisme dans l'ordre intellectuel, comme elle le perd en partie dans le travail manuel qu'elle doit leur laisser faire.

Quant au point de vue national, même en admettant, comme tout le fait prévoir, qu'avec le temps la France « digérera » les nouveaux éléments apportés par l'immigration, le problème *actuel* de la présence sur le territoire de plusieurs millions d'étrangers n'en subsiste pas moins inquiétant pour le cas toujours possible de conflit. Que ferait-on en cas de guerre de ces masses humaines où pourraient se cacher à côté des amis, des suspects, des ennemis, des espions ? Procéderait-on au refoulement ? Mais ce serait la mobilisation de tous les trains pendant plusieurs semaines et l'arrêt de notre propre mobilisation. Les enverrait-on dans des camps de concentration ? Il serait nécessaire alors de mobiliser le quart de notre armée pour les garder. Et puis il faudrait nourrir cette multitude, alors que la production serait diminuée par l'arrêt même de son activité. Les mines, les usines, les campagnes diminueraient leur production au moment où une plus grande activité serait nécessaire. Imagine-t-on ce que deviendrait la situation de certaines régions comme le Sud-Est en cas de

conflit avec l'Italie ? C'est le tiers de la population, et de la partie la plus active de cette population, qui se trouverait sur un territoire ennemi et précisément dans la région frontière. Dans le même temps des activités essentielles, comme l'exploitation des mines de fer de l'Est, le trafic des ports méditerranéens, les travaux d'entretien des voies ferrées, etc..., assurés actuellement par des Italiens se trouveraient arrêtés ou compromis. Déjà en 1914, à la déclaration de guerre, une grande inquiétude avait plané sur notre région méditerranéenne : qu'allait décider l'Italie ? Il y eut une allégresse générale quand la neutralité fut connue, révélant ainsi qu'à une heure critique une décision prise hors des frontières bouleverse la vie de ces régions de composition si peu homogène.

Au surplus, même sans aller jusqu'à envisager le cas de conflit, on peut redouter la situation qui résultera d'un nouvel et presque inévitable accroissement du nombre des étrangers, dont l'assimilation se trouve retardée du fait même de leur grand nombre. Dans les années qui vont venir, la France affaiblie va traverser la « période cruciale » prévue par M. Mussolini. De 1935 à 1940 le nombre de ses conscrits tombera de 250.000 à 135.000 par an (1). La population active ne recevant que ces générations amputées de la guerre, devra s'adjoindre des effectifs étrangers. La constitution de véritables minorités nationales, foyers possibles d'irréductibilisme, ne sera-t-elle pas alors à craindre ? Déjà certaines communes, certains arrondissements, ne sont-ils pas nettement italiens ou polonais ou espagnols de par la loi des majorités ? Le danger de dénationalisation du sol qui s'est déjà manifesté dans certaines régions par la multitude des achats étrangers, ne risque-t-il pas de devenir inquiétant ? C'est ici qu'apparaît préjudiciable l'absence de vue d'ensemble en matière d'immigration. Si difficile que soit la dispersion et le panachage des apports étrangers, c'est une tâche à laquelle se doivent les autorités du pays. Puisqu'il faut ajouter, et notamment dans les régions frontières, de nouveaux alliages au métal français, il importe que cette opération ne soit pas livrée au hasard et que ne se poursuive pas indéfiniment le lent phénomène qui déplace à notre détriment les frontières ethniques.

L'accroissement continu de la masse des étrangers qui rend de plus en plus lente et difficile depuis la guerre leur assimilation, développe, par ailleurs, le redoutable problème de la saturation. Certes, et nous le répétons, la France par le prestige de son sol, de son climat, de sa civilisation, de ses richesses est merveilleusement douée pour absorber ethniquement et moralement les apports étran-

(1) Soit une perte de 700.000 unités pour l'armée. Ici apparaissent les conséquences irréparables de la faiblesse démographique. Tant qu'il s'agit d'exploiter les richesses du pays, de maintenir ou de développer son activité économique, il est possible de trouver à l'extérieur les bras nécessaires. Mais pour les défendre le nombre réduit des nationaux entre seul en ligne de compte. L'armée française diminuée avec des classes amputées de moitié, aurait à défendre, sans préjudice de son domaine colonial, un domaine national et des richesses qui font vivre une population supérieure de 3 millions (les étrangers) à celle qui fournirait les soldats.

gers. Certes, il n'est pas au-dessus de ses écoles, des ses élites, d'encadrer, de diriger, d'éduquer l'énorme armée des mercenaires du travail qu'il lui a fallu recruter. Mais l'augmentation à prévoir de la masse des étrangers ne risque-t-elle pas de dépasser sa faculté d'absorption ? La France ne court-elle pas le danger de voir l'immigration, facteur de renouvellement, devenir une « force de substitution » ? L'immigration apporte des éléments humains peu évolués, frustes en général, parfois inférieurs. Tant que le rythme des arrivées permet d'éduquer, d'assimiler, il y a enrichissement et atténuation de notre pénurie d'hommes. Mais quel danger du jour où la diminution des cadres et le gonflement des troupes rendraient difficile l'assimilation de celles-ci.

C'est alors qu'apparaît le péril de l'invasion pacifique, ce mal moins brutal mais plus subtil que l'invasion des hordes, ce mal que l'on retrouve si souvent à l'agonie des vieilles civilisations. Car ces masses frustes, inférieures si l'on veut, croîtront en raison de leur infériorité même, cependant que les Français en raison de leur « supériorité » tendent à ne plus se perpétuer. N'est-ce pas en partie cette angoisse de la race qui cède devant les peuples plus arriérés mais plus prolifiques, qui a amené les Etats-Unis à fermer leurs frontières ? (1) Déjà, ne peut-on s'inquiéter de voir les étrangers contribuer pour près de la moitié à notre croissance démographique ? (2). Ce qui rend encore plus redoutable ce danger, c'est qu'il masque le recul progressif de la population nationale. Les vides se trouvent comblés par les apports nouveaux. La vie continue, empêchant ou retardant les réactions possibles du peuple qui décline. Jusqu'au jour où les nouveaux venus s'aperçoivent qu'ils sont maîtres de toute la vie productive du pays et agissent en conséquence (3).

Pour conjecturaux que restent encore tous ces périls, il convient néanmoins de les bien envisager pour mieux les prévenir pendant qu'il en est temps, et pour se rappeler notamment que l'immigration ne doit pas être un remède à la réduction de la natalité, mais un palliatif dont l'abus serait gros de conséquences. Le seul remède contre l'anémie de la race et l'invasion pacifique reste une politique familiale atténuant l'inégalité choquante, qui, notamment dans l'ordre économique, accable la famille et prime l'égoïsme individuel.

(1) A. SIEGFRIED, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*.

(2) De 1925 à 1929, sur un excédent en France de 240.000 naissances, il y en avait environ 130.000 d'étrangers contre seulement 110.000 françaises. En 1929, il y eut un excédent de 25.000 décès dans la population française et un excédent de 16.000 naissances dans la population étrangère !

(3) On a souvent indiqué le manque d'hommes et le recours aux étrangers comme une des causes essentielles de la fin du monde romain. Les Romains du Bas-Empire se refusant à tout travail pénible, notamment celui de la terre, fuyant les charges, notamment celles de la famille et de l'armée, on dut multiplier les colons et soldats barbares. « Germania vagina nationum » disait déjà Tacite. Jusqu'au jour où les barbares comprirent qu'ils étaient les seuls maîtres effectifs de l'empire. « De sorte que le monde romain est mort avant même la grande ruée barbare du V^e siècle. Il est mort de décomposition, démembré par les étrangers qui le servaient » (HAURY. *Pour que la France vive*).

ANNEXES

TABLEAUX

N° 1. — Population active étrangère en 1911 par nationalité et par sexe dans les grands groupes professionnels	562
N° 2. — Répartition par nationalité de l'immigration contrôlée de 1920 à 1929.....	562
N° 3. — La population étrangère par département en 1911 et 1926	563
N° 4. — Population étrangère par département d'après la nationalité et le sexe en 1926.....	564
N° 5. — Population active étrangère en 1926 dans les grands groupes professionnels par département, avec indication du sexe et de la proportion des étrangers dans la population active totale.....	568
N° 5 bis. — La population étrangère en 1931 par département.	571
N° 6. — Population active étrangère par nationalité dans les diverses professions en 1926	572
N° 7. — Cultivateurs étrangers et superficies exploitées en 1927 par département.....	574

MODÈLES

A) Certificat sanitaire pour ouvriers étrangers entrant en France	577
B) Demande d'ouvriers italiens pour l'industrie	578
C) Contrat individuel de travailleur polonais de l'industrie ..	580
D) Contrat de travail pour ouvrier étranger de l'industrie...	583
E) Tableau des salaires minima d'embauche des ouvriers agricoles étrangers	584
F) Fiche à joindre par l'employeur à une demande de famille agricole.....	585
G) Contrat d'embauchage pour ouvrier agricole polonais...	586

Bibliographie.....	589
---------------------------	------------

Table des matières	593
---------------------------------	------------

TABLEAU N° 1

Population active étrangère (1911)

Professions	Totale		Anglais		Allemands		Belges		Espagnols		Italiens		Russes		Suisse	
	Hommes		Femmes		H		H		H		H		H		H	
Agricoles	62.716	19.484	156	61	2.533	849	15.147	4.274	13.083	3.318	22.996	9.012	684	74	5.545	1.335
Carrières-Mines	20.435	185	14	1	830	7	6.245	128	1.968	14	10.215	27	85	154	154	154
Industr. de transpor.	214.277	61.942	1.928	642	14.684	5.200	66.333	20.598	17.163	3.892	78.693	21.539	7.981	2.352	13.721	3.780
Manutent.-transport	85.934	19.895	1.469	68	3.721	985	17.562	4.669	5.770	1.143	51.802	11.947	332	72	2.659	469
Commerce	62.354	32.440	2.564	615	7.918	5.294	9.894	8.367	7.035	2.311	17.545	9.635	1.838	614	7.020	3.178
Services domestiq.	7.547	58.371	299	3.047	691	15.835	2.210	9.503	703	3.041	1.394	17.512	99	415	1.245	4.237
Enseignement	1.373	5.094	254	1.791	215	1.305	176	316	82	102	164	300	116	188	81	293
Profes. libérales et administratives	17.345	8.697	1.590	1.266	1.932	1.319	2.661	1.365	809	579	2.562	1.268	1.271	473	2.314	871
Total	471.981	206.108	8.274	7.491	32.524	30.994	120.228	49.220	46.613	14.400	185.571	71.240	12.466	4.188	32.739	14.163

TABLEAU N° 2

Répartition par nationalités principales de l'immigration totale de 1921 à 1929 (entrées contrôlées)

Nationalité.	1921		1922		1923		1924		1925		1926		1927		1928		1929	
	In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie		In-dus-trie	
	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture	Agricul-ture
Belges	5.947	20.737	11.533	13.293	25.107	9.190	23.779	15.989	25.433	20.929	19.552	21.786	10.433	22.515	9.851	24.100	8.855	15.127
Espagnols	1.537	27.166	6.652	39.773	7.517	23.319	6.695	24.762	3.781	15.514	2.355	7.399	133	8.704	1.054	12.214	2.803	16.171
Portugais	45	996	6.771	2.078	7.976	4.067	6.715	7.503	3.781	2.427	2.037	428	41	14	663	110	10.629	2.279
Italiens	7.160	4.682	49.495	7.704	103.013	10.542	83.881	15.274	41.768	13.263	26.762	11.317	4.123	5.785	7.599	10.512	22.368	11.854
Polonais	9.345	2.241	28.370	9.077	31.447	25.797	23.265	17.749	17.554	13.080	34.134	19.177	3.208	6.775	12.910	11.707	39.182	16.087
Tchécoslov.	—	—	886	—	1.265	3.224	4.401	5.939	2.814	3.313	3.040	1.654	270	585	1.146	1.402	5.021	3.529
Divers	1.964	—	18.800	1.051	18.580	932	26.434	711	9.340	3.258	11.049	1.399	570	1.169	2.832	1.642	22.018	3.403
Totaux	25.998	55.822	122.507	72.976	194.905	77.071	175.170	87.927	104.477	71.784	98.949	63.160	18.778	45.547	36.055	61.687	110.871	68.450
	81.820	—	195.483	—	271.976	—	263.097	—	176.261	—	162.109	—	64.325	—	97.742	—	179.321	—

La population étrangère en 1911 et en 1926

Départements	1911	1926	Augmentation	Départements	1911	1926	Augmentation
Ain	6.779	13.638	6.859	Loiret	849	6.841	5.992
Aisne	6.971	36.723	29.752	Lot	153	1.783	1.630
Allier	731	5.734	5.003	Lot-et-Garonne	4.917	15.590	10.673
Basses-Alpes	3.819	5.616	1.797	Lozère	69	170	101
Hautes-Alpes	2.369	3.327	958	Maine-et-Loire	1.058	3.276	2.218
Alpes-Maritimes	99.233	140.648	41.415	Manche	611	3.078	2.467
Ardeche	568	5.790	5.222	Marne	9.769	22.590	12.821
Ardennes	21.205	30.782	9.577	Haute-Marne	2.310	7.834	5.524
Arège	1.193	6.450	5.257	Mayenne	243	946	703
Aube	2.526	3.574	7.048	Meurthe-et-Moselle	66.462	81.668	15.206
Aude	11.114	30.096	18.982	Meuse	7.153	17.776	10.623
Aveyron	1.511	9.852	8.341	Morbihan	174	491	317
T. ois de Belfort	10.778	8.810	diminution	Moselle	—	114.409	—
Bouches-du-Rhône	137.223	180.118	42.895	Nievre	330	4.634	4.304
Calvados	1.120	10.741	9.621	Nord	180.004	233.045	53.041
Cantal	122	1.642	1.520	Oise	11.760	28.381	16.621
Charente	620	2.011	1.391	Orne	717	4.162	3.445
Charente-Inférieure	775	3.363	2.588	Pas-de-Calais	26.382	153.175	126.793
Cher	347	4.068	3.721	Puy-de-Dôme	802	10.512	8.710
Corrèze	257	1.246	989	Basses-Pyrénées	21.862	28.327	6.665
Corse	10.704	8.612	diminution	Hautes-Pyrénées	4.305	8.799	4.494
Côte-d'Or	2.928	10.023	7.095	Pyrénées-Orientales	13.840	33.874	20.034
Côtes-du-Nord	473	1.503	1.030	Bas-Rhin	—	25.192	—
Creuse	148	1.605	1.457	Haut-Rhin	—	25.396	—
Dordogne	652	3.716	3.064	Rhône	19.988	63.152	43.164
Doubs	13.125	23.634	10.509	Haute-Saône	3.833	7.030	3.197
Drôme	2.296	5.685	3.389	Saône-et-Loire	1.332	18.801	17.469
Eure	1.971	10.394	8.423	Sarthe	597	1.847	1.250
Eure-et-Loir	608	3.058	2.450	Savoie	10.860	19.600	8.740
Finistère	425	757	332	Haute-Savoie	10.686	19.668	8.982
Gard	5.355	25.589	20.234	Seine	204.879	433.189	228.510
Haute-Garonne	6.557	22.796	16.239	Seine-Inférieure	3.882	17.750	11.868
Gers	4.533	12.084	7.551	Seine-et-Marne	7.280	23.624	16.334
Gironde	10.188	30.323	20.135	Seine-et-Oise	20.921	83.940	63.019
Hérault	20.255	56.470	36.215	Deux-Sèvres	251	1.169	938
Ille-et-Vilaine	1.164	4.042	2.878	Somme	3.755	18.689	14.934
Indre	290	1.525	1.235	Tarn	1.090	13.014	11.924
Indre-et-Loire	800	4.252	3.452	Tarn-et-Garonne	523	6.942	6.419
Isère	13.044	51.400	38.356	Var	49.305	60.664	11.359
Jura	4.564	11.233	6.669	Vaucluse	6.621	15.141	8.520
Landes	515	3.345	3.345	Vendée	176	929	753
Loir-et-Cher	389	3.635	2.246	Vienne	468	1.787	1.319
Loire	5.313	34.038	28.725	Vienne-Vienne	440	1.583	1.143
Haute-Loire	321	1.337	1.216	Vosges	11.656	9.435	diminution
Loire-Inférieure	1.186	5.351	4.765	Yonne	1.548	7.993	6.445
					1.132.696	2.505.047	1.372.351

TABLEAU N° 4

Les étrangers en 1926

Départements	Allem.	Belges	Anglais	Espagn.	Italiens	Luxem.	Polonais	Russes	Suèd.
Ain	28	131	40	251	7.525	19	368	113	33
Aisne	115	11.407	241	1.589	6.762	154	9.924	317	1.
Allier	40	350	68	605	1.403	12	1.707	432	
Basses-Alpes	10	21	15	803	3.473	8	38	57	
Hautes-Alpes	5	11	6	212	2.573	—	81	16	
Alpes-Maritimes	997	3.710	15.294	1.172	104.419	179	959	3.492	4.
Ardèche	9	56	18	695	2.526	15	50	48	
Ardennes	69	16.129	39	1.281	5.178	594	2.660	93	
Ariège	5	91	17	4.472	942	2	7	8	
Aube	50	1681	31	885	2.518	72	2.000	146	9
Aude	18	46	31	25.606	1.653	6	12	21	1
Aveyron	52	78	16	5.826	432	2	1.420	366	
Tre de Belfort	61	70	12	276	3.358	13	433	413	2.7
Bouch.-du Rhône	292	905	2.030	21.327	110.651	51	342	1.921	2.6
Calvados	36	2.451	291	945	1.906	59	2.109	708	3
Cantal	3	22	2	472	478	5	544	53	1
Charente	17	296	66	384	236	4	164	35	
Charente-Inf.	68	356	118	788	836	12	196	230	14
Cher	12	402	45	533	446	18	1.350	100	14
Corrèze	—	73	14	339	345	1	68	33	8
Corse	8	39	54	58	6.648	1	5	87	6
Côte-d'Or	49	615	60	846	3.740	298	973	148	1.91
Cotes-du-Nord	7	171	242	140	500	12	107	39	5
Creuse	5	118	17	359	535	2	147	31	11
Dordogne	32	365	63	1.196	1.330	3	107	37	22
Doubs	94	182	38	805	7.575	19	809	482	11.12
Drôme	40	78	53	410	2.766	8	148	49	33
Eure	47	4.600	224	554	809	46	1.464	133	63
Eure-et-Loir	15	936	75	175	384	21	698	71	18
Finistère	5	141	76	95	279	2	53	40	4
Gard	101	185	99	9.340	8.307	22	1.815	352	34
Haute-Garonne	54	262	72	12.151	6.776	7	254	203	34
Gers	4	192	29	4.254	6.383	2	22	72	34
Gironde	124	956	735	20.514	2.253	32	489	418	700
Hérault	34	284	161	43.424	5.583	11	151	127	347
Ille-et-Vilaine	8	460	1226	329	602	16	487	88	113
Indre	9	234	42	310	332	3	283	8	116
Indre-et-Loire	21	608	190	864	475	40	425	194	327
Isère	81	335	195	5861	31.830	56	803	1021	2.196
Jura	23	78	54	370	5.280	14	900	148	3.382
Landes	26	131	82	2.588	771	2	37	13	42
Loir-et-Cher	11	390	66	536	345	16	504	84	89
Loire	227	758	91	7.598	11.503	27	5.912	33	1099
Haute-Loire	18	48	13	144	769	3	133	66	72
Loire-Inférieure	122	600	221	947	1.411	24	1.090	312	219
Loiret	22	870	67	820	651	35	1.860	1.076	276
Lot	1	167	21	287	718	8	2	16	64

ationalité et par département

écloslov.	Amérique.	Afr. franç.	Autres Af.	Asiatiques	Divers	Total Hommes	Total Femmes	Total Général
24	40	381	2	48	166	7.314	5.635	12.949
417	94	225	5	70	2.860	21.112	14.070	35.182
142	50	253	—	25	462	3.978	1.899	5.877
17	20	125	15	76	259	3.072	1.974	5.046
4	25	115	1	2	112	2.119	1.136	3.255
659	4.507	459	178	1.155	7.582	73.705	75.590	149.295
6	12	17	—	1.426	649	2.889	2.755	5.644
199	39	1.277	3	16	1.643	17.784	11.837	29.621
3	21	143	—	20	213	3.535	2.497	6.032
142	32	184	7	23	639	5.868	3.466	9.334
10	53	57	—	5	640	15.686	12.581	28.267
229	37	91	1	78	314	5.584	3.437	9.021
436	44	161	—	232	218	5.057	3.451	8.508
150	752	4.386	411	9.723	13.440	89.460	79.545	169.005
589	46	302	3	35	549	6.671	3.734	10.405
40	1	50	1	9	115	1.299	618	1.917
129	27	42	1	68	161	1.084	638	1.722
117	87	286	3	60	481	2.628	1.177	3.805
469	41	91	—	68	563	2.991	1.299	4.290
6	11	22	2	24	260	922	361	1.283
4	44	46	4	49	102	4.542	2.673	7.215
193	72	163	12	84	791	6.736	3.218	9.954
9	38	44	—	6	117	891	591	1.482
8	10	87	—	13	93	1.048	489	1.537
29	72	39	1	6	226	2.204	1.528	3.732
243	79	426	6	113	1.469	13.990	8.471	22.461
46	21	146	1	846	596	3.171	2.370	5.541
333	62	134	4	57	811	5.984	3.924	9.908
125	40	111	1	20	277	2.196	936	3.132
7	42	14	—	4	62	497	364	861
283	43	1.089	3	250	700	13.785	9.149	22.934
33	208	814	24	197	664	12.634	9.428	22.062
6	73	15	—	121	157	6.540	5.131	11.671
210	688	929	35	183	1.726	17.176	12.816	29.992
36	162	525	55	214	1.827	29.499	23.442	52.941
53	112	532	3	49	189	2.494	1.773	4.267
40	8	87	1	8	255	1.265	471	1.736
193	130	114	5	253	439	2.741	1.537	4.278
123	211	630	34	1.729	3.080	27.659	20.526	48.185
28	24	105	—	47	209	6.671	3.991	10.662
7	59	864	1	12	183	3.309	1.509	4.818
118	44	38	2	144	204	1.524	1.077	2.609
443	76	4.702	25	1.474	3.296	25.553	12.000	37.553
22	1	16	2	64	189	1.055	505	1.560
386	138	180	3	38	674	4.125	2.060	6.185
396	43	119	—	113	561	4.670	2.239	6.909
12	21	48	1	4	65	1.226	759	1.985

TABLEAU N° 4 (suite)

Les étrangers en 192

Départements	Allem.	Belges	Anglais	Espagn.	Italiens	Luxem.	Polonais	Russes	S
Lot-et-Garonne	49	306	44	4.685	7.594	9	125	36	
Lozère	1	10	—	79	36	—	3	1	
Maine-et-Loire	27	480	197	513	718	36	400	123	
Manche	19	625	232	264	588	14	431	294	
Marne	82	4.524	128	1.391	6.395	1.073	3.033	253	1
Haute-Marne	58	672	18	765	2.692	97	1.267	112	
Mayenne	3	131	39	224	259	2	104	24	
Meurthe-et-Moselle	1.186	6.776	82	843	47.046	3.301	12.121	831	1
Meuse	130	898	23	977	9.660	618	1.484	224	
Morbihan	6	108	59	66	179	10	23	13	
Moselle	32.520	2.023	65	151	31.945	11.568	20.755	2.233	1
Nièvre	79	279	40	686	664	23	951	157	
Nord	3.771	137.124	2.075	2.192	9.747	280	49.581	995	1
Oise	86	12.021	1.313	666	2.545	122	6.579	218	1
Orne	11	1.298	134	560	740	18	483	194	
Pas-de-Calais	5.519	22.298	3.710	1.399	6.553	94	90.996	414	
Puy-de-Dôme	68	433	51	2.545	2.863	15	2.027	300	
Basses-Pyrénées	19	394	2.356	19.616	862	14	66	237	
Pyrénées-Orientales	3	63	166	28.613	423	4	11	46	
Hautes-Pyrénées	51	159	63	6.152	974	9	27	49	
Bas-Rhin	12.781	498	160	112	2.885	493	3.236	335	2
Haut-Rhin	5.218	208	63	285	6.765	110	3.450	145	8
Rhône	146	806	418	13.054	28.489	47	1.211	1.500	5
Haute-Saône	61	121	15	254	2.151	27	1.177	138	1
Saône-et-Loire	323	292	47	920	3.669	19	9.592	899	
Sarthe	12	451	103	185	369	21	307	43	
Savoie	40	107	37	235	14.981	11	204	376	
Haute-Savoie	31	183	104	127	9.529	7	136	95	7
Paris	2.403	26.725	14.290	13.261	48.725	5.529	26.377	28.741	21
Seine (banlieue)	590	17.783	4.129	14.946	40.979	1.703	5.467	8.223	8
Seine-Inférieure	79	5.741	1.862	1.919	1.509	72	1.445	428	1
Seine-et-Marne	69	6.032	331	932	4.473	187	5.472	494	1
Seine-et-Oise	375	13.769	3.656	3.354	22.330	780	7.542	3.503	5
Deux-Sèvres	3	202	21	265	146	2	243	18	
Somme	48	6.885	1.196	620	2.678	78	4.185	105	5
Tarn	64	224	19	6.972	2.334	9	2.388	48	2
Tarn-et-Garonne	2	141	36	1.877	4.123	5	22	93	
Var	80	376	2.000	1.861	47.207	25	162	284	9
Vaucluse	47	112	74	2.870	8.674	22	61	116	3
Vendée	5	173	87	164	192	7	62	16	
Vienne	16	189	46	345	337	3	312	47	
Haute-Vienne	8	174	36	532	413	2	93	29	
Vosges	100	579	48	284	6.055	104	429	192	7
Yonne	14	1.190	65	853	2.396	50	1.156	347	7
Total	69.278	326.645	62.298	322.590	760.116	28.270	30.9312	67.219	123.1
Naturalisés	33.731	62.288	4.565	13.157	60.269	7.035	5.414	5.803	16.2

onalité et par département

écoslo.	Améric.	Afr. franç.	Autres Af.	Asiatiques	Divers	Total Hommes	Total Femmes	Total Général
145	75	250	4	158	317	8.293	6.619	14.912
4	1	87	—	—	5	166	73	239
120	92	713	1	96	201	2.541	1.328	3.869
117	76	244	5	37	502	2.336	1.229	3.565
247	77	794	9	467	2.520	13.420	8.431	21.851
192	81	441	3	27	486	5.312	2.525	7.837
21	7	11	—	—	85	620	333	953
257	117	1.091	17	370	3.728	50.479	29.295	79.774
203	71	274	2	39	721	10.541	6.296	16.837
10	24	14	—	7	43	358	228	586
900	158	679	7	265	5.555	66.461	44.588	111.049
264	50	234	1	74	641	2.989	1.366	4.355
730	297	3.646	80	266	6.292	118.802	100.351	219.153
971	89	320	1	313	1.068	16.605	10.730	27.335
196	15	6	—	15	312	2.629	1.393	4.022
5.381	199	1.183	8	47	8.237	87.202	59.369	146.571
104	55	1.018	2	153	1.135	7.821	3.340	11.161
28	1.109	29	20	49	1.191	14.013	12.263	26.276
5	68	617	3	8	634	17.169	13.547	30.716
23	125	542	1	13	433	5.191	3.574	8.765
843	225	119	25	404	1.904	13.862	13.151	27.013
588	126	70	2	103	961	14.424	11.734	26.158
179	251	3.707	54	1.820	3.765	37.313	23.838	61.151
168	41	51	—	117	169	3.981	2.507	6.488
461	31	435	3	408	1.122	12.408	6.401	18.809
26	34	110	2	121	157	1.213	820	2.033
22	55	208	—	87	305	10.542	7.042	17.584
40	86	4	4	18	225	10.768	7.653	18.421
4.431	15.001	11.804	879	8.627	41.550	156.141	113.638	269.779
1.945	1.772	10.569	221	4.995	11.169	83.036	49.967	133.003
299	319	1.619	13	233	1.934	12.184	6.457	18.641
1.005	173	510	18	144	1.235	15.018	7.876	22.894
2.102	1.152	2.477	92	2.599	8.073	47.368	29.619	76.987
100	13	90	—	17	104	900	392	1.292
167	32	214	6	74	1.037	10.493	7.187	17.680
24	37	231	1	5	273	7.478	5.356	12.834
20	36	263	1	165	190	3.992	3.078	7.070
106	290	3.350	19	1.401	1.489	32.873	26.692	59.565
10	88	362	14	124	695	7.661	5.945	13.606
53	15	9	1	8	81	525	375	900
71	17	89	1	18	87	1.209	589	1.798
13	49	170	3	42	188	1.205	643	1.848
95	43	329	1	166	304	5.989	3.469	9.458
222	47	121	5	28	568	5.339	2.538	7.877
2.989	31.159	69.788	2.385	43.349	160.819	1.404.813	1.004.522	2.409.335
817	2.268	—	447	821	35.839	90.123	158.604	248.727

TABLEAU N° 5

La population active étrangère par département en 1926

Département	Forêts et agriculture	Industries extractives	Industries de transformation	Manutention et transports	Commerce Banque	Professions libérales	Domestiques	Services publics	Popul. étrangère active totale			Population active totale (Fran- cals et étrangers)	% de la popula- tion active étrangère
									Hommes	Femmes	Totale		
Ain	1.623	117	4.833	189	505	178	198	348	5.632	2.359	7.991	187.512	4,2
Aisne	9.193	234	8.783	463	887	197	330	129	16.246	3.970	20.216	224.000	9
Allier	332	264	2.613	58	307	111	79	26	3.322	468	3.790	200.777	1,8
Basses-Alpes	1.186	177	1.224	25	198	88	84	5	2.417	570	2.987	45.964	6,6
Hautes-Alpes	281	37	1.498	12	155	33	43	56	1.762	353	2.115	46.478	4,6
Alpes-Maritimes	11.404	399	29.579	3.240	14.978	2.624	8.656	1.037	49.268	22.649	71.917	218.300	33,
Ardèche	493	59	2.678	20	92	64	40		2.137	1.309	3.446	154.000	2,2
Ardennes	3.720	551	10.846	737	996	103	444	73	14.585	2.885	17.470	136.900	12,7
Ariège	732	225	2.182	16	150	13	75	14	2.483	624	3.107	92.477	3,4
Aube	2.456	67	3.018	136	428	65	162	118	4.791	1.659	6.450	134.400	4,8
Aude	10.370	521	2.848	692	779	400	871	23	11.968	4.536	16.504	151.400	11
Aveyron	584	2.103	1.449	91	121	38	70	8	4.065	399	4.464	164.000	2,7
T* de Belfort	368	25	4.108	42	462	42	113	154	4.081	1.233	5.314	50.800	10,6
Bouches-du-Rhône	9.043	2.394	40.090	18.549	10.977	1.310	4.938	763	67.322	20.742	88.064	430.600	20,4
Calvados	1.761	747	3.252	128	361	126	191	90	5.325	1.331	6.656	212.000	3
Cantal	200	322	498	11	46	6	12	41	1.068	68	1.136	91.700	1,2
Charente	340	24	531	19	168	32	37	4	875	280	1.155	187.200	0,6
Charente-Inférieure	429	121	1.263	91	258	93	57	165	2.095	382	2.477	230.100	1
Cher	861	33	1.580	57	138	39	90	133	2.511	420	2.931	153.500	1,9
Corrèze	162	27	607	13	48	16	12	2	785	102	887	146.400	0,5
Corse	2.138	35	911	529	265	78	187	38	3.621	560	4.181	89.500	4,6
Côte-d'Or	2.477	239	2.804	216	440	133	214	132	5.611	1.044	6.655	172.000	3,8
Côtes-du-Nord	44	80	512	12	82	141	20	34	733	192	925	272.300	0,3
Creuse	247	359	261	8	31	15	19	59	869	130	999	124.900	0,6
Dordogne	1.321	40	617	20	99	95	58	9	1.626	633	2.259	239.023	0,9
Doubs	2.128	68	10.459	121	810	199	301	356	11.591	2.851	14.442	160.000	9
Drôme	388	18	2.474	58	286	148	90	100	6.460	1.460	7.920	160.000	9

Finistère	14	1	267	6	109	53	30	7	378	109	487	378.800	0,1
Gard	3.242	3.848	3.707	278	606	125	260	86	10.351	1.801	12.152	194.165	6,2
Haute-Garonne	4.784	117	4.281	421	1.103	216	509	766	8.967	3.230	12.197	229.200	5,5
Gers	5.902	25	720	108	189	66	245	12	4.828	2.429	7.267	118.300	6,1
Gironde	3.830	38	5.995	3.575	1.959	421	752	410	12.785	4.195	16.980	453.700	3,7
Hérault	15.966	1.216	6.054	1.046	1.841	285	1.233	471	21.870	6.242	28.112	245.867	11,4
Ile-et-Vilaine	470	91	773	36	258	294	135	546	1.949	654	2.603	327.700	0,8
Indre	414	27	612	11	87	45	33	54	1.113	170	1.283	143.600	0,8
Indre-et-Loire	829	41	1.166	55	219	125	117	253	2.257	548	2.805	192.000	1,4
Isère	1.413	879	22.701	359	1.376	311	536	216	20.742	7.049	27.791	313.000	8,8
Jura	1.579	109	4.100	93	288	87	93	135	5.156	1.328	6.484	129.700	5,4
Landes	655	30	1.237	48	131	54	73	857	2.672	413	3.085	164.500	1,8
Loir-et-Cher	819	57	472	26	92	54	96	41	1.117	540	1.657	143.000	1,1
Loire	371	9.311	11.718	626	757	175	306	89	21.104	2.249	23.353	345.000	6,7
Haute-Loire	86	234	457	8	69	59	12	—	795	130	925	139.000	0,7
Loire-Inférieure	53	96	2.793	240	452	158	65	31	3.421	467	3.888	363.000	1
Loiret	1.052	68	2.822	107	241	76	134	150	4.069	1.181	5.250	186.900	2,8
Lot	526	67	405	25	51	19	21	46	932	228	1.160	99.700	1,2
Lot-et-Garonne	6.037	30	2.017	164	348	59	253	208	5.935	3.181	9.116	155.700	6
Lozère	25	11	36	14	6	3	3	3	87	14	101	45.400	0,2
Maine-et-Loire	330	397	666	9	183	178	89	718	2.059	511	2.570	286.300	0,9
Manche	402	99	1.026	86	204	102	49	225	1.813	380	2.193	240.500	0,9
Marne	3.697	117	6.396	465	1.063	246	571	1.058	10.925	2.688	13.613	203.700	6,8
Haute-Marne	1.642	38	2.706	105	234	32	81	161	4.334	665	4.999	96.900	5,2
Mayenne	74	193	239	4	41	59	17	6	158	115	633	153.600	0,4
Meurthe-et-Moselle	1.578	9.245	26.365	722	2.459	462	739	594	38.609	3.555	42.164	267.000	16,7
Meuse	1.739	1.436	4.452	288	492	76	136	250	7.941	928	8.869	103.900	8,8
Morbihan	20	36	138	8	82	60	17	2	274	89	363	281.200	0,1
Moselle	2.295	21.189	23.962	964	3.819	1.091	1.691	895	49.732	6.174	55.906	278.800	20
Nièvre	624	660	1.149	39	134	31	48	485	2.499	234	2.733	130.500	2,1
Nord	9.778	21.075	71.919	3.162	10.864	1.540	5.850	778	94.615	30.352	124.967	942.700	13,2
Orne	1.177	325	1.020	22	102	74	64	3	2.189	598	2.787	161.600	1,6
Oise	8.262	154	5.989	283	1.173	167	475	324	13.070	3.757	16.827	200.000	8,0
Pas-de-Calais	2.517	48.830	10.492	813	2.829	591	997	655	62.239	5.485	67.724	517.000	13
Puy-de-Dôme	420	1.317	4.279	352	434	119	85	253	6.577	682	7.259	278.200	2,6

TABLEAU N° 5 (suite)

La population active étrangère par département en 1926

Départements	Forêts et agriculture	Industries extractives	Industries de transformation	Manutention et transports	Commerce Banque	Professions libérales	Domestiques	Services publics	Popul. étrangère totale			Population active totale (Français et étrangers)	% de la population active étrangère
									Hommes	Femmes	Total		
Basses-Pyrénées	3.226	321	6.918	525	1.458	433	1.051	101	10.065	3.968	14.033	221.200	6,4
Pyrénées-Orientales	7.482	579	3.958	1.161	1.405	133	659	587	12.087	3.877	15.964	106.600	15
Hautes-Pyrénées	898	143	2.576	168	280	77	212	525	4.105	874	4.979	99.700	5
Bas-Rhin	721	213	7.862	535	2.663	1.475	941	627	10.298	4.739	15.037	330.300	4,5
Haut-Rhin	1.105	2.006	8.721	201	1.371	782	525	199	10.689	4.221	14.910	253.600	5,9
Rhône	479	257	30.429	1.080	4.003	796	1.404	629	30.847	8.203	39.050	508.000	7
Haute-Saône	890	430	2.065	88	214	59	93	50	3.108	781	3.889	122.500	3,2
Saône-et-Loire	288	4.039	5.223	77	428	127	103	59	9.587	757	10.344	304.600	3,4
Sarthe	458	18	459	16	153	100	54	169	1.006	421	1.427	222.500	0,6
Savoie	795	462	7.098	308	951	160	226	130	8.418	1.722	10.140	130.600	7,7
Haute-Savoie	1.903	103	6.259	165	1.145	240	317	33	8.155	2.010	10.165	132.400	7,6
Paris	71	—	91.945	5.184	46.584	14.642	18.174	2.810	134.304	45.106	179.410	1.928.800	9,3
Banlieue (Seine)	1.100	69	64.911	5.043	6.498	2.003	3.159	825	70.127	13.481	83.608	774.100	10,8
Seine-Inférieure	1.240	16	6.422	1.462	1.908	395	404	240	9.927	2.160	12.087	457.300	2,6
Seine-et-Marne	6.755	732	4.926	247	605	216	449	304	11.680	2.554	14.234	178.400	8,0
Seine-et-Oise	5.893	1.228	19.533	1.943	2.845	1.185	2.312	902	28.922	6.919	35.841	429.500	8,5
Deux-Sèvres	316	107	253	50	84	28	37	80	801	154	956	166.900	0,5
Somme	4.426	87	4.632	200	626	195	466	426	8.366	2.692	11.058	236.000	4,6
Tarn	973	1.844	3.094	44	208	40	118	78	5.382	1.017	6.399	162.900	3,9
Tarn-et-Garonne	2.546	9	1.023	30	112	31	66	242	2.787	1.272	4.059	95.500	4,4
Var	13.502	1.611	10.375	1.212	3.270	473	2.065	4.255	26.170	10.593	36.763	183.400	20
Vaucluse	2.296	131	3.976	305	740	113	234	148	6.002	1.941	7.943	122.100	6,6
Vendée	83	148	180	4	51	146	14	5	435	196	631	224.800	0,2
Haute-Vienne	238	112	415	76	101	51	33	170	979	217	1.196	193.500	0,6
Vienne	387	116	495	12	86	144	37	93	1.066	304	1.370	170.800	0,7
Vosges	527	382	4.179	57	329	113	103	455	4.939	1.206	6.145	212.100	2,9
Yonne	2.490	149	2.070	123	217	43	111	103	4.425	881	5.306	146.800	3,7
Totaux	213.134	146.109	677.907	64.092	147.137	38.225	66.757	28.028	1088508	289.281	1.378.089	21.394.094	6,4

TABLEAU 5 BIS Les étrangers en 1931 par département

Ain	20.293	Lot	2.749
Aisne	40.885	Lot-et-Garonne	22.246
Allier	11.313	Lozère	438
Basses-Alpes	7.324	Maine-et-Loire	3.463
Hautes-Alpes	4.171	Manche	3.958
Alpes-Maritimes	140.446	Marne	22.213
Ardèche	7.224	Haute-Marne	8.688
Ardennes	30.762	Mayenne	856
Ariège	8.200	Meurthe-et-Moselle	99.533
Aube	13.654	Meuse	16.009
Aude	40.330	Morbihan	1.056
Aveyron	13.190	Moselle	130.095
Territ. de Belfort	9.509	Nièvre	7.209
Bouches-du-Rhône	248.800	Nord	222.247
Calvados	15.252	Oise	33.284
Cantal	2.273	Orne	4.064
Charente	2.853	Pas-de-Calais	173.525
Charente-Infér.	4.592	Puy-de-Dôme	11.732
Cher	6.198	Basses-Pyrénées	27.524
Corrèze	1.398	Hautes-Pyrénées	11.835
Corse	10.217	Pyrénées-Orient.	37.339
Côte-d'Or	13.904	Bas-Rhin	21.507
Côtes-du-Nord	1.365	Haut-Rhin	37.526
Creuse	2.275	Rhône	73.243
Dordogne	5.753	Haute-Saône	7.668
Doubs	26.068	Saône-et-Loire	23.060
Drôme	7.795	Sarthe	2.043
Eure	11.581	Savoie	21.925
Eure-et-Loir	3.864	Haute-Savoie	23.294
Finistère	1.188	Seine	459.498
Gard	32.166	Seine-Inférieure	21.939
Haute-Garonne	30.936	Seine-et-Marne	36.121
Gers	15.974	Seine-et-Oise	122.447
Gironde	35.946	Deux-Sèvres	2.146
Hérault	70.819	Somme	18.349
Ille-et-Vilaine	3.607	Tarn	17.877
Indre	1.957	Tarn-et-Garonne	10.652
Indre-et-Loire	5.343	Var	52.949
Isère	70.680	Vaucluse	18.222
Jura	11.235	Vendée	1.616
Landes	3.750	Vienne	2.105
Loir-et-Cher	2.913	Haute-Vienne	2.064
Loire	38.953	Vosges	8.577
Haute-Loire	2.061	Yonne	11.168
Loire-Inférieure	6.198		
Loiret	9.649	Total	2.890.923

TABLEAU N° 6

Population active étrangère en 1926

	Allemands	Belges	Anglais	Espagnols	Italiens	Luxemb.	Polonais	Russes	Suisses	Africains	Total étrangers toutes na- tionalités
Pêche	5	19	9	123	405	—	1	4	17	8	628
Forêts Agriculture	1.639	36.808	591	51.687	64.746	1.713	28.262	1.680	13.893	528	213.038
Mines-minnières	9.727	5.084	110	6.498	20.637	757	70.229	964	277	6.076	133.162
Carrières	59	869	13	3.319	6.878	32	568	100	130	164	13.179
Indust. mal désig.	73	214	17	133	321	18	149	117	83	135	1.500
Indust. aliment.	335	2.328	104	1.355	4.651	138	2.093	339	2.487	1.809	17.490
Boulang. pâtisseries	390	2.046	82	1.872	3.439	209	544	140	1.041	110	10.652
Confis.cons.charcut.	216	1.226	84	960	2.227	83	518	129	721	554	7.470
Indust. chimiques	304	3.353	269	5.729	11.351	107	2.502	1.117	809	5.395	35.043
Caout.-papier	221	1.513	126	2.226	4.610	81	1.217	1.192	626	2.147	15.928
Indust. polygrap.	278	1.322	209	584	1.524	103	383	479	881	486	7.397
Industr. textiles	1.125	24.838	530	6.070	15.415	140	4.720	1.288	2.897	823	64.294
Travail des étoffes et du vêtement.	1.049	5.406	630	2.972	11.505	414	5.281	2.981	1.706	184	39.900
Parapluies chapeaux fleurs artific.	280	1.965	120	2.763	4.718	102	1.083	625	564	127	13.514
Vannerie-plumes	67	355	25	231	805	13	80	36	99	45	1.867
Cuir et peaux	412	2.627	208	3.235	9.887	223	3.642	1.181	635	540	27.693
Sciage, charpente	406	3.341	100	3.045	8.455	248	1.196	508	1.400	205	21.918
Travail du bois	418	3.690	257	3.348	11.509	496	1.271	945	1.654	357	26.756
Métallurgie	1.413	5.778	63	3.080	18.148	1.961	8.042	2.595	246	4.162	50.517
Forges-tréfileries	266	3.645	77	2.533	4.147	126	2.582	683	886	3.100	20.925

pièces précieuses	33	350	49	244	970	25	284	259	343	2/2	3.512
Taille des pierres et moulage	63	1.634	16	513	3.570	19	97	66	169	45	6.650
Terras. Construct.	1.448	13.292	390	18.094	87.513	585	5.414	1.788	4.509	2.247	146.659
Céramique-verre	570	5.351	132	6.173	17.403	142	3.705	446	804	1.240	39.954
Manutention	143	1.786	316	8.309	16.583	65	1.002	532	331	3.697	36.140
Transports p. terre	152	1.688	296	1.365	4.510	203	361	1.821	998	755	12.966
— p. voie ferrée	129	544	20	518	1.677	197	349	440	150	882	5.341
— p. air, p. eau	466	2.421	321	155	781	36	46	219	74	891	6.294
Commerc.d'aliment.	878	6.930	577	8.035	10.797	549	1.913	938	3.061	420	37.015
Rest. -hôt.-débits	829	5.115	928	4.726	18.038	714	1.458	1.063	4.894	961	42.450
Commerce divers	1.277	8.128	2.324	4.863	11.155	599	3.361	3.154	4.537	1.432	50.257
Com. for.-spect.	110	1.395	910	761	2.438	46	679	391	267	567	9.099
Banques, ag. assur.	159	1.483	1.192	354	1.146	140	255	745	1.449	44	8.538
Justic. Enseig. privé	281	651	1.491	345	805	236	341	572	500	19	6.232
Cultes	670	802	1.044	677	830	155	216	89	613	5	6.074
Autres profes. libér.	1.454	3.495	2.445	1.320	3.487	835	1.107	3.135	2.947	181	25.608
Soins personnels											
(bains, coiffeurs)	169	535	75	1.223	1.630	89	292	198	320	42	5.411
Domestiques	2.387	9.336	3.221	5.845	18.807	3.550	4.932	1.128	6.425	269	60.870
Armée-marine	101	32	36	15	55	1	74	44	7	14.383	20.756
Serv. publ. et admin.	270	571	315	463	1.235	67	239	310	277	149	5.055
— — industrie	81	190	1.034	698	619	21	96	39	55	256	2.816
Totaux	32.131	188.784	22.213	175.819	438.221	15.649	169.569	43.094	75.068	66.715	1.378.089

TABLEAU N° 7 Cultivateurs étrangers et superficies exploitées en 1927

Départements	Nombre de cultivateurs étrangers et membres actifs de leurs familles			Superficies exploitées par des cultivateurs étrangers		
	Propriétaires exploitants	Fermiers ou métayers	Total	Propriétés	Fermes ou métairies	Total
				Hect. ares	Hect. ares	Hect. ares
Ain	375	527	902	1.595,37	2.002,72	3.598,09
Aisne	412	1.862	2.274	7.575,56	37.088,29	44.663,85
Allier	14	122	136	51,02	1.203,20	1.254,22
Basses-Alpes	344	270	614	1.975,75	1.620,73	3.596,43
Hautes-Alpes	150	142	292	313,09	392,24	705,43
Alpes-Maritimes	2.922	6.116	9.038	1804,53	3.327,29	5.131,82
Ardèche	19	25	44	23,90	46,22	70,12
Ardennes	796	1.577	2.373	5.428,98	21.120,55	26.549,53
Ariège	109	519	628	534	2.674	3.208
Aube	153	730	883	1.942,55	10.045,84	11.988,39
Aude	1.278	435	1.713	3.893,64	3.584,47	7.478,11
Aveyron	12	27	39	64,55	237,25	301,80
Territoire de Belfort	105	154	259	641,44	928,79	1.570,23
Bouches-du-Rhône	1.298	1.792	3.090	5.894,70	5.485,60	11.329,30
Calvados	87	600	687	1.018,68	6.920,33	7.939,01
Cantal	3	1	4	13,49	—	13,49
Charente	24	104	128	52	495,50	547,50
Charente-Inférieure	44	112	156	772,75	611,35	1.384,10
Cher	1	80	81	60	1.812	1.872
Corrèze	19	81	100	79,50	293,12	372,62
Corse	143	186	329	736,58	577,32	1.313,90
Côte-d'Or	243	310	553	3.974,07	4.959,45	8.933,52
Cotes-du-Nord	5	3	8	2,50	1	3,50
Creuse	1	113	114	8	1.172	1.180
Dordogne	338	787	1.125	3.016	3.442	6.458
Deux-Sèvres	462	737	1.199	3.040,40	1.500	4.540,40

Eure-et-Loir	30	191	221	178,46	4,690,27	4,868,73
Finistère	2	0	2	4	—	4
Gard	364	246	610	1,201,55	1,589,40	2,790,95
Haute-Garonne	1,004	3,470	4,474	6,448,38	17,247,36	23,695,74
Gers	1,709	3,255	4,964	16,807,31	24,732,35	41,539,66
Gironde	614	1,230	1,844	3,072,59	3,739,99	6,812,58
Hérault	2,485	519	3,004	2,443,14	1,318,37	3,761,51
Ille-et-Vilaine	9	25	34	6,03	58,22	64,25
Indre	9	118	127	710,16	1,866,27	2,576,43
Indre-et-Loire	54	139	193	196,07	1,435,62	1,631,69
Isère	245	275	520	1,286,27	1,043,27	2,329,54
Jura	307	842	1,149	1,136,64	2,836,89	3,973,53
Landes	33	397	430	383	1,305	1,688
Loir-et-Cher	31	62	93	183,43	985,94	1,169,37
Loire	65	36	101	104,38	384	488,38
Haute-Loire	8	12	20	107,58	36,20	143,78
Loire-Inférieure	8	7	15	108,07	6	114,07
Loiret	35	200	235	483,75	3,441,78	3,925,53
Lot	77	370	447	553,55	2,433,54	2,987,09
Lot-et-Garonne	2,714	3,736	6,450	13,074,88	16,980,90	30,055,78
Lozère	—	4	4	—	50	50
Maine-et-Loire	23	49	72	93,81	251	344,81
Manche	36	48	84	130,18	163,30	293,48
Marne	318	616	934	3,664,10	11,406,85	15,070,95
Haute-Marne	144	314	458	1,441,88	2,853,67	4,295,55
Mayenne	1	13	14	3	83	86
Meurthe-et-Moselle	199	298	497	1,571,38	4,613,14	6,184,52
Meuse	275	494	769	3,197	6,699	9,896
Morbihan	2	—	2	108	—	108
Moselle	863	114	977	2,250,67	1,985,37	4,236,04
Nièvre	17	51	68	67,05	952,75	1,019,80
Nord	1,299	3,778	5,077	5,214,67	21,375,48	26,590,15
Oise	257	2,822	3,079	3,068,93	41,474,56	44,543,49
Orne	61	442	503	898	3,765	4,663
Pas-de-Calais	128	325	453	657,51	3,357,13	4,014,64

TABLEAU N° 7 (suite)

Cultivateurs étrangers et superficies exploitées en 1927

Départements	Nombre de cultivateurs étrangers et membres actifs de leurs familles			Superficies exploitées par des cultivateurs étrangers		
	Propriétaires exploitants	Fermiers et métayers	Total	Propriétés	Fermes ou métairies	Total
Puy-de-Dôme	19	110	129	Hect. ares 36	Hect. ares 521,36	Hect. ares 557,36
Basses-Pyrénées	891	1.015	1.906	3.758,34	3.343,53	7.101,87
Hautes-Pyrénées	215	411	626	363,52	1.695,49	2.049,01
Pyrénées-Orientales	1.239	1.691	2.930	2.668,20	8.037,21	10.705,41
Bas-Rhin	160	19	179	270,42	43,82	314,24
Haut-Rhin	425	295	720	1.229,69	2.653,56	3.883,25
Rhône	52	101	153	92,63	140,71	233,34
Haute-Saône	257	271	528	1.142	1.259	2.401
Saône-et-Loire	24	44	68	120,95	57,88	178,83
Sarthe	14	70	84	260,33	488,10	748,43
Savoie	334	208	542	594,86	350,65	945,51
Haute-Savoie	883	730	1.613	1.484,56	1.821,20	3.305,76
Seine-Intérieure	92	592	684	844,82	9.145,62	9.990,44
Seine-et-Marne	102	1.064	1.166	858,75	20,196	21.054,75
Seine-et-Oise	203	888	1.091	1.722,43	13.125,92	14.848,55
Deux-Sèvres	7	14	21	1	63	64
Somme	223	1.615	1.838	2.795,16	22.444,34	25.239,50
Tarn	12	793	805	51,87	3.625,61	3.677,48
Tarn-et-Garonne	951	1.495	2.446	4,923	12,916	17,839
Var	3.435	2.038	5.473	6.182,32	7.136,46	13.318,78
Vaucluse	436	616	1.052	1.076	1.792	2.868
Vendée	2	12	14	—	13,12	13,12
Vienne	8	41	49	—	362,53	362,53
Haute-Vienne	8	162	170	204,35	1.383,83	1.588,18
Vosges	91	66	157	315,75	181,17	496,92
Yonne	110	358	468	1.533,70	4.140,88	5.674,58
Totaux	33.285	58.419	91.704	149.148,88	437.155,40	586.304,28

Modèle A

CERTIFICAT SANITAIRE POUR IMMIGRANT
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur les instructions de M. le Consul de France.

Je soussigné (1) D^r.
 résidant à
 certifie avoir le.....

Nom :

Prénoms :

examiné le nommé..... Date et lieu de naissance :

Profession :

Nationalité :

et procédé aux constatations suivantes :

1° La vaccination antivaricelle de ce travailleur a été effectuée par mes soins à la date ci-après :

2° Les résultats ont été (2). Négatifs.

Positifs.

3° Ce travailleur est-il indemne de maladies mentales ? (3).....

(Autant qu'il est possible d'en juger d'après l'examen clinique et la déclaration

signée ci-contre de l'intéressé.)

4° Ce travailleur est-il indemne d'épilepsie ? (3).....

(Autant qu'il est possible d'en juger d'après l'examen clinique et la déclaration

signée ci-contre de l'intéressé.)

5° Indemne de cécité ? (3).....

6° Indemne de surdité ? (3)

7° Indemne de toxicomanies ? (3).....

(Alcoolisme, opiomanie ou morphinomanie ou cocaïnomanie).

8° Indemne de toute maladie infectieuse ou parasitaire en activité ? (3).....

9° Indemne de tuberculose pulmonaire en période contagieuse ? (4).....

10° Indemne de maladie vénérienne en période contagieuse ? (5)

(Syphilis, blennorrhagie, chancre mou).

11° Indemne des déterminations graves provoquées par les maladies vénériennes ? (3)

(En particulier : syphilis cérébrale ou médullaire, paralysie générale, tabès,

rhumatisme, blennorrhagie.)

12° Indemne de lèpre ? (3).....

13° Indemne de trachome ? (3).....

14° Indemne de toute maladie chronique l'exposant à une hospitalisation pro-

longée ? (3).....

15° Y a-t-il lieu de procéder à la désinfection de ce travailleur avant son entrée

en France ? (3).....

En conséquence, ce travailleur étant vacciné et indemne des affections indiquées

ci-dessus, remplit les conditions sanitaires requises pour l'admission sur le territoire

français.

A défaut de la photographie figurant sur le présent certificat, le médecin soussigné

a pris connaissance du passeport ou d'une pièce régulière d'identité du titulaire avec

photographie.

A..... le..... 19 ..

Signature du médecin :

DÉCLARATION DE L'IMPÉTRANT

Je soussigné.....

Certifie être indemne :

1° De maladies mentales.

2° D'épilepsie.

3° De toxicomanies (alcoolisme, opiomanie, morphinomanie ou cocaïnomanie).

4° De manifestations actuelles de maladies vénériennes.

Je reconnais avoir été averti que la non exactitude de cette

déclaration m'expose soit à ma non admission sur le territoire

français, soit à mon refoulement de celui-ci même après un

séjour prolongé.

A..... le..... 19 VISA A LA FRONTIÈRE :

Signature :

Constatations médicales ultérieures :

.....

(1) Les nom et adresse du médecin doivent être indiqués très lisiblement.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Répondre par oui ou non.

(4) Répondre par oui ou non, et si possible donner les résultats de l'examen

bactériologique et radioscopique.

(5) Répondre par oui ou non, et si possible donner les résultats de l'examen

bactériologique et sérologique (Bordet-Wassermann).

NOTA. — Ce certificat ne sera valable qu'autant qu'il aura été signé d'un médecin

désigné par le Consul de France et de l'intéressé.

Son absence expose le travailleur à être purement et simplement refoulé par les

autorités françaises.

TARIFS DES SALAIRES ACTUELLEMENT PAYÉS DANS L'ENTREPRISE

[illegible]

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-dessus serait modifié pour les ouvriers français travaillant dans le même établissement pendant la durée du contrat, cette modification serait étendue de plein droit aux ouvriers italiens faisant l'objet de la présente demande :

4° Le paiement des salaires sera effectué tous les..... jours en espèces. Il ne pourra être opéré de retenues sur les salaires que dans les limites admises par la loi française (Code du travail, livre 1^{er}, articles 50 et 51).....

5° L'établissement assure en outre :

a) Qu'il n'existe actuellement chez lui ni grève, ni agitations professionnelles :

b) Que les ouvriers bénéficieraient en cas d'accident de travail, de la législation française, qui leur assure une indemnité et les soins médicaux et pharmaceutiques sans aucun versement de leur part.

Un traitement équivalent est assuré par l'établissement lorsque les travaux qu'il fait exécuter ne sont pas compris parmi ceux visés par la loi contre les accidents du travail (travaux agricoles notamment) ;

c) Qu'en cas de maladie les soins médicaux et les médicaments leur seront donnés dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers français :

6° L'établissement assure que les ouvriers trouveront à se loger à
et que les prix réunis du logement et de la nourriture ne dépasseront pas en moyenne
francs par jour

7° Les frais de voyage du lieu de résidence en Italie au lieu de travail en France sont à la charge de l'employeur ainsi que les frais de nourriture pendant la durée du voyage. S'ils sont avancés par l'ouvrier, ils lui seront remboursés, après une durée de travail de mois, dans les conditions suivantes :

a) Prix du billet au tarif de 3^e classe ;

b) Autant d'indemnités de francs qu'il aura fallu de journées de 24 heures pour accomplir le voyage, la dernière fraction comptant pour une journée entière.

8° En cas de suspension de travail, par suite de force majeure ou de licenciement avant l'expiration du contrat pour une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier, l'établissement s'engage à rapatrier celui-ci à ses frais.

Aucune retenue ne pourra être faite en vue de cette éventualité.

9° Pour convoier depuis leur résidence les ouvriers italiens dont l'établissement paye directement les frais de voyage, celui-ci délègue M.
citoyen italien légalement domicilié à
province d'

10° Demandes et déclarations spéciales de l'établissement (2) :

le 19.....

Signature de l'employeur,

Modèle C

CONTRAT INDIVIDUEL POUR TRAVAILLEUR POLONAIS

Le présent contrat rempli par l'employeur et visé par le Ministère du Travail (Service de la Main-d'Œuvre Étrangère), doit être adressé au travailleur pour lui permettre d'obtenir le visa de son passeport pour venir en France.

Il doit être établi et ne peut être valable que pour l'introduction d'une seule personne. Il est rappelé que l'article 161 du Code Pénal punit de 15 jours à 6 mois d'emprisonnement, l'établissement et l'usage de faux contrats.

Désignation de l'employeur (Raison sociale et adresse).....
 Lieu d'emploi.....
 Gare
 Nom, prénoms, âge et adresse du travailleur en Pologne.....
 Profession.....
 Nature du travail faisant l'objet du contrat

ARTICLE PREMIER

Durée du contrat (1) :
 L'employeur assurera pendant cette durée, à dater du lendemain de son arrivée, un travail continu au travailleur signataire du présent contrat.

Le travailleur, de son côté, s'engage à effectuer pendant la même durée, le travail prévu au contrat.

ARTICLE II.

Le travail normal comporte six jours de travail par semaine, avec un horaire normal de huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, sous réserve des dérogations prévues par la législation française.

A titre de renseignements, il est signalé que les dimanches, le nouvel an, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, la Fête Nationale française du 14 Juillet, l'Assomption, la Toussaint et Noël sont jours chômés.

En outre, les travailleurs polonais jouiront d'un repos d'une demi-journée la veille de Noël et d'un repos de l'après-midi, le samedi, veille du dimanche de Pâques.

Le travail normal est fait pendant..... (indiquer si c'est de jour ou de nuit (2)).

Seront rétribués à part :

a) Le travail de nuit et des jours fériés, lorsqu'il ne résulte pas de l'organisation normale du travail ;

b) Les heures supplémentaires telles qu'elles sont payées aux travailleurs français.

ARTICLE III.

Ce travailleur recevra un salaire de..... égal à celui des travailleurs français de même catégorie et qui exécutent le même travail.

Il ne pourra être opéré de retenues sur les salaires que dans les limites admises par la loi française (Code du Travail, Livre I, art. 50 et 15).

Taux des retenues sur les salaires :

a) assurance-maladie (cf. art. 6).....

b) frais de voyage (cf. art. 8).....

c) autres retenues (en indiquer la nature).....

Allocations familiales.....

Les salaires sont payés exclusivement en argent comptant périodiquement, au moins deux fois par mois, conformément à la loi française et suivant les usages de l'établissement.

L'ignorance de la langue française ne peut servir de motif, pour assigner au travailleur polonais, à travail égal, un salaire inférieur à celui alloué aux travailleurs français de la même catégorie dans l'exploitation, ou à défaut, dans la région.

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-dessus serait modifié pour les travailleurs français occupés dans le même établissement pendant la durée du contrat cette modification serait étendue de plein droit, au travailleur étranger, signataire du présent contrat.

Il aura également droit aux indemnités de cherté de vie qui pourraient être accordées aux travailleurs français, sous réserve toutefois qu'il ne bénéficie pas d'avantages particuliers tels que le logement gratuit ou l'alimentation fournie par l'employeur à un taux inférieur au coût normal. Dans ce dernier cas, les indemnités supplémentaires pourront être réduites dans une proportion correspondante aux avantages propres dont il bénéficie en nature.

(1) Trois, six, neuf ou douze mois.

(2) En cas d'empêchement pouvant résulter des conditions atmosphériques pour les travaux de plein air, et en cas de force majeure, il sera assuré au travailleur polonais un traitement identique à celui qui sera fait par l'employeur intéressé aux travailleurs français occupés dans son entreprise (indiquer le traitement fait aux travailleurs français).

ARTICLE IV.

L'employeur assure que le travailleur trouvera à se loger à et que les prix réunis du logement et de la nourriture ne dépasseront pas en moyenne francs par jour, ou bien :

- a) Le travailleur ne sera ni logé, ni nourri par l'établissement.
- b) Il pourra, à sa demande, être logé par l'établissement au prix de francs par jour.

(Biffer les formules inutiles.)

ARTICLE V.

L'employeur ne doit, sous aucun prétexte, retenir les passeports, contrat de travail, carte d'identité, extrait du registre d'immatriculation du travail. Il s'exposerait, dans le cas contraire, à une action de justice.

ARTICLE VI.

En cas de maladie légère, si le travailleur est logé et nourri par l'employeur, celui-ci devra lui assurer, pendant les sept premiers jours, en plus du logement et de la nourriture, les soins médicaux et pharmaceutiques.

En cas de maladie grave ou d'une durée supérieure à 7 jours, et si le travailleur est indigent, l'employeur devra demander au Maire ou, en cas de difficultés, au Préfet, l'admission à l'Assistance médicale gratuite et à l'hospitalisation prévue par la Convention franco-polonaise du 14 octobre 1920.

Si la maladie n'a pas duré plus de huit jours, le contrat de travail reprendra son cours, jusqu'à son expiration normale, après la guérison du travailleur.

En cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier. Il en fera dresser par le Maire l'acte de décès, et prévendra immédiatement le Juge de Paix, en lui fournissant tous les renseignements qu'il possédait sur le défunt, la famille et la succession et en le priant d'en aviser le Ministère des Affaires Étrangères à Paris. Il remettra au Juge de Paix le produit de la succession.

Le Consulat de Pologne adressera, le moment venu, au Juge de Paix, toutes les indications utiles en ce qui concerne la destination à donner aux objets de valeur appartenant au défunt.

ARTICLE VII.

Le travailleur bénéficiera, en cas d'accidents du travail, de la Législation française qui lui assure une indemnité, ainsi que les soins médicaux et pharmaceutiques sans aucun versement de sa part.

ARTICLE VIII

Les frais de transport par chemin de fer ou par bateau sont à la charge de Si, étant à la charge du travailleur, ils sont avancés par l'employeur, ils seront récupérés par ce dernier jusqu'à concurrence d'une somme forfaitaire révisible, actuellement fixée à 250 francs, au moyen de retenues effectuées sur le salaire du travailleur, dans les limites accordées par la Législation française. Cette somme sera reversée à l'ouvrier s'il a intégralement rempli son contrat.

En aucun cas l'avance faite par l'employeur ne pourra servir de prétexte pour allouer au travailleur polonais à travail égal un salaire inférieur à celui des travailleurs français de l'exploitation ou de la région.

Si le travailleur a payé son voyage, il touchera à l'expiration de son contrat régulièrement rempli, une indemnité qui sera de 25 francs si la durée du contrat est de 3 mois, de 50 francs si elle est de six mois, de 100 francs si elle est d'un an.

Cette même indemnité serait due en cas de licenciement du travailleur pour raison de force majeure avant l'expiration du contrat.

ARTICLE IX

Le contrat peut être résilié par l'employeur :

a) Au cas où le travailleur malgré les observations à lui adressées persisterait à ne pas se conformer aux obligations de son contrat ou aux règlements intérieurs de l'établissement.

b) Si sa conduite habituelle est de nature à troubler le bon ordre ou la discipline de l'exploitation.

c) Si, atteint d'une maladie contagieuse, il refuse d'aller à l'hôpital.

Les délais de préavis sont fixés par le règlement intérieur.

Le contrat peut être résilié par le travailleur :

a) S'il est l'objet de mauvais traitements.

b) Si, malgré ses réclamations, l'employeur refuse de lui remettre ses documents personnels (passeport, contrat de travail, carte d'identité, extrait du registre d'immatriculation) qui sont sa propriété personnelle, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels s'exposerait l'employeur, par application de l'article 1382 du Code Civil.

Toutefois, dans le cas du paragraphe b, le contrat ne pourra être résilié qu'après un préavis de 15 jours.

Les dispositions qui précèdent ne portent aucune dérogation aux droits de l'une ou de l'autre des parties, de demander des dommages-intérêts en justice, si elles estiment la résiliation injustifiée.

ARTICLE X

a) S'il y a résiliation à la suite de l'un des cas visés à l'article 9 ou rupture de contrat, celui (l'employeur ou le travailleur) par la faute duquel le contrat aura été résilié ou rompu, versera à l'autre partie une indemnité égale à autant de fois 3 francs, qu'il restera de semaines à courir, jusqu'à l'expiration du contrat.

b) En outre, s'il y a résiliation ou rupture par la faute du travailleur, ce dernier devra, si l'employeur a avancé les frais de son voyage, rembourser la partie de ces frais dont il ne sera pas encore libéré. Il fait par le présent contrat cession au dit employeur, dans les limites prévues par l'article 62 du Livre 1^{er} du Code du Travail, des sommes visées aux paragraphes *a* et *b* du présent article.

S'il y a résiliation ou rupture par la faute de l'employeur, ce dernier devra restituer au travailleur les retenues qui auront été effectuées sur son salaire, aux termes de l'article 8, du présent contrat. Si l'employeur n'a pas avancé au travailleur les frais de voyage, il devra lui payer la somme révisible et fixée forfaitairement, égale à celle prévue pour les frais de voyage (article 8).

Les dispositions qui précèdent ne sauraient être interprétées comme conférant à l'employeur ou au travailleur, la faculté de se libérer du contrat en dehors des cas visés à l'article 8, avant la date prévue. Toute rupture anticipée les exposerait, non seulement aux remboursements prévus aux paragraphes *a* et *b* du présent article, mais encore à tous les dommages-intérêts qui pourraient être alloués par les tribunaux.

ARTICLE XI

Indépendamment des dispositions prévues à l'article 9, le contrat peut être également résilié dans le cas de mort ou de maladie grave d'un conjoint, ascendant ou descendant direct du travailleur, ou si un cas de force majeure l'obligeait à retourner dans son pays d'origine, mais il serait tenu d'appuyer sa demande de libération, d'un certificat officiel du Consulat de Pologne.

Le travailleur remboursera alors intégralement les frais de voyage calculés conformément à l'article 6 dont il ne serait pas encore libéré, si ces frais ont été avancés par l'employeur.

Il perdra toutefois le droit à l'indemnité de retour prévue au dernier paragraphe de l'article 8.

ARTICLE XII

Toute difficulté pouvant surgir entre l'établissement employeur et le travailleur signataire du présent contrat, sera immédiatement signalée soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités consulaires, en langue française ou en langue polonaise, au Ministère du Travail (Service de la Main-d'Œuvre Étrangère, Paris, 2, avenue Rapp, téléphone : Ségur 21-13 ; inter-Ségur 2, adresse télégraphique : Travetrang-Paris).

Fait à..... le.....

Signature de l'employeur :

Visa de l'Administration :

Modèle D

CONTRAT DE TRAVAIL POUR OUVRIER DE NATIONALITÉ

Le présent contrat, rempli par l'employeur et visé par le Ministère du Travail (*Service de la Main-d'œuvre étrangère ou Office départemental de placement*), doit être adressé à l'ouvrier pour lui permettre d'obtenir le visa de son passeport pour venir en France.

Il doit être établi et ne peut être valable que pour l'introduction d'une seule personne, à moins d'une disposition contraire insérée dans le visa du Ministère du Travail.

Il est rappelé que l'article 161 du Code pénal punit de 15 jours à 6 mois d'emprisonnement l'établissement et l'usage de faux contrats.

Etablissement employeur (raison sociale, adresse et n° d'inscription au registre du commerce).....

Lieu d'emploi..... Gare.....

Nom et prénoms de l'ouvrier

Date et lieu de naissance.....

Nom et adresse de sa famille.....

Profession..... Nature du travail (indiquer s'il est de galerie, de souterrain, d'atelier ou de plein air).....

1° L'employeur soussigné s'engage à assurer un travail continu pendant une durée de à l'ouvrier signataire du présent contrat, et à dater du lendemain de son arrivée.

2° Cet ouvrier recevra un salaire de, égal à celui des ouvriers français de même catégorie et qui exécutent le même travail.

Par application de ce principe d'égalité, en cas de modification par mesure générale des salaires des ouvriers français auxquels il est assimilé, le salaire de cet ouvrier sera relevé ou diminué de plein droit dans les mêmes proportions.

Le paiement des salaires sera effectué tous les jours en espèce. Il ne pourra être opéré de retenues sur les salaires que dans les limites admises par la loi française (Code du travail, livre I^{er}, art. 50 et 51). Indiquer les causes et le montant des retenues

3° Il aura droit au même régime de travail (durée du travail, jour de repos) que les ouvriers français, et recevra conformément au tarif :.....

Pour	{	chaque heure supplémentaire
		travail de nuit
		travail des jours fériés

4° L'employeur assure que l'ouvrier trouvera à se loger à et que les prix réunis du logement et de la nourriture ne dépasseront pas en moyenne francs par jour.

a) L'ouvrier ne sera ni logé, ni nourri par l'établissement.

ou bien :

b) Il pourra, à sa demande, être logé par l'établissement au prix de francs par jour.

ou bien :

c) Il pourra, à sa demande, être nourri par l'établissement au prix de francs par jour.

ou bien :

d) Il pourra, à sa demande, être logé et nourri par l'établissement au prix de francs par jour.

(Biffer les formules inutiles).

5° Les frais de transport du lieu de résidence au point de concentration en France sont à la charge de S'ils sont avancés par l'ouvrier, ils lui sont remboursés après mois de présence.

Les frais de voyage depuis le point de concentration en France jusqu'au lieu de travail en France sont à la charge de

6° A la fin de chaque période de six mois, intégralement accomplie pour laquelle le contrat aura été établi ou renouvelé, l'ouvrier touchera une prime de 50 francs à titre d'indemnité de retour.

Cette même indemnité serait due en cas de licenciement de l'ouvrier pour raison de force majeure avant l'expiration du contrat.

7° Au cas où l'ouvrier, avant l'expiration de ce contrat, quitterait pour se replacer ailleurs l'employeur qui a acquitté les frais de son introduction, il sera tenu de rembourser au prorata de la durée du contrat restant à courir le montant de ces derniers et il en fait par le présent contrat, cession audit employeur dans les limites prévues par l'article 62 du livre I^{er} du Code du travail.

8° Toute difficulté pouvant surgir entre l'établissement employeur et l'ouvrier faisant l'objet du présent contrat sera immédiatement signalée au Ministère du Travail, Service de la Main-d'œuvre étrangère, Paris, 2, avenue Rapp, Téléphone : Ségur 21-13, Inter-Ségur 2.

Fait à, le

Visa du Ministère du Travail

L'Ouvrier,

L'Employeur,

Modèle E

SALAIRES MINIMA

D'EMBAUCHAGE DES OUVRIERS AGRICOLES ÉTRANGERS A APPLIQUER, A DATER
DU 15 AVRIL 1928.

Lettre devant être portée sur la demande pour désigner la catégorie	Les Salaires ci-dessous sont des salaires minima de base		CATÉGORIES
	Non nourris	Nourris	
A	500	290	VACHER
B	500	290	BOUVIER
C	500	290	CHARRETIER
D	500	290	BERGER
E	500	290	JARDINIER
H	450	240	HOMME A TOUTE MAIN
EXPRESS	450	240	HOMME A TOUTE MAIN EXPRESS
K	395	185	JEUNES GENS de 16 à 18 ANS
P	20	13	
R	20	13	SAISONNIERS
S	20	13	
V	420	210	VACHÈRE
T	395	185	BONNE DE FERME sachant traire
RAPIDE T	395	185	BONNE DE FERME sachant traire rap
X	370	160	BONNE DE FERME ne sac. pas traire
RAPIDE X	370	160	BONNE DE FERME ne sac. pas traire rap.
MÉNAGES	Salaires ci-dessus suivant catégories du mari et de la femme.		
sans enfants			
FAMILLES	Salaires mixtes en espèces et en nature.		
d'ouvriers			
FAMILLES	Demander fiche spéciale au bureau de main-d'œuvre.		
d'apprentis			
colons partiaires			

(Aucune demande ne pourra être acceptée si elle comporte un
salaire inférieur à ceux indiqués ci-dessus.)

Modèle F

FICHE A JOINDRE A UNE DEMANDE DE FAMILLE AGRICOLE

I. — Composition approximative de la famille demandée :

- a) Membres travaillants.....
 b) Membres non-travaillants.....

II. — Renseignements généraux sur l'exploitation : Superficie

NATURE DES CULTURES :

Céréales.....
 Cultures sarclées.....
 Culture fruitière ou maraîchère.....
 Elevage.....
 Divers.....

RÉPARTITION DES TERRES :

Terres labourables.....
 Bois.....
 Prés.....
 Vignes.....
 Divers.....

III. — Renseignements précis sur le logement :

Nombre de pièces.....
 Aménagement, etc.....

IV. — Salaires :

1° Salaires en espèces :

PAR MOIS

Homme adulte.....
 Jeune homme de 16 à 20 ans.....

PAR JOUR

avec un minimum de 200 jours de travail par an

Femme adulte.....
 Jeune fille de 16 à 20 ans.....

2° Avantages en nature :

	Personnes ayant plus de 16 ans		Enfants de 3 à 12 ans
	HOMMES	FEMMES	
Blé			
Pommes de terre			
Maïs			
Lait			
Vin			
Lard			
Bois			

Les garçons de 12 à 16 ans recevront la moitié des avantages en nature des hommes.

Les filles de 12 à 16 ans recevront la moitié des avantages en nature des femmes.

Jardin (indiquer la superficie) :

Terrain pour gros légumes (superficie) :

1. — Sauf autorisation spéciale de l'employeur, le dit terrain sera affecté exclusivement à la culture de légumes et de plantes sarclées, y compris le maïs.
 2. — La terre sera mise à la disposition des familles en temps convenable pour l'ensemencement, fumée, labourée et préparée pour l'ensemencement. Elle correspondra, comme situation, assolement, état de culture et préparation, à la moyenne des terres de la propriété destinées, la même année, à la culture des plantes sarclées.

L'employeur prêterà à la famille à titre gracieux le cheptel vif et mort nécessaire pour les sarclages, buttages, etc... ainsi que pour la récolte et la rentrée des produits.

3. — L'employeur fera l'avance des semences et des plants de pommes de terre nécessaires, de qualité satisfaisante et en quantité correspondant à une plantation normale.

Les pommes de terre lui seront rendues, en qualité satisfaisante, aussitôt après la récolte. Au cas où elles auraient été prêtées aux printemps et rendues en automne, la quantité à rembourser sera majorée de 25 %.

Les autres semences, dont le prix sera indiqué par l'employeur au moment du prêt lui seront remboursées en espèces en quatre mensualités égales prélevées sur le salaire de fin du mois de quatre mois, à partir du 2^e mois qui suivra la date du prêt.

4. — L'employeur s'engage à accorder à titre gracieux, toute possibilité aux familles pour la conservation convenable des produits récoltés sur la terre en question jusqu'à leur consommation, et le cas échéant, de leur en faciliter la vente.

Divers :

A....., le 19.....

Signature de l'employeur :

(1) — Chaque famille doit obligatoirement recevoir 2.000 mètres de terre pour son propre usage. Si la famille compte plus de deux membres travaillants, elle recevra 500 mètres de plus pour chaque membre travaillant (homme, femme au-dessus de 16 ans) en excédent des 200 mètres carrés susnommés.

Modèle G

CONTRAT D'EMBAUCHAGE POUR OUVRIER AGRICOLE POLONAIS

ARTICLE PREMIER. — L'employeur assurera, à dater du lendemain de leur arrivée et pendant la durée du contrat, un travail continu aux ouvriers faisant l'objet du présent contrat.

ARTICLE 2. — L'ouvrier est tenu de se conformer aux ordres qui lui seront donnés pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat, de se conduire correctement à l'égard de l'employeur, de sa famille et des autres ouvriers et de ne troubler en aucune façon l'ordre et la discipline de l'exploitation.

L'employeur est tenu de traiter les ouvriers polonais dans les mêmes conditions que les ouvriers français et de faire tout ce qui dépendra de lui pour faire respecter, le cas échéant, leur dignité personnelle ou nationale.

ARTICLE 3. — Le travail sera réglé conformément aux coutumes locales et à la manière dont l'exécutent les ouvriers français de l'exploitation ou, à défaut, de la région.

Les interruptions dans le travail pour les repas sont les mêmes que celles accordées aux ouvriers français. A titre d'indication, la durée de ces interruptions est normalement de

.....
Les travailleurs femmes ne devront pas être employées aux travaux de pansage et de harnachement des chevaux ni à la conduite des attelages de chevaux et des instruments aratoires pour les travaux de labourage, de hersage et de roulage.

Si, à titre exceptionnel, des femmes sont employées à des travaux de cet ordre, elles recevront pendant leur durée un salaire égal à celui des travailleurs hommes accomplissant ces mêmes travaux dans l'exploitation ou dans la région.

Si le patron demande aux ouvriers français un effort supplémentaire, il pourra réclamer des ouvriers polonais un même effort supplémentaire moyennant le paiement de la même prime.

Au moment de la fenaison et de la moisson, les ouvriers polonais devront travailler le même nombre d'heures que leurs camarades français. Ils devront à ces époques, travailler même le dimanche, mais en cas d'urgence seulement. Ils participeront aux mêmes avantages ou primes qui seront consentis aux ouvriers français durant ces saisons.

Les jours de fête et les dimanches, les ouvriers polonais devront donner aux animaux de la ferme les soins indispensables à l'exemple des ouvriers français, mais de telle façon qu'ils soient libres d'assister aux offices religieux.

A titre de renseignement, il est signalé que les dimanches, le Nouvel An, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, la Fête nationale française du 14 juillet, l'Assomption, la Toussaint et la Noël sont jours chômés et que les autres fêtes seront remises, selon l'usage, aux dimanches suivants. En outre, les ouvriers polonais jouiront d'un repos d'une demi-journée la veille de Noël et d'un repos de l'après-midi le samedi, veille du dimanche de Pâques.

Le calendrier français servira seul à déterminer les fêtes religieuses chômées.

ARTICLE 4. — Les travailleurs recevront, à travail égal, une rémunération égale à celle des ouvriers français de même catégorie employés dans l'exploitation ou, à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région. L'égalité de traitement s'étend également aux indemnités s'ajoutant aux salaires. L'égalité de traitement s'étend aux allocations familiales qui seront allouées aux travailleurs étrangers remplissant les conditions prévues par le règlement des Caisses d'allocations.

ARTICLE 5. — Le salaire mensuel de base est actuellement fixé comme suit :

1° Avec logement, sans nourriture, sans blanchissage :

Homme.....

Femme.....

Jeune homme de 16 à 18 ans.....

Jeune fille de 16 à 18 ans.....

Primes ou indemnités éventuelles.....

2° Avec la nourriture, logement et blanchissage, le salaire mensuel comprend :

a) La nourriture et le blanchissage, qui sont fournis en nature par l'employeur et représentent une valeur de 210 francs par mois (somme révisable et à fixer d'après les statistiques officielles) ;

b) Le salaire argent qui est :

Homme.....

Femme.....

Jeune homme de 16 à 18 ans.....

Jeune fille de 16 à 18 ans.....

Primes ou indemnités éventuelles.....

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-après serait modifié pour les ouvriers français travaillant dans la même exploitation pendant la durée du contrat, cette modification serait étendue de plein droit aux ouvriers faisant l'objet du présent contrat.

L'ignorance de la langue française ne peut servir de motif pour assigner à l'ouvrier à travail égal, un salaire inférieur à celui alloué aux ouvriers français de même catégorie de l'exploitation ou, à défaut, de la région.

La nourriture des ouvriers polonais sera la même que celle assurée aux ouvriers français de l'exploitation.

Au cas où les ouvriers polonais embauchés comme devant être nourris ne seraient pas satisfaits de la table commune, ils auront le droit de passer dans la catégorie des ouvriers non nourris et recevront, en outre de leur salaire argent, la somme représentant la valeur de la nourriture, soit 210 francs.

S'il n'est pas fait droit à leurs demandes, dans un délai de 8 jours, ils saisiront de la question les autorités désignées à l'article 15.

Dans le cas d'ouvriers non nourris, l'employeur leur donnera tous renseignements utiles pour les aider à se procurer les denrées alimentaires dans les meilleures conditions d'économie.

Si des enfants de moins de 16 ans veulent travailler, ils pourront le faire, aux conditions à débattre entre les parties contractantes avec le consentement de leurs parents et à condition d'être en règle avec les prescriptions légales concernant les mineurs, notamment en ce qui concerne l'enseignement primaire obligatoire.

Le salaire au mois pourra être transformé, après accord entre les parties contractantes, en salaire à la tâche pour tous les travaux qu'on a coutume d'effectuer à la tâche conformément aux conditions générales prévues à l'article 4.

Les salaires stipulés en argent doivent être payés exclusivement en monnaie française.

Les salaires de même que les primes et les avances consenties sur le salaire doivent être portés par l'employeur sur un livret de comptes spécial remis au travailleur au moment de la signature du contrat et qui reste entre ses mains pendant toute la durée de l'engagement.

A la fin de chaque mois, les comptes portés sur le livret doivent être arrêtés par l'employeur et être signés par l'ouvrier et approuvés à l'aide d'un signe identique à celui porté sur le contrat si l'ouvrier est illettré.

Toutes les remarques portées sur le livret par l'employeur devront être paraphées par lui.

ARTICLE 6. — L'employeur ne doit sous aucun prétexte retenir le livret de comptes, de même du reste que les passeports, contrat de travail, carte d'identité, extrait du registre d'immatriculation de l'ouvrier. Il s'exposerait, dans le cas contraire, à une action en justice.

Dans le cas où l'employeur aurait avancé les frais de voyage de l'ouvrier ou des membres non travaillants de la famille, ces avances seront portées sur le livret de comptes à titre d'avance.

ARTICLE 7. — Les frais de chemin de fer et de bateau, de sélection, d'hébergement de mise en route et de nourriture des ouvriers sont à la charge de l'employeur qui en fait l'avance.

Pour garantir cette avance contre la rupture injustifiée du contrat par l'ouvrier pendant les premiers mois de son séjour en France, l'employeur aura le droit d'effectuer des retenues sur le salaire, *mais seulement jusqu'à concurrence d'une somme totale de 250 francs* qui ne devra jamais être dépassée.

Les retenues sont à prélever au moment de chaque paye. Chacune d'elles ne peut excéder 1/10 du salaire remis à l'ouvrier. Si l'ouvrier est nourri, l'employeur effectue la retenue de 1/10 sur le montant du salaire argent augmenté d'une somme de 210 francs qui représente la valeur de la nourriture fournie à l'ouvrier.

Si l'ouvrier accomplit intégralement son contrat, les retenues opérées sur les salaires, soit 250 francs, sont restituées au travailleur.

ARTICLE 8. — Seuls, les familles et ménages ont le droit d'exiger un logement à part. Ce logement sera salubre. Les ouvriers et ouvrières célibataires seront logés dans des chambres séparées selon les sexes.

Le patron mettra à la disposition de chacun un lit avec paillasse, traversin, draps et couvertures.

Ils seront chauffés et éclairés dans les mêmes conditions que les travailleurs français.

Si les ouvriers estiment que les conditions de logement ne sont pas conformes aux dispositions du présent article et s'il n'est pas fait droit à leurs réclamations à ce sujet, ils saisiront de la question les autorités désignées à l'article 15.

ARTICLE 9. — Les ouvriers bénéficieront, en cas d'accidents du travail, de la législation française.

En cas de maladie légère de l'ouvrier, et pendant les sept premiers jours, l'employeur devra lui assurer, en plus du logement et de la nourriture, les soins médicaux et pharmaceutiques.

En cas de maladie grave ou d'une durée supérieure à 7 jours et si l'ouvrier est indigent, l'employeur devra demander au maire, ou en cas de difficultés, au préfet, l'admission à l'assistance médicale gratuite et l'hospitalisation prévue par la Convention Franco-Polonaise du 11 octobre 1920.

Si la maladie n'a pas duré plus de quatre semaines, le contrat de travail reprendra son cours jusqu'à son expiration après la guérison de l'ouvrier.

En cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier. Il fera dresser par le maire l'acte de décès et préviendra immédiatement le Juge de Paix en lui fournissant tous les renseignements qu'il possédait sur le défunt, la famille et la succession, en le priant d'en aviser le Ministère des Affaires Étrangères à Paris. Il remettra au Juge de Paix le produit de la succession.

Le Consulat de Pologne adressera, le moment venu, au Juge de Paix, toutes indications utiles en ce qui concerne la destination à donner aux objets de valeur appartenant au défunt.

ARTICLE 10. — Le contrat peut être résilié par l'employeur :

1° Au cas où l'ouvrier, malgré les observations à lui adressées, persisterait à ne pas se conformer aux obligations de son contrat ;

2° Si sa conduite habituelle est de nature à troubler le bon ordre et la discipline de l'exploitation.

3° S'il se livrait à des violences ou sévices graves sur la personne de l'employeur, le personnel de l'exploitation et les animaux ;

4° Si, atteint d'une maladie contagieuse, il refuse d'aller à l'hôpital ;

Dans les deux premiers cas, le contrat ne pourra être résilié qu'après un préavis de 15 jours. Dans les autres cas, la résiliation pourra avoir lieu immédiatement après la constatation prévue à l'article 12.

ARTICLE 11. — Le contrat peut être résilié par l'ouvrier :

1. Si celui-ci est l'objet de violences ou de sévices graves de la part de l'employeur ou de ses préposés et également s'il est l'objet d'une façon courante d'injures verbales.

2. Si, malgré ses réclamations, l'employeur refuse de lui remettre ses documents personnels (passport, contrat de travail, carte d'identité, extrait du registre d'immatriculation (Voir article 6).

Dans ce dernier cas, le contrat ne pourra être résilié qu'après un préavis de 15 jours.

ARTICLE 12. — Dans chacun des cas visés aux articles 10 et 11, le contrat ne pourra être résilié qu'après que l'employeur ou l'ouvrier aura dûment fait constater le fait allégué, soit par la maire, soit par la Gendarmerie, soit par le garde-champêtre, soit par deux personnes honorables, soit par le Ministère de l'Agriculture (Service de la Main-d'Œuvre et de l'Immigration Agricoles).

ARTICLE 13. — a) S'il y a résiliation à la suite de l'un des cas visés aux articles 10 et 11 ou rupture de contrat, celui employeur ou ouvrier, par la faute duquel le contrat aura été résilié ou rompu, versera à l'autre partie une indemnité égale à autant de fois trois francs qu'il restera de semaines à courir jusqu'à l'expiration du contrat.

b) En outre, s'il y a résiliation ou rupture par la faute de l'ouvrier, ce dernier devra rembourser à l'employeur la somme de 250 francs. Si des retenues ont déjà été opérées sur le salaire, conformément à l'article 7, le total de ces retenues est à déduire de 250 francs.

En vue de permettre le remboursement des sommes restant dues aux termes du paragraphe qui précède, l'ouvrier en fait cession à l'employeur par le présent contrat dans les limites de l'article 62 du Livre I^{er} du Code du Travail.

S'il y a résiliation ou rupture par la faute de l'employeur, ce dernier devra restituer à l'ouvrier les retenues qui auront été effectuées sur son salaire.

Les dispositions qui précèdent ne sauraient être interprétées comme conférant à l'employeur ou à l'ouvrier la faculté de se libérer du contrat en dehors de cas visés aux articles 10 et 11 avant la date prévue. Toute rupture anticipée les exposerait non seulement aux remboursements prévus aux paragraphes a et b du présent article, mais encore à tous dommages-intérêts qui pourraient être alloués par les Tribunaux.

ARTICLE 14. — Indépendamment des dispositions prévues aux articles 10 et 11, le contrat peut être également résilié dans le cas de mort ou de maladie grave d'un conjoint, ascendant ou descendant directs de l'ouvrier ou si un cas de force majeure l'obligeait à retourner dans son pays d'origine, mais il serait tenu d'appuyer sa demande de libération d'un certificat officiel du Consulat de Pologne.

Dans ces cas, les retenues opérées sur le salaire restent acquises à l'employeur qui renonce à toute indemnisation complémentaire.

ARTICLE 15. — Toutes difficultés pouvant surgir entre l'employeur et les ouvriers signataires du présent contrat seront immédiatement signalées au Ministère de l'Agriculture (Service de la Main-d'Œuvre et de l'Immigration Agricoles, Section du Contentieux : 97, A, rue de Vaugrard, Porte de Versailles), Paris (Téléphone : Vaugrard 11-16) soit en langue française, soit en langue polonaise, directement ou par l'intermédiaire des autorités consulaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Bercovici*. — Le contrôle sanitaire des immigrants en France. Paris 1926.
- D^r H. Bernard*. — Landbauzonen, ländliche Entvölkerung and landwirtschaftliche Einwanderung in Frankreich, etc... — Berne 1927.
- A. Blanc*. — L'immigration en France et le travail national. Lyon 1901.
- Blanchard*. — La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française. Aix 1913.
- Boissard*. — Le problème de la main-d'œuvre étrangère. Paris 1923.
- Bonvoisin et Maignan*. — Allocations familiales et caisses de compensation. Paris 1930.
- Brunhes*. — La géographie humaine — Tome II chapitre 36. de la Nation française de G. Hanotaux. Paris 1926.
- Bryas*. — Les peuples en marche. Les migrations politiques et économiques en Europe depuis la guerre mondiale. Paris 1926.
- Catalogne*. — La politique d'immigration en France depuis la guerre. Paris 1925.
- Caillard*. — Les migrations temporaires dans les campagnes françaises. Paris 1912.
- de Canisy*. — La question ouvrière dans le bassin de Briey. Paris 1919.
- Caziot*. — La valeur d'après-guerre de la terre. Paris 1920.
- La vérité sur la richesse agricole. Paris 1926.
- de Cassano*. — Congrès International de l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration, tenu à Paris en août 1889. Paris 1890. (Bibliot. Nat. 8^o G. pièce 453)
- Chromecki*. — Le problème de l'immigration polonaise en France. 1929.
- Chassevent*. — Appel à la main d'œuvre étrangère pour l'agriculture française. Paris 1919.
- A. Demangeon*. — Le déclin de l'Europe. Paris 1920.
- Didion*. — Les salariés étrangers en France. Paris 1911.
- A. Dumont*. — Civilisation et capillarité sociale.
- Eveillé*. — L'assistance aux étrangers en France. Paris 1900.
- Fagnot*. — Le problème de la main-d'œuvre étrangère. Paris 1924.
- Fidel*. — L'émigration italienne. Paris 1910.
- Gemähling*. — La décroissance de la natalité et l'avenir de la France. Bordeaux 1913.
- Travailleurs au rabais. Paris 1910.

- Gonnard*. — L'émigration européenne au XIX^e siècle. Paris 1906.
 — Essai sur l'histoire de l'émigration. Paris. 1928.
 — La dépopulation de la France. Paris 1898.
- Guitera*. — Le contrat-type pour l'emploi des travailleurs en France. Paris. 1924.
- Gauthier*. — Le marché du travail en France. Angers 1923.
- C. Hanra*. — La cité ouvrière de Mancieulles. (Musée Social 1910).
- H. Hauser*. — Travailleurs et marchands dans l'Ancienne France Alcan 1920.
 — Ouvriers du temps passé. 4^e édition 1913.
- Hugand*. — L'immigration. Paris 1919.
- Jean-Marc*. — L'immigration agricole dans l'Aisne. Paris 1926.
- Kaczmarek*. — L'immigration polonaise en France. Paris 1929.
- E. Hahn*. — Der internationale Geburtenstreik Francfort 1931.
- M. Lachaze*. — Les étrangers dans le droit public français. Paris 1928.
- Lagneau*. — De l'immigration en France. Orléans 1884. (Bib. Nat. L³¹ 70.
- Lambert*. — La France et les étrangers. Paris 1927.
- Laumone*. — Les étrangers en France. 1887.
- Ledré*. — Les émigrés russes en France. Paris 1929.
- Leclercq et Mazel*. — La main-d'œuvre nationale après la guerre. Paris 1917.
- Le Fur*. — Races. Nationalités. Etats. Paris 1922.
- Le Fèvre*. — Homme-Travail. Paris 1929.
- Leroy-Beaulieu*. — La question de la population. Paris 1913.
- Lénermon*. — L'après-guerre et la main-d'œuvre italienne en France. — Paris 1918.
- E. Levasseur*. — La population française. 3 vol. Paris 1892.
- Li-Koué-Tsai*. — Règlementation internationale de l'émigration. Lyon 1928.
- L. Lucas*. — La francisation du nom des naturalisés. Paris 1929.
- Louis Luce*. — La situation en France des travailleurs étrangers. (Lois et règlements de police) Paris 1924.
- Lugand*. — L'immigration des ouvriers étrangers en France et les enseignements de la guerre. Paris 1919.
- Dr Martial*. — Traité de l'immigration et de la greffe inter-raciale. Paris 1931.
- Mathorez*. — Les étrangers en France sous l'Ancien Régime. Paris 1921
- J. Michel*. — Les étrangers en France et l'impôt. Paris 1927.
- Monnier*. — Les inconvénients de l'immigration. Paris 1905.
- Niklewski*. — La réglementation de l'immigration des travailleurs polonais en France. Nancy 1930.
- Nogaro et Weil*. — La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre. Paris 1926.
- Numa Raflin*. — Le placement et l'immigration des ouvriers agricoles Polonais en France. Ministère du Travail. 1911.

- W. Oualid*. — L'immigration ouvrière en France. Paris 1927.
— L'aspect juridique de l'immigration ouvrière. Paris 1923.
- Pairault*. — L'immigration organisée. Paris 1926.
- Paleswki*. — L'immigration en France depuis la guerre au point de vue du droit international. Paris 1927.
- Paon*. — L'immigration en France. Paris 1926.
- Pasquet*. — Immigration et Main-d'œuvre étrangère en France. Paris 1927.
- Pezeu*. — Les hommes qu'il nous faut pour l'organisation du travail. Paris. 1918.
- Perrin*. — La main-d'œuvre étrangère dans le bâtiment et les travaux publics. Paris 1925.
- Peyret*. — L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne. Bordeaux 1928.
- Piganiol*. — Le traité franco-italien du 30 septembre 1919. Toulouse 1922.
- Pluyette*. — La doctrine des races et la sélection de l'immigration en France. Paris 1930.
- Prato*. — Le protectionnisme ouvrier. Paris 1912.
- Prost*. — L'immigration en Franche-Comté. Paris 1929.
- V. Reynaud*. — La colonie italienne d'Homécourt. Paris 1901.
- Cl. Raymond-Duchosal*. — Les étrangers en Suisse. Paris 1929.
- Razwadowski*. — L'immigration polonaise. Lille 1927.
- M. Rémond*. — L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France. Paris 1928.
- Ripert*. — Contrat de travail et main-d'œuvre étrangère. Marseille 1921.
- Rouillon*. — Les traités de travail et la main-d'œuvre étrangère Paris 1925.
- Rodet*. — L'immigration des travailleurs étrangers en France. Paris 1924.
- Ed. Ronse*. — L'émigration saisonnière belge. Gand 1913.
- R. Saudron*. — L'Emigrazione italiana. Legislazione, statistiche, accordi internazionali, organie servizi statali. Palermo e Roma. 1927.
- Salmon-Ricci* — La naturalisation des étrangers en France. Paris 1929.
- Saloy*. — L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales. Paris 1908
- Schirmacher*. — La spécialisation du travail par nationalité à Paris. Paris 1908.
- Souchon*. — La crise de la main-d'œuvre agricole en France. Paris 1914
- A. Somme*. — La Lorraine métallurgique. Paris 1929.
- Tékéian*. — Marseille, la Provence et les Arméniens. Marseille 1929.
- Tessier et Philippert*. — Conséquences économiques de la loi de 8 heures. Paris 1924.
- Touchard*. — La journée de 8 heures. St-Etienne 1925.
- Vanderwelde*. — L'exode rural et le retour aux champs. Paris 1910.

- Valet*. — Les restrictions à l'émigration. Paris 1930.
- L. Varlez*. — Les migrations internationales et leur réglementation. Genève 1929.
- L. Varlez*. — Le rythme saisonnier des migrations humaines. Genève 1928.
- Waltz*. — Le problème de la population française. 1924.
- Woog*. — La politique d'émigration de l'Italie. Paris 1930.
- Ministère de l'Agriculture*. — Conventions et règlements relatifs à l'immigration et à l'émigration. Paris 1929.
- Enquête sur les étrangers. 1929.
- Ministère du Travail*. — Renseignements relatifs à la main-d'œuvre étrangère. 1924.
- Société des Nations*. — L'émigration dans ses différentes formes (C.E.I.25) B.I.T.
- Rapport sur les législations relatives aux mouvements de la main-d'œuvre et aux migrations en général. (C.E.I. 39) B.I.T.
- Estimation de la population en état de travailler dans certains pays en 1931 et 1941 (Bowley). (C.E.C.P. 59).
- Population et ressources naturelles. (C.E.I. 39).
- Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays (C.E.I. 26). B. I. T.
- Emigration et Immigration. Législation et traités. B.I.T.
- Les méthodes des statistiques de l'émigration et de l'immigration (1922).
- Rapport du Service International d'Aide aux migrants (1927).
- Annuaire International des organisations privées pour la protection des migrants. Genève 1928.
- Commissaire de l'Emigration*. (Rome). — Il movimento dell'emigrazione italiana negli anni dal 1910 al 1926. Rome 1927.
- C.G.T.* — Le Problème de la main-d'œuvre française et étrangère et du placement. Paris 1925.
- Articles*. — En ce qui concerne les articles traitant de l'émigration leur nombre est tel qu'il est impossible d'en donner la liste. Les plus nombreux et les plus intéressants se trouvent dans : la *Revue Internationale du Travail*, les *Informations sociales*, la *Revue de l'immigration*, la *Main-d'œuvre agricole* (1914-1925), la *Chronique Mensuelle des Migrations*, l'*Europe Nouvelle*, l'*Etranger Catholique*, les *Annales de Géographie*, le *Bollettino della Emigrazione* (Rome), le *Bulletin de la Statistique générale de la France*, le *Bulletin de l'Office Central de la Main-d'œuvre Agricole*, les bulletins du « *Foyer Français* », la *Presse Médicale* (1924-1926), la *Revue d'Hygiène* (1925-1928), l'*Economiste français*, la *Revue*

Politique et Parlementaire, la Réforme Economique, la Revue d'Economie politique, la Revue Economique Internationale, Boletín de la Inspeccion general de Emigración (Madrid), les dossiers de l'Action Populaire (Editions Spés) etc... etc...

A noter également les conférences des Semaines Sociales, du Musée Social, de la Société d'Economie Sociale, les nombreux rapports publiés par les services de la S.D.N., par le Conseil National de la main-d'œuvre (Paris), par les ministères français du Travail et de l'Agriculture, par les syndicats ouvriers français, des parlementaires, etc...

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'immigration en France jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

I. La population française jusqu'à la fin du XVIII ^e siècle.....	1
Faiblesse de l'accroissement de la population.....	2
II. L'immigration jusqu'à la fin du XVIII ^e siècle.....	4
Les encouragements à l'immigration.....	5
Le contrôle et l'assimilation des étrangers.....	7
Les principaux groupes d'immigrés et leur activité : <i>Hollandais, Allemands, Italiens et Espagnols</i>	8
Conclusion	14

CHAPITRE II

L'évolution de la population française au XIX^e siècle.

I. L'Industrialisation et la chute de la natalité en France.	
Le dynamisme économique et démographique du régime industriel.....	15
La diminution de la natalité. La volonté de restriction des naissances....	18
II. Les conséquences de la sous-natalité et de l'industrialisation sur la répartition professionnelle de la population	26
L'exode rural et les besoins de main-d'œuvre de l'agriculture.....	27
Les besoins de main-d'œuvre de l'industrie.....	32
L'affluence vers les occupations des « mains-blanches ».....	33
III. La nécessité de l'immigration	33

CHAPITRE III

L'immigration en France au XIX^e siècle et jusqu'à la guerre de 1914.

I. Les mouvements de l'immigration de 1851 à 1914.....	36
II. La répartition géographique de la population étrangère. Belges, Italiens, Allemands, Espagnols, Suisses, etc.....	41
III. Importance de la population active dans la population étrangère.....	45
IV. Les étrangers dans l'industrie, le commerce et les services domestiques.....	48
Ouvriers et patrons	49
Italiens, Belges, Espagnols, Suisses, etc.....	50
V. Les étrangers dans l'agriculture.....	51
Répartition géographique et par nationalité	52
Les chefs d'exploitations : propriétaires, fermiers, métayers.....	54
Les salariés : ouvriers agricoles et saisonniers.....	54
VI. Les problèmes de l'immigration.	
La concurrence	57
L'assimilation	60
La ralentissement de l'immigration.....	60
VII. Les débuts de l'immigration organisée.	
Dans l'agriculture : Polonais.	61
Dans l'industrie : Italiens.....	63
Conclusion	67

CHAPITRE IV

L'immigration pendant la guerre 1914-1918.

I. <i>L'étatisme de salut public</i>	68
II. <i>La main-d'œuvre coloniale et chinoise</i>	69
Recrutement, Contrats de travail. Administration.....	69
Résultats.....	70
III. <i>La main-d'œuvre étrangère de race blanche</i>	72
Italiens, Portugais, Espagnols, Grecs, etc.....	73
Résultats.....	74
Conclusion.....	75

CHAPITRE V

La situation des marchés du travail en France et en Europe après la guerre.

I. <i>La situation du marché du travail en France après la guerre</i>	76
<i>La diminution de la main-d'œuvre disponible</i>	
Pertes de guerre.....	77
Loi de 8 heures.....	78
<i>Les besoins de main-d'œuvre après la guerre</i>	
Besoins de l'agriculture.....	80
Besoins de l'industrie.....	84
Développement du commerce.....	86
Développement de l'intellectualisme et des professions libérales.....	87
Complication de la vie sociale et développement du fonctionarisme.....	88
Besoins exceptionnels de l'après-guerre : reconstruction des régions dévastées et reconstitution des richesses détruites.....	89
<i>Produire!</i>	90
II. <i>Le marché européen du travail après la guerre</i>	
<i>Les pays d'émigration</i>	91
Italie, Pologne, Espagne et Portugal, Belgique, Hollande, Suisse, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc....	91
<i>La congestion démographique de l'Europe après la guerre</i>	
L'afflux des réfugiés.....	102
Le chômage après la guerre.....	105
Diminution de l'émigration transocéanique.....	106
Développement de l'émigration continentale.....	108
Conclusion.....	109

CHAPITRE VI

L'organisation et le contrôle de l'immigration

I. <i>Les organismes de l'immigration</i>	
<i>Les services administratifs de l'immigration</i>	
Services de la Main-d'œuvre agricole.....	111
Service de la Main-d'œuvre étrangère du Ministère du Travail.....	112
Commission interministérielle de l'immigration et Conseil National de la Main-d'œuvre, etc.....	112
<i>La conclusion d'accords particuliers avec les pays d'émigration</i>	113
Le recrutement.....	114
Le contrat-type.....	115
<i>Les associations patronales d'immigration</i>	115
La Société Générale d'Immigration.....	116
II <i>Le fonctionnement de l'immigration</i>	117
Le placement.....	118
Le recrutement : en Pologne, Italie, Tchécoslovaquie, etc....	118
Les transports.....	123
La réception aux frontières.....	125
La répartition.....	127
Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère à l'intérieur.....	128

TABLE DES MATIÈRES

507

III. L'immigration non contrôlée	129
Conclusion	131

CHAPITRE VII

La population étrangère en France depuis la guerre.

I. Les effectifs étrangers en France depuis la guerre	132
II. Les mouvements de l'immigration.	
Annuels	135
Saisonniers	138
III. La répartition des immigrants par nationalité	141
IV. La répartition géographique de la population étrangère	147
V. La répartition géographique des nationalités	158
Italiens	160
Belges	162
Espagnols	163
Suisses	165
Slaves : Polonais, Tchécoslovaques, Russes	166
Anglais et Américains	168
Africains	170
Asiatiques	171
Grecs et Arméniens, Roumains etc.	172
VI. La situation démographique de la population étrangère.	
L'inégalité numérique des sexes	172
Jeunesse relative de la population étrangère	176
Nuptialité	180
Natalité	191
Étrangers nés en France	187
Illettrés	188
VII. La population active étrangère.	
Importance de l'élément actif dans la population étrangère	190
Importance de l'élément ouvrier dans la population active étrangère	191
La part des étrangers dans la population active totale en France	192
Répartition des étrangers entre les grandes branches d'activité	194
Composition professionnelle de la population étrangère suivant les régions	198
Étrangers vivant exclusivement de leurs revenus ou sans profession déclarée	200

CHAPITRE VIII

Les étrangers dans l'industrie et le commerce.

I. Importance de l'élément étranger dans l'industrie et le commerce	201
II. La proportion des étrangers dans les diverses industries et commerces	203
III. Les étrangers dans les principales branches d'activités .	
Les industries extractives	207
Houillères	210
Mines de fer	216
Mines diverses	221
Carrières	222
Le terrassement et le bâtiment	224
L'industrie des chaux et ciments	229
Les briqueteries et tuileries	230
Les verreries	233
Les industries de produits chimiques	235
L'électro-métallurgie	239
La soie artificielle	241
La métallurgie	242
Les sucreries et distilleries de betterave	257
Les sécheries de chicorée	258
Les transports, la marine marchande	258
L'industrie hôtelière	259
Les industries textiles, le travail des étoffes et du vêtement	264
Industries et commerce divers	267
IV. La valeur de la main d'œuvre industrielle étrangère .	
Forte proportion de manœuvres	268
Valeur professionnelle suivant la nationalité	269
Les difficultés de la discipline	272

L'instabilité	274
Le manque d'assiduité	279
La fréquence des accidents de travail	280
Les qualités de la main-d'œuvre étrangère	281

CHAPITRE IX

Les étrangers dans le département de la Seine (Paris et sa banlieue)

I. L'importance de la population étrangère et son rapide accroissement	284
II. Le nationalités	285
III. La répartition géographique : à Paris ; en banlieue	287
Répartition par nationalité : à Paris ; en banlieue	290
IV. La composition par sexe et par groupes d'âge	295
V. Les enfants étrangers dans les écoles	297
VI. La population active étrangère	299
VII. Les étrangers dans l'activité économique à Paris :	
Les professions les plus atteintes	300
Les patrons étrangers et les isolés	302
Les employés. Les ouvriers. Les femmes	304
La spécialisation par nationalité	305
Le groupement des professions par quartier	307
VIII. Les étrangers dans l'activité économique en banlieue.....	309
Conclusion	311

CHAPITRE X

La vie des populations étrangères de l'industrie

I. La population étrangère des régions frontières	313
Région méditerranéenne et des Alpes	314
Sud-Ouest.....	318
Nord et Franche-Comté	319
II. La population importée et groupée dans les centres industriels.....	320
Les cités ouvrières	321
Les colonies polonaises.....	327
Les colonies italiennes.....	334
Les colonies de diverses nationalités	338
La vie économique dans les colonies étrangères	338
Les rapports des étrangers et de la population française.....	341
III. La population flottante et urbaine	342

CHAPITRE XI

Les étrangers dans l'agriculture.

Les mouvements de l'immigration agricole	350
Les nationalités fournisseurs	350
Répartition géographique de la population agricole étrangère	353
I. Les ouvriers agricoles salariés	357
Les saisonniers	359
Les frontaliers	360
Les salariés permanents	361
Les ouvriers agricoles belges : à demeure	361
saisonniers	364
Les ouvriers agricoles slaves : Polonais, Tchécoslovaques, Yougoslaves, Russes.....	368
Les ouvriers agricoles suisses et hollandais	377
Les ouvriers agricoles italiens : saisonniers.....	380
à demeure	383
Les ouvriers agricoles espagnols et portugais	385
saisonniers	387
à demeure	389
II. La colonisation : Les propriétaires, fermiers et métayers :	392
La répartition géographique des exploitations étrangères.....	392

<i>Les superficies cultivées</i>	393
<i>Les nationalités</i>	398
<i>Les colons italiens : dans le Sud-Est</i>	399
dans le Sud-Ouest	402
dans le reste de la France	411
la valeur du colon italien	412
<i>Les colons belges : répartition géographique</i>	420
Valeur du colon belge	424
Colons luxembourgeois	425
<i>Les colons espagnols : répartition géographique</i>	426
Portugais	428
Valeur du colon espagnol	429
<i>Les colons suisses : répartition géographique</i>	430
Valeur du colon suisse	434
<i>Les colons d'origine slave : Polonais</i>	434
Tchécoslovaques, Yougoslaves et Russes	439
<i>Colons de diverses origines : Hollandais</i>	440
Allemands	442
Anglo-Américains	443
III. Influence de l'immigration sur l'agriculture :	
Regain d'activité et développement de l'esprit d'entreprise et de solidarité	444
Modernisation du matériel et des méthodes	445
Hausse des salaires Religion	447
Inadaptation et instabilité de la main-d'œuvre étrangère	448
Manque de capitaux des immigrés	451
Dépendance de l'agriculture	452
IV. Rapports des étrangers et des populations françaises rurales :	
Elément belge	453
— italien	454
— espagnol	456
— suisse	457
— slave	458

CHAPITRE XII

Les problèmes de l'immigration

I. L'Aspect économique de l'immigration.

<i>Les avantages d'ordre économique de l'immigration : Augmentation de la production, adaptation de la main-d'œuvre aux besoins et diminution du chômage, apport de travailleurs tout formés, stimulant pour la main-d'œuvre nationale, activités supérieures réservées aux travailleurs nationaux, développement des œuvres sociales patronales, etc.</i>	460
<i>Les inconvénients d'ordre économique de l'immigration : Frais d'introduction, instabilité, inexpérience, développement excessif du régime industriel, exportation des épargnes, dépendance de l'économie nationale, multiplication des intermédiaires parasitaires, etc.</i>	465
<i>L'avenir de l'immigration : La raréfaction et la valorisation de la main-d'œuvre. Exigences des pays fournisseurs. Accroissement des besoins de la France pour l'avenir.</i>	470

II. L'Aspect social de l'immigration.

<i>La vie ouvrière et syndicale : L'absence de concurrence ouverte, l'aristocratisation de la classe ouvrière française, le manque d'activité syndicale des étrangers, l'apport d'éléments ignorants et peu évolués, la concurrence latente, etc.</i>	475
<i>Les agitateurs politiques : leur petit nombre et leur grande activité.</i>	481
<i>La criminalité : l'immigration agent de démoralisation, la forte criminalité étrangère.</i>	482

III. L'aspect sanitaire de l'immigration.

<i>Le danger sanitaire de l'immigration : Le développement des maladies contagieuses, l'envahissement des hôpitaux et des asiles</i>	487
<i>Le danger physique pour la race : Les éléments inassimilables et inadaptables, les races exotiques</i>	490
<i>L'organisation du contrôle médical : Les contrôle aux frontières ; ses difficultés ; ses résultats.</i>	492

IV. L'Aspect politique de l'immigration.

Les politiques des pays d'émigration et d'immigration (p. 494). — La suppression de la liberté des mouvements migratoires (p. 494). La politique des pays d'émigration : Italie, Pologne, Espagne, Tchécoslovaquie (p. 494). La politique des pays d'immigration : États-Unis, France (p. 501). La S.D.N. et la politique internationale de l'émigration (p. 505).

L'Assimilation et ses facteurs favorables et défavorables..... 510

Les facteurs défavorables : résistance des pays fournisseurs (p. 510), réaction spontanée contre le nouveau milieu (p. 517), la langue (p. 518), densité au sein de la population française (p. 518), service militaire (p. 520), l'instabilité et rapatriements (p. 521), les non-assimilables (p. 523).

Les facteurs favorables : la parenté ethnique (p. 523), l'immigration familiale (p. 524), politique patronale en faveur de la main d'œuvre étrangère (p. 525), l'égalité économique et sociale (p. 526), la supériorité de la civilisation française (p. 529), l'hospitalité française (p. 530), mariages mixtes (p. 532), influence du clergé français (p. 533), l'école (p. 536), naturalisations (p. 544).

Les facteurs favorables à l'assimilation l'emportent sur les facteurs défavorables..... 554

L'immigration et l'unité ethnique et morale de la nation. La race. L'unité nationale. La culture française. Le danger de saturation..... 556

ANNEXES

Tableaux	N° 1. — Population active étrangère en 1911 par nationalité et par sexe dans les grands groupes professionnels	562
—	N° 2. — Répartition par nationalité de l'immigration contrôlée de 1920 à 1929.....	562
—	N° 3. — Population étrangère par département en 1911 et 1926.....	563
—	N° 4. — Population étrangère par département d'après la nationalité et le sexe en 1926.....	564
—	N° 5. — Population active étrangère en 1926 dans les grands groupes professionnels par département, avec indication du sexe et de la proportion des étrangers dans la population active totale.....	568
—	N° 5 bis — Population étrangère en 1931 par département.....	571
—	N° 6. — Population active étrangère par nationalité dans les diverses professions en 1926.....	572
—	N° 7. — Cultivateurs étrangers et superficies exploitées en 1927 par département	574
Modèles A	— Certificat sanitaire pour ouvrier étranger entrant en France.....	577
—	B — Demande d'ouvriers italiens pour l'industrie.....	578
—	C — Contrat individuel de travailleur polonais de l'industrie.....	580
—	D — Contrat de travail pour ouvriers étrangers de l'industrie.....	583
—	E — Tableau des salaires minima d'embauchage des ouvriers agricoles étrangers.....	584
—	F — Fiche à joindre par l'employeur à une demande de famille agricole.....	585
—	G — Contrat d'embauchage pour ouvrier agricole polonais.....	586
BIBLIOGRAPHIE		589

Vu, le 8 Juin 1931
Le Doyen de la Faculté
des Lettres de l'Université
de Paris

H. DELACROIX

Vu
et remis d'imprimer,
Le Recteur
de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY

ERRATUM

Au début de l'ouvrage quelques noms de peuples : Français, Italien, Suisse, Espagnol, etc... ont été portés *sans majuscule*, notamment aux pages 64, 103, 108, 125, 126, 178, 212, 252, 272, etc...

Page 2, note 2, lire : *Lot* au lieu de *Lo*

Page 21, note 5, lire : *l'encouragement* à l'épargne, etc...

— La richesse capitalisée etc...

Page 36, ligne 22, lire *attraction* au lieu de *attirance*

Page 78, ligne 14, lire *fût* au lieu de *fut*

Page 188, carte 28, lire *illettrés* au lieu de *illetrés*

Page 276, ligne 13, lire *Maine-et-Loire* au lieu de *Maine-et-Loir*.

Page 338, ligne 28, lire *quelques-uns* au lieu de *quelques uns*

Page 389, note 1, lire 1930 au lieu de 1926

Page 395, lignes 12, et 15, lire 5 *départements* au lieu de 6

Page 401, lignes 5 et 25, lire *le Vaucluse* au lieu de *la*

Page 420, ligne 4, lire *semi-siècle* au lieu de *demi siècle*

Page 425, ligne 31, lire *Côte-d'or* au lieu de *Cote D'or*

Page 461, ligne 33, lire *dut* au lieu de *dût*

Page 465, ligne 22, lire *tout* au lieu de *toute*

Page 478, note 2, lire *Gemähling* au lieu de *Gemachling*

Page 483, ligne 35, lire *d'être* au lieu de : *être*

Page 501, ligne 30, lire *uniformisation* au lieu de *unifformisation*

Page 525, ligne 3, la note correspondant au renvoi n°3 se trouve au bas de la page précédente (524)

NOTA

NEMOURS. IMPRIMERIE ANDRÉ LESOT

